ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des archives de l'Assemblée nationale

Du 1er janvier 1987 au 25 février 1988

8e Législature

Seconde session ordinaire de 1986-1987	Du 2 avril au 30 juin 1987.
Première session extraordinaire de 1986-1987.....	Du 1er juillet au 9 juillet 1987.
Première session ordinaire de 1987-1988	Du 2 octobre au 20 décembre 1987.
Première session extraordinaire de 1987-1988.....	Du 21 décembre au 23 décembre 1987.
Deuxième session extraordinaire de 1987-1988	Du 2 février au 25 février 1988.

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P.	Afrique, Caraïbes, Pacifique.
A.C.P.	Agence centrale de presse.
A.D.A.S.E.A.	Association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles.
A.F.M.E.	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A.F.P.	Agence France-presse.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.I.T.V.	Agence internationale francophone d'images de télévision.
A.J.E.	Allocation au jeune enfant.
A.N.A.H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi.
A.N.T.	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
A.N.V.A.R.	Agence nationale pour la valorisation de la recherche.
A.P.E.	Allocation parentale d'éducation.
A.P.L.	Aide personnalisée au logement.
A.S.S.E.D.I.C.	Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A.T.O.S.	Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B.R.G.M.	Bureau de recherches géologiques et minières.
B.T.P.	Bâtiments et travaux publics.
B.U.M.I.D.O.M.	Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.
C.A.E.C.L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C.D.J.A.	Centre départemental des jeunes agriculteurs.
C.D.S.	Centre des démocrates sociaux.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.C.A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
C.E.E.	Communauté économique européenne.
C.F.P.A.	Centre de formation professionnelle des avocats.
C.G.C.	Confédération générale des cadres.
C.G.I.	Code général des impôts.
C.G.T.	Confédération générale du travail.
C.H.R.	Centre hospitalier régional.
C.H.U.	Centre hospitalo-universitaire.
C.J.C.E.	Cour de justice des communautés européennes.
C.M.P.	Commission mixte paritaire.
C.N.A.F.	Caisse nationale d'allocations familiales.
C.N.A.M.	Caisse nationale d'assurance maladie.
C.N.A.V.	Caisse nationale d'assurance vieillesse.
C.N.C.A.	Centre national de la communication audiovisuelle.
C.N.C.A.	Caisse nationale du crédit agricole.
C.N.C.L.	Commission nationale de la communication et des libertés.
C.N.E.S.	Centre national d'études spatiales.
C.N.I.L.	Commission nationale de l'informatique et des libertés.
C.N.J.A.	Centre national des jeunes agriculteurs.
C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.
C.N.R.A.C.L.	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
C.O.B.	Commission des opérations de bourse.
C.O.D.E.R.	Commission de développement économique régional.
C.O.T.O.R.E.P.	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C.P.	Code pénal.
C.R.T.	Conseils régionaux du tourisme.
C.S.C.O.	Conseil supérieur de coordination et d'orientation de l'économie agricole.
C.S.F.E.	Conseil supérieur des Français de l'étranger.
C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.D.A.S.S.	Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
D.F.C.I.	Défense forestière contre les incendies.
D.G.E.	Dotation globale d'équipement.
D.G.F.	Dotation globale de fonctionnement.
D.G.T.	Direction générale des télécommunications.
D.M.O.S.	Diverses mesures d'ordre social.
D.O.M.	Département d'outre-mer.
E.D.F.	Electricité de France.
E.M.C.	Entreprise minière et chimique.
E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
E.N.I.M.	Etablissement national des invalides de la marine.
F.A.C.	Fonds d'action culturel.
F.A.C.	Fonds d'aide et de coopération.
F.A.R.	Force d'action rapide.
F.C.P.	Fonds commun de placement.
F.C.T.V.A.	Fonds de compensation de la T.V.A..
F.E.N.	Fédération de l'éducation nationale.
F.E.O.G.A.	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
F.I.A.M.	Fonds interactivité d'aménagement de la montagne.
F.I.D.I.P.R.A.	Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés.
F.I.N.U.L.	Force d'interposition des Nations unies au Liban.
F.L.N.C.	Front de libération nationale corse.
F.L.N.K.S.	Front de libération nationale kanak socialiste.
F.M.I.	Fonds monétaire international.
F.M.V.J.	Fédération mondiale des villes jumelées.
F.N.D.S.	Fonds national pour le développement du sport.
F.N.E.	Fonds national pour l'emploi.
F.N./R.N.	Front national/Rassemblement national.
F.N.S.	Force nucléaire stratégique.
F.O.N.J.E.P.	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation des marchés agricoles.
F.O.S.T.	Force océanique stratégique.

F.S.G.T.	Fonds spécial de grands travaux.
G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.T.T.	General agreement on tarifs and trade.
G.D.F.	Gaz de France.
G.F.A.	Groupement foncier agricole.
G.I.A.T	Groupement des industries d'armement terrestre.
G.V.T.	Glissement, vieillesse, technicité.
H.L.M.	Habitation à loyer modéré.
I.D.S.	Initiative de défense stratégique.
I.F.R.E.M.E.R.	Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer.
I.G.A.	Inspection générale de l'administration.
I.G.A.S.	Inspection générale des affaires sociales.
I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes.
I.G.P.N.	Inspection générale de la police nationale.
I.G.S.	Inspection générale des services.
I.N.A.	Institut national de l'audiovisuel.
I.N.A.O.	Institut national des appellations d'origine.
I.N.R.A.	Institut national de recherches agronomiques.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I.R.C.H.A.	Institut national de recherche chimique appliquée.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.
I.V.G.	Interruption volontaire de grossesse.
J.O.	Journal officiel.
J.O.C.	Jeunesse ouvrière chrétienne.
L.I.C.R.A.	Ligue contre le racisme et l'antisémitisme.
M.C.M.	Montants compensatoires monétaires.
M.D.P.A	Mines de potasse d'Alsace.
M.R.A.P.	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples.
M.R.G.	Mouvement des radicaux de gauche.
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique.
O.I.D.	Opérations intégrées de développement.
O.L.P.	Organisation de libération de la Palestine.
O.N.A.C.	Office national des anciens combattants.
O.N.A.S.E.C.	Office national à l'action sociale éducative et culturelle.
O.N.F.	Office national des forêts.
O.N.I.	Office national d'immigration.
O.P.A.C.	Office public d'aménagement et de construction.
O.P.A.H.	Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
O.P.H.L.M.	Office public d'habitations à loyer modéré.
O.R.S.T.O.M.	Institut français de recherche pour le développement en coopération.
O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
P.A.C	Politique agricole commune.
P.A.F.	Plan d'action foncière.
P.A.H.	Prime à l'amélioration de l'habitat.
P.A.L.U.L.O.S.	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P.A.P.	Prêt d'accession à la propriété.
P.A.Z.	Plan d'action de zone.
P.C.	Prêt conventionné.
P.C.F.	Parti communiste français.
P.E.J.	Plan d'emploi des jeunes.
P.E.L.	Prêt d'épargne logement.
P.E.R.	Plan d'épargne retraite.
P.I.A.O.	Permanence d'information, d'accueil et d'orientation.
P.I.B.	Produit intérieur brut.
P.I.L.	Programme d'insertion locale.
P.I.M.	Programme intégré méditerranéen.
P.L.A.	Prêt locatif aidé.
Plan E.M.E.P.	Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.
P.L.D.	Plafond légal de densité.
P.M.E./P.M.I.	Petites et moyennes entreprises/Petites et moyennes industries.
P.M.I.	Protection maternelle et infantile.
P.M.U.	Pari mutuel urbain.
P.O.S.	Plan d'occupation des sols.
P.R.	Parti républicain.
P.S.	Parti socialiste.
P.T.T.	Postes, téléphone et télécommunication.
P.V.D.	Pays en voie de développement.
R.A.T.P.	Régie autonome des transports parisiens.
R.F.A.	République fédérale d'Allemagne.
R.F.I.	Radio-France International.
R.F.O.	Radio-France outre-mer.
R.F.P.	Régie française de publicité.
R.P.C.R.	Rassemblement pour la Calédonie dans la République.
R.P.R.	Rassemblement pour la République.
S.A.C.E.M.	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
S.A.F.E.R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.C.P.R.I.	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
S.D.A.M.U.	Service départemental d'aide médicale d'urgence.
S.E.I.T.A.	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.F.P.	Société française de production.
S.G.D.N.	Secrétariat général de la défense nationale.
S.I.C.A.V.	Société d'investissement à capital variable.
S.I.D.A.	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
S.J.T.I.	Service juridique et technique d'information.
S.L.E.C.	Société locale d'équipement du câble.
S.M.E.	Systéme monétaire européen.
S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.C.F.	Société nationale des chemins de fer français.
S.N.E.	Syndicat national de l'édition.
S.N.E.P.	Société nationale des entreprises de presse.
S.N.L.E.	Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
T.D.F.	Télédiffusion de France.
T.G.V.	Train à grande vitesse.
T.O.M.	Territoire d'outre-mer.
T.U.C.	Travaux d'utilité collective.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.D.F.	Union pour la démocratie française.
U.E.O.	Union de l'Europe occidentale.
U.E.R.	Unité d'enseignement et de recherche.
U.G.B.	Unité de gros bétail.
U.N.A.P.A.	Union nationale des associations de défense des préretraités et retraités assimilés.
U.N.E.D.I.C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U.N.I.L.	Union nationale interprofessionnelle du logement.
Z.A.C.	Zone d'aménagement concerté.
Z.I.F.	Zone d'intervention foncière.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1987

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.
2 avril	3 avril	1 à 14	1	001	5 juin	6 juin	2015 à 2070	34	035
7 avril	8 avril	15 à 72	2	002	9 juin	10 juin	2073 à 2168	35	036
8 avril	9 avril	73 à 122	3	003	10 juin	11 juin	2169 à 2246	36	037
9 avril	10 avril	123 à 202	4	004	11 juin	12 juin	2247 à 2300	37	038
10 avril	11 avril	203 à 270	5	005	12 juin	13 juin	2301 à 2364	38	039
14 avril	15 avril	271 à 342	6	006	15 juin	16 juin	2365 à 2408	39	040
15 avril	16 avril	243 à 394	7	007	16 juin	17 juin	2409 à 2504	40	041
16 avril	17 avril	395 à 456	8	008	17 juin	18 juin	2505 à 2822	41	042-045
21 avril	22 avril	457 à 536	9	009	18 juin	19 juin	2823 à 2886	42	046
22 avril	23 avril	537 à 592	10	010	19 juin	20 juin	2887 à 2990	43	047-048
23 avril	24 avril	593 à 648	11	011	22 juin	23 juin	2991 à 3032	44	049
24 avril	25 avril	649 à 666	12	012	23 juin	24 juin	3033 à 3106	45	050
28 avril	29 avril	667 à 726	13	013	24 juin	25 juin	3107 à 3148	46	051
29 avril	30 avril	727 à 792	14	014	25 juin	26 juin	3149 à 3228	47	052
30 avril	1er mai	793 à 832	15	015	26 juin	27 juin	3229 à 3308	48	053
5 mai	6 mai	833 à 882	16	016	29 juin	30 juin	3309 à 3370	49	054
6 mai	7 mai	883 à 944	17	017	30 juin	1er juillet	3371 à 3416	50	055
7 mai	8 mai	945 à 1002	18	018	1er juillet	2 juillet	3441 à 3524	51	056
12 mai	13 mai	1003 à 1062	19	019	2 juillet	3 juillet	3525 à 3632	52	057-058
13 mai	14 mai	1063 à 1124	20	020	3 juillet	4 juillet	3633 à 3686	53	059
14 mai	15 mai	1125 à 1182	21	021	7 juillet	8 juillet	3687 à 3768	54	060
15 mai	16 mai	1183 à 1250	22	022	8 juillet	9 juillet	3769 à 3880	55	061-062
18 mai	19 mai	1251 à 1294	23	023	9 juillet	10 juillet	3881 à 3914	56	063
19 mai	20 mai	1295 à 1354	24	024	2 octobre ...	3 octobre	3915 à 3934	57	064
20 mai	21 mai	1355 à 1432	25	025	6 octobre ...	7 octobre	3935 à 3984	58	065
21 mai	22 mai	1433 à 1496	26	026	7 octobre ...	8 octobre	3985 à 4040	59	066
22 mai	23 mai	1497 à 1576	27	027	8 octobre ...	9 octobre	4041 à 4076	60	067
25 mai	26 mai	1577 à 1626	28	028	9 octobre ...	10 octobre	4077 à 4196	61	068-069
26 mai	27 mai	1627 à 1698	29	029	13 octobre ...	14 octobre	4197 à 4246	62	070
27 mai	28 mai	1699 à 1780	30	030	14 octobre ...	15 octobre	4247 à 4350	63	071-072
2 juin	3 juin	1781 à 1836	31	031	15 octobre ...	16 octobre	4351 à 4456	64	073-074
3 juin	4 juin	1837 à 1944	32	032-033	16 octobre ...	17 octobre	4457 à 4502	65	075
4 juin	5 juin	1945 à 2014	33	034	20 octobre ...	21 octobre	4503 à 4562	66	076

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
21 octobre ...	22 octobre.....	4563 à 4626	67	077	26 novembre .	27 novembre...	6459 à 6476	92	105
22 octobre ...	23 octobre.....	4627 à 4702	68	078	27 novembre .	28 novembre...	6477 à 6522	93	106
23 octobre ...	24 octobre.....	4703 à 4788	69	079	30 novembre .	1er décembre ...	6523 à 6584	94	107
26 octobre ...	27 octobre.....	4789 à 4866	70	080	1er décembre..	2 décembre ...	6585 à 6658	95	108
27 octobre ...	28 octobre.....	4867 à 4948	71	081	2 décembre..	3 décembre ...	6659 à 6712	96	109
28 octobre ...	29 octobre.....	4949 à 5020	72	082	3 décembre..	4 décembre ...	6713 à 6766	97	110
29 octobre ...	30 octobre.....	5021 à 5112	73	083	4 décembre..	5 décembre ...	6767 à 6824	98	111
30 octobre ...	31 octobre.....	5113 à 5184	74	084	7 décembre..	8 décembre ...	6825 à 6868	99	112
2 novembre .	3 novembre...	5185 à 5256	75	085	8 décembre..	9 décembre ...	6869 à 6982	100	113-114
3 novembre .	4 novembre...	5257 à 5334	76	086	9 décembre..	10 décembre ...	6983 à 7058	101	115
4 novembre .	5 novembre...	5335 à 5422	77	087	10 décembre..	11 décembre ...	7059 à 7148	102	116
5 novembre .	6 novembre...	5423 à 5486	78	088	11 décembre..	12 décembre ...	7149 à 7230	103	117
6 novembre .	7 novembre...	5487 à 5588	79	089-090	12 décembre..	13 décembre ...	7231 à 7306	104	118
9 novembre .	10 novembre...	5589 à 5668	80	091	14 décembre..	15 décembre ...	7307 à 7392	105	119
10 novembre .	11 novembre...	5669 à 5718	81	092	15 décembre..	16 décembre ...	7393 à 7498	106	120-121
12 novembre .	13 novembre...	5719 à 5818	82	093-094	16 décembre..	17 décembre ...	7499 à 7614	107	122-123
13 novembre .	14 novembre...	5819 à 5960	83	095-096	17 décembre..	18 décembre ...	7615 à 7706	108	124
17 novembre .	18 novembre...	5961 à 6008	84	097	18 décembre..	19 décembre ...	7707 à 7802	109	125
18 novembre .	19 novembre...	6009 à 6070	85	098	19 décembre..	20 décembre ...	7803 à 7894	110	126
19 novembre .	20 novembre...	6071 à 6132	86	099	20 décembre..	21 décembre ...	7895 à 7954	111	127
20 novembre .	21 novembre...	6133 à 6204	87	100	21 décembre..	22 décembre ...	7955 à 8028	112	128
21 novembre .	22 novembre...	6205 à 6268	88	101	22 décembre..	23 décembre ...	8029 à 8070	113	129
23 novembre .	24 novembre...	6269 à 6328	89	102	23 décembre..	24 décembre ...	8071 à 8112	114	130
24 novembre .	25 novembre...	6329 à 6426	90	103					
25 novembre .	26 novembre...	6427 à 6458	91	104					

ANNÉE 1988

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
2 février	3 février.....	1 à 48	1	1	4 février	5 février.....	125 à 228	3	3-4
3 février	4 février.....	51 à 124	2	2	23 février	24 février.....	229 à 302	4	5

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES

	Pages
I. - **Composition de l'Assemblée nationale :**	
1. Liste par département des députés proclamés élus	IX
2. Liste alphabétique des députés	XIV
II. - **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**	
A. - Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	XIX
B. - Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	XIX
C. - Députés décédés	XIX
D. - Démission de députés	XIX
III. - **Groupes politiques**	XX
IV. - **Bureau de l'Assemblée nationale**	XXII
V. - **Commissions permanentes**	XXIII
VI. - **Commissions mixtes paritaires**	XXVI
VII. - **Commissions spéciales**	XXVII
VIII. - **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe**	XXVIII
IX. - **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires**	XXIX
X. - **Autres délégations de l'Assemblée nationale**	XXX
XI. - **Haute Cour de justice**	XXXI
XII. - **Sessions**	XXXII
XIII. - **Composition du Gouvernement de M. Jacques Chirac :**	
1. Par ordre alphabétique	XXXIII
2. Par ministère	XXXIII
3. Modifications	XXXIV

I. - COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. - LISTE PAR DÉPARTEMENT DES DÉPUTÉS A LA DATE DU 1er JANVIER 1987

I. - DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

01 - Ain

MM. Guichon (Lucien).
Millon (Charles).
Ravassard (Noël).
Saint-Pierre (Dominique).

02 - Aisne

MM. Balligand (Jean-Pierre).
Lamant (Jean-Claude).
Lefranc (Bernard).
Le Meur (Daniel).
Rossi (André).

03 - Allier

MM. Belorgey (Jean-Michel).
Lacarin (Jacques).
Lajoinie (André).
Rolland (Hector).

04 - Alpes-de-Haute-Provence

MM. Bellon (André).
Delmar (Pierre).

05 - Alpes (Hautes-)

MM. Bernard-Reymond (Pierre).
Chevallier (Daniel).

06 - Alpes-Maritimes

MM. Aubert (Emmanuel).
Bachelet (Pierre).
Colonna (Jean-Hugues).
Ehrmann (Charles).
Fiszbin (Henri).
Médecin (Jacques).
Mme Moreau (Louise).
MM. Peyrat (Jacques).
Peyron (Albert).

07 - Ardèche

MM. Chapuis (Robert).
Michel (Jean-François).
Perbet (Régis).

08 - Ardennes

MM. Mas (Roger).
Sourdille (Jacques).
Vuibert (Michel).

09 - Ariège

MM. Bonrepaux (Augustin).
Cuq (Henri).

10 - Aube

MM. Cartelet (Michel).
Galley (Robert).
Micaux (Pierre).

11 - Aude

MM. Barailla (Régis).
Cambolive (Jacques).
Cassabel (Jean-Pierre).

12 - Aveyron

MM. Briane (Jean).
Godfrain (Jacques).
Rigal (Jean).

13 - Bouches-du-Rhône

MM. Arrighi (Pascal).
Blum (Roland).
Domenech (Gabriel).
Gaudin (Jean-Claude).
Hermier (Guy).
Léonetti (Jean-Jacques).
Perdomo (Ronald).
de Peretti Della Rocca (Jean-Pierre).
Pezet (Michel).
Porelli (Vincent).
Roatta (Jean).
Roussel (Jean).
Sammarco (Philippe).
Siffre (Jacques).
Toga (Maurice).
Vauzelle (Michel).

14 - Calvados

MM. Fanton (André).
Ledran (André).
Mexandeau (Louis).
d'Ornano (Michel).
Mme Roudy (Yvette).
M. Saint-Ellier (Francis).

15 - Cantal

MM. Raynal (Pierre).
Souchon (René).

16 - Charente

MM. Boucheron (Jean-Michel).
Hardy (Francis).
Houssin (Pierre-Rémy).
Lambert (Jérôme).

17 - Charente-Maritime

MM. Branger (Jean-Guy).
Bussereau (Dominique).
Crépeau (Michel).
de Lipkowski (Jean).
Marchand (Philippe).

18 - Cher

MM. Calmat (Alain).
Deniau (Jean-François).
Rimbault (Jacques).

19 - Corrèze

MM. Bechter (Jean-Pierre).
Cassaing (Jean-Claude).
Charbonnel (Jean).

20 A - Corse-du-Sud

MM. Alfonsi (Nicolas).
de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Corse (Haute-)

MM. Pasquini (Pierre).
Zuccarelli (Emile).

21 - Côte-d'Or

MM. Carraz (Roland).
Jacob (Lucien).
Mathieu (Gilbert).
Patriat (François).
Poujade (Robert).

22 - Côtes-du-Nord

MM. Benoît (René).
Chouat (Didier).
Couepel (Sébastien).
Cousin (Bertrand).
Josselin (Charles).

23 - Creuse

MM. Chartron (Jacques).
Lejeune (André).

24 - Dordogne

MM. Bonnet (Alain).
Dumas (Roland).
Guéna (Yves).
Marty (Elie).

25 - Doubs

M. Béche (Guy).
Mme Bouchardeau (Huguette).
MM. Jacquemin (Michel).
Kuster (Gérard).
Vuillaume (Roland).

26 - Drôme

MM. Michel (Henri).
Mouton (Jean).
Parent (Régis).
Pesce (Rodolphe).

27 - Eure

MM. Debré (Jean-Louis).
Deschaux-Beaume (Freddy).
Loncle (François).
Michel (Claude).
Poniatowski (Ladislas).

28 - Eure-et-Loir

M. Dousset (Maurice).
Mlle. Gaspard (Françoise).
MM. Lemoine (Georges).
Taugourdeau (Martial).

29 - Finistère

MM. Bécam (Marc).
Cozan (Jean-Yves).
Goasduff (Jean-Louis).
Gourmelon (Joseph).
Mme Jacq (Marie).
MM. Le Pensec (Louis).
Miossec (Charles).
Peuziat (Jean).

30 - Gard

MM. Bousquet (Jean).
De Chambrun (Charles).
Deschamps (Bernard).
Mme Dufoix (Georgina).
M. Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-)

MM. Bapt (Gérard).
Baudis (Pierre).
Diebold (Jean).
Jospin (Lionel).
Montastruc (Pierre).
Ortet (Pierre).
Raymond (Alex).
Roger-Machart (Jacques).
Séguéla (Jean-Paul).

32 - Gers

MM. Laborde (Jean).
de Montesquiou (Aymeri).

33 - Gironde

MM. Cazalet (Robert).
César (Gérard).
Chaban-Delmas (Jacques).
Dalbos (Jean-Claude).
Garmendia (Pierre).
Mme Lalumière (Catherine).
MM. Mitterrand (Gilbert).
Peyret (Michel).
Sainte-Marie (Michel).
Sirgue (Pierre).
Valleix (Jean).

34 - Hérault

MM. Barrau (Alain).
Couveinhes (René).
Diméglio (Willy).
Frèche (Georges).
Lacombe (Jean).
Martinez (Jean-Claude).
Roux (Jacques).

35 - Ille-et-Vilaine

Mme Boisseau (Marie-Thérèse).
MM. Boucheron (Jean-Michel).
Cointat (Michel).
Couanau (René).
Fréville (Yves).
Hervé (Edmond).
Théaudin (Clément).

36 - Indre

MM. Bernardet (Daniel).
Laignel (André).
Louet (Henri).

37 - Indre-et-Loire

MM. Debré (Bernard).
Lory (Raymond).
Mme Mora (Christiane).
MM. Proveux (Jean).
Royer (Jean).

38 - Isère

MM. Audinot (Gautier).
Colombier (Georges).
Giard (Jean).
Hannoun (Michel).
Mégret (Bruno).
Mermaz (Louis).
Moyne-Bressand (Alain).
Nucci (Christian).
Mme Sicard (Odile).

39 - Jura

M. Barbier (Gilbert).
Brune (Alain).
Charroppin (Jean).

40 - Landes

MM. Emmanuelli (Henri).
Lauga (Louis).
Pénicaut (Jean-Pierre).

41 - Loir-et-Cher

MM. Corrèze (Roger).
Dasanlis (Jean).
Lang (Jack).

42 - Loire

MM. Auroux (Jean).
Badet (Jacques).
Bayard (Henri).
Cabal (Christian).
Chomat (Paul).
Clément (Pascal).
Le Jaouen (Guy).

43 - Loire (Haute-)

MM. Barrot (Jacques).
Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique

MM. Ayrault (Jean-Marc).
Chénard (Alain).
Evin (Claude).
Guichard (Olivier).
Mlle Hubert (Elisabeth).
MM. Hunault (Xavier).
Maujouän du Gasset (Joseph-Henri).
Natiez (Jean).
Mme Papon (Monique).
M. Richard (Lucien).

45 - Loiret

MM. Carré (Antoine).
Charié (Jean-Paul).
Deniau (Xavier).
Portheault (Jean-Claude).
Sueur (Jean-Pierre).

46 - Lot

MM. Chastagnol (Alain).
Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne

MM. Cholet (Paul).
Gonelle (Michel).
Laurissergues (Christian).

48 - Lozère

MM. Blanc (Jacques).
Durand (Adrien).

49 - Maine-et-Loire

MM. Alphandéry (Edmond).
Bégault (Jean).
Chupin (Jean-Claude).
Foyer (Jean).
Mme Leroux (Ginette).
MM. Ligot (Maurice).
Narquin (Jean).

50 - Manche

MM. André (René).
Daillet (Jean-Marie).
Darinot (Louis).
Godefroy (Pierre).
Stirn (Olivier).

51 - Marne

MM. Bourg-Broc (Bruno).
Colin (Georges).
Falala (Jean).
Reyssier (Jean).
Stasi (Bernard).
Mme Toutain (Ghislaine).

52 - Marne (Haute-)

MM. Chanfrault (Guy).
Févre (Charles).

53 - Mayenne

MM. D'Aubert (François).
de Gastines (Henri).
Pinçon (André).

54 - Meurthe-et-Moselle

MM. Bigeard (Marcel).
Durieux (Jean-Paul).
Durupt (Job).
Mme Goeuriot (Colette).
MM. Haby (René).
Le Déaut (Jean-Yves).
Léonard (Gérard).

55 - Meuse

MM. Dumont (Jean-Louis).
Lorenzini (Claude).

56 - Morbihan

MM. Bouvard (Loïc).
Cavaillé (Jean-Charles).
Giovannelli (Jean).
Kergueris (Aimé).
Le Drian (Jean-Yves).
Marcellin (Raymond).

57 - Moselle

MM. Demange (Jean-Marie).
Drouin (René).
Herlory (Guy).
Jacquat (Denis).
Kiffer (Jean).
Laurain (Jean).
Masson (Jean-Louis).
Messmer (Pierre).
Metzinger (Charles).
Seitlinger (Jean).

58 - Nièvre

MM. Bardin (Bernard).
Bérégovoy (Pierre).
Savy (Bernard).

59 - Nord

MM. Ansart (Gustave).
Baeckeroot (Christian).
Bocquet (Alain).
Ceyrac (Pierre).
Charles (Serge).
Chauvierre (Bruno).
Dehoux (Marcel).
Delebarre (Michel).
Delfosse (Georges).
Dermaux (Stéphane).
Derosier (Bernard).
Dhinnin (Claude).
Durieux (Bruno).
Faugaret (Alain).
Hage (Georges).
Ghysel (Michel).
Jarosz (Jean).
Le Garrec (Jean).
Legendre (Jacques).
Marlière (Olivier).
Mauroy (Pierre).
Notebart (Arthur).
Mme Osselin (Jacqueline).
M. Paccou (Charles).

60 - Oise

MM. Anciant (Jean).
Dehaine (Arthur).
Descaves (Pierre).
Florian (Roland).
Hersant (Robert).
Mancel (Jean-François).
Vadepied (Guy).

61 - Orne

MM. Geng (Francis).
Goulet (Daniel).
Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais

MM. Auchedé (Rémy).
Barthe (Jean-Jacques).
Blot (Yvan).
Delehedde (André).
Delevoye (Jean-Paul).
Deprez (Léonce).
Hersant (Jacques).
Huguet (Roland).
Kucheida (Jean-Pierre).
Lengagne (Guy).
Mellick (Jacques).
Porteu de la Morandière (François).
Vasseur (Philippe).
Wacheux (Marcel).

63 - Puy-de-Dôme

MM. Adevah-Pœuf (Maurice).
Chometon (Georges).
Giscard d'Estaing (Valéry).
Lavédrine (Jacques).
Pascallon (Pierre).
Pourchon (Maurice).

64 - Pyrénées-Atlantiques

MM. Bayrou (François).
Destrade (Jean-Pierre).
Gougy (Jean).
Labarrère (André).
Lamassoure (Alain).
Prat (Henri).

65 - Pyrénées (Hautes-)

MM. Bleuler (Pierre).
Forgues (Pierre).
Trémège (Gérard).

66 - Pyrénées-Orientales

MM. Barate (Claude).
Farran (Jacques).
Sergent (Pierre).
Mme Soum (Renée).

67 - Rhin (Bas-)

MM. Caro (Jean-Marie).
Durr (André).
Gengenwin (Germain).
Grussenmeyer (François).
Koehl (Emile).
Oehler (Jean).
Reymann (Marc).
Spieler (Robert).
Mme Trautmann (Catherine).

68 - Rhin (Haut-)

MM. Bockel (Jean-Marie).
Freulet (Gérard).
Fuchs (Jean-Paul).
Grimont (Jean).
Klifa (Joseph).
Ueberschlag (Jean).
Weisenhorn (Pierre).

69 - Rhône

MM. Barre (Raymond).
Besson (Jean).
Collomb (Gérard).
Dubernard (Charles).
Gollnisch (Bruno).
Hernu (Charles).
Mayoud (Alain).
Poperen (Jean).
Queyranne (Jean-Jack).
Reveau (Jean-Pierre).
Rigaud (Jean).
Mme Sublet (Marie-Joséphe).
M. Terrot (Michel).

70 - Saône (Haute-)

MM. Chantelat (Pierre).
Legras (Philippe).
Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire

MM. Beaumont (René).
Billardon (André).
Couturier (Roger).
Joxe (Pierre).
Perben (Dominique).
Worms (Jean-Pierre).

72 - Sarthe

MM. Bollengier-Stragier (Georges).
Chasseguet (Gérard).
Chauveau (Guy-Michel).
Douyère (Raymond).
Fillon (François).

73 - Savoie

MM. Barnier (Michel).
Besson (Louis).
Ferrari (Gratien).

74 - Savoie (Haute-)

MM. Birraux (Claude).
Borrel (Robert).
Brocard (Jean).
Mazeaud (Pierre).
Strauss-Kahn (Dominique).

75 - Paris

Mme Avice (Edwige).
MM. Béguet (René).
De Benouville (Pierre).
Billon (Alain).
Charzat (Michel).
Dominati (Jacques).
Ferron (Jacques).
Frédéric-Dupont (Edouard).
Fuchs (Gérard).
Gantier (Gilbert).
Kaspereit (Gabriel).
Le Pen (Jean-Marie).
Marcus (Claude-Gérard).
Mesmin (Georges).
Moulinet (Louis).
Mme Panafieu (Françoise de).
Quilès (Paul).
Sarre (Georges).
Mlle Stievenard (Giséle).
MM. Tiberi (Jean).
Toubon (Jacques).

76 - Seine-Maritime

MM. Allard (Jean).
Beaufils (Jean).
Bourguignon (Pierre).
Chaboche (Dominique).
Delatre (Georges).
Dhaille (Paul).
Fabius (Laurent).
Fosse (Roger).
Leroy (Roland).
Menga (Joseph).
Revet (Charles).
Rufenacht (Antoine).

77 - Seine-et-Marne

MM. Bordu (Gérard).
Drut (Guy).
Fourré (Jean-Pierre).
Hyest (Jean-Jacques).
Jalkh (Jean-François).
Julia (Didier).
Le Foll (Robert).
Peyrefitte (Alain).
Vivien (Alain).

78 - Yvelines

M. Borotra (Franck).
Mmes Boutin (Christine).
Frachon (Martine).
Hoffmann (Jacqueline).
MM. Malandain (Guy).
Péricard (Michel).
Pinte (Etienne).
Rocard (Michel).
Schreiner (Bernard).
Tenaillon (Paul-Louis).
Wagner (Georges-Paul).
Wagner (Robert).

79 - Sèvres (Deux-)

MM. Brochard (Albert).
Clert (André).
de Gaulle (Jean).
Hervé (Michel).

80 - Somme

MM. Claisse (Pierre).
Dessein (Jean-Claude).
Fleury (Jacques).
Gremetz (Maxime).
Hart (Joël).
de Robien (Gilles).

81 - Tarn

MM. Bernard (Pierre).
Limouzy (Jacques).
Mamy (Albert).
Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne

MM. Bonhomme (Jean).
Gouze (Hubert).

83 - Var

MM. Colin (Daniel).
Couve (Jean-Michel).
Goux (Christian).
Hamaide (Michel).
Janetti (Maurice).
Paecht (Arthur).
Mme Piat (Yannick).

84 - Vaucluse

MM. Bompard (Jacques).
Borel (André).
Ferrand (Jean-Michel).
Roux (Jean-Pierre).

85 - Vendée

MM. Ansquer (Vincent).
Mauger (Pierre).
Mestre (Philippe).
Métais (Pierre).
Puaud (Philippe).

86 - Vienne

M. Abelin (Jean-Pierre).
Mme Cresson (Edith).
MM. Lepercq (Arnaud).
Santrot (Jacques).

87 - Vienne (Haute-)

MM. Bernard (Michel).
Bouvet (Henri).
Rigout (Marcel).
Rodet (Alain).

88 - Vosges

MM. Jacquot (Alain).
Jeandon (Maurice).
Pierret (Christian).
Welzer (Gérard).

89 - Yonne

MM. Auberger (Philippe).
Nallet (Henri).
Soisson (Jean-Pierre).

90 - Territoire de Belfort

MM. Bichet (Jacques).
Chevènement (Jean-Pierre).

91 - Essonne

MM. Berson (Michel).
Combrisson (Roger).
Dugoin (Xavier).
Germon (Claude).
Guyard (Jacques).
Pelchat (Michel).
De Préaumont (Jean).
De Rostolan (Michel).
Tavernier (Yves).
Wiltzer (Pierre-André).

92 - Hauts-de-Seine

MM. Bassinet (Philippe).
Baumel (Jacques).
Deprez (Charles).
Devedjian (Patrick).
Ducoloné (Guy).
Gorse (Georges).
Mme D'Harcourt (Florence).
MM. Labbé (Claude).
Le Baill (Georges).
Margnes (Michel).
Sapin (Michel).
Stirbois (Jean-Pierre).
Tranchant (Georges).

93 - Seine-Saint-Denis

MM. Asensi (François).
Bachelot (François).
Bartolone (Claude).
Bonnemaison (Gilbert).
Demuynck (Christian).
Gayssot (Jean-Claude).
Holeindre (Roger).
Mme Jacquaint (Muguette).
M. Mahéas (Jacques).
Mme Neiertz (Véronique).
MM. Oudot (Jacques).
Raoult (Eric).
Salles (Jean-Jack).

94 - Val-de-Marne

MM. Cathala (Laurent).
Franceschi (Joseph).
Griotteray (Alain).
Jegou (Jean-Jacques).
Marchais (Georges).
Mercieca (Paul).
Mme Nevoux (Paulette).
M. Nungesser (Roland).
Mme Papon (Christiane).
MM. Schenardi (Jean-Pierre).
Schwartzenberg (Roger-Gérard).
Vivien (Robert-André).

95 - Val-d'Oise

MM. Bardet (Jean).
Briant (Yvon).
Coffineau (Michel).
Delalande (Jean-Pierre).
Delattre (Francis).
Lachenaud (Jean-Philippe).
Mme Lecuir (Marie-France).
MM. Montdargent (Robert).
Richard (Alain).

II. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe

MM. Beaujean (Henri).
Chammougon (Edouard).
Jalton (Frédéric).
Moutoussamy (Ernest).

Guyane

MM. Bruné (Paulin).
Castor (Elie).

Martinique

MM. Césaire (Aimé).
Louis-Joseph-Dogué (Maurice).
Maran (Jean).
Renard (Michel).

Réunion

MM. Debré (Michel).
Hoarau (Elie).
Thien Ah Koon (André).
Vergès (Paul).
Virapoullé (Jean-Paul).

III. - COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mayotte

M. Jean-Baptiste (Henry).

Saint-Pierre-et-Miquelon

M. Grignon (Gérard).

IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances

MM. Lafleur (Jacques).
Nenou-Pwataho (Maurice).

Polynésie française

MM. Fritch (Edouard).
Léontieff (Alexandre).

Wallis-et-Futuna

M. Brial (Benjamin).

2. - LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS A LA DATE DU 1er JANVIER 1987

MM.	Jean-Pierre ABELIN	Vienne.
	Maurice ADEVAH-PŒUF	Puy-de-Dôme.
	Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud.
	Jean ALLARD	Seine-Maritime.
	Edmond ALPHANDÉRY	Maine-et-Loire.
	Jean ANCIANT	Oise.
	René ANDRÉ	Manche.
	Gustave ANSART	Nord.
	Vincent ANSQUER	Vendée.
	Pascal ARRIGHI	Bouches-du-Rhône.
	François ASENSI	Seine-Saint-Denis.
	Philippe AUBERGER	Yonne.
	Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes.
	François d'AUBERT	Mayenne.
	Rémy AUCHEDÉ	Pas-de-Calais.
	Gautier AUDINOT	Isère.
	Jean AUROUX	Loire.
Mme	Edwige AVICE	Paris.
MM.	Jean-Marc AYRAULT	Loire-Atlantique.
	Pierre BACHELET	Alpes-Maritimes.
	François BACHELOT	Seine-Saint-Denis.
	Jacques BADET	Loire.
	Christian BAECKEROOT	Nord.
	Jean-Pierre BALLIGAND	Aisne.
	Gérard BAPT	Haute-Garonne.
	Régis BARAILLA	Aude.
	Claude BARATE	Pyrénées-Orientales.
	Gilbert BARBIER	Jura.
	Jean BARDET	Val-d'Oise.
	Bernard BARDIN	Nièvre.
	Michel BARNIER	Savoie.
	Alain BARRAU	Hérault.
	Raymond BARRE	Rhône.
	Jacques BARROT	Haute-Loire.
	Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais.
	Claude BARTOLONE	Seine-Saint-Denis.
	Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine.
	Pierre BAUDIS	Haute-Garonne.
	Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine.
	Henri BAYARD	Loire.
	François BAYROU	Pyrénées-Atlantiques.
	Jean BEAUFILS	Seine-Maritime.
	Henri BEAUJEAN	Guadeloupe.
	René BEAUMONT	Saône-et-Loire.
	Marc BÉCAM	Finistère.
	Guy BÊCHE	Doubs.
	Jean-Pierre BECHTER	Corrèze.
	Jean BEGAULT	Maine-et-Loire.
	René BÉGUET	Paris.
	André BELLON	Alpes-de-Haute-Provence.
	Jean-Michel BELORGEY	Allier.
	René BENOIT	Côtes-du-Nord.
	Pierre de BÉNOUVILLE	Paris.
	Pierre BÉRÉGOVOY	Nièvre.
	Michel BERNARD	Haute-Vienne.
	Pierre BERNARD	Tarn.
	Daniel BERNARDET	Indre.
	Pierre BERNARD-REYMOND	Hautes-Alpes.
	Michel BERSON	Essonne.
	Jean BESSON	Rhône.
	Louis BESSON	Savoie.
	Jacques BICHET	Territoire de Belfort.
	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle.
	André BILLARDON	Saône-et-Loire.
	Alain BILLON	Paris.
	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie.
	Jacques BLANC	Lozère.
	Pierre BLEULER	Hautes-Pyrénées.
	Yvan BLOT	Pas-de-Calais.
	Roland BLUM	Bouches-du-Rhône.
	Jean-Marie BOCKEL	Haut-Rhin.
	Alain BOCQUET	Nord.
Mme	Marie-Thérèse BOISSEAU	Ille-et-Vilaine.
MM.	Georges BOLLENGIER-STRAGIER	Sarthe.
	Jacques BOMPARD	Vaucluse.
	Jean BONHOMME	Tarn-et-Garonne.
	Gilbert BONNEMAISON	Seine-Saint-Denis.
	Alain BONNET	Dordogne.
	Augustin BONREPEAUX	Ariège.
	Gérard BORDU	Seine-et-Marne.
	André BOREL	Vaucluse.
	Franck BOROTRA	Yvelines.
	Robert BORREL	Haute-Savoie.
Mme	Huguette BOUCHARDEAU	Doubs.
MM.	Jean-Michel BOUCHERON	Charente.
	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine.
	Bruno BOURG-BROC	Marne.
	Pierre BOURGUIGNON	Seine-Maritime.
	Jean BOUSQUET	Gard.
Mme	Christine BOUTIN	Yvelines.
MM.	Loïc BOUVARD	Morbihan.
	Henri BOUVET	Haute-Vienne.
	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime.
	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
	Jean BRIANE	Aveyron.
	Yvon BRIANT	Val-d'Oise.
	Jean BROCARD	Haute-Savoie.
	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres.
	Alain BRUNE	Jura.
	Paulin BRUNÉ	Guyane.
	Dominique BUSSEREAU	Charente-Maritime.
	Christian CABAL	Loire.
	Alain CALMAT	Cher.
	Jacques CAMBOLIVE	Aude.
	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin.
	Roland CARRAZ	Côte-d'Or.
	Antoine CARRÉ	Loiret.
	Michel CARTELET	Aube.

	Jean-Pierre CASSABEL	Aude.
	Jean-Claude CASSAING	Corrèze.
	Elie CASTOR	Guyane.
	Laurent CATHALA	Val-de-Marne.
	Jean-Charles CAVAILLÉ	Morbihan.
	Robert CAZALET	Gironde.
	Aimé CÉSAIRE	Martinique.
	Gérard CÉSAR	Gironde.
	Pierre CEYRAC	Nord.
	Jacques CHABAN-DELMAS	Gironde.
	Dominique CHABOCHE	Seine-Maritime.
	Charles de CHAMBRUN	Gard.
	Edouard CHAMMOUGON	Guadeloupe.
	Guy CHANFRAULT	Haute-Marne.
	Pierre CHANTELAT	Haute-Saône.
	Robert CHAPUIS	Ardèche.
	Jean CHARBONNEL	Corrèze.
	Jean-Paul CHARIÉ	Loiret.
	Serge CHARLES	Nord.
	Jean CHARROPPIN	Jura.
	Jacques CHARTRON	Creuse.
	Michel CHARZAT	Paris.
	Gérard CHASSEGUET	Sarthe.
	Alain CHASTAGNOL	Lot.
	Guy-Michel CHAUVEAU	Sarthe.
	Bruno CHAUVIERRE	Nord.
	Alain CHENARD	Loire-Atlantique.
	Daniel CHEVALLIER	Hautes-Alpes.
	Jean-Pierre CHEVÈNEMENT	Territoire de Belfort.
	Paul CHOLLET	Lot-et-Garonne.
	Paul CHOMAT	Loire.
	Georges CHOMETON	Puy-de-Dôme.
	Didier CHOUAT	Côtes-du-Nord.
	Jean-Claude CHUPIN	Maine-et-Loire.
	Pierre CLAISSE	Somme.
	Pascal CLÉMENT	Loire.
	André CLERT	Deux-Sèvres.
	Michel COFFINEAU	Val-d'Oise.
	Michel COINTAT	Ille-et-Vilaine.
	Daniel COLIN	Var.
	Georges COLIN	Marne.
	Gérard COLLOMB	Rhône.
	Georges COLOMBIER	Isère.
	Jean-Hugues COLONNA	Alpes-Maritimes.
	Roger COMBRISSON	Essonne.
	Roger CORRÈZE	Loir-et-Cher.
	René COUANAU	Ille-et-Vilaine.
	Sébastien COUEPEL	Côte-du-Nord.
	Bertrand COUSIN	Côte-du-Nord.
	Roger COUTURIER	Saône-et-Loire.
	Jean-Michel COUVE	Var.
	René COUVEINHES	Hérault.
	Jean-Yves COZAN	Finistère.
	Michel CRÉPEAU	Charente-Maritime.
Mme	Edith CRESSON	Vienne.
MM.	Henri CUQ	Ariège.
	Jean-Marie DAILLET	Manche.
	Jean-Claude DALBOS	Gironde.
	Louis DARINOT	Manche.
	Bernard DEBRÉ	Indre-et-Loire.
	Jean-Louis DEBRÉ	Eure.
	Michel DEBRÉ	la Réunion.
	Arthur DEHAINE	Oise.
	Marcel DEHOUX	Nord.
	Jean-Pierre DELALANDE	Val-d'Oise.
	Georges DELATRE	Seine-Maritime.
	Francis DELATTRE	Val-d'Oise.
	Michel DELEBARRE	Nord.
	André DELEHEDDE	Pas-de-Calais.
	Jean-Paul DELEVOYE	Pas-de-Calais.
	Georges DELFOSSE	Nord.
	Pierre DELMAR	Alpes-de-Haute-Provence.
	Jean-Marie DEMANGE	Moselle.
	Christian DEMUYNCK	Seine-Saint-Denis.
	Jean-François DENIAU	Cher.
	Xavier DENIAU	Loiret.
	Charles DEPREZ	Hauts-de-Seine.
	Léonce DEPREZ	Pas-de-Calais.
	Stéphane DERMAUX	Nord.
	Bernard DEROSIER	Nord.
	Jean DESANLIS	Loir-et-Cher.
	Pierre DESCAVES	Oise.
	Bernard DESCHAMPS	Gard.
	Freddy DESCHAUX-BAUME	Eure.
	Jean-Claude DESSEIN	Somme.
	Jean-Pierre DESTRADE	Pyrénées-Atlantiques.
	Patrick DEVEDJIAN	Hauts-de-Seine.
	Paul DHAILLE	Seine-Maritime.
	Claude DHINNIN	Nord.
	Jean DIEBOLD	Haute-Garonne.
	Willy DIMÉGLIO	Hérault.
	Gabriel DOMENECH	Bouches-du-Rhône.
	Jacques DOMINATI	Paris.
	Maurice DOUSSET	Eure-et-Loir.
	Raymond DOUYÈRE	Sarthe.
	René DROUIN	Moselle.
	Guy DRUT	Seine-et-Marne.
	Jean-Michel DUBERNARD	Rhône.
	Guy DUCOLONÉ	Hauts-de-Seine.
Mme	Georgina DUFOIX	Gard.
MM.	Xavier DUGOIN	Essonne.
	Roland DUMAS	Dordogne.
	Jean-Louis DUMONT	Meuse.
	Adrien DURAND	Lozère.
	Bruno DURIEUX	Nord.
	Jean-Paul DURIEUX	Meurthe-et-Moselle.
	André DURR	Bas-Rhin.
	Job DURUPT	Meurthe-et-Moselle.
	Charles EHRMANN	Alpes-Maritimes.
	Henri EMMANUELLI	Landes.
	Claude EVIN	Loire-Atlantique.
	Laurent FABIUS	Seine-Maritime.
	Jean FALALA	Marne.
	André FANTON	Calvados.
	Jacques FARRAN	Pyrénées-Orientales.
	Alain FAUGARET	Nord.
	Jacques FÉRON	Paris.
	Jean-Michel FERRAND	Vaucluse.
	Gratien FERRARI	Savoie.
	Charles FÈVRE	Haute-Marne.
	François FILLON	Sarthe.
	Henri FISZBIN	Alpes-Maritimes.
	Charles FITERMAN	Rhône.
	Jacques FLEURY	Somme.
	Roland FLORIAN	Oise.
	Pierre FORGUES	Hautes-Pyrénées.
	Roger FOSSE	Seine-Maritime.
	Jean-Pierre FOURRÉ	Seine-et-Marne.
	Jean FOYER	Maine-et-Loire.
Mme	Martine FRACHON	Yvelines.
MM.	Joseph FRANCESCHI	Val-de-Marne.

	Georges FRÊCHE	Hérault.
	Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT	Paris.
	Gérard FREULET	Haut-Rhin.
	Yves FRÉVILLE	Ille-et-Vilaine.
	Edouard FRITCH	Polynésie française.
	Gérard FUCHS	Paris.
	Jean-Paul FUCHS	Haut-Rhin.
	Robert GALLEY	Aube.
	Gilbert GANTIER	Paris.
	Pierre GARMENDIA	Gironde.
Mlle	Françoise GASPARD	Eure-et-Loir.
MM.	Henri de GASTINES	Mayenne.
	Jean-Claude GAUDIN	Bouches-du-Rhône.
	Jean De GAULLE	Deux-Sévres.
	Jean-Claude GAYSSOT	Seine-Saint-Denis.
	Francis GENG	Orne.
	Germain GENGENWIN	Bas-Rhin.
	Claude GERMON	Essonne.
	Michel GHYSEL	Nord.
	Jean GIARD	Isére.
	Jean GIOVANNELLI	Morbihan.
	Valéry GISCARD D'ESTAING	Puy-de-Dôme.
	Jean-Louis GOASDUFF	Finistére.
	Pierre GODEFROY	Manche.
	Jacques GODFRAIN	Aveyron.
Mme	Colette GOEURIOT	Meurthe-et-Moselle.
MM.	Bruno GOLLNISCH	Rhône.
	Michel GONELLE	Lot-et-Garonne.
	Georges GORSE	Hauts-de-Seine.
	Jean GOUGY	Pyrénées-Atlantiques.
	Daniel GOULET	Orne.
	Joseph GOURMELON	Finistére.
	Christian GOUX	Var.
	Hubert GOUZE	Tarn-et-Garonne.
	Maxime GREMETZ	Somme.
	Gérard GRIGNON	Saint-Pierre-et-Miquelon.
	Jean GRIMONT	Haut-Rhin.
	Alain GRIOTTERAY	Val-de-Marne.
	François GRUSSENMEYER	Bas-Rhin.
	Yves GUÉNA	Dordogne.
	Olivier GUICHARD	Loire-Atlantique.
	Lucien GUICHON	Ain.
	Jacques GUYARD	Essonne.
	René HABY	Meurthe-et-Moselle.
	Georges HAGE	Nord.
	Michel HAMAIDE	Var.
	Michel HANNOUN	Isére.
Mme	Florence d'HARCOURT	Hauts-de-Seine.
MM.	Francis HARDY	Charente.
	Joël HART	Somme.
	Guy HERLORY	Moselle.
	Guy HERMIER	Bouches-du-Rhône.
	Charles HERNU	Rhône.
	Jacques HERSANT	Pas-de-Calais.
	Robert HERSANT	Oise.
	Edmond HERVÉ	Ille-et-Vilaine.
	Michel HERVÉ	Deux-Sévres.
	Elie HOAREAU	La Réunion.
Mme	Jacqueline HOFFMANN	Yvelines.
MM.	Roger HOLEINDRE	Seine-Saint-Denis.
	Pierre-Rémy HOUSSIN	Charente.
Mlle	Elisabeth HUBERT	Loire-Atlantique.
MM.	Roland HUGUET	Pas-de-Calais.
	Xavier HUNAULT	Loire-Atlantique.
	Jean-Jacques HYEST	Seine-et-Marne.
	Lucien JACOB	Côte-d'Or.
Mmes	Marie JACQ	Finistére.
	Muguette JACQUAINT	Seine-Saint-Denis.
MM.	Denis JACQUAT	Moselle.
	Michel JACQUEMIN	Doubs.
	Alain JACQUOT	Vosges.
	Jean-François JALKH	Seine-et-Marne.
	Frédéric JALTON	Guadeloupe.
	Maurice JANETTI	Var.
	Jean JAROSZ	Nord.
	Henri JEAN-BAPTISTE	Mayotte.
	Maurice JEANDON	Vosges.
	Jean-Jacques JEGOU	Val-de-Marne.
	Lionel JOSPIN	Haute-Garonne.
	Charles JOSSELIN	Côtes-du-Nord.
	Alain JOURNET	Gard.
	Pierre JOXE	Saône-et-Loire.
	Didier JULIA	Seine-et-Marne.
	Gabriel KASPEREIT	Paris.
	Aimé KERGUÉRIS	Morbihan.
	Jean KIFFER	Moselle.
	Joseph KLIFA	Haut-Rhin.
	Emile KOEHL	Bas-Rhin.
	Jean-Pierre KUCHEIDA	Pas-de-Calais.
	Gérard KUSTER	Doubs.
	André LABARRÈRE	Pyrénées-Atlantiques.
	Claude LABBÉ	Hauts-de-Seine.
	Jean LABORDE	Gers.
	Jacques LACARIN	Allier.
	Jean-Philippe LACHENAUD	Val-d'Oise.
	Jean LACOMBE	Hérault.
	Jacques LAFLEUR	Nouvelle-Calédonie.
	André LAIGNEL	Indre.
	André LAJOINIE	Allier.
Mme	Catherine LALUMIÈRE	Gironde.
MM.	Jean-Claude LAMANT	Aisne.
	Alain LAMASSOURE	Pyrénées-Atlantiques.
	Jérôme LAMBERT	Charente.
	Michel LAMBERT	Orne.
	Jack LANG	Loir-et-Cher.
	Louis LAUGA	Landes.
	Jean LAURAIN	Moselle.
	Christian LAURISSERGUES	Lot-et-Garonne.
	Jacques LAVÉDRINE	Puy-de-Dôme.
	Georges LE BAILL	Hauts-de-Seine.
Mme	Marie-France LECUIR	Val-d'Oise.
MM.	Jean-Yves LE DÉAUT	Meurthe-et-Moselle.
	André LEDRAN	Calvados.
	Jean-Yves LE DRIAN	Morbihan.
	Robert LE FOLL	Seine-et-Marne.
	Bernard LEFRANC	Aisne.
	Jean LE GARREC	Nord.
	Jacques LEGENDRE	Nord.
	Philippe LEGRAS	Haute-Saône.
	Guy LE JAOUEN	Loire.
	André LEJEUNE	Creuse.
	Daniel LE MEUR	Aisne.
	Georges LEMOINE	Eure-et-Loire.
	Guy LENGAGNE	Pas-de-Calais.
	Gérard LÉONARD	Meurthe-et-Moselle.
	Jean-Jacques LEONETTI	Bouches-du-Rhône.
	Alexandre LÉONTIEFF	Polynésie française.
	Jean-Marie LE PEN	Paris.
	Louis LE PENSEC	Finistére.
	Arnaud LEPERCQ	Vienne.
Mme	Ginette LEROUX	Maine-et-Loire.

MM.	Roland LEROY	Seine-Maritime.
	Maurice LIGOT	Maine-et-Loire.
	Jacques LIMOUZY	Tarn.
	Jean de LIPKOWSKI	Charente-Maritime.
	François LONCLE	Eure.
	Claude LORENZINI	Meuse.
	Raymond LORY	Indre-et-Loire.
	Henri LOUET	Indre.
	Maurice LOUIS-JOSEPH-DOGUE	Martinique.
	Jacques MAHÉAS	Seine-Saint-Denis.
	Guy MALANDAIN	Yvelines.
	Martin MALVY	Lot.
	Albert MAMY	Tarn.
	Jean-François MANCEL	Oise.
	Jean MARAN	Martinique.
	Raymond MARCELLIN	Morbihan.
	Georges MARCHAIS	Val-de-Marne.
	Philippe MARCHAND	Charente-Maritime.
	Claude-Gérard MARCUS	Paris.
	Michel MARGNES	Hauts-de-Seine.
	Olivier MARLIÈRE	Nord.
	Jean-Claude MARTINEZ	Hérault.
	Elie MARTY	Dordogne.
	Roger MAS	Ardennes.
	Jean-Louis MASSON	Moselle.
	Gilbert MATHIEU	Côte-d'Or.
	Pierre MAUGER	Vendée.
	Joseph-Henri MAUJOÜAN DU GASSET	Loire-Atlantique.
	Pierre MAUROY	Nord.
	Alain MAYOUD	Rhône.
	Pierre MAZEAUD	Haute-Savoie.
	Jacques MÉDECIN	Alpes-Maritimes.
	Bruno MÉGRET	Isére.
	Jacques MELLICK	Pas-de-Calais.
	Joseph MENGA	Seine-Maritime.
	Paul MERCIECA	Val-de-Marne.
	Louis MERMAZ	Isère.
	Georges MESMIN	Paris.
	Pierre MESSMER	Moselle.
	Philippe MESTRE	Vendée.
	Pierre MÉTAIS	Vendée.
	Charles METZINGER	Moselle.
	Louis MEXANDEAU	Calvados.
	Pierre MICAUX	Aube.
	Claude MICHEL	Eure.
	Henri MICHEL	Drôme.
	Jean-François MICHEL	Ardèche.
	Jean-Pierre MICHEL	Haute-Saône.
	Charles MILLON	Ain.
	Charles MIOSSEC	Finistère.
	Gilbert MITTERRAND	Gironde.
	Pierre MONTASTRUC	Haute-Garonne.
	Robert MONDARGENT	Val-d'Oise.
	Aymeri de MONTESQUIOU	Gers.
Mmes	Christiane MORA	Indre-et-Loire.
	Louise MOREAU	Alpes-Maritimes.
MM.	Louis MOULINET	Paris.
	Jean MOUTON	Drôme.
	Ernest MOUTOUSSAMY	Guadeloupe.
	Alain MOYNE-BRESSAND	Isère.
	Henri NALLET	Yonne.
	Jean NARQUIN	Maine-et-Loire.
	Jean NATIEZ	Loire-Atlantique.
Mme	Véronique NEIERTZ	Seine-Saint-Denis.
M.	Maurice NENOU-PWATAHO	Nouvelle-Calédonie.
Mme	Paulette NEVOUX	Val-de-Marne.
MM.	Arthur NOTEBART	Nord.
	Christian NUCCI	Isère.
	Roland NUNGESSER	Val-de-Marne.
	Jean OEHLER	Bas-Rhin.
	Michel d'ORNANO	Calvados.
	Pierre ORTET	Haute-Garonne.
Mme	Jacqueline OSSELIN	Nord.
MM.	Jacques OUDOT	Seine-Saint-Denis.
	Charles PACCOU	Nord.
	Arthur PAECHT	Var.
Mmes	Françoise de PANAFIEU	Paris.
	Christiane PAPON	Val-de-Marne.
	Monique PAPON	Loire-Atlantique.
MM.	Régis PARENT	Drôme.
	Pierre PASCALLON	Puy-de-Dôme.
	Pierre PASQUINI	Haute-Corse.
	François PATRIAT	Côte-d'Or.
	Michel PELCHAT	Essonne.
	Jean-Pierre PÉNICAUT	Landes.
	Dominique PERBEN	Saône-et-Loire.
	Régis PERBET	Ardèche.
	Ronald PERDOMO	Bouches-du-Rhône.
	Jean-Pierre de PERETTI DELLA ROCCA	Bouches-du-Rhône.
	Michel PÉRICARD	Yvelines.
	Rodolphe PESCE	Drôme.
	Jean PEUZIAT	Finistère.
	Jacques PEYRAT	Alpes-Maritimes.
	Alain PEYREFITTE	Seine-et-Marne.
	Michel PEYRET	Gironde.
	Albert PEYRON	Alpes-Maritimes.
	Michel PEZET	Bouches-du-Rhône.
Mme	Yannick PIAT	Var.
MM.	Christian PIERRET	Vosges.
	André PINÇON	Mayenne.
	Etienne PINTE	Yvelines.
	Charles PISTRE	Tarn.
	Ladislas PONIATOWSKI	Eure.
	Jean POPEREN	Rhône.
	Vincent PORELLI	Bouches-du-Rhône.
	François PORTEU DE LA MORANDIÈRE	Pas-de-Calais.
	Jean-Claude PORTHEAULT	Loiret.
	Robert POUJADE	Côte-d'Or.
	Maurice POURCHON	Puy-de-Dôme.
	Henri PRAT	Pyrénées-Atlantiques.
	Jean de PRÉAUMONT	Essonne.
	Jacques PRORIOL	Haute-Loire.
	Jean PROVEUX	Indre-et-Loire.
	Philippe PUAUD	Vendée.
	Jean-Jack QUEYRANNE	Rhône.
	Paul QUILÈS	Paris.
	Eric RAOULT	Seine-Saint-Denis.
	Noël RAVASSARD	Ain.
	Pierre RAYNAL	Cantal.
	Michel RENARD	Martinique.
	Jean-Pierre REVEAU	Rhône.
	Charles REVET	Seine-Maritime.
	Marc REYMANN	Bas-Rhin.
	Jean REYSSIER	Marne.
	Alain RICHARD	Val-d'Oise.
	Lucien RICHARD	Loire-Atlantique.
	Jean RIGAL	Aveyron.
	Jean RIGAUD	Rhône.

	Marcel RIGOUT	Haute-Vienne.
	Jacques RIMBAULT	Cher.
	Jean ROATTA	Bouches-du-Rhône.
	Gilles de ROBIEN	Somme.
	Michel ROCARD	Yvelines.
	Jean-Paul de ROCCA-SERRA	Corse-du-Sud.
	Alain RODET	Haute-Vienne.
	Jacques ROGER-MACHART	Haute-Garonne.
	Hector ROLLAND	Allier.
	André ROSSI	Aisne.
	Michel de ROSTOLAN	Essonne.
Mme	Yvette ROUDY	Calvados.
MM.	Jean ROUSSEL	Bouches-du-Rhône.
	Jacques ROUX	Hérault.
	Jean-Pierre ROUX	Vaucluse.
	Jean ROYER	Indre-et-Loire.
	Antoine RUFENACHT	Seine-Maritime.
	Francis SAINT-ELLIER	Calvados.
	Dominique SAINT-PIERRE	Ain.
	Michel SAINTE-MARIE	Gironde.
	Jean-Jack SALLES	Seine-Saint-Denis.
	Philippe SANMARCO	Bouches-du-Rhône.
	Jacques SANTROT	Vienne.
	Michel SAPIN	Hauts-de-Seine.
	Georges SARRE	Paris.
	Bernard SAVY	Nièvre.
	Jean-Pierre SCHENARDI	Val-de-Marne.
	Bernard SCHREINER	Yvelines.
	Roger-Gérard SCHARTZENBERG	Val-de-Marne.
	Jean-Paul SÉGUÉLA	Haute-Garonne.
	Jean SEITLINGER	Moselle.
	Pierre SERGENT	Pyrénées-Orientales.
Mme	Odile SICARD	Isère.
MM.	Jacques SIFFRE	Bouches-du-Rhône.
	Pierre SIRGUE	Gironde.
	Jean-Pierre SOISSON	Yonne.
	René SOUCHON	Cantal.
Mme	Renée SOUM	Pyrénées-Orientales.
MM.	Jacques SOURDILLE	Ardennes.
	Robert SPIELER	Bas-Rhin.
	Bernard STASI	Marne.
Mlle	Gisèle STIEVENARD	Paris.
MM.	Jean-Pierre STIRBOIS	Hauts-de-Seine.
	Olivier STIRN	Manche.
	Dominique STRAUSS-KAHN	Haute-Savoie.
Mme	Marie-Joséphe SUBLET	Rhône.
MM.	Jean-Pierre SUEUR	Loiret.
	Martial TAUGOURDEAU	Eure-et-Loir.
	Yves TAVERNIER	Essonne.
	Paul-Louis TENAILLON	Yvelines.
	Michel TERROT	Rhône.
	Clément THEAUDIN	Ille-et-Vilaine.
	André THIEN AH KOON	la Réunion.
	Jean TIBERI	Paris.
	Maurice TOGA	Bouches-du-Rhône.
	Jacques TOUBON	Paris.
Mme	Ghislaine TOUTAIN	Marne.
M.	Georges TRANCHANT	Hauts-de-Seine.
Mme	Catherine TRAUTMANN	Bas-Rhin.
MM.	Gérard TRÉMÈGE	Hautes-Pyrénées.
	Jean UEBERSCHLAG	Haut-Rhin.
	Guy VADEPIED	Oise.
	Jean VALLEIX	Gironde.
	Philippe VASSEUR	Pas-de-Calais.
	Michel VAUZELLE	Bouches-du-Rhône.
	Paul VERGÈS	La Réunion.
	Jean-Paul VIRAPOULLÉ	La Réunion.
	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne.
	Robert-André VIVIEN	Val-de-Marne.
	Michel VUIBERT	Ardennes.
	Roland VUILLAUME	Doubs.
	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais.
	Georges-Paul WAGNER	Yvelines.
	Robert WAGNER	Yvelines.
	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin.
	Gérard WELZER	Vosges.
	Pierre-André WILTZER	Essonne.
	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire.
	Emile ZUCCARELLI	Haute-Corse.

II. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Aude : M. Jean-Pierre CASSABEL, décédé le 30 octobre 1987 ; M. Gérard LARRAT, à partir du 31 octobre 1987.

Maine-et-Loire : Mme Ginette LEROUX, décédée le 16 décembre 1987 ; M. Jacques PERCEREAU, à partir du 17 décembre 1987.

Nord : M. Arthur NOTEBART jusqu'au 15 mai 1987 (démissionnaire) ; Mme Denise CACHEUX, à partir du 16 mai 1987 ; M. Georges DELFOSSE, décédé le 25 janvier 1988 ; M. Jean-Claude DECAGNY, à partir du 26 janvier 1988.

Vendée : M. Vincent ANSQUER, décédé le 31 mai 1987 ; M. Philippe de VILLIERS (secrétaire d'Etat), à partir du 1er juin 1987.

La Réunion : MM. Paul VERGÈS et Elie HOARAU, jusqu'au 14 octobre 1987 (démissionnaires) ; MM. Laurent VERGÈS et Claude HOARAU, à partir du 15 octobre 1987.

B. - MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

M. Vincent ANSQUER, décédé le 31 mai 1987, remplacé par M. Philippe de VILLIERS (secrétaire d'Etat).

Mme Denise CACHEUX, devenue député le 16 mai 1987, en remplacement de M. Arthur NOTEBART, démissionnaire.

M. Jean-Pierre CASSABEL, décédé le 30 octobre 1987, remplacé par M. Gérard LARRAT.

M. Jean-Claude DECAGNY, devenu député le 26 janvier 1988, en remplacement de M. Georges DELFOSSE, décédé.

M. Georges DELFOSSE, décédé le 25 janvier 1988, remplacé par M. Jean-Claude DECAGNY.

M. Claude HOARAU, devenu député le 15 octobre 1987, en remplacement de M. Elie HOARAU, démissionnaire.

M. Elie HOARAU, démission le 14 octobre 1987, remplacé par M. Claude HOARRAU.

M. Gérard LARRAT, devenu député le 31 octobre 1987, en remplacement de M. Jean-Pierre CASSABEL, décédé.

Mme Ginette LEROUX, décédée le 16 décembre 1987, remplacée par M. Jacques PERCEREAU.

M Arthur NOTEBART, démission le 15 mai 1987, remplacé par Mme Denise CACHEUX.

M. Jacques PERCEREAU, devenu député le 17 décembre 1987, en remplacement de Mme Ginette LEROUX, décédée.

M. Laurent VERGES, devenu député le 15 octobre 1987, en remplacement de M. Paul VERGES, démissionnaire.

M. Paul VERGES, démission le 14 octobre 1987, remplacé par M. Laurent VERGES.

M. Philippe de VILLIERS, secrétaire d'Etat, devenu député le 1er juin 1987, en remplacement de M. Vincent ANSQUER, décédé.

C. - DÉCÈS DE DÉPUTÉS

M. Vincent ANSQUER (Vendée), décédé le 31 mai 1987 [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018).

M. Jean-Pierre CASSABEL (Aude), décédé le 30 octobre 1987 [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 1271).

Mme Ginette LEROUX (Maine-et-Loire), décédée le 16 décembre 1987 [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14703).

M. Georges DELFOSSE (Nord), décédé le 25 janvier 1988 [*J.O.* du 26 janvier 1988] (p. 1264).

D. - DÉMISSION DE DÉPUTÉS

M. Arthur NOTEBART [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414).

MM. Paul VERGÈS et Elie HOARAU [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998).

III. - GROUPES POLITIQUES

I. - Groupe socialiste

a) *Font partie de ce groupe* (198 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682). - Président : M. Joxe (Pierre). - MM Maurice Adevah-Pœuf, Jean Anciant, Jean Auroux, Mme Edwige Avice, MM. Jean-Marie Ayrault, Jacques Badet, Jean-Pierre Balligand, Gérard Bapt, Régis Barailla, Bernard Bardin, Alain Barrau, Claude Bartolone, Philippe Bassinet, Jean Beaufils, Guy Bêche, André Bellon, Jean-Michel Belorgey, Pierre Bérégovoy, Pierre Bernard, Michel Berson, Louis Besson, André Billardon, Alain Billon, Jean-Marie Bockel, Gilbert Bonnemaison, Augustin Bonrepaux, André Borel, Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), Pierre Bourguignon, Alain Brune, Jacques Cambolive, Roland Carraz, Michel Cartelet, Jean-Claude Cassaing, Laurent Cathala, Guy Chanfrault, Robert Chapuis, Michel Charzat, Guy-Michel Chauveau, Alain Chénard, Daniel Chevallier, Jean-Pierre Chevènement, Didier Chouat, Jean-Claude Chupin, André Clert, Michel Coffineau, Georges Colin, Gérard Collomb, Jean-Hugues Colonna, Mme Edith Cresson, MM. Louis Darinot, Marcel Dehoux, Michel Delebarre, André Delehedde, Bernard Derosier, Freddy Deschaux-Beaume, Jean-Claude Dessein, Jean-Pierre Destrade, Paul Dhaille, Raymond Douyère, René Drouin, Mme Georgina Dufoix, MM. Roland Dumas, Jean-Louis Dumont, Jean-Paul Durieux, Job Durupt, Henri Emmanuelli, Claude Evin, Laurent Fabius, Alain Faugaret, Jacques Fleury, Roland Florian, Pierre Forgues, Jean-Pierre Fourré, Mme Martine Frachon, MM. Joseph Franceschi, Georges Frêche, Gérard Fuchs, Pierre Garmendia, Mlle Françoise Gaspard, MM. Claude Germon, Jean Giovannelli, Joseph Gourmelon, Christian Goux, Jean Grimont, Jacques Guyard, Charles Hernu, Edmond Hervé, Michel Hervé, Roland Huguet, Mme Marie Jacq, MM. Frédéric Jalton, Maurice Janetti, Lionel Jospin, Charles Josselin, Alain Journet, Pierre Joxe, Jean-Pierre Kucheida, André Labarrère, Jean Laborde, Jean Lacombe, André Laignel, Mme Catherine Lalumière, MM. Jérôme Lambert, Jack Lang, Jean Laurain, Christian Laurissergues, Jacques Lavédrine, Georges Le Baill, Mme Marie-France Lecuir, MM. Jean-Yves Le Déaut, André Ledran, Jean-Yves Le Drian, Robert Le Foll, Bernard Lefranc, Jean Le Garrec, André Lejeune, Georges Lemoine, Guy Lengagne, Jean-Jacques Leonetti, Louis Le Pensec, Mme Ginette Leroux, MM. François Loncle, Maurice Louis-Joseph-Dogué, Jacques Mahéas, Guy Malandain, Martin Malvy, Philippe Marchand, Michel Margnes, Roger Mas, Pierre Mauroy, Jacques Mellick, Joseph Menga, Louis Mermaz, Pierre Métais, Charles Metzinger, Louis Mexandeau, Claude Michel, Henri Michel, Jean-Pierre Michel, Gilbert Mitterrand, Mme Christiane Mora, MM. Louis Moulinet, Henri Nallet, Jean Natiez, Mmes Véronique Neiertz, Paulette Nevoux, MM. Arthur Notebart, Christian Nucci, Jean Oehler, Pierre Ortet, Mme Jacqueline Osselin, MM. François Patriat, Jean-Pierre Pénicaut, Rodolphe Pesce, Jean Peuziat, Michel Pezet, Christian Pierret, Charles Pistre, Jean Poperen, Jean-Claude Portheault, Maurice Pourchon, Henri Prat, Jean Proveux, Philippe Puaud, Jean-Jack Queyranne, Paul Quilès, Noël Ravassard, Alain Richard, Michel Rocard, Alain Rodet, Jacques Roger-Machart, Mme Yvette Roudy, MM. Michel Sainte-Marie, Philippe Sanmarco, Jacques Santrot, Michel Sapin, Georges Sarre, Bernard Schreiner, Mme Odile Sicard, MM. Jacques Siffre, René Souchon, Mmes Renée Soum, Gisèle Stievenard, MM. Olivier Stirn, Dominique Strauss-Kahn, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean-Pierre Sueur, Yves Tavernier, Clément Théaudin, Mmes Ghislaine Toutain, Catherine Trautmann, MM. Guy Vadepied, Michel Vauzelle, Alain Vivien, Marcel Wacheux, Jean-Pierre Worms.

b) *S'inscrivent à ce groupe* [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388) : MM. Gouze (Hubert), Lambert (Michel) ; [*J.O.* du 29 avril 1987] (p. 4793) : M. Pinçon (André) ; [*J.O.* du 23 mai 1987] (p. 5688) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 9 janvier 1988] (p. 445) : M. Percereau (Jacques).

c) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414) : M. Notebart (Arthur) ; [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14703) : Mme Leroux (Ginette).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (13 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682) : MM. Nicolas Alfonsi, Alain Bonnet, Mme Huguette Bouchardeau, MM. Alain Calmat, Elie Castor, Aimé Césaire, Michel Crépeau, Henri Fiszbin, Jean Rigal, Dominique Saint-Pierre, Roger-Gérard Schwartzenberg, Gérard Welzer, Emile Zuccarelli.

II. - Groupe du Rassemblement pour la République

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 19 février 1987] (p. 1909) : M. Diebold (Jean).

b) *Font partie de ce groupe* (151 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682, 3683). - Président : M. Messmer (Pierre). - MM. René André, Vincent Ansquer, Philippe Auberger, Emmanuel Aubert, Pierre Bachelet, Claude Barate, Jean Bardet, Michel Barnier, Jacques Baumel, Jean-Pierre Bechter, Pierre de Bénouville, Michel Bernard, Jean Besson, Yvan Blot, Jean Bonhomme, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Benjamin Brial, Paulin Bruné, Christian Cabal, Jean-Pierre Cassabel, Jean-Charles Cavaillé, Gérard César, Jacques Chaban-Delmas, Jean Charbonnel, Jean-Paul Charié, Serge Charles, Jean Charroppin, Jacques Chartron, Gérard Chasseguet, Alain Chastagnol, Michel Cointat, Roger Corrèze, Bertrand Cousin, Roger Couturier, Jean-Michel Couve, René Couveinhes, Henri Cuq, Jean-Claude Dalbos, Bernard Debré, Jean-Louis Debré, Michel Debré, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Georges Delatre, Jean-Paul Delevoye, Pierre Delmar, Jean-Marie Demange, Christian Demuynck, Xavier Deniau, Patrick Devedjian, Claude Dhinnin, Jean Diebold, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Xavier Dugoin, André Durr, Jean Falala, André Fanton, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Roger Fossé, Jean Foyer, Edouard Fritch, Robert Galley, Henri de Gastines, Jean de Gaulle, Michel Ghysel, Jean-Louis Goasduff, Pierre Godefroy, Jacques Godfrain, Michel Gonelle, Georges Gorse, Jean Gougy, Daniel Goulet, François Grussenmeyer, Yves Guéna, Olivier Guichard, Lucien Guichon, Michel Hannoun, Francis Hardy, Joël Hart, Pierre-Rémy Houssin, Mme Elisabeth Hubert, MM. Lucien Jacob, Alain Jacquot, Maurice Jeandon, Didier Julia, Gabriel Kaspereit, Gérard Kuster, Claude Labbé, Jacques Lafleur, Jean-Claude Lamant, Louis Lauga, Jacques Legendre, Philippe Legras, Gérard Léonard, Alexandre Léontieff, Arnaud Lepercq, Jacques Limouzy, Jean de Lipkowski, Claude Lorenzini, Henri Louet, Jean-François Mancel, Claude-Gérard Marcus, Olivier Marlière, Jean-Louis Masson, Pierre Mauger, Pierre Mazeaud, Jacques Médecin, Pierre Messmer, Charles Miossec, Jean Narquin, Maurice Nenou-Pwataho, Roland Nungesser, Jacques Oudot, Charles Paccou, Mmes Françoise de Panafieu, Christiane Papon, MM. Régis Parent, Pierre Pascallon, Pierre Pasquini, Dominique Perben, Régis Perbet, Michel Péricard, Alain Peyrefitte, Etienne Pinte, Robert Poujade, Jean de Préaumont, Eric Raoult, Pierre Raynal, Michel Renard, Lucien Richard, Jean-Paul de Rocca Serra, Hector Rolland, Jean-Pierre Roux, Antoine Rufenacht, Jean-Paul Séguéla, Jacques Sourdille, Martial Taugourdeau, Michel Terrot, Jean Tiberi, Maurice Toga, Jacques Toubon, Georges Tranchant, Jean Ueberschlag, Jean Valleix, Robert-André Vivien, Roland Vuillaume, Robert Wagner, Pierre Weisenhorn.

c) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018) : M. Ansquer (Vincent) ; [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 12771) : M. Cassabel (Jean-Pierre).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Henri Beaujean, Marc Bécam, René Béguet, Edouard Chammougon, Jacques Féron, Jacques Hersant, Jean Kiffer, Bernard-Claude Savy.

III. - Groupe Union pour la démocratie française

a) *Font partie de ce groupe* (114 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) . - Président : M. Gaudin (Jean-Claude). - MM. Jean-Pierre Abelin, Edmond Alphandéry, François d'Aubert, Gilbert Barbier, Jacques Barrot, Henri Bayard, François Bayrou, René Beaumont, René Benoit, Pierre Bernard-Reymond, Jacques Bichet, Claude Birraux, Jacques Blanc, Pierre Bleuler, Roland Blum, Mme Marie-Thérèse Boisseau, MM. Georges Bollengier-Stragier, Loïc Bouvard, Henri Bouvet, Jean Briane, Jean Brocard, Dominique Bussereau, Jean-Marie Caro, Antoine Carré, Robert Cazalet, Pierre Chantelat, Paul Chollet, Georges Chometon, Pierre Claisse, Pascal Clément, Daniel Colin, Georges Colombier, René Couanau, Sébastien Couepel, Jean-Yves Cozan, Jean-Marie Daillet, Francis Delattre, Georges Delfosse, Jean-François Deniau, Charles Deprez, Stéphane Dermaux, Jean Desanlis, Willy Diméglio, Jacques Dominati, Maurice Dousset, Adrien Durand, Bruno Durieux, Charles Ehrmann, Jacques Farran, Gratien Ferrari, Charles Fèvre, Yves Fréville, Jean-Paul Fuchs, Gilbert Gantier, Jean-Claude Gaudin, Francis Geng, Germain Gengenwin, Valéry Giscard d'Estaing, Gérard Grignon, Alain Griotteray, René Haby, Michel Hamaide, Mme Florence d'Harcourt, MM. Jean-Jacques Hyest, Denis Jacquat, Michel Jacquemin, Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jegou, Joseph Klifa, Emile Koehl, Jacques Lacarin, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lamassoure, Raymond Lory, Albert Mamy, Jean Maran, Raymond Marcellin, Elie Marty, Gilbert Mathieu, Joseph-Henri Maujoüan du Gasset, Alain Mayoud, Georges Mesmin, Philippe Mestre, Pierre Micaux, Jean-François Michel, Charles Millon, Pierre Montastruc, Aymeri de Montesquiou, Mme Louise Moreau, MM. Jean Mouton, Alain Moyne-Bressand, Michel d'Ornano, Arthur Paecht, Mme Monique Papon, MM. Michel Pelchat, Jean-Pierre de Peretti Della Rocca, Ladislas Poniatowski, Jean Proriol, Charles Revet, Marc Reymann, Jean Rigaud, Jean Roatta, Gilles de Robien, André Rossi, Francis Saint-Ellier, Jean-Jack Salles, Jean Seitlinger, Jean-Pierre Soisson, Bernard Stasi, Paul-Louis Tenaillon, Gérard Trémège, Philippe Vasseur, Jean-Paul Virapoullé, Michel Vuibert.

b) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 26 janvier 1988] (p. 1264) : M. Delfosse (Georges).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [*J.O.* du 23 juillet 1987] (p. 8239) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Larrat (Gérard) ; [*J.O.* du 9 février 1988] (p. 1934) : M. Decagny (Jean-Claude).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (16 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Jean Allard, Gautier Audinot, Raymond Barre, Pierre Baudis, Jean Bégault, Marcel Bigeard, Jean Bousquet, Mme Christine Boutin, MM. Jean-Guy Branger, Albert Brochard, Léonce Deprez, Robert Hersant, Xavier Hunault, Aimé Kergueris, Maurice Ligot, Pierre-André Wiltzer.

IV. - Groupe communiste

a) *Font partie de ce groupe* (32 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683). - Président : M. Lajoinie (André). - MM. Gustave Ansart, François Asensi, Rémy Auchedé, Jean-Jacques Barthe, Alain Bocquet, Gérard Bordu, Paul Chomat, Roger Combrisson, Bernard Deschamps, Guy Ducoloné, Charles Fiterman, Jean-Claude Gayssot, Jean Giard, Mme Colette Goeuriot, MM. Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Mmes Jacqueline Hoffmann, Muguette Jacquaint, MM. Jean Jarosz, André Lajoinie, Daniel Le Meur, Roland Leroy, Georges Marchais, Paul Mercieca, Robert Montdargent, Michel Peyret, Vincent Porelli, Jean Reyssier, Marcel Rigout, Jacques Rimbault, Jacques Roux.

b) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (3 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Hoarau (Elie), Moutoussamy (Ernest), Vergès (Paul) ; [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300) : MM. Hoarau (Claude), Vergès (Laurent).

Cessent d'être apparentés à ce groupe [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998) : MM. Hoarau (Elie), Vergès (Paul).

V. - Groupe Front national (R.N.)

Font partie de ce groupe (33 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683). - Président : M. Le Pen (Jean-Marie). - MM. Pascal Arrighi, François Bachelot, Christian Baeckeroot, Jacques Bompard, Pierre Ceyrac, Dominique Chaboche, Charles de Chambrun, Pierre Descaves, Gabriel Domenech, Edouard Frédéric-Dupont, Gérard Freulet, Bruno Gollnisch, Guy Herlory, Roger Holeindre, Jean-François Jalkh, Guy Le Jaouen, Jean-Marie Le Pen, Jean-Claude Martinez, Bruno Mégret, Ronald Perdomo, Jacques Peyrat, Albert Peyron, Mme Yannick Piat, MM. François Porteu de la Morandière, Jean-Pierre Reveau, Michel de Rostolan, Jean Roussel, Jean-Pierre Schenardi, Pierre Sergent, Pierre Sirgue, Robert Spieler, Jean-Pierre Stirbois, Georges-Paul Wagner.

VI. - Liste des députés n'appartenant à aucun groupe

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 19 février 1987] (p. 1909) : M. Diebold (Jean).

b) *Députés non inscrits à la date du 2 avril 1987 :* (9 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Daniel Bernardet, Robert Borrel, Yvon Briant, Bruno Chauvierre, Hubert Gouze, Michel Lambert, André Pinçon, Jean Royer, André Thien Ah Koon.

c) *Deviennent députés non inscrits* [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998) : MM. Hoarau (Claude), Vergès (Laurent) ; [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 12771) : M. Larrat (Gérard) ; [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14767) : M. Percereau (Jacques) ; [*J.O.* du 26 janvier 1988] (p. 1264) : M. Decagny (Jean-Claude).

d) *Cessent d'être députés non inscrits* [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388) : MM. Gouze (Hubert), Lambert (Michel) ; [*J.O.* du 29 avril 1987] (p. 4793) : M. Pinçon (André) ; [*J.O.* du 23 mai 1987] (p. 5688) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 23 juillet 1987] (p. 8239) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300) : MM. Hoarau (Claude), Vergès (Laurent) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Larrat (Gérard) ; [*J.O.* du 9 janvier 1988] (p. 445) : M. Percereau (Jacques).

IV. - BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. - Secrétaires d'âge [2 avril 1987] (p. 3) :

MM. Audinot (Gautier), Lambert (Jérôme), Jalkh (Jean-François), Mme Hubert (Elisabeth), MM. Raoult (Eric), Welzer (Gérard).

2. - Bureau de l'Assemblée nationale : élections et nominations du 2 avril 1987.

Election des six vice-présidents : [2 avril 1987] (p. 3) : 1er tour : MM. Millon (Charles), Labbé (Claude), Mestre (Philippe) ; 2e tour : MM. Billardon (André), Richard (Alain), Fleury (Jacques).

Nomination des trois questeurs : [2 avril 1987] (p. 4) : MM. Corrèze (Roger), Laurissergues (Christian), Geng (Francis).

Nomination des douze secrétaires : [2 avril 1987] (p. 4) : MM. Bachelot (François), Bourg-Broc (Bruno), Gollnisch (Bruno), Hage (Georges), Mme Lecuir (Marie-France), M. Mauger (Pierre), Mmes Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Robien (Gilles de), Roux (Jacques), Mme Sicard (Odile), M. Virapoullé (Jean-Paul).

V. - COMMISSIONS PERMANENTES

I. - Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Frêche (Georges).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Le Foll (Robert).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730, 3731) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Audinot (Gautier), Auroux (Jean), Bachelot (François), Barbier (Gilbert), Bardet (Jean), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Béguet (René), Belorgey (Jean-Michel), Benoit (René), Berson (Michel), Bichet (Jacques), Billon (Alain), Bleuler (Pierre), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Bonrepaux (Augustin), Bourg-Broc (Bruno), Mme Boutin (Christine), MM. Bouvet (Henri), Brial (Benjamin), Cabal (Christian), Calmat (Alain), Carraz (Roland), Carré (Antoine), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Cavaillé (Jean-Charles), Césaire (Aimé), Ceyrac (Pierre), Chammougon (Edouard), Chanfrault (Guy), Chantelat (Pierre), Chauvierre (Bruno), Chollet (Paul), Chouat (Didier), Clert (André), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colombier (Georges), Colonna (Jean-Hugues), Couanau (René), Cousin (Bertrand), Dalbos (Jean-Claude), Debré (Bernard), Dehoux (Marcel), Delalande (Jean-Pierre), Delehedde (André), Demuynck (Christian), Domenech (Gabriel), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Mme Dufoix (Georgina), MM. Durieux (Jean-Paul), Durr (André), Evin (Claude), Falala (Jean), Ferrand (Jean-Michel), Ferrari (Gratien), Mme Frachon (Martine), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gengenwin (Germain), Ghysel (Michel), Giovannelli (Jean), Guyard (Jacques), Haby (René), Hage (Georges), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Herlory (Guy), Hermier (Guy), Hoarau (Elie), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Hubert (Elisabeth), Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jacquot (Alain), Jalkh (Jean-François), Jalton (Frédéric), Kuster (Gérard), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamant (Jean-Claude), Laurain (Jean), Mme Lecuir (Marie-France), M. Legendre (Jacques), Mme Leroux (Ginette), MM. Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Maran (Jean), Marchais (Georges), Metzinger (Charles), Michel (Jean-François), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Natiez (Jean), Nenou-Pwataho (Maurice), Mmes Panafieu (Françoise de), Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti della Roca (Jean-Pierre de), Péricard (Michel), Pesce (Rodolphe), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Pinçon (André), Pinte (Etienne), Pourchon (Maurice), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Reyssier (Jean), Mme Roudy (Yvette), MM. Roux (Jacques), Salles (Jean-Jack), Santrot (Jacques), Savy (Bernard), Schreiner (Bernard), Séguéla (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Spieler (Robert), Mmes Stiévenard (Gisèle), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Théaudin (Clément), Thien Ah Koon (André), Toga (Maurice), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : MM. Bartolone (Claude), Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Grignon (Gérard) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : MM. Cathala (Laurent), Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 3 juillet 1987] (p. 7281) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Bayrou (François) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Auroux (Jean) ; [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300) : M. Pascallon (Pierre) ; [*J.O.* du 7 novembre 1987] (p. 13032) : M. Hoarau (Claude) ; [*J.O.* du 12 janvier 1988] (p. 510) : M. Percereau (Jacques) ; [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621) : M. Béguet (René).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : MM. Cathala (Laurent), Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Bayrou (François) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : MM. Bartolone (Claude), Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Trautmann (Catherine) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Grignon (Gérard) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Auroux (Jean)) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : MM. Delalande (Jean-Pierre), Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904) : M. Béguet (René).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Barrot (Jacques) ; vice-présidents : MM. Bayard (Henri), Debré (Bernard), Fuchs (Jean-Paul), Pinte (Etienne) ; secrétaires : MM. Gengenwin (Germain), Hannoun (Michel), Mlle Hubert (Elisabeth), M. Pelchat (Michel).

II. - Commission des affaires étrangères

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Barre (Raymond), Baudis (Pierre), Bellon (André), Bernard (Pierre), Bigeard (Marcel), Blanc (Jacques), Bonhomme (Jean), Bordu (Gérard), Borrel (Robert), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Chambrun (Charles de), Chasseguet (Gérard), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Colin (Daniel), Crépeau (Michel), Daillet (Jean-Marie), Delatre (Georges), Demange (Jean-Marie), Deniau (Jean-François), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dumas (Roland), Ehrmann (Charles), Fabius (Laurent), Fiszbin (Henri), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Frédéric-Dupont (Edouard), Garmendia (Pierre), Mlle Gaspard (Françoise), MM. Geng (Francis), Giscard d'Estaing (Valéry), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gollnisch (Bruno), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Gremetz (Maxime), Hamaide (Michel), Hernu (Charles), Jospin (Lionel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kiffer (Jean), Koehl (Emile), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lajoinie (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Le Pen (Jean-Marie), Le Pensec (Louis), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Marcus (Claude-Gérard), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Montesquiou (Aymeri de), Mme Neiertz (Véronique), MM. Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rolland (Hector), Rostolan (Michel de), Seitlinger (Jean), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy).

b) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Caro (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Alfonsi (Nicolas) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : Mme Néiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : M. Hervé (Edmond).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Colin (Daniel) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : Mme Neiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Alfonsi (Nicolas) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : M. Mermaz (Louis).

d) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Giscard d'Estaing (Valéry) ; vice-présidents : MM. Deniau (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Peyrefitte (Alain) ; secrétaires : MM. Deniau (Xavier), Ehrmann (Charles), Raynal (Pierre).

III. - Commission de la défense nationale et des forces armées

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Bockel (Jean-Marie).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Frêche (Georges).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : M. Ansart (Gustave), Mme Avice (Edwige), MM. Bachelet (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Benouville (Pierre de), Bernard (Michel), Bernard-Reymond (Pierre), Bockel (Jean-Marie), Bocquet (Alain), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Cassabel (Jean-Pierre), Castor (Elie), Chaban-Delmas (Jacques), Chartron (Jacques), Chauveau (Guy-Michel), Cozan (Jean-Yves), Darinot (Louis), Delfosse (Georges), Delmar (Pierre), Deprez (Charles), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Diméglio (Willy), Dugoin (Xavier), Faugaret (Alain), Fillon (François), Fiterman (Charles), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Gastines (Henri de), Gaudin (Jean-Claude), Gougy (Jean), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Holeindre (Roger), Joxe (Pierre), Lafleur (Jacques), Lavédrine (Jacques), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Lefranc (Bernard), Leonetti (Jean-Jacques), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mauger (Pierre), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mellick (Jacques), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Parent (Régis), Peyrat (Jacques), Peyret (Michel), Porteu de La Morandière (François), Poujade (Robert), Quilès (Paul), Richard (Lucien), Rigal (Jean), Rimbault (Jacques), Roatta (Jean), Rocard (Michel), Sainte-Marie (Michel), Sergent (Pierre), Siffre (Jacques), Mme Soum (Renée), M. Wiltzer (Pierre-André).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Colin (Daniel) [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Lambert (Jérôme) ; Mahéas (Jacques) ; [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621) : M. Lafleur (Jacques).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Caro (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Lafleur (Jacques) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Joxe (Pierre) ; Quilès (Paul).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Fillon (François) ; vice-présidents : MM Baumel (Jacques), Bouvard (Loïc), Roatta (Jean) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Briane (Jean), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).

IV. - Commission des finances, de l'économie générale et du Plan

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), Arrighi (Pascal), Auberger (Philippe), Aubert (François d'), Auchedé (Rémy), Baeckeroot (Christian), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barate (Claude), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Bérégovoy (Pierre), Bonnet (Alain), Bousquet (Jean), Charzat (Michel), Cointat (Michel), Combrisson (Roger), Dehaine (Arthur), Descaves (Pierre), Douyére (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Bruno), Emmanuelli (Henri), Féron (Jacques), Fréville (Yves), Gantier (Gilbert), Gaulle (Jean de), Germon (Claude), Giard (Jean), Goux (Christian), Griotteray (Alain), Guéna (Yves), Jarosz (Jean), Jegou (Jean-Jacques), Josselin (Charles), Le Garrec (Jean), Lengagne (Guy), Léontieff (Alexandre), Ligot (Maurice), Mancel (Jean-François), Marcellin (Raymond), Margnes (Michel), Martinez (Jean-Claude), Mercieca (Paul), Miossec (Charles), Nallet (Henri), Ornano (Michel d'), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Paecht (Arthur), Pascallon (Pierre), Pierret (Christian), Préaumont (Jean de), Proriol (Jean), Raoult (Eric), Richard (Alain), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rossi (André), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Sourdille (Jacques), Strauss-Kahn (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Zuccarelli (Emile).

b) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Cathala (Laurent) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Bêche (Guy) [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Delalande (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Bartoloné (Claude) ; Bourguignon (Pierre) ; Pezet (Michel).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Cathala (Laurent) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Pascallon (Pierre) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Emmanuelli (Henri) ; Le Garrec (Jean) ; Richard (Alain).

d) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Ornano (Michel d') ; rapporteur général : M. Vivien (Robert-André) ; vice-présidents : MM. Gantier (Gilbert), Guéna (Yves), Tranchant (Georges) ; secrétaires : MM. Bousquet (Jean), Féron (Jacques), Vasseur (Philippe).

V. - Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Porelli (Vincent) ; [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Le Foll (Robert).

Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Barthe (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Bockel (Jean-Marie).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : MM. Alfonsi (Nicolas), Allard (Jean), André (René), Asensi (François), Aubert (Emmanuel), Bartolone (Claude), Bécam (Marc), Bernardet (Daniel), Blot (Yvan), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Bussereau (Dominique), Charles (Serge), Clément (Pascal), Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Delebarre (Michel), Derosier (Bernard), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Fanton (André), Franceschi (Joseph), Fritch (Edouard), Grignon (Gérard), Guichard (Olivier), Hersant (Robert), Hervé (Edmond), Hyest (Jean-Jacques), Jean-Baptiste (Henry), Kergueris (Aimé), Klifa (Joseph), Laignel (André), Lamassoure (Alain), Lambert (Jérôme), Lang (Jack), Le Foll (Robert), Le Meur (Daniel), Lemoine (Georges), Léonard (Gérard), Limouzy (Jacques), Mahéas (Jacques), Mamy (Albert), Marchand (Philippe), Marlière (Olivier), Mazeaud (Pierre), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Montastruc (Pierre), Moutoussamy (Ernest), Mme Nevoux (Paulette), MM. Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perdomo (Ronald), Pezet (Michel), Poperen (Jean), Porelli (Vincent), Reymann (Marc), Saint-Pierre (Dominique), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Sirgue (Pierre), Stirbois (Jean-Pierre), Tenaillon (Paul-Louis), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Vauzelle (Michel), Wagner (Georges-Paul), Welzer (Gérard), Worms (Jean-Pierre).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : MM. Barthe (Jean-Jacques), Bayrou (François) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Bartolone (Guy) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Trautmann (Catherine) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Grignon (Gérard) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Auroux (Jean), Mme Neiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : MM. Alfonsi (Nicolas), Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Lafleur (Jacques) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904) : MM. Béguet (René), Charié (Jean-Paul), Corrèze (Roger) ; [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027) : M. Emmanuelli (Henri), Joxe (Pierre), Le Garrec (Jean), Mermaz (Louis), Quilès (Paul), Richard (Alain) ; [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621) : MM. André (René), Fritch (Edouard), Pasquini (Pierre).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Bartolone (Claude) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : MM. Grignon (Gérard), Porelli (Vincent) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Bayrou (François) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : MM. Alfonsi (Nicolas), Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Auroux (Jean) : Mme Neiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904) : MM. André (René), Lafleur (Jacques), Pasquini (Pierre) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Bartolone (Claude), Bourguignon (Pierre), Hervé (Edmond), Lambert (Jérôme), Mahéas (Jacques), Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 2 février 1988] : MM. Béguet (René), Charié (Jean-Paul), Corrèze (Roger).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Toubon (Jacques)) ; vice-présidents : MM. Clément (Pascal), Jean-Baptiste (Henry), Mazeaud (Pierre) ; secrétaires : MM. Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Tenaillon (Paul-Louis).

Modifications du bureau [*J.O.* du 9 octobre 1987] (p. 11776) : M. Toubon (Jacques), démissionnaire de la présidence ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999). - Président : M. Mazeaud (Pierre) ; [*J.O.* du 23 octobre 1987] (p. 12360). - Vice-président : M. Limouzy (Jacques).

VI. - Commission de la production et des échanges

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Barthe (Jean-Jacques).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Porelli (Vincent).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731, 3732) : MM. Ansquer (Vincent), Ayrault (Jean-Marc), Badet (Jacques), Barailla (Régis), Barthe (Jean-Jacques), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Beaujean (Henri), Beaumont (René), Bégault (Jean), Besson (Jean), Besson (Louis), Billardon (André), Birraux (Claude), Blum (Roland), Bompard (Jacques), Borotra (Franck), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Briant (Yvon), Brochard (Albert), Brune (Alain), Bruné (Paulin), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cazalet (Robert), César (Gérard), Chaboche (Dominique), Chapuis (Robert), Charbonnel (Jean), Charié (Jean-Paul), Charroppin (Jean), Chastagnol (Alain), Chevallier (Daniel), Chomat (Paul), Chometon (Georges), Chupin (Jean-Claude), Claisse (Pierre), Colin (Georges), Corrèze (Roger), Couepel (Sébastien), Couturier (Roger), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Mme Cresson (Edith), MM. Delevoye (Jean-Paul), Deprez (Léonce), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Deschamps (Bernard), Destrade (Jean-Pierre), Dhinnin (Claude), Diebold (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Drouin (René), Durand (Adrien), Durupt (Job), Farran (Jacques), Fèvre (Charles), Fleury (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Freulet (Gérard), Galley (Robert), Gayssot (Jean-Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gonelle (Michel), Grimont (Jean), Grussenmeyer (François), Guichon (Lucien), Hart (Joël), Hersant (Jacques), Hervé (Michel), Houssin (Pierre-Rémy), Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Jacob (Lucien), Janetti (Maurice), Jeandon (Maurice), Journet (Alain), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), Lambert (Michel), Lauga (Louis), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Legras (Philippe), Le Jaouen (Guy), Lejeune (André), Lepercq (Arnaud), Leroy (Roland), Lory (Raymond), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marty (Elie), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Mégret (Bruno), Métais (Pierre), Mexandeau (Louis), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mme Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Poniatowski (Ladislas), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Renard (Michel), Reveau (Pierre), Revet (Charles), Rigaud (Jean), Rigout (Marcel), Robien (Gilles de), Roussel (Jean), Royer (Jean), Saint-Ellier (Francis), Schenardi (Jean-Pierre), Souchon (René), Vergès (Paul), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Porelli (Vincent) ; [*J.O.* du 7 novembre 1987] (p. 13032) : M. Vergès (Laurent) ; [*J.O.* du 2 février 1988] MM. Charié (Jean-Paul), Corrèze (Roger) ; [*J.O.* du 6 février 1988] (p. 1341) : M. Decagny (Jean-Claude).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Barthe (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 906) : MM. Corrèze (Roger), Charié (Jean-Paul).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Dominati (Jacques) ; vice-présidents : MM. Birraux (Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Weisenhorn (Pierre) ; secrétaires : MM. Chastagnol (Alain), Couepel (Sébastien), Farran (Jacques), Masson (Jean-Louis).

VII. - Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

Membres [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : MM. Anciant (Jean), Bartolone (Claude), Branger (Jean-Guy), Chénard (Alain), Chomat (Paul), Dehaine (Arthur), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Freulet (Gérard), Gastines (Henri de), Germon (Claude), Griotteray (Alain), Margnes (Michel), Moulinet (Louis), Nungesser (Roland).

Bureau [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013). - Président : M. Gastines (Henri de) ; vice-présidents : MM. Anciant (Jean), Deprez (Charles) ; secrétaires : MM. Branger (Jean-Guy), Freulet (Gérard).

VI. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

- du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036) ;

- du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857) ;

- du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858) ;

- du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858) ;

- du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O* du 4 juin 1987] (p. 5070) ;

- du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504) ;

- du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694) ;

- du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066) ;

- du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177) ;

- du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177) ;

- du projet de loi modifiant le titre Ier du livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378) ;

- du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496) ;

- du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523) ;

- du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523) ;

- du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896) ;

- du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092) ;

- du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283) ;

- du projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382) ;

- du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478) ;

- du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

- du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706) ;

- du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

- du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

- du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

- du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

- du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

- du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

- du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

VII. - COMMISSIONS SPÉCIALES

Constituées pour l'examan :

- de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice.

Membres [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240) : MM. Debré (Jean-Louis), Delebarre (Michel), Deniau (Jean-François), Devedjian (Patrick), Fanton (André), Mme Frachon (Martine), MM. Guéna (Yves), Hage (Georges), Hamaide (Michel), Joxe (Pierre), Laurissergues (Christian), Mamy (Albert), Mexandeau (Louis), Saint-Pierre (Dominique), Wagner (Georges-Paul).

Bureau [*J.O.* du 12 juln 1987] (p. 6323). - Président : M. Deniau (Jean-François) ; vice-présidents : MM. Guéna (Yves), Mexandeau (Louis) ; secrétaires : MM. Hamaide (Michel), Wagner (Georges-Paul).

VIII. - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants suppléants [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11841) : M. Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 19 novembre 1987] (p. 13500) : Mme Trautmann (Catherine) en remplacement de M. Fourré (Jean-Pierre).

Représentant titulaire [*J.O.* du 14 novembre 1987] (p. 13298) : M. Fourré (Jean-Pierre) en remplacement de M. Mermaz (Louis) démissionnaire.

IX. - DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Comité de l'éthique du Loto sportif

Membre titulaire [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177) : M. Demange (Jean-Marie).

Membre suppléant [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177) : M. Pelchat (Michel).

Comité des finances locales

Membre [*J.O.* du 22 mai 1987] (p. 5628) : M. Tenaillon (Paul-Louis).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer

Membre [*J.O.* du 31 janvier 1987] (p. 1160) : M. Grignon (Gérard), en remplacement de M. Pen (Albert).

Commission centrale de classement des débits de tabac

Membres [*J.O.* du 13 novembre 1987] (p. 13237) : MM. Trémège (Gérard), Balligand (Jean-Pierre).

Commission de la télématique

Membres [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177) : MM. André (René), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Chomat (Paul), Diméglio (Willy), Jalkh (Jean-François), Mahéas (Jacques), Mestre (Philippe), Mexandeau (Louis), Perben (Dominique).

Commission des comptes de la sécurité sociale

Membres [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7522) : MM. Barrot (Jacques), Pinte (Etienne), Coffineau (Michel).

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale

Membre [*J.O.* du 27 juin 1987] (p. 6966) : M. Maran (Jean).

Conseil d'administration de la société Télédiffusion de France

Membre [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6321) : M. Cousin (Bernard).

Conseil national des transports

Membre titulaire [*J.O.* du 11 décembre 1987] (p. 14426) : M. Fourré (Jean-Pierre).

Membre suppléant [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14836) : M. Forgues (Pierre).

Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires

Membre [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388) : M. Mouton (Jean).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles

Membres titulaires [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035) : MM. Dugoin (Xavier), Cointat (Michel), Revet (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035) : MM. Gengenwin (Germain), Balligand (Jean-Pierre), Métais (Pierre).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre

Membre [*J.O.* du 15 mai 1987] (p. 5369) : M. Béguet (René).

X. - AUTRES DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Bureau [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11842) ; vice-président : M. Bassinet (Philippe), secrétaire : M. Julia (Didier).

XI. - HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires : élus au 2e tour de scrutin [15 avril 1987] (p. 370) : MM. Bêche (Guy), Michel (Jean-Pierre), Marchand (Philippe), Richard (Alain), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Gonelle (Michel), Ducoloné (Guy), Mazeaud (Pierre), Brocard (Jean), Mesmin (Georges), Foyer (Jean), Peyrat (Jacques).

Juges suppléants [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 370) : MM. Bonnet (Alain), Sapin (Michel), André (René), Jean-Baptiste (Henry), Clément (Pascal), Blot (Yvan).

Prestation de serment des juges titulaires et des juges suppléants le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Membres du bureau [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6932) : vice-présidents : MM. Mazeaud (Pierre), Gonelle (Michel).

XII. - SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1986-1987 : ouverture le 2 avril 1987 [2 avril 1987] (p. 3) ; clôture le 30 juin 1987 [30 juin 1987] (p. 3437).

Première session extraordinaire de 1986-1987 : ouverture le 1er juillet 1987 [1er juillet 1987] (p. 3443) (décret du 30 juin 1987) ; clôture le 9 juillet 1987 [9 juillet 1987] (p. 3912).

Première session ordinaire de 1987-1988) : ouverture le 2 octobre 1987 [2 octobre 1987] (p. 2918) ; clôture le 20 décembre 1987 [20 décembre 1987] (p. 7954).

Première session extraordinaire de 1987-1988 : ouverture le 21 décembre 1987 [21 décembre 1987] (p. 7958) (décret du 19 décembre 1987) ; clôture le 23 décembre 1987 [23 décembre 1987] (p. 8111).

Deuxième session extraordinaire de 1987-1988 : ouverture le 2 février 1988 [2 février 1988] (p. 3) (décret du 20 janvier 1988) ; clôture le 25 février 1988 [*J.O.* du 26 février 1988] (p. 2679).

XIII. - COMPOSITION DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. JACQUES CHIRAC

(A la date du 1er janvier 1987)

1. - Par ordre alphabétique

M. Jacques CHIRAC, Premier ministre.
Mme Michèle ALLIOT-MARIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement.
MM. Jean ARTHUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.
Michel AURILLAC, ministre de la coopération.
Edouard BALLADUR, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation.
Didier BARIANI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.
Mme Michèle BARZACH, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.
MM. Christian BERGELIN, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports.
Bernard BOSSON, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.
Jacques BOYON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
Camille CABANA, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative.
Alain CARIGNON, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement.
Mme Nicole CATALA, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.
MM. Albin CHALANDON, garde des sceaux, ministre de la justice.
Hervé de CHARETTE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan.
Georges CHAVANES, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.
Jean-Jacques DESCAMPS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme.
Jacques DOUFFIAGUES, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports.
Gaston FLOSSE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud.
Georges FONTES, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.
Yves GALLAND, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.
André GIRAUD, ministre de la défense.
Ambroise GUELLEC, secrétaire d'Etat à la mer.
François GUILLAUME, ministre de l'agriculture.
Alain JUPPÉ, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget.
François LÉOTARD, ministre de la culture et de la communication.
Gérard LONGUET, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.
Alain MADELIN, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme.
Claude MALHURET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme.
Pierre MÉHAIGNERIE, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.
Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie.
MM. René MONORY, ministre de l'éducation nationale.
Michel NOIR, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur.
Robert PANDRAUD, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité.
Charles PASQUA, ministre de l'intérieur.
Bernard PONS, ministre des départements et territoires d'outre-mer.
Jean-Bernard RAIMOND, ministre des affaires étrangères.
André ROSSINOT, ministre chargé des relations avec le Parlement.
André SANTINI, secrétaire d'Etat aux rapatriés.
Philippe SÉGUIN, ministre des affaires sociales et de l'emploi.
Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.
Adrien ZELLER, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.

2. - Par ministère

Premier ministre	Jacques CHIRAC.
Ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation	Edouard BALLADUR.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Albin CHALANDON.
Ministre de la défense	André GIRAUD.
Ministre de la culture et de la communication	François LÉOTARD.
Ministre des affaires étrangères	Jean-Bernard RAIMOND.
Ministre de l'intérieur	Charles PASQUA.
Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	Pierre MÉHAIGNERIE.
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Bernard PONS.
Ministre de l'éducation nationale	René MONORY.
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Philippe SÉGUIN.
Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme	Alain MADELIN.

Ministre de l'agriculture	François GUILLAUME.
Ministre de la coopération	Michel AURILLAC.
Ministre chargé des relations avec le Parlement	André ROSSINOT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan	Hervé de CHARETTE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative	Camille CABANA.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget	Alain JUPPÉ.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur	Michel NOIR.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services	Georges CHAVANES.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	Bernard BOSSON.
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité	Robert PANDRAUD.
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales	Yves GALLAND.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports	Jacques DOUFFIAGUES.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement	Alain CARIGNON.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille	Michèle BARZACH.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.	Gérard LONGUET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie	Lucette MICHAUX-CHEVRY.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme	Claude MALHURET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports	Christian BERGELIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Jacques BOYON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication	Philippe de VILLIERS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères	Didier BARIANI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud	Gaston FLOSSE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement	Michèle ALLIOT-MARIE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle	Nicole CATALA.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale	Adrien ZELLER.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi	Jean ARTHUIS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme	Jean-Jacques DESCAMPS.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants	Georges FONTES.
Secrétaire d'Etat aux rapatriés	André SANTINI.
Secrétaire d'Etat à la mer	Ambroise GUELLEC.

3. - Modifications

Décret du 20 janvier 1987 [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 743) :

M. Jacques VALADE, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

M. Jean ARTHUIS, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi. Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence.

Décret du 25 juin 1987 [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6903) :

M. Philippe de VILLIERS, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.

Décret du 28 septembre 1987 [*J.O.* du 29 septembre 1987] (p. 11327) :

M. Camille CABANA, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative.

M. André SANTINI, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux rapatriés ; ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication.

Décret du 17 octobre 1987 [*J.O.* du 20 octobre 1987] (p. 12173) :

M. Jean ARTHUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1987-1988

(8e législature)

A

ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ DES LOCATAIRES DE LOGEMENTS H.L.M.

Voir *Logement et habitat* **13, 17, 18, 20.**

ACTE UNIQUE EUROPÉEN

Voir *Commerce et artisanat* **6.**
Communautés européennes **5, 6.**

ACTIF PROFESSIONNEL

Voir *Professions et activités médicales* **6.**

ACTIONNAIRES ET ASSOCIES

Voir *Epargne et investissement* **1,** article 18.
Sociétés civiles et commerciales **3.**

Protection des -

Voir *Marchés financiers* **3,** avant la discussion des articles ; discussion des articles, après l'article 23 : amendements n° 91, 80, 81, 82 et 85.

- salariés

Voir *Marchés financiers* **3,** discussion des articles, après l'article 22.

ACTIONNARIAT

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **3.**

ACTIONS

Achat d'- et options de souscription d'-.

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443). Avant la discussion des articles et articles 10, 13 à 15, après l'article 15.

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir *Famille* **12.**

Maintien à domicile des personnes âgées et handicapées.

Voir *Questions au Gouvernement* **385.**

ACTION SOCIALE ET SOLIDARITÉ NATIONALE

4. - Proposition de loi n° 648 tendant à modifier l'article 24 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 afin que **le directeur des établissements de l'aide sociale à l'enfance soit nommé par le président du conseil général.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ADJOINTS DES CADRES HOSPITALIERS

Voir *Examens, concours et diplômes* **1.**

ADMINISTRATEURS

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **3.**

ADMINISTRATION

1. - Proposition de loi n° 949 tendant à la **création d'un commissariat général** permanent à la modernisation administrative.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Raymond Marcellin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (5 novembre 1987).

Voir *Justice* **8.**

Relations de l'- avec l'industrie

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

ADMINISTRATION ET RÉGIMES PÉNITENTIAIRES

2. - Projet de loi n° 630, relatif au **service public pénitentiaire.**

Sénat (première lecture) **n° 75** (1986-1987). - Dépôt le 19 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° 102 (1986-1987) (10 décembre 1986). - Discussion les 19 décembre 1986 ; 7, 8 et 9 avril 1987. - Adoption le 9 avril 1987. - Projet de loi n° **53** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 avril 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Albert Mamy (16 avril 1987). - Rapport n° **695.** - Discussion les 5 et 6 mai 1987. - Adoption le 6 mai 1987. - Projet de loi n° **99.**

Sénat (deuxième lecture) n° **220.** - Dépôt le 7 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° **233** (20 mai 1987). - Discussion le 26 mai 1987. - Adoption avec modifications le 26 mai 1987. - Projet de loi n° **71.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **796.** - Dépôt le 2 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la

République. - Rapporteur : M. Albert Mamy. - Rapport n° **830** (10 juin 1987). - Discussion le 11 juin 1987. - Adoption définitive le 11 juin 1987. - Projet de loi n° **110.**

Loi n° 87-432 du 22 juin 1987 publiée au *J.O.* du 23 juin 1987 (p. 6775). Rectificatif *J.O.* du 11 juillet 1987 (p. 7786).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles (5 mai 1987, p. 835, 859).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 843) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 843 à 848) ; *Cuq (Henri)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 848 à 851) ; *Mamy (Albert)* (rapporteur) (p. 851, 852) ; *Chalandon (Albin)* (garde des sceaux, ministre de la justice) (p. 852) : rejetée au scrutin public (p. 852).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (P.S.) (p. 874) : *Marchand (Philippe)* (p. 874 à 876) ; *Mamy (Albert)* (rapporteur) (p. 876) ; *Chalandon (Albin)* (garde des sceaux, ministre de la justice) (p. 876 à 878) : rejetée au scrutin public (p. 878).

Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les - au secteur privé) : *Mamy (Albert)* (p. 839, 876) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845) ; *Cuq (Henri)* (p. 851) ; *Welzer (Gérard)* (p. 869) ; *Raoult (Eric)* (p. 873) ; *Chalandon (Albin)* (p. 876).

Amnisties, grâces et remises de peines prononcées de 1981 à 1986 : *Mamy (Albert)* (p. 836, 837) ; *Chalandon (Albin)* (p. 841) ; *Raoult (Eric)* (p. 873).

Budget 1987 :

Crédits pour les associations d'aide aux victimes et pour le contrôle judiciaire : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 846).

Crédits de l'équipement pénitentiaire : *Mamy (Albert)* (p. 836) ; *Chalandon (Albin)* (p. 841, 842) ; *Cuq (Henri)* (p. 849) ; *Raoult (Eric)* (p. 873).

Délais de justice (diminution des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 852) ; *Marchand (Philippe)* (p. 876).

Délinquance (diminution ou augmentation de la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 846) ; *Cuq (Henri)* (p. 851) ; *Asensi (François)* (p. 866) ; *Charles (Serge)* (p. 867).

Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la -) : *Mamy (Albert)* (p. 837) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 847) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 860) ; *Charles (Serge)* (p. 868) ; *Marchand (Philippe)* (p. 876) ; *Chalandon (Albin)* (p. 877).

Détenu (statut et conditions de vie du - et notamment à l'étranger) : *Mamy (Albert)* (p. 836, 852) ; *Chalandon (Albin)* (p. 852, 877) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 844) ; *Cuq (Henri)* (p. 848, 849, 850) ; *Delattre (Francis)* (p. 863) ; *Asensi (François)* (p. 866) ; *Charles (Serge)* (p. 868) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 872).

Détenus (expression des - face à l'administration pénitentiaire) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 872, 873).

Détenus (séparation des catégories de -) : *Mamy (Albert)* (p. 836, 839) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 860) ; *Delattre (Francis)* (p. 863).

Drogue (lutte contre la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 846) ; *Chalandon (Albin)* (p. 852).

Education surveillée : *Menga (Joseph)* (p. 871) ; *Chalandon (Albin)* (p. 877).

Etablissements publics pénitentiaires (création des -) : *Mamy (Albert)* (p. 839) ; *Chalandon (Albin)* (p. 842, 878) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845) ; *Cuq (Henri)* (p. 851) ; *Sapin (Michel)* (p. 862) ; *Asensi (François)* (p. 865, 866) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 872) ; *Marchand (Philippe)* (p. 875).

Garde des sceaux, ministre de la justice (action et personne du -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 843, 844) ; *Chalandon (Albin)* (p. 852, 876, 877) ; *Welzer (Gérard)* (p. 868, 869).

Immigration (proportion de détenus étrangers) : *Peyrat (Jacques)* (p. 859, 860) ; *Chalandon (Albin)* (p. 877).

Martinique (fonctionnement du centre pénitentiaire et construction d'un nouvel établissement) : *Maran (Jean)* (p. 869, 870).

Mineurs de moins de seize ans (incarcération des -) : *Menga (Joseph)* (p. 871).

Peines de prison courtes (importance numérique des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 851).

Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) : *Mamy (Albert) (p. 837, 851) ; Chalandon (Albin)* (p. 841) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 846, 847) ; *Cuq (Henri)* (p. 850) ; *Sapin (Michel)* (p. 862) ; *Asensi (François)* (p. 867) ; *Charles (Serge)* (p. 868) ; *Marchand (Philippe)* (p. 875).

Peines prononcées et exécution des - : *Chalandon (Albin)* (p. 841, 849) ; *Delattre (Francis)* (p. 863).

Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) : *Mamy (Albert)* (p. 836, 837) ; *Chalandon (Albin)* (p. 840, 841, 877) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 844, 845, 846, 847, 848) ; *Cuq (Henri)* (p. 849) ; *Sapin (Michel)* (p. 862, 863) ; *Asensi (François)* (p. 865) ; *Menga (Joseph)* (p. 870, 871, 872) ; *Marchand (Philippe)* (p. 875, 876).

Population carcérale (taux d'incarcération en France et comparaisons internationales) : *Chalandon (Albin)* (p. 841) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845) ; *Cuq (Henri)* (p. 848) ; *Marchand (Philippe)* (p. 876).

Prisons (retard pris dans la construction de - depuis mars 1986, notamment à Nanterre) : *Marchand (Philippe)* (p. 874).

Prisons (retard pris dans l'équipement pénitentiaire) : *Mamy (Albert)* (p. 836) ; *Cuq (Henri)* (p. 849, 850) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 859).

Prisons (surpopulation des - et problèmes du SIDA) : *Mamy (Albert)* (p. 836) ; *Chalandon (Albin)* (p. 841) ; *Cuq (Henri)* (p. 848) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 859, 860) ; *Delattre (Francis)* (p. 863) ; *Asensi (François)* (p. 866) ; *Charles (Serge)* (p. 867) ; *Raoult (Eric)* (p. 873).

Prisons privées aux Etats-Unis : *Mamy (Albert)* (p. 837) ; *Marchand (Philippe)* (p. 874).

Prisons « privées » ou habilitées en France (préservation des intérêts des entreprises contactées sur le projet initial) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845) ; *Asensi (François)* (p. 864) ; *Marchand (Philippe)* (p. 875).

Prisons « privées » ou habilitées en France (retrait progressif du projet de -) : *Mamy (Albert)* (p. 837, 838) ; *Chalandon (Albin)* (p. 842, 877) ; *Chalandon (Albin)* (p. 842, 877) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 844, 845) ; *Cuq (Henri)* (p. 849) ; *Asensi (François)* (p. 864, 865) ; *Charles (Serge)* (p. 867, 868) ; *Welzer (Gérard)* (p. 869) ; *Menga (Joseph)* (p. 870) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 872) ; *Marchand (Philippe)* (p. 874).

Prisons « quatre étoiles » : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 844) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 860).

Programme de construction de prisons (absence de garanties d'exécution du -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 847) ; *Sapin (Michel)* (p. 861).

Programme de construction de prisons (lancement d'un - de quinze mille places) : *Mamy (Albert)* (p. 836, 839, 840, 852, 876) ; *Chalandon (Albin)* (p. 841, 842, 877, 878) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845, 847, 848) ; *Cuq (Henri)* (p. 849, 850, 851) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 859, 860) ; *Sapin (Michel)* (p. 861, 862) ; *Delattre (Francis)* (p. 863, 864) ; *Charles (Serge)* (p. 867, 868) ; *Menga (Joseph)* (p. 870) ; *Raoult (Eric)* (p. 873) ; *Marchand (Philippe)* (p. 875, 876).

Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du - et procédure de passation des marchés) : *Mamy (Albert)* (p. 839) ; *Chalandon (Albin)* (p. 842, 878) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845) ; *Cuq (Henri)* (p. 851) ; *Sapin (Michel)* (p. 851, 852) ; *Asensi (François)* (p. 865) ; *Charles (Serge)* (p. 868) ; *Marchand (Philippe)* (p. 875).

Rappel au règlement de M. Jacques Limouzy : *Limouzy (Jacques)* (p. 839).

Rappel au règlement de M. Michel Sapin : *Sapin (Michel)* (p. 835) ; *Chalandon (Albin)* (p. 835).

Récidive (lutte contre la - et réinsertion des détenus) : *Mamy (Albert)* (p. 836, 839, 852, 876) ; *Chalandon (Albin)* (p. 841, 852, 878) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845, 846, 847) ; *Cuq (Henri)* (p. 850, 851) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 860) ; *Sapin (Michel)* (p. 862) ; *Charles (Serge)* (p. 868) ; *Menga (Joseph)* (p. 871).

Seine-Saint-Denis (implantation d'un établissement pénitentiaire) : *Raoult (Eric)* (p. 873, 874).

Sida : voir Prisons (surpopulation des - et problème du Sida).

Surveillants de prison (condition de travail des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 841) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 845) ; *Cuq (Henri)* (p. 849) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 860) ; *Charles (Serge)* (p. 868).

Travail des détenus : *Delattre (Francis)* (p. 863) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 872).

Discussion des articles [6 mai 1987] (p. 907).

Avant l'article 1er : amendement n° 24 de M. Gilbert Bonnemaison (rôle et fonction du service public pénitentiaire) : rejeté ; amendement n° 11 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (tendant à faciliter les relations entre le détenu et sa famille) (p. 907) ; rejeté ; amendement n° 12 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (missions éducatives du service public pénitentiaire) : rejeté ; amendement n° 13 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Chomat (droit au travail du détenu) : rejeté ; amendement n° 14 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Chomat (sortie de prison du détenu) (p. 908) ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (interdisant la détention provisoire des mineurs de moins de seize ans et limitant celle de ceux dont l'âge est compris entre seize et dix-huit ans) (p. 909) ; rejeté ; amendement n° 16 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (interdisant l'incarcération des mineurs de moins de seize ans) : rejeté.

Article 1er *(définition du service public pénitentiaire) :* amendement n° 17 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (missions du service public pénitentiaire) : rejeté ; amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (indiquant que le service public pénitentiaire participe au maintien de la sécurité publique et développe une politique de lutte contre la récidive dans le cadre des comités de probation notamment) (p. 910) ; proposition du garde des sceaux tendant à déposer un sous-amendement à cet amendement ; débat sur la procédure permettant d'obtenir la rédaction souhaitée par la majorité et le Gouvernement (p. 911) ; rejeté ; amendement n° 52 du Gouvernement (indiquant que le service public pénitentiaire participe au maintien de la sécurité publique) : adopté ; amendement n° 23 de M. Gilbert Bonnemaison (coopération entre le service public pénitentiaire, les collectivités territoriales et les associations) : rejeté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 18 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Chomat (implantation territoriale des établissements pénitentiaires) : rejeté.

Article 1er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement d'établissements pénitentiaires, ainsi que l'exercice des fonctions autres que celles de greffe, de direction et de surveillance) :* qualité architecturale des établissements pénitentiaires (p. 912) ; amendements de suppression n° 19 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Paul Chomat et n° 26 de M. Gilbert Bonnemaison ; procédure de passation des marchés pour la construction des prisons (p. 913) ; obligation pour les entreprises retenues de réserver un pourcentage de l'activité aux entreprises locales ; qualité architecturale des futurs bâtiments (p. 914) ; amendements n° 19 et 26 : rejetés (p. 915) ; amendement n° 27 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (supprimant la modification des règles de passation des marchés publics pour la construction des prisons) ; délais de construction des bâtiments ; difficultés nées de l'expropriation ; possibilités offertes par la loi de 1985 sur les rapports entre les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage (p. 922) ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à autoriser les appels d'offres séparés dans certaines circonstances) : rejeté ; amendement n° 49 de M. Guy Malandain soutenu par M. Michel Sapin (précisant que la passation des marchés pour les opérations de conception, de construction et d'aménagement se fera dans les conditions prévues par la loi du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Gilbert Bonnemaison (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; indemnisation des entreprises ayant engagé des frais d'études sur le projet de prisons privées (p. 923) ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (précisant que le cahier des charges concernant l'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires sera approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur du secteur public pénitentiaire) ; amendement n° 30 de M. Gilbert Bonnemaison (même objet) (p. 924) ; amendement n° 1 : rejeté ; amendement n° 30 : rejeté ; amendement n° 31 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les fonctions de direction, techniques, administratives de greffe et de surveillance sont exercées par des fonctionnaires et que les fonctions éducatives, sociales et de probation sont exercées soit par des fonctionnaires, soit par des agents employés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif) : rejeté ; amendement n° 32 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance pourront être confiées à des personnes privées selon une habilitation définie par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur du secteur public pénitentiaire) : devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (tendant à permettre de conclure un seul contrat pour la conception, la construction et l'aménagement des établissements et l'exercice des fonctions autres que celles de surveillance, le greffe et de direction) (p. 925) ; adopté ;

- article 1er *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er *bis* : amendement n° 37 de M. Gilbert Bonnemaison (composition du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : non soutenu ; amendement n° 38 de M. Gilbert Bonnemaison (missions du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : non soutenu ; amendement n° 39 de M. Gilbert Bonnemaison (établissement d'un rapport transmis au Conseil supérieur pénitentiaire après toute intervention des forces de police ou de gendarmerie) : non soutenu.

Article 1er *ter* *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux) :* situation des surveillants de prison (p. 926) ; amendement n° 20 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 927) ; amendement n° 40 de M. Gilbert Bonnemaison (composition du conseil d'administration des établissements publics pénitentiaires) : rejeté ; amendement n° 41 de M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant la présence de personnels techniques et administratifs au conseil d'administration des établissements publics pénitentiaires) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (précisant que le garde des sceaux peut, à la demande du conseil d'administration de l'établissement public pénitentiaire, y affecter des personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques relevant de l'administration pénitentiaire et restant soumis à leur statut spécial) : adopté ; amendement n° 42 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à interdire aux personnels participant à l'exécution du service public pénitentiaire de posséder des valeurs mobilières émises par des sociétés titulaires de la mission visée à l'article 1er *bis* du projet) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 928) ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (subventions versées aux établissements pénitentiaires par les collectivités locales) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (clarification des responsabilités respectives du conseil d'administration et de l'État au sein de l'établissement public pénitentiaire) : adopté après correction ; amendement n° 9 de la commission (précisant que les conditions d'application de cet article sont fixées par décret en Conseil d'État après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) : devenu sans objet ;

- article 1er *ter*, ainsi modifié : adopté (p. 929).

Article 1er *quater* *(incapacité d'être membre du conseil d'administration d'un établissement public pénitentiaire ou d'exercer des fonctions au sein de cet établissement) :* amendement n° 22 de M. François Asensi (de suppression) : retiré ;

- article 1er *quater* : adopté.

Articles 2 à 18 : retirés par le Gouvernement.

Article 19 *(adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale) :* amendement n° 33 de M. Jacques Peyrat (suppression des adaptations terminologiques) ; non soutenu ; amendement n° 47 du Gouvernement (portant à cinq ans la peine à partir de laquelle les condamnés sont affectés à un établissement spécial) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (maintien en maison d'arrêt, à titre exceptionnel, de certains condamnés ayant moins de un an à purger) (p. 930) ; nombre de détenus condamnés à des courtes peines ; lutte contre la récidive ; adopté ; amendement n° 34 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Ronald Perdomo (rédactionnel) : rejeté (p. 931) ; amendement n° 48 de M. Georges Mesmin soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (travail, formation professionnelle et séances éducatives, sportives ou de loisirs

des détenus) ; rejeté ; amendement n° 44 de M. Gilbert Bonnemaison (transformation des comités de probation en établissements publics) (p. 932) ; rejeté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 45 de M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant qu'un décret en Conseil d'État détermine l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (constitution de groupements d'intérêt public entre les établissements pénitentiaires) (p. 933) ; adopté ;

Titre : amendement n° 46 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Ronald Perdomo (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à l'organisation de la passation des marchés en matière pénitentiaire ») : rejeté.

Explications de vote (p. 934) :

Administration, intendance et œuvres sociales des établissements pénitentiaires (possibilité de confier les - au secteur privé) : *Asensi (François)* (p. 934).

Comités de probation : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 935).

Débat (déroulement du - et attitude de l'opposition) ; *Chalandon (Albin)* (p. 935, 936).

Établissements publics pénitentiaires (création des -) : *Asensi (François)* (p. 934).

Politique pénale : *Bonnemaison (Gilbert) (p. 935).*

Prisons privées (abandon du projet de -) : *Asensi (François)* (p. 935).

Programme de construction de prisons (lancement et réalisation d'un - de quinze mille places) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 934) ; *Asensi (François)* (p. 934, 935) ; *Delattre (Francis)* (p. 935).

Programme de construction de prisons de 1980 (abandon en 1981 du -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 934).

Vote négatif du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 935).

Vote négatif du groupe socialiste : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 935).

Vote positif du groupe Front national : *Perdomo (Ronald)* (p. 935).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Peyrefitte (Alain)* (p. 934).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Delattre (Francis)* (p. 935).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 936).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1987] (p. 2250).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 2250) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2250, 2251, 2252) ; *Cuq (Henri)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 2252, 2253) ; *Chalandon (Albin)* (garde des sceaux, ministre de la justice) (p. 2253, 2254) ; rejetée (p. 2254).

Détenus (séparation des catégories de - en fonction de la durée de la peine) : *Mamy (Albert)* (p. 2250) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2250).

Établissements pénitentiaires (spécialisation des -) : voir Détenus (séparation des catégories de - en fonction de la durée de la peine).

Établissements publics pénitentiaires (création des -) : *Mamy (Albert)* (p. 2250).

Insécurité (efforts et résultats du Gouvernement dans la lutte contre l'-) : *Cuq (Henri)* (p. 2252).

Modernisation des prisons (réalisations depuis mars 1986 et cas des prisons et cas des prisons de Nanterre et Bobigny) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2251) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2253).

Personnes physiques (possibilité pour les - de participer aux concours pour la construction de prisons et d'exercer les fonctions d'administration, d'intendance et de gestion des œuvres sociales) : *Mamy (Albert)* (p. 2250) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2250).

Politique pénale et carcérale (et notamment réinsertion des délinquants) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2251, 2252) ; *Cuq (Henri)* (p. 2253).

Prisons privées ou habilitées en France (abandon progressif du projet de -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2251).

Programme de construction de 15 000 places de prison (opportunité du projet et modalités de passation des marchés) : *Mamy (Albert)* (2250) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2251) ; *Cuq (Henri)* (p. 2252, 2253) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2253, 2254).

Programme de construction de 15 000 places de prison (financement et garanties d'exécution) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2251) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2253).

Surpopulation carcérale : *Cuq (Henri)* (p. 2252, 2253).

Discussion des articles (p. 2254).

Article 1er *bis* : amendement n° 1 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) ; compensations données aux entreprises concernées par le projet initial de prisons privées ; rejeté ; amendement n° 2 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à autoriser des appels d'offres séparés pour la construction, la conception et l'aménagement des établissements pénitentiaires) : rejeté ; amendement n° 3 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (visant à autoriser les appels d'offres pour des actions séparées) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (précisant que les concessions de l'État à des personnes morales de droit public ou privé se feront dans le respect de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) : rejeté ; amendement n° 5 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à faire précéder le décret en Conseil d'État sur l'application de cet article de l'avis d'un Conseil supérieur du service public pénitentiaire) (p. 2254) ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (supprimant la possibilité de confier à une personne privée la possibilité d'exercer les fonctions d'administration, d'intendance et de gestion des œuvres sociales des prisons) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (qualité des personnels des établissements pénitentiaires) : rejeté ; amendement n° 8 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (précisant que les personnes exerçant les fonctions d'administration, d'intendance et de gestion des œuvres sociales sont placées sous l'autorité du directeur de l'établissement pénitentiaire) : rejeté (p. 2255) ;

- article 1er *bis* : adopté.

Après l'article 1er *bis* : amendement n° 9 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (composition du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : devenu sans objet ; amendement n° 10 de M. Gilbert Bonnemaison (missions du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : devenu sans objet.

Article 1er *ter* (p. 2255) : amendement n° 11 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (affectation par le garde des sceaux aux établissements publics pénitentiaires de personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques relevant de l'administration pénitentiaire) : rejeté ; amendement n° 12 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (rédactionnel) ; rédaction du quatrième alinéa de cet article ; rejeté.

- article 1er *ter* : adopté.

Article 19 : : amendement n° 13 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (suppression de la disposition selon laquelle les condamnés à une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à un an peuvent, à titre exceptionnel, être maintenus en maisons d'arrêt et incarcérés dans un quartier distinct) (p. 2256) ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (travail des détenus) : rejeté ; amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (comités de probation) : rejeté.

- article 19 : adopté.

Après l'article 19 : : amendement n° 16 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Philippe Marchand (prévoyant un décret en Conseil d'État pour déterminer l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 2257).

Explications de vote (p. 2257).

Architectes (participation des - aux appels d'offres) : *Asensi (François)* (p. 2258).

Politique pénale et pénitentiaire : *Asensi (François)* (p. 2257) ; *Sapin (Michel)* (p. 2258).

Prisons privées (abandon du projet de -) : *Asensi (François)* (p. 2257) ; *Sapin (Michel)* (p. 2258).

Programme de construction de 15 000 places de prison (règle de passation des marchés et absence de garanties financières sur l'exécution du -) : *Asensi (François)* (p. 2257) ; *Sapin (Michel)* (p. 2258).

Vote hostile du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 2257).

Vote hostile du groupe socialiste : *Sapin (Michel)* (p. 2258).

Mutinerie à la prison de Saint-Maur

Voir *Questions au Gouvernement* **555.**

Situation de la prison des Baumettes

Voir *Questions au Gouvernement* **540.**

ADOPTION

1. - Proposition de loi n° 605 relative à l' **adoption prénatale.**

Voir *Table 1986*
Assemblée nationale (première lecture). - Retrait le 28 avril 1987.

2. - Proposition de loi n° 721 tendant à instituer une **déclaration prénatale de consentement à l'adoption.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (8 juillet 1987).

3. - Proposition de loi n° 994 relative à l' **assouplissement de la condition d'âge imposée aux adoptants célibataires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Michel Ghysel. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **4,** *Affaires sociales.*
Questions au Gouvernement **548.**

AÉRONAUTIQUE

Voir *Lois de finances* **4,** *deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.*

AFFAIRE LUCHAIRE

Voir *Rappels au règlement* **646.**

AFFAIRE RADIO COURTOISIE/MICHEL DROIT

Voir *Rappels au règlement* **795, 796, 797, 798, 799, 800, 802, 803.**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4. - Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par M. Alain Peyrefitte et plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une **mission d'information effectuée au Etats-Unis** du 8 au 19 février 1987 (n° **615**) [2 avril 1987].

5. - Rapports d'information de M. Jean Valleix fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur **l'activité de cette assemblée** au cours de sa **33e session ordinaire** (1987) (n° **1176**)[22 décembre 1987].

6. - Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur **l'activité de cette assemblée** au cours de sa 38e session ordinaire (1986-1987) [22 décembre 1987].

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (ministère des)

Personnels

Voir *Questions orales sans débat* **274.**

AFGHANISTAN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Invasion soviétique

Voir *Drogue* **3,** aprés l'article 10.

Libération d'un journaliste français emprisonné en -

Voir *Questions au Gouvernement* **539.**

AFRIQUE

Voir *Coopération et développement* **5.**
Santé publique **9.**

Dette africaine

Voir *Questions au Gouvernement* **426.**

Relations franco-africaines

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, coopération.

AFRIQUE DU NORD

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **12.**

AFRIQUE DU SUD

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **357, 547.**

African national congress (A.N.C.) (supplice du collier)

Voir *Drogue* **3,** aprés l'article 10.

Albertini (Pierre-André) (situation de -)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Ambassade d' - à Paris

Voir *Questions orales sans débat* **194.**

Elections en -

Voir *Questions au Gouvernement* **357.**

Lettres de créances présentées par l'ambassadeur d' -

Voir *Rappels au règlement* **643.**

Vente d'avions à l' -

Voir *Questions au Gouvernement* **547.**

AGE DE LA RETRAITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **10.**

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (A.F.M.E.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule, questions.
Questions orales sans débat **304.**

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (A.N.A.H.)

Voir *Lois de finances* **4,** article 28, deuxième partie, commerce et artisanat ; Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.
Questions au Gouvernement **375.**

AGENCE NATIONALE POUR LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Voir *Rappels au règlement* **774.**

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (A.N.V.A.R.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule, vote des crédits.

AGENT DE POLICE JUDICIAIRE

Attribution de la qualité d' -

Voir *Police et sécurité* **4.**

AGENTS DE CHANGE

Voir *Marchés financiers* **3,** discussion des articles, articles 18 et 22.

AGENTS NON TITULAIRES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **8.**

AGRÉGATION

Jury d'-

Voir *Questions au Gouvernement* **510.**

AGRÉGATION D'HISTOIRE

Jury d'-

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale.

AGRICULTEURS

En situation difficile

Voir *Agriculture* **12.**

Protection sociale des -

Voir *Questions au Gouvernement* **386, 382, 473.**
Sécurité sociale **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, articles 7 à 13, après l'article 15.
Sécurité sociale **11.**

Protection sociale des - dans les départements d'outre-mer

Voir *Questions au Gouvernement* **546.**

Retraite des -

Voir *Questions au Gouvernement* **433.**

Revenus des -

Voir *Questions orales sans débat* **189.**

AGRICULTURE

8. - Proposition de loi n° 516 tendant à assouplir les conditions d'apports des associés dans une **exploitation agricole à responsabilité limitée** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Yvan Blot (7 mai 1987).

8. - Projet de loi n° 570 modifiant la loi n° 84-609 du 16 juillet 1984 relative à l' **usage vétérinaire des substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Charles Revet (9 avril 1987).

9. - Proposition de loi n° 577 tendant à une meilleure protection des producteurs et des consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Noël Ravassard (28 avril 1987).

10. - Proposition de loi n° 643 relative à l' **appellation d'origine contrôlée « olives de Nyons en Baronnies »** ou **« Olives noires de Nyons en Baronnies »** et **« Huiles d'Olive de Nyons en Baronnies ».**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean Mouton. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Mouton (14 mai 1987).

11. - Proposition de loi n° 821 relative à la **réquisition d'emprise** totale dans le cadre de **l'expropriation d'une exploitation agricole.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Robert Le Foll (8 juillet 1987).

12. - Proposition de loi n° 902 tendant en cas de **situation difficile d'une exploitation agricole,** à **dissocier l'avoir personnel de l'agriculteur** du **capital d'exploitation de l'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Sébastien Couëpel (12 novembre 1987).

13. - Proposition de loi n° 987 tendant à promouvoir l' **utilisation non alimentaire de produits agricoles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Léonce Deprez (3 février 1988).

14. - Projet de loi n° 1007 relatif à la **modernisation de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. François Guillaume, ministre de l'agriculture. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Charles Revet (12 novembre 1987).

15. - Proposition de loi n° 1187 tendant au **rééchelonnement** des **dettes** de certains **exploitants agricoles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par MM. François Porteu de la Morandière et Charles de Chambrun. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Le Jaouen (3 février 1988).

Voir *Commerce extérieur* **6.**
Communautés européennes **5, 6.**
Déclarations du Gouvernement **3.**
Eau et assainissement **1.**
Service national **6.**
Traités et conventions **26.**

Affectation du produit de la mutualisation du crédit agricole

Voir *Questions au Gouvernement* **579, 585.**

Aide à l'-

Voir *Questions au Gouvernement* **568.**

Conférence de Copenhague

Voir *Questions au Gouvernement* **592.**

Conséquences de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun pour l'agriculture méditerranéenne

Voir *Questions au Gouvernement* **456.**

Fiscalité

Voir *Questions au Gouvernement* **361.**

Modernisation

Voir *Questions au Gouvernement* **585.**

Prix

Voir *Questions au Gouvernement* **318.**

Problèmes de l'- en France
Voir *Questions au Gouvernement* **422.**

Surface minimum d'installation
Voir *Questions au Gouvernement* **366, 473.**

Travailleurs indépendants de l'-
Voir *Mutualité sociale agricole* **2.**

Usage des anabolisants en -
Voir *Questions orales sans débat* **301.**

AGRO-ALIMENTAIRE (industrie)
Voir *Questions orales sans débat* **333.**

Campagne menée contre certains fromages français
Voir *Questions au Gouvernement* **613.**

AGRO-INDUSTRIEL
Voir *Questions orales sans débat* **333.**

AICARDI (Commission et projet -)
Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles.

AIDE A DOMICILE
Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, article 8.

AIDE A LA PRESSE
Voir *Presse, édition et imprimerie* **4.**

AIDE ALIMENTAIRE
Voir *Coopération et développement* **3.**
Traités et conventions **26.**

AIDE AU DÉVELOPPEMENT
Voir *Coopération et développement* **4, 5.**
Déclarations du Gouvernement **4.**

AIDE JUDICIAIRE
Voir *Questions au Gouvernement* **567.**

AIDE MÉNAGÈRE
Voir *Questions au Gouvernement* **365, 537.**

AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (A.P.L.)
Voir *Questions au Gouvernement* **535.**

AIDE SOCIALE A L'ENFANCE
Voir *Action sociale et solidarité nationale* **4.**

AIR

Lutte contre la pollution de l' -
Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Environnement.

AIRBUS
Voir *Questions au Gouvernement* **311.**

AIR FRANCE

Grèves à -
Voir *Questions au Gouvernement* **369.**

AIR INTER (société)
Voir *Questions orales sans débat* **307.**

Grèves à -
Voir *Questions au Gouvernement* **369, 430.**

AIX-EN-PROVENCE

Lycée militaire d' -
Voir *Questions orales sans débat* **259.**

ALBERTINI (Pierre-André)
Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.
Questions au Gouvernement **302, 357.**

ALBERTVILLE (jeux Olympiques d' -)
Voir *Expropriation* **1.**

ALCOOLISME
Voir *Boissons et alcools* **7.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.

Vente d'alcootests
Voir *Police de la route et circulation routière* **10.**

ALCOOLISME AU VOLANT
Voir *Assurances* **1.**
Police de la route et circulation routière **6.**

ALGÉRIE
Voir *Décorations* **5.**
Ordre public **22.**

Contrat de fourniture de gaz
Voir *Questions au Gouvernement* **536.**
Traités et conventions **41.**

Enfants des couples mixtes franco-algériens séparés, retenus en -
Voir *Questions au Gouvernement* **594.**
Questions orales sans débat **308.**
Traités et conventions **41.**

Français disparus en -
Voir *Questions orales sans débat* **250, 303.**

Guerre d'-
Voir *Questions au Gouvernement* **376.**

Harkis (circulation des - en -)
Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Relations franco-algériennes
Voir *Traités et conventions* **41.**

Ressortissants français (biens et avoirs des -)
Voir *Déclarations du Gouvernement* **4,** procédure des questions.

ALLIANCE ATLANTIQUE
Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

ALLIANCE FRANÇAISE
Voir *Associations et mouvements* **4, 5, 8, 7.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

ALLOCATION DE PARENT ISOLÉ
Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 2.

ALLOCATION LOGEMENT

- aux personnes âgées
Voir *Questions orales sans débat* **323.**

ALLOCATION PARENTALE D'ÉDUCATION
Voir *Questions orales sans débat* **199.**

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Famille* **4.**

ALSACE

Formation professionnelle en -

Voir *Questions orales sans débat* **254.**

Tracé des T.G.V. Est et Nord

Voir *Questions orales sans débat* **222.**

ALSACE-MOSELLE

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **6.**

Patriotes réfractaires à l'annexion de fait de 1940 à 1944

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie : Anciens combattants, examen du fascicule et après l'article 65.

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Voir *Faits personnels* **20.**
Travail **7.**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. - Proposition de loi n° 724 tendant à instaurer une **zone franche dans le bassin d'emploi du Havre.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Dominique Chaboche. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jacques Bompard (27 mai 1987).

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles.
Politique économique et sociale **11.**
Traités et conventions **23, 24.**

- en Poitou-Charentes

Voir *Questions orales sans débat* **198.**

Équipement collectif en milieu rural

Voir *Questions au Gouvernement* **450.**

Problème de l'Ile-de-France

Voir *Questions au Gouvernement* **333.**

Services publics en zone rurale

Voir *Questions au Gouvernement* **446.**

AMÉNAGEMENT RURAL

Annulation de la conférence de Besançon

Voir *Questions au Gouvernement* **462.**

AMENDEMENT LAMASSOURE

Voir *Questions au Gouvernement* **477.**
Sécurité sociale **8,** discussion des articles, avant l'article 46.

AMÉRIQUE LATINE

Voir *Coopération et développement* **5.**

Relations entre la France et l' -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

AMIENS

Tracé du T.G.V. Nord

Voir *Questions au Gouvernement* **484.**

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

12. - Proposition de loi n° 668 tendant à **assouplir les critères d'accès à la retraite** au bénéfice **des anciens combattants** ayant servi en **Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Sébastien Couëpel. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. - Proposition de loi n° 758 tendant à achever **le rattrapage du rapport constant** le 1er juin 1987.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

14. - Proposition de loi n° 764 tendant à donner vocation à **la qualité de combattant aux militaires** ayant pris part à des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre menées par la France sur les **théâtres d'opérations extérieures.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jean-Jack Salles. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

15. - Proposition de loi n° 1037 tendant à permettre l'accès des **conjoints de certaines personnes décédées en service** aux **emplois réservés.**

Sénat (première lecture) n° **52** (1987-1988). - Dépôt le 14 octobre 1987 par M. Roger Husson et plusieurs de ses collègues sous le titre « proposition de loi tendant à permettre l'accès des veuves de militaires décédés en service commandé aux emplois réservés féminins ». - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Roger Husson. - Rapport n° **78** (1987-1988). - Discussion le 13 novembre 1987. - Adoption le 13 novembre 1987. - Nouveau titre : proposition de loi tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés. - Proposition de loi n° **36.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. René Béguet (20 novembre 1987). - Rapport n° **1077** (26 novembre 1987). - Discussion le 4 décembre 1987. - Adoption le 4 décembre 1987. - Proposition de loi n° **201.**

Sénat (2e lecture) n° **139** (1987-1988). - Dépôt le 4 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Roger Husson. - Rapport n° **170** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **56.**

Loi n° 87-1131 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 11).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1987] (p. 6802).

Bénéficiaires actuels de la législation sur les emplois réservés : *Béguet (René)* (p. 6802) ; *Fontès (Georges)* (p. 6803).

Délai d'application de la loi à ses bénéficiaires : *Sergent (Pierre)* (p. 6804).

Extension des catégories de personnes pouvant accéder aux emplois réservés : *Béguet (René)* (p. 6802, 6803) ; *Fontès (Georges)* (p. 6803) ; *Laurain (Jean)* (p. 6804) ; *Raynal (Pierre)* (p. 6804) ; *Asensi (François)* (p. 6805).

Formation professionnelle des bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés : *Sergent (Pierre)* (p. 6804).

Législation sur les emplois réservés : *Béguet (René)* (p. 6803) ; *Fontès (Georges)* (p. 6803) ; *Laurain (Jean)* (p. 6804, 6805) ; *Asensi (François)* (p. 6805, 6806).

Sauveteurs bénévoles de la société nationale des sauvetages en mer : *Laurain (Jean)* (p. 6804).

Veuves des harkis : *Sergent (Pierre)* (p. 6803, 6804).

Discussion des articles [4 décembre 1987 (p. 6806)].

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* amendement n° 5 de M. François Porteu de la Morandière soutenu par M. Pierre Sergent (extension du projet de loi aux veuves de harkis déclarés morts pour la France ou portés disparus lors des événements ayant précédé l'indépendance de l'Algérie) : retiré ; amendement n° 3 de M. René Béguet à titre personnel (extension du droit aux emplois réservés aux conjoints de personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire et appelées à titre habituel ou occasionnel à participer à des missions d'assistance à personne en danger, sont décédées au cours d'une telle mission) ; amendement n° 1 de M. Eric Raoult (extension

des dispositions du projet aux démineurs de la sécurité civile) ; amendement n° 2 de M. Henri Cuq (extension des dispositions du projet aux personnels navigants de la sécurité civile) (p. 6806) ; amendement n° 8 de M. Jean-Hugues Colonna soutenu par M. Jean Laurain (extension des dispositions du projet aux sauveteurs bénévoles de la société nationale des sauvetages en mer) ; amendement n° 1 : non soutenu ; amendements n°s 2 et 8 : retirés ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 4 de M. René Béguet à titre personnel (de coordination) : adopté ; amendement n° 7 de M. François Porteu de la Morandière soutenu par M. Pierre Sergent (suppression de la forclusion intervenant après un délai de dix ans) (p. 6708) ; rejeté ;

- article 1er ainsi modifié : adopté.

Article 2 : supprimé par le Sénat.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6808).

16. - Proposition de loi n° 1045 tendant à prendre en compte la durée du séjour en **Afrique du Nord,** de 1952 à 1962, des **anciens combattants** pour une **retraite anticipée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Noël Ravassard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

17. - Proposition de loi n° 1046 tendant à permettre le départ à la **retraite anticipée** pour les **anciens combattants** en **Afrique du Nord,** de 1952 à 1962, demandeurs d'emplois en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 p. 100 dès l'âge de **55 ans.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Noël Ravassard et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

18. - Proposition de loi n° 1118 tendant à compléter le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre afin de donner vocation à la **qualité** de **combattant** et à attribuer la carte du combattant aux militaires ayant participé à des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre menées par la France sur les **théâtres d'opérations extérieures.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

19. - Proposition de loi n° 1199 tendant à donner vocation à la **qualité** de **combattants** aux **militaires** ayant participé à certaines opérations menées par la France sur les **théâtres d'opérations extérieures.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Jean Proveux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Décorations* **5, 6.**
Déportés, internés et résistants **5, 6, 8.**

- d'Afrique du Nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **16, 17.**
Lois de finances **4,** deuxième partie : Anciens combattants.
Questions au Gouvernement **598.**

Armée des Alpes de 1940

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie : Anciens combattants.

- de la Résistance

Voir *Questions orales sans débat* **216.**

Retraite mutualiste des -

Voir *Questions au Gouvernement* **578.**

ANGOLA

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

Agression de l'- par l'Afrique du Sud

Voir *Rappels aux règlements* **643.**

ANIMAUX

3. - Proposition de loi n° 607 tendant à renforcer la **protection animale.**
(Voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Charles Millon (9 avril 1987).

4. - Proposition de loi n° 749 tendant à renforcer **la protection des animaux domestiques** et la lutte contre leurs maladies.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Guy-Michel Chauveau. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Patriat (12 novembre 1987).

5. - Proposition de loi n° 1122 tendant à faciliter **l'accueil des animaux de compagnie** dans les **maisons de retraite.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Jacques Hersant. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 1232 tendant à rendre obligatoire le **tatouage des équidés.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Francis Geng. Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Chiens-guides d'aveugles

Voir *Handicapés* **8.**

Taxe sur les chiens

Voir *Impôts locaux* **8.**

ANTILLES

Universités

Voir *Lois de finances* **4,** Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE

Voir *Agriculture* **9.**
Boissons et alcools **9.**

APPRENTIS

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1.**

Boulangers et boulangers-pâtissiers

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1,** discussion des articles, après l'article 17.

APPRENTISSAGE

Voir *Enseignement technique et professionnel* **3, 4.**
Formation professionnelle et promotion sociale **1.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, affaires sociales, commerce et artisanat.
Questions au Gouvernement **409.**

Baccalauréat professionnel

Voir *Questions au Gouvernement* **377.**

Inspecteurs de l' -

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1,** discussion des articles, article 16 *bis.*

AQUITAINE

Charte de développement pour la recherche scientifique et technologique.

Voir *Questions,* Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

ARCHÉOLOGIE

Voir *Patrimoine esthétique, archéologique et historique* **1.**

ARCHITECTES

Voir *Administration et régimes pénitentiaires* **2** (deuxième lecture).
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**

1. - Proposition de loi n° 910 destinée à favoriser l'exploitation à des fins historiques des **archives publiques relatives à la Seconde Guerre mondiale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Georges Le Bail et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 1236 tendant à faciliter la **recherche historique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Georges Le Baill et plusieurs de ses collègues des affaires culturelles, familiales et sociales.

ARCHIVES DE FRANCE

Voir *Lois de finances* **4** deuxième partie : culture et communication, culture, vote des crédits, état B, titre IV : amendement n° 73.

ARGENTINE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

ARIÉGE

Equipement hydraulique de l' -

Voir *Questions orales sans débat* **251.**

ARMÉE

Voir *Justice* **6.**

Équipements des -

Voir *Défense* **8.**

Personnels de l' -

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussions des articles, article 45.

Entreprises d' -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés, après l'article 66.

ARMEMENT MARITIME

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, mer.

ARMÉNIE

Génocide arménien

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.
Questions au Gouvernement **328, 338.**

ARMES BACTÉRIOLOGIQUES ET CHIMIQUES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Défense **8.**

ARMES CONVENTIONNELLES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

ARMES ET ARMEMENT

Voir *Traités et conventions* **54.**

ARMES ET MUNITIONS

Chars (blindages réactifs)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Exportation illégale d'armes

Voir *Questions au Gouvernement* **516, 525, 528, 554.**

Pistolets destinés à la gendarmerie

Voir *Questions orales sans débat* **317.**

Vente d'- à l'Iran

Voir *Questions au Gouvernement* **571, 577, 610.**

ARMES NUCLÉAIRES

Voir *Défense* **6.**
Environnement **6.**

Accords de Washington sur les forces nucléaires intermédiaires

Voir *Questions au Gouvernement* **591, 595.**

Emploi des -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

ARSENAUX

Voir *Impôts locaux* **5.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Défense.

ARSENAUX DE L'ÉTAT

Taxe professionnelle

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 58.

ARTISANS

Formation des jeunes par les -

Voir *Questions orales sans débat* **261.**

ARTISTES

Voir *Baux commerciaux* **4.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, culture, examen du fascicule.
Urbanisme **3.**

ARTOIS

Voir *Départements* **4.**

ARTS ET SPECTACLES

1. - Proposition de loi n° 812 relative aux **activités foraines.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Jean-Pierre Schenardi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Schenardi (2 juillet 1987).

Voir *Baux commerciaux* **4.**
Lois de finances **4,** culture et communication, culture, examen du fascicule.
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**

ARTS PLASTIQUES

Voir *Urbanisme* **3.**

ASSEMBLÉE NATIONALE

Voir *Elections et référendums* **37.**
Parlement **10.**

Absentéisme

Voir *Questions au Gouvernement* **478.**
Rappels au règlement **691, 692, 693.**

Amendements (dépôt d'-)

Voir *Rappels au règlement* **591, 718, 721.**

Amendements (dépôt tardif des -)

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

Amendements (discussion des -)

Voir *Parlement* **13.**
Rappels au règlement **732, 801.**

Amendements (recevabilité des -)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 55, amendement n° 255 rectifié.
Rappels au règlement **657, 667, 668, 726, 729, 730, 782.**

Amendements (vote des -)

Voir *Rappels au règlement* **554.**

Bureau de l'-.

Nomination des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires.

Interventions [2 avril 1987] :

Candidat du Front national à la vice-présidence : *Joxe (Pierre)* (p. 5) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6).

Groupe communiste (représentation du - au bureau) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6).

Groupe socialiste (représentation du - au bureau) : *Joxe (Pierre)* (p. 4, 5).

Personnel de l'Assemblée nationale : *Ducoloné (Guy)* (p. 5) ; Chaban-Delmas (Jacques) (p. 6).

Rappel au règlement (absence de - avant la constitution du bureau) : *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 5).

Sécurité des locaux : *Ducoloné (Guy)* (p. 5) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 6).

Bureau de l'Assemblée (décision du -)

Voir *Incidents de séance.*

Bureau (réunion du -)

Voir *Rappels au règlement* **824.**

Commissaires du Gouvernement (droit de parole des -)

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

Commissions : séance de la commission des finances du 1er juillet 1987

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles (p. 3449 et 3450).

Débats télévisés

Voir *Rappels au règlement* **756, 757.**

Délégations de vote (contrôle des -)

Voir *Drogue* **3,** avant l'article 9, notamment.
Rappels au règlement **660.**

Documents déposés sur le bureau de l'-

7. - Rapport du Premier ministre sur la gestion des crédits du **Fonds national pour le développement du sport** en 1985 [2 avril 1987] (p. 8).

8. - Rapport de la **commission de la sécurité des consommateurs** [2 avril 1987] (p. 8).

9. - Rapport annuel d'activité du **médiateur** (année 1986) [7 avril 1987] (p. 63).

10. - Rapport du Premier ministre sur les résultats de l'application de la loi 80-384 du 24 octobre 1980 créant une **distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** [8 avril 1987] (p. 121).

11. - Rapport du Premier ministre sur le **contrôle a posteriori des actes des collectivités locales** et des établissements publics locaux [8 avril 1987] (p. 121).

12. - Rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes [26 mai 1987] (p. 1695).

13. - Rapport annuel de la Cour des comptes au titre de l'année 1987 [25 juin 1987] (p. 3152).

Cour des comptes (coopération de la - avec la commission des finances) : Ornano (Michel d') (p. 3152).

Dépenses publiques (amélioration du contrôle des -) : Ornano (Michel d') (p. 3152).

14. - Rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts sur les opérations de cet établissement en 1986 [9 juillet 1987] (p. 3912).

15. - Rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'année 1986 [2 octobre 1987] (p. 3928).

16. - Rapport sur la situation démographique de la France [2 octobre 1987] (p. 3928).

17. - Rapport sur l'application des dispositions de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 **sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** [2 octobre 1987] (p. 3928).

18. - Rapport sur le contrôle *a posteriori* des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux [2 octobre 1987] (p. 3928).

19. - Rapport du Premier ministre sur l'exécution de la loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale** [3 décembre 1987] (p. 6758).

20. - Rapport du Premier ministre sur la gestion de 1986 du **Fonds national pour le développement du sport** [15 décembre 1987] (p. 7492).

21. - Rapport du comité central d'enquête sur le **coût et le rendement des services publics,** pour les années 1985 à 1987 [2 février 1988] (p. 41).

22. - Rapport du Premier ministre sur l'application de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs de prestations familiales pour le **recouvrement des pensions alimentaires impayées** [2 février 1988] (p. 41).

23. - Rapport du Premier ministre sur l'application de la loi n° 86-797 du 3 juillet 1986 relative à la **suppression de l'autorisation administrative de licenciement** [23 février 1988] (p. 283).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (application de l'article 49, alinéa 1er, de la Constitution)

Voir *Déclarations au Gouvernement* **6.**
Faits personnels **20.**

Incidents de séance

Voir *Drogue* **3,** avant l'article 9.
Lois de finances **4,** deuxième partie, intérieur, p. 5617, 5618.
Rappels au règlement **660, 661, 662.**

Incidents de séance : séance du 9 octobre 1987

Voir *Bureau de l'Assemblée nationale (décision du -)* [13 octobre 1987] (p. 4199).
Faits personnels **23.**
Questions au Gouvernement **476.**
Rappels au règlement **675, 676, 677.**

Incidents de séance survenus le matin du 9 décembre 1987 : nécessité de respecter la dignité du Parlement : *Chaban-Delmas (Jacques)* [9 décembre 1987] (p. 6999).

***Journal officiel* des débats (publications d'*errata* au -)**

Voir *Rappels au règlement* **834, 835, 836, 837, 838** et **839.**

Machine à voter

Voir *Rappels au règlement* **725.**

Ordre du jour

Voir *Œuvres et fondations* **1.**
Rappels au règlement **618, 709, 710, 780, 784, 785, 792, 793, 804** et **825.**

Ordre du jour complémentaire

Voir *Rappels au règlement* **711.**

Président de séance

Voir *Rappels au règlement* **616.**

Président de séance (vote du -)

Voir *Rappels au règlement* **816, 817.**

Procès-verbal des débats

Voir *Rappels au règlement* **820, 821, 822, 823, 824.**

Questions au Gouvernement (organisation des -)

Voir *Rappels au règlement* **536, 548, 549, 694, 714, 755, 777.**

Questions au Gouvernement : temps de parole, statistiques relatives aux questions au Gouvernement depuis le début de la législature (Jacques Chaban-Delmas) [16 décembre 1987] (p. 7552).

Quorum (demande de vérification du -)

Voir *Banques et établissements financiers* **1.**
Chômage, indemnisation **1,** discussion des articles : avant l'article premier.
Drogue **3,** article 1er et après les explications de vote.
Lois de finances rectificatives **3.**
Œuvres et fondations **1.**
Rappels au règlement **658, 882.**
Sécurité sociale **8,** texte de la C.M.P.

Rappel au règlement (avant la constitution du bureau)

Voir *Assemblée nationale : nomination des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires.*

Rappels au règlement

Voir *Rappels au règlement* **841, 842.**

Rapporteur (démission du -)

Voir *Logement et habitat* **16,** discussion des articles : article 1er.

Rapporteurs (rôle des -)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, coopération.
Rappels au règlement **688, 689, 690.**

Scrutins (déroulement des -)

Voir *Rappels au règlement* **651, 660, 661, 789.**

Secrétaires (rôle des -)

Voir *Rappels au règlement* **660.**

Session extraordinaire (épuisement de l'ordre du jour)

Voir *Rappels au règlement* **848.**
Rappels au règlement **529.**

Suspensions de séance (durée des -)

Voir *Rappels au règlement* **660.**

Suspensions de séance (scrutins publics sur les - et vérification du quorum)

Voir *Rappels au règlement* **658, 659, 660.**
Loi de finances **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.
Rappels au règlement **705, 708, 709, 710, 717, 718, 719, 756, 757.**

Temps de parole répartition des - (lors des questions au Gouvernement)

Voir *Questions au Gouvernement* **506.**

Vote

Voir *Questions au Gouvernement* **476.**

Vote bloqué (article 44-3 de la Constitution)

Voir *Rappels au règlement* **550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 712, 731.**

Vote personnel

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**
Rappels au règlement **664.**

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PARLEMENTAIRES DE LANGUE FRANÇAISE (A.I.P.L.F.)

Voir *Associations et mouvements* **4, 5, 8, 7.**

ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DE L'ENFANCE HANDICAPÉE

Déclaration de la présidente de -

Voir *Questions au Gouvernement* **538.**

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (A.F.P.A.)

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1** discussion des articles, article 1er.

Centre de Paris

Voir *Questions orales sans débat* **197.**

ASSOCIATIONS CULTUELLES OU DE BIENFAISANCE

Voir *Œuvres et fondations* **1,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 2.

ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

Voir *Consommation* **3.**

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

4. - Proposition de loi n° 1020 relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l' **association des parlementaires de langue française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 novembre 1987 par M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude-Gérard Marcus (12 novembre 1987). - Rapport n° **1075** (26 novembre 1987), commun aux propositions n°s **1035, 1036 et 1061.**

Discussion le 27 novembre 1987, commune aux propositions n°s **1035, 1036 et 1061.** - Adoption le 27 novembre 1987. - Proposition de loi n° **184.**
Sénat (première lecture) n° **113** (1987-1988). - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Alloncle. - Rapport n° **154** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **65.**

Loi n° 88-3 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 165).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 novembre 1987] (p. 6515).

Association internationale des parlementaires de langue française :

- organisation et rôle : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6515) ; *Delehedde (André)* (p. 6517).

- privilèges et immunités accordés aux organisations internationales (octroi des -) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6515) ; *Bariani (Didier)* (p. 6515) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6516).

- vocation internationale : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6515) ; *Hage (Georges)* (p. 6516).

Colonisation : *Hage (Georges)* (p. 6516, 6517).

Francophonie :

- Alliance française (moyens des établissements de l'-) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 6516) ; *Bariani (Didier)* (p. 6516).

- politique de la - : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6515) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6515, 6516) ; *Bariani (Didier)* (p. 6516) ; *Hage (Georges)* (p. 6516) ; *Delehedde (André)* (p. 6517).

- secrétariat d'Etat à la - (budget du -) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 6516) ; *Bariani (Didier)* (p. 6516).

Discussion des articles [27 novembre 1987] (p. 6518).

Article 1er *(précisant que l'Association internationale des parlementaires de langue française est une organisation internationale de la francophonie qui bénéficie des privilèges et immunités habituellement accordés aux organisations internationales)* : Adopté.

Article 2 *(application de la loi)* : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6518).

5. - Proposition de loi n° 1035 relative à la reconnaissance de la **vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1987 par M. Michel de Rostolan. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude-Gérard Marcus. - Rapport n° **1075** (26 novembre 1987), commun aux propositions nos **1020, 1036 et 1061.** - Discussion commune, voir Associations et mouvements **4.**

6. - Proposition de loi n° 1036 relative à la reconnaissance de la **vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1987 par M. Georges Hage. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude-Gérard Marcus. - Rapport n° **1075** (26 novembre 1987), commun aux propositions nos **1020, 1035 et 1061.** - Discussion commune, voir Associations et mouvements **4.**

7. - Proposition de loi n° 1061 relative à la **reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 novembre 1987 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude-Gérard Marcus. - Rapport n° **1075** (26 novembre 1987), commun aux propositions nos **1020, 1035 et 1036.** - Discussion commune, voir Associations et mouvements **4.**

Voir *Conseil économique et social* **2.**
Handicapés **9.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, culture, examen du fascicule.
Lois de finances **4,** Jeunesse et sports.
Presse, édition et imprimerie **4.**
Questions au Gouvernement **392.**
Santé publique **8.**

Associations gérant des spectacles

Voir *Entreprises* **7.**

Fonds national de développement de la vie associative

Voir *Lois de finances* **4,** Economie, finances et privatisations, charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés, vote des crédits.

T.V.A pesant sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports.

Voir *Questions au Gouvernement* **611.**

ASSOCIATIONS INTERMÉDIAIRES

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, article 15, après l'article 31.

ASSURANCE INVALIDITÉ-DÉCÈS

1. - Proposition de loi n° 755 tendant à modifier les conditions d'attribution d'une **majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jacques Roux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ

1. - Proposition de loi n° 992 tendant à assurer la **protection de l'assuré social du régime général en cas de recours à l'expertise médicale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Bernard-Claude Savy. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Politique économique et sociale* **13.**

Caisse des Français de l'étranger.

Voir *Questions au Gouvernement* **609.**

Taxe sur les contrats d' -

Voir *Questions orales sans débat* **275.**

ASSURANCES

1. - Proposition de loi n° 1056 tendant à **combattre l'alcoolisme au volant** par **l'augmentation des primes d'assurances.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ASSURANCE-VIEILLESSE : GÉNÉRALITÉS

5. - Proposition de loi n° 713 tendant à **interdire le cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité au-dessus d'un certain plafond de ressources.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Gérard Bordu et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 908 tendant à instituer des **mesures urgentes** pour **améliorer la situation des retraités.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi n° 989 tendant à répartir les charges supplémentaires des **familles** pour le **financement des retraites en fonction du nombre d'enfants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Bernard-Claude Savy. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 1040 relative aux **préretraites.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Pierre Descaves et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 1068 relative à l'attribution de la **majoration** pour **aide constante d'une tierce personne.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Jean Seitlinger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

10. Proposition de loi n° 1141 relative à certaines **modalités d'anticipation de la retraite.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 décembre 1987 par M. Jacques Bichet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ASSURANCE VIEILLESSE

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.
Questions au Gouvernement **532.**

- à Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Saint-Pierre-et-Miquelon* **3.**

- des mères de famille

Voir *Questions orales sans débat* **199.**

Difficultés des retraités et préretraités

Voir *Questions au Gouvernement* **403.**

Maintien à domicile des personnes âgées

Voir *Questions au Gouvernement* **385.**

Retraite par capitalisation

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443) : avant la discussion des articles.

Retraite par répartition

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443) : avant la discussion des articles.

ASSURANCE VIEILLESSE : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Préretraités anciens militaires

Voir *Questions au Gouvernement* **447.**

ASSURANCE VIEILLESSE : RÉGIME GÉNÉRAL

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **12.**

ASSURANCE VIEILLESSE : RÉGIMES AUTONOMES ET SPÉCIAUX

6. - Proposition de loi n° 1069 relative à l'attribution de la majoration pour **aide constante d'une tierce personne** dans le régime local d'assurance vieillesse d'**Alsace-Moselle.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Jean Seitlinger et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **12.**

Régime des professions libérales

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 3.

ATELIERS ET CHANTIERS DE LA MANCHE

Voir *Questions au Gouvernement* **558.**

AUBUSSON

Tapisserie d' -

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, procédure des questions.

AUDIOVISUEL

6. - Proposition de loi n° 763 relative à la **protection des services** de **télévision ou de radiodiffusion** destinés à un public déterminé.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jacques Toubon, M. Michel Péricard et M. René André. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (4 juin 1987). - Rapport n° **833** (10 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Proposition de loi n° **118.**

Sénat (première lecture). - n° **280** (1986-1987) et proposition de loi n° **251,** présentée par M. Jean Cluzel, relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé, le 2 juin 1987. - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. - Rapport n° **317** (24 juin 1987). - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Proposition de loi n° **105.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). - n° **897** . - Dépôt le 29 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. - Rapport n° **898** . - Discussion le 3 juillet 1987. - Adoption définitive le 3 juillet 1987. - Proposition de loi n° **151.**

Loi n° 87-520 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1987 (p. 7828).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1987] (p. 2388).

Abstention du groupe socialiste : *Bellon (André)* (p. 2391).

Canal Plus : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2389) ; *Asensi (François)* (p. 2389, 2390) ; *Bellon (André)* (p. 2390).

Captation frauduleuse de programmes : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2389) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2389) ; *Asensi (François)* (p. 2390) ; *Bellon (André)* (p. 2390).

Décodeurs pirates : *Chalandon (Albin)* (p. 2389) ; *Asensi (François)* (p. 2390) ; *Bellon (André)* (p. 2390).

Intérêts privés (proposition protégeant les -) : *Asensi (François)* (p. 2390).

Internationalisation des moyens de communication : *Bellon (André)* (p. 2391).

Libertés fondamentales : *Chalandon (Albin)* (p. 2389).

Programmes de télévision réservés à un public payant un abonnement : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2389) ; *Asensi (François)* (p. 2390).

Vote hostile du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 2390).

Discussion des articles (p. 2391).

Article 1er *(définissant de nouvelles incriminations pénales pour sanctionner la captation frauduleuse de programmes réservés à un public déterminé) :* équipements concernés ; programmes télédiffusés.

- article 1er : adopté.

Article 2 *(confiscation des équipements) :* adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2391).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3654).

Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 24 juin 1987 : *Ducoloné (Guy)* (p. 3654, 3655) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3655).

Décodeurs pirates : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3654).

Intérêts privés (proposition protégeant les -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 3655).

Liberté de recevoir : *Ducoloné* (Guy) (p. 3655).

Radios-plans (publication de schémas de décodeur pour la revue -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 3655).

Sénat (texte adopté par le -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3654).

Vol (notion de -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 3655) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3655).

Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 3655).

Discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3656).

Article 1er : adopté.

Explications de vote [3 juillet 1987] (p. 3656).

Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 3656).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3656).

7. - Proposition de loi n° 925 tendant à favoriser l'utilisation de fréquences publiques à des fins de **radiocommunication particulière.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 956 tendant à rendre obligatoire le **sous-titrage des émissions** organisées dans le cadre officiel des **campagnes électorales sur les chaînes de service public.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. - Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du réglement par M. Michel Pelchat, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur *Radio-France Outre-mer (R.F.O.)* et l' **audiovisuel dans les D.O.M.-T.O.M.** (n° **1003**) [29 octobre 1987].

10. - Proposition de loi n° 1057 relative aux **opérations de télé-promotion** avec offre de vente dites de **« télé-achat ».**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Michel Péricard (26 novembre 1987). - Rapport n° **1089** (3 décembre 1987). - Discussion les 20 et 21 décembre 1987. - Adoption le 21 décembre 1987. - Proposition de loi n° **231.**

Sénat (première lecture). - n° **202** . - Dépôt le 21 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Maurice Schumann. - Rapport n° **210** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Proposition de loi n° **83.**

Loi n° 88-21 du 6 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 7 janvier 1988 (p. 271).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7947), [21 décembre 1987] (p. 7977).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) (p. 7977) ; *Hage (Georges)* (p. 7977, 7978, 7979) ; *Pelchat (Michel)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 7979, 7980) ; rejetée (p. 7980).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 7980) : *Schreiner (Bernard)* (p. 7980, 7981, 7982) ; *Péricard (Michel)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7982, 7983) ; rejetée (p. 7983).

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rôle de la -) : *Hage (Georges)* (p. 7979).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétence de la - dans la définition des règles de programmation des opérations de télépromotion) : *Péricard (Michel)* (p. 7948, 7982) ; *Santini (André)* (p. 7949) ; *Hage (Georges)* (p. 7978) ; *Pelchat (Michel)* (p. 7980) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7980, 7981, 7982) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7983) ; *Béguet (René)* (p. 7984).

Consommateurs-téléspectateurs (protection des -) : *Péricard (Michel)* (p. 7948) ; *Santini (André)* (p. 7949, 7984) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7983) ; *Béguet (René)* (p. 7984).

Législateur (tendance du - à légaliser l'illégalité) : *Hage (Georges)* (p. 7977, 7978).

Paysage audiovisuel français (P.A.F.) : *Hage (Georges)* (p. 7978, 7979) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7981, 7982) ; *Béguet (René)* (p. 7984).

Publicité (distinction entre télé-achat et - déguisée) : *Péricard (Michel)* (p. 7948) ; *Santini (André)* (p. 7949) ; *Hage (Georges)* (p. 7979) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7981, 7982) ; *Poniatowski (Ladislas) (p. 7983) ; Béguet (René)* (p. 7984).

Télévision (rupture d'égalité de traitement entre les différentes chaînes de -) : *Péricard (Michel)* (p. 7948) ; *Santini (André)* (p. 7949, 7984) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7980) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7983).

T.F. 1 (émission de télé-achat sur -) ; *Péricard (Michel)* (p. 7979) ; *Pelchat (Michel)* (p. 7979).

Discussion des articles [21 décembre 1987] (p. 7984).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (volume sonore des messages publicitaires) (p. 7984) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 9 de M. Ladislas Poniatowski (extension aux opérations de télépromotion avec offre de vente des règles applicables aux ventes par correspondance) ; amendement n° 15 du Gouvernement (possibilité de remboursement ou d'échange dans un délai de sept jours) ; amendement n° 9 : retiré ; amendement n° 15 : adopté.

Article 1er *(réglementation du télé-achat)* (p. 7985) ; amendement n° 10 de M. Ladislas Poniatowski (de suppression) : retiré ; amendement n° 2 de M. Georges Hage (interdiction des émissions de télé-achat) ; amendement n° 11 de M. Ladislas Poniatowski (autorisation des émissions de télé-achat sous réserve du respect des dispositions du cahier des charges) ; amendement n° 16 du Gouvernement (fixation par la C.N.C.L. des règles de programmation des émissions de télé-achat) ; amendement n° 2 ; rejeté ; amendement n° 11 : retiré ; amendement n° 16 : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 1er ;

- amendements n° 3 et 4 de M. Georges Hage et n° 12 et 13 de M. Ladislas Poniatowski : devenus sans objet.

Après l'article 1er : amendement n° 5 de M. Georges Hage (interdiction de jeux associés à la publicité) (p. 7986) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'institut national de la consommation sur les chaînes privées) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'I.N.C. sur les chaînes du secteur public (p. 7987) : rejeté.

Article 2 *(sanctions pénales)* : amendement n° 8 de M. Georges Hage (insertion des sanctions à l'encontre des opérations de télé-achat dans la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication) ; amendement n° 17 du Gouvernement (constat et poursuite des infractions) ; sous-amendement n° 18 de M. Michel Péricard (sanction du refus d'échange ou de remboursement d'un produit retourné) ; amendement n° 8 : rejeté ; sous-amendement n° 18 ; adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 2 ;

- amendement n° 14 de M. Ladislas Poniatowski : devenu sans objet (p. 7988).

Explications de vote (p. 7988).

Approbation du groupe R.P.R. : *Béguet (René)* (p. 7989).

Organisations de consommateurs (moyens insuffisants des -) : *Schreiner (Bernard)* (p. 7988).

Paysage audiovisuel français : *Hage (Georges)* (p. 7989).

Publicité à la télévision : *Schreiner (Bernard)* (p. 7988) ; *Pelchat (Michel)* (p. 7988).

Secteur public (survie du -) : *Hage (Georges)* (p. 7989).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7989).

11. - Proposition de loi n° 1202 tendant à autoriser l' **usage d'émetteurs radio-électriques** sur la bande de fréquence comprise entre **26 et 27 mégahertz.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par Mme Véronique Neiertz et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Elections et référendums* **42, 43.**
Enfants **1.**
Famille **4.**

Antenne 2

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, communication ; examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **429.**

Canal Plus

Voir *Audiovisuel* **6.**
Lois de finances **4,** culture et communication, communication ; examen du fascicule.

Couverture du territoire

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, communication, questions et examen du fascicule.

Création télévisée

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, Culture, procédure des questions.

Espace audiovisuel européen

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, communication ; examen du fascicule.

F.R. 3

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, communication ; examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **429.**

F.R. 3 Corse

Voir *Questions au Gouvernement* **520.**

Pouvoir médiatique

Voir *Questions au Gouvernement* **476.**

Répartition du produit de la taxe sur les recettes de publicité entre l'audiovisuel et le cinéma

Voir *Loi de finances* **4,** culture et communication, culture, vote des crédits, article 41.

AUSTRALIE

Aborigènes

Voir *Drogue* **3,** aprés l'article 10.

AUTEURS

Voir *Baux commerciaux* **4.**

AUTOMOBILE (industrie)

Voir *Entreprises publiques* **3.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **451, 472.**

Situation de l'industrie française des équipements automobiles

Voir *Questions au Gouvernement* **506.**

AUTORITE PARENTALE

Voir *Elections et référendums* **34.**
Famille **10, 13.**

AUTOROUTES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.

- A 64 (Pyrénées-Atlantiques).

Voir *Questions orales sans débat* **235.**

(Bordeaux -Clermont-Ferrand).

Voir *Questions au Gouvernement* **314.**

Côte-d'Azur.

Voir *Questions orales sans débat* **215.**

Réglementation de la vitesse sur -

Voir *Questions orales sans débat* **314.**

AVEUGLES

Voir *Elections et référendums* **29.**
Handicapés **5.**

Chiens guides d' -

Voir *Handicapés* **6, 8.**
Sécurité sociale **8,** discussion des articles, avant l'article 46.

AVIATION CIVILE

Voir *Transports* **6, 11.**

AVION AWACS

Voir *Défense* **8.**

AVION « RAFALE »

Voir *Défense* **8.**

AVOCATS

Voir *Professions juridiques et judiciaires* **1.**

AVORTEMENT

Voir *Interruption volontaire de grossesse.*

B

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL

Voir *Questions au Gouvernement* **377.**

BANGLADESH

Orphelin du -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

BANQUE DE FRANCE

Voir *Questions au Gouvernement* **615.**

Statuts de la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

BANQUE MONDIALE

Voir *Coopération et développement* **5.**

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

1. - Projet de loi n° 971 relatif à la **mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **239** (1986-1987). - Dépôt le 21 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. François Guillaume, ministre de l'agriculture. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Roland du Luart. - Rapport n° **29** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Philippe François. - Avis n° **34** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis M. Etienne Dailly. - Avis n° **28** (1986-1987). - Discussion les 14 et 15 octobre 1987. - Projet de loi n° **3.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 octobre 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Philippe Vasseur (5 novembre 1987). - Rapport n° **1030** (12 novembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur pour avis : M. Louis Lauga (28 octobre 1987). - Discussion les 19, 20 et 21 novembre 1987. - Adoption le 21 novembre 1987. - Projet de loi n° **179.**

Sénat (deuxième lecture) n° **104** (1987-1988). - Dépôt le 23 novembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 24 novembre 1987 (p. 13696)]. - Réunion le 24 novembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 25 novembre 1987 (p. 13748)].

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Philippe Vasseur. - Rapport n° **1063** (24 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption avec modifications le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **193.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Roland de Luart. - Rapport n° **107** (1987-1988). - Discussion le 8 décembre 1987. - Adoption définitive le 8 décembre 1987. - Projet de loi n° **40.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 7 janvier 1988 (*J.O.* du 10 janvier 1988) (p. 482). - Article déclaré non conforme : 15.

Loi n° 88-50 du 18 janvier 1988 publiée au *J.O.* 19 janvier 1988 (p. 879).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1987] (p. 6073, 6107) et [20 novembre 1987] (p. 6151).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Fabius (Laurent)* (p. 6084, 6087) ; *André (René)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 6087, 6090) ; *Vasseur (Philippe)* (rapporteur) (p. 6090) ; rejetée au scrutin public (p. 6090).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Nallet (Henri)* (p. 6090, 6095) ; *Revet (Charles)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 6095, 6097) ; rejetée au scrutin public (p. 6097).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Douyère (Raymond)* (p. 6151, 6155) ; *Deprez (Léonce)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 6155, 6158) ; *Vasseur (Philippe)* (rapporteur) (p. 6158) ; rejetée au scrutin public (p. 6158).

Agriculture (Etat et avenir) : *Tavernier (Yves)* (p. 6099) ; *Bompard (Jacques)* (p. 6108, 6109) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6119) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6111) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6116) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6124).

Caisse nationale de crédit agricole :

- actif net (correctifs apportés à l'-) : *Nallet (Henri)* (p. 6091, 6092).

- conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) : *Balladur (Edouard)* (p. 6079) ; *Guillaume (François)* (p. 6082) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6084, 6085) ; *André (René)* (p. 6089) ; *Nallet (Henri)* (p. 6094) ; *Revet (Charles)* (p. 6096) ; *Aubert (François d')* (p. 6097) ; *Bompard (Jacques)* (p. 6107) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6112) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6113) ; *Pistre (Charles)* (p. 6120) ; *Patriat (François)* (p. 6121) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6153) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6157).

- directeur général (nomination) : *Vasseur (Philippe)* (p. 6076) ; *Lauga (Louis)* (p. 6077) ; *Guillaume (François)* (p. 6082, 6083, 6084, 6128) ; *André (René)* (p. 6089) ; *Proriol (Jean)* (p. 6115) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6151, 5152).

- évaluation de la - : *Lauga (Louis)* (p. 6078) ; *Guillaume (François)* (p. 6082, 6083, 6128) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6085) ; *Nallet (Henri)* (p. 6091, 6092) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6151, 6154, 6155).

- statut : *Lauga (Louis)* (p. 6077) ; *Guillaume (François)* (p. 6081) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6084) ; *Revet (Charles)* (p. 6095) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6112, 6113) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6151, 6152, 6153).

Caisses régionales :

- fonds propres et capacités financières : *Lauga (Louis)* (p. 6078) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6086) ; *Nallet (Henri)* (p. 6092) ; *Revet (Charles)* (p. 6096) ; *Proriol (Jean)* (p. 6115) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6117) ; *Patriat (François)* (p. 6121) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6123, 6124) ; *Guillaume (François)* (p. 6127) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6157).

- représentation majoritaire des agriculteurs au sein des - : *Vasseur (Philippe)* (p. 6075) ; *Guillaume (François)* (p. 6082, 6129) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6186) ; *André (René)* (p. 6087) ; *Nallet (Henri)* (p. 6091, 6094) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6110) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6113) ; *Pistre (Charles)* (p. 6120).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (rôle du -) : *Lauga (Jean-Louis)* (p. 6079) ; *Bompard (Jacques)* (p. 6108) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6110).

Constitutionnalité du projet de loi : *Fabius (Laurent)* (p. 6086) ; *André (René)* (p. 6087, 6088) ; *Pistre (Charles)* (p. 6120).

Crédit agricole :

- cotation (rating) du - : *André (René)* (p. 6089) ; *Revet (Charles)* (p. 6097) ; *Aubert (François d')* (p. 6098) ; *Josselin (Charles)* (p. 6122) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6152, 6154).

- développement et adaptation : *Vasseur (Philippe)* (p. 6075) ; *Lauga (Louis)* (p. 6079) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6080) ; *Guillaume (François)* (p. 6081, 6126) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6084, 6085) ; *André (René)* (p. 6087) ; *Nallet (Henri)* (p. 6093) ; *Revet (Charles)* (p. 6095) ; *Aubert (François d')* (p. 6097) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6109) ; *Prat (Henri)* (p. 6114) ; *Chollet (Paul)* (p. 6121) ; *Josselin (Charles)* (p. 6122) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6151, 6155) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6156).

- historique : *Guillaume (François)* (p. 6080, 6081, 6125, 6126) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6099) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6110, 6111).

- indépendance du - à l'égard de l'Etat : *Lauga (Louis)* (p. 6079) ; *Guillaume (François)* (p. 6081, 6127) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6084, 6085) ; *André (René)* (p. 6087) ; *Aubert (François d')* (p. 6097) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6099) ; *Bompard (Jacques)* (p. 6107) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6110) ; *Prat (Henri)* (p. 6115) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6119) ; *Pistre (Charles)* (p. 6119) ; *Patriat (François)* (p. 6121) ; *Chollet (Paul)* (p. 6121) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6124, 6125) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6151) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6156).

- maintien de la vocation et du rôle spécifique du - : *Lauga (Louis)* (p. 6078) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6080) ; *André (René)* (p. 6088, 6089) ; *Nallet (Henri)* (p. 6093, 6094) ; *Aubert (François d')* (p. 6097, 6098) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6099, 6100) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6109) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6111) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6113) ; *Prat (Henri)* (p. 6115) ; *Proriol (Jean)* (p. 6115) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6117) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6118) ; *Pistre (Charles)* (p. 6120) ; *Chollet (Paul)* (p. 6122) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6124) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6125).

- personnel (participation et statut du -) : *Guillaume (François)* (p. 6083, 6128) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6110) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6117, 6118) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6153) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6156).

- prêts bonifiés (monopole de distribution des -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 6076) ; *André (René)* (p. 6087) ; *Nallet (Henri)* (p. 6093) ; *Revet (Charles)* (p. 6096) ; *Bompard (Jacques)* (p. 6107) ; *Prat (Henri)* (p. 6115) ; *Chollet (Paul)* (p. 6121) ; *Guillaume (François)* (p. 6126, 6127, 6128) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6153) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6157).

Fonds commun de garantie : *Lauga (Louis)* (p. 6078, 6079) ; *Nallet (Henri)* (p. 6091) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6110) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 6114) ; *Guillaume (François)* (p. 6128) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6151, 6152).

Mutualisation ou privatisation : *Lauga (Louis)* (p. 6077) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6084, 6086) ; *André (René)* (p. 6087, 6089) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 6090) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6111, 6112) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6116) ; *Patriat (François)* (p. 6120) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6123) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6125) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6152).

Notaires (dépôts des -) : *Douyère (Raymond)* (p. 6154).

Organisations professionnelles (représentation des -) : *Guillaume (François)* (p. 6082).

Privatisation : voir Mutualisation ou privatisation.

Recettes (affectation des - de la mutualisation) : *Vasseur (Philippe)* (p. 6076) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6080) ; *Fabius (Laurent)* (p. 6085) ; *Nallet (Henri)* (p. 6093) ; *Aubert (François d')* (p. 6096) ; *Bompard (Jacques)* (p. 6108) ; *Proriol (Jean)* (p. 6116) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6117) ; *Pistre (Charles)* (p. 6120) ; *Patriat (François)* (p. 6121) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6123) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6125) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6153).

Sénat (modifications proposées par le -) : *Gulllaume (François)* (p. 6083).

Discussion des articles [20 novembre 1987] (p. 6158, 6181), [21 novembre 1987] (p. 6207, 6242).

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie)* : maintien du caractère prioritaire de l'agriculture au sein des activités du crédit agricole (p. 6158) ; désengagement total de l'Etat ; maintien de la vocation de la fonction première du crédit agricole ; amélioration des liaisons entre Caisse nationale et caisse régionale (p. 6159) ; choix de la société anonyme ; réflexion et modernisation du statut amorcé en 1985-1986 libérant les coopératives des entraves qui limitent leur développement ; mission du fonds commun de garantie dont le maintien est indispensable ; transformation du fonds de garantie en établissement public ne pouvant être retenue ; article allant à l'encontre des intérêts profonds de l'agriculture ; nouveau statut favorisant les agriculteurs dont la situation est satisfaisante ; secteur agricole restant pour de nombreuses années un secteur semi-public ; accélération de la disparition de la petite agriculture par ce projet ; privatisation en circuit fermé ; inquiétude quant aux conséquences à long terme de la modification de statut (p. 6160) ; préservation du rôle de l'Etat dans le système de financement ; nécessité de préserver un instrument d'action ; présence de l'Etat utile et souhaitable à l'intérieur de l'institution ; problème de la couverture des risques par le fonds de garantie (p. 6161) ; alimentation du fonds par

les caisses régionales ; en conséquence nécessité que celui-ci soit géré par lesdites caisses ; capacité des agriculteurs siégeant dans les conseils d'administration des caisses régionales de gérer la Caisse nationale ; nécessité de modifier le statut de crédit agricole afin de permettre à l'institution de se procurer des moyens financiers ; la séparation entre la caisse nationale et le fonds commun de garantie méconnaîtrait la véritable nature du fonds ; examen du fonctionnement du fonds de garantie (p. 6162) ; absorption du fonds ne signifiant nullement disparition ; amendement n° 37 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (de suppression) : rejeté au scrutin public ; amendements identiques n°s 1 de M. Michel Cointat et 11 de la commission de la production soutenu par M. Maurice Dousset (individualisation du fonds commun de garantie) (p. 6163) ; interrogation quant au maintien des dispositions de l'article 746 du code rural ; changement de statut ayant une incidence sur le coût des prêts ; **rappel au règlement** de M. Yves Tavernier (p. 6164) ; **rappel au règlement** de M. Maurice Adevah-Pœuf ; **rappel au règlement** de M. Raymond Douyère ; impossibilité pour le crédit agricole désormais de bénéficier des avantages de l'article 746 du code rural ; il est prévu néanmoins d'étudier des assouplissements à la suite de sa suppression ; amendement n° 1 : retiré (p. 6165) ; **rappels au règlement** de MM. Henri Nallet et Marcel Rigout ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 38 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) ; amendement n° 22 de M. Jean Jarosz soutenu par M. Bernard Deschamps (même objet) (p. 6166) ; amendements tendant à introduire une garantie contre la vente des actions de la C.N.C.A. à des tiers ; prévention contre toute mobilité ultérieure du capital en contradiction avec l'objet même du projet ; intention du Gouvernement de déposer un amendement permettant de confirmer le maintien du capital dans les caisses régionales (p. 6167) ; amendement n° 38 : rejeté ; amendement n° 22 : rejeté au scrutin public ; amendements identiques n° 2 de M. Michel Cointat et n° 12 de la commission de la production : devenus sans objet ; amendements identiques n° 3 de M. Michel Cointat et n° 13 de la commission de la production : devenus sans objet ;

- article 1er : adopté au scrutin public.

Article 1er *bis* *(composition du conseil d'administration pendant la période transitoire)* : amendement n° 86 du Gouvernement (suppression du délai mentionné) : adopté ;

- article 1er *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *ter* *(direction générale de la société pendant la péride transitoire)* : amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement du délai de deux mois prévu à l'article 1er *bis*) : adopté ;

- article 1er *ter*, ainsi modifié : adopté (p. 6168).

Après l'article 1er *ter* : amendement n° 39 rectifié de M. Pierre Joxe : réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 83 à l'article 2 ; **rappel au règlement** de M. Henri Nallet (p. 6169).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole)* : destination des fonds retirés de la vente de la C.N.C.A. ; possibilité de transformer et d'adapter le crédit agricole sans qu'il n'en coûtât rien aux caisses régionales ; nécessité de permettre que le produit de la vente de la C.N.C.A. aille au budget général afin d'aider les agriculteurs (p. 6181) ; fonds pouvant servir à une opération en faveur des agriculteurs en difficulté et permettant de constituer un fonds de modernisation ; problème de la destination des fonds ; opinion des salariés du crédit agricole quant aux effets de sa mutualisation ; proposition de consacrer une partie des ressources à l'accroissement des richesses humaines ; volonté d'affecter le produit de la mutualisation en tout ou partie à l'agriculture (p. 6182) ; proposition d'affecter ces ressources à des dépenses en capital ou au désendettement de l'agriculture ; produit de la cession devant servir à alimenter le compte d'affectation spéciale créé par l'article 33 de la loi de finances rectificative de 1986 (p. 6183) ; déclaration de M. Balladur selon laquelle la règle pour le crédit agricole sera la règle commune ; organisation professionnelle agricole souhaitant que ses fonds servent à la création d'une caisse d'amortissement de la dette agricole ; rappel de la signification véritable d'une mutualisation (p. 6184) ; produit de la mutualisation ne devant pas être versé sur le compte d'affection spéciale puisqu'il ne s'agit pas d'une privatisation *stricto sensu* ; rappel du précédent de la privatisation de T.F. 1 où une partie des ressources a été affectée à la création audiovisuelle ; nécessité de définir les modalités de l'affectation du produit (p. 6185) ; **rappel au règlement** de M. Henri Nallet ; demande de suspension de séance afin de permettre à M. Guillaume de donner la réponse du Gouvernement sur ce sujet ; **rappel au règlement** de M. Michel Cointat ; **rappel au règlement** de M. Marcel Rigout (p. 6186) ; demande de suspension de séance afin de permettre à M. Balladur de venir à l'Assemblée ; **rappel au règlement** de M. Dominique Chaboche ; demande de renvoi de la suite de la discussion au lendemain ; amendement n° 23 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Ernest Moutoussamy (suppression du troisième alinéa de l'article 2) ; souhait d'une influence prépondérante des agriculteurs aux conseils d'administration ; suppression demandée de toutes les dispositions introduites par le Sénat obligeant les représentants des organisations agricoles à être actionnaires (p. 6187) ; respect de l'article 95 de la loi de 1966, prévoyant que tous les administrateurs doivent détenir des actions de garantie ; amendement ne visant pas à interdire à un représentant des organisations professionnelles de siéger au conseil d'administration de la C.N.C.A., mais d'y siéger dans des conditions plus favorables ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 88 du Gouvernement (uniformisation de tous les agents de la Caisse nationale pour l'achat des actions) : adopté ; amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Revet (regroupement dans la nouvelle société de tous les organismes dont le fonctionnement en est logiquement indispensable) : adopté (p. 6188) ; amendement n° 85 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Revet (suppression du 10e alinéa de l'article 2) : adopté ; amendement n° 89 du Gouvernement : devenu sans objet ; amendement n° 40 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (extension de la possibilité d'achat d'actions de la C.N.C.A. à des nouvelles catégories de personnes) ; article ne tendant pas à vendre la C.N.C.A. aux agriculteurs, mais aux caisses régionales ; amendement soulageant le prélèvement sur fonds propres que les caisses régionales devront effectuer ; rejeté au scrutin public (p. 6189) ; amendement n° 41 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (tendant à permettre aux coopératives d'acheter des parts) ; nécessité de permettre aux agriculteurs d'acheter des actions de la C.N.C.A.) ; rejeté au scrutin public (p. 6190) ; amendement n° 90 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté aprés rectification compte tenu de l'amendement n° 85 ; amendement n° 43 de M. Pierre Joxe : satisfait ; amendements identiques n° 24 de M. Jean Jarosz soutenu par M. Marcel Rigout, n° 35 de M. René André soutenu par M. Michel Cointat, n° 36 de M. François d'Aubert et n° 42 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; amendements n° 39, deuxième rectification (précédemment réservé) de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet et n° 83 de M. François d'Aubert (versement des ressources du produit de la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) ; amendement n° 24 tendant à demander au Gouvernement de créer un fonds de désendettement de l'agriculture ; proposition de création d'un fonds spécial qui aurait pour objet de promouvoir et d'aider le développement de la coopération et du mutualisme sous toutes leur forme (p. 6191) ; besoins de l'agriculture en équipement ; besoins importants des jeunes agriculteurs s'installant ; endettement de l'agriculture ; possibilité de suggérer au ministre des finances à l'occasion de la prochaine loi de finances rectificative, de modifier la réglementation du compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation (p. 6192) ; demande visant à permettre l'affectation du produit de la vente de la Caisse nationale à des opérations allant au bénéfice direct des agriculteurs ; prise en charge d'intérêts pour l'année 1987, par le budget de l'Etat allégeant de 900 millions de francs le compte d'exploitation des entreprises agricoles (p. 6193) ; secteurs agricole et agro-alimentaire devant être inclus parmi les bénéficiaires des dotations en capital ; des dispositions appropriées seront prises en conséquence, si nécessaires, quelle que soit leur nature juridique ; intervention préférable dans une loi de finances rectificative plutôt que par le biais du texte sur le crédit agricole (p. 6194) ; amendements n°s 36 et 83 : retirés ; amendement n° 35 : retiré à la suite des propos tenus par M. Guillaume (p. 6195) ; réponse du Gouvernement n'ayant pas donné satisfaction (p. 6196) ; demande de quorum avant de procéder au vote sur les amendements identiques n°s 24 et 42 ; vote sur les amendements identiques n°s 24 et 42 : reporté à la prochaine séance (p. 6197) ; amendements n°s 24 et 42 : rejetés au scrutin public (p. 6207) ; amendement n° 39, deuxième rectification : rejeté au scrutin public ;

- article 2 : adopté au scrutin public.

Après l'article 2 : amendement n° 44 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (détermination de la valeur de la C.N.C.A.) ; intégration du fonds de garantie à la nouvelle société anonyme ; fonds de garantie comprenant quatre sections (p. 6208) : rejeté.

Article 3 *(modalités de fixation des prix de cession) :* délai maximum de paiement ; affaiblissement du taux de couverture des risques des caisses régionales ; risque du rachat des caisses en difficulté par d'autres caisses ; évaluation du prix de cession ; interrogation sur la prise en compte de la provision pour épargne-logement dans la fixation du ratio de couverture des risques ; valeur des biens immobiliers de la C.N.C.A. sous-estimée ; prise en compte de l'ensemble des bases définies au sixième alinéa de l'article 3 de la loi du 6 août 1986 pour l'estimation du prix de cession (p. 6209) ; délai de paiement ; souhait que la commission bancaire et la commission des opérations de bourse donnent leur avis sur la fixation de la valeur de la C.N.C.A. ; inquiétude quant au sort du nombre de caisses locales, départementales et régionales (p. 6210) : amendement n° 45 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (arrêté fixant le prix de la caisse nationale signé par le seul ministre chargé de l'économie) ; **rappel au règlement** de M. Henri Nallet : demandant à ce que le ministre réponde précisément aux questions qui lui sont posées (p. 6211) ; nécessité que le ministre de l'agriculture puisse intervenir lors de la signature de l'arrêté ; rappel de M. Henri Nallet sur le processus d'adaptation et de négociation engagé par les différentes caisses régionales ; amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 46 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (suppression de la dernière phrase de l'article 3) : retiré ; amendement n° 91 du Gouvernement (cession des parts aux salariés dans les délais prévus par la loi du 6 août 1986) : adopté ; amendement n° 92 du Gouvernement (acquisition des titres aprés leur paiement intégral) : adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.)* (p. 6212) : problème posé à la caisse régionale de crédit agricole de la Guadeloupe ; avenir des caisses qui ne seront pas actionnaires de la caisse nationale ; caisses régionales ne désirant pas participer au rachat de la caisse nationale pouvant continuer à bénéficier des avantages du réseau ; amendement n° 34 de M. Marcel Rigout (répartition des actions non souscrites) ; amendements n° 50 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet et n° 48 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (même objet) (p. 6213) ; **rappel au règlement** de M. Michel Cointat ; tient à préciser que les amendements proposés n° 34 de M. Marcel Rigout et n°s 48 et 50 de M. Pierre Joxe sont devenus sans objet ; amendement n° 34 : retiré ; amendements n°s 50 et 48 : retirés ; amendement n°s 47 et 49 de M. Pierre Joxe : retirés ; amendement n° 93 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat de conserver dans l'immédiat une partie des actions destinées aux salariés) : adopté ; amendement n° 14 de la commission de la production (tendant à simplifier la procédure d'actualisation du prix de cession des actions) : adopté au scrutin public (p. 6214) ; amendement n° 27 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Marcel Rigout (suppression du paragraphe II de l'article 4) : retiré ;

- article 4, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Article 5 *(opération liée à la transformation de l'établissement public en société anonyme) :* supprimé par le Sénat.

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* pondération du droit de vote n'obéissant pas aux règles du mutualisme ; nécessité de respecter la compensation entre les caisses riches et les caisses pauvres au sein du crédit agricole (p. 6215) ; interrogation sur le caractère mutualiste de l'opération ; préoccupation des caisses régionales du sud-ouest de la France (p. 6216) ; clés de répartition ; amendement n° 51 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) : retiré ; amendements n° 52 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (p. 6217) ; n° 28 de M. Michel Peyret soutenu par M. Marcel Rigout et n° 53 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (modification de la répartition des droits de vote) ; inquiétude quant au poids respectif des caisses régionales au sein du conseil d'administration de la caisse nationale (p. 6218) ; privatisation déguisée en mutualisation ; amendement n° 52 : rejeté au scrutin public (p. 6219) ; amendements n°s 28 et 53 : rejetés au scrutin public ;

- article 6 : adopté au scrutin public.

Article 7 *(conseil d'administration) :* problème de la composition du conseil d'administration et notamment de la représentation des organisations professionnelles agricole (p. 6220) ; situation du futur président-directeur général de la C.N.C.A. ; agrément du directeur général ; fonctions respectives du président directeur général et du directeur général ; modalités de la représentation des organisations professionnelles (p. 6221) ; création d'un centralisme étatique et financier par le mode de désignation du directeur général ; représentation nécessaire des salariés actionnaires au sein du conseil d'administration (p. 6222). Représentation des organisations professionnelles au sein des conseils d'administration ; difficulté d'appliquer la notion de président directeur général à une société mutualiste ; problème du monopole de la distribution des prêts bonifiés ; agrément du Gouvernement pour la distribution de ces dits prêts ; renforcement de la présence professionnelle au sein des conseils d'administration ; nomination d'un directeur général (p. 6242) ; composition du conseil d'administration ; représentant de l'organisation professionnelle nommé dans des conditions fixées par décret ; souhait du Gouvernement de conserver le binôme directeur général-président directeur général ; agrément du directeur général par les pouvoirs publics nécessaire aussi longtemps que le monopole des prêts bonifiés sera maintenu ; amendement n° 29 de M. Gérard Bordu (rédéfinition de la composition du conseil d'administration) ; représentation de l'agriculture ne pouvant pas être assurée par un seul représentant ; représentation de chacune des organisations ayant obtenu 10 p. 100 aux dernières élections ; représentation des salariés (p. 6243) ; monopole du crédit agricole devant être maintenu ; transferts budgétaires et aides spécifiques pour l'agriculture distribués par le Crédit agricole pour encore de nombreuses années ; conséquence de l'entrée en vigueur de l'acte unique sur l'activité du Crédit agricole ; amendement n° 29 : rejeté ; amendement n° 15 de la commission de la production (représentation des organisations professionnelles) ; amendement n° 21 de M. Jacques Farran soutenu par M. Jean-Marie Daillet (même objet) ; amendement n° 72 de M. Jacques Bompard soutenu par M. Christian Baeckeroot (même objet) ; amendement n° 59 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (même objet) (p. 6244) ; renforcement de la présence des professionnelles au sein du conseil d'administration ; nécessité de représenter les quatre grandes représentations professionnelles (p. 6245) ; amendement n° 21 : retiré ; amendement n° 15 : adopté ; amendements n° 72 et 59 : devenus sans objet ; amendement n° 56 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (représentation des actionnaires salariés) ; amendement tendant à donner une participation et une motivation aux agents du groupe ; sociétés récemment privatisées ayant eu recours à de telles dispositions (p. 6246) ; arbitrage du Premier ministre : rejeté ; amendement n° 57 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (représentation des actionnaires sociétaires des caisses locales) : devenu sans objet ; amendement n° 58 de M. Pierre Joxe : devenu sans objet (p. 6247) ; amendement n° 54 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jacques Roger-Machart (représentation des salariés dans le conseil d'administration) ; volonté de représenter les salariés en tant que tel et non pas en tant qu'actionnaire ; rappel de la loi relative à la démocratisation du secteur public ; rejeté aprés rectifiant ; amendement n° 6 de la comission des finances (élection et nomination du président-directeur général et du directeur général) ; sous-amendement n° 101 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (durée de la qualité d'administrateur pour être élu président-directeur général) ; sous-amendement n° 104 de M. Charles Revet (conditions de nomination du directeur général) (p. 6248) ; sous-amendement n° 94 du Gouvernement (fonctions du directeur général) ; **rappel au règlement** de M. Henri Nallet ; sous-amendement n° 101 : rejeté ; sous-amendement n° 104 : adopté (p. 6249) ; sous-amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendements n°s 60 et 55 de M. Pierre Joxe et n° 16 de la commission de la production : devenus sans objet ; amendement n° 73 de M. Jacques Bompard soutenu par M. Christian Baeckeroot (qualité d'exploitant agricole pour 60 p. 100 des administrateurs) : retiré ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique) :* représentation des salariés au conseil d'administration ; ambiguïté de la rédaction du deuxième alinéa de l'article 8 ; statut relevant du décret de février 1986 représentant un progrès essentiel ; amendements identiques n° 7 de la commission des finances soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 4 de M. Michel Cointat (suppression de la mention du fonds de garantie au sein de l'article 8) (p. 6250) ; nécessité d'élaborer des accords négociés ; amendements n°s 7 et 4 : adoptés ;

amendement n° 98 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (réglementation applicable aux salariés) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Michel Peyret par M. Ernest Moutoussamy (suppression de l'obligation de conclure dans les deux ans une nouvelle convention collective) ; absence de réponse du Gouvernement sur la situation à venir des caisses régionales d'outre-mer ; devenir des contrats de travail antérieurs à la promulgation de la loi jusqu'à la conclusion d'une convention collective (p. 6251) ; amendement n° 31 de M. Michel Peyret soutenu par M. Ernest Moutoussamy (même objet) : rejeté ; amendement n° 61 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (création de comités de groupe) ; législation du travail sur les groupes applicable de plein droit au Crédit agricole ; amendement n° 61 : retiré ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires) :* amendement n° 99 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (position particulière des fonctionnaires travaillant au sein de la C.N.C.A.) (p. 6252) ; interrogation sur l'administration de rattachement au bout de douze années de détachement au sein de la C.N.C.A. ; rattachement de l'Etat dans un corps unique ; fonctionnaires de la C.N.C.A. actuellement placés dans des corps homologues à ceux de l'administration centrale ; regroupement en un corps unique ne facilitant pas leur reclassement ; rejeté ; amendement n° 8 de la commission des finances (précision de l'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché) ; amendement n° 62 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (même objet) ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 62 : devenu sans objet ; amendement n° 32 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Marcel Rigout (durée maximale du détachement) ; existence de deux catégories de fonctionnaires au sein de la C.N.C.A. (p. 6253) : rejetée ; amendement n° 63 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (réprésentation des fonctionnaires dans les instances représentatives du Crédit agricole) : retiré ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(modalités fiscales de l'opération) :* amendement n° 64 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (de suppression) ; amendement tendant à inciter le Gouvernement à préciser la nature des conséquences fiscales du projet : rejeté ; amendement n° 79 de M. Charles Revet (exonération fiscale pour le transfert du fonds commun de garantie) : retiré ;

- article 10 : adopté.

Article 10 *bis* *(organisation entre l'Etat et la société créée) :* nécessité de faire figurer un élément qui rassure la profession agricole ; amendement n° 65 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) (p. 6254) ; rejeté ;

- article 10 *bis* : adopté.

Après l'article 10 *bis* : amendement n° 18 rectifié de M. Michel Cointat (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) ; sous-amendement n° 103 rectifié du Gouvernement (présidence assurée par le président du comité supérieur d'orientation) ; amendement n° 77 rectifié de M. Jacques Bompard soutenu par M. Christian Baeckeroot (même objet que l'amendement n° 18) ; amendement n° 80 rectifié de M. Charles Revet (même objet) ; création d'un point de rencontre de caractère public entre le Crédit agricole, les organisations professionnelles et le Gouvernement ; création d'un comité différent du C.S.O. ; participation de ce comité à la politique de crédit (p. 6255) ; sous-amendement n° 105 de M. Maurice Adevah-Pœuf (représentation de l'ensemble des organisations professionnelles au sein du comité permanent) ; sous-amendement n° 103 rectifié : adopté ; sous-amendement n° 105 : devenu sans objet (p. 6256) ; amendement n° 18 rectifié, ainsi modifié : adopté ; amendements n° 77 rectifié et n° 80 rectifié : devenus sans objet.

Article 11 *(organisation économique et financière de l'agriculture) :* amendement n° 17 de la commission de la production (modification de l'article 4 de la loi du 4 juillet 1980) : retiré ; amendement n° 5 de M. Michel Cointat (suppression du paragraphe II de l'article 11) ; paragraphe n'ayant plus de raison d'être à la suite de l'adoption de l'amendement n° 18 rectifié ; adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(négociabilité des parts sociales des caisses de crédit agricole) :* amendement n° 66 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (abrogation de l'article 618 du code rural) : retiré ; amendement n° 81 de M. Charles Revet (suppression de la différence de traitement fiscal entre les souscripteurs des parts sociales et les souscripteurs d'actions) (p. 6257) : retiré ;

- article 12 : adopté.

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* majorité constante devant être assurée aux agriculteurs au sein des conseils d'administration et des organes dirigeants des caisses régionales et locales ; nécessité de préserver la vocation agricole de la « banque verte » ; représentation des agriculteurs contraire à la Constitution ; crainte du Gouvernement que les privilèges et le monopole de la bonification de l'agriculture n'existent plus dans quelques années (p. 6258) ; crainte d'une dérive sociétaire ; article 13 contraire à la Constitution car violant l'égalité des sociétaires du Crédit agricole ; nécessité de préserver le pouvoir de contrôle des agriculteurs sur le Crédit agricole ; utilité de faire état d'une majorité pour les agriculteurs dans les conseils d'administration ; amendement n° 67 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) ; impossibilité d'accepter une disposition aussi contraire au principe constitutionnel (p. 6259) ; régression de la représentation des agriculteurs au sein du Crédit agricole ; nécessité de préserver les missions initiales du Crédit agricole ; représentation des agriculteurs au sein des conseils d'administration ; article non contraire à la Constitution (p. 6260) ; amendement n° 67 : rejeté ; amendement n° 20 corrigé de M. Charles Revet (constitution de trois collèges différents pour la représentation au sein du conseil d'administration) ; diminution importante de la population agricole qui doit néanmoins rester majoritaire afin de préserver leur avenir ; retiré ; amendement n° 74 rectifié de M. Jacques Bompard par M. Christian Baeckroot (composition du conseil d'administration) : retiré ; amendements identiques n° 9 de la commission des finances et n° 33 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Marcel Rigout (majorité de 66 p. 100 pour les agriculteurs au sein du conseil d'administration) : adoptés ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(dispositions transitoires)* (p. 6261) ; amendement n° 10 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 95 du Gouvernement (abrogation de différents articles du code rural) ; sous-amendement n° 102 de M. Maurice Dousset (non-abrogation du premier alinéa des articles 654 et 699 du code rural) ; abrogation de l'article 746 conséquence logique du changement de statut de la C.N.C.A. ; abrogation des articles 654 et 704 incompatibles avec l'autonomie du Crédit agricole ; volonté d'assurer le maintien du fonds de garantie ; sous-amendement n° 102 : adopté ; amendement n° 95, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 82 de M. Maurice Dousset : devenu sans objet ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(conditions d'entrée en vigueur de la mutualisation) :* amendement n° 68 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (de suppression) ; création d'une société par la loi dont l'avenir dépend de personnes privées, en l'occurrence les caisses régionales (p. 6262) ; procédure apparaissant anormale ; rejeté ; amendement n° 96 du Gouvernement (modification du délai de constatation de l'acceptation de l'offre faite aux caisses régionales) : adopté ; amendement n° 69 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (habilitation du ministre de l'économie et des finances pour la détermination du prix de cession et du volume d'actions) : rejeté ; amendement n° 97 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 70 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (suspension des transactions financières et des décisions concernant le statut du personnel) : rejeté ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 75 de M. Jacques Bompard soutenu par M. Christian Baeckeroot (distribution des prêts bonifiés pour l'établissement des agriculteurs) (p. 6263) ; amendement n° 76 de M. Jacques Bompard soutenu par M. Christian Baeckeroot (définition de la mission des caisses régionales pour la reprise d'une entreprise agricole) ; amendements n° 75 et 76 : retirés.

Titre *(projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du Crédit agricole) :* amendement n° 71 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (remplacement du mot : « mutualisation » par le mot : « privatisation ») ; volonté de démontrer qu'il s'agit d'une mutualisation déguisée ; rejeté.

Explications de vote [21 novembre 1987] (p. 6264).

Caisses régionales (fonds propres et capacité financière de -) : *Tavernier (Yves)* (p. 6265).

Crédit agricole (développement et adaptation) : *Tavernier (Yves)* (p. 6265).

Fonds commun de garantie : *Bordu (Gérard)* (p. 6264).

Mutualisation ou privatisation : *Bordu (Gérard)* (p. 6264, 6265) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6265).

Recettes (affectation des - de la mutualisation) : *Bordu (Gérard)* (p. 6264) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6265) ; *Revet (Charles)* (p. 6266).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Revet (Charles)* (p. 6266).

Vote hostile du groupe communiste : *Bordu (Gérard)* (p. 6265).

Vote hostile du groupe socialiste : *Tavernier (Yves)* (p. 6265).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 6266).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [1er décembre 1987] (p. 6610, 6632).

Agriculture (désengagement de l'Etat au sein de -) : *Rigout (Marcel)* (p. 6612).

Agriculture (état ; avenir) : *Rigout (Marcel)* (p. 6613).

Caisses régionales fonds propres et capacité financière des -) : *Tavernier (Yves)* (p. 6633).

Caisses régionales (réprésentation majoritaire des agriculteurs) : *Vasseur (Philippe)* (p. 6610, 6611, 6612) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6613) ; *Nallet (Henri)* (p. 6615) ; *Revet (Charles)* (p. 6634).

Constitutionnalité du projet : *Nallet (Henri)* (p. 6614).

Crédit agricole

- développement et adaptation du - : *Vasseur (Philippe)* (p. 6636).

- historique du - : *Tavernier (Yves)* (p. 6632).

- indépendance du - : *Nallet (Henri)* (p. 6614).

- proposition alternative à la mutualisation : *Nallet (Henri)* (p. 6614) ; *Aubert (François d')* (p. 6615).

Directeur général (nomination par l'Etat) : *Vasseur (Philippe)* (p. 6610, 6612) ; *Nallet (Henri)* (p. 6614) ; *Revet (Charles)* (p. 6634).

Fonds commun de garantie : *Nallet (Henri)* (p. 6614, 6615).

Mutualisation ou privatisation : *Rigout (Marcel)* (p. 6612, 6613).

Parts sociales (différence de traitement fiscal des) : *Revet (Charles)* (p. 6635).

Rappel au règlement de M. Henri Nallet : *Nallet (Henri)* (p. 6632) ; *Millon (Charles)* (p. 6632).

Rappel au règlement de M. Hector Rolland : *Rolland (Hector)* (p. 6635).

Recettes (affectations des - de la mutualisation) : *Vasseur (Philippe)* (p. 6611) ; *Rigout (Marcel)* (p. 6612) ; *Nallet (Henri)* (p. 6614, 6615) ; *Aubert (François d')* (p. 6615, 6616) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6632) ; *Briane (Jean)* (p. 6633) ; *Giovanelli (Jean)* (p. 6633, 6634) ; *Revet (Charles)* (p. 6635).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6637).

Amendement n° 1 du Gouvernement (avantage identique à l'ensemble du personnel du crédit agricole) (p. 6637) ; regret que les actions de la Caisse nationale ne soient pas offertes au mouvement professionnel agricole afin de donner une dimension mutualiste à cette opération : amendement n° 1 : adopté au scrutin public ; amendement n° 3 du Gouvernement (agrément du directeur général par l'Etat conditionné à la distribution de prêts bonifiés par le Crédit agricole) (p. 6638) ; adopté ; amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (majorité de 51 p. 100 au sein des conseils d'administration des caisses régionales des Crédits agricoles) ; deux catégories de sociétaires bien différents ; réduction de la place des agriculteurs au sein des conseils d'administration (p. 6639) ; amendement n° 2 rectifié : adopté au scrutin public.

Explications de vote [1er décembre 1987] (p. 6640).

Abstention du groupe du Front national : *Baeckroot (Christian)* (p. 6641).

Caisse nationale du crédit agricole (nécessité de changement de statut) : *Pistre (Charles)* (p. 6640).

Caisse régionale (représentation majoritaire des agriculteurs) : *Bordu (Gérard)* (p. 6641).

Constitutionnalité du projet : *Pistre (Charles)* (p. 6640).

Mutualisation - privatisation : *Bordu (Gérard)* (p. 6641).

Recettes (affectation des - de la mutualisation) : *Pistre (Charles)* (p. 6640) ; *Baeckeroot (Chritian)* (p. 6641) ; *Bordu (Gérard)* (p. 6641).

Vote hostile du groupe communiste : *Bordu (Gérard)* (p. 6641).

Vote hostile du groupe socialiste : *Pistre (Charles)* (p. 6640).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, modifié (p. 6641).

Voir *Droit pénal* **13.**
Politique économique et sociale **9.**

BARBA (Rapport)

Voir *Questions au Gouvernement* **516, 526.**

BARBIER (Lucien)

Mort de -

Voir *Rappels au règlement* **814.**

BASQUES

Voir *Questions au Gouvernement* **471.**

BATA (usine)

Voir *Questions orales sans débat* **178.**

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

4. - Projet de loi n° 1146 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la **maîtrise d'œuvre privée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

BAUX COMMERCIAUX

3. - Projet de loi n° 1109 relatif au **renouvellement** des **baux commerciaux** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) **n° 100** (1987-1988). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. René-Georges Laurin. - Rapport n° **125** (1987-1988). - Discussion le 8 décembre 1987. - Adoption le 8 décembre 1987. - Projet de loi n° **39.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Francis Delattre (12 décembre 1987). - Rapport n° **1145** (16 décembre 1987). - Discussion le 21 décembre 1987. - Adoption le 21 décembre 1987. - Projet de loi n° **232.**

Sénat (deuxième lecture) n° **205** (1987-1988). - Dépôt le 21 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. René-Georges

Laurin. - Rapport n° **213** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **79.**

Loi n° 88-18 du 5 janvier 1988, publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 230). - Rectificatif (*J.O.* du 8 janvier 1988) (p. 342).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1987] (p. 7996).

Coefficient de réévaluation des loyers (fixation par voie législative) : *Delattre (Francis)* (p. 7996) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7997) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7998) ; *Bordu (Gérard)* (p. 7999).

Commision consultative de conciliation : *Delattre (Francis)* (p. 7996, 7997) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7997) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7998).

Groupe communiste (appréciation positive formulée par le - sur le texte) : *Bordu (Gérard)* (p. 7999).

Indice du coût de la construction : *Delattre (Francis)* (p. 7996) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7997) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7998) ; *Bordu (Gérard)* (p. 7999).

Renouvellement du bail (possibilité de loyer libre) : *Delattre (Francis)* (p. 7996) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7998, 7999).

Discussion des articles (p. 8000).

Article 1er *(indexation du loyer sur l'indice du coût de la construction) :* spirale d'élévation des loyers ; inefficacité des commissions de conciliation instituées par la loi Méhaignerie ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(commission départementale consultative de conciliation) :* amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article, sursis à statuer du tribunal jusqu'à la publication de l'avis de la commission, délai maximum de trois mois) ; texte réalisant un équilibre entre propriétaires et locataires (p. 8000) ; caractère obligatoire de la saisine de la commission de conciliation ; consultation facultative souhaitée par le Gouvernement ; adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 2 de M. Alain Billon (possibilité, pour les artistes peintres ou sculpteurs, de prendre un bail commercial tout en ne s'inscrivant pas au registre des métiers ou du commerce) ; amendement n° 3 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 8001) ; danger d'extension de la propriété commerciale ; risque de non-renouvellement de baux consentis à des artistes ; application du texte des amendements aux contrats en cours (p. 8002) ; amendement n° 2 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 3 devient sans objet.

Article 3 *(application de l'article 1er au 1er janvier 1988) :* adopté.

Explication de vote (p. 8003).

Vote positif du groupe Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 8003).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Briane (Jean)* (p. 8003).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8003).

4. - Proposition de loi n° 1197 tendant à **étendre** les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les **baux commerciaux** aux **artistes auteurs d'œuvres graphiques** et **plastiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Alain Billon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

BAUX RURAUX

1. - Proposition de loi n° 66 tendant à adopter certaines dispositions fiscales et juridiques du **métayage et du fermage viticole.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Micaux (9 octobre 1986).

BEL (usine - des Laumes)

Voir *Questions orales sans débat* **338.**

BELLAC (vacances d'un poste de sous-préfet à -)

Voir *Questions orales sans débat* **266.**

BERRI (Nabih)

Voir *Questions au Gouvernement* **544.**

BEURRE

Voir *Consommation* **3,** discussion des articles, après l'article 5.

BIAFRA

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, culture, examen du fascicule.

BIOTECHNOLOGIE

Voir *Agriculture* **13.**

BOIS

Importation de - canadien

Voir *Questions orales sans débat* **214.**

Industrie du -

Voir *Questions orales sans débat* **338.**

BOIS ET FORÊTS

4. - Proposition de loi n° 641 tendant à modifier le **code forestier** afin de favoriser les **implantations de golf.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre Claisse (14 mai 1987).

5. - Proposition de loi n° 878 tendant à permettre aux propriétaires forestiers de faire face à leurs **obligations de débroussaillement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Desanlis (12 novembre 1987).

Arbres fruitiers

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article 12.

Incendies de forêt

Voir *Sécurité civile* **1.**

BOISSONS ET ALCOOLS

2. - Proposition de loi n° 88 visant à abroger les dispositions relatives aux **zones protégées** figurant au **code des boissons** (voir table 1986).

Rapporteur : Henri Bouvet (18 juin 1987). - Rapport n° **880** (18 juin 1987) commun aux propositions nos 310, 635, 675 et 829. - Voir « Boissons et alcools, 8 ».

5. - Proposition de loi n° 310 tendant à maintenir l' **animation** et la **vie locale** des **bourgs ruraux** (voir table 1986).

Rapporteur : M. Henri Bouvet (18 juin 1987). - Rapport n° **880** (18 juin 1987) commun aux propositions nos 68, 635, 675 et 829. - Voir « Boissons et alcools, 8 ».

6. - Proposition de loi n° 635 tendant à **aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme** en vue de favoriser le **développement de l'industrie hôtelière.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Francis Geng. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Henri Bouvet. - Rapport n° **880** (18 juin 1987) commun aux propositions n°s 68, 310, 675 et 829. - Voir « Boissons et alcools, 8 ».

7. - Proposition de loi n° 675 tendant à modifier l'article L. 49 du **code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Henri Bouvet. - Rapport n° **880** (18 juin 1987) commun aux propositions n°s 68, 310, 635 et 829. - Voir « Boissons et alcools, 8 ».

8. - Proposition de loi n° 829 tendant à **adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme.**

Sénat (première lecture). - N° **13.** - Dépôt le 16 octobre 1986 par M. Pierre Vallon. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Puech. - Rapport n° **218** (6 mai 1987). - Discussion le 3 juin 1987. - Adoption le 3 juin 1987. - Proposition de loi n° **75.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 juin 1987 et propositions de loi n°s 68, 310, 635 et 675. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Henri Bouvet. - Rapport n° **880** (18 juin 1987) commun aux propositions n°s 68, 310, 635 et 675. - Discussion le 26 juin 1987). - Adoption le 26 juin 1987. - Proposition de loi n° **138.**

Loi n° 87-508 du 9 juillet 1987, publiée au *J.O.* du 11 juillet 1987 (p. 7567).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 1987] (p. 3244).

Abstention du groupe communiste : *Bordu (Gérard)* (p. 3247).

Abstention du groupe socialiste : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3247) ; *Sicard (Odile)* (p. 3249).

Alcoolisme (lutte contre l'-) : *Bouvet (Henri)* (p. 3245, 3246) ; *Bordu (Gérard)* (p. 3246, 3247) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3247) ; *Sicard (Odile)* (p. 3248, 3249) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3249).

Communes (vie locale dans les petites -) : *Bouvet (Henri)* (p. 3245, 3246) ; *Bordu (Gérard)* (p. 3247) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 3247) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 3248) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 3248) ; *Sicard (Odile)* (p. 3249) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3249).

Licences (régime des -) : *Bouvet (Henri)* (p. 3245) ; *Sicard (Odile)* (p. 3249) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3249).

Tourisme (développement du -) : *Bouvet (Henri)* (p. 3245, 3246) ; *Bordu (Gérard)* (p. 3247) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 3248) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 3249).

Vote favorable du groupe Front national : *Rostolan (Michel de)* (p. 3248).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 3248).

Zones protégées (régime des -) : *Bouvet (Henri)* (p. 3245, 3246) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 3248) ; *Sicard (Odile)* (p. 3249).

Discussion des articles (p. 3250).

Article 1er *(abrogation de l'article L. 29 du code des débits de boissons)* : adopté.

Article 2 *(diverses modifications quant au régime des licences)* : adopté.

Article 3 *(modifications des dispositions relatives aux zones protégées)* : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3250).

9. - Proposition de loi n° 1112 tendant à créer en faveur de l'Institut national des appellations d'origine **un droit par hectolitre** de vins revendiqués en **appellation d'origine.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par MM. Gérard César et Lucien Jacob. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

10. - Proposition de loi n° 1113 relative à la création d'une **redevance** au profit des **organismes agréés** pour le contrôle qualitatif des **vins d'appellation d'origine.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par MM. Gérard César et Lucien Jacob. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

11. - Proposition de loi n° 1118 relative à la **commercialisation du pommeau.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Dominique Chaboche. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Le Jaouen (3 février 1988).

Publicité sur les -

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles ; discussion des articles, après l'article 51.

BOUILLEURS DE CRU

Voir *Lois de finances* **4,** première partie, article 9.
Lois de finances **4,** deuxième partie, avant l'article 60 : amendements n°s 199 et 249.

BOURSE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **5.**

BOURSES DES VALEURS

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **3.**

BOVINS

Voir *Communautés européennes* **8.**

BRASSERIE DE MUTZIG

Voir *Questions orales sans débat* **293.**

BRAUN (rapport -)

sur les personnes âgées dépendantes

Voir *Questions au Gouvernement* **816.**

BRÉSIL

Voir *Coopération et développement* **5.**

BRETAGNE

Elevage en -

Voir *Questions orales sans débat* **282.**

Réparation des dommages causés par la tempête en -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

Situation de l'industrie dans le Trésor

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Situation du marché porcin

Voir *Questions du Gouvernement* **559.**

BREVETS D'INVENTION

Voir *Français : langue* **1.**
Pharmacie **2.**
Propriété industrielle **2.**

BROCANTEURS

Voir *Droit pénal* **10.**

BUDGET COMMUNAUTAIRE

Voir *Communautés européennes* **5.**

BUDGET DE L'ÉTAT

Voir *Questions au Gouvernement* **461.**

BUDGET SOCIAL DE LA NATION

Voir *Lois de finances* **5.**

BUSSEREAU

Amendement « Bussereau ».

Voir *Elections et référendums* **46, 47,** discussion des articles, après l'article 9, amendement n° 48 de la commission.

C

CABINETS MINISTÉRIELS

Voir *Gouvernement* **1.**

CÂBLE (plan -)

Voir *Lois de finances* **4,** budget annexe des P. et T., examen du fascicule ;
Culture et communication, communication, examen du fascicule.

CACAO

Voir *Traités et conventions* **43.**

CAISSE D'AIDE A L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES (C.A.E.C.L.)

Voir *Collectivités locales* **9.**
Lois de finances **4,** avant la discussion des articles.
Questions orales sans débat **244.**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Voir *Collectivités locales* **9.**

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

Conventions avec les médecins

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, article 4.

CAISSE NATIONALE DE PROTECTION DE LA FAMILLE ET DE LA MATERNITÉ

Voir *Famille* **12.**

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES (C.N.R.A.C.L.)

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles.

CAISSES DE CRÉDIT MUNICIPAL

Voir *Fonction publique territoriale* **2,** après l'article 22.

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE

Voir *Epargne et investissement* **1,** avant la discussion des articles et articles 35 à 37.

Baisse des dépôts à la -

Voir *Questions au Gouvernement* **394.**

CALAMITÉS ET CATASTROPHES NATURELLES

Voir *Communautés européennes* **5.**
Sécurité civile **1.**

Dénaturation du système de garanties contre les catastrophes naturelles

Voir *Questions au Gouvernement* **502.**

Indemnisation des ostréiculteurs sinistrés à la suite de la tempête d'octobre 1987

Voir *Questions au Gouvernement* **521.**

Plan d'exposition aux risques naturels prévisibles (P.E.R.)

Voir *Questions au Gouvernement* **502.**

Prêts « calamité agricole »

Voir *Questions au Gouvernement* **400.**

Tempête en Bretagne

Voir *Questions au Gouvernement* **495.**

CAMBODGE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Rencontres de MM. Norodom Sianouk et Hun Sen

Voir *Questions au Gouvernement* **588.**

Régime communiste du -

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

CAMPAGNES ÉLECTORALES

Déductibilité des dons aux candidats

Voir *Élections et référendums* **46, 47,** avant la discussion des articles, **46,** discussion des articles, avant l'article 9.

Financement des -

Voir *Élections et référendums* **46, 47,** avant la discussion des articles, articles 2, 3, 4, 9, après l'article 9, 10.

CANADA

Contentieux franco-canadien sur les quotas de pêche

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, mer.

Rupture des négociations sur la pêche entre le Canada et la France

Voir *Questions au Gouvernement* **501.**

CANCER (lutte contre le -)

Voir *Hôpitaux, établissements de soins et de cure* **4,** discussion des articles : après l'article 13.

CANTONS

Voir *Départements* **3.**

CAPITAL SOCIAL

Incorporation de réserves au -

Voir *Épargne et investissement* **1** (n° 443) : après l'article 18.

CARBURANTS

Voir *Agriculture* **13.**

CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

Voir *Elections et référendums* **46, 47,** avant la discussion des articles.
Parlement **9.**

Château d'Ortie

Voir *Parlement* **9.**

Faux passeport - secret défense

Voir *Parlement* **9.**

Levée de l'immunité parlementaire de M. Nucci

Voir *Rappels au règlement* **834, 835, 836, 837, 838, 839.**

Mise en accusation de Christian Nucci
Voir *Parlement* **9.**

Révélations de M. Chalier
Voir *Parlement* **9.**

Sommet du Bujumbura
Voir *Parlement* **9.**

CARTE DE SÉJOUR

Délivrance de la -
Voir *Questions orales sans débat* **329.**

CARTE DU COMBATTANT
Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **18, 19.**

CARTE ORANGE
Voir *Questions orales sans débat* **193.**

CARTE PROFESSIONNELLE
Voir *Commerce et artisanats* **23.**

CARTE SANITAIRE
Voir *Hôpitaux, établissements de soins et de cure* **4.**

CARTES BANCAIRES
Voir *Droit pénal* **13.**
Questions au Gouvernement **614.**

CASINOS
Voir *Jeux et paris* **3.**

C.D.F.-CHIMIE
Voir *Questions orales sans débat* **229, 298.**

CÉBAL (usine)
Voir *Questions orales sans débat* **270.**

CÉLIBATAIRES
Voir *Adoption* **3.**

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (C.N.R.S.)
Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 51.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES (C.N.E.S.)
Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, budget annexe des P. et T., examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **329, 458.**

CENTRE D'ÉTUDES DES SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES AVANCÉES (C.E.S.T.A.)
Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, éducation nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

CENTRES COMMERCIAUX

- taxe professionnelle
Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, articles non rattachés après l'article 57 : amendement n° 3.

CENTRES DE FORMATION DES APPRENTIS (C.F.A.)
Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1,** discussion des articles, article 3, article 5, après l'article 19.

CENTRES DE GESTION AGRÉÉS
Voir *Loi de finances* **4,** première partie, article 21 et après l'article 21 ; deuxième partie, articles non rattachés après l'article 55.

CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS
Voir *Tourisme et loisirs* **4.**

CENTRES RÉGIONAUX DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

T.V.A. pesant sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports
Voir *Questions au Gouvernement* **611.**

CENTRES RÉGIONAUX DES OPÉRATIONS DE SURVEILLANCE ET DE SAUVETAGE EN MER (C.R.O.S.S.)
Voir *Mer et littoral* **3.**

CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS
Voir *Questions orales sans débat* **243.**

CÉRÉALES
Voir *Questions au Gouvernement* **578.**

Blé
Voir *Traités et conventions* **28.**

Importation de maïs américain en Europe
Voir *Questions au Gouvernement* **331.**

Surproduction mondiale de -
Voir *Traités et conventions* **28.**

CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET FÊTES LÉGALES

2. - Proposition de loi n° 637 relative à la **commémoration du souvenir des morts pour la France lors des événements d'Algérie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Reymann (7 mai 1987).

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (C.A.P.)
Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1,** discussion des articles, article 1er.

CHALANDON (Albin)

Mise en cause dans l'affaire Chaumet
Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.
Questions au Gouvernement **465, 600, 607.**
Rappels au règlement **687.**

Rôle de M. - dans la nouvelle inculpation des frères Chaumet
Voir *Questions orales sans débat* **343.**

CHALIER (Yves)
Voir *Parlement* **9.**
Questions au Gouvernement **423.**

CHALON-SUR-SAÔNE (canal Tavaux -)
Voir *Questions orales sans débat* **276.**

CHAMBRE D'ACCUSATION
Voir *Procédure pénale* **8.**

CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Taxe additionnelle à la taxe professionnelle
Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

CHAMBRES DE COMMERCE

Voir *Justice* **9.**

CHAMBRES D'INDUSTRIE

Voir *Justice* **9.**

CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation : Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.

CHAMPAGNE - ARDENNE

Agriculteurs de -

Voir *Questions orales sans débat* **191.**

CHANTIERS DE JEUNES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.

CHAPELLE DARBLAY (Entreprise La -)

Voir *Entreprises publiques* **3.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, communication : examen du fascicule ;
Industrie : examen des crédits.
Questions au Gouvernement **474, 485.**

Reprise de la - par le groupe Pinault-Cascades

Voir *Questions au Gouvernement* **519.**

CHARBON

Voir *Lois de finances* **4,** Industrie : examen du fascicule.

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir *Lois de finances* **4,** Industrie : examen du fascicule.

Houillères de Lorraine

Voir *Questions orales sans débat* **298, 313.**

CHARGES SOCIALES

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1,** discussion des articles, article 17.

CHAR LECLERC

Voir *Défense* **8.**

CHARTE DU CONTRIBUABLE

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles et discussion des articles, article 3.

CHASSE

1. - Proposition de loi n° 945 tendant à **renforcer l'efficacité de la gestion cynégétique** et à accroître des moyens des communes en matière d'adjudication des lots de chasse, dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Jean-Marie Demange. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Grussenmeyer (12 novembre 1987).

2. - Proposition de loi n° 1051 tendant à autoriser les propriétaires à se prévaloir d'un **droit de non-chasse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Xavier Deniau. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CHATS

Voir *Animaux* **4.**

CHAUMET (faillite de la joaillerie -)

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles.
Lois de finances **4,** deuxième partie, Justice.
Questions au Gouvernement **408, 465.**
Questions orales sans débat **343.**
Rappels au règlement **687, 775.**

Mise en cause de M. Albin Chalandon

Voir *Questions au Gouvernement* **600, 607.**
Chalandon (Albin).

CHAUSSURE (industrie de la -)

Voir *Questions au Gouvernement* **596.**
Questions orales sans débat **178.**

CHÈQUE

Obligation de paiement par -

Voir *Questions orales sans débat* **337.**

CHÈQUES-CULTURE

Voir *Culture* **1.**
Œuvres et fondations **1,** après l'article 16.

CHÈQUES-VACANCES

Voir *Lois de finances* **4,** tourisme.
Tourisme et loisirs **6.**

CHEVAUX

Tatouages des -

Voir *Animaux* **6.**

CHEVAUX DE COURSE

Plus-values sur les -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article 13 et explications de vote.

CHIENS

Voir *Animaux* **4.**
Handicapés **5.**

CHILI

Situation au -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

CHIMIE (industrie de la -)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule ; questions.

CHINE

Voir *Traités et conventions* **48.**

Eglise du silence

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

Relations de la France avec la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Tibet

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

CHÔMAGE

Voir *Communautés européennes* **6.**
Déclaration du Gouvernement **3** (DG, EV).
Enseignement technique et professionnel **4.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.
Questions au Gouvernement **339, 528.**

- de longue durée

Voir *Chômage. - Indemnisation* **1.**
Questions au Gouvernement **352, 612.**

Situation du -

Voir *Questions au Gouvernement* **528.**

CHÔMAGE : INDEMNISATION

1. - Projet de loi n° 687 modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le **chômage de longue durée** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 avril 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre et Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande (5 mai 1987). - Rapport n° **745** (14 mai 1987). - Discussion les 21 et 22 mai 1987. - Adoption le 22 mai 1987. - Projet de loi n° **103.**

Sénat (première lecture) n° **241.** Dépôt le 25 mai 1987. - Renvoi à la commission des Affaires sociales. - Rapporteur : Mme Hélène Missoffe. - Rapport n° **285** (9 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **83.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **846.** - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504). - Bureau [*J.O.* du 18 juin 1987] (p. 6568). - Réunion le 17 juin 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande. - Rapport n° **851** (17 juin 1987). - Discussion le 19 juin 1987. - Adoption avec modifications le 19 juin 1987. - Projet de loi n° 128.

Sénat (texte de la commisson mixte paritaire). - Rapporteur : Mme Hélène Missoffe. - Rapport n° **286** (17 juin 1987). - Discussion le 27 juin 1987. - Adoption définitive le 27 juin 1987. - Projet de loi n° **102.**

Loi n° 87-518 du 10 juillet 1987 publiée au *Journal officiel* du 12 juillet 1987 (p. 7825).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 1987] (p. 1435, 1465).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Hage (Georges)* (p. 1443 à 1446) ; *Papon (Christiane)* (inscrite contre, U.D.F.) (p. 1446 à 1448) ; *Séguin (Philippe)* (ministre des affaires sociales et de l'emploi) (p. 1448) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (rapporteur) (p. 1448) ; rejetée au scrutin public (p. 1448).

Motion de renvoi en commission présentée par M. Jean-Marie Le Pen (F.N.) : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1476 à 1479) ; *Deprez (Léonce)* (inscrit contre, app. U.D.F.) (p. 1479, 1480) ; *Séguin (Philippe)* (ministre des affaires sociales et de l'emploi) (p. 1480, 1481) ; rejetée au scrutin public (p. 1481).

Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) : *Coffineau (Michel)* (p. 1451) ; *Moulinet (Louis)* (p. 1469) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1471, 1474).

Assurances privées contre le chômage : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1439).

Capitalisme (politique gouvernementale basée sur le -) : *Hage (Georges)* (p. 1443) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1453, 1454).

Chômage de longue durée (dans les D.O.M.) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1455, 1456) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1472).

Chômage de longue durée (statistiques du -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1435) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1439, 1472) ; *Hage (Georges)* (p. 1443) ; *Papon (Christiane)* (p. 1446) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1449) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1450) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1453) ; *Auroux (Jean)* (p. 1456) ; *Royer (Jean)* (p. 1465) ; *Stievenard (Gisèle)* (p. 1466) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 1470).

Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1436) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1439) ; *Hage (Georges)* (p. 1445, 1446) ; *Papon (Christiane)* (p. 1446) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1449) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1451) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1453) ; *Auroux (Jean)* (p. 1456) ; *Stievenard (Gisèle)* (p. 1466).

Cotisations sociales patronales (exonération de -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1437) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1441, 1442) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Royer (Jean)* (p. 1465).

Conventions de conversion : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1437) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1442) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1449) ; *Jacquot (Alain)* (p. 1460).

« Délai de carence » : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1437) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1442, 1472) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1449) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1451) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1454) ; *Jacquot (Alain)* (p. 1460).

Enseignement : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1438) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1452, 1478) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 1455) ; *Royer (Jean-Paul)* (p. 1465).

Entreprises (compétitivité des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1440, 1475) ; *Hage (Georges)* (p. 1444) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1468) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1478).

Famille (politique familiale) : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1452, 1478).

Formation (actions de -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1436) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1441, 1442, 1470, 1474) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1449) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1450) ; *Béguet (René)* (p. 1454, 1455) ; *Jacquot (Alain)* (p. 1460) ; *Royer (Jean)* (p. 1465) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 1467) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1468).

Gestion socialiste (bilan de la -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1448) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 1470).

Immigration (contrôle de l'-) : *Domenech (Gabriel)* (p. 1457, 1458, 1459) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1472).

Marché du travail : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1436) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1439, 1440) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 1458).

Préférence nationale pour l'emploi : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1452, 1477, 1478) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 1457, 1458) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1473).

Prélèvements obligatoires : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1452, 1476, 1477) ; *Royer (Jean)* (p. 1466) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1472).

Préretraite (accès à la -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1437) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1442) ; *Jacquat (Alain)* (p. 1460).

Proposition de loi socialiste de 1931 : *Domenech (Gabriel)* (p. 1459).

Réinsertion (actions de -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1436, 1437) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1441, 1442, 1471, 1474) ; *Papon (Christiane)* (p. 1447) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1449) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1453) ; *Béguet (René)* (p. 1455) ; *Auroux (Jean)* (p. 1456) ; *Jacquot (Alain)* (p. 1460) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 1467).

Relance économique : *Hage (Georges)* (p. 1445) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1452) ; *Auroux (Jean)* (p. 1457) ; *Royer (Jean)* (p. 1466) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1468) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1474).

Revenu minimum social garanti : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1438) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1441, 1473) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1454).

Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1438) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1450, 1451) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1451) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1453) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 1466, 1467) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1471) ; *Auroux (Jean)* (p. 1456).

Travail (aménagement du temps de -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1438) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1441) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 1467).

Discussion des articles [21 mai 1987] (p. 1481) et [22 mai 1987] (p. 1520, 1554).

Titre Ier *(actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi).*

Avant l'article 1er : amendement n° 40 de M. Christian Baeckeroot (création d'un comité des Sages pour l'évaluation du chômage) : rejeté ; amendement n° 41 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Charles de Chambrun (étude annuelle de droit comparé sur les mesures fiscales prises à l'étranger ayant une répercussion sur l'emploi) ; amendement n° 42 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Charles de Chambrun (tableau comparatif des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) (p. 1481) ; amendement n° 43 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Charles de Chambrun (tableau comparatif des taux de prélèvements obligatoires des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) ; amendement n° 44 de M. Christian Baeckeroot sou-

tenu par M. Charles de Chambrun (étude des prélèvements obligatoires dans différents pays) ; amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Charles de Chambrun (évolution des balances commerciales et de l'emploi de différents pays) ; amendement n° 46 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Charles de Chambrun (résorption du chômage dans différents pays) (p. 1482) ; amendement n° 41 : rejeté au scrutin public ; amendements n° 42, n° 43, n° 44, n° 45 et n° 46 : rejetés ; amendement n° 52 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Guy Herlory (étude du Gouvernement sur les « zones sinistrées » en matière d'emploi) : rejeté ; amendement n° 55 de M. Christian Baeckeroot (contrôle technique et pédagogique de la région sur les centres de formation d'apprentis) : retiré ; amendement n° 134 de M. Yvon Briant (préférence à l'embauche accordée aux demandeurs d'emploi français ou ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne) (p. 1483) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 141 de M. Yvon Briant (critères à retenir pour fixer l'ordre des licenciements) (p. 1485) ; rejeté ; amendement n° 56 de M. Christian Baeckeroot (conventions de formation professionnelle passées avec la région) : rejeté ; amendement n° 128 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pierre Descaves (exonération des entreprises nouvelles de l'impôt sur les sociétés) (p. 1486) ; retiré (p. 1487) ; amendement n° 130 de M. Christian Baeckeroot (suppression de la taxe sur les salaires) (p. 1520) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 49 de M. Christian Baeckeroot (réévaluation des tranches servant au calcul de la taxe sur les salaires) : rejeté ; amendement n° 126 de M. Christian Baeckeroot (exonération des droits de succession sur les biens professionnels) (p. 1521) ; rejeté ; amendement n° 127 de M. Christian Baeckeroot (suppression de la taxe professionnelle) : rejeté au scrutin public (p. 1522) ; **vote réservé à la demande de M. Philippe Séguin :** application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; **demande de vérification du quorum** par M. Jean-Marie Le Pen ; **rappel au règlement de M. Michel Coffineau ;** amendement n° 140 de M. Christian Baeckeroot (déduction fiscale des provisions pour congés payés) ; **rappel au règlement de M. Georges Hage ;** application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1523) ; amendement n° 39 de M. Christian Baeckeroot (insertion d'un titre Ier A « Mesures fiscales en faveur de l'emploi ») : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 135 de M. Yvon Briant (entrave à l'exercice d'une activité économique) : n'est pas soutenu ; amendement n° 136 de M. Yvon Briant (même objet) : n'est pas soutenu.

Titre Ier *(actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi).*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi) :* extension de ces mesures aux mères de famille de nationalité française ayant quitté leur emploi pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants (p. 1524) ; actualisation de la formation des chômeurs de longue durée ; amendement n° 57 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Gabriel Domenech (limitant aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. les dispositions de l'article Ier) (p. 1525) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (difficultés visées à l'article Ier) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 1 de la commission (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 2 de la commission (de conséquence) (p. 1526) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (application de l'article Ier aux chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1527) ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 131 de M. Jacques Farran (prenant en compte les besoins du marché de l'emploi) : n'est pas soutenu ; amendement n° 5 de la commission (durée des contrats de réinsertion en alternance) ; amendement n° 69 de M. Michel Coffineau (même objet) ; amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) (p. 1528) ; amendements n° 5, n° 69 et n° 25 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 26 de M. Jean Reyssier soutenu par M. Gérard Bordu (suppression de la prise en charge par l'Etat des stages de formation et d'insertion professionnelle) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1529) ; amendement n° 27 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la prise en charge par l'Etat des activités d'insertion et de réinsertion correspondant aux programmes d'insertion locale et aux travaux d'utilité collective) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 70 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Gisèle Stiévenard (fixation d'un quota minimal de stagiaires cumulant des handicaps à accueillir dans les effectifs de stages conventionnés) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 1er : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 1er : amendement n° 71 de M. Michel Coffineau (conditions de mise en place des conventions) (p. 1531) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) :* maintien aux chômeurs des droits à indemnisation acquis avant l'acceptation d'un stage ou l'échec d'un essai d'activité commerciale ou artisanale (p. 1532) ; rémunération des stagiaires ; distorsions entre les différentes catégories de chômeurs en fonction de leur âge ; problème des quotas (p. 1533) ; amorce d'une décélération du chômage ; amendement n° 121 de M. Michel de Rostolan (application de l'article 2 aux mères de famille s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants) (p. 1534) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 60 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Gabriel Domenech (application de l'article 2 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 72 de M. Michel Coffineau (de conséquence) : retiré ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 63 de M. Christian Baeckeroot (accès des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance aux mères de famille nombreuse s'étant consacrées à l'éducation d'au moins deux enfants) (p. 1535) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 62 de M. Christian Baeckeroot (faisant référence à la nationalité française) : retiré ; amendement n° 9 de la commission (d'harmonisation) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 10 de la commission (de précision) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 11 de la commission (de coordination) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 73 de M. Michel Coffineau (durée des contrats) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 73 de M. Michel Coffineau (durée des contrats) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 36 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (suppression des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1536) ; amendement n° 12 de la commission (de précision) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 37 de M. Jean Reyssier soutenu par M. Gérard Bordu (rémunération des stagiaires) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 75 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Louis Moulinet (objet des stages de formation professionnelle en alternance) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 76 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Jean-Paul Durieux (rédaction des contrats de réinsertion et dépôt auprès de la direction départementale du travail) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 77 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Louis Moulinet (obligations des employeurs) (p. 1537) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 78 de M. Michel Coffineau (durée minimale consacrée aux enseignements généraux, professionnels et technologiques) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 79 de M. Michel Coffineau (rémunération des titulaires des contrats de réinsertion) (p. 1538) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 80 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Jean-Paul Durieux (durée hebdomadaire de l'activité professionnelle des titulaires d'un contrat de réinsertion) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 81 de M. Michel Coffineau (modulation horaire inapplicable aux titulaires d'un contrat de réinsertion) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 82 de

M. Michel Coffineau (habilitation des entreprises pouvant conclure des contrats de réinsertion) (p. 1539) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 83 de M. Michel Coffineau (même objet) : retiré ; amendement n° 84 de M. Michel Coffineau (contrôle des organismes de formation accueillant les titulaires d'un contrat de réinsertion) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Gérard Bordu (suppression de l'exonération des charges sociales accordées aux entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi par contrat de réinsertion en alternance) (p. 1540) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 14 de la commission (de forme) : corrigé (p. 1541) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 61 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (exonération des charges sociales concernant l'embauche de demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 29 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (exonération des charges sociales accordées à l'employeur sous réserve qu'il s'agisse d'un emploi nouveau créé dans l'entreprise) (p. 1542) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : retiré ;

– article 2 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 2 : amendement n° 30 de M. Georges Hage (rétablissement des droits à l'indemnisation à l'expiration des contrats de réinsertion) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 85 de M. Michel Coffineau (interdiction aux entreprises ayant procédé à un licenciement économique dans les douze mois précédents de conclure des contrats de réinsertion) (p. 1543) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 86 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Jean-Paul Durieux (conditions imposées aux entreprises ayant procédé à des licenciements économiques pour conclure un contrat de réinsertion) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 3 *(calcul de l'effectif du personnel des entreprises) :* (p. 1544) ; amendement n° 16 de la commission (de précision) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 64 corrigé de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 3 aux titulaires de contrat de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 31 rectifié de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Gérard Bordu (prise en compte, pour le calcul des seuils sociaux, des titulaires de contrat de réinsertion) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 3 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1545).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée) :* amendement n° 32 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 17 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1554) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 65 de M. Christian Baeckeroot (application de cet article aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 33 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (de conséquence) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 34 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de certaines exonérations) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 133 du Gouvernement (rédactionnel) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1555) ; amendement n° 87 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Jean-Paul Durieux (durée minimale des contrats donnant droit à exonération) ; amendement n° 19 de la commission (même objet) ; amendements n° 87 et n° 19 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 35 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (contrôle des emplois créés) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 4 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 4 : amendement n° 88 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Gérard Fuchs (exonération prévue à l'article 4 inapplicable aux entreprises procédant à un licenciement économique après la promulgation de la présente loi) ; amendement n° 89 de M. Michel Coffineau (suppression de l'exonération précédemment accordée lorsque l'employeur procède à un licenciement économique) soutenu par M. Gérard Fuchs (p. 1556) ; amendements n° 88 et n° 89 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 123 de la commission (en cas de licenciement économique d'un salarié âgé de plus de 55 ans auquel une préretraite n'a pas été proposée, versement de trois mois de salaire à l'U.N.E.D.I.C.) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

Article 5 *(suppression des délais de carence pour la perception de l'allocation de solidarité spécifique) :* charges sociales et rémunération du personnel employé à domicile déductibles du revenu imposable de l'employeur (p. 1557) ; amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (cumul entre l'allocation d'assurance et l'allocation de solidarité) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

– article 5 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 5 : amendement n° 91 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (possibilité de mentionner, dans les insertions d'offres, une préférence quant à la nationalité du candidat) (p. 1558) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 93 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (fin de l'assimilation de l'étranger non muni du titre nécessaire à un travailleur régulièrement engagé) (p. 1559) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 94 de M. Gabriel Domenech soutenu par M. Georges-Paul Wagner (suppression, pour les organisations syndicales représentatives, de la possibilité d'exercer en justice les actions nées en faveur des travailleurs étrangers) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 95 de M. Christian Baeckeroot (revenus de remplacement alloués aux travailleurs de nationalité française ou ressortissants d'un pays membre de la C.E.E.) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 96 de M. Michel de Rostolan (prise en compte de la nationalité des intéressés) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 97 de M. Michel de Rostolan (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 125 de M. Christian Baeckeroot (prolongation possible des durées maximales d'indemnisation) (p. 1560) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 98 de M. Christian Baeckeroot (contribution supplémentaire à la charge des employeurs de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E.) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 99 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (aggravation des peines sanctionnant des fraudes tendant à favoriser l'emploi de travailleurs étrangers) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 100 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) (p. 1561) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 101 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 102 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3,de la Constitution ; amendement n° 103 de M. Christian Baeckeroot (fixation de la proportion de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E. pouvant être employés par les entreprises) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1562) ; amendement n° 104 de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 105 rectifié de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 106 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Christian Baeckeroot (autorisation ministérielle nécessaire à l'entrée et à l'emploi en France de tout étranger non ressortissant de la C.E.E.) (p. 1563) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 107 de M. Michel de Rostolan (personnes employées par une administration publique et liées à elle par un contrat de droit privé) : retiré ; amendement n° 109 de M. Christian Baeckeroot (instauration de caisses Assedic séparées pour les chômeurs de nationalité française et pour les chômeurs étrangers) ; amendement n° 110 de M. Christian Baeckeroot (même objet) ; amendements n° 109 et n° 110 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 112 de M. Chris-

tian Baeckeroot (renforcement de la préférence nationale pour l'emploi dans les zones déclarées « sinistrées » de chômage) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 114 de M. Christian Baeckeroot (allégements fiscaux en faveur des familles dont l'un des conjoints est sans travail) (p. 1564) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 113 de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 129 de M. Christian Baeckeroot (charges déductibles du revenu imposable des personnes employant du personnel occupé à des tâches familiales ou ménagères) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 115 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (autorisation donnée aux entreprises d'embaucher des demandeurs d'emploi pour assurer un service complémentaire en dehors des heures de travail habituelles) (p. 1565) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 116 de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 117 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Gabriel Domenech (bénéfice de l'aide au retour entraînant la perte définitive des droits au séjour et au travail en France) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 118 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Gabriel Domenech (expulsion des personnes ayant enfreint la législation relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 119 de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1566) ; amendement n° 142 de M. Christian Baeckeroot (rôle des régions dans la négociation d'allégements fiscaux en faveur d'entreprises en difficulté) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 144 de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 90 de M. Michel de Rostolan (création d'un titre 1er *bis* « Actions pour la création d'emplois ») : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 143 de M. Christian Baeckeroot (même objet) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Titre II *(actions en faveur des salariés licenciés d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaires).*

Avant l'article 6 : amendement n° 20 de la commission (p. 1567) (extension du bénéfice des conventions de conversion aux salariés des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaires) ; sous-amendement n° 124 de M. Jean Reyssier soutenu par Mme Muguette Jacquaint (participation financière de l'entreprise aux conventions) ; sous-amendement n° 124 et amendement n° 20 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 6 *(assurance des créances résultant de la rupture du contrat de travail des bénéficiaires d'une convention de conversion) :* application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 7 *(assurance de la contribution des employeurs au financement des allocations de conversion) :* amendement n° 21 de la commission (d'harmonisation) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 7 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 8 *(versement au régime d'assurance chômage de l'avance de la contribution de l'employeur au financement des allocations de conversion) :* application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 9 *(extension du bénéfice des conventions de conversion aux salariés des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaires) :* amendement n° 22 de la commission (de suppression) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1568) ;

– article 9 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 9 : amendement n° 23 de la commission (délais prévus pour l'acceptation de la convention de conversion par les salariés dont le licenciement est soumis à autorisation) : sous-amendement n° 137 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) : sous-amendement n° 137 et amendement n° 23 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 10 *(conditions de rupture du contrat de travail des salariés ayant accepté le bénéfice d'une convention de conversion en cas de redressement ou de liquidation judiciaires) :* amendement n° 138 du Gouvernement (de conséquence) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 139 du Gouvernement (de conséquence) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

– article 10 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 10 : amendement n° 145 du Gouvernement (application de la présente loi aux procédures en cours lors de sa publication) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 132 du Gouvernement (imposition de l'aide versée par l'Etat aux chômeurs créant ou reprenant une entreprise) (p. 1569) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Titre : amendement n° 66 de M. Christian Baeckeroot (précisant la portée limitée du projet de loi) : retiré.

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement, demande du Gouvernement de procéder à un seul vote sur l'ensemble du projet de loi modifié par les amendements suivants :

A l'article 1er : amendements nos 1 à 7 de la commission.

A l'article 2 : amendements nos 8 à 13 de la commission et amendement n° 76 de M. Michel Coffineau.

A l'article 3 : amendement n° 16 de la commission.

A l'article 4 : amendements n° 17 rectifié, n° 18 et n° 19 de la commission et n° 133 du Gouvernement.

Après l'article 4 : amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande.

Après l'article 5 : amendements n° 99, n° 101 et n° 102 de M. Michel de Rostolan.

Avant l'article 6 : amendement n° 20 de la commission.

A l'article 7 : amendement n° 21 de la commission.

A l'article 9 : amendement n° 22 de la commission.

Après l'article 9 : amendement n° 23 de la commission modifié par le sous-amendement n° 137 du Gouvernement.

A l'article 10 : amendements n° 138 et n° 139 du Gouvernement.

Après l'article 10 : amendements n° 145 et n° 132 du Gouvernement.

Explications de vote :

Abstention du groupe socialiste : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 1571).

Banalisation du chômage : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 1571) ; *Hage (Georges)* (p. 1572).

Formation (actions de –) : *Jacquot (Alain)* (p. 1572).

Prélèvements obligatoires : *Ceyrac (Pierre)* (p. 1570, 1571).

Socialisme (persistance de l'influence du –) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 1571).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 1572).

Vote positif du Front national : *Ceyrac (Pierre)* (p. 1571).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Jacquot (Alain)* (p. 1573).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi modifié par les amendements suivants :

A l'article 1er : nos 1 à 7.

A l'article 2 : nos 8 à 13 et 76.

A l'article 3 : n° 16.

A l'article 4 : n° 17 rectifié, nos 18, 19 et 133.

Après l'article 4 : n° 123.

Après l'article 5 : nos 99, 101 et 102.

Avant l'article 6 : n° 20.

A l'article 7 : n° 21.

A l'article 9 : n° 22.

Après l'article 9 : n° 23, modifié par le sous-amendement n° 137.

A l'article 10 : n°s 138 et 139.

Après l'article 10 : n°s 145 et 132 (p. 1573).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [19 juin 1987] (p. 2912).

Assedic (versement aux - de l'équivalent de trois mois de salaire en cas de licenciement économique de salariés de cinquante-cinq ans ou plus) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2913) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2913) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2914).

Chômage (politique d'aggravation du -) : *Bordu (Gérard)* (p. 2913, 2914).

Chômeurs créateurs d'entreprises (fiscalité de l'aide aux -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2913) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2913).

Chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2913, 2915) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2913) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2914).

Droit au travail (proposition de loi communiste relative au -) : *Bordu (Gérard)* (p. 2914).

Prélèvements obligatoires : *Gollnisch (Bruno)* (p. 2915).

Privatisations (inconvénients des -) : *Bordu (Gérard)* (p. 2914).

Substitution d'une main-d'œuvre à une autre : *Coffineau (Michel)* (p. 2914).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2915, 2916).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 2916).

Agents non titulaires des collectivités locales

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles et discussion des articles, article 34.

CHÔMEURS

Obligation de recherche d'emploi

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles et discussion des articles, article 33.

CHYPRE

Règlement du conflit

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

CIMETIÈRES ET POMPES FUNÈBRES

2. - Proposition de loi n° 394 tendant à aménager l'exercice du **monopole des pompes funèbres.** (Voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. René André (9 avril 1987).

3. - Proposition de loi n° 644 tendant à **réformer le service extérieur des pompes funèbres.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Guy Le Jaouen. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Sirgue (8 juillet 1987).

CINÉMA

Voir *Culture* **1.**
Lois de finances **4,** culture et communication, communication ; examen du fascicule.

Crise du - français

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, culture : questions.
Questions au Gouvernement **480.**
Questions orales sans débat **311.**

CIRCULATION ROUTIÈRE

Instauration de péage pour l'accès à Paris

Voir *Questions au Gouvernement* **439.**

CITIZEN BAND

Voir *Audiovisuel* **7.**

CLERMONT-FERRAND - LIMOGES

Liaison routière

Voir *Questions orales sans débat* **284.**

CLINIQUES PRIVÉES

Voir *Professions et activités médicales* **6.**

CLUBS SPORTIFS PROFESSIONNELS

Voir *Sports* **2.**

Club de Saint-Etienne

Voir *Sports* **2.**

CODE CIVIL

Voir *Adoption* **3.**
Commerce et artisanat **23.**
Divorce **6.**
Famille **13.**
Justice **6.**

- articles 2279 et 2280

Voir *Droit pénal* **10.**

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Voir *Justice* **6.**

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

Voir *Entreprises* **10.**
Logement et habitat **19, 20.**

CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Voir *Divorce* **6.**
Politique économique et sociale **13.**

CODE DE LA NATIONALITÉ

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3** (DG, EV).
Français, nationalité française **6, 7.**
Questions au Gouvernement **319, 425.**

Commission des sages

Voir *Questions au Gouvernement* **404.**

Enfants nés en Guyane de parents surinamiens

Voir *Questions au Gouvernement* **470.**

CODE DE LA ROUTE

Réglementation de la vitesse sur autoroute

Voir *Questions orales sans débat* **314.**

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Voir *Santé publique* **7.**
Sports **3.**
Vie, médecine et biologie **7.**

CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **9.**
Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **6.**
Prestations familiales **2.**
Santé publique **10.**
Sécurité sociale **9.**

CODE DE L'URBANISME

Voir *Collectivités locales* **8.**
Logement et habitat **8.**
Urbanisme **3.**

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Voir *Justice* **12.**

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Voir *Droit pénal* **14.**
Handicapés **9.**
Justice **8.**
Police et sécurité **4.**
Procédure pénale **7.**

CODE DES COMMUNES

Voir *Cimetières et pompes funèbres* **3.**
Commerce et artisanat **24.**

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **9.**

CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **14, 18, 19.**
Déportés, internés et résistants **5.**

CODE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Voir *Audiovisuel* **7.**

CODE DU TRAVAIL

Voir *Famille* **4.**
Fonctionnaires et agents publics **8.**
Travail **21, 25.**

CODE ÉLECTORAL

Voir *Communes* **10.**
Elections et référendums.
Partis et groupements politiques **5.**

CODE FORESTIER

Voir *Bois et forêts* **5.**

CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

Voir *Baux commerciaux* **4.**
Boissons et alcools **9.**
Famille **4.**
Impôts et taxes **11.**
Logement et habitat **8.**
Urbanisme **3.**

CODE PÉNAL

Voir *Divorce* **5.**
Droit pénal **14.**
Vie, médecine et biologie **7.**

CODE RURAL

Voir *Agriculture* **11.**
Animaux **4.**
Bois et forêts **5.**
Chasse **2.**
Environnement **11.**
Mutualité sociale agricole **2.**
Pêche **1.**

COHABITATION

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3** (D.G., E.V.).

COIFFURE

Voir *Commerce et artisanat* **8.**

COLLECTIVITÉS LOCALES

7. - Projet de loi n° 973 d'amélioration de la **décentralisation** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **351** (1986-1987). - Dépôt le 7 juillet 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° 26 (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Bernard Pellarin. - Avis n° **25** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Jean Faure. - Avis n° **54** (1987-1988). - Discussion les 20, 21 et 22 octobre 1987. - Adoption le 22 octobre 1987. - Projet de loi n° **6.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 octobre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (5 novembre 1987). - Rapport n° **1128** (10 décembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (29 octobre 1987). - Rapporteur pour avis : M. Francis Saint-Ellier (5 novembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. André Rossi (26 novembre 1987). - Discussion les 14, 15 et 16 décembre 1987. - Adoption le 16 décembre 1987. - Projet de loi n° **207.**

Sénat (deuxième lecture) n° **173** (1987-1988). - Dépôt le 16 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et d'administration générale.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1987]. - Réunion le 17 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14772).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Dominique Perben. - Rapport n° **1154** (17 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **225.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **175** (1987-1988). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **74.**

Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 208).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi nº 973 et ceux de la loi

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	Titre premier A (Sénat) Supprimé (A.N.)	TITRE Ier A **Des compétences des gardes champêtres en Alsace-Moselle**	Première lecture : 15 décembre 1987	7401	
	1 A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Compétences des gardes champêtres.	Première lecture : 15 décembre 1987	7401	
		TITRE Ier **Dispositions relatives à la dotation globale d'équipement**	Première lecture : 15 décembre 1987	7416	
1		Répartition du montant des crédits restants.	Première lecture : 15 décembre 1987	7401	1
	1 *bis* (A.N.)	Zones de montagne, remplacement de la conférence d'harmonisation des investissements par une commission consultative pour la répartition de la 2e part de la D.G.F.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7403 7919	2
2		Destination du solde.	Première lecture : 15 décembre 1987	7404	3
3		Répartition de la seconde part de la D.G.E.	Première lecture : 15 décembre 1987	7407	4
	3 *bis* (A.N.)	Limitation des opérations de correction des potentiels fiscaux aux communes soumises à la législation sur les établissements exceptionnels.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7411 7919	5
	3 *ter* (A.N.)	Modalités d'attribution de la dotation de fonctionnement minimale.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7412 7919	6
	3 *quater* (A.N.)	Attributions de la D.G.F. aux agglomérations nouvelles.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	7412 7919	7
	3 *quinquies* (A.N.)	Règime financier des agglomérations nouvelles.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7413 7920	8
		TITRE II **Dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales**			
4		But des interventions.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7417-7426 7920	9
5		Garantie d'emprunt ou cautionnement accordés par une commune.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7433 7920	10
6		Garantie d'emprunt ou cautionnement accordés par un département.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7438 7921	11
7		Garantie d'emprunt ou cautionnement accordés par une région.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7441 7921	12
	7 *bis* (A.N.)	Baux de service public.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7443 7922	13

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE III **Dispositions relatives à la procédure budgétaire au contrôle financier des comptes des collectivités locales**	Première lecture : 15 décembre 1987	7467	
	8 A (Sénat)	Dépenses des communes au titre de services publics.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7445 7922	14
8		Autorisant le maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement en l'absence d'adoption du budget et/ou avant le 31 mars, sur autorisation du conseil municipal.	Première lecture : 15 décembre 1987	7445	15
9		Crédit par dépenses imprévues dans le budget des communes.	Première lecture : 15 décembre 1987	7446	16
10		Inscription au budget des départements d'un crédit pour dépenses imprévues.	Première lecture : 15 décembre 1987	7447	17
11		Inscription au budget des régions d'un crédit pour dépenses imprévues.	Première lecture : 15 décembre 1987	7447	18
	11 *bis* (Sénat)	Excédent reportable.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7447 7922	19
12		Modifications apportées au budget de la commune.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7447 7922	20
13			Première lecture : 15 décembre 1987	7448	21
	13 *bis* (A.N.)	Autorisant le président du conseil régional à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement en l'absence d'adoption du budget.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7448 7922	22
14		Chambre régionale des comptes ; Cour des comptes.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7448 7922	23
	14 *bis* (A.N.)	Compétences de la Cour de discipline budgétaire et financière.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7464 7923	24
	14 *ter* (A.N.)	Confidentialité du travail d'instruction et de préparation accompli par les rapporteurs de la Cour des comptes.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7465 7923	25
	14 *quater* (A.N.)	Fonctionnement des chambres régionales des comptes dans les régions d'outre-mer.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7465 7923	26
	14 *quinquies* (A.N.)	Conditions d'accès à la présidence des chambres régionales des comptes.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7466 7923	27
	14 *sexies* (A.N.)	Règle du prorata temporis applicable à la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7467 7423	28
		TITRE IV **Dispositions relatives à la coopération intercommunale**			
	15 A (Sénat)	Syndicat intercommunal d'études et de programmation.	Première lecture : 15 décembre 1987	7468	29
	15 B (Sénat) Supprimé (A.N.)	Abrogation de l'article L. 153-2 du code des communes.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7469	-
	15 C (Sénat)	Adhésion d'une commune à un syndicat.	Première lecture : 15 décembre 1987	7469	30
	15 D (A.N.)	Conditions dans lesquelles une commune peut se retirer d'un syndicat intercommunal.	Première lecture : 15 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7470 7924	31

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
15		Retrait d'une commune d'un syndicat par suite d'une modification de réglementation.	Première lecture : 15 décembre 1987	7471	32
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
16		Modification des dispositions statutaires relatives à la représentation des communes au comité syndical.	Première lecture : 15 décembre 1987	7474-7525	33
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	16 *bis* (A.N.)	Subordination des décisions relatives aux extensions de compétences ou aux modifications aux mêmes conditions de majorité que celles requises pour la constitution du syndicat.	Première lecture : 15 décembre 1987	7477	34
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
17		Dissolution du syndicat.	Première lecture : 15 décembre 1987	7477	35
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *bis* (Sénat)	Délégués suppléants.	Première lecture : 15 décembre 1987	7478	36
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *ter* A (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 15 décembre 1987	7478	37
	17 *ter* (Sénat)	Lieu de réunion du comité.	Première lecture : 15 décembre 1987	7478	38
	17 *quater* (A.N.)	Abrogation du régime spécial de désignation du maire délégué dans les communes de moins de 30 000 habitants (2e phrase du 2e alinéa du l'art. L. 153-2 du code des communes).	Première lecture : 15 décembre 1987	7478	39
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *quinquies* (A.N.)	Composition et responsabilités du bureau.	Première lecture : 15 décembre 1987	7478	40
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *sexies* (A.N.)	Président du comité.	Première lecture : 15 décembre 1987	7478	41
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *septies* (A.N.)	Adhésion du syndicat à un établissement public de coopération intercommunale.	Première lecture : 15 décembre 1987	7479	42
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *octies* (A.N.)	Transformation d'un district en une communauté urbaine.	Première lecture : 15 décembre 1987	7479	43
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	17 *nonies* (A.N.)	Gardes champêtres intercommunaux.	Première lecture : 15 décembre 1987	7480	44
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
18		Commune d'implantation de barrage réservoir ou de barrage retenue.	Première lecture : 15 décembre 1987	7480	45
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7924	
	18 *bis* A (A.N.)	Possibilités pour les groupements de communes de bénéficier du concours particulier de la D.G. de décentralisation pour bibliothèques municipales.	Première lecture : 15 décembre 1987	7481	46
	18 *bis* (Sénat)	Dispositions relatives à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles.	Première lecture : 15 décembre 1987	7481	47
	Titre IV *bis* (Sénat)	TITRE IV *bis* **De la fonction publique territoriale**			
	18 *ter* (Sénat)	Fixation du taux maximum.	Première lecture : 15 décembre 1987	7484	48
	18 *quater* (Sénat)	Agents à temps non complet.	Première lecture : 15 décembre 1987	7485	49
	18 *quinquies* (Sénat)	Abrogation du dernier alinéa de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.	Première lecture : 15 décembre 1987	7486	50
	18 *sexies* (A.N.)	Emploi de directeur de délégation du centre national de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 15 décembre 1987	7486	51
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7925	
	18 *septies* (A.N.)	Transition entre les commissions paritaires par catégories aux grades de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 15 décembre 1987	7487	52
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7925	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	18 *octies* (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 15 décembre 1987	7487	53
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7925	
	18 *nonies* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Possibilité de détachement des fonctionnaires de l'Etat auprès de parlementaires.	Première lecture : 15 décembre 1987	7487	
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7925	
	18 *decies* (A.N.)	Mise à disposition du représentant de l'Etat dans le département des prestations du labotatoire des services vétérinaires.	Première lecture : 15 décembre 1987	7488	54
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7925	
		TITRE V **Dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique**			
19		Dotation touristique.	Première lecture : 15 décembre 1987	7489 7502	55
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7925	
	19 *bis* (A.N.)	Assouplissement de la réglementation en matière de loto.	Première lecture : 16 décembre 1987	7511	56
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7926	
	19 *ter* (A.N.)	Accord d'un label aux villes ou stations classées touristiques.	Première lecture : 16 décembre 1987	7511	57
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7926	
	Supprimé (A.N.)	TITRE VI **Dispositions relatives aux baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public**	Première lecture : 16 décembre 1987	7514	
	20 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Inaliénabilité et imprescriptibilité des biens du domaine public des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.	Première lecture : 16 décembre 1987	7514	
	21 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Baux emphytéotiques d'immeubles compris dans les dépendances du domaine privé des collectivités territoriales et de leurs groupements.	Première lecture : 16 décembre 1987	7514	
	22 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Durée des clauses de baux emphytéotiques.	Première lecture : 16 décembre 1987	7515	
	23 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Bail à construction.	Première lecture : 16 décembre 1987	7515	
	24 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Durée du bail à construction.	Première lecture : 16 décembre 1987	7515	
	25 (Sénat)	Taxe de séjour.	Première lecture : 16 décembre 1987	7516	58
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7926	
	26 (Sénat)	Institution d'une taxe additionnelle par le conseil général.	Première lecture : 16 décembre 1987	7519	59
	Titre VII (Sénat) Supprimé (Sénat)	TITRE VII **Dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles**	Première lecture : 16 décembre 1987	7519	
	27 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Communautés ou syndicats d'agglomérations nouvelles.	Première lecture : 16 décembre 1987	7519	
	28 (A.N.) Supprimé	Extension aux collectivités territoriales ou aux groupements des collectivités territoriales des dispositions applicables aux dons et legs faits aux musées nationaux.	Première lecture : 16 décembre 1987	7520	
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7926	
	29 (A.N.) Supprimé	Actualisation du régime applicable en Alsace-Lorraine en matière d'entretien des presbytères.	Première lecture : 16 décembre 1998	7521	
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7926	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	30 (A.N.)	Prorogation du délai d'application des règles du C.O.S.	Première lecture : 16 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7521	60
	31 (A.N.)	Mention de l'ordre du jour dans les convocations au conseil municipal dans les communes de plus de 3 500 habitants.	Première lecture : 16 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7522 7926	61
		TITRE VIII **Dispositions relatives au droit de la chasse en Alsace-Lorraine**	Première lecture : 16 décembre 1987	7525	
	32 (A.N.) Supprimé	Réaménagement du droit de chasse dans les départements de l'Est.	Première lecture : 16 décembre 1987 C.M.P. : 16 décembre 1987	7524 7926	

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1987 (p. 7338, 7365)].

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (P.S.) (p. 7346) : *Derosier (Bernard)* (p. 7346 à 7350) ; *Raynal (Pierre)* (R.P.R., inscrit contre) (p. 7350, 7351) ; *Galland (Yves)* (ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales) (p. 7350 à 7352) ; rejetée au scrutin public (7352).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (P.S.) (p. 7365) : *Vadepied (Guy)* (p. 7365 à 7369) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (U.D.F., inscrit contre) (p. 7369, 7370) ; rejetée au scrutin public (p. 7370).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (P.S.) (p. 7365) : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7385 à 7387) ; *Perben (Dominique)* (rapporteur) (p. 7387) ; rejetée au scrutin public (p. 7388).

Barrages réservoirs de l'Aube (péréquation de la taxe professionnelle au profit des communes d'implantation) : *Micaux (Pierre)* (p. 7373).

Baux de longue durée : *Galland (Yves)* (p. 7341) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7377).

C.A.E.C.L. : *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7366, 7367).

C.N.R.A.C.L. : *Vadepied (Guy)* (p. 7366).

Compensation des charges de décentralisation (notamment pour les établissements universitaires et scolaires ; Seine-et-Marne) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7371) ; *Vivien (Alain)* (p. 7397) ; *Galland (Yves)* (p. 7397).

Communes rurales et de montagne : *Micaux (Pierre)* (p. 7372) ; *Besson (Louis)* (p. 7383) ; *Galland (Yves)* (p. 7397, 7400).

Communes touristiques :

- communes classées : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 7346).

- dotation touristique (DGF) : *Galland (Yves)* (p. 7341) ; *Perben (Dominique)* (p. 7343) ; *Rossi (André)* (p. 7344, 7345) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 7345, 7346) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7366) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7381) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7386, 7387).

- taxe de séjour : *Galland (Yves)* (p. 7341, 7399, 7400) ; *Rossi (André)* (p. 7345) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 7346) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7381).

Concours de l'Etat aux collectivités locales : *Pasqua (Charles)* (p. 7338) ; *Raynal (Pierre)* (p. 7350) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7371).

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes ; contrôle des associations) : *Galland Yves* (p. 7340, 7352, 7396, 7400, 7401) ; *Perben (Dominique)* (p. 7342, 7343) ; *Rossi (André)* (p. 7344) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7348) ; *Raynal (Pierre)* (p. 7351) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7365) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7369) ; *Legras (Philippe)* (p. 7370) ; *Micaux (Pierre)* (p. 7373) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7375) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7376, 7377) ; *Richard (Alain)* (p. 7378, 7379) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7386, 7387).

Coopération intercommunale :

- commission Barbier au Sénat : *Galland (Yves)* (p. 7341, 7352, 7397) ; *Perben (Dominique)* (p. 7343) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Banrepaux (Augustin)* (p. 7381) ;

- commission de conciliation : *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7376) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7381).

- en milieu urbain : *Vadepied (Guy)* (p. 7368).

- retrait d'une commune : *Galland (Yves)* (p. 7340, 7397, 7398) ; *Perben (Dominique)* (p. 7343) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7376) ; *Herlory (Guy)* (p. 7376) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7385).

- rôle de la - : *Rossi (André)* (p. 7344) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7366, 7368) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7369, 7370) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7377) ; *Banrepaux (Augustin)* (p. 7381, 7382) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7386, 7387) ; *Galland (Yves)* (p. 7397).

- syndicalisme optionnel : *Galland (Yves)* (p. 7340, 7399, 7400) ; *Perben (Dominique)* (p. 7342, 7343) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7368) ; *Legras (Philippe)* (p. 7370) ; *Micaux (Pierre)* (p. 7373) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7376) ; *Herlory (Guy)* (p. 7376).

Cour des Comptes (mission permanente d'inspection des chambres régionales) : *Rossi (André)* (p. 7344) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7375).

D.D.C.L. (procédure des -) : *Rossi (André)* (p. 7343).

Décentralisation (amélioration ou remise en question de la -) : *Pasqua (Charles)* (p. 7338, 7339) ; *Perben (Dominique)* (p. 7341, 7387) ; *Derosier (Bernard)* (p. 6346, 7347 à 7350) ; *Raynal (Pierre)* (p. 7350) ; *Galland (Yves)* (p. 7351, 7396) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7365, 7366, 7369) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7369) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7370, 7371) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7373, 7374) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7376, 7377) ; *Bauvet (Henri)* (p. 7377) ; *Josselin (Charles)* (p. 7380) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7380, 7381) ; *Vivien (Alain)* (p. 7382, 7383) ; *Besson (Louis)* (p. 7383) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7385).

D.G.E. :

- des communes : *Galland (Yves)* (p. 7339, 7351) ; *Perben (Dominique)* (p. 7341, 7342) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7347, 7348) ; *Raynal (Pierre)* (p. 7350) ; *Legras (Philippe)* (p. 7370) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7376) ; *Besson (Louis)* (p. 7383, 7400) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7384).

- des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) : *Galland (Yves)* (p. 7379, 7351, 7396) ; *Perben (Dominique)* (p. 7342) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7348) ; *Raynal (Pierre)* (p. 7350) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7367) ; *Legras (Philippe)* (p. 7370) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7372) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7376) ; *Besson (Louis)* (p. 7383, 7384, 7400) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7384).

D.G.F. (réforme de la - ; mise en œuvre) : *Vadepied (Guy)* (p. 7365) ; *Richard (Alain)* (p. 7379) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7381) ; *Galland (Yves)* (p. 7399).

Elu local (statut de l'-) : *Vadepied (Guy)* (p. 7365, 7368) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7369) ; *Legras (Philippe)* (p. 7370).

Endettement des communes et départements : *Rossi (André)* (p. 7344) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7371, 7372) ; *Galland (Yves)* (p. 7397).

Equipement local (financement de l'- ; financements croisés) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7372) ; *Josselin (Charles)* (p. 7380).

Fiscalité locale (et dépenses) : *Rossi (André)* (p. 7345) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7371) ; *Herlory (Guy)* (p. 7376) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7384, 7387) ; *Galland (Yves)* (p. 7399).

Fiscalité locale (imposition du foncier non bâti) : *Raynal (Pierre)* (p. 7351) ; *Micaux (Pierre)* (p. 7373).

Fiscalité locale (liens entre les taux des différents impôts) : *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7366) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7372).

Fiscalité régionale : *Richard (Alain)* (p. 7379).

Fonction publique territoriale :

- centres de gestion (cotisations aux - et missions des -) : *Galland (Yves)* (p. 7341) ; *Perben (Dominique)* (p. 7343) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7377) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7387).

- statut de la - : *Derosier (Bernard)* (p. 7349) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7368) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7377).

Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle : *Vadepied (Guy)* (p. 7366) ; *Richard (Alain)* (p. 7380) ; *Josselin (Charles)* (p. 7380).

Groupements de communes à fiscalité propre (péréquation fiscale) : *Richard (Alain)* (p. 7379) ; *Galland (Yves)* (p. 7398).

Interventions économiques des collectivités locales :

- bilan des - : *Galland (Yves)* (p. 7352) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7367) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7369) ; *Legras (Philippe)* (p. 7370) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7374) ; *Bouvet (Henri)* (p. 7378) ; *Besson (Louis)* (p. 7383) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7384, 7385).

- entreprises en difficulté : *Galland (Yves)* (p. 7339, 7396, 7398, 7399) ; *Perben (Dominique)* (p. 7343) ; *Rossi (André)* (p. 7344) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7348) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7365) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7374) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7377) ; *Josselin (Charles)* (p. 7380) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7385).

- établissements de crédit garantissant des emprunts (participation des collectivités locales au capital des -) : *Perben (Dominique)* (p. 7342) ; *Rossi (André)* (p. 7344) ; *Herlory (Guy)* (p. 7376) ; *Bouvet (Henri)* (p. 7378) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7386).

- garanties d'emprunt (logement social ; associations) : *Galland (Yves)* (p. 7339, 7340, 7399) ; *Perben (Dominique)* (p. 7342, 7343) ; *Raynal (Pierre)* (p. 7350) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7374, 7375) ; *Herlory (Guy)* (p. 7376) ; *Bessan (Louis)* (p. 7383) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7385, 7386).

- porcelaines Giraud : *Bouvet (Henri)* (p. 7378) ; *Galland (Yves)* (p. 7378, 7379).

- sociétés d'économie mixte locale : *Delebarre (Michel)* (p. 7375) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7385).

- société Motobécane (sauvetage de la -) : *Vadepied (Guy)* (p. 7367).

Nombre de communes (réduction du -) : *Bouvet (Henri)* (p. 7378).

Planification : *Josselin (Charles)* (p. 7380).

Préfet (rôle du -) : *Josselin (Charles)* (p. 7380).

Procédure budgétaire des collectivités locales : *Galland (Yves)* (p. 7340) ; *Perben (Dominique)* (p. 7342) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7348) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7367, 7368) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7369) ; *Micaux (Pierre)* (p. 7372) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7375).

Rapport Steib : *Herlory (Guy)* (p. 7376).

Services publics industriels et commerciaux (contribution des communes) : *Micaux (Pierre)* (p. 7373) ; *Galland (Yves)* (p. 7397).

Villes nouvelles (éligibilité à la D.G.F.) : *Galland (Yves)* (p. 7341) ; *Perben (Dominique)* (p. 7343) ; *Richard (Alain)* (p. 7379) ; *Vivien (Alain)* (p. 7382) ; *Galland (Yves)* (p. 7398).

Zones de montagne (sections de communes) : *Raynal (Pierre)* (p. 7351).

Discussion des articles [15 décembre 1987] (p. 7401, 7426, 7464), [16 décembre 1987] (p. 7502).

Avant l'article 1er A : amendement n° 62 de la commission (intitulé du titre Ier A) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 1er A.

Article 1er A *(compétences des gardes champêtres en Alsace-Moselle) :* exercice des fonctions de garde champêtre dans le cadre d'un groupement de communes ; amendement n° 61 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 1er A *(suite)* : amendement n° 62 de la commission **précédemment réservé** (suppression de l'intitulé du titre Ier A : « des compétences des gardes champêtres en Alsace-Moselle ») : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du titre Ier A est supprimé.

Titre Ier :

Avant l'article 1er : amendement n° 63 de la commission (intitulé du titre Ier) : réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 3.

Article 1er *(dotation globale d'équipement des communes ; importance de la seconde part) :* coopération intercommunale ; composition du groupe de travail présidé au Sénat par M. Barbier (p. 7401) ; hypothèse pour les groupements de communes à fiscalité propre de bénéficier d'une majoration du taux de la D.G.E. pour réaliser des équipements intercommunaux ; amendement n° 195 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; possibilité pour les communes de moins de 2 000 habitants de choisir entre le taux de concours et les subventions spécifiques ; nécessité d'une augmentation de la D.G.E. : rejeté ; amendement n° 125 de M. Augustin Bonrepaux (prévoyant que lors de chaque renouvellement des conseils municipaux, les communes et les groupements de moins de 2 000 habitants peuvent opter pour l'attribution de la D.G.E. au titre de la première part pour une période de six ans) (p. 7402) ; stabilité de la répartition des deux parts de la D.G.E. ; problème des communes centres et des chefs-lieux de canton dans les zones rurales : rejeté ;

- article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 236 de M. Jean Briane (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements, la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E., pour améliorer l'organisation des services publics en montagne en développant leur polyvalence notamment) ; non-fonctionnement de la conférence d'harmonisation des investissements (p. 7403) ; problème de la polyvalence ; sous-amendement n° 240 du Gouvernement (renvoyant l'harmonisation des services publics en montagne à une commission dont la composition est fixée par décret) ; sous-amendement n° 240 : adopté ; amendement n° 236 : adopté après modification.

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements)* (p. 7404) : amendement n° 196 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; nécessité d'un rattrapage de la D.G.E. : rejeté ; amendement n° 39 de M. Adrien Durand (précisant que les modalités d'attribution de la deuxième part de la D.G.E. s'appliqueront dès l'exercice 1987) ; répartition pour 1987 étant déjà faite : retiré (p. 7405) ; amendement n° 126 de M. Bernard Derosier (kilométrage de la voirie départementale) : rejeté ; amendement n° 127 de M. Maurice Adevah-Pœuf (effort contributif des départements) ; cotisations à la C.N.R.A.C.L. (p. 7406) : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) ;* potentiel fiscal par habitant ; nombre d'habitants décomptés par résidence secondaire ; possibilité pour la répartition de la seconde part de la D.G.E. de prendre en compte le double de la longueur de voirie en zone de montagne comme c'est le cas pour la première part ; possibilité d'étendre les régles d'attribution de la D.G.F. minimale des départements en retenant les mêmes critères d'éligibilité (p. 7407) ; problème de l'entretien de la voirie rurale et communale ; disparition du fonds spécial d'investissement routier ; amendement n° 197 de M. Daniel Le Meur (de suppression) :

rejeté ; amendement n° 128 de M. Bernard Derosier (kilométrage de voirie départementale) ; majoration en fonction du potentiel fiscal ; nombre d'habitants décomptés par résidence secondaire ; hypothèse tendant à ce que les critères retenus pour la D.G.F. minimale soient les mêmes que ceux retenus pour la D.G.E. ; fonds spécial d'investissement routier ayant été supprimé : rejeté (p. 7408) ; amendement n° 129 de M. Maurice Adevah-Pœuf (critère de l'importance de l'effort contributif) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Adrien Durand (tendant à l'application, dès l'exercice 1987, des modalités d'attribution de la seconde part de la D.G.E.) : retiré ;

– article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 43 de M. Jean Briane soutenu par M. Pierre Raynal (assurant une dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7409) ; coopération intercommunale ; aide aux petites communes (p. 7410) : retiré ; amendement n° 10 de M. Alain Moyne-Bressand (prise en compte de la majoration de base pour toutes les communes bénéficiaires du fonds départemental de la taxe professionnelle) ; amendement n° 42 rectifié de M. Jean Briane (tendant à limiter les opérations de correction des potentiels fiscaux aux seules communes soumises à la législation sur les établissements exceptionnels) ; amendement n° 10 : non soutenu puis repris par la commission ; D.G.F. minimale pour les petites communes ; dotation en faveur de la coopération intercommunale ; amendement n° 42 rectifié : retiré puis repris par M. Louis Besson ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 42 rectifié : devenu sans objet (p. 7411) ; amendement n° 41 de M. Jacques Barrot (tendant à modifier les conditions d'attribution de la D.G.F. minimale des départements en alignant celle-ci sur les conditions d'éligibilité et de majoration pour insuffisance de potentiel fiscal de la première et de la deuxième part de la D.G.E.) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (dotation globale de fonctionnement des communautés ou syndicats d'agglomérations nouvelles) (p. 7412) ; sous-amendement n° 228 de M. Alain Richard (tendant à resserrer les écarts de fiscalité entre les communes des agglomérations nouvelles en renvoyant une part de la dotation prélevée sur la taxe professionnelle à celle des communes membres qui ont la part de ressources la plus faible) (p. 7413) ; débat sur la rectification du sous-amendement n° 228 rectifié ; sous-amendement n° 228 repris par le Gouvernement sous forme d'amendement après rectification ; amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 228 rectifié : adopté ; amendement n° 165 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant à permettre l'accès au fonds de compensation de la T.V.A. aux collectivités locales ayant donné mandat à des organismes de droit privé pour certains investissements) (p. 7414) ; liste des opérations sous mandat éligibles au fonds de compensation pour la T.V.A. (p. 7415) : rejeté au scrutin public.

Avant l'article 1er *(suite) :* amendement n° 63 **précédemment réservé** (intitulé du titre Ier : dispositions relatives au concours financier de l'État aux collectivités locales) (p. 7416) : adopté.

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés)* (p. 7417) ; enquête demandée aux préfets sur les interventions économiques des collectivités locales, notamment en faveur des entreprises en difficulté ; nombre d'entreprises ayant pu demeurer en activité grâce à l'intervention des maires (p. 7418) ; échec de certaines mesures en faveur des entreprises en difficulté ; cas de Manufrance à Saint-Étienne ; possibilité d'aides indirectes et de garantie d'emprunts ; intervention en faveur des porcelaines Giraud ; (p. 7419) ; amendements n° 130 de M. Michel Delebarre et n° 198 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; conversion de la région Nord-Pas-de-Calais ; entreprise Arno ; problème des grandes villes ayant des capacités supérieures à celles des départements (p. 7427) ; compétences des départements pour intervenir en faveur des entreprises en difficulté ; interventions indirectes et octroi d'emprunts ; fonds de garantie étant utile à la création d'entreprises (p. 7428) ; socialisme municipal ; coût des interventions en faveur de Manufrance ; rejetés au scrutin public ; *rappel au règlement* de M. Maxime Gremetz (p. 7429) ; amendement n° 131 de M. Michel Delebarre (intervention des communes par le biais de conventions signées avec d'autres collectivités concernées en faveur d'entreprises en difficulté) ; *rappel au règlement* de M. Bernard Deschamps : rejeté (p. 7430) ; amendement n° 132 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (possibilité pour les communes dont le potentiel fiscal est suffisant d'aider des entreprises en difficulté) ; problème n'étant pas un problème de potentiel fiscal mais de niveau de compétence : rejeté ; amendement n° 133 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Michel Delebarre (modalités d'intervention des départements dans le domaine économique en faveur des entreprises) : rejeté ; amendement n° 47 de la commission des finances (intervention des départements en faveur des entreprises en difficulté) ; amendement n° 66 de la commission (même objet dans le cadre de conventions avec d'autres départements ou régions concernées) (p. 7431) ; amendement n° 47 : adopté ; amendement n° 66 : devenu sans objet ; amendement n° 134 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Guy Vadepied (suppression de la consultation préalable pour l'attribution par les régions d'aides directes ou indirectes à des entreprises en difficulté) : rejeté ; amendement n° 67 de la commission et n° 48 de la commission des finances (interventions de la région pour les entreprises en difficultés) (p. 7432) ; adoptés ;

– article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes) :* octroi de garantie d'emprunt par les collectivités territoriales pour des opérations de construction, acquisitions ou améliorations de logements sociaux ; loi de finances pour 1988 ayant séparé le prêt accordé par la caisse des dépôts et les aides octroyées par l'État ; entreprises ayant besoin de l'aide des collectivités ; non remboursement de la T.V.A. pour la création de zones d'activités par des intermédiaires mandatés ; suppression de certaines aides économiques par les régions (p. 7433) ; pouvoir discrétionnaire de la commission des finances pour juger de la recevabilité d'un amendement ; amendements déposés par le groupe socialiste visant à faire sortir du champ des nouvelles limitations sur les garanties d'emprunt, les associations visées à l'article 238 *bis* du code général des impôts et les sociétés d'économie mixte locales ; modification du système d'aide au financement du logement social ; amendement n° 135 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Bernard Derosier et n° 199 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; baisse des garanties d'emprunt accordées par les communes ; restrictions apportées au cautionnement d'une personne morale remettant en cause l'existence du secteur associatif et touristique et des sociétés d'aménagement ; réglementation sur la constitution des fonds de garantie (p. 7434) ; absence de dérogation prévue en faveur des associations ; associations de tourisme social ; nécessité d'introduire, pour les communes, des ratios financiers prudentiels ; fonds de garantie ; rejetés ; amendements n° 25 rectifié du Gouvernement et n° 69 de la commission (exclusion du champ d'application des dispositions qui limitent la quotité générale pour une collectivité locale de garantir des emprunts, des organismes d'intérêt général entrant dans le champ d'application de l'article 238 *bis* du code général des impôts) (p. 7435) ; sous-amendements oraux proposés par M. Maurice Adevah-Pœuf sur chacun de ces deux amendements (associations) et (sociétés d'économie mixte locales) ; sous-amendement oral à l'amendement n° 25 rectifié (associations) : rejeté ; sous-amendement oral à l'amendement n° 25 rectifié (sociétés d'économie mixte) : rejeté ; amendement n° 25 rectifié : adopté ; amendement n° 69 et sous-amendements oraux de M. Maurice Adevah-Pœuf s'y rapportant : devenus sans objet ; amendement n° 242 du Gouvernement (financement du logement social) ; adopté ; amendement n° 138 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Guy Vadepied (tourisme social) (p. 7436) ; rejeté ; amendement n° 68 de la commission et n° 139 corrigé de M. Michel Delebarre soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (précisant que les sociétés anonymes dont l'objet est d'accorder des garanties d'emprunts sont régies par la loi sur les sociétés commerciales) : adoptés ; amendement n° 141 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (représentation des communes au sein du conseil d'administration de l'établissement gérant les fonds de garantie) : adopté (p. 7437) ; amendement n° 140 de M. Maurice Adevah-Pœuf (prévoyant les placements des sommes des fonds de garantie) ; application de la loi bancaire de 1984 à ces fonds : rejeté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(garantie d'emprunts par les départements)* (p. 7438) ; problème de l'équipement des zones rurales ; amendements n° 142 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Bernard Derosier et n° 200 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejetés ; amendement n° 26 rectifié du Gouvernement (p. 7439) et amendements n° 70 de la commission et n° 144 rectifié de M. Michel Delebarre (garantie en

faveur des associations) ; amendement n° 26 rectifié : adopté ; amendements n° 70 et 144 rectifié : devenus sans objet ; amendement n° 143 rectifié de M. Michel Delebarre (sociétés d'économie mixte locales) : rejeté ; amendement n° 145 rectifié de M. Michel Delebarre (tourisme social) : rejeté ; amendement n° 243 du gouvernement (logement social) : adopté ; amendement n° 71 de la commission et n° 149 corrigé de M. Bernard Derosier (fonds de garantie étant régis par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) : adoptés ; amendement n° 154 de Michel Delebarre (participation des départements aux conseils d'administration des fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme) (p. 7440) : adopté ; amendement n° 150 de M. Maurice Adevah-Pœuf (placement des sommes disponibles) : rejeté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions)* : amendement n° 155 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Bernard Derosier et n° 201 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejetés ; amendement n° 27 rectifié du Gouvernement (organismes d'intérêt général visé à l'article 238 *bis* du code général des impôts) (p. 7441) ; amendement n° 72 de la commission (même objet) ; amendement n° 157 rectifié de M. Michel Delebarre (même objet) ; amendement n° 27 rectifié : adopté ; amendements n° 72 et 157 rectifié : devenus sans objet ; amendement n° 156 rectifié de M. Michel Delebarre (sociétés d'économie mixte locales) : rejeté ; amendement n° 158 rectifié de M. Michel Delebarre (tourisme social) : rejeté ; amendement n° 244 du Gouvernement (logement social) : adopté ; amendement n° 73 de la commission et n° 162 de M. Michel Delebarre (fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme étant régis par la loi de 1966 sur les sociétés commerciales) : adoptés ; amendement n° 164 de M. Michel Delebarre (participation des régions aux conseils d'administration des fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme) : adopté ; amendement n° 163 de M. Maurice Adevah-Pœuf (placement des sommes disponibles) (p. 7442) : rejeté.

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 74 de la commission (baux de longue durée ; limitation de ces nouvelles dispositions aux baux emphytéotiques et exclusion des baux à construction) (p. 7443) ; adopté ; amendement n° 219 de M. Michel Debré (autorisation préalable à l'émission par les collectivités locales d'emprunts en devises) : non soutenu ; amendement n° 227 de M. Alain Lamassoure (possibilité pour les communes de concéder la distribution du gaz sur leur territoire) : retiré ; amendement n° 239 de M. Jean-Pierre Bechter (possibilité pour les départements de concéder, sous certaines conditions, le droit de faire réaliser des aménagements de production d'énergie hydraulique d'une puissance supérieure à 8 000 kWh (p. 7444) ; non soutenu.

Avant l'article 8 A : amendement n° 75 de la commission (intitulé du titre III) : réservé jusqu'aprés la discussion des amendements portant articles additionnels aprés l'article 14.

Article 8 A *(budget des services publics locaux à caractère industriel ou commercial)* : amendement n° 202 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté ; amendement n° 231 du Gouvernement (application des possibilités de dérogation à la règle de l'équilibre financier aux régies et non seulement aux services concédés ou affermés et prévoyant un cas supplémentaire de dérogation lorsque, après une période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge part le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 8 A.

Article 8 *(engagement des défenses d'investissement avant le vote du budget primitif)* (p. 7445) amendement n° 203 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Paul Merciera (de suppression) : rejeté ;

- article 8 : adopté.

Article 9 *(inscription au budget des communes des départements et des régions d'un crédit pour dépenses imprévues ou dépenses d'investissements)* : amendement n° 204 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) opportunité du taux de 7,5 p. 100 ; rejeté ;

- article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 1 de Mme Christine Boutin (prévoyant que, lorsque le maire propose au conseil municipal, l'inscription d'une dépense nouvelle à la section d'investissement, il accompagne celle-ci d'une prévision pluriannuelle portant sur les dépenses de fonctionnement consécutives à l'engagement de celle-ci) : retiré (p. 7446).

Article 10 *(inscription au budget des départements d'un crédit pour dépenses imprévues)* : amendement n° 205 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(inscription au budget des régions d'un crédit pour dépenses imprévues)* : amendement n° 206 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté ;

- article 11 : adopté.

Article 11 *bis* *(définition de l'équilibre budgétaire)* : amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 11 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(ajustement de crédits au cours de la journée complémentaire)* : amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : retiré amendement n° 78 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté (p. 7447).

Article 13 *(ajustement de crédits autour de la journée complémentaire pour les départements)* : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 238 de M. Philippe Legras (précisant les conditions dans lesquelles, lorsque la section d'investissement du budget comporte des autorisations de programme et des crédits de paiement, le président du conseil régional peut, jusqu'à l'adoption ou à son règlement, liquider et mandater les dépenses d'investissements correspondantes aux autorisations de programmes ouvertes au cours des exercices antérieurs) : adopté.

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* (p. 7448) ; principes de liberté et de responsabilité des collectivités locales ; droit d'évocation et de réformation de la chambre régionale des comptes (p. 7449) ; relations entre la chambre régionale des comptes et le T.P.G. ; problèmes des emprunts émis en devises par les collectivités locales ; cas des emprunts en ECU (p. 7450) ; poursuite du débat sur la substitution des T.P.G. aux chambres régionales des comptes et le droit d'évocation et de réformation de ces dernières ; amendement n° 166 de M. Alain Richard soutenu par M. Bernard Derosier et 208 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; T.P.G. et receveurs travaillant comme délégataires des chambres régionales dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions (p. 7551) ; problème des emprunts en ECU et en devises des collectivités locales ; ville de Saint-Etienne ayant contracté un emprunt en francs suisses pour faire face aux difficultés de Manufrance (p. 7452) ; transmission automatique des dossiers délicats par le T.P.G. à la chambre régionale des comptes ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 226 de la commission (suppression du critére financier pour soumettre l'apurement des comptes auprès des T.P.G.) : en conséquence, l'amendement n° 37 de M. René Beaumont : devient sans objet amendement n° 79 de la commission soutenu par M. Alain Lamassoure (publicité des conclusions de la chambre régionale des comptes) (p. 7453) ; rejeté amendement n° 49 de la commission des finances (tendant à supprimer les dispositions prévoyant l'insertion dans le rapport public de la Cour des comptes d'observations relatives aux contrôles exercés par les chambres régionales des comptes) : rejeté amendement n° 50 de la commission des finances (suppression de la mission d'inspection des chambres régionales des comptes) : rejeté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté (p. 7454).

Après l'article 14 : amendement n° 121 rectifié de M. Alain Lamassoure (cour de discipline budgétaire) (p. 7464 ; adopté ; amendement n° 120 de M. Alain Lamassoure (confidentialité des travaux d'instruction et de préparation accomplis par les rapporteurs de la Cour des comptes avant que les rapports ne soient soumis à la décision de la Cour) : adopté ; amendement n° 122 de M. Alain Lamassoure (règle de quorum pour les chambres régionales des comptes dans les régions d'outre-mer) : adopté ; amendement n° 119 de M. Alain Lamassoure (conditions d'accès à la présidence des chambres régionales des comptes) (p. 7465) ; intervention de M. Maurice

Adevah-Pœuf sur l'ordre du jour ; débat sur la substitution du T.P.G. aux chambres des comptes pour l'apurement des comptes des petites communes et sur le droit d'évocation et de réformation de cette dernière (p. 7466) ; existence de problèmes relationnels entre les chambres régionales des comptes et un certain nombre de communes : adopté ; amendement n° 241 du Gouvernement (taxe applicable aux emplacement publicitaires) : adopté.

Avant l'article 8 A (suite) : amendement n° 75 de la commission précédemment réservé (intitulé du titre III) : adopté.

Titre IV : *dispositions relatives à la coopération intercommunale.*

Article 15 A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation)* (p. 7467) ; amendement n° 167 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Guy Vadepied (de suppression) : rejeté ; amendement n° 11 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Pierre Micaux (durée d'activité des S.I.E.P.) (p. 7468) ; retiré ; amendement n° 12 de M. Jean Rigaud (délai d'existence des syndicats intercommunaux d'études et de programmation) : non soutenu ;

– article 15 A : adopté.

Article 15 B *(élection des maires délégués dans les communes associées) :* amendement n° 81 de la commission (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 15 C *(institution du syndicalisme « à la carte » ; coopération intercommunale) :* autorisation de la sortie d'une commune d'un syndicat intercommunal aux motifs qu'elle n'est plus concernée après modification de la réglementation (p. 7469) ; problème des communes pouvant sortir d'un syndicat lorsqu'il y a atteinte à l'un de leurs intérêts essentiels ; rôle d'arbitrage du préfet pouvant juger l'opportunité du bien-fondé des raisons invoquées par une commune pour se retirer d'un syndicat intercommunal ;

– article 15 C : adopté.

Après l'article 15 C : amendement n° 82 de la commission (création d'une commission de conciliation intercommunale) ; amendement n° 169 de M. Alain Richard soutenu par M. Bernard Derosier (même objet) (p. 7470) ; sous-amendement oral du Gouvernement (prévoyant que la commission de conciliation est obligatoirement saisie par le représentant de l'Etat dans le département avant qu'il ne se prononce sur une demande de retrait d'un syndicat de communes) ; sous-amendement : adopté ; amendement n° 82 : adopté après modifications ; en conséquence l'amendement n° 169 devient sans objet.

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation) :* groupe de travail du sénateur Barbier ; pouvoir discrétionnaire du représentant de l'Etat pouvant autoriser la sortie d'une commune d'un syndicat passant outre à l'avis du comité syndical (p. 7471) ; coopération intercommunale ; nécessité d'aider les communes à s'associer par une majoration des aides à l'investissement ; subvention aux fusions de communes ; question sur l'application des conditions de retrait aux syndicats mixtes ; syndicat d'électrification ; organismes de coopération communale à fiscalité propre ; district ; amendements n° 13 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Pierre Micaux, n° 170 de M. Michel Delebarre et n° 209 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 7472) ; rejetés ; amendement n° 171 de M. Alain Richard soutenu par M. Bernard Derosier (de conséquence) (p. 7473) ; rejeté ; amendement n° 168 de M. Michel Delebarre (précisant que les conditions de retrait en matière financière et patrimoniale sont fixées après avis du comité syndical et du conseil municipal de la commune intéressée) : rejeté ; amendement n° 83 de la commission (suppression des dispositions relatives au paiement des emprunts par la commune qui s'est retirée et au syndicat de distribution d'électricité) : adopté ;

– article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsqu'un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale) :* notion d'intérêt essentiel (P. 7474) ; cas des communes cherchant à sortir d'un groupement à la suite d'un bouleversement financier dû à une implantation ; syndicats d'électrification ; amendement n° 14 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Germain Gengenwin, n° 172 de M. Alain Richard et n° 210 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 7475) ; notion d'intérêt essentiel se limitant aux compétences transférées à la contribution et à la représentation des communes ; coopération et développement des zones rurales ; compétences et formation des élus ; communes sortant du syndicat devant payer une participation à la coopération, tant en investissement qu'en fonctionnement si nécessaire (p. 7476) ;

– demande du Gouvernement tendant à la réserve de l'article 16 et des amendements s'y rapportant jusqu'après la discussion des amendements portant articles additionnels après l'article 27.

Après l'article 16 : amendement n° 90 rectifié de la commission (subordonnant les décisions relatives aux extensions de compétences ou aux modifications des conditions initiales de fonctionnement ou de durée du syndicat de communes aux mêmes conditions de majorité que celles qui sont requises pour sa constitution) : adopté.

Article 17 *(dissolution d'office d'un syndicat de communes) :* problème des syndicats fantômes ; inopportunité d'accorder aux tiers des conseils municipaux des communes membres un droit de veto leur permettant de s'opposer à la dissolution ; nécessité pour le préfet d'agir après avis de la commission de conciliation ; amendement n° 211 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : retiré ; amendement n° 91 de la commission (suppression de la disposition selon laquelle la dissolution d'office ne peut intervenir si plus du tiers des conseils municipaux des communes membres s'y opposent) ; problème des syndicats inactifs gardant leurs compétences et qu'une commune ne peut de ce fait exercer ; adopté ;

– article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *bis* *(institution de délégués suppléants au sein du comité syndical)* (p. 7477) ; suppléance avec voix délibérative ;

– article 17 *bis* : adopté.

Après l'article 17 *bis* : amendement n° 92 de la commission (de coordination) : adopté.

Article 17 *ter* *(lieu de réunion du syndicat) :* adopté.

Après l'article 17 *ter* : amendement n° 94 de la commission (désignation du maire délégué dans les communes associées de moins de 30 000 habitants) : adopté ; amendement n° 95 de la commission et n° 6 de M. Jean-Jacques Hyest (précisant la composition du bureau du comité syndical et définissant ses attributions) (p. 7478) ; adoptés ; amendement n° 96 de la commission et n° 7 de M. Jean-Jacques Hyest (définissant les compétences du président du comité syndical) : adoptés ; amendement n° 97 de la commission et n° 8 de M. Jean-Jacques Hyest (subordonnant l'adhésion d'un syndicat à un autre établissement public de coopération intercommunale aux règles de majorité prévues à l'article L. 163-1 du code des communes pour la constitution d'un syndicat) : adoptés ; amendement n° 225 de M. Henri Bouvet (transformation d'un district en communauté urbaine) (p. 7479) ; adopté ; amendement n° 93 de la commission (possibilité pour un groupement de communes d'Alsace-Moselle de recruter un ou plusieurs garde-champêtres en commun) : adopté.

Article 18 *(répartition des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) :* amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 18, ainsi modifié : adopté (p. 7480).

Après l'article 18 : amendement n° 100 de la commission et n° 9 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour les groupements de communes de bénéficier du concours particuliers de la D.G.D. pour les bibliothèques municipales) : adoptés.

Article 18 *bis* *(enclos piscicole) :* difficultés d'application de la loi pêche ; problème des étangs ; nécessité de donner une définition de la notion de plan d'eau et des étangs ; problème de la taxe piscicole ; débit minimum imposé au maître d'ouvrage ; amendement n° 175 de M. Michel Delebarre (de suppression) : retiré (p. 7481) ; amendement n° 194 deuxième rectification de M. Claude Birraux soutenu par M. Philippe Legras (plaçant hors du champ d'application de la loi pêche tous les plans d'eau insuffisamment définis) (p. 7482) : retiré ;

– article 18 *bis* : adopté.

Après l'article 18 *bis* : amendement n° 46 de M. Sébastien Couëpel (supprimant le sectionnement électoral dans les communes dont la population est comprise entre 3500 et 30 000 habitants et provenants d'une fusion) (p. 7483 ; difficultés rencontrées par les fusions-associations : rejeté.

Titre IV *bis* : *de la fonction publique territoriale.*

Article 18 *ter* *(taux maximum de cotisations aux centres de gestion) :* amendement n° 176 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 7484) ; centres de gestion du département de la Somme ; taux plafond : rejeté ;

- article 18 *ter* : adopté.

Article 18 *quater* *(assiette de la cotisation aux centres de gestion) :* amendement n° 177 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; catégories d'agents employés à temps non complet ; (p. 7485) : rejeté ; amendement n° 178 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant à insérer le mot « titulaires » après les mots « des agents ») : rejeté ;

- article 18 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *quinquies* *(abrogation du dernier alinéa de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984) :* adopté.

Après l'article 18 *quinquies* : amendement n° 235 rectifié de M. Paul-Louis Tenaillon (emploi de directeur de délégation du centre national de la fonction publique territoriale) (p. 7486) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (dispositif transitoire pour le passage des commissions administratives paritaires existantes aux nouvelles commissions qui doivent être créées pour chaque catégorie A, B, C et D) : adopté ; amendement n° 24 (de coordination) : adopté ; amendement n° 102 de la commission et n° 180 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Bernard Derosier (possibilité de détachement de fonctionnaires de l'Etat auprès de parlementaires) : adoptés ; amendement n° 101 de la commission et n° 36 rectifié de M. René Beaumont (mise à disposition du représentant de l'Etat dans le département des prestations du laboratoire des services vétérinaires) (p. 7487) : adopté ; en conséquence l'amendement n° 36 rectifié devient sans objet.

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* critères de répartition ; critère de charge nette ; relèvement de la garantie à 90 p. 100 ; nécessaire équilibre entre l'évolution du plancher de garantie et du plafond au-delà duquel les dotations seraient écrêtées (p. 7489) ; critère de l'effort fiscal (p. 7490) ; critère de charge nette ; critère de l'effort fiscal ; dotation dite de parking ; communes entrant et sortant du dispositif de la dotation ; étalement de la réforme sur 10 ans en maintenant la dotation à 90 p. 100 d'une année sur l'autre ; stations de sports d'hiver (p. 7491) ; amendement n° 31 de la commission de la production et n° 17 de M. Jean Briane (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis à vis des communes adhérentes en privilégiant les groupements les plus importants) (p. 7502) ; amendement n° 182 de M. Augustin Bonrepaux (même objet) (p. 7503) ; amendements n° 31 et 17 : adoptés ; amendement n° 182 : satisfait ; amendement n° 51 de la commission des finances (de précision) : adopté ; amendement n° 237 de M. Jean Briane (introduisant comme élément de répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques, le degré réel de mobilisation des ressources propres de la commune appréciée à partir du potentiel fiscal) (p. 7504) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission de la production, n° 52 de la commission des finances et n° 18 de M. Jean Briane (fixant la garantie annuelle pour les communes à 90 p. 100 au lieu de 80 p. 100) (p. 7505) ; amendement n° 246 du Gouvernement (fixant la garantie annuelle à 85 p. 100) ; amendements n° 28, 52 et 18 : retirés ; amendement n° 246 : adopté ; amendement n° 53 de la commission des finances, n° 19 de M. Jean Briane (seuils d'écrêtement) et n° 29 de la commission de la production (même objet) (p. 7506) ; amendement n° 19 : retiré ; amendement n° 53 : retiré ; amendement n° 29 : adopté après rectification ; amendement n° 183 de M. Augustin Bonrepaux (tendant à ne pas appliquer la limitation de l'augmentation de la dotation aux communes et groupements de communes qui sont en voie de développement touristique pendant les quatre années qui suivent leur accession à ce régime) ; développement touristique (p. 7507) ; suppression de la dotation stations nouvelles pour les stations en développement ; amendement n° 183 : rejeté ; amendement n° 184 de M. Louis Besson (suppression du 1er alinéa 1° du paragraphe 5 *bis* de cet article) ; dotation aux communes touristiques n'ayant à faire face qu'à une fréquentation journalière ; seuil d'habitants retenu ; amendement n° 184 : retiré ; amendement n° 118 de M. Georges Tranchant (extension du bénéfice de la dotation aux quelques villes classées communes touristiques qui atteignent 10 000 habitants) ; amendement n° 30 de la commission de la production (élevant le plafond d'éligibilité à la dotation particulière à 7 500 habitants) (p. 7508) ; amendement n° 118 : retiré ; amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 103 de la commission et n° 22 de M. Claude Birraux (permettent de supprimer progressivement la dotation « station nouvelle » afin de ne pas bouleverser le budget des communes concernées) ; amendement n° 32 de la commission de la production et n° 20 de M. Jean Briane (tendant à étaler sur trois ans l'extinction du régime de la dotation « station nouvelle » pour les communes qui en sont actuellement bénéficiaires) ; amendements nos 103 et 22 : adoptés ; amendements nos 32 et 20 : devenus sans objet ; amendement n° 185 de M. Louis Besson (prise en compte de l'accroissement de la population saisonnière) (p. 7509) ; recensements complémentaires ; résidences secondaires : rejeté ; amendement n° 104 de la commission (rapport sur l'application de la réforme de la dotation touristique) ; amendement n° 33 de la commission de la production et n° 21 de M. Jean Briane (même objet) ; amendement n° 33 : retiré ; amendement n° 21 : retiré ; amendement n° 104 : adopté (p. 7510) ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 152 corrigé de M. Pierre Montastruc (assouplissement de la réglementation sur les lotos) : adopté ; amendement n° 105 de la commission (étendant les dispositions applicables aux communes classées stations balnéaires, thermales ou climatiques aux villes centres d'agglomérations de plus de 500 000 habitants participant pour plus de 40 p. 100 au fonctionnement d'un centre dramatique national, d'un orchestre national ou d'un théâtre d'opéra) : adopté ; amendement n° 55 de la commission des finances (insertion d'un intitulé nouveau) : réservé jusqu'après la discussion de l'amendement n° 54 ; amendement n° 54 de la commission des finances (schéma d'aménagement de la Corse) (p. 7511, 7512) ; sous-amendement n° 247 de M. Pascal Arrighi (adaptation triennale du schéma directeur d'aménagement de la Corse) (p. 7513) ; sous-amendement n° 247 : rejeté ; amendement n° 54 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 55 : devenu sans objet.

Titre VI : *dispositions relatives aux baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public.*

Avant l'article 20 : amendement n° 106 de la commission (suppression de cet intitulé) : adopté.

Article 20 *(conclusions d'un bail emphytéotique ou d'un bail à construction sur les biens incorporés dans les dépendances du domaine public en raison de l'exécution d'une mission de service public) :* amendements nos 107 de la commission, 186 de M. Michel Delebarre et 212 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 21 *(cas dans lesquels un bail emphytéotique peut être valablement consenti) :* amendements nos 108 de la commission, 187 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Augustin Bonrepaux et 213 de M. Jean-Jacques Barthe (p. 7514) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 22 *(code rural ; incorporation d'un bien au domaine public résultant d'un aménagement spécial réalisé dans le cadre de son affectation à un service public par le preneur d'un bail emphytéotique) :* amendements nos 109 de la commission, 188 de M. Michel Delebarre et 214 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 23 *(code de construction et de l'habitation : bail à construction)* : amendements n° 110 de la commission, 189 de M. Michel Delebarre et 215 de M. Daniel Le Meur (de seppression) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 24 *(code de la construction et de l'habitation ; baux à construction)* : amendements n° 111 de la commission, 190 de M. Michel Delebarre et 216 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour) (p. 7516)* : difficultés de perception de la taxe de séjour ; conditions de sa perception par les groupements de communes ; amendement n° 191 de M. Louis Besson soutenu par M. Augustin Bonrepaux (communes de montagne) : adopté ; amendement n° 56 de la commission des finances (taxe de séjour forfaitaire) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 113 de la commission (capacité d'accueil des établissements étant déterminée conformément aux régles fixées par décret en Conseil d'Etat) (p. 7517) : adopté ; amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 34 de la commission de la production (tendant à supprimer la possibilité pour les communes d'instituer un acompte égal à 50 p. 100 de la taxe de séjour forfaitaire prévue l'année précédente) : retiré ; amendement n° 35 de la commission de la production (dégrévement de taxe de séjour forfaitaire en cas de mauvaise saison) (p. 7518) : adopté ;

- article 25 ainsi modifié : adopté.

Article 26 *(réforme de la taxe de séjour)* : amendement n° 217 de M. Daniel Le Meur, soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; utilisation de la taxe additionnelle à la taxe de séjour : rejeté ;

- article 26 : adopté.

Titre VII

Dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles

Avant l'article 27 : amendement n° 116 de la commission (modification de l'intitulé du titre VII) : adopté.

Article 27 *(attribution de la dotation globale de fonctionnement aux agglomérations nouvelles) (p. 7510)* : amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Amendements n° 192 de M. Alain Richard et 44 de M. Jean Briane : devenus sans objet.

Après l'article 27 : amendement n° 60 de M. Jean-Louis Masson (régime applicable aux musées gérés par les collectivités territoriales ou par des groupements de collectivités territoriales : alignement sur celui dont bénéficient les musées nationaux et les musées municipaux) : adopté ; amendement n° 59 de M. Jean-Louis Masson (régime des pompes funèbres applicable dans les départements concordataires) (p. 7520) : adopté ; amendement n° 58 de M. Jean-Louis Masson (régime applicable en Alsace-Lorraine en matière d'entretien des presbytères) : adopté ; amendement n° 151 de M. Alain Lamassoure soutenu par M. Jean Briane (précisant que les dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme entreront en vigueur au 8 juillet 1988) (p. 7521) : adopté ; amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Abelin soutenu par M. Jean Briane (délai de convocation du conseil municipal) : adopté ; amendement n° 224 de M. Jean-Pierre Abelin soutenu par M. Jean Briane (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées) ; amendement n° 38 de Mme Christine Boutin soutenue par M. Léonce Deprez (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées dans les communes de plus de 35 000 habitants) (p. 7522) ; sous-amendement n° 249 de M. Jean-Louis Masson (supression de la précision selon laquelle, lorsque l'ordre du jour du conseil municipal comporte l'examen du budget ou du compte administratif, ces documents sont joints à la convocation) ; amendement n° 224 : rejeté ; sous-amendement n° 249 : adopté ; amendement n° 38 : adopté aprés modification ; amendement n° 193 de M. Augustin Bonrepaux (garantie de ressources minimales des groupements de communes à fiscalité propre) ; garantie de progression minimale égale à 50 p. 100 du taux d'évolution de la masse globale de la D.G.F. pour les groupements à fiscalité propre ; institution d'une dotation minimale pour les syndicats de communes (p. 7523) : rejeté ; amendement n° 222 de M. Jean-Marie Demange (tendant à insérer un intitulé nouveau) : réservé jusqu'aprés l'examen de l'amendement n° 221 tendant à insérer un article additionnel après l'article 27 ; amendement n° 221 de M. Jean-Marie Demange (droit de chasse dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 7524) : adopté ; amendement n° 222 de M. Jean-Marie Demange (insertion d'un intitulé au titre VIII : « dispositions relatives au droit de chasse en Alsace-Moselle ») : adopté après rectification.

Article 16 (suite) **(précédemment réservé) :** amendements n° 14 de M. Jean Rigaud, 172 de M. Alain Richard et 210 de M. Daniel Le Meur, déjà soutenus (de suppression) : rejetés ; amendement n° 173 de M. Maurice Adevah-Pœuf soutenu par M. Bernard Derosier (suppression de la possibilité de demander au comité syndical de modifier des dispositions) (p. 7525) ; pérennité des syndicats de communes ; annonce par M. Pierre Micaux qu'il a déposé un amendement n° 248 à l'amendement n° 87 de la commission ; débat sur le dépôt et la distribution de ce sous-amendement : rejeté (p. 7526) ; amendement n° 84 rectifié de la commission soutenu par M. Pierre Mazeaud (extension de la possibilité de retrait d'une commune au cas où les dispositions statutaires du syndicat seraient contraires aux intérêts de la commune et non plus seulement à l'un de ses intérêts essentiels) ; coopération intercommunale (p. 7527) : adopté ; amendement n° 85 de la commission (processus de discussion au sein du syndicat) : adopté ; amendement n° 86 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 87 de la commission (tendant à éviter que le comité syndical puisse bloquer une demande de retrait) ; sous-amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (syndicat ayant pour objet la réalisation de réseaux ou de travaux dont la nature est fixée par décret en Conseil d'Etat) ; amendement n° 174 de M. Alain Richard soutenu par M. Bernard Derosier (précisant que la décision du représentant de l'Etat ne peut se prendre qu'après avis de la commission prévue à l'article 15 D du projet) (p. 7528) ; observations de M. Pierre Mazeaud, président de la commission des lois, voyant dans le sous-amendement n° 248 une « sorte de détournement de procédure » puisqu'il est contraire à l'amendement ; sous-amendement n° 248 : adopté ; amendement n° 85 : adopté aprés modifications ; amendement n° 88 de la commission (conditions financières et patrimoniales du retrait d'une commune d'un syndicat) (p. 7530) : adopté ; amendement n° 89 de la commission (tendant à réparer une omission) (p. 7530) : adopté ; amendement n° 89 de la commission (tendant à réparer une ommission) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote [16 décembre 1987] (p. 7531).

Communes touristiques : *Deprez (Léonce)* (p. 7532).

Contrôle financier des petites communes (rôle des chambres régionales des comptes et des TPG) : *Delebarre (Michel)* (p. 7531) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7532).

Coopération intercommunale : *Delebarre (Michel)* (p. 7531) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7531) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7532).

Décentralisation (évolution de la -) : *Delebarre (Michel)* (p. 7531) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7532) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7532).

D.G.E. : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7531).

Domaune public communal : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7531).

Fonction publique territoriale (cotisation au centre de gestion) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7532).

Interventions économiques des collectivités locales (entreprises en difficultés notamment) : *Delebarre (Michel)* (p. 7531) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7531) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7532).

Vote hostile du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 7532).

Vote hostile du groupe socialiste : *Delebarre (Michel)* (p. 7531).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Deprez (Léonce)* (p. 7532).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7532).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7916).

Baux de longue durée pour l'exécution d'une mission de service public : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7916).

Communes touristiques : *Galland (Yves)* (p. 7917).

Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7917) ; *Galland (Yves)* (p. 7917).

Contrôle financier des communes (rôle respectif des chambres régionales des comptes et des T.P.G.) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7916, 7917) ; *Galland (Yves)* (p. 7917).

Coopération intercommunale (et notamment conditions de retrait d'une commune) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7917, 7918, 7919) ; *Derosier (Bernard)* (p. 7918).

Décrets d'application de la loi discutée : *Derosier (Bernard)* (p. 7917) ; *Galland (Yves)* (p. 7919).

Equipements culturels (collectivités territoriales participant au fonctionnement d'un centre dramatique, d'un orchestre national ou d'un théâtre d'opéra) : *Derosier (Bernard)* (p. 7917, 7918).

Fonctionnaires des collectivités locales (détachement de - auprès de parlementaires pour servir d'assistant parlementaire) : *Derosier (Bernard)* (p. 7918) ; *Galland (Yves)* (p. 7919).

Interventions économiques des collectivités locales (aides aux entreprises en difficulté) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7916) ; *Galland (Yves)* (p. 7917).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7919 à 7926).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7926).

8. - Proposition de loi n° 996 tendant à porter de **trois à cinq ans** le délai imposé par l'article L. 121-11 du code de l'urbanisme relatif à la **durée de vie d'un syndicat intercommunal d'études et de programmation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Pierre Bachelet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Besson (26 novembre 1987).

9. - Proposition de loi n° 1048 visant à modifier le **statut juridique** de la **caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Voir *Départements* **4.**
Emploi et activité **7.**
Lois de finances **4,** Intérieur.
Procédure pénale **7.**
Transports **8.**

Agents des -

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.

Droit de préemption

Voir *Urbanisme* **2.**

Endettement des communes

Voir *Questions au Gouvernement* **523.**

Entretien du patrimoine

Voir *Patrimoine esthétique, archéologique et historique* **1.**

Finances des -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article **13.**

Marchés publics des - (intérêts moratoires)

Voir *Questions au Gouvernement* **334.**

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Voir *Politique économique et sociale* **13.**

Intervention économique des -

Voir *Questions au Gouvernement* **402.**

COLOMBIE

Réfugiés colombiens en France

Voir *Questions au Gouvernement* **551.**

COMÉDIE-FRANÇAISE

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule.

COMITÉ DE PROPAGANDE

Voir *Elections et référendums* 43.

COMITÉ DES SAGES SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Voir *Sécurité sociale* **9 et 10.**

COMITÉ FRANÇAIS D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ (C.F.E.S.)

Voir *Questions au Gouvernement* **603, 606.**
Questions orales sans débat **327, 342.**

COMITÉ INTERNATIONAL D'ÉTHIQUE

Voir *Santé publique* **6.**

COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT

Voir *Logement et habitat* **16.**

COMITÉ NATIONAL DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Voir *Sports* **2.**

COMITÉS D'ENTREPRISE

Voir *Culture* **1.**
Travail **21.**

COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Voir *Conseil économique et social* **2.**

COMMÉMORATIONS

Anniversaire de l'arrivée des Américains en 1917

Voir *Questions au Gouvernement* **436.**

COMMERCE

- d'objets anciens ou usagés

Voir *Droit pénal* **10.**

COMMERCE ET ARTISANAT

6. - Projet de loi n° 626 complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant **réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne.**

Sénat (première lecture) n° **471** (1985-1986). - Dépôt le 24 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Xavier de Villepin. - Rapport n° **107** (1986-1987). - Discussion le 2 avril 1987. - Adoption le 2 avril 1987. - Projet de loi n° **52** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 avril 1987. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Gérard César (9 avril 1987). - Rapport n° **684** (16 avril 1987). Discussion le 6 mai 1987. - Adoption le 6 mai 1987. - Projet de loi n° **100.**

Loi n° 87-343 du 22 mai 1987 publiée au *J.O.* du 23 mai 1987 (p. 5650).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 mai 1987] (p. 936).

Acte unique européen (conformité de ce texte avec l' -) : *Chavanes (Georges)* (p. 937, 938) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 940).

Acte unique européen (dessaisissement du Parlement français de ses pouvoirs par l' -) : *Hage (Georges)* (p. 939).

Coiffure en France (conséquences de ce texte sur le secteur de la -) : *César (Gérard)* (p. 936, 937) ; *Chavanes (Georges)* (p. 938).

Consommateurs (protection et information des -) : *Chavanes (Georges)* (p. 937) ; *Hage (Georges)* (p. 938) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Départements d'outre-mer (problèmes posés par ce texte aux -) : *Maran (Jean)* (p. 940).

Directive européenne du 19 juillet 1982 (établissement d'un régime transitoire) : *César (Gérard)* (p. 936, 937) ; *Chavanes (Georges)* (p. 937, 938) ; *Hage (Georges)* (p. 938, 939) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 939) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Discrimination (risque de -) : *Chavanes (Georges)* (p. 938) ; *Hage (Georges)* (p. 938) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Dispense des conditions de diplôme pour l'établissement de coiffeurs d'autres pays de la Communauté : *César (Gérard)* (p. 936) ; *Chavanes (Georges)* (p. 937).

Etablissement des coiffeurs en France (conditions requises par la loi du 23 mai 1946) : *César (Gérard)* (p. 936) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Fédération nationale de la coiffure : *Hage (Georges)* (p. 938).

Formation des coiffeurs (harmonisation des conditions de - dans la Communauté) : *César (Gérard)* (p. 936, 937) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 940) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Qualification professionnelle des coiffeurs en France : *Chavanes (Georges)* (p. 937) ; *Hage (Georges)* (p. 938, 939) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 939) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Sénat (modifications apportées par le -) : *César (Gérard)* (p. 936) ; *Chavanes (Georges)* (p. 938) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 939).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 939).

Vote positif du groupe socialiste : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 940).

Discussion de l'article unique [6 mai 1987] (p. 941).

Article unique *(portant réglementation de l'accès à la profession de coiffeur en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la C.E.E.) :* spécificité de la profession de coiffeur dans les départements d'outre-mer ; nécessité de ne pas appliquer ce texte aux D.O.M. (p. 941).

Adoption de l'article unique (p. 941).

7. - Proposition de loi n° 645 relative à la **fermetura au public des établissements commerciaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Guy Le Jaouen. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 647 tendant à réprimer le **commerce clandestin des objets d'art, d'antiquité et d'occasion.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Maurice Dousset. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Maurice Dousset (11 juin 1987).

9. - Proposition de loi n° 664 tendant à assurer l'**indemnisation des commerçants et artisans lors d'opérations d'urbanisme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Michel Ghysel. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre-Rémy Houssin (14 mai 1987).

10. - Proposition de loi n° 716 aménageant la portée des **autorisations d'urbanisme commercial et renforçant la sanction des infractions.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (11 juin 1987).

11. - Proposition de loi n° 717 relative aux **conditions de vote, d'appel et de décision dans les commissions d'urbanisme commercial.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (2 juillet 1987).

12. - Proposition de loi n° 729 tendant à instituer une **péréquation de la taxe professionnelle acquittée par les grands établissements commerciaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (8 octobre 1987).

13. - Proposition de loi n° 752 améliorant les conditions de présentation des dossiers d'**urbanisme commercial.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (2 juillet 1987).

14. - Proposition de loi n° 753 tendant à moduler les **seuils de surface du contrôle de l'urbanisme commercial.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (12 novembre 1987).

15. - Proposition de loi n° 754 tendant à compléter l'article 28 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973, d'orientation du commerce et de l'artisanat relatif aux **commissions d'urbanisme commercial.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jean-Pierre Roux. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (11 juin 1987).

16. - Proposition de loi n° 616 tendant à réglementer **les loteries organisées par les sociétés de vente par correspondance.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Philippe Auberger. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Roger Couturier (12 novembre 1987).

17. - Proposition de résolution n° 884 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les arbitrages nationaux en matière **d'urbanisme commercial.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 23 juin 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Retrait le 3 novembre 1987.

18. - Proposition de loi n° 907 tendant à l'établissement de **schémas départementaux d'urbanisme commercial.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Roland Vuillaume (12 novembre 1987).

19. - Proposition de loi n° 951 tendant à renforcer la **répression des ventes illicites de marchandises.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Jean-Jack Salles. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (5 novembre 1987).

20. - Projet de loi n° 1038 modifiant **loi du 28 mars 1885** sur les **marchés à terme** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° **66** (1987-1988). - Dépôt le 23 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Pluchet. - Rapport n° **91** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Charles Jolibois. - Avis n° **85** (1987-1988). - Discussion le 13 novembre 1987. - Adoption le 13 novembre 1987. - Projet de loi n° **37.**

Assemblée natianale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1987. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Pierre-Rémy Houssin (20 novembre 1987). - Rapport n° **1065** (25 novembre 1987). - Discussion les 1er et 2 décembre 1987. - Adoption le 2 décembre 1987. - Projet de loi n° **194.**

Sénat (deuxième lecture). - N° **131** (1987-1988). - Dépôt le 2 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092). - Réunion le 2 décembre 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Alain Pluchet. - Rapporteur n° **134** (1987-1988). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption avec modification le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **69.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre-Rémy Houssin. - Rapport n° **1088** (3 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **222.**

Saisine du Conseil constitutionnel. - **Loi n° 87-1158 du 31 décembre 1987,** publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 161).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] (p. 6641, 6662).

Abandons de souveraineté : *Jarosz (Jean)* (p. 6662, 6663) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6664).

Commissionnaires agréés : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 6642) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6644, 6663) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6646) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 6646) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 6647).

Compensation des opérations : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6645) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6663).

Conseil du marché à terme : *Gollnisch (Bruno)* (p. 6646) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6663).

Crise boursière : *Jarosz (Jean)* (p. 6662).

Fonds communs d'intervention sur les marchés à terme : *Chavanes (Georges)* (p. 6644) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6645).

Harmonisation fiscale : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 6642) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6643) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6645) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6645) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 6646).

Marchés à terme :

- intérêt des - : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 6642).

- unification des - : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 6643) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6643) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6645).

Marchés à terme de marchandises (et spécificité des -) : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 6642) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6644) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6645) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6646) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 6646).

- Loi de 1983 : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 6642) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6643) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6645).

Spéculation : *Jarosz (Jean)* (p. 6662).

Discussion des articles [2 décembre 1987] (p. 6664).

Article 1er *(conseil du marché à terme) :* création de nouveaux contrats de marchandises ; moyens du conseil ; protection des épargnants ; composition par décret du conseil (p. 6664) ; risque de déplacement vers l'étranger des transactions sur les marchés à terme de marchandises ; création de nouveaux contrats ; ressources du conseil ; mode de désignation de ses membres ; commissionnaires agréés ; amendement n° 1 de la commission (attributions des comités spécialisés fixés par le règlement général) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (extension de l'obligation de secret professionnel aux membres des comités spécialisés et à leurs agents) ; sous-amendement verbal du Gouvernement (extension de l'obligation de secret professionnel aux agents de la chambre de compensation) : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté (p. 6665) ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* *(règlement général du marché à terme et règlements particuliers) :* amendement n° 3 de la commission (règlements particuliers aux contrats autres que ceux portant sur des marchandises) : adopté ; amendement n° 49 du Gouvernement (recours contre les décisions du conseil du marché à terme) ; saisine de la juridiction administrative sur les décisions disciplinaires ; sursis à exécution ; amendement n° 49 : adopté ;

- article 1er *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *ter* *(inscription ou radiation d'un contrat. - Suspension des opérations sur un produit) :* amendement n° 4 de la commission (suspension de la référence à des produits. - Inclusion de tout contrat dans l'article 1er) (p. 6666) : adopté ;

- article 1er *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers) :* amendement n° 5 de la commission (substitution des sociétés de bourse aux agents de change) : adopté ; amendement n° 27 de M. Michel Cointat soutenu par M. Ladislas Poniatowski (accès des commissionnaires agréés au MATIF) ; amendement n° 29 rectifié de M. Georges Tranchant (même objet) (p. 6667) ; accès automatique ou accès privilégié des commissionnaires agréés au MATIF ; amendement n° 27 : retiré au bénéfice de l'amendement n° 29 rectifié : adopté ;

- article 1er *quater*, ainsi modifié : adopté.

Amendement n° 53 de M. Georges Tranchant : satisfait.

Article 1er *quinquies* *(opérateurs sur le marché à terme de marchandises) :* amendement n° 6 de la commission (suppression de la possibilité d'introduire de nouveaux opérateurs sur le marché à terme de marchandises) (p. 6668) : adopté ;

- article 1er *quinquies*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *sexies* *(responsabilité des opérateurs sur le marché à terme. - Mandat de gestion écrit) :* amendement n° 7 de la commission (de forme) : adopté ;

- article 1er *sexies*, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *septies* *(carence du conseil du marché à terme - compétence du ministre chargé de l'économie) :* amendement n° 8 de la commission (décret du Gouvernement, et arrêté du ministre de l'économie en cas d'urgence) : adopté ;

- article 1er *septies* ainsi modifié : adopté.

Article 1er *octies* *(compensation des opérations sur contrats à terme d'instruments financiers) :* amendement n° 9 de la commission (extension aux contrats à terme de marchandises) ; unification des règles de compensation (p. 6669) ; intégration progressive de la banque centrale de compensation dans la chambre de compensation des instruments financiers de Paris ; amendement n° 9 : adopté ; amendements n° 10 et n° 11 de la commission (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 9) : adoptés ; amendement n° 12 de la commission (possibilité pour le conseil du marché à terme de désigner un établissement de crédit spécifiquement chargé de la compensation des opérations sur contrats à terme de marchandises) ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement (marchés à terme de marchandises - possibilité de maintien de la banque centrale de compensation) : adopté ; amendement n° 12 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 1er *octies* ainsi modifié : adopté.

Article 1er *nonies* *(compensation des opérations sur contrats à terme de marchandises)* (p. 6670) ; amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 1er *nonies* est supprimé.

Articles 1er *decies* à 1er *quatuordecies* *(démarchage en vue d'opérations sur le marché à terme) :* adoptés.

Après l'article 1er *quatuordecies* : amendement n° 36 du Gouvernement (démarchage - harmonisation avec les autres produits financiers) (p. 6671) : adopté.

Article 1er *quindecies* *(sanctions des infractions aux lois et règlements sur le démarchage prononcées par le conseil du marché à terme) :* amendement n° 46 de M. Bruno Gollnisch (renforcement des garanties offertes aux contrevenants aux lois et règlements sur le démarchage) ; dispositions de l'amende-

ment prévues par le droit actuel ; engagement du Gouvernement à les reprendre dans les textes d'application ; amendement n° 46 : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (produit des sanctions disciplinaires versé au Trésor public) : adopté ; amendement n° 50 du Gouvernement (recours contre les sanctions disciplinaires prononcées par le conseil du marché à terme - de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 49 à l'article 1er *bis*) (p. 6672) : adopté ;

- article 1er *quindecies* ainsi modifié : adopté.

Article 1er sedecies *(sanctions pénales des infractions aux dispositions sur le démarchage) :* amendement n° 44 du Gouvernement (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 36 à l'article 1er *quatuordecies*) : adopté ;

- article 1er *sedecies* ainsi modifié : adopté.

Article 1er septemdecies *(sanctions disciplinaires applicables aux opérateurs sur le marché à terme) :* amendement n° 47 de M. Bruno Gollnisch (renforcement des garanties offertes aux contrevenants aux lois et règlements relatifs aux marchés à terme) : rejeté ; amendement n° 51 du Gouvernement (compétence du Conseil d'Etat pour les recours contre les sanctions disciplinaires prononcées par le conseil du marché à terme - de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 49 à l'article 1er *bis*) (p. 6673) ; référé administratif sur les sanctions disciplinaires prononcées par le conseil du marché à terme ; conditions restrictives du référé administratif ; amendement n° 51 : adopté ;

- article 1er *septemdecies* ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er septemdecies : amendement n° 28 de M. Jean-François Mancel : retiré à la suite de l'adoption de l'amendement n° 29 rectifié à l'article 1er *quater*.

Article 2 *(régime fiscal des opérations sur contrat à terme de marchandises) :* amendement n° 38 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

- article 2 ainsi modifié : adopté.

Article 2 bis *(fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)* (p. 6674) ; règlement par le porteur de parts de l'impôt afférent aux profits réalisés par le fonds ; amendements identiques n° 23 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Georges Tranchant et n° 30 de M. Georges Tranchant (indépendance de la chambre de compensation des marchés à terme par rapport aux organismes responsables des marchés) ; sous-amendement n° 39 du Gouvernement (bonne fin financière des transactions) ; sous-amendement n° 40 du Gouvernement (suppression de l'exigence d'indépendance de la chambre de compensation par rapport aux organismes responsables du marché) ; amendement n° 30 : retiré ; harmonisation des marchés à terme français avec les marchés concurrents ; sous-amendement n° 39 : adopté (p. 6675) ; sous-amendement n° 40 : adopté ; amendement n° 23 ainsi modifié : adopté ; amendements identiques n° 24 de M. Jean-Paul Charié et n° 31 de M. Georges Tranchant (suppression de la référence à l'interdiction de la publicité pour la souscription de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme) ; protection de l'épargne : retirés ;

- article 2 *bis* ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(abrogations) :* adopté.

Article 4 *(mission impartie à la C.O.B. pour la protection de l'épargne investie sur les marchés à terme) :* amendement n° 15 de la commission (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs : adopté ;

- en conséquence, l'article 4 est supprimé.

Article 5 *(pouvoirs d'investigation de la C.O.B. sur les marchés à terme) :* amendement n° 16 de la commission (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs : adopté ;

- en conséquence, l'article 5 est supprimé (p. 6676) ; amendement n° 32 de M. Georges Tranchant : devenu sans objet.

Article 6 *(pouvoirs d'investigation de la C.O.B. sur les marchés à terme) :* amendement n° 17 de la commission (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs : adopté ;

- en conséquence, l'article 6 est supprimé.

Article 7 *(délit d'initié - extension des pouvoirs de la C.O.B. aux marchés à terme) :* amendement n° 18 de la commission (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs ; nécessité de mieux définir le délit d'initié pour les opérateurs internationaux sur les contrats de marchandises : adopté ;

- en conséquence, l'article 7 est supprimé ; amendement n° 33 de M. Georges Tranchant : devenu sans objet.

Article 8 *(délit de diffusion de fausse information - extension des pouvoirs de la C.O.B. aux marchés à terme) :* amendement n° 19 de la commission (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs : adopté ;

- en conséquence, l'article 8 est supprimé.

Article 9 *(délit de manipulation de cours - extension des pouvoirs de la C.O.B. aux marchés à terme) :* amendement n° 20 de la commission (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs : adopté ;

- en conséquence, l'article 9 est supprimé.

Article 10 *(maintien d'abrogations effectuées par la loi de 1983 abrogée à l'article 3) :* attributions de la commission des opérateurs sur le marché à terme des marchandises (p. 6677) ; amendement n° 45 du Gouvernement (publicité et démarchage en vue d'opérations sur les marchés étrangers de valeurs mobilières - contrats à terme et sur tous produits financiers) : rectifié et adopté ;

- article 10 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 21 de la commission (rétablissant la référence au décret d'application de la loi du 28 mars 1885 supprimée par le Sénat) : adopté : amendements identiques n° 25 de M. Jean-Paul Charié et n° 34 de M. Georges Tranchant (syndicat professionnel du marché à terme de marchandises remplaçant les syndicats professionnels existants) ; accords internationaux passés par la compagnie des commissionnaires agréés ; devenir des investissements financiers par la compagnie (p. 6678) ; compagnie des commissionnaires agréés ; transformation de la compagnie en association professionnelle : amendements nos 25 et 34 : rejetés au scrutin public.

Article 11 *(codification) :* adopté.

Article 12 *(ressources nécessaires à l'application de la présente loi) :* adopté.

Après l'article 12 : amendements identiques n° 26 de M. Jean-Paul Charié et n° 35 de M. Georges Tranchant (maintien en vigueur des règlements actuels des marchés à terme de marchandises jusqu'à l'adoption du règlement général par le conseil des marchés à terme) ; sous-amendement n° 41 du Gouvernement à l'amendement n° 26 de M. Jean-Paul Charié (décisions de la commission des marchés à terme substituées aux règlements (p. 6679) ; sous-amendement n° 42 du Gouvernement (adaptation des décisions de la commission des marchés à terme de marchandises à l'application de la présente loi) ; sous-amendement n° 43 du Gouvernement (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat pour les conditions d'application de la présente loi) ; amendement n° 35 : retiré ; organisation d'une période transitoire ; sous-amendements nos 41, 42 et 43 : adoptés ; amendement n° 26 ainsi modifié : adopté ; en conséquence, amendement n° 48 de M. Jean-Paul Charié : devenu sans objet (p. 6680).

Titre : amendement n° 22 de la commission (projet de loi relatif aux marchés à terme) : adopté ;

- en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 6681).

Explications de vote (p. 6681).

Commissionnaires agréés : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6681) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 6681).

Conseil du marché à terme : *Gollnisch (Bruno)* (p. 6682).

Epargnants (protection des -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6681).

Fonds communs d'intervention sur les marchés à terme : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6681).

Vote favorable du groupe Front national : *Gollnisch (Bruno)* (p. 6682).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 6681).

Vote hostile du groupe communiste : *Jarosz (Jean)* (p. 6682).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6682).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7908).

Commission mixte paritaire (travaux de la -) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7908).

Courtiers assermentés de province : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7908) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7908).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7908 à 7910).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 1er *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (recours contre les décisions du conseil du marché à terme - de coordination avec le projet de loi sur les bourses de valeurs) (p. 7910) ; vote sur l'amendement n° 1 : vote réservé.

Article 1er *quater* : amendement n° 2 du Gouvernement (accès des coutiers assermentés de province au M.A.T.I.F.) ; vote sur l'amendement n° 2 : réservé.

Article 1er *septies* : amendement n° 3 du Gouvernement (carence du conseil du marché à terme - coordination avec le projet de loi sur les bourses de valeurs) ; vote sur l'amendement n° 3 : réservé.

Article 1er *septemdecies* : amendement n° 4 du Gouvernement (de coordination avec l'amendement n° 1 de l'article 1er *bis*) ; vote sur l'amendement n° 4 : réservé.

Mise aux voix par un seul vote de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire, modifié par les amendements nos 1 à 4 du Gouvernement.

Ensemble du projet de loi, ainsi modifié : adopté (p. 7911).

21. - Proposition de loi n° 1054 tendant à réglementer les **ventes en soldes** dans les **communes touristiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Léonce Deprez. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Claude Birraux (3 février 1988).

22. - Proposition de loi n° 1067 tendant à modifier la loi n° 72-618 du 5 juillet 1972 relative à la **vente à domicile d'objets ou publications** dans un **but philanthropique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Jean Roatta. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

23. - Proposition de loi n° 1114 tendant à fixer les conditions d'exercice des activités de **mandataire commercial en fruits et légumes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par MM. Claude Barate et Jacques Farran. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Gérard César (3 février 1988).

24. - Proposition de loi n° 1121 tendant à améliorer le régime des **ventes en soldes** dans les **communes touristiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Jean-Michel Couve. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. François Grussenmeyer (3 février 1988).

Voir *Français : langue* **1.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, commerce et artisanat.

Application de la loi Royer

Voir *Questions au Gouvernement* **514.**

Commercialisation du Pommeau

Voir *Boissons et alcools* **11.**

Ouverture de grandes surfaces en milieu rural

Voir *Questions au Gouvernement* **434.**

Opérations programmées d'aménagement et de réhabilitation du commerce et de l'artisanat

Voir *Loi de finances* **4,** commerce et artisanat.

COMMERCE EXTERIEUR

1. - Proposition de loi n° 876 relative à l'activité en France des **sociétés de surveillance** opérant pour le compte de **pays tiers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Eric Raoult. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Retrait le 3 novembre 1987.

2. - Rapport d'information déposé par M. Pierre Weisenhorn, en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges sur la **situation économique et les relations commerciales entre la France, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan** (n° 891) [26 juin 1987].

3. - Proposition de loi n° 979 tendant à **développer l'implantation commerciale** des **entreprises françaises sur les marchés extérieurs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Charles Revet. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. - Proposition de loi n° 1056 relative à l'activité en France des **sociétés de surveillance opérant pour le compte de pays tiers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Eric Raoult et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (3 décembre 1987).

5. - Rapport d'information déposé par M. Jacques Dominati en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur les **relations économiques franco-yougoslaves (n° 1225)** [3 février 1988].

6. - Rapport d'information déposé par M. Jean-Louis Goasduff en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur les **relations économiques franco-marocaines (n° 1226)** [3 février 1988].

Voir *Communautés européennes* **5, 6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.
Questions au Gouvernement **566, 574.**

Augmentation des importations de chaussures

Voir *Questions au Gouvernement* **596.**

Bilan de la balance commerciale

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule.

Relations commerciales avec la Hongrie

Voir *Traités et convention* **25.**

Situations des services

Voir *Questions au gouvernement* **597.**

COMMERCE INTERNATIONAL

Voir *Commerce extérieur* **2.**

Japon

Voir *Questions au Gouvernement* **362.**

COMMISSAIRES PRISEURS

Voir *Officiers publics et ministériels* **1.**

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (C.E.A.)

Voir *Questions orales sans débat* **319.**

COMMISSARIAT GENERAL PERMANENT A LA MODERNISATION ADMINISTRATIVE

Voir *Administration* **1.**

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AIDE SOCIALE

Voir *Politique économique et sociale* **13.**

COMMISSION DONNEDIEU DE VABRES

Voir *Lois de finances* **4,** Justice.

COMMISSION DE LA PRIVATISATION

Voir *Politique économique et sociale* **9.**

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (C.O.B.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.
Marchés financiers **3,** discussion des articles, articles 11 *bis* et 12.
Politique économique et sociale **12.**

COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR L'ÉTUDE DES EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Voir *Questions au Gouvernement* **571.**

COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Voir *Elections et référendums* **42.**

COMMISSION NATIONALE DE LA COMMUNICATION ET DES LIBERTÉS

Voir *Audiovisuel* **7.**
Déclaration du Gouvernement **3** (DG, EV).
Lois de finances **4,** culture et communication, communication, questions et examen du fascicule.
Nouvelle-Calédonie **4.**
Questions au Gouvernement **336, 353.**

COMMISSIONS DE CONTRÔLE

Voir *Parlement* **10.**

COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Voir *Commerce et artisanat* **17.**
Environnement **6.**
Industrie **5.**
Ordre public **19.**
Parlement **10.**
Politique économique et sociale **9, 10.**
Traités et conventions **57.**

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES DES IMPÔTS

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 1er, article 5.

COMMISSIONS D'URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce et artisanat* **17.**

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Voir *Commerce et artisanat* **6.**
Commerce extérieur **5.**
Déclarations du Gouvernement **4.**
Lois de finances **4,** affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.
Propriété industrielle **3.**
Questions au Gouvernement **437.**
Santé publique **9.**

Accord U.R.S.S. - Etats-Unis sur le retrait des missiles de moyenne portée

Voir *Questions au Gouvernement* **515.**

Budget

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Campagne menée contre certains fromages français

Voir *Questions au Gouvernement* **613.**

Conférence de Copenhague : agriculture

Voir *Questions au Gouvernement* **592.**

Conséquences de la politique agricole commune sur l'agriculture en zone de montagne

Voir *Questions au Gouvernement* **395.**

Contribution de la France

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

Défense européenne

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Défense **6.**

Dénucléarisation de l'Europe

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Défense **6.**
Questions au Gouvernement **367.**

Elargissement

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Espace culturel européen

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, culture, examen du fascicule.

Importation de maïs américain en Europe

Voir *Questions au Gouvernement* **331.**

Investissements étrangers en Europe

Voir *Questions au Gouvernement* **451.**

Marché unique européen de 1992

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **4,** Industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **428.**

Ovins

Voir *Questions au Gouvernement* **453.**

Politique agricole commune

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances rectificatives **3.**
Questions au Gouvernement **422, 452, 456.**
Questions orales sans débat **191, 206, 225, 282, 301, 315, 336.**

Politique étrangère

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Rapports de la - avec le Japon

Voir *Questions au Gouvernement* **362.**

Réforme de la politique agricole commune

Voir *Questions au Gouvernement* **576.**

Relation de la - avec les Etats-Unis

Voir *Traités et conventions* **26.**

S.M.E. (système monétaire européen)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Terrorisme (lutte contre le -)

Voir *Traités et conventions* **27, 28** *et Procédure pénale* **6.**

Turquie (demande d'adhésion de la -)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

4. - Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par M. Jean-Marie Caro, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission d'information sur l'évaluation des effets et des perspectives de **l'élargissement de la Communauté,** effectuée en Espagne et au Portugal, du 9 au 13 février 1987 **(n° 619)** [2 avril 1987].

5. - Rapport d'information déposé par M. Michel Cointat, au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 748)** [15 mai 1987].

6. - Rapport d'information déposé par M. Michel Cointat et plusieurs de ses collègues, établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1106)** [3 décembre 1987].

Conclusions de la délégation :

1/87 Propositions de la commission des communautés sur les prix agricoles et mesures connexes pour la campagne 1987-1988 par M. Louis Lauga [8 avril 1987].

2/87 Perspectives de la politique sidérurgique communautaire par M. Bernard Derosier [15 avril 1987].

3/87 Vote définitif du budget des communautés européennes pour 1987 par M. Michel Cointat [22 avril 1987].

4/87 Mesures prises par le conseil des communautés européennes concernant le lait et la viande bovine par M. Jean Proriol [29 avril 1987].

5/87 Problèmes monétaires internationaux et leurs répercussions sur le système monétaire européen par M. Maurice Ligot [13 mai 1987].

6/87 Programmes « Erasmus » et « Yes pour l'Europe » par M. Michel Cointat [13 mai 1987].

7/87 Relations entre la communauté européenne et les départements d'outre-mer par M. Michel Renard [27 mai 1987].

8/87 Réforme du budget communautaire et de son financement par M. Michel Cointat [27 mai 1987].

9/87 Récentes propositions de la commission des communautés européennes en matière de politique sociostructurelle agricole par M. René Souchon [3 juin 1987].

10/87 Budget rectificatif des communautés pour 1987 et préparation du budget 1988 par M. Michel Cointat [28 octobre 1987].

11/87 Négociations engagées dans le cadre du GATT à Punta del Este par M. Aymeri de Montesquiou [4 novembre 1987].

12/87 Propositions de la commission des communautés relatives aux stabilisateurs « agro-budgétaires » par M. Louis Lauga [18 novembre 1987].

13/87 Programme-cadre communautaire de recherche et développement technologique (1987-1991) par M. Bernard Derosier [25 novembre 1987].

14/87 Réforme des fonds structurels de la communauté européenne par M. Charles Josselin [25 novembre 1987].

15/87 Problème de l'éthanol dans la communauté par M. Michel Cointat [2 décembre 1987].

16/87 Conception communautaire de la fonction publique par M. Maurice Ligot [2 décembre 1987].

17/87 Propositions de la commission relatives au marché européen des céréales par M. Henri Nallet [6 décembre 1987].

18/87 Espace audiovisuel européen par Mme Catherine Lalumière [16 décembre 1987].

19/87 Droit d'établissement de diverses professions non salariées par M. Michel Cointat [16 décembre 1987].

6. - Proposition de loi n° 381 relative aux délais et aux modalités de **convocation aux réunions des conseils municipaux.** Voir table 1986.

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Dominique Perben (9 avril 1987).

8. - Proposition de loi n° 584 tendant à modifier la loi du 16 juillet 1971 relative aux fusions et regroupements de communes afin de prolonger le délai d'octroi de majoration de **subventions de l'État accordées aux communes fusionnées.** Voir table 1986.

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Dominique Perben (9 avril 1987).

9. - Proposition de loi n° 663 tendant à **empêcher la dissociation des communes fusionnées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (21 mai 1987).

10. - Proposition de loi n° 768 tendant à supprimer **les incompatibilités familiales au sein des conseils municipaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jean-Jack Salles. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (8 juillet 1987).

11. - Proposition de loi n° 927 tendant à **modifier les modalités de versement d'indemnités aux élus.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Michel Hannoun. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (5 novembre 1987).

12. - Proposition de loi n° 988 tendant à **améliorer l'information des conseillers municipaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. - Proposition de loi n° 1237 tendant à faciliter le changement des **limites des communes** lors de l'**aménagement de l'infrastructure** routière, ferroviaire ou fluviale.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Pierre Garmendia et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Culture* **1.**
Chasse **1.**
Elections et référendums **38.**

Vente en soldes dans les communes touristiques

Voir *Commerce et artisanat* **21.**

COMORES (République fédérale islamique des -)

Voir *Traités et conventions* **51** et **52.**

COMPAGNIE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES OCÉANOGRAPHIQUES (C.R.E.O. S.A.)

Voir *Questions orales sans débat* **268.**

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES (C.G.C.T.)

Privatisation de la -

Voir *Questions orales sans débat* **213.**

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Voir *Politique économique et sociale* **9.**

COMPTES CHÈQUES POSTAUX (C.C.P.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, budget annexe des P. et T., examen du fascicule.

CONCURRENCE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.
Voir aussi *Prix et concurrence.*

CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (C.S.C.E.)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Défense **6.**
Lois de finances **4,** affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **2.**

CONGÉS ET VACANCES

Voir *Tourisme et loisirs* **6.**

Congé maladie

Voir *Travail* **20.**

CONGO (République populaire du -)

Accord de sécurité sociale

Voir *Traités et conventions* **35.**

Centre culturel français au -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** article 5 et état C.

CONJOINTS (- survivants)

Voir *Successions et libéralités* **3.**

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application des articles 46 et 61 de la Constitution

Décision du 26 juin 1987 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade [*J.O.* du 28 juin 1987] (p. 6998).

Décision du 5 janvier 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi organique modifiant le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 320).

Décision du 5 janvier 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi organique modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 321).

Décision du 5 janvier 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi organique complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 321).

Décision du 5 janvier 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi organique portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 321).

Décision du 7 janvier 1988 déclarant non conforme à la Constitution la loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale [*J.O.* du 9 janvier 1988] (p. 444).

Décision du 10 mars 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative à la transparence financière de la vie politique [*J.O.* du 12 mars 1988] (p. 3350).

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution

Décision du 2 juin 1987 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions contenues dans les mots : « avec un statut dont les éléments essentiels ont été portés à votre connaissance » figurant à l'article 1er de la loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6058).

Décision du 7 juillet 1987 déclarant conforme à la Constitution la loi modifiant l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille [*J.O.* du 8 juillet 1987] (p. 7456).

Décision du 22 juillet 1987 déclarant conforme à la Constitution la loi relative aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire [*J.O.* du 23 juillet 1987] (p. 8237).

Décision du 28 juillet 1987 déclarant non conformes à la Constitution, dans le texte de l'article 89 de la loi portant diverses mesures d'ordre social : au paragraphe I, le chiffre 3 ; le deuxième alinéa du paragraphe II [*J.O.* du 29 juillet 1987] (p. 8508).

Décision du 30 décembre 1987 déclarant non conforme à la Constitution l'article 92 de la loi de finances pour 1988 [*J.O.* du 31 décembre 1987] (p. 15761).

Décision du 30 décembre 1987 déclarant non conforme à la Constitution l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1987 [*J.O.* du 31 décembre 1987] (p. 15763).

Décision du 5 janvier 1988 déclarant non conforme à la Constitution l'article 2 de la loi relative aux élections cantonales [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 320).

Décision du 7 janvier 1988 déclarant non conforme à la Constitution l'article 15 de la loi relative à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole [*J.O.* du 10 janvier 1988] (p. 485).

Décision du 19 janvier 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi sur les bourses des valeurs [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1024).

Décision du 19 janvier 1988 déclarant conforme à la Constitution la loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1025).

Voir *Prix et concurrence* **4.**

CONSEIL DE LA CONCURRENCE (contentieux)

Voir *Prix et concurrence* **4.**

CONSEIL DE L'EUROPE

Budget du -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. - Proposition de loi organique n° 343 tendant à assurer la **représentation des retraités** au Conseil économique et social (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapport n° **736** (13 mai 1987).

2. - Proposition de loi n° 734 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant **loi organique relative au Conseil économique et social.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par MM. Pascal Clément et Henri Bouvet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (1er juillet 1987).

CONSEILLERS GÉNÉRAUX

Voir *Elections et référendums* **26.**

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir *Communes* **10.**

Information des -

Voir *Communes* **12.**

- en Nouvelle-Calédonie

Voir *Nouvelle-Calédonie* **2.**

CONSEILLERS RÉGIONAUX

Voir *Elections et référendums* **19, 32, 39.**

Droits des - de présenter des candidats à la Présidence de la République

Voir *Elections et référendums* **19, 28.**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Voir *Entreprises publiques* **4.**
Sociétés civiles et commerciales **3.**

CONSEIL NATIONAL DES LANGUES ET CULTURES RÉGIONALES

Voir *Questions orales sans débat* **209.**

CONSEILS GÉNÉRAUX

Voir *Elections et référendums* **24.**

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir *Communes* **10.**

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Voir *Questions orales sans débat* **224.**

CONSEIL SUPÉRIEUR DE SÛRETÉ ET D'INFORMATION NUCLÉAIRES

Voir *Questions au Gouvernement* **315.**

CONSEIL SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Droit des membres du - de présenter des candidats à la Présidence de la République

Voir *Elections et référendums* **19, 28.**

CONSOMMATEURS

Voir *Pharmacie* **1.**

Protections des

Voir *Audiovisuel* **10.**

CONSOMMATION

2. - Proposition de loi n° 759 tendant à soustraire du régime de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 les **ventes de moins de cinq cents francs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Roger Couturier (11 juin 1987).

3. - Projet de loi n° 1135 relatif aux **actions en justice** des **associations agréées de consommateurs** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **291** (1986-1987), déposé sous le titre « Projet de loi relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs ». - Dépôt le 17 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **128** (1987-1988). - Discussion le 10 décembre 1987. - Adoption le 10 décembre 1987. - Nouveau titre : Projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs. - Projet de loi n° **43.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (12 décembre 1987). - Rapport n° **1144** (16 décembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (15 décembre 1987). - Rapporteur pour avis : M. Ladislas Poniatowski (17 décembre 1987). - Discussion le 21 décembre 1987. - Adoption le 21 décembre 1987. - Projet de loi n° **230.**

Sénat (deuxième lecture) n° **199.** - Dépôt le 21 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **209** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **78.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1181.** Dépôt le 22 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest. - Rapport n° **1183** (22 décembre 1987). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **239.**

Loi n° 88-14 du 5 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 219).

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7937).

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7937) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7938, 7939) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7940, 7946) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7941, 7942) ; *Sapin (Michel)* (p. 7943) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7944).

Clauses abusives : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7939) ; *Gantier (Gilbert* (p. 7945) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7946).

Commission de refonte des droits de la consommation dite commission Calay-Auloy (p. 7938) ; *Sapin (Michel)* (p. 7943).

Cour de cassation (arrêt du 16 janvier 1985) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7937) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7939) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7940, 7946) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7941, 7942) ; *Sapin (Michel)* (p. 7943).

Economie (libération de l' -) : *Arthuis (Jean)* (p. 7939).

Edulcorants de synthèse : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7938) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7939) ; *Sapin (Michel)* (p. 7943) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7945) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7945) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7946).

Institut national de la consommation : *Ducoloné (Guy)* (p. 7942) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7946).

Loi du 27 décembre 1973 dite loi Royer : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7937) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7940) ; *Sapin (Michel)* (p. 7943).

Distribution (lutte contre le monopole de la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7944) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7947).

Sénat (modifications du projet de loi par le -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7941) ; *Sapin (Michel)* (p. 7943).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 7947) ; *Rossinot (André)* (p. 7947).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 7947) ; *Rossinot (André)* (p. 7947).

Rappel au règlement de M. Michel Sapin : *Sapin (Michel)* (p. 7947).

Discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7950) ; [21 décembre 1987] (p. 7958).

Avant l'article 1er : amendement n° 31 de M. Guy Ducoloné (accroissement des possibilités d'actions en justice) : rejeté.

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs) ;* déviation certaine de droit d'association en raison de l'exigence de l'agrément desdites associations pour la reconnaissance de certains droits ; droits d'association à deux vitesses non conforme à l'esprit du droit d'association tel qu'il est reconnu par la Constitution ; amendement n° 32 de M. Jean-Louis Masson (prise en compte de la spécificité des départements de Moselle, de Haut-Rhin et du Bas-Rhin) (p. 7950) ; rejeté ; amendement n° 10 rectifié de Mme Catherine Lalumière soutenu par M. Michel Sapin (action en justice des associations de consommateurs) ; amendement n° 25 de M. Guy Ducoloné (même objet) ; amendement n° 1 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 10 rectifié : rejeté ; amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er bis *(agrément des associations de défense des consommateurs)* ; inconvénients du système de l'agrément des associations ; relativité de la notion de représentativité des associations (p. 7951) ; amendement no 11 de Mme Catherine Lalumière soutenu par M. Michel Sapin (tendant à supprimer la disposition selon laquelle un décret fixera les conditions de retrait de l'agrément) : rejeté ;

- article 1er *bis* : adopté.

Article 2 *(pouvoir des juridictions saisies)* : amendement no 16 corrigé de M. Michel Sapin (possibilité d'action reconnue au ministère public dans les mêmes conditions que les associations agréées) : rejeté ; amendement no 12 corrigé de M. Michel Sapin (extension des juridictions pouvant être saisies) : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(ajournement du prononcé de la peine)* (p. 7952) : adopté.

Après l'article 3 : amendement no 17 de M. Jean-Louis Masson (tendant à donner aux associations de commerçants des possibilités d'action en justice pour faire appliquer les règles afférentes à l'urbanisme commercial) ; amendement n'ayant pas sa place dans le texte en discussion ; amendement ne modifiant pas les problèmes au fond (p. 7953) ; décret prochainement publié tendant à assouplir les mécanismes de saisine du Parquet notamment en ouvrant cette dernière à toute personne ayant connaissance de faits en infraction avec la législation sur les surfaces commerciales ; rejeté (p. 7954).

Article 3 bis *(action des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale)* : nécessité d'éviter que ne se produise une multiplication des procédures engagées par les associations de consommateurs à l'exemple des Etats-Unis ; dispositions relatives aux clauses abusives semblant superfaitatoires (p. 7958) ; arsenal législatif permettant déjà d'obtenir des sanctions à l'égard desdites clauses et notamment grâce à l'article 4 du décret du 24 mars 1978 ; craintes d'assister à un débordement d'actions devant les juridictions paraissant injustifiées ; amendement no 13 de Mme Catherine Lalumière soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : retiré ; amendement no 14 de Mme Catherine Lalumière soutenu par M. Michel Sapin (champ d'action des associations de consommateurs) (p. 7959) : rejeté ; amendement no 6 corrigé de la commission de la production et des échanges (possibilité d'action en justice des associations agréées pour demander la suppression des clauses abusives dans les contrats-types) ; intervention à titre principal des associations paraissant tout à fait justifiée ; comparaison inadéquate avec la situation aux Etats-Unis (p. 7960) ; nécessité de donner aux associations un droit d'action en matière de clauses abusives ; élimination des clauses abusives au nom de l'intérêt collectif des consommateurs apparaissant comme une juste contrepartie d'une économie de liberté ; adoption prochaine d'une directive européenne sur les clauses abusives comportant une liste de clauses nulles de plein droit et une liste de clauses présumées elles aussi abusives ; souhait de contenir la multiplication des risques ; directives européennes en cours d'élaboration (p. 7961) ; amendement no 6 corrigé : adopté ; amendement no 7 de la commission de la production (même objet) : adopté ; amendement no 22 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet ;

- article 3 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 bis : amendement no 8 de la commission de la production (compétence des associations en matière de clauses abusives) : adopté.

Article 3 ter *(production des procès-verbaux des rapports d'enquête détenus par le ministère public)* : adopté.

Article 3 quater *(diffusion du jugement rendu)* : amendement no 15 de Mme Catherine Lalumière soutenu par M. Michel Sapin (tendant à ne pas dissuader les associations de consommateurs d'agir en justice) : rejeté ; amendement no 2 de la commission des lois (limitation de la charge des frais de diffusion de la décision de justice pour les associations de consommateurs constitués partie civile) (p. 7962) : adopté ; amendement no 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 3 *quater*) : adopté ;

- article 3 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(abrogation de l'article 46 de la loi du 27 décembre 1973)* : adopté.

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : protection du sucre qui ne se justifie pas par cet article ; nécessité d'abroger la loi de 1902 (p. 7963) ; besoin de protéger les sociétés fabriquant les édulcorants ; position fragilisée des industriels produisant des substances édulcorantes face à la concurrence européenne ; amendement no 26 de M. Jacques Limouzy (de suppression) : retiré ; repris par M. Michel Sapin ; loi de 1902 paraissant contraire au traité de Rome (p. 7964) : rejeté ; amendements identiques no 23 de M. Gilbert Gantier et no 27 de M. Jacques Limouzy (suppression du paragraphe 1er de l'article 5) : retirés ; repris par M. Michel Sapin : rejetés ; amendement no 28 de M. Jacques Limouzy (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation du terme « sucre ») (p. 7965) ; amendement no 9 de la commission de la production (même objet) : amendement no 28 et no 9 : rejetés (p. 7966) ; amendement no 29 de M. Jacques Limouzy (tendant à permettre la conversation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes) ; sous-amendement no 33 de M. Gilbert Gantier (conservation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes pour celles antérieures au 1er décembre 1987) ; volonté de sauver un certain nombre d'entreprises qui agissent uniquement dans le secteur pharmaceutique ; sous-amendement no 33 : adopté ; amendement no 29, ainsi modifié : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement no 30 du Gouvernement (abrogation de la loi du 16 avril 1987 et des articles 9 et 22 de la loi du 2 juillet 1935 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et de la fabrication de la margarine) ; nécessité d'adapter la législation nationale aux nouvelles exigences de consommation et à la réglementation communautaire (p. 7967) ; en vertu de la jurisprudence Cassis de Dijon de la Cour de justice des communautés européennes les produits importés seront favorisés sur le marché national ; amendement no 30 : rejeté.

Article 6 *modification de l'article 3 du code de la famille et de l'aide sociale)* : amendement no 4 de la commission des lois (de coordination) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement no 24 de M. Alain Griotteray (tendant à donner aux associations ayant pour objet la défense des investisseurs en valeur mobilière la possibilité d'agir pour la protection des épargnants) ; amendement no 18 de M. Jean-Claude Chupin soutenu par M. Michel Sapin (même objet) ; nécessité d'améliorer les droits des épargnants en valeur mobilière, et, qu'ils soient plus efficacement défendus à l'identique du monde anglosaxon (p. 7968) ; nécessité de prévoir un nouveau cadre d'action et de défense au bénéfice d'associations d'actionnaires qui seraient agréées ; information des petits actionnaires devant être mieux assurée ; mesure réglementaire prise dans les prochains jours permettant, selon des procédures collectives, la réparation d'un préjudice personnellement subi par des petits porteurs ; actionnaires devant être considérés comme des consommateurs (p. 7969) ; amendement no 24 : adopté ; amendement no 18 : satisfait ; amendement no 19 de M. Jean-Claude Chupin soutenu par M. Michel Sapin (tendant à améliorer la défense des petits porteurs) : rejeté ; amendement no 20 de M. Jean-Claude Chupin soutenu par M. Michel Sapin (même objet) : rejeté ; amendement no 21 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. René Béguet (tendant à modifier les règles de répartition de compétences au sein de la juridiction civile concernant les litiges nés de l'application de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) ; rappel de la jurisprudence dominante des cours d'appel considérant que la répartition des compétences entre le juge d'instance et les tribunaux de grande instance devait s'effectuer selon les taux de compétence ; arrêt de la cour de cassation du 11 juin 1985 donnant l'ensemble du contentieux né de la défaillance de l'emprunteur aux tribunaux d'instance (p. 7970) ; arrêt de la cour de cassation du 11 juin 1985 garantissant une nécessaire unification du contentieux ; amendement no 21 : retiré.

Titre *(projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréés de consommateurs)* : amendement no 5 de la commission des lois (complétant le titre par les mots suivants « et à l'information des consommateurs ») : adopté ;

- le titre du projet est ainsi modifié.

Explications de vote (p. 7971).

Abstention du groupe socialiste : *Sapin (Michel)* (p. 7971).

Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7971).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7971).

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1987] (p. 8055).

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 8055) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 8056) ; *Arthuis (Jean)* (p. 8057).

Commission de refonte du droit de la consommation dite commission Calay-Auloy : *Lalumière (Catherine)* (p. 8056).

Edulcorants de synthèse : *Lalumière (Catherine)* (p. 8056).

Projet de loi (portée réelle du -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 8056, 8057) ; *Arthuis (Jean)* (p. 8057).

Sénat (modifications approuvées par le -) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 8055) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 8056).

Discussion des articles [22 décembre 1987] (p. 8057).

Article 1er : adopté (p. 8057).

Article 7 : amendements identiques n° 1 de M. Alain Griotteray et 2 de Mme Catherine Lalumière (droit d'agir en justice des associations dont l'objet est la défense des investisseurs en valeur mobilière) ; nécessité de protéger l'épargne et les épargnants ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 8058) ; nécessité d'améliorer la communication et l'information des actionnaires ; décret devant être publié prochainement facilitant l'exercice de voies d'actions en justice offertes par le droit des sociétés ; voies de recours permettant aux actionnaires d'obtenir réparation du préjudice ; organisation des débats apparaissant pour le moins curieuse ; amendements importants car protégeant six millions de nouveaux consommateurs d'actions (p. 8059) ; *rappel au règlement* de Mme Catherine Lalumière.

Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Adoption par scrutin par un seul vote de l'ensemble du projet de loi à l'exclusion de tout amendement (p. 8060).

Voir *Agriculture* **13.**
Commerce extérieur **6.**
Communautés européennes **6.**
Français : langue **1.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation : Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.

Télé-achat

Voir *Audiovisuel* **10.**

CONSTITUTION

Article 3 de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **476.**

Article 4 de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **549.**

Article 49-1

Voir *Questions au Gouvernement* **582.**

Cumul des mandats

Voir *Questions au Gouvernement* **476.**

CONSTRUCTION

Voir *Logement et habitat* **7.**

CONSTRUCTION NAVALE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE LA MOSELLE

Salariés des licenciés des -

Voir *Questions orales sans débat* **290.**

CONSULAT GENERAL DES ETATS-UNIS A STRASBOURG

Voir *Questions orales sans débat* **166.**

CONTRACTUELS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **8.**

CONTRAINTE PAR CORPS

Voir *Drogue* **3.**
Impôts et taxes **7,** avant la discussion des articles discussion des articles, après l'article 10.

CONTRATS BLEUS

Voir *Lois de finances* **4,** Jeunesse et sports.

CONTRATS DE REINSERTION EN ALTERNANCE

Voir *Chômage - Indemnisation* **1.**

CONTRIBUABLE (droit de renseignement : RESCRIT)

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 4, après l'article 10.

CONTROLE FISCAL

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles.

- vérification sur place

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 7.

CONTROLE PARLEMENTAIRE

Voir *Cour des comptes* **2.**
Parlement **10.**

CONTROLEURS AERIENS

Officiers contrôleurs en chef de la navigation aérienne.

Voir *Transports* **11.**

CONVENTION DE BONN

Voir *Environnement* **10.**

CONVENTION INTERFIPOL

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 11.

CONVENTIONS DE CONVERSION

Voir *Chômage - Indemnisation* **1.**

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

1. - Proposition de loi n° 26 tendant à lutter contre la **faim dans le monde** (voir tables 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Renvoi à la commission des affaires étrangères (2 décembre 1987). - Rapporteur : M. Jean-Marie Caro (12 décembre 1987).

3. - Proposition de loi n° 639 relative à la **survie et au développement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

4. - Proposition de loi n° 677 tendant à élever au niveau quantitatif et qualificatif la **contribution française au développement des pays non industrialisés et la lutte contre la faim.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Pierre Joxe. - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

5. - Rapport d'information déposé par MM. Jacques Sourdille, Edmond Alphandéry et Dominique Strauss-Kahn en application de l'article 145 du réglement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le problème de la **dette des pays en voie de développement (n° 1039)** [13 novembre 1987].

6. - Proposition de loi n° 1211 tendant à **lutter** contre la **faim** dans le monde et pour le **développement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 décembre 1987 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires étrangéres.

Voir *Commerce extérieur* **6.**
Lois de finances **4,** *deuxième partie,* coopération.
Traités et conventions **26.**
Questions au Gouvernement **570.**

Accords de coopération

Voir *Traités et conventions* **57.**

COOPÉRATION MONÉTAIRE

Voir *Traités et conventions* **51.**

COPROPRIÉTÉ

1. - Proposition de loi n° 651 tendant à modifier la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Vincent Ansquer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvan Blot (7 mai 1987).

2. - Proposition de loi n° 1221 tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la **copropriété des immeubles bâtis** afin de prévoir des modalités particulières pour les **charges** correspondant à la **fourniture** des **services médicaux et de restauration.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CORÉE DU SUD

Voir *Commerce extérieur* **2.**

Attaque de la - par la Corée du Nord

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

CORPS ÉLECTORAL

Définition du -

Voir *Nouvelle-Calédonie* **3.**

CORSE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement **346, 454.**
Traités et conventions **49.**
Transports **8.**

Impôts et taxes en -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

Liaison maritime entre Nice et la -

Voir *Questions orales sans débat* **340.**

Schéma d'aménagement

Voir *Collectivités locales 7,* discussion des articles, après l'article 19.

Situation en -

Voir *Questions au Gouvernement* **440, 443, 459.**

Transfert de F.R. 3 Corse à Marseille

Voir *Questions au Gouvernement* **529.**

Zones franches en -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article 21.

CÔTE D'AZUR

Réseau autoroutier de la -

Voir *Questions orales sans débat* **215.**

COTISATIONS

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **6.**

COTISATIONS SOCIALES

Patronales

Voir *Chômage. - Indemnisation* **1.**

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Voir *Communautés européennes* **6.**

COUR DES COMPTES

2. Proposition de loi n° 726 tendant à **modifier les règles de saisine de la Cour des comptes** afin de **développer le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

COUR D'ASSISES

Voir *Procédure pénale* **6.**

COURS D'EAU, ÉTANGS ET LACS

Voir *Environnement* **10, 11.**

CRÉANCES ET DETTES

- dans l'aviation civile

Voir *Transports* **6.**

CRÈCHES

Voir *Famille* **4.**

CRÉDIT AGRICOLE

Voir *Questions au Gouvernement* **444.**

Affectation des ressources de la mutualisation

Voir *Banques et établissements financiers* **1,** discussion générale et article 2.
Lois de finances rectificatives **3,** discussion générale et après l'article 13.
Questions au Gouvernement **568.**

Mutualisation du -

Voir *Questions au Gouvernement* **479, 579, 586.**

Nomination du directeur général.

Voir *Banques et établissements financiers* **1.**

CRÉDIT-BAIL

Extension du - au fonds de commerce.

Voir *Sécurité sociale* **6,** discussion des articles, après l'article 51.

CRÉDIT-IMPOT - FORMATION

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **2.**

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Voir *Questions au Gouvernement* **523.**
Ordre public **20.**

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Voir *Drogues* **3,** après l'article 10.
Justice **11.**

CRIMINELS DE GUERRE

Voir *Questions orales sans débat* **309.**

CRISE BOURSIÈRE

Voir *Marchés financiers* **3.**

CUBA

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

1. - Proposition n° 761 tendant à la création des **titres-culture.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Bruno Durieux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions au Gouvernement* **561.**

CULTURE FRANÇAISE

Voir *Audiovisuel* **9.**

CUMUL DES MANDATS

Voir *Elections et référendums* **40.**

CUMULS

- de pensions et de revenus d'activité

Voir *Assurance vieillesse - Généralités* **5.**

D

DANSE

Voir *Enseignement* **4.**

et année de la danse

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, culture, examen du fascicule, procédure des questions.

DASSAULT

Exportations d'avions

Voir *Questions au Gouvernement* **547.**

DÉBITS DE BOISSONS

Voir *Boissons et alcools* **7.**

DÉBROUSSAILLEMENT

Voir *Bois et forêts* **5.**

DÉCENTRALISATION

Voir *Collectivités locales* **7.**
Départements **4.**
Plan **1.**
Questions au Gouvernement **402, 435.**

Financement des lycées par les régions

Voir *Questions au Gouvernement* **539.**

DÉCLARATIONS DES HOMMES POLITIQUES

Critiques du président de la commission des Communautés européennes (M. Delors) sur la politique gouvernementale

Voir *Questions au Gouvernement* **449.**

Déclaration de M. Balladur sur la situation économique

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.
Rappels au règlement **726.**

Déclaration de M. Léotard sur des amendements lors du débat du budget de la communication

Voir *Rappels au règlement* **724.**

Déclaration de M. Léotard sur les élections cantonales à Marseille

Voir *Questions au Gouvernement* **564.**

Déclaration de M. Léotard sur les parrainages de candidatures pour l'élection présidentielle

Voir *Questions au Gouvernement* **475.**

Déclaration de M. Le Pen à « L'Heure de vérité » sur le SIDA

Voir *Questions au Gouvernement* **372.**

Déclaration de M. Noir dans « Le Monde »

Voir *Questions au Gouvernement* **389.**

Déclaration de M. Pasqua lors de son voyage en Corse

Voir *Questions au Gouvernement* **443.**

Déclaration de M. Pasqua sur les élections présidentielles

Voir *Questions au Gouvernement* **475.**

Déclaration de M. Pasqua sur les immigrés clandestins

Voir *Questions au Gouvernement* **373.**

Propos tenus par M. Malhuret sur le Front national

Voir *Questions au Gouvernement* **319.**

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT

3. - Déclaration de politique générale du Gouvernement, par M. Jacques Chirac, Premier ministre [7 avril 1987] (n° 627).

Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 627).

Discussion générale [7 avril 1987] (p. 17, 47).

Agriculture (situation de l'-) : *Fabius (Laurent)* (p. 26) ; *Chirac (Jacques)* (p. 42).

Audiovisuel (politique de l'-) et C.N.C.L. : *Fabius (Laurent)* (p. 27) ; *Chirac (Jacques)* (p. 41).

Chômage (lutte contre le -) et politique de l'emploi : *Chirac (Jacques)* (p. 20, 21) ; *Fabius (Laurent)* (p. 25, 27) ; *Lajoinie (André)* (p. 33) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 35) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 51).

Code de la nationalité : *Chirac (Jacques)* (p. 21) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 31) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 37) ; *Messmer (Pierre)* (p. 39) ; *Briant (Yvon)* (p. 49).

Cohabitation (motif et bilan de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 18) ; *Lajoinie (André)* (p. 31) ; *Messmer (Pierre)* (p. 38) ; *Briant (Yvon)* (p. 49).

Dialogue social (conception gouvernementale du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 22).

Equipement militaire : *Chirac (Jacques)* (p. 20) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 36).

Europe (construction européenne et place de la France en -) : *Chirac (Jacques)* (p. 23).

Flexibilité du travail : *Lajoinie (André)* (p. 33) ; *Messmer (Pierre)* (p. 38).

Grèves dans le secteur public (E.D.F. - S.N.C.F.) : *Chirac (Jacques)* (p. 20) ; *Messmer (Pierre)* (p. 39).

Immigration (politique de -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 35, 37).

Insécurité (lutte contre l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 20, 41) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 29) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 35) ; *Briant (Yvon)* (p. 48).

Justice (efficacité de la -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 36).

Justice sociale : *Fabius (Laurent)* (p. 25) ; *Lajoinie (André)* (p. 32).

Lycées (construction et entretien des -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 31) ; *Chirac (Jacques)* (p. 40).

Méthodes de gouvernement de M. Chirac : *Zuccarelli (Emile)* (p. 50, 51).

Natalité et politique familiale : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 37) ; *Messmer (Pierre)* (p. 39) ; *Chirac (Jacques)* (p. 41).

Nouvelle-Calédonie : *Chirac (Jacques)* (p. 20) ; *Fabius (Laurent)* (p. 26).

Parlement (rôle du -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 34).

Pays en voie de développement (attitude de la France à l'égard des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 22).

Politique économique du Gouvernement : *Chirac (Jacques)* (p. 19, 20, 22) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 29, 30).

Politique extérieure du Gouvernement (et notamment attitude à l'égard des propositions soviétiques de désarmement) : *Lajoinie (André)* (p. 34) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 36) ; *Chirac (Jacques)* (p. 40).

Politique fiscale du Gouvernement (et notamment fraudes fiscales et remboursement de l'emprunt Giscard) : *Chirac (Jacques)* (p. 21, 41) ; *Fabius (Laurent)* (p. 25) ; *Lajoinie (André)* (p. 32, 33) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 35).

Privatisations (bilan des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 19) ; *Fabius (Laurent)* (p. 27) ; *Lajoinie (André)* (p. 31, 33, 34) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 36) ; *Messmer (Pierre)* (p. 38).

Protection sociale (avenir du système de -) : *Chirac (Jacques)* (p. 21) ; *Lajoinie (André)* (p. 32, 34) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 36, 37) ; *Messmer (Pierre)* (p. 38) ; *Bêche (Guy)* (p. 47, 48) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 51, 52).

Recherche (politique de la -) : *Fabius (Laurent)* (p. 26) ; *Messmer (Pierre)* (p. 39) ; *Chirac (Jacques)* (p. 40).

Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) : *Chirac (Jacques)* (p. 23, 24, 43) ; *Fabius (Laurent)* (p. 24, 28) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 28, 30) ; *Briant (Yvon)* (p. 48, 50).

Situation économique comparée de la France et de la République fédérale d'Allemagne : *Fabius (Laurent)* (p. 28) ; *Chirac (Jacques)* (p. 42).

Situation économique de la France en mars 1986 : *Chirac (Jacques)* (p. 17, 18) ; *Fabius (Laurent)* (p. 24, 25).

Situation économique de la France en avril 1987 : *Chirac (Jacques)* (p. 19) ; *Fabius (Laurent)* (p. 25) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 29, 30) ; *Lajoinie (André)* (p. 32).

Tchad (politique française au -) : *Chirac (Jacques)* (p. 22) ; *Messmer (Pierre)* (p. 39).

Terrorisme (lutte contre le -) : *Chirac (Jacques)* (p. 21, 22) ; *Fabius (Laurent)* (p. 26) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 29) ; *Messmer (Pierre)* (p. 38).

Universités (et notamment manifestations étudiantes contre le projet Devaquet) : *Chirac (Jacques)* (p. 19) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 30) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 37).

Explications de vote (p. 52) :

Agriculture (situation de l'-) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 56, 57) ; *Perben (Dominique)* (p. 61).

Chômage (lutte contre le -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 58) ; *Perben (Dominique)* (p. 61).

Code de la nationalité : *Gollnisch (Bruno)* (p. 59, 60).

Cohabitation (motif et bilan de la -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 59).

Equipement militaire : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 55).

Insécurité (lutte contre l'-) : *Perben (Dominique)* (p. 62).

Natalité et politique familiale : *Gollnisch (Bruno)* (p. 60).

Nouvelle-Calédonie : *Dumas (Roland)* (p. 54) ; *Perben (Dominique)* (p. 62).

Parlement (rôle du -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 57).

Pauvreté (extension de la -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 57).

Politique audiovisuelle du Gouvernement (et notamment C.N.C.L.) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 59).

Politique économique du Gouvernement : *Dumas (Roland)* (p. 52) ; *Perben (Dominique)* (p. 60, 61).

Politique extérieure du Gouvernement (et notamment attitude à l'égard des propositions soviétiques de désarmement) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 55, 56) ; *Gollnish (Bruno)* (p. 60).

Protection sociale (avenir du système de) : *Dumas (Roland)* (p. 53) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 58) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 60) ; *Perben (Dominique)* (p. 61).

Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 59) ; *Chirac (Jacques)* (p. 63).

Situation économique comparée de la France et de la République fédérale d'Allemagne : *Dumas (Roland)* (p. 52).

Situation économique de la France en avril 1987 : *Dumas (Roland)* (p. 52) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 58).

Universités (et notamment manifestations étudiantes contre le projet Devaquet) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 59).

Vote hostile du Front national : *Gollnisch (Bruno)* (p. 60).

Vote hostile du groupe communiste : *Deschamps (Bernard)* (p. 58).

Vote hostile du groupe socialiste : *Dumas (Roland)* (p. 54).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 57).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Perben (Dominique)* (p. 62).

Adoption au scrutin public de la déclaration de politique générale du Gouvernement (p. 62).

4. - Déclaration sur la politique étrangère du Gouvernement (n° 848) [16 juin 1987].

Discussion [16 juin 1987] (p. 2435, 2460).

Afrique :

- relations franco-africaines (et notamment coopération franco-québécoise en matière commerciale) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2441, 2442) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2471).

- Tchad : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2452).

Afrique du Sud :

- Albertini (situation de Pierre-André -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442) ; *Lajoinie (André)* (p. 2460).

- régime sud-africain : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450, 2451) ; *Lajoinie (André)* (p. 2460).

Alliance atlantique : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2466, 2467).

Alliance atlantique (étude sur la maîtrise des armements confiée au Conseil atlantique) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2436, 2437, 2481).

Alliances de la France (et notamment avec les Etats-Unis) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450) ; *Debré (Michel)* (p. 2466).

Amérique latine :

- Nicaragua (aide alimentaire au -) : *Lajoinie (André)* (p. 2460).

- relations franco-américaines : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442).

Armes chimiques : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2437) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 2477) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 2479).

Armes conventionnelles : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2437) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 245) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2452) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470).

Armes conventionnelles (négociations sur les - menées dans le cadre de la C.S.C.E.) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2437, 2481) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2469) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 2479).

Armes nucléaires (doctrine d'emploi des -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2445, 2446).

Asie :

- Afghanistan : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442).

- Cambodge : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442).

- Chine (relations franco-chinoises) : *Montesquiou (Aymeri de)* : (p. 2471).

- Indochine : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450).

Banque de France (réforme des statuts de la -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2444).

Bombe à neutrons : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450).

Caraïbes (et notamment relations des départements d'outre-mer avec les autres îles) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442).

Chars (blindage réactif) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2481).

Communauté européenne et Acte unique européen :

- amendements européens (dépôt d'- sur l'ensemble des projets de loi qui ignoreront la dimension européenne des problèmes) : *Lamassoure (Alain)* (p. 2478) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2484).

- compromis de Luxembourg : *Dumas (Roland)* (p. 2448, 2449) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2482) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2484, 2485).

- concurrence entre les pays de la Communauté : *Debré (Michel)* (p. 2465).

- coopération politique : *Lalumière (Catherine)* (p. 2464, 2465) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2472) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2482).

- défense européenne : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2446) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450) ; *Lajoinie (André)* (p. 2461) ; *Debré (Michel)* (p. 2466) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2466, 2467) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2469) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2473) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2473, 2474) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 2477) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 2479) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2480) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2483, 2484).

- financement de la Communauté : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2438) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2464, 2465) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2485).

- financement de la Communauté (propositions de la commission européenne « Réussir l'Acte unique ») : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2439) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2487).

- institutions européennes (et notamment question de la présidence de l'Europe) : *Dumas (Roland)* (p. 2449).

- marché intérieur unique (calendrier de la réalisation du - et problèmes d'harmonisation de la législation, notamment en matière de T.V.A.) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2439, 2482) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2443, 2444) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448, 2449) ; *Lajoinie (André)* (p. 2461) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2463, 2464) ; *Debré (Michel)* (p. 2465) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2472, 2473) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2477) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2482, 2483, 2484).

- monnaie européenne (système monétaire européen) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2444) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2464) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2482) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2483).

- politique agricole commune : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2438) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2484).

- politiques sectorielles (et notamment politique de la recherche, de l'éducation, de la culture et politique en matière de droit de séjour) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2439) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2464) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2483, 2484).

- programme Eurêka : *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2483).

- relations de la France avec l'Europe du Sud (et notamment l'Espagne) : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470, 2471) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2472) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2483).

Départements d'outre-mer (relation des - avec les pays de la C.E.E.) : *Lajoinie (André)* (p. 2460) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2485).

Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :

- Etats-Unis (présence nucléaire en Europe des -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2436, 2481) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2445).

- forces nucléaires françaises (exclusion des - du processus de désarmement nucléaire) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2435) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2445) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2451) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 2435) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2451, 2452) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 2477).

- négociations en cours : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2435, 2346) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2444, 2445) ; *Dumas (Roland)* (p. 2447, 2448) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2449, 2450) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2451, 2452) ; *Lajoinie (André)* (p. 2460, 2461) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 2462, 2463) ; *Debré (Michel)* (p. 2466) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2467) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2467, 2468) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2468, 2469, 2470) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2473) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 2476, 2477) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 2478, 2479) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 2479, 2480).

- politique nucléaire française (abandon de la -) : *Lajoinie (André)* (p. 2461).

Droits de l'homme (actions en faveur des -, notamment dans le cadre de la C.S.C.E.) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2440) ; *Denlau (Jean-François)* (p. 2463).

Europe (sécurité européenne et possibilité pour la France de lancer une concertation sur l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2452).

Europe de l'Est (libération de l'-) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2451).

Forces nucléaires françaises (modernisation des -) : *Debré (Michel)* (p. 2466) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2481).

Maghreb (relations de la France avec les pays du - et notamment effacement des contentieux liés à la présence française) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2440, 2441).

Menaces (évaluation des - pour la France et l'Europe) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2449).

Pacifique-Sud (Nouvelle-Calédonie) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2442).

Paix (notion de -) : *Bellon (André)* (p. 2471).

Pays en voie de développement (aide aux - et problème de l'endettement du tiers monde) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2440, 2482) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2446, 2447) ; *Dumas (Roland)* (p. 2447) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2452, 2453) ; *Lajoinie (André)* (p. 2461, 2462) ; *Bellon (André)* (p. 2471, 2742) ; *Vivien (Alain)* (p. 2474, 2475) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 2477).

Pays en voie de développement (effets de la colonisation sur le sous-développement) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 2453) ; *Bellon (André)* (p. 2472).

Politique de défense (caractère nationale de la -) : *Lajoinie (André)* (p. 2461) ; *Debré (Michel)* (p. 2466).

Politique et situation économique de la France : *Lalumière (Catherine)* (p. 2464) ; *Debré (Michel)* (p. 2465) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2472).

Politique étrangère :

- identités et préférences nationale et européenne : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2451).

- Parlement (rôle du -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2443).

- Président de la République, Premier ministre et ministre des affaires étrangères (rôles respectifs des -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2449) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2467, 2468) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2481).

- principes de la - : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2437, 2442, 2443) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2447) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2449, 2451) ; *Lajoinie (André)* (p. 2460) ; *Debré (Michel)* ; (p. 2465, 2466) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470).

Pologne (relations économiques franco-polonaises) : *Geng (Francis)* (p. 2476) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2481, 2482).

Proche-Orient :

- conférence internationale sur le réglement global du conflit (projet de -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2441, 2481) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2468).

- golfe Persique (sécurité du -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2441).

- Iran (politique à l'égard du régime du Chah) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450).

- Iran-Irak (conflit) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2441).

- Liban : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2441) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450).

- Liban (otages français au -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2441) ; *Lajoinie (André)* (p. 2460).

Réciprocité des relations extérieures : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450).

République démocratique d'Allemagne (relations de la France avec la -) ; *Geng (Francis)* (p. 2476).

République fédérale d'Allemagne (coopération militaire franco-allemande) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2463) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2467) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2469, 2470).

République fédérale d'Allemagne (relations franco-allemandes, et notamment questions stratégiques et problème de la garantie nucléaire française) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2438, 2480) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2444, 2446) ; *Dumas (Roland)* (p. 2448) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2452) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 2462, 2463) ; *Debré (Michel)* (p. 2466) ; *Baumel (Jacques)* (p. 2469) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2472, 2473) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 2479).

Situation internationale (et, notamment, questions économiques et problèmes soulevés au Sommet de Venise) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2435, 2439, 2440, 2482) ; *Debré (Michel)* (p. 2465) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2470).

Stratégie de la France (modification des données de la -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 2445, 2446).

Terrorisme (coopération internationale en matière de lutte contre le -) : Raimond (Jean-Bernard) (p. 2440, 2481) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 2473).

U.E.O. : *Baumel (Jacques)* (p. 2469) ; *Caron (Jean-Marie)* (p. 2473) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2480, 2481) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2484).

U.R.S.S. :

- dialogue Est-Ouest : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2437) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2450) ; *Geng (Francis)* (p. 2475) ;

- Gorbatchev (politique intérieure et extérieure de M. -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2437, 2438, 2481) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2449) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2452) ; *Geng (Francis)* (p. 2475) ;

- stratégie de l'- : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2449, 2450) ; *Debré (Michel)* (p. 2465).

Venise (Sommet de -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2440) ; *Lajoinie (André)* (p. 2460).

Procédure des questions (p. 2485).

Aide au développement : *Montdargent (Robert)* (p. 2489) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2489).

Afrique du Sud :

- relations de la France avec l'- : *Bordu (Gérard)* (p. 2487) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2487) ;

- situation de M. Pierre-André Albertini : *Bordu (Gérard)* (p. 2487) ; *Loncle (François)* (p. 2491) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2787, 2491, 2492).

Algérie :

- harkis (circulation en Algérie des -) : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2489) ;

- ressortissants français (conclusion d'un accord sur le problème des avoirs et des biens des - en Algérie) : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 2489) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2489) ;

- terrorisme (coopération franco-algérienne dans la lutte contre le - et cas de M. Mohand Hammani) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 2489, 2490) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2490).

Argentine (relations économiques de la France et de l'- et résultats de la commission mixte) : *Marchand (Philippe)* (p. 2494) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2494).

Bangladesh (situation des orphelins du -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2494) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2495).

Chili (situation au -) : *Marchand (Philippe)* (p. 2495) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2495).

Chypre (règlement du conflit) : *Vivien (Alain)* (p. 2493) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2493, 2494).

Collectivités locales (coopération transfrontalière des -) : *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2491) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2491).

Communauté européenne :

- Espagne (échanges économiques franco-espagnols) : *Laborde (Jean)* (p. 2486, 2487) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2487) ;

- politique agricole commune : *Lalumière (Catherine)* (p. 2486) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2486, 2492, 2493) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 2492) ;

- prix agricoles : *Montdargent (Robert)* (p. 2488, 2489) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2489) ;

- traité d'élargissement à l'Espagne et au Portugal (hypothèse d'une renégociation du -) : *Laborde (Jean)* (p. 2487) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2487).

Départements d'outre-mer (application de l'Acte unique européen aux -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2493) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2493).

Europe :

- Conseil de l'- (budget de fonctionnement de l'Assemblée du -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 2485) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2485).

- U.E.O. (budget de fonctionnement de l'-) : *Lalumière (Catherine)* (p. 2485) ; *Bosson (Bernard)* (p. 2486).

Iran (relations de la France avec l'-) : *Loncle (François)* (p. 2495) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2496).

Israël (position exprimée de la France vis-à-vis d'- aux Nations Unies) : *Descaves (Pierre)* (p. 2490) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2490).

Liban (otages français au -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 2488) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2488, 2496) ; *Loncle (François)* (p. 2495).

Namibie ou Sud-Ouest africain (accession à l'indépendance de la -) : *Rostolan (Michel de)* (p. 2490) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2490, 2491).

Nicaragua (aide française au -) : *Hage (Georges)* (p. 2487, 2488) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2488).

Pérou (relations économiques franco-péruviennes) : *Fargues (Pierre)* (p. 2494) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2494).

Proche-Orient (conférence internationale sur le règlement du conflit) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2490).

Radio-France internationale (installation d'un émetteur de - dans le Sud-Est asiatique et le Pacifique-Sud) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 2495) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2495).

« Transférement » des prisonniers dans leur pays d'origine pour l'exécution des peines pénales : *Gollnish (Bruno)* (p. 2489) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2489).

Turquie (Droits de l'homme en - et demande d'adhésion de la - à la Communauté européenne) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 2492) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2492).

Venise (Sommet de - et relations économiques de la France avec les Etats-Unis et le Japon) : *Montdargent (Robert)* (p. 2488, 2489) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2489).

5. - Déclaration sur la politique en matière de **privatisation** par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Edouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (n° 977) [27 octobre 1987].

Discussion [27 octobre 1987] (p. 4893).

Actionnaires des sociétés privatisées :

- actionnariat populaire (valeur de l') : *Tranchant (Georges)* (p. 4900) ; *Griotteray (Alain)* (p. 4903) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4904) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 4906) ; *Briant (Yvon)* (p. 4911) ;

- droits des actionnaires : *Griotteray (Alain)* (p. 4903) ; *Briant (Yvon)* (p. 4911) ;

- « petits porteurs » (comportement des -) : *Griotteray (Alain)* (p. 4902).

Bourse :

- crise boursière de l'automne 1987 : *Griotteray (Alain)* (p. 4901) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4904) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 4907) ; *Goux (Christian)* (p. 4907) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4916) ;

- crise boursière et budget de l'État : *Goux (Christian)* (p. 4908) ;

- effets des privatistions sur le marché boursier : *Balladur (Edouard)* (p. 4893, 4896) ; *Griotteray (Alain)* (p. 4901, 4902) ; *Goux (Christian)* (p. 4907) ; *Briant (Yvon)* (p. 4911) ; *Charzat (Michel)* (p. 4913) ;

- nationalisations (opérations boursières avant les -) : *Tranchant (Georges)* (p. 4901).

Bilan de la gestion économique entre 1981 et 1986 : *Tranchant (Georges)* (p. 4899, 4900) ; *Perben (Dominique)* (p. 4908, 4909, 4910).

Économie mixte (valeur de l' -) : *Mauroy (Pierre)* (p. 4912, 4913) ; *Charzat (Michel)* (p. 4914) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4915).

Modalités des privatisations :

- calendrier de la politique de privatisations : *Joxe (Pierre)* (p. 4897) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4905) ; *Chambrun Charles de)* (p. 4906, 4907) ; *Charzat (Michel)* (p. 4914) ;

- groupes d'actionnaires stables (ou « noyaux durs ») : *Balladur (Edouard)* (p. 4894, 4895, 4915) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4895) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4900, 4901) ; *Griotteray (Alain)* (p. 4902, 4903) ; *Charzat (Michel)* (p. 4914) ;

- intérêts nationaux (protection des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4894, 4895) ;

- noyaux durs : voir groupes d'actionnaires stables ;

- offre publique de vente (modalités de l' -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4894) ;

- privatisation des sociétés d'assurances (et notamment U.A.P.) : *Balladur (Edouard)* (p. 4896, 4916) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4897, 4898) ; *Griotteray (Alain)* (p. 4903) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4913) ;

- salariés (actionnariat des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4894).

Privatisations (raisons ayant conduit aux -) : *Perben (Dominique)* (p. 4908, 4910, 4911) ; *Briant (Yvon)* (p. 4912) ; *Charzat (Michel)* (p. 4913, 4914) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4915, 4916).

Recettes des privatisations (utilisation des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4895, 4896).

Secteur public (poids et rôle du -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4893, 4894, 4895) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4905) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4913) ; *Charzat (Michel)* (p. 4913).

Sociétés privatisées (premiers bilans de l'action des -) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4904, 4905).

6. - Déclaration de politique générale du Gouvernement par M. Jacques Chirac (n° **1105**) [3 décembre 1987].

Déclaration de politique générale du Gouvernement par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et débat sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] (p. 6715, 6741).

« Affaires » (multiplication des -) : *Jospin (Lionel)* (p. 6725) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6733) ; *Bonhomme (Jean)* (p. 6744).

Aménagement du territoire et transports : *Chirac (Jacques)* (p. 6719, 6720) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6727) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6742).

Chômage (évolution du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6716) ; *Leroy (Roland)* (p. 6729) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6732) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735) ; *Bardet (Jean)* (p. 6746).

Collectivités locales (fiscalité des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6720).

Commerce extérieur : *Chirac (Jacques)* (p. 6718, 6719) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6732).

Désarmement (suite de l'accord américano-soviétique sur le -) : *Jospin (Lionel)* (p. 6725) ; *Leroy (Roland)* (p. 6731) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6736).

Droits de l'homme et libertés (atteintes aux - en France et dans le monde) : *Leroy (Roland)* (p. 6730, 6731) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6742).

Économie française (redressement de l' -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6716) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6724, 6725) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6726) ; *Leroy (Roland)* (p. 6728, 6729) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6732) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6741) ; *Bonhomme (Jean)* (p. 6745) ; *Bardet (Jean)* (p. 6746).

Éducation, formation et recherche : *Chirac (Jacques)* (p. 6719) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6733) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6743).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l' -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6720, 6721) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6722) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6726, 6728) ; *Leroy (Roland)* (p. 6728) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6734) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6734, 6735).

Europe (construction européenne) : *Chirac (Jacques)* (p. 6718, 6719) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6723) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6728) ; *Leroy (Roland)* (p. 6731) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Fiscalité européenne (harmonisation de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6719) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6728) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Gestion socialiste (procès de la -) : *Bonhomme (Jean)* (p. 6744) ; *Bardet (Jean)* (p. 6745).

Identité nationale (défense de l' -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6733).

Inflation (maîtrise de l' -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6716) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6741).

Information (droit à l' -) : *Joxe (Pierre)* (p. 6743).

Insécurité et terrorisme (lutte contre l' -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6715) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6723, 6724) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6727) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6741, 6742).

Justice (projets du garde des sceaux) : *Joxe (Pierre)* (p. 6742).

Libéralisme économique (retour au -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6726, 6727) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Majorité parlementaire (union de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6721) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6726, 6727) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6731, 6734) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Marchés monétaires et financiers (action de la France dans la concertation internationale et conduite de la politique intérieure) : *Chirac (Jacques)* (p. 6716, 6717) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6723) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6727, 6728) ; *Leroy (Roland)* (p. 6729) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Nouvelle-Calédonie : *Jospin (Lionel)* (p. 6725) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6736).

Otages français détenus au Liban (libération d' - et relations de la France avec le Moyen-Orient) : *Chirac (Jacques)* (p. 6715) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6723, 6724) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6733, 6734) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Partis politiques (financement des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6719) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6725).

Pauvreté (lutte contre la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6720) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6725).

Privatisations : *Chirac (Jacques)* (p. 6717) ; *Jospin (Lionel)* (p. 6723) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 6727) ; *Leroy (Roland)* (p. 6729) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6732) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6742).

Programme du parti communiste (et mesures nécessaires à son financement) : *Leroy (Roland)* (p. 6729, 6730).

Rappels au règlement : *Joxe (Pierre)* (p. 6726, 6736).

Sécurité sociale (sauvegarde des différentes branches de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6717, 6718) ; *Leroy (Roland)* (p. 6729) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6732) ; *Messmer (Pierre)* (p. 6735).

Sida : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 6733, 6734).

Union nationale (appel à l' -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6720, 6721).

Explications de vote (p. 6746).

Cohabitation : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6752) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6753).

Droits des travailleurs (atteintes aux -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 6749).

Economie française (évolution de l' -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 6749) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6752, 6753).

Engagements électoraux (respect des -) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6748) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6750).

Europe (construction européenne) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6748) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6753, 6754).

Fiscalité (propositions communistes sur la -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 6749) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6755).

Identité nationale (définition de l' -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6755).

Immigration (conséquences de l' - sur le chômage et la criminalité) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6750, 6751).

Majorité parlementaire : *Joxe (Pierre)* (p. 6746, 6747) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6747) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6753) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6756).

Parti communiste (irréalisme des propositions du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6755).

Parti socialiste (attitude négative du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6755, 6756).

Rappels au règlement : *Leroy (Roland)* (p. 6752) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 6754) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6756) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6756).

Rapport Hannoun : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6751).

Sécurité (politique en faveur de la -) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6751) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6752).

Spéculation (encouragement à la - aux dépens des investissements productifs) : *Deschamps (Bernard)* (p. 6749).

Approbation de la déclaration de politique générale du Gouvernement par scrutin public à la tribune (p. 6757).

Voir *Questions au Gouvernement* **582.**

DÉCOLONISATION

Voir *Nouvelle-Calédonie* **3.**

DÉCORATIONS

4. - Proposition de loi n° 671 relative aux **décorations à attribuer aux anciens combattants de la guerre 1914-1918.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Dominique Bussereau. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

5. - Proposition de loi n° 728 relative à la **création d'une médaille commémorative des combattants d'Algérie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

DÉFENSE

7. - Proposition de loi n° 127 tendant à protéger la seconde carrière des **militaires retraités** (voir table 1986).

Rapporteur : M. Bernard Debré (21 mai 1987).

8. - Projet de loi de programme n° 432 relatif à l' **équipement militaire pour les années 1987-1991** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. François Fillon. - Rapport n° 622 (2 avril 1987) (voir n°s 432, 554, 532, table 1986). - Discussions les 8 et 9 avril 1987. - Adoption le 9 avril 1987. - Nouveau titre : « Projet de loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 ». - Projet de loi n° 90.

Sénat (première lecture) n° **174.** - Dépôt le 10 avril 1987 (1986-1987). - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jacques Genton. - Rapport n° 197. - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur pour avis : M. Jean Francou. - Avis n° **193** (1986-1987). - Discussions les 6 et 7 mai 1987. - Adoption le 7 mai 1987. - Projet de loi n° **63.**

Loi n° 87-342 du 22 mai 1987 publiée au *J.O.* du 23 mai 1987 (p. 5648).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 1987] (p. 88, 103) [9 avril 1987] (p. 125, 158).

Question préalable de M. André Lajoinie (communiste) (p. 106) : *Peyret (Michel)* (p. 106, 107, 108) ; *Mauger (Pierre)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 108) ; rejetée ; modalités de vote sur cette motion : *Gremetz (Maxime)* (p. 108) ; *Millon (Charles)* (vice-président) (p. 108).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) (p. 150) : *Rimbault (Jacques)* (p. 150, 151) ; *Fillon (François)* (Président de la commission de la défense nationale, rapporteur, inscrit contre) (p. 151) ; *Giraud (André)* (ministre de la défense) (p. 151) ; rejetée au scrutin public (p. 151).

Aide au développement : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 147).

Alliances (respect des -) : *Godfrain (Jacques)* (p. 97) ; *Quilès (Paul)* (p. 111, 112) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 117) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130).

Armée de terre (équipement de l'-, et notamment char Leclerc, artillerie, dotation en munitions, hélicoptère de combat et hélicoptère antichar, dispositif « Orchidée ») : *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Sergent (Pierre)* (p. 110) ; *Peyrat (Michel)* (p. 128) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 135).

Armes chimiques : *Fillon (François)* (p. 94) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 96) ; *Giraud (André)* (p. 104, 105, 165) ; *Peyret (Michel)* (p. 107) ; *Sergent (Pierre)* (p. 110) ; *Quilès (Paul)* (p. 112, 113) ; *Briant (Yvon)* (p. 115) ; *Rocard (Michel)* (p. 127) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 131, 132) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 150).

Armes « intelligentes » : *Baumel (Jacques)* (p. 120) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130, 131) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; *Giraud (André)* (p. 161).

Armes nucléaires tactiques ou pré-stratégiques : *Fillon (François)* (p. 94, 159) ; *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Quilès (Paul)* (p. 112) ; *Baumel (Jacques)* (p. 126) ; *Rocard (Michel)* (p. 126) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 137, 138) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; *Avice (Edwige)* (p. 141) ; *Giraud (André)* (p. 161, 165).

Avions Awacs : *Fillon (François)* (p. 93) ; *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139).

Avions de transport : *Fillon (François)* (p. 94) ; *Faillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; Harcourt (Florence) (d') (p. 145) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 147) ; *Diebold (Jean)* (p. 147, 148) ; *Giraud (André)* (p. 161, 162).

Avions de combat (et notamment avion « Rafale » et remplacement des « Crusaders » de la Marine) : *Fillon (François)* (p. 93) ; *Guéna (Yves)* (p. 93) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130, 131) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 135, 136, 137) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 140, 141) ; *Louet (Henri)* (p. 144, 145) ; *Giraud (André)* (p. 162, 163).

Bombe à neutrons : *Fillon (François)* (p. 94) ; *Quilès (Paul)* (p. 112) ; *Baumel (Jacques)* (p. 120) ; *Rocard (Michel)* (p. 127) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 147) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 150) ; *Giraud (André)* (p. 165).

Cessions d'actifs du patrimoine des armées : *Guéna (Yves)* (p. 98) ; *Giraud (André)* (p. 160).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) : *Godfrain (Jacques)* (p. 96).

Consensus sur la politique de défense (existence ou absence de -) : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Fillon (François)* (p. 90, 158) ; *Guéna (Yves)* (p. 100) ; *Giraud (André)* (p. 105, 164) ; *Quilès (Paul)* (p. 110, 111) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 116) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 116) ; *Baumel (Jacques)* (p. 120) ; *Rocard (Michel)* (p. 125) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 137) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 140).

Coopération franco-allemande sur les problèmes de défense (et notamment question de la garantie militaire et nucléaire française) : *Fillon (François)* (p. 91, 93, 94) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 97) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Briant (Yvon)* (p. 115) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 117, 118) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 140) ; *Bellon (André)* (p. 146, 147) ; *Bernard-Reymond (Pierre)* (p. 149).

Coopération européenne pour les armements (et notamment hélicoptère de combat franco-allemand) : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Fillon (François)* (p. 95) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 97) ;

Quilès (Paul) (p. 112) ; *Briant (Yvon)* (p. 116) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 118) ; *Paecht (Arthur)* (p. 131) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 136) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 150) ; *Giraud (André)* (p. 166).

Crédits d'équipement militaire prévus par le projet : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Fillon (François)* (p. 91, 92) ; *Guéna (Yves)* (p. 97) ; *Giraud (André)* (p. 103) ; *Briant (Yvon)* (p. 115) ; *Baumel (Jacques)* (p. 119) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 127, 128, 129) ; *Sergent (Pierre)* (p. 109) ; *Paecht (Arthur)* (p. 129) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 134) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139).

Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des -) : *Guéna (Yves)* (p. 98) ; *Peyret (Michel)* (p. 107) ; *Paecht (Arthur)* (p. 129) ; *Avice (Edwige)* (p. 141, 142) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145, 146) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 150) ; *Giraud (André)* (p. 159).

Défense aérienne-missiles : *Paecht (Arthur)* (p. 130, 131) ; *Giraud (André)* (p. 162).

Défense européenne : *Chirac (Jacques)* (p. 88) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 96, 97) ; *Giraud (André)* (p. 105, 106, 165, 166) ; *Peyret (Michel)* (p. 107) ; *Sergent (Pierre)* (p. 110) ; *Quilès (Paul)* (p. 113) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 115) ; *Briant (Yvon)* (p. 115, 116) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 117, 118) ; *Baumel (Jacques)* (p. 120, 121) ; *Rocard (Michel)* (p. 126) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 129) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 131) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 136) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139, 140) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 140) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 143) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145) ; *Bellon (André)* (p. 146, 147) ; *Bernard-Reymond (Pierre)* (p. 148, 149) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 149).

Défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) : *Fillon (François)* (p. 93) ; *Giraud (André)* (p. 105, 160) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 129) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; *Avice (Edwige)* (p. 142) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 144) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 146).

Dépenses militaires (poids des - dans la richesse nationale) : *Fillon (François)* (p. 95) ; *Guéna (Yves)* (p. 104) ; *Quilès (Paul)* (p. 113) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Marchais (Georges)* (p. 131) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 134) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 137) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 140) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 142, 143) ; *Giraud (André)* (p. 164, 165).

Désarmement nucléaire et dénucléarisation de l'Europe (négociation entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur les euromissiles) : *Chirac (Jacques)* (p. 88) ; *Fillon (François)* (p. 91) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 96) ; *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Giraud (André)* (p. 105, 106) ; *Quilès (Paul)* (p. 113) ; *Briant (Yvon)* (p. 116) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 116, 117) ; *Baumel (Jacques)* (p. 120) ; *Rocard (Michel)* (p. 127) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 127) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 132) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 136) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 138) ; *Avice (Edwige)* (p. 141) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 143) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145) ; *Bellon (André)* (p. 146).

Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un -) : *Chirac (Jacques)* (p. 88) ; *Fillon (François)* (p. 91) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 117) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 149).

Désinformation (et notamment création d'un observatoire de la - et d'un grand service de communication des armées : *Sergent (Pierre)* (p. 110) ; *Giraud (André)* (p. 161).

Dissuasion : *Chirac (Jacques)* (p. 88) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 98, 99) ; *Giraud (André)* (p. 104, 105) ; *Sergent (Pierre)* (p. 109, 110) ; *Quilès (Paul)* (p. 111) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 114) ; *Rocard (Michel)* (p. 125, 126) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 133, 134) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 137, 138) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 140) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 140) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145) ; *Bellon (André)* (p. 146).

Effectifs militaires : *Sergent (Pierre)* (p. 109) ; *Quilès (Paul)* (p. 113) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145, 146).

Espace (utilisation militaire de l'- et notamment programme I.D.S.) : *Fillon (François)* (p. 91) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 97) ; *Peyret (Michel)* (p. 107) ; *Baumel (Jacques)* (p. 119) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 127) ; *Marchais (Georges)* (p. 131, 132) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 137) ; *Bernard-Reymond (Pierre)* (p. 149) ; *Giraud (André)* (p. 160, 161).

Esprit de défense : *Sergent (Pierre)* (p. 109) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 129) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 144).

Flotte de surface : *Fillon (François)* (p. 94, 95) ; *Colin (Daniel)* (p. 119, 120) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 135) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 146) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 150) ; *Giraud (André)* (p. 163).

Force d'action rapide : *Pascallon (Pierre)* (p. 115) ; *Paecht (Arthur)* (p. 131) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 147) ; *Fillon (François)* (p. 158, 159).

Forces nucléaires stratégiques (et notamment force océanique stratégique et nouvelle composante terrestre) : *Chirac (Jacques)* (p. 83) ; *Fillon (François)* (p. 92, 93) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 97) ; *Guéna (Yves)* (p. 98, 99) ; *Giraud (André)* (p. 105) ; *Peyret (Michel)* (p. 107) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 116, 117) ; *Baumel (Jacques)* (p. 119, 120) ; *Rocard (Michel)* (p. 126) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 134) ; *Avice (Edwige)* (p. 141).

Indépendance de décision de la France : *Fillon (François)* (p. 91, 92) ; *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Quilès (Paul)* (p. 111) ; *Rocard (Michel)* (p. 126) ; *Marchais (Georges)* (p. 133).

Industrie aéronautique : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 135) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 140, 141).

Industries d'armement (et notamment G.I.A.T., arsenaux et établissements de l'Etat) : *Fillon (François)* (p. 95) ; *Giraud (André)* (p. 105) ; *Peyret (Michel)* (p. 107, 108) ; *Marchais (Georges)* (p. 131) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 135) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 150, 151).

Informations données en commission : *Fillon (François)* (p. 151).

Loi de programme du 8 juillet 1983 (retard d'exécution de la -) : *Fillon François* (p. 90) ; *Godfrain Jacques* (p. 95) ; *Guéna (Yves)* (p. 97) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 138, 139) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 149).

Loi de programme (organisation et contenu de la - et nécessité d'une -) : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Fillon (François)* (p. 90) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 96) ; *Guéna (Yves)* ; (p. 97) ; *Giraud (André)* (p. 103) ; *Peyret (Michel)* (p. 105, 106) ; *Mauger (Pierre)* (p. 108) ; *Baumel (Jacques)* (p. 119) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 127) ; *Paecht (Arthur)* (p. 129, 130) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 134, 135, 137) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139) ; *Avice (Edwige)* (p. 141) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145).

Neutralisme et pacifisme (notamment en République fédérale d'Allemagne) : *Fillon (François)* (p. 92) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 132).

Outre-mer (rôle de l'- dans la défense de la France et notamment nucléarisation de l'-) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 147).

Paix (effort de la France en faveur de la -) : *Giraud (André)* (p. 105) ; *Rocard (Michel)* (p. 127).

Personnel militaire : *Fillon (François)* (p. 95) ; *Sergent (Pierre)* (p. 109) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 136) ; *Giraud (André)* (p. 159).

Porte-avions nucléaire (et notamment construction d'un deuxième -) : *Fillon (François)* (p. 94, 95) ; *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Colin (Daniel)* (p. 119) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Giraud (André)* (p. 163).

Présence de la France hors d'Europe (et notamment dans les D.O.M.-T.O.M.) : *Fillon (François)* (p. 94) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 97) ; *Giraud (André)* (p. 105) ; *Quilès (Paul)* (p. 111) ; *Colin (Daniel)* (p. 119) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 136) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 140) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 150).

Principes de la politique de défense : *Fillon (François)* (p. 91, 92) ; *Giraud (André)* (p. 105, 106) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Pascallon Pierre* (p. 115) ; *Rocard (Michel)* (p. 125) ; *Paecht (Arthur)* (p. 130) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 137) ; *Bellon (André)* (p. 146).

Programme d'équipement défini par le projet de loi de programme : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Fillon (François)* (p. 92, 93) ; *Giraud (André)* (p. 103) ; *Quilès (Paul)* (p. 111, 112) ; *Rocard (Michel)* (p. 126, 127) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 134).

Satellites (Hélios et Syracuse II) : *Fillon (François)* (p. 92) ; *Baumel (Jacques)* (p. 119) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 139).

Sélection des programmes d'équipement (insuffisance de la -) : *Guéna (Yves)* (p. 98) ; *Peyret (Michel)* (p. 107) ; *Giraud (André)* (p. 160).

Service national et réserves : *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Sergent (Pierre)* (p. 109) ; *Rocard (Michel)* (p. 126) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 128) ; *Paecht (Arthur)* (p. 131) ; *Marchais (Georges)* (p. 133) ; *Avice (Edwige)* (p. 142) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 146) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 150) ; *Giraud (André)* (p. 159).

Sous-marins d'attaque : *Guéna (Yves)* (p. 99) ; *Giraud (André)* (p. 163).

Situation internationale et évaluation des menaces (et notamment conflits du Moyen-Orient et du Tchad) : *Chirac (Jacques)* (p. 88) ; *Fillon (François)* (p. 91) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 96, 97) ; *Giraud (André)* (p. 104) ; *Sergent (Pierre)* (p. 110) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 114) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 115) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 127) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 145).

Discussion des articles [9 avril 1987 (p. 166)].

Article 1er et annexe (approbation des orientations décrites dans le document annexe) (p. 166, 167) ; marine et arsenaux (p. 167) ; dissuasion ; armes chimiques ; refus de Mme Huguette Bouchardeau de voter la loi de programmation militaire ; absence de référence aux crédits de fonctionnement des armées (p. 168) ; flotte de surface (p. 169) ; nécessité d'un « Livre blanc » sur la défense (p. 170) ; divergences entre la sécurité des Etats-Unis et la sécurité des pays européens ; amendement n° 4 de M. Jacques Peyrat (précisant que la conscription est une des bases du recrutement) ; recrutement de militaires professionnels et de volontaires du service long ; observations de la commission sur les amendements à l'annexe : rejeté ; amendement n° 5 de M. Pierre Sergent soutenu par M. Jacques Peyrat (précisant que la sécurité de la France repose sur sa volonté réelle de défense) (p. 170) : rejeté ; amendement n° 25 rectifié de Mme Jacqueline Hoffmann (arrêt immédiat des essais nucléaires et abandon des missiles nucléaires pré-stratégiques classiques ou à neutrons) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 6 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Pierre Sergent (bombe à neutrons) ; armes pré-stratégiques ; rôles respectifs du président de la République et des militaires (p. 171) : rejeté ; amendement n° 38 corrigé de M. Michel Peyret soutenu par M. Robert Montdargent (arsenaux et établissements de l'Etat) (p. 172) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 23 de M. Robert Montdargent (avion de combat futur « Rafale ») : rejeté (p. 173) ; amendement n° 7 de M. Pierre Sergent (précisant que la France s'efforcera de promouvoir une Union européenne de défense) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Alain Lamassoure (relations de la France avec ses alliés européens) ; sous-amendement n° 39 de M. Arthur Paecht à cet amendement (sécurité de la France se jouant aux frontières de ses voisins) (p. 174) ; sous-amendement n° 39 : non soutenu ; retrait de l'amendement n° 29 ; retrait de l'amendement n° 30 de M. Alain Lamassoure à l'article 1er et de ses amendements n° 31 et 32 à l'article 3 ; amendement n° 8 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Pierre Sergent (liens entre les forces conventionnelles et les armes nucléaires étant nécessaires pour compenser l'existence d'un déséquilibre des forces conventionnelles en Europe) : rejeté ; amendement n° 9 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Pierre Sergent (précisant les quantités de matériels dont seront dotées les forces conventionnelles) : rejeté (p. 175) ; amendement n° 10 de M. Pierre Sergent (introduisant une référence à l'avant-garde des forces françaises) : non soutenu ; amendement n° 34 de M. Jacques Peyrat (évaluation des besoins en munitions et rechanges nécessaires à une quinzaine de jours de combat) : rejeté ; amendement n° 13 de M. Jacques Peyrat (précisant que les navires avions civils devront être aménagés pour pouvoir être réquisitionnés pour le transport d'unités) : retiré ; amendement n° 35 de M. Jacques Peyrat (caractère provisoire des alinéas de l'annexe relatif au maintien des capacités de transport et aux compagnies de transports civils) : non soutenu ; amendement n° 14 de Pierre Sergent soutenu par M. Jacques Peyrat (nature et fonctions des bâtiments de présence outre-mer) : rejeté ; amendement n° 15 de M. Pierre Sergent (organisation de la D.O.T.) : non soutenu ; amendement n° 16 de M. Jacques Peyrat (précisant que les unités de la D.O.T. recevront des équipements militaires) : non soutenu ; amendement n° 37 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Pierre Sergent (défense civile) : rejeté ; amendement n° 24 de M. Michel Peyret soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (précisant que la France s'engage à ne pas produire ni stocker d'armes chimiques) (p. 177) : rejeté au scrutin public (p. 178) ; amendement n° 21 de M. Michel Peyret (supprimant toute référence aux télécommunications spatiales et à l'effort de recherche-développement sur l'utilisation de l'espace) ; systèmes spatiaux militaires soviétiques ; désarmement (p. 178) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 18 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Pierre Sergent (précisant que l'effort technologique de la France sera mené en liaison avec ses alliés européens et américains) ; amendement n° 19 de M. Jacques Peyrat soutenu par M. Pierre Sergent (précisant que la France s'associera aux études et recherches de ses alliés européens et américains) ; I.D.S. ; amendements n° 18 et 19 : retirés ;

- article 1er et annexe : adoptés.

Article 2 *(crédits de paiement)* : difficultés des établissements militaires du G.I.A.T. (p. 179) ; notion « d'esprit de défense » ; formation des réserves ; amendement n° 28 de M. Jacques Peyrat (donnant une nouvelle répartition des crédits de fonds de concours provenant de cessions d'actifs) (p. 180) : retiré ; amendement n° 1 de la commission (prévoyant l'actualisation des crédits chaque année par application de l'indice des prix du P.I.B. ; cession d'actifs) ; réserves du Gouvernement sur les deux alinéas de cet amendement (p. 181) ; suppression du deuxième alinéa de cet amendement ; rectification du premier alinéa ; amendement n° 1 : adopté aprés rectifications ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 33 de la commission des finances (prévoyant un état évaluatif par chapitres de rattachement du montant des fonds de concours mentionnés à l'article 2 du projet) : adopté.

Article 3 *(actualisation de la loi)* : exécution des différentes lois de programmation militaire (p. 182) ; avenir de l'établissement de Ruelle-l'Ecole ; missile Mazurka ; personnel des arsenaux de la marine ; amendement n° 2 de la commission (disposant que le Gouvernement déposera un nouveau projet de loi de programme à l'ouverture de la première session ordinaire de 1988-1989 et non plus un rapport d'actualisation de la loi de programme) (p. 183) : adopté (p. 184) ;

- en conséquence, le texte de l'amendement n° 2 devient l'article 3.

Article 4 *(abrogation de la loi de programmation n° 83-606 du 8 juillet 1983 en vigueur)* : débordement de démagogie en direction de l'armée et difficultés d'exécution des programmes prévus par ce projet (p. 184) ;

- article 4 : adopté au scrutin public.

Titre : amendement n° 3 de la commission (substituant le titre de « projet de loi relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 » au titre de « projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 ») : adopté ;

- en conséquence, le titre du projet de loi de programme est ainsi modifié.

Explications de vote.

Aide aux pays en voie de développement (notamment en matière de recherche) : *Giard (Jean)* (p. 186).

Désarmement : *Giard (Jean)* (p. 186).

Recherche militaire (poids de la - dans la recherche globale) : *Giard (Jean)* (p. 185).

Réputation de la France : *Giraud (André)* (p. 186).

Vote hostile du groupe communiste : *Giard (Jean)* (p. 186).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi : (p. 186).

9. - Proposition de loi n° 465 tendant à garantir le **droit au travail des retraités militaires.**

(Voir table 1986). - Rapporteur : M. Bernard Debré (21 mai 1987).

Voir *Questions au Gouvernement* **421.**

Accord U.R.S.S.-Etats-Unis sur le retrait des missiles de moyenne portée.

Voir *Questions au Gouvernement* **515.**

Conséquences des accords de Washington

Voir *Questions au Gouvernement* **591, 595.**

Essais atomiques sur l'atoll de Mururoa

Voir *Questions au Gouvernement* **419.**

DÉFENSE EUROPÉENNE

Voir *Lois de finances* **4.**

Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'Homme, francophonie ; *Défense* **8.**

DÉLAIS DE CARENCE

Voir *Chômage. - Indemnisation* **1.**

DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Voir *Communautés européennes* **6.**

DÉLÉGUÉS CONSULAIRES

Voir *Justice* **9.**

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Voir *Travail* **23, 25.**

DÉLINQUANCE

(- informatique)

Voir *Droit pénal* **7.**

DÉLITS BOURSIERS

Voir *Marchés financiers* **3,** avant la discussion des articles ; discussion des articles, articles 13 et 14.

DÉMOGRAPHIE

Voir *Famille* **12.**

Natalité

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3,** discussion générale, explications de vote.
Questions au Gouvernement **513.**

DÉNATIONALISATIONS

Voir *Entreprises publiques* **2.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés.
Lois de finances rectificatives **3.**

Validation de transferts d'entreprises au secteur privé

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443) avant la discussion des articles et article 45.

3. - Proposition de loi n° 650 relative aux conditions de **création et de modification des limites des cantons.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (21 mai 1987).

4. - Proposition de loi n° 929 relative à la création du **département du Pas-de-Calais** et du **département de l'Artois.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Yvan Blot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvan Blot (8 octobre 1987).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (D.O.M.)

4. - Proposition de loi n° 459 relative à la **réorganisation de la Réunion** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Guy Ducoloné (9 avril 1987).

6. - Proposition de loi n° 926 tendant à modifier l'article 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétence des régions de **Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Michel Renard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Baptiste Henry (8 octobre 1987).

Voir *Communautés européennes* **6.**

Application des lois sociales dans les -

Voir *Questions au Gouvernement* **40.**

Industrialisation des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, industrie, procédure des questions.

Liberté d'aller et venir dans les -

Voir *Questions au Gouvernement* **599.**
Elections et référendums **42, 43.**

Protection sociale agricole dans les -

Voir *Questions au Gouvernement* **545.**

Relations avec les pays de la C.E.E.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Retraite dans les -

Voir *Sécurité sociale* **12,** après l'article 4.

Spécificité de la profession de coiffeur dans les -

Voir *Audiovisuel* **9.**
Commerce et artisanat **6.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, Communication ; examen du fascicule.

DÉPENSES ÉLECTORALES

Voir *Elections et référendums* **42, 43.**

DÉPORTÉS, INTERNÉS ET RÉSISTANTS

5. - Proposition de loi n° 654 tendant à la reconnaissance du statut de **prisonnier, interné, détenu par le Vietminh entre 1945 et 1954.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean Brocard. - Renvoi à la commission culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 770 tendant à la reconnaissance du statut de **prisonnier, interné, détenu par le Vietminh entre 1945 et 1954.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. François Porteu de la Morandière et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi n° 788 tendant à étendre le bénéfice des dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article L. 178 et de l'article L. 179 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux **prisonniers de guerre déportés au camp de Rawa-Ruska.**

Sénat (première lecture), n° **34** (1986-1987), dépôt le 29 octobre 1986 par M. André Méric et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. André Méric. - Rapport n° **184** (15 avril 1987). - Proposition de loi n° **70.** - Adoption le 25 mai 1987.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 26 mai 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 911 tendant à instituer le **statut de patriote réfractaire** à l'annexion de fait pour les **habitants des départements du Rhin et de la Moselle** expulsés ou réfugiés de ces départements lors de leur **annexion dès 1940.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Jean Laurain et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 932 tendant à modifier la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative aux **personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Michel Gonelle. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Déportation du travail

Voir *Questions orales sans débat* **246.**

DÉPUTÉS

Voir *Elections et référendums* **37, 43.**
Parlement **12.**

DÉSARMEMENT

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Défense.
Questions au Gouvernement **354, 419, 421, 515.**

Accord Etats-Unis - U.R.S.S. sur les forces nucléaires intermédiaires

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Défense.

Accords de Washington

Voir *Questions au Gouvernement* **591, 595, 617.**

Position allemande sur les euromissiles

Voir *Questions au Gouvernement* **412.**

- et développement

Voir *Traités et conventions* **26.**

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

DÉTENTION PROVISOIRE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice,
Procédure pénale **8.**

DETTES ET CRÉANCES

Voir *Justice* **12.**

DIEPPE (port de)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

DIRECTIONS RÉGIONALES DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE (D.R.I.R.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen des crédits.

DIVORCE

Voir *Famille* **10,** discussion des articles : avant l'article 1er, après l'article 3.

2. - Proposition de loi n° 550 tendant à autoriser la **conversion en capital d'une rente compensatoire** et modifiant certaines dispositions du code civil relatives au **divorce** (voir table 1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture). - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (9 avril 1987).

3. - Proposition de loi n° 667 relative au **versement de la prestation compensatoire sous forme de capital.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Georges Bollengier-Stragier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. - Proposition de loi n° 669 relative au **report des effets du divorce dans les rapports avec les tiers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Georges Delfosse. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henry Jean-Baptiste (4 juin 1987).

5. - Proposition de loi n° 811 tendant à modifier l'article 357-2 du code pénal relatif au **délit d'abandon de famille.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Roland Blum. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Rèpublique. - Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon (1er juillet 1987).

6. - Proposition de loi n° 1193 relative au **secret** du **domicile** des **époux** en **instance de divorce.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par Mme Edwige Avice et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

- audition de l'enfant

Voir *Famille* **10,** avant la discussion des articles ; discussion des articles : après l'article 3.

- garde des enfants et garde alternée

Voir *Famille* **10,** avant la discussion des articles ; discussion des articles : article 2.

Secret du domicile des époux

Voir *Divorce* **6.**

DJIBOUTI

Voir *Traités et conventions* **31, 32, 33, 34.**

DOCKERS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ

1. - Proposition de loi n° 132 tendant à définir, délimiter et protéger le **domaine public maritime** naturel (voir table 1986).

Rapport n° **887** (24 juin 1987).

DOMICILE

Voir *Impôt sur le revenu* **11.**

DOMMAGES-INTÉRÊTS

Voir *Justice* **13.**

DONATION-PARTAGE

Entreprises

Voir *Entreprises* **7.**

DOPAGE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Jeunesse et sports.
Sports **3.**

DORDOGNE

Voir *Emploi et activité* **7.**

DOTATION GLOBALE D'ÉQUIPEMENT

Voir *Collectivités locales* **7,** discussion des articles, article 1er et après l'article 3.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (D.G.F.)

Voir *Collectivités locales* **7,** discussion des articles, après l'article 3.
Lois de finances **4,** article 26.

DOUANES

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles discussion des articles, article 11.

Fraudes

Voir *Drogue* **3.**
Traités et conventions **52.**

Rayon d'action maritime

Voir *Drogue* **3.**

- retenue douanière

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles discussion des articles, article 12.

DROGUE

3. - Projet de loi n° 834 tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à **la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal.**

Sénat (première lecture) n° **228** (1986-1987). - Dépôt le 14 mai 1987, sous le titre « Projet de la loi relatif à la lutte contre le trafic des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal » par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport n° 257 (3 juin 1987) (1986-1987). - Discussion le 9 juin 1987. - Adoption le 9 juin 1987. - Projet de loi n° **78.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (18 juin 1987). - Rapport n° **943** (2 octobre 1987). - Discussion les 8 et 9 octobre 1987. - Adoption le 9 octobre 1987. - Projet de loi n° **174.**

Sénat (deuxième lecture) n° **41** (1987-1988). - Dépôt le 13 octobre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport n° **86** (1987-1988). - Discussion le 12 novembre 1987. - Adoption avec modifications le 12 novembre 1987. - Projet de loi n° **33.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1031.** - Dépôt le 12 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré. - Rapport n° **1103** (3 décembre 1987). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **219.**

Loi n° 87-1157 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* 5 janvier 1988 (p. 159).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1987] (p. 4043).

Association « Le Patriarche » : *Nevoux (Paulette)* (p. 4059, 4060) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4063).

Chiens-douaniers : *Roux (Jacques)* (p. 4047) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4064).

Douanes (renforcement des pouvoirs des -) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4044) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4046, 4064) ; *Roux (Jacques)* (p. 4047) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4059).

Drogue (importance de la consommation et du trafic) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4043) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4046) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Bachelot (François)* (p. 4051) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4054) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4057) ; *Delattre (Francis)* (p. 4060).

Drogue (liens entre la -, le terrorisme et la délinquance) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4043, 4044) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4055).

Presse et télévision (lutte contre l'apologie de la drogue par la -) : *Bachelot (François)* (p. 4053).

Prévention de la toxicomanie : *Chalandon (Albin)* (p. 4045, 4064) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4054) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4059) ; *Calmat (Alain)* (p. 4060) ; *Delattre (Francis)* (p. 4061).

Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) : *Roux (Jacques)* (p. 4047, 4048) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4054) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4059) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 4061, 4062) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4064, 4065).

S.I.D.A. (prophylaxie du -) : *Bachelot (François)* (p. 4052) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4054) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4054).

Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des -) :

- anonymat du traitement (hypothèse d'une suppression de l'-) : *Bachelot (François)* (p. 4053).

- centres d'accueil et de soins : *Chalandon (Albin)* (p. 4045, 4063) ; *Roux (Jacques)* (p. 4047) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4049) ; *Delattre (Francis)* (p. 4061).

- injonction thérapeutique : *Chalandon (Albin)* (p. 4045) ; *Roux (Jacques)* (p. 4048) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4050) ; *Bachelot (François)* (p. 4053) ; *Delattre (Francis)* (p. 4061).

- médecins (rôle des - et coopération avec les magistrats) : *Chalandon (Albin)* (p. 4045, 4064) ; *Roux (Jacques)* (p. 4047, 4048) ; *Bachelot (François)* (p. 4052) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4058, 4059).

- placement d'office (hypothèse d'un -) : *Bachelot (François)* (p. 4053) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4064).

- politique pénale à l'encontre des toxicomanes : *Trautmann (Catherine)* (p. 4050) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4050) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4055, 4056) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4058).

- réinsertion sociale des toxicomanes : *Chalandon (Albin)* (p. 4046, 4063) ; *Roux (Jacques)* (p. 4048) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4049).

Toxicomanie (lutte contre la - et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :

- actions menées entre 1981 et 1986 : *Trautmann (Catherine)* (p. 4049) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4056) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4056).

- crédits engagés : *Roux (Jacques)* (p. 4048) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4049) ; *Delattre (Francis)* (p. 4061).

- insuffisance des actions menées par les gouvernements : *Bachelot (François)* (p. 4052).

- plan engagé par le garde des sceaux : *Chalandon (Albin)* (p. 4045) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4048, 4049) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4056) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4059) ; *Calmat (Alain)* (p. 4060).

Trafic de stupéfiants (répression du -) :

- aggravation des peines : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4043, 4044, 4045) ; *Roux (Jacques)* (p. 4046, 4047) ; *Mamy (Albert)* (p. 4050) ; *Delattre (Francis)* (p. 4061).

- coopération européenne : *Diméglio (Willy)* (p. 4058) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4064).

- coopération internationale : *Chalandon (Albin)* (p. 4064) ; *Roux (Jacques)* (p. 4048) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4054) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4058) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4059) ; *Delattre (Francis)* (p. 4061).

- petits trafiquants et trafiquants-usagers : *Trautmann (Catherine)* (p. 4049) ; *Bachelot (François)* (p. 4053) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4056, 4057) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4063, 4064).

- repentis (réduction de peines pour les -) : *Chalandon (Albin)* (p. 4046, 4063) ; *Roux (Jacques)* (p. 4047) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4050) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4057).

- sanctions financières contre les trafiquants et contre le « blanchissement » des fonds provenant du trafic : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4044) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4046) ; *Mamy (Albert)* (p. 4051) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4057) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4058).

- trafiquants étrangers : *Bachelot (François)* (p. 4053) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4064).

Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 4044, 4045) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4046) ; *Roux (Jacques)* (p. 4046, 4047) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4050) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4057) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4059).

Discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] (p. 4065, 4071, 4099, 4123, 4137).

Article 1er A *(création d'un Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) :* amendements identiques n° 1 de la commission et n° 22 de Mme Catherine Trautmann soutenu par M. Jean-Pierre Worms (de suppression) (p. 4065) ; adoptés au scrutin public ;

- en conséquence, cet article est supprimé et les amendements nos 68, 69, 70, 71 et 72 de M. Jacques Limouzy et n° 36 de M. François Bachelot deviennent sans objet (p. 4066).

Report à la demande du Gouvernement de la discussion du projet à la séance suivante ; *rappel au règlement* de M. Jean-Maris Le Pen (p. 4071).

Rappel au règlement de Mme Catherine Trautmann ; *rappel au règlement* de M. Pascal Arrighi ; *rappel au règlement* de M. Gilbert Gantier (p. 4099) ; *rappel au règlement* de M. Pascal Arrighi.

Après l'article 1er A : amendement n° 37 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à prévoir un délai de 30 jours pour la réalisation de l'examen médical et de l'enquête sociale prévus à l'article L. 355-15 du code de la santé publique) (p. 4100) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 38 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à prévoir un délai de 30 jours à l'article L. 355-16 du code de la santé publique) : rejeté au scrutin public (p. 4101) ; amendement n° 39 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (introduisant un délai de 30 jours à l'article L. 355-17 du code de la santé publique : possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin) : rejeté au scrutin public ; *rappel au règlement* de M. Bruno Mégret ; *rappel au règlement* de Mme Catherine Trautmann ; amendement n° 40 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à introduire un délai de 30 jours à l'article L. 355-19 du code de la santé publique) (p. 4102) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 41 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin figurant sur la liste des experts judiciaires, d'un dispensaire d'hygiène sociale ou d'un établissement sanitaire agréé) : rejeté au scrutin public ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen (p. 4103).

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic des stupéfiants.*

Avant l'article 1er : amendement n° 31 de la commission (de forme) : adopté au service public ; amendement n° 43 de M. François Bachelot soutenu par M. Bruno Gollnisch (renforcement des peines prévues à l'article L. 626 du code de la santé publique en cas d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses) : rejeté au scrutin public.

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants)* (p. 4104) ; nécessité de viser les bandes organisées, réseaux et filières de trafiquants ; problème posé par le rétablissement de l'anonymat sur l'or et la suppression de l'obligation de paiement par chèque ; amendement n° 44 rectifié de M. François Bachelot soutenu par M. Jean-Marie Le Pen (aggravation des peines frappant les trafiquants professionnels de la drogue et rétablissant notamment la peine de mort) (p. 4105) ; non-application de la loi de 1970 sur la toxicomanie entre 1970 et 1981 ; accointances entre les trafiquants de drogue et les vendeurs d'armes ; pouvoirs de la police contre le trafic de drogue ; inactualité et inopportunité d'un débat sur le rétablissement de la peine de mort ; *demande de M. Jean-Marie Le Pen,* président du groupe Front national (R.N.) tendant à *vérifier le quorum* avant de procéder au vote sur cet amendement.

Le bureau de séance constate que le quorum n'est pas atteint ; la séance est levée et le vote sur l'amendement n° 44 rectifié est reporté à la séance suivante (p. 4106).

Amendement n° 44 rectifié de M. François Bachelot : rejeté au scrutin public (p. 4123).

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement de l'Assemblée, le Gouvernement demande la réserve des votes sur l'ensemble des articles et des amendements restant en discussion.

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch.

Rappel au règlement de Mme Catherine Trautmann ; amendement n° 29 de Mme Catherine Trautmann (tendant à punir d'une peine de réclusion criminelle la participation à un groupement de trafiquants) ; problème de la criminalité organisée ; cas de la mafia (p. 4124) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 23 de Mme Catherine Trautmann (peines prévues pour les organisateurs de réseaux de trafiquants) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

- article 1er : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 1er : amendement n° 17 de Mme Catherine Trautmann (rétablissant l'obligation de paiement par chèque) ; rapports entre le trafic de stupéfiants, le recel et les transactions frauduleuses ; lien entre petit trafic et petite délinquance (p. 4125) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 18 de Mme Catherine Trautmann (suppression de l'anonymat sur les transactions d'or) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 2 de la commission (prévoyant des circonstances aggravantes et portant la peine maximale à dix ans de prison en cas de vente aux mineurs ou de vente de stupéfiants dans les lieux d'enseignement ou d'éducation) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 30 de Mme Catherine Trautmann (peines complémentaires) (p. 4126) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 2 *(art. L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique ; mesures conservatoires ; exemption au réduction de peines pour les repentis ; prescription de l'action publique et de la peine ; contrainte par corps ; confiscation de biens) : article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) : amendements identiques n° 15 rectifié de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi, n° 24 de Mme Catherine Trautmann et 45 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; *rappel au règlement* de M. Bruno Mégret (p. 4128) ; *article L. 627-6 du code de la santé publique* (durée des prescriptions de l'action publique et de la peine ; contrainte par corps) ; amendement n° 19 de Mme Catherine Trautmann (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; critique du procédé consistant à aligner le régime du trafic de stupéfiants sur celui des crimes sans pour autant qualifier cette infraction de crime (p. 4137) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 25 de Mme Catherine Trautmann (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : contrainte par corps) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 2 : amendement n° 46 de M. François Bachelot soutenu par M. Gérard Freulet (ayant pour objet de permettre au procureur de la République de ne plus être lié par l'injonction thérapeutique qu'il délivre et de traduire l'usager devant la juridiction de jugement chaque fois qu'il l'estimera nécessaire) (p. 4138) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 47 de M. François Bachelot soutenu par M. Gérard Freulet (prévoyant l'application des dispositions du code de procédure pénale relatives au contrôle judiciaire à la cure thérapeutique ordonnée par le juge d'instruction) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 48 de

M. François Bachelot soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (possibilité pour la juridiction de jugement d'ordonner un ajournement du prononcé de la peine assorti d'une injonction thérapeutique) ; objet du texte concernant les trafiquants de stupéfiants et non les usagers (p. 4139) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 49 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (injonction thérapeutique à l'égard des mineurs) ; liens entre trafic et usage de stupéfiants ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 50 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (déroulement de la cure de désintoxication) (p. 4140) ; non-application de la loi de 1970 à cause de l'insuffisance de coopération entre les magistrats chargés des dossiers de drogue et les médecins de la D.D.A.S.S. ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 51 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (abrogation de l'article L. 628-6 du code de la santé publique) ; application progressive de la loi de 1970 à Paris et en province grâce à la coopération entre le corps médical et les magistrats ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 52 de M. François Bachelot (peines prévues pour les trafiquants usagers) : non soutenu.

Article 3 *(institution d'une peine complémentaire de confiscation de tout ou partie des biens du condamné) :* application de la loi de 1970 ; travaux de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (p. 4141) ; amendement n° 3 de la commission (tendant à exclure de la confiscation les biens acquis par voie successorale) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 3 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 4 *(fermeture administrative et judiciaire des lieux ouverts au public où se pratiquent le trafic ou la consommation de drogue) :* application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 4 : amendement n° 21 de Mme Catherine Trautmann (fermeture administrative des entreprises ayant vendu à un mineur un substitut à un stupéfiant) (p. 4142) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 4 *bis* *(durée de la fermeture administrative et judiciaire des lieux ouverts au public où se pratiquent le trafic ou la consommation de drogue) :* amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) ; problème des supermarchés où se pratiquent certains petits trafics ; possibilité de fermer des établissements pour proxénétisme hôtelier ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 4 *bis :* application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 4 *bis* : amendement n° 53 de M. François Bachelot soutenu par M. Bruno Gollnisch (prévoyant que les trafiquants étrangers seront frappés d'une interdiction définitive du territoire français) (p. 4143) ; à la discussion de cet amendement est attachée en cours de débat la discussion de l'amendement n° 5 de la commission (prévoyant qu'en cas de condamnation à l'interdiction définitive du territoire le condamné ne pourra pas demander à bénéficier des dispositions de l'article 55-1 du code pénal) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 5 *(possibilité pour le service des douanes d'intervenir au-delà des eaux territoriales et jusqu'à 24 milles des côtes)* (p. 4144) : rayon maritime des douanes ; équipement des services en vedettes rapides ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) ; crédits de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie consacrés aux douanes ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 5 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Après l'article 5 : amendement n° 59 de M. François Bachelot soutenu par M. Gérard Freulet (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) ; amendement n° 7 de la commission (même objet) (p. 4145) ; problème du trafic de cocaïne ; nécessité pour le service des douanes de demander l'autorisation au président du tribunal ; problème de la prise de contact avec les magistrats les dimanches, jours de fête et la nuit ; notion d'« indices sérieux » ; définition des « examens médicaux » ; partage des compétences entre les services des douanes, le médecin et le président du tribunal ; inconvénients de la surveillance de 76 heures instaurée aux Etats-Unis pour détecter les passeurs ; sanctions pénales prévues à l'encontre des suspects refusant de passer une visite (p. 4146) ; *rappel au règlement et demande de suspension de séance* de M. Bruno Gollnisch ; *demande de suspension de séance* de M. Bruno Mégret.

Rappel au règlement de M. Pierre Descaves ; amendement n° 60 de M. François Bachelot soutenu par M. Gérard Freulet (caractère prioritaire des véhicules utilisés par les services des douanes) (p. 4147) ; absence de vedettes douanières françaises sur le Rhin ; caractère réglementaire de la disposition de cet amendement ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 6 *(possibilité pour les agents des douanes de visiter les navires en dessous de 1 000 tonneaux de jauge brute) :* amendement n° 8 de la commission (portant à 1 500 tonneaux de jauge brute la capacité des navires pouvant être visités par les agents des douanes) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 6 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch (p. 4148).

Après l'article 6 : amendement n° 64 réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 63 ; amendement n° 62 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (possibilité pour les services spécialisés des douanes de consulter le fichier violence, attentats, terrorisme) ; distinction des compétences entre la police et les douanes ; examens médicaux auxquels pourront faire procéder les douaniers ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 66 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à porter à 72 heures la durée de la retenue douanière) (p. 4149) ; possibilité pour la police de disposer en plus de la durée de la retenue douanière des 48 heures de garde à vue ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 67 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (précisant que les tribunaux ne peuvent relaxer les contrevenants pour défaut d'intention en matière de stupéfiants) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 61 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (visites domiciliaires en cas de trafic de stupéfiants) (p. 4150) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 63 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (ajoutant les notions de nécessité et d'urgence dans le premier alinéa du 2 du paragraphe I de l'article 80 de la loi de finances pour 1987) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 64 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (insérant un intitulé dans le projet de loi) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Titre II : *Dispositions modifiant le code pénal.*

Avant l'article 7 : amendements identiques n° 32 de la commission et n° 55 de M. Joseph Franceschi (supprimant l'intitulé du titre II) ; inopportunité de remplacer l'article 5 du code pénal par des dispositions donnant une nouvelle définition législative du concours d'infraction ; limitation au seul trafic des stupéfiants des nouvelles dispositions concernant le cumul des peines ; amendements n°s 32 et 55 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4151).

Article 7 *(réforme du régime des infractions en concours ; cumul, non-cumul et confusion des peines) :* amendements identiques n° 16 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi et n° 26 de Mme Catherine Trautmann (de suppression) ; application des nouvelles règles sur la confusion des peines aux seules infractions liées à la toxicomanie ; amendements n°s 16 et 26 retirés ; amendements identiques n°s 33 de la commission et 56 de M. Joseph Franceschi (limitant la portée de la réforme concernant la confusion des peines aux cas dans lesquels certaines infractions à la législation sur les stupéfiants sont en concours avec un crime) ; amendement n° 27 rectifié de Mme Catherine Trautmann (même objet) (p. 4152) ; regret du garde des sceaux que la commission des lois ne saisisse pas l'occasion de procéder à une réforme d'ensemble du régime de la confusion des peines ; amendement n° 27 rectifié retiré ; amendements n°s 33 et 56 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

- article 7 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 8 *(répression de l'insolvabilité organisée)* : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : amendement n° 34 de la commission (suppression de l'intitulé du titre III) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 20 rectifié de Mme Catherine Trautmann (possibilité de soumettre à une cure de désintoxication un prévenu ayant commis un délit autre que le délit d'usage, motivé par l'usage de la drogue) ; amendement n° 13 de M. Michel Hannoun soutenu par M. René Béguet (ajournement avec mise à l'épreuve) (p. 4153) ; comités de probation en vue de l'indemnisation des victimes (p. 4154) ; expérience pratiquée au tribunal de grande instance de Saint-Etienne ; application de l'ajournement avec mise à l'épreuve en Italie ; inopportunité de risquer de faire de la toxicomanie une circonstance atténuante ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; *rappel au règlement et demande de suspension de séance* de M. Bruno Gollnisch ; demande de M. Jean-Marie Le Pen, président du groupe Front national, à ce que le vote sur cette demande de suspension de séance soit assorti d'une vérification du quorum ; absence de vérification du quorum lors des votes sur les demandes de suspension de séance (p. 4155) ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen ; *rappel au règlement* de M. Bruno Gollnisch ; incident sur le contrôle des délégations de vote par le secrétaire du bureau et sur le déroulement du scrutin sur la demande de suspension de séance de M. Bruno Gollnisch (p. 4156) ; incident à propos de la montée de M. François Bachelot à la tribune de l'orateur et de la montée au bureau du président de séance de MM. François Bachelot et Bruno Gollnisch ; M. André Billardon, vice-président, invite MM. Bachelot et Gollnisch à constater que le scrutin se déroule normalement ; après l'ouverture du scrutin des membres du groupe Front national (R.N.) vont manipuler les clés de vote dans les travées des groupes R.P.R., U.D.F. et socialiste dont les députés protestent ; résultat du scrutin ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen ; *rappel au règlement* de Mme Catherine Trautmann ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen (p. 4157) ; *rappel au règlement* de M. Jacques Toubon ; *rappel au règlement* de M. Bruno Gollnisch (p. 4158) ; *rappel au règlement* de M. François Bachelot ; amendement n° 14 de Mme Christiane Papon soutenu par M. René Béguet (prévoyant l'application des peines prévues pour les alcooliques aux conducteurs présentant un test-drogue positif) ; nécessité de créer et prévoir l'homologation d'un test-drogue ; amendement n° 14 : retiré.

Article 9 *(possibilité pour un chef de corps de décider un examen médical en cas de faute pouvant avoir pour origine la consommation de drogue)* : amendement n° 9 de la commission (de suppression) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

- article 9 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 10 *(dispositions relatives aux publications destinées à la jeunesse)* (p. 4159) ; amendement n° 10 de la commission (de cohérence) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : amendement n° 73 du Gouvernement (répression de la discrimination et de la haine raciale) (p. 4160) ; sous-amendement n° 79 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 73 du Gouvernement (haine raciale dirigée contre des Français) ; sida mental ; mise en cause par M. Bruno Gollnisch des thuriféraires de l'antiracisme ; attitude de la presse de gauche en 1968 ; vote ouvrier ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 80 de M. Bruno Gollnisch (dérision en matière religieuse) ; notion de race (p. 4161) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 85 de M. Bruno Gollnisch (dérision envers ceux qui ont combattu pour la France) ; attaques menées contre Jean-Marie Le Pen ; émotion suscitée par l'emploi de l'expression « point de détail » par M. Jean-Marie Le Pen (p. 4162) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 86 (mépris de l'identité française) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 88 de M. Bruno Gollnisch (droit préférentiel des nationaux) (p. 4163) ; droit préférentiel pour les nationaux ayant été reconnus par la Cour internationale de justice dans son arrêt Nottebohm ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement 73 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

- article 10 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 10 : amendement n° 57 de M. François Bachelot soutenu par M. Georges-Paul Wagner (répression de l'apologie de l'usage de la drogue) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 74 du Gouvernement (répression de l'apologie des crimes contre l'humanité) ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen (p. 4164) ; nécessité de combler des lacunes de la loi sur la presse ; notion de crime contre l'humanité ayant été définie par la Charte de Nuremberg ; *rappel au règlement* de M. Georges-Paul Wagner (p. 4165) ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen ; sous-amendement n° 75 de M. Bruno Gollnisch (génocide arménien) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4166) ; sous-amendement n° 76 de M. Jean-Marie Le Pen (crimes commis contre la population de Vendée pendant la Révolution) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement 83 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Roger Holeindre (Cambodgiens) ; sous-amendement 77 de M. Bruno Gollnisch (atrocités communistes au Cambodge) (p. 4167) ; sous-amendements n°s 83 et 77 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 78 de M. Bruno Gollnisch (massacre de Polonais commis à Katyn par les communistes) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; sous-amendement n° 81 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Pierre Descaves (massacre des harkis par le FNL algérien) ; harkis stationnés en France, notamment à Saint-Maurice-l'Ardoise (p. 4168) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 82 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Roger Holeindre (populations de l'Angola) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 84 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Bruno Gollnisch (populations de l'Ethiopie) (p. 4169) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 87 de M. Bruno Gollnisch (génocide des chrétiens du Liban) ; utilisation du contingent français de la F.I.N.U.L. ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 89 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Bruno Gollnisch (église du silence en Chine communiste) (p. 4170) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 90 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Bruno Gollnisch (Indiens Misquitos du Nicaragua) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 91 de M. Bruno Gollnisch (tentative d'annihilation de la culture tibétaine) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 92 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Roger Holeindre (régime de la terreur dans le Viet-Nam communiste) (p. 4171) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 93 de M. Bruno Gollnisch (atteinte à la liberté des peuples baltes) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 94 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Jean-Pierre Stirbois (attentats commis par l'A.N.C. en Afrique du Sud par le supplice du collier) (p. 4172) ; cas de M. Pierre-André Albertini ; réception en France et en Europe de M. Jonas Savimbi ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 95 de M. Bruno Gollnisch (paysans russes et ukrainiens) ; notion de crime contre l'humanité (p. 4173) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; sous-amendement n° 96 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Roger Holeindre (dictature sanglante de la minorité marxiste à Cuba) ; mise en cause de Mao-Tsé-Toung et de M. Alain Madelin par M. Roger Holeindre ; racisme et antisémitisme ; incident entre M. Jacques Toubon et des membres du Front national ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 97 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Pierre Descaves (répression de l'insurrection hongroise de 1956) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 98 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Jean-Marie Le Pen (invasion soviétique en Afghanistan) ; atteintes aux Droits de l'homme dans le monde ; cas du Chili et de l'Afrique du Sud ; obstruction menée par le Front national ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; sous-amendement n° 99 de M. Bruno Gollnisch (Biafra) ; génocides ne se limitant pas aux crimes du national-socialisme (p. 4175) ; obstruction menée par le Front national ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 100 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. François Bachelot (aborigènes australiens) ; application de

l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 101 de M. Michel de Rostolan (avortement) (p. 4176) ; *rappel au règlement* de M. Jacques Toubon ; *rappel au règlement* de M. Bruno Gollnisch ; sous-amendement n° 102 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Roger Holeindre (agression soviétique en Corée) (p. 4177) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 103 de M. Bruno Gollnisch (persécution contre les Juifs en Union soviétique) ; nécessité de donner une définition des crimes contre l'humanité (p. 4178) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; *rappel au règlement* de M. Jean-Marie Le Pen ; amendement n° 58 de M. François Bachelot soutenu par M. Bruno Gollnisch (peines applicables en cas d'incitation à l'usage des stupéfiants) ; étrangers trafiquants de drogue ; cas des Tamouls, Libanais, Syriens, Boliviens et Colombiens (p. 4179) ; drogue à la télévision ; répression de l'incitation à la consommation de drogue par l'article L. 630 du code de la santé publique ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 11 *(application dans le temps des dispositions des articles 5-1 à 5-7 nouveaux du code pénal) :* incident entre M. Bruno Gollnisch et M. Jacques Toubon à propos de l'avortement (p. 4180) ; amendement n° 35 de la commission (de forme) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendements identiques n°s 11 de la commission et 28 de Mme Catherine Trautmann (de forme) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

- article 11 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Titre : amendement n° 12 de la commission (modification de l'intitulé du projet) ; nécessité de s'attaquer conjointement au trafic et à l'usage de la drogue) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4181).

Demande du Gouvernement à ce que, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement de l'Assemblée, l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi compte tenu des votes exprimés sur l'article 1er A et avant l'article 1er et modifiés par les amendements suivants : n° 2 après l'article 1er, n° 4 à l'article 4 *bis*, n° 5 après l'article 4 *bis*, n° 6 à l'article 5, n° 7 après l'article 5, n°s 32 et 55 avant l'article 7, n° 33 à l'article 7, n° 34 avant l'article 9, n° 9 à l'article 9, n°s 10 et 73 à l'article 10, n° 74 après l'article 10, n° 35 à l'article 11, n° 12 au titre de la loi.

Rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Pen (p. 4182).

Explications de vote (p. 4182).

Actions antidrogue (baisse des crédits consacrés aux -) : *Asensi (François)* (p. 4184).

Front national (comportement du -) : *Chalandon (Albin)* (p. 4184).

Injonction thérapeutique : *Toubon (Jacques)* (p. 4182) ; *Bachelot (François)* (p. 4183).

Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (abandon du projet de -) : *Bachelot (François)* (p. 4183) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4183).

Pays producteurs de produits stupéfiants (développement des cultures alternatives) : *Trautmann (Catherine)* (p. 4184).

Placement d'office des toxicomanes (absence de -) : *Bachelot (François)* (p. 4183).

Prévention contre l'usage de la drogue (notamment à l'école) : *Toubon (Jacques)* (p. 4182) ; *Bachelot (François)* (p. 4183) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4184) ; *Asensi (François)* (p. 4184).

Rappel au réglement de M. Bruno Gollnisch : *Gollnisch (Bruno)* (p. 4184, 4185) ; *Billardon (André)* (p. 4185).

Repentis (réduction de peines pour les -) : *Trautmann (Catherine)* (p. 4183).

Sanctions financières contre le trafic et le « blanchissement » des fonds provenant des trafics de stupéfiants : *Trautmann (Catherine)* (p. 4183, 4184).

SIDA (absence de dépistage du - dans les prisons) : *Bachelot (François)* (p. 4183).

Trafic de stupéfiants (répression du -) : *Toubon (Jacques)* (p. 4182) ; *Bachelot (François)* (p. 4182) ; *Asensi (François)* (p. 4184).

Trafiquants organisés en réseaux et gros trafiquants : *Trautmann (Catherine)* (p. 4183, 4184).

Trafiquants usagers : *Bachelot (François)* (p. 4183).

Abstention du groupe communiste : *Asenti (François)* (p. 4184).

Abstention du groupe socialiste : *Trautmann (Catherine)* (p. 4184).

Vote hostile du groupe Front national : *Bachelot (François)* (p. 4183).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 4182).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution :

Mise aux voix par un seul vote, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, et à la demande du Gouvernement, de l'article 1er, l'amendement n° 2 portant article additionnel après l'article 1er ; les articles 2, 3 et 4 ; l'article 4 *bis* dans la rédaction de l'amendement n° 4 ; l'amendement n° 5 portant article additionnel après l'article 4 *bis* ; l'article 5 modifié par l'amendement 6 ; l'amendement 7 portant article additionnel après l'article 5 ; l'article 6 ; les amendements n°s 32 et 55 supprimant l'intitulé avant l'article 7 ; l'article 7 dans la rédaction de l'amendement n° 33 ; l'article 8 ; l'amendement 34 supprimant l'intitulé avant l'article 9 ; l'amendement n° 9 supprimant l'article 9 ; l'article 10 modifié par les amendements n°s 10 et 73 ; l'amendement n° 74 portant article additionnel après l'article 10 ; l'article 11 modifié par l'amendement 35 ; l'amendement 12 modifiant le titre du projet de loi et l'ensemble du projet de loi.

Demande de M. Jean-Marie Le Pen, président du groupe Front national, tendant à vérifier le quorum : le bureau de séance constate que le quorum n'est pas atteint ; report du vote à la séance suivante (p. 4185).

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 4183) ; *Labbé (Claude),* vice-président (p. 4183).

Adoption au scrutin public de l'ensemble des articles et amendements précédemment cités, ainsi que de l'ensemble du projet de loi (p. 4193, 4194).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1987] (p. 7870, 7881).

Amendements déposés par M. Bruno Gollnisch (retrait des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7871) ; *Chaboche (Dominique)* (p. 7872).

Contrôles fiscaux : *Sapin (Michel)* (p. 7883).

Crédits de lutte contre la toxicomanie : *Ducoloné (Guy)* (p. 7882).

Crimes contre l'humanité (répression de l'apologie des -) : *Pandraud (Robert)* (p. 7871) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7882).

Désintoxication (incitation à la -) : *Sapin (Michel)* (p. 7883).

Haine raciale (interdiction de la vente aux mineurs de publications incitant à la -) : *Pandraud (Robert)* (p. 7871, 7872) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7882).

Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies et notamment recherches sur la toxicomanie et la pharmacodépendance : *Limouzy (Jacques)* (p. 7871, 7885) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7871) ; *Sapin (Michel)* (p. 7883) ; *Bachelot (François)* (p. 7884, 7885).

Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie : *Sapin (Michel)* (p. 7883).

Sida (notamment prophylaxie du - dans les prisons) : *Bachelot (François)* (p. 7884, 7885).

Toxicomanie (politique de lutte contre la -) : rôle respectif de la prévention et de la répression : *Ducoloné (Guy)* (p. 7882, 7883) ; *Sapin (Michel)* (p. 7883) ; *Bachelot (François)* (p. 7883).

Trafic de stupéfiants (conférence des Nations Unies sur le -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7871).

Trafic de stupéfiants (différence entre les réseaux de trafiquants et le petit trafic) : *Sapin (Michel)* (p. 7883).

Discussion des articles [19 décembre 1987] (p. 7885).

Article 1er A : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7886).

Voir *Droit pénal* **11.**

Lutte contre la toxicomanie

Voir *Questions au Gouvernement* **380.**

DROIT AU LOGEMENT

Voir *Logement et habitat* **12.**

DROIT COMMUNAUTAIRE

Voir *Communautés européennes* **5, 6.**

DROIT D'ASILE

Voir *Questions au Gouvernement* **324.**

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIÉS

Voir *Travail* **24.**

DROIT PÉNAL

4. - Proposition de loi n° 97 relative à la **protection des personnes victimes de diffamation** (voir table 1986). - Rapporteur : M. André. - Rapport n° **744** (14 mai 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Proposition de loi n° **117.**

7. - Proposition de loi n° 352 relative à la **grande informatique** (voir table 1986). - Rapporteur : M. André. - Rapport n° **744** (14 mai 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Proposition de loi n° **117.**

Sénat (première lecture), n° **279** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **3** (1987-1988). - Discussion le 4 novembre 1987. - Adoption le 4 novembre 1987. - Nouveau titre : Proposition de loi relative à certaines **infractions** en matière de **traitements automatisés de données.** Proposition de loi n° **27.**

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1009.** - Dépôt le 4 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. René André. - Rapport n° **1087** (2 décembre 1987). - Discussion le 21 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1987. - Proposition de loi n° **235.**

Sénat (deuxième lecture), n° **212** (1987-1988). - Dépôt le 22 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **214** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1987. - Proposition de loi n° **80.**

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1182.** - Dépôt le 22 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. René André. - Rapport n° **1184.** - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Proposition de loi n° **241.**

Loi n° 88-19 du 5 janvier 1988 publiée au *Journal officiel* du 6 janvier 1988 (p. 231).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2384).

Accès à l'ordinateur et à l'information (protection de l'-) : *André (René)* (p. 2385) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2387).

Accès frauduleux (définition de l'-) : *André (René)* (p. 2385) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2386).

Coût de la fraude informatique : *André (René)* (p. 2385) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2386).

Délinquance informatique : *André (René)* (p. 2384, 2385) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2386).

Détérioration de systèmes de traitement informatisé : *André (René)* (p. 2385).

Information (nature appréhendable ou non de l'-) : *André (René)* (p. 2385) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2386).

Législation existante (adaptation de la -) : *André (René)* (p. 2385) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2386).

Libertés individuelles (nécessité de respecter les -) : *André (René)* (p. 2385) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2386).

Responsabilisation des passionnés d'informatique : *Godfrain (Jacques)* (p. 2387).

Discussion de l'article unique (p. 2387).

Article unique *(créant, dans le code pénal, un chapitre intitulé : « De certaines infractions en matière informatique »)* : amendement n° 1 de M. Jacques Godfrain (extension du champ d'application de la répression à la transmission ou à la détention non autorisée de données confidentielles) ; difficulté de faire la preuve de l'infraction en matière de fraude informatique (p. 2387) : retiré ; amendement n° 3 de M. Philippe Marchand (suppression des mots « entravé ou » dans l'article 462-3 du code pénal prévoyant l'incrimination de détérioration) ; crainte de l'utilisation abusive de ce texte par les employeurs pour la répression des fautes professionnelles ; non-atteinte à l'exercice du droit de grève : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (confiscation du matériel utilisé pour commettre la fraude) ; sous-amendement n° 4 de la commission (précisant que la confiscation du matériel est applicable au condamné) : adopté ; amendement n° 2 ainsi modifié : adopté ;

- article unique ainsi modifié : adopté (p. 2388).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion unique [21 décembre 1987]

Abstention du groupe socialiste : *Billon (Alain)* (p. 8025).

Compétences des juridictions françaises : *André (René)* (p. 8022, 8023).

Définition de termes techniques (apportée par le Sénat) : *André (René)* (p. 8022) ; *Chalandon (Alain)* (p. 8023).

Grève (droit de -) : *André (René)* (p. 8022) ; *Mercieca (Paul)* (p. 8024).

Incriminations pénales : *André (René)* (p. 8022) ; *Chalandon (Albin)* (p. 8023) ; *Billon (Alain)* (p. 8024).

Piratage informatique : *André (René)* (p. 8022) ; *Mercieca (Paul)* (p. 8023).

Preuves magnétiques : *André (René)* (p. 8022).

Renforcement du droit de propriété intellectuelle : *Billon (Alain)* (p. 8024).

Discussion de l'article unique [21 décembre 1987]

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données)* : amendement n° 1 de la commission (intitulant le chapitre : « de certaines infractions en matière informatique ») : adopté ; amendement n° 2 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article 462-2 A du code pénal déterminant avec précision les éléments constitutifs de chaque infraction) ; risque de péremption rapide de ces définitions ; adopté ; amendement n° 10 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Mercieca (supprimant la notion de maintien frauduleux dans un système dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 462-2 du code pénal) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 8025) ; amendement n° 4 de la commission (rétablissant l'article 462-3 du code pénal dans les textes votés par l'Assemblée) ; progression de la répression selon la gravité des agissements portant sur un système de traitements automatisés de données ; notion d'entrave ne visant ni le cas d'exercice du droit de grève ni la situation résultant d'un conflit portant sur l'exécution d'un contrat liant une société de prestations de service à l'utilisateur : adopté ; amendement n° 5 de la commission (reprenant le texte adopté par l'Assemblée nationale pour la rédaction de l'article 462-4 définissant la nouvelle incrimination) ; notion d'altération de la vérité : adopté ; amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (reprenant la rédaction de l'Assemblée pour l'article 462-5 du code pénal relatif à l'usage de documents reproduisant des données) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (précisant la notion d'association de malfaiteurs en matière informatique) ; sous-amendement n° 13 de la commission à l'amendement n° 8 (évitant que l'association de malfai-

teurs en matière informatique ne soit réprimée plus sévèrement que l'infraction en vue de laquelle elle est constituée) (p. 8026) ; sous-amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ;

- article unique, ainsi modifié : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 11 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Mercieca (excluant l'exercice du droit de grève du champ d'application de l'article unique) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel : rejeté ; amendement n° 12 de M. Roland Dumas soutenu par M. Alain Billon (permettant la reproduction de logiciels et progiciels lorsqu'elle a pour objet le renseignement et à condition que leurs producteurs en soient préalablement avisés) ; problème de l'inculpation d'enseignants en informatique ; loi du 3 juillet 1985 sur la protection des logiciels ; problème du budget des universités ; prospérité de la France en matière de logiciels (p. 8027) ; concertation interministérielle ; amendement n° 12 : rejeté.

Titre : amendement n° 9 de la commission (rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi « proposition de loi relative à la fraude informatique ») : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 8028).

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 décembre 1987]

Accord intervenu entre l'Assemblée nationale et le Sénat : *André (René)* (p. 8062, 8063) ; *Arthuis (Jean)* (p. 8063).

Discussion de l'article unique [22 décembre 1987]

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière informatique ») :* adopté (p. 8063).

DROIT PÉNAL

9. - Proposition de loi n° 586 relative à la prévention et à la répression du **recel.**

Voir *Table 1986.*

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (9 avril 1987).

10. - Projet de loi n° 625 relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la **répression du recel.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini (16 avril 1987). - Rapport n° **806** (4 juin 1987). - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Projet de loi n° **144.**

Sénat (première lecture). - N° **342** (1986-1987). - Dépôt le 30 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Grandon. - Rapport n° **2** (1987-1988). - Discussion le 7 octobre 1987. - Adoption le 7 octobre 1987. - Projet de loi n° **1.**

Assemblée nationale (seconde lecture). - N° **959.** - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini. - Rapport n° **997** (28 octobre 1987). - Discussion le 19 novembre 1987. - Adoption définitive le 19 novembre 1987. - Projet de loi n° **178.**

Saisine du Conseil constitutionnel. - **Loi n° 87-962 du 30 novembre 1987,** publiée au *J.O.* du 1er décembre 1987 (p. 13990).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1987] (p. 3348).

Banlieues urbaines (vols et recels dans les -) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3354).

Concertation et études préalables au projet (insuffisance des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3351).

Conseils municipaux de prévention de la délinquance (action des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3354).

Objets mobiliers (marquage des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 3350) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3354).

Objets mobiliers usagés ou anciens (obligation pour les revendeurs et les organisateurs de foires à la brocante de tenir des registres) : *Pasquini (Pierre)* (p. 3350) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3350) ; *Asensi (François)* (p. 3351) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352).

Objets volés (développement du civisme pour lutter contre l'achat d' -) : *Asensi (François)* (p. 3351) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3354).

Rapport Cochard : *Pasquini (Pierre)* (p. 3349) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352, 3352).

Recel (aggravation des peines encourues) : *Pasquini (Pierre)* (p. 3349, 3350) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3350) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 3353).

Recel (lutte contre le - et notamment, coordination de toutes les administrations concernées) : *Pasquini (Pierre)* (p. 3348, 3349) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3350, 3351) ; *Asensi (François)* (p. 3351) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3354).

Recel (mesures de prévention et de répression envisagées entre 1982 et 1986) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3351).

Recel (notion de - et définition du -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 3349) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 3353).

Recel et vol (disproportion des peines encourues) : *Peyrat (Jacques)* (p. 3353).

Recels et vols (nombre de -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 3349) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3350) ; *Asensi (François)* (p. 3351) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352).

Toxicomanie (lien entre la - et le recel) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352).

Victimes (protection des - et modification des articles 2279 et 2280 du code civil) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352, 3353).

Vols (insuffisance du taux d'élucidation des -) : *Asensi (François)* (p. 3351) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3352).

Discussion des articles (p. 3354).

Chapitre Ier : *dispositions relatives à la vente et à l'échange de certains objets mobiliers.*

Article 1er *(obligation de tenir un registre pour les revendeurs de certains objets mobiliers) :* amendement n° 1 de la commission (caractère précis de la description sur le registre des objets acquis ou détenus) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté (p. 3354).

Après l'article 1er : amendement n° 10 de Mme Paulette Nevoux soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (tendant à soumettre les vendeurs occasionnels d'objets mobiliers offerts au public, en lots ou par voie de presse, à l'obligation de tenir un registre) ; rejeté.

Article 2 *(obligation de tenir un registre pour les organisateurs de manifestations publiques) :* amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 16 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à préciser que les registres doivent contenir des éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) ; sous-amendement n° 19 de Mme Marie-Josèphe Sublet (tendant à préciser que seuls les registres tenus par les vendeurs professionnels d'objets mobiliers usagés ou anciens contiennent les éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) (p. 3355) ; sous-amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 16 : adopté après modification ; amendement n° 11 de M. Gilbert Bonnemaison (création d'un conseil consultatif pour la prévention et la répression du recel) ; sous-amendement n° 18 de Mme Marie-Josèphe Sublet

(tendant à introduire des représentants des ministères de l'intérieur et des finances dans le conseil consultatif pour la prévention et la répression du recel) (p. 3356) ; rôle du conseil national de la prévention de la délinquance ; sous-amendement n° 18 : rejeté ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à rétablir l'obligation de paiement par chèque ou carte de crédit pour les objets usagés dont le prix est supérieur à 200 F et les objets neufs dont le prix est supérieur à 10 000 F) : rejeté.

Chapitre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 3 *(modification de forme) :* adopté.

Article 4 *(modification de forme) :* adopté.

Article 5 *(recel simple - recel professionnel ou habituel. Peines complémentaires) :* amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (définition et répression du recel) ; sous-amendement n° 20 de Mme Marie-Joséphe Sublet (tendant à compléter la définition du recel) ; sous-amendement n° 21 de Mme Marie-Joséphe Sublet (tendant à supprimer dans l'amendement n° 17 la référence aux peines encourues) (p. 3357) ; débat sur le degré de définition de la notion de recel ; sous-amendement n° 20 : rejeté ; sous-amendement n° 21 : rejeté ; amendement n° 17 : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (tendant à maintenir une peine minimale de trois mois d'emprisonnement) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (tendant à rétablir une amende proportionnelle jusqu'à la moitié de la valeur des objets recelés) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (tendant à améliorer la rédaction du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article relatif au recel habituel ou professionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (possibilité pour le tribunal de prononcer la fermeture de l'établissement ayant servi à l'activité professionnelle du receleur ou au dépôt des choses recelées) (p. 3358) ; adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(recel aggravé) :* amendement n° 7 de la commission (de clarification) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(de coordination) :* adopté.

Article 8 *(sanctions pénales en cas de violation des obligations ou interdiction résultant de certaines peines complémentaires) :* adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 12 de M. Gilbert Bonnemaison (pénalités en cas d'effaçage ou de suppression du marquage d'un objet) : rejeté.

Chapitre III : *dispositions diverses.*

Article 9 *(abrogation de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur) :* adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 13 de M. Gilbert Bonnemaison (protection des victimes de vols et modification des articles 2279 ou 2280 du code civil) (p. 3359) : retiré.

Article 10 *(entrée en vigueur de la loi) :* amendement n° 8 de la commission (tendant à reporter la date d'entrée en vigueur de la loi au 1er octobre 1987 pour les seuls articles 1er, 2 et 9) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Titre : amendements identiques n° 9 de la commission et n° 14 de M. Gilbert Bonnemaison (modification de l'intitulé) (p. 3360) : adoptés.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3361).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1987] (p. 6073).

Objets mobiliers anciens ou usagers (délai d'inscription légale dans un registre des -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 6073).

Objets saisis (restitution des -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 6073).

Recel (aggravation de la répression du -) : *Chalandon (Alain)* (p. 6073).

Scellés : *Pasquini (Pierre)* (p. 6073).

Discussion des articles (p. 6074).

Article 1er *(obligation de tenir un registre pour les revendeurs de certains objets mobiliers)* : adopté.

Article 2 *(obligation de tenir un registre pour les organisateurs de manifestations publiques)* : adopté.

Article 2 bis *(éléments d'identification technique consignés dans le registre)* : supprimé par le Sénat.

Article 9 bis *(article 41-1 du code de procédure pénale ; procédure du procureur général quant aux objets saisis) :* adopté.

Article 9 ter *(article 177 du code de procédure pénale ; restitution des objets saisis) :* adopté.

Article 9 quater *(article 249 du code pénal ; bris des scellés) :* adopté.

Article 10 *(entrée en vigueur de la loi) :* adopté.

Explications de vote (p. 6074).

Paiement en liquide : *Sapin (Michel)* (p. 6074).

Petite délinquance (effet sur la - de la lutte contre le recel) : *Sapin (Michel)* (p. 6074).

Recel (absence de définition du -) : *Sapin (Michel)* (p. 6074) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6075) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 6075).

Transactions sur l'or (anonymat des -) : *Sapin (Michel)* (p. 6074).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6075).

11. - Proposition de loi n° 725 tendant à l'augmentation des peines contre les personnes se livrant à l'importation, la production, la fabrication ou l'exploitation illicite, ainsi qu'à l'usage de substances ou plantes vénéneuses classées comme **stupéfiants,** à l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants, et à la création d'un **Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (1er juillet 1987).

12. - Proposition de loi n° 762 tendant à **réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. François Asensi (8 octobre 1987).

13. - Proposition de loi n° 946 tendant à instituer une **incrimination pénale en matière d'usage de carte bancaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelle, de la législation et de l'administration générale de la République.

14. - Proposition de loi n° 1139 tendant à rétablir la **peine de mort** pour des crimes particulièrement odieux.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 décembre 1987 par M. Élie Marty. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

15. - Proposition de loi n° 1201 relative à la liberté de **reproduction des logiciels.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

16. - Proposition de loi n° 1206 tendant à autoriser la **duplication des logiciels à des fins pédagogiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par MM. Bruno Bourg-Broc et Claude Dhinnin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

17. - Proposition de loi n° 1219 tendant à permettre **l'identification des auteurs de crimes et de délits utilisant certains services et à interdire l'accès aux mineurs des messageries à caractère pornographique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Roland Blum. - Renvoi à la commission constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

18. - Proposition de loi n° 233 tendant à rétablir la **peine de mort lorsque les victimes sont des agents de la force publique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Daniel Colin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Cumul des peines

Voir *Drogue* **3.**

Fraude sur les cartes de crédit

Voir *Questions au Gouvernement* **814.**

DROITS D'AUTEUR

Voir *Droit pénal* **15.**

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS PUBLIQUES

4. - Proposition de loi n° 955 relative à l' **affichage de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789** dans les salles de classes des établissements scolaires et universitaires. - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Denis Jacquat. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Droit pénal **7, 12.**
Lois de finances **4,** affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.
Questions au Gouvernement **565, 569.**
Traités et conventions **28, 57.**

Affichage de la Déclaration des - dans les établissements scolaires

Voir *Droits de l'homme. - Libertés publiques* **4.**

- en France

Voir *Questions au Gouvernement* **406.**

- en Turquie

Voir *Questions au Gouvernement* **560.**

- en U.R.S.S

Voir *Questions au Gouvernement* **381.**

Libertés syndicales

Voir *Questions au Gouvernement* **474, 477.**

Libertés syndicales chez Renault

Voir *Entreprises publiques* **3.**

Libre circulation d'un député sur le territoire français

Voir *Questions au Gouvernement* **599.**

Réfugiés colombiens en France

Voir *Questions au Gouvernement* **551.**

DROITS DE MUTATION

Voir *Entreprises* **8.**
Impôts et taxes **11.**
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1,** article 4.

DROITS D'ENREGISTREMENT

Voir *Entreprises* **7.**

Taxe de publicité foncière

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 59 : amendements n° 333 et 334.

DROITS DE SUCCESSION

Voir *Entreprises* **7.**
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1,** article 4.

DUCELLIER (Firme)

Voir *Questions orales sans débat* **252.**

DYSLEXIE

Voir *Enseignement* **6.**
Questions orales sans débat **234.**

E

EAU ET ASSAINISSEMENT

Voir *Impôts et taxes* **9.**

1. - Proposition de loi n° 706 relative aux **redevances réclamées par les agences financières de bassin à l'occasion des prélèvements et consommations d'eau à usage agricole.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Pascal Arrighi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Olivier Marlière (4 juin 1987).

Lutte contre la pollution de l'eau

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, environnement.
Funérailles nationales **2.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, éducation nationale.

ÉCOLE D'INGENIEURS

Voir *Enseignement privé* **4.**

ÉCONOMIE ET FINANCES

Voir *Questions au Gouvernement* **455.**

Situation de la France

Voir *Questions au Gouvernement* **457.**

ÉCONOMIE SOCIALE

Voir *Questions au Gouvernement* **455.**

ÉDUCATION CIVIQUE

Voir *Lois de finances* **4,** affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Voir *Sports* **2.**

ÉDUCATION POPULAIRE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Jeunesse et sports.

ÉDUCATION SURVEILLÉE

Voir *Lois de finances* **4,** Justice.

ÉDULCORANTS DE SYNTHÈSE

Voir *Consommation* **3,** discussion des articles, article 5.

ÉLAGAGE

Voir *Environnement* **8.**

ÉLECTIONS CANTONALES

Voir *Elections et référendums* **24, 28, 35, 45.**

- de 1988

Voir *Questions au Gouvernement* **332.**

ÉLECTIONS ET RÉFÉRENDUMS

19. - Proposition de loi organique n° 409 tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1992 modifiée, relative à **l'élection du Président de la République** au suffrage universel afin d' **élargir aux conseillers régionaux** le droit de présentation des candidats à cette élection (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. André Fanton. - Rapport n° **691** (23 avril 1987). - Discussion le 4 décembre 1987. - Adoption le 4 décembre 1987. - Proposition de loi n° **197.**

Sénat (première lecture) n° **138** (1987-1988). - Dépôt le 4 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. - Rapport n° **148** (1987-1988). - Discussion le 11 décembre 1987. - Adoption le 11 décembre 1987. - Proposition de loi n° **47.**

Saisine du Conseil Constitutionnel (articles 46 et 61 de la Constitution). - Décision le 5 janvier 1988 (*J.O.* du 7 janvier 1988 (p. 321), conforme en totalité. - **Loi n° 88-35 du 13 janvier 1988,** publiée au *J.O.* du 15 janvier 1988 (p. 704).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : discussion commune des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et de la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772) [4 décembre 1987] (p. 6782).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) sur la proposition de loi organique n° 772 : *Asensi (François)* (p. 6783, 6784) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6784, 6785) ; rejetée (p. 6785).

Attitude des groupes politiques à l'égard du Front national : *Asensi (François)* (p. 6783, 6784) ; *Sapin (Michel)* (p. 6785, 6786).

Candidature de M. Le Pen aux élections présidentielles de 1988 (texte favorisant la -) : *Asensi (François)* (p. 6783, 6784) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6784, 6785) ; *Sapin (Michel)* (p. 6785).

Collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République (élargissement du -) : *Fanton (André)* (p. 6782) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6782) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6784) ; *Sapin (Michel)* (p. 6785) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6786, 6787).

Conditions géographiques du parrainage des candidats à la présidence de la République : *Fanton (André)* (p. 6782, 6783) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6783).

Evolution de l'attitude du Gouvernement à l'égard du rapport et de la proposition de loi organique : *Asensi (François)* (p. 6783) ; *Sapin (Michel)* (p. 6785) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6786).

Discussion de l'article unique [4 décembre 1987].

Article unique *(élargissement du collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République aux conseillers régionaux)* : adopté (p. 6787).

20. - Proposition de loi constitutionnelle n° 423 tendant à inclure le **mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. André Fanton (9 avril 1987).

21. - Proposition de loi organique n° 424 tendant **à moraliser la vie publique** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (8 octobre 1987).

22. - Proposition de loi n° 462 tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à **l'élection des députés à l'Assemblée nationale** et à la répartition de la **représentation sénatoriale** (voir table 1986). - *Assemblée nationale* (première lecture). - Rapporteur : M. Daniel Le Meur (9 avril 1987).

23. - Proposition de loi n° 608 tendant à lutter contre la **fraude électorale** (voir table 1986). - *Assemblée nationale* (première lecture). - Rapporteur : M. André Fanton (7 mai 1987).

24. - Proposition de loi n° 649 tendant à instituer des **suppléants** pour les **conseillers généraux.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (21 mai 1987).

25. - Proposition de loi n° 711 tendant à instituer la **représentation proportionnelle pour l'élection des députés.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Daniel Le Meur (4 juin 1987).

26. - Proposition de loi n° 722 relative aux **élections cantonales.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Gilbert Barbier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (1er juillet 1987). - Rapport n° **1100** (3 décembre 1987), commun avec le projet de loi n° 1027. - Discussion le : voir élections et référendums **35.**

27. - Proposition de loi n° 746 tendant à modifier **l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille.** - *Sénat* (première lecture) n° 200. - Dépôt le 23 avril 1987 par M. Marcel Lucotte et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **214** (5 mai 1987). - Discussion le 14 mai 1987. - Adoption le 14 mai 1987. - Proposition de loi n° **64.** - *Assemblée nationale* (première lecture). - Dépôt le 14 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément (21 mai 1987). - Rapport n° **792** (27 mai 1987). - Discussion les 3 et 4 juin 1987. - Adoption le 4 juin 1987. - Proposition de loi n° **107.** *Saisine du Conseil constitutionnel* (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 7 juillet 1987 (*Journal officiel* du 8 juillet 1987, p. 7456). - **Loi n° 87-509 du 9 juillet 1987** publiée au *Journal officiel* du 11 juillet 1987 (p. 7567).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3, 4 juin 1987] (p. 1924, 1957).

Motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Le Pen (Front national) (p. 1955) : *Perdomo (Ronald)* (p. 1955, 1956) ; contre : *Delattre (Francis)* (U.D.F.) ; rejetée (p. 1957).

Conseil constitutionnel (jurisprudence du -) : *Clément (Pascal)* (p. 1926) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1927) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1937) ; *Pezet (Michel)* (p. 1951) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1956).

Découpage électoral : *Clément (Pascal)* (p. 1925) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1927, 1954, 1955) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1928, 1929, 1931) ; *Hermier (Guy)* (p. 1931, 1932, 1933) ; *Blum (Roland)* (p. 1934) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1936) ; *Toga (Maurice)* (p. 1947, 1948) ; *Pezet (Michel)* (p. 1950) ; *Roatta (Jean)* (p. 1952) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1955) ; *Delattre (Francis)* (p. 1956).

Defferre (politique de M. -) : *Clément (Pascal)* (p. 1925) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1928, 1929) ; *Blum (Roland)* (p. 1935) ; *Pezet (Michel)* (p. 1949) ; *Roatta (Jean)* (p. 1951, 1952) ; *Leonetti (Jacques)* (p. 1954).

Démocratie locale : *Clément (Pascal)* (p. 1924) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1929) ; *Hermier (Guy)* (p. 1933) ; *Pezet (Michel)* (p. 1949, 1950) ; *Roatta (Jean)* (p. 1951, 1952) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1955, 1956) ; *Delattre (Francis)* (p. 1956).

Front national (entrée du - dans la vie politique locale) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1931) ; *Hermier (Guy)* (p. 1933) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1937).

Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » : *Clément (Pascal)* (p. 1924, 1925) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1927, 1954) ; *Hermier (Guy)* (p. 1931) ; *Blum (Roland)* (p. 1934) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1936) ; *Toga (Maurice)* (p. 1947) ; *Pezet (Michel)* (p. 1949, 1950) ; *Leonetti (Jacques)* (p. 1953) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1955) ; *Delattre (Francis)* (p. 1956).

Marseille (unité, organisation administrative et vie économique de -) : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1928, 1929, 1930) ; *Hermier (Guy)* (p. 1931, 1933, 1934) ; *Blum (Roland)* (p. 1934) ; *Pezet (Michel)* (p. 1951).

Mode de scrutin : *Hermier (Guy)* (p. 1931) ; *Blum (Roland)* (p. 1935) ; *Toga (Maurice)* (p. 1947) ; *Leonetti (Jacques)* (p. 1953) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1955).

Origine de la proposition de loi en discussion : *Sanmarco (Philippe)* (p. 1927, 1928) ; *Pezet (Michel)* (p. 1948, 1949, 1950).

Secteurs (écart démographique entre -) : *Pasqua (Charles)* (p. 1927) ; *Hermier (Guy)* (p. 1932) ; *Blum (Roland)* (p. 1934) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1937) ; *Roatta (Jean)* (p. 1952) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1955).

Secteurs (évolution démographique des -) : *Clément (Pascal)* (p. 1926) ; *Sanmarco (Philippe)* (p. 1930) ; *Hermier (Guy)* (p. 1932) ; *Blum (Roland)* (p. 1936) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1937) ; *Pezet (Michel)* (p. 1950).

Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre -) : *Clément (Pascal)* (p. 1925) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1927) ; *Hermier (Guy)* (p. 1932) ; *Blum (Roland)* (p. 1935, 1936) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1937) ; *Toga (Maurice)* (p. 1948) ; *Roatta (Jean)* (p. 1952) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1955) ; *Delattre (Francis)* (p. 1956).

Discussion des articles [4 juin 1987] (p. 1957).

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) ;* établissement d'une mairie par arrondissement ; amendement n° 5 corrigé de M. Michel Sapin soutenu par M. Michel Pezet (répartition des sièges par secteur) ; amendement n° 1 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Jean Roussel (même objet) (p. 1957) ; amendement n° 2 de M. Guy Hermier soutenu par M. Marcel Rigout (même objet) ; réduction de l'écart démographique entre les secteurs ; établissement d'une égalité entre secteurs soit par le nombre d'électeurs inscrits, soit par le nombre d'habitants correspondant à un élu ; proposition d'ajouter un élu au deuxième secteur et un élu au septième en supprimant un élu au quatrième et au premier ; application stricte de la représentation proportionnelle fondée sur le nombre d'habitants ; aucune tentative de défense du découpage de Gaston Defferre ; impossibilité à Marseille de créer une mairie par arrondissement (p. 1958) ; mission des mairies d'arrondissement ; gestion difficile des équipements pour des secteurs de 18 000 habitants ; conseillers municipaux du Front national réclamant la représentation des Maghrébins ; volonté d'obtenir une loi juste quant à la représentation de l'électorat ; représentation des Maghrébins qui n'est pas souhaitée par le Front national ; nombre de sièges en fonction du nombre d'habitants et non pas du nombre d'inscrits (p. 1959) ; prise en compte des intérêts généraux dans l'application du nombre de conseillers municipaux par secteur ; opposition du Front national et du groupe communiste d'une surreprésentation des conseillers municipaux dans les mêmes secteurs ; proposition permanente du groupe communiste de découper Marseille en seize arrondissements (p. 1960) ; découpage des secteurs électoraux de Marseille en fonction des arrondissements semblant impossible aux commissions des lois du Sénat et de l'Assemblée nationale ; répartition des sièges entre les circonscriptions selon une solution rigoureusement proportionnelle à la population est impossible ; répartition des sièges reposant essentiellement sur des données démographiques en anticipant les mouvements de population (p. 1961) ; amendement n° 5 corrigé, rejeté au scrutin public ; amendement n° 1 : rejeté ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 6 : corrigé de M. Michel Sapin soutenu par M. Philippe Sanmarco (répartition des sièges par secteurs) ; résultats électoraux des élections municipales de 1983 ; inadéquation entre le nombre des élus par secteur et le volume de population concernée ; violation du principe constitutionnel de l'égalité de suffrage ; aspect scrupuleux de la représentation proportionnelle (p. 1962) ; désaccord ne portant pas sur le découpage du secteur mais sur le nombre des conseillers municipaux par secteur ; aucun amendement ne proposant de revenir au découpage de Gaston Defferre ; augmentation du nombre de conseillers municipaux par la loi Defferre (p. 1963) ; amendement n° 6 corrigé, rejeté au scrutin public ; amendements nos 10, 11, 12 et 13 de M. Pascal Arrighi : retirés ;

- article 1er, tableau n° 4 annexé : adoptés.

Après l'article 1er : amendement n° 7 de M. Michel Sapin, soutenu par M. Michel Pezet (vote par arrondissement) ; prise en compte de l'évolution des composantes démographiques (p. 1964) ; contradiction absolue de l'amendement avec les dispositions du code électoral ; amendement n° 7 : rejeté.

Article 2, tableau n° 2 annexé : *(ressort territorial des conseils d'arrondissement de Marseille) ;* amendement n° 3 de M. Guy Hermier (découpage par arrondissement) ; amendement n° 8 de M. Michel Sapin soutenu par M. Michel Pezet (même objet) ; amendements n° 3 et n° 8 : rejetés ;

- article 2, tableau n° 2 : adoptés.

Article 3 *(répartition des personnels, des biens et des équipements entre les nouveaux groupes d'arrondissement)* (p. 1965) ; amendement n° 9 de M. Michel Sapin soutenu par M. Michel Pezet (accroissement du nombre de maires d'arrondissement) ; amendement n° 4 de M. Guy Hermier (même objet) ; amendements n° 9 et n° 4 : rejetés ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(entrée en application de la loi) :*

- article 4 : adopté (p. 1966).

Explications de vote (p. 1966).

Découpage électoral : *Domenech (Gabriel)* (p. 1966) ; *Pezet (Michel)* (p. 1968) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1968) ; *Hermier (Guy)* (p. 1968).

Defferre (Politique de M. -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1968).

Elections municipales de 1983 : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1968).

Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » : *Pezet (Michel)* (p. 1967) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1968).

Marseille (image et moralisation de la vie politique de -) : *Pezet (Michel)* (p. 1967) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1967, 1968) ; *Hermier (Guy)* (p. 1968).

Union nécessaire du Front national et de la droite pour les futures échéances électorales : *Domenech (Gabriel)* (p. 1966).

Abstention du groupe du Front national : *Domenech (Gabriel)* (p. 1966) ;

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1968).

Vote hostile du groupe communiste : *Hermier (Guy)* (p. 1968).

Vote hostile du groupe socialiste : *Pezet (Michel)* (p. 1967).

Adoption au scrutin public de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1969).

28. - Proposition de loi organique n° 772 complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à **l'élection du Président de la République au suffrage universel.**

Sénat (première lecture). - N° **311** (1985-1986). - Dépôt le 25 février 1986 par M. Charles de Cuttoli et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois contitutionnelles, de législation, du suffage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. - Rapport n° **172** (8 avril 1987) (1986-1987). - Discussion le 19 mai 1987. - Adoption le 19 mai 1987. - Proposition de loi n° **87.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (4 juin 1987). - Rapport n° **1099** (3 décembre 1987). - Discussion le 4 décembre 1987. - Adoption le 4 décembre 1987. - Proposition de loi n° **198.**

Sénat (seconde lecture). - N° **137.** - Dépôt le 4 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. - Rapport n° **145** (1987-1988). - Discussion le 11 décembre 1987. - Adoption définitive le 11 décembre 1987. - Proposition de loi n° **46.**

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61 de la Constitution). - Décision le 5 janvier 1988 (*J.O.* du 7 janvier 1988, p. 321). - **Loi n° 88-36 du 13 janvier 1988,** publiée au *J.O.* du 15 janvier 1988 (p. 704).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique

Voir *Elections et référendums* **19.**

Discussion de l'article unique [4 décembre 1987].

Article unique *(élargissement du collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République aux conseillers régionaux et aux membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger)* : amendement n° 2 de la commission (limitation de l'élargissement aux membres du conseil supérieur des Français de l'étranger) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article unique.

Amendement n° 1 de Michel Sapin (élargissement du collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République aux membres français du Parlement européen) : devenu sans objet (p. 6787).

Après l'article unique : amendement n° 3 rectifié de la commission (sénateurs représentant les Français établis hors de France et membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger étant réputés être les élus d'un même département ou territoire) : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 6788).

29. - Proposition de loi n° 822 tendant à faciliter les **opérations de vote des personnes aveugles ou non voyantes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Joseph Franceschi (8 juillet 1987).

30. - Proposition de loi n° 842 constitutionnelle tendant à modifier les articles 10, 11 et 72 de la Constitution afin d'instituer le **référendum d'initiative populaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 juin 1987 par M. Yvan Blot, M. Jacques Hersant et M. Jacques Médecin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Bécam (1er juillet 1987).

31. - Proposition de loi n° 877 tendant à modifier certaines dispositions du code électoral pour les **élections municipales** afin de garantir aux habitants permanents des petites communes accueillant une importante population touristique la **maîtrise de leur gestion communale et de leur devenir.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (8 octobre 1987), remplacé par M. Jean-Pierre Worms (5 novembre 1987).

32. - Proposition de loi n° 958 tendant à modifier le **code électoral** et relative à **l'élection des conseillers régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Henri Bouvet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (5 novembre 1987).

33. - Proposition de loi constitutionnelle n° 972 tendant à modifier l'article 11 de la Constitution, en étendant l'usage du référendum et en rendant possible le **référendum d'initiative populaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 octobre 1987 par M. Pascal Arrighi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Ronald Perdomo (5 novembre 1987).

34. - Proposition de loi n° 986 tendant à instaurer en France un **suffrage vraiment universel.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Bruno Gollnisch. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (3 décembre 1987).

35. - Projet de loi n° 1027 relatif aux **élections cantonales** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° **64** (1987-1988). - Dépôt le 23 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Pierre Salir. - Rapport n° **81** (1987-1988). - Discussion le 10 novembre 1987. - Adoption le 10 novembre 1987. - Projet de loi n° **32.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 12 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (20 novembre 1987). - Rapport n° **1100** (3 décembre 1987) commun avec la proposition de loi n° 722. - Discussion le 4 décembre 1987, commune avec la proposition n° 722 (voir élections et référendums 26). - Adoption le 4 décembre 1987. - Projet de loi n° **199.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 5 janvier 1988 [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 320). - Article déclaré conforme : 2.

Loi n° 88-26 du 8 janvier 1988, publiée au *J.O.* du 9 janvier 1988 (p. 407).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1987] (p. 6788, 6794).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Sapin (Michel)* (p. 6794, 6795) ; *Pandraud (Robert)* (ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité) (p. 6795) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6795) ; *Fanton (André)* (rapporteur) (p. 6795) ; rejetée (p. 6795).

Choix discrétionnaire fait par le Gouvernement sur les élections cantonales pouvant avoir lieu avant l'élection présidentielle : *Sapin (Michel)* (p. 6794, 6795) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6795).

Coïncidence des dates des élections présidentielles et des élections cantonales (nécessité d'éviter la -) : *Fanton (André)* (p. 6788, 6795) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6789).

Découpage des cantons : *Masson (Jean-Louis)* (p. 6795, 6796).

Délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général : *Fanton (André)* (p. 6788) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6789) ; *Sapin (Michel)* (p. 6794) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6795).

Droit des conseillers généraux de parrainer des candidats à la Présidence de la République (nécessaire respect du -) : *Fanton (André)* (p. 6788).

Discussion des articles [4 décembre 1987] (p. 6796).

Article 1er *(prorogation du mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars 1988 jusqu'en octobre 1988) :* amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (prorogation du mandat des conseillers généraux jusqu'au mois de juin 1988) (p. 6796) ; découpage des cantons : retiré ;

- article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (création de suppléants pour les conseillers généraux) : retiré.

Article 2 *(délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général étant porté à six mois en cas de vacance survenue pendant le premier trimestre de l'année 1988) :* amendements identiques n° 3 de M. Michel Sapin et n° 4 de M. François Asensi (de suppression) (p. 6797) : rejetés ;

- article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (éligibilité au conseil général des électeurs du département inscrits sur une liste électorale) (p. 6798) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (possibilité de refuser l'inscription de la candidature d'une personne manifestement inéligible) : rejeté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6799).

36. Proposition de loi organique n° 1032 tendant à modifier **le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral.**

Sénat (première lecture) **n° 308** (1986-1987). - Dépôt le 23 juin 1987 par M. Etienne Dailly et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **83** (1987-1988). - Discussion le 12 novembre 1987. - Adoption le 12 novembre 1987. - Proposition de loi n° **35.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 12 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (20 novembre 1987). - Rapport n° **1098** (3 décembre 1987). - Discussion le 4 décembre 1987. - Adoption le 4 décembre 1987. - Proposition de loi n° **200.**

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 546 et 61 de la Constitution). - Décision le 5 janvier 1988 [*J.O.* du 7 janvier 1988] (p. 320). - Conforme en totalité.

Loi n° 88-37 du 13 janvier 1988, publiée au *J.O.* du 15 janvier 1988 (p. 705).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [4 décembre 1987] (p. 6799).

Incompatibilité entre les fonctions de membre d'un conseil d'administration d'entreprises publiques nationales et les fonctions parlementaires (problèmes posés par l'-) : *Fanton (André)* (p. 6800) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6800).

Discussion de l'article unique [4 décembre 1987] (p. 6801).

Article unique *(incompatibilités dictées par l'article L.O. 145 du code électoral ne s'appliquant pas aux députés désignés soit en cette qualité, soit du fait d'un mandat électoral local comme président ou membre de conseil d'administration d'entreprises nationales ou d'établissements publics nationaux en application des textes organisant ces entreprises ou établissements) :* adopté.

Après l'article unique : amendement n° 1 corrigé de M. François Asensi (fonctions de membre de conseil d'administration, de directeur technique et toute direction de fait dans les sociétés ou entreprises recevant des subventions ou avantages spécifiques de l'Etat ou dont la raison sociale porte le nom du parlementaire étant incompatibles avec le mandat parlementaire) : rejeté ; amendement n° 2 corrigé de M. François Asensi (député devant dans les quinze jours qui suivent son entrée en fonction et à la fin de la législature déclarer le montant de son patrimoine et de ses revenus et les liens avec toute entreprise ou société) (p. 6801) : rejeté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 6802).

37. - Proposition de loi n° 1052 tendant à harmoniser les **modalités d'élection** au second tour des **députés** avec celle régissant l' **élection du Président de la République.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Francis Delattre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

38. - Proposition de loi n° 1055 tendant à faire **disparaître** la **discrimination** dans le **remboursement des frais électoraux** des **candidats** aux **élections municipales des petites communes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

39. - Proposition de loi n° 1071 tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à l'**élection des conseillers régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Lucien Richard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

40. - Proposition de loi organique n° 1108 complétant les dispositions tendant à la limitation du **cumul des mandats électoraux** et des **fonctions électives** par les **parlementaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 décembre 1987 par M. Jacques Blanc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

41. - Proposition de loi n° 1123 tendant à compléter les dispositions **limitant le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Jacques Blanc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

42. - Proposition de loi organique n° 1164 relative à l'**élection du Président de la République.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 décembre 1987 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

43. - Proposition de loi n° 1189 tendant à assurer la **transparence du patrimoine** des élus et responsables politiques, l'**accès égal** des candidats au **suffrage universel,** le **pluralisme de l'information** et le **statut des élus.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

44. - Proposition de loi n° 1205 relative à l'élection des **conseillers régionaux** et à la **coordination** des **actions départementales et régionales** au niveau de l'**arrondissement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

45. - Proposition de loi n° 1207 tendant au **regroupement** des **consultations électorales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Joseph Franceschi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

46. - Proposition de loi organique n° 1214 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République au suffrage universel** et le **code électoral.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; lettre du Premier ministre, en date du 2 février 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (2 février 1988). - Rapport n° **1218** (2 février 1988). - Discussion les 2, 3 et 4 février 1988. - Adoption le 4 février 1988. - Nouveau titre : « **Projet de loi organique** relatif à la **transparence financière** de la **vie politique** ». - Projet de loi n° **243.**

Sénat (première lecture) n° **227** (1987-1988). - Dépôt le 9 février 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **229** (1987-1988). - Discussion les 11, 16 et 17 février 1988. - Adoption le 17 février 1988. - Projet de loi n° **89.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1228**. - Dépôt le 23 février 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. - Rapport n° **1239** (23 février 1988). - Discussion le 23 février 1988. - Adoption avec modifications le 23 février 1988. - Projet de loi n° **245.**

Sénat (deuxième lecture) n° **232** (1987-1988). - Dépôt le 25 février 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **234** (1987-1988). - Discussion et adoption définitive le 25 février 1988. - Projet de loi n° **91.**

Saisine du Conseil Constitutionnel (articles 46 et 61 de la Constitution). - Décision le 10 mars 1988 (*J.O.* du 12 mars 1988 p. 3351). - Conforme en totalité. - **Loi organique n° 88-226 du 11 mars 1988** publiée au *J.O.* du 12 mars 1988 (p. 3288).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215) [2 février 1988 (p. 5, 27)], [3 février 1988 (p. 53, 65)].

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) sur le projet de loi organique (p. 11) : *Deschamps (Bernard)* (p. 11, 12, 13) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19) ; rejetée au scrutin public (p. 19).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 30) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 30, 31, 32) ; *Charles (Serge)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 32, 33, 34) ; rejetée au scrutin public (p. 34).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) au projet de loi organique (p. 20) : *Asensi (François)* (p. 20, 21) ; *Vasseur (Philippe)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 27, 28, 29) ; rejetée au scrutin public (p. 30).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 34) : *Hage (Georges)* (p. 34, 35, 36, 37) ; *Joxe (Pierre)* (p. 37, 38, 39, 40) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 38) ; rejetée au scrutin public (p. 41).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) déposée sur le projet de loi organique (p. 89) : *Joxe (Pierre)* (p. 89) ; retirée (p. 89).

Origines et motifs du dispositif proposé

Coût de la vie politique (mesure et causes) : *Chirac (Jacques)* (p. 5) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 14, 15) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 27) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 58).

Financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie : *Chirac (Jacques)* (p. 5) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 8, 11) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 14) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 28) ; *Hage (Georges)* (p. 35) ; *Barrot (Jacques)* (p. 53) ; *Deprez (Léonce)* (p. 61, 62) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 85) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 85, 86).

Financement de la vie politique et image de la classe politique : *Chirac (Jacques)* (p. 5) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 11) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 13) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 27) ; *Charles (Serge)* (p. 32) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 57) ; *Deprez (Léonce)* (p. 61, 62).

Comparaisons internationales : *Mazeaud (Pierre)* (p. 9) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 15, 16, 17, 18) ; *Joxe (Pierre)* (p. 67) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 78).

Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) : *Chirac (Jacques)* (p. 5) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 11, 12) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 27) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 32) ; *Hage (Georges)* (p. 31, 5) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 11, 12) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 27) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 32) ; *Hage (Georges)* (p. 31) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 59) ; *Vergès (Laurent)* (p. 61) ; *Joxe (Pierre)* (p. 68) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 71) ; *Toubon (Jacques)* (p. 72, 73) ; *Marchais (Georges)* (p. 75) ; *Hamaide (Michel)* (p. 81).

Propositions de réforme antérieures : *Mazeaud (Pierre)* (p. 9) ; *Barrot (Jacques)* (p. 53) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 58) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 65).

Elaboration de la réforme : *Chirac (Jacques)* (p. 6) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 8) ; *Hage (Georges)* (p. 35) ; *Joxe (Pierre)* (p. 37, 38) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 53) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 56) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 56, 57) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 65) ; *Toubon (Jacques)* (p. 73) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 80) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 82) ; *Pasqua (Charles)* (p. 88).

Constitutionnalité du texte proposé : *Deschamps (Bernard)* (p. 13) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 30).

Modalités de la discussion parlementaire des deux textes : *Mazeaud (Pierre)* (p. 94) ; *Ornano (Michel d')* (p. 87) ; *Joxe (Pierre)* (p. 87).

Rôle du rapporteur : *Joxe (Pierre)* (p. 38) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 38, 39).

Sondages d'opinion sur la réforme proposée : *Marchais (Georges)* (p. 76) ; *Pasqua (Charles)* (p. 88).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques

Philosophie de la réforme : *Chirac (Jacques)* (p. 6) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 19) ; *Joxe (Pierre)* (p. 39) ; *Barrot (Jacques)* (p. 53) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 60, 61) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 66) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 71) ; *Toubon (Jacques)* (p. 74) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 86) ; *Pasqua (Charles)* (p. 88).

Personnalités concernées : *Pasqua (Charles)* (p. 7) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Asensi (François)* (p. 20) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 30) ; *Charles (Serge)* (p. 33, 34) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 86).

Contenu de la déclaration : *Pasqua (Charles)* (p. 6, 7) ; *Asensi (François)* (p. 20).

Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des candidats à la présidence de la République : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 72).

Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Asensi (François)* (p. 20) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 30) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 60) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 72) ; *Marchais (Georges)* (p. 77) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 83).

Appréciation de la variation des situations patrimoniales des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (organe compétent pour l' -) : *Pasqua (Charles)* (p. 7) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 30) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 57) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 60).

Sanctions en cas de non-respect de l'obligation de déclaration : *Pasqua (Charles)* (p. 7) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 31) ; *Charles (Serge)* (p. 33, 34) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 71, 72).

Financement des campagnes électorales

Limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et à l'Assemblée nationale : *Pasqua (Charles)* (p. 7, 8) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 57) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 81) ; *Hamaide (Michel)* (p. 82).

Plafonnement des dépenses : *Pasqua (Charles)* (p. 7, 88) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 18) ; *Asensi (François)* (p. 20, 21) ; *Barrot (Jacques)* (p. 53) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 55) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 57) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 58) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 68) ; *Joxe (Pierre)* (p. 68, 89) ; *Toubon (Jacques)* (p. 74) ; *Marchais (Georges)* (p. 78) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 81) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 83) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 86).

Prise en charge par l'Etat d'une part des dépenses engagées par les candidats : *Pasqua (Charles)* (p. 7, 88) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 66).

Dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) : *Pasqua (Charles)* (p. 7, 88) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 12) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 28) ; *Joxe (Pierre)* (p. 69, 70) ; *Toubon (Jacques)* (p. 74) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 79, 80).

Dons des entreprises privées : *Deschamps (Bernard)* (p. 13) ; *Asensi (François)* (p. 21, 22) ; *Joxe (Pierre)* (p. 40, 69, 70).

Compte de campagne et comité de campagne : *Pasqua (Charles)* (p. 7) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 28, 29) ; *Barrot (Jacques)* (p. 53) ; *Toubon (Jacques)* (p. 74) ; *Descaves (Pierre)* (p. 84) ; *Joxe (Pierre)* (p. 89).

Applicabilité de la réforme : *Vasseur (Philippe)* (p. 29) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 32).

Financement des partis politiques

Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques : *Chirac (Jacques)* (p. 6) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 16, 17) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 28) ; *Joxe (Pierre)* (p. 38, 39) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 55) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 56) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 57, 58) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 66, 67) ; *Toubon (Jacques)* (p. 74) ; *Marchais (Georges)* (p. 76, 77) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 76) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 79) ; *Hamaide (Michel)* (p. 82) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 83) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 86) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 87) ; *Pasqua (Charles)* (p. 88).

Modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis : *Pasqua (Charles)* (p. 8) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 32) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 55, 56) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 58, 59) ; *Marchais (Georges)* (p. 77).

Utilisation des fonds publics (absence de contrôle sur l' -) : *Pasqua (Charles)* (p. 8) ; *Joxe (Pierre)* (p. 68) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 86).

Publication des comptes des partis : *Pasqua (Charles)* (p. 8).

Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 10) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 12) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 16, 17) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 28) ; *Joxe (Pierre)* (p. 38, 69, 70, 71, 89) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 54) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 56) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 58) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 67) ; *Toubon (Jacques)* (p. 74) ; *Marchais (Georges)* (p. 77) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 79, 80) ; *Hamaide (Michel)* (p. 82) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 84) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 86, 87) ; *Pasqua (Charles)* (p. 88).

Interdiction des dons des personnes publiques autres que l'Etat ou des personnes privées bénéficiant de subventions publiques : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 55) ; *Descaves (Pierre)* (p. 85).

Déclaration de M. Raoult sur le financement de la campagne du R.P.R. en Seine-Saint-Denis ; *Asensi (François)* (p. 21).

Application de la réforme dans les D.O.M.-T.O.M. : *Vergès (Laurent)* (p. 61) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 87).

Divers

Accès des partis politiques aux médias : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 18) ; *Hage (Georges)* (p. 35, 36, 37) ; *Vergès (Laurent)* (p. 61).

Partis politiques (statut juridique des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 9, 11) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 15, 16) ; *Charles (Serge)* (p. 33) ; *Joxe (Pierre)* (p. 69, 89) ; *Toubon (Jacques)* (p. 75).

Période probatoire et rapport d'évaluation : *Barrot (Jacques)* (p. 54) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 58) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 82) ; *Joxe (Pierre)* (p. 89).

Publicité politique : *Hage (Georges)* (p. 35) ; *Joxe (Pierre)* (p. 38, 39, 69, 89) ; *Barrot (Jacques)* (p. 53, 54) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 55) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 57) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 59) ; *Marchais (Georges)* (p. 76) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 80) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 83).

Statut de l'élu : *Asensi (François)* (p. 20) ; *Joxe (Pierre)* (p. 38).

Proposition de loi organique n° 1214.

Discussion des articles [3 février 1988] (p. 94), [4 février 1988] (p. 127, 159).

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Avant l'article 1er : amendement n° 24 de la commission (intitulé du titre Ier : « dispositions relatives au Président de la République ») : adopté ; amendement n° 25 de la commission (intitulé du chapitre Ier : « déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République ») : adopté.

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République)* : (p. 94) ; nécessité d'éviter un débat sur la fortune des candidats à la présidence de la République ; amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (publication de la déclaration des candidats restant à leur discrétion) ; amendement n° 86 de M. Georges-Paul Wagner (substituant aux dispositions de cet article l'obligation pour le seul Président de la République de déclarer son

patrimoine dans les quinze jours de son élection et de faire une nouvelle déclaration à la fin de son mandat) ; amendement n° 26 de la commission (engagement pris par le candidat à l'élection du Président de la République d'établir, s'il est élu, une déclaration du patrimoine en fin de mandat) (p. 95) ; nécessité que les candidats aux fonctions électives soient en règle concernant leur patrimoine ; amendement n° 86 : retiré (p. 96) ; amendement n° 1 : retiré ; amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 92 de M. Pascal Arrighi (mention des modifications patrimoniales intervenues en cours de mandat) : retiré ; amendements identiques n° 27 de la commission et n° 61 de M. Guy Ducoloné (harmonisation des délais de publication de la liste de parrainage et des déclarations du patrimoine avec celui des publications de candidatures) (p. 97) : rejetés ; amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Pierre Delalande (de cohérence avec l'amendement n° 1) : retiré ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 2 : amendement n° 28 de la commission (intitulé du chapitre II : « financement des campagnes pour l'élection du Président de la République ») : adopté.

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Présidenet de la République) :* amendement n° 62 corrigé de M. Guy Ducoloné (prévoyant un plafonnement des dépenses à 50 millions pour les candidats au premier tour et à 60 millions pour le second tour) ; amendement n° 89 de M. Pierre Joxe soutenu par M. André Laignel (prévoyant un plafonnement des dépenses à 80 millions pour le premier tour et 100 millions pour le second tour) (p. 98) ; amendement n° 107 du Gouvernement (prévoyant un plafonnement des dépenses à 120 millions pour le premier tour et de 140 millions pour le second tour) ; T.V.A. sur les dépenses électorales (p. 99, 100) ; nécessité que les campagnes électorales donnent lieu à un débat d'idées et non à la recherche de faits esthétiques (de « look ») ; amendement n° 62 corrigé : rejeté ; amendement n° 89 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 107 : adopté au scrutin public ; amendement n° 29 de la commission présenté par M. Georges-Paul Wagner (dépenses effectuées au moyen de fonds publics qui concourent directement ou indirectement à la promotion du candidat, de son bilan ou de son programme) ; campagnes d'information gouvernementales sur les bilans de la politique menée (p. 101) ; rejeté au scrutin public ;

- article 2, modifié : adopté.

Article 3 *(publication des comptes de campagnes des candidats à l'élection présidentielle) :* notion de justificatifs de recettes ; question des devis ; notion des dépenses payées ou engagées pour le compte du candidat ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagne) :* dispositif proposé par le parti communiste visant au versement à chaque candidat d'une somme forfaitaire égale au vingtième du plafond et prévoyant l'avance de cette somme ; amendement n° 90 de M. Pierre Joxe soutenu par M. André Laignel (prévoyant une enveloppe globale de 150 millions de francs affectée au remboursement de la campagne présidentielle et un mécanisme de répartition de cette somme entre les candidats au prorata des suffrages exprimés) : rejeté au scrutin public ;

- article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 64 de M. François Asensi (expression des candidats à la radio et à la télévision) (p. 103) ; rejeté.

Article 5 *(déclaration du patrimoine du Président de la République en fin de mandat et publication) :* amendements identiques n° 30 de la commission, n° 3 de M. Jean-Pierre Delalande et n° 103 de M. Georges-Paul Wagner (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé et les amendements nos 4 et 5 de M. Jean-Pierre Delalande deviennent sans objet.

Titre II : *modifications du code électoral.*

Avant l'article 6 : amendement n° 31 de la commission (intitulé du titre II : « dispositions relatives aux membres du Parlement ») : adopté ; amendement n° 32 de la commission (intitulé du chapitre II : « déclaration du patrimoine des membres du Parlement ») : adopté.

Article 6 *(sanctions en cas de non-respect par les parlementaires de l'obligation de déposer une déclaration du patrimoine) :* amendement n° 33 de la commission (de supression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé et les amendements n° 20 de M. Michel Hannoun et n° 106 de M. Georges-Paul Wagner deviennent sans objet.

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* (p. 104) ; amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Delalande (tendant à l'établissement par un notaire d'une déclaration du patrimoine et des revenus des députés et de leur conjoint non séparés de biens, seul le reçu de cette déclaration étant transmis au bureau) : retiré ; amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Delalande (renvoyant le dépôt de la déclaration devant la Cour des comptes) : retiré ; amendement n° 23 de M. Michel Hannoun (délai dont disposent les candidats élus pour faire leur déclaration de patrimoine) ; amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Delalande (même objet) ; amendements n° 23 et 8 : retirés ; amendement n° 8 repris par M. Bruno Gollnisch ; problème des remplaçants et des candidats élus lors des élections partielles ; (p. 105) ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 34 de la commission (tendant à fixer le point de départ du délai pendant lequel le député doit déposer sa déclaration du patrimoine et, d'autre part, à renvoyer le dépôt de cette déclaration devant le Président de la commission des magistrats) ; amendement n° 94 de M. Pierre Joxe (dépôt de la déclaration devant la commission de magistrats) (p. 106) ; amendement n° 34 : rejeté ; amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 74 de M. Jean-Louis Masson (suppression de la déclaration du patrimoine des conjoints) ; amendement n° 65 de M. François Asensi (extension de la déclaration du patrimoine aux enfants mineurs) ; élimination des discriminations entre les couples mariés et non mariés en matière fiscale et sociale (p. 107) ; amendement n° 74 : rejeté ; amendement n° 65 : rejeté ; amendement n° 16 de M. Jean-Jacques Jegou (époux séparés de biens) : rejeté ; amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Delalande (tendant à supprimer les précisions relatives au contenu de la déclaration) : rejeté après une consultation de l'Assemblée par assis et levé, l'épreuve à main levée ayant été déclarée douteuse ; amendement n° 35 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 37 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 108) ; adopté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de M. François Asensi soutenu par M. Guy Ducoloné (inclusion des revenus dans le détail du patrimoine) : rejeté ; amendement n° 93 de M. Pierre Joxe (publication au *J.O.* des déclarations de patrimoine des députés) : rejeté ; amendement n° 84 de la commission (possibilité pour la commission de rappeler leurs obligations aux déclarants) : adopté ; amendements identiques n° 10 de M. Jean-Pierre Delalande, n° 17 de M. Jean-Jacques Jegou et n° 55 de M. Georges-Paul Wagner (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L.O. 135-1 du code électoral) : rejetés ; amendement n° 39 de la commission (tendant à éviter que les responsables politiques ne soient tenus d'établir plusieurs déclarations à moins de trois mois d'intervalle) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 95 de M. Pierre Joxe devient sans objet ; amendement n° 96 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (prévoyant que les déclarations des situations patrimoniales des députés sont consultables par tout électeur) : rejeté au scrutin public ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendements identiques n° 40 de la commission et n° 97 de M. Pierre Joxe (institution d'une commission spéciale chargée de recevoir les déclarations du patrimoine des candidats) ; sous-amendement n° 67 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Gérard Bordu à l'amendement n° 40 (publication des déclarations du patrimoine des candidats) (p. 110) ; amendement n° 56 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Pierre Descaves (inclusion dans la commission chargée de recevoir les déclarations de patrimoine du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, du président du Conseil supérieur du notariat et du président de la compagnie nationale des commissaires aux comptes) ; sous-amendement n° 67 : rejeté ; amendements n° 40 et n° 97 : adoptés ; amendement n° 56 : devenu sans objet ; amendement n° 85 de la commission (peines applicables aux personnes qui auront publié ou divulgué les déclarations de patrimoine des candidats)

(p. 111) ; adopté ; amendement n° 68 de M. Guy Ducoloné (prévoyant que les déclarations de la situation patrimoniale sont consultables par tous les électeurs de la circonscription) (P. 112) ; rejeté ; amendement n° 41 de la commission (application des dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code électoral aux sénateurs) : adopté.

Avant l'article 8 : amendement n° 42 de la commission (intitulé du chapitre II : « financement des campagnes pour l'élection des députés ») : adopté.

Article 8 *(déchéance du mandat d'un député qui ne transmet pas ses comptes de campagne) :* amendement n° 43 de la commission (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé et l'amendement n° 98 de M. Pierre Joxe devient sans objet (p. 113).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* comptes de campagne ; notion de recettes perçues ; établissement des dépenses en certains critères ; inégalités des candidats en fixant le plafond des dépenses à la hauteur de 400 000 francs (p. 127) ; nécessité de fixer des plafonds différents pour les candidats au second tour ; amendement n° 44 de la commission (instituant un comité électoral ayant un statut d'association pour s'occuper, pour le compte du candidat, de l'aspect financier de sa campagne) (p. 128) ; rejeté ; amendement n° 69 de M. Guy Ducoloné (fixant le plafond des dépenses à 4 francs par habitant de la circonscription) ; amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Delalande (substituant la somme de 250 000 francs à celle de 400 000 francs pour le plafond des dépenses) ; sous-amendement n° 108 de M. Jean-Louis Masson (fixant un plafond différent pour les candidats au second tour) ; amendement n° 99 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean-Pierre Worms (fixant le plafond des dépenses à 300 000 francs) ; amendement n° 109 du Gouvernement (fixant le plafond des dépenses à 500 000 francs) ; problème des journaux de campagnes et des journaux électoraux (p. 129) ; cas où l'élection législative comporte deux tours (p. 130) ; T.V.A. sur les dépenses électorales ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 18 : retiré ; sous-amendement n° 108 : devenu sans objet ; amendement n° 99 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 109 : adopté au scrutin public ; amendement n° 83 de M. Jean-Jacques Jegou (frais d'impression des journaux) : devenu sans objet ; amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Delalande (dépenses résultant de la réalisation et de la distribution de trois journaux électoraux) : retiré ; amendement n° 70 de M. François Asensi soutenu par M. Guy Ducoloné (précisant que les dons manuels consentis à un candidat par des personnes physiques ne peuvent excéder 10 000 francs) (p. 131) ; mise à disposition de personnel par les syndicats ; cas de la C.G.T. recevant des fonds publics ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 45 de la commission (tendant à porter le plafond des dons des personnes physiques de 10 000 à 20 000 francs) : adopté ; amendements identiques n° 46 de la commission et n° 100 rectifié de M. Pierre Joxe (précisant que le plafonnement des dons privés consentis à un candidat n'est pas applicable aux partis et groupements politiques) : adoptés (p. 132) ; amendement n° 57 rectifié de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. François Porteau de la Morandière (anonymat du donateur) : rejeté ; amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Delalande (obligation de recourir au paiement par chèque pour les dons supérieurs à 100 francs) : retiré ; amendement n° 104 de la commission (plafonnant le montant des dons consentis aux candidats) (p. 133) ; adopté ; signification de l'expression « pour son compte » relative aux candidats, dans cet article ;

– article 9, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 47 de la commission (interdiction de recevoir des dons d'un Etat étranger ou d'une personne physique ou morale de nationalité étrangère) ; sous-amendement n° 71 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (exclusion du champ de cet amendement des personnes physiques de nationalité étrangère résidant régulièrement en France) ; dons des travailleurs immigrés aux partis politiques ; question du vote des immigrés (p. 134) ; sous-amendement n° 71 : rejeté ; cas des sociétés françaises filiales d'une société étrangère ; interdiction de la contribution des personnes morales étrangères ne s'appliquant pas aux filiales qui ne sont pas de la même nationalité que la société mère ; amendement n° 47 : adopté après rectification ; amendement n° 48 de la commission (déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats) ; sous-amendement n° 59 de M. Jacques Limouzy (déductions prévues au premier alinéa du I et au premier alinéa du IV de l'article 238 *bis* du code général des impôts) ; sous-amendement n° 88 corrigé de M. Gérard Trémège (plafond de la déductibilité) ; sous-amendement n° 60 de M. Jacques Limouzy (déterminant l'année budgétaire pendant laquelle peut se faire la déduction) ; sous-amendement n° 105 de M. Jacques Limouzy (conditions dans lesquelles les dons sont déductibles) ; sous-amendement n° 81 de M. Jean-Jacques Jegou (possibilité pour les dons d'être versés aux candidats par l'intermédiaire du Trésor public) ; amendement n° 79 de M. Jean-Jacques Jegou (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 135) ; amendement n° 80 de M. Jean-Jacques Jegou (même objet) ; amendement n° 110 du Gouvernement (même objet) ; nécessité d'un appel aux finances publiques pour le financement et le contrôle des finances des partis politiques ; hostilité du Gouvernement à ce que la déductibilité des dons soit étendue aux partis politiques ; « affaires » et scandales portant sur des détournements de fonds publics et des trafics de fausses factures émanant d'entreprises privées (p. 136) ; sous-amendements déposés par le groupe socialiste à l'amendement n° 48 de la commission à l'amendement n° 110 du Gouvernement ; dépense fiscale créée par ces amendements (p. 137) ; hypothèse d'un financement public des partis ; nécessité d'exclure du dispositif de déductibilité fiscale les casinos et les cercles de jeux, les entreprises publiques ainsi que d'autres types d'entreprises ; possibilité de déductibilité des dons aux candidats et exclusion d'une déductibilité des dons aux partis (p. 138) ; dons faits par des personnes physiques étrangères ; vote des immigrés ; entreprises publiques ; casinos et cercles de jeux ; absence de contrôle suffisant dans la loi pour permettre son application et notamment le respect du plafonnement des recettes électorales (p. 139) ; poursuite du débat sur la déductibilité fiscale ; dons faits par les industries d'armement ; interdiction de la déductibilité des dons faits par les collectivités publiques (p. 140) ; dons des établissements publics ; dons faits par les casinos et les établissements de jeux ; dons effectués par les établissements publics industriels et commerciaux (p. 141) ; déductibilité fiscale pour les dons des entreprises ; association du double principe de déductibilité fiscale et du financement public des campagnes (p. 142) ; sous-amendement n° 53 : retiré. **Rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Michel ; sous-amendement n° 111 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean-Pierre Worms à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des personnes morales du bénéfice de la déductibilité) (p. 143) ; rejeté ; sous-amendement n° 112 de M. Pierre Joxe (exclusion du bénéfice de la déductibilité des entreprises recevant des subventions de l'Etat) (p. 144) ; limites de la déduction ; débat sur l'organisation de la discussion ; maintien de l'amendement n° 48 tant que la commission ne se réunit pas pour son retrait éventuel ; proposition du rapporteur, président de la commission, d'un retrait des sous-amendements du groupe socialiste à l'amendement n° 48 de la commission, d'un rejet de l'amendement n° 48 et d'une reprise de la discussion sur la base de l'amendement n° 110 du Gouvernement et des sous-amendements déposés sur cet amendement ; retrait par le groupe socialiste des sous-amendements à l'amendement n° 48 de la commission (p. 145) ; reprise par M. Jacques Toubon des sous-amendements du groupe socialiste à l'amendement n° 110 du Gouvernement ; sous-amendements n° 112 à 120 : retirés ; sous-amendement n° 88 corrigé : retiré ; sous-amendements n° 60 et n° 105 : retirés ; sous-amendement n° 81 : retiré ; amendement n° 48 : rejeté au scrutin public (p. 146) ; sous-amendement n° 131 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (insertion de la déductibilité des dons aux candidats dans l'article 238 *bis* du code général des impôts) : rejeté ; sous-amendement n° 122 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Dominique Bussereau (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons consentis par les collectivités publiques, les établissements publics industriels et commerciaux, les casinos, cercles et maisons de jeux) ; sous-amendement n° 124 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les collectivités publiques) ; sous-amendement n° 125 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (dons faits par les établissements publics) ; sous-amendement n° 127 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (dons effectués par les casinos, établissements de jeux et sociétés dépendantes) (p. 159) ; dons effectués par les entreprises publiques ; sous-amendement n° 122 : adopté ; sous-amendements nos 124, 125 et 127 : devenus sans objet (p. 160) ; sous-amendement n° 123 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ d'application de la déductibilité des entreprises bénéficiant de concessions de service public) (p. 161) ; sous-amendement n° 132 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ

d'application de la déductibilité des entreprises bénéficiant de concessions de service public, des entreprises ayant soumissionné à des marchés publics, des entreprises ayant reçu des subventions de l'Etat, des entreprises d'armement, et prévoyant l'avis du comité d'entreprise pour les dons effectués aux partis politiques) (ce sous-amendement n° 132 juxtapose les sous-amendements n°s 126, 128, 129, 130 et 121 de M. Pierre Joxe) (p. 162) ; débat sur la dissociation de cet amendement rectifié par M. Pierre Joxe ; financement provenant des entreprises de l'industrie de l'armement dans le Rhône ; ventes d'armes au profit de l'Iran ; sous-amendement n° 132 rejeté au scrutin public après rectification ; sous-amendements n°s 126, 128, 129 et 130 : devenus sans objet ; sous-amendement n° 121 de M. Pierre Joxe (avis du comité d'entreprise pour les dons effectués par les entreprises qui accèdent au bénéfice de la déductibilité) : rejeté (p. 163) ; débat sur l'amendement « Bussereau » et la déductibilité des dons (p. 164) ; attitude du Gouvernement favorable à l'initiative des parlementaires ; amendement n° 110 : adopté au scrutin public.

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives)* : (p. 165) ; amendement n° 21 de M. Michel Hannoun (dépôt des comptes de campagne auprès du président de chambre régionale des comptes pour les candidats au premier tour et au Conseil constitutionnel pour les candidats proclamés élus) : rejeté ; amendements identiques n° 12 de M. Jean-Pierre Delalande et n° 22 de M. Michel Hannoun (tendant à porter à deux mois le délai de dépôt des comptes de campagne) ; amendement n° 22 : non soutenu ; amendement n° 12 : adopté ; amendement n° 54 de M. Jacques Toubon (certification des comptes de campagne par un expert comptable) : non soutenu ; amendement n° 49 de la commission (de conséquence ; comités de campagne) : devenu sans objet ; amendement n° 72 de M. François Asensi soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mandataire du candidat) ; absence de sanction pour la présentation de comptes mensongers ou altérés ; notion de dépense imputée aux candidats ; rejeté ; amendement n° 101 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (possibilité pour les électeurs de consulter dans les préfectures les comptes de campagne des candidats) (p. 166) ; utilisation de ces comptes pour d'éventuels recours devant le Conseil constitutionnel ; impossibilité pour des questions de délais de fonder un recours devant le Conseil constitutionnel sur des éléments du compte de campagne ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Delalande (transmission des comptes de campagne des candidats élus à la Cour des comptes) : retiré ; amendement n° 13 corrigé de M. Jean-Pierre Delalande (même objet) : retiré ; amendement n° 102 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (transmission des comptes de campagne des candidats élus à la chambre régionale des comptes) (p. 167) ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression de la disposition selon laquelle les comptes de campagne des candidats proclamés élus sont communiqués au Conseil constitutionnel ou aux autorités judiciaires sur leur demande) : retiré ;

– article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(modifications de coordination de l'article L.O. 325 du code électoral)* : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 50 de la commission : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 51 de la commission ; amendement n° 51 de la commission (inéligibilité des députés qui ne transmettraient pas leur déclaration du patrimoine ou leurs comptes de campagne au bureau de l'Assemblée nationale) ; sous-amendement n° 73 corrigé de M. Guy Ducoloné soutenu par Mme Huguette Jacquaint (portant la durée de l'inéligibilité à une législature) ; sous-amendement n° 87 de M. Joseph Klifa soutenu par Francis Delattre (extension à tous les candidats présents au second tour de l'inégibilité frappant le député qui n'aurait pas satisfait à ses obligations) (p. 168) ; sous-amendement n° 73 corrigé : rejeté ; sous-amendement n° 87 : adopté ; amendement n° 51 : adopté après modification ; amendement n° 50 de la commission (intitulé du chapitre III : dispositions communes) : adopté.

Titre III : *dispositions transitoires.*

Article 12 *(entrée en vigueur des dispositions relatives à la déclaration du patrimoine du Président de la République)* : adopté.
– en conséquence, cet article est supprimé et l'amendement n° 58 de M. Georges-Paul Wagner devient sans objet.

Article 13 *(règles applicables à la campagne pour l'élection présidentielle)* : adopté.

Article 14 *(entrée en vigueur des dispositions relatives aux déclarations du patrimoine des parlementaires)* : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 76 rectifié de M. Jacques Barrot (fixant à quatre ans la durée d'application de la loi prorogeable ensuite sur la base d'un rapport d'évaluation) : retiré.

Titre : amendement n° 53 de la commission (rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi organique relatif à la transparence financière de la vie politique » : adopté (p. 170).

Explications de vote [4 février 1988] (p. 207).

Attitude du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 207, 208) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 208) ; *Toubon (Jacques)* (p. 208, 209).

Déclarations patrimoniales des hommes politiques : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 210).

Déductions fiscales des dons faits par les personnes privées aux candidats : *Bussereau (Dominique)* (p. 208) ; *Toubon (Jacques)* (p. 208, 209).

Dons des entreprises aux candidats : *Jacquaint (Muguette)* (p. 207).

Financement public des partis politiques : *Toubon (Jacques)* (p. 208).

Objectifs politiques de la réforme : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 209).

Plafonnement des dépenses électorales : *Jacquaint (Muguette)* (p. 207) ; *Toubon (Jacques)* (p. 208).

Qualité du débat parlementaire : *Joxe (Pierre)* (p. 207, 208) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 208).

Vote positif du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 207).

Vote positif du groupe Front national : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 210).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique au scrutin public (p. 213).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune des projets de loi n° 1214 et 1215 [23 février 1988] (p. 231).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 233) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 233, 234) ; *Bécam (Marc)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 235, 236) ; rejetée au scrutin public (p. 236).

Origines et motifs du dispositif proposé : *Bécam (Marc)* (p. 235, 243) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 237) ; *Asensi (François)* (p. 238).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques

Personnalités concernées : *Pasqua (Charles)* (p. 231, 243).

Contenu et forme de la déclaration : *Pasqua (Charles)* (p. 231) ; *Asensi (François)* (p. 239).

Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale du seul candidat élu à la présidence de la République : *Pasqua (Charles)* (p. 231) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 232) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 238) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 240) ; *Bécam (Marc)* (p. 243).

Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de –) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 233) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 236, 237) ; *Asensi (François)* (p. 239).

Appréciation de la variation des situations patrimoniales des personnalités concernées (organe compétent pour l'–) : *Pasqua (Charles)* (p. 231) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 232) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 238) ; *Bécam (Marc)* (p. 243).

Financement des campagnes électorales

Limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et législatives : *Bécam (Marc)* (p. 235).

Plafonnement des dépenses : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 233) ; *Bécam (Marc)* (p. 235, 243) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 237) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 240).

Prise en charge par l'Etat d'une part des dépenses : *Pasqua (Charles)* (p. 231).

Dons des entreprises privées (possibilité donnée aux actionnaires d'avoir connaissance de la liste des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 231).

Durée d'application : *Pasqua (Charles)* (p. 232).

Financement des partis politiques

Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 234) ; *Bécam (Marc)* (p. 236) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 242) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 242).

Modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis : *Le Garrec (Jean)* (p. 237) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 242).

Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) : *Le Garrec (Jean)* (p. 236, 237) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 240, 241).

Divers

Partis politiques (statut juridique des -) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 234).

Discussion des articles [23 février 1988] (p. 252).

Article 1er : amendements identiques n° 9 de M. Pierre Joxe soutenu par M. André Laignel et n° 21 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (suppression du pli scellé pour la remise des déclarations patrimoniales) : rejetés ; amendements identiques n° 10 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin et n° 22 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (déclarations patrimoniales à l'ensemble des candidats) (p. 252) : rejetés ;

- article 1er : adopté.

Article 4 : amendement n° 11 de M. Pierre Joxe soutenu par M. André Laignel (mode de répartition de l'aide publique) (p. 253) : rejeté ;

- article 4 : adopté.

Article 7 : amendement n° 12 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (déclaration publique de la situation patrimoniale des députés) ; amendement n° 23 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bordu (même objet) (p. 254) ; nécessité de connaître la situation patrimoniale des élus de la Nation (p. 255) ; volonté du Gouvernement de procéder au contrôle de l'évolution du patrimoine des élus ; contrôles des déclarations patrimoniales par les bureaux des assemblées difficiles en raison de la jurisprudence desdits bureaux quant à leur pouvoir d'investigation sur les déclarations des parlementaires ; complexité du système rendant le contrôle très difficile (p. 256) ; amendement n° 12 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 23 : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (établissement d'un rapport par le président de l'Assemblée nationale) ; bureaux ne pouvant vérifier l'exactitude des déclarations car se refusant de s'ériger en instance d'investigation (p. 257) ; amendement n° 2 : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *bis* : amendements identiques n° 13 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec et n° 24 de M. François Asensi (création d'une commission ad hoc chargée de contrôler la variation des situations patrimoniales des députés) : rejetés ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) (p. 258) : adopté ;

- article 7 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *ter* : amendements identiques n° 4 de la commission, n° 14 de M. Pierre Joxe soutenu par M. André Laignel et n° 25 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Marcel Rigout (de suppression) : adoptés ;

- article 7 *ter* : supprimé.

Article 7 *quater* : le Sénat a supprimé cet article.

Article 9 (p. 259) ; amendement n° 15 corrigé de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (diminution du plafond des dépenses) : rejeté ; amendement n° 26 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. François Asensi (suppression de la possibilité de dons pour les personnes morales) (p. 260) : rejeté ; amendement n° 27 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (interdiction de financement par les entreprises appartenant à l'Etat et aux collectivités locales) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (extension des entreprises ayant l'interdiction d'effectuer des dons aux partis politiques) : rejeté au scrutin public ;

- article 9 : adopté (p. 261).

Article 9 *bis* : amendement n° 30 de M. Mazeaud (rédactionnel) : adopté ;

- article 9 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *ter* : amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Marcel Rigout (de suppression) ; rejeté ; amendement n° 17 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean Le Garrec (avis du comité d'entreprise pour les sociétés décidant d'effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 262) : nécessité d'informer les salariés : rejeté ;

- article 9 *ter* : adopté au scrutin public.

Article 10 (p. 263) ; amendement n° 29 de M. Jacques Toubon (comptes de campagne certifiés par un expert-comptable) ; amendement n° 5 de la commission (même objet) ; amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 5 : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (de coordination) ; engagement des dépenses considéré au moment de la conclusion du contrat et non pas au moment du règlement : adopté ; amendement n° 18 de M. Pierre Joxe soutenu par M. André Laignel (consultation des comptes de campagne par tout électeur) (p. 264) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 19 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (comptes de campagne contrôlés par les chambres régionales des comptes) ; candidats à l'élection présidentielle d'avril prochain n'étant pas soumis au plafonnement des dépenses puisque l'engagement des dépenses est considéré au moment de la conclusion du contrat ; Conseil constitutionnel pouvant annuler des élections lorsque les dépenses auront été considérées comme excessives (p. 265) : amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis* : amendement n° 20 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (inéligibilité pour un an en cas de dépassement du plafond) ; Conseil constitutionnel juge de l'élection restant compétent pour apprécier l'effet du dépassement sur les résultats du scrutin ; égalité entre les candidats n'étant pas respectée : rejeté ;

- article 11 *bis* : adopté.

Article 14 : adopté (p. 266).

DEUXIÈME LECTURE

Explications de vote [23 février 1988] (p. 275).

Déductibilité fiscale des dons aux partis politiques ; *Toubon (Jacques)* (p. 276) ; *Delattre (Francis)* (p. 278).

Financement actuel des partis politiques (et notamment affaires ayant mis en cause certains d'entre eux) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 275) ; *Toubon (Jacques)* (p. 276) ; *Hage (Georges)* (p. 277) ; *Joxe (Pierre)* (p. 278, 279, 280).

Financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie ; *Hage (Georges)* (p. 277) ; *Joxe (Pierre)* (p. 278).

Modalités de répartition de l'aide de l'Etat : *Baeckeroot (Christian)* (p. 275, 276 ; *Hage (Georges)* (p. 277) ; *Joxe (Pierre)* (p. 278).

Patrimoine des élus (organisme chargé du contrôle des variations du -) : *Delattre (Francis)* (p. 277).

Industries d'armement (financement des partis par les -) : *Delattre (Francis)* (p. 278).

Vote favorable du groupe R.P.R : *Toubon (Jacques)* (p. 276).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Delattre (Francis)* (p. 278).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 277).

Vote hostile du groupe Front national ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 276).

Vote hostile du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 280).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique au scrutin public (p. 280).

47. - Projet de loi n° 1215 relatif à la **transparence financière de la vie politique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre et Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; lettre du Premier ministre, en date du 2 février 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (2 février 1988). - Rapport n° **1217** (2 février 1988). - Discussion les 2, 3 et 4 février 1988. - Adoption le 4 février 1988. - Projet de loi n° **244.**

Sénat (première lecture). N° **228** (1987-1988). - Dépôt le 9 février 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **230** (1987-1988). - Discussion les 11 et 17 février 1988. - Adoption le 17 février 1988. - Projet de loi n° **90.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° **1229.** - Dépôt le 23 février 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. - Rapport n° **1240** (23 février 1988). - Discussion le 23 février 1988. - Adoption avec modifications le 23 février 1988. - Projet de loi n° **246.**

Sénat (deuxième lecture). N° **233** (1987-1988). - Dépôt le 25 février 1988. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Larché. - Rapport n° **235** (1987-1988). - Discussion le 25 février 1988. - Adoption définitive le 25 février 1988. - Projet de loi n° **92.**

Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 publiée au *J.O.* du 12 mars 1988 (p. 3290).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215) [2 février 1988] (p. 5, 27) [3 février 1988] (p. 53, 65) : voir **Elections et référendums 46.**

Discussion des articles [4 février 1988] (p. 171, 196).

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement) :* amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 1er ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 49 de M. Georges-Paul Wagner (obligation de déclaration assortie de sanctions pour les membres du Gouvernement) ; amendement n° 50 de M. Georges-Paul Wagner (obligation de déclaration pour les membres des cabinets ministériels) ; philosophie du texte voulant que soit sanctionné l'élu qui accomplit un mandat et non pas le membre du Gouvernement désigné pour assurer une fonction ; amendement qui serait inconstitutionnel (p. 171) ; amendements n° 49 et 50 : retirés.

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants) :* seuil de 50 000 habitants ne correspondant à aucune disposition en vigueur ; parlementaires européens échappant aux obligations de déclaration ; fausses déclarations n'étant pas sanctionnées pour tous ; stagnation du patrimoine gage de l'honnêteté ; difficulté de s'engager en politique pour les chefs d'entreprise ; maires des communes de plus de 50 000 habitants seuls tenus à l'obligation de déclarer leur patrimoine ; aucune dispositions concernant les hauts fonctionnaires (p. 172) ; amendement n° 56 de M. François Asensi soutenu par Mme Muguette Jacquaint (extension des élus soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) ; nécessité de soumettre l'ensemble des conseillers généraux et régionaux ainsi que les représentants français à l'Assemblée européenne ; décision du Conseil constitutionnel précisant que la souveraineté nationale est exercée par le Parlement français et que l'Assemblée européeenne n'est pas une composante de la souveraineté nationale ; amendement n° 56 : rejeté ; amendement n° 35 de M. Michel Hannoun (même objet) : non soutenu ; amendement n° 90 de M. Edouard Fritch (extension de l'obligation de déclaration aux membres de l'Assemblée de Corse) ; nécessité de prendre en compte les spécificités de certaines collectivités territoriales (p. 173) : retiré ; amendement n° 41 de la commission (suppression de l'obligation de déclaration pour le président du conseil de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; nécessité de soumettre les présidents des conseils régionaux du territoire de Nouvelle-Calédonie aux mêmes obligations que les autres élus ; rejeté ; amendement n° 91 de M. Edouard Fritch (extension de l'obligation de déclaration) : retiré ; amendements identiques n° 42 de la commission et n° 94 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (obligation de déclaration pour les maires des communes de plus de 30 000 habitants) : adoptés ; amendement n° 95 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (obligation de déclaration du patrimoine pour les représentants français au Parlement européen) ; rappel de la loi organique du 30 décembre 1985 organisant le cumul des mandats qui prenait en compte les représentants de l'Assemblée des communautés européennes ; Conseil constitutionnel n'ayant pas sanctionné cette disposition ; rappel de la décision du 30 décembre 1976 du Conseil constitutionnel précisant que l'Assemblée européenne ne participe pas à la souveraineté nationale (p. 174) ; députés européens n'exerçant pas leur mandat dans le cadre des institutions internes de la France ; nécessité d'inclure les représentants français à l'Assemblée des communautés européennes dans le champ d'application du texte ; amendement n° 95 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 43 de la commission (modification du point de départ du dépôt de la déclaration) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 70 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Gollnisch (déclaration imposée aux hauts fonctionnaires titulaires des emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement) (p. 175) : rejeté ; amendement n° 107 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Arthur Dehaine (déclaration patrimoniale ne valant pas amnistie) : retiré ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 81 de M. Marc Reymann (obligation de déclaration de leur situation patrimoniale aux agents des services publics de l'Etat, des collectivités territoriales, titulaires de fonctions leur permettant d'avoir un pouvoir de décision de nature financière) (p. 176) ; retiré.

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats) :* présence souhaitable du président du Conseil national des commissaires aux comptes ; amendement n° 45 de la commission (de coordination) ; sous-amendement n° 55 de M. François Asensi soutenu par Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 45 de la commission (situation patrimoniale publiée au *J.O.*) ; rejeté ; amendement n° 45 : adopté ; amendement n° 93 de M. Georges-Paul Wagner, n° 96 de M. Pierre Joxe et n° 29 de M. Jean-Jacques Jegou : devenus sans objet ; amendement n° 97 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (déclaration des situations patrimoniales consultables par tout électeur) (p. 177) ; rejeté ;

- article 3, ainsi rédigé : adopté dans le texte de l'amendement n° 45.

Article 4 *(sanctions en cas de non-respect de l'obligation de déclaration par certains élus locaux) :* amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendements n° 58, 59, 60 et 61 de M. François Asensi soutenus par Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 46 de la commission (extension de l'inégibilité) ; exigence de transparence pendant la durée des mandats ; sanctions extrêmement sévères prévues par le texte (p. 178) ; situation de la déclaration du patrimoine dont la déclaration est frauduleuse par inattention ; sous-amendements n° 58, 59, 60 et 61 : rejetés ; amendement n° 46 : adopté ; amendement n° 82 de M. Marc Reymann : non soutenu ;

- adoption de l'article 4 dans le texte de l'amendement n° 46.

Après l'article 4 : amendement n° 71 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Gollnisch (prévision d'une procédure et d'une incrimination spécifique pour les déclarations frauduleuses) : rejeté (p. 179).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Avant l'article 5 : amendement n° 36 de M. Michel Hannoun (indexation du remboursement en fonction de modalités prévues par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu.

Article 5 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagne) :* amendement n° 72 de M. Jean-Louis Masson (modifications du remboursement forfaitaire) : non soutenu ;

– article 5 : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 75 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Gollnisch (dépenses électorales de chaque candidat pour les communes de plus de 9 000 habitants retracées dans un compte de campagne) : retiré ; amendement n° 76 de M. Georges-Paul Wagner (commissaires habilités à vérifier l'exactitude des comptes de campagne) : devenu sans objet ; amendement n° 77 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Gollnisch (dépassement du plafonnement des dépenses de campagne entraînant une annulation automatique des élections) (p. 180) ; rejeté ; amendement n° 106 réservé jusqu'après l'examen des amendements n° 89 rectifié et n° 105 rectifié ; amendements identiques n° 89 rectifié de M. Jacques Toubon et n° 105 rectifié de Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (partis politiques soumis à l'obligation de se constituer en entités juridiques et reconnaissance de certains droits à leur profit) ; amendements respectant les exigences de l'article 4 de la Constitution ; nécessité que des partis politiques soient constitués en entités juridiques pour bénéficier des subventions publiques ; reconnaissance de certains droits à ces partis politiques (p. 181) ; amendement tendant à modifier la volonté des constituants (p. 182) ; adoptés ; amendement n° 106 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (création d'un titre II *bis* : dispositions relatives au statut juridique des partis et groupements politiques) : rejeté.

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Avant l'article 6 : amendement n° 64 de M. Guy Ducoloné (suppression du titre) ; hostilité de principe du parti communiste au financement public ; égalité n'étant absolument pas respectée puisque l'aide publique sera réservée aux seuls partis ayant des parlementaires (p. 183) ; Français rejetant ce mode de financement ; rejeté.

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis) :* subventions accordées aux associations ; absence de contrôle sur les subventions accordées par le ministère de la culture (p. 184) ; système des propositions des bureaux des assemblées paraissant extrêmement dangereux ; nécessité de prendre en compte le nombre de voix obtenues par les partis politiques ; subventions devant être proportionnelles au nombre de voix à l'identique des systèmes étrangers ; amendement n° 65 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté ; amendement n° 99 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (modalités de l'inscription du montant des crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour le financement des partis politiques) ; Gouvernement favorable au financement public des partis politiques ; financement ne devant en aucune manière influencer l'activité propre des partis (p. 185) ; adopté ; amendement n° 104 de M. Emmanuel Aubert : devenu sans objet ;

– adoption de l'article 6 dans le texte de l'amendement n° 99 (p. 186).

Rappel au règlement de M. Georges Hage.

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis) :* clés de répartition donnant une prime aux sortants ; logique démocratique voulant que les aides prévues ne soient réparties en fonction du nombre de parlementaires mais en fonction du nombre de suffrages obtenus lors des dernières élections ; amendement n° 66 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 196) ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Pierre Descaves (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; amendement n° 100 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (même objet) ; amendement n° 51 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Pierre Descaves (aide réservée aux partis ayant obtenu 5 p. 100 des suffrages exprimés) ; système de répartition devant s'effectuer en fonction du nombre de suffrages exprimés ; aides devant être réservées aux partis pour les candidats obtenant plus de 5 p. 100 des suffrages exprimés ; système de répartition provoquant la disparition des petits partis ; partis de droite recevant ainsi 70 p. 100 de l'aide alors que les partis de gauche ne recevront que 30 p. 100 ; nécessité que les partis obtenant plus de 2,5 p. 100 des suffrages exprimés bénéficient de l'aide publique ; clés de répartition des grandes démocraties occidentales se fondant sur le nombre de suffrages exprimés et non pas sur le nombre de parlementaires (p. 197) ; retenir comme critère le candidat, et non l'élu, entraînerait une multiplication des candidatures ; aide publique accordée à des partis politiques de circonstance ; scrutin majoritaire, pilier des institutions de la Ve République (p. 198) ; clés de répartition proposées par le parti socialiste reposant sur la logique du scrutin proportionnel ; système proposé beaucoup plus juste ; la référence au nombre de parlementaires aboutit certainement à quelque chose qui est plus proche de la vérité puisque se référant au poids des formations politiques ; statut juridique des partis politiques extrêmement libéral ; rôle des partis politiques (p. 199) ; partis de droite bénéficiant de 70 p. 100 des crédits et partis de gauche de 30 p. 100 en fonction des clés de répartition ; amendement n° 78 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 100 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 51 : rejeté ; amendement n° 110 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (clés de répartition prenant en compte les députés inscrits à un parti ou qui déclarent adhérer au parti ; mécanisme actuel particulièrement injuste (p. 200) ; clés de répartition proposées par l'amendement n° 110 permettant de retrouver un système plus équitable ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Jean-Jacques Jegou (clés de répartition) : non soutenu ; amendements n° 83, 84 et 85 de M. Laurent Vergès (adaptation du texte aux spécificités des D.O.M.-T.O.M.) ; structure politique dans les D.O.M.-T.O.M. différentes de la structure des partis politiques en territoires métropolitains ; rejetés ; rectification orale de M. Pierre Mazeaud de l'article 7 tendant à préciser qu'il s'agit des déclarations des parlementaires qui serviront de références au calcul de la répartition des dits parlementaires entre les partis ; rappel au règlement de M. Michel Sapin (p. 202) ; rejet, par scrutin, de l'article 7 compte tenu de la rectification.

Article 8 *(dérogation pour les partis au régime de contrôle de l'utilisation des fonds publics) :* amendement n° 67 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté ;

– article 8 : adopté.

Article 9 *(publication des comptes des partis) :* nécessité de connaître quels sont les comptes certifiés par les commissaires aux comptes ; amendement n° 68 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) : rejeté ; amendement n° 52 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Pierre Descaves (rédactionnel) : adopté (p. 203) ; amendement n° 79 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Gollnisch (tendant à rappeler qu'aucune personne morale publique ne pourra faire de dons aux candidats) : rejeté ;

– article 9, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 10 *(sanctions pénales) :* adopté.

Article 11 *(accès des candidats et des partis ou groupements politiques au fichier électoral) :* adopté.

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision) :* amendement n° 101 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) ; amendement n° 69 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 102 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (même objet) ; amendement n° 73 rectifié de M. Jacques Barrot soutenu par M. Dominique Bussereau (interdiction des publicités politiques pour une durée de quatre ans à compter de la date de la promulgation de la présente loi) ; difficultés de mise en œuvre de la publicité politique ; nécessité de garantir l'expression démocratique des diverses familles politiques ; saturation des Français à l'égard de la publicité ; prix prohibitif de la publicité politique ; spots publicitaires caricaturant l'expression politique (p. 204) ; abaissement culturel et politique du débat ; amendement n° 101 : rejeté ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 102 : rejeté ; amendement n° 73 rectifié : adopté au scrutin public (p. 205) ;

– article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(entrée en vigueur de l'obligation de déclaration du patrimoine pour les membres du Gouvernement pour certains élus locaux)* : adopté.

Après l'article 13 : amendements identiques n° 48 de la commission et n° 103 de M. Pierre Joxe (dépôt sur les bureaux des deux assemblées d'un rapport du Gouvernement sur la mise en œuvre des dispositions du texte présent) ; amendement n° 38 de M. Michel Hannoun défendu par M. Arthur Dehaine (rapport d'information déposé par le ministre de l'intérieur sur l'application de la présente loi) ; amendements n° 48 et 103 : adoptés ; amendement n° 38 : retiré ; amendement n° 80 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Gollnisch (dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement visant à compléter les dispositions du présent texte dans un délai d'un an) : retiré ; amendement n° 74 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Dominique Bussereau (tendant à instaurer une période probatoire) : retiré ; amendement n° 74 repris par M. Pierre Joxe (p. 206) : adopté.

Article 14 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : amendement n° 27 de M. Gérard Grignon, non soutenu, repris par M. Bruno Gollnisch (tendant à rappeler que les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon font partie intégrante du territoire français) ; loi applicable de plein droit dans ces collectivités rendant inutile un tel amendement : rejeté (p. 210) ;

– article 14 : adopté.

Seconde délibération (p. 210).

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch.

Article 7 : amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de répartition des aides publiques aux partis politiques) (p. 210) : adopté au scrutin public ;

– en conséquence, l'article 7 est ainsi rétabli (p. 211).

Explications de vote [4 février 1988] (p. 211).

Déclaration patrimoniale des hommes politiques : *Pasqua (Charles)* (p. 212).

Déductions fiscales des dons faits par les personnes privées aux candidats : *Pasqua (Charles)* (p. 213).

Dons des entreprises aux candidats : *Bordu (Gérard)* (p. 212).

Financement public des partis politiques : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 212) ; *Pasqua (Charles)* (p. 212).

Objectifs politiques de la réforme : *Bordu (Gérard)* (p. 211).

Plafonnement des dépenses électorales : *Pasqua (Charles)* (p. 212).

Qualité du débat parlementaire : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 212) ; *Pasqua (Charles)* (p. 213).

Vote positif du groupe communiste : *Bordu (Gérard)* (p. 212).

Vote hostile du groupe Front national : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 212).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 213).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune des projets de loi n°s 1214 et 1215 [23 février 1988] (p. 231).

Voir *Elections et référendums* **46.**

Discussion des articles [23 février 1988] (p. 267).

Article 1er : amendement n° 10 de M. Pierre Joxe : devenu sans objet ;

– article 1er : adopté.

Article 2 : amendements identiques n° 11 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin et n° 18 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bordu (personnalités concernées par la déclaration patrimoniale) : rejetés au scrutin public (p. 267) ; amendement n° 12 de M. Pierre Joxe : devenu sans objet ; amendement n° 1 de la commission (modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales pour les parlementaires détenant des mandats locaux) ; sous-amendements n°s 24 et 25 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission des lois (tendant à compléter les modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales des élus) (p. 268) ; sous-amendement n° 24 : adopté au scrutin public ; sous-amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 13 de M. Pierre Joxe : devenu sans objet ; amendement n° 19 corrigé de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Robert Montdargent (création d'une commission *ad hoc* chargée de contrôler les variations patrimoniales) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 269) ; amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (établissement d'un rapport publié au *Journal officiel*) : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 7 de la commission (sanctions pénales pour toute personne publiant les déclarations patrimoniales des élus en contradiction avec les dispositions législatives) : adopté.

Article 5 : adopté.

Avant l'article 5 *bis* : amendement n° 8 de la commission (de forme) : adopté.

Avant l'article 6 : amendement n° 9 de la commission (suppression de l'intitulé du titre III) : adopté.

Article 6 : amendement n° 20 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté ;

– article 6 : adopté.

Article 7 : amendement n° 21 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté ; amendement n° 15 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (modification des clés de répartition pour le financement des partis politiques) (p. 271) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 16 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (même objet) (p. 272) ; rejeté au scrutin public ;

– article 7 : adopté.

Article 9 : amendement n° 22 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté ;

– article 9 : adopté.

Article 11 *bis* : amendement n° 23 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; hostilité du parti communiste aux déductions fiscales pour les dons effectués par les entreprises au profit des partis politiques (p. 273) ; rejeté ;

– article 11 *bis* : adopté.

Article 11 *ter* : adopté.

Article 13 *ter* supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Sapin (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la présente loi fixée à quatre ans) (p. 274) : rejeté au scrutin public ;

– article 13 *ter* : demeure supprimé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 280).

48. – Proposition de loi organique n° 1241 tendant à compléter l'article L.O. 176-1 du code électoral relatif au **remplacement des députés.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 23 février 1988 par M. Lucien Richard. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

49. – Proposition de loi organique n° 1242 tendant à compléter l'article L.O. 176-1 du code électoral relatif au **remplacement des députés.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 23 février 1988 par M. Jacques Médecin. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Audiovisuel* **8.**
Partis et groupements politiques **2, 3, 5.**

Affichage électoral irrégulier

Voir *Questions au Gouvernement* **608.**

Financement des partis politiques

Voir *Questions au Gouvernement* **549.**

Transparence des campagnes politiques

Voir *Partis et groupements politiques* **3.**

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Voir *Élections et référendums* **45.**

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Voir *Élections et référendums* **37.**

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Voir *Élections et référendums* **38, 45.**

ÉLECTIONS PARTIELLES

Voir *Élections et référendums* **45.**

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Voir *Élections et référendums* **37.**
Questions au Gouvernement **475.**

Permanence de l'État en période d' -

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **9.**

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Voir *Élections et référendums* **45.**

ÉLECTRICITÉ

Voir *Énergie* **9.**

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - GAZ DE FRANCE (E.D.F.-G.D.F.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Avantages tarifaires

Voir *Énergie* **9.**

Monopole d' -

Voir *Questions orales sans débat* **255.**

ÉLECTRICITE ET GAZ

Électrification

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

ÉLECTRONIQUE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule ; prodécure des questions.

ÉLEVAGE

- ovin

Voir *Questions orales sans débat* **315.**

- porcin

Voir *Questions orales sans débat* **282.**

ÉLOGES FUNÈBRES

- **de M. Vincent Ansquer :** M. Jacques Chaban-Delmas [9 juin 1987] (p. 2096) ; M. Philippe Séguin (p. 2096) ;
- **de Mme Ginette Leroux :** M. Jacques Chaban-Delmas [22 décembre 1987] (p. 8031) ; M. André Rossinot (p. 8031).
- **de M. Georges Delfosse :** M. Jacques Chaban-Delmas [2 février 1988] (p. 2, 3, 4) ; M. Jacques Chirac (p. 4).

ÉMETTEURS

Voir *Audiovisuel* **7.**

EMPLOI ET ACTIVITÉ

6. - Proposition de loi n° 382 tendant à créer des **fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance** (voir table matières 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Bernard Deschamps (3 décembre 1987).

7. - Proposition de loi n° 1115 tendant à créer une **zone d'entreprise** dans les vallées d'emploi de la **Dordogne.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Alain Bonnet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Assurance vieillesse. - Généralités* **5.**
Entreprises publiques **2.**
Impôts et taxes **10.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.
Politique économique et sociale **13.**
Questions au Gouvernement **328.**
Rapatriés **2.**
Travail **24.**

Emploi des jeunes

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1.**
Questions au Gouvernement **415, 612.**

Mesures prises en faveur de l'emploi dans les petites entreprises

Voir *Questions au Gouvernement* **431.**

Mobilité

Voir *Impôt sur le revenu* **11.**

Plan Emploi-Jeunes

Voir *Questions au Gouvernement* **415.**

Situation de l'-

Voir *Questions au Gouvernement* **391.**

Situation de l'- dans le bassin de La Rochelle

Voir *Questions au Gouvernement* **350.**

Suppression d'emplois dans l'industrie

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

EMPLOIS RÉSERVÉS

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **15.**

EMPLOYÉS DE MAISON

Voir *Impôts et taxes* **10.**
Impôts sur le revenu **4.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.

Déduction du revenu imposable des salaires des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, avant l'article 60 : amendement n° 284 ; après l'article 61 : amendement n° 62.

EMPRUNTS

Emprunt Giscard 1973 à 7 p. 100

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3.**
Finances publiques **1.**
Lois de finances **4,** avant la discussion des articles, après l'article 4 et article 30 ; deuxième partie, après l'article 55 : amendement n° 252.
Questions au Gouvernement **488, 489.**
Questions orales sans débat **280.**

ÉNERGIE

8. - Proposition de loi n° 587 relative à la **sûreté nucléaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Philippe Bassinet (28 avril 1987).

7. - Proposition de loi n° 710 tendant à modifier le **régime d'importation, d'exportation et de transport du gaz.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Alain Lamassoure. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Robert Cazalet (12 novembre 1987).

8. - Proposition de loi n° 934 relative à la **provision pour reconstitution des gisements pétroliers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Jean-Louis Masson. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

9. - Proposition de loi n° 993 tendant à instituer un **avantage tarifaire en faveur des usagers d'Electricité de France résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Dominique Bussereau. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Rigaud (26 novembre 1987).

10. - Rapport de M. Philippe Bassinet fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les **conséquences de l'accident de la centrale de Tchernobyl** et sur la **sûreté et la sécurité des installations nucléaires (n° 1156)** [17 décembre 1987].

Voir *Agriculture* **13.**
Communautés européennes **6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Économie d'-

Voir *Impôts et taxes* **13.**

Éthanol-carburant

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

ÉNERGIE NUCLEAIRE

Voir *Énergie* **9, 10.**
Lois de finances **4,** Industrie : examen du fascicule.
Questions orales sans débat **287.**
Sécurité civile **1.**

Banque de données MAGNUC

Voir *Questions au Gouvernement* **313, 315, 322.**

Essais nucléaires à Mururoa

Voir *Questions au Gouvernement* **421.**

Incidents de Creys-Malville et de l'usine du Tricastin

Voir *Questions au Gouvernement* **313, 315, 322.**

ENFANTS

1. - Proposition de loi n° 947 tendant à protéger les **enfants mineurs** relevant des articles 287-1 et 375 du code civil **contre toute publication sous quelque forme que ce soit concernant leur situation personnelle ou familiale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par Mme Monique Papon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Albert Mamy (20 novembre 1987).

Voir *Adoption* **3.**
Famille **4, 12.**
Santé publique **7.**

- à charge

Voir *Politique économique et sociale* **13.**

ENFANTS NATURELS

Voir *Famille* **13.**

ENQUÊTES PUBLIQUES

Voir *Environnement* **7.**

ENSEIGNANTS

Voir *Enseignement technique et professionnel* **2, 4.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Education nationale.

- du lycée militaire d'Aix-en-Provence

Voir *Questions au Gouvernement* **323.**
Questions orales sans débat **259.**

Formation des -

Voir *Enseignement* **6.**

Limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur

Voir *Questions orales sans débat* **253.**

Rétrogradation d'un instituteur de Vaillauris

Voir *Questions au Gouvernement* **563.**

Situation des -

Voir *Questions au Gouvernement* **563.**

ENSEIGNEMENT

4. - Proposition de loi n° 933 tendant à abroger la loi n° 65-1004 du 1er décembre 1965 relative à la **profession de professeur de danse,** ainsi qu'aux établissements où s'exerce cette profession, inappliquée depuis sa promulgation (changement de titre en date du 2 octobre 1987).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par MM. Gilbert Barbier et Henri Bouvet. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Projet de loi n° 1004 relatif aux **enseignements artistiques** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **319** (1986-1987). - Dépôt le 24 juin 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre, François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et René Monory, ministre de l'éducation nationale. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Marcel Lucotte. - Rapport n° **61** (1987-1988). - Discussion le 29 octobre 1987. - Adoption le 29 octobre 1987.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Bruno Bourg-Broc (5 novembre 1987). - Rapport n° **1085** (1er décembre 1987). - Discussion le 16 décembre 1987. - Adoption le 16 décembre 1987. - Projet de loi n° **209.**

Sénat (2e lecture) n° **178** (1987-1988). - Dépôt le 17 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838). - Réunion le 21 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15045).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Bruno Bourg-Broc. - Rapport n° **1174** (22 décembre 1987). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modification le 22 décembre 1976. - Projet de loi n° **236.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Marcel Lucotte. - Rapport n° **206** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi (n° 84).

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838). - Réunion le 21 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15045).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Bruno Bourg-Broc. - Rapport n° **1174** (22 décembre 1987). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modification le 22 décembre 1976. - Projet de loi n° **238.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Marcel Lucotte. - Rapport n° **206** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **84.**

Loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 7 janvier 1988 (p. 270).

Rectificatif [*J.O.* du 15 janvier 1988] (p. 705).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1987] (p. 7559, 7567, 7576).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie : *Hage (Georges)* (p. 7567 à 7571) ; *Béguet (René)* (p. 7580, 7581) ; rejetée au scrutin public (p. 7578).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7578 à 7580) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7580 à 7582) ; rejetée au scrutin public (p. 7582).

Motions de procédure (rôle des -) : *Béguet (René)* (p. 7576).

Caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et des arts plastiques à l'école et au collège : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7560) ; *Monory (René)* (p. 7565) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Chouat (Didier)* (p. 7589).

Collectivités locales (rôles des -) : *Monory (René)* (p. 7566, 7593,7594) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7579) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 7582, 7583) ; *Deprez (Léonce)* ; *Dimeglio (Willy)* (p. 7591) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7591, 7592) ; *Léotard (François)* (p. 7594).

Coopération entre les ministères de la culture et de l'éducation nationale : *Léotard (François)* (p. 7563) ; *Monory (René)* (p. 7566) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 7585).

Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des -) : *Léotard (François)* (p. 7563, 7564, 7595)) ; *Monory (René)* (p. 7565, 7593) ; *Hage (Georges)* (p. 7571) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7579) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7581) ; *Porteu de la Morandière (François))* (p. 7585) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7587) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 7591).

Danse (enseignement de la -) : Barbier (Gilbert) (p. 7583) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7579) ; *Léotard (François)* (p. 7594).

Développement des enseignements artistiques (nécessité des -) : *Léotard (François)* (p. 7561, 7562) ; *Monory (René)* (p. 7564, 7565, 7567) ; *Hage (Georges)* (p. 7567) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7578, 7580) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7581) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 7582) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 7585) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7588) ; *Larrat (Gérard)* (p. 7590) ; *Dimeglio (Willy)* (p. 7590).

Dimension européenne de l'art : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 7585) ; *Larrat (Gérard)* (p. 7590) ; *Monory (René)* (p. 7593, 7594).

Diversification des disciplines artistiques enseignées : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7560) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 7584) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7586) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7588).

Education physique et sportive : *Deprez (Léonce)* (p. 7588).

Egalité devant l'enseignement (principe constitutionnel de l'-) : Hage (Georges) (p. 7568, 7571).

Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7560) ; *Monory (René)* (p. 7565, 7592, 7593) ; *Hage (Georges)* (p. 7569, 7570) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7580) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 7583, 7584, 7593) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7587, 7588) ; *Chouat (Didier)* (p. 7589).

Enseignements facultatifs au lycée : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7560).

Haut comité des enseignements artistiques : *Léotard (François)* (p. 7563) ; *Monory (René)* (p. 7566) ; *Hage (Georges)* (p. 7570) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7578, 7579) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 7584-7585) ; *Chouat (Didier)* (p. 7589, 7590).

Insertion professionnelle des personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation artistique : *Léotard (François)* (p. 7562, 7563) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7579) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7587).

Législation sur les enseignements artistiques (historique) : *Hage (Georges)* (p. 7568) ; *Béguet (René)* (p. 7576) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7580) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7585, 7586) ; *Léotard (François)* (p. 7594).

Maisons de la culture : *Porteu de la Morandière (François) (p. 7585).*

Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques : *Léotard (François)* (p. 7562) ; *Monory (René)* (p. 7567, 7593) ; *Hage (Georges)* (p. 7570) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7579) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 7584) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7586) ; *Dimeglio (Willy)* (p. 7591).

Rapport Landowski : *Hage (Georges)* (p. 7568, 7569) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 7578).

Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7561) ; *Léotard (François)* (p. 7562) ; *Monory (René)* (p. 7566) ; *Béguet (René)* (p. 7577) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 7585) ; *Dimeglio (Willy)* (p. 7591).

Rythmes scolaires : Fuchs (Jean-Paul) (p. 7582) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 7583).

Situation actuelle de l'enseignement artistique : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7559, 7560) ; *Monory (René)* (p. 7564) ; *Hage (Georges)* (p. 7566) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7586, 7587) ; *Chouat (Didier)* (p. 7589).

Universités et enseignements artistiques : *Monory (René)* (p. 7566).

Discussion des articles [16 décembre 1987] (p. 7595).

Article 1er *(définition des enseignements artistiques) :* amendement n° 1 de la commission (art du cirque étant inclus dans la notion de discipline artistique) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (enseignement artistique faisant partie de la formation de base donnée dans les établissements scolaires des premier et second degrés) ; sous-amendement n° 51 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 7595) ; adopté ; amendement n° 2, ainsi modifé : adopté ; amendement n° 20 de M. Georges Hage (universalité éducative des enseignements artistiques) : devenu sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Avant l'article 2 : amendement n° 33 de M. Bruno Bourg-Broc (éducation artistique étant dispensée à l'école maternelle) : adopté.

Article 2 *(enseignement artistique à l'école et au collège) :* amendements identiques n° 3 de la commission et n° 36 de M. Jean-Jack Queyranne (situation des écoles maternelles au regard de l'enseignement artistique) : devenus sans objet ; amendements identiques n° 4 de la commission, n° 21 de M. Georges Hage et n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (enseignement artistique étant dispensé dans le cadre de l'enseignement technologique et professionnel) (p. 7596) ; rejetés ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (droit à une éducation artistique devant être effectif dans un délai de 10 ans à compter de la promulgation de la présente loi) : retiré ; repris par M. Jean-Jack Queyranne : rejeté (p. 7597) ; amendement n° 7 de la commission (enseignement facultatif portant sur d'autres disciplines que la musique ou les arts plastiques pouvant être institué dans les écoles maternelles, primaires et dans les collèges) ; adopté après correction ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(enseignement artistique au lycée) :* amendement n° 22 de M. Georges Hage (universalité éducative des enseignements artistiques) ; amendement n° 23 de M. Georges Hage (même objet) ; rejetés ;

- article 3 : adopté.

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques) :* amendements identiques n° 8 de la commission, 24 de M. Georges Hage et 38 de M. Charles Metzinger soutenu par M. Didier Chouat (enseignements artistiques devant être organisés comme l'ensemble des autres disciplines) : rejetés ; amendements n° 34

de M. Bruno Bourg-Broc à titre personnel (candidats au baccalauréat subissant à partir de la session de 1993 une épreuve dans une des disciplines artistiques) (p. 7598) ; retiré ;

- article 3 *bis* : adopté.

Article 4 *(enseignement artistique dans l'enseignement supérieur) :* amendement n° 25 de M. Georges Hage (exclusion des établissements privés du champ d'application de l'article) : rejeté (p. 7599) ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques) :* amendement n° 26 de M. Georges Hage (enseignements artistiques étant dispensés par le personnel de l'éducation nationale) ; amendement n° 48 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Hugues Colonna (intervenants extérieurs ne pouvant apporter leur concours aux enseignants que s'ils justifient d'une compétence professionnelle et après accord du chef d'établissement et sous la responsabilité des enseignements concernés) ; amendement n° 9 de la commission (nécessité d'un accord du chef d'établissement pour que ces intervenants extérieurs puissent apporter leur concours aux enseignants des matières artistiques) ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement (enseignements artistiques étant dans les écoles et aux collèges exclusivement dispensés sous la responsabilité des personnels enseignants) ; sous-amendement n° 39 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Hugues Colonna (contrôle des intervenants extérieurs par les enseignants concernés) ; amendement n° 48 : retiré ; amendement n° 26 : rejeté ; sous-amendement n° 52 : adopté ; sous-amendement n° 39 : satisfait ; amendement n° 9 modifié par le sous-amendement n° 52 : adopté ; amendement n° 49 de M. Gérard Larrat (compétences des intervenants extérieurs) : satisfait (p. 7600) ; amendement n° 10 de la commission (conseil d'établissement étant consulté sur le principe du recours à des intervenants extérieurs) : adopté ; amendement n° 40 de M. Jean-Jack Queyranne (interventions extérieures pouvant être organisées en collaboration avec des organismes habilités par le ministère de l'éducation nationale) : rejeté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 6 *(titres et diplômes susceptibles d'être homologués) :* amendement n° 27 de M. Georges Hage (limitation du champ d'application de l'article aux établissements actuellement agréés par les ministères de l'éducation nationale, de la culture et des collectivités locales) : rejeté ;

- article 6 : adopté.

Article 7 *(reconnaissance des établissements d'enseignement artistique) :* amendement n° 28 de M. Georges Hage (de suppression) ; rejeté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 7601) ; amendement n° 12 de la commission (nécessité d'une durée de fonctionnement minimale avant la reconnaissance des établissements d'enseignement artistique) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (décret d'application de l'article étant pris après avis du Conseil d'État) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(homologation des titres et diplômes de l'enseignement artistique) :* amendement n° 29 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Jarosz (suppression de la reconnaissance des établissements d'enseignement privé) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (conditions d'homologation des titres d'enseignement technologique étant fixées par décret simple) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes) :* amendements identiques n° 15 de la commission, 30 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Jarosz et 41 de M. Jean-Jack Queyranne (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) (p. 7602) ; personnes n'ayant pas été recrutées suivant les voies régulières pour les corps d'enseignants ne pouvant se substituer aux enseignants ; spécificité de l'enseignement supérieur (p. 7603) ; rejetés ; amendement n° 16 de la commission (élargissement du champ de recrutement des candidats au CAPES et à l'agrégation) ; amendement n° 42 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Bernard Schreiner (décret en Conseil d'Etat fixant la liste des diplômes délivrés par les établissements publics soumis au contrôle du ministère de la culture qui permettent à leurs titulaires d'être candidats au CAPES et à l'agrégation dans les disciplines artistiques) ; amendement n° 16 : adopté après correction ; amendement n° 42 : devenu sans objet (p. 7604) ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de bénéficier de la taxe d'apprentissage) :* amendement n° 31 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Jarosz et 43 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Michel Berson (de suppression) : rejetés ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de participer à des conventions de formation professionnelle) :* adopté.

Article 12 *(conventions entre les établissements d'enseignement artistique) :* amendement n° 17 de la commission (nécessité d'une collaboration entre l'université, les conservatoires et écoles d'art) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques*

Article 13 *(haut comité des enseignements artistiques)* (p. 7605) ; amendement n° 18 de la commission (présidence du haut comité) ; amendement n° 35 de M. Bruno Bourg-Broc à titre personnel (haut comité se réunissant sous la présidence conjointe et effective des ministres chargés de la culture et de l'éducation nationale) ; amendement n° 32 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Jarosz (composition du haut comité des enseignements artistiques) ; amendement n° 45 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; amendement n° 18 : rejeté ; amendement n° 35 : adopté ; amendements n° 32 et 45 : devenus sans objet ; amendement n° 44 de M. Jean-Jack Queyranne (décret en Conseil d'Etat fixant les conditions de représentant d'élection et de désignation des membres du haut comité ainsi que la durée de leur mandat) (p. 7606) ; rejeté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(rapport au Parlement sur les crédits destinés aux enseignements artistiques) :* amendement n° 46 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Bernard Schreiner (gouvernement présentant chaque année au Parlement un rapport mettant en évidence le montant et l'utilisation des crédits affectés au développement des enseignements artistiques et l'évolution des besoins) ; amendement n° 19 de la commission (état récapitulatif des crédits affectés au développement des enseignements artistiques étant destiné au président et aux rapporteurs des affaires culturelles et des finances) ; amendement n° 46 : rejeté ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 47 de M. Jean-Jack Queyranne (avis du haut comité des enseignements artistiques sur l'état récapitulatif fourni aux assemblées par le Gouvernement) (p. 7607) ; adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Titre : amendement n° 50 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi « projet de loi sur l'éducation artistique ») : rejeté (p. 7608).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7608).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1987] (p. 8037).

Avantages dont bénéficient les titulaires des titres et diplômes de l'enseignement artistique : *Béguet (René)* (p. 8037) ; *Léotard (François)* (p. 8038) ; *Monory (René)* (p. 8038).

Conventions entre établissements d'enseignements artistiques : *Béguet (René)* (p. 8037).

Enseignements artistiques à l'école maternelle : *Béguet (René)* (p. 8037).

Enseignements artistiques au collège : *Béguet (René)* (p. 8037).

Haut comité des enseignements artistiques : *Béguet (René)* (p. 8037).

Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques : *Béguet (René)* (p. 8037).

Problèmes posés par la réglementation communautaire : *Hage (Georges)* (p. 8038, 8039).

Utilité de la loi : *Hage (Georges)* (p. 8038).

Vote hostile du groupe socialiste : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 8039).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8040).

Discussion des articles (p. 8040).

Article 9 : amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) ; adoptés (p. 8040).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8041).

6. - Proposition de loi n° 1044 tendant à la **reconnaissance** et à la **prévention** des **difficultés spécifiques d'apprentissage.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Michel Berson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ENSEIGNEMENT

Voir *Droit pénal* **15.**
Lois de finances **4,** Éducation nationale.
Questions au Gouvernement **351, 481.**

Durée du travail scolaire

Voir *Questions au Gouvernement* **414.**

École Diwan

Voir *Questions orales sans débat* **209.**

Éducation physique et sportive

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Éducation nationale.

- en Polynésie française

Voir *Polynésie française* **2.**

Fermeture de classes

Voir *Questions au Gouvernement* **300.**

Jumelage entre les établissements scolaires et les entreprises

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Éducation nationale.

Loi-programme pour l'-

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Éducation nationale.

Lutte contre la toxicomanie dans les établissements scolaires

Voir *Questions au Gouvernement* **380.**

Suppression de postes dans la Somme

Voir *Questions orales sans débat* **181.**

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **4** (Agriculture - B.A.P.S.A.).

- privé

Voir *Questions au Gouvernement* **298, 417.**

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Voir *Enseignement* **5.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule.

Délégation aux enseignements artistiques et à la formation

Voir *Lois des finances* **4,** Culture et communication, Culture, vote des crédits, état B, titre III, amendement n° 68.

ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE ET ÉLÉMENTAIRE

Insuffisance du nombre de postes dans le Val-d'Oise

Voir *Questions orales sans débat* **310.**

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Fermeture de classes en Seine-Saint-Denis

Voir *Questions orales sans débat* **190.**

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

4. - Proposition de loi n° 642 tendant à autoriser **certains établissements d'enseignement supérieur privés à conclure avec l'État des conventions relatives aux formations qu'ils assurent.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **4,** Éducation nationale.

Forfait d'externat

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Voir *Lois de finances* **4,** Éducation nationale.
Polynésie française **2.**
Questions orales sans débat **292.**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET POST BACCALAURÉAT

Voir *Questions au Gouvernement* **359.**
Questions orales sans débat **292.**

Études médicales

Voir *Questions au Gouvernement* **327.**

Jurys d'agrégation

Voir *Questions au Gouvernement* **510.**

Rapport Schwartz

Voir *Questions au Gouvernement* **432.**

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

2. - Proposition de loi n° 926 tendant à instituer un statut particulier des **inspecteurs pédagogiques régionaux de l'enseignement technique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Michel Hannoun. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Proposition de loi n° 1140 tendant à créer un statut d'**inspecteur pédagogique régional** de l'**enseignement technique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 décembre 1987 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. - Rapport d'information de M. Bruno Bourg-Broc déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'**adaptation de l'enseignement technique court aux mutations de la société (n° 1151)** [16 décembre 1987].

5. - Proposition de loi n° 1238 tendant à instituer un **statut** particulier des **inspecteurs pédagogiques régionaux** de **l'enseignement technique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Marcel Dehoux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions au Gouvernement* **377, 589.**

ENTREPRISES

5. - Proposition de loi n° 732 relative à la **transmission d'entreprises et à leur reprise par leurs salariés ou un repreneur extérieur.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. - Proposition de loi n° 818 relative à **l'amortissement par les entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par MM. Michel Hamaide et Gérard Trémège. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. - Projet de loi n° 841 relatif au **développement et à la transmission des entreprises** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services, lettre du Premier ministre, en date du 13 novembre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvan Blot. - Rapport n° **1006** (4 novembre 1987). - Discussion les 17 et 18 novembre 1987. - Adoption le 18 novembre 1987. - Projet de loi n° **176.**

Sénat (première lecture). N° **102** (1987-1988). - Dépôt le 19 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **162** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur pour avis : M. Jacques Oudin. - Avis n° **160** (1987-1988). - Discussion le 17 décembre 1987. - Adoption le 17 décembre 1987. - Projet de loi n° **52.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° **1165.** - Dépôt le 18 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905). - Réunion le 19 décembre 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Yvan Blot. - Rapport n° **1171** (19 décembre 1987). - Discussion le 21 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 21 décembre 1987. - Projet de loi n° **233.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **195** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Rejet le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **88.**

Assemblée nationale (troisième lecture). N° **1165.** - Dépôt le 18 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvan Blot. - Rapport n° **1209** (23 décembre 1987). - Discussion le 23 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 23 décembre 1987. - Projet de loi n° **242.**

Sénat (troisième lecture). N° **217** (1987-1988). - Dépôt le 23 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **28** (1987-1988). - Discussion le 23 décembre 1987. - Adoption définitive le 23 décembre 1987. - Projet de loi n° **88.**

Loi n° 88-15 du 5 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 220). Rectificatif (*J.O.* du 12 mars 1988) (p. 3292).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 841 et ceux de la loi 88-15 du 5 janvier 1988

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE 1er **Dispositions relatives au droit des sociétés**			
	1 AA (Sénat)	Action sociale en responsabilité contre les gérants.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8078	1
	1 A (A.N.)	Article 1844-5 du code civil. Dissolution sans liquidation des sociétés unipersonnelles.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5993 8079	2
	1 B (A.N.)	Article 1844-5 du code civil. Disparition d'une société à la suite de sa liquidation.	Première lecture : 17 novembre 1987	5993	3
1		Article 20 de la loi du 24 juillet 1966. Cession de parts de sociétés (S.N.C., commandite simple, S.A.R.L.).	Première lecture : 17 novembre 1987	5994	4
2		Article 40 de la loi du 24 juillet 1966 : responsabilité des associés des S.A.R.L. en cas d'apport en nature.	Première lecture : 17 novembre 1987	5994	5
3		Article 51 de la loi du 24 juillet 1966 : interdiction des emprunts et garanties contractés auprès d'une S.A.R.L.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5994 8079	6
	3 *bis* (A.N.)	Assouplissement des conditions de majorité exigibles dans les S.A.R.L. en cas d'augmentation du capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.	Première lecture : 17 novembre 1987	5995	7
4		Article 62 de la loi du 24 juillet 1966. Responsabilité des associés de S.A.R.L.	Première lecture : 17 novembre 1987	5995	8
5		Article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966. Transformation en société anonyme.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5995 8079	9
6	Supprimé (A.N.)	Articles 73 et 240 de la loi du 24 juillet 1966 : nombre minimum d'associés dans les sociétés anonymes.	Première lecture : 17 novembre 1987	5996	
	6 *bis* (A.N.)	Nombre minimum des associés des sociétés coopératives ouvrières de production constituées sous forme de S.A.R.L.	Première lecture : 17 novembre 1987	5997	10
	6 *ter* (A.N.)	Nombre de parts sociales susceptibles d'être détenues par un même associé dans une société coopérative ouvrière de production.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5997 8079	11
	6 *quater* (A.N.)	Absorption d'une société ordinaire par une société coopérative ouvrière de production.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5997 8079	12
	6 *quinquies* (A.N.)	Représentants légaux des sociétés coopératives artisanales.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5998 8079	13
7		Article 93 de la loi du 24 juillet 1966. Administrateurs salariés.	Première lecture : 17 novembre 1987	5998	14
	7 *bis* (A.N.)	Art. 115 de la loi du 24 juillet 1966. Nombre de directeurs généraux dans les sociétés anonymes à conseil d'administration.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5999 8080	15
	7 *ter* (A.N.)	Art. 119 de la loi du 24 juillet 1966. Directoire.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	5999 8080	16
8		Art. 122 de la loi du 24 juillet 1966. Durée du mandat du directoire.	Première lecture : 17 novembre 1987	5999	17
	8 *bis* A (Sénat)	Autorisation du conseil de surveillance en cas de cession d'immeubles par nature, constitution de sûretés, ainsi que cautions, avals et garanties.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8080	18
	8 *bis* B (Sénat) supprimé (A.N.)	Art. 151 de la loi du 24 juillet 1966. Limitation du nombre de sièges d'administrateur pouvant être occupés sumultanément par une même personne physique.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8080	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	8 *bis* (A.N.) supprimé (Sénat)	Art. 153 de la loi du 24 juillet 1966. Règles de quorum applicables aux assemblées générales extraordinaires.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6000 8009 8080	
9		Art. 163 de la loi du 24 juillet 1966. Exercice du droit de vote attaché aux parts grevées d'un usufruit.	Première lecture : 17 novembre 1987	6000	19
	9 *bis* (Sénat)	Art. 194-7 de la loi du 24 juillet 1966. Absorption d'une société appelée à émettre des ations.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8080	20
	9 *ter* (Sénat)	Art. 196 de la loi du 24 juillet 1966. Emissions d'actions à souscrire contre numéraires.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8080	21
	9 *quater* (Sénat) supprimé	Extension aux directeurs généraux des responsabilités dévolues aux administrateurs.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8080	
10		Art. 268 de la loi du 24 juillet 1966. Montant minimum des actions.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 197	6001 8081	22
11		Art. 271 de la loi du 24 juillet 1966. Négociabilité des actions nouvelles.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6001 8081	23
	11 *bis* A (Sénat) supprimé (A.N.)	Art. 274 de la loi du 24 juillet 1966. Actions réservées aux salariés d'une société, ou de ses filiales à certains d'entre eux.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8081	
	11 *bis* B (Sénat) supprimé (A.N.)	Art. 356-1 de la loi du 24 juillet 1966. Prise de participation d'une société dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française, et dont les actions ne sont pas nominatives.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8081	
	11 *bis* (A.N.)	Art. 283-1 de la loi du 24 juillet 1966. Reconstitution des actions.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6002 8081	24
	11 *ter* (A.N.)	Art. 285 de la loi du 24 juillet 1966. Emissions d'obligations.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6002 8082	25
12		Art. 294 de la loi du 24 juillet 1966. Désignation des représentants de la masse des obligataires.	Première lecture : 17 novembre 1987	6002	26
13		Art. 298 de la loi du 24 juillet 1966. Désignation des représentants de la masse des obligataires.	Première lecture : 17 novembre 1987	6002	27
14		Art. 303 de la loi du 24 juillet 1966. Désignation des représentants de la masse des obligataires.	Première lecture : 17 novembre 1987	6002	28
15		Art. 313 de la loi du 24 juillet 1966. Régime des assemblées d'obligataires.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6002 8082	29
16		Art. 314 de la loi du 24 juillet 1966. Droit de vote dans les assemblées d'obligataires.	Première lecture : 17 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6003 8082	30
	16 *bis* (Sénat)	Art. 351 de la loi du 24 juillet 1966. Sociétés par actions : possibilité de prévoir, pour la mise en distribution du dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraires ou en actions.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8082	31
	16 *ter* (Sénat)	Art. 351 de la loi du 24 juillet 1966. Dividendes.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8082	32
	16 *quater* (Sénat)	Art. 352 de la loi du 24 juillet 1966. Montant des tantièmes.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8082	33
17	Supprimé (A.N.)	Art. 401 *bis* nouveau de la loi du 24 juillet 1966. Dissolution des sociétés unipersonnelles.	Première lecture : 17 novembre 1987	6003	
18		Art. 411 de la loi du 24 juillet 1966. Délai de liquidation.	Première lecture : 17 novembre 1987	6003	34
19		Art. 10-1 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 sur les G.I.E. : harmonisation avec le droit des sociétés.	Première lecture : 17 novembre 1987	6003	35
20		Modification ou abrogation de divers articles de la loi du 24 juillet 1966.	Première lecture : 18 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6024 8082	36

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	20 *bis* A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Représentation des collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers nationaux.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8083	
	20 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Art. 28 de la loi du 24 juillet 1966. Principe de prohibition de l'immixtion des commanditaires dans la gestion.	Première lecture : 18 novembre 1987	6025	
	20 *ter* (A.N.)	Pénalités prévues pour le respect des règles de négociabilité des actions en cas d'augmentation de capital ou en cas d'apport.	Première lecture : 18 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6025 8083	37
	20 *quater* (A.N.)	Entreprises de spectacles.	Première lecture : 18 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6026 8083	38
	20 *quinquies* A (Sénat)	Possibilité de lier par un contrat de travail les administrations d'une société nouvelle.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8083	39
	20 *quinquies* (Sénat)	Abrogation de l'article 1er de l'ordonnance n° 45-1355 du 20 juin 1945 relative aux sociétés de caution mutuelle, aux banques populaires et à la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8084	40
	20 *octies* (Sénat)	Art. 14 de la loi du 31 décembre 1970. Régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8084	41
	20 *nonies* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Interdiction de toute publicité portant sur une opération de financement proposée pour l'acquisition ou la location avec option d'achat.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8084	
		CHAPITRE II **Dispositions concernant les donations-partages et les testaments-partages**	Première lecture : 18 novembre 1987	6046	
21		Art. 1075 du code civil. Bénéficiaires des donations partages et des testaments-partages.	Première lecture : 18 novembre 1987	6027	42
	21 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Mesure relative aux associés non exploitants d'une E.U.R.L.	Troisième lecture : 23 décembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	8086 8096	
	21 *ter* (Sénat)	Réintégration de provisions.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8096	43
	21 *quater* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Abrogation du paragraphe II de l'art. 809 du C.G.I.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8096	
	21 *quinquies* (Sénat)	Régime fiscal des indemnités versées aux chômeurs créant une entreprise.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8097	44
	21 *sexies* (Sénat)	Régime relatif à la souscription au capital d'entreprises nouvelles.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8097	45
	21 *septies* (Sénat)	Suppression de l'agrément prévu à l'article 151 *octies* du C.G.I.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8097	46
	21 *octies* (Sénat)	Création d'une section 2. **Dispositions concernant les transmissions d'entreprises à titre onéreux** Droit d'enregistrement sur les mutations.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8097	47
		CHAPITRE III **Dispositions fiscales**			
	22 A (A.N.) Supprimé (Sénat)	Souscription en numéraire au capital des sociétés nouvelles créées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1990.	Première lecture : 18 novembre 1987	6046	
22		Art. 62 du code général des impôts et régime fiscal du gérant majoritaire de S.A.R.L.	Première lecture : 18 novembre 1987	6050	48
	22 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Abattement de 5 p. 100 par an, à partir de la 5e année d'exploitation, pour les plus-values réalisées dans le cadre de la cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale.	Première lecture : 18 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6051 8098	49
23	Supprimé (Sénat)	Art. 719, 724 et 725 du C.G.I. Droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce.	Première lecture : 18 novembre 1987	6052	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	23 *bis* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Suppression de la procédure d'agrément prévue à l'article 151 *octies* du C.G.I.	Première lecture : 18 novembre 1987	6055	
	23 *ter* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Taxation des incorporations de bénéfices.	Première lecture : 18 novembre 6057		
	23 *quater* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Suppression du monopole de la chambre syndicale des banques populaires pour la garantie des sociétés de caution.	Première lecture : 18 novembre 1987	6057	
	23 *quinquies* (A.N.)	Etalement sur trois exercices de l'imposition du bénéfice réalisé au cours de sa première année par une société créée pour la reprise d'une entreprise industrielle en difficultés.	Première lecture : 18 novembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6057 8099	
	24 A (A.N.)	Interdiction hors des lieux de vente de toute publicité portant sur une opération de financement avec option d'achat d'un bien de consommation.	Troisième lecture : 23 décembre 1987	8099	
24		Application de la loi aux T.O.M. et à Mayotte.	Première lecture : 18 novembre 1987 C.M.P. : 21 décembre 1987 Troisième lecture : 23 décembre 1987	6058 8011 8100	52

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 novembre 1987] (p. 5963, 5986)

Question préalable opposé par M. Pierre Joxe (PS) : *Marchand (Philippe)* (p. 5967, 5968, 5969) ; *Marlière (Olivier)* (inscrit contre, RPR) (p. 5969, 5970) ; *Chavanes (Georges)* (ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services) (p. 5970, 5971) ; rejetée au scrutin public (p. 5971).

Agriculture (transmission de la propriété agricole) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5988).

Avortement (lien démographie-vitalité économique) : *Rolland (Hector)* (p. 5979) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

Chefs d'entreprise (âge des - ; problème des disparitions d'activités faute de succession) : *Blot (Yvan)* (p. 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5964, 5965, 5991) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5967) ; *Marlière (Olivier)* (p. 5969) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 5972) ; *Geng (Francis)* (p. 5974) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5975) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5980) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5981) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5987) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5988).

Chefs d'entreprise (formation des -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5973) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5990).

Commerce et artisanat rural et en zone sensible : *Chavanes (Georges)* (p. 5970, 5991, 5992) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 5972) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5988).

Concertation menée sur le projet : *Chavanes (Georges)* (p. 5965) : *Chalandon (Albin)* (p. 5967).

Création d'entreprises : *Ducoloné (Guy)* (p. 5973) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5975) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5989).

Droit des sociétés :

- actions créées à l'occasion de la constitution d'une société ou d'une augmentation de capital : *Welzer (Gérard)* (p. 5987).

- allégement du - : *Blot (Yvan)* (p. 5963, 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5966) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5968) ; *Marlière (Olivier)* (p. 5969) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5971) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5972) ; *Geng (Francis)* (p. 5974) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5975) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5981) ; *Welzer (Gérard)* (p. 5986, 5987).

- directoire (durée du mandat) : *Welzer (Gérard)* (p. 5987).

- sociétés anonymes (nombre d'associés) : *Welzer (Gérard)* (p. 5987) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

- sociétés en commandite simple (nécessité d'une réforme) : *Briant (Yvon)* (p. 5990).

Education nationale (rôle de l'- pour diffuser l'esprit d'entreprise) : *Duprez (Léonce)* (p. 5987) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

Entreprise (absence de définition de la notion) : *Marchand (Philippe)* (p. 5968).

Entreprise Gouvy en Moselle : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5980).

Entreprises (rôle et images des - ; politique menée par les socialistes) : *Laborde (Jean)* (p. 5978) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5989, 5990) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

Fiscalité des entreprises :

- activités personnelles (transformation des - en sociétés de capitaux) : *Trémège (Gérard)* (p. 5978).

- cessions d'actions constatées par un acte : *Trémège (Gérard)* (p. 5978).

- droit d'apport en cas d'incorporation au capital des bénéfices, réserves et provisions : *Trémège (Gérard)* (p. 5977) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5981) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

- crédit-bail sur fonds de commerce : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5989) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

- fonds de commerce (droit de mutation) : *Blot (Yvan)* (p. 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5965, 5970) ; *Marlière (Olivier)* (p. 5970) ; *Geng (Francis)* (p. 5974, 5975) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5976) ; *Trémège (Gérard)* (p. 5977) ; *Rigaud (Jean)* (p. 5979) ; *Rolland (Hector)* (p. 5979, 5980) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5981) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5989).

- gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des - sur celui des dirigeants de S.A.) : *Blot (Yvan)* (p. 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5966, 5991, 5992) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5968) ; *Marlière (Olivier)* (p. 5970) ; *Geng (Francis)* (p. 5974) ; *Trémège (Gérard)* (p. 5978) ; *Rolland (Hector)* (p. 5980) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5989).

- plus-values (imposition des - de cession) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5976) ; *Rigaud (Jean)* (p. 5979) ; *Rolland (Hector)* (p. 5979).

- sociétés nouvelles (taxation des souscriptions en numéraire au capital des -) : *Chavanes (Georges)* (p. 5966).

Gardes des sceaux (absence du -) : *Marchand (Philippe)* (p. 5967) ; *Welzer (Gérard)* (p. 5986) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5991).

Indemnité de départ à la retraite (conditions de perception de l'-) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5973).

P.M.E. (difficultés financières, fiscalité et taxe professionnelle) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5973, 5974).

Politique économique libérale : *Blot (Yvan)* (p. 5963) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5972) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5981).

Redressement judiciaire : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5975).

Sociétés de capitaux (motifs de la création de –) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5973).

Transmission d'entreprise :

– affiliation (en droit anglo-saxon) : *Blot (Yvan) (rapporteur)* (p. 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5965).

– donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) : *Blot (Yvan)* (p. 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5966, 5970, 5971, 5991) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5967, 5968, 5969) ; *Marlière (Olivier)* (p. 5969, 5970) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5971, 5972) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 5972) ; *Geng (Francis)* (p. 5974) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5976) ; *Blot (Yvan)* (à titre personnel) (p. 5976, 5977) ; *Trémège (Gérard)* (p. 5977, 5978) ; *Rigaud (Jean)* (p. 5979) ; *Rolland (Hector)* (p. 5980) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5981) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5981) ; *Welzer (Gérard)* (p. 5987) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5987, 5988) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5989) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5989) ; *Briant (Yvon)* (p. 5990).

– fiscalité : *Blot (Yvan)* (p. 5964) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5967, 5968) ; *Marlière (Olivier)* (p. 5969, 5970) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5970, 5992) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5973) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5976) ; *Blot (Yvan)* (à titre personnel) (p. 5977) ; *Rigaud (Jean)* (p. 5979) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5980, 5981) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5988) ; *Briant (Yvon)* (p. 5990).

– indemnités de licenciement versées par les héritiers : *Gengenwin (Germain)* (p. 5989) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

– marché de la – : *Ligot (Maurice)* (p. 5981) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5992).

– succession du dirigeant (préparation de la - notamment) : *Blot (Yvan)* (p. 5964) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5970, 5993) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 5972) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5976) ; *Laborde (Jean)* (p. 5978, 5979) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5988) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5988, 5989).

– suppression ou allégement des droits de succession ou de donation : *Pascallon (Pierre)* (p. 5972) ; *Geng (Francis)* (p. 5974, 5975) ; *Rigaud (Jean)* (p. 5979) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5989) ; *Briant (Yvon)* (p. 5990) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5991, 5992).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] (p. 5993, 6024).

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Avant l'article 1er : amendement n° 3 de la commission des lois (extension à toutes les sociétés et notamment aux sociétés civiles professionnelles des régles de dissolution des sociétés unipersonnelles) : adopté ; amendement n° 4 rectifié de la commission (disparition d'une société à la suite de sa liquidation) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (prévoyant que toute décision prise à l'unanimité des associés est présumée conforme à l'intérêt de la société) (p. 5993) ; rejeté.

Article 1er *(article 20 de la loi du 24 juillet 1966 ; cession de parts de sociétés [SNC, commandite simple, SARL]) :* amendement n° 49 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Reyssier (information des associés) : rejeté ;

– article 1er : adopté.

Article 2 *(article 40 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité des associés des SARL en cas d'apport en nature) :* amendement n° 50 de M. Paul Chomat soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté ;

– article 2 : adopté.

Article 3 *(article 51 de la loi du 24 juillet 1966) ; interdiction des emprunts et garanties contractés auprès d'une société à responsabilité limitée :* amendement n° 38 de M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 5994) ; rejeté ;

– article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 70 de la commission (assouplissant les conditions de majorité exigibles dans les S.A.R.L. en cas d'augmentation du capital par incorporation de bénéfices ou de réserves) : adopté.

Article 4 *(article 62 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité des associés des S.A.R.L. en cas d'apports en nature) :* amendement n° 51 de M. Paul Chomat soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : retiré ;

– article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 67 de M. Jacques Farran (compatibilité entre l'exercice du mandat de gérant et le statut de salarié de la société) : non soutenu.

Article 5 *(article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; transformation en société anonyme) :* amendement n° 6 de la commission (rôle du commissaire aux comptes dans la rédaction du rapport sur la situation de la société et l'appréciation de la valeur des biens de l'actif social) ; procédure d'audit en cas de transformation d'une S.A.R.L. en société anonyme (p. 5995) ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Philippe Marchand (désignation du rapporteur à la transformation) ; rejeté ;

– article 5 : adopté.

Article 6 *(articles 73 et 240 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre minimum d'associés dans les sociétés anonymes) :* amendement n° 7 de la commission (de suppression) ; absence de distinction entre la personne physique et la personne morale quand elle est actionnaire (p. 5996) ; adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 29 corrigé du Gouvernement : devenu sans objet.

Après l'article 6 : amendement n° 56 de M. Germain Gengenwin (alignant le nombre minimal des associés pour les sociétés coopératives ouvrières de production S.A.R.L. sur le droit commun) : rejeté ; amendement n° 57 corrigé de M. Germain Gengenwin (tendant à réduire à deux le nombre minimum des associés des sociétés coopératives de production constituées sous forme de S.A.R.L.) : adopté ; amendement n° 58 de M. Germain Gengenwin (nombre de parts sociales susceptibles d'être détenues par un même associé dans une société coopérative ouvrière de production) : adopté ; amendement n° 59 de M. Germain Gengenwin (tendant à faciliter l'absorption d'une société ordinaire en société coopérative de production) (p. 5997) ; adopté ; amendement n° 61 de M. Germain Gengenwin (nombre des associés dans les sociétés coopératives artisanales) : retiré ; amendement n° 60 de M. Germain Gengenwin (représentants légaux des sociétés coopératives artisanales) : adopté.

Article 7 *(article 93 de la loi du 24 juillet 1966 ; administrateurs salariés) :* amendement n° 8 de la commission (de cohérence) (p. 5998) ; M. Jean-Jacques Barthe expose le contenu de l'amendement n° 64 présenté par le parti communiste ; amendement n° 8 : rejeté ;

– article 7 : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 64 de M. Paul Chomat soutenu par M. Guy Ducoloné (abrogation de la régle selon laquelle un conseil d'administration ne peut être composé pour plus du tiers de salariés de l'entreprise pour les rachats d'entreprises par les salariés) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (article 115 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre de directeurs généraux dans les sociétés anonymes à conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (article 119 de la loi du 24 juillet 1966 ; accroissement du nombre maximum de membres du directoire dans les grandes sociétés et actualisation du seuil de capital fixé en 1981 en deçà duquel les fonctions dévolues au directoire ne peuvent être assurées par une seule personne) : adopté.

Article 8 *(article 122 de la loi du 24 juillet 1966 ; durée du mandat du directoire) :* amendement n° 40 de M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 5999) ; rejeté ;

– article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 11 de la commission (article 153 de la loi du 24 juillet 1966 ; règle de quorum applicable aux assemblées générales extraordinaires) : adopté.

Article 9 *(article 163 de la loi du 24 juillet 1966 ; exercice du droit de vote attaché aux parts grevées d'un usufruit) :* adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 25 de M. Alain Lamassoure (durée du mandat des commissaires aux comptes) : rejeté (p. 6000).

Article 10 *(article 268 de la loi du 24 juillet 1966 ; montant minimum des actions) :* amendement n° 41 de M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Philippe Marchand (valeur nominale des coupures d'actions pouvant être, dans certains cas, inférieure au minimum fixé par décret) : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(article 271 de la loi du 24 juillet 1966 ; négociabilité des actions nouvelles) :* amendement n° 12 de la commission (négociabilité des actions en cas d'augmentation du capital) : adopté ;

- article 11 : adopté après modification (p. 6001).

Après l'article 11 : amendement n° 13 rectifié de la commission (article 283-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; reconstitution des actions) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (article 285 de la loi du 24 juillet 1966 ; émissions d'obligations) : adopté.

Article 12 *(article 294 de la loi du 24 juillet 1966 ; désignation des représentants de la masse des obligataires dans le contrat d'émission en cas d'appel public à l'épargne) :* amendement n° 43 de M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté ;

- article 12 : adopté.

Article 13 *(article 298 de la loi du 24 juillet 1966 ; désignation des représentants de la masse des obligataires) :* amendement n° 44 de M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté ;

- article 13 : adopté.

Article 14 *(article 303 de la loi du 24 juillet 1966 ; désignation des représentants de la masse des obligataires) :* amendement n° 45 de M. Philippe Marchand (de suppression) : retiré ;

- article 14 : adopté.

Article 15 *(article 313 de la loi du 24 juillet 1966 ; régime des assemblées d'obligataires) :* amendement n° 46 de M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 6002) ; rejeté ;

- article 15 : adopté.

Article 16 *(article 314 de la loi du 24 juillet 1966 ; droit de vote dans les assemblées d'obligataires) :* amendement n° 47 de M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté ;

- article 16 : adopté.

Article 17 *(article 401 bis nouveau de la loi du 24 juillet 1966 ; dissolution des sociétés unipersonnelles) :* amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 18 *(article 411 de la loi du 24 juillet 1966 ; délai de liquidation) :* adopté.

Article 19 *(article 10-1 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique ; harmonisation avec le droit des sociétés) :* adopté (p. 6003).

Article 20 *(modification ou abrogation de divers articles de la loi du 24 juillet 1966) :* amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 52 de M. Paul Chomat (actions de garantie déposées par les administrateurs de société) : rejeté ; amendement n° 84 du Gouvernement (négociabilité des actions représentatives d'un apport en nature) ; amendement n° 17 rectifié de la commission (augmentation de capital) ; amendement n° 84 : retiré (p. 6024) ; amendement n° 17 : rejeté ;

- article 20 : adopté après modification.

Après l'article 20 : amendement n° 88 rectifié de M. Yvon Briant (article 28 de la loi du 24 juillet 1966 ; principe de prohibition de l'immixtion des commanditaires dans la gestion) : retiré ; amendement n° 93 du Gouvernement (même objet) : adopté ; amendement n° 85 du Gouvernement (pénalités prévues pour le respect des règles de la négociabilité des actions en cas d'augmentation de capital ou en cas d'apport) (p. 6025) : adopté ; amendement n° 53 du Gouvernement (entreprises de spectacles) ; S.A.R.L. constituant la forme juridique la mieux adaptée au régime du spectacle ; nécessité de donner une assise légale à l'ensemble de ces sociétés (p. 6026) ; loi sur le mécénat ; nécessité de garder la possibilité pour certaines entreprises de spectacles de garder leur statut d'association ; sous-amendement oral du Gouvernement (possibilité pour certaines entreprises de spectacles de rester sous le statut des associations) ; sous-amendement oral du Gouvernement : adopté ; amendement n° 53 : adopté après modification.

Chapitre II

Avant l'article 21 : amendements n° 86 et 30 corrigé (intitulé du chapitre II) : réservés jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 21.

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages)* débat sur le contenu de cet article (p. 6027, 6028, 6029, 6030, 6031, 6032, 6033, 6034, 6035) ; amendements identiques n° 18 de la commission et n° 48 de M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté ; amendement n° 76 de M. Pierre Mazeaud (régime fiscal des donations entre vifs faites à un tiers) ; amendement n° 78 de M. Jacques Roger-Machart (même objet) (p. 6036) ; rejetés (p. 6037) ; amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (précisant que la donation-partage qui gratifie des enfants et descendants peut bénéficier dans les mêmes conditions à des tiers) ; *rappel au règlement* de M. Jacques Roger-Machart (p. 6042) ; modification du régime de la donation-partage (p. 6043) ; amendement n° 31 corrigé : adopté après consultation de l'Assemblée par assis et levé, l'épreuve à main levée étant déclarée douteuse ; amendement n° 89 de M. Philippe Marchand : devenu sans objet ; amendement n° 90 de M. Philippe Marchand soutenu par M. Jacques Roger-Machart (modification du régime de la donation-partage s'appliquant à la seule transmission d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Philippe Marchand (précisant que le tiers peut obtenir le don en totalité quel qu'en soit l'excédent au-delà de la portion disponible sauf à récompenser la succession) : rejeté ;

- article 21 : adopté au scrutin public aprés modification (p. 6044).

Après l'article 21 : amendement n° 79 de M. Jacques Roger-Machart (tendant à favoriser les donations d'entreprises à leurs salariés) : rejeté ; amendement n° 92 de M. Philippe Marchand soutenu par M. Jacques Roger-Machart (prévoyant que tout intéressé peut saisir le tribunal de commerce qui statuera sur l'aptitude du donataire à gérer l'entreprise et à s'y maintenir) : rejeté.

Avant l'article 21 (amendement précédemment réservé) (p. 6045) ; intitulé du chapitre II : « Chapitre II : dispositions concernant les donations-partages et les testaments-partages » ; amendement n° 86 de M. Jacques Roger-Machart (nouvel intitulé du chapitre II : dispositions concernant la transmission d'entreprises à titre gratuit) : rejeté ; amendement n° 30 corrigé du gouvernement (suppression des mots « et des testaments-partages » dans l'intitulé du chapitre II) : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du chapitre II est modifié.

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Avant l'article 22 : amendement n° 1 du gouvernement soutenu par M. Alain Madelin (souscription en numéraire au capital des sociétés nouvelles créées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1990) ; création d'entreprises ; opération « chance » (p. 6046) ; aide à la création d'entreprises aux Etats-Unis ; mobilisation de l'épargne de proximité en faveur des entreprises ; sociétés de capital risque ; politique socialiste en matière d'aide à la création d'entreprises entre 1981 et 1986 ; nécessité d'exonérer les entreprises nouvellement créées de l'impôt sur les bénéfices ; démocratisation de l'accès au capital et au moyens de financement (p. 6047) ; importance de la mobilisation de l'épargne de proximité dans la création d'entreprises aux Etats-Unis ; exonération de l'impôt sur les bénéfices ; adopté ; amendement n° 77 de M. Jacques Roger-Machart (transmission des entreprises à titre onéreux ; avantages fiscaux au profit des salariés rachetant une entreprise) (p. 6048, 6049) ; rachat d'entreprises par les salariés ; rejeté ; amendement n° 80 de M. Jacques Roger-Machart (impossibilité pour les héritiers de bénéficier des avantages prévus à l'article 790 du code gnéral des impôts en même temps que des avantages fiscaux du rachat d'une entreprise par les salariés) ; rejeté.

Article 22 *(article 62 du code général des impôts et régime fiscal du gérant majoritaire de S.A.R.L.) :* adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 23 de M. André Fanton (tendant à élever le seuil en-dessous duquel les plus-values de cession sur les fonds de commerce et les clientèles

des professions libérales ne sont pas imposables) (p. 6050) ; études menées par la commission Aicardi sur les problèmes de la transmission du patrimoine de l'imposition et de la fiscalité ; rejeté ; amendement n° 35 corrigé de M. Jean-Claude Martinez (appréciation de la durée d'exercice de l'activité en cas de pension d'un fonds de commerce en location-gérance) ; retiré ; amendement n° 24 rectifié de M. André Fanton (prévoyant un abattement de 5 p. 100 par année à partir de la cinquième année d'exploitation pour les plus-values réalisées dans le cadre de lfa cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) ; existence d'une tel système d'abattement pour les plus-values foncières (p. 6051) ; mesures d'allègement pour les petites et moyennes entreprises soumises à l'impôt sur le revenu ; rapport Aicardi ; absence de signature du projet de loi par M. Albin Chalandon ; adopté.

Article 23 *(article 719, 724, et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutation de fonds de commerce) :* nécessité d'un abaissement des droits de mutation (p. 6052) ; droit d'apport de mutation et de taxation des plus-values ; pénalisation de l'adaptation des sociétés de capitaux ou de personnes à la forme juridique la meilleure pour le développement de leur activité ; amendement n° 65 de M. Paul Chomat soutenu par M. Daniel Le Meur (tendant à ramener à 4,80 p. 100 les droits de mutation sur les fonds de commerce) ; inopportunité du système actuel faisant dépendre le montant des droits d'enregistrement de la forme juridique de l'entreprise et non de la valeur du patrimoine transmis (p. 6053) ; rejeté ; amendement n° 32 du gouvernement (réduisant les droits perçus pour les transmissions des petits fonds de commerce grâce à un abattement fonction de l'assiette du droit) ; sous-amendement n° 82 de M. André Fanton (tendant à porter l'abattement prévu par le gouvernement de 100 000 F pour les fonds de commerce pour lesquels l'assiette du droit n'excède pas 200 000 F à 150 000 F) ; amendement n° 34 de M. Jean-Claude Martinez (tendant à réduire le taux des droits de mutation de 13,80 p. 100 à 12,80 p. 100) ; propos de M. André Fanton qui espère que son amendement sur les plus-values ne sera pas supprimé par une deuxième délibération ; insuffisance du projet d'abattement de base des droits de mutation des fonds de commerce (p. 6054) ; sous-amendement n° 82 : retiré ; amendement n° 32 : adopté ; amendement n° 34 : devenu sans objet ; amendements n° 22 corrigé de M. André Fanton et 19 corrigé de la commission : devenus sans objet ;

- article 23 : adopté après modification.

Après l'article 23 : amendement n° 21 de la commission (suppression de la procédure d'agrément prévue à l'article 151 *octies* du code général des impôts) ; reprise de cet amendement par le gouvernement afin de lever le gage ; amendement n° 21, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 81 de M. Jacques Roger-Machart (réduction des droits de mutation et augmentation des plus-values sur la cession des droits sociaux) : rejeté ; amendement n° 28 corrigé de M. Gérard Trémège (suppression du droit d'enregistrement de 4,80 p. 100 sur les cessions d'actions) (p. 6055) ; retiré ; amendement n° 87 de M. Yvon Briant (prévoyant un abattement de 50 p. 100 sur l'assiette des biens professionnels pour la perception des droits de mutation à condition que le successible les consacre pendant un délai d'au moins cinq ans) ; non soutenu ; amendement n° 36 de M. Jean-Claude Martinez (exonération des droit de mutation à titre gratuit pour les biens affectés à une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale dont la valeur n'excède pas un million de francs) : retiré ; amendement n° 37 de M. Jean-Claude Martinez (prévoyant une limitation du taux des droits de mutation à titre gratuit à 20 p. 100 lorsque les biens font partie de l'actif d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, agricole, ou libérale) : retiré ; amendement n° 27 de M. Gérard Trémège (droit applicable aux apports de fonds de commerce ou d'une clientèle à une société) ; amendement n° 26 de M. Gérard Trémège (même objet) (p. 6056) ; amendements 26 et 27 : retirés ; amendement n° 20 de la commission (réduisant à 3 p. 100 le taux de la taxe d'incorporation au capital des bénéfices des réserves ou des provisions) : adopté après consultation de l'Assemblée par assis et levé, l'épreuve à main levée ayant été déclarée douteuse ; amendement n° 2 du gouvernement (suppression du monopole de la chambre syndicale des banques populaires pour la garantie des sociétés de caution mutuelle) ; adopté ; amendement n° 33 du gouvernement (étalement sur trois exercices de l'imposition du bénéfice réalisé au cours de sa première année par une société créée pour la reprise d'une entreprise industrielle en difficulté) (p. 6057) ; adopté ; amendement n° 66 de M. Paul Chomat soutenu par M. Daniel Le Meur (prévoyant un stage d'initiation à la gestion préabable à l'inscription au registe du commerce) ; plafond des ressources ouvrant droit à l'indemnité de départ pour les artisans ; rejeté.

Article 24 : *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Explications de vote (p. 6058)

Chefs d'entreprise (formation des -) : *Chomat (Paul)* (p. 6058).

Création d'entreprises : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 6060) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6060).

Garde des sceaux (absence d'association du - à la réforme) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6059).

P.M.E. (difficultés des -) : *Chomat (Paul)* (p. 6058).

Transmission des entreprises (dispositif adopté) : *Chomat (Paul)* (p. 6058) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6059) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6059) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 6060) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 6060) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6060, 6061).

Transmission des entreprises (fiscalité notamment imposition des plus-values) : *Chomat (Paul)* (p. 6058, 6059) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6059) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 6060) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6061).

Abstention du groupe socialiste : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 6060).

Vote hostile du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 6059).

Vote hostile du groupe Front national : *Perdomo (Ronald)* (p. 6060).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Limouzy (Jacques)* (p. 6059).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Deprez (Léonce)* (p. 6059).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1987] (p. 8003).

Amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire : *Mazeaud (Pierre)* (p. 8003, 8004) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8007).

Voir aussi les rappels au règlement.

Droit des sociétés (simplification du -) : *Blot (Yvan)* (p. 8005).

Entreprises devant être transmises dans les prochaines années : *Chavanes (Georges)* (p. 8007) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 8008).

Fiscalité des entreprises :

- mutation des petits fonds de commerce : *Blot (Yvan)* (p. 8004, 8005) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8007).

- plus-values professionnelles : *Chavanes (Georges)* (p. 8007).

- sociétés nouvelles (souscription au capital des -) : *Chavanes (Georges)* (p. 8007).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 8005) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8005) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 8006).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 8005) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8005) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 8006).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 8006) ; *Juppé (Alain)* (p. 8006).

Tabac (droits sur le) :

Transmission d'entreprises :

- aux salariés : *Bassinet (Philippe)* (p. 8008).

- donation-partage (extension aux tiers du régime de la -) : *Blot (Yvan)* (p. 8004) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8007) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 8008).

- donation simple : *Chavanes (Georges)* (p. 8007).

- droits d'enregistrement (complexité) : *Bassinet (Philippe)* (p. 8008).

- entreprises (distinction de l'- des autres biens) : *Blot (Yvan)* (p. 8004) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 8008).

Ventes à crédit : *Chavanes (Georges)* (p. 8007).

Vote bloqué (demande du Gouvernement pour l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution) : *Chavanes (Georges)* (p. 8007) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 8007, 8008).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8008 à 8012).

Discussion des articles [21 décembre 1987] (p. 8012).

Article 20 : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du régime dit de garantie des actions détenues par les dirigeants) ; vote réservé.

Article 21 : amendement n° 2 du Gouvernement (précisant que la donation-partage qui gratifie les enfants et descendants peut bénéficier à d'autres personnes dans les mêmes conditions qu'aux successibles et avec les mêmes effets) ; nombre d'entreprises devant changer de dirigeant dans les prochaines années ; nécessité de tenir compte de la donation simple pour le cas des héritiers uniques ; notion d'entreprise (p. 8012) ; nécessité de ne retenir que les biens professionnels ; but du texte étant de faciliter la transmission des entreprises en zone rurale ; lutte contre l'exode ; donation simple ; impossibilité de définir la notion d'entreprise (p. 8013) ; droit des entreprises en difficulté ayant donné lieu à une définition de l'entreprise ; vote réservé.

Article 21 *ter* : amendement n° 3 du Gouvernement (suppression du paragraphe II de cet article) : vote réservé.

Article 21 *sexies* : amendement n° 4 du Gouvernement (souscription au capital initial et aux augmentations de capital des sociétés nouvelles) : vote réservé.

Article 21 *octies* : amendement n° 5 du Gouvernement (réduction des droits de mutation sur les fonds de commerce) : vote réservé.

Article 22 *bis* : amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (limite des recettes dans lesquelles les plus-values professionnelles sont exonérées) (p. 8014) ; nécessité d'une révision globale de la législation sur les plus-values ; vote réservé.

Article 23 *quinquies* : amendement n° 7 du Gouvernement (suppression du paragraphe II de cet article) : vote réservé.

Article 24 B : amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (tendant à compléter le dispositif relatif au crédit promotionnel) ; extension de l'obligation de rabais pour paiement comptant au cas où le crédit gratuit ou promotionnel est consenti par un tiers et non directement par le vendeur, au cas où le crédit gratuit ou promotionnel concerne une prestation de service et non seulement l'achat d'un bien (p. 8015) ; modalités de calcul du rabais devant être indiquées par décret (p. 8016) ; vote réservé.

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte proposé par la commission paritaire, modifié par les amendements n° 1 à 8 rectifié déposés par le Gouvernement.

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements n° 1 à 8 rectifié du Gouvernement (p. 8016).

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 décembre 1987] (p. 8075).

Exode rural (lutte contre l'-) : *Chavanes (Georges)* (p. 8077).

Fiscalité des entreprises (mutation du fonds de commerce) : *Blot (Yvan)* (p. 8076).

Texte de la commission mixte paritaire (rejet par le Sénat du -) : *Blot (Yvan)* (p. 8075, 8076).

Transmission d'entreprises :

- droit de mutation : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8078) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8078).

- capacité du repreneur : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8077).

- donation-partage (limitation de l'extension au tiers de la - aux seules transmissions d'entreprises individuelles) : *Blot (Yvan)* (p. 8076) ; *Chavanes (Georges)* (p. 8076, 8077) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8078).

- donation simple : *Blot (Yvan)* (p. 8076).

- mutations et transmissions d'entreprises à titre gratuit et onéreux : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8077).

- sociétés (cas de la transmission des entreprises ayant la forme de -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8077).

Discussion des articles [23 décembre 1987] (p. 8078).

Chapitre Ier : *dispositions relatives au droit des sociétés.*

Article 1er AA : amendements identiques n° 1 du Gouvernement et 32 de la commission (tendant à revenir au texte de la commisson mixte paritaire) ; amendement n° 1 : retiré ; amendement n° 32 : adopté :

- article 1er AA, ainsi modifié : adopté (p. 8078).

Article 1er A : amendements identiques n° 2 du Gouvernement et n° 33 de la commission (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) ; amendement n° 2 : retiré ; amendement n° 33 : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendements identiques n° 3 du Gouvernement et n° 34 de la commission (tendant à revenir au texte adopté par la commission mixte paritaire) ; amendement n° 3 : retiré ; amendement n° 34 : adopté ;

- en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 3.

Article 5 : adopté.

Article 6 *ter* : adopté.

Article 6 *quater* : adopté.

Article 8 *quinquies* : adopté.

Article 7 *bis* : amendement n° 4 du Gouvernement (visant à fixer un minimum de trois administrateurs (p. 8079) : adopté ;

- article 7 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *ter* : adopté.

Article 8 *bis* A : amendement n° 35 de la commission (de suppression) : rejeté ;

- article 8 *bis* **A :** adopté.

Article 8 *bis* B : amendements identiques n° 5 du Gouvernement et n° 36 de la commission (de suppression) ; amendement n° 5 : retiré ; amendement n° 36 : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 9 *bis* : adopté.

Article 9 *quater* : amendement n° 6 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 8080) ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 10 : amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 : amendements identiques n° 8 du Gouvernement et n° 37 de la commission (précisant qu'en cas d'augmentation de capital les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci) ; amendement n° 8 : retiré ; amendement n° 37 : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis* A : amendements n° 9 du Gouvernement et n° 38 de la commission (de suppression) ; amendement n° 9 : retiré ; amendement n° 38 : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 *bis* B : amendements identiques n° 10 du Gouvernement et n° 39 de la commission (de suppression) ; amendement n° 10 : retiré ; amendement n° 39 : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 *bis* : adopté (p. 8081).

Article 11 *ter* : supprimé par le Sénat ; amendements n° 11 du Gouvernement et n° 40 de la commission (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) ; amendement n° 11 : retiré ; amendement n° 40 : adopté ;

– en conséquence, cet article est rétabli.

Article 15 : amendements identiques n° 12 du Gouvernement et n° 41 de la commission (tendant à revenir au texte élaboré par la commission mixte paritaire) ; amendement n° 12 : retiré ; amendement n° 41 : adopté ;

– en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 15.

Article 16 : amendements identiques n° 13 du Gouvernement et n° 42 de la commission (rétablissement du texte élaboré en commission mixte paritaire) ; amendement n° 13 : retiré ; amendement n° 42 : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 16 *bis* : adopté.

Article 16 *ter* : adopté.

Article 16 *quater* : adopté.

Article 20 (p. 8082) : amendement n° 14 du Gouvernement (reprenant pour l'essentiel le texte de la commission mixte paritaire et prévoyant la suppression du régime dit de garantie des actions détenues par les dirigeants) : adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *bis* A : amendements identiques n° 15 du Gouvernement et n° 43 de la commission (de suppression) ; amendement n° 15 : retiré ; amendement n° 43 : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 20 *ter* : amendement n° 16 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

– article 20 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *quater* : adopté.

Article 20 *quinquies* A : amendement n° 17 du Gouvernement (revenant au texte de la commission mixte paritaire) : adopté ;

– article 20 *quinquies* A, ainsi modifié : adopté (p. 8083).

Article 20 *quinquies* : adopté.

Article 20 *sexies* : amendements identiques n° 18 du Gouvernement et n° 44 de la commission (de suppression) ; amendement n° 18 : retiré ; amendement n° 44 : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 *septies* : amendements identiques n° 19 du Gouvernement et n° 45 de la commission (de suppression) ; amendement n° 19 : retiré ; amendement n° 45 : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 *octies* : adopté.

Article 20 *nonies* : amendements identiques n° 20 du Gouvernement et n° 46 de la commission (de suppression) ; amendement n° 20 : retiré ; amendement n° 46 : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprise.*

Section I : *division et intitulé nouveaux.*

Avant l'article 21 (p. 8084) ; amendement n° 54 de M. Jacques Roger-Machart (p. 8085) (transmission d'une entreprise par rachat des salariés ou de tiers repreneurs) ; amendement n'étant pas discuté à la bonne place ; rejeté.

Article 21 (p. 8086) ; modification du texte au cours de l'examen par le Parlement ; problème de la référence aux biens corporels et incorporels affectés à l'entreprise ; droit civil français ne connaissant que les notions de biens mobiliers et immobiliers ; texte ne visant plus les entreprises sous forme de société ; système de la donation simple ; nature fiscale du problème de la transmission d'entreprise (p. 8087) ; intérêt comparé de la donation simple et de la donation partage ; transmission d'entreprise à un tiers extérieur à la famille ; problème de la compétence du donataire ; regret de M. Jacques Roger-Machart que le président de la commission des finances n'ait pas accepté de se saisir pour avis du texte ; droit de mutation payé par les bénéficiaires de donation partage étant différent qu'il s'agisse d'un enfant ou d'un tiers (p. 8088) ; limitation du texte à l'entreprise individuelle ; nature fiscale du problème de la transmission d'entreprise ; droit de succession ; extension de la donation partage à des tiers ; limitation du texte aux entreprises individuelles pour lutter contre l'exode rural (p. 8089) ; amendement n° 55 de M. Jacques Roger-Machart (permettant au tiers donataire extérieur à une famille de bénéficier purement et simplement du droit de la transmission en ligne directe) ; amendement n° 21 du Gouvernement (précisant la nature des biens susceptibles d'être attribués aux tiers) ; problème des tarifs de droit de succession ; fiscalité sur le patrimoine (p. 8090) ; amendement n° 55 : rejeté ; sous-amendement n° 61 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 du Gouvernement (étendant le champ d'application de l'amendement n° 21 aux entreprises sous forme de société) ; entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (p. 8091) ; notion d'entreprise ; débat sur la limitation du texte aux entreprises individuelles ; notion de biens corporels et incorporels étant étrangère au droit français qui ne connaît que les notions de biens mobiliers et immobiliers (p. 8092) ; sous-amendement n° 61 rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 60 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 (retirant les professions libérales du cadre des entreprises visées par l'amendement n° 21) ; débat sur l'activité des professions libérales (p. 8093) ; définition juridique de l'entreprise ne pouvant qu'offrir le cas des professions libérales dont l'activité économique est attachée à la personne du professionnel ; sous-amendement n° 60 : rejeté ; sous-amendement n° 56 de M. Jacques Roger-Machart (précisant que, au-delà de la portion disponible, le tiers peut retenir le don en totalité quel qu'en soit l'excédent sauf à récompenser la succession) : rejeté ; sous-amendement n° 53 de M. Pierre Mazeaud (précisant que, lorsqu'elle porte sur une entreprise individuelle à caractère industriel, commercial, artisanal, agricole et libéral, la donation entre vifs bénéficie de la réduction des droits prévus à l'article 790 du code général des impôts) ; travail fait par la CMP (p. 8094) ; amendement déposé sur le texte de la CMP par le Gouvernement ; donation simple, sous-amendement n° 59 : rejeté ; amendement n° 21 : adopté au scrutin public.

– en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 21.

Après l'article 21 : amendement n° 57 de M. Jacques Roger-Machart (aptitude du donataire à gérer l'entreprise (p. 8095) ; rejeté.

Article 21 *bis* : amendements identiques n° 22 du Gouvernement et n° 47 de la commission (de suppression) ; amendement n° 22 : retiré ; amendement n° 47 : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 21 *ter* : amendement n° 23 du Gouvernement (suppression d'un gage) : adopté ;

– article 21 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *quater* : amendements identiques 24 du Gouvernement et 48 de la commission (de suppression) ; amendement n° 24 : retiré (p. 8096) ; amendement n° 48 : adopté ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 21 *quinquies* : adopté.

Article 21 *sexies* : amendement n° 25 du Gouvernement (tendant à permettre au dispositif d'incitation à la création d'entreprises de jouer rapidement et aux augmentations de capital nécessaires à leur fonctionnement de se réaliser) ; création d'entreprises ; adopté ;

– article 21 *sexies*, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *septies* : adopté.

Section 2 : *dispositions concernant les transmissions d'entreprises à titre onéreux.*

Division et intitulé nouveaux.

Article 21 *octies* (p. 8097) : amendement n° 26 du Gouvernement (droits de mutation sur les transmissions d'entreprises à titre onéreux) : adopté ;

- article 21 *octies*, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *dispositions fiscales diverses.*

Article 22 A : supprimé par le Sénat.

Article 22 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement n° 58 de M. Jacques Roger-Machart (tendant à éviter le cumul des avantages fiscaux du rachat d'une entreprise par les salariés et des avantages octroyés d'une dotation-partage) ; amendements identiques n° 27 du Gouvernement et n° 49 de la commission (plus-values sur les petits fonds de commerce) (p. 8098) ; amendement n° 58 : rejeté ; amendements n°s 27 et 49 : adoptés ;

- en conséquence, cet article est rétabli.

Article 23 : supprimé par le Sénat.

Article 23 *bis* : supprimé par le Sénat.

Article 23 *ter* : supprimé par le Sénat.

Article 23 *quater* : supprimé par le Sénat.

Article 23 *quinquies* : amendement n° 28 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté ;

- article 23 *quinquies*, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV : *dispositions d'application.*

Division et intitulé nouveaux.

Avant l'article 24 : amendement n° 50 de la commission (rédaction de l'intitulé du chapitre IV : dispositions diverses) : adopté ;

- en conséquence, l'intitulé du chapitre IV est rédigé sous la forme suivante : *« dispositions diverses »*.

Amendement n° 30 du Gouvernement (tendant à éviter les distorsions entre les ventes à crédit et les ventes au comptant) (p. 8099) ; amendement n° 51 de la commission (même objet) ; amendement n° 51 : retiré ; amendement n° 30 : adopté.

Article 24 : amendements identiques n° 31 du Gouvernement et n° 52 de la commission (rétablissement du texte élaboré par la commission mixte paritaire) ; amendement n° 31 : retiré ; amendement n° 52 : adopté ;

- en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 24.

Explications de vote (p. 8100).

Charges des entreprises : *Chavanes (Georges)* (p. 8101).

Transmission des entreprises :

- droits de mutation (niveau des -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8100) ;

- entreprises individuelles (limitation du projet de loi aux -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8100).

- notion d'entreprise individuelle libérale : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8100).

- repreneurs (compétences des -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8100).

- zones rurales (transmission des entreprises en -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 8101).

Vote hostile du groupe socialiste : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 8100).

Vote hostile du groupe Front national : *Chaboche (Dominique)* (p. 8101).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Fanton (André)* (p. 8101).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gengenwin (Germain)* (p. 8101).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 8101).

8. - Proposition de loi n° 872 tendant à faciliter la **transmission des entreprises** par l'allégement des droits de mutation à titre gratuit.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par MM. Jean-Claude Martinez et Charles de Chambrun. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

9. - Proposition de loi n° 1047 tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Jean-Pierre Schenardi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Ronald Perdomo (3 décembre 1987).

10. - Proposition de loi n° 1120 relative à la **domiciliation des entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales* **9.**
Commerce extérieur **5.**
Communautés européennes **6.**
Culture **1.**
Elections et référendums **42, 43.**
Emploi et activité **7.**
Enseignement technique et professionnel **4.**
Impôts et taxes **11.**
Tourisme et loisirs **6.**
Travail **24.**

ENTREPRISES (création et transmission d'-)

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles, avant l'article 19.

- d'armements

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés, après l'article 66.

Domiciliation

Voir *Entreprises* **10.**

Petites -

Voir *Questions au Gouvernement* **431.**

Rachat d'une entreprise par ses salariés

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443). - Avant la discussion des articles et article 16.

Relations écoles-entreprises

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Éducation nationale.

Transferts d'-

Voir *Entreprises* **7.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, commerce et artisanat.

Transmission d'-

Voir *Entreprises* **5.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

2. - Rapport d'information déposé par M. Alain Chastagnol en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur **le bilan des entreprises publiques non financières (n° 786)** [21 mai 1987].

3. - Projet de loi n° 1000 relatif à la **transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du tourisme. - Renvoi à la commission de la production et des

échanges. - Rapporteur : M. Franck Borotra (5 novembre 1987). - Rapport n° **1093** (3 décembre 1987). - Discussion le 12 décembre 1987.

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 1987] (p. 7233, 7261, 7287).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Bassinet (Philippe)* (p. 7236 à 7243) ; *Ducoloné (Guy)* (inscrit contre, communiste) (p. 7243 à 7253) ; *Borotra (Franck)* (rapporteur) (p. 7253 à 7255) ; rejetée au scrutin public (p. 7255).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Le Garrec (Jean)* (p. 7261 à 7265) ; *Hage (Georges)* (inscrit contre, communiste) (p. 7265 à 7278) ; *Borotra (Franck)* (rapporteur) (p. 7278 à 7280) ; rejetée au scrutin public (p. 7280).

Absence de concertation sur le projet : *Bassinet (Philippe)* (P. 7242) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7244) ; *Hage (Georges)* (p. 7266) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7303).

Automobile (industrie -) :

- Dalle (rapport -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7246, 7247) ; *Hage (Georges)* (p. 7276).

- situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) : *Borotra (Franck)* (p. 7235) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7237, 7239, 7241) ; *Hage (Georges)* (p. 7270) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7288) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7291) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7303, 7304).

- situation de l'industrie automobile internationale : *Borotra (Franck)* (p. 7234) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7243) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7262) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7287, 7288) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7291) ; *Margnes (Michel)* (p. 7297, 7298).

Chapelle-Darblay : *Margnes (Michel)* (p. 7298) ; *Madelin (Alain)* (p. 7299, 7300).

Communiste (opposition -) : *Madelin (Alain)* (p. 7234) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7244, 7249, 7250, 7253) ; *Hage (Georges)* (p. 7267, 7278) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7287) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7295).

Constitutionnalité du projet : *Borotra (Franck)* (p. 7253).

Crise économique et monétaire : *Le Garrec (Jean)* (p. 7263) ; *Borotra (Franck)* (p. 7279) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7290).

Entreprise publiques (fonctionnement des -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7248, 7249).

Immigration (politique d'- menée avant 1981) : *Le Garrec (Jean)* (p. 7263) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7290) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7296).

Incidents survenus devant le Palais-Bourbon : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7248) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7249, 7261) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7261) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7287).

Opinion publique (sondage I.P.S.O.S. du 25 octobre 1987) : *Borotra (Franck)* (p. 7279, 7280).

Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l' -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 7238, 7239, 7240) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7244, 7245) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7265) ; *Hage (Georges)* (p. 7268) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7292, 7293) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7293) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7295) ; *Margnes (Michel)* (p. 7299).

Ordre du jour : *Bassinet (Philippe)* (p. 7236, 7237) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7261) ; *Hage (Georges)* (p. 7266) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7290) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7301) ; *Madelin (Alain)* (p. 7304, 7306).

Rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : *Deschamps (Bernard)* (p. 7261) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7261).

Rappel au règlement de M. Pierre Descaves : *Descaves (Pierre)* (p. 7278) ; *Margnes (Michel)* (p. 7278) ; *Hage (Georges)* (p. 7278).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 7280, 7281).

Renault - R.N.U.R. :

- atteinte aux libertés syndicales : *Ducoloné (Guy)* (p. 7247) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7247, 7294) ; *Hage (Georges)* (p. 7276).

- cessions de Renault : *Ducoloné (Guy)* (p. 7251, 7252) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7251).

- déclaration de M. Lévy : *Hage (Georges)* (p. 7267, 7269).

- endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Borotra (Franck)* (p. 7235, 7236) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7240, 7241, 7242) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7250) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7263) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7288) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7289) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7292, 7293) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7296) ; *Margnes (Michel)* (p. 7298) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7302, 7303) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7304).

- Etat (engagement et intervention de l' - actionnaire) : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Borotra (Franck)* (p. 7235) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7239) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7248, 7249) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7262, 7263, 7264) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7288) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7292).

- implantation à l'étranger : *Ducoloné (Guy)* (p. 7246) ; *Hage (Georges)* (p. 7269, 7270).

- législation européenne (règles de la - du traité de Rome et de l'Acte unique européen) : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Borotra (Franck)* (p. 7235, 7280, 7304) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7237, 7241) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7250) ; *Hage (Georges)* (p. 7269) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7287) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7288, 7290) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7293) ; *Margnes (Michel)* (p. 7297) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7301, 7302) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 7304).

- politique menée par MM. Besse et Lévy : *Borotra (Franck)* (p. 7235) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7247) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7262) ; *Hage (Georges)* (p. 7270, 7276) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7288).

- privatisation (camouflée) : *Bassinet (Philippe)* (p. 7238, 7243) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7243, 7244, 7248, 7250, 7251, 7252) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7247, 7294) ; *Borotra (Franck)* (p. 7253) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7263) ; *Hage (Georges)* (p. 7266) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7291).

- privatisation (nécessité de -) : *Descaves (Pierre)* (p. 7290) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7296).

- productions et innovation technologique : *Bassinet (Philippe)* (p. 7239, 7240) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7245, 7246) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7292) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7293) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7302).

- Renault - Douai : *Hage (Georges)* (p. 7270, 7271).

- Renault véhicules industriels : *Chomat (Paul)* (p. 7300, 7301).

- responsabilité des gouvernements de droite dans la crise : *Bassinet (Philippe)* (p. 7239, 7241) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7244, 7245) ; *Borotra (Franck)* (p. 7254, 7279) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7262) ; *Hage (Georges)* (p. 7278) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7296) ; *Margnes (Michel)* (p. 7297).

- responsabilité des gouvernements socialistes dans la crise : *Borotra (Franck)* (p. 7234, 7279) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7244) ; *Hage (Georges)* (p. 7267) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7295, 7296).

- restructuration financière : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7237, 7242) ; *Borotra (Franck)* (p. 7254, 7279, 7304).

- rôle social (et acquis sociaux) : *Bassinet (Philippe)* (p. 7239, 7240, 7243) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7245, 7246) ; *Hage (Georges)* (p. 7266, 7269, 7272, 7273, 7274, 7275, 7276) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7293).

- salariés (situation et opinion des -) : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Borotra (Franck)* (p. 7236, 7254, 7255) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7240) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7244, 7246, 7253, 7254) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7263, 7264) ; *Hage (Georges)* (p. 7269, 7272, 7277, 7278) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7292) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7302, 7303).

- solutions pour sortir Renault de la crise : *Ducoloné (Guy)* (p. 7252, 7253) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7265) ; *Hage (Georges)* (p. 7270) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7272, 7294, 7295).

- statut actuel (historique et conséquences du -) : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Borotra (Franck)* (p. 7234, 7235, 7236, 7254) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7237, 7238, 7239, 7243) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7262) ; *Hage (Georges)* (p. 7267, 7268) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7287) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7295) ; *Margnes (Michel)* (p. 7296).

- surcoût social par rapport à ses concurrents : *Borotra (Frank)* (p. 7236, 7280) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7290).

- transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la -) : *Madelin (Alain)* (p. 7233) ; *Borotra (Franck)* (p. 7236, 7280, 7304) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7242) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7250, 7252) ; *Hage (Georges)* (p. 7266, 7277) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7288) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7289) ; *Le Baill (Georges)* (p. 7290, 7291) ; *Margnes (Michel)* (p. 7299) ; *Dhaille (Paul)* (p. 7302).

4. - Proposition de loi n° 1137 tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre **diverses mesures d'ordre économique et social** et relative à la **durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 décembre 1987 par M. Robert-André Vivien. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (17 décembre 1987). - Rapport n° **1166** (18 décembre 1987). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **217.**

Sénat. (première lecture). - n° **192** (1987-1988). - Dépôt le 19 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **194** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **68.**

Loi n° 88-2 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 165).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] (p. 7841).

Dénationalisation : *Peyron (Albert)* (p. 7842).

Limite d'âge de hauts fonctionnaires (report de la -) : *Sapin (Michel)* (p. 7842).

Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (durée du mandat des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7841) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7842) ; *Sapin (Michel)* (p. 7842).

Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (limite d'âge des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7841) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7842) ; *Peyron (Albert)* (p. 7842) ; *Sapin (Michel)* (p. 7842).

Discussion de l'article unique (p. 7843).

Article unique *(report de la limite d'âge des présidents des sociétés privatisables jusqu'à l'expiration de leur mandat de trois ans) :* adopté (p. 7843).

Voir *Politique économique et sociale* **9, 12.**
Travail **24.**

Limite d'âge des présidents des privatisables -

Voir *Entreprises publiques* **4.**

Renault

Voir *Questions au Gouvernement* **619.**

ENTREPRISE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITÉ LIMITÉE (E.U.R.L.)

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, article 14.

ENVIRONNEMENT

5. - Proposition de loi n° 826 tendant à **réduire** les **nuisences occasionnées** à l'urbanisation existante par les **recherches pétrolières.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain (12 novembre 1987).

6. - Proposition de résolution n° 827 tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les **conséquences des essais nucléaires français de Mururoa sur l'environnement.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 4 juin 1987 par M. Michel Peyret et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy. - Rapport n° **966** (8 octobre 1987).

7. - Proposition de loi n° 919 tendant à réformer l'**enquête publique** dans le cadre de la **protection de l'environnement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Gérard Kuster. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Lucien Jacob (12 novembre 1987).

8. - Projet de loi n° 980 tendant à modifier les **conditions d'accomplissement des travaux d'élagage aux abords de lignes téléphoniques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Alain Bonnet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Noël Ravassard (26 novembre 1987).

9. - Projet de loi n° 1001 modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, **réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Ambroise Guellec, secrétaire d'État à la mer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Bécam (5 novembre 1987).

10. - Rapport d'information de M. Pierre Weisenhorn déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la production et des échanges, sur la **pollution du Rhin par les chlorures** et le **marché du sel en Europe (n° 1162)** [17 décembre 1987].

11. - Proposition de loi n° 1195 tendant à la préservation du **patrimoine halieutique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Bois et forêts* **5.**
Communautés européennes **6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Environnement ; Industrie : examen des crédits.
Mines et carrières **2, 3.**
Questions au Gouvernement **313, 315, 322.**
Sécurité civile **1.**
Transports **10.**

ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT

1. - Projet de loi n° 443 sur l'**épargne** (déclaration d'urgence) (voir table 1986).

Lettre rectificative n° **618** (2 avril 1987).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapport n° **821** (2 avril 1987). - Rapporteur pour avis : M. Jean-Philippe Lachenaud (9 avril 1987). - Discussion les 15, 16 et 21 avril 1987. - Deuxième délibération (art. 9 et 16). - Adoption le 21 avril 1987. Projet de loi **n° 92.**

Sénat (première lecture) n° **195.** - Dépôt le 22 avril 1987 (1986-1987). - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jean Cluzel. - Rapport n° **212** (5 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. José Balarello. - Avis n° **204** (29 avril 1987). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. - Avis n° **215** (5 mai 1987). - Discussion les 12, 13 et 14 mai 1987. - Adoption le 14 mai 1987. Projet de loi **n° 65.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **747.** - Dépôt le 15 mai 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857). - Réunion le 27 mai 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Cluzel. - Rapport n° **244** (27 mai 1987). - Discussion le 27 mai 1987. - Adoption le 27 mai 1987. - Projet de loi **n° 73.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **791** (27 mai 1987). - Discussion le 2 juin 1987. - Adoption définitive du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements n°s 1, 2 et 3 du Gouvernement en application de l'article 44-3 de la Constitution, le 2 juin 1987. Projet de loi **n° 105.**

Loi n° 87-418 du **17 juin 1987,** publiée au *J.O.* du 18 juin 1987 (p. 6519).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi nº 443 et ceux de la loi nº 87-416

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE Ier **PLANS D'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE** **PRÉSENTATION GÉNÉRALE**			
1		Création des plans d'épargne en vue de la retraite.	Première lecture : 16 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	423-432 1789	1
2		Détermination des versements déductibles du revenu imposable.	Première lecture : 16 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	436 1789	2
	2 *bis* (A.N.)	Coordination avec le code de la sécurité sociale et le code rural.	Première lecture : 16 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	442 1789	3
3		Détermination des règles d'emploi des versements et des règles fiscales de leurs produits et plus-values.	Première lecture : 16 avril 1987 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	443 460 1789	4
4		Nature du régime fiscal applicable aux sommes retirées du P.E.R.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	461 1789	5
	4 *bis* (Sénat)	Donation de titres acquis dans le cadre du plan d'épargne en vue de la retraite.	C.M.P. : 2 juin 1987	1789	6
5		Pénalités applicables en cas de retrait intervenant avant le soixantième anniversaire.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	462 1789	7
6		Pénalités applicables en cas de retrait intervenant avant le soixantième anniversaire.	Première lecture : 21 avril 1987	464	8
7		Exonération des pénalités en cas de retrait dû au décès.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	464 1790	9
8		Attribution de crédits d'impôts.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	466	10
	8 *bis* (A.N.)	Institution d'un prélèvement libératoire forfaitaire optionnel.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	468 1790	11
	8 *ter* (Sénat)	Régime fiscal applicable aux sommes transmises par voie de succession.	C.M.P. : 2 juin 1987	1790	12
	8 *quater* (Sénat)	Régime fiscal applicable en cas de divorce ou de séparation de corps ou de biens.	C.M.P. : 2 juin 1987	1790	13
9		Coordination des règles fiscales du plan d'épargne en vue de la retraite avec d'autres règles fiscales.	Première lecture : 21 avril 1987 Seconde délibération : 21 avril 1987	472 522	14
		CHAPITRE II **OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS**			
	10 A (Sénat)	Paiement du dividende en actions.	C.M.P. : 2 juin 1987	1790	15
10		Modulation du prix de souscription et d'achat des actions dans le cadre des plans d'options de souscription et d'achat d'actions.	Première lecture : 21 avril 1987	477	16
11		Extension aux sociétés non cotées de la possibilité de consentir des options d'achat d'actions.	Première lecture : 21 avril 1987	479	17
12		Extension aux sociétés non cotées de la possibilité de consentir des options d'achat d'actions.	Première lecture : 21 avril 1987	479	18

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
13		Extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'option de souscription d'actions.	Première lecture : 21 avril 1987	479	19
	13 *bis* (A.N.)	Extension des plans d'option de souscription d'actions aux titulaires d'options ouvertes antérieurement au 1er janvier 1987.	Première lecture : 21 avril 1987	480	20
14		Aménagement des dispositions relatives au montant maximum des options de souscription ou d'achat d'actions.	Première lecture : 21 avril 1987	481	21
15		Aménagement de la durée des plans d'options sur actions.	Première lecture : 21 avril 1987	481	22
			C.M.P. : 2 juin 1987	1790	
	15 *bis* (A.N.)	Assujettissement des plans d'option d'actions des filiales des sociétés étrangères au régime de la sécurité sociale.	Première lecture : 21 avril 1987	482	23
			C.M.P. : 2 juin 1987	1790	
	15 *ter* (Sénat)	Exonération de la taxe sur les salaires pour les entreprises.	C.M.P. : 2 juin 1987	1790	24
	15 *quater* (Sénat)	Prise en compte, pour l'établissement de l'imposition en cas de cession, de la période écoulée entre la date d'attribution de l'option et de la date de cession ou de conversion des actions en titres au porteur.	C.M.P. : 2 juin 1987	1790	25
		CHAPITRE III **RACHAT D'UNE ENTREPRISE PAR SES SALARIÉS**			
16		Rachat d'une entreprise par ses salariés.	Première lecture : 21 avril 1987	482-490	26
			Seconde délibération : 21 avril 1987	523	
			C.M.P. : 2 juin 1987	1791	
	16 *bis* (A.N.)	Possibilité pour les salariés d'utiliser les sommes affectées à la réserve spéciale de participation dans le cadre d'une opération R.E.S.	Première lecture : 21 avril 1987	505	27
		CHAPITRE IV **MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ DES VALEURS MOBILIÈRES**			
17		Elargissement de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières.	Première lecture : 21 avril 1987	506	28
			C.M.P. : 2 juin 1987	1792	
18		Simplification et élargissement de la déduction fiscale des intérêts versés sur comptes courants d'associés.	Première lecture : 21 avril 1987	508	29
	18 *bis* (A.N.)	Suppression du droit d'enregistrement sur les actes portant incorporation de réserves au capital social.	Première lecture : 21 avril 1987	510	30
		CHAPITRE V **PRÊTS DE TITRES**			
19		Caractéristiques des prêts entrant dans le champ d'application du projet.	Première lecture : 21 avril 1987	511	31
			C.M.P. : 2 juin 1987	1792	
	19 *bis* (Sénat)	Régime fiscal de la rémunération allouée au prêteur en compensation du produit du titre prêté.	C.M.P. : 2 juin 1987	1792	32
20		Dispositions particulières applicables aux sociétés d'investissement à capital variable (S.I.C.A.V.) et aux fonds communs de placement (F.C.P.).	Première lecture : 21 avril 1987	511	33
21		Conséquences du prêt de titres pour le prêteur.	Première lecture : 21 avril 1987	511	34
			C.M.P. : 2 juin 1987	1792	
22		Conséquences du prêt de titre pour l'emprunteur.	Première lecture : 21 avril 1987	511	35
			C.M.P. : 2 juin 1987	1792	
23		Détermination du régime applicable en matière de plus-value en cas de cession de titres ayant antérieurement fait l'objet d'un prêt.	Première lecture : 21 avril 1987	511	36
24		Interdiction de la provision pour dépréciation et du régime fiscal de la « Société mère ».	Première lecture : 21 avril 1987	511	37

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
25		Exonération de la T.V.A. et du droit de timbre pour les opérations relatives aux contrats de prêt.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	512 1792	38
		CHAPITRE VI **ORGANISATION DU MARCHÉ A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS**			
26		Organisation du marché.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	512 1792	39
	26 *bis* (Sénat)	Coordination.	C.M.P. : 2 juin 1987	1792	40
	26 *ter* (Sénat)	Agents de change.	C.M.P. : 2 juin 1987	1792	41
27		Régime juridique des dépôts effectués en couverture ou garantie des positions prises sur le M.A.T.I.F.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	513 1793	42
		CHAPITRE VII **RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR DES MARCHÉS FINANCIERS A TERME**			
28		Régime d'imposition des opérations réalisées sur le M.A.T.I.F. et sur les marchés assimilés par des entreprises.	Première lecture : 21 avril 1987	513	43
29		Généralisation des règles fiscales du M.A.T.I.F. à tous les marchés de même nature.	Première lecture : 21 avril 1987	513	44
30		Extension aux contrats sur actions du régime fiscal applicable aux contrats sur obligations.	Première lecture : 21 avril 1987	513	45
31		Taxation forfaitaire des contrats sur instruments financiers autres que les obligations et les actions.	Première lecture : 21 avril 1987	514	46
32		Imposition des opérations sur M.A.T.I.F. réalisées à l'étranger par des contribuables ayant leur domicile fiscal en France.	Première lecture : 21 avril 1987	514	47
33		Création d'un régime fiscal professionnel et précision du régime fiscal des opérateurs habituels.	Première lecture : 21 avril 1987	514	48
34		Limitation de l'imputation de certaines pertes.	Première lecture : 21 avril 1987	514	49
		CHAPITRE VIII **RÉFORME DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE**			
35		Habilitation des caisses d'épargne et de prévoyance à réaliser des opérations en faveur de personnes morales.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	515 1793	50
36		Mesures transitoires applicables en cas de fusion ou d'absorption de caisses d'épargne et de prévoyance.	Première lecture : 21 avril 1987	516	51
37		Mesures transitoires applicables en cas de fusion ou d'absorption de caisses d'épargne et de prévoyance.	Première lecture : 21 avril 1987	516	52
	37 *bis* (Sénat)	Représentation au conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne de toute région intégralement comprise dans son ressort géographique.	C.M.P. : 2 juin 1987	1793	53
		CHAPITRE IX **MESURES DIVERSES CONCERNANT LES SOCIÉTÉS ET LEURS ACTIONNAIRES**			
	38 A (A.N.)	Augmentation de capital sur une épargne à constituer.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	517 1783	54
38		Informations fournies aux sociétés sur leurs actionnaires.	Première lecture : 21 avril 1987 C.M.P. : 2 juin 1987	517 1793	55
	38 *bis* (Sénat)	Exception à la nominativité des titres pour les porteurs minoritaires.	C.M.P. : 2 juin 1987	1794	56

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
39		Renforcement de l'obligation de déclaration.	Première lecture : 21 avril 1987	517	57
40		Obligation supplémentaire de déclaration.	Première lecture : 21 avril 1987	517	58
			C.M.P. : 2 juin 1987	1794	
41		Sanctions des obligations de déclaration.	Première lecture : 21 avril 1987	517	59
	41 *bis* (Sénat)	Réduction à quinze jours du délai imparti pour notifier la déclaration de dépassement de seuil.	C.M.P. : 2 juin 1987	1794	60
42		Montant du droit de timbre prévu en cas de représentation des actionnaires aux assemblées générales.	Première lecture : 21 avril 1987	517	61
	42 *bis* (A.N.)	Non-application de la limitation du nombre de mandats aux mandats exercés dans les instituts de participation.	Première lecture : 21 avril 1987	517	62
		CHAPITRE X **MODERNISATION DU MARCHÉ FINANCIER ET DISPOSITIONS DIVERSES**			
43		Suppression du taux plafond réglementaire de rémunération des gérants et dépositaires de SICAV et fonds communs de placement.	Première lecture : 21 avril 1987	519	63
			C.M.P. : 2 juin 1987	1794	
	43 *bis*	Extension au secteur mutualiste du droit d'émettre des certificats d'investissement.	C.M.P. : 2 juin 1987	1794	64
44		Suppression du régime particulier des émissions obligataires effectuées par des étrangers.	Première lecture : 21 avril 1987	519	65
	45 A (A.N.)	Réduction de l'impôt sur les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 1988.	Première lecture : 21 avril 1987	519	66
45		Validation des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.	Première lecture : 21 avril 1987	521	67
			C.M.P. : 2 juin 1987	1795	
	45 *bis* (Sénat)	Exonération de droit de timbre ou d'enregistrement des cessions de titres relatives à la privatisation de TF 1.	C.M.P. : 2 juin 1987	1795	68
	45 *ter* (Sénat)	Pouvoirs des organes sociaux des entreprises transférées au secteur privé.	C.M.P. : 2 juin 1987	1795	69
46		Modalités d'application de la loi.	Première lecture : 21 avril 1987	522	70

Adoption du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements nos 1, 2 et 3 du Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le 2 juin 1987, p. 1796.

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 1987] (p. 359, 373), [16 avril 1987] (p. 397).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Le Garrec (Jean)* (p. 373 à 376) ; *Pinte (Etienne)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 376 à 378) ; *Juppé (Alain)* (p. 378) ; *Vivien (Robert-André, rapporteur général)* (p. 378) ; rejetée au scrutin public (p. 378).

Question préalable de M. André Lajoinie (communiste) : *Fiterman (Charles)* (p. 378 à 381) ; *Gantier (Gilbert)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 381, 382)) ; rejetée au scrutin public (p. 382).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 418 à 421) ; *Vivien (Robert-André)* (inscrit contre, rapporteur général) (p. 421 à 422)) ; rejetée au scrutin public (p. 422).

Actions (achat d' - et plans d'options sur -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 361) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369) ; *Pierret (Christian)* (p. 384, 385) ; *Durieux (Bruno)* (p. 388) ; *Descaves (Pierre)* (p. 403) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411).

Actions (et mandataires sociaux) : *Vivien (Robert-André)* (p. 361) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369) ; *Tranchant (Georges)* (p. 402).

Caisses d'épargne et de prévoyance : *Vivien (Robert-André)* (p. 362, 363) ; *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Durieux (Bruno)* (p. 388) ; *Tranchant (Georges)* (p. 401)) ; *Rodet (Alain)* (p. 412).

Comptes courants d'associés : *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Durieux (Bruno)* (p. 388) ; *Tranchant (Georges)* (p. 402).

Conditions d'examen du texte en commission : *Vivien (Robert-André)* (p. 359, 422) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 418) ; *Ornano (Michel d')* (p. 419).

Déficit budgétaire : *Balladur (Edouard)* (p. 365).

Epargne : *Vivien (Robert-André)* (p. 359) ; *Balladur (Edouard)* (p. 365, 366) ; *Durieux (Bruno)* (p. 386) ; *Descaves (Pierre)* (p. 403) ; *Rodet (Alain)* (p. 412).

Epargne des entreprises : *Vivien (Robert-André)* (p. 359) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411).

Epargne des ménages : *Vivien (Robert-André)* (p. 359) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 363) ; *Balladur (Edouard)* (p. 366) ; *Fiterman (Charles)* (p. 378) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381) ; *Pierret (Christian)* (p. 383) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387) ; *Tranchant (Georges)* (p. 401) ; *Deprez (Léonce)* (p. 413).

Epargne des ménages (propositions du parti communiste) : *Mercieca (Paul)* (p. 408).

« Financiarisation » de l'économie : *Pierret (Christian)* (p. 383, 385) ; *Chomat (Paul)* (p. 400) ; *Mercieca (Paul)* (p. 407).

Impôt sur les sociétés : *Vivien (Robert-André)* (p. 363) ; *Balladur (Edouard)* (p. 365, 399) ; *Pierret (Christian)* (p. 385) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398) ; *Chomat (Paul)* (p. 401) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411) ; *Deprez (Léonce)* (p. 413) ; *Juppé (Alain)* (p. 416).

Investissement des entreprises : *Vivien (Robert-André)* (p. 363) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387) ; *Balladur (Edouard)* (p. 399).

Investissement des entreprises (aide à l'-) : *Pierret (Christian)* (p. 385, 386, 417) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398) ; *Chomat (Paul)* (p. 401) ; *Deprez (Léonce)* (p. 413) ; *Juppé (Alain)* (p. 416).

Marchés financiers (modernisation des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 366) ; *Durieux (Bruno)* (p. 386).

M.A.T.I.F. (marchés à terme d'instruments financiers) : *Vivien (Robert-André)* (p. 362) ; *Balladur (Edouard)* (p. 368, 369) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381) ; *Tranchant (Georges)* (p. 403).

Participation : *Balladur (Edouard)* (p. 366, 369) ; *Deprez (Léonce)* (p. 414).

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :

- âge de départ en retraite et retraite à soixante ans : *Le Garrec (Jean)* (p. 373, 374, 375) ; *Pinte (Etienne)* (p. 376, 377) ; *Juppé (Alain)* (p. 378) ; *Fiterman (Charles)* (p. 379, 380) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381, 382) ; *Pierret (Christian)* (p. 383) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398) ; *Tranchant (Georges)* (p. 402) ; *Descaves (Pierre)* (p. 404) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 408) ; *Rodet (Alain)* (p. 412).

- durée de cotisation donnant droit à une retraite à taux plein : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 406).

- assurance vie (lien et cumul du P.E.R. avec l' -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 364, 365) ; *Balladur (Edouard)* (p. 367) ; *Robien (Gilles de)* (p. 410) ; *Rodet (Alain)* (p. 412).

- capitalisation (retraite par -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Balladur (Edouard)* (p. 367) ; *Pinte (Etienne)* (p. 378) ; *Fiterman (Charles)* (p. 379) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 382) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 405) ; *Mercieca (Paul)* (p. 407) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 408) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 409) ; *Robien (Gilles de)* (p. 409) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411) ; *Coffineau (Michel)* (p. 414, 415) ; *Juppé (Alain)* (p. 415).

- C.E.A. (compte d'épargne en actions) : *Pierret (Christian)* (p. 383).

- coût du dispositif : *Le Garrec (Jean)* (p. 373) ; *Durieux (Bruno)* (p. 388).

- crédit d'impôt : *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Robien (Gilles de)* (p. 409) ; *Juppé (Alain)* (p. 416).

- emplois du P.E.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Balladur* (p. 367).

- inégalités (accroissement des - du fait du P.E.R.) : *Fiterman (Charles)* (p. 379) ; *Pierret (Christian)* (p. 383) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 406) ; *Margnes (Michel)* (p. 413) ; *Coffineau (Michel)* (p. 415).

- invalidité et licenciement : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 364).

- organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 364) ; *Balladur (Edouard)* (p. 367) ; *Durieux (Bruno)* (p. 388) ; *Descaves (Pierre)* (p. 404) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 409).

- plafond de déductibilité et régime fiscal des versements : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Balladur (Edouard)* (p. 368, 399) ; *Ornano (Michel d')* (p. 397) ; *Descaves (Pierre)* (p. 403, 404, 405) ; *Robien (Gilles de)* (p. 410) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411) ; *Juppé (Alain)* (p. 416, 417).

- prélèvement libératoire optionnel : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 364) ; *Balladur (Edouard)* (p. 368, 399) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 405) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 409) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411).

- préretraités (cotisations de sécurité sociale) : *Descaves (Pierre)* (p. 404) ; *Juppé (Alain)* (p. 417).

- rente viagère (avantage spécifique à la -) : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 365) ; *Robien (Gilles de)* (p. 410).

- rente viagère (montant de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 373, 374) ; *Ornano (Michel d')* (p. 397).

- répartition (retraite par -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 364) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 373, 374) ; *Juppé (Alain)* (p. 378, 384, 415) ; *Pierret (Christian)* (p. 383, 384) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 405) ; *Mercieca (Paul)* (p. 407) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 408) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 409) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411) ; *Margnes (Michel)* (p. 413) ; *Deprez (Léonce)* (p. 413) ; *Coffineau (Michel)* (p. 414) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 418).

- retraite (déséquilibre des régimes de -) : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 363, 364) ; *Balladur (Edouard)* (p. 367) ; *Pinte (Etienne* (p. 376, 377) ; *Fiterman (Charles)* (p. 380) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387) ; *Ornano (Michel d')* (p. 397) ; *Tranchant (Georges)* (p. 402) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 408) ; *Margnes (Michel)* (p. 412) ; *Juppé (Alain)* (p. 418).

- retraits anticipés (pénalité sur les -) : *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Pierret (Christian)* (p. 384) ; *Descaves (Pierre)* (p. 404) ; *Robien (Gilles de)* (p. 409, 410).

- sécurité des épargnants : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 373) ; *Fiterman (Charles)* (p. 379) ; *Pierret (Christian)* (p. 383) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398) ; *Chomat (Paul)* (p. 400, 401) ; *Tranchant (Georges)* (p. 402) ; *Mercieca (Paul)* (p. 407) ; *Margnes (Michel)* (p. 413) ; *Juppé (Alain)* (p. 416).

- sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) : *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 382) ; *Pierret (Christian)* (p. 384) ; *Durieux (Bruno)* (p. 387, 388) ; *Ornano (Michel d')* (p. 399) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 406) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 409) ; *Robien (Gilles de)* (p. 409) ; *Juppé (Alain)* (p. 418).

Prêts de titres : *Vivien (Robert-André)* (p. 361, 362) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381, 382) ; *Tranchant (Georges)* (p. 401) ; *Descaves (Pierre)* (p. 403).

Privatisation : *Balladur (Edouard)* (p. 366) ; *Auberger (Philippe)* (p. 410).

Rappel au règlement de M. Jean Giard : *Giard (Jean)* (p. 373).

Rappel au règlement de M. Pierre Descaves : *Descaves (Pierre)* (p. 405).

R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) : Vivien (Robert-André) (p. 361) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 365) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369, 370) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398) ; *Descaves (Pierre)* (p. 403) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411) ; *Deprez (Léonce)* (p. 414) ; *Juppé (Alain)* (p. 417) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 418, 419, 420).

- agrément : *Vivien (Robert-André)* (p. 361) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 420).

- crédit d'impôt : *Vivien (Robert-André)* (p. 361).

- déduction des intérêts d'emprunt : *Vivien (Robert-André)* (p. 361) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 420).

- entreprises de moins de vingt salariés : *Descaves (Pierre)* (p. 403) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 421).

- loi de 1984 : *Vivien (Robert-André)* (p. 361) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 420).

- participation minoritaire des salariés : *Durieux (Bruno)* (p. 389).

- professions libérales : *Ornano (Michel d')* (p. 398).

- réserve de participation (utilisation de la - dans le cadre de la R.E.S.) : *Tranchant (Georges)* (p. 402).

Report en arrière : *Pierret (Christian)* (p. 385) ; *Ornano (Michel d')* (p. 398).

Sécurité sociale (démantèlement de la -) : *Fiterman (Charles)* (p. 379, 380) ; *Coffineau (Michel)* (p. 415) ; *Juppé (Alain)* (p. 417).

Sécurité sociale (allocations aux étrangers) : *Descaves (Pierre)* (p. 405).

Sociétés :

- assemblées générales (droit de timbre) : *Vivien (Robert-André)* (p. 362) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369).

- information sur leur actionnariat : *Vivien (Robert-André)* (p. 362) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369).

- obligations de déclaration (seuils) : *Vivien (Robert-André)* (p. 362) ; *Balladur (Edouard)* (p. 369).

- réserves (incorporation des - au capital) : *Tranchant (Georges)* (p. 403).

Transmission d'entreprise : *Tranchant (Georges)* (p. 402) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 418, 421).

Valeurs mobilières (fiscalité des - et abattement sur le revenu des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 360) ; *Balladur (Edouard)* (p. 368) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 381, 382) ; *Chomat (Paul)* (p. 401) ; *Tranchant (Georges)* (p. 401, 402) ; *Descaves (Pierre)* (p. 403) ; *Auberger (Philippe)* (p. 411).

Valeurs mobilières et revenus du capital (cotisation de sécurité sociale sur les -) : *Fiterman (Charles)* (p. 380).

Discussion des articles [16 avril 1987] (p. 423, 432) ; [21 avril 1987] (p. 460, 490).

Chapitre Ier : *plan d'épargne en vue de la retraite.*

Avant l'article 1er : amendement n° 96 de M. Christian Pierret (suppression de la référence à la retraite dans l'intitulé du chapitre) : rejeté.

Article 1er *(ouverture des plans d'épargne retraite à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes habilités à proposer et à gérer les plans) :* opposition du groupe communiste au P.E.R. ; création d'inégalités ; risque pour les épargnants (p. 423) ; cotisations sociales sur les revenus du capital ; âge de la retraite ; propositions du parti communiste en matière d'épargne (p. 424) ; amendement n° 57 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; rappel au règlement de M. François Bachelot ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 29 de M. Pierre Descaves (réservant le bénéfice du plan d'épargne retraite aux nationaux et aux ressortissants de la C.E.E.) (p. 432) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 97 de M. Christian Pierret (suppression de la référence à la retraite) : devenu sans objet ; amendement n° 88 de la commission des affaires culturelles (organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R.) : retiré ; amendement n° 4 de la commission (habilitation des services financiers de la poste et des comptables du Trésor à proposer et à gérer le P.E.R.) ; compétence des fonctionnaires relevant de ces services (p. 433) ; concurrence déloyale ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 150 du Gouvernement (habilitation des institutions de retraite et de prévoyance complémentaire à proposer et à gérer le P.E.R.) (p. 434) : adopté ; amendement n° 30 de M. Pierre Descaves (suppression de la référence au décret pour fixer les catégories d'organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R.) ; dépôt et retrait d'amendements ; forclusion (p. 435) : rejeté ; rappel au règlement de M. Pierre Descaves : vote électronique ; recevabilité des amendements ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(plafond de déductibilité du revenu imposable des versements effectués sur le P.E.R.) ;* politique de l'épargne ; régime fiscal de la sortie du P.E.R. (p. 436) ; évasion fiscale ; situation des contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu ; coût du dispositif ; principe du plafond ; concurrence déloyale à l'égard des professions libérales ; performances du P.E.R. (p. 437) ; contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu ; amendement n° 58 de M. Roger Combrisson (de suppression) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 98 de M. Christian Pierret (suppression de la référence à la retraite) : rejeté ; amendements nos 6 de la commission et 112 de M. Gilles de Robien (de conséquence) : adoptés ; amendement n° 48 corrigé de M. Pierre Descaves (majoration des plafonds de déductibilité de 5 000 francs par enfant à charge) (p. 438) ; amendement n° 113 de M. Gilles de Robien (majoration des plafonds de déductibilité de 2 000 francs par enfant à charge) ; amendement n° 7 de la commission (plafond de déductibilité porté à 18 000 francs pour les contribuables mariés ayant au moins trois enfants à charge) ; sous-amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 7 de la commission (augmentation du plafond de déductibilité de 6 000 francs pour les contribuables ayant trois enfants à charge) ; sous-amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 7 de la commission (modification du gage) ; amendement n° 179 du Gouvernement (plafond de déductibilité porté à 15 000 francs pour les contribuables ayant au moins trois enfants à charge) ; sous-amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 179 du Gouvernement (majoration de 3 000 francs des plafonds de déductibilité pour les contribuables ayant au moins trois enfants à charge) ; familles étrangères ; régime de répartition (p. 439) ; amendement n° 48 corrigé : rejeté au scrutin public ; amendement n° 113 : retiré ; puis repris par M. Pierre Descaves : rejeté ; sous-amendements nos 177 et 178 : rejetés ; amendement n° 7 : rejeté ; sous-amendement n° 181 repris après rectification par le Gouvernement (p. 440) : adopté ; amendement n° 179, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 99 de M. Christian Pierret (réduction d'impôt plafonnée à 1 500 francs substituée à la déduction du revenu imposable) ; Sofica ; régime fiscal du P.E.R. calqué sur celui des cotisations de retraite ; compte d'épargne en actions ; amendement n° 99 : rejeté (p. 441) ; amendement n° 89 de la commission des affaires culturelles (prise en compte pour 50 p. 100 de leur montant des versements affectés à la constitution exclusive d'une pension sous forme de rente viagère) : rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 3 : amendement n° 151 rectifié du Gouvernement (coordination avec le code de la sécurité sociale et le code rural) (p. 442) ; caisses de retraite complémentaire : adopté (p. 443).

Article 3 *(emplois du P.E.R. : fiscalité de ses revenus et plus-values)* (p. 443, 444) ; âge de la retraite ; régime minier ; coût du projet (p. 444) ; amendement n° 59 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; déficit budgétaire : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 100 de M. Christian Pierret (suppression de la référence à la retraite) : rejeté ; amendement n° 169 de M. Alain Lamassoure (élargissement des possibilités de placement sur le P.E.R. aux valeurs mobilières non cotées) (p. 445) ; sécurité des épargnants ; mesures concernant les comptes courants d'associés ; relèvement de l'abattement sur le revenu des valeurs mobilières ; amendement n° 169 : retiré ; amendements n° 90 de la commission des affaires culturelles et n° 130 de M. Gilbert Gantier (élargissement des possibilités de placement sur le P.E.R. aux parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives) (p. 446) ; amendement n° 90 : rejeté ; amendement n° 130 : retiré ; amendement n° 170 de M. Lamassoure (emplois du P.E.R. en parts sociales de sociétés à statut coopératif) : retiré ; amendement n° 152 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 126 de M. Roland Blum (emplois du P.E.R. en actifs immobiliers) ; loi Méhaignerie ; Sicomi et SICAV immobilières (p. 447) ; amendement n° 126 : retiré ; amendement n° 33 de M. Pierre Descaves (suppression de la référence au décret pour fixer les règles d'emploi et la proportion maximale de liquidités du compte) : rejeté ; amendement n° 32 de M. Pierre Descaves (de précision) : retiré ; sécurité des épargnants ; amendement n° 115 corrigé de M. Gilles de Robien (emplois du P.E.R. en valeurs étrangères et quotité minimale de valeurs libellées en ECU) ; amendement n° 10 de la commission des finances (emplois du P.E.R. en valeurs mobilières étrangères) (p. 448) ; acte unique européen ; amendement n° 115 corrigé : rejeté ; amendement n° 10 : adopté (p. 449) ; amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 116 de M. Gilles de Robien (suppression de la référence au décret pour fixer les opérations éligibles au P.E.R. relevant du code des assurances ou du code de la mutualité) : retiré ; amendement n° 101 de M. Christian Pierret (mutuelles autorisées à démarcher pour le P.E.R.) (p. 460) : rejeté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté (p. 461).

Article 4 *(P.E.R. ; fiscalité des retraits) :* amendement n° 102 de M. Christian Pierret (sortie du P.E.R. exclusivement en rente viagère) ; choix entre le versement d'un capital et celui d'une pension : rejeté ; amendements nos 60, 61, 62, 63, 64 et 65 de M. Roger Combrisson : retirés ; amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 149 corrigé de M. Philippe Auberger (exonération des retraits consécutifs au décès sous condition de réinscription des sommes prélevées sur un autre plan d'épargne retraite) (p. 461) ; paiement des droits de succession ; amendement n° 149, modifié : adopté ; amendement n° 104, deuxième rectification de M. Gérard Trémège (conditions d'application des abattements de 10 et de 20 p. 100 ; arrêt de la déductibilité des versements en cas de retrait ou de perception d'une échéance de pension après soixante ans) : rejeté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(pénalité de 10 p. 100 appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant soixante ans et moins de dix ans après l'ouverture du plan) :* amendement n° 35 de M. Pierre Descaves (de suppression) (p. 462) : retiré ; amendement n° 143 de M. Christian Pierret (non-application de la pénalité lorsque le contribuable perçoit une pension de retraite au titre d'un régime obligatoire) ; choix entre la rente et la perception d'un capital ; suppression du lien obligatoire entre la liquidation de la retraite principale à soixante ans et le bénéfice du P.E.R. sans pénalisation ; amendement n° 143 : rejeté ; amendement n° 171 de M. Alain Lamassoure (pénalité de 20 p. 100 sur le retrait ou l'échéance de pension intervenant moins de cinq ans après l'ouverture du plan et avant le soixantième anniversaire) : retiré (p. 463) ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(pénalité de 5 p. 100 sur le retrait ou l'échéance de pension s'effectuant dix ans ou plus après l'ouverture du plan mais avant le soixantième anniversaire)* : amendements n° 36 de M. Pierre Descaves et n° 119 de M. Gilles de Robien (de suppression) : retirés ; amendement n° 144 de M. Christian Pierret (non-application de la pénalité de 5 p. 100 lorsque le contribuable perçoit une retraite au titre d'un régime obligatoire) : rejeté ;

– article 6 : adopté.

Article 7 *(absence de pénalités en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune)* : amendement n° 37 de M. Pierre Descaves (de suppression) : retiré ; amendement n° 124 de M. Jean-Jacques Jegou (absence de pénalités en cas de licenciement, de mise à la retraite anticipée ou d'invalidité du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune) ; amendement n° 145 de M. Christian Pierret (même objet) ; amendement n° 120, troisième rectification, de M. Gilles de Robien (même objet) ; amendement n° 12 de la commission (absence de pénalités en cas de décès ou d'invalidité du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune) (p. 464) ; sous-amendement n° 91 de la commission des affaires culturelles à l'amendement n° 12 de la commission (absence de pénalités en cas de licenciement du contribuable) ; situation des chômeurs âgés ; prise en compte du chômage ; amendement n° 124 : retiré ; amendement n° 145 : rejeté (p. 465) ; amendement n° 120 troisième rectification : retiré ; sous-amendement n° 91 : retiré ; amendement n° 12, modifié : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 7.

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge de retrait du capital ou de liquidation de la pension)* : cohérence du projet avec la législation européenne ; valeurs mobilières étrangères et valeurs libellées en ECU ; amendements n° 38 de M. Pierre Descaves et n° 108 de M. Christian Goux (de suppression) (p. 466) ; amendement n° 38 : retiré ; droit à la retraite à soixante ans ; suppression du lien obligatoire entre la date de liquidation de la retraite principale et le retrait du capital ou la liquidation de la rente viagère au titre du plan d'épargne retraite ; amendement n° 108 : rejeté ; amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du lien entre le crédit d'impôt de 5 p. 100 et la liquidation postérieurement à soixante-trois ans de la retraite principale) : adopté ; amendement n° 159 de M. Etienne Pinte (non-attribution des crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation de la pension intervenant avant l'âge de soixante-trois ans) (p. 467) ; âge de la retraite ; amendement n° 159 : retiré ;

– article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire optionnel sur les retraits ou les échéances de pension) ; harmonisation avec la fiscalité des bons de capitalisation ; fiscalité du patrimoine (p. 468) ; sous-amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (prélèvements libératoires ramenés à 33, 30 et 25 p. 100 pour des retraits ou des liquidations de pensions intervenant respectivement après soixante ans, après soixante-trois ans et après soixante-cinq ans) ; sous-amendement n° 84 (prélèvement libératoire de 20 p. 100 lorsque le retrait en capital ou la liquidation de la pension s'effectue après le soixante-huitième anniversaire) (p. 469) ; sous-amendement n° 164 (prélèvement libératoire de 26 p. 100 lorsque le retrait en capital ou la liquidation de la pension s'effectue après le soixante-septième anniversaire) ; sous-amendement n° 85 de M. Gilbert Gantier (de cohérence avec ses sous-amendements n°s 83 et 84) ; sous-amendement n° 165 de M. Michel d'Ornano à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de cohérence avec son sous-amendement n° 164) ; régime fiscal du P.E.R. calqué sur celui des pensions de retraite (p. 470) ; sortie du P.E.R. en capital ou en rente ; fiscalité de l'épargne (p. 471) ; compte d'épargne en actions ; sous-amendements n°s 83, 84 et 85 : retirés ; sous-amendement n° 164 rectifié par le Gouvernement : adopté ; sous-amendement n° 165 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance-vie)* : amendement n° 39 de M. Pierre Descaves (de suppression) : retiré ; amendement n° 13 de la commission (cumul des déductions au titre du P.E.R. et de l'assurance vie) ; amendement n° 92 de la commission des affaires culturelles (même objet) (p. 472) ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 92 : devenu sans objet ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 9 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 9 : amendements n° 121, 122 et 123 de M. Gilles de Robien : retirés ; amendement n° 49 de M. Pierre Descaves (déductibilité du revenu imposable, pour les professions libérales, des cotisations versées au titre des retraites par capitalisation à concurrence de 19 p. 100 d'une somme égale à huit fois le plafond annuel de la sécurité sociale) (p. 473) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 67 de M. Paul Chomat (bénéfice de la prime d'épargne logement réservé aux seuls épargnants réalisant un projet immobilier) ; politique du logement ; situation des emprunteurs (p. 474) ; loi Méhaignerie ; amendement n° 67 : rejeté ; amendement n° 66 de M. Paul Chomat (de conséquence de l'amendement n° 67) : devenu sans objet ; amendement n° 68 de M. Roger Combrisson (suppression de l'avoir fiscal et institution d'une retenue à la source de 24 p. 100 sur les revenus des capitaux mobiliers) ; commission de réflexion sur la fiscalité du capital (p. 475) ; amendement n° 68 : rejeté ; amendement n° 69 de M. Roger Combrisson (suppression du prélèvement libératoire sur les revenus obligataires) ; orientation de l'épargne vers la spéculation ; retraite par capitalisation ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 70 de M. Roger Combrisson (prélèvement à la source sur le revenu de l'emprunt 7 p. 100 1973) ; coût de l'emprunt Giscard (p. 476) ; amendement n° 70 : rejeté ; amendement n° 71 de M. Roger Combrisson (institution d'une taxe de 2 p. 100 sur les opérations de bourse) : rejeté.

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés)* ; durée de l'option ; régime fiscal ; augmentation de la décote incitant à substituer des souscriptions d'action aux augmentations de salaire (p. 477) ; plafonds individuels d'acquisition ; ouverture aux mandataires sociaux ; risque de fraude fiscale ; amendement n° 132 de M. Christian Pierret (de suppression) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (libre fixation du prix de souscription des actions par l'assemblée générale) ; avantage exorbitant pour les mandataires sociaux (p. 478) ; amendement n° 40 : retiré ;

– article 10 : adopté.

Article 11 *(extension aux sociétés non cotées de la possibilité de consentir des options d'achat d'actions)* : amendement n° 41 de M. Pierre Descaves (de suppression) : retiré ;

– article 11 : adopté.

Article 12 *(rachat de leurs actions par les sociétés distribuant des actions à leurs salariés ou leur consentant des options d'achat)* : adopté.

Article 13 *(extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'option de souscription d'actions)* : amendement n° 141 de M. Christian Pierret (de suppression) ; délit d'initié et fraude fiscale (p. 479) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (achat d'actions par les mandataires sociaux) : adopté après modification ;

– article 13 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 142 de M. Georges Tranchant (harmonisation de l'exonération fiscale pour les options ouvertes antérieurement au 1er janvier 1987 concernant des actions de sociétés dont le siège est situé à l'étranger) : adopté après modification.

Article 14 *(achat d'actions et options de souscription d'actions)* ; suppression du plafond ; non-attribution d'options aux salariés et aux mandataires sociaux détenant plus de 10 p. 100 du capital ; amendement n° 133 de M. Christian Pierret (rétablissement des plafonds sur les achats d'actions et les plans de souscription d'actions ; deux fois le salaire annuel ou dix fois le plafond annuel de la sécurité sociale) ; effort contre la fraude fiscale : rejeté ; amendement n° 134 de M. Christian Pierret : devenu sans objet ;

– article 14 : adopté.

Article 15 *(fixation par l'assemblée générale du délai d'exercice des options de souscription d'actions avec un minimum de cinq ans)* : amendement n° 135 de M. Christian Pierret (de suppression) ; mobilité des salariés (p. 481) : rejeté ;

– article 15 : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 161 de M. Etienne Pinte (option de souscription d'actions dans les filiales de sociétés étrangères ; harmonisation pour l'exonération en matière sociale et fiscale) : adopté.

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(conditions et modalités)* (p. 482) ; R.E.S. minoritaires ; adaptation de l'ensemble du texte aux D.O.M. ; situation économique des D.O.M. (p. 483) ; transmission des entreprises (p. 484) ; détention de 50 p. 100 des droits de vote par les salariés ; R.E.S. minoritaires ; déductibilité du revenu imposable des intérêts d'emprunt (p. 491) ; loi de 1984 ; transmission des entreprises ; avantages accordés aux héritiers (p. 492) ; conditions d'examen de l'article en commission ; transmission des entreprises ; politique fiscale de la précédente majorité à l'égard des entreprises (p. 493) ; transmission des petites entreprises ; situation faite aux héritiers ; amendements n° 136 de M. Christian Pierret et n° 3 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 494, 495) ; distinction entre le rachat d'entreprise par des salariés anciens et par un repreneur se destinant à y travailler ; entreprises de moins de vingt salariés ; transmission d'entreprises (p. 496) ; procédures d'agrément ; crédit d'impôt ; critère d'ancienneté dans la qualité de salarié ; incitation à l'endettement des salariés (p. 497) ; situation des héritiers ; transmission des petites entreprises ; amendement n° 136 : rejeté ; sous-amendement n° 137 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté de choisir entre les deux régimes de R.E.S.) : rejeté ; sous-amendement n° 138 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (plafond de déductibilité des intérêts d'emprunts souscrits par les salariés ramené à la moitié du salaire annuel et au plafond annuel de la sécurité sociale) ; sous-amendement n° 182 de M. Pierre Descaves à l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression du plafond de déductiblité des intérêts) (p. 498) ; caractère de classe du projet ; sous-amendement n° 182 : retiré ; sous-amendement n° 138 : rejeté ; sous-amendement n° 81 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 499) : retiré ; sous-amendement n° 22, deuxième correction de M. Arthur Dehaine à l'amendement n° 3 du Gouvernement (application de la R.E.S. aux professions libérales) : adopté ; sous-amendements n° 139 de M. Christian Pierret et n° 176 de M. Pierre Descaves à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) (p. 500) ; transmission d'entreprises (p. 501) ; risque d'évasion vers la forme sociétaire ; sous-amendement n° 139 : rejeté ; sous-amendement n° 176 : retiré ; sous-amendement n° 166 de M. Etienne Pinte à l'amendement n° 3 du Gouvernement (modalités de calcul de la majorité des droits de vote) : non soutenu ; sous-amendement n° 147 de M. Jacques Barrot à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité de R.E.S. si la société nouvelle détient 20 p. 100 des droits de vote de la société rachetée et si elle prend l'engagement d'en acquérir plus de 50 p. 100 dans un délai de deux ans) (p. 502) : retiré ; sous-amendement n° 163 de M. Etienne Pinte à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour un salarié de détenir plus de 50 p. 100 des droits de vote de la société nouvelle) : non soutenu ; sous-amendement n° 82 rectifié de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour un salarié de détenir plus de 50 p. 100 des droits de vote si la société faisant l'objet de la R.E.S. compte moins de 50 salariés) : retiré ; sous-amendement n° 148 de M. Jacques Barrot à l'amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence de son sous-amendement n° 147) : devenu sans objet ; sous-amendement n° 105 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (agrément ministériel) (p. 503) : retiré ; sous-amendement n° 131 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaire sous condition d'agrément ministériel) (p. 504) ; retiré ; sous-amendement n° 140 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (somme versée en application de la R.E.S. ne pouvant bénéficier des avantages fiscaux consentis aux donations-partages) : rejeté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 16 ;

Amendements n^{os} 93, 94 et 95 de la commission des affaires culturelles, n^{os} 44, 45 et 46 de M. Pierre Descaves et n° 172 de M. Alain Lamassoure : devenus sans objet.

Après l'article 16 : amendement n° 87 de M. Georges Tranchant (utilisation de la réserve spéciale de participation dans le cadre d'une R.E.S.) (p. 505) : adopté après modification.

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières) :* extension de l'abattement aux sociétés non cotées ; régime des comptes courants d'associés (p. 506) ; amendement n° 146 de M. Christian Pierret (prorogation du C.E.A. jusqu'en 1990) : rejeté ; amendement n° 50 de M. Pierre Descaves (portant les abattements sur les revenus de valeurs mobilières à respectivement 20 000 et 40 000 francs) : rejeté ; amendement n° 52 de M. Pierre Descaves (abattement supplémentaire sur les revenus de valeurs mobilières de 5 000 francs par enfant à charge) (p. 507) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 153 du Gouvernement (prise en compte des revenus d'actions des sociétés non cotées dans les abattements de 8 000 et de 16 000 francs lorsque leurs titulaires ne détiennent pas plus de 25 p. 100 des droits sociaux de la société distributrice) : adopté ; amendement n° 80 de M. Germain Gengenwin (prise en compte des revenus des parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives dans les abattements de 8 000 et de 16 000 francs) : non soutenu ;

– article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 127 de M. Gilbert Gantier (négociabilité des parts des caisses de crédit agricole) : retiré.

Article 18 *(déduction fiscale des intérêts versés sur les comptes courants d'associés) :* amendement n° 110 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 508) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (prélèvement libératoire à certaines conditions sur les intérêts versés sur les comptes courants d'associés) ; sous-amendement n° 175, deuxième correction, de M. Georges Tranchant à l'amendement n° 16 de la commission (même objet) (p. 509) : rejeté ; amendement n° 6 : rejeté ;

– article 18 : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 154 du Gouvernement (application aux produits payés d'avance de la fiscalité relative aux produits courus pour les obligations et titres analogues détenus par les Sicav et les fonds communs de placement) : retiré ; amendement n° 155 du Gouvernement (exonération de la retenue à la source pour les intérêts des emprunts à court terme effectués à l'étranger) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (suppression du droit d'enregistrement sur l'incorporation de réserves au capital social) (p. 510) : rejeté.

Articles introduits par lettre rectificative.

Chapitre V : *prêts de titres.*

Article 19 *(caractéristiques des prêts de titres entrant dans le champ d'application du projet) :* adopté.

Article 20 *(prêts de titres : dispositions particulières applicables aux Sicav et aux fonds communs de placement) :* adopté.

Article 21 *(conséquences du prêt de titres pour le prêteur) :* adopté.

Article 22 *(conséquences du prêt de titres pour l'emprunteur) :* adopté.

Article 23 *(prêts de titres ; régime fiscal des plus-values) :* adopté.

Article 24 *(prêts de titres ; interdiction de la provision pour dépréciation ; non-application du régime fiscal de la société mère) ;* amendement n° 54 de M. Pierre Descaves (possibilité offerte au prêteur d'effectuer une provision pour dépréciation) (p. 511) : retiré ; amendement n° 55 de M. Pierre Descaves (bénéfice du régime de la société mère) : retiré ;

– article 24 : adopté.

Article 25 *(exénoration de la T.V.A. et du droit de timbre sur le prêt de titres) :* adopté.

Chapitre VI : *organisation du marché à terme d'instruments financiers.*

Article 26 *(organisation du marché à terme d'instruments financiers) :* financiarisation de l'économie ; rôle néfaste du marché financier (p. 512) ; amendement n° 74 de M. Roger Combrisson (de suppression) : rejeté ;

– article 26 : adopté.

Article 27 *(régime juridique des dépôts effectués en couverture ou en garantie des positions prises sur le M.A.T.I.F.)* : amendement n° 75 de M. Roger Combrisson (de suppression) : rejeté ;

- article 27 : adopté.

Chapitre VII : *régime fiscal des opérations réalisées sur des marchés financiers à terme.*

Article 28 *(régime fiscal des opérations réalisées sur le M.A.T.I.F. et sur les marchés assimilés par les entreprises)* : adopté.

Article 29 *(généralisation des règles fiscales du M.A.T.I.F. à tous les marchés de même nature)* : adopté.

Article 30 *(extension aux contrats sur action du régime fiscal des contrats sur obligation)* (p. 513) : adopté.

Article 31 *(taxation forfaitaire des contrats sur instrument financier autres que les obligations et les actions)* : adopté.

Article 32 *(imposition des opérations effectuées à l'étranger)* : adopté.

Article 33 *(création d'un régime fiscal pour les personnes opérant à titre professionnel sur les M.A.T.I.F. et précision du régime fiscal des opérateurs habituels)* : adopté.

Article 34 *(imputation des pertes)* : amendement n° 56 de M. Pierre Descaves (imputation des pertes sur les revenus de toute nature du contribuable) : rejeté ;

- article 34 : adopté (p. 514).

Chapitre VIII : *réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.*

Article 35 *(habilitation des caisses d'épargne et de prévoyance à réaliser des opérations en faveur de personnes morales)* : opposition du groupe communiste ; ressources des caisses d'épargne ; aménagement du territoire ; amendement n° 76 de M. Jean Giard (de suppression) ; banalisation : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 515) ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Article 36 *(fusion de caisses d'épargne et de prévoyance ; conseils consultatifs)* : amendement n° 77 de M. Jean Giard (de suppression) : rejeté ;

- article 36 : adopté.

Article 37 *(fusion de caisses d'épargne et de prévoyance ; conseil d'orientation de la nouvelle caisse)* : amendement n° 78 de M. Jean Giard (de suppression) : rejeté ; amendement n° 19 de la commission (durée du mandat du conseil d'orientation et de surveillance de la nouvelle caisse) : adopté ;

- article 37, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 38 : amendement n° 20 de la commission (plans d'épargne d'entreprise ; augmentation de capital sur une épargne à constituer) ; délai pour la libération des titres : adopté (p. 516).

Chapitre IX : *mesures diverses concernant les sociétés et leurs actionnaires.*

Article 38 *(informations fournies aux sociétés sur leurs actionnaires)* : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 38, ainsi modifié : adopté.

Article 39 *(renforcement de l'obligation de déclaration)* : adopté.

Article 40 *(obligation supplémentaire de déclaration)* : adopté.

Article 41 *(sanction des obligations de déclaration)* : adopté.

Article 42 *(diminution du droit de timbre pour la représentation des actionnaires aux assemblées générales)* : adopté.

Après l'article 42 : amendement n° 51 de M. Serge Charles (non-prise en compte des mandats non rémunérés pour l'application des régles de cumul édictées par la loi du 24 juillet 1966) ; instituts régionaux de participation : adopté (p. 517).

Avant l'article 43 : amendements n°s 23, 24, 25, 26 et 27 de M. Pierre Mazeaud (conditions de création et d'exercice des sociétés commerciales de remisiers et de gérants de portefeuille) ; proposition de loi n° 153 de M. Pierre Mazeaud : retirés (p. 518).

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*

Article 43 *(suppression du plafonnement de la rémunération des gérants et dépositaires de Sicav et de fonds commun de placement)* : amendement n° 111 de M. Christian Pierret (de suppression) : rejeté ;

- article 43 : adopté.

Article 44 *(suppression du régime particulier des émissions obligataires effectuées par des étrangers)* : adopté.

Avant l'article 45 : amendement n° 156 du Gouvernement (taux de l'impôt sur les sociétés ramené à 42 p. 100 à compter du 1er janvier 1988 ; réduction des comptes au titre de 1987) ; sous-amendement n° 180 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 156 du Gouvernement (réduction de l'impôt sur les sociétés à 40 p. 100 pour les bénéfices réinvestis ; amortissement dégressif) (p. 519) ; aide de trésorerie ; différenciation du taux de l'impôt selon l'affectation du bénéfice ; situation de l'investissement ; niveau des taux d'intérêt ; amortissement ; imposition des bénéfices en R.F.A. et au Japon (p. 520) ; neutralité fiscale ; augmentations de capital ; mesures en faveur de l'investissement ; sous-amendement n° 180 : rejeté ; amendement n° 156 : adopté.

Article 45 *(validation législative des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé)* : article 34 de la Constitution ; amendement n° 79 de M. Paul Chomat (de suppression) (p. 521) : rejeté ; amendement n° 125 rectifié de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; loi de respiration : adopté ;

- article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 *(modalités d'application de la loi)* : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 522).

Article 9 : amendement n° 1 du Gouvernement (non-cumul de la déductibilité des sommes affectées au P.E.R. et de la réduction d'impôt au titre de l'assurance vie) (p. 522) ; adopté au scrutin public ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 18 (p. 523) : amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du gage de l'extension de la R.E.S. aux professions libérales) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté (p. 524).

Explications de vote (p. 524).

« Financiarisation » de l'économie : *Combrisson (Roger)* (p. 525).

Injustice sociale du P.E.R. : *Combrisson (Roger)* (p. 525).

Report en arrière : *Gantier (Gilbert)* (p. 526).

Retraite par capitalisation : *Combrisson (Roger)* (p. 525) ; *Goux (Christian)* (p. 525).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 524, 525).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 526).

Vote hostile du groupe communiste : *Combrisson (Roger)* (p. 525).

Vote hostile du groupe socialiste : *Goux (Christian)* (p. 526).

Adoption, par scrutin public, de l'ensemble du projet de loi (p. 526).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1784)

Actionnaires minoritaires (droit des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1784).

Actions (achat d'- et plans d'options sur -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1784, 1785).

Caisses d'épargne et caisse nationale de prévoyance (réforme des - et de la -) : *Mercieca (Paul)* (p. 1788).

Certificats coopératifs d'investissement : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785).

Plan d'épargne retraite :

- âge de départ en retraite et retraite à soixante ans : *Mercieca (Paul)* (p. 1788).

- capitalisation (retraite par -) : *Mercieca (Paul)* (p. 1787, 1788).

- crédits d'impôt : *Vivien (Robert-André)* (p. 1784).

- emplois du - : *Vivien (Robert-André) ; Rodet (Alain)* (p. 1787).

- plafonds de déductibilité (dépassement des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1784).

- retraits anticipés : *Vivien (Robert-André)* (p. 1784) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1788).

Rappel au règlement de M. Christian Pierret : Pierret (Christian) (p. 1795) ; Ornano (Michel d'-) (p. 1795) ; Vivien (Robert-André) (p. 1795).

Reprise de l'entreprise par ses salariés : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1786) ; *Rodet (Alain)* (p. 1787).

Titres au porteur identifiable : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1786) ; *Rodet (Alain)* (p. 1787).

Valeurs mobilières (fiscalité des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1785).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 1789 à 1795).

Discussion des articles (p. 1795).

Rappel au règlement de M. Christian Pierret.

Article 8 : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la majoration de la fiscalité du tabac gageant l'amélioration de crédits d'impôt dans le cadre du P.E.R.) ; nécessité d'augmenter les prix du tabac et de l'alcool (p. 1795) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 16 : amendement n° 2 du Gouvernement (reprise de l'entreprise par ses salariés - rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 43 *bis* : amendement n° 3 du Gouvernement (d'harmonisation - émission de certificats coopératifs d'investissement) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire et des amendements n°s 1 à 3 du Gouvernement au scrutin public (p. 1796).

Voir *Tourisme et loisirs* **6.**

Propositions du P.C.F.

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443) et article 1er.

Protection de l'-

Voir *Questions au Gouvernement* **533.**

ÉQUARRISSAGE

Faillite d'établissements d'-

Voir *Questions au Gouvernement* **335.**

ÉQUIDÉS

Tatouages des -

Voir *Animaux* **6.**

ÉQUIPEMENTS ET GRANDS TRAVAUX

1. - Proposition de loi n° 659 tendant à faciliter **la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean Allard. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Francis Saint-Ellier (14 mai 1987). - Rapport n° **794** (27 mai 1987). - Discussion le 16 juin 1987. - Adoption le 16 juin 1987. - Proposition de loi n° **123.**

Sénat (première lecture) n° **287** (1986-1987). - Dépôt le 17 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Paul Caron. - Rapport n° **355** (7 juillet 1987). - Discussion le 8 juillet 1987. - Adoption le 8 juillet 1987. - Proposition de la loi n° **121.**

Loi n° 87-560 du 17 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 21 juillet 1987 (p. 8128).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juin 1987] (p. 2411).

État (désengagement de l'-) : *Hage (Georges)* (p. 2414) ; *Dhaille (Paul)* (p. 2415) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2416).

Fonds de réserve (affectation du - pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 2411) ; *Allard (Jean)* (p. 2412) ; *Menga (Joseph)* (p. 2412) ; *Hage (Georges)* (p. 2413) ; *Chaboche (Dominique)* (p. 2414).

Havre (développement économique du - et de la région) : *Hage (Georges)* (p. 2413, 2414) ; *Dhaille (Paul)* (p. 2415) ; *Fanton (André)* (p. 2416) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2416).

Péages (perception de -) : *Menga (Joseph)* (p. 2412, 2413) ; *Hage (Georges)* (p. 2414) ; *Dhaille (Paul)* (p. 2415) ; *Fanton (André)* (p. 2416).

Pont de Normandie ou de Honfleur (construction et financement du -) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 2411) ; *Allard (Jean)* (p. 2412) ; *Fanton (André)* (p. 2416).

Pont de Tancarville : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 2411, 2412) ; *Menga (Joseph)* (p. 2412).

Seine (aménagement du grand estuaire de la -) : *Hage (Georges)* (p. 2414) ; *Chaboche (Dominique)* (p. 2414) ; *Fanton (André)* (p. 2416).

Discussion des articles (p. 2417).

Article unique *(affectation d'une partie du produit des péages au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine) :* refus de l'État lors de la préparation du contrat pour le 9e Plan d'inscrire comme priorité la construction du pont de Normandie ; importants crédits dégagés par la Basse-Normandie pour réaliser des liaisons routières en relation avec le pont de Honfleur ; ouvrage permettant de nombreuses implantations industrielles et favorisant le développement économique ; objectifs de la Haute-Normandie lors de la conclusion du contrat du 9e Plan différents de ceux de la Basse-Normandie ; nécessité d'assurer la liaison de Calais à Bayonne *via* Rouen et Alençon (p. 2417) ; amendement n° 1 de M. Joseph Menga (information des usagers) ; coût dû pont avec les intérêts cumulés ; incertitude sur la suffisance du produit du péage pour amortir l'emprunt ; principe de transparence nécessaire dans la gestion du pont ; tarifs du pont de Tancarville qui resteront fixés après avis d'une commission permanente rassemblant l'ensemble des parties concernées : rejeté ;

- article unique : adopté (p. 2418).

Après l'article unique : amendement n° 4 de M. Joseph Menga (fixation par décret du montant du produit des péages du pont de Tancarville transféré à la construction du nouveau pont) ; évolution du montant de la part du produit des péages transféré devant être indexée sur les prix de la branche des travaux publics ; concessionnaire exploitant le pont de Tancarville devant conserver l'entière autonomie pour décider l'emploi des fonds dont il dispose : rejeté ; amendement n° 6 de M. Joseph Menga (modification de la composition de la commission permanente d'enquête) ; meilleure participation des usagers quant à la gestion du pont ; amendement tendant à méconnaître les responsabilités actuelles et futures de certains membres de la commission (p. 2419) ; réalisation d'un axe autoroutier Rouen-Le Mans : rejeté.

Explications de vote (p. 2420).

Abstention du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 2421).

Fonds de réserve (affectation du - pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) : *Hage (Georges)* (p. 2420) ; *Menga (Joseph)* (p. 2421).

Havre (développement économique du - et de la région) : *Revet (Charles)* (p. 2420).

Péages (perception de -) : *Hage (Georges)* (p. 2421).

Pont de Normandie ou de Honfleur (construction et financement du -) : *Menga (Joseph)* (p. 2421).

Pont de Rouen : *Revet (Charles)* (p. 2420).

Seine (aménagement du grand estuaire de la -) : *Hage (Georges)* (p. 2420).

T.V.A. (réversion de la - au concessionnaire du pont) : *Hage (Georges)* (p. 2420).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Revet (Charles)* (p. 2420).

Vote hostile du groupe socialiste : *Menga (Joseph)* (p. 2421).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2421).

ÉQUIPEMENT MILITAIRE

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3.**

ESPACE (industrie)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **458, 584.**

ESPAGNE

Voir *Traités et conventions* **28.**

ESSONNE

(Réseau câblé en -)

Voir *Questions orales sans débat* **227.**

ESTONIE

Voir *Pays Baltes.*

E.T.A. MILITAIRE

Voir *Questions au Gouvernement* **471.**

ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (E.N.I.M.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Centre de Saint-Maur

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** article 5 et état C.

Construction d'-

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Voir *Collectivités locales* **9.**

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS PÉNITENTIAIRES

Voir *Administration et régime pénitentiaire* **2.**

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Voir *Sécurité sociale.*

ÉTATS-UNIS

Voir *Traités et conventions* **40.**

Relations des - avec le C.E.E.

Voir *Traités et conventions* **26.**

ÉTHANOL

Voir *Agriculture* **13.**
Lois de finances **4** (Agriculture - B.A.P.S.A.).
Questions orales sans débat **189, 333.**

Carburant (fiscalité de l'-)

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** discussion générale et article 13.

ÉTHIOPIE

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

ÉTRANGERS

9. - Proposition de loi n° 815 tendant à la création d'un haut conseil à l'immigration.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Michel Hannoun. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Droit pénal* **11.**
Français, nationalité française **7.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, intérieur.
Parlement **11.**
Questions au Gouvernement **545.**

Création d'une caisse autonome de sécurité sociale des -

Voir *Questions au Gouvernement* **407.**

Exécution des arrêtés d'expulsion

Voir *Questions au Gouvernement* **618.**

Expulsions d'Iraniens

Voir *Questions orales sans débat* **328, 341.**

Incidents survenus lors de l'expulsion d'un jeune Congolais

Voir *Questions au Gouvernement* **491, 498.**

Politique de l'immigration

Voir *Déclaration du Gouvernement.*

Protection sociale des -

Voir *Rappels au règlement* **828.**

Rapport sur le racisme et les discriminations en France (rapport Hannoun)

Voir *Questions au Gouvernement* **565, 569.**

Vote des immigrés

Voir *Elections et référendums* **46,** discussion des articles, après l'article 9.

ÉTUDIANTS

Grève des - en médecine

Voir *Questions au Gouvernement* **397.**

EUROFER

Voir *Communautés européennes* **5.**

EUROPE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3.**

Défense de l'-

Voir *Questions au Gouvernement* **591, 595, 617.**

- culturelle

Voir *Patrimoine esthétique, archéologique et historique* **1.**

Liaison trans-Manche

Voir *Traités et conventions* **23, 24.**

Sommet de Copenhague

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

EUROTUNNEL

Voir *Traités et conventions* **23, 24.**

EXAMENS, CONCOURS ET DIPLÔMES

1. - Proposition de loi n° 819 relative à la situation des **candidats admis au concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers** organisé dans le département **du Puy-de-Dôme** les 2 février et 10 mai 1984.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Enseignement* **6.**
Enseignement technique et professionnel **4.**

Dispense de diplôme de coiffure pour l'établissement en France des ressortissants de la C.E.E.

Voir *Commerce et artisanat* **8.**

Problème de boycott des examens médicaux

Voir *Questions au Gouvernement* **397.**

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voir *Agriculture* **12.**
Mutualité sociale agricole **2.**

EXPROPRIATION

1. - Projet de loi n° 1011 autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l' **organisation** ou au **déroulement des XVI^e Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie,** l'application de la **procédure d'extrême urgence** et la **réquisition temporaire** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) **n° 7** (1987-1988). - Dépôt le 2 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Raymond Bouvier. - Rapport n° **68** (1987-1988). - Discussion le 4 novembre 1987. - Adoption le 4 novembre 1987. - Projet de loi n° **29.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (20 novembre 1987). - Rapport n° **1086** (2 décembre 1987). - Discussion le 16 décembre 1987. - Deuxième délibération (art. 2) le 16 décembre 1987. - Adoption le 16 décembre 1987. - Projet de loi n° **208.**

Loi n° 87-1132 du 31 décembre 1987 publiée au J.O. du 1er janvier 1988 (p. 12).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1987] (p. 7553).

Comité d'organisation des jeux Olympiques (C.O.J.O.) (exclusion du - des élus communistes) : *Giard (Jean)* (p. 7554).

Financement des jeux Olympiques (protocole État-région-département pour le -) : *Giard (Jean)* (p. 7555).

Planification des travaux nécessaires au déroulement des jeux Olympiques d'Albertville : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7553) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7554).

Procédure d'extrême urgence (extension de la - prévue au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7553) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7554).

Protection des droits des individus : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7553) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7554).

Réquisitions temporaires : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7553) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7554).

Savoie (utilisation après les jeux Olympiques des capacités hôtelières créées en -) : *Giard (Jean)* (p. 7554).

Travaux nécessitant le recours à la procédure d'extrême urgence : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7553) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7554).

Discussion des articles (p. 7755).

Titre Ier, article 1er *(application de la procédure d'extrême urgence pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'organisation et au déroulement des XVI^es jeux Olympiques d'hiver) :* amendement n° 3 de M. Michel Barnier (cantons concernés par les dispositions exceptionnelles) ; amendement n° 1 de M. Louis Besson (même objet) (p. 7555) : rejetés ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* amendement n° 2 de M. Louis Besson (de précision) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Titre II, article 3 *(champ d'application de la réquisition temporaire)* (p. 7557) : adopté.

Article 4 *(contenu et effets de l'arrêté de réquisition) :* adopté.

Article 5 *(indemnisation du préjudice causé par la réquisition) :* adopté.

Article 6 *(constat des lieux) :* adopté.

Article 7 *(propriété des installations et équipements) :* adopté.

Article 8 *(remise en état des terrains) :* adopté.

Article 9 *(garantie de l'État) :* adopté.

Article 10 *(levée anticipée de la réquisition) :* adopté.

Article 11 *(paiement des loyers, fermages et redevances) :* adopté.

Article 12 *(recours à la force publique) :* adopté.

Article 12 *bis* *(spécificité du régime de réquisition proposé pour les jeux Olympiques de 1992) :* adopté.

Titre III, article 13 *(conditions d'application de la loi) :* adopté.

Seconde délibération (p. 7558).

Report de l'adoption définitive à la prochaine session ordinaire en cas de rédaction différente de celle proposée par le Sénat (p. 7558).

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* amendement n° 1 du Gouvernement (rédaction dans les termes du Sénat) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7559).

Voir *Agriculture* **11.**
Logement et habitat **8.**

EXPULSION

- de ressortissants iraniens

Voir *Rappels au règlement* **842.**

EXTRADITION

Voir *Procédure pénale* **5.**
Traités et conventions **27, 28.**

F

FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

6. - Projet de loi n° 623 modifiant la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises** et la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et par M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Serge Charles (9 avril 1987). - Rapport n° **1029** (12 novembre 1987).

Voir *Justice* **9.**

Créanciers des entreprises en -

Voir *Questions orales sans débat* **173.**

FAITS PERSONNELS

20. - M. Louis Mexandeau : rappelle sa mise en cause par le Premier ministre ; utilisation de l'article 49-3 de la Constitution [20 mai 1987] (p. 1388) ; M. Claude Labbé, en qualité de vice-président : regrette que M. Louis Mexandeau en violation totale de la Constitution reprenne une discussion interrompue par l'application de l'article 49, alinéa 3 (p. 1388) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : ses observations sur le déroulement du débat relatif à l'aménagement du temps de travail (p. 1388).

21. - M. Jean-Claude Martinez : sa mise en cause par M. Robert-André Vivien à propos de son rapport sur le budget de l'éducation nationale pour 1987 [3 juin 1987] (p. 1853).

22. - M. Louis Mexandeau : homogénéité de la position du groupe socialiste sur le sous-amendement Lamassoure [relatif à la règle du « trentième indivisible » dans la fonction publique] ; ses observations sur l'application perverse de la loi sur la possibilité de faire une heure de grève ; propos injurieux tenus par M. Bruno Gollnisch ayant parlé de « détournement » à propos du vote de certains de ses collègues U.D.F. sur le deuxième projet de loi de règlement ; solidarité des députés des différents groupes lors de certains scrutins publics [17 juin 1987] (p. 2814).

23. - M. Bruno Gollnisch : son comportement lors de la séance du 9 octobre 1987 ; affaire du jeune Congolais en instance d'expulsion « délivré » par des militants du parti communiste [15 octobre 1987] (p. 4411).

24. - M. Jacques Toubon : propos de M. Lionel Jospin assimilant les propositions R.P.R. relatives au financement des campagnes électorales et des partis politiques à des abus de biens sociaux [3 décembre 1987] (p. 6736).

25. - M. Pierre Joxe : rappelle comment il a été condamné à un franc de dommages et intérêts devant les tribunaux civils pour atteinte à l'honneur des dirigeants du R.P.R. ; demande l'origine des fonds actuellement utilisés pour la campagne du R.P.R. [23 février 1988] (p. 281).

26. - M. Jacques Toubon : demande à M. Pierre Joxe comment le parti socialiste s'est procuré un siège rue de Solferino [23 février 1988] (p. 281).

27. - M. Pierre Joxe : explique comment le parti socialiste a été amené à louer à une mutuelle de retraite son siège social rue de Solferino, à Paris [23 février 1988] (p. 281).

FAMILLE

7. - Proposition de loi n° 509 tendant à compléter le code de la famille et de l'aide sociale afin de permettre aux **anciens pupilles de l'Etat,** devenus majeurs, d'obtenir les renseignements concernant leurs **origines familiales** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (9 avril 1987).

10. - Projet de loi n° 617 sur l'exercice de l'**autorité parentale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme ; lettre du Premier ministre, en date du 6 mai 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (9 avril 1987). - Rapport n° **693** (29 avril 1987). - Discussion le 7 mai 1987. - Adoption le 7 mai 1987. - Projet de loi n° **101.**

Sénat (première lecture) n° **223.** - Dépôt le 12 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **232** (1986-1987). - Discussion le 17 juin 1987. - Adoption le 17 juin 1987. - Projet de loi n° **86.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **860.** - Dépôt le 18 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. - Rapport n° **886** (24 juin 1987). - Discussion le 3 juillet 1987. - Adoption avec modifications le 3 juillet 1987. - Projet de loi n° **152.**

Sénat (deuxième lecture) n° **354.** - Dépôt le 7 juillet 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **360** (7 juillet 1987). - Discussion le 7 juillet 1987. - Adoption avec modifications le 7 juillet 1987. - Projet de loi n° **116.**

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **924.** - Dépôt le 7 juillet 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau *[J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523). - Réunion le 9 juillet 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Toubon. - Rapport n° **937** (9 juillet 1987). - Discussion le 9 juillet 1987. - Adoption avec modifications le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **161.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **369** (9 juillet 1987). - Discussion le 9 juillet 1987. - Adoption définitive le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **128.**

Loi n° 87-570 du 22 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 24 juillet 1987 (p. 8253).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 1987] (p. 947).

Motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : *Bachelot (François)* (p. 967, 968) ; *Mazeaud (Pierre),* (rapporteur) (p. 968).

Autorité parentale (devoir des parents) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 949) ; *Delattre (Francis)* (p. 952).

Autorité parentale (exercice conjoint de l' -) :

- à la seule demande des parents : *Mazeaud (Pierre)* (p. 948) ; *Delattre (Francis)* (p. 952) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 954) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 963) ; *Roudy (Yvette)* (p. 965).

- caractère automatique : *Hannoun (Michel)* (p. 960) ; *Boutin (Christine)* (p. 963) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 964) ; *Bachelat (François)* (p. 967).

Autorité parentale (lien avec la garde) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 948) ; *Malhuret (Claude)* (p. 950, 951) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 952).

Enfant issu du mariage :

- audition par le juge de l' - : *Delattre (Francis)* (p. 953) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 954) ; *Roussel (Jean)* (p. 956) ; *Papon (Christiane)* (p. 956) ; *Welzer (Gérard)* (p. 958) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 961) ; *Boutin (Christine)* (p. 962) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 963) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 965).

- résidence de l' - : *Malhuret (Claude)* (p. 950) ; *Delattre (Francis)* (p. 953) ; *Chollet (Paul)* (p. 964).

Enfant non issu du mariage :

- généralités : *Delattre (Francis)* (p. 953) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 954) ; *Papon (Christiane)* (p. 957) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 957) ; *Hannoun (Michel)* (p. 959) ; *Boutin (Christine)* (p. 962) ; *Avice (Edwige)* (p. 966).

- pères (droits des -) : *Malhuret (Claude)* (p. 951) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 964).

- proposition du P.C.F. sur l'égalité des parents : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 952).

Enfants enlevés par leur père (et enfants des couples franco-algériens) : *Nevoux (Paulette)* (p. 954, 955) ; *Roussel (Jean)* (p. 955) ; *Avice (Edwige)* (p. 966).

Famille :

- déstabilisation de la - : *Mazeaud (Pierre)* (p. 948) ; *Roussel (Jean)* (p. 955, 956) ; *Bachelot (François)* (p. 968).

- encouragement d'un modèle de - par la loi : *Neiertz (Véronique)* (p. 960).

Familles (conditions de vie des -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 951).

Garde alternée : *Nevoux (Paulette)* (p. 954).

Juge (latitude laissée au -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 952).

Mères (prérogatives des -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 961).

Mœurs (évolution des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 948) ; *Malhuret (Claude)* (p. 950) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 951) ; *Delattre (Francis)* (p. 953) ; *Roussel (Jean)* (p. 955) ; *Hannoun (Michel)* (p. 958, 959) ; *Boutin (Christine)* (p. 961) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 962, 963) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 963) ; *Avice (Edwige)* (p. 965).

Pensions alimentaires (paiement des -) : *Papon (Christiane)* (p. 957) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 961) ; *Roudy (Yvette)* (p. 965) ; *Avice (Edwige)* (p. 967).

Pères (nouveaux comportements des -) : *Delattre (Francis)* (p. 953) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 960).

Rappel au règlement de Mme Paulette Nevoux : *Nevoux (Paulette)* (p. 966) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 966).

Secrétariat d'Etat aux droits de l'homme (rôle intérieur du -) : *Malhuret (Claude)* (p. 949) ; *Roudy (Yvette)* (p. 965).

Discussion des articles [7 mai 1987] (p. 968, 978).

Avant l'article 1er et article 1er : réservés.

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce) :* amendement n° 57 rectifié de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jean Roussel (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; pouvoirs du juge) (p. 968) ; amendement n° 5 de la commission (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; indication de la résidence habituelle de l'enfant par le juge ; sous-amendement n° 40 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 5 de la commission (juge statuant sur les modalités de résidence de l'enfant) ; amendement n° 30 rectifié de Mme Chritine Boutin (régle de la garde conjointe ; juge statuant sur la résidence habituelle de l'enfant) ; amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Claude Martinez (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; juge précisant la résidence habituelle de l'enfant) ; amendement n° 33 de Mme Paulette Nevoux soutenu par M. Gérard Welzer (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) ; amendement n° 59 de M. Guy Ducoloné (exercice conjoint de l'autorité parentale sous réserve de l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) ; garde alternée ; audition obligatoire des enfants par le juge (p. 969) ; notion de résidence habituelle ; principe de l'audition de l'enfant ; résidence alternée ; attribution de la garde à l'un des parents en cas de désaccord entre ces derniers ; latitude laissée au juge (p. 970) ; résidence alternée ; fixation par le juge de la résidence habituelle de l'enfant même cas en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale ; amendement n° 57 rectifié : rejeté ; sous-amendement n° 40 : rejeté ; amendement n° 5 : adopté ; amendements nos 30 rectifié, 55 rectifié, 33 et 59 : devenus sans objet ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) : amendement n° 54 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Georges Paul Wagner (reconnaissance constitutionnelle du droit de l'enfant de vivre avec ses père et mère ensemble) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jean Roussel (possibilité pour un époux ayant consenti au divorce de revenir sur sa décision au cours de la procédure) (p. 971) ; conjoints liés devant le juge ; divorce par consentement mutuel ; amendement n° 51 : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (de coordination ; exercice de l'autorité parentale substituée à la garde) : adopté ; amendement n° 52 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jean Roussel (délai d'un mois pour le prononcé de l'ordonnance de non-conciliation à compter de la demande de divorce) ; vide juridique entre le dépôt de la requête de divorce et la date de prise de l'ordonnance de non-conciliation ; amendement n° 52 : rejeté ; amendement n° 66 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Georges-Paul Wagner (nouvelle rédaction de l'article 252-1 du code civil relatif à la procédure de divorce ; délai de réflexion de trois mois pendant lequel la résidence des époux demeure commune et celle des enfants fixée au domicile conjugal) (p. 972) : rejeté ; amendement n° 53 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jean Roussel (délai maximum de six mois pour le jugement d'appel sur l'ordonnance de non-conciliation) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 256 du code civil ; autorité parentale se substituant à la garde) ; sous-amendement n° 58 rectifié de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 72 de M. Guy Ducoloné (juge se prononçant sur les modalités de résidence, de visite et d'hébergement ; fixation par celui-ci de la contribution due par chacun des parents à proportion de leurs ressources pour l'entretien et l'éducation des enfants) ; rectification de ce sous-amendement (p. 973) ; contribution des époux déterminée par l'article 208 du code civil ; sous-amendement n° 58 rectifié : adopté ; sous-amendement n° 72 rectifié : rejeté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté.

Article 1er précédemment réservé *(sort du logement familial après divorce) :* amendement n° 4 de la commission (de coordination) ; amendement n° 32 de Mme Paulette Nevoux (de coordination) ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 32 : devenu sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (insertion d'un article 287-2 du code civil ; enquête sociale effectuée à la demande du juge avant toute décision relative au sort des enfants) : adopté (p. 978).

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien) :* amendement n° 71 de M. Ronald Perdomo (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 56 de M. Jean-Claude Martinez (contribution du parent non gardien à proportion de ses ressources et de celles de l'autre parent) ; amendement n° 8 rectifié de la commission (droit de surveillance et d'information du parent non gardien ; contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources) ; sous-amendement n° 60 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (possibilité pour le parent non gardien de déférer au juge les décisions importantes concernant l'enfant, prises par le parent investi de l'autorité parentale) ; sous-amendement n° 61 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 8 de la commission (contribution due par le parent non gardien tenant compte des ressources respectives des parents) ; amendement n° 56 : rejeté ; sous-amendements nos 60 et 61 : rejeté ; amendement n° 8 rectifié : adopté ;

- en conséquence ce texte devient l'article 3, et les amendements nos 34 et 35 de Mme Paulette Nevoux deviennent sans objet.

Après l'article 3 : amendement n° 9 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 62 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Guy Ducoloné (juge tenant compte des sentiments exprimés par l'enfant et pouvant, lorsque l'enfant de plus de 13 ans a indiqué son désir de vivre avec l'un ou l'autre de ses parents, procéder à son audition en cas de désaccord entre les parents) ; amendement n° 10 rectifié de la commission et n° 36 rectifié de Mme Paulette Nevoux soutenu par M. Gérard Welzer (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition des enfants de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) ; amendement n° 29 de M. Francis Delattre (même objet) ; principe de la non-audition de l'enfant de moins de 13 ans (p. 980) ; principe de l'audition de l'enfant de plus de 13 ans sauf inconvénient grave pour celui-ci ; audition obligatoire ; recrutement de magistrats supplémentaires dans le domaine des affaires matrimoniales ; retrait de l'amendement n° 29 (p. 981) ; amendement n° 62 : rejeté ; amendements nos 10 rectifié et n° 36 rectifié : adoptés au scrutin public ; amendement n° 37 de Mme Paulette Nevoux soutenu par M. Gérard Welzer (parent débiteur privé de l'exercice conjoint de l'autorité parentale en cas de non-paiement de la pension alimentaire pendant deux mois au cours d'un semestre) (p. 982) ; amendement n° 11 de la commission (de coordination) ; situation économique difficile des débiteurs ; nécessité d'une intervention du juge ; amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 983) : adopté (p. 984).

Article 4 *(exercice de l'autorité parentale après divorce) :* amendement n° 63 de M. Guy Ducoloné (rédactionnel) ; application de l'article 372-1 du code civil permettant au parent

n'exerçant pas l'autorité parentale de contester les décisions de l'autre parent) ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 42 de Mme Paulette Nevoux soutenu par M. Gérard Welzer à l'amendement n° 15 de la commission (suppression du droit de surveillance du parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; sous-amendement n° 43 de Mme Paulette Nevoux soutenu par M. Gérard Welzer à l'amendement n° 15 de la commission (information du parent n'exerçant pas l'autorité parentale sur les choix importants relatifs à la vie de l'enfant) ; article 288 du code civil ; amendement n° 63 : rejeté ; sous-amendements n°s 42 et 43 : rejetés ; amendement n° 15 : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 4 et les amendements n° 65 de M. Jean-Claude Martinez et n° 38 de Mme Paulette Nevoux deviennent sans objet.

Après l'article 4 : amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 984) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (exercice de l'autorité parentale quand l'enfant est confié à un tiers) : adopté.

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels) :* amendement n° 39 de Mme Paulette Nevoux (déclaration des parents devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; maintien des droits de visite et d'information pour le parent n'exerçant plus l'autorité parentale) ; amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 5 ; possibilité d'exercice en commun de l'autorité parentale après déclaration conjointe devant le juge) ; sous-amendement n° 44 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (exercice conjoint de l'autorité parentale sur déclaration à l'officier d'état civil) ; sous-amendement n° 45 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (suppression pour le juge de la possibilité d'ordonner l'exercice conjoint de l'autorité parentale à la demande d'un des parents ou du ministère public) ; sous-amendement n° 46 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (juge non habilité à indiquer la résidence habituelle de l'enfant) ; sous-amendement n° 48 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (droit d'information se substituant à celui de surveillance pour le parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; sous-amendement n° 47 de Mme Paulette Nevoux, soutenu par M. Gérard Welzer, à l'amendement n° 18 de la commission (maintien d'un droit de visite et d'information pour le parent cessant d'exercer l'autorité parentale) (p. 985) ; réticence des couples non mariés à s'adresser au juge ; problème de l'authenticité des reconnaissances du père ou de la mère ; résidence habituelle de l'enfant ; droit d'information (p. 986) ; déclaration devant l'officier d'état civil ; transformation de l'amendement n° 64 de M. Guy Ducoloné en deux sous-amendements n° 64 rectifié et n° 73 à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article ; alignement du régime applicable aux parents d'enfants naturels sur celui des parents mariés) ; amendement n° 39 : rejeté ; sous-amendement n° 44 : rejeté ; sous-amendements n° 64 rectifié, et 45 : rejetés (p. 987) ; sous-amendements n°s 46, 48, 47 et 73 ; rejetés ; amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 70 de Mme Marie-Thérèse Boisseau : devenu sans objet ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(de coordination) :* amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendements n°s 20, 21 corrigé, 22, 23 et 24 de la commission (de coordination) : adoptés ; amendement n° 25 corrigé de la commission (de coordination) (p. 988) : adopté ; amendements n°s 26 et 27 rectifié de la commission (de coordination) : adoptés ; amendement n° 28 de la commission (article 357 du code pénal ; enlèvement et non-présentation d'enfant ; rédactionnel) ; sous-amendements n°s 49 et 50 de Mme Paulette Nevoux (application de l'article 357 du code pénal en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) ; enfants de couples mixtes et enfants franco-algériens (p. 989) ; application de l'article 357 du code pénal (p. 990) ; sous-amendement n° 49 : adopté au scrutin public ; sous-amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 28, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(instances en cours à la date d'entrée en vigueur de la loi) :* adopté.

Article 8 *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) :* adopté.

Explications de vote (p. 991).

Abstention du groupe Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 991).

Audition de l'enfant : *Welzer (Gérard)* (p. 991) ; *Delattre (Francis)* (p. 991) ; *Papon (Christiane) (p. 992).*

Divorce (réforme du -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 991).

Innovation technologique et changement social (adaptation du droit à l' - et au -) : *Malhuret (Claude)* (p. 992).

Proposition de loi du parti communiste sur la famille : *Ducoloné (Guy)* (p. 991).

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 991).

Vote favorable du groupe socialiste : *Welzer (Gérard)* (p. 991).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Delattre (Francis)* (p. 991).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Papon (Christiane)* (p. 992).

Adoption par scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 992).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3661)].

Audition de l'enfant par le juge : *Malhuret (Claude)* (p. 3662).

Autorité parentale (exercice conjoint de l' -) :

- à la seule demande des parents : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3661, 3662) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3663) ;

- caractère automatique : *Boutin (Christine)* (p. 3664) ;

- disparité entre les enfants selon qu'ils sont ou non issus du mariage (et proposition de loi commune de Mme Paulette Nevoux et de M. Pierre Mazeaud) : *Malhuret (Claude)* (p. 3663) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3663) ;

- jurisprudence de la Cour de cassation : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3662) ; *Malhuret (Claude)* (p. 3663) ; *Boutin (Christine)* (p. 3664).

- pouvoirs et rôle du juge : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3662) ; *Malhuret (Claude)* (p. 3662, 3663) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3663) ; *Boutin (Christine)* (p. 3664) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3665).

Avocats : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3662).

Conditions d'examen du texte en première lecture : *Boutin (Christine)* (p. 3664) ; *Mazeau (Pierre)* (p. 3665).

Famille :

- propositions du parti communiste pour la - : *Ducoloné (Guy)* (p. 3665).

- rôle de l'Etat dans le choix d'un modèle de - : *Neiertz (Véronique)* (p. 3663).

Pères (comportement des -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 3663).

Discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3665).

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce) :* amendement n° 1 de la commission (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents) (p. 3665) ; décision du juge pour les enfants naturels : adopté au scrutin public ; amendement n° 3 corrigé de Mme Christine Boutin (fixation par le juge des modalités de résidence de l'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) ; garde alternée ; choix des parents en matière de modalités de résidence : retiré ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien)* (p. 3666) ; adopté.

Article 3 *ter* *(audition de l'enfant au cours de la procédure de divorce) :* amendement n° 2 de la commission (audition obligatoire des enfants de plus de treize ans sauf décision spécialement motivée du juge) : adopté ;

- article 3 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *bis* *(modification rédactionnelle de l'article 375 du code civil) :* adopté.

Article 6 *quater* *(modification rédactionnelle de l'article 375 du code civil)* : adopté.

Article 6 *quinquies (modification rédactionnelle de l'article 375 du code civil)* : adopté.

Explications de vote (p. 3667).

Abstention du groupe Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3667).

Divorce (nécessité de modifier la procédure de -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3667).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3668).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [9 juillet 1987 (p. 3897)].

Audition de l'enfant mineur (procès-verbal de l' -) : *Malhuret (Claude)* (p. 3898) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3898).

Divorce : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3899).

Exercice conjoint de l'autorité parentale : *Toubon (Jacques)* (p. 3897, 3898) ; *Malhuret (Claude)* (p. 3898) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3898, 3899) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3899, 3900) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3900).

Abstention du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3900).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3901).

Adoption de l'ensemble du projet de loi dans le texte de la commission mixte paritaire (p. 3901).

11. - Proposition de loi n° 756 tendant à améliorer la situation des **familles monoparentales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par Mme Jacqueline Hoffmann et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. - Proposition de loi n° 1190 tendant à assurer les conditions d'une véritable table **politique familiale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par Mme Christine Boutin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. - Proposition de loi n° 1200 tendant à modifier l'article 374 du code civil relatif à l'exercice de l' **autorité parentale** en ce qui concerne les **enfants naturels.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par Mme Paulette Nevoux et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Adoption* **3.**
Assurance vieillesse : Généralités **7.**
Divorce **5.**
Logement et habitat **15.**
Sécurité sociale **8,** avant la discussion des articles.
Sécurité sociale **12.**

Allocation parentale d'éducation

Voir *Questions au Gouvernement* **513.**

Prestations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* **442.**

Statut social de la mère de famille

Voir *Questions au Gouvernement* **513.**

FAMILLES

- en difficulté

Voir *Questions orales sans débat* **247.**

FAMINE

Lutte contre la -

Voir *Traités et conventions* **28.**

FEMMES

3. - Proposition de loi n° 606 relative à la **dignité de la femme** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (16 avril 1987).

Voir *Famille* **4, 11.**
Santé publique **7.**
Vie, médecine et biologie **7.**

Mères de famille

Voir *Questions orales sans débat* **199.**

Mères de handicapés

Voir *Questions orales sans débat* **302.**

F.E.O.G.A.

Voir *Communautés européennes* **5.**

FERRAILLES

Récupération des -

Voir *Questions orales sans débat* **207.**

FERSO (Société)

Voir *Questions au Gouvernement* **335.**

FINANCEMENT

Voir *Partis et groupements politiques* **2.**

FINANCES LOCALES

- fiscalité locale

Voir *Impôts et taxes* **7,** discussion des articles, article 16.
Lois de finances **4,** deuxième partie, Intérieur.

FINANCES PUBLIQUES

1. - Proposition de loi n° 731 tendant à mettre un **terme à l'injustice et à la dilapidation des fonds publics résultant de l'emprunt 7 p. 100 1973-1988.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Roger Combrisson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

FLERS - CONDÉ-SUR-NOIREAU

Bassin d'emploi de -

Voir *Questions orales sans débat* **212.**

FLEXIBILITÉ

Voir *Travail* **7.**

FOIRES ET MARCHÉS

Voir *Lois de finances* **4,** Commerce et artisanat.

Activités foraines

Voir *Arts et spectacles* **1.**

Objets anciens ou usagés

Voir *Droit pénal* **10.**

Situation des forains

Voir *Questions au Gouvernement* **448.**

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

3. - Proposition de loi n° 222 tendant à **rétablir le titre de préfet** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Alain Lamassoure. - Rapport n° **832** (10 juin 1987).

7. - Proposition de loi n° 655 tendant à instituer une **procédure de médiation préalable** et à assurer un **service minimal en cas de grève dans les services publics.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Pierre Claisse. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 939 tendant à étendre le code du travail aux **agents contractuels de la fonction publique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 juillet 1987 par M. Maurice Ligot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (5 novembre 1987).

9. - Proposition de loi n° 1138 relative à la **limite d'âge** de **certains fonctionnaires civils de l'Etat.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 décembre 1987 par M. Alain Lamassoure et M. Henri Cuq. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (17 décembre 1987). - Rapport n° **1167** (18 décembre 1987). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **216.**

Sénat (première lecture). - n° **191** (1987-1988). - Dépôt le 19 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **193** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **67.**

Loi n° 87-1129 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 10).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] (p. 7839).

Etat (maintien de la permanence de l' - en période d'élection présidentielle) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7839) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7840) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 7840).

Hauts fonctionnaires susceptibles d'être maintenus en fonction au-delà de la limite d'âge : *Limouzy (Jacques)* (p. 7839) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7840).

Maintien en fonction de hauts fonctionnaires (durée maximale du -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7839).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1987] (p. 7840).

Article unique *(champ d'application de la loi)* : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 1 du Gouvernement (prorogation pour un an du dispositif de cessation progressive d'activité dans la fontion publique) : adopté.

Explications de vote (p. 7840).

Age de la retraite (opposition au report de l' -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7840).

Nombre de fonctionnaires concernés : *Ducoloné (Guy)* (p. 7940).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7841).

10. - Proposition de loi n° 1234 tendant à rétablir la loi n° 77-730 du 7 juillet 1977 instituant des **modalités exceptionnelles d'accès** aux **corps de fonctionnaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Dominique Bussereau. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Gouvernement* **1.**
Logement et habitat **17.**
Politique économique et sociale **12.**

Congé parental

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 43.

Détachement auprès d'un parlementaire

Voir *Collectivités locales* **7,** discussion des articles, après l'article 8 *quinquies.*

Droit de grève

Voir *Questions au Gouvernement* **477.**
Rappels au règlement **628, 627, 628.**
Sécurité sociale **8,** discussion des articles, avant l'article 46.

Handicapés

Voir *Handicapés* **4.**

Limite d'âge des -

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **9.**

Mensualisation des retraites des fonctionnaires

Voir *Questions au Gouvernement* **518.**

Personnels militaires

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 45.

Pouvoir d'achat

Voir *Questions au Gouvernement* **477.**
Questions orales sans débat **278.**

Recrutement de contractuels

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, articles 39 et 40.

Recrutement de handicapés

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 42.

Rémunération des -

Voir *Questions au Gouvernement* **541.**

FONCTION PUBLIQUE

Congé parental

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 43.

Politisation de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **477.**

Problèmes posés par le droit communautaire

Voir *Sécurité sociale* **8.**

Recrutement de contractuels dans la -

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, articles 39, 40.

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 27.

FONCTION PUBLIQUE LOCALE

Voir *Lois de finances* **4,** Intérieur

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Projet de loi n° 694 modifiant les dispositions relatives à la **fonction publique territoriale** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). - N° **80** (1986-1987). - Dépôt le 26 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **170** (1986-1987). - Discussion les 16, 22, 23, 24 et 28 avril 1987. - Adoption le 28 avril 1987. - Projet de loi n° **58.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 29 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (7 mai 1987). - Rapport n° **783** (21 mai 1987). - Discussion les 25, 26, 27 mai et 17 juin 1987. - Deuxième délibération (art. 1, 4, 14*bis*, 16 *quater*, 16 *septies*, 26 *bis*). - Adoption le 17 juin 1987. - Projet de loi n° **126.**

Sénat (deuxième lecture). - N° **300**. - Dépôt le 17 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission mixte paritaire. 8 Nomination [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694). - Bureau [*J.O.* du 24 juin 1987] (p. 6838). - Réunion le 23 juin 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **313** (23 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **113.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Dominique Perben. - Rapport n° **885** (23 juin 1987). - Discussion le 3 juillet 1987. - Adoption définitive le 3 juillet 1987. - Projet de loi n° **153.**

Loi n° 87-529 du 13 juillet 1987. - Publiée au *J.O.* du 16 juillet 1987 (p. 7918).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 694 et ceux de la loi

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE Ier A (Sénat)			
		Dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires			
	1 A (Sénat)	Statuts particuliers des corps et cadres d'emplois.	Première lecture : 26 mai 1987	1630	1
	1 B (Sénat)	Mobilité au sein de la fonction publique.	Première lecture : 26 mai 1987	1632	2
	1 C (Sénat)	Tableau de classement des corps, grades et emplois.	Première lecture : 26 mai 1987	1634	3
	1 C *bis* (A.N.)	Consultation du conseil de discipline.	Première lecture : 26 mai 1987	1635	4
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3674	
		CHAPITRE Ier			
		Dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale			
	1 D	Champ d'application de la loi.	Première lecture : 26 mai 1987	1635	5
1		Recrutement des agents non titulaires.	Première lecture : 26 mai 1987	1635	6
			Seconde délibération : 17 juin 1987	2810	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3674	
2		Institution des cadres d'emplois.	Première lecture : 26 mai 1987	1640	7
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3674	
	2 *bis* (Sénat)	Représentation syndicale au conseil supérieur de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 26 mai 1987	1643	8
	2 *ter* (Sénat)	Réunion du conseil supérieur de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 26 mai 1987	1644	9
	2 *quater* (Sénat)	Commission mixte paritaire.	Première lecture : 26 mai 1987	1644	10
3		Modification de l'intitulé.	Première lecture : 26 mai 1987	1646	11
4		Centre national de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 26 mai 1987	1646	12
			27 mai 1987	1717	
			Seconde délibération : 17 juin 1987	2810	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3674	
5		Organisation et champ de compétence des centres de gestion.	Première lecture : 27 mai 1987	1723	13
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3675	
6		Conditions d'affiliation aux centres de gestion.	Première lecture : 27 mai 1987	1724	14
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3675	
7		Centre interdépartemental unique de la petite couronne.	Première lecture : 27 mai 1987	1725	15
8		Centre interdépartemental unique de la grande couronne.	Première lecture : 27 mai 1987	1727	16
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3675	
9		Budget des centres de gestion.	Première lecture : 27 mai 1987	1728	17
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3675	
	9 *bis* (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Possibilité pour le centre national de la fonction publique territoriale de percevoir des droits d'inscription sur les concours nationaux qu'il organise.	Première lecture : 27 mai 1987	1732	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
10		Missions des centres de gestion.	Première lecture : 27 mai 1987	1732	18
11		Contrôle administratif et budgétaire applicable aux centres de gestion.	Première lecture : 27 mai 1987	1734	19
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
12		Commissions administratives paritaires.	Première lecture : 27 mai 1987	1735	20
	12 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.) Maintenu (C.M.P.)	Présidence des conseils de discipline.	Première lecture : 27 mai 1987	1741	21
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
	12 *ter* (Sénat)	Concours sur titres.	Première lecture : 27 mai 1987	1742	22
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
	12 *quater* (Sénat)	Création ou vacance d'emploi.	Première lecture : 27 mai 1987	1743	23
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
13		Listes d'aptitude.	Première lecture : 27 mai 1987	1743	24
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
	13 *bis* (Sénat)	Dispense de stage.	Première lecture : 27 mai 1987	1745	25
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
	13 *ter* (Sénat)	Recrutement direct.	Première lecture : 27 mai 1987	1746	26
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
14		Mutations.	Première lecture : 27 mai 1987	1748	27
	14 *bis* (Sénat)	Emplois fonctionnels.	Première lecture : 27 mai 1987	1748	28
			Seconde délibération : 17 juin 1987	2811	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
	14 *ter* (Sénat)	Recours contre le tiers responsable en cas d'accident du travail.	Première lecture : 27 mai 1987	1749	29
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3676	
15		Réintégration des fonctionnaires détachés.	Première lecture : 27 mai 1987	1750	30
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	15 *bis*	Congé parental.	Première lecture : 27 mai 1987	1750	31
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
16		Avancement.	Première lecture : 27 mai 1987	1751	32
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *bis* (Sénat)	Surclassement des communes touristiques.	Première lecture : 27 mai 1987	1752	33
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *ter* (Sénat)	Sanctions disciplinaires.	Première lecture : 27 mai 1987	1752	34
	16 *quater* (Sénat)	Composition du conseil de discipline.	Première lecture : 27 mai 1987	1753	35
			Seconde délibération : 17 juin 1987	2812	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *quinquies* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Consultation du conseil de discipline.	Première lecture : 27 mai 1987	1755	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	16 *sexies* (Sénat) Supprimé (C.M.P.)	Recours contre les sanctions disciplinaires.	Première lecture : 27 mai 1987	1755	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *septies* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Composition de la commission administrative paritaire siégeant en matière disciplinaire ou en matière d'insuffisance professionnelle.	Première lecture : 27 mai 1987	1756	
			Seconde délibération : 17 juin 1987	2812	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *septies bis* (A.N.)	Création d'une instance disciplinaire d'appel au niveau régional se substituant au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 27 mai 1987	1756	36
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *septies ter* (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 27 mai 1987	1756	37
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
	16 *octies* (Sénat) Supprimé (C.M.P.)	Indemnité de licenciement.	Première lecture : 27 mai 1987	1757	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3677	
17		Prise en charge des agents privés d'emplois.	Première lecture : 27 mai 1987	1757	38
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3678	
	17 *bis* (Sénat)	Décharge de service pour activités syndicales.	Première lecture : 27 mai 1987	1759	39
	17 *ter* (Sénat)	Dispositions transitoires relatives aux listes d'aptitude.	Première lecture : 27 mai 1987	1759	40
	17 *quater* (Sénat)	Statut des personnels parisiens.	Première lecture : 27 mai 1987	1759	41
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3678	
	17 *quinquies* (Sénat)	Droit d'option.	Première lecture : 27 mai 1987	1761	42
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3678	
	17 *sexies* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Affiliation des fonctionnaires des départements d'Alsace-Moselle à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.	Première lecture : 27 mai 1987	1762	
18		Abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.	Première lecture : 27 mai 1987	1763	43
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3678	
		CHAPITRE II			
		Dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale			
	19 A (Sénat)	Plans de formation.	Première lecture : 27 mai 1987	1765	44
	19 B (A.N.)	Majorité au conseil d'administration du Centre national pour décider du remboursement aux collectivités des formations extérieures.	Première lecture : 27 mai 1987	1766	45
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3678	
19		Répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 27 mai 1987	1767	46
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3679	
	19 *bis* (A.N.)	Formation commune aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux par convention entre le centre national de la formation publique territoriale et les écoles de l'Etat ou ses établissements publics.	Première lecture : 17 juin 1987	2787	47
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3679	
20		Abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984.	Première lecture : 17 juin 1987	2788	48
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3679	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE III			
		Dispositions modifiant la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la collectivité publique territoriale			
21		Abrogations et modifications diverses de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985.	Première lecture : 17 juin 1987	2789	49
	21 *bis* (Sénat) Supprimé (A.N.)	Abrogation de l'article 8 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985.	Première lecture : 17 juin 1987	2789	
		CHAPITRE IV			
		Disposition finales			
	22 A (A.N.)	Dissolution de plein droit du C.F.P.C. et du centre national de gestion à la date de mise en place du Centre national de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2789 3679	50
22		Transfert des moyens du C.F.P.C. et du centre national de gestion au centre national de la fonction publique territoriale.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2790 3679	51
	22 *bis* (A.N.)	Adaptation de la spécificité et de l'évolution des caisses de crédit municipal à la loi sur la fonction publique territoriale, en fonction du décret-loi du 20 mai 1955 et de la loi bancaire de 1984.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2790 3679	52
	22 *ter* (A.N.)	Statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2791 3679	53
	23 (Sénat)	Dispositions transitoires relatives à l'organisation des concours.	Première lecture : 17 juin 1987	2793	54
	23 *bis* (A.N.)	Maintien des compétences d'organes d'appel des sanctions disciplinaires au conseil supérieur de la fonction publique territoriale jusqu'à la mise en place des conseils de discipline régionaux.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2793 3680	55
	23 *ter* (A.N.)	Extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes de plus de 10 000 habitants et des régions.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2793 3680	56
	24 (Sénat)	Légalisation des polices municipales.	Première lecture : 17 juin 1987	2795	57
	24 *bis* (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Distinction établie par une carte professionelle entre police municipale et police d'Etat.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2805 3680	
	25 (Sénat) Supprimé (C.M.P.)	Régime applicable aux sections communes.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2805 3680	
	25 *bis* (C.M.P.)	Abrogation de l'article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.	C.M.P. ; 3 juillet 1987		58
	26 (Sénat)	Modifications de coordination.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2807 3680	59
	26 *bis* (A.N.)	Situation des hauts fonctionnaires détachés dans les départements, les régions et les communes avant le 26 septembre 1986 au regard de l'obligation de mobilité.	Première lecture : 17 juin 1987 Seconde délibération : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2807 2813 3680	60
	27 (Sénat)	Partage des services extérieurs de l'Etat.	Première lecture : 17 juin 1987	2808	
	28 (Sénat)	Modifications de coordination.	Première lecture : 17 juin 1987	2808	
	29 (A.N.)	Abrogation de l'article 8 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985.	Première lecture : 17 juin 1987 C.M.P. : 3 juillet 1987	2808 3680	63

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	29 *bis* (C.M.P.)	Perception des droits de concours par les centres de gestion.	C.M.P. : 3 juillet 1987	3680	64
	30 (A.N.)	Coordination relative aux personnels ressortissants des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.	Première lecture : 17 juin 1987	2809	65
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3680	
	31 (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Suppression de l'article 28 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales.	Première lecture : 17 juin 1987	2809	
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3680	
	32 (A.N.)	Prise en charge par l'Etat des agents en fonction à la direction de l'équipement de Saint-Pierre-et-Miquelon exerçant des missions de l'Etat comme agents de travaux titulaires.	Première lecture : 17 juin 1987	2809	66
			C.M.P. : 3 juillet 1987	3680	

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 1987] (p. 1579, 1607).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Derosier (Bernard)* (p. 1584, 1585, 1586) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (inscrit contre R.P.R.) (p. 1586, 1587, 1588) ; *Galland (Yves)* (ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales) (p. 1589, 1590) ; rejetée au scrutin public (p. 1590).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1590, 1591, 1592, 1593, 1594) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (inscrit contre U.D.F.) (p. 1594, 1595) ; *Galland (Yves)* (ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales) (p. 1595) ; *Perben (Dominique)* (rapporteur) (p. 1595) ; rejetée au scrutin public (p. 1595).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Derosier (Bernard)* (p. 1625) ; retirée (p. 1625).

Associations liées aux collectivités locales (exemple de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur) : *Perdomo (Ronald)* (p. 1614).

Concertation sur le projet (niveau de la -) : *Perben (Dominique)* (p. 1579) ; *Galland (Yves)* (p. 1581, 1622) ; *Demuynck (Christian)* (p. 1615) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616).

Décentralisation (nécessité de compléter la - par la création d'une fonction publique territoriale) : *Perben (Dominique)* (p. 1579) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1586) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1590, 1591) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 1595) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p.1609, 1611) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1613, 1614) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616).

Décentralisation (juxtaposition des administrations : exemple des lycées et collèges) : *Haby (René)* (p. 1612).

Déconcentration : *Galland (Yves)* (p. 1623).

Départements d'outre-mer (et notamment employés communaux à l'île de la Réunion) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Hoarau (Elie)* (p. 1598, 1599) ; *Galland (Yves)* (p. 1624).

Elu local (statut de l' -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 1607, 1608).

Formation et gestion des personnels territoriaux :

- association des personnels à la formation : *Perben (Dominique)* (p. 1585).

- autonomie de gestion des élus et des collectivités locales : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Galland (Yves)* (p. 1582) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1591) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1617).

- centres de gestion (financement des -) : *Perben (Dominique)* (p. 1581) ; *Galland (Yves)* (p. 1583, 1623) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1593) ; *Bécam (Marc)* (p. 1596, 1598) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1617).

- centres de gestion (rôle et organisation des -) : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Galland (Yves)* (p. 1582, 1583, 1623) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1586) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1588, 1589) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1614) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1620) ; *Beaumont (René)* (p. 1622).

- centres de gestion (seuil d'affiliation aux -) : *Perben (Dominique)* (p. 1581) ; *Galland (Yves)* (p. 1683) ; *Demuynck (Christian)* (p. 1615).

- centre interdépartemental de la petite couronne : *Demuynck (Christian)* (p. 1615, 1616).

- centre national de la fonction publique territoriale (et notamment financement du - et organisation de certains concours de catégorie B) : *Perben (Dominique)* (p. 1581) ; *Galland (Yves)* (p. 1583, 1623) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1588) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1593) ; *Bécam (Marc)* (p. 1596) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1614) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1620, 1621).

- formations extérieures : *Beaumont (René)* (p. 1622) ; *Galland (Yves)* (p. 1623).

- formations spéciales : *Beaumont (René)* (p. 1622).

- organisation et niveau de la formation des personnels territoriaux : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1585) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587, 1588) ; *Haby (René)* (p. 1612) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1620).

- paritarisme dans la gestion de la formation - (abandon du -) : *Derosier (Bernard)* (p. 1585) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1593) ; *Bécam (Marc)* (p. 1596, 1597) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1612) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616) ; *Galland (Yves)* (p. 1616).

Mobilité au sein de la fonction publique :

- fonctionnaires de l'Etat détachés (difficultés de carrière des -) : *Beaumont (René)* (p. 1621).

- formation conjointe aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales (hypothèse d'une - et hypothèse de concours communs pour les fonctionnaires de catégorie A) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1593) ; *Beaumont (René)* (p. 1621).

- mobilité des fonctionnaires publics territoriaux (et notamment difficultés de passage des fonctionnaires locaux vers l'Etat) : *Perben (Dominique)* (p. 1579, 1580) ; *Galland (Yves)* (p. 1582, 1622) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1586) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1591, 1592, 1593, 1594) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 1594, 1595) ; *Bécam (Marc)* (p. 1597) ; Osselin (Jacqueline) (p. 1611, 1612) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1621).

- parité et comparabilité des fonctions publiques (et notamment suppression de la commission mixte paritaire) : *Galland (Yves)* (p. 1582) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1588) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1591, 1593) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 1594) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1611) ; *Haby (René)* (p. 1613) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616).

Paris (statut des fonctionnaires de la ville et du département de -) : *Derosier (Bernard)* (p. 1585, 1586) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1593) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1608, 1609) ; *Galland (Yves)* (p. 1622).

Polices municipales : *Derosier (Bernard)* (p. 1584, 1585) ; *Galland (Yves)* (p. 1589, 1624) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1594) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1617, 1618, 1619).

Services privés (recours des collectivités locales aux - et suppression du monopole de la fonction publique) : *Perdomo (Ronald)* (p. 1614).

Services publics locaux (privatisation et menace pesant sur les –) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1611).

Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non-application de la – et modification des principes issus de la –) : *Perben (Dominique))* (p. 1579, 1580, 1595) ; *Galland (Yves)* (p. 1582, 1583, 1589, 1595, 1622) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1584, 1625) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1586, 1587) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1591) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 1594) ; *Bécam (Marc)* (p. 1595, 1596) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1608, 1609) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1609, 1610, 1611) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1611) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1613, 1614) ; *Demuynkc (Christian)* (p. 1615) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616, 1617) ; *Beaumont (René)* (p. 1621).

Statut des personnels territoriaux :

– bourse de l'emploi : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Galland (Yves)* (p. 1583) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609).

– cabinets (membres des) : *Perdomo (Ronald)* (p. 1615).

– cadres d'emploi (création des –) : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Galland (Yves)* (p. 1582) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1586) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1592, 1594) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 1594, 1595) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1610, 1611) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1614, 1615) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1620) ; *Beaumont (René)* (p. 1621).

– cadres d'emploi (décret d'application des –) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1588) ; *Galland (Yves)* (p. 1622, 1624).

– chevronnement : *Rigaud (Jean)* (p. 1617) ; *Galland (Yves)* (p. 1625).

– concours de recrutement (modification des règles sur les –) : *Perben (Dominique)* (p. 1580, 1581) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1585) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1587) ; *Galland (Yves)* (p. 1590) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1592) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 1595) ; *Bécam (Marc)* (p. 1596) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1611) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1614) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1619).

– contractuels (recours aux – et notamment pour les fonctions nouvelles comme la promotion des villes) : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Galland (Yves)* (p. 1582, 1590) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1585) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1586) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1591) ; *Bécam (Marc)* (p. 1597) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 1607) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1609) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 1610) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1612) ; *Haby (René)* (p. 1613) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1615) ; *Charzat (Michel)* (p. 1616) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1619, 1620).

– contractuels (protection sociale des –) : *Ligot (Maurice)* (p. 1620).

– demandes reconventionnelles : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1592).

– droit d'option des fonctionnaires dont le service change de collectivité de rattachement : *Osselin (Jacqueline)* (p. 1612) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1620) ; *Beaumont (René)* (p. 1621).

– droits et garanties statutaires des fonctionnaires : *Perben (Dominique)* (p. 1580) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1586, 1588) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1591) ; *Haby (René)* (p. 1612, 1613) ; *Beaumont (René)* (p. 1621).

– emplois de responsabilités (protection des titulaires de –) : *Ligot (Maurice)* (p. 1620).

– emplois fonctionnels : *Perdomo (Ronald)* (p. 1616) ; *Demuynck (Christian)* (p. 1616) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1617).

– fonctionnaires privés d'emploi : *Galland (Yves)* (p. 1583).

– grève (droit de –) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 1607) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1614).

– H.L.M. (droit de –) : *Osselin (Jacqueline)* (p. 1612).

– politisation des fonctionnaires locaux : *Perdomo (Ronald)* (p. 1614).

– rémunérations (grilles indiciaires et primes) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1588) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 1592) ; *Bécam (Marc)* (p. 1597, 1598) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1603) ; *Haby (René)* (p. 1613) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 1614) ; *Galland (Yves)* (p. 1623, 1624, 1625).

– sanctions disciplinaires : *Galland (Yves)* (p. 1583, 1589) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1585) ; *Ligot (Maurice)* (p. 1620).

Tableau indicatif des fonctionnaires territoriaux : *Rigaud (Jean)* (p. 1617).

Discussion des articles [26 mai 1987 (p. 1630)], [27 mai 1987] (p. 1717, 1741), [17 juin 1987] (p. 2783).

Chapitre 1er A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er A *(article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (statuts particuliers des corps et cadres d'emplois) :* création d'emplois contractuels ; seuil d'assujettissement aux centres de gestion ; élargissement des alternatives en matière de formation ; conditions d'indemnisation des contractuels en cas de perte d'emploi (p. 1630) ; amendement n° 173 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; substitution des cadres d'emplois aux corps ; création d'emplois contractuels ; seuil d'affiliation aux centres de gestion ; tâches de ces centres ; conditions d'indemnisation des contractuels en cas de perte d'emploi : rejeté ; amendement n° 105 de M. Bernard Derosier (supprimant la notion de cadres d'emplois) ; contrôle du commissaire de la République sur les décisions des collectivités locales (p. 1631) ; mobilité et comparabilité entre les deux fonctions publiques ; rejeté ;

– article 1er A : adopté.

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique) :* amendements identiques n° 106 de M. Jean-Pierre Worms et n° 174 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; mobilité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale et détachement ; rejetés au scrutin public (p. 1632) ; amendement n° 37 de la commission (modalités d'intégration dans la fonction publique d'Etat ou locale) ; sous-amendement n° 218 rectifié de M. René Beaumont (intégration et carrière du fonctionnaire détaché) ; amendement n° 15 de M. Jean Rigaud (modalités d'intégration dans la fonction publique d'Etat ou locale) : non soutenu ; sous-amendement n° 218 rectifié : retiré ; amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 159 de M. Bruno Bourg-Broc (prévoyant que le détachement est de droit pour les fonctionnaires ayant cinq ans d'ancienneté dans leur poste) (p. 6133) : retiré ;

– article 1er B : adopté.

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois) ;* grille commune à la fonction publique territoriale et à la fonction publique d'Etat ; amendements identiques n° 107 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Bernard Derosier et n° 175 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; non consultation du Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat à propos des amendements votés par le Sénat (p. 1634) ; modalités d'intégration et de passage d'une fonction publique à l'autre ; rejetés ;

- article 1er C : adopté.

Après l'article 1er C : amendement n° 38 de la commission (rédactionnel): adopté.

Chapitre 1er : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er D *(article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (champ d'application de la loi) :* adopté.

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires) :* article du projet de loi portant D.M.O.S. prévoyant la possibilité de recruter des contractuels de catégorie A lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient (p. 1635) ; possibilité de remplacement de fonctionnaires statutaires par des contractuels dans les emplois permanents pour les collectivités locales d'au moins de 2 000 habitants ; amendement n° 176 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1636) ; création d'une grande fonction publique territoriale ; rejeté (p. 1637) ; amendement n° 109 de M. Bernard Derosier soutenu par Mme Jacqueline Osselin (suppression de la disposition sur le recrutement de contractuels pour les emplois permanents) ; disposition du projet portant D.M.O.S. sur le recrutement des contractuels de catégorie A (p. 1637) : rejeté ; amendement n° 39 corrigé de la commission (de coordination) : adopté ;' amendement n° 160 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à harmoniser les conditions de recrutement des contractuels des collectivités locales avec celles des agents du secteur privé et à développer les contrats à durée indéterminée) : adopté ; amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Worms soutenu par M. Bernard Derosier (suppression de la disposition sur le recrutement

de contractuels pour des emplois à temps partiel dans les petites communes) (p. 1638) ; rejeté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 204 de M. François Porteu de la Morandière (possibilité pour les petites communes de créer des emplois contractuels saisonniers à temps partiel) : retiré ; amendement n° 205 de M. Ronald Perdomo : devenu sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 1639).

Article 2 *(article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (institution des cadres d'emplois) :* recours aux contractuels ; mobilité au sein de la fonction publique ; amendements identiques n° 111 de M. Bernard Derosier et n° 177 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1640) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 41 de la commission (supprimant la disposition selon laquelle les titulaires d'un grade peuvent accéder soit à un emploi classé dans un cadre d'emploi supérieur, soit à un emploi classé dans un cadre d'emploi inférieur) : adopté ; amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à revenir à la gestion « intercollectivité » de la carrière des personnels) ; notions d'emploi et de carrière ; rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté (p. 1641).

Après l'article 2 : amendement n° 206 de M. François Porteu de la Morandière (création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires locaux) ; proposition de loi de M. Jean-Pierre Fourcade sur la création du service minimum pour les fonctionnaires en grève (p. 1642) ; rejeté.

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* amendements identiques n° 113 de M. Georges Lemoine soutenu par Mme Jacqueline Osselin et n° 201 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; nécessité d'un retour à la représentation proportionnelle entre les syndicats au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; rejetés ; amendement n° 42 de la commission (supprimant le mot « fédérations » dans la rédaction de cet article) (p. 1643) ; suppression en 1984 de toute représentation de la C.F.T.C. à la commission nationale paritaire des personnels communaux ; adopté ;

- article 2 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *ter* *(article 9* bis *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réunion du conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* amendement n° 217 de M. Bruno Bourg-Broc (de forme) : adopté ; amendement n° 16 de M. Jean Rigaud (tendant à donner au président du centre national de gestion et non au ministre chargé des collectivités territoriales compétence pour demander une réunion du conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : retiré ;

- article 2 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commission mixte paritaire) :* intentions du Gouvernement sur la venue devant l'Assemblée nationale de la proposition de loi déposée par M. Fourcade sur la création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires ; mobilité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale (p. 1644) ; amendements identiques n° 114 de M. Bernard Derosier et n° 178 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejetés ; amendement n° 115 de M. Georges Lemoine (rôle de la commission mixte pour la promotion de la mobilité entre la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière) : rejeté au scrutin public (p. 1645) ;

- article 2 *quater* : adopté.

Article 3 *(section II du chapitre II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (modification de l'intitulé) :* amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Worms soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) ; démantèlement de la fonction publique territoriale ; séparation de la gestion et de la formation ; fonctionnement du C.F.P.C. : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale)* (p. 1646) ; réunification des fonctions de gestion et des fonctions de formation des personnels territoriaux au niveau national ; plafonnement des cotisations à 1 p. 100 de la masse salariale des collectivités territoriales ; amendement n° 179 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté au scrutin public ; *article 12 de la loi du 26 janvier 1984 (création et composition du centre national de la fonction publique territoriale)* : amendement n° 43 de la commission (de forme) : adopté (p. 1647) ; amendement n° 44 de la commission (conditions de suppléance des membres du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale) : adopté ; amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Worms (création d'une section administrative paritaire pour les actions de formation du centre national de la fonction publique territoriale) ; paritarisme dans la formation des fonctionnaires territoriaux ; rejeté au scrutin public (p. 1648, 1649).

Rappel au règlement de M. Bernard Derosier ; *rappel au règlement* de M. Jean-Jacques Barthe (p. 1717).

Article 12 bis, *de la loi du 26 janvier 1984 (missions du centre national de la fonction publique territoriale)* : amendement n° 5 de M. Serge Charles (compétence du centre national de la fonction publique territoriale en matière de concours) ; amendements identiques n° 45 de la commission et n° 17 de M. Jean Rigaud (compétence du centre national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national) ; amendement n° 5 : non soutenu ; amendement n° 17 : non soutenu (p. 1718) ; amendement n° 45 : adopté ; amendement n° 231 rectifié de M. Marc Bécam (rôle du centre national de la fonction publique territoriale pour la publicité des tableaux d'avancement des fonctionnaires de catégorie A et B relevant de sa compétence) : adopté ; amendement n° 220 de M. Maurice Louis-Joseph Dogué soutenu par M. Bernard Derosier (tendant à favoriser le reclassement des agents de catégorie A et B des départements d'outre-mer dans le département où ils sont employés en cas d'incident de carrière) : rejeté ; amendement n° 18 de M. Jean Rigaud (suppression de la disposition sur le rôle du conseil national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B) : non soutenu ; amendement n° 46 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 19 de M. Jean Rigaud (de précision) : non soutenu (p. 1719) ; *article 12* ter *de la loi du 26 janvier 1984 (ressources du centre national de la fonction publique territoriale)* : amendement n° 20 de M. Jean Rigaud (cotisations au centre national de la fonction publique territoriale) ; amendement n° 47 de la commission (de précision) ; amendement n° 20 : non soutenu ; amendement n° 47 : adopté ; amendement n° 6 de M. Serge Charles (suppression des droits d'inscription au concours dans la liste des ressources du centre national de la fonction publique territoriale) : non soutenu ; amendement n° 7 de M. Serge Charles (droits d'inscription au concours dont bénéficie le centre national de la fonction publique territoriale) : non soutenu ; amendement n° 48 de la commission (précisant que le prélèvement supplémentaire obligatoire versé par les offices publics d'H.L.M. ne peut excéder 0,05 p. 100) ; amendement n° 232 corrigé de M. Marc Bécam (tendant à supprimer la référence à un taux plafond de 1 p. 100 pour la cotisation versée par les collectivités territoriale au centre de la fonction publique territoriale) (p. 1720) ; amendement n° 232 corrigé : retiré puis repris par M. Jean-Pierre Worms ; amendement n° 48 : adopté (p. 1721) ; amendement n° 232 corrigé : devenu sans objet ; amendement n° 49 de la commission (de conséquence) ; arguments utilisés par le ministre chargé des collectivités locales sur l'action de ses prédécesseurs ; amendement n° 49 : adopté ; amendement n° 51 de la commission (liquidation et versement du prélèvement supplémentaire versé par les offices publics d'H.L.M.) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Worms soutenu par M. Georges Lemoine (tendant à obliger les centres de gestion à organiser des concours lorsque les listes d'aptitude sont épuisées et à inciter les collectivités locales à déclarer les postes créés ou vacants) ; modalités d'organisation des concours et système des « reçus-collés » (p. 1722) ; proposition de M. Jean-Pierre Worms tendant à modifier son amendement (organisation de concours en fonction de postes vacants) ; amendement n° 118 : rejeté.

Article 5 *(article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (organisation et champ de compétence des centres de gestion) :* suppression du rôle des centres de gestion dans l'animation et l'aide à la gestion des carrières ; réunification de la formation

et de la gestion au sein du centre national de la fonction publique territoriale ; diversité des intervenants dans la gestion des carrières ; amendements identiques n° 119 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Jean-Pierre Worms et n° 180 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejetés ; amendement n° 22 de M. Jean Rigaud (appellation des centres de gestion) (p. 1723) : rejeté ; amendement n° 52 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (conditions d'affiliation aux centres de gestion) :* amendement n° 202 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté ; amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1724) ; amendement n° 120 de Mme Jacqueline Osselin (tendant à réduire à 230 l'effectif plafond de l'affiliation obligatoire aux centres de gestion) ; prise en compte des personnels des centres communaux d'action sociale et de la caisse des écoles dans le calcul des effectifs ; propose un sous-amendement au paragraphe II de cet article (caractère facultatif de cette affiliation pour les personnels titulaires non permanents affiliés à la C.N.R.A.C.L.) ; cas des communes intégrées dans un ensemble comme les communautés urbaines ; inopportunité de cet amendement portant sur un paragraphe supprimé ; amendement n° 120 : devenu sans objet ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la petite couronne)* : personnels en fonction au centre interdépartemental de gestion de la région Ile-de-France ; avenir du centre de documentation informatisé du centre de gestion de la petite couronne (p. 1725) ; amendements identiques n° 121 de M. Bertrand Derosier et n° 211 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; suppression de l'affiliation obligatoire en petite couronne (p. 1726) : rejetés ; amendement n° 212 de M. Jean-Claude Gayssot soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (affiliation obligatoire des communes des départements de la petite couronne au centre de gestion de chacun des départements et possibilité pour ces mêmes départements de s'affilier au centre de gestion correspondant) : rejeté ;

- article 7 : adopté.

Article 8 : *(article 18 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la grande couronne) :* amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Worms soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 221 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (affiliation des départements de la grande couronne au centre de gestion de chacun des départements correspondant (p. 1727) : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (possibilité d'affiliation volontaire aux centres de gestion pour les départements de la grande couronne) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion) :* difficultés créées par le plafonnement à 0,75 p. 100 de la masse salariale de la cotisation aux centres de gestion ; cas du centre du département du Rhône ; base de calcul et taux de la cotisation au centre national de la fonction publique territoriale (p. 1728) ; titularisation des agents non titulaires dans les départements d'outre-mer et prise en charge du supplément de salaire par l'Etat ; centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 1729) ; intérêt du taux de 0,75 p. 100 ; amendement n° 181 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; personnels des départements d'outre-mer ; charges induites par l'affiliation des personnels territoriaux aux Assedic ; rejeté ; amendement n° 152 de M. Jacques Vergès soutenu par M. Elie Hoarau (intégration des rémunérations des non-titulaires dans l'assiette des cotisations aux centres de gestion) (p. 1730) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (fixation d'un taux maximum de 0,75 p. 100 pour les cotisations aux centres de gestion) et n° 233 de M. Marc Bécam (suppression du taux maximum de 0,75 p. 100 pour la cotisation aux centres de gestion) ; intégration des salaires versés aux contractuels dans l'assiette des cotisations ; centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 1731) ; amendement n° 56 : rejeté ; amendement n° 233 : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 13 de M. Dominique Bussereau soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour le centre national de la fonction publique territoriale de percevoir des droits d'inscription sur les concours nationaux qu'il organise) : adopté.

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* amendements n° 123 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Bernard Derosier et n° 182 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; réduction de la gestion « intercollectivité » de la carrière des agents au cadre départemental ; gestion des personnels par les élus (p. 1732) ; amendements n° 123 et 182 : rejetés ; amendement n° 24 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour les collectivités volontairement affiliées aux centres de gestion de créer leur propre commission administrative paritaire) : rejeté ; amendement n° 8 de M. Serge Charles (établissement des listes d'aptitude par les centres de gestion) : non soutenu ; amendement n° 25 de M. Jean Rigaud (compétence des centres de gestion pour les fonctionnaires de catégorie B) : devenu sans objet ; amendement n° 234 de M. Marc Bécam (précisant que les centres de gestion assurent la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires de catégories B, C et D dépendant de lui) (p. 1733) : retiré ; amendement n° 234 repris par M. Jean-Pierre Worms : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(article 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (contrôles administratif et budgétaire applicables aux centres de gestion) :* amendement n° 183 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi (de suppression) : retiré ; congés des personnels de la direction de la protection sociale du département de la Loire ; inopportunité des interventions sans lien direct avec l'amendement qui vient d'être retiré ; amendement n° 9 de M. Serge Charles (actes des centres de gestion pour l'organisation des concours) : non soutenu ; amendement n° 57 de la commission (de forme) (p. 1734) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commission administratives paritaires) :* amendements identiques n° 124 de M. Bernard Derosier et n° 184 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; suppression des corps : rejetés ; amendement n° 26 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour les communes volontairement affiliées à un centre de gestion de créer leur propre commission administrative paritaire) : retiré ;

- article 12 : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 125 de M. Jean-Yves Le Déaut soutenu par M. Jean-Pierre Worms (tendant à faciliter la réinsertion en France des personnels contractuels civils de la coopération scientifique et technique) ; rejeté.

Article 12 *bis* *(article 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (présidence des conseils de discipline)* (p. 1741) ; amendements identiques n° 58 de la commission et n° 185 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; présidence du conseil de discipline étant assurée par un magistrat de l'ordre judiciaire ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres) :* amendement n° 186 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté ; amendement n° 59 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 207 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jacques Peyrat (suppression de la limite d'âge pour les concours d'accès à la fonction publique territoriale) ; nécessité de faciliter l'accès à la fonction publique territoriale des retraités, militaires notamment (p. 1782) ; existence de dérogations aux limites d'âge pour certaines catégories ; polices municipales ; rejeté ;

- article 12 *ter*, modifié : adopté.

Article 12 *quater* *(article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (création ou vacance d'emploi) :* amendement n° 126 de M. Bernard Derosier (de suppression) ; rétablissement de l'intégration directe ; rejeté ; amendement n° 60 de la commission (de constitution) : adopté ;

- article 12 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* modification des règles du concours entraînant le rétablissement du principe des « reçus-collés » et la transformation des concours en examens professionnels ; établissement des listes d'aptitude par ordre alphabétique et non par ordre de mérite (p. 1743) ; amendement identique n° 127 de M. Jean-Pierre Worms et n° 187 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejetés ; amendement n° 128 de Mme Jacqueline Osselin (établissement des résultats des concours par ordre de mérite) : rejeté ; amendement n° 138 de Mme Jacqueline Osselin (prévoyant que l'autorité territoriale exerce librement son choix sur les listes de résultats aux concours établies par ordre de mérite) : devenu sans objet ; amendement n° 61 de la commission (de précision) : adopté (p. 1744) ; amendement n° 27 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (prolongation de la validité du concours pendant le service national ou en cas de congé parental) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (tendant à ramener à 120 p. 100 le taux de reçus au concours par rapport au nombre de postes à pourvoir) : adopté ;

– article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *bis* *(article 46 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispense de stage) :* amendement n° 63 de la commission (nécessité d'avoir deux ans de service effectif dans un emploi de même nature pour être dispensé de stage) : adopté ; amendement n° 230 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. Jacques Toubon (motivation de l'interruption de stage ou de refus de titularisation en fin de stage) (p. 1745) ; distinction entre le licenciement au cours de stage et la non-titularisation en fin de stage ; rejeté ;

– article 13 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement direct) :* amendement n° 64 de la commission (référence au directeur général des services et lorsque l'emploi est créé au directeur général adjoint des services des départements et des régions) ; sous-amendement n° 246 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général des services des départements et des régions) ; sous-amendement n° 247 de M. René Beaumont (référence aux directeurs généraux adjoints des services de département et de région) ; sous-amendement n° 248 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général adjoint des services des départements et des régions) ; débat sur l'appellation des titulaires des plus hauts postes dans les départements et les régions ; sous-amendement n° 246 : rejeté (p. 1746) ; sous-amendement n° 247 : retiré ; sous-amendement n° 248 : retiré ; débat sur la rectification de l'amendement n° 64 ; amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 129 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général des départements et des régions) : devenu sans objet ; amendement n° 223 de M. René Beaumont (référence aux directeurs généraux adjoints de département et de région) : devenu sans objet ; amendement n° 151 corrigé de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général adjoint des départements et des régions) : devenu sans objet ; amendement n° 208 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jacques Peyrat (nombre d'emplois fonctionnels) : retiré ; amendement n° 209 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Jacques Peyrat (statut des membres du cabinet du président des conseils régionaux étant identique à celui des assistants parlementaires) : rejeté ;

– article 13 *ter*, ainsi modifié : adopté (p. 1747).

Article 14 *(article 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (mutations) :* amendements n° 130 de M. Jean-Pierre Worms et n° 188 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; mutation prononcée à la demande des fonctionnaires ; incompétence du centre de gestion pour établir le tableau d'avancement ; rejetés ;

– article 14 : adopté.

Article 14 *bis* *(article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (emplois fonctionnels) :* amendement n° 65 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (d'harmonisation) (p. 1748) ; adopté ; amendements n° 132 et 133 de M. Bernard Derosier : devenus sans objet ; amendement n° 67 de la commission (tendant à rendre fonctionnel l'emploi de directeur général des services techniques des communes de plus de 20 000 habitants) ; sous-amendement n° 255 de M. Francis Delattre (directeur des services techniques des communes de plus de 20 000 habitants) ; opinion du Gouvernement favorable au sous-amendement n° 255 et défavorable à l'adoption de l'amendement n° 67 ; amendement n° 256 du Gouvernement (tendant à rendre fonctionnel l'emploi de directeur des services techniques dans les communes de plus de 20 000 habitants) ; sous-amendement n° 255 : rejeté ; amendement n° 67 : rejeté ; amendement n° 256 : adopté ; amendement n° 131 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Bernard Derosier (retrait de certains emplois de directeur, directeur-adjoint et secrétaire général d'établissement public de la liste des emplois fonctionnels : rejeté ; amendement n° 68 de la commission (procédure de décharge d'emploi) : adopté ;

– article 14 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *ter* *(article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recours contre le tiers responsable en cas d'accident du travail) :* amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 1749) ; adopté ;

– article 14 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(article 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réintégration des fonctionnaires détachés) :* amendement n° 70 de la commission (précisant qu'un fonctionnaire détaché a priorité pour être réintégré sur le premier emploi vacant ou sur un emploi créé) ; amendement n° 28 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (même objet) ; amendement n° 70 : adopté ; amendement n° 28 : devenu sans objet ;

– article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 2 du Gouvernement (congé parental) (p. 1750) ; adopté.

Article 16 *(article 80 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (avancement) :* amendement n° 189 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; suppression de la compétence des centres de gestion pour l'établissement des tableaux d'avancement ; rejeté ; amendement n° 71 de la commission (suppression de la communication des tableaux d'avancement au centre national de la fonction publique territoriale ou aux centres de gestion) (p. 1751) ; adopté ; amendement n° 235 de M. Marc Bécam : devenu sans objet ;

– article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *bis* *(article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (surclassement des communes touristiques) :* signification du terme « rémunération » ; amendement n° 72 de la commission (précisant que les fonctionnaires territoriaux qui exercent des fonctions équivalentes à celles des fonctionnaires de l'Etat bénéficient de rémunérations au maximum identiques) : adopté ; amendement n° 249 du Gouvernement (tendant à étendre le surclassement démographique à des communes qui ne sont pas classées stations de tourisme) ; exemples des stations thermales ou balnéaires ; adopté :

– article 16 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires)* (p. 1752) : amendement n° 190 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; échelle des sanctions dans le statut de 1984 : rejeté ; amendement n° 134 de M. Bernard Derosier (tendant à supprimer l'exclusion de la liste des sanctions disciplinaires du premier groupe) : rejeté ; amendement n° 135, deuxième correction, de Mme Jacqueline Osselin (tendant à réduire à trois jours l'exclusion temporaire figurant dans la liste des sanctions du premier groupe) : rejeté ;

– article 16 *ter* : adopté.

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline)* (p. 1753) : amendement n° 191 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté ; amendement n° 73 de la commission (de présentation) : adopté ; amendement n° 136 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général des départements et des régions) : retiré ; amendement n° 137 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général adjoint des départements et de régions) : retiré ; amendement n° 29 de M. Jean Rigaud (prévoyant que les membres du conseil de discipline constitué pour les titulaires d'emploi fonctionnel sont désignés à l'échelon national) ; amendement n° 74 de la commission (prévoyant que les membres du conseil de discipline constitué pour les titulaires d'emploi fonctionnel peuvent être désignés à l'échelon national) ; amendement n° 29 : non soutenu ; amendement n° 74 : adopté ; amendement n° 75 de la commission (règle de quorum dans le conseil de discipline) ;

question de la prépondérance de la voie du président en cas de partage : adopté ; amendement n° 250 du Gouvernement (coordination de la règle de quorum en cas de deuxième réunion avec celle de la parité) (p. 1754) ; utilisation du tirage au sort pour retirer les élus en surnombre : adopté ;

- article 16 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *quinquies* *(article 19 de la loi n° 83-63 du 13 juillet 1983) (consultation du conseil de discipline) :* amendements identiques n° 76 de la commission et n° 192 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence, l'article 16 *quinquies* est supprimé.

Article 16 *sexies* *(article 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recours contre les sanctions disciplinaires) :* amendements identiques n° 77 de la commission et n° 193 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1755) : adoptés ;

- en conséquence, l'article 16 *sexies* est supprimé.

Article 16 *septies* *(article 90* bis *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition de la commission administrative paritaire siégeant en matière disciplinaire ou d'insuffisance professionnelle) :* amendement n° 78 de la commission (précisant que si le quorum n'est pas atteint à la première réunion, le conseil de discipline délibère valablement après une nouvelle convocation quel que soit le nombre des présents) ; contradiction entre cet amendement et un amendement gouvernemental précédemment adopté à l'article 16 *quater ;* amendement n° 78 : adopté ;

- article 16 *septies*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 16 *septies* : amendement n° 79 de la commission (tendant à créer une instance disciplinaire d'appel au niveau régional se substituant au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) ; risque de difficulté de fonctionnement du conseil de discipline régional pour les fonctionnaires de catégorie A : adopté ; amendement n° 80 de la commission (de conséquence) (p. 1756) ; déconcentration en matière disciplinaire ; adopté.

Article 16 *octies* *(article 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (indemnités de licenciement) :* amendement n° 81 de la commission soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 16 *octies* est supprimé et les amendements n°s 30 à 32 de M. Jean Rigaud deviennent sans objet.

Article 17 *(article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (prise en charge des agents privés d'emploi)* (p. 1757) ; amendement n° 194 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté ; amendement n° 225 de M. René Beaumont (organisant le reclassement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé ou dont le détachement est terminé ne retrouvant pas de place dans leur collectivité d'origine) : adopté ; amendement n° 226 de M. René Beaumont (pénalités financières à l'encontre des centres de gestion qui n'auraient pas proposé trois emplois dans les deux ans aux fonctionnaires privés d'emploi) (p. 1758) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *bis* *(article 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (décharge de service pour activités syndicales) :* adopté.

Article 17 *ter* *(article 116 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispositions transitoires relatives aux listes d'aptitude) :* adopté.

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statuts des personnels parisiens) :* amendement n° 140 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Bernard Derosier et n° 195 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; maintien des corps de fonctionnaires pour Paris (p. 1759) : rejetés ; amendement n° 82 de la commission (de forme) (p. 1760) : adopté ; amendement n° 172 corrigé du Gouvernement (renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la détermination de certains statuts particuliers et emplois des administrations parisiennes) : adopté ;

- article 17 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *quinquies* *(article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (droit d'option) :* amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) ; restriction des conditions d'exercice du droit d'option (p. 1761) : rejeté ; amendement n° 83 de la commission (suppression de la disposition prévoyant l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat) : adopté ;

- article 17 *quinquies*, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *sexies* *(affiliation des fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) :* amendement n° 84 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 17 *sexies* est supprimé (p. 1762).

Article 18 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :* amendement n° 142 de M. Bernard Derosier et n° 196 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; limitation des indemnités versées aux agents des collectivités territoriales en référence aux indemnités versées aux agents de l'Etat ; amendement proposé par le groupe socialiste et déclaré irrecevable sur l'article 111 de la loi de 1984 (intégration des agents des collectivités locales dans la fonction publique territoriale) (p. 1763) : rejetés ; amendements n°s 85, 86, 87, 88, 89, 90 et 91 de la commission (de coordination) : adoptés ; amendement n° 229 corrigé de M. François Asensi (information mutuelle des centres d'Ile-de-France sur les vacances d'emploi et les résultats des concours ; rejeté ; amendement n° 92 de la commission (de coordination) (p. 1764) : adopté ; amendement n° 33 de M. Jean Rigaud : devenu sans objet ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 A *(article 7 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (plans de formation) :* amendement n° 197 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; suppression de la disposition enlevant aux centres de gestion la responsabilité d'établir les plans de formation : rejetés ;

- article 19 A : adopté.

Rappel au règlement de M. Bernard Derosier ; *rappel au règlement* de M. Bernard Derosier (p. 1765) ; *rappel au règlement* de M. Michel Sapin.

Après l'article 19 A : amendement n° 93 de la commission (majorité au conseil d'administration du centre national pour décider du remboursement aux collectivités des formations extérieures) (p. 1766) ; hypothèse d'une prolongation de la séance ; polices municipales ; problèmes de Nice et de Levallois ; adopté au scrutin public.

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale)* (p. 1767) ; abandon du principe du paritarisme (p. 1768, 1769) ; amendements identiques n° 143 de M. Jean-Pierre Worms soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf et n° 198 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1770) ; existence d'un paritarisme en matière de formation pour le contenu, la définition et l'arrêt des plans de formation : rejetés au scrutin public ; *rappel au règlement* de M. Philippe Bassinet ; *article 13 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 (attributions du conseil d'administration et du conseil d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale) ;* amendement n° 94 de la commission (de clarification) (p. 1771) ; rejeté au scrutin public.

Report de l'examen des dispositions restant en discussion à une date ultérieure : M. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales : impossibilité de poursuivre l'examen du texte dans des conditions normales ; réinscription postérieure du projet à l'ordre du jour ; volonté du Gouvernement d'utiliser l'urgence (p. 1772).

Article 19 *(suite) : article 14 de la loi du 12 juillet 1984 (délégations interdépartementales ou régionales)* : délégations interdépartementales ou régionales du centre national de la fonction publique territoriale ; amendement n° 34 de M. Jean Rigaud (prévoyant que les programmes de formation initiale sont

arrêtés au niveau national) : non soutenu ; amendement n° 251 du Gouvernement (faculté du centre national de la fonction publique territoriale d'organiser ses services en fonction des besoins de formation des agents territoriaux) (p. 2784) : adopté ; amendement n° 11 de M. Serge Charles (délégations départementales du C.N.F.P.T.) : non soutenu ; amendement n° 158 de M. Serge Charles (même objet) : non soutenu ; amendement n° 252 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 95 de la commission soutenu par M. Henry Jean-Baptiste (précisant que Mayotte bénéficie des services de la délégation régionale de la Réunion) : adopté ; amendement n° 215 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (création d'une délégation régionale du centre national de la fonction publique territoriale dans chaque région d'outre-mer) (p. 2785) : rejeté ; *article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : amendement n° 35 de M. Jean Rigaud (caractère paritaire du conseil d'orientation) : non soutenu ; amendement n° 253 du Gouvernement (représentation des communes au conseil d'orientation) ; amendement n° 162 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (représentation des maires, présidents de conseils généraux et présidents de conseils régionaux plutôt que des collectivités correspondantes au conseil d'orientation) (p. 2786) ; amendement n° 253 : adopté ; amendement n° 162 : devenu sans objet ; amendement n° 163 de M. Michel Hannoun (représentation des présidents de conseils généraux et non des départements au conseil d'orientation) : retiré ; amendement n° 164 de M. Michel Hannoun (représentation des présidents du conseil régional et non de la région au conseil d'orientation) : retiré ; amendement n° 96 de la commission (précisant que la région n'est représentée que si son siége est situé dans le ressort de la délégation) ; amendement n° 254 du Gouvernement (prévoyant la présence d'un représentant de la région au conseil d'orientation placé auprès du délégué uniquement lorsque celle-ci bénéficie des services de la délégation) ; amendement n° 96 : rejeté ; amendement n° 254 : adopté ; amendement n° 165 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (représentants des fonctionnaires territoriaux au conseil d'orientation) ; amendement n° 97 de la commission (précisant que le nombre de représentants des fonctionnaires sera de sept ou de six selon que la réglon est ou non représentée au conseil d'orientation) ; amendement n° 165 : adopté ; amendement n° 97 : devenu sans objet ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 20 : amendement n° 259 du Gouvernement (possibilité d'assurer une formation commune aux fonctionnaires de l'État et aux fonctionnaires territoriaux par voie de convention entre le centre national de la fonction publique territoriale et les écoles de l'État ou ses établissements publics) (p. 2787) ; adopté.

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* amendements identiques n° 144 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Jean-Pierre Worms et n° 199 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejetés ; amendement n° 228 de M. René Beaumont (maintien de l'article 24 de la loi du 12 juillet 1984 sur le recrutement commun de fonctionnaires territoriaux et de fonctionnaires de l'État) (p. 2788) : adopté ; amendement n° 98 de la commission (concours communs aux deux fonctions publiques) : rejeté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *dispositions modifiant la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale.*

Article 21 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985) :* amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) : rejeté ;

- article 21 : adopté.

Article 21 *bis* *(abrogation de l'article 8 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985) :* amendement n° 99 de la commission et n° 146 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Avant l'article 22 : amendement n° 100 de la commission (conditions de substitution du centre national de la fonction publique territoriale au centre de formation des personnels communaux et au centre national de gestion) (p. 2789) : adopté.

Article 22 *(transfert des moyens du C.F.P.C. et du centre national de gestion au centre national de la fonction publique territoriale) :* amendement n° 101 de la commission (maintien temporaire des délégations régionales ou départementales du C.F.P.C.) ; amendement n° 36 de M. Jean Rigaud (délégations régionales ou interdépartementales du C.F.P.C.) ; amendement n° 36 : non soutenu ; amendement n° 101 : adopté ;

- article 22, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 3 du Gouvernement (caisses de crédit municipal) (p. 2790) ; implantation en province du crédit municipal de Paris : adopté ; *rappel au règlement* de M. Bruno Gollnisch ; amendement n° 4 corrigé du Gouvernement (statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé) (p. 2791, 2792) : adopté.

Article 23 *(dispositions transitoires relatives à l'organisation des concours) :* nécessité d'une continuité dans le cursus de formation des fonctionnaires territoriaux ; amendement n° 12 de M. Serge Charles (de suppression) : non soutenu ;

- article 23 : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 102 de la commission (précisant que, avant la mise en place des conseils de discipline régionaux, le conseil supérieur de la fonction publique territoriale conserve ses compétences d'organe d'appel des sanctions disciplinaires) : adopté ; amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) ; sous-amendement n° 203 de la commission (exclusion des communes de moins de 10 000 habitants du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics) (p. 2793, 2794) ; sous-amendement n° 203 : adopté au scrutin public ; conditions d'adoption de ce sous-amendement ; amendement n° 1 modifié : adopté au scrutin public après modification.

Article 24 *(légalisation des polices municipales)* (p. 2795) : avenir des inspecteurs de la salubrité ; risque de confusion entre la police d'Etat et la police municipale (p. 2796, 2797) ; opportunité de cet article (p. 2798) ; problème de la ville de Nice ; mesures en faveur des jeux (p. 2799) ; polices municipales (p. 2800, 2801) ; dépôt par le Gouvernement, à la session d'automne, d'un projet de loi sur les compétences des policiers municipaux sur la base des travaux de la commission Lalanne ; amendements identiques n° 147 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Michel Sapin et n° 200 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2802) ; statut des policiers municipaux ; délinquance en Seine-Saint-Denis et à Aulnay-sous-Bois : rejetés au scrutin public ; nombre d'amendements restant en discussion ; décision de la conférence des présidents selon laquelle les travaux de l'Assemblée doivent cesser à une heure du matin (p. 2803) ; durée des débats ; amendement n° 227 de M. Philippe Marchand soutenu par M. Michel Sapin (compétence des gardes municipaux) : rejeté ;

- article 24 : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 236 corrigé de M. Philippe Marchand : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 241 ; amendement n° 237 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Jean-Pierre Worms (précisant que les gardes municipaux sont nommés par le maire après agrément individuel par le procureur de la République) : rejeté ; amendement n° 238 corrigé de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (catégories de communes pouvant créer un corps de gardes municipaux) : retiré ; amendement n° 239 de M. Philippe Marchand soutenu par M. Michel Sapin (précisant que les gardes municipaux ne peuvent être armés) (p. 2804) : rejeté ; amendement n° 240 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (fixation par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'uniforme et des insignes des gardes municipaux qui sont distincts de ceux de la police nationale) : rejeté ; amendement n° 241 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (précisant que les gardes municipaux sont des fonctionnaires territoriaux titulaires d'une carte professionnelle différente de celle de la police nationale) :

adopté ; amendement n° 236 corrigé, précédemment réservé, de M. Philippe Marchand soutenu par M. Michel Sapin (intitulé de la sous-section I de la section V du chapitre II du titre Ier du livre IV du code des communes : « dispositions applicables aux gardes champêtres et aux gardes municipaux ») : rejeté.

Article 25 *(régime applicable aux sections de communes)* (p. 2805) : abrogation des articles 65 et 66 de la loi « montagne » ; amendement n° 216 de M. Jean Briane (de suppression) ; problème des biens sectionnaux dans le Massif central ; mise en œuvre de la réforme des sections de communes : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé (p. 2806).

Article 26 *(modifications de coordination)* : amendement n° 148 de M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 242 de M. René Beaumont (précisant que les fonctionnaires de l'Etat, détachés dans les départements et les régions, bénéficient des avancements de grade au même titre que dans leurs corps d'origine en fonction des postes qu'ils occupent) : adopté ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 243 de M. René Beaumont (tendant à permettre aux fonctionnaires de l'Etat d'effectuer leur temps de mobilité dans le cadre de la fonction publique territoriale) : retiré ; amendement n° 244 de M. René Beaumont (mobilité de certains agents qui ont accepté d'être détachés à partir du 2 mars 1982 auprès des collectivités locales) : retiré ; amendement n° 244 repris par M. Bruno Gollnisch : rejeté ; amendement n° 245 de M. René Beaumont (situation des hauts fonctionnaires de l'Etat détachés dans les départements et les régions avant le 26 septembre 1986 au regard de l'obligation de mobilité) (p. 2807) ; sous-amendement n° 260 du Gouvernement (cas des fonctionnaires détachés dans les communes avant le 26 septembre 1986 au titre de la mobilité) ; sous-amendement n° 260 : adopté ; amendement n° 245 : adopté, après modification.

Article 27 *(partage des services extérieurs de l'Etat)* : sous-amendement n° 258 du Gouvernement n'ayant pas été appelé ; amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) : rejeté ;

- article 27 : adopté.

Article 28 *(modification de coordination)* : amendement n° 150 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : rejeté ;

- article 28 : adopté.

Après l'article 28 : amendement n° 103 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 104 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2808) ; amendement n° 14 de M. Dominique Bussereau soutenu par M. René Beaumont (de coordination) : adopté ; amendement n° 168 de M. Michel Hannoun (nombre de membres de cabinet dans les collectivités locales) : retiré ; amendement n° 170 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (possibilité, pour les collectivités locales et leurs établissements publics, de cotiser à l'Assedic ou à une caisse autonome pour l'indemnisation des agents non titulaires licenciés) : retiré ; amendement n° 257 du Gouvernement (prise en charge par l'Etat des agents en fonction à la direction de l'équipement de Saint-Pierre-et-Miquelon exerçant des missions de l'Etat comme agents de travaux titulaires) : adopté ; demande de la commission tendant à une seconde délibération sur les articles 4, 14 *bis*, 16 *quater* et 16 *septies* et demande du Gouvernement pour une deuxième délibération sur l'article 1er et l'article additionnel après l'article 26.

Seconde délibération (p. 2809).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (recrutement d'agents contractuels) : adopté au scrutin public ;

- en conséquence, le texte de l'amendement n° 1 devient l'article 1er.

Article 4 (p. 2810) : amendement n° 2 corrigé de la commission (suppression de la disposition prévoyant que le centre national de la fonction publique territoriale assure la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires qui dépendent de lui) : rejeté.

Article 14 *bis* (p. 2811) : amendement n° 5 de la commission (précisant que les dispositions relatives au reclassement des fonctionnaires titulaires d'emplois fonctionnels déchargés de leurs fonctions ne sont applicables qu'aux directeurs généraux des services techniques des communes de plus de 20 000 habitants) : adopté ;

- article 14 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *quater* : amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 16 *quater*, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *septies* : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2812) ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 26 *bis* (nouveau) : amendement n° 8 du Gouvernement (possibilité pour les hauts fonctionnaires de l'Etat, détachés dans les communes, les départements et les régions avant le 26 septembre 1986, d'être considérés comme accomplissant leur obligation de mobilité à partir de cette date) : adopté ;

- article 26 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 2813).

Contractuels (recrutement des -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 2813).

Elu local (statut de l' -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 2813).

Formation des fonctionnaires (abandon du paritarisme dans la gestion de la -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2813, 2814).

Grève des fonctionnaires (limitation de la -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 2813).

Grève des fonctionnaires (sous-amendement Lamassoure et proposition de loi de M. Fourcade sur la limitation du -) : *Chomat (Paul)* (p. 2814).

Mobilité des fonctionnaires : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2813).

Retraités (accès des - à la fonction publique territoriale) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 2813).

Statut de la fonction publique territoriale de 1984 (nécessité de modifier le -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 2813).

Statut des fonctionnaires territoriaux (nécessité d'un -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2813) ; *Chomat (Paul)* (p. 2814).

Vote hostile du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 2814).

Vote hostile du groupe socialiste : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 2814).

Vote positif du groupe Front national : *Peyrat (Jacques)* (p. 2813).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3668).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 3669) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3669, 3670) ; *Limouzy (Jacques)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 3670, 3671) ; *Galland (Yves)* (ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales) (p. 3671, 3672, 3673) : rejetée (p. 3673).

Cadres d'emploi : *Galland (Yves)* (p. 3671, 3672) ; *Hage (Georges)* (p. 3673).

Centres de gestion (taux de cotisation aux -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3668) ; *Galland (Yves)* (p. 3672).

Centre de gestion de Saône-et-Loire : *Galland (Yves)* (p. 3672) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3672).

Concertation sur le projet : *Galland (Yves)* (p. 3671).

Conseil de discipline (présidence du - par un magistrat de l'ordre judiciaire) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3668).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (représentation des organisations syndicales au -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3668) ; *Hage (Georges)* (p. 3673).

Contractuels (recrutement de -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3669) ; *Hage (Georges)* (p. 3673).

Elus (rôle des -) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3670) ; *Hage (Georges)* (p. 3674).

Emplois fonctionnels : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3669).

Fonctionnaires privés d'emploi : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3669).

Formation des fonctionnaires : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3670) ; *Galland (Yves)* (p. 3671, 3672, 3673) ; *Hage (Georges)* (p. 3673).

Listes d'aptitudes et concours : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3669) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3669, 3670) ; *Hage (Georges)* (p. 3673).

Mobilité au sein de la fonction publique : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3670) ; *Galland (Yves)* (p. 3672).

Paris (statut des personnels de -) : *Hage (Georges)* (p. 3673).

Statut de la fonction publique territoriale (et notamment absence de décret d'application du statut de 1984) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3669) ; *Galland (Yves)* (p. 3671) ; *Hage (Georges)* (p. 3673, 3674).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3674 à 3680).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire, au scrutin public (p. 3680).

Voir *Collectivités locales* **7,** discussion générale, et discussion des articles, article 18 et après l'article 18 *quinquies.*

FONDATION EUROPÉENNE DES MÉTIERS DE L'IMAGE ET DU SON (F.E.M.I.S.)

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, culture, examen du fascicule.

FONDATIONS

Voir *Lois de finances* **4,** culture et communication, culture, procédure des questions.

FONDS D'AIDE ET DE COOPÉRATION (F.A.C.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, coopération.

FONDS D'AMÉLIORATION DES STRUCTURES ARTISANALES (F.A.S.A.)

Voir *Loi de finances* **4,** deuxième partie, commerce et artisanat.

FONDS DE COMMERCE

Cessions de -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 55 ; amendement n° 281.

Droits d'enregistrement

Voir *Entreprises* **7.**

Extension du crédit-bail au -

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Solidarité fiscale du propriétaire

Voir *Impôts et taxes* **7,** discussion des articles, après l'article 10.

FONDS DE CONCOURS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale : examen des fascicules et après l'article 66, article 66 *quater,* amendement n° 106.

FONDS DE COOPÉRATION DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, jeunesse et sports.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU LITTORAL

Voir *Traités et conventions* **23, 24**

FONDS D'INTERVENTION ET D'ORGANISATION DES MARCHÉS DES PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE LA CONCHYLICULTURE (F.I.O.M.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, mer.

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)

Voir *Communautés européennes* **5.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (F.M.I.)

Voir *Coopération et développement* **5.**
Questions au Gouvernement **428.**

FONDS NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT (F.N.D.S.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Jeunesse et sports.

FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Voir *Questions orales sans débat* **202.**

FONJEP (postes)

Voir *Questions au Gouvernement* **392.**

FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés.

FORAINS

Mode de règlement de leurs achats en gros

Voir *Questions orales sans débat* **337.**

FORCES NUCLÉAIRES INTERMÉDIAIRES (F.N.I.)

Accord sur les -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

FORCES NUCLÉAIRES STRATÉGIQUES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Défense.

FORÊT MÉDITERRANÉENNE

Lutte contre les incendies en -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Environnement.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

1. - Projet de loi n° 843 modifiant le titre Ier du livre Ier du **code du travail** et relatif à **l'apprentissage** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **219** (1986-1987). - Dépôt le 6 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport n° **246** (27 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Adrien Gouteyron. - Avis n° **264** (9 juin 1987). - Discussion les 10 et 11 juin 1987. - Adoption le 11 juin 1987. - Projet de loi n° **81.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 12 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Germain Gengenwin (18 juin 1987). - Rapport n° **881** (18 juin 1987). - Discussion les 1er et 2 juillet 1987. - Adoption le 2 juillet 1987. - Projet de loi n° **149.**

Sénat (deuxième lecture) n° **358** (1986-1987). - Dépôt le 7 juillet 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378). - Bureau [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496). - Réunion le 8 juillet 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean Madelain. - Rapport n° **364** (8 juillet 1987). - Discussion le 9 juillet 1987. - Adoption le 9 juillet 1987. Projet de loi n° **126.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Germain Gengenwin. - Rapport n° **935** (8 juillet 1987). - Adoption définitive le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **159.**

Loi n° 87-572 du 23 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 24 juillet 1987 (p. 8258). - Rectificatif [*J.O.* du 19 novembre 1987] (p. 13667).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] (p. 3469, 3509, 3527).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Berson (Michel)* (p. 3477 à 3480) ; *Ueberschlag (Jean)* (R.P.R.) (inscrit contre) (p. 3480 à 3482) ; rejetée au scrutin public (p. 3482).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 3482) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3482 à 3485) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (U.D.F.) (inscrit contre) (p. 3485 à 3487) ; *Séguin (Philippe)* (ministre des affaires sociales et de l'emploi) (p. 3487, 3488) ; rejetée au scrutin public (p. 3488).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3520, 3522) ; *Deprez (Léonce)* (U.D.F.) (inscrit contre) (p. 3522) ; rejetée (p. 3522).

Alsace-Lorraine : *Metzinger (Charles)* (p. 3516) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3530).

Apprentis :

- comptabilisation dans les effectifs de l'entreprise : *Rigout (Marcel)* (p. 3507).

- exonération des charges sociales salariales : *Berson (Michel)* (p. 3477) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3478).

- orientation des - : *Séguin (Philippe)* (p. 3476, 3528) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3496).

- rémunération des - : *Ragot (Maurice)* (rapporteur du Conseil économique et social) (p. 3472) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3476, 3528, 3530, 3531) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3485) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3490) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3491) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3496) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3510) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 3516) ; *Jacquot (Alain)* (p. 3519).

Apprentissage (contrat d'-) :

- âge limite d'entrée en - : *Gengenwin (Germain)* (p. 3470) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3484) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3491) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3509) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3529).

- contrats successifs et précarisation du marché du travail : *Gengenwin (Germain)* (p. 3470) ; *Ragot (Maurice)* (p. 3471) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3484) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3491) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3494, 3496) ; *Rigout (Marcel)* (p. 3507) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3510) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 3516) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3528).

- durée du contrat : *Gengenwin (Germain)* (p. 3470) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3475).

- durée minimale de formation en centre : *Gengenwin (Germain)* (p. 3470) ; *Ragot (Maurice)* (p. 3472) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3475, 3529, 3530) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3486) ; *Rigout (Marcel)* (p. 3507) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3509) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3515).

- formations proposées (niveaux 4 et 3) : *Gengenwin (Germain)* (p. 3469, 3470) ; *Ragot (Maurice)* (p. 3471) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3474, 3475) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3486) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3495) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 3514) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3515) ; *Jacquot (Alain)* (p. 3519).

Apprentissage (généralités) :

- concertation entre les acteurs de l'- : *Séguin (Philippe)* (p. 3475, 3488) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3485) ; *Bouvet (Henri)* (p. 3511).

- inspecteurs de l'- : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3490) ; *Legendre (Jacques)* (p. 3494) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 3516) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3527).

- législation (évolution de la -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 3469) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3474) ; *Berson (Michel)* (p. 3477) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3483) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3512).

- lien ou concurrence avec le système éducatif : *Séguin (Philippe)* (p. 3475, 3488, 3531) ; *Berson (Michel)* (p. 3478) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3483) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3486) ; *Legendre (Jacques)* (p. 3493) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3495, 3496) ; *Deprez (Léonce)* (p. 3505) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3510) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3513) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3515) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3518) ; *Jacquot (Alain)* (p. 3519) ; *Rodet (Alain)* (p. 3519).

- modèle allemand : *Ueberschlag (Jean)* (p. 3481, 3482) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3484) ; *Legendre (Jacques)* (p. 3493) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3509) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 3514) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3517, 3518) ; *Rodet (Alain)* (p. 3519) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3531).

- ouverture aux jeunes filles : *Delebarre (Michel)* (p. 3484) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3487).

- situation et résultats de l'- : *Séguin (Philippe)* (p. 3474, 3528) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3488, 3489) ; *Legendre (Jacques)* (p. 3492, 3495) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3495) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 3514) ; *Moulinet (Louis)* (p. 3514) ; *Rodet (Alain)* (p. 3519).

- titres (et conditions d'homologation des -) : *Ragot (Maurice)* (p. 3471) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3475, 3530) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3513).

C.A.P. (et classes préprofessionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) : *Séguin (Philippe)* (p. 3475) ; *Berson (Michel)* (p. 3478) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3484) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3487) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3489) ; *Rigout (Marcel)* (p. 3507) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3513) ; *Jacquot (Alain)* (p. 3519).

Charges patronales (exonération des - de sécurité sociale) : *Ragot (Maurice)* (p. 3472) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3476, 3482, 3528) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3510) ; *Jacquot (Alain)* (p. 3519) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3522).

Concertation avant le dépôt du texte et durant la procédure parlementaire : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3521) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3527, 3528, 3530).

Conseil économique et social (vote des partenaires sociaux) : *Ragot (Maurice)* (p. 3471).

Entreprises :

- maîtres d'apprentissage (agrément des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 3476) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3496) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3509) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3510) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3513).

- ouverture de l'apprentissage à toutes les - : *Gengenwin (Germain)* (p. 3469, 3470) ; *Ragot (Maurice)* (p. 3471) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3486) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3495) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3515).

- participation des - à la formation technologique : *Séguin (Philippe)* (p. 3476) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3495) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3510) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3512) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3513) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 3516).

Formation technique (système de -) : *Delebarre (Michel)* (p. 3484) ; *Rigout (Marcel)* (p. 3506 ; *Séguin (Philippe)* (p. 3529).

Jeunes :

- chômage des - et action du Gouvernement : *Séguin (Philippe)* (p. 3473) ; *Berson (Michel)* (p. 3477) ; *Ueberschlag (Jean)* (p. 3481) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3483).

- formation et insertion professionnelle des - : *Gengenwin (Germain)* (p. 3469) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3473) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3485, 3486) ; *Rigout (Marcel)* (p. 3505) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 3513) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3520).

- orientation des - : *Ueberschlag (Jean)* (p. 3482) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3483) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3487) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3487) ;

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis)* (p. 3472) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3472).

Régions :

– rôle des – : *Séguin (Philippe)* (p. 3476, 3527) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3483) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3489, 3490) ; *Deprez (Léonce)* (p. 3505, 3522) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3509) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3512).

– charges nouvelles incombant aux – et compensation de ces charges : *Gengenwin (Germain)* (p. 3470) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3475, 3527) ; *Berson (Michel)* (p. 3479) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3485) ; *Fuchs) (Jean-Paul)* (p. 3487) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3489, 3490) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3491) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3495) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3515) ; *Rodet (Alain)* (p. 3520) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3531, 3522).

– comités de coordination des programmes régionaux de formation professionnelle continue et d'apprentissage : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3490) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3527).

– contrôle pédagogique exercé par les – : *Gengenwin (Germain)* (p. 3470) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3490).

– schémas prévisionnels de l'apprentissage et contrats d'objectifs pour la formation en alternance : *Séguin (Philippe)* (p. 3476, 3527, 3529).

Taxe d'apprentissage (et réforme de la –) : *Berson (Michel)* (p. 3480) ; *Delabarre (Michel)* (p. 3485) ; *Legendre (Jacques)* (p. 3493) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 3496) ; *Rigout (Marcel)* (p. 3507) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 3516) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3528, 3530).

Discussion des articles [2 juillet 1987] (p. 3531, 3558, 3600).

Article 1er *(définition de l'apprentissage) ;* soumission de l'apprentissage aux intérêts du patronat ; insécurité et précarité de l'emploi des jeunes (p. 3531) ; politique pour l'emploi des jeunes ; maintien de l'apprentissage au niveau V ; titres homologués (p. 3532) ; homologation des titres ; formation des enseignants aux niveaux IV et III (p. 3533) ; C.A.P. ; amendement n° 9 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 10 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (nouvelle rédaction de l'article 1er ; maintien de l'apprentissage au seul niveau V) (p. 3534) ; complémentarités de l'apprentissage avec le système éducatif ; rejeté ; amendement n° 59 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Marcel Rigout (limitation de l'apprentissage à l'obtention d'une première qualification professionnelle) ; amendement n° 77 de M. Michel Berson (même objet) ; restructuration de l'association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) (p. 3535) ; A.F.P.A. ; amendements nos 59 et 77 : rejetés ; amendement n° 34 de la commission (préparation par l'apprentissage de diplômes du second degré et du supérieur) ; nécessaire développement préalable de l'enseignement technique (p. 3536) ; réorganisation de l'A.F.P.A. ; amendement n° 34 : adopté ; amendement n° 11 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (apprentissage conduisant à la seule obtention de diplômes de l'enseignement technologique ; suppression de la référence aux titres homologués) ; éclatement de la notion de diplôme national ; rejeté ; amendement n° 35 corrigé de la commission (signature des arrêtés homologuant des titres par les ministres chargés de l'apprentissage) (p. 3537) ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Michel Berson (apprentissage préparant à l'obtention des seuls titres reconnus par une convention collective de branche) : rejeté ; amendement n° 79 de M. Michel Berson (de conséquence de l'amendement n° 78) : retiré ; amendement n° 80 de M. Michel Berson (contrat d'apprentissage visé par le directeur du centre de formation des apprentis et par le représentant du comité départemental de la formation professionnelle) (p. 3538) ; procédure d'enregistrement des contrats d'apprentissage ; complexité administrative n'incitant pas les employeurs à conclure des contrats d'apprentissage ; amendement n° 80 : rejeté ; amendements identiques n° 12 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 36 de la commission (rédactionnel) ; apprentis mineurs ; amendements n° 12 et n° 36 : rejetés (p. 3540) ; amendements identiques n° 114 de M. Jean Ueberschlag et n° 125 de M. Marc Reymann (rédactionnel) ; amendement n° 125 : retiré ; amendement n° 114 : adopté ; amendement n° 81 de M. Michel Berson (participation à l'apprentissage des établissements d'enseignement technologique reconnus par l'Etat) ; passerelle entre le système éducatif et l'apprentissage ; liens prévus à l'article 2 entre C.F.A. et lycées professionnels et technologiques ; compétence des conseils régionaux (p. 3540) ; rejeté ; amendement n° 82 de M. Michel Berson (mention dans le contrat d'apprentissage du contenu des relations conventionnelles entre l'employeur et la ou les entreprises susceptibles d'accueillir temporairement l'apprenti) ; avenant préalable au passage de l'apprenti dans une autre entreprise que l'entreprise principale d'accueil prévu par le décret mentionné à l'article L. 119-4 du code du travail ; amendement n° 82 : retiré ; amendement n° 83 de M. Michel Berson (nécessité d'être agréée pour toute entreprise accueillant temporairement l'apprenti) : rejeté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 3541).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs) ;* dispositions déstructurantes pour la formation et l'emploi ; C.A.P. ; création d'une filière de formation concurrente des autres filières (p. 3542) ; rémunération des apprentis ; contrats successifs initiés par le précédent gouvernement ; apprentissage devant constituer une voie complète de formation ; amendement n° 13 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3543) ; précarisation de l'emploi des jeunes ; rejeté ; amendement n° 14 rectifié de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (nouvelle rédaction de l'article 2) ; mise en place déguisée d'un « S.M.I.C. jeunes » ; seuils sociaux (p. 3544) ; rejeté ; amendement n° 84 de M. Michel Berson soutenu par M. Robert Chapuis (transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée déterminée en cas d'obtention du diplôme ; rémunération minimum fixée au S.M.I.C.) ; amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (contrat d'apprentissage pouvant prendre fin en cas d'obtention du C.A.P. avec l'accord des deux parties et en cas de signature d'un contrat de travail à durée indéterminée) ; risque d'utilisation abusive par les entreprises de la formation en alternance (p. 3545) ; nécessité d'un accord entre les parties pour mettre fin au contrat d'apprentissage (p. 3546) ; amendements nos 84 et 15 : rejetés au scrutin public (p. 3547) ; amendement n° 16 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la possibilité de souscrire des contrats successifs) : rejeté ; amendement n° 71 de M. Marcel Rigout soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (ouverture de la formation professionnelle continue ou signature d'un contrat de qualification après l'obtention d'une première qualification par la voie de l'apprentissage) (p. 3558) ; amendement n° 85 de M. Michel Berson (limitation à deux contrats successifs pour la préparation de diplômes ou titres de même niveau) ; avis conforme du directeur du C.F.A. pour la conclusion de contrats successifs préparant à des diplômes ou titres de même niveau ; amendement n° 71 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 85 : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (avis conforme du directeur du C.F.A. pour la qualifications de même niveau) ; amendement n° 63 corrigé de M. Guy Herlory (même objet) (p. 3559) ; amendement n° 37 : adopté ; amendement n° 63 corrigé : devenu sans objet ;

– article 2, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 3 *(mission des C.F.A.) ;* propositions du parti communiste (p. 3560, 3561) ; personnel des C.F.A. ; lycées professionnels ; amendement n° 17 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Marcel Rigout (de suppression) ; institution par l'apprentissage d'une filière concurrente de l'enseignement technique : rejeté ; amendement n° 115 de M. Jean Ueberschlag (possibilité pour les apprentis de suivre l'enseignement d'une langue étrangère) (p. 3561) : retiré ; amendement n° 86 de M. Michel Berson (formation en entreprise devant développer l'aptitude à tirer profit d'actions ultérieures de formation) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 3562) : adopté ; amendement n° 126 de M. Charles Revet (possibilité de rattachement aux C.F.A. des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage) ; rénovation des classes préparatoires à l'apprentissage et des classes préprofessionnelles de niveau ; amendement n° 126 : retiré ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.)* (p. 3563) ; formation maison pour des diplômes maison ; convention entre les C.F.A. et les établissements d'enseignement ; amendement n° 19 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) (p. 3564) ; possibilité pour l'entreprise de dispenser une partie de la formation technologique et pratique ; formation théorique restant dispensée en centre ; contrôle des services de l'inspection de l'apprentissage et des comités d'entreprise ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 87 de M. Michel Berson soutenu par M. Jean-Claude Cassaing (suppression de la possibilité de convention entre les C.F.A. et des

entreprises) ; contradiction entre le ministre et le rapporteur sur la possibilité pour les entreprises de dispenser la formation générale ; amendement n° 87 : rejeté ; amendement n° 88 de M. Michel Berson (convention conclue entre l'entreprise et le C.F.A. précisant la qualification et les compétences requises pour le maître d'apprentissage désigné par l'entreprise au sein de celle-ci) (p. 3565) ; qualification des enseignants et des maîtres d'apprentissage pour la préparation des diplômes d'un niveau supérieur au niveau V ; amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 89 de M. Michel Berson (contrôle pédagogique du C.F.A. sur les enseignements technologiques dispensés en entreprise) ; amendement n° 116 de M. Jacques Legendre (C.F.A. conservant la responsabilité administrative et pédagogique des enseignements dispensés en entreprise et dans les lycées d'enseignement professionnel) (p. 3566) ; dispositions des amendements n° 89 et 116 prévus par les conventions entre C.F.A., d'une part, et entreprises et lycées d'enseignement professionnel, d'autre part ; amendement n° 89 : rejeté ; amendement n° 116 : adopté ; amendement n° 90 de M. Michel Berson (enseignement dispensé en entreprise soumis au contrôle pédagogique des services compétents de l'Etat) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 116 ; amendement n° 39, deuxième rectification, de la commission soutenu par M. René Haby (convention entre le C.F.A. et un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat au terme de laquelle ce dernier assure tout ou partie des enseignements normalement dispensés par le C.F.A. et met à disposition des équipements pédagogiques ou d'hébergement ; ouverture d'une annexe du C.F.A. dans l'établissement) ; sous-amendement n° 136 de M. Alain Jacquot (suppression de la possibilité d'ouverture d'annexes de C.F.A.) ; augmentation prévisible des effectifs des C.F.A. ; nécessité de prévoir des locaux d'enseignement et d'hébergement (p. 3567) ; amendement n° 136 : adopté ; amendement n° 39, deuxième rectification, ainsi modifié : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(création des C.F.A.)* (p. 3568) ; rôle nouveau des régions en matière d'apprentissage ; compensation financière ; amendement n° 107 de M. Michel Berson (création des C.F.A. après avis du comité national ou régional de la formation professionnelle) : rejeté ; amendement n° 40 de la commission (caractère suspensif, pour les apprentis en cours de formation, du recours contre une décision dénonçant une convention ; poursuite du cycle de formation) (p. 3569) : rejeté ; amendement n° 117 corrigé de M. Bruno Bourg-Broc (recours gracieux sur la réponse négative à la demande de création de C.F.A. ou sur une dénonciation de convention) : retiré ; amendement n° 128 de M. Michel Berson (gestion paritaire des C.F.A.) ; conseil de perfectionnement des C.F.A. : rejeté ; amendement n° 41 de la commission soutenu par M. Michel Berson (convention précisant le niveau de qualification du personnel enseignant en fonction des diplômes préparés) (p. 3570) ; agrément spécifique des maîtres d'apprentissage et compétences des formateurs de C.F.A. pour les niveaux IV et III ; formation des formateurs ; amendement n° 41 : rejeté ; amendement n° 91 de M. Michel Berson (avenant aux conventions pour l'ouverture de sections préparant à un diplôme ou à un titre homologué d'un niveau supérieur au C.A.P.) (p. 3571) : retiré ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(durée minimum de la formation en C.F.A.)* : contenu de la formation technique dispensée en C.F.A. ; amendement n° 42 de la commission (réduction de la durée d'enseignement en cas de prolongation de l'apprentissage) (p. 3572) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.)* : contrôle pédagogique de la région ; compensation financière pour l'accroissement des charges incombant aux régions ; amendement n° 64 corrigé de M. Guy Herlory (nouvelle rédaction de l'article ; contrôle pédagogique de la région) (p. 3573) : rejeté ; amendement n° 95 de M. Michel Berson (contrôle pédagogique de l'Etat sur les entreprises assurant une partie de la formation technologique et pratique normalement dispensée par les C.F.A.) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 116 à l'article 4 ; amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Soisson (contrôle pédagogique conjoint de l'Etat et de la région) ; amendement n° 43 de la commission (contrôle pédagogique conjoint de la région et de l'Etat sur les C.F.A. à recrutement non national) ; engagement du ministre des affaires sociales à ce que les conseils régionaux aient communication de tout rapport pédagogique concernant des C.F.A. de leur ressort géographique) (p. 3574) ; amendement n° 124 : retiré ; amendement n° 43 : rejeté ;

- article 7 : adopté.

Article 8 *(contrat d'apprentissage ; obligations des cocontractants)* : amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (formation dispensée pour moitié en entreprise et en C.F.A. ; exercice des seules activités professionnelles en relation directe avec la formation ; respect de la durée hebdomadaire légale du travail) : rejeté (p. 3575).

- article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 1 de Mme Jacqueline Hoffmann (interdiction du travail de nuit pour les apprentis) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (âge limite d'entrée en apprentissage ramené de vingt-cinq à vingt ans) ; précarisation de l'emploi : rejeté.

Article 9 *(suppression de l'avis circonstancié d'orientation pour la conclusion du contrat d'apprentissage)* : amendements identiques n° 23 de Mme Jacqueline Hoffmann et n° 96 de M. Michel Berson (de suppression) ; conditions de l'orientation scolaire (p. 3576) : rejetés ; amendement n° 127 de M. Charles Revet (possibilité d'entrer en apprentissage à quatorze ans) ; rénovation des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage ; amendement n° 127 : retiré ;

- article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 65 de M. Guy Herlory (possibilité d'accès à l'apprentissage, avec l'accord de leur employeur, pour les employés disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée) (p. 3577) ; retiré (p. 3578) ; amendements n° 118, 120 et 119 de M. Jean-Paul Charié (représentants des chambres consulaires au sein d'instances scolaires, de formation et d'apprentissage) ; nature réglementaire des amendements n° 118 et 120 (p. 3578) ; amendement n° 118, 120 et 119 : retirés.

Article 10 *(agrément des employeurs)* : amendement n° 97 de M. Michel Berson (nécessité de l'agrément de toute entreprise accueillant un apprenti) ; fixation par décret des conditions à remplir par les entreprises d'accueil : rejeté ; amendement n° 98 de M. Michel Berson (avis obligatoire de la chambre des métiers, de la compagnie consulaire ou de la chambre des métiers, de la compagnie consulaire ou de la chambre d'agriculture) (p. 3579) : rejeté ; amendements identiques n° 44 corrigé de la commission et n° 99 de M. Michel Berson (avis de la chambre d'agriculture ou d'une commission paritaire départementale constituée par les organisations professionnelles de branche chargée de la gestion de l'apprentissage) ; remise en cause du rôle des chambres de métier ; amendements n° 44 corrigé et n° 99 : rejetés ; amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Marcel Rigout (agrément délivré par le comité départemental de la formation professionnelle) ; amendement n° 100 de M. Michel Berson (agrément délivré dans un délai de deux mois par le comité départemental de la formation professionnelle) ; amendement n° 66 corrigé de M. Guy Herlory (de précision) ; amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 3580) ; rôle des comités départementaux de la formation professionnelle ; amendements n° 24 et 100 : rejetés ; amendement n° 66 corrigé : retiré ; amendement n° 45 : adopté ; amendement n° 101 de M. Michel Berson (agrément spécifique nécessaire pour les formations d'un niveau supérieur au C.A.P.) : rejeté ; amendement n° 25 de M. Georges Hage (de conséquence de l'amendement n° 24) (p. 3581) : rejeté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(obligations pédagogiques de l'employeur)* : amendement n° 27 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (formation pratique arrêtée d'un commun accord entre le centre, les représentants et les délégués syndicaux des entreprises envoyant des apprentis audit centre) : rejeté ; amendement n° 26 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la référence aux titres préparés par l'apprentissage) : rejeté ; amendement n° 28 de Mme Jacqueline Hoffmann (association des représentants des enseignants du C.F.A., des délégués syndicaux, des délégués du personnel et d'un représentant du comité d'entreprise d'accueil aux activités de coordination de la formation en entreprise avec celle dispensée en centre) : rejeté ;

- article 11 : adopté.

Article 12 *(prolongation de l'apprentissage en cas d'échec à un examen ; prorogation du contrat initial ou conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur) :* amendement n° 29 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Marcel Rigout (prorogation d'un an du contrat après avis du directeur du C.F.A.) (p. 3582) : rejeté ; amendement n° 102 de M. Michel Berson (prorogation du contrat initial après avis du directeur du C.F.A.) : rejeté ;

- article 12 : adopté.

Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation) :* amendement n° 30 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3583) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 46 de la commission (rémunération en fonction de l'âge et de la formation préparée) : adopté ; amendement n° 103 de M. Michel Berson (rémunération en fonction de l'âge et de la qualification acquise) (p. 3584) : rejeté ; amendement n° 60 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (conclusion d'un nouveau contrat après obtention du diplôme ne pouvant se traduire par une baisse de la rémunération) ; amendement n° 106 de M. Michel Berson (même objet) ; création d'une véritable filière ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 106 : rejeté au scrutin public ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 31 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Marcel Rigout (seuils sociaux ; prise en compte des apprentis) : rejeté au scrutin public.

Article 14 *(contrat d'apprentissage passé avec un ascendant) :* adopté (p. 3586).

Après l'article 14 : amendement n° 2 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (signature du contrat d'apprentissage par un mineur subordonnée à l'accord écrit de la personne en ayant la garde) : rejeté.

Article 15 *(travail de l'apprenti dans l'entreprise ; activité en relation avec la formation professionnelle) :* amendement n° 47 de la commission (activité en relation avec la profession prévue au contrat) : rejeté ;

- article 15 : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 4 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (apprenti non soumis à la loi du 19 juin 1987 relative à l'aménagement du temps de travail) (p. 3600) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Marcel Rigout (apprenti mineur ne pouvant travailler plus de huit heures par jour ni au-delà de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3601) ; attitude du parti communiste sur la durée du travail des apprentis lorsqu'il participait au gouvernement : rejeté.

Article 16 *(examens auxquels se présente l'apprenti ; congé ; obligations de l'apprenti et de l'employeur) :* amendement n° 32 de M. Georges Hage (de conséquence – suppression de la référence aux titres préparés) : rejeté ;

- article 16 : adopté.

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage – intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) :* intégration des soixante-deux contractuels (p. 3602) ; utilisation restrictive de l'article 40 ; amendement n° 132 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article ; intégration de tous les inspecteurs de l'apprentissage dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) ; rectification de cet amendement (p. 3603) : adopté au scrutin public ; en conséquence, les amendements n° 67 corrigé de M. Guy de Herlory, n°s 48, 49 et 51 de la commission et n° 121 de M. Jean Ueberschlag deviennent sans objet ; amendement n° 62 de M. Jean-Louis Masson (départements de la Moselle et de l'Alsace : contrôle de la formation donnée aux apprentis dans les entreprises assuré par les inspecteurs d'apprentissage des chambres consulaires) : non soutenu ; amendement n° 68 de M. Guy Herlory (même objet) ; satisfaction de l'amendement n° 68 par un amendement de la commission à l'article 20 : rejeté au scrutin public ;

- article 16 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(exonération des charges sociales patronales pour les entreprises de plus de dix salariés)* (p. 3604) ; discrimination entre les apprentis selon la taille de l'entreprise dans laquelle ils travaillent ; discrimination au détriment des entreprises de moins de dix salariés ; amendements identiques n° 33 de Mme Jacqueline Hoffmann et n° 109 du M. Michel Berson (de suppression) ; ouverture de l'apprentissage aux entreprises de plus de dix salariés (p. 3610) ; inégalité entre les apprentis (p. 3606) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 110 de M. Michel Berson (possibilité de prise en charge par l'Etat de tout ou partie des cotisations sociales patronales) ; critères d'exonération des charges sociales (p. 3607) : rejeté ; amendement n° 133 du Gouvernement (exonération des cotisations sociales patronales pour les contrats d'apprentissage conclus à partir du 1er juillet 1987) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 112 de Michel Berson (reconnaissance des organismes professionnels paritaires de branche en matière d'apprentissage) : rejeté ; amendement n° 122 de M. Jean-Paul Charié (chambres consulaires et de métiers tenues de mettre à la disposition de leurs ressortissants des centres de formalités de contrats d'apprentissage) : retiré ; amendement n° 53 de la commission (ouverture de l'apprentissage aux salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée à temps complet) (p. 3608) ; risque de confusion entre l'apprentissage et la formation continue ; rejeté ; amendement n° 130 de M. Michel Hannoun (possibilité d'autorisation du travail des apprentis entre 20 heures et 4 heures du matin) : non soutenu ; amendement n° 56 rectifié de la commission (travail des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers de 20 heures à 4 heures du matin) ; amendement n° 131 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Jean Ueberschlag (même objet) ; amendement n° 69 de M. Guy Herlory (même objet ; autorisation écrite des détenteurs de l'autorité parentale pour le travail de 4 heures à 6 heures du matin) (p. 3609) ; décret prévu par le code du travail pour déroger à l'interdiction du travail de nuit des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers ; négociation entre les partenaires sociaux (p. 3610) ; amendement n° 131 : retiré ; amendement n° 56 rectifié : rejeté ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (consultation du comité d'entreprise sur les modalités d'organisation et de fonctionnement des formations données dans l'entreprise aux jeunes, titulaires d'un contrat d'apprentissage, d'adaptation ou de qualification) ; consultation du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle prévue par le code du travail : rejeté.

Article 18 *(schéma prévisionnel régional de l'apprentissage) :* amendement n° 7 de M. Georges Hage soutenu par M. Marcel Rigout (délibération du conseil régional en séance plénière sur le schéma prévisionnel et les investissements qui en résultent) (p. 3611) : rejeté ; amendement n° 113 de M. Michel Berson (suppression de l'obligation faite au préfet de tenir compte du schéma prévisionnel régional de l'apprentissage) : rejeté ;

- article 18 : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 54 de la commission (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage ; présence d'un représentant de chaque région) (p. 3612) : adopté.

Article 18 *bis* *(compensation par l'Etat des charges nouvelles incombant aux régions) :* réforme de la taxe d'apprentissage ; départements d'Alsace et de Moselle (p. 3613) ; amendement n° 61 de Mme Jacqueline Hoffmann (bilan annuel présenté au Parlement retraçant l'effort de l'Etat en matière d'apprentissage) ; rapport annuel prévu par la loi de 1971 : rejeté ;

- article 18 *bis* : adopté.

Article 19 *(contrats d'objectifs en matière de formation professionnelle) :* amendement n° 8 de Mme Jacqueline Hoffmann (conclusion des contrats d'objectifs après avis du comité régional de la formation professionnelle et délibération du conseil régional) (p. 3614) ; consultation préalable de droit du comité régional de la formation professionnelle : rejeté ;

- article 19 : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 55 de la commission (interdiction de l'ouverture de sections dans un lycée d'enseignement professionnel lorsque la région a supprimé la même formation dans un C.F.A. du même département faute de besoins ; délai de deux ans à compter de la fermeture) ; amendement n° 70 de M. Guy Herlory (même objet) : retiré ; suspicion à l'égard du représentant de l'Etat ; coordination des formations par alternance (p. 3615) : retiré.

Article 20 *(date d'entrée en vigueur et modalités d'application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle)* : amendement n° 57 de la commission (contrôle de l'apprentissage effectué dans les départements d'Alsace et de Moselle par les inspecteurs de l'apprentissage des organismes consulaires) ; sous-amendement n° 135 de M. Jean Ueberschlag (maintien des contrôles effectués par les inspecteurs de l'apprentissage des organismes consulaires dans les départements d'Alsace et de Moselle) (p. 3616) ; sous-amendement n° 135 : adopté ; amendement n° 57, ainsi modifié : adopté au scrutin public ; amendement n° 129 de M. Jean Ueberschlag (application immédiate de l'exonération des cotisations sociales patronales dans les départements d'Alsace et de Moselle) : adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 58 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités particulières d'application de la loi aux départements d'outre-mer) ; sous-amendement n° 134 du Gouvernement (fixation par un décret simple de ces modalités) ; sous-amendement n° 134 : adopté (p. 3617) ; amendement n° 58, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 123 de M. Michel Berson (dépôt par le Gouvernement avant le 31 décembre 1987 d'un projet de loi de réforme de la taxe d'apprentissage) ; libre affectation de la taxe (p. 3618) : rejeté.

Explications de vote (p. 3618).

Création d'une filière concurrente du service public : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3619) ; *Berson (Michel)* (p. 3620).

Limite d'âge (suppression de la – d'entrée en apprentissage) : *Herlory (Guy)* (p. 3618).

Précarisation des jeunes : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3619).

Régions (rôle des –) : *Herlory (Guy)* (p. 3618) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3619).

Vote favorable du groupe Front national : *Herlory (Guy)* (p. 3618).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3619).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Ueberschlag (Jean)* (p. 3619).

Vote hostile du groupe communiste : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 3619).

Vote hostile du groupe socialiste : *Berson (Michel)* (p. 3620).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3620).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [9 juillet 1987] (p. 3883).

Amélioration du texte par le travail parlementaire : *Séguin (Philippe)* (p. 3884).

C.A.P. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3885).

Charges sociales patronales (exonération des –) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3885).

Contrats successifs : *Gengenwin (Germain)* (p. 3883) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3884).

Financement de l'apprentissage : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3885).

Liens entre l'apprentissage et le système éducatif : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3885).

Rémunération des apprentis : *Gengenwin (Germain)* (p. 3883) ; *Berson (Michel)* (p. 3884 ; *Séguin (Philippe)* (p. 3884).

Vote hostile du groupe socialiste : *Berson (Michel)* (p. 3884).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Deprez (Léonce)* (p. 3885).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3886, 3887).

Adoption de l'ensemble du projet de loi dans le texte de la commission mixte paritaire au scrutin public (p. 3887).

2. – Projet de loi n° 1147 portant diverses mesures relatives à la **formation professionnelle** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 16 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. – Rapporteur : M. Pierre Bleuler (17 décembre 1987). – Rapport n° **1157** (17 décembre 1987). – Discussion le 18 décembre 1987. – Adoption le 18 décembre 1987. – Projet de loi n° **213.**

Sénat (première lecture) n° **186** (1987-1988). – Dépôt le 19 décembre 1987. – Renvoi à la commission des affaires sociales. – Rapporteur : M. André Rabineau. – Rapport n° **197** (1987-1988). – Discussion le 20 décembre 1987. – Adoption le 20 décembre 1987. – Projet de loi n° **72.**

Loi n° 88-1 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 164).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1987] (p. 7754).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Berson (Michel)* (p. 7757 à 7760) ; *Béguet (René)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7760) ; *Séguin (Philippe)* (ministre des affaires sociales et de l'emploi) (p. 7760, 7761) ; rejetée au scrutin public (p. 7761).

Assemblée nationale (conditions de travail de l' –) : *Berson (Michel)* (p. 7757) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7761, 7762) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7763, 7764).

Congé formation :

– bilan : *Séguin (Philippe)* (p. 7755) ; *Bersan (Michel)* (p. 7759) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7765, 7766).

– enjeu et objectifs : *Berson (Michel)* (p. 7758, 7759) ; *Béguet (René)* (p. 7760) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7763).

– financement : *Séguin (Philippe)* (p. 7755, 7761) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7756, 7758) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7762).

– historique : *Bleuler (Pierre)* (p. 7756) ; *Berson (Michel)* (p. 7757, 7758).

Crédit impôt-formation : *Berson (Michel)* (p. 7757) ; *Béguet (René)* (p. 7760) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7761) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7762) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7763) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7765).

Coûts salariaux en France et en République fédérale d'Allemagne (comparaison des –) : *Collomb (Gérard)* (p. 7764, 7765).

Investissements matériels et immatériels des entreprises françaises et étrangères (comparaison) : *Collomb (Gérard)* (p. 7765, 7766).

Mémorandum du 11 juin 1987 déposé par les partenaires sociaux : *Séguin (Philippe)* (p. 7754, 7755) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7755, 7756, 7757) ; *Béguet (René)* (p. 7760) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7763).

Discussion des articles [18 décembre 1987] (p. 7766).

Avant l'article 1er : amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Pierre Schenardi (formation du personnel du ministère des affaires sociales) (p. 7766) : non soutenu.

Article 1er *(détermination par voie de convention ou d'accord des règles relatives à la prise en charge des salariés en congés de formation)* : amendement n° 7 de M. Bernard Debré (clarification de la répartition des compétences) : adopté ; amendement n° 1 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 3 de M. Michel Berson (tendant à fixer un minimum de rémunération aux salariés en congé individuel de formation) ; rappel du dispositif actuel ; volonté du Gouvernement de restituer aux organismes d'employeurs et de salariés leurs responsabilités ; rejeté ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(codification)* : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 4 de M. Michel Berson (garantie de rémunération après la formation) (p. 7767) : rejeté ; amendement n° 5 de M. Michel Berson (même objet) : rejeté.

Article 3 *(suppression de l'agrément par l'Etat des congés de formation de longue durée)* : adopté.

Article 4 *(commissions spécialisées du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi)* : amendement n° 6 de M. Michel Berson (de suppression) ; volonté de connaître les raisons pour lesquelles le mot « section » est remplacé par le mot « commission » ; comités départementaux de la formation professionnelle ne fonctionnant pas correctement ; exemple de l'organigramme d'un comité départemental ; comités départementaux ne vivant plus de leur vie propre ; par la substitution du mot « commission » au mot « section », possibilité de réduire le nombre des membres des comités départementaux (p. 7768) ; amendement n° 6 : retiré ;

- article 4 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet au scutin public (p. 7769).

Voir *Chômage - Indemnisation* **1.**
Enseignement technique et professionnel **4.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales ; commerce et artisanat.
Rapatriés **2.**

Centres de formation agricole pour adultes.

Voir *Questions orales sans débat* **219.**

Crédit d'impôt.

Voir *Lois de finances* **4,** discussion du texte de la commission mixte paritaire : après l'article 53 ; amendement n° 15.

Crédit d'impôt-formation.

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** avant l'article 12.

Décentralisation de la -

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1,** discussion des articles, article 7, article 18, après l'article 18 et article 18 *bis*.

- en Alsace

Voir *Questions orales sans débat* **254.**

Financement de la -

Voir *Sécurité sociale* **8,** texte de la C.M.P.

Formation des jeunes

Voir *Questions orales sans débat* **281.**

Projet de loi sur l'apprentissage

Voir *Questions au Gouvernement* **424.**

Stagiaires originaires des D.O.M.

Voir *Questions orales sans débat* **202.**

- des jeunes

Voir *Sécurité sociale* **8,** texte de la C.M.P.

FRANÇAIS

- d'origine islamique : harkis

Voir *Questions au Gouvernement* **406.**

- musulmans

Voir *Rapatriés* **2.**

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

Caisses des Français de l'étranger

Voir *Questions au Gouvernement* **609.**

FRANÇAIS : LANGUE FRANÇAISE

1. - Proposition de loi n° 1208 relative à la **défense** de la **langue française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, procédure des questions.

FRANÇAIS : NATIONALITÉ FRANÇAISE

6. - Proposition de loi n° 957 tendant à rendre **incompatibles la citoyenneté française et l'accomplissement d'un service militaire dans une armée étrangère.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Jean Roatta. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. - Proposition de loi n° 1042 tendant à augmenter la durée de **vie commune** pour l' **obtention de la nationalité française par mariage.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Jean Roatta. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Associations et mouvements* **4, 5, 6 et 7.**
Audiovisuel **9.**
Lois de finances **4,** Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.
Traités et conventions **41.**

FRONTALIERS

Conséquences sur les régions frontalières de l'ouverture du marché unique européen

Voir *Question au Gouvernement* **428.**

Front de libération nationale kanak socialiste (F.L.N.K.S.)

Voir *Nouvelle-Calédonie* **3** (D.G.).

FRONT NATIONAL

Voir *Questions au Gouvernement* **319, 525.**
Rappels au règlement **528.**

Attitude des autres partis politiques à l'égard du -

Voir *Rappels au règlement* **547, 548, 549.**

Déclaration de M. Léotard sur les élections cantonales à Marseille

Voir *Questions au Gouvernement* **564.**

Position du Gouvernement à l'égard du -

Voir *Questions au Gouvernement* **340.**

FRONTIÈRES MARITIMES

Voir *Traités et conventions* **49.**

F.R.3 CORSE

Transfert de - à Marseille

Voir *Questions au Gouvernement* **529.**

FRUITS ET LÉGUMES

Voir *Commerce et artisanat* **23.**

Crise du secteur des -

Voir *Questions au Gouvernement* **452.**

FUNÉRAILLES NATIONALES

2. - Proposition de loi n° 906 relative au tranfert et à l'inhumation au Panthéon de la dépouille de **Mme Eugénie Eboué-Tell.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Jean-Guy Branger. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

G

GABON

(convention fiscale avec la France)

Voir *Traités et conventions* **29.**

G.A.L.

(groupe anti-terroriste de libération)

Voir *Questions au Gouvernement* **471.**

GAP

Centre hospitalier de -

Voir *Questions écrites sans débat* **318.**

GAZ

- algérien

Voir *Questions au Gouvernement* **536.**

Transport, importation et exportation du -

Voir *Energie* **7.**

Taxe intérieure sur le -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

GAZOLE

T.V.A. sur le -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.

GENDARMERIE NATIONALE

Gendarmes en civil

Voir *Questions au Gouvernement* **427.**

GÉNOCIDES

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

GÉOMÈTRES-EXPERTS

Voir *Ordres professionnels* **1.**

GOLF

Voir *Bois et forêts* **4.**

GORBATCHEV (Mikaël)

Politique de -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

GOUSSAINVILLE

Traversée de - par le T.G.V. Nord

Voir *Questions orales sans débat* **240.**

GOUVERNEMENT

1. - Proposition de loi n° 873 tendant à simplifier, améliorer et assainir les **conditions de rémunération des membres de cabinet ministériel.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par MM. Jean-Pierre Delalande et Michel Hannoun. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (8 juillet 1987).

2. - Proposition de loi n° 1230 tendant à la création d'une **agence interministérielle** aux **personnels non titulaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Bruno Bourg-Broc. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Elections et référendums* **43.**
Politique économique et sociale **12.**

GRAND LOUVRE

Voir *Questions orales sans débat* **210.**

GRANDE-BRETAGNE

Liaison transmanche

Voir *Traités et conventions* **23, 24.**

GRANDES SURFACES

Voir *Commerce et artisanat* **12.**

GRANDS PROJETS CULTURELS

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule, procédure des questions.

GRANULATS

Taxe sur les -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés, examen des fascicules, article 48.

GRÈVE

Droit de -

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **7.**
Questions au Gouvernement **438, 474, 477.**
Transports **8, 11.**
Travail **21, 24.**

Amendement Lamassoure

Voir *Questions au Gouvernement* **477.**

- dans la fonction publique

Voir *Rappels au règlement* **628, 627, 628.**
Questions orales sans débat **322.**
Sécurité sociale **8,** discussion des articles, avant l'article 46.

Jurisprudence

Voir *Questions au Gouvernement* **562, 572.**

Règle du trentième indivisible

Voir *Questions au Gouvernement* **430.**
Transports **7.**

Retenue pour absence de service fait

Voir *Transports* **7.**

GROUPEMENTS DE COMMUNES

Voir *Collectivités locales* **7, 8.**
Communes **9.**

GUILLAUME (Plan - pour le tiers monde)

Voir *Traités et conventions* **26.**

GUILLO (Alain)

Libération d'un journaliste français emprisonné en Afghanistan

Voir *Questions au Gouvernement* **539.**

GUINÉE

Voir *Traités et conventions* **38.**

GUINÉE ÉQUATORIALE

Voir *Traités et conventions* **37.**

GUYANE

Epidémie du SIDA en -

Voir *Questions au Gouvernement* **591.**

Problèmes posés par la présence de réfugiés du Surinam

Voir *Questions au Gouvernement* **470.**

H

HABILLEMENT, CUIRS ET TEXTILES

Voir *Questions orales sans débat* **264.**

Difficultés des entreprises de confection

Voir *Questions au Gouvernement* **398.**

HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (H.L.M.)

Voir *Logement et habitat* **10, 18, 19, 20.**
Questions au Gouvernement **375, 535.**
Questions orales sans débat **257.**

Difficultés des -

Voir *Questions au Gouvernement* **388.**

Office public du Val-d'Oise

Voir *Questions orales sans débat* **221.**

Situation financière des -

Voir *Questions au Gouvernement* **557.**

Taxe de publicité foncière sur les ventes d' -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, aprés l'article 59 : amendement n° 333.

HAÏTI

Voir *Traités et conventions* **57.**

Avenir de la démocratisation en -

Voir *Questions au Gouvernement* **534, 580, 583.**

HANDICAPÉS

4. - Projet de loi n° 681 en faveur de l'**emploi des travailleurs handicapés** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Denis Jacquat (28 avril 1987). - Rapport n° **733** (7 mai 1987). - Discussion les 19 et 20 mai 1987. - Adoption le 20 mai 1987. - Projet de loi n° **102.**

Sénat (première lecture) n° **235.** - Dépôt le 21 mai 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Henri Collard. - Rapport n° **247** (27 mai 1987). - Discussion les 2 et 3 juin 1987. - Adoption le 3 juin 1987. - Projet de loi n° **74.**

Assemblée nationale (deuxiéme lecture) n° **805.** - Dépôt le 3 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070). - Réunion le 17 juin 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Denis Jacquat. - Rapport n° **852** (17 juin 1987). - Discussion le 19 juin 1987. - Adoption avec modifications le 19 juin 1987. - Projet de loi n° **127.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Henri Collard. - Rapport n° **285** (17 juin 1987). - Discussion le 27 juin 1987. - Adoption définitive le 27 juin 1987. - Projet de loi n° **101.**

Loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1987 (p. 7822). - Rectificatif [*J.O.* du 19 novembre 1987] (p. 13467).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1987] (p. 1297, 1321).

Accords de branche ou d'entreprise prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1300) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1313).

Aides aux entreprises pour l'emploi des handicapés : *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Briant (Yvon)* (p. 1310) ; *Richard (Lucien)* (p. 1323) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325).

A.N.P.E. (placement des handicapés) : *Jacquat (Denis)* (p. 1297, 1298) ; *Briant (Yvon)* (p. 1310) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1326).

Allocation aux adultes handicapés (coordination avec le projet de loi) : *Richard (Lucien)* (p. 1323).

Associations représentatives des personnes handicapées : *Hannoun (Michel)* (p. 1303) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325).

Centres d'aide par le travail : *Desanlis (Jean)* (p. 1307).

C.N.P.F. (attitude du - face au projet) : *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Proveux (Jean)* (p. 1311, 1312) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325).

Commission nationale technique de la sécurité sociale : *Gantier (Gilbert)* (p. 1315).

COTOREP (informatisation, fonctionnement et notamment avis du médecin traitant) : *Jacquat (Denis)* (p. 1297) ; *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Herlory (Guy)* (p. 1306) ; *Desanlis (Jean)* (p. 1307) ; *Briant (Yvon)* (p. 1310) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1313) ; *Richard (Lucien)* (p. 1323) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325).

Départements (rôle des - dans l'insertion des handicapés) : *Jacquot (Alain)* (p. 1321, 1322).

Emplois réservés (et notamment contenu des épreuves de concours) : *Séguin (Philippe)* (p. 1301, 1326) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1302) ; *Laurain (Jean)* (p. 1309) ; *Briant (Yvon)* (p. 1310).

Filière bois (emploi des handicapés) : *Jacquot (Alain)* (p. 1321) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1327).

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1300, 1324, 1325, 1327) ; *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Herlory (Guy)* (p. 1307) ; *Briant (Yvon)* (p. 1310) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 1321) ; *Jacquot (Alain)* (p. 1321).

Garantie de ressources : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1326).

Groupe communiste (propositions du - pour l'emploi des handicapés) : *Deschamps (Bernard)* (p. 1302, 1303).

Handicapés :

- insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail et statut social) : *Jacquat (Denis)* (p. 1297) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1299) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1301) ; *Hannoun (Michel)* (p. 1303) ; *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Herlory (Guy)* (p. 1306) ; *Desanlis (Jean)* (p. 1307) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1308) ; *Briant (Yvon)* (p. 1310) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Proveux (Jean)* (p. 1311) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1312) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 1320) ; *Clert (André)* (p. 1322, 1323) ; *Richard (Lucien)* (p. 1323) ; *Bardet (Jean)* (p. 1323, 1324).

- intégration scolaire des - : *Laurain (Jean)* (p. 1309) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1313) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1326, 1327).

- formation professionnelle (et, notamment, rôle de l'A.F.P.A. et situation des centres de rééducation professionnelle) ; *Jacquat (Denis)* (p. 1297) ; *Chouat (Didier)* (p. 1305, 1306) ; *Desanlis (Jean)* (p. 1307) ; *Laurain (Jean)* (p. 1309, 1310) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Proveux (Jean)* (p. 1312) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325, 1326).

- législation sur l'emploi des - (nécessité d'une réforme de la -) : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1299) ; *Chouat (Didier)* (p. 1304).

- loi d'orientation du 30 juin 1975 : *Jacquat (Denis)* (p. 1297) ; *Clert (André)* (p. 1322).

- loi d'orientation du 30 juin 1975 (rapport prévu par la -) : *Herlory (Guy)* (p. 1306).

- salariés (procédure allégée pour la reconnaissance du handicap) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1315).

Handicapés mentaux (et, notamment, modification des appellations les concernant) : *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Richard (Lucien)* (p. 1323) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1327).

Handicaps (définition des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1299) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1301).

Isère (opération O.H.E. - opération handicapé plus emploi - en -) : *Hannoun (Michel)* (p. 1303, 1304).

Obligation d'emploi (bénéficiaires de l' - et notamment victimes d'accidents de la route) : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1313) ; *Clert (André)* (p. 1322) ; *Bardet (Jean)* (p. 1324).

Obligation d'emploi dans le secteur privé :

- contribution au fonds d'insertion professionnelle des handicapés : *Séguin (Philippe)* (p. 1300, 1324, 1327) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1315).

- effectif à partir duquel les entreprises sont assujetties : *Séguin (Philippe)* (p. 1300, 1324) ; *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310).

- entreprises (modalités de participation des -) : *Jacquat (Denis)* (p. 1298).

- mécanismes de l' - (et notamment insuffisance des -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 1300) ; *Chouat (Didier)* (p. 1303, 1304) ; *Desanlis (Jean)* (p. 1307) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1308) ; *Proveux (Jean)* (p. 1312) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1314, 1315) ; *Bardet (Jean)* (p. 1324).

- quota de travailleurs handicapés (et notamment calcul de l'effectif de l'entreprise) : *Deschamps (Bernard)* (p. 1302) ; *Hannoun (Michel)* (p. 1303, 1304) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1308) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1314) ; *Richard (Lucien)* (p. 1323) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1324, 1325).

Obligation d'emploi dans le secteur public :

- collectivités territoriales (effort des municipalités pour les ateliers protégés et les C.A.T.) : *Desanlis (Jean)* (p. 1308) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1326).

- garanties sur le respect des quotas (absence de -) : *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1308, 1309) ; *Chometon (Georges)* (p. 1311) ; *Proveux (Jean)* (p. 1312) ; *Bardet (Jean)* (p. 1324) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325, 1326).

- mécanismes de l' - : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1301, 1326, 1327) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1302) ; *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Desanlis (Jean)* (p. 1307, 1308) ; *Chometon (Georges)* (p. 1310) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1312).

- P.T.T. (expérience menée pour l'emploi des handicapés) : *Jacquat (Denis)* (p. 1298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1301, 1327) ; *Chouat (Didier)* (p. 1305) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1313, 1314).

- rapport sur le respect de l' - : *Séguin (Philippe)* (p. 1301) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 1302) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1308, 1309).

Partenaires sociaux (sensibilisation des - au problème des handicapés) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 1321) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1326).

Programme en faveur de l'emploi (insertion de mesures spécifiques pour les handicapés) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 1321).

Salariés en fin d'activité : *Clert (André)* (p. 1322).

Syndicats (possibilité pour les - d'engager des actions judiciaires pour le respect du quota d'emploi des personnes handicapées) : *Deschamps (Bernard)* (p. 1302).

Taux d'invalidité (détermination des -) : *Jacquot (Alain)* (p. 1321) ; *Clert (André)* (p. 1322).

Victimes civiles d'attentat (extension de l'obligation d'emploi aux -) : *Hannoun (Michel)* (p. 1304) ; *Herlory (Guy)* (p. 1307) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1325).

Discussion des articles [19 mai 1987] (p. 1327) ; [20 mai 1987] (p. 1375, 1398) ;

Avant l'article 1er : amendement n° 82 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (droit au travail des handicapés) (p. 1327) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Louis Besson (droit au travail des handicapés et mission du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1328) : rejeté ; amendement n° 156 de M. Guy Herlory (rapport sur le recensement des handicapés et les actions de recherche pédagogiques et scientifiques entreprises en leur faveur) (p. 1329) : rejeté ; amendement n° 157 de M. Guy Herlory (tendant à la parution, tous les trois ans, du rapport prévu à l'article 61 de la loi du 30 juin 1975) : rejeté.

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* (p. 1330) ; garantie de ressources pour les travailleurs handicapés dont le salaire est diminué ; attribution des pénalités réclamées aux entreprises ne remplissant aucune des obligations d'emploi au fonds de développement pour l'insertion des travailleurs handicapés (p. 1331) ; *article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : amendement n° 115 de M. Bernard-Claude Savy (tendant à fixer un quota de 5 p. 100 pour les entreprises de plus de 100 salariés et à définir une priorité d'emploi pour les entreprises de moins de 100 salariés) : non soutenu ; amendements identiques n° 23 de M. Didier Chouat et n° 83 de M. Georges Hage (tendant à imposer l'obligation d'emploi aux entreprises de plus de dix salariés) (p. 1332) : rejetés ; amendement n° 24 de M. Didier Chouat (travail à temps partiel pour les handicapés) : adopté (p. 1333) ; amendement n° 151 de M. Gilbert Gantier (proportion de l'effectif de l'entreprise recrutée parmi les handicapés) ; amendement n° 84 de M. Jacques Roux soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (fixant à 10 p. 100 la proportion de l'effectif recrutée parmi les handicapés) ; amendements identiques n° 12 de M. Henri Bouvet et n° 140 de M. Etienne Pinte soutenus par M. Michel Hannoun (tendant à substituer le pourcentage de 5 p. 100 au pourcentage de 6 p. 100 pour déterminer la proportion de salariés recrutée parmi les handicapés) ; amendement n° 25 de M. Didier Chouat (tendant à fixer un minimum de 6 p. 100

pour la proportion de salariés recrutée parmi les handicapés) ; amendement n° 140 : retiré (p. 1334) ; emploi de travailleurs handicapés au ministère des postes et télécommunications (p. 1335) ; possibilités de modulation de l'obligation d'emploi ; possibilité de satisfaire à l'obligation d'emploi par la conclusion d'accords de branche ou d'entreprise ; intérêt du pourcentage de 6 p. 100 ; amendement n° 151 : rejeté ; amendement n° 84 : rejeté ; amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 25 : rejeté ; amendement n° 26 de M. Didier Chouat (possibilité d'augmenter le quota de travailleurs handicapés par voie réglementaire en fonction des secteurs d'activité et de la nature des emplois concernés) (p. 1336) : rejeté ; amendement n° 152 de M. Gilbert Gantier (application du quota de travailleurs handicapés aux entreprises à établissements multiples) : retiré ; amendement n° 27 de Mme Marie-Josèphe Sublet (contribution des entreprises de travail temporaire au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : rejeté ; amendement n° 85 de M. Jacques Roux soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (suppression de l'exonération pendant trois ans de leur obligation d'emploi pour les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission soutenu par M. Michel Ghysel (délai dont disposent les entreprises pour satisfaire à l'obligation d'emploi quand elles se sont créées ou ont augmenté leur effectif) (p. 1337) ; sous-amendement n° 148 de M. Didier Chouat soutenu par M. André Clert (tendant à exonérer temporairement de leur obligation d'emploi que les entreprises nouvellement créées) ; sous-amendement n° 150 de M. Jacques Farran (aménagement de la période transitoire de trois ans pendant laquelle les entreprises peuvent progressivement remplir leur obligation d'emploi) ; sous-amendement n° 149 de M. Didier Chouat soutenu par M. André Clert (tendant à n'exonérer les entreprises de leur obligation d'emploi seulement pendant un délai de deux ans) ; sous-amendement n° 148 : rejeté ; sous-amendement n° 150 : rejeté ; sous-amendement n° 149 : rejeté (p. 1338) ; amendement n° 1 : adopté ; amendements n° 28 de M. Didier Chouat, n° 81 de M. Jacques Farran et n° 29 de M. Didier Chouat : devenus sans objet ; amendement n° 86 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (application de l'obligation d'emploi aux associations) : rejeté ; *article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : amendement n° 137 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (tendant à astreindre les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant plus de dix salariés à l'obligation d'emploi) : rejeté ; amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Michel Peyret (modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public) ; amendement n° 31 de M. Didier Chouat (fixation des modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public par décret en Conseil d'Etat) (p. 1339) ; amendement n° 31 : rejeté ; amendement n° 87 : rejeté ; amendement n° 32 rectifié de Mme Marie-Josèphe Sublet (communication de la liste des postes proposés aux personnes handicapées dans le secteur public et de la liste des postes occupés par les personnes handicapées à l'A.N.P.E. et aux équipes de préparation et de suite au reclassement) : rejeté ; amendement n° 88 rectifié de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (établissement d'un rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1340) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Didier Chouat (présentation d'un rapport dans le cadre du projet de loi de finances sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) : rejeté ; amendement n° 90 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (prévoyant que des mesures appropriées seront obligatoirement prises pour mettre un terme aux éventuels manquements de l'administration à ses obligations) (p. 1341) : rejeté ; amendement n° 89 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (création d'une instance nationale de recours pour les particuliers des associations et des syndicats de fonctionnaires lorsqu'ils constatent des manquements à l'obligation d'emploi dans le secteur public) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Louis Besson (institution d'un comité départemental pour l'emploi des personnes handicapées dans les secteurs public et parapublic) ; documents reçus par les personnes handicapées candidates à un emploi dans la fonction publique, après avoir réussi un concours (p. 1342) : rejeté ; *article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : amendement n° 120 de M. Louis Besson (précisant que les bénéficiaires de l'obligation d'emploi bénéficient du concours de tous les services susceptibles d'accompagner leur insertion professionnelle ou leur maintien au travail) : rejeté ; amendement n° 141 de M. Guy Herlory (visant à ce que les délais d'examen des dossiers par les Cotorep ne dépassent pas deux mois) (p. 1343) ; retiré ; amendement n° 142 de M. Guy Herlory (avis du médecin traitant devant les Cotorep) : retiré ; amendement n° 91 de M. Jacques Roux soutenu par M. Bernard Deschamps (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont le taux d'incapacité est inférieur à 10 p. 100) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Bernard-Claude Savy (tendant à exclure du bénéfice de l'obligation d'emploi les orphelins de guerre âgés de moins de vingt et un ans) : non soutenu ; amendement n° 131 de M. Michel Hannoun (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes civiles d'attentat dont l'incapacité permanente est supérieure à 10 p. 100) ; amendement n° 143 de M. Guy Herlory (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'actes terroristes) (p. 1344) ; amendement n° 143 : retiré ; amendement n° 131 : retiré ; amendement n° 121 de M. Louis Besson (tendant à étendre l'obligation d'emploi aux personnes dont la capacité est diminuée à cause de leur propre rythme) (p. 1345) : rejeté ; *après l'article L. 323-3 du code du travail* : amendement n° 13 de M. Henri Bouvet (mise en place d'une procédure allégée pour l'examen par les Cotorep des dossiers des personnes déjà employées dans les entreprises) : rejeté (p. 1346).

Article L. 323-4 du code du travail (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : amendement n° 34 de M. Didier Chouat soutenu par M. Gérard Collomb (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 1376) ; adopté ; amendements identiques n° 35 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Didier Chouat et n° 92 de M. Bernard Deschamps (inclusion dans l'effectif de l'entreprise des salariés occupant des emplois exigeant une aptitude particulière) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 14 de M. Henri Bouvet : retiré ; amendement n° 36 de Mme Marie-Josèphe Sublet (entreprise devant s'acquitter de la contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1377) ; rejeté au scrutin pubic ; amendement n° 93 corrigé de M. Jacques Roux soutenu par M. Bernard Deschamps (majoration de décompte ; prise en compte multiple) : rejeté ; amendement n° 39 de Mme Marie-Josèphe Sublet (médecin du travail et comité technique d'orientation et de reclassement professionnel devant émettre un avis sur le bien fondé d'une prise en compte multiple des bénéficiaires) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Didier Chouat (prise en compte multiple) : rejeté (p. 1378) ; amendement n° 38 de M. André Clert (définition de l'importance du handicap ouvrant droit à majoration de décompte) : rejeté ; amendement n° 40 de M. Didier Chouat (durée de la majoration de décompte) : adopté ; *article L. 323-5 du code du travail* (assimilation de certaines catégories particulières à des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : amendement n° 2 de la commission (possibilité offerte aux collectivités territoriales assujetties à l'obligation d'emploi sans être soumises à la législation sur les emplois réservés de prendre en compte les agents reclassés pour inaptitude et les agents titulaires d'une allocation temporaire d'une invalidité pour le calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi) (p. 1379) ; adopté ; *article L. 323-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) ; amendement n° 124 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire devant être la même que celle des personnes valides effectuant le même travail) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (suppression de la possibilité de réduire le salaire des handicapés dont le rendement professionnel est notoirement insuffisant) (p. 1380) ; rejeté ; amendements identiques n° 41 de M. Didier Chouat et n° 132 de M. Michel Hannoun (définition du défaut de rendement pouvant entraîner une diminution du salaire) : adoptés ; *après l'article L. 323-6 du code du travail* : amendement n° 43 de M. Didier Chouat (impossibilité de refuser d'embaucher une personne handicapée, de prononcer sa mutation, de résilier ou refuser de renouveler son contrat de travail) (p. 1381) ; rejeté ; *article L. 323-7 du code du travail* (délai-congé applicable aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi) ; amendement n° 95 rectifié de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Gérard Bordu (tendant à quadrupler le délai-congé pour les handicapés) : rejeté ; amendement n° 44 de M. Didier Chouat (personnes auxquelles est applicable l'allongement du délai-congé) : rejeté ; amendements identiques n° 45 corrigé de M. Didier Chouat et n° 96 de M. Bernard Deschamps (suppression de la limite mise au délai-congé en cas de licenciement d'un travail handicapé) : rejetés ; amendement n° 46 de M. Didier Chouat (rédactionnel) (p. 1382) ; adopté ; *article L. 323-8 du code du travail* (contrat de sous-traitance avec le secteur protégé) : amendement n° 47 de M. Didier Chouat soutenu par M. Louis Besson (possibilité offerte aux employeurs de s'acquitter totalement de leur obliga-

tion d'emploi en confiant des travaux au secteur protégé accueuillant des personnes handicapées) ; spécificité des problèmes posés par les adultes handicapés mentaux ; rejeté ; amendement n° 22 de M. Jean-Jack Salles (entreprises employant une majorité de handicapés pouvant bénéficier de contrats de fournitures, de sous-traitance et de prestations de service consentis par des entreprises s'acquittant ainsi de l'obligation prévue par la loi) (p. 1383) ; rejeté ; *article L. 323-8-1 du code du travail* (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : amendement n° 97 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 98 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (entreprise ne pouvant satisfaire à l'obligation d'emploi qu'en faisant application d'un accord de branche) : rejeté ; amendement n° 4 de la commission (définition et contenu du programme en faveur des travailleurs handicapés) (p. 1384) ; amendement n° 48 de M. Didier Chouat (même objet) ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 48 : satisfait ; amendement n° 99 de M. Jacques Roux (application de l'accord ne pouvant exonérer l'employeur de son obligation d'employer les bénéficiaires dans la proportion de 10 p. 100 de l'effectif total des salariés) : rejeté ; amendement n° 100 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Gérard Bordu (autorité administrative procédant à un contrôle annuel obligatoire de l'application des programmes) (p. 1385) ; rejeté ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : amendement n° 101 de M. Georges Hage soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 158 de M. Guy Herlory (accords prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : non examiné (p. 1386) ; amendement n° 49 de Mme Marie-Josèphe Sublet (caractère obligatoire de l'avis du comité d'entreprise pour le versement de la contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 159 de M. Guy Herlory (liberté pour l'entreprise de verser la contribution prévue pour le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés à tout organisme de son choix) : rejeté (p. 1387) ; amendement n° 50 de M. Didier Chouat (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; texte donnant à l'employeur un libre choix entre l'embauche d'un travailleur handicapé et le versement d'une contribution libératoire (p. 1399) ; rejeté ; amendement n° 6 de la commission (montant de la contribution pouvant être modulée en fonction de l'effectif de l'entreprise) : adopté ; amendement n° 102 de M. Jacques Roux soutenu par M. Bernard Deschamps (montant de la contribution ne pouvant être inférieur à 2 000 fois le S.M.I.C. horaire) (p. 1400) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 104 de M. Jacques Roux soutenu par M. Bernard Deschamps (comité d'entreprise, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués des personnels étant habilités à contrôler le versement de la redevance) : rejeté ; amendement n° 103 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Bernard Deschamps (versement de la contribution faisant l'objet d'un contrôle obligatoire annuel de l'autorité administrative) : rejeté ; amendement n° 51 de Mme Marie-Josèphe Sublet (majoration de la contribution due par une entreprise de 25 p. 100 dès lors que celle-ci s'acquitte de l'obligation d'emploi dans les conditions prévues au présent article pour plus de cinq années consécutives) : rejeté (p. 1401) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : amendement n° 52 de M. Didier Chouat (objet du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : adopté ; amendement n° 105 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jacques Roux (participation des organisations syndicales représentatives des salariés à l'Office national gérant le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; amendement n° 53 de M. Didier Chouat soutenu par M. Jean Proveux (caractère paritaire de l'association gérant le fonds destiné à l'insertion professionnelle des handicapés ; participation des organisations syndicales représentatives à la gestion de ce fonds) ; amendement n° 133 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Michel Ghysel (représentants d'associations de personnes handicapées participant à la gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1401) ; amendement n° 133 : retiré ; amendements n°s 105 et 53 : rejetés ; amendement n° 160 de M. Guy Herlory (présidence du fonds assurée alternativement par un représentant des salariés et un représentant des employeurs) : retiré ; amendement n° 54 de Mme Marie-Josèphe Sublet (délégation régionale élaborant un programme d'action régionale et gérant les fonds déconcentrés du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1403) ; rejeté ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : amendement n° 55 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Didier Chouat (actions d'insertion financées par le fonds) ; rôle de l'association pour la formation professionnelle des adultes et de l'Agence nationale pour l'emploi ; adopté ; amendement n° 78 de M. Jacques Farran (ressources du fonds pouvant être utilisées en milieu protégé de travail) : retiré (p. 1404) ; amendement n° 56 de M. Didier Chouat (actions financées par le fonds devant compléter celles déjà engagées par l'Etat, les organismes sociaux et les collectivités locales) : retiré ; amendement n° 20 de M. Jean-Jack Salles (ressources du fonds pouvant servir au financement d'actions d'innovation et de recherche) : adopté ; amendement n° 57 de Mme Marie-Josèphe Sublet (financement des équipes de préparation et de suite au reclassement) : rejeté ; amendement n° 58 de M. Didier Chouat soutenu par M. Jean Proveux (financement des actions novatrices décentralisées d'insertion et de formation des travailleurs handicapés) : rejeté ; amendement n° 130 de M. Michel Ghysel (financement des actions de formation et d'insertion scolaire à l'égard des enfants et des jeunes handicapés) (p. 1406) : rejeté ; amendement n° 106 de M. Jacques Roux (actions menées grâce au fonds ne pouvant se substituer à celles mises en œuvre par l'Etat ou les diverses collectivités territoriales dans les domaines de formation ou d'insertion au travail des personnes handicapées) : rejeté ; amendement n° 59 de M. Didier Chouat (interdiction faite aux entreprises ayant volontairement opté pour la contribution libératoire de solliciter des aides de ce fonds) (p. 1407) ; retiré ; amendement n° 144 de M. Guy Herlory (reversement au Trésor public des sommes non utilisées par le fonds) : retiré ; *article L. 323-8-5 du code du travail* (déclaration annuelle des employeurs) : amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Delalande soutenu par M. Michel Ghysel (extension aux administrations des contraintes imposées aux entreprises privées en matière de déclaration annuelle relative aux emplois occupés par des handicapés) (p. 1408) ; retiré ; repris par M. Dominique Chaboche : rejeté au scrutin public ; amendement n° 60 de Mme Marie-Josèphe Sublet soutenu par M. Didier Chouat (déclaration annuelle des employeurs devant fournir la liste des postes susceptibles d'être occupés par des personnes handicapées) : rejeté ; *après l'article L. 323-8-5 du code du travail :* amendement n° 125 de M. Jacques Roux soutenu par M. Bernard Deschamps (employeurs ne pouvant s'opposer à ce que des équipes spécialisées suivent l'activité des personnes handicapées en milieu ordinaire) : rejeté ; *article L. 323-8-6 du code du travail* (pénalités pour non-respect de l'obligation d'emploi) : amendement n° 145 de M. Guy Herlory (pénalités dues par les employeurs n'ayant pas satisfait à l'obligation d'emploi reversées au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1409) ; retiré ; repris par M. Didier Chouat : rejeté ; amendement n° 107 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (montant de la pénalité due en cas de non-respect de l'obligation d'emploi) : rejeté ; amendement n° 61 de M. Didier Chouat soutenu par M. Jean Proveux (même objet) : rejeté ; amendement n° 146 de M. Guy Herlory : retiré ; amendement n° 138 de M. Jacques Farran (montant des pénalités correspondant à la contribution versé au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : retiré ; repris par M. Didier Chouat (p. 1410) ; rejeté ; *article L. 323-8-7 du code du travail* (droit de recours des associations de handicapés) : amendement n° 15 de M. Henri Bouvet (droit de recours ouvert aux associations créées depuis au moins cinq années à compter du 1er janvier 1988) : non soutenu ; amendement n° 63 de M. Didier Chouat (ouverture du droit de recours aux organisations syndicales) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Henri Bouvet (rédactionnel) : non soutenu ; amendement n° 109 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Gérard Bordu (organisations syndicales représentatives pouvant exercer en justice toutes actions en faveur de tout salarié bénéficiaire des mesures tendant à favoriser l'emploi des travailleurs handicapés) : rejeté ; *article L. 323-8-8 du code du travail* (dispositions d'exécution) : amendement n° 64 de M. Didier Chouat (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées avant élaboration des mesures d'application) (p. 1411) ; rejeté ; *après l'article L. 323-8-8 du code du travail :* amendement n° 147 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jacques Roux (ministre de tutelle devant présenter devant le Conseil national consultatif un rapport annuel concernant l'application des mesures destinées à favoriser l'emploi des handicapés) : retiré ; abstention du groupe socialiste ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 126 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jacques Roux (Gouvernement devant présenter une réforme des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Etienne Pinte (montant du 1,1 p. 100 de formation professionnelle réservé en priorité aux handicapés) (p. 1412) ; retiré.

Article 2 *(dispositions propres aux travailleurs handicapés)* : amendement n° 7 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* (p. 1413) ; amendement n° 65 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Didier Chouat (champ d'intervention de la commission départementale) : rejeté ; amendement n° 66 de M. Didier Chouat (commission devant pouvoir statuer sur les contentieux nés de l'application des définitions des catégories d'emploi prises en compte pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 67 de M. Didier Chouat (composition de la commission départementale) ; amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Jean-Jack Salles (même objet) (p. 1414) ; rejetés ; amendement n° 69 de M. Didier Chouat (durée du mandat des membres de la commission départementale) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 112 de M. Georges Hage soutenu par M. Bernard Deschamps (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale) ; amendement n° 154 de M. Denis Jacquat (même objet) ; amendement n° 21 de M. Jean-Jack Salles (même objet) ; amendement n° 70 de M. Didier Chouat (même objet) ; amendement n° 70 : retiré (p. 1416) ; amendements n° 154 et 21 : retirés ; amendement n° 112 : rejeté ; amendement n° 80 de M. Jacques Farran (représentation des handicapés travaillant en milieu ordinaire de travail et des handicapés travaillant en milieu protégé de travail au sein de la commission départementale) : retiré ; amendement n° 71 de M. Didier Chouat (fixation à six ans de la durée du mandat des membres de la commission départementale) : retiré ; amendement n° 113 de M. Bernard Deschamps (représentation des maires du département et des élus du conseil général au sein de la commission départementale) (p. 1417) ; rejeté ; amendement n° 72 de Mme Marie-Josèphe Sublet (moyens mis à la disposition de la commission) : retiré ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : risque de litige entre un postulant à un emploi et un employeur sur la réalité d'un handicap ; adopté ; amendement n° 73 de M. Didier Chouat soutenu par M. Jean Proveux (commission départementale devant établir un compte rendu annuel de son activité) (p. 1418) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(coordination)* : adopté.

Article 5 (coordination) : amendement n° 161 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 114 de M. Jacques Roux, soutenu par M. Bernard Deschamps (contrôle des comités d'entreprise sur l'application de la législation concernant les handicapés) : rejeté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 74 de M. Didier Chouat (impossibilité pour un employeur de résilier le contrat de travail d'un salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au cours des périodes de suspension) ; amendement n° 155 de M. Jacques Barrot, soutenu par M. Jean-Jack Salles (protection pendant six mois des victimes d'accidents du travail pendant la période de suspension du contrat de travail) (p. 1419) ; amendement n° 155 : retiré ; amendement n° 74 : rejeté ; amendement n° 122 de M. Louis Besson (possibilité pour un même établissement de comporter une section d'ateliers protégés ou de distribution de travail à domicile, une section d'aide pour le travail et une section de travail à temps partiel pour adolescents ou adultes handicapés) : rejeté (p. 1420) ; amendement n° 123 de M. Louis Besson (ressources des handicapés en cas de passage du secteur protégé au milieu ordinaire) : retiré ; amendement n° 139 de M. Michel Hannoun, soutenu par M. Michel Ghysel (suppression de l'appellation de « débile mental ») : adopté.

Article 6 *(dispositions transitoires)* : amendement n° 153 de M. Gilbert Gantier (obligation d'emploi) ; amendement n° 17 de M. Henri Bouvet (même objet) ; amendement n° 19 de M. Henri Bouvet (même objet) (p. 1421) ; amendement n° 18 corrigé de M. Henri Bouvet (même objet) : non soutenus ; amendement n° 75 de M. Didier Chouat, soutenu par M. Louis Besson (réduction à deux ans de la période transitoire) : rejeté ; amendement n° 76 de M. Didier Chouat, soutenu par M. Louis Besson (obligation d'emploi) : retiré ;

- article 6 : adopté (p. 1422).

Explications de vote (p. 1422).

Abstention du groupe socialiste : *Besson (Louis)* (p. 1423).

Agriculture (emploi des handicapés dans l' -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 1424).

A.N.P.E. (effort en faveur des handicapés) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 1422).

Centres d'aide par le travail : *Gengenwin (Germain)* (p. 1424).

COTOREP (délai d'instruction et avis du médecin traitant) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 1422).

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (contribution des entreprises aux -) : *Besson (Louis)* (p. 1423).

Handicapés (insertion sociale et professionnelle des - , et notamment droit au travail) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 1422) ; *Ghysel (Michel)* (p. 1422, 1423) ; *Rigout (Marcel)* (p. 1424).

Majoration par personne en fonction de la nature du handicap : *Besson (Louis)* (p. 1423).

Obligation d'emploi dans le secteur public (respect par l'Etat de l'-) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 1422) ; *Besson (Louis)* (p. 1423) ; *Rigout (Marcel)* (p. 1424).

Obligation d'emploi de personnes hadicapées : *Besson (Louis)* (p. 1423) ; *Rigout (Marcel)* (p. 1424).

Petites et moyennes entreprises (nécessité de créer une incitation à l'embauche de personnes handicapées) : *Besson (Louis)* (p. 1423).

Quota des travailleurs handicapés (niveau du -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 1424).

Vote hostile du groupe communiste : *Rigout (Marcel)* (p. 1424).

Vote positif du groupe Front national : *Jalkh (Jean-François)* (p. 1422).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Ghysel (Michel)* (p. 1423).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gengenwin (Germain)* (p. 1424).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [19 juin 1987] (p. 2907).

Garantie de ressources (octroi de la - aux handicapés, dont le salaire est réduit, en fonction de leur rendement professionnel) : *Jacquat (Denis)* (p. 2907).

Handicapés (modalités d'emploi des -, et notamment droit au travail des -) : *Hage (Georges)* (p. 2909, 2910).

Obligation d'emploi dans le secteur privé :

- contribution des entreprises au fonds d'insertion professionnelle des handicapés (centralisation de l'affectation des -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 2911).

- entreprises à établissements multiples (modalités d'application du quota de travailleurs handicapés aux -) : *Jacquat (Denis)* (p. 2907) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2908, 2909, 2911) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2910) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2910, 2911).

Obligation d'emploi dans le secteur public :

- contribution du secteur public au fonds d'insertion professionnelle des handicapés en cas de non-respect du quota de travailleurs handicapés (hypothèse d'une -) : *Jacquat (Denis)* (p. 2908) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2908) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2910) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2910) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2911).

- fonctions publiques locale et hospitalière (recrutement de contractuels dans les -) : *Jacquat (Denis)* (p. 2907, 2908) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2908).

- parlement (contrôle du - sur le respect du quota) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 2910).

- rapport d'exécution de la loi présentée au Parlement pendant la période transitoire : *Jacquat (Denis)* (p. 2908) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2910) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2911).

- respect de l'- : *Hage (Georges)* (p. 2909).

Quota de travailleurs handicapés (niveau et conditions de respect du -) : *Hage (Georges)* (p. 2909).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2911, 2912).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 2912).

5. - Proposition de loi n° 709 tendant à assurer aux **aveugles accompagnés de leur chien-guide l'entrée en tout lieu public ou ouvert au public, même dans ceux habituellement interdits aux chiens.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 757 relative à l'admission des **chiens guides d'aveugles dans tous les lieux accessibles au public.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. - Proposition de loi n° 771 tendant à rendre obligatoire l'admission **des chiens-guides d'aveugles dans tous les lieux publics et accessibles au public.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Emile Koehl. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 1111 tendant à autoriser **l'admission des chiens-guides d'aveugles** dans les **transports en commun.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 décembre 1987 par M. Jean Roatta. - Renvoi à la commission des affaires cultures, familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 1191 tendant à **réprimer les discriminations** à l'encontre des **handicapés.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Assurance invalidité décès* **1.**
Elections et référendums **29.**
Logement et habitat **19.**
Lois de finances **4,** affaires sociales.
Questions orales sans débat **335.**

Assurance vieillesse des personnes gardant à leur foyer un handicapé

Voir *Questions orales sans débat* **302.**

Emploi des -

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 27, article 42.

Enfants gravement - à la naissance

Voir *Questions au Gouvernement* **538.**

Insertion professionnelle et sociale des -

Voir *Handicapés* **9.**

T.V.A. sur les appareillages pour les -

Voir *Lois de finances* **4,** discussion du texte de la commission mixte paritaire : après l'article 13 ; amendement n° 3.

HANNOUN

Mission confiée à -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

Rapport

Voir *Questions au Gouvernement* **565, 589.**

HARKIS

Voir *Lois de finances 4,* deuxième partie.

Anciens combattants.

Économie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés.

Massacre de - par le F.L.N. algérien

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

HAUT-COMMISSARIAT AUX PERSONNES ÂGÉES

Voir *Personne âgées* **1.**

HAUT CONSEIL DE L'IMMIGRATION

Voir *Etrangers* **8.**

HAUTE COUR DE JUSTICE

Voir *Parlement* **9.**

HÉLICOPTÈRE DE COMBAT

Voir *Défense* **8.**

HÉRICOURT

Lutte contre la toxicomanie à -

Voir *Questions orales sans débat* **330.**

HERMÈS (PROGRAMME)

Voir *Questions au Gouvernement* **329, 458.**

HOMMAGES

- à trois pilotes de chasse victimes du devoir : *Clément (Pascal) ; Giraud (Claude) ; Labbé (Claude), vice-président* [20 mai 1987] (p. 1374, 1375).

- à la mémoire de M. Rachid Karamé [2 juin 1987] (p. 1783).

- **à la mémoire des victimes du nazisme :** *Chaban-Delmas (Jacques), président* [2 octobre 1987] (p. 3918).

- **à la mémoire de M. René Lévesque,** ancien Premier ministre du Québec : *Chaban-Delmas (Jacques)* [4 novembre 1987] (p. 5361).

HOMMAGES DE BIENVENUE

- **à une délégation parlementaire bulgare** conduite par M. Traikov, président du groupe d'amitié « Bulgarie-France » de l'Assemblée nationale de la République populaire de Bulgarie : *Chalban-Delmas (Jacques)* [8 avril 1987] (p. 75).

- **à une délégation de l'Assemblée nationale de la République du Cameroun,** conduite par son premier vice-président M. Théodore Mayi Matip : *Chaban-Delmas (Jacques)* [7 octobre 1987] (p. 3987).

- **à une délégation du Parlement de la République d'Autriche** conduite par le troisième président du conseil national autrichien M. Gérulf Stix : *Chaban-Delmas (Jacques)* [7 octobre 1987] (p. 3987).

- **à la délégation de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire de Corée** conduite par un membre du comité permanent de cette assemblée M. Ryou Ho Djoun : *Chaban-Delmas (Jacques)* [7 octobre 1987] (p. 3987).

- **à une délégation parlementaire de la chambre des députés de Berlin** conduite par le président de cette assemblée, M. Peter Rebsch : *Chaban-Delmas (Jacques)* [14 octobre 1987] (p. 4277).

- **à une délégation parlementaire québécoise** conduite par M. Pierre Lorrain, président de l'Assemblée nationale du Québec : *Chaban-Delmas (Jacques)* [28 octobre 1987] (p. 4976).

- **à une délégation parlementaire du Royaume du Maroc** conduite par le président du groupe d'Amitié Maroc-France de la Chambre des représentants : M. Abderezzak Rouissi : *Chaban-Delmas (Jacques)* [4 novembre 1987] (p. 5361).

- **à une délégation de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire d'Angola** conduite par son premier secrétaire, M. Lucio Lara : *Chaban-Delmas (Jacques)* [2 décembre 1987] (p. 6688).

- **à M. Maurice Méthot, président de l'Assemblée nationale de la République centrafricaine :** *Chaban-Delmas (Jacques)* [2 février 1988] (p. 4).

HOMMES POLITIQUES

Patrimoine

Voir *Elections et référendums* **46, 47,** avant la discussion des articles.
Elections et référendums **46,** discussion des articles, articles 1er, 5, 6, 7, après l'article 7.
Elections et référendums **47,** discussion des articles, après l'article 1er, article 2, après l'article 2, article 4, après l'article 4.

HONGRIE

Voir *Traités et conventions* **25.**

Insurrection de 1956

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

HÔPITAUX, ETABLISSEMENTS DE SOINS ET DE CURE

4. - Projet de loi n° 504 relatif aux **établissements d'hospitalisation** et à **l'équipement sanitaire** (déclaration d'urgence) (voir table 1986).

Lettre rectificative.

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean-Paul Séguéla (16 avril 1987). - Rapport n° **689** (23 avril 1987). - Discussions les 28, 29 et 30 avril 1987. - Adoption le 30 avril 1987. - Projet de loi n° **97.**

Sénat (première lecture) n° **210** (1986-1987). - Dépôt le 5 mai 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport n° **226** (13 mai 1987). - Discussion le 21 mai 1987. - Adoption le 21 mai 1987. - Projet de loi n° **69.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **787.** - Dépôt le 22 mai 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858). - Bureau [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070). - Réunion le 3 juin 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Paul Séguéla. - Rapport n° **804** (3 juin 1987). - Discussion le 10 juin 1987. - Adoption avec modifications le 10 juin 1987. - Projet de loi n° **109.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles Descours. - Rapport n° **255** (3 juin 1987). - Discussion le 23 juin 1987. - Adoption définitive le 23 juin 1987. - Projet de loi n° **95.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 22 juillet 1987 [*J.O.* du 23 juillet 1987] (p. 8237).

Loi n° 87-575 du 24 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 25 juillet 1987 (p. 8319).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1987] (p. 695) [29 avril 1987] (p. 743, 762).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Hervé (Edmond)* (p. 702 à 705) ; *Hubert (Elisabeth)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 705 à 707) ; *Barzach (Michèle)* (p. 707, 708) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (rapporteur) (p. 707) ; rejetée au scrutin public (p. 708).

Question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : *Bachelot (François)* (p. 708, 710) ; *Barbier (Gilbert)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 710, 712) ; *Barzach (Michèle)* (p. 712) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (rapporteur) (p. 712) ; rejetée au scrutin public (p. 712).

Motion de renvoi en commission présentée par M. André Lajoinie (P.C.) : *Hage (Georges)* (p. 768, 769) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (rapporteur) (p. 769) ; rejetée (p. 769).

Autorité administrative (répartition des pouvoirs avec le personnel médical) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 696, 697) ; *Barzach (Michèle)* (p. 700) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 746) ; *Michel (Jean-François)* (p. 753).

Budget global et financement des hôpitaux : *Barzach (Michèle)* (p. 699) ; *Barrot (Jacques)* (p. 701) ; *Hervé (Edmond)* (p. 704) ; *Bachelot (François)* (p. 709, 710) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Hannoun (Michel)* (p. 718) ; *Gantier (Michel)* (p. 721) ; *Michel (Jean-François)* (p. 753) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 756).

Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la -) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 698) ; *Barzach (Michèle)* (p. 700) ; *Barrot (Jacques)* (p. 701) ; *Bachelot (François)* (p. 709) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 711) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 756).

Chef de service (statut et rôle du -) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 696) ; *Hervé (Edmond)* (p. 703, 704) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 711) ; *Bartolone (Claude)* (p. 713) ; *Hannoun (Michel)* (p. 716) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 720) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 744) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 746) ; *Bêche (Guy)* (p. 747) ; *Bardet (Jean)* (p. 748, 749) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 749, 750) ; *Debré (Bernard)* (p. 752) ; *Jacquot (Alain)* (p. 754) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 755) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 755, 756).

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (travail de la -) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 769).

Commission médicale d'établissement (C.M.E.) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 697) ; *Barzach (Michèle)* (p. 700) ; *Hervé (Edmond)* (p. 704) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Hannoun (Michel)* (p. 717) ; *Evin (Claude)* (p. 720) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 746) ; *Michel (Jean-François)* (p. 753) ; *Jacquot (Alain)* (p. 754) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 755).

Département médical : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 695, 697) ; *Barzach (Michèle)* (p. 699) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Hannoun (Michel)* (p. 717) ; *Bêche (Guy)* (p. 748) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 754, 755).

Dépenses de santé (maîtrise des -) : *Hubert (Elisabeth)* (p. 707).

Egalité devant l'accès aux soins : *Hervé (Edmond)* (p. 702) ; *Barzach (Michèle)* (p. 708).

Evaluation médicale : *Barzach (Michèle)* (p. 699) ; *Hervé (Edmond)* (p. 704) ; *Bartolone (Claude)* (p. 714).

Hôpital (situation de l'-) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 695) ; *Bachelot (François)* (p. 708, 709) ; *Jacquot (Alain)* (p. 753).

Hospitalisation à domicile : *Hannoun (Michel)* (p. 718) ; *Herlory (Guy)* (p. 718, 719).

Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des -) : *Hervé (Edmond)* (p. 702, 703) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 707) ; *Roux (Jacques)* (p. 716) ; *Hannoun (Michel)* (p. 718) ; *Evin (Claude)* (p. 719) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 750) ; *Leroux (Ginette)* (p. 757).

Personnel non médical de l'hôpital : *Jacquaint (Muguette)* (p. 743, 744) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 750).

Planification hospitalière (et notamment rapport Etienne) : *Hervé (Edmond)* (p. 704, 705) ; *Bachelot (François)* (p. 709, 710) ; *Hannoun (Michel)* (p. 718) ; *Deprez (Léonce)* (p. 745, 746).

Pôles d'activités : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 695, 696) ; *Barzach (Michèle)* (p. 699, 700) ; *Barrot (Jacques)* (p. 701) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Bartolone (Claude)* (p. 714) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Hannoun (Michel)* (p. 716, 717) ; *Evin (Claude)* (p. 720) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 720) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 746) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 755).

Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 695, 697) ; *Hervé (Edmond)* (p. 703) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 705, 706) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 710, 711) ; *Bartolone (Claude)* (p. 712, 713, 714) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 720) ; *Bêche (Guy)* (p. 747, 748) ; *Bardet (Jean)* (p. 748) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 750) ; *Debré (Bernard)* (p. 751, 752) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 757).

Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) : *Barzach (Michèle)* (p. 698, 699, 701) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 707) ; *Evin (Claude)* (p. 719, 720) ; *Bachelot (François)* (p. 744) ; *Bêche (Guy)* (p. 746, 747) ; *Michel (Jean-François)* (p. 752, 753) ; *Leroux (Ginette)* (p. 756, 757).

Politique hospitalière (propositions du parti communiste en matière de -) : *Roux (Jacques)* (p. 716).

Rappel au réglement de Mme Muguette Jacquaint : *Jacquaint (Muguette)* (p. 757).

Rapports entre le département, le service et le pôle d'activités : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 697) ; *Barzach (Michèle)* (p. 699, 700).

Secteur privé (complémentarité du - avec le secteur public) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 697) ; *Barrot (Jacques)* (p. 701) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Bachelot (François)* (p. 710) ; *Barzach (Michèle)* (p. 712) ; *Deprez (Léonce)* (p. 745) ; *Bêche (Guy)* (p. 748).

Secteur privé (réglementation et situation du -) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 698) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 705) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 711) ; *Evin (Claude)* (p. 719, 720) ; *Bachelot (François)* (p. 744, 745) ; *Jacquot (Alain)* (p. 754) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 755, 756).

Secteur privé (réintroduction du - à l'hôpital public) : *Hervé (Edmond)* (p. 702) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Bartolone (Claude)* (p. 713) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 744) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 749, 751).

Service (rétablissement du -) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 696) ; *Hervé (Edmond)* (p. 703) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 706) ; *Bartolone (Claude)* (p. 713) ; *Roux (Jacques)* (p. 715) ; *Hannoun (Michel)* (p. 716) ; *Evin (Claude)* (p. 720) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 720) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 746) ; *Bêche (Guy)* (p. 747) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 750) ; *Jacquot (Alain)* (p. 754) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 755).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] (p. 769, 796).

Avant l'article 1er : amendement n° 48 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mission sociale du service public hospitalier) ; mission de service public remplie par les établissements hospitaliers ; rejeté.

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* (p. 769) ; situation des hôpitaux dans les départements et les territoires d'outremer ; inopportunité de refaire du service l'organisation de base de l'établissement hospitalier ; rôle des personnels non médicaux dans le processus de décision des unités de soins ; rôle du département (p. 770) ; création des pôles d'activités allant à l'encontre de la départementalisation ; amendements identiques n° 34 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 90 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 771) ; décret sur les congés bonifiés ayant déjà été examiné par le conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; rejetés ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 169 du Gouvernement (pharmacie hospitalière devant être organisée en service de pharmacie) : adopté ; amendement n° 91 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (départementalisation des hôpitaux) ; amendement n° 92 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (suppression des pôles d'activités) ; amendement n° 53 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (division de l'hôpital en départements, services et unités) ; amendement n° 91 : rejeté (p. 772) ; amendements n° 92 et 53 : rejetés ; amendement n° 93 de M. Claude Bartolone (fonctionnement technique du département) ; nécessaire incitation à la départementalisation ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 51 de M. François Bachelot (suppression des pôles d'activités) : rejeté ; amendement n° 52 de M. François Bachelot (substitution des unités aux pôles d'activités) ; amendement n° 94 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (substitution des unités fonctionnelles aux pôles d'activités) ; amendement n° 95 de M. Claude Bartolone soutenu par M. André Clert (substitution des unités de soins aux pôles d'activités) ; caractère concret de la notion d'unité fonctionnelle (p. 773) ; unités de soins rassemblant des activités relevant de pratiques thérapeutiques communes à toutes les affections d'une même famille ; rejetés ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 54 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (organisation et gestion de chaque service placées sous la responsabilité d'un médecin responsable de service à temps plein ou à temps partiel) ; absence de remise en cause de la distinction du grade et de la fonction de chef de service ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission soutenu par M. Jean Bardet (notion de fonctionnement technique du service) (p. 774) ; adopté ; amendement n° 96 de M. Claude Bartolone (fonctionnement technique du département) ; nécessité de préciser dans la loi l'égalité entre le service et le département ; rejeté ; amendements identiques n° 6 de la commission et n° 170 du Gouvernement (possibilité pour un pharmacien de devenir chef de service) : adoptés ; amendement n° 97 de M. Claude Bartolone soutenu par M. André Clert (dissociation du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté ; amendement n° 98 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (substitution de la notion de responsable de service à celle de chef de service) (p. 775) ; rejeté ; amendements nos 99, 100, 101 et 102 de M. Claude Bartolone : devenus sans objet ; amendement n° 7 de la commission (différentes possibilités de nomination des chefs de service) : adopté, amendements nos 103 et 104 de M. Claude Bartolone : devenus sans objet ; amendement n° 8 de la commission soutenu par M. Jean Bardet (rôle du chef de service) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* (p. 776) ; nécessité de permettre à un plus grand nombre de praticiens hospitaliers d'ac-

céder au poste de chef de service ; remise en cause de l'indépendance médicale ; problème posé par la procédure de nomination automatique des chefs de service en fonction avant le 31 décembre 1984 ; situation des chefs de département élus ; modalités de création des pôles d'activités ; critères de nomination des chefs de service (p. 777) ; problèmes nés de la méconnaissance du français par certains médecins étrangers ; amendements identiques n° 35 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 105 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Gilbert Mitterrand (de suppression) ; rôle du département ; rôle des pôles d'activités ; rejetés ; *article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970) (statut du chef de service)* : amendement n° 106 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté ; amendement n° 55 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (chef de service nommé par le ministre chargé de la santé aprés avis du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement) ; suppression de la notion de durée de mandat pour le chef de service (p. 778) ; rejeté ; amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Michel Hannoun (conditions de nomination des chefs de service en psychiatrie) ; sous-amendement n° 193 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Gilbert Mitterrand (dissociation du grade et de la fonction de chef de service) ; sous-amendement n° 194 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (limitation du renouvellement des fonctions de chef de service) ; sous-amendement n° 195 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (consultation de la commission médicale consultative lors de la nomination d'un chef de service) ; spécificité des services psychiatriques ; distinction de la commission médicale d'établissement et de la commission médicale consultative (p. 779) ; chef de service pouvant être reconduit dans ses fonctions ; sous-amendements n°s 193, 194 et 195 : rejetés ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 107 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Gilbert Mitterrand (dissociation du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté ; amendements n°s 108 et 109 de M. Claude Bartolone : devenus sans objet ; amendement n° 10 de la commission (procédure de renouvellement des chefs de service) ; amendement n° 110 de M. Claude Bartolone (obligation pour le responsable du service d'établir un rapport d'activité rendant compte de l'ensemble de son mandat) ; inopportunité de restreindre l'établissement du rapport d'activité au seul cas où le responsable du service demande le renouvellement de ses fonctions (p. 780) ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 110 : devenu sans objet ; amendement n° 111 de M. Claude Bartolone (responsable du service devant établir un rapport d'activité annuel) : rejeté ; amendement n° 112 de M. Claude Bartolone (assistance du responsable du service) ; nécessité d'associer à la gestion du service les personnels paramédical ou de service (p. 781) ; rapport annuel d'activité présenté dans les centres anticancéreux ; rejeté ; amendement n° 113 de M. Claude Bartolone (chef de service étant assisté par un cadre infirmier) : rejeté ; amendement n° 114 de M. Claude Bartolone (chef de service devant réunir au moins une fois par an l'ensemble des personnels) : rejeté ; amendement n° 115 de M. Claude Bartolone (comité de gestion devant être consulté au moins une fois par mois par le chef de service sur l'activité et le fonctionnement du service) : rejeté ; amendement n° 116 de M. Claude Bartolone soutenu par M. André Clert (suppression de la consultation de la commission médicale siégeant en formation restreinte lors du renouvellement du chef de service) : rejeté ; amendement n° 117 de M. Claude Bartolone : devenu sans objet ; amendement n° 118 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (composition de la formation restreinte de la commission médicale d'établissement) (p. 782) ; amendement n° 11 de la commission (même objet) ; amendement n° 118 : rejeté ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 56 de M. François Bachelot (rédactionnel) : non soutenu ; amendement n° 171 du Gouvernement (professeurs hospitalo-universitaires devant cesser d'exercer leurs fonctions de chefs de service à l'issue de l'année universitaire au cours de laquelle ils auront atteint soixante-cinq ans) : adopté ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités)* : amendements identiques n° 58 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron et n° 119 de M. Claude Bartolone (de suppression) ; intérêt des pôles d'activités pour les jeunes médecins ; amendement n° 119 : non soutenu ; amendement n° 58 : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (procédure de création de pôles d'activités et de délégation) (p. 783) ; sous-amendement n° 196 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (distinction du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté ; sous-amendement n° 188 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (délégation ne devant concerner que l'organisation et l'animation des pôles d'activités) : rejeté ; sous-amendement n° 189 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (animateur des pôles d'activités devant posséder une connaissance suffisante de la langue française) : rejeté ; sous-amendement n° 197 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) ; conseil d'administration devant pouvoir se saisir directement de la création de pôles d'activités (p. 784) ; répartition des pouvoirs entre la commission médicale d'établissement et le conseil d'administration ; monopole du pouvoir de proposition du chef de service dans la création des pôles d'activités allant à l'encontre de l'article 22 de la loi de 1970 (p. 785) ; rejeté ; sous-amendement n° 198 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) ; contradictions entre le texte et l'article 22 de la loi de décembre 1970) ; rejeté ; sous-amendement n° 190 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (pouvoirs du chef de service en matiére de procédure de création des pôles d'activités) : rejeté ; sous-amendement n° 200 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (consultation du comité technique paritaire sur la création de pôles d'activités) (p. 786) ; rejeté ; sous-amendement n° 191 de M. François Bachelot (procédure d'établissement de la délégation accordée aux médecins animateurs du pôle d'activités) : rejeté ; sous-amendement n° 199 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (délégation accordée aux médecins animateurs du pôle d'activités devant prendre la forme d'un document écrit précisant sa nature et son étendue) : rejeté ; sous-amendement n° 201 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (conseil d'administration devant préciser la nature et l'étendue de la délégation accordée aux médecins animateurs du pôle d'activités) : rejeté ; sous-amendement n° 202 de M. Claude Bartolone (fin de la délégation accordée aux médecins animateurs du pôle d'activités) : non soutenu ; sous-amendement n° 192 de M. François Bachelot (fin du comité technique paritaire sur la constitution d'un département) : rejeté ; sous-amendement n° 203 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (rapport d'activité à l'issue de la délégation) (p. 787) : rejeté ; amendement n° 204 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (rapport d'activité annuel) : rejeté ; amendement n° 12 : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 172 à 174 du Gouvernement, 83 à 85, 57 et 61 de M. François Bachelot, 120 à 132 de M. Claude Bartolone : deviennent sans objet ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : amendement n° 133 de M. Claude Bartolone (suppression du texte proposé pour cet article) ; départementalisation vidée de sa substance par le Gouvernement) ; rejeté ; amendement n° 46 de M. Jacques Roux soutenu par M. Georges Hage (services regroupés en département à la demande des personnels) (p. 788) ; possibilité offerte par le projet ; décision incombant au conseil d'administration ; amendement n° 46 : rejeté ; amendement n° 59 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (création de départements à l'initiative du corps médical) : rejeté ; amendement n° 134 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (création de départements avec l'accord du ou des chefs de service intéressés) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Claude Bartolone (regroupement dans le département de tout ou partie d'un ou de plusieurs services) : devenu sans objet du fait du rejet de l'amendement n° 134 ; amendement n° 136 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (création de départements en vue de regrouper des personnels) (p. 789) ; rejeté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 137 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (création de départements aprés avis du comité technique paritaire) ; disposition prévue par la loi du 9 janvier 1986 ; rejeté ; amendement n° 138 de M. Claude Bartolone : devenu sans objet ; amendement n° 86 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (mode de désignation et rôle du coordinateur du département) : rejeté ; amendement n° 175 du Gouvernement (possibilité pour un pharmacien de coordonner les activités d'un département) : adopté (p. 790) ; amendement n° 139 de M. Claude Bartolone (élection du coordinateur du département) : rejeté ; amendement n° 140 de M. Claude Bartolone (chef du département assisté d'un conseil de département au sein duquel est représenté l'ensemble du personnel) ; amendement n° 141 de M. Claude Bartolone (modalités d'organisation du département déterminées par décret en Conseil d'Etat) : non soutenus ; amendement n° 142 de M. Claude Bartolone (rôle de la commission médicale consultative lors de la constitution d'un département) : devenu sans objet ; amendement n° 176 du

Gouvernement (association des pharmaciens aux activités du département) : adopté ; amendement n° 143 de M. Claude Bartolone : devenu sans objet (p. 791) ;

- article 2 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 144 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (représentants du personnel médical et pharmaceutique et représentants du personnel représentés en nombre égal au sein du conseil d'administration) ; amendement n° 49 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (représentants du personnel médical et pharmaceutique, représentants du personnel paramédical des personnels administratifs et des personnels techniques ouvriers de service étant en nombre égal et élus dans chaque établissement) : rejetés ; amendement n° 47 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (création d'un conseil d'administration dans chaque établissement d'hospitalisation public) : rejeté ; amendement n° 187 de M. Guy Herlory (présidence du conseil d'administration des établissements départementaux et des établissements communaux hospitaliers assurée par le président du conseil général) (p. 796) ; suppression des dispositions conférant au maire ou à son représentant la possibilité de présider le conseil d'administration de l'établissement public hospitalier implanté sur la commune ; rejeté.

Article 3 *(coordination nécessitée par le rétablissement des services opéré par l'article 1er du projet de loi et la création des pôles d'activités et des nouveaux départements) :* amendement n° 145 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté ; amendement n° 177 du Gouvernement (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des praticiens hospitaliers) : adopté ; amendement n° 146 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet ; amendement n° 147 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet ; amendement n° 178 du Gouvernement (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des praticiens hospitaliers) : adopté (p. 797) ;

- article 3 ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement) :* commission médicale d'établissement transformée en instrument d'intégration du corps médical à la gestion de l'austérité dans l'hôpital ; réforme des études médicales ; rôle consultatif ou délibératif de la commission médicale d'établissement (p. 798) ; amendements identiques n° 36 de Mme Muguette Jacquaint et n° 148 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) ; pouvoirs du conseil d'administration ; rejetés ; amendement n° 149 de M. Claude Bartolone (substitution de la commission médicale consultative à la commission médicale d'établissement) : devenu sans objet ; amendement n° 150 de M. Claude Bartolone (même objet) : devenu sans objet ; amendement n° 179 du Gouvernement (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des praticiens hospitaliers) (p. 799) ; adopté ; amendement n° 153 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (caractère obligatoire de la consultation de la commission médicale sur l'organisation des services) : rejeté ; amendement n° 60 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (commission médicale d'établissement n'étant pas consultée sur la création des pôles d'activités) : retiré ; amendement n° 151 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activité) : devenu sans objet ; amendement n° 152 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet ; amendement n° 180 du Gouvernement (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des praticiens hospitaliers) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (auto-saisine de la commission médicale d'établissement) : adopté ; amendement n° 154 de M. Claude Bartolone (substitution de la commission médicale consultative à la commission médicale d'établissement) : devenu sans objet ; amendement n° 16 de la commission (consultation de la commission médicale d'établissement sur les « choix médicaux ») : adopté (p. 800) ; amendement n° 155 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion de commission médicale consultative à celle de commission d'établissement) : devenu sans objet ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 156 de M. Claude Bartolone (rapport sur l'évaluation technique et économique des soins dispensés dans l'établissement devant être élaboré à partir des rapports annuels établis par les responsables des départements des services et des pôles d'activités) : non soutenu ; amendement n° 38 de M. Michel Ghysel (possibilité pour un établissement d'hospitalisation public de passer une convention avec les représentants locaux des professions médicales libérales) : retiré ;

- article 4 ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(coordination nécessitée par les nouvelles dispositions relatives aux commissions médicales) :* amendement n° 157 de M. Claude Bartolone (de suppression) ; transformation de la commission médicale consultative en commission médicale d'établissement (p. 801) ; statut du personnel hospitalier ; rejeté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(abrogation de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1984 relative à la mise en place des départements) :* amendement n° 158 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 802) ; raisons ayant présidé à la non-application de la départementalisation ; rejeté ;

- article 6 : adopté.

Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans) :* corporatisme des élus médecins de la majorité ; amendement n° 159 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejeté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 803) ; adopté ; amendements identiques n° 22 de la commission et n° 41 de M. Bernard-Claude Savy (nomination comme chef du service dans lequel il a exercé les fonctions de praticien hospitalier, de tout médecin nommé avant le 31 décembre 1984 et ayant fait l'objet d'une mutation depuis cette date) ; amendement n° 185 du Gouvernement (même objet) ; séparation entre le grade et la fonction de chef de service ; corporatisme des élus médecins de la majorité ; amendement n° 41 : retiré ; amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 185 : adopté (p. 804) ; amendement n° 181 du Gouvernement (nomination comme chef du service de pharmacie de tout pharmacien résident assurant à la date de publication de la loi la direction d'une pharmacie telle que définie à l'article L. 570 du code de la santé publique) : adopté ;

- article 7 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 62 de M. François Bachelot, soutenu par M. Albert Peyron (répartition des pouvoirs entre les personnels médicaux et non médicaux dans l'hôpital) : rejeté ; amendement n° 182 du Gouvernement (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des praticiens hospitaliers) : adopté ; amendement n° 161 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (suppression du secteur privé à l'hôpital public) ; rappel de l'engagement du ministre qu'un débat de fond sur le secteur d'activités libérales ait lieu lors de l'examen du projet de loi hospitalière (p. 805) ; problème posé par l'exercice de l'activité libérale dans l'hôpital public ; absence de lits réservés ; mise en cause de M. Jean Bégault (p. 806) ; projet de décret relatif au secteur privé à l'hôpital ; rejeté ; amendement n° 160 de M. Claude Bartolone (modulation du forfait hospitalier dans les établissements psychiatriques) : rejeté.

Titre II

Articles 8 et 9 : retirés par le Gouvernement.

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Avant l'article 10 : amendement n° 87 de M. Guy Herlory (recours à l'hospitalisation à domicile) : retiré ; amendement n° 88 de M. François Bachelot (service hospitalier privé assurant les mêmes missions que celles prévues et définies par la loi pour le service public hospitalier) (p. 807) ; nécessité d'associer le secteur privé à la formation des étudiants : rejeté au scrutin public.

Article 10 *(regroupement des établissements privés) :* regroupement assorti d'une condition de réduction de lits ; taux d'occupation moyen des lits dans le secteur privé (p. 808) : situation des établissements privés à but non lucratif participant au service public ; situation dérogatoire faite au secteur privé hospitalier en ce qui concerne la transformation de lits (p. 809) ; investissement lourd des établissements privés hospitaliers ; régionalisation de la carte sanitaire ; délai concernant la réalisation des programmes d'équipement et l'autorisation adminis-

trative ; établissements privés participant au service public hospitalier ayant le choix d'adhérer au service public ; amendements identiques n° 37 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Jacques Roux, n° 63 de M. François Bachelot et n° 162 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 810) : rejetés ; amendement n° 64 de M. François Bachelot (regroupement des établissements sanitaires privés comportant des moyens d'hospitalisation n'étant pas soumis à autorisation) ; amendement n° 67 de M. François Bachelot (suppression dans les établissements privés de l'autorisation d'installation d'équipement matériel lourd) : rejetés ; amendement n° 65 de M. François Bachelot (conditions de l'autorisation administrative concernant la création et l'extension des établissements sanitaires privés ainsi que de l'installation dans ces établissements d'équipement matériel lourd) ; amendement n° 66 de M. François Bachelot (autorisation administrative pouvant être subordonnée à l'engagement pris par les demandeurs de conclure un contrat de concession pour l'exécution du service public hospitalier ou un accord d'association au fonctionnement de celui-ci) : rejetés ; amendement n° 42 de M. Bernard-Claude Savy (regroupement des établissements privés ne pouvant être autorisé que s'il n'accroît pas la capacité de ces établissements) ; amendement n° 25 de la commission (même objet) (p. 811) ; regroupement des cliniques privées devant s'accompagner d'une obligation de réduction de capacité ; excédent de lits dans le domaine du court séjour ; réduction du nombre de lits devant être négociée avec les intéressés (p. 812) ; équité de traitement entre le secteur public et le secteur privé hospitalier ; ordre de discussion des amendements ; amendement n° 42 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 25 : adopté ; amendement n° 43 de M. Bernard-Claude Savy : devenu sans objet ; amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de M. Alain Lamassoure (plafonnement de la réduction de capacité des établissements privés) (p. 813) ; inopportunité de fixer un taux global de réduction sur l'ensemble du territoire ; corporatisme des députés de la majorité exerçant la profession de médecin ; crédits alloués à l'hôpital public entre 1981 et 1985 : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (modalités de la réduction de capacité à laquelle est subordonné le regroupement) (p. 814) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (regroupement des établissements privés en cas d'établissements multidisciplinaires) ; amendement n° 44 de M. Bernard-Claude Savy (même objet) ; cas des établissements pouvant se partager au profit de deux ou trois autres ; amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 44 devenu sans objet ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(conversion de lits) :* problème des situations existantes n'étant pas conforme à la carte sanitaire actuelle (p. 815) ; mise en cause du rôle du président de la commission des affaires sociales ; amendement n° 163 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté ; amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n° 164 et168 de M. Claude Bartolone, n° 70 de M. François Bachelot, n° 40 de M. Alain Lamassoure et n° 71 de M. François Bachelot : devenus sans objet ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 72 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (délai de l'autorisation de renouvellement des équipements matériels lourds) ; amendement n° 73 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (même objet) : rejetés ; amendement n° 183 de M. Guy Herlory (possibilité pour les hôpitaux privés à but non lucratif d'opter pour un statut public ou privé) (p. 816) : rejeté ; amendement n° 165 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (application du budget global au secteur privé hospitalier) : rejeté (p. 817).

Titre IV : *équipement sanitaire.*

Article 12 *(suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs public et privé) :* parité sociale globale dans les départements d'outre-mer ; carte sanitaire en Guadeloupe (p. 818) ; élaboration d'une véritable carte sanitaire de moyen séjour ; amendement n° 166 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté ; amendement n° 167 de M. Claude Bartolone (délai d'exécution des programmes susceptibles de couvrir les besoins définis par la carte sanitaire) ; amendements n° 74 et 75 de M. François Bachelot (même objet) : rejetés ; amendement n° 76 de M. François Bachelot (procédure d'autorisation des programmes et projets de travaux relatifs à la création, l'extension ou la transformation des établissements d'hospitalisation publics ainsi qu'à l'installation dans ces établissements d'équipement matériel lourd) : rejeté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 819) ; amendement n° 77 de M. François Bachelot (critère de répartition des équipements lourds) : rejeté ; amendement n° 33 de la commission (exclusion de l'application de la loi des programmes en cours au moment de la promulgation) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 50 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (rôle de la région dans l'établissement des plans d'équipement) : rejeté.

Titre V : *dispositions relatives à l'homologation de certains produits ou appareils.*

Article 13 *(règles d'homologation) :* amendement n° 79 de M. François Bachelot (autorité administrative tenue d'accorder l'homologation dans un délai de trois mois à un an après le dépôt de la demande) : rejeté ;

- article 13 : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 81 de M. François Bachelot (dispositions relatives aux centres de lutte contre le cancer) : réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 80 ; amendement n° 80 de M. François Bachelot (ressort et rôle des centres de lutte contre le cancer) (p. 821) ; nécessité d'un rapport établissant un bilan de l'application de la mise en place des départements ; amendement n° 80 : rejeté ; amendement n° 81 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 822).

Explications de vote (p. 822).

Abstention du Front national : *Bachelot (François) (p. 823).*

Chefs de service : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 822) ; *Bartolone (Claude)* (p. 823) ; *Gautier (Gilbert).*

Départementalisation : *Bartolone (Claude)* (p. 823).

Politique hospitalière du Gouvernement : *Hage (Georges)* (p. 822) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 822) ; *Bartolone (Claude)* (p. 822, 823) ; *Bachelot (François)* (p. 823) ; *Barzach (Michèle)* (p. 824).

Secteur privé hospitalier : *Bachelot (François)* (p. 823) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 823).

Vote hostile du parti communiste : *Hage (Georges)* (p. 822).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 822).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 823).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 824).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [10 juin 1987] (p. 2170).

Chef de service (statut du) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 2186) ; *Bartolone (Claude)* (p. 2187).

Commission médicale d'établissement : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 2186) ; *Barzach (Michèle)* (p. 2186) ; *Hage (Georges)* (p. 2186).

Départementalisation : *Bartolone (Claude)* (p. 2187).

Programme d'équipement : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 2186).

Psychiatrie : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 2185).

Service (rétablissement du -) : *Hage (Georges)* (p. 2186).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2187, 2188, 21899).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 2187).

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.
Politique économique et sociale **13.**
Questions au Gouvernement **325.**

Alternative à l'hospitalisation

Voir *Questions orales sans débat* **230.**

Budget global

Voir *Sécurité sociale* **12,** après l'article 4.

- de Gap

Voir *Questions orales sans débat* **318.**

Secteur privé à l'hôpital public

Voir *Questions au Gouvernement* **590.**
Sécurité sociale **12,** après l'article 4.

HOSPITALISATION A DOMICILE

Voir *Hôpitaux, établissements de soins et de cure* **4,** avant la discussion des articles ; discussion des articles : avant l'article 10.

HOTELLERIE ET RESTAURATION

Voir *Boissons et alcools* **8.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Tourisme.

Taux de T.V.A. applicable à l' - de luxe

Voir *Lois de finances* **4,** article 10 *ter.*
Questions au Gouvernement **386.**

I

ILLETTRISME

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.

IMMEUBLES

Voir *Impôts et taxes* **11.**

IMMIGRATION

Voir *Entreprises publiques* **3.**
Etrangers **9.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.

Statistiques de l' -

Voir *Parlement* **11.**

IMMIGRÉS

Voir *Questions au Gouvernement* **373, 545.**

Logement des -

Voir *Logement et habitat* **16,** discussion des articles : article 1er.

Logement des - en Seine-Saint-Denis

Voir *Questions orales sans débat* **321.**

IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

Voir *Rappels au règlement* **820, 821, 822, 823.**

IMPLANTATIONS COMMERCIALES A L'ÉTRANGER

- des entreprises

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article 21.

IMPÔTS ET TAXES

7. - Projet de loi n° 571 modifiant les **procédures fiscales et douanières** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien (16 avril 1987). - Rapport n° **703** (7 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission. - Discussion les 2 et 3 juin 1987. - Deuxième délibération (art. 2, 3, 10 *quinquies).* - Adoption le 3 juin 1987. - Projet de loi n° **106.**

Sénat (première lecture) n° **263.** Dépôt le 4 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. André Fosset. - Rapport n° **267** (9 juin 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **94.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **883.** - Dépôt le 19 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **896** (29 juin 1987). - Discussion le 1er juillet 1987. - Adoption définitive le 1er juillet 1987. - Projet de loi n° **148.**

Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 9 juillet 1987 (p. 7470).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1796, 1815).

Question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) (p. 1805) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1805 à 1808) ; retirée (p. 1808).

Abus de droit (comité consultatif pour la répression des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1799) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1823) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1829).

Administration fiscale :

- abus par l' - de son pouvoir interprétatif : *Vivien (Robert-André)* (p. 1800, 1801) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1805) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1821) ; *Trémège (Gérard)* (p. 1828).

- arbitraire de l' - : comparaison avec l'étranger : *Margnes (Michel)* (p. 1817).

- démobilisation de l' - : *Pierret (Christian)* (p. 1825) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1831).

- moyens en personnel de l' - : *Margnes (Michel)* (p. 1817).

- responsabilité de l' - : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1808).

Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) : Balladur (Edouard) (p. 1803) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1804).

- bilan de la précédente législature : *Margnes (Michel)* (p. 1817) ; *Pierret (Christian)* (p. 1824, 1825).

- mesures adoptées en 1986 et 1987 : *Vivien (Robert-André)* (p. 1797) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1801) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1805) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1822).

Commission Aicardi : *Vivien (Robert-André)* (p. 1796) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1801) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1804) ; *Margnes (Michel)* (p. 1817) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Combrisson (Robert)* (p. 1821) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1821) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1822) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1825) ; *Trémège (Gérard)* (p. 1828).

Commissions départementales des impôts :

- bilan des - : *Margnes (Michel)* (p. 1818).

- composition et fonctionnement des - : *Vivien (Robert-André)* (p. 1797) ; *Margnes (Michel)* (p. 1818) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820).

Contrôle fiscal :

- charge de la preuve et règles de preuve : *Vivien (Robert-André)* (p. 1796, 1799) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1804) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1816) ; *Margnes (Michel)* (p. 1818) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1822, 1823).

- information du contribuable sur les résultats du - : *Vivien (Robert-André)* (p. 1799).

- modalités du - : *Balladur (Edouard)* (p. 1803, 1804) ; *Margnes (Michel)* (p. 1817).

- reconstitution du chiffre d'affaires : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1806).

- rendement du - : *Margnes (Michel)* (p. 1818) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820).

- V.A.S.F.E. (vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1798, 1799) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1802) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1826) ; *Trémège (Gérard)* (p. 1828) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1830).

- vérification sur place : *Vivien (Robert-André)* (p. 1799) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1802) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820).

Dénonciation : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1806).

Douane :

- avoirs détenus irrégulièrement à l'étranger : *Vivien (Robert-André)* (p. 1800).

- délit douanier (caractéristiques du - et bonne foi du contrevenant) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1800) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1802) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1823).

- flagrants délits douaniers et retenue du contrevenant : *Vivien (Robert-André)* (p. 1799) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1801) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819).

- fraude douanière (mécanismes de la -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1827).

- marchandises réputées avoir été importées en contrebande : *Vivien (Robert-André)* (p. 1799) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1823).

- rôle économique de la - : *Balladur (Edouard)* (p. 1803) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1821) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1827) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1831).

- sanctions douanières : *Balladur (Edouard)* (p. 1802) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820, 1821).

Fraude fiscale :

- généralités : *Balladur (Edouard)* (p. 1803) ; *Margnes (Michel)* (p. 1817) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1826).

- convention Interfipol : *Arrighi (Pascal)* (p. 1822).

Impôts (réduction des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1804) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1804) ; *Auberger (Philippe)* (p. 1825).

Intérêts de retard : *Vivien (Robert-André)* (p. 1797) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1830).

Libertés individuelles et droits de la défense (atteinte aux -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1806, 1807) ; *Griotteray (Alain)* (p. 1816).

Pénalités fiscales :

- généralités : *Vivien (Robert-André)* (p. 1797, 1798) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1802, 1803) ; *Margnes (Michel)* (p. 1818) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1820) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1822) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1829).

- pour infractions formelles (frais généraux) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1798) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1802).

- vignette automobile : *Trémège (Gérard)* (p. 1828).

Perquisition et visite au domicile : *Auberger (Philippe)* (p. 1826) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1830).

Référendum fiscal : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1808).

Renseignement (droit de - du contribuable) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1799) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1821) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1823) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1830).

Successions (réintégration dans l'actif successoral de sommes retirées de comptes bancaires depuis moins d'un an) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1807).

Sursis de paiement : *Balladur (Edouard)* (p. 1804).

Taxation d'office et évaluation forfaitaire du revenu : *Margnes (Michel)* (p. 1817) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1829).

T.V.A. (remboursement avec intérêts du crédit de - aux entreprises) : *Tranchant (Georges)* (p. 1819) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1830).

Discussion des articles [3 juin 1987] (p. 1839, 1876, 1904).

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* amendement n° 43 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Pascal Arrighi (présence obligatoire d'un expert-comptable au sein de la commission) (p. 1839) ; rejeté ; amendement n° 60 de M. Christian Pierret (expert-comptable siégeant au sein de la commission ne devant pas avoir de lien avec le contribuable vérifié ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) : non soutenu ; amendement n° 42 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Pascal Arrighi (suppression de la voix prépondérante du président de la commission) ; indépendance totale du président ; nécessité pour la commission de pouvoir se prononcer en toute hypothèse ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1840) ; adopté ; amendement n° 74 de M. Robert-André Vivien (consultation des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives pour la désignation des représentants des contribuables au sein de la commission) : retiré ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel. - Imposition au bénéfice réel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (désignation des représentants des contribuables agricoles par les fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles) ; amendement n° 65 de M. Christian Pierret (désignation des représentants des contribuables agricoles au sein de la commission par les organisations syndicales d'exploitants agricoles les plus représentatives) : non soutenu ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 66 de M. Christian Pierret (désignation par le préfet des représentants des contribuables agricoles siégeant au sein de la commission lorsque les fédérations de syndicats d'exploitants n'ont pu parvenir à un accord) : non soutenu (p. 1841) ; amendement n° 75 de M. Robert André-Vivien (désignation d'un représentant du contribuable par une organisation professionnnelle à laquelle il appartient) : adopté ; amendement n° 44 de M. Pierre Descaves (désignation de l'expert-comptable par une organisation professionnelle à laquelle appartient le contribuable) : devenu sans objet ; amendement n° 86 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 72 de M. Christian Pierret (de coordination) : non soutenu ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 87 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 76 de M. Robert André-Vivien (de coordination) (p. 1842) ; consultation préalable des organisations patronales interprofessionnelles en cas de désignation par la Chambre de commerce et d'industrie d'un membre de la commission ; amendement n° 76 : retiré ; amendement n° 73 de M. Christian Pierret (de coordination) : non soutenu ; amendement n° 77 de M. Robert André-Vivien (de coordination) ; sous-amendement n° 81 de M. Jacques Farran (désignation d'un représentant du contribuable par un organisme auquel il appartient en remplacement, au choix du contribuable, d'un autre de ses représentants ; sous-amendement n° 81 : retiré ; amendement n° 77 : adopté ; amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 61 de M. Christian Pierret (de coordination) (p. 1843) : devenu sans objet ; amendement n° 62 de M. Christian Pierret (de coordination) : retiré ; amendement n° 63 corrigé de M. Christian Pierret (propriétés non bâties - représentants des contribuables) : retiré ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (composition de la commission en cas de saisine au titre de la taxation d'office) (p. 1844) ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (composition de la commission en cas de saisine au titre de la taxation d'office - période transitoire) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* (p. 1845) ; intérêts sur les excès d'impôts versés ; fixation de l'intérêt de retard conformément aux conditions du marché ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 64 de M. Christian Pierret (intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de 2 points) (p. 1846) ; financement fiscal de la trésorerie de certaines entreprises ; intérêts sur les reversements de trop-perçus ; non déductibilité de la pénalité de 5 p. 100 en matière de retard dans le paiement de la T.V.A. (p. 1847) ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 64 : devenu sans objet ; amendement n° 12 de la commission (imputation des crédits de T.V.A. sur le rappel de T.V.A. pour le calcul de l'intérêt de retard) ; distinction à opérer entre les crédits de T.V.A. selon qu'ils sont ou non imputables à la seule période vérifiée ; délai de remboursement des crédits de T.V.A. ; intérêts de retard sur la créance du contribuable ; amendement n° 12 : adopté au scrutin public (p. 1848) ; *rappel au règlement* de M. Pierre Descaves ; *rappel au règlement* de M. Pascal Arrighi ; amendement n° 46 de M. Pierre Descaves (pénalité limitée à 30 p. 100 du montant des droits exigibles en cas de déclaration tardive) (p. 1849) ; contribuables de bonne foi ; rejeté au scrutin public ; amendements n° 13 et 14 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pierre Descaves (délai supplémentaire d'un mois pour la souscription de la déclaration) (p. 1850) ; contribuables de bonne foi ; danger d'une

extension généralisée des délais ; bienveillance de l'administration à l'égard des retards justifiés ; amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (successions - report de six mois de l'application des pénalités pour dépôt tardif de la déclaration) (p. 1851) ; avantage conféré aux grosses successions ; maintien des pénalités ; repris par le Gouvernement ; rectifié (suppression du gage) : adopté ; amendements nos 16, 17 et 18 de la commission (rédactionnels) (p. 1852) ; adoptés ; *fait personnel* de M. Jean-Claude Martinez (p. 1853) ; amendement n° 52 de M. Georges Tranchant (mention des sanctions encourues sur les mises en demeure adressées par l'administration) ; pratique de l'administration conforme à cet amendement : retiré ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles)* (p. 1877) ; taxe sur les véhicules de société ; position du groupe socialiste sur le texte ; droits du contribuable (p. 1878) ; charge de la preuve et moyens de preuve ; droit de renseignement du contribuable ; sursis à paiement ; transfert de l'impôt sur le revenu aux collectivités locales ; taxe sur les véhicules de société ; protection du contribuable en matière de contrôle fiscal ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (production par le contribuable d'un relevé récapitulant les charges et provisions dépassant un seuil fixé par le ministre chargé de l'économie et des finances) (p. 1879) ; adopté ; amendement n° 47 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Jean-Claude Martinez (application de la pénalité si le contribuable n'a pas fourni le relevé récapitulant certaines charges et provisions dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure de l'administration) : rejeté ; amendement n° 89 du Gouvernement (pénalités de 100 et 75 p. 100 pour le versement de rémunérations occultes - responsabilité des dirigeants pour le paiement de ces pénalités) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (droits d'enregistrement - suppression de la présomption de mauvaise foi lorsque l'insuffisance de déclaration relevée excède 50 p. 100 de la valeur reconnue par l'administration aux biens en cause) (p. 1880) ; adopté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 80 de M. Christian Pierret (multiplication par cinq d'éléments du barème pour l'évaluation forfaitaire du revenu imposable) ; actualisation automatique de quatre des neufs éléments de train de vie ; rejeté ; amendement n° 88 du Gouvernement (cession d'entreprise ou cessation d'activité - délai de 60 jours pour l'information de l'administration) : adopté.

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Avant l'article 4 : amendement n° 22 de la commission (remise par l'administration de la charte du contribuable au contribuable vérifié préalablement au contrôle - caractère opposable à l'administration des dispositions contenues dans la charte) (p. 1881) ; sous-amendement n° 91 du Gouvernement (limitation du champ d'application de l'amendement n° 22 aux opérations de contrôle sur place) ; sous-amendement n° 92 du Gouvernement (entrée en vigueur des dispositions de l'amendement n° 22 le 1er janvier 1988) ; communication par l'administration de tous documents destinés à défendre les droits du contribuable ; sous-amendements nos 91 et 92 : adoptés ; amendement n° 22, ainsi modifié : adopté.

Article 4 (vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble) (p. 1882) ; inquisition fiscale ; délai de reprise ; obstacles mis à l'exercice par l'administration de son pouvoir de contrôle ; équilibre entre les droits de l'administration et du contribuable (p. 1883) ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) ; bilan des V.A.S.F.E. (vérifications approfondies de la situation fiscale d'ensemble) : adopté ; amendement n° 41 de M. Georges Tranchant (suppression de l'obligation de justifier de la propriété de biens corporels mobiliers sauf dispositions législatives contraires) ; article L. 16 du livre des procédures fiscales (p. 1884) ; risque d'abus ; nécessité de la V.A.S.F.E. ; risque de fraude ; moyens de preuve ; procédure de recours (p. 1885) ; contradiction entre l'amendement n° 41, l'anonymat sur l'or et la suppression de l'obligation de paiement par chèque ; information du contribuable par voie de circulaire sur la nécessité de pouvoir prouver l'origine de propriété de biens mobiliers ; application avec discernement de la procédure de la V.A.S.F.E. par l'administration (p. 1886) ; amendement n° 41 : retiré ; repris par le groupe Front national ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 50 corrigé de M. Jacques Féron (administration tenue de préciser les points litigieux et d'indiquer les renseignements et justificatifs manquants - possibilité de prorogation de 30 jours du délai de réponse accordé au contribuable) : non soutenu ; amendement n° 24 de la commission soutenu par M. Georges Tranchant (administration tenue d'indiquer les points litigieux et de mentionner à l'intéressé le délai qu'il a pour répondre) : adopté ; amendement n° 25 de la commission soutenu par M. Georges Tranchant (délai de réponse du contribuable porté de 50 jours à deux mois quand l'administration estime insuffisants les renseignements fournis) ; allongement du délai de réponse allant à l'encontre de l'efficacité du contrôle fiscal (p. 1887) ; adopté ; amendement n° 26 de la commission (administration tenue de préciser les compléments de réponse souhaités lorsqu'elle estime insuffisants les renseignements fournis par le contribuable) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (limitation de la prorogation de la durée de la V.A.S.F.E. au délai de réponse supplémentaire accordé sur demande du contribuable) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendements identiques n° 29 de la commission et n° 78 de M. Pascal Arrighi (droit de renseignement du contribuable - solution retenue par celui-ci opposable à l'administration à défaut de réponse dans un délai de 60 jours) ; garantie des contribuables contre les changements de doctrine de l'administration (p. 1888) ; sécurité sociale des contribuables ; exemple des Etats Unis et pratique du *ruling*, ou rescrit (p. 1889) ; régle de l'engagement de l'administration par ses seules décisions explicites ; abus de droit ; amendements déposés par le Gouvernement après l'article 10 (p. 1890) ; amendements nos 29 et 78 : retirés ; amendement n° 68 de M. Christian Pierret (droits d'enregistrement - rétablissement de la procédure de rectification des prix et des évaluations de biens) : retiré ; amendement n° 67 de M. Christian Pierret (rétablissement de la procédure de taxation d'office dans le cas des dépenses personnelles ostensibles et notoires) (p. 1891) : rejeté.

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) ;* différence de traitement instaurée entre l'administration et le contribuable ; bilan des commissions départementales (p. 1892) ; cas dans lesquels la charge de la preuve incombe au contribuable ; arbitraire de l'administration ; amendement n° 70 de M. Christian Pierret (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand elle ne suit pas l'avis de la commission) : rejeté ; amendement n° 69 de M. Christian Pierret (même objet) : rejeté ; amendement n° 48 de M. Pierre Descaves (charge de la preuve incombant à l'administration même en cas d'existence de graves irrégularités dans la comptabilité) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Jacques Féron soutenu par M. Georges Tranchant (taxation d'office à l'issue de la V.A.S.F.E. seulement en cas de non-réponse du contribuable aux demandes de renseignements ou d'éclaircissements de l'administration) ; droit discrétionnaire de l'administration pour qualifier d'insuffisantes les explications fournies (p. 1893) ; pratique de l'administration ; nécessité pour l'administration de pouvoir juger de la pertinence des renseignements fournis ; amendement n° 51 : retiré ; amendement n° 90 du Gouvernement (application des dispositions de l'article aux avis émis par les commissions départementales postérieurement à la publication de la présente loi) ; légalisation de manière rétroactive de pratiques administratives (p. 1894) ; amendement n° 90 : adopté ; *rappel au règlement* de M. Christian Pierret ;

- article 5, ainsi modifié : adopté (p. 1895).

Article 6 *(information des contribuables sur les résultats des vérifications fiscales) :* adopté.

Article 7 *(limitation à trois mois de la durée de la vérification fiscale sur place pour les petites entreprises - relèvement des limites de chiffres d'affaires) :* amendement n° 30 de la commission (limite portée à 900 000 F pour les professions libérales) ; alignement des professions non commerciales sur les prestataires de service ; adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté (p. 1904).

Article 8 *(intérêt de retard en cas de procédure de règlement particulière) :* adopté.

Article 9 *(saisine du comité consultatif pour la répression des abus de droit) :* amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de M. Georges Tranchant (rapport annuel du comité consultatif sur les abus de droit) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(unification du contentieux juridictionnel des contributions indirectes - compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire) :* adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 82 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de la contrainte par corps sauf en cas de condamnation pour trafic de stupéfiants) ; amendement n° 94 de M. Robert-André Vivien (contrainte par corps - limitation des cas d'application - dette supérieure à 80 000 F et seulement après un jugement sur la contestation du contribuable) (p. 1905) ; inefficacité de la contrainte par corps ; bilan des contraintes par corps (p. 1906) ; possibilité de contrainte par corps avant que le Conseil d'État se soit prononcé définitivement sur le bien-fondé de la dette fiscale ; conflits de décision entre les ordres de juridiction ; état de la législation sur la contrainte par corps ; garanties offertes aux contribuables ; caractére dissuasif de la contrainte par corps (p. 1907) ; non-application de la contrainte par corps tant que le Conseil d'État ne s'est pas prononcé sur la réalité de la dette fiscale ; amendement n° 82 : retiré ; amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 58 de M. Georges Tranchant (possibilité pour le contribuable de contester le bien-fondé ou le montant des impositions et de demander à différer le paiement de la partie contestée - constitution de garanties) (p. 1908) ; sursis automatique à paiement prévu par l'article 81-V de la loi de finances pour 1987 ; amendement n° 58 : rejeté ; amendement n° 93 du Gouvernement (contributions indirectes et droits d'enregistrement - sursis à paiement et constitution de garanties - référé sur les mesures conservatoires prises par le comptable du trésor) : adopté ; amendement n° 59 de M. Georges Tranchant (paiement des amendes, pénalités et droits supplémentaires seulement après une décision de justice définitive sur la réclamation du contribuable) (p. 1909) ; obligation de payer pour le contribuable qui ne peut présenter de garanties ; amendement n° 59 : retiré ; amendement n° 83 de M. Jean-Claude Martinez (mise en œuvre de la contrainte par corps seulement après que le Conseil d'Etat s'est prononcé sur la régularité et le bien-fondé de l'imposition) ; dérogation au principe applicable en matière pénale selon lequel l'appel ne fait point obstacle à l'exécution d'une peine d'emprisonnement (p. 1910) ; absence d'effet suspensif du recours devant le Conseil d'Etat ; amendement n° 83 : rejeté ; amendement n° 32 de la commission (impôt sur le revenu - possibilité d'imposition séparée des époux séparés de biens et cessation de la solidarité dans ce cas) : rejeté ; amendement n° 33 de la commission (fonds de commerce - abrogation de la solidarité fiscale du propriétaire avec son locataire-gérant sauf en cas de collusion ou de gérance fictive) (p. 1911) ; propriétaire de bonne foi ; pratique de l'administration pour l'application de l'article 1684-3 du code général des impôts ; absence de base légale de la solidarité entre le propriétaire du fonds et l'exploitant depuis 1961 ; amendement n° 33 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 49 de M. Pierre Descaves (suspension de l'application du régime des poursuites pénales pour certaines infractions jusqu'au vote d'une loi destinée à réorganiser ce régime) (p. 1912) ; commission des infractions fiscales : rejeté ; amendement n° 84 du Gouvernement (droit de renseignement du contribuable - *rescrit) :* adopté ; amendement n° 34 de la commission (droit de renseignement du contribuable) ; sous-amendement n° 95 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'obligation de répondre faite à l'administration) ; *ruling* (p. 1913) ; sous-amendement n° 95 : retiré ; amendement n° 34 : adopté ; amendement n° 85 du Gouvernement (droit de renseignement du contribuable) : retiré ; *rappel au règlement* de M. Christian Pierret (p. 1914) ; amendement n° 85 : repris par M. Gilbert Gantier : réservé.

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures) :* amendement n° 56 corrigé de M. Georges Tranchant (établissement de la liste des marchandises réputées avoir été importées en contrebande - concertation avec les professions concernées) (p. 1915) ; contradictions entre le Gouvernement et la majorité d'une part et les ultras de la majorité d'autre part ; amendement n° 56 : rejeté (p. 1916) ; amendement n° 54 de M. Georges Tranchant (liste de marchandises prohibées se susbtituant aux arrêtés du ministre du budget) : retiré ; amendement n° 55 de M. Georges Tranchant (marchandises désignées pour la première fois par l'arrêté - absence de perception de droit ou de constat d'infraction au titre de leur détention en cas de déclaration dans un délai de six mois) ; nécessité de pouvoir poursuivre les infractions autres que celles visées à l'article 215 du code des douanes ; amendement n° 55 : retiré ;

- article 11, adopté.

Après l'article 11 : amendements identiques n° 35 de la commission et n° 79 de M. Pascal Arrighi (nullité de tout redressement fiscal dans lequel serait intervenu un agent d'une administration fiscale d'un pays étranger) ; convention Interfipol (p. 1917) ; modification de l'amendement n° 35 par le Gouvernement ; amendement n° 35 modifié : adopté ; amendement n° 79 : retiré.

Article 12 *(renforcement du contrôle judiciaire sur la procédure des flagrants délits douaniers) :* amendement n° 36 de la commission (retenue douanière) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(infractions douanières - possibilité de relaxe pour défaut d'intention) :* amendement n° 57, troisième rectification de M. Georges Tranchant (possibilité de main-levée avant le jugement pour les marchandises non explicitement prohibées) (p. 1918) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 37 de la commission (détention d'avoirs à l'étranger - exigibilité des justifications pendant un délai de dix ans précédant la date d'engagement de la procédure) ; repris et modifié par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté.

Article 14 *(aménagement du régime des infractions douanières et de leurs sanctions) :* adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 39 corrigé de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Giard (pouvoirs de l'administration des douanes en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; amendement n° 71 corrigé de M. Christian Pierret (même objet) (p. 1919) ; bilan de l'activité de la douane ; principe de la liberté du commerce et des prix ; possibilité de contestation par la douane des transferts non justifiés tendant à la constitution irrégulière d'avoirs à l'étranger par majoration ou minoration anormale de prix (p. 1920) ; amendement n° 39 corrigé : rejeté au scrutin public ; amendement n° 71 corrigé : rejeté.

Après l'article 10 *(suite) (amendement précédemment réservé) : amendement n° 85 du Gouvernement repris par M. Gilbert Gantier :* retiré (p. 1921).

Seconde délibération du projet de loi

Article 2 : amendement n° 1 du Gouvernement (rappel de T.V.A. - suppression de l'imputation de crédits de T.V.A. pour le calcul de l'intérêt de retard) (p. 1921) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 3 : amendement n° 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 10 *quinquies* (droit de renseignement du contribuable - *rescrit) :* amendement n° 3 du Gouvernement (cas d'opposabilité à l'administration de sa position) ; amendement se substituant à l'amendement n° 34 de la commission ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1922).

Explications de vote (p. 1922)

Administration fiscale : *Margnes (Michel)* (p. 1924).

Charte du contribuable : *Margnes (Michel)* (p. 1923) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1924).

Contrainte par corps : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1923).

Contrôle fiscal : *Margnes (Michel)* (p. 1924).

Douane : *Giard (Jean)* (p. 1923).

Droit de renseignement du contribuable *(rescrit) : Baeckeroot (Christian)* (p. 1923).

Fraude fiscale : *Giard (Jean)* (p. 1923) ; *Margnes (Michel)* (p. 1923).

Vote favorable du groupe Front national : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1923).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 1924).

Vote hostile du groupe communiste : *Giard (Jean)* (p. 1923).

Vote hostile du groupe socialiste : *Margnes (Michel)* (p. 1924).

Adoption au scrutin public des articles 2, 3 et 10 *quinquies*, modifiés par les amendements nos 1, 2 et 3 du Gouvernement et **de l'ensemble du projet de loi** (p. 1924).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 1987] (p. 3449).

Administration fiscale (démobilisation de l' - et réduction de ses moyens) : *Combrisson (Roger)* (p. 3452).

Améliorations apportées au texte par le travail parlementaire : *Vivien (Robert-André)* (p. 3450, 3451) ; *Juppé (Alain)* (p. 3451, 3452).

Chaumet (faillite de la joaillerie -) : *Margnes (Michel)* (p. 3453).

Commission départementale des impôts :

- généralités : *Combrisson (Roger)* (p. 3453).

- expert-comptable (présence d'un -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3450, 3451).

- saisine d'une commission d'un autre département à la demande du contribuable : *Vivien (Robert-André)* (p. 3451) ; *Juppé (Alain)* (p. 3451).

Commission des finances (séance du 1er juillet 1987) : *Margnes (Michel)* (p. 3449) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 3449, 3450) ; *Combrisson (Roger)* (p. 3449, 3450) ; *Ornano (Michel d' -)* (p. 3450).

Contrôle fiscal :

- généralités : *Combrisson (Roger)* (p. 3453) ; *Margnes (Michel)* (p. 3453).

- charge de la preuve : *Margnes (Michel)* (p. 3453).

- vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble : *Margnes (Michel)* (p. 3453).

Douane :

- généralités : *Combrisson (Roger)* (p. 3453).

- prix à l'importation et à l'exportation (manipulation des -) : *Combrisson (Roger)* (p. 3453) ; *Juppé (Alain)* (p. 3454).

Fraude fiscale : *Combrisson (Roger)* (p. 3453).

Intérêt versé au contribuable : *Vivien (Robert-André)* (p. 3451).

Problème particulier de M. Georges Tranchant avec l'administration fiscale : *Margnes (Michel)* (p. 3454).

Successions (pénalités en cas de défaut de déclaration) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3451) ; *Juppé (Alain)* (p. 3452).

Discussion des articles [1er juillet 1987] (p. 3454).

Titre 1er : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* amendement no 1 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (expert-comptable siégeant à la commission ne pouvant avoir tenu la comptabilité du contribuable, ni avoir visé des documents fiscaux de celui-ci, ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) : rejeté ;

- article 1er : adopté (p. 3455).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales) :* amendement no 2 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de base bancaire majoré de deux points) ; taux de 9 p. 100 constituant un avantage pour le mauvais contribuable ; pénalisation de ceux qui empruntent auprès du système bancaire ; recommandation de la commission Aicardi ; rejeté ;

- article 2 : adopté (p. 3456).

Article 2 *bis* *(taxation d'office en matière de successions et de droits d'enregistrement) :* adopté.

Article 2 *ter* *(intérêt moratoire payé par l'Etat - point de départ à la date du paiement de l'impôt) :* adopté.

Article 3 *(sanctions particulières et manquements aux obligations formelles) :* adopté.

Après l'article 3 : amendement no 3 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (multiplication par trois d'éléments du barème pour le calcul de l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable) : rejeté.

Article 3 *ter* *(rétablissement des circonstances atténuantes en matière de fraude fiscale)* (p. 3457) ; adopté.

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Article 4 *(garanties offertes au contribuable lors du déroulement des vérifications approfondies de la situation fiscale d'ensemble) :* adopté.

Après l'article 4 : amendement no 5 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (suppression de l'obligation faite à l'administration de motiver les redressements en matière d'insuffisance de prix ou d'évaluation) : rejeté ; amendement no 4 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (rétablissement de la procédure de taxation d'office en cas de dépenses personnelles, ostensibles ou notoires) (p. 3458) ; rejeté.

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) :* amendement no 6 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand l'imposition établie n'est pas conforme à l'avis de la commission) : rejeté au scrutin public (p. 3459) ; amendement no 9 de M. Christian Pierret (suppression de l'obligation faite à l'administration de prouver l'existence de graves irrégularités dans la comptabilité du contribuable) : rejeté ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(information des contribuables sur les résultats des vérifications fiscales) :* adopté.

Article 10 *sexies* *(nullité de tout redressement ou poursuite fondée sur celui-ci en cas d'intervention d'un agent d'une administration fiscale d'un pays étranger dans le contrôle fiscal sur le territoire national) :* adopté.

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures) :* amendement no 7 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (sont réputées avoir été importées en contrebande les marchandises faisant l'objet d'une fraude internationale ou d'un marché clandestin) : notion de fraude et de courant de fraude (p. 3460) ; liste prévue à l'article 215 du code des douanes ; retiré ;

- article 11 : adopté.

Article 11 *bis* supprimé par le Sénat *(voir article 10 sexies).*

Article 13 *(infractions douanières - possibilité de relaxe pour défaut d'intention - nature des marchandises dont les tribunaux ne peuvent autoriser la restitution) :* adopté.

Article 14 *(aménagement du régime des infractions douanières et de leurs sanctions) :* adopté.

Après l'article 14 : amendement no 8 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; possibilité pour l'administration de contester des transferts à l'étranger ; autorisation préalable (p. 3461) ; rejeté.

Article 15 *(possibilité de suppression de la condamnation solidaire en cas de reconnaissance de circonstances atténuantes) :* adopté.

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 16 *(équilibre financier des syndicats d'agglomération nouvelle) :* réévaluation des bases fiscales des collectivités locales pour 1988 de 18 p. 100 pour le foncier bâti et la taxe d'habitation ; conséquences financières pour les communes du fait du lien entre taxe d'habitation et taxe professionnelle (p. 3462) ; système d'actualisation voté par le Sénat ; adopté.

Article 17 *(protection de la nature - sanctions d'infractions relatives au trafic d'animaux) :* adopté.

Explications de vote (p. 3463)

Chaumet (faillite de la joaillerie -) : *Margnes (Michel)* (p. 3463) ; *Juppé (Alain)* (p. 3463, 3464).

Vote hostile du groupe socialiste : *Margnes (Michel)* (p. 3463).

8. - Proposition de loi n° 707 tendant à l' **application immédiate des modifications aux règles de procédure en matière fiscale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Maurice Dousset. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

9. - Proposition de loi n° 760 tendant à favoriser le **développement des réseaux d'assainissement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Jean-Claude Dalbos. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

10. - Proposition de loi n° 820 tendant à **accorder aux personnes employant du personnel** à des tâches familiales ou ménagères un **abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Alain Griotteray. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

11. - Proposition de loi n° 978 tendant à remplacer les **droits de mutation à titre onéreux** sur les **immeubles d'entreprises par la taxe sur la valeur ajoutée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

12. - Proposition de loi n° 1041 tendant à modifier la prise en compte de la **valeur** des **immobilisations** dans l'assiette de la **taxe professionnelle.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Michel Pelchat. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. - Proposition de loi n° 1198 tendant à instaurer une **incitation fiscale** en faveur des **économies d'énergie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Daniel Chevallier et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

14. - Proposition de loi n° 1213 tendant à faire bénéficier les **véhicules** équipés d'un **convertisseur catalytique** d'une réduction des **tarifs de la taxe différentielle** sur les véhicules à moteur.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 décembre 1987 par M. Claude Birraux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Assurance vieillesse : Généralités* **7.**
Commerce et artisanat **12.**
Communautés européennes **6.**
Traités et conventions **53.**

Crédits d'impôt-recherche

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

Entreprises

Voir *Entreprises* **7.**

Procédures fiscales et douanières

Voir *Questions au Gouvernement* **408.**

Taxe sur les chiens

Voir *Impôts locaux* **8.**

IMPÔTS LOCAUX

5. - Proposition de loi n° 640 tendant à permettre aux communes de continuer à percevoir la **taxe professionnelle sur les arsenaux et manufactures d'armes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (7 mai 1987).

6. - Proposition de loi n° 657 tendant à modifier les articles 1520 et suivants du **Code général des impôts** et **relatifs au paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Georges Delfosse. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henry Jean-Baptiste (4 juin 1987).

7. - Proposition de loi n° 674 tendant à **instituer une taxe locale sur les ventes au détail** dans les communes considérées comme **stations classées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Michel Hamaide. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Aimé Kergueris (7 mai 1987).

8. - Proposition de loi n° 916 tendant à permettre aux communes d'instituer une **taxe sur les chiens.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Emile Koehl. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Reymann (5 novembre 1987).

Voir *Collectivités locales* **7.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, avant l'article 56.

Base des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 56.

Communes fusionnées

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, avant l'article 56 et après article 59 : amendement n° 242.

Frais de confection des rôles et dégrèvements

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, avant l'article 56 : amendement n° 324.

Impôts fonciers

Voir *Questions au Gouvernement* **378.**

Lien entre les taux des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 56 après l'article 56.

Taxe d'habitation

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 56, après l'article 57.

Taxe foncière sur la propriété non bâtie

Voir *Loi de finances* **4** (Agriculture - B.A.P.S.A.).

IMPÔT SUR LE REVENU

11. - Proposition de loi n° 714 tendant à **faciliter la mobilité géographique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Bernard Debré. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Impôts et taxes* **10.**
Logement et habitat **17.**
Rapatriés **5.**

Congés payés des salariés licenciés

Voir *Questions orales sans débat* **269.**

Échelonnement du revenu exceptionnel

Voir *Impôt sur le revenu* **7.**

Professions libérales (abattement sur les B.N.C.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 55.

Publicité de l'-

Voir *Lois de finances* **4,** après l'article 61 ; amendement n° 278.

IMPÔT SUR LES GRANDES FORTUNES

Voir *Élections et référendums* **43.**
Lois de finances **4,** avant la discussion des articles et article 2.

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Voir *Énergie* **8.**
Épargne et investissement **1** (n° 443). Avant la discussion des articles et avant l'article 45.
Professions et activités médicale **6.**

Allégements fiscaux en faveur des entreprises

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Fiscalité de groupe

Voir *Loi de finances* **4,** avant la discussion des articles ; deuxième partie, article 53.

Plus-values à court terme

Voir *Loi de finances* **4,** article 19.

IMPRIMERIE MODERNE DE MAISONS-ALFORT (I.M.M.A.)

Voir *Questions orales sans débat* **295.**

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.

INCENDIES DE FORÊTS

Voir *Bois et forêts* **5.**

INCIDENTS DE SÉANCES

Voir *Assemblée nationale.*
Œuvres et fondations **1,** discussion des articles, article 2.

INCOMPATIBILITÉS

Voir *Elections et référendums* **38.**

INCULPATION

Voir *Procédure pénale* **8.**

INDEMNITÉS

Voir *Parlement* **12.**

INDICE DES PRIX

Voir *Sécurité sociale* **12,** après l'article 4.

INDOCHINE

Voir *Déportés, internés et résistants* **6.**
Questions au Gouvernement **588.**

INDUSTRIE

5. - Proposition de résolution n° 530 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la **gestion de la sidérurgie française** (voir table 1986). - Rapporteur : M. Gérard Léonard (9 avril 1987), remplacé par M. Olivier Marlière (16 avril 1987). - Rapport n° **692** (23 avril 1987).

Voir *Agriculture* **13.**
Communautés européennes **6.**
Emploi et activité **6.**
Entreprises publiques **2.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule.

Conversion industrielle

Voir *Loi de finances* **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule.

Investissement immatériel

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule.

Investissement productif

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Politique industrielle menée depuis 1986

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **393.**

INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

Voir *Entreprises publiques* **2.**

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

Voir *Lois de finances* **4** (Agriculture - B.A.P.S.A.).

INDUSTRIE TEXTILE

Voir *Questions orales sans débat* **264.**

- à Châlons-sur-Marne.

Voir *Questions orales sans débat* **231.**

INFLATION

Voir *Questions au Gouvernement* **391.**

INFORMATION

Voir *Audiovisuel.*
Droit pénal **7.**

Crédits du Premier ministre

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

INFORMATIQUE

Voir *Droit pénal* **7, 15.**

INSECTES

Lutte contre les -.

Voir *Questions orales sans débat* **223.**

INSÉCURITÉ

Lutte contre l' -.

Voir *Déclarations au Gouvernement* **6.**

INSTALLATIONS CLASSÉES

Voir *Mines et carrières* **3.**

INSTITUT DE BIOTECHNOLOGIE DE NANCY

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, éducation nationale, II. Recherche et enseignement supérieur : *questions.*

INSTITUT LORRAIN DES MATÉRIAUX

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, éducation nationale, II. Recherche et enseignement supérieur : *questions.*

INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE (I.N.A.O.)

Voir *Boissons et alcools* **9.**

INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Voir *Propriété industrielle* **2.**

INSTITUT NATIONAL DE LA PROTECTION INDUSTRIELLE

Voir *Propriété industrielle* **2.**

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE CHIMIQUE APPLIQUÉE (IRCHA)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule ; procédure des questions.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (I.N.A.)

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.

INSTITUT NATIONAL DU MÉDICAMENT DE CAEN

Voir Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur, *questions.*

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale.

Rétrogradation d'un instituteur de Vallauris

Voir *Questions au Gouvernement* **564.**

INSTITUTS UNIVERSITAIRES TECHNOLOGIQUES (I.U.T.)

Copie de logiciels à l'usage des -

Voir *Questions orales sans débat* **334.**

INSTRUCTION

Voir *Procédure pénale* **8.**
Réforme de l'-.
Lois de finances **4,** deuxième partie, Justice.
Questions orales sans débat **324.**

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (I.V.G.)

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.
Entreprises **7.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales, *vote des crédits.*
Questions au Gouvernement **548.**
Rappels au règlement **827.**
Sécurité sociale **12,** après l'article 4.
Vie, médecine et biologie **7.**

Remboursement de l'-

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

INVESTISSEMENT

Situation de l'- industriel

Voir *Questions au Gouvernement* **391.**

INVESTISSEMENT LOCATIF

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 59, article 60.

INVESTISSEMENTS

Accord France-Hongrie sur les -

Voir *Traités et conventions* **25.**

Aides aux -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

IPARRETARRAK

Voir *Questions au Gouvernement* **471.**

IRAK

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

IRAN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Expulsion de ressortissants iraniens

Voir *Rappels au règlement* **842.**

Libération d'otages français au Liban

Voir *Questions au Gouvernement* **577.**

Relations franco-iraniennes

Voir *Rappels au règlement* **638, 637.**

ISRAËL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

ISSOIRE

Bassin d'emploi d'-

Voir *Questions orales sans débat* **252.**

ITALIE

Voir *Traités et conventions* **49.**

J

JAPON

Exportation des produits japonais

Voir *Questions au Gouvernement* **362.**

JEUNES

Voir *Communautés européennes* **6.**
Enseignement technique et professionnel **4.**

Plan emploi -

Voir *Questions au Gouvernement* **415.**

JEUX ET PARIS

2. - Proposition de loi n° 512 modifiant certaines dispositions relatives aux **casinos** autorisés.

Assemblée nationale (première lecture). - Voir table 1986.

Sénat (première lecture). - n° **128** (1986-1987). - Dépôt le 18 décembre 1986. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Girod. - Rapport n° **190** (1986-1987) (22 avril 1987). - Discussion le 28 avril 1987. - Adoption le 28 avril 1987. - Proposition de loi n° **55.**

Loi n° 87-306 du 5 mai 1987 publiée au *J.O.* du 6 mai 1987 (p. 5008).

3. - Proposition de loi n° 766 tendant à autoriser l' **exploitation de certains jeux de hasard et appareils de jeux sur les navires à passagers.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Philippe Vasseur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Bussereau (27 mai 1987). - Retrait le 18 juin 1987.

4. - Proposition de loi n° 914 tendant à autoriser les **paris sur le pelote basque.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Alain Lamassoure. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Loteries

Voir *Commerce et artisanat* **16.**

Loto sportif

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Jeunesse et sports.

Lotos municipaux

Voir *Collectivités locales* **7,** discussion des articles, après l'article 19.

JEUX OLYMPIQUES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième lecture, Jeunesse et sports.

- d'Albertville

Voir *Expropriation* **1.**

JOURNALISME

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.

JOURNALISTES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Intérieur.
Rachid Ahrab.

JUGES CONSULAIRES

Voir *Justice* **9.**

JUGES D'INSTRUCTION

Voir *Procédure pénale* **6.**
Rappels au réglement **803.**

JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

(rattachement administratif)

Voir *Justice* **10,** articles 3 et 12.

JUSTICE

6. - Proposition de loi n° 666 tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982, et **complétant les codes de procédure pénale et de justice militaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jacques Toubon. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

7. - Proposition de loi n° 712 tendant à compléter le **code de l'organisation judiciaire** en cas de **fonctionnement défectueux du service de la justice.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Pascal Arrighi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (4 juin 1987).

8. - Proposition de loi n° 727 relative à la **compétence des juridictions judiciaires pour connaître des litiges concernant les responsabilités extra-contractuelles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Albert Mamy (1er juillet 1987).

9. - Projet de loi n° 853 relatif aux **juridictions commerciales** et au **mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie.**

Sénat (première lecture) n° **196** (1986-1987). - Dépôt le 22 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du réglement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° **266** (9 juin 1987). - Discussion le 16 juin 1987. - Adoption le 16 juin 1987. - Projet de loi n° **84.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pascal Clément. - Rapport n° **922** (1er juillet 1987). - Discussion le 3 juillet 1987. - Adoption le 3 juillet 1987. - Projet de loi n° **150.**

Sénat (deuxième lecture) n° **353** (1986-1987). - Dépôt le 7 juillet 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. - Rapporteur : M. Marcel Rudloff. - Rapport n° **363** (7 juillet 1987). - Discussion le 7 juillet 1987. - Adoption définitive le 7 juillet 1987. - Projet de loi n° **120.**

Loi n° 87-550 du 16 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 19 juillet 1987 (p. 8071).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3636).

Badinter (projet déposé en 1985 par M. -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 3639, 3640) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3640, 3641) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641).

Bénévolat : *Chalandon (Albin)* (p. 3638) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3640) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Compétence du tribunal de commerce ou du conseil des prud'hommes (choix entre la -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3641).

Délégués consulaires (désignation des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3638) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3639) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641).

Faillites et règlements judiciaires (compétence des tribunaux de commerce dans les -) : *Clément (Pascal)* (p. 3636, 3637) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3639) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3640) ; *Charles (Serge)* (p. 3642, 3643).

Juges consulaires (recrutement et mandat des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3638) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3639) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Légalisation des dispositions relatives aux tribunaux de commerce et à leur régime électoral : *Clément (Pascal)* (p. 3637) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3639) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641).

Limite d'âge : *Clément (Pascal)* (p. 3638) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3639) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Ordre du jour de la session extraordinaire : *Neiertz (Véronique)* (p. 3640) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3640) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Présidents des tribunaux de commerce (désignation des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3638) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3639) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Régime disciplinaire (institution d'un -) : *Clément (Pascal)* (p. 3638) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3638, 3639) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641).

Renouvellement des membres des tribunaux de commerce : *Clément (Pascal)* (p. 3638) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Tribunaux de commerce en tant que juridictions exceptionnelles (historique et situation actuelle des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3636) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3638) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3640) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641).

Tribunaux de commerce (réformes des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3636, 3637) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3641) ; *Charles (Serge)* (p. 3642).

Tribunaux de commerce (répartition géographique des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3636) ; *Charles (Serge)* (p. 3643).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 3641).

Discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3643).

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 1er *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement) :* (p. 3643, 3644) ; amendement n° 17 de M. Georges-Paul Wagner (possibilité de choix pour les cadres de l'industrie et du commerce entre la compétence du tribunal

de commerce et celle du conseil des prud'hommes) ; situation antérieure à la loi du 6 mai 1982 ; encombrement des conseils de prud'hommes ; nécessité d'obtenir l'avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et celui des ministères concernés ; amendement prématuré (p. 3644) ; vote par division ; consultation préalable des ministères et des commissions compétents ; rejet des trois premiers alinéas de l'amendement n° 17 ; rejet des deux derniers alinéas de l'amendement n° 17 ; amendement n° 17 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 25 de M. Gérard Welzer soutenu par Mme Véronique Neiertz (expérience judiciaire minimale de deux ans pour la majorité des juges composant la formation de jugement en cas de procédure de redressement judiciaire simplifiée) (p. 3645) ; rejeté (p. 3646) ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(élection des juges des tribunaux de commerce ; électorat ; éligibilité ; scrutins et opérations électorales ; discipline des membres des tribunaux de commerce)* (p. 3646, 3647) ; amendements identiques n° 18 de M. Serge Charles et n° 23 de M. Ronald Perdomo (suppression de la limite d'âge à soixante-dix ans) ; principe selon lequel les candidatures à des fonctions publiques électives ne sont pas soumises à la limite d'âge ; expérience acquise grâce à l'ancienneté ; nécessité de laisser la place à de plus jeunes magistrats ; amendements nos 18 et 23 : adoptés par un seul vote ; amendement n° 1 de la commission (inéligibilité de tout candidat soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté (p. 3647).

Article 3 *(dispositions particulières relatives à l'Alsace-Moselle)* : adopté (p. 3648).

Article 4 *(tribunal mixte de commerce des départements d'outre-mer)* : adopté (p. 3648).

Titre II : *greffiers des tribunaux de commerce.*

Article 5 *(dispositions générales ; dispositions relatives à la discipline des greffiers des tribunaux de commerce)* (p. 3648) ; adopté (p. 3649).

Titre III : *élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires.*

Article 6 *(élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires)* : amendement n° 19 du Gouvernement (possibilité pour les membres et anciens membres des tribunaux de commerce et de chambres de commerce et d'industrie ayant perdu la qualité d'électeur d'être électeurs et éligibles dans la seule circonscription de la chambre de commerce et d'industrie où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions) : adopté (p. 3649) ; en conséquence, l'amendement n° 2 de la commission devient sans objet ; amendement n° 10 de M. Jean Rigaud (ajout des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite dans la liste des sociétés électrices par l'intermédiaire d'un représentant énumérées au paragraphe *a)* du 2° de l'article 6) : non soutenu ; amendement n° 11 de M. Jean Rigaud (inscription au registre du commerce et des sociétés dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie des sociétés prévu au *a)* du 2° de l'article 6) : non soutenu ; amendement n° 3 de la commission (prise en compte du nombre des salariés travaillant au siège social pour le calcul de la représentation supplémentaire de l'entreprise prévue à l'alinéa 12 de l'article 6) (p. 3649) : adopté (p. 3650) ; amendement n° 22 de M. Ronald Perdomo (prévoyant à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 que les cadres siégent en tant que mandataires des chefs d'entreprises et non en tant que cadres) : adopté ;

- article 6, ainsi modifié : adopté (p. 3650).

Article 7 *(élection des délégués consulaires)* : amendement n° 4 de la commission (précisant que les délégués consulaires sont élus dans la circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie) : adopté ; amendement n° 12 de M. Jean Rigaud (supprimant du collège électoral les cadres définis dans la fin du premier alinéa de l'article 7) : non soutenu ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(répartition du corps électoral en catégories professionnelles)* : adopté.

Article 9 *(détermination du nombre des sièges des délégués consulaires)* : amendement n° 5 de la commission (référence au nombre de membres élus et non titulaires dans le premier alinéa de l'article 9) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(critères de répartition des sièges entre catégories et sous-catégories professionnelles)* : amendement n° 14 de M. Jean Rigaud (application distincte du critère d'imposition et du critère de population constituée du nombre de patentés et de salariés prévus au premier alinéa de l'article 10) (p. 3650) ; choix des types d'imposition appartenant au Gouvernement ; variation d'une région à l'autre des spécificités économiques locales ; précarité de la taxe professionnelle : rejeté ; amendement n° 15 de M. Jean Rigaud (précisant au premier alinéa de l'article 10 que les bases d'imposition concernent la taxe professionnelle) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Jean Rigaud (application distincte du deuxième critère de répartition prévu au premier alinéa de l'article 10) : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(listes électorales)* : adopté.

Article 12 *(personnes éligibles aux fonctions de délégué consulaire)* : adopté.

Article 13 *(éligibilité aux fonctions de membre de chambres de commerce et d'industrie)* : amendement n° 20 du Gouvernement (définition détaillée des personnes appelées à être élues aux chambres de commerce et d'industrie) : adopté (p. 3651) ;

- article 13, ainsi modifié : adopté (p. 3652).

Article 14 *(droit de vote des électeurs)* : amendement n° 6 de la commission (interdisant le vote plural pour l'élection des délégués consulaires) ; harmonisation du projet de loi avec les décisions du Conseil constitutionnel : adopté ; amendement n° 13 rectifié de M. Jean Rigaud (retenant le droit de vote rattaché à l'entreprise la plus ancienne pour tout électeur n'ayant pas fait de choix en cas de pluralité de votes) : non soutenu ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 15 *(élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie au scrutin uninominal à un tour)* : adopté.

Article 16 *(organisation par le représentant de l'Etat dans le département des opérations pour l'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie)* : amendement n° 7 de la commission (application du droit commun en cas de fraude électorale) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(incompatibilité entre la fonction de délégué consulaire et la fonction de membre d'une chambre de commerce et d'industrie)* : adopté.

Article 18 *(décrets d'application)* : adopté.

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 19 *(suppression de la distinction entre juge titulaire et juge suppléant)* : adopté.

Article 19 *bis* *(remboursement des frais de déplacement du juge commissaire sur l'actif du débiteur)* (p. 3652) ; amendement n° 24 de M. Philippe Marchand soutenu par Mme Véronique Neiertz (de suppression) ; accroissement du passif de l'entreprise ; disparités entre le juge commissaire et les autres magistrats ; éventualité de prévoir l'indemnisation de la fonction de juge consulaire ; article 40 de la Constitution ; impossibilité de prévoir le remboursement par l'Etat des frais de déplacement du juge commissaire ; nécessité de prévoir un minimum d'indemnisation : rejeté ;

- article 19 *bis* : adopté.

Article 20 *(date d'application de la loi)* : adopté.

Article 21 *(renouvellement général des membres des tribunaux de commerce)* : amendement n° 8 de la commission (fixant la période de renouvellement général des tribunaux de commerce du 15 octobre au 15 décembre) ; amendement n° 21 du Gouvernement (fixant la période de renouvellement général des tribunaux de commerce du 15 novembre au 15 décembre) soumis

à discussion commune ; amendement n° 8 de la commission : rejeté ; amendement n° 21 du Gouvernement : adopté ; amendement n° 9 rectifié de la commission (installation des nouveaux élus entre le 1er et le 31 janvier 1988 et non entre le 15 et le 31 janvier 1988) (p. 3653) ; devient sans objet ;

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 *(entrée en vigueur de la loi)* : supprimé par le Sénat.

Article 23 *(cessation des mandats consulaires)* : adopté.

Article 24 *(dispositions applicables au prochain renouvellement des délégués consulaires et des membres de chambres de commerce et d'industrie)* : adopté.

Article 25 *(entrée en vigueur des dispositions relatives aux greffiers)* : supprimé par le Sénat.

Article 26 *(abrogation de certaines dispositions du code de commerce)* : adopté.

Explications de vote (p. 3654).

Abstention du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 3654).

Compétences des tribunaux de commerce : *Hage (Georges)* (p. 3654).

Légalisation des dispositions relatives aux tribunaux de commerce : *Hage (Georges)* (p. 3654).

Réforme des procédures collectives (nécessité d'une réelle) : *Hage (Georges)* (p. 3654).

Salariés (attention accordée par le Gouvernement à l'opinion des) : *Hage (Georges)* (p. 3654).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3654).

10. - Projet de loi n° 890 portant **réforme du contentieux administratif.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Albin Chalandon, garde des sceaux, et M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; lettres du Premier ministre, en date des 5 et 6 octobre 1987, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (8 juillet 1987). - Rapport n° **942** (2 octobre 1987). - Discussion le 6 octobre 1987. - Deuxième délibération (art. 1er). - Adoption le 6 octobre 1987. - Projet de loi n° **172.**

Sénat (première lecture) n° **37** (1987-1988). - Dépôt le 8 octobre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° **67** (1987-1988). - Discussion le 10 novembre 1987. - Adoption le 10 novembre 1987. - Projet de loi n° **31.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1028.** - Dépôt le 12 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. - Rapport n° **1095** (3 décembre 1987). - Discussion le 4 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 4 décembre 1987. - Projet de loi n° **202.**

Sénat (deuxième lecture). - n° **141** (1987-1988). - Dépôt le 8 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° **142** (1987-1988). - Discussion le 9 décembre 1987. - Projet de loi n° **42.**

Assemblée nationale (troisième lecture). - N° **1130.** - Dépôt le 10 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478). - Réunion le 17 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14771).

Sénat (texte de la commission paritaire). - Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. - Rapport n° **176** (1987-1988). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption avec modification le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **70.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. - Rapport n° **1158** (17 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **223.**

Loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 7).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 1987] (p. 3937).

Compétences (répartition des - entre les deux ordres de juridictions) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3946).

Conseil d'État (compétences du -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3937, 3938) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3940) ; *Foyer (Jean)* (p. 3948, 3949) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952).

Conseillers d'État (statut et effectif des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3939) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952).

Conseil supérieur des tribunaux administratifs : *Pasqua (Charles)* (p. 3942).

Cours administratives d'appel (compétences des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3938) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3939, 3940, 3958) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Foyer (Jean)* (p. 3947) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3951) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3956).

Cours administratives d'appel (organisation des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 3940, 3958) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3941, 3960) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3943) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3956, 3957) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3957).

Décisions de justice (amélioration de l'exécution des -) *Mazeaud (Pierre)* (p. 3939).

École nationale d'administration (réduction du nombre d'élèves) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3960).

Juges administratifs (productivité des -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3946) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3960).

Juges administratifs (recrutement des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3941, 3942) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3945) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3945) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3951) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3958).

Juges administratifs (statut des -) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3941) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3943).

Juridictions administratives (historique des réformes des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3937) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Foyer (Jean)* (p. 3949).

Juridictions administratives (rattachement administratif des -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3944) ; *Foyer (Jean)* (p. 3950, 3951) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3959) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3959, 3960).

Juridictions administratives (réorganisation des -) : *Foyer (Jean)* (p. 3948, 3949).

Jurisprudence administrative (de grands principes de la -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3946) ; *Foyer (Jean)* (p. 3949).

Législation (qualité de la -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3939) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3945) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3957).

Ministère d'avocat (obligation du -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3943) ; *Foyer (Jean)* (p. 3948).

Ministère public (création d'un - auprès des juridictions administratives) : *Foyer (Jean)* (p. 3949).

Procédures administratives (amélioration des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3939) ; *Foyer (Jean)* (p. 3950).

Procédures contentieuses : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3943, 3944) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3941).

Procédures préalables d'admission : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3938) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3943) ; *Foyer (Jean)* (p. 3950) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3959).

Procédures précontentieuses : *Chalandon (Albin)* (p. 3940) ; *Sapin (Michel)* (p. 3952).

Question préjudicielle : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3938) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3945) ; *Foyer (Jean)* (p. 3950).

Recours (délais de - et affaires en instance) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3937) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3939) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3944, 3945) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3945) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3951) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3956) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3957).

Recours en plein contentieux : voir Cours administratives d'appel (compétences des -).

Recours pour excès de pouvoir : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3938) ; *Foyer (Jean)* (p. 3948) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3958) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3958).

Tribunal fiscal (création d'un -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3947) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3958).

Tribunaux administratifs (amélioration de l'organisation et du fonctionnement des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 3940) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3941) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3958).

Discussion des articles (p. 3960).

Avant l'article 1er : amendement n° 5 de la commission (création d'un chapitre Ier) : adopté.

Article 1er *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* (p. 3960) : absence regrettable de cours administratives sur le pourtour méditerranéen ; amendement n° 46 de M. Jean Foyer (tendant à donner compétence aux cours d'appel pour l'ensemble du contentieux administratif) ; amendement n° 40 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (même objet) ; amendement n° 6 rectifié de la commission (extension de la compétence des cours administratives d'appel à l'exception des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales) ; nécessité de faire d'ores et déjà des cours administratives d'appel de véritables juridictions d'appel (p. 3961) ; nécessité de laisser au Gouvernement le soin de retirer au Conseil d'Etat par voie réglementaire certaines matières relevant du contentieux de l'excès de pouvoir pour les transférer aux cours administratives d'appel ; amendement n° 46 : adopté ; amendements nos 40 et 6 rectifiés devenus sans objet ainsi que les amendements n° 1 de M. Jean Foyer et n° 33 de M. Albert Mamy ;

- en conséquence, le texte de l'amendement n° 46 devient l'article 1er.

Article 2 *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* : amendement n° 7 de la commission (remplacement de la notion de chambre administrative d'appel par celle de cour administrative d'appel) (p. 3962) ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 2 de M. Jean Foyer : devenu sans objet ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)* : amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 34 de M. Albert Mamy soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (élaboration d'un code de la juridiction administrative) : retiré ; amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (rattachement de la gestion des tribunaux administratifs et des nouvelles cours d'appel au secrétariat général du Conseil d'Etat) ; nécessité de garantir l'indépendance des juridictions administratives ; garantie d'indépendance non assurée pour les juridictions inférieures par leur rattachement au secrétariat général du Conseil d'Etat (p. 3963) ; rattachement au ministère de la justice indispensable dans l'avenir ; le rattachement au ministère de la Justice indispensable dans l'avenir ; le rattachement au ministère de l'intérieur n'a jamais fait peser le moindre soupçon quant à l'indépendance des magistrats à la juridiction administrative ; amendement tendant à placer les tribunaux administratifs sous la tutelle du Conseil d'Etat ; réflexion du Gouvernement pas encore assez poussée pour choisir entre le rattachement au Conseil d'Etat et la chancellerie ; secrétaire général du Conseil d'Etat ayant l'habitude de gérer parfaitement ledit conseil ; conseil supérieur des tribunaux administratifs pouvant jouer un rôle quant à la garantie d'indépendance des membres des juridictions administratives inférieures (p. 3964) ; amendement n° 36 : rejeté au scrutin public ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 4 : amendement n° 9 de la commission (création d'un chapitre II) : adopté.

Article 4 *(composition des cours administratives d'appel)* : amendement n° 10 de la commission (suppression de l'obligation d'un décret du Président de la République pour nommer les présidents des cours administratives d'appel) : adopté ; amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné : devenu sans objet ; amendement n° 11 de la commission (suppression de la définition des fonctions susceptibles d'être occupées par les membres d'une nouvelle cour administrative) : adopté ; amendement n° 12 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(recrutement sur titres de certains membres des cours administratives d'appel)* (p. 3965) : amendement n° 13 de la commission (extension du recrutement exceptionnel aux agents des collectivités locales) ; amendement n° 42 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à rendre plus restrictives les conditions de recrutement au tour extérieur) ; personnel des tribunaux administratifs de grande qualité ; intégration directe dans les tribunaux administratifs donnant d'excellents résultats ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 42 : devenu sans objet ainsi que l'amendement n° 35 de M. Albert Mamy ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 3966) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(recrutement complémentaire de conseillers de tribunal administratif)* : adopté.

Avant l'article 7 : amendement n° 17 de la commission des lois (création d'un chapitre III) : adopté.

Article 7 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : amendement n° 3 de M. Jean Royer (recevabilité du recours en cassation) ; volonté par cet amendement d'éviter les recours dilatoires ; difficulté de distinguer les recours fondés sur des moyens de droit sérieux et ceux qui sont uniquement dilatoires ; mécanisme de l'amendement trop restrictif (p. 3967) ; objectif du texte étant de permettre une nouvelle organisation du contentieux administratif fondé sur la création d'un deuxième degré de juridiction et non pas uniquement de limiter les affaires venant au Conseil d'Etat ; amendement n° 3 : retiré ; amendement n° 18 de la commission (transformation des jugements des cours administratives d'appel en arrêts) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : amendement n° 19 de la commission des lois (suppression de la référence à l'ordonnance du 31 juillet 1945) : adopté ; amendement n° 43 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (suppression de la procédure préalable d'admission) : rejeté ; amendement n° 38 du Gouvernement (juridiction de renvoi dont la décision a été cassée devant statuer dans une autre formation, sauf exception) (p. 3968) ; amendement n° 20 rectifié de la commission (juridiction de renvoi ne devant pas juger dans la même formation que celle qui a jugé la première affaire cassée devant le Conseil d'Etat) ; amendement n° 38 : rejeté ; amendement n° 20 rectifié : adopté ; amendement n° 21 de la commission (Conseil d'Etat statuant définitivement lors d'un deuxième pourvoi en cassation) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(adaptation terminologique dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)* : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 9 est supprimé.

Article 10 *(question de droit nouvelle justifiant qu'il soit sursis à statuer)* : amendement n° 23 de la commission (suppression de la condition d'urgence) ; amendement n° 39 du Gouvernement (tendant à supprimer le sursis à toutes décisions sur le fond jusqu'à décision du Conseil d'Etat) (p. 3969) ; amendement n° 39 : retiré ; amendement n° 23 : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Article 11 *(application de la loi aux affaires en instance devant le Conseil d'Etat)* : amendement n° 24 de la commission des lois (de suppression) ; amendement tendant à répondre aux exigences de cohérence dans la présentation du texte : adopté ;

- en conséquence, l'article 11 est supprimé.

Article 12 *(prévention du contentieux administratif) :* amendement n° 25 de la commission (tendant à préciser les matières dans lesquelles les procédures précontentieuses seront obligatoires) : adopté ;

– article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 4 de M. Jean Foyer (rattachement des juridictions administratives au ministère de la justice) ; amendement n° 32 de M. Jacques Limouzy (rattachement de l'administration des juridictions administratives au secrétaire général du Conseil d'Etat) ; amendement n° 4 : retiré (p. 3970) ; nécessité de régler dans l'avenir le rattachement des juridictions administratives ; amendement n° 32 : retiré.

Avant l'article 13 : amendement n° 26 de la commission (création d'un chapitre IV) : adopté.

Article 13 *(adaptation terminologique) :* amendement n° 27 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (jugements des cours administratives d'appel rendus par des formations composées majoritairement de magistrats ayant le grade de président) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (rattachement à cet article des dispositions précédentes renvoyées au cours du débat) : adopté (p. 3971) ;

– article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(adaptation terminologique) :* amendement n° 29 de la commission (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, l'article 14 est supprimé.

Après l'article 14 : amendement n° 45 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (attributions des juges administratifs exerçant dans les chambres régionales des comptes identiques à celles des magistrats de ces mêmes chambres) : rejeté.

Article 15 *(adaptations terminologiques) :* amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, l'article 15 est supprimé.

Article 16 *(application de la loi en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie) :* adopté.

Article 17 *(entrée en vigueur de la loi) :* amendement n° 31 de la commission (tendant à insérer dans cet article les dispositions de l'article 11 précédemment supprimées) : adopté ; amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet ;

– article 17, ainsi modifié : adopté (p. 3972).

Seconde délibération du projet de loi [6 octobre 1987] :

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (compétence du Conseil d'Etat, en appel, pour les recours en appréciation de légalité et sur les litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et, décret en Conseil d'Etat pouvant modifier les matières transférées aux cours administratives d'appel) ; adopté au scrutin public ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 1er (p. 3973).

Explications de vote :

Abstention du Front national : *Arrighi (Pascal)* (p. 3974).

Conseil d'Etat (création de formations contentieuses supplémentaires) : *Arrighi (Pascal)* (p. 3974).

Recours (délais de – et affaires en instance) : *Arrighi (Pascal)* (p. 3973, 3974).

Tribunal fiscal (création d'un) : *Arrighi (Pascal)* (p. 3974).

Tribunaux administratifs (amélioration de l'organisation et du fonctionnement des –) : *Arrighi (Pascal)* (p. 3974).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Limouzy (Jacques)* (p. 3974).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3974).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1987] (p. 6808).

Blocs de compétence (nécessité d'instituer des –) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6812).

Conseil d'Etat (productivité du –) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6811).

Contentieux de l'excès de pouvoir : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6808, 6810) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6809) ; *Asensi (François)* (p. 6809) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6810).

Droit administratif en Alsace-Lorraine (spécificités du –) : *Reymann (Marc)* (p. 6810).

Encombrement des juridictions administratives : *Asensi (François)* (p. 6809) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6810, 6811) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6812).

Nombre des chambres administratives d'appel : *Reymann (Marc)* (p. 6809, 6810).

Recrutement dans les cours administratives d'appel : *Chalandon (Albin)* (p. 6809) ; *Asensi (François)* (p. 6809) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6812).

Troisième degré de juridiction : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6810, 6811).

Discussion des articles [4 décembre 1987] (p. 6812).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission des lois (compétence des cours administratives d'appel ; Conseil d'Etat demeurant compétent pour connaître en appel des jugements statuant sur des recours pour excès de pouvoir) (p. 6812) ; adopté au scrutin public ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 6813) ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (suppression de la possibilité offerte aux membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel d'être détachés dans les chambres régionales des comptes) : adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 11 de M. Jean-Claude Martinez (chambres régionales des comptes étant fusionnées en dix chambres interrégionales) (p. 6814) ; rejeté.

Article 4 : adopté.

Article 4 *bis* : amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (présidents des cours administratives d'appel ne pouvant recevoir contre leur consentement une nouvelle affectation) (p. 6815) ; adopté ;

– article 4 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 3 de la commission (suppression de la possibilité offerte aux avocats d'intégrer les cours administratives d'appel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (critères de nomination dans les chambres administratives d'appel) : adopté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* : amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement : devenu sans objet ;

– article 6 *bis*, ainsi modifié : adopté (p. 6816).

Après l'article 6 *bis* : amendement n° 14 du Gouvernement (personnes maintenues en activité après la limite d'âge conservant la rémunération afférente au grade, classe et échelon qu'elles détenaient alors qu'elles ont atteint la limite d'âge) : adopté.

Article 8 : amendement n° 6 de la commission (pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat faisant l'objet d'une procédure préalable d'admission ; admission devant être refusée si le pourvoi est irrecevable ou n'est fondé sur aucun moyen sérieux) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (Conseil d'Etat statuant définitivement lorsque l'affaire fait l'objet d'un second pourvoi en cassation) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 10 : amendement n° 8 de la commission (question de droit nouvelle justifiant qu'il soit sursis à statuer) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Article 18 : amendement n° 12 corrigé de la commission (présidence du Conseil du contentieux administratif de Mayotte) : adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6818).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7911).

Abstention du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7915).

Cours d'appel (compétences des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7911, 7913) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7912) ; *Sapin (Michel)* (p. 7912, 7913).

Juridictions administratives (rattachement administratif des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7911) ; *Sapin (Michel)* (p. 7912).

Question préjudicielle : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7911, 7913) ; *Sapin (Michel)* (p. 7912) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7913).

Recours pour excès de pouvoir : voir cours d'appel (compétences des -).

Recrutement des membres des cours d'appel administratives : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7911).

Vote favorable du groupe socialiste : *Sapin (Michel)* (p. 7913).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7913).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7915).

11. - Proposition de loi n° 1043 relative à la **diffusion** de l'**enregistrement** des **procès relatifs aux crimes contre l'humanité.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Gérard Welzer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Philippe Marchand (3 décembre 1987).

12. - Proposition de loi n° 1196 tendant à mieux préserver les **droits** du **débiteur** et du **créancier** en cas de **saisie immobilière.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. - Proposition de loi n° 1203 tendant à permettre aux **tribunaux administratifs** de fixer, en cas de **recours jugés abusifs, des dommages et intérêts** au profit du **défendeur.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Jean de Lipkowski. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Adoption* **3.**
Communautés européennes **6.**
Déclarations du Gouvernement **3.**

Aide judiciaire

Voir *Questions au Gouvernement* **567.**

Fonctionnement de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **601.**

Maintien en activité des magistrats ayant atteint la limite d'âge

Voir *Magistrature* **5.**

K

KATYN

Massacre d'officiers polonais

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

KLAUS BARBIE

Procès de -

Voir *Questions au Gouvernement* **373, 374, 376.**

KNOBELSPIESS (AFFAIRE)

Voir *Questions au Gouvernement* **310.**

L

LAFAY (Docteur)

Voir *Questions au Gouvernement* **440, 454, 459.**

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir *Communautés européennes* **5, 6.**

Campagne menée contre certains fromages français

Voir *Questions au Gouvernement* **613.**

Vente dans les pharmacies

Voir *Sécurité sociale* **12,** après l'article 4.

LAMBERT (Juge)

Voir *Questions au Gouvernement* **320.**

LANGUES ET CULTURES ÉTRANGÈRES

Voir *Français : langue* **1.**

LANGUES ET CULTURES RÉGIONALES

Voir *Questions orales sans débat* **209.**

LA SEYNE-SUR-MER

Evénements de -

Voir *Rappels au règlement* **755.**

LA VILLETTE

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, vote des crédits, Etat B, titre IV, amendement n° **74.**

LÉGION D'HONNEUR

Anciens combattants de 1914 à 1918

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Anciens combattants.

LE HAVRE (port)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

LE PEN (Jean-Marie)

Sa mise en cause devant les associations d'anciens combattants

Voir *Questions orales sans débat* **283.**

LETTONIE

Voir *Pays baltes.*

LIBAN

Libération de deux otages français au -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Otages français au Liban.
Questions au Gouvernement **544.**

Chrétiens du -

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Voir *Handicapés* **9.**
Rapatriés **2.**
Santé publique **8.**

LIBERTÉS PUBLIQUES

1. - Proposition de loi n° 824 relative à l'**exercice des activités ambulantes** et aux **personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Daniel Le Meur (8 octobre 1987).

Voir *Droits de l'homme et libertés publiques.*

LICENCIEMENT

- et viager

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Suppression de l'autorisation administrative de -

Voir *Questions au Gouvernement* **307.**

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Voir *Rappels au règlement* **566.**

LITTORAL

Protection du -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Environnement.

LITUANIE

Voir *Pays baltes.*

LIMITES D'AGE

Voir *Entreprises publiques* **4.**
Fonctionnaires et agents publics **9.**

LOCATAIRES

Voir *Logement et habitat* **15, 19.**
Questions orales sans débat **183.**

LOGEMENT ET HABITAT

1. - Proposition de loi n° 185 tendant à faciliter l'**accession** des locataires d'habitation à loyer modéré **à la propriété** de leur logement.

Assemblée nationale (première lecture). - Voir table 1986. - Retrait le 2 octobre 1987.

7. - Proposition de loi n° 853 relative à l'**obligation, pour les organismes prêteurs, de vérifier à la mise en place des prêts ou à la libération des fonds la conformité à la législation en vigueur du contrat de construction de maisons individuelles.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Alain Moyne-Bressand. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (21 mai 1987).

8. - Proposition de loi n° 858 relative aux **procédures d'expropriation** et à l' **indemnisation des personnes expropriées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Georges Delfosse. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henry Jean-Baptiste (4 juin 1987).

9. - Proposition de loi n° 860 tendant à **diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale devenues trop élevées au regard des ressources des acquéreurs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Guy Malandain et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain (14 mai 1987).

10. - Proposition de loi n° 870 tendant à **modifier** les articles 79 et 80 de **la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,** afin de permettre **la globalisation des financements du logement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jean-Pierre Roux. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean Besson (14 mai 1987).

11. - Proposition de loi n° 719 tendant à assurer **le logement des personnes et familles les plus défavorisées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean-Pierre Delalande et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. - Proposition de loi n° 810 tendant à instituer **le droit au logement** et à définir les modalités de sa mise en œuvre concrète.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Paul Chomat (3 décembre 1987).

13. - Proposition de loi n° 903 tendant à favoriser l'**accession à la propriété** des **locataires de logements sociaux gérés par les offices d'habitations à loyer modéré.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Alain Griotteray. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Adrien Durand (12 novembre 1987).

14. - Proposition de loi n° 905 tendant à faciliter le **logement familial.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Christian Baeckeroot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Schenardi (26 novembre 1987).

15. - Proposition de loi n° 981 tendant à favoriser la **reprise d'un logement loué pour le destiner à l'usage d'habitation des ascendants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Pierre Chantelat. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Xavier Hunault (26 novembre 1987).

16. - Projet de loi n° 1025 modifiant l'article **L. 313-1** du **code de la construction** et de l'**habitation** et portant création de l'**agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Guy Malandain (20 novembre 1987). - Rapport n° **1097** (3 décembre 1987). - Discussion les 11 et 17 décembre 1987. - Adoption le 17 décembre 1987. - Projet de loi n° **211.**

Sénat (première lecture) n° **185** (1987-1988). - Dépôt le 18 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. André Bohl. - Rapport n° **188** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. José Balarello. - Avis n° **200** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **77.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1179.** - Dépôt le 22 décembre 1987. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 23 décembre 1987 (p. 15046)]. - Réunion le 22 décembre 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. René Beaumont. - Rapport n° **1185** (22 décembre 1987). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **240.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. André Bohl. - Rapport n° **216.** - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **87.**

Loi n° 87-1128 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 9).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 1987] (p. 7192, 7213) et [17 décembre 1987] (p. 7619).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7194, 7202) ; *Raoult (Eric)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7202, 7203) ; rejetée au scrutin public (p. 7203).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Chomat (Paul)* (p. 7213, 7222) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 7223) ; *Malandain (Guy)* (rapporteur) (p. 7223) ; rejetée au scrutin public (p. 7224).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) : *Jarosz (Jean)* (p. 7623, 7627) ; *Raoult (Eric)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7627) ; rejetée (p. 7627).

Agence nationale pour la participation des employeurs : *Malandain (Guy)* (p. 7193) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7223) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7224, 7225) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7226) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7623) ; *Raoult (Eric)* (p. 7627).

Bâtiment (secteur du -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7199) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7225) ; *Raoult (Eric)* (p. 7627).

Comité interprofessionnel du logement (gestion) : *Malandain (Guy)* (p. 7193) ; *Raoult (Eric)* (p. 7202, 7203) ; *Chomat (Paul)* (p. 7214) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7222) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7224) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621, 7622).

Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) : *Malandain (Guy)* (p. 7192, 7193) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7196) ; *Raoult (Eric)* (p. 7202) ; *Chomat (Paul)* (p. 7214) ; *Virapoullé* (Jean-Paul) (p. 7223) ; *Roux (Jacques)* (p. 7619) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621, 7622) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7622).

Commission de la production et des échanges (travail et rapport de la -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7624, 7625, 7626) ; *Malandain (Guy)* (p. 7625).

Entreprises (taux de participation des - à l'effort de construction) : *Malandain (Guy)* (p. 7192, 7193, 7223, 7623) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7196) ; *Raoult (Eric)* (p. 7202, 7627) ; *Chomat (Paul)* (p. 7221) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7222) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7224) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7226) ; *Roux (Jacques)* (p. 7619) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7622, 7623) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7623, 7624).

Etrangers (aides au logement des -) : *Raoult (Eric)* (p. 7202) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7225) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7226, 7227).

Fonds de garantie : *Malandain (Guy)* (p. 7193) ; *Raoult (Eric)* (p. 7202) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7223) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7623).

Habitat (amélioration de l' -) : *Chomat (Paul)* (p. 7218, 7219, 7220).

Habitations à loyer modéré et logements sociaux : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7198, 7200) ; *Chomat (Paul)* (p. 7215) ; *Roux (Jacques)* (p. 7619, 7620) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621).

Logement (aides au -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7198) ; *Chomat (Paul)* (p. 7215, 7216) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621).

Logement (crise du -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7197, 7198) ; *Chomat (Paul)* (p. 7217, 7219, 7220) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7225).

Logement (droit au -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7194, 7195) ; *Chomat (Paul)* (p. 7216, 7217).

Loyers (niveau des -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7198, 7200) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7197) ; *Chomat (Paul)* (p. 7199, 7218) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7225).

Outre-mer (logement) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7223).

Partenaires sociaux (position et rôle des -) : *Malandain (Guy)* (p. 7293, 7627) ; *Roux (Jacques)* (p. 7621) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7625, 7626).

Parti communiste (proposition du -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7200, 7201, 7202).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Schenardi : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7213).

Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives) : *Malandain (Guy)* (p. 7192, 7223) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7194, 7199) ; *Chomat (Paul)* (p. 7213, 7214, 7215, 7217, 7220, 7221, 7222) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7224, 7225) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7226) ; *Fèvre (Charles)* (p. 7622).

Un pour cent logement (emploi et affectation du -) : *Malandain (Guy)* (p. 7194) ; *Chomat (Paul)* (p. 7222) ; *Roux (Jacques)* (p. 7619) ; *Guyard (Jacques)* (p. 7621, 7622) ; *Durupt (Job)* (p. 7622).

Union nationale interprofessionnelle du logement (U.N.I.L.) : *Malandain (Guy)* (p. 7192, 7193) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7225).

Discussion des articles [17 décembre 1987] (p. 7628, 7688).

Avant l'article 1er : amendement n° 54 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (abrogation de la loi du 23 décembre 1986) ; hausse des loyers tant dans le secteur privé que dans le secteur H.L.M. ; rejeté ; amendement n° 55 de M. Paul Chomat soutenu par M. Robert Montdargent (contrat de location ne pouvant être rompu lorsqu'une réservation a été effectuée au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) ; rappel de la décision de la Cour d'appel de Paris relative à un litige opposant un organisme collectif, un marchand de biens et une caisse de retraite ; rejeté (p. 7628) ; amendement n° 56 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (logements réservés au titre du 1 p. 100 ne pouvant être vendus que dans les conditions légales régissant la vente des logements H.L.M.) : rejeté ; amendement n° 13 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (implication financière obligatoire des organismes réservataires) ; amendement répondant aux motivations suivantes : orientation du 1 p. 100 vers le secteur du logement social, contributions pouvant engager de façon décisive une opération de réhabilitation, participation permettant de dégager des moyens de financement peu coûteux ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Paul Chomat soutenu par M. Robert Montdargent (modification de l'attribution des logements sociaux) ; salariés dépossédés du 1 p. 100 ; salariés orientés vers des communes où ils ne souhaitent pas résider (p. 7629) ; organisme H.L.M. se trouvant dans des situtations difficiles à cause de la politique du logement ; clé de répartition de la mise à disposition des logements ; logements sociaux implantés uniquement dans quelques villes des départements ; regret que la dotation globale de fonctionnement ne compense que très partiellement la charge des communes acceptant d'accueillir des personnes dans des logements sociaux ; devoir d'information existant par le biais du comité départemental de l'habitat ; répartition des logements locatifs devant être faite que soit ou non versé le 1 p. 100 ; discussion directe entre les mairies, les organismes H.L.M. et les organismes collecteurs permettant de réaliser un rééquilibrage de la population (p. 7630) ; municipalités ne disposant que d'un faible contingent de logements alors qu'elles sont en permanence saisies de demandes de la part de leurs administrés ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 16 de M. Paul Chomat soutenu par M. Robert Montdargent (prérogatives au comité d'entreprise en matière d'affectation et de mode d'investissement de la contribution de l'entreprise à l'effort de construction) ; excessive centralisation du 1 p. 100 ; 1 p. 100 réservé aux dirigeants d'entreprise ; salariés souhaitant obtenir au titre du 1 p. 100 un logement locatif alors que l'entreprise en réserve le bénéfice à l'accession à la propriété ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (composition des conseils d'administration) ; salariés exclus de la gestion du 1 p. 100 (p. 7631) ; nécessité d'obtenir une composition démocratique des conseils d'administration des C.I.L. ; problèmes juridiques posés par un tel amendement ; concertation entre les partenaires sociaux afin d'instaurer un plus grand paritarisme ; rejeté ; amendement n° 17 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à réserver en priorité les logements attribués au titre du 1 p. 100 aux demandeurs qui résident où sont implantés ces logements) (p. 7632) ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation du 1 p. 100) ; 1 p. 100 accaparé par le patronat ; rejeté ; amendement n° 19 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (modification de l'appellation de la contribution du 1 p. 100) ; taux réel de participation des entreprises s'évaluant à 0,42 p. 100 (p. 7633) ; déclarations syndicales relatives à la réforme ; appellation 1 p. 100 inexacte puisque ce taux est à 0,70 p. 100 et atteindra 0,72 p. 100 par le projet de loi ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. Jean Guyard ; **rappel au règlement** de M. Robert Montdargent (p. 7634) ; réponse du président de séance aux rappels au règlement.

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction) :* distribution adoptée par la loi de 1985 différente de celle envisagée ; raisons pour lesquelles la baisse du taux s'est conjugée avec l'augmentation de la masse financière disponible ; amendement n° 40 de M. Guy Malandain (tendant à conserver un volume de participation indexé) ; taux effectif de 0,42 p. 100 (p. 7635) ; autorégulation nécessaire ; charges sociales des entreprises ; retard pris dans l'investissement induisant un manque de compétitivité des entreprises ; rejeté ; volonté du rapporteur de travailler avec la majorité ; néanmoins, l'existence de rupture touchant à des problèmes fondamentaux l'empêchent de continuer sa fonction (p. 7636) ; estime qu'avec le refus de l'amendement n° 40 le point de rupture est atteint ; démissionne de sa fonction de rapporteur et rejoint sa place de député ; M. Ladislas Poniatowski supplée M. Guy Malandain en tant que rapporteur ; M. Malandain est remercié pour la qualité de son travail ; amendement n° 21 rectifié de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (augmentation du taux) (p. 7637) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Schenardi (diminution du taux) ; nécessité de diminuer les charges des entreprises ; syndicats patronaux favorables au taux adopté par le projet ; rejeté ; amendement n° 41 de M. Guy Malandain (taux de la contribution fixé par la loi de finances) (p. 7638) ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Schenardi (adoption du principe de la préférence nationale pour l'affectation du 1 p. 100) ; nécessité de préserver le 1 p. 100 aux seules populations françaises du fait de la crise du logement ; adoption d'un tel amendement contraire à l'aide au logement en faveur des travailleurs immigrés ; amendement opposé aux traditions nationales d'accueil (p. 7639) ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot ; amendement n° 28 rejeté au scrutin public ; amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Schenardi (fractions du 1 p. 100 réservées en priorité au logement des salariés français les plus défavorisés) (p. 7640) ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot ; amendement n° 29 rejeté au scrutin public ; amendement n° 50 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à rendre obligatoire l'affectation du 1/9 de la contribution des employeurs au logement de la population étrangère) ; amendement n° 51 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à faire bénéficier aux Français les plus défavorisés une partie du 1/9 réservé aux immigrés) (p. 7641) ; nécessité d'octroyer une aide au retour aux chômeurs immigrés ; nécessité de permettre aux Français de trouver un travail ; quart-monde en France représentant six millions de Français ; amendements nos 50 et 51 : retirés ; amendements identiques n° 1 de la commission soutenu par M. Ladislas Poniatowski et 42 de M. Guy Malandain (tendant à mettre un terme à l'exclusion de fait des salariés de P.M.E. au bénéfice du 1 p. 100 logement par la création d'un fonds de péréquation) (p. 7642) ; problème qui n'est pas limité aux seules entreprises de moins de dix salariés ; amendement tendant à rigidifier à l'excès le système ; déséquilibre entre les sommes versées et les prêts accordés selon la taille des entreprises ; entreprises de petite dimension ne pouvant pas faire bénéficier leurs salariés de leurs versements ; rejetés ; amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Schenardi (tendant à réserver l'affectation des fonds au logement aux salariés français) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 43 de M. Guy Malandain (taux de participation des entreprises) (p. 7643) ; amendement tendant à faire du maintien du 0,77 p. 100 une disposition dérogatoire ; rejeté ;

– article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 66 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à maintenir le bénéfice de l'aide personnalisée au logement en cas de renégociation des prêts) ; difficultés de certaines familles ayant accédé à la propriété dans les années 80 du fait des taux élevés des prêts d'accession à la propriété ; Gouvernement ayant pris une série de mesures pour remédier à cet état ; rejeté ; amendement n° 92 de M. Paul Chomat soutenu par M. Robert Montdargent (tendant à donner des moyens aux associations de locataires d'assumer leurs activités) : rejeté (p. 7644) ; amendement n° 94 de M. Paul Chomat soutenu par M. Robert Montdargent (démocratisation des conseils d'administration des sociétés H.L.M.) : rejeté ; amendement n° 58 de M. Paul Chomat soutenu par M. Robert Montdargent (limitation de la hausse des loyers) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (diminution du taux d'intérêt des prêts aidés à l'accession à la propriété contractés avant le 1er janvier 1986) : rejeté ; amendement n° 65 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (même objet) (p. 7645) ; rejeté ; amendement n° 105 du Gouvernement (tendant à garantir le statut locatif de l'immeuble financé par le 1 p. 100 et les droits du réservataire sans recourir à une procédure judiciaire) : adopté (p. 7646).

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) :* dernier congrès de l'U.N.I.L. mettant en exergue les difficultés de gestion du 1 p. 100 ; actions réalisées par certains C.I.L. complètement en dehors de leur rôle normal ; amendement n° 23 de

M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) ; article renforçant la tutelle de l'Etat (p. 7689) ; rejeté ; *article L. 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'agence nationale) :* amendement n° 2 de la commission (tendant à affirmer plus clairement la nature juridique de l'agence nationale et ses missions) ; sous-amendement n° 33 de M. Jacques Guyard soutenu par M. Guy Malandain à l'amendement n° 2 de la commission (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») ; sous-amendement n° 39 de M. Michel Gonelle soutenu par M. Eric Raoult à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mission de coordination de l'agence nationale) (p. 7690) ; sous-amendement n° 33 : retiré ; sous-amendement n° 39 : retiré ; amendement n° 2 : adopté ; *après l'article L. 313-7 :* amendement n° 3 de la commission (soumission des C.I.L. aux dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises) ; amendement n° 44 de M. Guy Malandain (même objet) ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 44 : satisfait ; *article L. 313-8 (emploi des fonds prioritaires) :* amendements identiques n° 4 de la commission et n° 45 de M. Guy Malandain (tendant à atténuer le caractère centralisé du dispositif en créant des comités départementaux chargés de transmettre des propositions sur l'emploi des fonds) (p. 7691) ; création de nouveaux comités introduisant un facteur supplémentaire de rigidité ; rejetés ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *après l'article L. 313-8 :* amendement n° 6 de la commission (gestion du fonds de péréquation par l'agence nationale) ; sous-amendement n° 34 de M. Jacques Guyard à l'amendement n° 6 de la commission (tendant à substituer au mot « employeurs » le mot « entreprises ») ; amendement n° 46 de M. Guy Malandain (gestion du fonds de péréquation par l'agence nationale) ; amendements n° 6 et 46 : et sous-amendement n° 34 : devenus sans objet ; *article L. 313-9 (fonds de garantie) :* amendement n° 7 de la commission (taux prélevé pour le fonds de garantie fixé par le conseil d'administration de l'agence) (p. 7692) ; adopté ; amendement n° 31 de M. Jean-Pierre Schénardi (création d'un fonds spécifique en vue d'opérations socialement innovantes) : rejeté ; *article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale) :* amendement n° 24 rectifié de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (représentation majoritaire des salariés dans le conseil d'administration de l'agence) ; amendement n° 103 de M. René Beaumont soutenu par M. Pierre Montastruc (représentation majoritaire des employeurs au sein du conseil d'administration de l'agence) ; sous-amendement n° 106 de M. Guy Malandain à l'amendement n° 103 de M. Beaumont (représentation des collectivités locales) (p. 7693) ; amendement n° 24 rectifié : rejeté ; sous-amendement n° 106 : rejeté ; amendement n° 103 : rejeté ; amendement n° 47 de M. Guy Malandain (représentation tripartite du conseil d'administration de l'agence) : devenu sans objet ; amendement n° 104 de M. René Beaumont soutenu par M. Pierre Montastruc (présidence de l'agence réservée à un représentant des organisations d'employeurs) : rejeté ; *article 313-11 (financement du fonctionnement de l'agence nationale) :* amendement n° 8 de la commission (taux du prélèvement servant à financer le fonctionnement de l'agence fixé par le conseil d'administration de cette même agence) (p. 7694) ; adopté ; *article L. 312 (sanctions applicables aux C.I.L.) :* amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 48 de M. Guy Malandain (pouvoirs du ministre pour le retrait de l'agrément accordé aux C.I.L.) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (avis obligatoire de l'agence nationale avant le retrait de l'agrément par le ministre) : adopté ; *article L. 313-13 (conséquences du retrait d'agrément) :* dissolution d'un C.I.L. ; amendement n° 11 de la commission (choix par l'agence nationale du C.I.L. auquel sont transférés l'actif et le passif d'un C.I.L. dont l'agrément a été retiré) : adopté ; amendement n° 35 de M. Jacques Guyard soutenu par M. Guy Malandain (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») (p. 7695) ; retiré ; amendement n° 12 de la commission (pouvoirs donnés au ministre de demander au juge de prononcer la dissolution d'un C.I.L.) : adopté ; amendement n° 37 de M. Michel Gonelle soutenu par M. Eric Raoult (avis du conseil d'administration de l'agence nationale) : retiré ; *article L. 313-15 (décret en Conseil d'Etat) :* amendement n° 38 de M. Michel Gonelle soutenu par M. Eric Raoult (suppression de la fin du texte proposé pour l'article L. 313-15) : rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 32 du Gouvernement (conservation du dispositif juridique actuel pendant la période transitoire) : adopté ; amendement n° 49 de M. Guy Malandain (pouvoirs du comité d'entreprise quant à la désignation de son représentant à l'assemblée générale de l'organisme collecteur) (p. 7696) ; rejeté.

Titre *(projet de loi modifiant l'article 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) :* amendement n° 36 de M. Jacques Guyard soutenu par M. Guy Malandain (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») : retiré.

Explication de vote (p. 7697).

Agence nationale pour la participation des employeurs : *Malandain (Guy)* (p. 7698).

Bâtiment (secteur du -) : *Pelchat (Michel)* (p. 7698).

Entreprises (taux de contribution des - à l'effort de construction) : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7697) ; *Malandain (Guy)* (p. 7698) ; *Pelchat (Michel)* (p. 7699).

Etrangers (aides au logement des -) : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7697) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7699).

Partenaires sociaux (rôle des -) : *Malandain (Guy)* (p. 7698).

Parti communiste (propositions du -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7698).

1 p. 100 logement (histoire, rôle, bilan et perspectives) : *Jarosz (Jean)* (p. 7698) ; *Malandain (Guy)* (p. 7698).

1 p. 100 logement (emploi et affectation du -) : *Malandain (Guy)* (p. 7698) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7699).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Pelchat (Michel)* (p. 7699).

Vote hostile du groupe communiste : *Jarosz (Jean)* (p. 7698).

Vote hostile du groupe du Front national : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 7698).

Vote hostile du groupe socialiste : *Malandain (Guy)* (p. 7698).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7699).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1987] (p. 8060).

Agence nationale pour la participation des employeurs : *Beaumont (René)* (p. 8060, 8061).

Entreprises (taux de participation des - à l'effort de construction) : *Beaumont (René)* (p. 8060) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 8061).

Sociétés concessionnaires d'autoroutes (assujettissement aux mêmes règles que les sociétés d'économie mixte locales permettant aux collectivités locales de demeurer majoritaires) : *Beaumont (René)* (p. 8061).

Un pour cent logement (bilan et enjeux) : *Beaumont (René)* (p. 8060) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 8061).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8061).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 8062).

17. - Proposition de loi n° 1119 tendant à permettre aux **receveurs, receveurs ruraux** et **chefs de centre** des postes et télécommunications d'accéder à la propriété d'une **résidence principale** et à exclure le **logement de fonction** des **barèmes d'imposition.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

18. - Proposition de loi n° 1188 tendant à faire bénéficier les **locataires français** de l' **accession gratuite à la propriété** de certains logements sociaux gérés par les **offices d'habitation à loyer modéré.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Jean-Pierre Schénardi. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Schenardi (3 février 1988).

19. - Proposition de loi n° 1194 tendant à modifier les articles L. 442-8 et L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, afin de **faciliter** la **sous-location** par les organismes mentionnés à l'article L. 411-2 dudit code aux **personnes âgées** ou **handicapées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Gérard Larrat et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. René Beaumont (3 février 1988).

20. - Proposition de loi n° 1218 tendant à améliorer les **conditions de financement** des **opérations d'accession à la propriété des logements sociaux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Jacques Bichet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Famille* **4.**
Impôts et taxes **9.**
Investissement locatif.
Questions au Gouvernement **535.**
Rapatriés **2.**
Urbanisme **2.**

Accession à la propriété

Voir *Questions orales sans débat* **182.**

Droit au logement

Voir *Logement et habitat* **13.**

Duplex (caserne)

Voir *Questions au Gouvernement* **478.**

Évolution des loyers

Voir *Urbanisme* **2,** Explications de vote.

Financement de l'habitat en secteur diffus

Voir *Questions au Gouvernement* **401.**

Hausse des loyers

Voir *Questions au Gouvernement* **309, 460.**
Questions orales sans débat **277.**

Logement des fonctionnaires

Voir *Questions orales sans débat* **316.**

- meublés

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 60 : amendement n° 205.

O.P.A.H.

Voir *Questions au Gouvernement* **401.**

Quartiers dégradés

Voir *Questions au Gouvernement* **552.**

Réductions d'impôt

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, avant l'article 60 : amendements n°s 283 et 7.

Renégociation des taux d'intérêt pour les prêts immobiliers

Voir *Questions au Gouvernement* **299, 341.**
Questions orales sans débat **268, 260.**

Situation financière des H.L.M.

Voir *Questions au Gouvernement* **557.**

Vente de terrains dans la région parisienne

Voir *Questions au Gouvernement* **478.**

LOGEMENT SOCIAL

Voir *Logement et habitat* **10, 15, 18, 20.**
Questions au Gouvernement **375.**
Rapatriés **2.**

- des personnes défavorisées

Voir *Questions orales sans débat* **262.**

Hausses des loyers

Voir *Questions au Gouvernement* **317.**

LOGICIELS

Copie de -

Voir *Droit pénal* **7,** deuxième lecture, après l'article unique.
Droit pénal **15.**
Questions orales sans débat **334.**

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1987

Crédits consacrés aux missions d'information du Premier ministre

Voir *Questions au Gouvernement* **604.**

LOI MÉHAIGNERIE

Voir *Questions orales sans débat* **183.**

LOIS DE FINANCES

3. - Proposition de loi organique n° 828 tendant à compléter l'ordonnance 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** pour permettre le **développement des contributions volontaires aux grandes causes nationales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 juin 1987 par MM. Jean-Pierre Delalande et Bernard Stasi. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (1er juillet 1987).

4. - Projet de loi de finances n° 941 pour 1988.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre, Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères ; à la commission de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; à la commission de la production et des échanges (8 octobre 1987).

Rapport général n° 980 (8 octobre 1987).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Robert André Vivien.

Tome I. - Rapport général.

Tome II. - Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
I. - BUDGET GÉNÉRAL		
1. - Dépenses civiles		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	M. Jean-François MANCEL	I
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI : - emploi	M. Jean BOUSQUET	2
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI : - formation professionnelle	M. Gérard BAPT	3
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI : - santé et famille	M. Guy BECHE	4
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI : - section commune - affaires sociales	M. Arthur DEHAINE	5
AGRICULTURE : - dépenses ordinaires	M. Michel COINTAT	6
AGRICULTURE : - dépenses en capital	M. Jean PRORIOL	7
ANCIENS COMBATTANTS	M. Gérard TREMEGE	8
COOPÉRATION	M. Jacques SOURDILLE	9
CULTURE ET COMMUNICATION : - communication et radio-télévision	M. Jean de PREAUMONT	10
CULTURE ET COMMUNICATION : - culture	M. Jean de GAULLE	II
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : - départements d'outre-mer	M. Jean-Paul de ROCCA SERRA	12
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : - territoires d'outre-mer	M. Alexandre LEONTIEFF	13
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION : - charges communes	M. Edmond ALPHANDERY	14
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION : - commerce et artisanat	M. Jean-Louis DUMONT	15
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION : - commerce extérieur	M. Claude GERMON	16
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION : - privatisation	M. Alain GRIOTTERAY	17
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION : - services financiers	M. Philippe AUBERGER	18
ÉDUCATION NATIONALE : - enseignement scolaire	M. Jean-Claude MARTINEZ	19
ÉDUCATION NATIONALE : - enseignement supérieur	M. Yves FREVILLE	20
ÉDUCATION NATIONALE : - recherche	M. Jean GIARD	21
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS : - aménagement du territoire	M. Jean-Pierre BALLIGAND	22
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS : - aviation civile et météorologie - budget annexe de la navigation aérienne	M. Gilbert GANTIER	23
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS : - environnement	M. Alain RICHARD	24
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS : - services communs - transports terrestres	M. Michel BARNIER	25
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS : - urbanisme et logement	M. Maurice LIGOT	26
INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TOURISME : - industrie	M. Philippe VASSEUR	27
INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TOURISME : - tourisme	M. Pascal ARRIGHI	28

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
INTÉRIEUR :		
- administration générale et collectivités locales	M. André ROSSI	29
INTÉRIEUR :		
- sécurité	M. Jacques FERON	30
JUSTICE	M. Raymond MARCELLIN	31
MER	M. Antoine RUFENACHT	32
PREMIER MINISTRE :		
- conseil économique et social	M. Michel MARGNES	33
PREMIER MINISTRE :		
- jeunesse et sports	M. Eric RAOULT	34
PREMIER MINISTRE :		
- Plan	M. Jacques ROGER-MACHART	35
PREMIER MINISTRE :		
- secrétariat général de la défense nationale	M. Michel COINTAT	36
PREMIER MINISTRE :		
- fonction publique		
- services généraux	M. Bruno DURIEUX	37
2. - Dépenses militaires		
DÉFENSE :		
- titre III	M. Yves GUENA	38
- titres V et VI	M. Arthur PAECHT	39
II. - BUDGETS ANNEXES		
IMPRIMERIE NATIONALE - JOURNAUX OFFICIELS	M. Alain VIVIEN	40
LÉGION D'HONNEUR - ORDRE DE LA LIBÉRATION	M. Alain BONNET	41
MONNAIES ET MÉDAILLES	M. Jean JAROSZ	42
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	M. François d'AUBERT	43
PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES	M. Alain RODET	44
III. - DIVERS		
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION :		
- comptes spéciaux du Trésor	M. Georges TRANCHANT	45
TAXES PARAFISCALES	M. Raymond DOUYÈRE	46
AVIS		
Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 961 (8 octobre 1987)		
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI :		
- Emploi	Mme Christiane PAPON	I
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI :		
- formation professionnelle	M. Jacques LEGENDRE	II
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI :		
- protection sociale	M. Claude ÉVIN	III
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI :		
- santé et famille	M. Michel HANNOUN	IV
ANCIENS COMBATTANTS :		
	M. Guy HERLORY	V
CULTURE ET COMMUNICATION :		
- communication	M. Michel PELCHAT	VI
CULTURE ET COMMUNICATION :		
- culture	M. Jean-Paul FUCHS	VII
ÉDUCATION NATIONALE :		
- enseignement scolaire	M. René COUANAU	VIII
ÉDUCATION NATIONALE :		
- enseignement supérieur	M. Jean-Claude CASSAING	IX
ÉDUCATION NATIONALE :		
- recherche	M. Jean-Michel DUBERNARD	X
PREMIER MINISTRE :		
- jeunesse et sports	M. Georges HAGE	XI
PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES :	M. Germain GENGENWIN	XII

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
Commission des affaires étrangères, avis n° 962 (8 octobre 1987)		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES : - affaires européennes	M. Jean-Marie DAILLET	I
AFFAIRES ÉTRANGÈRES : - relations culturelles	M. Xavier DENIAU	II
PREMIER MINISTRE : - francophonie	M. Xavier DENIAU.	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES : - services diplomatiques et généraux	M. Jean-François DENIAU	III
AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI : - immigration	M. Daniel GOULET	IV
AGRICULTURE	M. Gérard BORDU	V
COOPÉRATION	M. Guy VADEPIED	VI
CULTURE ET COMMUNICATION	Mme Catherine LALUMIÈRE	VII
DÉFENSE	M. Alain PEYREFITTE	VIII
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATIONS : - commerce extérieur	M. Aymeri de MONTESQUIOU	IX
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS : - aviation civile et météorologie ; navigation aérienne	M. Bruno GOLLNISCH	X
MER	M. Louis LE PENSEC	XI
PREMIER MINISTRE : - droits de l'homme	M. Claude-Gérard MARCUS	XII
Commission de la défense nationale et des forces armées, avis n° 963 (8 octobre 1987)		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	M. Loïc BOUVARD	I
INTÉRIEUR : - défense civile	Mme Florence d'HARCOURT	II
PREMIER MINISTRE : - secrétariat général de la défense nationale	M. Michel PEYRET	III
DÉFENSE : - air	M. Gérard FUCHS	IV
DÉFENSE : - espaces et forces nucléaires	M. Jacques BAUMEL	V
DÉFENSE : - gendarmerie	M. Robert POUJADE	VI
DÉFENSE : - forces terrestres	M. Jean BRIANE	VII
DÉFENSE : - marine	M. Jean BROCARD	VIII
DÉFENSE : - personnel militaire et service national	M. Guy-Michel CHAUVEAU	IX
DÉFENSE : - recherche et industrie d'armement	M. Jean-Pierre BECHTER	X
DÉFENSE : - soutien général des forces	M. Jacques PEYRAT	XI
Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 964 (8 octobre 1987)		
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : - départements d'outre-mer	M. Gérard LÉONARD	I
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : - territoires d'outre-mer	M. Henry JEAN-BAPTISTE	II
INTÉRIEUR : - administration générale et collectivités locales	M. Pascal CLÉMENT	III
INTÉRIEUR : - sécurité	M. Yvan BLOT	IV
JUSTICE : - administration centrale et services judiciaires	M. Pierre PASQUINI	V
JUSTICE : - administration pénitentiaire et éducation surveillée	M. Gilbert BONNEMAISON	VI
PREMIER MINISTRE : - fonction publique	M. Alain LAMASSOURE	VII

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
Commission de la production et des échanges, avis n° 965 (8 octobre 1987)		
AGRICULTURE	M. Alain MAYOUD	I
AGRICULTURE :		
- industries agro-alimentaires	M. Gérard CÉSAR	II
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER	M. Pierre MICAUX	III
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION :		
- commerce et artisanat	M. Jean-Paul CHARIÉ	IV
ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION :		
- commerce extérieur	M. Jean-Pierre DESTRADE	V
ÉDUCATION NATIONALE :		
- recherche	M. Robert CHAPUIS	VI
EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS :		
- aménagement du territoire	M. Jean ROYER	VII
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS :		
- aviation civile et météorologie ; navigation aérienne	M. Claude LABBÉ	VIII
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS :		
- environnement	M. Georges LE BAILL	IX
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS :		
- transports terrestres	M. Franck BOROTRA	X
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS :		
- urbanisme et logement	M. Charles FEVRE	XI
INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TOURISME :		
- industrie	M. Pierre WEISENHORN	XII
INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TOURISME :		
- tourisme	M. Léonce DEPREZ	XIII
MER	M. Jean LACOMBE	XIV
PREMIER MINISTRE :		
- plan	M. Jean-Pierre SCHENARDI	XV
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	M. Ladislas PONIATOWSKI	XVI
PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES	M. Marcel RIGOUT	XVII

Discussion générale et première partie : les 13, 14, 15 et 16 octobre 1987. **Seconde délibération** des articles 7 *bis*, 11, 30 et état A. Adoption en seconde délibération en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement, par un seul vote de l'amendement n° 1 supprimant l'article 7 *bis*, l'article 11 modifié par l'amendement n° 2 et l'article 30 et état A modifiés par l'amendement n° 3, le 16 octobre 1987.

Discussion de la deuxième partie les 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 et 30 octobre 1987 ; les 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 12 et 13 novembre 1987. **Seconde délibération** des articles 32 et état B, 33 et état C, 40, 60 A, 61 *ter*, 66 *bis*, 66 *quater*, 67 *bis*, 30 et état A. Adoption le 13 novembre 1987.

Projet de loi n° **175.**

Sénat (première lecture) n° **92** (1987-1988). - Dépôt le 16 novembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur général : M. Maurice Blin. - **Rapport général n° 93** (1987-1988) (16 novembre 1987).

Tome I. - Le budget de 1988 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. - Observations de la Commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes. (M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur).

Tome II. - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances).

Tome III. - Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances).

RAPPORTEURS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
I. - BUDGETS CIVILS		
A. - **Budget général**		
Affaires étrangères	Josy MOINET	1
Affaires sociales et emploi :		
I. - Section commune	Jacques MOSSION	2
II. - Affaires sociales	Jacques OUDIN	3
III. - Emploi	Jacques MOSSION	2

BUDGETS	RAPPORTEURS SPÉCIAUX	NUMÉROS des annexes
Agriculture	Roland du LUART	4
Anciens combattants	Emmanuel HAMEL	5
Coopération	André-Georges VOISIN	6
Culture et communication :		
Culture	Raymond BOURGINE	7
Communication	Jean CLUZEL	8
Départements et territoires d'outre-mer	Henri GOETSCHY	9
Economie, finances et privatisation :		
I. - Charges communes	André FOSSET	10
II. - Services financiers	Michel MANET	11
Commerce extérieur	Tony LARUE	12
III. - Commerce et artisanat	René BALLAYER	13
Education nationale :		
I. - Enseignement scolaire	Jacques DELONG	14
II. - Recherche et enseignement supérieur		
1. Recherche	Pierre CROZE	15
2. Enseignement supérieur	Jacques DESCOURS DESACRES	16
Equipement, logement, aménagement du territoire et transports :		
I. - Urbanisme, logement et services communs	Michel DURAFOUR	17
II. - Routes et sécurité routière	Robert SCHWINT	18
III. - Aménagement du territoire	Geoffroy de MONTALEMBERT	19
IV. - Transports :		
1. Aviation civile	Marcel FORTIER	20
2. Transports terrestres	Mlle Irma RAPUZZI	21
Voies navigables	Robert SCHWINT	22
3. Météorologie	Marcel FORTIER	20
V. - Environnement	Robert VIZET	23
Industrie et tourisme :		
I. - Industrie	Jean-François PINTAT	24
II. - Tourisme	Roger CHINAUD	25
Intérieur :		
Administration centrale et sécurité	Joseph RAYBAUD	26
Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	Bernard PELLARIN	27
Justice	Georges LOMBARD	28
Mer :		
Marine marchande	René REGNAULT	29
Ports maritimes	Tony LARUE	30
Services du Premier ministre :		
I. - Services généraux	Maurice COUVE de MURVILLE	31
II. - S.G.D.N.	Emmanuel HAMEL	32
III. - Conseil économique et social	Mme Paulette FOST	33
IV. - Plan	Gérard DELFAU	34
Economie sociale	Robert VIZET	35
V. - Jeunesse et sports	Stéphane BONDUEL	36
B. - Budgets annexes		
Imprimerie nationale	Robert VIZET	37
Journaux officiels	Mme Paulette FOST	38
Légion d'honneur. - Ordre de la Libération	Louis PERREIN	39
Navigation aérienne	Marcel FORTIER	40
Monnaies et médailles	Louis PERREIN	41
Postes et télécommunications	Henri TORRE	42
Prestations sociales agricoles	Roland du LUART	43
II. - DEFENSE		
Exposé d'ensemble	Jean FRANCOU	44
Dépenses ordinaires	Modeste LEGOUEZ	45
Dépenses en capital	Jean FRANCOU	44
III. - AUTRES DISPOSITIONS		
Comptes spéciaux du Trésor	Lucien NEUWIRTH	46

Commission des affaires culturelles, avis n° 94 (1987-1988)

Tome I. - Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. - Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. - Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. - Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
Tome V. - Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.

Tome VI. - Enseignement supérieur, par M. Pierre Brantus.
Tome VII. - Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.
Tome VIII. - Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte.
Tome IX. - Jeunesse et sports, par M. Jean Delaneau.
Tome X. - Communication, par M. Adrien Gouteyron.
Tome XI. - Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 95 (1987-1988)

Tome I. - Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. - Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx.
Tome III. - Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.
Tome IV. - Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. - Energie, par M. Roland Grimaldi.
Tome VI. - Recherche scientifique, par M. René Trégouët.
Tome VII. - Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
Tome VIII. - Consommation et concurrence, par M. Henri Bangou.
Tome IX. - Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.
Tome X. - Aménagement du territoire, par M. Jean Puech.
Tome XI. - Plan, par M. Bernard Barbier.
Tome XII. - Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. - Ports maritimes, par M. Claude Prouvoyeur.
Tome XIV. - Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. - Urbanisme, par M. André Rouvière.
Tome XVI. - Tourisme, par M. Paul Mallassagne.
Tome XVII. - Environnement, par M. Bernard-Charles Hugo.
Tome XVIII. - Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. - Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. - Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.
Tome XXI. - Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. - Départements d'outre-mer, par M. Lucien Delmas.
Tome XXIII. - Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 96 (1987-1988)

Tome I. - Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
Tome II. - Affaires étrangères. Relations culturelles, par M. Paul Alduy.
Tome III. - Coopération, par M. Paul d'Ornano.
Tome IV. - Défense. - Section commune, par M. Xavier de Villepin.
Tome V. - Défense. - Section Gendarmerie, par M. Michel Alloncle.
Tome VI. - Défense. - Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
Tome VII. - Défense. - Section Air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. - Défense. - Section Marine, par M. Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 97 (1987-1988)

Tome I. - Anciens combattants, par M. André Rabineau.
Tome II. - Santé et action sociale, par M. Louis Boyer.
Tome III. - Sécurité sociale, par M. Charles Descours.
Tome IV. - Travail et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.
Tome V. - Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot.
Tome VI. - Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise.
Tome VII. - Logement social, par M. Charles Bonifay.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 98 (1987-1988)

Tome I. - Intérieur. Décentralisation et tribunaux administratifs, par M. Pierre Salvi.
Tome II. - Intérieur. Police et sécurité, par M. Paul Masson.
Tome III. - Intérieur. Sécurité civile, par M. Paul Girod.
Tome IV. - Justice. Services généraux, par M. Germain Authié.
Tome V. - Justice. Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud.
Tome VI. - Justice. Education surveillée, par M. Charles de Cuttoli.
Tome VII. - Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome VIII. - Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.

Discussion générale et première partie : les 16, 17, 18 et 19 novembre 1987 ; **discussion de la deuxième partie** : les 19, 20, 21, 23, 24, 27, 30 novembre 1987, 1er, 2, 3, 4 et 5 décembre 1987.

Adoption : le 5 décembre 1987. Projet de loi n° **38.**

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1107.** - Dépôt le 7 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283). - Réunion le 10 décembre 1987. - **Bureau** [*J.O.* du 11 décembre 1987] (p. 14431).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **1129** (10 décembre 1987). - Discussion le 17 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 17 décembre 1987. - Projet de loi n° **210.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **159** (1987-1988). - Discussion le 17 décembre 1987. - Adoption définitive le 17 décembre 1987. - Projet de loi n° **53.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 30 décembre 1987 [*J.O.* du 31 décembre 1987] (p. 15761). - Article déclaré non conforme : 92. - **Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987** publiée au *J.O.* du 31 décembre 1987 (p. 15485). - Rectificatif [*J.O.* du 26 janvier 1988] (p. 1243).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances n° 941 et ceux de la loi

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE Ier			
		DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES			
		I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. - DISPOSITIONS ANTÉRIEURES			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants.	Première lecture : 14 octobre 1987	4307	1
		B. - MESURES FISCALES			
		a) *Allégements fiscaux*			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement.	Première lecture : 14 octobre 1987	4309	2
3		Elargissement des conditions de déductibilité des frais de garde des enfants.	Première lecture : 14 octobre 1987	4322	3
4		Exonération des indemnités de départ en retraite.	Première lecture : 14 octobre 1987	4324	4
	4 *bis* (A.N.)	Mensualisation des pensions. Limitation de la base taxable à l'impôt sur le revenu à 12 mensualités.	C.M.P. 17 décembre 1987	7683	5
	4 *ter* (Sénat)	Pension temporaire d'orphelin : régime fiscal.	C.M.P. 17 décembre 1987	7674	6
		b) *Allégement des charges fiscales des entreprises*			
5		Amélioration du régime d'impôt recherchée.	Première lecture : 15 octobre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4353 7674	7
	5 *bis* (Sénat)	Réduction du droit d'apport versé par les sociétés qui augmentent leur capital par incorporation de bénéfices.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7674	8
6		Suppression de la taxe sur les frais généraux.	Première lecture : 15 octobre 1987	4361	9
		c) *Mesures en faveur de l'agriculture*			
7		Amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles.	Première lecture : 15 octobre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4369 7674	10
	7 *bis* (A.N.) Supprimé (A.N.) Rétabli (Sénat)	Autorisation de l'imputation des déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 70 000 F.	Première lecture : 15 octobre 1987 Seconde délibération 16 octobre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4382 4487 7674	11
8		Relèvement du seuil de restitution des taxes et des céréales.	Première lecture : 15 octobre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4383 7674	12
9		Reconduction des mesures de T.V.A. prises en faveur de l'agriculture.	Première lecture : 15 octobre 1987	4384	13
	9 *bis* A (Sénat)	Possibilité pour les bailleurs de bâtiments ou de terrains à usage agricole d'opter pour l'assujettissement à la T.V.A.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7674	14
	9 *bis*	Limite de la prise en compte comme bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 000 à 100 000 F.	Première lecture : 15 octobre 1987	4386	15
	9 *ter* (Sénat)	Compensation par l'Etat des pertes supportées par les communes en raison de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7675	16
		d) *Mesures d'harmonisation européenne en matière de T.V.A.*			
10		Réduction de 33 1/3 p. 100 à 28 p. 100 du taux de la T.V.A. applicable aux automobiles et aux motocyclettes.	Première lecture : 15 octobre 1987	4390	17

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	10 *bis* (A.N.)	Corse : taux de 21 p. 100 pour les ventes de voitures automobiles.	Première lecture : 15 octobre 1987	4395	18
	10 *ter* (Sénat)	Assujettissement des hôtels quatre étoiles et des relais de tourisme quatre étoiles au taux réduit de la T.V.A.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7675	19
11		Application du taux normal de la T.V.A. aux disques et autres supports du son préenregistrés.	Première lecture : 15 octobre 1987 Seconde délibération : 16 octobre 1987	4399 4487	20
12		Réduction à 7 p. 100 du taux de la T.V.A. applicable aux attractions foraines.	Première lecture : 15 octobre 1987	4403	21
	12 *bis* (Sénat)	Application aux jardins botaniques du taux réduit de T.V.A. identique à celui appliqué aux jardins zoologiques.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7675	22
13		Exonération de T.V.A. des prestations de soins délivrés par les établissements hospitaliers.	Première lecture : 15 octobre 1987	4405	23
	13 *bis* (A.N.)	T.V.A. sur les appareillages des handicapés.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7684	24
14		Harmonisation européenne des conditions de remboursement de la T.V.A.	Première lecture : 15 octobre 1987	4408	25
	14 *bis* (A.N.)	Non application de la régle du décalage d'un mois à l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications.	Première lecture : 15 octobre 1987	4411	26
15		Déductibilité échelonnée à 100 p. 100 jusqu'au 1er janvier 1992 de la T.V.A. sur le gazole et le gaz de pétrole liquéfié.	Première lecture : 15 octobre 1987	4412	27
		e) *Mesures diverses*			
16		Aménagement du barème de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et mesures fiscales diverses relatives à l'énergie.	Première lecture : 15 octobre 1987	4429	28
17		Normalisation du régime fiscal des caisses d'épargne et des caisses de crédit municipal.	Première lecture : 15 octobre 1987	4437	29
18		Assouplissement des conditions d'imposition des véhicules de tourisme des sociétés.	Première lecture : 15 octobre 1987	4439	30
19		Aménagement des modalités d'imposition des plus-values à court terme des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.	Première lecture : 15 octobre 1987	4441	31
	19 *bis* (A.N.)	Etalement de l'imposition du profit résultant du remboursement par une compagnie d'assurance, en cas de décès du souscripteur, d'un prêt bancaire contracté pour les besoins de l'entreprise.	Première lecture : 15 octobre 1987	4445	32
20		Comptabilisation des produits payés d'avance.	Première lecture : 15 octobre 1987	4446	33
21		Relèvement de la limite de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé.	Première lecture : 15 octobre 1987	4446	34
22	Supprimé (A.N.)	Unification des dates de recouvrement des impôts locaux dans les communes de moins de 3 000 habitants.	Première lecture : 15 octobre 1987	4450	
	23 A (A.N.)	Sociétés d'assurance : réduction, à compter du 1er janvier 1988, de 1 p. 100 à 0,75 p. 100 du taux de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistre.	Première lecture : 16 octobre 1987	4460	35
23		Reconduction de mesures temporaires.	Première lecture : 16 octobre 1987	4461	36
		II. - **RESSOURCES AFFECTÉES**			
24		Dispositions relatives aux affectations.	Première lecture : 16 octobre 1987	4462	37
	24 *bis* (Sénat)	Augmentation du taux de prélèvement opéré sur les enjeux du loto sportif au profit du Fonds national pour le développement du sport.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7675	38
25		Taxes sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	Première lecture : 16 octobre 1987	4462	39
26		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 16 octobre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4462 7675 7684	40
27		Affectation des bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer.	Première lecture : 16 octobre 1987	4466	41

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
28		Modification de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail.	Première lecture : 16 octobre 1987	4467	42
		TITRE II			
		DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES			
29		Majoration des rentes viagères.	Première lecture : 16 octobre 1987	4469	43
		TITRE III			
		DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES			
30		Equilibre général du budget.	Première lecture : 16 octobre 1987 Seconde délibération : 16 octobre 1987 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4470 4487 5936 7675 à 7677	44
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE Ier			
		Dispositions applicables à l'année 1988			
		A. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		I. Budget général			
31		Budget général. - Services votés.	Première lecture : 13 novembre 1987	5925	45
32		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils.	Première lecture : 13 novembre 1987 Seconde délibération : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5925 5930 7677	46
33		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services civils.	Première lecture : 13 novembre 1987 Seconde délibération : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5925 5932 7677	47
34		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires.	Première lecture : 10 novembre 1987	5700	48
35		Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires.	Première lecture : 10 novembre 1987	5702	49
36		Autorisation d'engagement par anticipation.	Première lecture : 13 novembre 1987	5925	50
		II. Budgets annexes			
37		Budgets annexes. - Services votés.	Première lecture : 29 octobre 1987 1er novembre 1987 13 novembre 1987	5055 5767 5925	51
38		Budgets annexes. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 29 octobre 1987 12 novembre 1987 13 novembre 1987	5055 5767 5925	52
		III. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale			
39		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Services votés.	Première lecture : 12 novembre 1987	5798	53
40		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 12 novembre 1987 Seconde délibération : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5799 5935 7677	54
41		Modification du compte d'affectation spéciale « Soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels ».	Première lecture : 30 octobre 1987	5161	55

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		B. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
42		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. - Services votés.	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	56
43		Comptes d'affectation spéciale. - Opérations à caractère temporaire. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	57
44		Comptes de commerce. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	58
45		Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	59
46		Comptes d'avances. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	60
47		Comptes de prêts. - Mesures nouvelles.	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	61
	47 *bis* (A.N.)	Suppression du compte spécial du Trésor n° 902-04 « Compte première lecture d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat ».	Première lecture : 12 novembre 1987	5800	62
		C. - DISPOSITIONS DIVERSES			
48		Perception des taxes parafiscales.	Première lecture : 12 novembre 1987	5814	63
49		Crédits évaluatifs.	Première lecture : 13 novembre 1987	5822	64
50		Crédits provisionnels.	Première lecture : 13 novembre 1987	5824	65
51		Reports de crédits.	Première lecture : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5824 7677	66
52		Approbation du produit de la publicité de marques affecté à la télévision.	Première lecture : 6 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5573 7677	67
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
		A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
		a) *Fiscalité des entreprises*			
53		Mise en place d'une fiscalité adaptée aux groupes de sociétés.	Première lecture : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5830 7677 à 7680	68
	53 *bis* (A.N.)	Institution d'un crédit d'impôt-formation.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7685	69
	53 *ter* (A.N.)	Imposition de la plus-value réalisée en cas d'échange de droits sociaux résultant d'une fusion ou d'une scission.	Première lecture : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5841 7680	70
54		Régime de déductibilité des dividendes représentatifs d'apports en numéraire.	Première lecture : 13 novembre 1987	5842	71
	54 *bis*	Prorogation du C.E.A. jusqu'au 31 décembre 1988.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7687	72
	54 *ter*	Plan d'épargne-retraite : majoration des limites de déduction fiscale.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7687	73
55		Relèvement de la limite de l'abattement de 20 p. 100 des adhérents des centres de gestion et associations agréés.	Première lecture : 13 novembre 1987	5843	74
		b) *Fiscalité locale*			
	56 A (A.N.)	Extension de la procédure d'harmonisation fiscale aux abattements de taxes d'habitation.	Première lecture : 13 novembre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	5852 7680	75
56		Détermination des bases des impôts locaux pour 1988.	Première lecture : 13 novembre 1987	5866	76
57		Modalités de vote du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.	Première lecture : 13 novembre 1987	5873	77
	57 *bis* (Sénat)	Assouplissement, dans certains cas, à la rigidité des taux des impôts directs locaux.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7680-7681	78

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
58		Imposition à la taxe professionnelle des arsenaux.	Première lecture : 13 novembre 1987	5879	79
			C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	
	58 *bis* (Sénat)	Exonération de la taxe professionnelle pour les auxiliaires médicaux s'installant dans les zones rurales, pendant les 2 années suivant leur installation.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	80
59		Aménagement des conditions de vote des taux des impositions régionales.	Première lecture : 13 novembre 1987	5882	81
	59 *bis* A (Sénat)	Mesures en faveur du cinéma.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	82
	59 *bis* B (Sénat)	Prise en compte dans le produit de la taxe professionnelle perçue par les départements, du montant de la compensation qui leur est versée au titre de l'abattement de 16 p. 100.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	83
	59 *bis* (A.N.)	Gestion de logements par les offices d'H.L.M.	Première lecture : 13 novembre 1987	5886	84
	59 *ter* (A.N.)	Possibilité pour les départements de réduire les droits qu'ils perçoivent à l'occasion des transactions immobilières dans l'habitat existant.	Première lecture : 13 novembre 1987	5887	85
	59 *quater* (Sénat)	Clubs sportifs professionnels.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	86
		c) *Mesures diverses*			
	60 A (A.N.)	Renforcement des petites entreprises dans leurs fonds propres.	Première lecture : 13 novembre 1987	5887	87
	Supprimé (A.N.)		Seconde délibération : 13 novembre 1987	5935	
	Rétabli (Sénat)		C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	
	60 B (A.N.)	Extension aux titulaires de bénéfices non commerciaux de la possibilité de déclaration en cas de cessation d'activité de 30 à 60 jours.	Première lecture : 13 novembre 1987	5908	
	supprimé (C.M.P.)		C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	
	60 C (Sénat)	Assujettissement de l'ensemble des publications de presse au taux de T.V.A. de 2,1 p. 100.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	88
60		Mesures en faveur de la construction de logements.	Première lecture : 13 novembre 1987	5909	89
61		Aménagement des modalités d'imposition des plus-values réalisées dans le cadre d'offres publiques d'échanges de titres.	Première lecture : 13 novembre 1987	5913	90
	61 *bis* (A.N.)	Taxe de 33 p. 100 sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36-15, lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel.	Première lecture : 26 octobre 1987	4861	91
	61 *ter* (A.N.)	Déduction des frais d'aide à domicile pour les contribuables ayant à charge trois enfants ou plus et à ceux ayant perçu des prestations pour affections de longue durée.	Première lecture : 13 novembre 1987	5914	
	supprimé (A.N.)		Seconde délibération : 13 novembre 1987	5936	
	61 *quater* (A.N.)	Publicité de l'impôt.	Première lecture : 13 novembre 1987	5916	92-déclaré article non conforme par décision du Conseil constitutionnel n° 87-237 DC du 30-12-87
			C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	
	61 *quinquies* (A.N.)	Possibilité, pour tout contribuable ayant un dossier fiscal en cours de procédure devant le juge administratif, d'apporter des éléments nouveaux.	Première lecture : 13 novembre 1987	5916	93
			C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	
	61 *sexies* (Sénat)	Relèvement de la limite de déductibilité des cotisations payées à titre obligatoire aux régimes de retraite par les salariés.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	94
		d) *Mesures de simplification et de recouvrement*			
62		Régime simplifié pour les petites entreprises : allègement des obligations.	Première lecture : 13 novembre 1987	5920	95
	62 *bis* (A.N.)	Cessation d'activité. Délai de 60 jours pour la déclaration des salaires versés.	Première lecture : 13 novembre 1987	5920	96

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
63		Suppression du bon de remise sur le commerce des fruits et légumes.	Première lecture : 13 novembre 1987	5920	97
	63 *bis* (Sénat)	Mesures de simplification fiscale.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	98
	63 *ter* (Sénat)	Paiement des impôts restant dus en cas de déménagement à l'étranger.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	99
		B. - AUTRES MESURES			
		ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION			
		I. Charges communes			
64		Indemnisation des rapatriés du Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides).	Première lecture : 12 novembre 1987	5798	100
65		Instauration de la proportionnalité des pensions de 10 à 89 p. 100.	Première lecture : 22 octobre 1987	4695	101
	65 *bis* (A.N.)	Prise en compte de l'amibiase intestinale pour ouvrir droit à pension militaire au titre des campagnes d'Afrique du Nord.	Première lecture : 22 octobre 1987 C.M.P. : 17 décembre 1987	4695 7681	102
	65 *ter*	Patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la Seconde Guerre mondiale.	Première lecture : 22 octobre 1987	4696	103
66		Suppression d'organismes publics (fonds spécial de grands travaux et caisse d'amortissement pour l'acier).	Première lecture : 12 novembre 1987	5798	104
	66 *bis* (A.N.)	Présentation par le Gouvernement d'un rapport présentant les affectations de produits de la privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises industrielles du secteur de l'armement, en vue de soutenir des programmes de recherches nécessaires à la défense.	Première lecture : 12 novembre 1987	5814	
	supprimé (A.N.)		Seconde délibération : 13 novembre 1987	5936	
	66 *ter* (A.N.)	Rattachement des fonds de concours provenant de la cession d'actifs mobiliers au budget de la défense.	Première lecture : 12 novembre 1987	5815	105
	66 *quater* (A.N.)	Rattachement de fonds de concours dans l'annexe « bleue » des services financiers.	Première lecture : 12 novembre 1987	5767	
	supprimé (A.N.)		Seconde délibération : 13 novembre 1987	5936	
		III. - Commerce et artisanat			
67		Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais des chambres de métiers.	Première lecture : 22 octobre 1987	4648	106
	67 *bis* (A.N.)	Distinction entre les différents ordres d'enseignement au sein de l'annexe « bleue » concernant l'enseignement scolaire.	Première lecture : voir art. 71 *bis*	5012	-
	Supprimé (A.N.)		Seconde délibération : 13 novembre 1987	5936	
		ÉQUIPEMENT, LOGEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS			
		I. - Urbanisme, logement et services communs			
68		Aide personnalisée au logement.	Première lecture : 4 novembre 1987	5404	107
		INDUSTRIE ET TOURISME			
		I. - Industrie			
69		Régime fiscal de l'organisme commun de stockage des produits pétroliers.	Première lecture : 26 octobre 1987	4831	108
		INTÉRIEUR			
70		Détermination des crédits affectés aux préfectures.	Première lecture : 9 novembre 1987	5639	109
		JUSTICE			
71		Suppression du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat (F.O.N.P.A.).	Première lecture : 20 octobre 1987	4537	110
	71 *bis* (A.N.)	Présentation de l'annexe consacré aux crédits du ministère de l'éducation nationale.	Première lecture : 28 octobre 1987	5012	-
			Seconde délibération : voir art. 67 *bis*	5936	
	72 (Sénat)	Remboursement des indemnités dues aux victimes du terrorisme.	C.M.P. : 17 décembre 1987	7681	111

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1987] (p. 4201, 4217), [14 octobre 1987] (p. 4249, 4290).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Combrisson (Roger)* (p. 4217 à 4220) ; *Auberger (Philippe)* (inscrit contre R.P.R.) (p. 4220 à 4225) ; rejetée au scrutin public (p. 4225).

Allégements d'impôt :

- généralités : *Vivien (Robert-André)* (p. 4202) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4223, 4224) ; *Borotra (Franck)* (p. 4225) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4249) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Hardy (Francis)* (p. 4261) ; *Rolland (Hector)* (p. 4263) ; *Rodet (Alain)* (p. 4264).

- inégalités dans les - : *Combrisson (Roger)* (p. 4218) ; *Pierret (Christian)* (p. 4238) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4256) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4261) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4295) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4303).

Aménagement du territoire (et contrats de plan) : *Nucci (Christian)* (p. 4254, 4255).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (prélèvements sur la - et réforme de la -) : *Jarosz (Jean)* (p. 4235) ; *Vivien (Alain)* (p. 4258) ; *Juppé (Alain)* (p. 427).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) : *Royer (Jean)* (p. 4232, 4233) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4235) ; *Juppé (Alain)* (p. 4271).

Collectivités locales (D.G.F. et transferts de charges) : *Vivien (Alain)* (p. 4258, 4259) ; *Juppé (Alain)* (p. 4271).

Commerce extérieur : *Vivien (Robert-André)* (p. 4201) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4210, 4211) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4217) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4221) ; *Goux (Christian)* (p. 4229) ; *Richard (Alain)* (p. 4251) ; *Anciant (Jean)* (p. 4255) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4266) ; *Guéna (Yves)* (p. 4291) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4294) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4297) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4300).

Communauté économique européenne (dépenses de la -) : *Debré (Michel)* (p. 4264).

Crédit à la commission : *Zuccarelli (Emile)* (p. 4265, 4266).

Croissance : *Vivien (Robert-André)* (p. 4201) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4211) ; *Goux (Christian)* (p. 4228) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4229) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4231) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4294) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4300).

Défense (dépenses de -) : *Combrisson (Roger)* (p. 4220) ; *Lajoinie (André)* (p. 4293).

Déficit budgétaire (et des administrations) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4202, 4205) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4206, 4207, 4208, 4210) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4222) ; *Borotra (Franck)* (p. 4227) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4229) ; *Pierret (Christian)* (p. 4237, 4239) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4260) ; *Guéna (Yves)* (p. 4290) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4295).

Dépenses publiques (et économies budgétaires) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4203, 4204) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4207, 4302) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4222, 4224) ; *Hardy (Francis)* (p. 4261).

Dette publique : *Vivien (Robert-André)* (p. 4205) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4208, 4209, 4237) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4223) ; *Pierret (Christian)* (p. 4236, 4239) ; *Juppé (Alain)* (p. 4239) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4296).

Emploi :

- chômage et effectifs salariés : *Vivien (Robert-André)* (p. 4202) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4211, 4301) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4217, 4218) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4221) ; *Goux (Christian)* (p. 4229) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4231) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4295, 4296) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4298) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4300).

- emploi (politique de l' - et de la formation professionnelle) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4204) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4207, 4304) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4260) ; *Hardy (Francis)* (p. 4261) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4296) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4299).

- situation en Alsace : *Grussenmeyer (François)* (p. 4256).

« Emprunt Giscard » : *Combrisson (Roger)* (p. 4220) ; *Giard (Jean)* (p. 4227) ; *Juppé (Alain)* (p. 4271) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292).

Enseignement privé (et forfait d'externat) : *Panafieu (Françoise de)* (p. 4234) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4260) ; *Juppé (Alain)* (p. 4272).

Entreprises :

- charges pesant sur les - : *Vivien (Robert-André)* (p. 4203) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4219) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4223, 4224) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Hardy (Francis)* (p. 4262) ; *Rodet (Alain)* (p. 4264) ; *Juppé (Alain)* (p. 4269) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4299).

- cotisations d'allocations familiales : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4299).

- création et transmission des - : *Borotra (Franck)* (p. 4226) ; *Pierret (Christian)* (p. 4238) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4296) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4299).

Environnement économique international : *Vivien (Robert-André)* (p. 4201) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4206) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4221) ; *Pierret (Christian)* (p. 4236) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4297).

Fait personnel de M. Christian Pierret : *Pierret (Christian)* (p. 4272, 4273).

Finances publiques (programmation à moyen terme des - et « bombes à retardement ») : *Balladur (Edouard)* (p. 4209, 4210, 4302, 4303) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4214) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4222, 4223) ; *Pierret (Christian)* (p. 4237) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4260) ; *Guéna (Yves)* (p. 4291) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4296).

Financiarisation de l'économie : *Combrisson (Roger)* (p. 4218, 4219).

Fonction publique (effectifs de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4209) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4207, 4301, 4302) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4300).

Hypothèses économiques du Gouvernement : *Vivien (Robert-André)* (p. 4201, 4202) ; *Goux (Christian)* (p. 4228) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4231) ; *Juppé (Alain)* (p. 4267, 4268) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4294, 4295).

Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) : *Arrighi (Pascal)* (p. 4231) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4234, 4235, 4236) ; *Martinez (Jean-Claude (4249) ; Foyer (Jean)* (p. 4257) ; *Vivien (Alain)* (p. 4258) ; *Juppé (Alain)* (p. 4268, 4270).

- taxe d'habitation (date limite de paiement de la -) : *Jarosz (Jean)* (p. 4236).

Impôts sur la fortune : *Combrisson (Roger)* (p. 4220) ; *Pierret (Christian)* (p. 4238) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4297).

Impôt sur le revenu : *Balladur (Edouard)* (p. 4209) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4224) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4232) ; *Pierret (Christian)* (p. 4237, 4238) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4260) ; *Juppé (Alain)* (p. 4269, 4270) ; *Guéna (Yves)* (p. 4290) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4298).

- déduction pour emploi d'une aide à domicile : *Pinte (Etienne)* (p. 4259).

- plus-values mobilières : *Combrisson (Roger)* (p. 4218).

Impôt sur les sociétés : *Vivien (Robert-André)* (p. 4203) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4213) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4219) ; *Borotra (Franck)* (p. 4226) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Pierret (Christian)* (p. 4238) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Anciant (Jean)* (p. 4255) ; *Rodet (Alain)* (p. 4264) ; *Juppé (Alain)* (p. 4269) ; *Guéna (Yves)* (p. 4290).

- fiscalité de groupe : *Balladur (Edouard)* (p. 4209) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4219) ; *Borotra (Franck)* (p. 4226) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Juppé (Alain)* (p. 4271).

Industrie (aides de l' -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4204) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4207) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4219).

Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4201, 4202) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4211) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4212) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4221) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Guéna (Yves)* (p. 4291) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4294).

Investissement (niveau de l' - et politique en faveur de l' -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4201, 4202) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4210, 4211, 4302) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4213) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4221, 4224) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4229) ; *Pierret (Christian)* (p. 4238) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4249, 4250) ; *Richard (Lucien)* (p. 4251) ; *Anciant (Jean)* (p. 4255) ; *Durieux*

(Bruno) (p. 4266) ; *Juppé (Alain)* (p. 4267, 4271) ; *Guéna (Yves)* (p. 4291) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4294) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4297, 4299).

Logement :

- accession des locataires à la propriété des logements sociaux : *Ornano (Michel d')* (p. 4214).

Politique du logement : *Badet (Jacques)* (p. 4257, 4258).

Paris (mesures favorables à la ville de - prises par le Gouvernement) : *Vivien (Alain)* (p. 4258) ; *Juppé (Alain)* (p. 4258).

Politique économique et sociale du Gouvernement : *Balladur (Edouard)* (p. 4205) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 4252).

Pouvoir d'achat : *Vivien (Robert-André)* (p. 4202) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4217, 4218) ; *Goux (Christian)* (p. 4228) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4257) ; *Juppé (Alain)* (p. 4268) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4285) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4302).

- des fonctionnaires : *Le Garrec (Jean)* (p. 4262) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292).

Prélèvements obligatoires : *Balladur (Edouard)* (p. 4206) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4218) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4231, 4232) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4249) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4256) ; *Debré (Michel)* (p. 4265) ; *Juppé (Alain)* (p. 4268) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4300).

Privatisations (et affectation du produit des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4205) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4206, 4207, 4302) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4214) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4223) ; *Pierret (Christian)* (p. 4239) ; *Guéna (Yves)* (p. 4290) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4294).

- propositions de renationalisation du parti communiste français : *Giard (Jean)* (p. 4228).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4255).

Rebudgétisations et débutgétisations (opérations de -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4302, 4204) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4207) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4222) ; *Pierret (Christian)* (p. 4237, 4239) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4295).

Recettes budgétaires :

- propositions du parti communiste : *Combrisson (Roger)* (p. 4220) ; *Lajoinie (André)* (p. 4293).

- propositions du parti socialiste : *Pierret (Christian)* (p. 4238).

Recherche (dépenses de - et incitation à la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 4233, 4234) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4260) ; *Hardy (Francis)* (p. 4261) ; *Juppé (Alain)* (p. 4272).

Sécurité sociale (cotisations de - ; équilibre financier et réforme de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4202) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4211, 4212, 4303) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4213) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4218) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4224) ; *Borotra (Franck)* (p. 4226) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4231) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4249) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253, 4254) ; *Rolland (Hector)* (p. 4264, 4265) ; *Juppé (Alain)* (p. 4269) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4295) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4300).

Services publics : *Le Garrec (Jean)* (p. 4262) ; *Lajoinie (André)* (p. 4292).

Tabacs et alcools (fiscalité sur les -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4299).

Taux d'intérêt : *Zuccarelli (Emile)* (p. 4265) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4266) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4297) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4302).

Taxe professionnelle : *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4235) ; *Richard (Lucien)* (p. 4251) ; *Rodet (Alain)* (p. 4264) ; *Juppé (Alain)* (p. 4270) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4299).

T.V.A.

Allègements de la - : *Vivien (Robert-André)* (p. 4203) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4209) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4224) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4249) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 4263),

- décalage d'un mois : *Ornano (Michel d')* (p. 4213) ; *Trémège (Gérard)* (p. 4230) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4250) ; *Richard (Lucien)* (p. 4251).

- fonds de compensation de la - pour les collectivités locales : *Richard (Lucien)* (p. 4251).

- harmonisation européenne des taux de - : *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4219) ; *Borotra (Franck)* (p. 4226) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4250) ; *Richard (Lucien)* (p. 4251) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4253) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 4262, 4263) ; *Juppé (Alain)* (p. 4270) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4298).

- sur les communications téléphoniques : *Vivien (Robert-André)* (p. 4203) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4208) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4219) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 4263).

Observations de M. Michel d'Ornano sur les conditions de dépôt des amendements (p. 4307).

PREMIÈRE PARTIE

Discussion des articles [14 octobre 1987] (p. 4307) ; [15 octobre 1987] (p. 4353, 4382, 4426) ; [16 octobre 1987] (p. 4460).

Conditions générales de l'équilibre financier

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

I. - **Impôts et revenus autorisés.**

A. - *Dispositions antérieures.*

Article Ier *(autorisation de percevoir les impôts existants) :* harmonisation de la fiscalité française avec la fiscalité européenne ; Marché unique européen (p. 4307) ; durée du travail ; lutte contre le chômage (p. 4308) ; caractère inégalitaire de l'impôt ; faiblesse du rendement de l'impôt sur le revenu ; inégalités dans les allégements fiscaux ; taux de T.V.A. et fiscalité de l'assurance ;

- article 1er : adopté.

B. - *Mesures fiscales.*

a) *Allégements fiscaux.*

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : injustice du système fiscal français (p. 4309) ; nécessaire réforme ; augmentation des prélèvements obligatoires pénalisant les petits et moyens revenus ; allégements fiscaux en faveur des contribuables les plus aisés depuis 1986 ; faiblesse du rendement de l'impôt direct (p. 4310) ; nécessaire réforme ; nombre excessif de déductions ; exonération de l'impôt sur le revenu entraînant un allégement ou la suppression de la taxe d'habitation ; impôt sur les grandes fortunes ; allégements fiscaux proportionnellement plus importants pour les contribuables les plus modestes ; politique du Gouvernement en matière d'impôt sur le revenu (p. 4311) ; réforme fiscale nord-américaine ; financement de la protection sociale ; inégalité dans les allégements sociaux ; nécessité de l'impôt sur les grandes fortunes ; exonération de dix millions et demi de contribuables (p. 4312) ; taxation du patrimoine ; commission Aicardi ; amendement no 33 de M. Jean-Claude Martinez, soutenu par M. Bruno Gollnisch (suppression de l'impôt sur le revenu dans un délai de cinq ans ; nouveau baréme pour 1988) ; amendement no 49 de M. Jean Giard (nouveau baréme de l'impôt sur le revenu ; taux de 100 p. 100 au-delà de 518 400 francs de revenu imposable pour deux parts ; réforme de l'impôt sur le revenu) (p. 4313) ; coût de l'impôt sur le revenu ; propositions du parti communiste (p. 4314) ; amendement no 33 : rejeté ; amendement no 49 : rejeté au scrutin public ; amendement no 128 de M. Pierre Joxe, soutenu par M. Jacques Roger-Machart (institution d'une tranche à 60 p. 100) ; opposition du groupe socialiste à une taxation au taux de 100 p. 100 à partir d'un certain seuil (p. 4315) ; amendement no 128 : rejeté au scrutin public ; amendement no 124 rectifié de M. Robert-André Vivien à titre personnel (demi-part supplémentaire pour les contribuables mariés lorsqu'un des conjoints est âgé de plus de soixante-quinze ans et titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre) (p. 4316) ; sous-amendement verbal du Gouvernement (modification de la date d'entrée en vigueur du gage) : adopté ; amendement no 124, ainsi modifié : adopté ; amendement no 129 de M. Christian Pierret, soutenu par Mme Denise Cacheux (suppression du plafonnement spéci-

fique de l'avantage procuré par la demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables célibataires et divorcés ayant des enfants à charge ; déduction supplémentaire sous conditions de ressources pour les enfants à charge poursuivant des études supérieures dans une ville éloignée de plus de trente kilomètres du domicile familial habituel ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4317) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 50 de M. Paul Mercieca (impôt sur le revenu de contribuables, ayant connu une baisse importante de leurs revenus, acquitté sur la base des nouveaux revenus ; suppression d'aides accordées aux entreprises sans condition de création d'emplois ou d'investissements productifs ; impôt sur les sociétés porté à 50 p. 100) (p. 4318) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 122 de M. Jean Jarosz (abattement sur les pensions et retraites porté à 15 p. 100 avec fixation d'un plancher et d'un plafond ; condition de paiement de l'impôt sur le revenu après le décès d'un contribuable ; impôt sur les sociétés porté à 50 p. 100) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Jean Giard (exonération de l'impôt sur le revenu pour les indemnités journalières maladie sous condition de ressources ; suppression du prélèvement libératoire sur les obligations) (p. 4319) : rejeté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 34 de M. Jean-Claude Martinez (assujettissement de l'indemnité parlementaire au régime de droit commun de l'impôt sur le revenu avec déduction des frais professionnels) ; dépenses supportées par les parlementaires (p. 4320) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 76 corrigé de M. Pierre Descaves (membres des professions médicales ; déduction des intérêts d'emprunt pour l'achat de parts ou d'actions de sociétés de capitaux exploitant un établissement de soins au sein duquel ils exercent leur profession) (p. 4321) ; souhait du Gouvernement de réserver toute augmentation des droits sur le tabac à un éventuel financement de la sécurité sociale ; amendement n° 76 corrigé : retiré ; amendement n° 75 de M. Pierre Descaves, soutenu par M. Pascal Arrighi (déductibilité des salaires des gens de maison) : rejeté ; amendement n° 80 de M. Pierre Descaves (déductibilité des cotisations volontaires en vue de la retraite) : rejeté.

Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de six ans) :* amendement n° 40 de M. Jean Farran (prorogation de la déductibilité jusqu'à l'entrée dans l'enseignement secondaire) : non soutenu ; amendement n° 131 de M. Christian Pierret, soutenu par M. Jean Anciant (extension de la déductibilité aux familles dans lesquelles un des parents est privé d'emploi et indemnisé à ce titre) (p. 4322) : rejeté ; amendement n° 132 de M. Christian Pierret, soutenu par Mme Denise Cacheux (prorogation de la déductibilité jusqu'à l'âge de sept ans) : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 53 de M. Jean Giard (suppression de l'avoir fiscal) (p. 4323) ; objectif de la majorité de supprimer la double imposition pesant sur les revenus des actions) ; amendement n° 53 : rejeté au scrutin public.

Article 4 *(exonération des indemnités de départ en retraite ; limite de 20 000 francs) :* application de cette disposition aux préretraités ; fiscalité des indemnités de départ en retraite (p. 4324) ; extension des dispositions de l'article aux préretraités voulue par le Gouvernement ; amendement n° 41 de M. Jean Farran (suppression de la limite de 20 000 francs) : non soutenu ; amendement n° 92 de M. Jean-Claude Martinez (exonération de l'impôt sur le revenu des sommes versées par le comité d'entreprise aux membres du personnel lorsqu'elles ont un caractère de simple secours ou lorsqu'elles se rattachent directement à une œuvre sociale ou culturelle ou lorsqu'elles sont versées à l'occasion d'événements familiaux) : rejeté ;

- article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 54 de M. Paul Mercieca (assujettisement à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des plus-values mobilières lorsque le montant des cessions excède 50 000 francs par an) (p. 4325) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 56 de M. Jean Jarosz (assujettissement à l'impôt sur le revenu du remboursement de l'emprunt Giscard) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 133 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (allégement de taxe d'habitation pour les associations sans but lucratif) (p. 4326) ; réduction des aides aux associations ; politique du Gouvernement en faveur des associations ; abattement sur la taxe sur les salaires ; amendement n° 133 : rejeté.

b) *Allégements des charges fiscales des entreprises.*

Avant l'article 5 : amendement n° 120 de M. Bruno Durieux (mécanisme d'allégement de la taxe professionnelle) ; charge de taxe professionnelle supportée par l'Etat (p. 4327) ; commission Ballayer ; réforme de la taxe professionnelle ; amendement n° 120 : retiré ; amendement n° 144 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (exonération totale ou partielle d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu pour les entreprises créées à partir du 1er janvier 1988 ; durée de cinq ans) (p. 4328) ; suppression par la foi de finances pour 1987 des allégements fiscaux en faveur des entreprises nouvellement créées ; préférence de la majorité pour des réductions générales d'impôt ; rapport du Conseil des impôts ; amendement n° 144 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 143 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (rétablissement du taux de 50 p. 100 pour l'impôt sur les sociétés ; taux de 40 p. 100 pour les bénéfices non distribués ; nouveau barème d'amortissement dégressif ; taxation des plus-values mobilières (p. 4229) ; aide spécifique à l'investissement (p. 4330) ; complexité du dispositif proposé par l'amendement n° 143 ; **rappel au règlement** de M. Raymond Douyère ; amendement n° 143 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 77 de M. Pierre Descaves (plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 p. 100 de la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 4331) ; rejeté (p. 4332).

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien.

Article 5 *(crédit d'impôt-recherche) :* possibilité de restitution du crédit d'impôt obtenu dans le régime du crédit d'impôt recherche en volume (p. 4353) ; coûts comparés de l'amélioration du crédit d'impôt recherche et de la suppression de la taxe sur certains frais généraux ; amendement n° 148 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (suppression du crédit d'impôt recherche en volume ; majoration supplémentaire du plafond pour la prise en compte des dépenses de recherche) (p. 3454) ; complexité et inefficacité du système proposé ; extension du crédit d'impôt recherche aux P.M.E. ; amendement n° 148 : rejeté ; amendement n° 91 de M. Philippe Vasseur soutenu par M. Charles Revet (possibilité pour les entreprises ayant bénéficié d'un crédit d'impôt recherche de moins de 20 000 francs de bénéficier ensuite du crédit d'impôt recherche en volume) (p. 4355) ; retiré ; amendement n° 7 de la commission (de précision de l'assiette du crédit d'impôt recherche en volume) ; explication de l'article donnée par M. le ministre chargé du budget (p. 4356) ; amendement n° 7 : adopté ; amendement n° 98 de M. Gilbert Gantier (atténuation ou suppression des remboursements du crédit d'impôt recherche volume en cas de baisse des dépenses de recherche) (p. 4357) ; possibilité de remise gracieuse ; approbation par le groupe socialiste de la suppression du mécanisme de reprise du crédit d'impôt recherche actuel ; amendement n° 98 : rejeté ; amendement n° 99 rectifié de M. Gilbert Gantier (extension du crédit d'impôt recherche aux brevets ; repris par le Gouvernement modifié (suppression du gage) ; approbation de l'amendement n° 99 rectifié par le groupe socialiste ; amendement n° 99 rectifié, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité au crédit d'impôt recherche des seules dépenses de recherche déterminées par le comité d'entreprise ou le comité d'établissement) ; dispositions législatives prévoyant l'examen annuel du programme de recherche par le comité d'entreprise ; nécessité de veiller à ce que le crédit d'impôt recherche profite réellement et exclusivement à la recherche industrielle ; sous-amendement n° 153 de M. Raymond Douyère (éligibilité des dépenses de recherche au crédit d'impôt recherche après présentation des dites dépenses au comité d'entreprise) ; vote favorable du groupe communiste (p. 4359) ; introduction d'une contrainte supplémentaire dans la gestion des entreprises ; application de la législation sur le rôle des comités d'entreprise en matière de recherche ; politique des précédents gouvernements à l'égard de la participation et de l'intéressement des salariés ; sous-amendement n° 153 : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Raymond Douyère ; amendement n° 57 : rejeté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 21 de M. Charles Revet (élargissement des conditions de déductibilité des dépenses d'implantation commerciale à l'étranger ou des pertes consécutives à ces implantations) (p. 4360) ; risque de délocalisation au détriment de la production d'entreprises françaises ; nécessité de maintenir à son taux actuel la taxe sur les immeubles possédés en France sous couvert de sociétés étrangères ; amendement n° 21 : rejeté.

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* (p. 4361) ; possibilité de réintégration des frais généraux dans le bénéfice ; liberté de gestion des chefs d'entreprise ; rôle du profit ; efficacité de la taxe sur certains frais généraux ; nécessaire clarification de la fiscalité ; suppression de l'aide à la création d'entreprises (p. 4362) ; amendement n° 58 de M. Jean Jarosz (de suppression) ; possibilité de réintégration des frais généraux dans le bénéfice imposable (p. 4363) ; absence de justification morale ou économique de la taxe sur les frais généraux ; amendement n° 58 : rejeté ; amendement n° 145 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (institution d'un crédit d'impôt formation ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) ; amendement n° 59 de M. Jean Jarosz (taxe sur certains frais généraux portée à 50 p. 100) ; suppression de crédits sociaux fin 1986 (p. 4364) ; choix par la majorité de mécanismes généraux de réduction de la fiscalité ; liberté de gestion des entreprises (p. 4365) ; proposition du groupe socialiste de regroupement des crédits d'impôt recherche et formation ; amendement n° 145 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 59 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 46 de M. Arthur Dehaine soutenu par M. Philippe Auberger (suppression de la déclaration n° 2067 relative aux dix salariés les mieux payés de l'entreprise) ; possibilité de réintégrer certains frais généraux dans le bénéfice ; nécessité du contrôle sur pièces (p. 4366) ; amendement n° 46 : retiré ; repris par M. Pierre Descaves ; rejeté ;

– article 6 : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 96 de M. Gérard Trémège (exonération de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés cessant leur activité) : rejeté ; amendement n° 146 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (amélioration du mécanisme de report en arrière en contrepartie d'un effort d'investissement ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p 4367) ; limitation du dispositif aux dépenses d'équipement ; opposition de la majorité à une aide artificielle à l'investissement ; amendement n° 146 : rejeté.

c) *Mesures en faveur de l'agriculture*

Avant l'article 7 : amendement n° 22 de M. Charles Revet (extension de la possibilité d'option pour l'impôt sur le revenu à toutes les entreprises agricoles à responsabilité limitée) ; droits d'enregistrement à la suite de l'arrivée dans l'entreprise agricole à responsabilité limitée d'un nouvel associé non membre de la famille ; surcoût fiscal de la transformation de l'exploitation agricole en entreprise agricole à responsabilité limitée du fait des droits d'enregistrement (p. 4368) ; interrogation du ministre du budget sur le maintien des droits de mutation au taux actuel ; amendement n° 22 : retiré.

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) ;* taxation des produits de substitution des céréales pour l'alimentation du bétail ; prime pour l'incorporation de céréales à l'alimentation du bétail ; difficultés relatives aux propriétés agricoles au moment des successions (p. 4369) ; bilan de la politique fiscale suivie depuis deux ans en matière agricole ; nécessaire réforme de la fiscalité agricole ; nécessité de réduire les charges des agriculteurs (p. 4370) ; amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Jean de Gaulle (plancher de déductibilité portée à 30 000 francs) ; repris par le Gouvernement et modifié (suppression du gage) ; concertation entreprise par le Gouvernement avec les organisations agricoles ; bilan de la politique fiscale suivie avant 1986 en matière agricole (p. 4371) ; amendement n° 9, ainsi modifié : adopté ;

– article 7, ainsi modifié : adopté (p. 4372) ;

Après l'article 7 : amendement n° 24 de M. Charles Revet (article 72 D du code général des impôts ; augmentation à 25 p. 100 du bénéfice, avec un plafond de 50 p. 100, des déductions opérées sur le bénéfice des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) : non soutenu ; amendement n° 26 de M. Charles Revet (cumul des déductions du bénéfice au titre de l'article 72 D du code général des impôts et des mesures favorables d'évaluation des stocks prévues à l'article 72 B) : non soutenu ; amendement n° 29 de M. Charles Revet (autorisation de l'imputation de déficits agricoles sur d'autre revenus si ces derniers ne dépassent pas 100 000 francs contre 40 000 francs dans la législation en vigueur) : non soutenu ; amendement n° 42 de M. Michel Cointat (autorisation de l'imputation des déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 70 000 francs) (p. 4382) ; souhait du ministre chargé du budget de voir un accroissement de la fiscalité pesant sur le tabac réservée au financement de la sécurité sociale ; prend l'engagement d'étudier la question soulevée par l'amendement n° 42 avant la fin de la discussion budgétaire ; amendement n° 42 : retiré ; repris par M. Marcel Rigout ; adopté ; amendement n° 43 de M. Michel Cointat (suppression de la réduction à 50 p. 100 introduite par la loi du 29 décembre 1983 sur les droits de mutation perçus au titre de la constitution de groupements fonciers agricoles pour la part de la valeur des biens supérieurs à 500 000 francs) : rejeté.

Article 8 *(alimentation du bétail ; relèvement à 250 tonnes du seuil de restitution de taxes sur les céréales)* (p. 4383) : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 60 de M. Marcel Rigout (prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values résultant du changement d'affectation des terres agricoles pour toute mutation à titre onéreux, sauf les opérations réalisées par les collectivités publiques ou les organismes parapublics) ; non-compensation pour les communes des exonérations trentenaires définies à l'article 1395 du code général des impôts ; amendement n° 60 : rejeté au scrutin public.

Article 9 *(reconduction de mesures relatives à la T.V.A. prises en faveur de l'agriculture) :* bouilleurs de cru (p. 4384) ; absence de propositions du Gouvernement pour satisfaire les engagements pris par le Premier ministre en Alsace début 1986 ; subvention pour les investissements dans le tourisme rural ; fiscalité pesant sur le tabac ; bouilleurs de cru (p. 4385) ;

– article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 37 de M. Philippe Vasseur (limite de la prise en compte comme bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 000 à 120 000 francs) : non soutenu ; amendement n° 10 de la commission soutenu par M. Michel Cointat (limite de la prise en compte comme bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 000 à 100 000 francs) ; développement du tourisme rural (p. 4386) ; mesure initiée par la précédente majorité ; amendement n° 10 repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (locations d'immeubles à usage agricole ; extension de la possibilité d'option pour le régime de la T.V.A.) ; engagement du Gouvernement à régler la question dans le courant de la discussion budgétaire ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 61 de M. Bernard Deschamp soutenu par Mme Muguette Jacquaint (taux 0 de T.V.A. sur des produits de base ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes ; accroissement du prélèvement fiscal sur les bons anonymes) (p. 4387) ; baisse du pouvoir d'achat des salaires et des retraites (p. 4388) ; lutte contre la pauvreté par la relance de l'économie plutôt que par l'accroissement de la pression fiscale ; sixième directive communautaire interdisant l'institution d'un taux 0 de T.V.A. ; amendement n° 61 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 62 de M. Paul Mercieca (institution d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) : rejeté (p. 4389).

d) *Mesures d'harmonisation européenne en matière de T.V.A.*

Article 10 *(réduction à 28 p. 100 du taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³) ;* situation du secteur de la location de véhicules automobiles ; harmonisation européenne ; réduction de la T.V.A. en Corse (p. 4390) ; nécessité d'une adaptation rapide des taux français au niveau européen ; proposition de M. Lauré relative à un prélèvement sur les salaires mis à la charge des employeurs en contre-partie de l'alignement des taux de T.V.A. sur la moyenne européenne ; dévaluation du franc de l'ordre de 3 p. 100 induite par la proposition de M. Lauré (p. 4391) ; calcul de la T.V.A. sur la base du taux du pays de destination ; suppression de l'impôt sur le revenu ; nécessité de réduire les dépenses sociales ; objectif de la suppression du taux majoré à l'horizon 1992 (p. 4392) ; fiscalité des tabacs et des alcools ; proposition de M. Lauré relative à la taxe sur les salaires aboutissant à surimposer les salaires par rapport aux revenus du capital ; atteinte à la souveraineté nationale par l'harmonisation européenne des taux de T.V.A. ; adaptation à la Corse de l'abaissement des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes ou aide aux entreprises s'installant dans cette région (p. 4393) ; taxe sur les salaires ; objectif triennal de compression des dépenses ; orientations du Gouvernement en matière fiscale ; négociation avec la C.E.E. pour l'harmonisation des taux de T.V.A. ; amendement n° 63 de M. Jean Jarosz (réduction à 18,6 p. 100 du taux de la T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³ ; relèvement à 50 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4394) ; proposition de M. Lauré ; évolution progressive des taux de T.V.A. ; amendement n° 63 : rejeté ;

– article 10 : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 45 de M. Jean-Paul de Rocca Serra soutenu par M. Alain Griotteray (Corse ; taux de 21 p. 100 pour les ventes de voitures automobiles) ; amendement n° 110 de M. Pierre Pasquini (même objet) ; amendement n° 134 de M. Nicolas Alfonsi soutenu par M. Emile Zuccarelli (même objet) (p. 4395) ; création de zones franches en Corse (p. 4396) ; amendement n° 45 repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) : adopté ; amendements n° 110 et n° 134 : devenus sans objet ; amendement n° 121 de M. Paul Chomat (exonération de la T.V.A. pour les dépenses d'investissement des H.L.M.) ; situation des H.L.M. ; réduction de la durée d'exonération de la taxe sur le foncier bâti (p. 4397) ; rejeté au scrutin public.

Article 11 *(assujettissement des enregistrements sonores au taux normal de la T.V.A.) :* nécessaire réduction du nombre des taux ; amendement n° 100 de M. Gilbert Gantier (extension du taux normal à la vidéo et la location de cassettes vidéo ; maintien du taux majoré pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) : retiré ; amendements identiques n° 13 corrigé de la commission soutenu par M. Michel d'Ornano, n° 1 corrigé de M. Jean de Gaulle et n° 2 corrigé de M. Michel d'Ornano (application de la mesure prévue à l'article 11 au 1er décembre 1987) (p. 4399) : adoptés ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 66 de M. Jean Giard (T.V.A. à 2,5 p. 100 pour les cinémas d'art et d'essai ; exonération de T.V.A. pour les 150 premières représentations théâtrales d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales ou chorégraphiques ; augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) ; multiplication des chaînes de télévision et invasion de téléfilms américains : rejeté ; amendement n° 97 de M. Jean-Marie Demange (assujettissement de la parfumerie au taux normal de la T.V.A.) : non soutenu ; amendement n° 103 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 102 de M. Gilbert Gantier (T.V.A. à 28 p. 100 sur la parfumerie) ; amendement n° 109 de M. Gilbert Gantier (taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée pour les opérations de location portant sur des cassettes vidéo à caractère pornographique ou incitant à la violence) ; amendement n° 101 de M. Gilbert Gantier (T.V.A. au taux de 28 p. 100 sur la vidéo y compris la location de cassettes ; taux majoré pour les supports à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 4401) ; proposition du groupe socialiste de diminution du taux majoré de la T.V.A. ; choix du Gouvernement en matière d'abaissement du taux majoré ; concentration de l'effort sur l'automobile ; amendements nos 103, 102, 109 et 101 : retirés ; amendement n° 125 de M. Paul Mercieca (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) ; discrimination introduite entre associations (p. 4402) ; politique sociale du Gouvernement ; amendement n° 125 : rejeté.

Article 12 *(réduction du taux de T.V.A. à 7 p. 100 pour les attractions foraines) :* extension de la mesure aux parcs de loisirs sportifs ; législation commune à toutes les manifestations ludiques ; engagement du Gouvernement de M. Fabius sur l'abaissement de la T.V.A. pour les parcs à thème culturel ; taux de T.V.A. applicable aux jardins botaniques (p. 4403) ; difficulté d'appréciation du caractère culturel d'un parc de loisirs ;

- article 12 : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 35 de M. Léonce Deprez soutenu par Mme Florence d'Harcourt (loueurs en meublé ; plafond d'exonération de la T.V.A. porté de 21 000 à 40 000 francs de produit annuel) ; effet dissuasif des obligations fiscales pesant sur les loueurs en meublé (p. 4404) ; incompatibilité de l'amendement n° 35 avec la législation européenne ; amendement n° 35 : retiré ; amendement n° 36 de M. Léonce Deprez soutenu par Mme Florence d'Harcourt (taux réduit de T.V.A. sur les droits d'entrée dans les parcs de loisirs) ; parcs d'attraction aquatiques ; engagement du précédent gouvernement sur la T.V.A. applicable à Eurodisneyland ; amendement n° 36 : retiré.

Article 13 *(exonération de la T.V.A. pour les cliniques privées)* (p. 4405) ; réglementation européenne ; répercussion dans le prix de journée ; harmonisation européenne et entre les catégories d'établissements de soins ;

- article 13 : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 14 corrigé de la commission soutenu par M. Michel d'Ornano (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 p. 100 pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4406) ; détournement de fonds H.L.M. auxquels se seraient livrées certaines municipalités communistes (p. 4407) ; fiscalité sur les tabacs ; amendement n° 14 corrigé : rejeté au scrutin public.

Article 14 *(suppression des limitations de remboursement de la T.V.A.) :* adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 15 de la commission (non-application du décalage d'un mois pour l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications) (p. 4408) ; coût de la suppression générale du décalage de l'imputation de la T.V.A. ; harmonisation fiscale européenne du décalage d'un mois par imputation des dettes fiscales des entreprises sur les remboursements de T.V.A. et par des versements annuels de l'Etat jusqu'en 1992 (p. 4409) ; difficultés pour la suppression du décalage d'un mois dans le remboursement de la T.V.A. ; financement de la suppression de ce décalage pour les télécommunications ; transferts du budget annexe des télécommunications sur le budget général (p. 4410) ; prélèvement sur le budget annexe des P. et T. au profit du budget général ; amendement n° 15 : retiré ; amendement n° 154 du Gouvernement (non-application de la règle du décalage d'un mois à l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications) : adopté au scrutin public (p. 4411).

Article 15 *(déductibilité de la T.V.A. sur le gazole et le gaz liquéfié) :* adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 69 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Roger Combrisson (contribution exceptionnelle de 5 p. 100 sur le montant des provisions pour fluctuation des cours figurant au 31 décembre 1987 au bilan des entreprises de raffinage) ; difficultés du secteur du raffinage : rejeté.

e) *Mesures diverses.*

Avant l'article 16 : amendement n° 70 de Mme Muguette Jacquaint (taxe de 0,5 p. 100 assise sur la masse salariale des entreprises employant plus de 500 salariés) (p. 4426) ; affectation de cette taxe à la construction de crèches : rejeté au scrutin public ; amendement n° 135 de M. Jean Anciant soutenu par M. Michel Margnes (exonération de la T.V.A. pour les loyers des locaux occupés par les associations agréées régies par la loi de 1901) ; politique du Gouvernement à l'égard des associations ; risque d'augmentation des loyers (p. 4427) ; discrimination entre propriétaires ; amendement n° 135 : rejeté ; amendement n° 136 corrigé de M. Jean Anciant soutenu par M. Christian Pierret (associations : relèvement à 7 000 francs du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires) ; politique du Gouvernement à l'égard des associations (p. 4428 ; subventions touchées par des associations fantaisistes ou fantômes ; suppression de crédits sociaux pour financer les cérémonies du bicentenaire de la Révolution ; amendement n° 136 : rejeté.

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie)* (p. 4429) : inégalité entre le pétrole et le gaz au détriment de ce dernier ; opérations de rebudgétisation ; intégration artificielle de 7 milliards de recettes supplémentaires, de 2 milliards 9 sur deux ans les opérations de rebudgétisation ; fonds spécial de grands travaux ; amendement n° 155 du Gouvernement (indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour 1988 sur le tarif en vigueur au 1er janvier) ; harmonisation fiscale européenne ; proposition de M. Lauré (p. 4431) ; amendement n° 155 : adopté ; amendement n° 104 de M. Gilbert Gantier (réduction supplémentaire de la taxe sur le fioul lourd) ; compétitivité de l'industrie française ; taxation du fioul lourd conforme aux réglementations de la Communauté économique européenne ; coût comparé du gaz industriel dans la C.E.E. ; taxation comparée du fioul lourd dans la C.E.E. (p. 4432) ; nécessité de réduire les taxes sur l'énergie délivrée à l'industrie ; amendement n° 104 : rejeté ;

- article 16 : ainsi modifié : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 38 de M. Aymeri de Montesquiou (réduction du bénéfice imposable au titre de l'impôt sur les sociétés au prorata de l'accroissement du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation) : retiré (p. 4433) ; amendement n° 71 de M. Jean Giard (impôt sur les sociétés porté à 65 p. 100 pour les entreprises traitant avec des sociétés d'Afrique du Sud ; place de la France dans les échanges de l'Afrique du Sud ; réformes entreprises dans ce pays (p. 4434) ;

demande d'application de l'article 54, alinéa 6, du règlement par le rapporteur général ; amendement n° 71 : rejeté au scrutin public (p. 4435) ; amendement n° 72 de M. Roger Combrisson (institution d'une progressivité de l'impôt de bourse ; taux de 5 à 7 p. 1000) : rejeté.

Rappel au règlement de M. Christian Goux ; amendement n° 73 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jean Jarosz (augmentation de 10 p. 100 de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense) (p. 4436) ; affectation du supplément de ressources aux combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc ; amendement n° 73 : rejeté.

Article 17 *(assujettissement progressif des caisses d'épargne et de prévoyance et des caisses de crédit municipal à l'impôt sur les sociétés)* : financement du logement ;

- article 17 : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 81 de M. Jean Giard (taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 p. 100 et réduit à 50 p. 100 pour les entreprises créatrices d'emploi) (p. 4437) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Jean Giard (réintégration dans le bénéfice des banques et établissements de crédit des provisions effectuées pour le financement d'opérations à l'étranger) ; diminution du rôle des banques dans le financement de l'économie ; inapplication des dispositions visées par l'amendement n° 82 depuis 1979 ; amendement n° 82 : rejeté ; amendement n° 115 corrigé de M. Pierre Descaves (réduction à 20 p. 100 du taux de l'impôt acquitté par les associations et collectivités sans but lucratif) (p. 4438) : retiré.

Article 18 *(suppression de la présomption de distribution de la fraction excédentaire d'amortissement des véhicules de tourisme)* : amendement n° 17 de la commission (relèvement à 65 000 francs du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme) : repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) : adopté (p. 4439) ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 93 de M. Gérard Trémège (suppression de l'amende fiscale de 200 p. 100 relative aux infractions à la taxe sur les voitures de tourisme des sociétés ; institution de pénalités de retard) : retiré.

Avant l'article 19 : amendement n° 147 corrigé de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (transmission d'entreprises à titre gratuit ; extension aux tiers des avantages fiscaux de la donation en ligne directe ; majoration de l'abattement dans le cas des entreprises individuelles) ; politique de la majorité en faveur de la transmission d'entreprises (p. 4440) ; amendement n° 147 corrigé : rejeté.

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler leurs plus-values à court terme réalisées à partir du 1er janvier 1987)* : caractère rétroactif de l'article ; déplacement de capitaux de l'économie réelle vers la spéculation financière ; nécessité de pénaliser les profits spéculatifs par rapport à ceux tirés de l'activité productive (p. 4441) ; faiblesse de la rentabilité du capital investi dans l'entreprise par rapport à celle du placement financier ; proposition du groupe socialiste en matière d'imposition des plus-values réalisées par les entreprises ; amortissement dégressif ; complexité de la fiscalité ; amendements identiques n° 94 corrigé de M. Gérard Trémège et n° 105 de M. Gilbert Gantier (application du nouveau régime à compter du 1er janvier 1988) (p. 4442) ; comparaison internationale en matière d'imposition des plus-values ; amendements n° 94 corrigé et n° 195 : retirés ; repris par M. Pierre Descaves : rejetés (p. 4443) ;

- article 19 : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 83 de M. Jean Giard (contribution assise sur l'avantage procuré par l'amortissement dégressif par rapport à l'amortissement linéaire) ; affectation de son produit à la création d'emplois ou à la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire) ; amendement n° 84 de M. Jean Giard (prélèvement de 2 p. 100 sur le montant des investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises) ; amendement n° 85 de M. Jean Giard (taxation au profit du Trésor et de la commune d'implantation des suppressions d'emploi effectuées par les entreprises ayant investi à l'étranger au cours des trois années précédentes) ; amendement n° 86 de M. Jean Giard (prélèvement exceptionnel de 10 p. 100 sur les comptes à terme, les bons de caisse et le montant des actions et des obligations acquises par les entreprises de plus de 50 salariés depuis le 1er janvier 1988) ; échec de la politique du « tout à l'exportation » ; perte d'indépendance nationale ; danger de l'accumulation financière (p. 4444) ; amendements nos 83, 84, 85 et 86 : rejetés ; amendement n° 95 de M. Gérard Trémège (étalement de l'imposition du profit résultant du remboursement par une compagnie d'assurance, en cas de décès du souscripteur, d'un prêt bancaire contracté pour les besoins de l'entreprise) : retiré ; repris par le Gouvernement : modifié (suppression du gage) : adopté ; amendement n° 106 de M. Gilbert Gantier (paragraphe 1er *ter* de l'article 160 du code général des impôts ; report à leur date de réalisation de l'imposition de plus-values constatées) (p. 4445) ; nécessité de réserver le bénéfice de l'amendement n° 106 aux mutations présentant un réel intérêt économique ; engagement du Gouvernement à proposer prochainement un texte ; amendement n° 106 : retiré.

Article 20 *(organismes de placement collectif ; comptabilisation du produit payé d'avance)* : adopté.

Article 21 *(relèvement de 2 000 à 4 000 francs de la limite de réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé pour les redevables dont les recettes sont inférieures aux limites du forfait ou de l'évaluation administrative et qui ont opté pour le régime réel d'imposition)* : proposition du groupe communiste de porter la limite à 5 000 francs ; application sur les revenus de 1988 et non de 1987 du plafond de 400 000 francs au-dessous duquel peut intervenir l'abattement de 20 p. 100 pour les adhérents des centres de gestion agréés (p. 4446) ;

- article 21 : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 87 de M. Paul Chomat (relèvement des limites de chiffres d'affaires permettant l'obtention de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé) ; allégement des formalités pesant sur les entreprises : rejeté ; amendement n° 88 de M. Paul Chomat (relèvement des limites de chiffre d'affaires dispensant de la mission de surveillance d'un expert-comptable) (p. 4447) ; simplification et allégement des obligations comptables des petites entreprises : rejeté ; amendement n° 89 de M. Paul Chomat (renouvellement tous les six ans de l'agrément et de l'habilitation des centres de gestion agréés ; maintien du délai de trois ans pour le premier renouvellement) ; nature réglementaire de l'amendement n° 89 : rejeté ; amendement n° 108 de M. Paul Chomat (extension du champ d'action des centres de gestion agréés) (p. 4448) ; réflexion à mener avec les experts-comptables : rejeté ; amendement n° 112 de M. Jean Bonhomme (relèvement des limites de chiffre d'affaires pour l'admission au régime du forfait) ; évolution vers le régime réel (p. 4449) ; adaptation des obligations fiscales et comptables aux petites entreprises ; amendement n° 112 : rejeté ; amendement n° 119 de M. Bruno Durieux soutenu par M. Gilbert Gantier (immeubles classés inscrits à l'inventaire supplémentaire ou agréés ; déduction des dépenses de travaux, de réparation ou d'entretien du revenu global pour les propriétaires-occupants nonobstant l'absence de subvention de l'Etat) : retiré.

Article 22 *(unification des dates de recouvrement des impôts locaux ; fixation au 15 septembre)* : amendements identiques n° 18 de la commission et n° 90 de M. Roger Combrisson (de suppression) (p. 4450) : adoptés ;

- en conséquence, l'article 22 est supprimé (p. 4451).

Après l'article 22 : amendement n° 117 de M. Albert Brochard (communes fusionnées comptant individuellement moins de 3 000 habitants ; bénéfice des dispositions prévues pour le paiement d'impôts hors délai dans les communes de moins de 3 000 habitants) : rejeté.

Avant l'article 23 : amendement n° 19 de la commission (sociétés d'assurances ; réduction de 1 à 0,75 p. 100 du taux de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistres) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage ; application aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 1988) (p. 4460) : adopté.

Article 23 *(reconduction de mesures temporaires : taxe professionnelle, fusion de sociétés, non perception par l'Etat de 3,6 p. 100 de la taxe d'habitation, prélèvement sur les entreprises pétrolières...)* : amendement n° 47 de M. Georges Tranchant (taux de 3 p. 100 pour l'incorporation de réserves au capital des sociétés) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) : rejeté (p. 4461) ;

- article 23 : adopté au scrutin public.

II. - **Ressources affectées.**

Article 24 *(dispositions relatives aux affectations)* : adopté.

Article 25 *(taxe sur les huiles perçues au profit du B.A.P.S.A.)* : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 48 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (fixation à 1,8 p. 100 au lieu de 0,8 p. 100 de la taxe sur les tabacs perçue au profit du B.A.P.S.A.) ; cumul emploi retraite dans le secteur agricole : retiré.

Article 26 *(D.G.F. ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de T.V.A.)* ; situation des collectivités des départements d'outre-mer (p. 4462) ; charges nouvelles leur incombant du fait de la décentralisation ; proposition du groupe communiste relative à l'exonération de la T.V.A. sur les dépenses d'investissement des collectivités locales et à la suppression du prélèvement de 4 p. 100 opéré par l'Etat pour frais de confection des rôles et exonérations (p. 4463) ; prélèvement sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) ; modes de répartition de la D.G.F. ; effet pervers de la prise en compte de la pression fiscale ; inconvénient de la prise en charge partielle par l'Etat de la taxe professionnelle ; concours de l'Etat aux collectivités locales ; réforme de la D.G.F. (p. 4464) ; caractère discutable du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée ; amendement n° 156 du Gouvernement (majoration du taux de prélèvement pour prendre en compte les mesures d'allègement de la T.V.A.) : adopté au scrutin public ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 39 de M. Michel Barnier soutenu par M. Georges Tranchant (majoration du tarif des redevances perçues au profit du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) ; Fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 4465) : retiré.

Article 27 *(affectation au budget général de bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer)* : adopté au scrutin public.

Article 28 *(suppression de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail au budget de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)* ; rôle et avenir de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) (p. 4466) ; politique suivie dans le domaine du logement depuis 1986 ; rôle de l'A.N.A.H. (p. 4467) ; financement de l'A.N.A.H. en 1989 ; rapport de la Cour des comptes pour 1986 ; amendement n° 152 de M. Christian Pierret soutenu par M. Guy Malandain (de suppression) : rejeté ;

- article 28 : adopté (p. 4468).

Titre II : *dispositions relatives aux charges.*

Article 29 *(taux de majoration applicable aux rentes viagères)* : adopté.

Titre III : *dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Article 30 et état A (p. 4470 à 4480) ; présentation truquée du déficit budgétaire ; déficit de la sécurité sociale ; prélèvements obligatoires ; « bombes à retardement » (p. 4481) ; amendement n° 141 de M. Jean Anciant soutenu par M. Jacques Roger-Machart (minoration de 15 milliards des ressources brutes) ; caractère optimiste des hypothèses économiques du Gouvernement ; projection triennale des dépenses et recettes budgétaires ; harmonisation fiscale européenne (p. 4482) ; recevabilité de l'amendement n° 141 au regard de l'article 42 de l'ordonnance de 1959 ; études de l'Ipecode et de l'O.F.C.E. commandées par la commission des finances ; position de l'U.D.F. sur le budget ; conséquences sur les taux d'intérêt réels de l'affectation des recettes de la privatisation (p. 4483) ; affectation des recettes de la privatisation ; amendement n° 141 : rejeté ; amendement n° 140 de M. Jean Anciant soutenu par M. Christian Pierret (minoration de deux milliards des ressources du budget annexe des P. et T.) ; augmentation du transfert opéré du budget annexe au budget général ; augmentation du tarif des télécommunications par la précédente majorité : rejeté (p. 4484) ; amendement n° 157 du Gouvernement (modification d'évaluation de recettes pour tenir compte de votes intervenus et du lancement du « tapis vert ») ; augmentation des recettes de la fiscalité du tabac affectées au budget général contrairement aux engagements du Gouvernement ; amendement n° 157 : adopté ; amendement n° 139 de M. Roger Combrisson (emprunt Giscard ; autorisation accordée au ministre de l'économie de convertir l'emprunt 7 p. 100 1973 de manière à réduire la charge pour l'Etat à trois fois la valeur d'émission de l'emprunt) : rejeté ;

- article 30 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 4485).

Seconde délibération du projet de loi [16 octobre 1987] (p. 4486).

Titre Ier : *dispositions relatives aux ressources.*

Article 7 *bis* (voir amendement n° 42 après l'article 7) : amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 11 : amendement n° 2 du Gouvernement (report au 1er janvier 1988 du relèvement de la fiscalité sur le tabac et majoration supplémentaire des droits) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Titre III : *dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Article 30 et Etat A (p. 4487 à 4489) : jugement du groupe communiste sur le budget (p. 4490) : jugement du groupe U.D.F. ; crédits d'impôt favorisant l'accroissement des dépenses de formation ainsi que de diffusion de l'innovation ; caractère optimiste des hypothèses économiques du Gouvernement ; échec sur le taux d'intérêt réel (p. 4491) ; augmentation des prélèvements obligatoires ; fiscalité de l'investissement ; artifice de présentation des dépenses consacrées à l'emploi ; sous-estimation du déficit ; inégalités dans les allégements d'impôt ; déficit budgétaire réalisé par les gouvernements socialistes ; gestion comptable de la sécurité sociale par M. Bérégovoy (p. 4492) ; bilan comparé des précédents gouvernements et du Gouvernement actuel ; vote favorable du groupe Front national et rassemblement national sur le budget ; **rappels au règlement** de MM. Edmond Alphandéry et Christian Pierret ; bilan du précédent gouvernement (p. 4493) ; déficit budgétaire ; amendement n° 3 du Gouvernement (modification d'évaluations de recettes) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

- article 30 et état A annexé : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 96 du règlement, demande du Gouvernement à l'Assemblée de se prononcer, en seconde délibération, par un seul vote sur l'amendement n° 1 supprimant l'article 7 *bis*, l'article 11 modifié par l'amendement n° 2 et l'article 30 et l'état A modifiés par l'amendement n° 3 : adoptés au scrutin public (p. 4494).

DEUXIÈME PARTIE

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PREMIER MINISTRE : DROITS DE L'HOMME, FRANCOPHONIE

Examen du fascicule [5 novembre 1987] (p. 5425, 5449).

Afrique (relations de la France avec le continent africain) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5436, 5466) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5444) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5451, 5452) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5463) ; *Bellon (André)* (p. 5464).

Afrique australe (relations de la France avec l' -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5436) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5442) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5453).

Afrique du Nord (relations de la France avec les pays d' -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5435) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5453).

Allemagne (coopération France - dans le domaine de la sécurité) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5430) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5433) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5444) ; *Dumas (Roland)* (p. 5446) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5452) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5452) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5457).

Alsace (vocation européenne de l' -) : *Koehl (Emile)* (p. 5459).

Amérique centrale (situation en -) : *Montdargent (Robert)* (p. 5454) ; *Bariani (Didier)* (p. 5469).

Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5429) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5432, 5466) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5444) ; *Dumas (Roland)* (p. 5445, 5446) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5452) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5452) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5457) ; *Bellon (André)* (p. 5463).

Cambodge et Vietnam (relations de la France avec le -) : *Mesmin (Georges)* (p. 5463) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5465) ; *Bariani (Didier)* (p. 5468, 5469) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5470).

Communauté européenne (problèmes budgétaires et financiers de la -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5426) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5434).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5428) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5433) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5441) ; *Dumas (Roland)* (p. 5445) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5452).

Défense européenne (identité européenne en matière de défense) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5429, 5430) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5432, 5433, 5434) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5439, 5467) ; *Dumas (Roland)* (p. 5446) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5452) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5455) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5457) ; *Bellon (André)* (p. 5464).

Droits de l'homme (évolution des - et des libertés dans le monde) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5427) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5445) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5461) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5463).

Éducation civique : *Malhuret (Claude)* (p. 5440).

Effectifs (réduction des - et implantation diplomatique et consulaire) : *Mancel (Jean-François)* (p. 5425) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431, 5464) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5442, 5443) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5451) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5454) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5456) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5457).

Émission de Radio France internationale et de T.V. 5 à l'étranger : *Mancel (Jean-François)* (p. 5426) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5428) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431, 5467) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5460) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5463) ; *Bariani (Didier)* (p. 5468).

Enseignants (rémunération des - recrutés localement) : *Mancel (Jean-François)* (p. 5426) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5429) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5432, 5465).

Enseignants français à l'étranger (recrutement et affectation des -) : *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5429).

Enseignement du français à l'étranger : *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5428) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431).

Français de l'étranger (aides aux - et rôle des -) : *Mancel (Jean-François)* (p. 5425) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5432) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5442) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5451) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5456) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5459, 5460) ; *Bariani (Didier)* (p. 5468).

Francophonie (renforcement de la -) : *Mancel (Jean-François)* (p. 5426) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5429) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5458) ; *Mamy (Albert)* (p. 5461, 5462) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5462).

Géopolitique (réalité de la -) : *Mégret (Bruno)* (p. 5450).

Information des services : *Mancel (Jean-François)* (p. 5425) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5430, 5431) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5442) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5456).

Marché unique européen : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5427) ; *Raimand (Jean-Bernard)* (p. 5434) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5438) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5453) ; *Koehl (Emile)* (p. 5459).

Maroc (mission de M. Xavier Deniau au -) : *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant de M. Xavier Deniau) (p. 5428).

Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 5443) ; *Dumas (Roland)* (p. 5445) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5451) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5456) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5457, 5458) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5465, 5466).

Monnaie européenne : *Bosson (Bernard)* (p. 5439, 5467) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5453) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5455) ; *Bellon (André)* (p. 5464).

Organisations humanitaires (incitation au développement des -) : *Malhuret (Claude)* (p. 5440).

Politique agricole commune : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5427) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5434) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5437, 5468) ; *Bellon (André)* (p. 5464).

« Politique du dialogue » : *Mégret (Bruno)* (p. 5449) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5466, 5467).

Politique étrangère (définition d'une véritable -) : *Mégret (Bruno)* (p. 5449, 5450).

Proche et Moyen-Orient (relations de la France avec le -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5435, 5436) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5444) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5452) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5453).

Racisme (lutte contre le -) : *Malhuret (Claude)* (p. 5440, 5441).

Racisme et crimes contre l'humanité (amendements et sous-amendements réprimant l'apologie du - introduits dans le projet sur la drogue débattu le 9 octobre 1987) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 5460, 5461) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5469).

Rapport Viot : *Mancel (Jean-François)* (p. 5425, 5426) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5428) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431, 5465) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5441) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5456) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5457).

Réfugiés (situation des -) : *Malhuret (Claude)* (p. 5441, 5470) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5456).

Relations culturelles avec l'étranger (crédits affectés aux -) : *Mancel (Jean-François)* (p. 5425, 5426) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (remplaçant M. Xavier Deniau) (p. 5428) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431, 5464) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5442).

Secrétariat d'État chargé des Droits de l'homme (rôle du - sur le plan intérieur et sur le plan international) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5428) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5439) ; *Bellon (André)* (p. 5464).

Strasbourg (capitale européenne) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 5455) ; *Koehl (Emile)* (p. 5459) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5467).

Tiers-monde (endettement du -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5436, 5437) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5454).

Totalitarisme (lutte contre le - de tout bord) : *Malhuret (Claude)* (p. 5441, 5469) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5461).

U.E.O. : *Bouvard (Loïc)* (p. 5430) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5433, 5466) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5439, 5467) ; *Dumas (Roland)* (p. 5446) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5452) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5453) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5455) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5457).

U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5428) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5433, 5466) ; *Bigedrd (Marcel)* (p. 5444, 5445) ; *Dumas (Roland)* (p. 5445) ; *Mégret (Bruno)* (p. 5449) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5457).

Visas : *Mancel (Jean-François)* (p. 5426) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5431) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5442) ; *Koehl (Emile)* (p. 5459) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5460) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5467) ; *Bariani (Didier)* (p. 5468).

Procédure des questions (p. 5470).

Afrique du Sud (sanctions à l'encontre du Gouvernement d'-) : *Stirn (Olivier)* (p. 5476) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5476, 5479) ; *Bonhomme (Jean)* (p. 5479).

Alliances françaises (conditions de fonctionnement des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5470, 5471) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5471).

Aménagement du Rhin à l'aval de Strasbourg (ajournement des travaux d' - et indemnisation des victimes d'inondations) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5475) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5475).

Asie (renforcement de la présence française en -) : *Baumel (Jacques)* (p. 5478) ; *Bariani (Didier)* (p. 5478).

C.E.E. (bilan pour la France de l'élargissement de la - à l'Espagne et au Portugal) : *Garmendia (Pierre)* (p. 5471) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5471, 5472).

Chypre (occupation d'une partie de - par la Turquie) : *Godefroy (Pierre)* (p. 5474) ; *Raimond (Bernard)* (p. 5475).

Conseil de l'Europe (projet de budget du - pour 1988) : *Oehler (Jean)* (p. 5475) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5476).

ECU (transformation de l' - en devise à part entière) : *Cointat (Michel)* (p. 5479) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5479).

Europe occidentale (renforcement de la sécurité en - après les négociations américano-soviétiques) : *Valleix (Jean)* (p. 5476, 5477) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5477, 5478) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5477).

Marché unique européen (réalisation du -) : *Seitlinger (Jean)* (p. 5470) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5470, 5478) ; *Cointat (Michel)* (p. 5478).

Namibie (attitude du Gouvernement à l'égard de la -) : *Stirn (Olivier)* (p. 5476) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5476).

Otages français au Liban (attitude du Gouvernement à l'égard des -) : *Loncle (François)* (p. 5472) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5472).

Radio-France internationale (R.F.I.) : *Proveux (Jean)* (p. 5472, 5473) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5473).

Taiwan (absence de relations diplomatiques entre la France et -) : *Rolland (Hector)* (p. 5474) ; *Bariani (Didier)* (p. 5474).

Télévision en langue française (diffusion en Afrique et notamment en Afrique du Nord de programmes de -) : *Guéna (Yves)* (p. 5473) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5474).

Travailleur frontalier (définition de la notion de -) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5480) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5480).

Vote des crédits (p. 5480).

Crédits inscrits à la ligne « Affaires étrangères ».

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : amendements n° 168, 169, 170, 171 et 173 de M. Pierre Descaves soutenus par M. Pascal Arrighi (réduction des crédits) (p. 5480) ; retirés ;

- titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés au scrutin public.

Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre : I. - Services généraux ».

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 5481).

AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI

Examen du fascicule [2 novembre 1987] (p. 5187, 5207, 5235) ; [3 novembre 1987] (p. 5259, 5285).

Caractère électoraliste du budget : *Seguin (Philippe)* (p. 5278, 5279) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5285).

Crédits (montant et répartition des -) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5187) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5197) ; *Seguin (Philippe)* (p. 5207, 5275) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5223).

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) : *Evin (Claude)* (p. 5187, 5189) ; *Seguin (Philippe)* (p. 5214, 5215) ; *Herlory (Guy)* (p. 5228, 5229) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5229, 5230) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5232) ; *Robien (Gilles de)* (p. 5239) ; *Briant (Yvon)* (p. 5245, 5246) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5248, 5249) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5272, 5273).

Organisation du débat et temps de parole du Gouvernement : *Richard (Alain)* (vice-président) (p. 5216) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5216, 5236, 5285) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5236) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 5285, 5286) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5286).

Personnes âgées :

- assurance vieillesse : *Hubert (Elisabeth)* (p. 5230) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5230, 5231).

- politique en faveur des personnes âgées (généralités) : *Séguin (Philippe)* (p. 5213) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5220) ; *Frachon (Martine)* (p. 5251, 5252) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5274).

- préretraités : *Papon (Christiane)* (p. 5193).

- retraites : *Evin (Claude)* (p. 5189) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5230, 5231) ; *Robien (Gilles de)* (p. 5239).

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :

- aides à la création d'emplois : *Papon (Christiane)* (p. 5193).

- apprentissage : *Bousquet (Jean)* (p. 5191) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5199) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5202) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5209) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5224)).

- chômage (indemnisation du -) : *Papon (Christiane)* (p. 5193, 5194) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5216).

- chômage et emploi (situation) : *Bousquet (Jean)* (p. 5189, 5190) ; *Papon (Christiane)* (p. 5191, 5192) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5225) ; *Auroux (Jean)* (p. 5227) ; *Colllomb (Gérard)* (p. 5239, 5240) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5242) ; *Berson (Michel)* (p. 5246) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5275, 5276, 5277).

- emploi et formation des femmes : *Avice (Edwige)* (p. 5263, 5264) ; *Seguin (Philippe)* (p. 5278).

- emploi et universités : *Bousquet (Jean)* (p. 5190, 5191).

- entreprises intermédiaires : *Carraz (Roland)* (p. 5259) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5277).

- formation en alternance : *Bapt (Gérard)* (p. 5199) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5209, 5210, 5277) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5223, 5224).

- formation professionnelle (crédits de la - et généralités) : *Bapt (Gérard)* (p. 5200) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5201) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5208, 5209, 5210, 5211, 5212, 5241, 5242, 5276, 5280) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5235, 5236) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5240, 5241, 5247) ; *Berson (Michel)* (p. 5247, 5248) ; *Carraz (Roland)* (p. 5259, 5260).

- formation professionnelle permanente : *Bousquet (Jean)* (p. 5191) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5201, 5202).

- politique de l'emploi (généralités) : *Bousquet (Jean)* (p. 5190) ; *Papon (Christiane)* (p. 5192, 5193, 5194) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5207, 5208, 5275, 5276, 5279, 5280) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5226) ; *Auroux (Jean)* (p. 5227, 5228) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5240) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5242, 5243).

- prévisions statistiques en matière de formation professionnelle : *Pinte (Etienne)* (p. 5216) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5276, 5277).

- propositions du Front National en matière d'emploi (et notamment préférence nationale) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 5221, 5222) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5243).

- service public de l'emploi (A.N.P.E., A.F.P.A.) : *Papon (Christiane)* (p. 5193, 5194) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5210, 5211) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5235).

- stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) : *Bapt (Gérard)* (p. 5199) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5235) ; *Berson (Michel)* (p. 5247) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5277)).

- stages d'insertion : *Bapt (Gérard)* (p. 5199, 5200) ; *Bayard (Henri)* (p. 5260).

- suppression de l'autorisation administrative de licenciement : *Séguin (Philippe)* (p. 5207).

- travail à temps partiel des agents des collectivités locales : *Bieuler (Pierre)* (p. 5226, 5227) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5277).

- travail sans statut et nouveaux gisements d'emploi : *Papon (Christiane)* (p. 5194) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5216, 5217).

- T.U.C. : *Legendre (Jacques)* (p. 5201) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5210) ; *Carraz (Roland)* (p. 5259).

Politique de la famille :

- adoption : *Bayard (Henri)* (p. 5260) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5266) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5270).

- famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) : *Evin (Claude)* (p. 5188) ; *Bêche (Guy)* (p. 5196) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5212) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5219) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5249, 5250) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5268).

- politique de la famille (généralités) : *Hannoun (Michel)* (p. 5198) ; *Cacheux (Denise)* (p. 5247, 5248) ; *Bayard (Henri)* (p. 5260) ; *Piat (Yannick)* (p. 5262, 5263) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5266) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5268, 5269).

Politique de la santé :

- alternatives à l'hospitalisation : *Bichet (Jacques)* (p. 5219) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271, 5272).

- assurance maladie : *Séguin (Philippe)* (p. 5214) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5230) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5231) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5237) ; *Briant (Yvon)* (p. 5245, 5246) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5272, 5273).

- budget global (application au secteur privé : *Bêche (Guy)* (p. 5195) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271).

- budget global (dans les hôpitaux publics) : *Bêche (Guy)* (p. 5195) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271).

- centres hospitaliers généraux : *Barbier (Gilbert)* (p. 5264, 5265).

- équipement hospitalier : *Bêche (Guy)* (p. 5196) ; *Bichet (Jacques)* (p. 5218) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5236).

- études médicales : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5261, 5262) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271).

- évaluation des soins : *Bêche (Guy)* (p. 5196) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5198) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5237, 5238) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271).

- hôpitaux (coût des -) : *Evin (Claude)* (p. 5188, 5189) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5198) ; *Bichet (Jacques)* (p. 5218).

- hôpitaux publics (rétablissement du secteur privé dans les -) : *Evin (Claude)* (p. 5188) ; *Bêche (Guy)* (p. 5195).

- lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme : *Hannoun (Michel)* (p. 5197) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5212) ; *Mora (Christiane)* (p. 5261) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5272).

- lutte contre la toxicomanie : *Bêche (Guy)* (p. 5196) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5197) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5212) ; *Mora (Christiane)* (p. 5261).

- lutte contre le SIDA : *Hannoun (Michel)* (p. 5197) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5212) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 5222, 5223) ; *Mora (Christiane)* (p. 5261) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 5265) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5272).

- maladies professionnelles et accidents du travail : *Roux (Jacques)* (p. 5217, 5218) ; *Robien (Gilles de)* (p. 5238, 5239).

- médecine scolaire : *Hannoun (Michel)* (p. 5197, 5198) ; *Carraz (Roland)* (p. 5250) ; *Mora (Christiane)* (p. 5260, 5261) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5270, 5271).

- médecins libéraux : *Bêche (Guy)* (p. 5195) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271).

- personnel des hôpitaux : *Bêche (Guy)* (p. 5195) ; *Roux (Jacques)* (p. 5219) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 5226, 5227).

- pharmacies et recherche pharmaceutique : *Hannoun (Michel)* (p. 5198).

- recherche et prévention médicales : *Roux (Jacques)* (p. 5218) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5237) ; *Mora (Christiane)* (p. 5261) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5264) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5272).

- services hospitaliers (rôle des -) : *Hervé (Edmond)* (p. 5237) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5271).

Politiques sociales sectorielles :

- droits de la femme : *Toutain (Ghislaine)* (p. 5253, 5254) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5278).

- handicapés (politique en faveur des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 5212, 5213) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5220) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5225) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5252, 5253) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5273, 5274).

- immigration (politique de l' -) : *Goulet (Daniel)* (p. 5202, 5203) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5213, 5276) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5220) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5267, 5268).

- pauvreté (lutte contre la -) : *Papon (Christiane)* (p. 5193) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5213, 5214) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5216) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5220) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5224, 5225) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 5243, 5244, 5245) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5245, 5274, 5275).

Rappel au règlement de M. Pierre Descaves : *Descaves (Pierre)* (p. 5189).

Rappel au règlement de M. Pierre Descaves : *Descaves (Pierre)* (p. 5198).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 5216).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 5236) ; *Richard (Alain)* (p. 5236) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5236).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 5236).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 5285) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 5285, 5286).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 5286) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 5286).

Rappel au règlement de M. Raymond Douyère : *Douyère (Raymond)* (p. 5286) ; *Chaban-Delmas)* (p. 5286).

Situation sociale à la Réunion : *Vergès (Laurent)* (p. 5254, 5255) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5275).

Procédure des questions [3 novembre 1987] (p. 5286, 5307).

Gestion de la sécurité sociale : *Sourdille (Jacques)* (p. 5311) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5311).

Incident de séance : *Séguin (Philippe)* (p. 5307, 5308).

Lutte contre la pauvreté :

- accueil des sans-abris (Maison départementale de Nanterre) : *Sapin (Michel)* (p. 5293) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5293).

- exclus de la sécurité sociale : *Ghysel (Michel)* (p. 5296) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5296, 5297).

- plan de lutte contre la pauvreté : *Kuster (Gérard)* (p. 5313) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5313, 5314).

- revenu minimum garanti : *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 5321, 5322) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5322).

Politique à l'égard des étrangers :

- aides au retour : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5294) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5294).

- dettes des étrangers à l'égard des hôpitaux français : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5294) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5294, 5295).

- mariages blancs : *Ducoloné (Guy)* (p. 5297) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5297, 5298).

- prestations familiales versées aux étrangers polygames : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5295) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5295).

Politique de la famille :

- âge limite pour le versement des prestations familiales : *Legras (Philippe)* (remplacé par M. Gérard Kuster) (p. 5315) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5315).

- effets de la loi du 29 décembre 1986 : *Chantelat (Pierre)* (p. 5291) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5291, 5292).

- mères de famille (assurance-vieillesse) : *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 5291) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5291).

- prestations familiales (revalorisation des -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5289, 5290) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5290).

Politique en faveur des personnes âgées :

- aide à domicile : *Lepercq (Arnaud)* (remplacé par M. Jean-Louis Debré) (p. 5312) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5312, 5313).

- politique en faveur des personnes âgées (compétence en matière de -) : *Terrot (Michel)* (p. 5308) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5308).

- retraites (montant des -) : *Porelli (Vincent)* (p. 5289) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5289).

- retraites des non-salariés : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 5296) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5296).

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :

- apprentissage : *Ueberschlag (Jean)* (p. 5316, 5317) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5317, 5320, 5321) ; *Jacquot (Alain)* (p. 5320).

- associations intermédiaires : *Bardet (Jean)* (p. 5308) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5308, 5309).

- chômeurs de longue durée : *Kuster (Gérard)* (p. 5311, 5312) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5312).

- contrats à durée déterminée dans les collectivités locales et les établissements publics : *Goulet (Daniel)* (p. 5314) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5314).

- contrôle de la recherche d'emploi : *Jacquot (Alain)* (p. 5319) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5319, 5320).

- difficultés d'insertion des jeunes : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 5300) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5300).

- formation continue : *Revet (Charles)* (p. 5298, 5299) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5299).

- indemnisation du chômage : *Deschamp (Bernard)* (p. 5297) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5297).

- plan pour l'emploi des jeunes : *Pinte (Etienne)* (p. 5314) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5314, 5315, 5316) ; *Raoult (Eric)* (p. 5315).

- préretraités : *Fanton (André)* (p. 5301) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5301, 5302).

- travail clandestin (répression du -) : *Narquin (Jean)* (p. 5286) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5287).

Politique de la santé :

- alternatives à l'hospitalisation : *Ghysel (Michel)* (p. 5287) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5287).

- dépenses hospitalières (poids des -) : *Raoult (Eric)* (p. 5317, 5318) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5318).

- lutte contre l'alcoolisme : *Hardy (Francis)* (p. 5309, 5310) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5310).

- lutte contre la toxicomanie : *Godfrain (Jacques)* (p. 5322) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5322, 5323).

- médecine scolaire : *Clert (André)* (p. 5293) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5293, 5294).

- orthophonistes : *Demange (Jean-Marie)* (p. 5296) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5297).

- professions paramédicales : *Bardet (Jean)* (p. 5310) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5310, 5311).

- stomalogistes : *Dalbas (Jean-Claude)* (p. 5321) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5322).

- urologie et lithotriteurs : *Carré (Antoine)* (p. 5298) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5298).

Politiques sociales sectorielles :

- centres d'aide par le travail : *Terrot (Michel)* (p. 5309) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5309).

- convention sidérurgique : *Demange (Jean-Marie)* (p. 5287, 5288) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5288, 5292, 5293) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 5292).

- employés de maison : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 5302) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5302).

- handicapés (politique) : *Hage (Georges)* (p. 5288, 5289) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5289).

- handicapés mentaux adultes : *Richard (Alain)* (p. 5299, 5300) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5300).

- illettrisme (lutte contre l'-) : *Bayrou (François)* (p. 5290) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5290, 5291).

- mobilité géographique : *Debré (Bernard)* (p. 5302) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5302, 5303).

- veuves civiles : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5318) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5318, 5319).

Vote des crédits [3 novembre 1987] (p. 5323).

Etat B, titre III : amendement n° 27 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits du matériel de fonctionnement courant) ; amendement n° 26 de M. Pierre Descaves (réduction des dépenses des services statistiques) ; amendement n° 25 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits des études générales) ; amendement n° 28 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits des objecteurs de conscience) (p. 5323) ; amendement n° 28 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits des objecteurs de conscience) (p. 5323) ; amendement n° 29 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales) (p. 5324) ; retirés ;

- titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 206 de M. Michel de Rostolan (suppression des crédits se rapportant au remboursement par l'Etat des avortements à caractère non médical) (p. 5325) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 209 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales) (p. 5326) ; rejeté ; amendement n° 210 de M. Pierre Descaves (réduction des subventions des groupements et associations d'intérêt général) (p. 5327) ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits consacrés à la formation des conseillers prud'hommes) : rejeté ; amendement n° 212 de M. Pierre Descaves (réduction de l'aide au reclassement des travailleurs étrangers privés d'emploi et de leur famille) (p. 5328) : retiré ; amendement n° 213 de M. Pierre Descaves (réduction de la participation de l'Etat au financement d'audits économiques et sociaux dans les entreprises) (p. 5329) ; rejeté ;

- état B, titre IV : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution jusqu'au vote sur l'article 32 du projet de loi de finances.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées.

Avant l'article 64 : amendement n° 204 de M. Christian Goux soutenu par Mme Gisèle Stievenard (Gouvernement devant présenter au Parlement en 1988 un rapport exposant les moyens en crédit mis en œuvre ainsi que l'utilisation qui en est faite région par région dans le cadre des plans d'urgence afin de lutter contre la grande pauvreté et la précarité sociale et culturelle) (p. 5330) ; lutte contre la pauvreté (p. 5331) ; rejeté (p. 5332) ; **rappel au règlement** de M. Pascal Arrighi (p. 5332, 5333).

AGRICULTURE - B.A.P.S.A.

Examen des fascicules [23 octobre 1987] (p. 4705, 4727).

Agriculture (évolution générale et avenir de l') : *Cointat (Michel)* (p. 4705) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4722) ; *Revet (Charles)* (p. 4728) ; *Nallet (Henri)* (p. 4729, 4730).

Aide alimentaire au tiers monde : *Bordu (Gérard)* (p. 4712, 4713) ; *Nallet (Henri)* (p. 4729) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4732) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4734) ; *Guillaume (François)* (p. 4747).

Bourgogne (situation de l'agriculture en -) : *Mathieu (Gilbert)* (p. 4737).

Calamités agricoles : *Aubert (François d')* (p. 4710) ; *Guillaume (François)* (p. 4718, 4745) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4721) ; *Revet (Charles)* (p. 4727).

Campagne agricole 87 : *Revet (Charles)* (p. 4728).

Communauté économique européenne (conséquences de l'élargissement de la -) : *Bompard (Jacques)* (p. 4730, 4731) ; *Guillaume (François)* (p. 4746) ; *Nallet (Henri)* (p. 4746).

Concurrence (distorsions de -) : *Bompard (Jacques)* (p. 4730) ; *Guillaume (François)* (p. 4743, 4744, 4746).

Crédits (montant, répartition, évolution des -) : *Cointat (Michel)* (p. 4705, 4706) ; *Aubert (François d')* (p. 4708) ; *Moyne-Bressand (Alain)* (p. 4710) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4721) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 4733) ; *Marty (Elie)* (p. 4735) ; *Guillaume (François)* (p. 4742).

Enseignement agricole : *Cointat (Michel)* (p. 4706) ; *Aubert (François d')* (p. 4708) ; *Moyne-Bressand (Alain)* (p. 4711) ; *Guillaume (François)* (p. 4719, 4720, 4745) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4721) ; *Revet (Charles)* (p. 4727) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4733) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 4734) ; *Marty (Elie)* (p. 4736) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4736).

Espace rural (aménagement de l'-) : *Cointat (Michel)* (p. 4705) ; *Aubert (François d')* (p. 4707) ; *Moyne-Bressand (Alain)* (p. 4710) ; *Guillaume (François)* (p. 4718) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4720, 4721) ; *Revet (Charles)* (p. 4728) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4732) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4738) ; *Souchon (René)* (p. 4740).

Ethanol : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4738) ; *Guillaume (François)* (p. 4744).

Fiscalité agricole (réforme de la -) : *Cointat (Michel)* (p. 4706) ; *Revet (Charles)* (p. 4727).

Impôts locaux (taxe foncière sur la propriété non bâtie) : *Cointat (Michel)* (p. 4706) ; *Mayne-Bressand (Alain)* (p. 4711) ; *Revet (Charles)* (p. 4727) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4737).

Industrie agro-alimentaire : *Aubert (François d')* (p. 4708) ; *César (Gérard)* (p. 4711, 4712) ; *Guillaume (François)* (p. 4720) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4722) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4723) ; *Bompard (Jacques)* (p. 4731) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4735).

Jeunes agriculteurs (aides aux -) : *Cointat (Michel)* (p. 4707) ; *Aubert (François d')* (p. 4709) ; *Bompard (Jacques)* (p. 4731).

Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4722) ; *Nallet (Henri)* (p. 4730) ; *Bompard (Jacques)* (p. 4731) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4732) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4733) ; *Marty (Elie)* (p. 4735) ; *Guillaume (François)* (p. 4747).

Politique agricole commune (réforme de la -) : *Cointat (Michel)* (p. 4706) ; *Bordu (Gérard)* (p. 4713) ; *Guillaume (François)* (p. 4718, 4746) ; *Nallet (Henri)* (p. 4730) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4732) ; *Marty (Elie)* (p. 4735).

Production bovine : *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 4734) ; *Malvy (Martin)* (p. 4737) ; *Guillaume (François)* (p. 4744).

Production céréalière : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4738) ; *Guillaume (François)* (p. 4744).

Production laitière et quotas laitiers : *Cointat (Michel)* (p. 4707) ; *Aubert (François d')* (p. 4709) ; *Guillaume (François)* (p. 4718, 4743) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4721) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4732) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 4733) ; *Marty (Elie)* (p. 4736) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4737) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4738) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4740).

Protection sociale agricole : *Rodet (Alain)* (p. 4714, 4715) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4715, 4716) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4716, 4717) ; *Guillaume (François)* (p. 4719) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4722) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4723) ; *Revet (Charles)* (p. 4727) ; *Marty (Elie)* (p. 4735).

Recherche : *Cointat (Michel)* (p. 4707) ; *Guillaume (François)* (p. 4720) ; *Nallet (Henri)* (p. 4729) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4732) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4734, 4735) ; *Souchon (René)* (p. 4142).

Sélection animale : *Mayne-Bressand (Alain)* (p. 4711) ; *Revet (Charles)* (p. 4727) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 4734) ; *Guillaume (François)* (p. 4743).

Sylviculture : *Aubert (François d')* (p. 4708, 4709) ; *Guillaume (François)* (p. 4720).

Viticulture : *Barailla (Régis)* (p. 4738, 4739) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4739, 4740) ; *Guillaume (François)* (p. 4744).

Zones défavorisées (aides aux -) : *Aubert (François d')* (p. 4709) ; *Guillaume (François)* (p. 4718, 4744) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4723) ; *Revet (Charles)* (p. 4729) ; *Malvy (Martin)* (p. 4736, 4737) ; *Blanc (Jacques)* (p. 4740).

Procédure des questions (p. 4742).

Agriculteurs en difficulté : *Rigout (Marcel)* (p. 4760) ; *Guillaume (François)* (p. 4760).

Bilan comptable agricole (inscription des terres et des bâtiments au -) : *Dugoin (Xavier)* (p. 4771) ; *Guillaume (François)* (p. 4771).

Bretagne (état de l'agriculture en -) : *Miossec (Charles)* ; (p. 4759) ; *Guillaume (François)* (p. 4760).

Budget annexe de protection sociale agricole : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4753) ; *Guillaume (François)* (p. 4753).

Caisse d'assurance contre les accidents agricoles d'Alsace-Moselle (réduction de la subvention attribuée à la -) : *Ueberschlag (Jean) (remplacé par Gérard Kuster)* (p. 4773) ; *Guillaume (François)* (p. 4773).

Calamités agricoles (dotations pour les -) : *César (Gérard) (remplacé par M. Arnaud Lepercq)* (p. 4748) ; *Guillaume (François)* (p. 4748).

Campagnes d'information : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4774) ; *Guillaume (François)* (p. 4775).

Concurrence intracommunautaire (distorsions de - et règlement relatif aux anabolisants) : *Patriat (François)* (p. 4763) ; *Guillaume (François)* (p. 4764).

Cotisations sociales (modification de l'assiette des -) : *Paccou (Charles)* (p. 4765) ; *Guillaume (François)* (p. 4765).

Débouchés non alimentaires des produits agricoles : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4766) ; *Guillaume (François)* (p. 4767).

Départements d'outre-mer (agriculture dans les -) : *Hoarau (Claude)* (p. 4750) ; *Guillaume (François)* (p. 4751).

Départements d'outre-mer (impacts de la politique agricole communautaire sur les -) : *Virapoullé (Paul)* (p. 4770) ; *Guillaume (François)* (p. 4770).

Dotation aux jeunes agriculteurs : *Kuster (Gérard)* (p. 4774) ; *Guillaume (François)* (p. 4774).

Dotation aux jeunes agriculteurs (évolution de la -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4750) ; *Guillaume (François)* (p. 4750).

Écoles vétérinaires : *Beaumont (René)* (p. 4770) ; *Guillaume (François)* (p. 4770).

Élevage bovin (difficultés de l' -) : *Miossec (Charles)* (p. 4758) ; *Guillaume (François)* (p. 4758).

Élevage ovin : *Vauzelle (Michel)* (p. 4752) ; *Guillaume (François)* (p. 4753).

Enseignement agricole : *Bordu (Gérard)* (p. 4749) ; *Guillaume (François)* (p. 4750).

Etablissements privés d'enseignement agricole : *Revet (Charles)* (p. 4750) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4774) ; *Guillaume (François)* (p. 4752, 4774).

Enseignement forestier (suite au rapport Gauthier) : *Deniau (Xavier)* (remplacé par M. Jean-Louis Goasduff) (p. 4775) ; *Guillaume (François)* (p. 4775).

Espace rural (aménagement de l'-) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4751) ; *Guillaume (François)* (p. 4751).

Ethanol (mesures en faveur de l'-) : *Auberger (Philippe)* (p. 4765) ; *Guillaume (François)* (p. 4765).

Ethanol (Production et marquage de l'-) : *Stasi (Bernard)* (p. 4761) ; *Guillaume (François)* (p. 4762).

Fédération nationale des foyers ruraux (réduction des crédits affectés à la -) : *Lauga (Louis)* (remplacé par M. Bertrand Cousin) (p. 4775) ; *Guillaume (François)* (p. 4775).

Hydraulique agricole (mesures en faveur de l'-) : *Montastruc (Pierre)* (p. 4762) ; *Guillaume (François)* (p. 4763).

Industries agro-alimentaires (évolution des subventions en faveur des -) : *Legras (Philippe)* (p. 4771) ; *Guillaume (François)* (p. 4771).

Installation des jeunes agriculteurs (aides à l'-) : *Raynal (Pierre)* (remplacé par M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 4764) ; *Guillaume (François)* (p. 4764).

Lycées d'enseignement professionnel en Poitou-Charentes (construction de -) : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4758) ; *Guillaume (François)* (p. 4759).

Meurthe-et-Moselle (calamités agricoles en - et installation d'agriculteurs dans le secteur laitier) : *Léonard (Gérard)* (p. 4748, 4749) ; *Guillaume (François)* (p. 4749).

Nord (situation de l'agriculture dans le département du -) : *Paccou (Charles)* (p. 4764) ; *Guillaume (François)* (p. 4765).

Outre-mer (perspectives de l'agriculture en -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4760) ; *Guillaume (François)* (p. 4761).

Pommeau (réglementation de la production de -) : *André (René)* (p. 4749) ; *Guillaume (François)* (p. 4749).

Production bananière de Martinique : *Maran (Jean)* (p. 4761) ; *Guillaume (Françoos)* (p. 4761).

Production laitière en Poitou-Charentes et renégociation du règlement ovin : *Lepercq (Arnaud)* (p. 4768) ; *Guillaume (François)* (p. 4768).

Production laitière en zones défavorisées : *Barrot (Jacques)* (p. 4766) ; *Guillaume (François)* (p. 4766).

Produits de substitution aux céréales : *Auberger (Philippe)* (p. 4767) ; *Guillaume (François)* (p. 4768).

Quotas laitiers : *Métais (Pierre)* (p. 4754) ; *Legras (Philippe)* (p. 4772) ; *Guillaume (François)* (p. 4754, 4772).

Quotas laitiers dans le Jura (application des -) : *Brune (Alain)* (p. 4763) ; *Guillaume (François)* (p. 4763) ;.

Quotas laitiers en Poitou-Charentes (application des -) : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4758) ; *Guillaume (François)* (p. 4758).

Règlements viticoles (harmonisation communautaire des -) : *Sergent (Pierre)* (p. 4757) ; *Guillaume (François)* (p. 4757).

Remembrement (fiscalité du -) : *Dousset (Maurice)* (p. 4769) ; *Guillaume (François)* (p. 4769).

Restructuration laitière : *André (René)* (p. 4748) ; *Guillaume (François)* (p. 4748).

Restructuration laitière (conséquences sur l'agriculture du département de l'Orne) : *Geng (Francis)* (p. 4772) ; *Guillaume (François)* (p. 4772).

Sélection animale : *Kuster (Gérard)* (p. 4773) ; *Guillaume (François)* (p. 4774).

Sucrerie d'Erstein (avenir de la - et développement de la production d'éthanol dans le Bas-Rhin) : *Gengenwin (Germain)* (p. 4767) ; *Guillaume (François)* (p. 4767).

Surplus agricoles : *Hunault (Xavier)* (p. 4762) ; *Guillaume (François)* (p. 4762).

Taxes céréalières (démantèlement des -) : *Dugoin (Xavier)* (p. 4771) ; *Guillaume (François)* (p. 4771).

Taxe foncière sur la propriété non bâtie : *Chartron (Jacques)* (remplacé par M. Arnaud Lepercq) (p. 4759) ; *Guillaume (François)* (p. 4759).

Taxe foncière sur la propriété non bâtie et augmentation des crédits consacrés à l'hydraulique : *Chastagnol (Alain)* (p. 4768) ; *Guillaume (François)* (p. 4769).

Vins doux naturels : *Sergent (Pierre)* (p. 4757) ; *Guillaume (François)* (p. 4757).

Zones de montagne (crédits destinés aux -) : *Chometon (Georges)* (remplacé par M. Jean Proriol) (p. 4773) ; *Guillaume (François)* (p. 4773).

Vote des crédits (p. 4775).

Crédits inscrits à la ligne agriculture.

Etat B, titre III : amendement n° 110 de M. Jean Briane (réduction de crédits) ; nécessité d'adopter des mesures en faveur de l'élevage bovin ; conférence annuelle agricole n'ayant pas jugé nécessaire d'accorder une aide pour l'engraissement (p. 4776) ; adopté ; amendement n° 128 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (réduction de crédits) ; amendement répondant aux soucis de réactualiser les crédits affectés à la relance économique ; rejeté ; amendement n° 129 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (réduction de crédits) ; rejeté ; amendement n° 130 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Charles Josselin (réduction de crédits) ; nécessité d'aider les opérations groupées d'aménagement foncier (p. 4777) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Pierre Métais (réduction de crédits) ; besoin d'accroître le niveau de qualification des agriculteurs et notamment de réactualiser les crédits destinés à la formation des femmes d'agriculteurs ; rejeté ; amendement n° 132 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (réduction de crédits) ; nécessité d'accroître les crédits affectés à l'hydraulique (p. 4778) ; rejeté ; amendement n° 133 de M. Pierre Joxe soutenu par M. François Patriat (réduction de crédits) ; augmentation nécessaire des crédits destinés au conseil de gestion en agriculture ; rejeté ; amendement n° 134 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (réduction de crédits) ; réduction des postes d'ingénieurs de l'I.N.R.A. menaçant la recherche fondamentale (p. 4779) ; rejeté ; amendement n° 117 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) ; productions agricoles souffrant d'une insuffisance grave dans leur commercialisation ; proposition d'une mise en place d'une véritable politique de labels : rejeté ;

- titre III, ainsi modifié : adopté.

Titre IV : amendement n° 118 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) ; incitation à la réorientation et la promotion de certains produits agricoles (p. 4780) ; rejeté ; amendement n° 124 de M. Dominique Chaboche soutenu par Jacques Bompard (réduction et majoration de crédits) ; réinscription de la dotation de l'office national interprofessionnel des fruits et légumes de l'horticulture ; rejeté ; amendement n° 99 de la commission des finances soutenu par M. Michel Cointat (réduction de crédits) ; nécessité d'accroître l'aide à l'enseignement privé ; effort significatif supplémentaire étant encore nécessaire ; adopté (p. 4781) ; amendement n° 135 de M. Pierre Joxe soutenu par M. François Patriat (réduction de crédits) ; distorsions de concurrence au détriment de l'élevage bovin français ; rejeté ; amendement n° 136 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Alain Brune (réduction de crédits) ; nécessité d'abonder les crédits consacrés à l'amélioration génétique ; rejeté ; amendement n° 137 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (réduction des crédits) (p. 4782) ; proposition d'accroître les crédits destinés à l'aide alimentaire (p. 4783) ; rejeté ; amendement n° 138 corrigé de M. Pierre Joxe soutenu par M. Henri Nallet (réduction de crédits) ; réactualisation des crédits destinés aux S.A.F.E.R. : rejeté ; amendement n° 119 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) ; 20 000 agriculteurs privés de toute couverture sociale du fait de leur endettement ; amendement tendant à permettre une nouvelle protection sociale de ces agriculteurs (p. 4784) : rejeté ;

- titre IV, ainsi modifié : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Titre VI : amendement n° 115 de M. Jacques Bompard soutenu par M. gérard Freulet (réduction de crédits) ; nécessité de consacrer des crédits au soutien économique des bouilleurs de cru ; rejeté ; amendement n° 116 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) ; amélioration nécessaire de la formation des jeunes agriculteurs (p. 4785) ; rôle du fonds d'intervention stratégique ; rejeté ;

- titre VI : autorisations de programmes : adopté.

Budget annexe des prestations sociales agricoles

Crédits ouverts à l'article 37 au titre des services votés : adopté.

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 139 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (tendant à imposer un rapport sur l'exécution du B.A.P.S.A. remis par le Gouvernement au Parlement) ; amendement identique déjà déposé l'année dernière par M. Edmond Alphandéry (p. 4786) : rejeté (p. 4787).

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [22 octobre 1987] (p. 4672, 4683).

Action sociale, assistance et solidarité (crédit d' -) : *Herlory (Guy)* (p. 4676) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4689).

Afrique du Nord (anciens combattants d' - et notamment campagne double et retraite anticipée) : *Trémège (Gérard)* (p. 4673) ; *Herlory (Guy)* (p. 4676) ; *Fontes (Georges)* (p. 4677, 4690) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4679, 4680) ; *Laurain (Jean)* (p. 4681) ; *Porteu de la Morandière (François (4681, 4682) ; Mauger (Pierre)* (p. 4685) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4685, 4686) ; *Brocard (Jean)* (p. 4687) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4687, 4688).

Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (F.N.S.) (cumul de l' - avec une pension d'invalidité) : *Trémège (Gérard)* (p. 4673) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4689).

Alsaciens et Mosellans (patriotes réfractaires à l'annexion de fait entre 1940 et 1944) : *Fontes (Georges)* (p. 4677) ; *Laurain (Jean)* (p. 4681).

Appareillage des invalidités et victimes de guerre : *Trémège (Gérard)* (p. 4674) ; *Fontes (Georges)* (p. 4678) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4679).

Armée des Alpes (anciens combattants de l' - en 1940) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4682) ; *Borcard (Jean))* (p. 4687).

Centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) : *Trémège (Gérard)* (p. 4674) ; *Fontes (Georges)* (p. 4678) ; *Laurain (Jean)* (p. 4680, 4681).

Commissions de réforme (rigueur des décisions des -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4682).

Déportés du travail : *Jarosz (Jean)* (p. 4678).

Etats africains et malgaches (anciens combattants ressortissants des -) : *Fontes (Georges)* (p. 4677).

Harkis : *Trémège (Gérard)* (p. 4674) ; *Herlory (Guy)* (p. 4675) ; *Laurain (Jean)* (p. 4681) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4689).

Indochine (rapatriement des cendres des soldats français) : *Trémège (Gérard)* (p. 4672) ; *Fontes (Georges)* (p. 4678) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4680) ; *Brocard (Jean)* (p. 4686) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4688).

Information historique (service d' –) : *Fontes (Georges)* (p. 4677) ; *Laurain (Jean)* (p. 4680).

Légion d'honneur (octroi systématique de la – aux anciens combattants de 1914-1918) : *Bigeard (Marcel)* (p. 4679).

Moyens affectés aux administrations des anciens combattants (insuffisance des –) : *Herlory (Guy)* (p. 4674, 4675) ; *Brocard (Jean)* (p. 4687) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4688, 4689).

Nécropoles et cimetières militaires (réfection des –) : *Trémège (Gérard)* (p. 4672) ; *Fontes (Georges)* (p. 4677) ; *Laurain (Jean)* (p. 4681) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4688).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.) et Institut national des invalides (I.N.I.) : *Trémège (Gérard)* (p. 4673, 4674) ; *Herlory (Guy)* (p. 4675) ; *Fontes (Georges)* (p. 4677, 4678) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4679) ; *Laurain (Jean)* (p. 4680, 4681) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4686).

Opérations militaires de Madagascar, du Tchad, de Mauritanie, du Zaïre et du Liban (attribution de la qualité d'anciens combattants aux participants) : *Herlory (Guy)* (p. 4676) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4682).

Pensions (proportionalité des –) : *Trémège (Gérard)* (p. 4672, 4673) ; *Herlory (Guy)* (p. 4675) ; *Laurain (Jean)* (p. 4681) ; *Brocard (Jean)* (p. 4687) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4688) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4689).

Prisonniers du Viet-minh (anciens –) : *Herlory (Guy)* (p. 4676, 4677) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4679, 4680) ; *Fontes (Georges)* (p. 4690).

Rapport constant (rattrapage du –) : *Trémège (Gérard)* (p. 4673) ; *Fontes (Georges)* (p. 4678) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4678, 4679) ; *Laurain (Jean)* (p. 4679) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4685) ; *Brocard (Jean)* (p. 4686, 4687) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4688) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4689).

Retraite mutualiste : *Bigeard (Marcel)* (p. 4679) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4686) ; *Brocard (Jean)* (p. 4687) ; *Fontes (Georges)* (p. 4690).

Résistants : *Jarosz (Jean)* (p. 4678) ; *Laurain (Jean)* (p. 4681) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4691) ; *Fontes (Georges)* (p. 4691).

Veuves et orphelins de guerre et ascendants : *Trémège (Gérard)* (p. 4673) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4678) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4679) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4682) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4686) ; *Brocard (Jean)* (p. 4687) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4688) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4689, 4690) ; *Fontes (Georges)* (p. 4690).

Procédure des questions [22 octobre 1987] (p. 4691).

Afrique du Nord (anciens combattants) : *Brocard (Jean)* (p. 4691) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4692) ; *Fontes (Georges)* (p. 4692, 4693, 4694) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4692, 4693) ; *Béguet (René)* (p. 4694).

Colonies et protectorats (anciens combattants originaires des – de la France) : *Dugoin (Xavier)* (p. 4694) ; *Fontes (Georges)* (p. 4684, 4695).

Guerre de 1914-1918 (attribution automatique de décorations et de la Légion d'honneur pour les anciens combattants) : *Brocard (Jean)* (p. 4691) ; *Fontes (Georges)* (p. 4692).

Information historique (service d' –) ; *Delehedde (André)* (p. 4693, 4694) ; *Fontes (Georges)* (p. 4694).

Prisonniers et internés détenus par le Viet-minh : *Brocard (Jean)* (p. 4692) ; *Fontes (Georges)* (p. 4692).

Veuves, orphelins de guerre et ascendants : *Proveux (Jean)* (p. 4693) ; *Fontes (Georges)* (p. 4693).

Vote des crédits [22 octobre 1987] (p. 4695).

Crédits inscrits à la ligne « Anciens combattants ».

Etat B, titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : adopté au scrutin public.

Article 65 *(tableau figurant à l'article L. 9 du code des pensions militaires ou d'invalidité et des victimes de guerre) :* amendement n° 120 de M. Gérard Trémège (de précision) : adopté.

Après l'article 65 : amendement n° 121 du Gouvernement (prise en compte de l'amibiase intestinale pour ouvrir droit à pension militaire au titre des campagnes d'Afrique du Nord) (p. 4695) ; maladies contractées en Afrique du Nord : adopté ; amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) ; statut des patriotes réfractaires à l'annexion de fait ; dépenses supplémentaires créées par cet amendement (p. 4696) ; amendements du Gouvernement étant toujours financièrement recevables : adopté (p. 4697).

COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [22 octobre 1987] (p. 4629).

Apprentissage et formation professionnelle : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4630) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4632, 4642) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4633) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4637) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4637) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4638) ; *Chometon (Georges)* (p. 4639) ; *Farran (Jacques)* (p. 4610).

Assistance technique aux commerçants et aux artisans : *Farran (Jacques)* (p. 4640).

Commerçants, artisans et conjoints (statut social des –) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4629, 4630) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4636) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4636) ; *Chometon (Georges)* (p. 4639) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642).

Concurrence (notamment ordonnance de 1986) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4631) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4631) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4634) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4635).

Contrats de Plan spécialisés pour le commerce et l'artisanat rural : *Micaux (Pierre)* (p. 4637).

Charges sociales : *Chastagnol (Alain)* (p. 4636) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642).

Crédits budgétaires affectés au ministère : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4630) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4631) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4632, 4642) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4633) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4635) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4636) ; *Chometon (Georges)* (p. 4639) ; *Farran (Jacques)* (p. 4639).

Fiscalité des entreprises : *Chavanes (Georges)* (p. 4632, 4642) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4633, 4634, 4635) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4635) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4636).

Foires et marchés : *Descaves (Pierre)* (p. 4634) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642).

Fonds d'amélioration des structures artisanales (F.A.S.A.) : voir programme d'orientation artisanal.

Formation des commerçants et artisans : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4629) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4635, 4636) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4636) ; *Chometon (Georges)* (p. 4639) ; *Farran (Jacques)* (p. 4640).

indemnité de départ : *Chavanes (Georges)* (p. 4632, 4642)) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4636).

Marchés publics (accès des entreprises artisanales) : *Chastagnol (Alain)* (p. 4635) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4637) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642).

Opération programmée d'aménagement et de réhabilitation du commerce et de l'artisanat (O.P.A.R.C.A.) en Bretagne centrale : *Micaux (Pierrre)* (p. 4637).

Paracommercialisme : *Descaves (Pierre)* (p. 4634) ; *Chometon (Georges)* (p. 4639) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642, 4643).

Plan économique pour l'artisanat : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4638, 4639).

Prêts spéciaux à l'artisanat : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4638) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642).

Programme d'orientation artisanal (et notamment création du fonds d'aménagement des structures artisanales [F.A.S.A.]) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4630) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4631) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4632) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4633).

Recherche (crédit d'impôt en faveur de la –) : *Chastagnol (Alain)* (p. 4635).

Statistiques sur les entreprises artisanales et de service : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4629, 4630) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4632, 4633).

Taxe additionnelle de droit au bail (et A.N.A.H.) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4633).

Transmission d'entreprise (en zone rurale notamment) : *Chastagnol (Alain)* (p. 4636) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4637) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4642).

Travail clandestin : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4629).

Urbanisme commercial : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4630) ; *Reyssier (Jean)* (p. 4636, 4637) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4638).

Zones sensibles et rurales (soutien aux entreprises) : *Chavanes (Georges)* (p. 4632, 4642, 4643) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4637) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4639) ; *Chometon (Georges)* (p. 4639) ; *Farran (Jacques)* (p. 4640, 4641) ; *Mamy (Albert)* (p. 4641).

Procédure des questions (p. 4643).

Aides à l'artisanat (notamment en faveur des jeunes et des chômeurs créateurs d'entreprise) : *Chapuis (Robert)* (p. 4643) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4643, 4645).

Charges fiscales et sociales : *Dhinnin (Claude)* (p. 4645) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4645).

Chèque (seuil de l'obligation de paiement par - pour les commerçants) : *Ueberschlag (Jean)* (p. 4645, 4646) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4646).

Quartiers en rénovation (situation des commerçants et artisans) : *Ghysel (Michel)* (p. 4645) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4645).

Travail clandestin : *Rodet (Alain)* (p. 4643) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4643).

Urbanisme commercial (fonctionnement des commissions et implantation de grandes surfaces en milieu rural) : *Auberger (Philippe)* (p. 4646) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4646).

Zones rurales (actions en faveur de l'artisanat et notamment journée nationale de Blanzac) : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4644) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4644, 4645).

Zones sensibles (actions en faveur du commerce et de l'artisanat) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4644) ; *Chavanes (Georges)* (p. 4644).

Vote des crédits (p. 4646).

Crédits inscrits à la ligne « Economie, finances et privatisations : III. - Commerce et artisanat ».

Etat B, titre III : amendement n° 10 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits affectés au développement des statistiques de l'artisanat) (p. 4646) ; augmentation des aides aux exploitations artisanales et aux chambres des métiers ; amendement n° 10 : rejeté ;

- titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 11 de M. Pierre Descaves (réduction de certains crédits d'informations et d'études) ; subventions versées par voie détournées à certaines associations (p. 4647) ; maximum du droit de la taxe pour frais des chambres de métiers ; crédits du ministère du commerce dévolus à la formation professionnelle ; apprentissage ; rejeté ;

- titre IV : adopté.

Etat C, titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 67 *(maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) :* adopté (p. 4648).

BUDGET DE LA COOPÉRATION

Examen du fascicule [22 octobre 1987] (p. 4653).

Action sanitaire (et notamment SIDA) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4654) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4658) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4661).

Afrique subsaharienne (situation des pays d'-, endettement, programmes d'ajustement) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4654) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4655, 4656) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4656, 4657, 4658) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4660, 4661) ; *Guéna (Yves)* (p. 4664) ; *Bordu (Gérard)* (p. 4665) ; *Vivien (Alain)* (p. 4665, 4666).

Aide agricole et alimentaire (et notamment plan Guillaume) : *Aurillac (Michel)* (p. 4657, 4658) ; *Bordu (Gérard)* (p. 4665) ; *Vivien (Alain)* (p. 4666) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4670).

Aide bilatérale : *Sourdille (Jacques)* (p. 4654) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4658).

Aide multilatérale : *Sourdille (Jacques)* (p. 4654, 4655).

Aide publique au développement (niveau de 0,7 p. 100 du P.I.B.) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4653) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4655) ; *Bordu (Gérard)* (p. 4665).

Assistance technique : *Sourdille (Jacques)* (p. 4653) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4659).

Audiovisuel en Afrique : *Guéna (Yves)* (p. 4664).

Centre d'information et de formation des agents en coopération (CIFACE) : *Vadepied (Guy)* (p. 4656).

Concours financiers : *Sourdille (Jacques)* (p. 4653) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4656).

Coopérants (statut des - et cas de M. Pierre-André Albertini) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 4663) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4668).

Djibouti (crédits d'assistance militaire à -) : *Vadepied (Guy)* (p. 4655) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4659, 4668) ; *Bordu (Gérard)* (p. 4665).

Education et action culturelle (notamment francophonie) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4654) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4658, 4659, 4666, 4667) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4661) ; *Guéna (Yves)* (p. 4664).

Etudiants étrangers (bourse d'études, retour au pays des -) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4653, 4658) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 4663) ; *Guéna (Yves)* (p. 4664).

Entreprises (rôle dans la coopération ; rencontre de Libreville) : *Aurillac (Michel)* (p. 4659).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4653) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4655) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4659).

Fonds d'aide et de coopération (critique de la gestion du - par la Cour des comptes ; affaire Nucci) : *Aurillac (Michel)* (p. 4659, 4667, 4668) ; *Bellon (André)* (p. 4662, 4668).

Francophonie : voir Education et action culturelle.

Maroc : *Ceyrac (Pierre)* (p. 4663) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4668).

Ministère de la coopération (budget, moyen et modernisation du -) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4653) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4655, 4656, 4670) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4659, 4660) ; *Bellon (André)* (p. 4662) ; *Guéna (Yves)* (p. 4663, 4664) ; *Bordu (Gérard)* (p. 4665).

Organismes non gouvernementaux (O.N.G.) et coopération décentralisée : *Sourdille (Jacques)* (p. 4654) ; *Vadepied (Guy)* (p. 4656) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4660) ; *Vivien (Alain)* (p. 4666).

Pays de la « zone du front » avec l'Afrique du Sud : *Bordu* (p. 4665) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4668).

Pays industrialisés (effort de coopération) : *Vadepied (Guy)* (p. 4655) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4661).

Plan Guillaume (voir Aide agricole et alimentaire).

Politique de coopération (principes de la - partenariat, propositions de loi déposées) : *Aurillac (Michel)* (p. 4660, 4668) ; *Bellon (André)* (p. 4661, 4662, 4663) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 4663)) ; *Guéna (Yves)* (p. 4664) ; *Vivien (Alain)* (p. 4666).

Rappel au règlement de M. Jean Foyer : *Foyer (Jean)* (p. 4670).

Rappel au règlement de M. André Bellon ; *Bellon (André)* (p. 4670).

Rappel au règlement de M. Pascal Arrighi : *Arrighi (Pascal)* (p. 4671).

Vote hostile demandé par M. Guy Vadepied, rapporteur pour avis, à titre personnel : *Vadepied (Guy)* (p. 4656, 4670) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 4669), voir aussi Rappels au règlement.

Procédure des questions [22 octobre 1987] (p. 4668).

Étudiants et techniciens étrangers formés en France (retour dans leur pays d'origine) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 4668, 4669) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4669).

P.M.E.-P.M.I. (colloque de Libreville sur l'association des - à la coopération) : *Mauger (Pierre)* (p. 4669) ; *Aurillac (Michel)* (p. 4669).

Vote des crédits [22 octobre 1987] (p. 4671).

Crédits inscrits à la ligne « coopération ».

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 63 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits destinés à l'association des volontaires du progrès) ; coûts comparés d'un coopérant et d'un volontaire du progrès (p. 4671) ; intérêt comparé de la promotion de l'aide alimentaire et de l'aide à la production alimentaire : rejeté ;

– titre IV : adopté.

Etat C, titre V, *autorisations de programme et crédits de paiement :* adopté.

Titre VI, *autorisations de programme et crédits de paiement :* adopté (p. 4672).

CULTURE ET COMMUNICATION

Culture

Examen du fascicule [30 octobre 1987] (p. 5115, 5137).

Action culturelle à l'étranger : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118, 5119) ; *Léotard (François)* (p. 5138).

Archives : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116)) ; *Léotard (François)* (p. 5121, 5122).

Artistiques (grèves des –) : *Hermier (Guy)* (p. 5129).

Arts plastiques : *Léotard (François)* (p. 5123, 5139) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5124) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5127).

Associations subventionnées par l'Etat : *Piat (Yann)* (p. 5131).

Bibliothèques et lecture publique : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116) ; *Léotard (François)* (p. 5121, 5122).

Budget de la culture (évolution du –) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118) ; *Léotard (François)* (p. 5120, 5137, 5138) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5123, 5124) ; *Panefieu (Françoise de)* (p. 5126) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5129) ; *Billon (Alain)* (p. 5131).

Centres culturels de rencontre : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5130).

Cinéma (crise du – et concurrence avec la télévision) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116, 5117) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118-5119) ; *Léotard (François)* (p. 5123, 5140, 5141) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5124, 5125) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5127) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5130, 5131).

Création culturelle et théâtrale : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116) ; *Léotard (François)* (p. 5122) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5124) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5125) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5127) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128, 5129).

Conservatoires nationaux de musique : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5130) ; *Léotard (François)* (p. 5139).

Danse et « année de la danse » : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116) ; *Léotard (François)* (p. 5122, 5123, 5139) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5130).

Développement culturel régional : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118, 5119) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5128) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5130).

Droit d'auteur (mise en cause du – par les directives européennes) : *Hermier (Guy)* (p. 5128).

Emplois : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118) ; *Léotard (François)* (p. 5120, 5122, 5138).

Enseignements artistiques : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115, 5116) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5117) ; *Léotard (François)* (p. 5122) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5124) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5126, 5127) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5129) ; *Calmat (Alain)* (p. 5132, 5133).

Espace culturel européen : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128).

Fondation européenne des métiers de l'image et du son (F.E.M.I.S.) : *Léotard (François)* (p. 5123, 5141).

Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115, 5117) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118) ; *Léotard (François)* (p. 5120, 5122, 5138) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5127) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5129) ; *Billon (Alain)* (p. 5131, 5132).

Institutions culturelles et artistiques (Opéra, Bibliothèque nationale, Comédie Française) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5117) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118, 5119) ; *Léotard (François)* (p. 5138, 5139).

Mécénat : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115) ; *Léotard (François)* (p. 5120, 5121) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5124.

Musées : *Gaulle (Jean de)* (p. 5116) ; *Léotard (François)* (p. 5121).

Patrimoine monumental (et loi de programme sur le –) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5117) ; *Léotard (François)* (p. 5121, 5122, 5137, 5138) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5124) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5126) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5126) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5129).

Rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5119, 5120) ; *Mestre (Philippe),* vice-président (p. 5119, 5120).

Répartition de la dépense culturelle de l'Etat entre Paris et la province : *Gaulle (Jean de)* (p. 5117) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5118) ; *Léotard (François)* (p. 5121, 5139) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5127) ; *Hermier (Guy)* (p. 5128).

Télévision (création à la –) : *Hermier (Guy)* (p. 5128) ; *Léotard (François)* (p. 5141).

T.V.A. (abaissement de la – applicable aux disques et supports pré-enregistrés) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5115) ; *Léotard (François)* (p. 5121).

Procédure des questions [30 octobre 1987] (p. 5141).

Bicentenaire de la Révolution française (commémoration du –) : *Berson (Michel)* (p. 5142, 5143) ; *Léotard (François)* (p. 5143).

Cinéma français (crise du –) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5148) ; *Léotard (François)* (p. 5148, 5151) ; *Soum (Renée)* (p. 5151).

Création télévisée : *Schreiner (Bernard)* (p. 5151, 5152) ; *Léotard (François)* (p. 5152, 5153).

Danse et « année de la danse » : *Benoît (René)* (p. 5150) ; *Léotard (François)* (p. 5150).

Fondations (statut des – dans la loi sur le mécénat) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 5144) ; *Léotard (François)* (p. 5145).

Français (langue) : *Deniau (Xavier)* (p. 5147) ; *Léotard (François)* (p. 5147).

Grands projets culturels) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 5145) ; *Léotard (François)* (p. 5145, 5146).

Louvre (fermeture du musée du – les week-ends de Pâques et de Pentecôte) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5153) ; *Léotard (François)* (p. 5153, 5154).

Musée juif d'art et d'histoire : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5153) ; *Léotard (François)* (p. 5153).

Patrimoine monumental : *Benoît (René)* (p. 5148) ; *Léotard (François)* (p. 5148, 5149, 5150) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 5149).

Phonothèque-photothèque de Saint-Lizier dans l'Ariège : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5141) ; *Léotard (François)* (p. 5142).

Politique culturelle menée depuis 1986 : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5143, 5144) ; *Léotard (François)* (p. 5144).

Radio-France Internationale (R.F.I.) : *Deniau (Xavier)* (p. 5146) ; *Léotard (François)* (p. 5146).

Tapisserie d'Aubusson : *Chartron (Jacques)* (p. 5146, 5147) ; *Léotard (François)* (p. 5147).

Vote des crédits [30 octobre 1987] (p. 5154).

Vote des crédits inscrits à la ligne « culture et communication » (états B et C), voir « communication ».

Etat B, titre III : amendement n° 69 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; crise économique et crise financière ; nécessité d'accorder la priorité à la lutte contre le chômage ; application de cet amendement au chapitre 31-62, article 90, relatif à la recherche culturelle ; amendement n° 70 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; notion de création d'entreprises opposée à une mesure ponctuelle ; amendement n° 70 revenant sur des mesures acquises (p. 5154) ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 70 : rejeté ; amendement n° 68 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; études d'environnement culturel ; imprécision de la définition ; mise en place de la délégation aux enseignements artistiques et à la formation : rejeté ; amendement n° 67 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; frais de déplacement : rejeté ; amendement n° 195 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits)

chapitre 34-98 consacré au matériel et au fonctionnement courant de l'administration ; meilleure utilisation de ces crédits par les fonds régionaux d'art contemporain et les centres d'art ; dotation nécessaire à l'opération Grand Louvre ; mise en cause des crédits de fonctionnement pour la culture par le parti socialiste et le Front national (p. 5155) ; insuffisance des crédits de l'administration centrale : rejeté ; amendement n° 200 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; chapitre 34-98, article 30 consacré à l'ouverture du hall Napoléon du musée du Louvre ; double emploi ; meilleure utilisation de ces crédits par les conservatoires nationaux de région ; confusion entre les crédits nécessaires aux créations d'emplois et ceux nécessaires à l'information : rejeté ; amendement n° 66 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; grève à la Comédie française ; graves problèmes rencontrés par cette institution : rejeté.

Etat B, titre IV : amendement n° 73 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; subventions versées aux Archives de France (p. 5156) ; crédits inscrits au chapitre 43-10 permettant de donner des subventions à diverses associations ; nécessité de préparer le congrès international des Archives : rejeté ; amendement n° 74 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; subventions destinées au parc de La Villette : rapport d'un inspecteur des finances et observation de la Cour des comptes ; confusion entre la Cité des sciences et de l'industrie et le parc de la Villette : retiré ; amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; arts plastiques ; modification d'imputation budgétaire de certaines dotations du centre national des arts plastiques : retiré ; (p. 5157) ; amendement n° 76 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; subventions aux théâtres ; centres dramatiques nationaux : rejeté ; amendement n° 196 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; chapitre 43-40 relatif au théâtre et aux centres dramatiques nationaux ; situation difficile ; création du centre dramatique national de création confiée à Lucien Attoun et du centre de diffusion théâtrale d'Orléans ; société d'économie mixte ; retiré ; amendement n° 77 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; article 20 du chapitre 43-40 : rejeté ; amendement n° 78 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 5158) ; subventions pour l'environnement culturel ; effort en faveur des orchestres ; Francofolies de La Rochelle : rejeté ; amendement n° 81 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; chapitre 43-40, article 60 ; remise en cause des dotations allouées à la danse : rejeté ; amendement n° 82 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; subventions pour « l'environnement culturel des activités internationales » ; présence culturelle de la France à l'étranger : retiré ; amendement n° 83 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; subventions à la décentralisation culturelle ; volonté de suppression de toutes les conventions décentralisées avec les collectivités territoriales ; (p. 5159) : retiré ; amendement n° 197 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; chapitre 43-50 ; dangers de la procédure de cofinancement ; risques de subordination de l'intervention de l'Etat à celle d'entreprises privées ; définition d'une politique culturelle relevant de l'Etat ; recherche de nouveaux partenaires culturels ; rôle des commissions du Conseil supérieur du mécénat culturel ; succès de la procédure de cofinancement : rejeté ; amendement n° 84 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) : retiré ; amendement n° 80 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; subventions d'aide aux industries culturelles et aux technologies nouvelles ; situation difficile de certaines industries telle la facture instrumentale ; développement et diffusion des produits français (p. 5160) : retiré ; amendement n° 90 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; assistance culturelle au spectacle ; amendement représentant une suppression de toute aide de l'Etat pour le secours aux artistes en difficulté : retiré.

Etat C, titre V : amendement n° 198 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; chapitre 56-91 ; travaux de rénovation et d'aménagement des bâtiments de l'administration générale du ministère de la culture ; meilleure affectation de ces crédits au programme de création et d'aménagement de salles de cinéma en milieu rural et dans les zones périurbaines ; réduction de la fréquentation du public ; conditions de travail des fonctionnaires de l'Etat : retiré ; amendement n° 192 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) : retiré.

Article 41 *(suppression du caractère permanent de la répartition des recettes entre l'audiovisuel et le cinéma) :* amendement n° 182 de M. Bernard Schreiner (précisant pour 1988 la clé de répartition du produit de la taxe sur les recettes de publicité concernant les radios et les télévisions) (p. 5161) ; effet pervers de la mesure de désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'industrie cinématographique ; nécessité du développement des œuvres audiovisuelles et notamment de la création par les chaînes de télévision d'œuvres de fiction ; détermination par le Parlement de la répartition des recettes chaque année, lors du vote de la loi de finances : rejeté ;

- article 41 : adopté.

Etat D, titre III : adopté (p. 5162).

Communication

Examen du fascicule [6 novembre 1987] (p. 5519, 5557).

Agence France-Presse : *Domenech (Gabriel)* (p. 5543) ; *Santini (André)* (p. 5560).

Audiovisuel : généralités

- artistes (emploi des -) : *Léotard (François)* (p. 5524) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5543).

- câble : *Léotard (François)* (p. 5523, 5524).

- Canal Plus : *Préaumont (Jean de)* (p. 5530) ; *Aubert (François d')* (p. 5540) ; *Léotard (François)* (p. 5558).

- couverture audiovisuelle de l'ensemble du territoire : *Préaumont (Jean de)* (p. 5530) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5552) ; *Santini (André)* (p. 5561).

- création audiovisuelle française : *Léotard (François)* (p. 5519, 5523, 5524, 5525, 5526) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534) ; *Leroy (Roland)* (p. 5538) ; *Aubert (François d')* (p. 5540) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5542) ; *Boutin (Christine)* (p. 5547) ; *Péricard (Michel)* (p. 5550, 5551).

- emprise politique sur l'audiovisuel : *Schreiner (Bernard)* (p. 5541) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5549).

- espace audiovisuel européen : *Lalumière (Catherine)* (p. 5585) ; *Léotard (François)* (p. 5559).

- publicité (marché publicitaire télévisuel) : *Léotard (François)* (p. 5519, 5520, 5558) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534) ; *Aubert (François d')* (p. 5540) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5541, 5542) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5548) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5550).

- secteur privé de l'audiovisuel : *Léotard (François)* (p. 5522) ; *Leroy (Roland)* (p. 5537).

- télé achat : *Préaumont (Jean de)* (p. 5530) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5542) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5550) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5552) ; *Léotard (François)* (p. 5558, 5559).

- télévision (programmes de -) : *Léotard (François)* (p. 5524, 5525, 5558) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 5529) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534) ; *Leroy (Roland)* (p. 5537).

- T.F. 1 (conséquence de la privatisation de - et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation) : *Préaumont (Jean de)* (p. 5531) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5532) ; *Leroy (Roland)* (p. 5538) ; *Aubert (François d')* (p. 5539) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5542) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5547).

- vidéo (industrie de la -) : *Léotard (François)* (p. 5519, 5520) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5550).

Audiovisuel : secteur public :

- action internationale : *Léotard (François)* (p. 5521) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5532, 5533) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5536, 5537) ; *Péricard (Michel)* (p. 5551).

- Antenne 2 : *Léotard (François)* (p. 5521) ; *Aubert (François d')* (p. 5539) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5547, 5548) ; *Péricard (Michel)* (p. 5551).

- concurrence avec les chaînes privées : *Léotard (François)* (p. 5520) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 5530) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534, 5548) ; *Aubert (François d')* (p. 5540) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5542) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5547).

- départements et territoires d'outre-mer : *Léotard (François)* (p. 5521).

- effectifs (évolution des -) : *Léotard (François)* (p. 5519) ; *Boutin (Christine)* (p. 5545) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5548) ; *Santini (André)* (p. 5560).

- F.R. 3 (et F.R. 3 Ajaccio) : *Léotard (François)* (p. 5521) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5542) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5548) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5552) ; *Santini (André)* (p. 5559, 5561).

- Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Léotard (François)* (p. 5522) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5548).

- Radio France (et France-Info) : *Léotard (François)* (p. 5522) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534) ; *Boutin (Christine)* (p. 5545) ; *Péricard (Michel)* (p. 5551) ; *Santini (André)* (p. 5560).

- Radio France internationale (R.F.I.) : *Léotard (François)* (p. 5521, 5559) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5535) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5536).

- Radio France outre-mer : *Pelchat (Michel)* (p. 5535).

- redevance : *Léotard (François)* (p. 5519, 5520, 5557, 5558) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 5529, 5530, 5531) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5530, 5541) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5532, 5533, 5534) ; *Leroy (Roland)* (p. 5537) ; *Aubert (François d')* (p. 5539, 5540) ; *Boutin (Christine)* (p. 5546) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5547) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5550) ; *Péricard (Michel)* (p. 5551) ; *Santini (André)* (p. 5559, 5560).

- SEPT (la -) : *Léotard (François)* (p. 5521, 5558, 5559) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5534) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5536).

- société française de production (S.F.P.) : *Lalumière (Catherine)* (p. 5536) ; *Leroy (Roland)* (p. 5537) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5543).

- Sofirad : *Lalumière (Catherine)* (p. 5536).

- T.D.F. : *Léotard (François)* (p. 5522) ; *Aubert (François d')* (p. 5540) ; *Santini (André)* (p. 5559).

- tutelle du ministère des finances : *Aubert (François d')* (p. 5539, 5541).

- TV 5 : *Lalumière (Catherine)* (p. 5536) ; *Léotard (François)* (p. 5559).

Censure : *Leroy (Roland)* (p. 5538) ; *Santini (André)* (p. 5561).

Cinéma (rapport avec la T.V.) : *Léotard (François)* (p. 5526) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 5530) ; *Aubert (François d')* (p. 5540) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5543).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) : *Léotard (François)* (p. 5523) ; *Leroy (Roland)* (p. 5538) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5541, 5542) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5549) ; *Péricard (Michel)* (p. 5551) ; *Santini (André)* (p. 5561).

Information (droit à l'-) : *Leroy (Roland)* (p. 5537, 5538) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 5543, 5544) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5549).

Journalisme (déontologie du -) : *Domenech (Gabriel)* (p. 5544, 5545, 5546) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5549, 5550) ; *Santini (André)* (p. 5560).

Matériels de communication (industrie des -) : *Léotard (François)* (p. 5523, 5524, 5558) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5535, 5536).

Presse écrite :

- aides de l'Etat : *Léotard (François)* (p. 5523, 5559) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5531) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 5543) ; *Santini (André)* (p. 5559).

- Chapelle-Darblay : *Domenech (Gabriel)* (p. 5543) ; *Santini (André)* (p. 5560).

- harmonisation du taux de T.V.A. : *Léotard (François)* (p. 5557) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 5530) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5531) ; *Leroy (Roland)* (p. 5538) ; *Péricard (Michel)* (p. 5552) ; *Santini (André)* (p. 5560).

- publicité (recettes de -) : *Léotard (François)* (p. 5522) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5550).

- publicité d'Etat : *Domenech (Gabriel)* (p. 5543) ; *Santini (André)* (p. 5560).

Rappel au règlement de M. Pierre Descaves : *Descaves (Pierre)* (p. 5527) ; *Richard (Alain)* (p. 5527) ; *Léotard (François)* (p. 5527).

Rappels au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 5526, 5527, 5528).

Rappel au règlement de M. François Loncle : *Loncle (François)* (p. 5557).

Rappel au règlement de M. Charles Metzinger : *Metzinger (Charles)* (p. 5531) ; *Richard (Alain)* (p. 5531) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 5531).

Rappels au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5527, 5528) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5528).

Rappel au règlement de M. Bernard Schreiner : *Schreiner (Bernard)* (p. 5531).

Satellite (TDF 1 et TDF 2) : *Léotard (François)* (p. 5523, 5524) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5535) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5535, 5536) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5543).

Temps de parole (répartition des temps de -) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5525) ; *Léotard (François)* (p. 5525) ; *Richard (Alain)* (p. 5525) ; *Baumet (Jacques)* (p. 5525).

Procédure des questions [6 novembre 1987] (p. 5561).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) : *Loncle (François)* (p. 5563) ; *Léotard (François)* (p. 5564).

Couverture audiovisuelle du territoire : *Revet (Charles)* (remplacé par M. Willy Diméglio) (p. 5562) ; *Santini (André)* (p. 5562).

Création audiovisuelle française et la Sept : *Diméglio (Willy)* (p. 5561) ; *Léotard (François)* (p. 5561, 5562).

F.R. 3 : *Carraz (Roland)* (p. 5565, 5566, 5567) ; *Léotard (François)* (p. 5566, 5567).

Paysage audiovisuel français (situation du -) : *Metzinger (Charles)* (p. 5567) ; *Santini (André)* (p. 5567, 5568).

Radio France Outre-mer (R.F.O.) : *Loncle (François)* (p. 5565) ; *Léotard (François)* (p. 5565).

Satellites : *Poniatowski (Ladislas)* (remplacé par M. Willy Diméglio) (p. 5562) ; *Léotard (François)* (p. 5563, 5565) ; *Billon (Alain)* (p. 5564, 5565).

Vote des crédits [6 novembre 1987] (p. 5568).

État B - Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 71 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; chapitre 41-81, article 10 relatif aux tarifs spéciaux S.N.C.F. pour la presse ; amendement n° 72 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; chapitre 41-82, article10, relatif aux communications téléphoniques des correspondants de presse (p. 5568) ; pluralisme indépendant de la prise en charge, par le contribuable, des déficits de la presse ; retrait utile de l'amendement n° 88 de M. Pierre Descaves concernant des crédits destinés à financer l'expansion à l'étranger de la presse française ; importance de la presse dans une démocratie ; amendements n°s 71 et 72 : rejetés ;

- titre IV : rejeté au scrutin public.

État C - Titre V : rejeté au scrutin public (p. 5569).

Rappel au règlement de M. Michel Péricard.

Titre VI : adopté au scrutin public (p. 5570).

État E, ligne 52 : adoptée (p. 5571).

État E, ligne 53 : adoptée (p. 5572).

Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éventualité d'excédents) :* amendement n° 290 de Mme Christine Boutin (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents ; amendement n° 293 de M. Michel Pelchat (même objet) ; amendement n° 105 de M. Robert-André Vivien (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage) ; possibilité pour le Parlement de répartir le produit de la redevance (p. 5573) ; amendement n° 293 : retiré ; diminution des ressources du service public ; évocation du recours au déplafonnement de la publicité pour assurer l'avenir d'A. 2 et de F.R. 3 ; préparation du désengagement financier de l'Etat ; doute sur la fiabilité des chiffres cités pour le produit de la redevance (p. 5574) ; mépris du droit des parlementaires de répartir le produit de la redevance entre les services et les sociétés du service public ; respect des droits du Parlement ; assurance que la répartition des suppléments de ressources produits par la redevance sera discutée avant la fin de 1987 : discussion d'un collectif budgétaire ; impossibilité d'inscrire au titre des recettes pour 1988 des plus-values de 1987 (p. 5575) ; répartition de la plus-value de redevance présentée par le Gouvernement en concertation avec toutes les parties intéressées ; jurisprudence du Conseil

constitutionnel ; droits du Parlement ; situation de service public de Radio-France ; amendement n° 290 : retiré ; amendement n° 105 : adopté au scrutin public ;

- article 52 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 52 : amendement n° 285 de M. Alain Billon (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire de la presse) (p. 5576) ; réaménagement du régime économique de la presse, de nature à garantir l'indépendance de ce secteur, promis en 1984 par MM. Pasqua et Cluzel ; propositions du parti socialiste ; incitation fiscale à l'épargne populaire dans la presse écrite ; Sofipress ; incitation fiscale bénéficiant directement au lecteur ; impossibilité de régler ce problème au cours d'un débat budgétaire ; mesure de ce type non envisagée par la profession ; rejeté ; amendement n° 286 de M. Alain Billon (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du C.G.I. ou ne pouvant en bénéficier) ; article 39 *bis* du C.G.I. prévoyant une aide proportionnelle aux bénéfices réalisés par les entreprises de presse ; alimentation de ce fonds par le produit de la taxe parafiscale (p. 5577) ; spécificité et fragilité des entreprises de presse ; lancement d'une enquête sur les difficultés spécifiques aux entreprises de presse ; amendement n° 286 : rejeté (p. 5578).

DÉFENSE

Examan du fascicule [9 novembre 1987] (p. 5643) ; [10 novembre 1987] (p. 5671, 5691).

Afrique (intervention française ; Tchad) : *Louet (Henri)* (p. 5663) ; *Giraud (André)* (p. 5684, 5685).

Armée de l'air : *Fuchs (Gérard)* (p. 5649, 5650, 5651).

Armée de terre (notamment sous-encadrement de l'-) : *Briane (Jean)* (p. 5651, 5652) ; *Louet (Henri)* (p. 5664) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5675) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680).

Armes françaises (production d'-) : *Peyret (Michel)* (p. 5662).

Arsenaux et G.I.A.T. (statut des - et personnels) : *Paecht (Arthur)* (p. 5645, 5646) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5648) ; *Boucheran (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5672) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680) ; *Giraud (André)* (p. 5683, 5699).

Attachés militaires et attachés d'armement : *Briant (Yvon)* (p. 5680).

Budget de la défense (niveau du -) :

- arbitrages rendus (inapplicabilité des -) : *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5673).

- crédits d'études (équipement) : *Paecht (Arthur)* (p. 5645).

- dépenses d'équipement et programmes : *Paecht (Arthur)* (p. 5644) ; *Fillon (François)* (p. 5658) ; *Peyret (Michel)* (p. 5674, 5675) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5671) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5674) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5674, 5675) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Giraud (André)* (p. 5681).

- dépenses de fonctionnement (titre III) : *Guéna (Yves)* (p. 5643, 5644) ; *Fillon (François)* (p. 5657) ; *Louet (Henri)* (p. 5663, 5664) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5664) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5671) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5675) ; *Giraud (André)* (p. 5682, 5683, 5700).

- proportion du P.I.B. consacré à la défense : *Paecht (Arthur)* (p. 5645) ; *Fillon (François)* (p. 5658) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5664) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5666) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5675) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5679) ; *Giraud (André)* (p. 5681, 5699, 5700).

Cession d'actifs immobiliers et mobiliers (notamment caserne Dupleix) : *Paecht (Arthur)* (p. 5644) ; *Fillon (François)* (p. 5638) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5671, 5672) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5671) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677, 5678).

Commerce international d'armes (notamment livraisons à l'Iran) : *Peyret (Michel)* (p. 5660).

Coopération européenne et internationale pour l'armement : *Paecht (Arthur)* (p. 5645) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5649) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5661, 5662) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5674) ; *Giraud (André)* (p. 5682).

Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) : *Baumel (Jacques)* (p. 5646, 5647) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 5650, 5651) ; *Briane (Jean)* (p. 5652) ; *Fillon (François)* (p. 5659, 5660) ; *Peyret (Michel)* (p. 5661) ; *Louet (Henri)* (p. 5663) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5664) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5666, 5667) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5672, 5673) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5679) ; *Giraud (André)* (p. 5681).

Désarmement :

- Etats-Unis (présence militaire en Europe) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 5657) ; *Fillon (François)* (p. 5659) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5664) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680).

- forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») : *Baumel (Jacques)* (p. 5646) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5656, 5657) ; *Fillon (François)* (p. 5658, 5659) ; *Peyret (Michel)* (p. 5660) ; *Louet (Henri)* (p. 5663) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5664) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5665, 5666) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5671) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5672, 5673) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5676) ; *Quilès (Paul)* (p. 5678) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5678) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680) ; *Giraud (André)* (p. 5681, 5684).

Espace :

- programme Ariane V : *Baumel (Jacques)* (p. 5647).

- satellites (d'observation et de télécommunication) : *Baumel (Jacques)* (p. 5647) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5674) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677).

Esprit de défense (notamment « moral des troupes » et rôle des réserves) : *Sergent (Pierre)* (p. 5665) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5666, 5667) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5675) ; *Giraud (André)* (p. 5683, 5684, 5700).

Force d'action rapide (F.A.R.) : *Bigeard (Marcel)* (p. 5666) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5671).

Forces conventionnelles : *Louet (Henri)* (p. 5663) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5665) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5666) ; *Giraud (André)* (p. 5681).

Forces nucléaires (suppression des -) : *Peyret (Michel)* (p. 5662).

Forces nucléaires stratégiques :

- forces océaniques (F.O.S.T.) : *Paecht (Arthur)* (p. 5644) ; *Brocard (Jean)* (p. 5652) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5672) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5674) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677).

- missile A.S.M.P. : *Louet (Henri)* (p. 5663).

- missile S 4 : *Paecht (Arthur)* (p. 5644).

- modernisation des - : *Baumel (Jacques)* (p. 5646) ; *Louet (Henri)* (p. 5663) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5666) ; *Giraud (André)* (p. 5681).

Forces nucléaires tactiques ou préstratégiques :

- bombe à neutron : *Paecht (Arthur)* (p. 5649) ; *Fillon (François)* (p. 5658, 5659) ; *Peyret (Michel)* (p. 5661).

- doctrine d'emploi des - : *Fuchs (Gérard)* (p. 5650) ; *Fillon (François)* (p. 5659, 5660).

- missile Hadès : *Paecht (Arthur)* (p. 5644, 5645).

Gendarmerie (notamment recrutement, équipement et transfèrement judiciaire) : *Poujade (Robert)* (p. 5653, 5654) ; *Louet (Henri)* (p. 5664) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Giraud (André)* (p. 5683).

Golfe Persique (intervention de la marine) : *Brocard (Jean)* (p. 5652) ; *Colin (Daniel)* (p. 5676) ; *Giraud (André)* (p. 5699).

Industrie d'armement : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5648, 5649) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 5679) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680).

Interventions extérieures : *Quilès (Paul)* (p. 5675) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680).

Loi de programmation militaire 1987-1991 : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5648) ; *Peyret (Michel)* (p. 5661) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5671) ; *Giraud (André)* (p. 5671, 5680, 5681).

Marine nationale : *Brocard (Jean)* (p. 5652).

Parlement (rôle du - dans la politique de défense) : *Fillon (François)* (p. 5658).

Patrimoine culturel des armées : *Giraud (André)* (p. 5700).

Personnels militaires :

- condition militaire (et notamment programme d'amélioration de la -) : *Briane (Jean)* (p. 5651) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5654) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Briant (Yvon)* (p. 5680) ; *Giraud (André)* (p. 5684).

- effectifs militaires : *Guéna (Yves)* (p. 5643) ; *Briane (Jean)* (p. 5651) ; *Fillon (François)* (p. 5658) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5666) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5674) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 5675) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 5679) ; *Giraud (André)* (p. 5683).

- entraînement des troupes : *Guéna (Yves)* (p. 5643).

- logement (vente de la caserne Dupleix notamment) : *Giraud (André)* (p. 5684).

- mesures catégorielles : *Guéna (Yves)* (p. 5643) ; *Briane (Jean)* (p. 5651).

- retraités (reconversion civile des -) : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5654).

Programmes d'équipement :

- aéronavale (remplacement des Crusader) : *Fuchs (Gérard)* (p. 5650) ; *Brocard (Jean)* (p. 5653).

- avions Awacs : *Fuchs (Gérard)* (p. 5650) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Giraud (André)* (p. 5682).

- flotte de surface : *Brocard (Jean)* (p. 5652, 5653) ; *Colin (Daniel)* (p. 5676) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Giraud (André)* (p. 5679).

- porte-avion nucléaire « Charles-de-Gaulle » (remplacement du Clemenceau) : *Brocard (Jean)* (p. 5652).

- principes guidant les - : *Giraud (André)* (p. 5682).

- programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. : *Paecht (Arthur)* (p. 5645) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5648) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 5650) ; *Louet (Henri)* (p. 5663) ; *Quilès (Paul)* (p. 5677) ; *Giraud (André)* (p. 5699).

- transport aérien : *Fuchs (Gérard)* (p. 5650) ; *Giraud (André)* (p. 5682).

Recherche et développement (crédit de - et ouverture de l'armée sur les entreprises) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5648) ; *Fillon (François)* (p. 5658) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5674) ; *Colin (Daniel)* (p. 5676).

Rochefort (hôpital militaire de -) : *Branger (Jean-Guy)* (p. 5679, 5680) ; *Giraud (André)* (p. 5700).

Service d'information et des relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) : *Peyrat (Jacques)* (p. 5656) ; *Sergent (Pierre)* (p. 5665) ; *Giraud (André)* (p. 5700).

Service national : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5654, 5655).

Services communs (D.G.S.E., essences, service de santé notamment) : *Peyrat (Jacques)* (p. 5655, 5656).

Procédure des questions [10 novembre 1987] (p. 5694).

Armes chimiques : *Dugoin (Xavier)* (p. 5691) ; *Giraud (André)* (p. 5691).

Commission « armée jeunesse » : *Boyon (Jacques)* (p. 5694).

Crusader de l'aéronavale (remplacement des -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5691) ; *Giraud (André)* (p. 5691).

Défense européenne (et notamment coopération franco-allemande) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5694, 5695) ; *Giraud (André)* (p. 5695, 5696).

Ecoles militaires : *Avice (Edwige)* (remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5698) ; *Giraud (André)* (p. 5699).

Esprit de défense (manuels scolaires ; protocole « armée-éducation nationale ») : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5692, 5692, 5693) ; *Boyon (Jacques)* (p. 5693, 5694).

Gendarmerie (notamment transfèrements judiciaires et « fuites » au ministère) : *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5697) ; *Giraud (André)* (p. 5697, 5698).

Journées « entreprises-défense » : *Boyon (Jacques)* (p. 5694).

Protocole « défense-culture » : *Boyon (Jacques)* (p. 5693, 5694).

Réserves : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5691) ; *Boyon (Jacques)* (p. 5692) ; *Avice (Edwige)* (remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5698) ; *Giraud (André)* (p. 5699).

Retraités militaires : *Debré (Bernard)* (p. 5696, 5697) ; *Giraud (André)* (p. 5697).

Service national (notamment diversification du - vers la défense civile et la défense opérationnelle du territoire) : *Avice (Edwige)* (remplacée par M. Guy-Michel (Chauveau) (p. 5698) ; *Giraud (André)* (p. 5698, 5699).

Vote des crédits (p. 5700).

Article 34 *(dépenses ordinaires des services militaires ; mesures nouvelles) :* amendement n° 323 de M. Guy-Michel Chauveau (réduction des crédits pour le renforcement de l'encadrement de la direction des armements terrestres) ; suppression d'emplois ; planification de la gestion des effectifs (p. 5700) ; définition d'une structure d'armée ; réforme des structures ; retiré ; amendement n° 326 de M. Jacques Peyrat (réduction des crédits destinés aux associations) ; suppression de la tenue de sortie du paquetage de l'appelé ; esprit de défense (p. 5701) ; retiré ;

- article 34 : adopté.

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V : amendement n° 315 de M. Michel Peyret soutenu par M. Jacques Rimbault (suppression des crédits de paiement et des autorisations de programme pour les armes chimiques) (p. 5702) : rejeté ; amendement n° 316 de M. Michel Peyret soutenu par M. Jacques Rimbault (suppression des crédits destinés aux recherches nucléaires militaires) ; situation des arsenaux, du G.I.A.T. et de leur personnel (p. 5703) : rejeté ; amendement n° 317 de M. Michel Peyret soutenu par M. Jean Jarosz (arme à neutrons) (p. 5704) : rejeté ; amendement n° 318 de M. Michel Peyret (suppression des missiles Hadès, A.S.M.P. et S 4 notamment) : rejeté ; amendement n° 319 de M. Michel Peyret soutenu par M. Paul Mercieca (essais nucléaires de Mururoa) ; bombe à neutrons (p. 5705) ; désarmement ; position du parti communiste sur les problèmes de défense ; attitude des communistes en 1939 ; erreur corrigée par la Résistance (p. 5706) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 321 de M. Jacques Roger-Machart (réduction des crédits de documentation) ; programmes d'équipement aéronautique et aéronaval (p. 5707, 5708) : retiré ; amendement n° 322 de M. André Ledran (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 35) ; gendarmerie ; défense opérationnelle du territoire ; services rendus aux populations ; services de secours ; avenir des brigades territoriales dans les régions dépeuplées (p. 5709) : retiré ; amendement n° 329 de M. Michel Peyret (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au paragraphe II) ; D.G.S.E. ; lutte contre le terrorisme ; contrôle parlementaire sur les services secrets (p. 5710) ; publication dans *l'Humanité* de certains débats de la commission de la défense nationale : rejeté ;

- titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté au scrutin public.

Titre VI : amendement n° 327 de M. Joseph Gourmelon (réduction des crédits de paiement affectés au musée de la Marine) ; flotte de surface (p. 5711) ; crédits de l'entretien programmé des arsenaux de la marine ; retiré ;

- titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés ;

- article 35 : adopté.

Etat D, titre III : adopté (p. 5712, 5713).

D.O.M. - T.O.M.

Examen du fascicule [21 octobre 1987] (p. 4565, 4603).

Action économique dans les D.O.M. - T.O.M. : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4566).

Action sociale dans les D.O.M. - T.O.M. (et notamment parité sociale globale) : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 4565) ; *Jean-Baptiste (Henri)* (p. 4570) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 4578) ; *Maran (Jean)* (p. 4579) ; *Fritch (Edouard)* (p. 4606) ; *Pons (Bernard)* (p. 4618, 4619).

Agriculture dans les D.O.M. - T.O.M. : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 4565) ; *Maran (Jean)* (p. 4579) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 4581) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 4584) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 4611) ; *Pons (Bernard)* (p. 4618, 4619).

Chômage dans les D.O.M. - T.O.M. : *Gremetz (Maxime)* (p. 4577, 4578) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4583) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4607) ; *Pons (Bernard)* (p. 4619).

Communauté économique européenne (intégration des D.O.M. - T.O.M. dans la -) : *Micaux (Pierre)* (p. 4570, 4571) ; *Debré (Michel)* (p. 4577) ; *Le Foll (Robert)* (p. 4580) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 4581) ; *Castor (Elie)* (p. 4605) ; *Vivien (Alain)*

(p. 4610) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 4610, 4611) ; *Bruné (Paulin)* (p. 4612, 4613) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4614, 4615) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617, 4620).

Convention de Lomé III : *Micaux (Pierre)* (p. 4571).

Coopération régionale entre les départements d'outre-mer et les Etats voisins : *Léonard (Gérard)* (p. 4568).

Corse : *Holleindre (Roger)* (p. 4575).

Crédits (montant et répartition des -) : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 4565, 4566) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 4566) ; *Léonard (Gérard)* (p. 4567, 4568) ; *Jean-Baptiste (Henri)* (p. 4569) ; *Pons (Bernard)* (p. 4571, 4572) ; *Maran (Jean)* (p. 4579) ; *Le Foll (Robert)* (p. 4580) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4583) ; *Beaujean (Henri)* (p. 4585) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 4610, 4611) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4611) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4614).

Décentralisation dans les D.O.M. - T.O.M. : *Jalton (Frédéric)* (p. 4584) ; *Bruné (Paulin)* (p. 4612, 4613) ; *Pons (Bernard)* (p. 4621).

Etudiants des D.O.M. - T.O.M. : *Maran (Jean)* (p. 4580) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 4582) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4612) ; *Pons (Bernard)* (p. 4620, 4621).

Guadeloupe (situation en -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4584) ; *Beaujean (Henri)* (p. 4585) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 4610, 4611) ; Pons (Bernard) (p. 4621).

Guyane (situation de la -) : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 4566) ; *Castor (Elie)* (p. 4604, 4605) ; *Bruné (Paulin)* (p. 4612, 4613) ; *Pons (Bernard)* (p. 4622, 4623).

Hôpitaux : *Vivien (Alain)* (p. 4610) ; *Pons (Bernard)* (p. 4622, 4623).

Indépendantistes dans les D.O.M.-T.O.M. : *Debré (Michel)* (p. 4577) ; *Fritch (Edouard)* (p. 4607).

Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment Fidom et Fides) : *Jean-Baptiste (Henri)* (p. 4570) ; *Pons (Bernard)* (p. 4572, 4618, 4620) ; *Holleindre (Roger)* (p. 4574, 4575) ; *Maran (Jean)* (p. 4579) ; *Le Foll (Robert)* (p. 4580) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 4581) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4583) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 4584) ; *Beaujean (Henri)* (p. 4585, 4586) ; *Castor (Elie)* (p. 4604, 4605) ; *Vivien (Alain)* (p. 4610).

Logement dans les D.O.M.-T.O.M. : *Gremetz (Maxime)* (p. 4578) ; *Maran (Jean)* (p. 4579) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 4581) ; *Pons (Bernard)* (p. 4619, 4620).

Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4566) ; *Léonard (Gérard)* (p. 4568) ; *Castor (Elie)* (p. 4605) ; *Vivien (Alain)* (p. 4610) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 4610) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4612) ; *Pons (Bernard)* (p. 4618).

Mayotte (situation de -) : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 4565) ; *Léonard (Gérard)* (p. 4568, 4569) ; *Jean-Baptiste (Henri)* (p. 4603, 4604) ; *Pons (Bernard)* (p. 4619, 4621).

Nouvelle-Calédonie (situation en -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4566, 4567) ; *Jean-Baptiste (Henri)* (p. 4569, 4570) ; *Holleindre (Roger)* (p. 4575) ; *Debré (Michel)* (p. 4575, 4576) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 4578) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 4582, 4583) ; *Lemoine (Georges)* (p. 4608) ; *Pons (Bernard)* (p. 4619, 4622).

Octroi de mer : *Rocca-Serra (Jean-Paul de)* (p. 4565) ; *Léonard (Gérard)* (p. 4568) ; *Bruné (Paulin)* (p. 4613) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617).

Pacifique Sud (présence et politique de la France dans le -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4567) ; *Flosse (Gaston)* (p. 4572, 4573, 4574) ; *Lemoine (Georges)* (p. 4608, 4609) ; *Pons (Bernard)* (p. 4622).

Polynésie française (situation de la -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4567) ; *Fritch (Edouard)* (p. 4605, 4606, 4607) ; *Pons (Bernard)* (p. 4618, 4619, 4622).

Saint-Pierre et Miquelon (situation à -) : *Pons (Bernard)* (p. 4572, 4622) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4607, 4608).

Tahiti (situation à -) : *Holleindre (Roger)* (p. 4574, 4575) ; *Fritch (Edouard)* (p. 4606).

Terres australes et antarctiques françaises (situation des -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4567).

Tourisme dans les D.O.M.-T.O.M. : *Jalton (Frédéric)* (p. 4585).

Wallis-et-Futuna (situation de -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 4567) ; *Brial (Benjamin)* (p. 4609) ; *Pons (Bernard)* (p. 4622).

Procédure des questions (p. 4615).

Logement dans les D.O.M. (et notamment à La Réunion) : *Malandain (Guy)* (p. 4817) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617).

Martinique :

- montant de la ligne budgétaire unique : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4616) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617) ;

- scolarisation des enfants : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4616) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617) ;

- université Antilles-Guyane : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4616) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617) ;

- humanisation des hôpitaux : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 4616) ; *Pons (Bernard)* (p. 4617).

Prestations familiales perçues dans les D.O.M. : *Hoarau (Claude)* (p. 4615) ; *Pons (Bernard)* (p. 4615).

Statut du personnel communal journalier à La Réunion : *Vergès (Laurent)* (p. 4615, 4616) ; *Pons (Bernard)* (p. 4616).

Transports intérieurs en Guyane : *Castor (Elie)* (p. 4616) ; *Pons (Bernard)* (p. 4616).

Vote des crédits (p. 4623).

Etat B, titre III, amendement n° 108 de M. Porteu de la Morandière (réduction des crédits de l'office culturel scientifique canaque) (p. 4623) ; rejeté ;

- titre III : adopté.

Titre V, autorisation de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI, autorisation de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4624).

ÉCONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATIONS

Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale.

Examen des fascicules [12 novembre 1987] (p. 5721, 5758).

Commerce extérieur :

- chiffres du - : *Germon (Claude)* (p. 5725, 5726) ; *Noir (Michel)* (p. 5729, 5730) ; *Cointat (Michel)* (p. 5758, 5759) ; *Cresson (Edith)* (p. 5760) ;

- crédits des organismes compétents : *Germon (Claude)* (p. 5726) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5728) ; *Noir (Michel)* (p. 5729, 5731) ;

- politique commerciale extérieure : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 5726, 5727) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5728, 5729) ; *Noir (Michel)* (p. 5729, 5730) ; *Chambrun (Charles)* (p. 5739, 5740) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5741, 5742) ; *Cointat (Michel)* (p. 5758, 5759) ; *Cresson (Edith)* (p. 5760, 5761) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5761, 5762) ;

- Conseil de la concurrence : *Auberger (Philippe)* (p. 5722) ; *Juppé (Alain)* (p. 5724) ;

- politique de la consommation et de la concurrence : *Juppé (Alain)* (p. 5724) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5759, 5760) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5762).

Crédits (montant et répartition des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5721).

Fonds de concours (pratique des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5722).

Imprimerie nationale : *Vivien (Alain)* (p. 5735, 5736) ; *Juppé (Alain)* (p. 5737, 5738) ; *Hage (Georges)* (p. 5761) ; *Cabana (Camille)* (p. 5763).

Imprimerie nationale (personnel de l' -) : *Vivien (Alain)* (p. 5736, 5737) ; *Hage (Georges)* (p. 5761).

Monnaies et médailles : *Jarosz (Jean)* (p. 5734, 5735) ; *Juppé (Alain)* (p. 5737).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 5734) ; *Ornano (Michel d')* (p. 5734).

Services financiers :

- chambres régionales des comptes (implantation des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5722) ; *Juppé (Alain)* (p. 5724, 5725).

- commission des opérations de bourse : *Auberger (Philippe)* (p. 5722) ; *Juppé (Alain)* (p. 5725).

- effectif budgétaire des services financiers : *Auberger (Philippe)* (p. 5721, 5722) ; *Juppé (Alain)* (p. 5723, 5724) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739).

- formation continue des agents : *Juppé (Alain)* (p. 5724).

- implantation des services à Bercy : *Auberger (Philippe)* (p. 5722) ; *Juppé (Alain)* (p. 5724) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739).

- services financiers (activité des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5722, 5723).

Situation économique :

- baisse du dollar (effet de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 5731, 5732).

- crise boursière : *Balladur (Edouard)* (p. 5731, 5733).

- déclaration de M. Edouard Balladur : *Balladur (Edouard)* (p. 5731, 5732, 5733, 5734) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5734) ; *Ornano (Michel d')* (p. 5734) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5734) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5738).

- politique salariale dans la fonction publique : *Le Garrec (Jean)* (p. 5738, 5739).

- privatisation de l'U.A.P. : *Le Garrec (Jean)* (p. 5738) ; *Juppé (Alain)* (p. 5739).

- situation économique française (influence de la - sur le budget) : *Balladur (Edouard)* (p. 5732, 5733) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5738) ; *Juppé (Alain)* (p. 5739) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5741) ; *Cresson (Edith)* (p. 5760, 5761).

Procédure des questions [12 novembre 1987 (p. 5763)].

Association de consommateurs : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 5765) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5765).

Conseil de la concurrence : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 5765) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5766).

Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes : *Lalumière (Catherine)* (p. 5763) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5763, 5764).

Formation des cadres à l'exportation : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5764) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5764).

Institut national de la consommation : *Lalumière (Catherine)* (p. 5765) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5765).

Monnaies et médailles : *Sainte-Marie (Michel)* (remplacé par Mme Catherine Lalumière) (p. 5766) ; *Cabana (Camille)* (p. 5766).

Vote de crédits [12 novembre 1987 (p. 5766)].

Economie, finance et privatisation.

II. - **Services financiers**

Titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : *réduction des crédits :* adopté.

Titre V : *autorisations de programme et crédits de paiement :* adoptés.

Titre VI : *autorisations de programme et crédits de paiement :* adoptés.

Après l'article 66 : amendement n° 106 de la commission soutenu par M. Philippe Auberger (nécessaire information du parlement sur les fonds de concours et leur affectation) ; crédits ouverts en contre-partie des recettes de fonds de concours n'étant inscrit qu'au vue de la constatation de ces recettes : adopté.

Budget annexe des monnaies et médailles :

Article 37, services votés : adopté.

Article 38, paragraphe I, autorisations de programme, au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Article 38, paragraphe II, crédits de paiement, au titre des mesures nouvelles : amendement n° 338 de M. Jean Jarosz (annulation du prélèvement effectué par l'Etat au profit du budget général) (p. 5767) ; nécessaire satisfaction des revendications du personnel : rejeté.

Article 38, paragraphe II : adopté.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale :

Article 37, services votés : adopté.

Article 38, paragraphe I : adopté.

Article 38, paragraphe II : adopté.

Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés

Examen des fascicules [12 novembre 1987 (p. 5768)].

Agriculture (fonds de développement agricole [F.N.D.A.] et agence nationale de développement agricole [A.N.D.A.]) : *Douyère (Raymond)* (p. 5781, 5782).

Caisse d'amortissement pour l'acier : *Juppé (Alain)* (p. 5783).

Comptes spéciaux du Trésor (nombre et recettes) : *Tranchant (Georges)* (p. 5769, 5770) ; *Juppé (Alain)* (p. 5784).

Culture (taxes parafiscales) ; *Douyère (Raymond)* (p. 5782).

Déficit budgétaire (nécessité d'une réduction du -) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5773).

Dépenses publiques (maîtrise des -) : *Pierret (Christian)* (p. 5790) ; *Cabana (Camille)* (p. 5796).

Dette publique (modernisation de la gestion de la -) ; *Juppé (Alain)* (p. 5784).

Dette publique (niveau, structure et contrôle parlementaire) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5771, 5772) ; *Juppé (Alain)* (p. 5783) ; *Pierret (Christian)* (p. 5789, 5790).

Dette publique (volume et nature des émissions du Trésor ; financement monétaire du déficit) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5772) ; *Juppé (Alain)* (p. 5783) ; *Pierret (Christian)* (p. 5790).

Emprunt « Giscard » 7 p. 100 1973 : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5773) ; *Juppé (Alain)* (p. 5783, 5784).

Fonds spécial de grands travaux (suppression du -) : *Juppé (Alain)* (p. 5783).

Granulats (taxe parafiscale sur les -) : *Juppé (Alain)* (p. 5785) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5789).

Harkis : *Bapt (Gérard)* (p. 5786) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5791) ; *Peyron (Albert)* (p. 5792) ; *Cabana (Camille)* (p. 5793, 5794, 5795).

Industrie (taxes parafiscales) : *Douyère (Raymond)* (p. 5782).

Privatisations (cessions de parts minoritaires) : *Griotteray (Alain)* (p. 5771) ; *Juppé (Alain)* (p. 5784).

Privatisations (petits actionnaires ; Régie Renault et compagnies d'assurances) : *Griotteray (Alain)* (p. 5770, 5771) ; *Juppé (Alain)* (p. 5784).

Privatisations (produits des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 5769) ; *Griotteray (Alain)* (p. 5771) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 5772, 5773) ; *Juppé (Alain)* (p. 5784).

Privatisations (ralentissement du programme) : *Pierret (Christian)* (p. 5790).

Rapatriés (indemnisation, rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) : *Diméglio (Willy)* (p. 5785, 5786) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5786, 5787) ; *Barate (Claude)* (p. 5787, 5788) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5789) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5790, 5791) ; *Cabana (Camille)* (p. 5792, 5793, 5794, 5795, 5796).

Rappel au réglement de M. Christian Pierret : *Pierret (Christian)* (p. 5797, 5798) ; *Richard (Alain), vice-président* (p. 5798).

Rebudgétisations : *Juppé (Alain)* (p. 5783) ; *Pierret (Christian)* (p. 5790).

Redevance télévision (emploi de la -) : *Tranchant (Georges)* (p. 5769) ; *Juppé (Alain)* (p. 5784, 5785).

Sécurité sociale (compensation et surcompensation) : *Juppé (Alain)* (p. 5783) ; *Richard (Alain)* (p. 5791, 5792).

Spectacles de variétés (taxes parafiscales) : *Descaves (Pierre)* (p. 5788, 5789).

Taxes parafiscales (définition, contrôle et nombre) : *Douyère (Raymond)* (p. 5780, 5781, 5782) ; *Juppé (Alain)* (p. 5785) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5788, 5789) ; *Cabana (Camille)* (p. 5796).

Taux d'intérêts réels (niveau des -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 5773).

Procédure des questions (p. 5796).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) : *Josselin (Charles)* (p. 5797) ; *Cabana (Camille)* (p. 5797).

Entreprises publiques et compagnies d'assurances (dotation en capital des -) : *Richard (Alain)* (p. 5796) ; *Cabana (Camille)* (p. 5796, 5797).

Fonds spécial de grands travaux (F.S.G.T.) : *Josselin (Charles)* (p. 5797) ; *Cabana (Camille)* (p. 5797).

Vote des crédits [12 novembre 1987] (p. 5758).

Charges communes.

Crédits inscrits à la ligne « Économie, finances et privatisation : I. - Charges communes ».

Etat B, titre Ier : amendement n° 358 du Gouvernement (majoration des crédits) (de coordination) ; dates de recouvrement des impôts locaux : adopté.

- titre Ier : adopté après modification.

Titre II : adopté.

Titre III : adopté.

Titre IV : réduction des crédits : adoptée.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 64 *(indemnisation des rapatriés des Nouvelles-Hébrides) :* adopté.

Article 66 *(suppression du fonds spécial de grands travaux) :* adopté.

Comptes spéciaux du Trésor

Article 39 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; services votés) :* adopté (p. 5798).

Article 40 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; mesures nouvelles) :* amendement n° 101 de la commission soutenu par M. Georges Tranchant (répartition du produit de la redevance sur la télévision ; modification de la présentation) : adopté ; amendement n° 114 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de l'article 40 [paragraphe II] destinés à la vie associative) ; fonds national de développement de la vie associative (p. 5799) : rejeté ;

- article 40 : adopté après modification.

Article 42 *(comptes retraçant des opérations à caractère temporaire ; services votés) :* adopté.

Article 43 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations à caractère temporaire ; mesures nouvelles) :* adopté.

Article 44 *(comptes de commerce ; mesures nouvelles) :* adopté.

Article 45 *(comptes de règlement avec les gouvernements étrangers ; mesures nouvelles) :* adopté.

Article 46 *(comptes d'avances ; mesures nouvelles) :* adopté.

Article 47 *(comptes de prêts ; mesures nouvelles) :* adopté.

Après l'article 47 : amendement n° 359 du Gouvernement (clôture du compte 902-04, jetons de présence et tantièmes revenant à l'État) : adopté.

Taxes parafiscales

Article 48 *(perception des taxes parafiscales)* et *état E* (p. 5800 à 5813).

Etat E, ligne 1 : amendement n° 104 de la commission soutenu par M. Raymond Douyère (suppression de cette ligne ; taxe sur les granulats perçue par le B.R.G.M.) : adopté.

Lignes 2 à 51, 54, 55 et 58 : adoptées.

Ligne 52 (redevance sur la télévision) et **ligne 53** (taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée) : mises aux voix de l'examen des crédits relatifs à la communication ;

- article 48 et état E modifiés : adoptés.

Après l'article 66 : amendement n° 102 rectifié de la commission soutenu par M. Alain Griotteray (prévoyant en annexe au projet de loi de finances un rapport présentant les affectations de produits de la privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises industrielles du secteur de l'armement pour la recherche) ; société Matra ; sous-amendement oral de M. Georges Tranchant (application de cet amendement au projet de loi de finances pour 1989) (p. 5814) : adopté ; amendement n° 102 rectifié : adopté après modification ; amendement n° 103 rectifié de la commission soutenu par M. Alain Griotteray (fonds de concours provenant de la cession d'actifs mobiliers du ministère de la défense) ; amendement n° 360 du Gouvernement soutenu par M. Camille Cabana (même objet) ; amendement n° 103 rectifié : rejeté ; amendement n° 360 : adopté (p. 5815).

ÉDUCATION NATIONALE

Examen du fascicule [28 octobre 1987] (p. 4951, 4989).

I. - **Enseignement scolaire.**

Agrégation d'histoire (changement de président du jury) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4968) ; *Monory (René)* (p. 4969).

Allocation scolaire : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 4967, 4968).

Baccalauréat (objectif d'amener 80 p. 100 d'une classe d'âge au niveau du -) : *Hermier (Guy)* (p. 4964) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4968) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4989, 4990) ; *Berson (Michel)* (p. 4991) ; *Chouat (Didier)* (p. 4995) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4996) ; *Monory (René)* (p. 4997).

Bourses et secours d'études : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4952) ; *Monory (René)* (p. 4962) ; *Hermier (Guy)* (p. 4964) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4996).

Carte scolaire et sectorisation : *Chouat (Didier)* (p. 4995).

Chefs d'établissement (principaux et proviseurs) : *Couanau (René)* (p. 4956) ; *Monory (René)* (p. 4958).

Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953) ; *Couanau (René)* (p. 4956) ; *Monory (René)* (p. 4957, 4959) ; *Hermier (Guy)* (p. 4964) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 4990) ; *Royer (Jean)* (p. 4991, 4992) ; *Chouat (Didier)* (p. 4995) ; *Soum (Renée)* (p. 4995, 4996).

Education nationale (administration centrale, établissements publics et rectorat. Réductions de postes) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953) ; *Couanau (René)* (p. 4954) ; *Monory (René)* (p. 4955).

Education physique et sportive : *Hage (Georges)* (p. 4969) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 4994).

Effectifs scolaires : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4952) ; *Monory (René)* (p. 4958).

Enseignement privé : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953) ; *Couanau (René)* (p. 4955) ; *Monory (René)* (p. 4958, 4959) ; *Hermier (Guy)* (p. 4965) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4966) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 4967) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4970, 4971) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 4990) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4993).

Enseignement privé (attribution de postes d'enseignements) : *Barrot (Jacques)* (p. 4966) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4971) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4993).

Enseignement privé (statut des enseignants) : *Ligot (Maurice)* (p. 4971).

Enseignement technique et professionnel : *Couanau (René)* (p. 4956) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4963) ; *Carraz (Roland)* (p. 4970) ; *Berson (Michel)* (p. 4991).

Entreprises (relations enseignement-entreprises et formation en alternance) : *Couanau (René)* (p. 4963, 4964) ; *Berson (Michel)* (p. 4991) ; *Royer (Jean)* (p. 4992).

Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4952) ; *Couanau (René)* (p. 4955) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4955, 4956) ; *Monory (René)* (p. 4958, 4997, 4998) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4961) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4962) ; *Hermier (Guy)* (p. 4964, 4965) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4968).

Etablissements scolaires (autonomie des -) : *Baeckeroot (Christian)* (p. 4990, 4991).

Evaluation et prospective (direction de l'-) : *Couanau (René)* (p. 4956) ; *Monory (René)* (p. 4960).

Filières BAC + 2 : *Monory (René)* (p. 4965).

Information donnée par le ministère : *Monory (René)* (p. 4959).

Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953) ; *Carraz (Roland)* (p. 4970).

Maîtres-directeurs : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953, 4954) ; *Couaneau (René)* (p. 4954, 4955, 4956) ; *Monory (René)* (p. 4958).

Organisme périscolaires et pédagogiques : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4952) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4968).

Pédagogie : *Royer (Jean)* (p. 4992).

Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi-programme) : *Monory (René)* (p. 4960, 4961) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4960, 4961, 4966, 4967) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4963) ; *Hermier (Guy)* (p. 4964) ; *Carraz (Roland)* (p. 4969, 4970) ; *Soum (Renée)* (p. 4996) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4996).

Professeurs et instituteurs :

- de l'enseignement technique : *Carraz (Roland)* (p. 4970).

- effectifs de - : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4951) ; Couanau (René) (p. 4954) ; *Monory (René)* (p. 4958) ; *Hermier (Guy)* (p. 4964).

- étrangers (recrutement d'- comme auxiliaires) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4951, 4952).

- évaluation des - : *Bayrou (François)* (p. 4993, 4994).

- instituteurs (plan de revalorisation des carrières) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953) ; *Couanau (René)* (p. 4954) ; *Hermier (Guy)* (p. 4965) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4990) ; *Monory (René)* (p. 4991).

- P.E.C.G. (extinction du corps des -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4951, 4953) ; *Monory (René)* (p. 4957) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4996, 4997).

- recrutement (crise du -), formation initiale et continue et statut : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4951, 4952) ; *Couanau (René)* (p. 4956) ; *Monory (René)* (p. 4957, 4959, 4961, 4965, 4997) ; *Joxe (Pierre)* (P. 4961) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (P. 4963) ; *Hermier (Guy)* (p. 4964, 4965) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4968) ; *Carraz (Roland)* (p. 4970) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4990) ; *Berson (Michel)* (p. 4991) ; *Royer (Jean)* (p. 4992) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4993) ; *Soum (Renée)* (p. 4996).

- rémunérations : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4952) ; *Couanau (René)* (p. 4956, 4957) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4961) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4990) ; *Royer (Jean)* (p. 4992).

Programme « Informatique pour tous » : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4993) ; *Monory (René)* (p. 4998).

Programmes scolaires : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4963).

Rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4998) ; *Billardon (André)* (p. 4998).

Rappel au réglement de M. Jacques Guyard : *Guyard (Jacques)* (p. 5009) ; *Millon (Charles)* (p. 5009).

Rapport Lesourne : *Monory (René)* (p. 4961, 4962).

Sélection : *Hermier (Guy)* (p. 4965) ; *Royer (Jean)* (p. 4992).

Services académiques d'information et d'orientation (suppression des -) : *Guyard (Jacques)* (p. 4990).

Spécialité budgétaire (non respect du principe de -, chapitre 31-92) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4953).

Syndicat d'enseignements (décharges de service) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4952).

Taxe d'apprentissage : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4964).

Technologie (diminution des heures d'enseignement de la - dans les collèges) : *Carraz (Roland)* (p. 4970).

Procédure des questions (p. 4998).

Alsace et Moselle (enseignement de la langue allemande) : *Reymann (Marc)* (p. 5008, 5009)) ; *Monory (René)* (p. 5009).

A.T.O.S. (réduction des effectifs) : *Benoit (René)* (p. 5003) ; *Monory (René)* (p. 5003, 5005) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5005).

Biologie et géologie (enseignement de la -) : *Deprez (Léonce)* (p. 5004) ; *Monory (René)* (p. 5004, 5005).

Bourses scolaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5001, 5002) ; *Monory (René)* (p. 5002).

Chargés d'enseignement physique et sportif (situation des -) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5006) ; *Monory (René)* (p. 5006, 5007).

Décentralisation (détachement de personnels des rectorats au profit des régions) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 5008) ; *Monory (René)* (p. 5008).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (affichage dans les établissements scolaires) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5007) ; *Monory (René)* (p. 5007).

Directeurs d'écoles privées : *Monory (René)* (p. 4999) ; *Narquin (Jean)* (p. 4999).

Education physique et sportive : *Deprez (Léonce)* (p. 5004) ; *Monory (René)* (p. 5004).

Enseignants (affectation géographique des - dans les régions du Midi : *Ehrmann (Charles)* (p. 5003, 5004) ; *Monory (René)* (p. 5004).

Enseignants (recrutement et formation des -) : *Hage (Georges)* (p. 5002) ; *Monory (René)* (p. 5002).

Enseignants menacés de sanctions (cas de certains) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5007) ; *Monory (René)* (p. 5007).

Enseignement professionnel (L.E.P.) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5008) ; *Catala (Nicole)* (p. 5008).

Enseignement professionnel (plan pour l'insertion des jeunes sortis de l'-) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5000) ; *Catala (Nicole)* (p. 5000).

Entreprises (rapports entre l'éducation et les -) : *Deprez (Léonce)* (p. 5004) ; *Monory (René)* (p. 5004, 5005).

Equipement scolaire (construction d'établissements) : *Goeuriot (Colette)* (p. 5001) ; *Monory (René)* (p. 5001).

Forfait d'externat : *Parent (Régis)* (p. 4998, 4999) ; *Monory (René)* (p. 4999).

Forfait d'externat (petits collèges privés ruraux) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5003) ; *Monory (René)* (p. 5003).

Langues vivantes (place des - dans les C.A.P. et B.E.P.) : *Ueberschlag (Jean)* (p. 4999, 5000) ; *Monory (René)* (p. 5000).

Maîtres directeurs : *Narquin (Jean)* (p. 4999) ; *Monory (René)* (p. 4999).

Martinique (équipement scolaire) : *Maran (Jean)* (p. 5007) ; *Monory (René)* (p. 5007, 5008).

Organismes périscolaires (C.N.D.P., I.N.R.P. et O.N.I.S.E.P.) : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 5005, 5006) ; *Monory (René)* (p. 5006).

Réunion (insuffisance du nombre d'enseignants) : *Hoarau (Claude)* (p. 5000, 5001) ; *Monory (René)* (p. 5001).

Vote des crédits (p. 5009).

Crédits inscrits à la ligne « Education nationale : I. - Enseignement scolaire ».

Etat B, titre III : amendement n° 100 de la commission soutenu par M. Jean-Claude Martinez (réduction et majoration des crédits) ; principe de spécialité budgétaire ; nécessité de scinder le chapitre 31-92, regroupant la moitié des crédits du ministère ; possibilité de rejeter cet amdement en contrepartie d'un engagement du ministre (p. 5010) ; le Gouvernement accepte de tenir une réunion de travail avec les rapporteurs et les présidents de commission sur la finesse des chapitres budgétaires : rejeté ;

- titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 162 de M. Augustin Bonrepaux (réduction des crédits) ; règles de répartition des postes entre le public et le privé ; calcul du retard du forfait d'externat ; querelle scolaire ; créations d'emplois dans l'enseignement privé (p. 5011) ; amendement n° 160 de M. Pascal Arrighi (suppression des subventions visant à compenser les mises à disposition dont bénéficient certains organismes) : rejeté au scrutin public ;

- titre IV : rejeté au scrutin public.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 71 : amendement n° 151 de la commission des affaires culturelles (présentation de l'annexe consacrée aux crédits du ministère) : adopté (p. 5012).

II. Recherche et enseignement supérieur.

Examen des fascicules [29 octobre 1987] (p. 5055).

Enseignement supérieur.

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Valade (Jacques)* (p. 5068, 5069) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Hage (Georges)* (p. 5086).

Allocation de recherche : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Valade (Jacques)* (p. 5067) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5074) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5085).

Bibliothèques : *Fréville (Yves)* (p. 5062) ; *Valade (Jacques)* (p. 5070) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5085).

Bourses et actions sociales universitaires : *Fréville (Yves)* (p. 5061) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Valade (Jacques)* (p. 5067, 5070, 5091) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5072) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5081) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5086).

Budget consacré aux universités : *Fréville (Yves)* (p. 5061, 5091) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5063) ; *Valade (Jacques)* (p. 5068, 5091, 5092) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5071, 5072) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5091) ; *Hage (Georges)* (p. 5087, 5088).

C.A.P.E.S. et agrégations (préparation aux -) : *Fréville (Yves)* (p. 5062) ; *Valade (Jacques)* (p. 5070).

Diplômes nationaux (habilitations) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5084) ; *Valade (Jacques)* (p. 5090).

Doctorat : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5090) ; *Valade (Jacques)* (p. 5090, 5091).

Droits d'inscription et d'entrée en bibliothèque : *Valade (Jacques)* (p. 5070) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5072) ; *Hage (Georges)* (p. 5087).

Équipement universitaire : *Fréville (Yves)* (p. 5061) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5063) ; *Valade (Jacques)* (p. 5068, 5070).

Établissements d'enseignement supérieur privés : *Fréville (Yves)* (p. 5062) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5072).

Étudiants (nombre d'- notamment en première année ; capacité d'accueil) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5063, 5065) ; *Valade (Jacques)* (p. 5068) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5080, 5081) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5090).

Étudiants (objectif de deux millions d'-) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5065) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5072) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5080) ; *Hage (Georges)* (p. 5087).

Heures complémentaires (rémunérations des -) : *Fréville (Yves)* (p. 5062) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5063) ; *Valade (Jacques)* (p. 5068, 5069).

Premiers cycles universitaires (notamment diversification des filières et I.U.T.) : *Fréville (Yves)* (p. 5061) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Hage (Georges)* (p. 5087) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5090) ; *Valade (Jacques)* (p. 5090).

Professeurs et corps enseignants de l'université :

- mesures catégorielles, recrutement, carrière : *Fréville (Yves)* (p. 5061, 5062) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5063, 5064) ; *Valade (Jacques)* (p. 5069) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5072) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5081) ; *Hage (Georges)* (p. 5087).

- système Garaces : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5085).

Rapports avec l'entreprise : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5086).

Rappel au règlement de M. Georges Hage : *Hage (Georges)* (p. 5097) ; *Billardon (André)* (vice-président) (p. 5097).

Recherche universitaire (notamment prime de -) : *Fréville (Yves)* (p. 5062, 5063) ; *Valade (Jacques)* (p. 5067, 5068, 5070, 5071) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5081) ; *Birraux (Claude)* (p. 5083) ; *Hage (Georges)* (p. 5087).

Sélection : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5085) ; *Hage (Georges)* (p. 5087).

Toulouse (université Paul-Sabatier) : *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5076) ; *Valade (Jacques)* (p. 5091).

Universités (statut des -) et application de l'article 33 de la loi de 1984 : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5071, 5089) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5085) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5089, 5090, 5093) ; *Valade (Jacques)* (p. 5092, 5093).

Universités (implantation des -) et notamment universités régionales : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064, 5065) ; *Valade (Jacques)* (p. 5069) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5085) ; *Hage (Georges)* (p. 5087, 5088).

Recherche

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) : *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Birraux (Claude)* (p. 5083) ; *Valade (Jacques)* (p. 5091).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) : *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5065) ; *Birraux (Claude)* (p. 5082).

Centre d'étude des systèmes et technologies avancées (C.E.S.T.A.) : *Giard (Jean)* (p. 5057) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Birreaux (Claude)* (p. 5083) ; *Valade (Jacques)* (p. 5091).

Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) : voir Organismes publics de recherche.

Chercheurs (effectif et mobilité des -) : *Giard (Jean)* (p. 5055, 5056) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5055) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5073, 5074) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5074) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5079, 5080) ; *Birraux (Claude)* (p. 5082, 5083) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5085) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088).

Cité des sciences de la Villette : *Birraux (Claude)* (p. 5083) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 5083) ; *Valade (Jacques)* (p. 5092).

Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : *Giard (Jean)* (p. 5056) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5073) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088).

Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) : *Giard (Jean)* (p. 5057) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5074) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5080) ; *Valade (Jacques)* (p. 5090).

Crédit d'impôt-recherche : *Giard (Jean)* (p. 5057) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5065) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5079) ; *Birraux (Claude)* (p. 5082) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5086).

Culture scientifique et technique : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 5083, 5084).

Dépense nationale de recherche-développement : *Valade (Jacques)* (p. 5068) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5073, 5074) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5079) ; *Birraux (Claude)* (p. 5082).

Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) : *Giard (Jean)* (p. 5055) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5059, 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5065, 5090, 5092) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5072, 5073) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Birraux (Claude)* (p. 5081, 5082) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088).

Évaluation de la recherche et de la technologie (notamment rôle d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : *Chapuis (Robert)* (p. 5060, 5061) ; *Valade (Jacques)* ; (p. 5065, 5066, 5090).

Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (notamment programmes nationaux) : *Giard (Jean)* (p. 5056) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5066, 5067) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5074).

Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) : *Giard (Jean)* (p. 5055) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5059) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Fréville (Yves)* (p. 5062) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5064) ; *Valade (Jacques)* (p. 5067, 5069) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5073) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Birraux (Claude)* (p. 5082) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088).

Institut national de recherches agronomiques (I.N.R.A.) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5086) ; *Valade (Jacques)* (p. 5092).

Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) : *Giard (Jean)* (p. 5056) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5067) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5073) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5074) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5079) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088).

Programme de développement technologique et filières (cas de l'électronucléaire, de l'électronique, de l'aéronautique, du spatial et des télécommunications) : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Valade (Jacques)* (p. 5066) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 5075) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088, 5089).

Programme spatial : *Valade (Jacques)* (p. 5065, 5091).

Recherche civile (effort de -) : *Giard (Jean)* (p. 5055) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5059, 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5066) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5073) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5074).

Recherche européenne (dont programme Eurêka) : *Birraux (Claude)* (p. 5083) ; *Valade (Jacques)* (p. 5066).

Recherche industrielle (cas des P.M.E. et coopération public-privé) : *Giard (Jean)* (p. 5056, 5057) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5066, 5068) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5079) ; *Birraux (Claude)* (p. 5082) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5085) ; *Charzat (Michel)* (p. 5088).

Recherche médicale (SIDA notamment) : *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5059) ; *Valade (Jacques)* (p. 5067) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5074).

Recherche militaire : *Giard (Jean)* (p. 5057) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5058) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5060) ; *Valade (Jacques)* (p. 5066).

Supraconducteurs : *Gollnisch (Bruno)* (p. 5074).

Procédure des questions (p. 5093).

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (réductions de postes) : *Legendre (Jacques)* (p. 5100) ; *Valade (Jacques)* (p. 5100, 5101).

Agro-industriel (secteur) : *Cointat (Michel)* (p. 5098) ; *Valade (Jacques)* (p. 5098).

Antilles (universités, classes préparatoires et de B.T.S.) : *Maran (Jean)* (p. 5093, 5094) ; *Valade (Jacques)* (p. 5094, 5097) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (remplacé par M. Jean-Hugues Colonna) (p. 5095).

Aquitaine (charte de développement pour la recherche scientifique et technique) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5036) ; *Valade (Jacques)* (p. 5096).

Bourses universitaires (étudiants dont la famille réside à l'étranger) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5096) ; *Valade (Jacques)* (p. 5096).

Calais (enseignement supérieur d'anglais à -) : *Blot (Yvan)* (p. 5100) ; *Valade (Jacques)* (p. 5100).

Formations dispensées par les régions (compatibilité avec les inscriptions universitaires et affectation à la sécurité sociale étudiante) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5098) ; *Valade (Jacques)* (p. 5098).

Institut de biotechnologie de Nancy : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5096) ; *Valade (Jacques)* (p. 5096).

Institut lorrain des matériaux : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5096) ; *Valade (Jacques)* (p. 5096).

Institut national du médicament de Caen : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5094) ; *Valade (Jacques)* (p. 5094).

Recherche industrielle : *Drouin (René)* (remplacé par M. Auguste Bonrepaux) (p. 5095, 5096) ; *Valade (Jacques)* (p. 5096).

Saint-Etienne (faculté de médecine de -) : *Bayard (Henri)* (p. 5094, 5095) ; *Valade (Jacques)* (p. 5095).

Sport universitaire (création d'universités sportives notamment) : *Raoult (Eric)* (p. 5099, 5100) ; *Valade (Jacques)* (p. 5100).

Supraconducteurs (et notamment centre de Caen) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 5094) ; *Valade (Jacques)* (p. 5094).

U.E.R. (conseils scientifiques des -, notamment en médecine) : *Bardet (Jean)* (p. 5098, 5099) ; *Valade (Jacques)* (p. 5099).

Universités (financement de la création de nouvelles -) : *Pinte (Etienne)* (p. 5099) ; *Valade (Jacques)* (p. 5099).

Universités (Statut des -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 5097) ; *Valade (Jacques)* (p. 5097, 5098).

Vote des crédits.

Crédits inscrits à la ligne « Education nationale : II. - Recherche et enseignement supérieur ».

État B, Titre III : amendement n° 178 de M. Jean-Claude Martinez (réduction des crédits destinés au comité national d'évaluation des universités) ; insuffisance des crédits pour les bibliothèques ; caractère facultatif de l'évaluation des universités (p. 5101) ; rejeté (p. 5102) ;

- titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : amendement n° 24 de M. Pierre Descaves, soutenu par M. Pascal Arrighi (réduction des crédits de communication) ; amendements d'interrogation déposés par le Front national ; retiré (p. 5102) ;

- titre IV : adopté au scrutin public (p. 5103).

État C, Titre V : amendement n° 187 de M. Bruno Gollnisch (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; insuffisance des rémunérations des heures supplémentaires et des interventions extérieures dans les universités ; centre de prospection et d'évaluation ; cité des sciences de La Villette (p. 5103) ;

- titre V : autorisations de programme et crédits de paiement ; adoptés au scrutin public.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement ; adoptés au scrutin public (p. 5103).

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [30 octobre 1987] (p. 5165)

Agences de bassin : *Richard (Alain)* (p. 5165).

Air (lutte contre la pollution de l'-) : *Le Baill (Georges)* (p. 5167) ; *Roux (Jacques)* (p. 5169) ; *Carignon (Alain)* (p. 5174).

Animaux (conditions des -) : *Nungesserer (Roland)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5177).

Bruit (lutte contre le -) : *Nungesser (Roland)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5177).

Chasse (réglementation de la -) : *Nungesser (Roland)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5176).

Crédits (évolution, montant, répartition) : *Richard (Alain)* (p. 5165) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5166) ; *Roux (Jacques)* (p. 5168).

Eau (lutte contre la pollution de l'-) : *Richard (Alain)* (p. 5165) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5167) ; *Roux (Jacques)* (p. 5169) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5175).

Forêt méditerranéenne (lutte contre les incendies en -) : *Peyron (Albert)* (p. 5171) ; *Carignon (Alain)* (p. 5175, 5176).

Information de la population : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5170) ; *Carignon (Alain)* (p. 5173, 5174, 5175).

Installations classées : *Richard (Alain)* (p. 5165) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5167) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5176).

Littoral (protection du -) : *Roux (Jacques)* (p. 5169) ; *Peyron (Albert)* (p. 5171) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5172).

Méditerranée (protection du domaine maritime de la -) : *Peyron (Albert)* (p. 5171).

Ministère de l'environnement (place du - dans la structure gouvernementale) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5170) ; *Carignon (Alain)* (p. 5174).

Nantes (incendie de l'entrepôt de - et risques chimiques) : *Roux (Jacques)* (p. 5168) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5169) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5173) ; *Carignon (Alain)* (p. 5174).

Nucléaire (déchets et prévention des risques) : *Le Baill (Georges)* (p. 5168).

Parcs nationaux et réserves naturelles (situation des -) : *Richard (Alain)* (p. 5165) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5168) ; *Roux (Jacques)* (p. 5169) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5176).

Plans d'exposition aux risques (mise en œuvre des -) : *Le Baill (Georges)* (p. 5167) ; *Carignon (Alain)* (p. 5176).

Recherche : *Richard (Alain)* (p. 5165) ; *Le Baill (Georges)* (p. 5168) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5170).

Risques majeurs : *Richard (Alain)* (p. 5165) ; *Carignon (Alain)* (p. 5175).

Sandoz (affaire - et dédommagement) : *Carignon (Alain)* (p. 5174).

Transformateurs à pyralène : *Roux (Jacques)* (p. 5169) ; *Carignon (Alain)* (p. 5175).

Transport des matières dangereuses : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5172) ; *Carignon (Alain)* (p. 5177).

Urbanisation (maîtrise de l'-) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5173).

Procédure des questions (p. 5177)

Canal de Neste (maintenance du -) : *Bleuler (Pierre)* (p. 5177, 5178) ; *Carignon (Alain)* (p. 5178).

Déchets (traitement des -) : *Kuster (Gérard)* (p. 5181) ; *Carignon (Alain)* (p. 5181).

Parcs naturels régionaux : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5177) ; *Carignon (Alain)* (p. 5177).

Pollution atmosphérique et pluies acides : *Kuster (Gérard)* (p. 5180) ; *Carignon (Alain)* (p. 5180).

Pollution de l'eau : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5178) ; *Kuster (Gérard)* (p. 5180) ; *Carignon (Alain)* (p. 5178, 5180).

Pollutions des eaux superficielles : *Puaud (Philippe)* (p. 5178) ; *Carignon (Alain)* (p. 5179).

Redevance pour l'atténuation des nuisances phoniques des aéroports (suppression de la -) : *Nevoux (Paulette)* (p. 5179) ; *Carignon (Alain)* (p. 5179).

Vote des crédits (p. 5181)

Crédits inscrits à la ligne « Equipement,logement, aménagement du territoire et transports » seront mis aux voix à la suite de l'examen des crédits du ministère chargé des transports.

Etat B, titre III : amendement n° 201 de M. Pierre Joxe soutenu par Mme Paulette Nevoux (réduction de crédits) ; nécessité d'affecter des crédits supplémentaires aux réserves naturelles ; rejeté.

Etat C, titre VI : amendement n° 202 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Philippe Puaud (réduction de crédits) ; affectation de cette somme à l'Agence nationale pour la collecte, l'élimination et le traitement des déchets (p. 5182) ; rejeté ; amendement n° 203 de M. Pierre Joxe soutenu par Mme Huguette Bouchardeau (réduction de crédits) ; affectation de certains crédits à l'investissement des réserves naturelles ; rejeté (p. 5183).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET TRANSPORTS

I. - **Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs**

Examen des fascicules [4 novembre 1987] (p. 5337, 5374, 5391)

Agences d'urbanisme : *Rigaud (Jean)* (p. 5378) ; *Durupt (Job)* (p. 5378) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383).

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) : *Ligot (Maurice)* (p. 5341, 5342) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5344) ; *Chomat (Paul)* (p. 5351) ; *Clément (Pascal)* (p. 5352) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5376, 5377) ; *Royer (Jean)* (p. 5379, 5380) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383).

Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) : *Ligot (Maurice)* (p. 5343) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5345) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5347, 5381, 5382) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5350) ; *Chomat (Paul)* (p. 5351, 5352) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5354) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5356) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 5375, 5376) ; *Oehler (Jean)* (p. 5377).

Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) : *Royer (Jean)* (p. 5338) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5339) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5345, 5347) ; *Geng (Francis)* (p. 5354) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5355) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5374).

Architecture (actions en faveur de la qualité de l' -) : *Durupt (Job)* (p. 5379).

Comité interministériel des villes : *Ligot (Maurice)* (p. 5343).

Conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement : *Durupt (Job)* (p. 5378) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383).

Contrats de programme Etat-région (exécution des -) : *Royer (Jean)* (p. 5337) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5355).

Crédits (évolution, montant, répartition) : *Royer (Jean)* (p. 5337) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5339) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5341) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5345).

Décentralisation (mise en place de la -) : *Ligot (Maurice)* (p. 5343).

Fonds européen de développement régional : *Royer (Jean)* (p. 5338) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5339) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5347, 5382) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5355).

Friches industrielles : *Royer (Jean)* (p. 5338).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) : *Fèvre (Charles)* (p. 5344) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5346) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 5348) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5349) ; *Chomat (Paul)* (p. 5352) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5353) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5356).

Logement (droit au -) : *Chomat (Paul)* (p. 5352) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5353, 5354).

Logement (politique du -) : *Ligot (Maurice)* (p. 5341) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5346) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 5348, 5349) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5349) ; *Clément (Pascal)* (p. 5352).

Loyers (augmentation des -) : *Tibéri (Jean)* (p. 5349) ; *Clément (Pascal)* (p. 5352) ; *Oehler (Jean)* (p. 5377) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5382, 5383).

Ministère de l'équipement (modernisation du -) : *Ligot (Maurice)* (p. 5343) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5348).

Offre foncière (développement de l' -) : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 5348) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5350) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5377) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383).

Prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) : *Ligot (Maurice)* (p. 5342) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5344) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5346, 5383).

Prêt locatif aidé (P.L.A.) (et fongibilité des aides) : *Ligot (Maurice)* (p. 5342) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5344) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5346, 5382) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5346).

Prime d'aménagement du territoire : *Royer (Jean)* (p. 5337, 5338) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5339, 5340) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5346) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5355).

Pôles de conversion : *Royer (Jean)* (p. 5337).

Rappel au règlement de M. Guy Malandain : *Malandain (Guy)* (p. 5350).

Rénovation (des quartiers anciens) : *Royer (Jean)* (p. 5379) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383).

Train à grande vitesse (programme) : *Clément (Pascal)* (p. 5353).

Travaux publics (secteur des - : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5376).

Villes moyennes (actions en faveur des -) : *Ligot (Maurice)* (p. 5375) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383).

Villes nouvelles : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5376).

Zones d'entreprise : *Royer (Jean)* (p. 5338).

Zones minières : *Royer (Jean)* (p. 5338).

Zones rurales (restructuration) : *Royer (Jean)* (p. 5338) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5339, 5340, 5341) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5347, 5383) ; *Geng (Francis)* (p. 5355) ; *Durupt (Job)* (p. 5378) ; *Souchon (René)* (p. 5380, 5381).

Procédure des questions (p. 5374, 5391)

Accession à la propriété : *Deschamps (Bernard)* (p. 5396) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5396, 5397).

Aide personnalisée au logement (A.P.L.) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5387) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5387).

Aide personnalisée au logement (bénéfice de l' - pour les étudiants) : *Ueberschlag (Jean)* (p. 5385) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5385).

Aménagement du territoire (rôle des différentes structures en faveur des zones rurales) : *Hunault (Xavier)* (p. 5387) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5387, 5388).

Axe Calais-Bayonne : *Fanton (André)* (p. 5394) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5394).

Autoroute Nice-Digne-Sisteron (projet) : *Peyrat (Jacques)* (p. 5383) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5383, 5384).

Cité H.L.M. des Bosquets (mesures en faveur de la –) : *Raoult (Eric)* (p. 5398) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5398).

Comité interministériel des villes (effort en faveur des cités dégradées dans le cadre du –) : *Raoult (Eric)* (p. 5397) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5398).

Décentralisation des activités des ministères : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5392) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5393).

Déduction fiscale pour l'investissement privé au sein du secteur locatif (modifications de la –) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5391) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5391).

Espace rural (aménagement de l' – et désenclavement) : *Montastruc (Pierre)* (p. 5392) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5392).

Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) (intervention du – en Bretagne) : *Miossec (Charles)* (p. 5386) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5386).

H.L.M. (acquisition de logements –) : *Beaumont (René)* (p. 5397) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5397).

Liaison routière Valenciennes-Douai : *Marlière (Olivier)* (p. 5394) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5395).

Limousin (désenclavement du –) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5393) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5393).

Lisieux (rocade de –) : *Fanton (André)* (p. 5398) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5398).

Ministère de l'équipement (suppression de 1 700 emplois au sein du –) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5386) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5386).

Prêts locatifs aidés (répartition des –) : *Colombier (Georges)* (p. 5391) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5391).

Nord - Pas-de-Calais (réhabilitation de l'habitat dans le –) : *Dhinnin (Claude)* (p. 5395) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5395).

Poitou-Charentes (effort en faveur du réseau routier national de –) : *Marlière (Olivier)* (remplaçant M. Francis Hardy) (p. 5395) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5395).

Roussillon (réseau routier du –) : *Sergent (Pierre)* (p. 5384) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5384).

Route nationale 2 : *Lamant (Jean-Claude)* (p. 5384) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5384).

Route nationale 10 : *Fanton (André)* (remplaçant M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 5385) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5385).

Saisies-expulsions (accroissement des –) : *Mercieca (Paul)* (p. 5386, 5387) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5387).
1 p. 100 logement (réforme du –) : *Bordu (Gérard)* (p. 5395) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5396).

Zones de conversion industrielle et zones des cités minières (actions en faveur des –) : *Wacheux (Marcel)* (p. 5393, 5394) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5394).

Vote des crédits (p. 5398).

Les crédits inscrits à la ligne « Equipement, logement, aménagement du territoire et transports » sont réservés jusqu'à la discussion des crédits du ministère chargé des transports.

Etat B, titre III : amendement n° 113 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Dominique Chaboche (réduction des crédits) ; amendement n° 112 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Dominique Chaboche (réduction des crédits) (p. 5398) ; retirés.

Titre IV : amendement n° 227 de M. René Drouin (réduction des crédits) ; meilleure utilisation de ces crédits pour les conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (p. 5399) : retiré ; amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (réduction des crédits) ; amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (réduction des crédits) (p. 5400) ; amendement n° 207 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 208 : rejeté ; amendement n° 245 de M. Pierre Forgues (réduction des crédits) ; affectation de ces crédits au fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne : rejeté.

Etat C, titre VI : amendement n° 233 de M. Jean-Claude Portheault (abondement de la ligne budgétaire consacrée aux agences d'urbanisme) (p. 5401) : retiré ; amendement n° 228 de M. Guy Malandain (réduction et majoration des autorisations de programme) ; impossibilité pour le Parlement d'exercer son contrôle sur l'utilisation de la taxe additionnelle au droit au bail : retiré ; amendement n° 229 de M. Guy Malandain (réduction des crédits de paiement) (p. 5402) ; augmentation des fonds destinés à la politique foncière : retiré ; amendement n° 244 de M. Jean-Pierre Destrade (réduction des crédits) ; augmentation des crédits dévolus à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 5403) : rejeté.

Article 68 *(aide personnalisée au logement)* : champ d'application de l'A.P.L. ; substitution de l'A.P.L. à l'allocation logement après conventionnement (p. 5404) ; cloisonnement du parc locatif social ; article ayant pour effet de créer deux barèmes d'aide personnalisée au logement ; risque d'effet dissuasif sur les travaux de réhabilitation ; amendements identiques n° 232 de M. Jacques Badet et 236 de M. Paul Chomat (de suppression) (p. 5405) ; conséquences du nouveau barème de l'A.P.L. pour les logements H.L.M. (p. 5406) ; évolution des loyers (p. 5407) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 243 du Gouvernement (augmentation du plafond du loyer pour le calcul de l'aide accordée aux occupants de logements à usage locatif conventionné) ; proposition de dépôt d'un sous-amendement par M. Paul Chomat tendant à préciser que le loyer de référence pris en compte pour le calcul de la nouvelle A.P.L. ne puisse être inférieur au loyer de référence pris actuellement en cours ; amendement n° 243 : adopté (p. 5408) ;

– article 68, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 71 : amendement n° 231 de M. Guy Malandain (rapport au Parlement présenté par le Gouvernement sur l'utilisation des crédits d'aide au logement dans les D.O.M.-T.O.M.) ; logement dans les D.O.M.-T.O.M. dans une situation préoccupante ; action nécessaire pour la résorption de l'habitat insalubre : retiré.

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch (p. 5409).

II. – **Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne.**

Examen des fascicules [4 et 6 novembre 1987] (p. 5409, 5489).

Aéronautique (industrie) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5410) ; *Labbé (Claude)* (p. 5411) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5491, 5492, 5500, 5501) ; *Auroux (Jean)* (p. 5493) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5497, 5498).

Aéroport : *Gantier (Gilbert)* (p. 5410) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5491) ; *Auroux (Jean)* (p. 5493).

Autoroutes (programme de construction des –) : *Barnier (Michel)* (p. 5413) ; *Borotra (Franck)* (p. 5415) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5489) ; *Auroux (Jean)* (p. 5492) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5494) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5495) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5497).

Crédits (évolution, montant, répartition) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5489, 5501) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5495) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5496) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5499).

Compagnies aériennes : *Gantier (Gilbert)* (p. 5410) ; *Labbé (Claude)* (p. 5411) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5413).

Espace (politique de l' –) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5497) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5500).

Gazole (déduction de la T.V.A. sur le –) : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5492, 5500) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5497).

Matériel de transport (avenir des entreprises de –) : *Borotra (Franck)* (p. 5416) ; *Auroux (Jean)* (p. 5493).

Orly (amélioration de la desserte de l'aéroport d'–) : *Labbé (Claude)* (p. 5412) ; *Douffiages (Jacques)* (p. 5491).

Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) : *Borotra (Franck)* (p. 5415, 5416) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5491) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5495) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5496).

Réseau routier : *Barnier (Michel)* (p. 5413) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5489, 5501) ; *Auroux (Jean)* (p. 5492) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5494) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5495) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5497).

Sécurité routière : *Barnier (Michel)* (p. 5413) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5489, 5490, 5501) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5494).

Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (situation générale et concours de l'Etat à la –) : *Barnier (Michel)* (p. 5414) ; *Borotra (Franck)* (p. 5415) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5490, 5491, 5500) ; *Auroux (Jean)* (p. 5492, 5493) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5495) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5496).

Train à grande vitesse (programme) : *Barnier (Michel)* (p. 5414) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5491, 5499, 5500).

Transport aérien (marché du - et déréglementation) : *(Labbé (Claude)* (p. 5411, 5412) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5412) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5492, 5499) ; *Auroux (Jean)* (p. 5493) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5496).

Transport urbain et interurbain : *Auroux (Jean)* (p. 5493) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5495) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5500).

Voies navigables : *Barnier (Michel)* (p. 5414) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5491, 5499, 5500) ; *Auroux (Jean)* (p. 5493) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5494, 5495) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5496) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5498, 5499).

Procédure de questions (p. 5501).

Aveyron (desserte routière de l'-) : *Ehrmann (Charles)* (remplaçant M. Jean Briane) (p. 5507) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5507).

Barrage de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux (rupture du - et mise à grand gabarit de la liaison Seine-Est) : *Bordu (Gérard)* (p. 5505) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5505).

Commission Grégoire (suite des études de la - et réalisation du canal à grand gabarit Compiègne-Valenciennes) : *Nungesser (Roland)* (p. 5509) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5509).

Coopération Airbus-Mac Donald-Douglas : *Montdargent (Robert)* (p. 5506) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5506).

Liaison aérienne de la Corse avec le continent : *Zuccarelli (Emile)* (p. 5503) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5503).

Liaison Niffer-Muhouse (voie fluviale Rhin-Rhône) : *Grussenmeyer (François)* (remplaçant M. Pierre Weisenhorm) (p. 5505) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5505).

Liaison routière Vierzon-Montauban : *Rodet (Alain)* (p. 5502) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5502).

Plan d'accompagnement routier au lien fixe trans-Manche : *Blot (Yvan)* (p. 5510) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5510).

Provence-Côte d'Azur (schéma routier en -) : *Ehrmann (Charles)* (p. 5507) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5508).

R.A.T.P.-S.N.C.F. (liberté de gestion) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5508) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5508).

Route Centre-Europe - Atlantique (conditions de réalisation) : *Valleix (Jean)* (p. 5504) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5504).

Schéma directeur routier national (liaison des îles Britanniques à la péninsule Ibérique *via* Cherbourg) : *Ehrmann (Charles)* (remplaçant M. Jean-Marie Daillet) (p. 5510) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5510).

Tourisme fluvial : *Nungesser (Roland)* (p. 5509) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5509).

Train à grande vitesse (contournement de l'agglomération lyonnaise) : *Nucci (Christian)* (p. 5501, 5502) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5502).

Train à grande vitesse (contournement Est de Lyon et traversée de La Verpillière et de la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau par la R.N. 6) : *Colombier (Georges)* (p. 5506) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5506) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5507).

Train à grande vitesse Est : *Grussenmeyer (François)* (p. 5503) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5503).

Tunnel de Puymorens : *Cuq (Henri)* (p. 5504) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5504).

Vote des crédits (p. 5510).

Titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 214 de M. Pierre Sergent (réduction des crédits) ; subvention accordée à l'entretien de la chaussée de Paris apparaissant comme exorbitante ; crédits pouvant être utilisés pour réduire les droits de péage pour les personnes âgées : rejeté ; amendement n° 180 corrigé de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; crédits destinés à la formation aéronautique ; volonté de connaître leur destination exacte (p. 5511) : retiré ; amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; réduction de la contribution de l'Etat aux transports collectifs parisiens ; amendement n° 41 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; suppression de l'ensemble des compensations tarifaires (p. 5512) : retiré ;

- titre IV : adopté.

Etat C, titre V : amendement n° 237 de M. Laurent Vergès (réduction des crédits) ; différence de traitement entre la région Corse et les régions d'outre-mer quant aux subventions accordées pour supporter les coûts de transports (p. 5513) : retiré ; amendement n° 221 de M. Augustin Bonrepaux soutenu par M. Alain Rodet (réduction des crédits) ; nécessité d'aménager la R.N. 20 au sud de Toulouse : retiré ; amendement n° 246 de M. Jean-Pierre Fourré (réduction des crédits) ; réduction illogique des crédits affectés au financement des opérations menées en coopération avec les collectivités locales : retiré ;

- autorisations de programme et crédits de paiement du titre V : adoptés (p. 5514).

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Etat D, titre III : adopté.

Après l'article 71 : amendement n° 222 de M. Michel Cartelet (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement exposant le mode de financement de la dotation consacrée à la modernisation des voies navigables) ; volonté de connaître le mode de financement de l'aménagement de la Seine et des autres opérations sur les voies navigables : rejeté ; amendement n° 233 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jean Auroux (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement sur les modalités de financement du schéma directeur routier national) (p. 5515) : rejeté.

Budget annexe de la navigation aérienne

Crédits ouverts à l'article 37 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I[er] de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5516).

INDUSTRIE

Examen du fascicule [26 octobre 1987] (p. 4791, 4813).

Allégements fiscaux en faveur des entreprises : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791, 4792) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 4807).

A.N.V.A.R. (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4792) ; *Borotra (Franck)* (p. 4796) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4803).

Automobile (industrie) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4798) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4803) ; *Madelin (Alain)* (p. 4816, 4817).

Balance commerciale (bilan de la -) : *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4798) ; *Madelin (Alain)* (p. 4813).

Bâtiment (industrie du -) : *Descaves (Pierre)* (p. 4794).

Bourse (situation de la -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796, 4797).

Bretagne (situation en -, et notamment dans le Trégor) : *Couëpel (Sébastien)* (p. 4806, 4807) ; *Madelin (Alain)* (p. 4817).

Budget de l'industrie (diminution du -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4797) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814).

Charbon (Charbonnages de France et houillères nationales) : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4806) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4807) ; *Madelin (Alain)* (p. 4817).

Chimie (industrie de la - et avenir de l'institut national de la recherche chimique appliquée - I.R.C.H.A.) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4792) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4804) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 4806) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814, 4817).

Compétitivité de l'industrie française : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791, 4792) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4798) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 4808) ; *Madelin (Alain)* (p. 4813).

Construction navale : *Borotra (Franck)* (p. 4796) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4807) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814, 4817).

Conversion industrielle (et pôles de conversion) : *Borotra (Franck)* (p. 4796) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4804, 4805) ; *Couëpel (Sébastien)* (p. 4807) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4807) ; *Madelin (Alain)* (p. 4817).

Délocalisation des usines de production : *Cresson (Edith)* (p. 4799).

Désengagement de l'Etat : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791, 4792) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4795) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4797) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4797) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799, 4800) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4804) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4807) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814, 4815, 4816).

E.D.F. : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Malvy (Martin)* (p. 4802) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4805, 4806).

Électrification (charges d' -) : *Micaux (Pierre)* (p. 4805, 4806) ; *Madelin (Alain)* (p. 4817).

Électronique (industrie - et composants) : *Couëpel (Sébastien)* (p. 4806, 4807) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 4808) ; *Sicard (Odile)* (p. 4808) ; *Madelin (Alain)* (p. 4817, 4818).

Emplois (suppression d' - dans l'industrie) : *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796).

Énergie (et rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie - A.F.M.E.) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4792, 4793, 4794, 4802) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4797) ; *Malvy (Martin)* (p. 4801, 4802, 4803) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4803) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4805) ; *Briane (Jean)* (p. 4805) ; *Madelin (Alain)* (p. 4816).

Énergie nucléaire : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793, 4802).

Espace (industrie de l' -) : *Borotra (Franck)* (p. 4796) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4803) ; *Madelin (Alain)* (p. 4815, 4816).

Investissement immatériel : *Vasseur (Philippe)* (p. 4792) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Madelin (Alain)* (p. 4818).

Investissement productif : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796) ; *Cresson (Edith)* (p. 4798, 4799) ; *Madelin (Alain)* (p. 4813, 4814).

Marché unique européen de 1992 (perspective du -) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4795) ; *Borotra (Franck)* (p. 4796) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4798) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799, 4800) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4804) ; *Madelin (Alain)* (p. 4817).

Nationalisations (conséquences des -) : *Borotra (Franck)* (p. 4795) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799) ; *Madelin (Alain)* (p. 4815, 4816) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4815).

Normandie (situation de la -) : *Mexandeau (Louis)* (p. 4804, 4805).

Petites et moyennes entreprises et industries (P.M.E.-P.M.I.) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4792) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4792) ; *Borotra (Franck)* (p. 4795).

Pétrole et produits pétroliers (approvisionnement de la France en -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Malvy (Martin)* (p. 4801, 4802) ; *Madelin (Alain)* (p. 4813).

Politique industrielle menée depuis 1986 : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791, 4792) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4793) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4796, 4800) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4807) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 4807, 4808) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814, 4818) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4797).

Prélèvements obligatoires (poids des -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791, 4792) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4794, 4795).

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis)* (p. 4797) ; *Labbé (Claude)* (p. 4797).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 4800) ; *Labbé (Claude)* (p. 4800, 4801).

Recherche, développement, innovation (et crédit d'impôt-recherche) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4792) ; *Borotra (Franck)* (p. 4796) ; *Cresson (Edith)* (p. 4799, 4800) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4803, 4804) ; *Madelin (Alain)* (p. 4815, 4816).

Renault : *Vasseur (Philippe)* (p. 4792) ; *Descaves (Pierre)* (p. 4794) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4797) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4798) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4803) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814, 4815, 4817) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4815).

Renault-Véhicules industriels à Blainville-sur-Orne : *Mexandeau (Louis)* (p. 4804, 4805).

Sidérurgie : *Vasseur (Philippe)* (p. 4792) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4807) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4804) ; *Madelin (Alain)* (p. 4814, 4815, 4817) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4815).

Société métallurgique de Normandie (S.M.N.) : *Mexandeau (Louis)* (p. 4804).

Syndicats-lobbies : *Descaves (Pierre)* (p. 4795).

Taux d'intérêts (hausse des -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4791) ; *Madelin (Alain)* (p. 4813).

Textile (industrie) : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 4808).

Transmission d'entreprises (proposition de loi relative à la - déposée par le groupe socialiste) : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 4808).

Procédure des questions (p. 4813).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4827) ; *Madelin (Alain)* (p. 4827).

Départements et territoires d'outre-mer (industrialisations des -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4820, 4821) ; *Madelin (Alain)* (p. 4821).

Électronique (filière -) : *Sicard (Odile)* (p. 4824) ; *Madelin (Alain)* (p. 4824).

Hydrocarbures (prélèvements effectués sur les bénéfices réalisés à partir des ventes d'-) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 4819) ; *Madelin (Alain)* (p. 4819).

Industrie chimique : *Fiterman (Charles)* (p. 4822) ; *Madelin (Alain)* (p. 4822).

Industrie textile en Meurthe-et-Moselle : *Goeuriot (Colette)* (p. 4820) ; *Madelin (Alain)* (p. 4820).

Institut national de recherches chimiques appliquées (I.N.R.C.H.A.) (mise en vente de l'-) : *Richard (Alain)* (p. 4825) ; *Madelin (Alain)* (p. 4825, 4826).

Investissements et équipements structurants (aide de l'Etat aux -) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 4823) ; *Madelin (Alain)* (p. 4823, 4824).

Nord - Pas-de-Calais (bassin minier du -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4821) ; *Madelin (Alain)* (p. 4821).

Parcs d'innovation technologique : *Durr (André)* (p. 4818) ; *Madelin (Alain)* (p. 4818, 4819).

Radiotechnique (problèmes du centre industriel de la -) : *Lambert (Michel)* (p. 4824, 4825) ; *Madelin (Alain)* (p. 4825).

Recherche-développement dans les P.M.E. et P.M.I. : *Geng (Francis)* (p. 4822) ; *Madelin (Alain)* (p. 4828).

Réunion (fonctionnement des P. et T. à la -) : *Hoarau (Claude)* (p. 4821, 4822).

Simplification des formalités statistiques et administratives : *Charles (Serge)* (p. 4819, 4820) ; *Madelin (Alain)* (p. 4820).

Taxe intérieure sur le gaz naturel : *Montastruc (Pierre)* (remplacé par M. Francis Geng) (p. 4824) ; *Madelin (Alain)* (p. 4824).

Usinor-Sacilor : *Demange (Jean-Marie)* (p. 4826) ; *Madelin (Alain)* (p. 4826, 4827).

Zones d'entreprises : *Ueberschlag (Jean)* (p. 4826) ; *Madelin (Alain)* (p. 4826).

Vote des crédits [26 octobre 1987] (p. 4827).

Vote des crédits inscrits à la ligne « industrie et tourisme », voir Tourisme.

Etat B, titre III : amendement n° 13 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; lutte contre le chômage (p. 4827) ; étranglement de l'automobiliste et du contribuable ; réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement des directions régionales de l'industrie et de la recherche ; missions sur le terrain des D.R.I.R. de plus en plus nombreuses ; rejeté.

Etat B, titre IV : amendement n° 14 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; application au chapitre 43-01, articles 20 et 30 ; imprécision des libellés ; nécessité d'une action de communication rigoureuse ; nécessité de circulation de l'information ; rejeté (p. 4828) ; amendement n° 15 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; crédits concernant la Chapelle-Darblay ; tendance à la suprématie de la presse ; existence d'aides à la presse dans les principales démocraties modernes ; modalité de soutien à la seule presse ; nécessité

d'assurer la liberté d'expression à la presse régionale ; rejeté ; amendement n° 16 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; inefficacité de l'Anvar ; effort en faveur des P.M.I. (p. 4829) ; compétence technologique ; « label A.N.V.A.R. » ; diffusion de l'innovation ; drainage de capitaux privés ; rejeté ; amendement n° 143 de M. Alain Richard (réduction de crédits) ; politique de l'eau relevant du ministère de l'environnement ; nécessité de cohérence budgétaire ; rejeté au scrutin public.

Etat C, titre VI : amendement n° 152 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Colette Goeuriot (réduction d'autorisations de programme et de crédits) ; contestation par le groupe communiste de la suppression de l'A.F.M.E. et de l'I.R.C.H.A. (p. 4830) ; soutien au programme de recherches des P.M.I. ; économie de crédits servant surtout au patronat ; désengagement de l'Etat ; rejeté ; amendement n° 17 de M. Pierre Descaves, défendu et rejeté simultanément à l'amendement n° 16.

Article 69 *(société constituée entre les professionnels pour la conservation du stock de produits pétroliers prévu à l'article 2 de la loi du 10 janvier 1925) :* adopté au scrutin public (p. 4831).

INTÉRIEUR

Exemen du fescicule [9 novembre 1987] (p. 5591, 5611).

Caisse de retraite des agents des collectivités locales : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5604, 5605) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5612) ; *Galland (Yves)* (p. 5623).

Collectivités locales :

- communes rurales (situation des -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5611, 5612).

- décentralisation (bilan de la -) : *Rossi (André)* (p. 5591) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5613, 5614) ; *Galland (Yves)* (p. 5621, 5623).

- déconcentration administrative : *Rossi (André)* (p. 5591) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5613, 5614, 5615).

- fonction publique locale : *Rossi (André)* (p. 5593) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5612, 5613) ; *Galland (Yves)* (p. 5623).

- intervention économique des - : *Clément (Pascal)* (p. 5593).

Contrôle parlementaire : *Harcourt (Florence d')* (p. 5597).

Corse (situation en -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 5619).

Crédits (montant et répartition des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 5598, 5599).

Finances locales ;

- dotation globale de fonctionnement : *Clément (Pascal)* (p. 5593) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5601) ; *Cuq (Henri)* (p. 5603) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5615) ; *Galland (Yves)* (p. 5622).

- dotation globale d'équipement : *Clément (Pascal)* (p. 5693) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5601) ; *Cuq (Henri)* (p. 5603) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5611, 5612) ; *Galland (Yves)* (p. 5622, 5623).

- emprunts des collectivités locales : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5612) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5614).

- fiscalité locale (généralités) : *Rossi (André)* (p. 5591, 5592) ; *Clément (Pascal)* (p. 5593, 5594) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5605) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5614, 5615) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5615, 5616) ; *Galland (Yves)* (p. 5622).

- placement des fonds des collectivités locales : *Rossi (André)* (p. 5592).

- tarifs des services locaux : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 5601) ; *Galland (Yves)* (p. 5622).

- taxe professionnelle : *Clément (Pascal)* (p. 5594) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5615) ; *Galland (Yves)* (p. 5622).

Immigration clandestine : *Pasqua (Charles)* (p. 5599).

Rôle des journalistes : *Holeindre (Roger)* (p. 5617, 5618).

Sécurité :

- affaire Mitolo : *Holeindre (Roger)* (p. 5616).

- appelés effectuant leur service dans la police : *Blot (Yvan)* (p. 5596) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5599) ; *Cuq (Henri)* (p. 5602) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5620).

- compagnies républicaines de sécurité : *Marchand (Philippe)* (p. 5606).

- défense et sécurité civile : *Féron (Jacques)* (p. 5595, 5596) ; *Blot (Yvan)* (p. 5597) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 5598, 5613) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5600, 5601, 5623, 5624) ; *Cuq (Henri)* (p. 5603) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5611) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 5616).

- délinquance : *Féron (Jacques)* (p. 5594, 5595) ; *Blot (Yvan)* (p. 5596) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5599) ; *Asensi (François)* (p. 5603) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5620, 5621).

- drogue : *Holeindre (Roger)* (p. 5618).

- polices municipales : *Blot (Yvan)* (p. 5597) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5620).

- prostitution : *Holeindre (Roger)* (p. 5618).

- sapeurs-pompiers : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 5618, 5619) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5624, 5625).

- services de police (moyens des -) : *Blot (Yvan)* (p. 5597) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5600) ; *Cuq (Henri)* (p. 5602) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5605, 5606) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5620, 5621).

- services de police (structure et méthodes des -) : *Féron (Jacques)* (p. 5595) ; *Blot (Yvan)* (p. 5596, 5597) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5599, 5600) ; *Cuq (Henri)* (p. 5602, 5603) ; *Asensi (François)* (p. 5603, 5604) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5606, 5607) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5620, 5621).

- syndicats de policiers : *Féron (Jacques)* (p. 5595) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5620).

- terrorisme : *Féron (Jacques)* (p. 5594) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5605) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5621).

Statut des étrangers : *Clément (Pascal)* (p. 5592).

Tribunaux administratifs (situation des -) : *Rossi (André)* (p. 5592) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5601).

Procédure des questions (p. 5625)

Appelés effectuant leur service dans la police : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5635) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5635).

Cadres d'emplois : *Osselin (Jacqueline)* (p. 5632) ; *Galland (Yves)* (p. 5632).

C.A.E.C.L. (situation de la -) : *Vadepied (Guy)* (p. 5631) ; *Galland (Yves)* (p. 5631, 5632).

Contrôle des budgets communaux : *Osselin (Jacqueline)* (p. 5632) ; *Galland (Yves)* (p. 5632).

Corse (situation en -) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 5633, 5634) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5634).

Criminalité et délinquance (statistiques en Seine-Saint-Denis) : *Marchand (Philippe)* (p. 5635, 5636) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5636).

Décentralisation (modalités financières de la -) : *Perdomo (Ronald)* (p. 5630) ; *Galland (Yves)* (p. 5630, 5631).

Défense et sécurité civile (et notamment catastrophe de Nantes) : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5632, 5633) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5633) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5633).

Délinquance (situation à Roubaix) : *Ghysel (Michel)* (p. 5631) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5631).

Délinquance (statistiques de la - en Seine-Saint-Denis) : *Raoult (Eric)* (p. 5626, 5627) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5627).

D.G.E. (conditions d'attribution de la -) : *Fèvre (Charles)* (p. 5627) ; *Galland (Yves)* (p. 5627).

D.G.F. : *Richard (Alain)* (p. 5637) ; *Galland (Yves)* (p. 5637).

D.G.F. et D.G.E. (conditions d'attribution) : *Lamant (Jean-Claude)* (p. 5626) ; *Galland (Yves)* (p. 5626).

Dotation globale de décentralisation : *Fèvre (Charles)* (p. 5627, 5628) ; *Galland (Yves)* (p. 5628, 5637) ; *Richard (Alain)* (p. 5637).

Elections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5625) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5625).

Fonds de compensation de la taxe professionnelle : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5628) ; *Galland (Yves)* (p. 5628).

Lycées (compétence en matière de construction et d'entretien) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5629) ; *Galland (Yves)* (p. 5629).

Plan de modernisation de la police : *Marchand (Philippe)* (p. 5634) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5634).

Polices municipales : *Brocard (Jean)* (p. 5627) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5627).

Présentation des feuilles d'impôt : *Vadepied (Guy)* (p. 5630) ; *Galland (Yves)* (p. 5630).

Répartition des effectifs de police dans la région parisienne : *Berson (Michel)* (p. 5634, 5635) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5635).

Sapeurs-pompiers (situation des - dans le Bas-Rhin) : *Durr (André)* (p. 5626) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5626).

Sécurité des voyageurs dans les transports en commun : *Raoult (Eric)* (remplaçant M. Jean-Pierre Delalande) (p. 5625) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5625).

Statut des élus locaux : *Vadepied (Guy)* (p. 5628, 5629) ; *Galland (Yves)* (p. 5629).

Taxe d'habitation : *Osselin (Jacqueline)* (p. 5632) ; *Galland (Yves)* (p. 5632).

Terrorisme (affaire Mohand Hammani) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5630) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5630).

Terrorisme (statistiques relatives au -) : *Marchand (Philippe)* (p. 5636) ; *Pandraud (Robert)* (p. 5636, 5637).

Vote des crédits (p. 5637)

Etat B, titre III : amendement n° 306 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (réduction des crédits) ; services des transmissions du ministère de l'intérieur (p. 5637) ; situation de la police scientifique et technique ; situation des gardiens de la paix ; pension de reversion des policiers retraités : retiré ; amendement n° 312 de M. Jacques Bompard (réduction des crédits) ; tâches administratives effectuées par les policiers (p. 5638) : rejeté ;

- titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 70 *(crédits des préfectures) :* amendement n° 291 de la commission des lois (de suppression) ; nécessaire effort de rigueur budgétaire de la part de l'ensemble des institutions étatiques (p. 5639) : rejeté ;

- article 70 : adopté (p. 5640).

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[13 novembre 1987] (p. 5822, 5862, 5904).

Titre Ier : *dispositions applicables à l'année 1988.*

C. - Dispositions diverses.

Article 49 et état F *(crédits évaluatifs)* (p. 5822) ; adoptés (p. 5823).

Articles 50 et état G *(crédits provisionnels) :* adoptés.

Article 51 et état H *(reports de crédits)* (p. 5824 à 5828) ; adoptés.

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

a) **Fiscalité des entreprises.**

Avant l'article 53 : amendement n° 34 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Pascal Arrighi (réforme du code général des impôts) ; diminution des procédures de contestation ; nécessité d'une simplification de la fiscalité ; retiré (p. 5828) ; amendement n° 353 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (procédures fiscales ; intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) ; rejeté ; amendement n° 352 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (commission des impôts ; charge de la preuve) : rejeté ; amendement n° 354 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (rétablissement de la taxation d'office en cas de dépenses ostensibles et notoires excédant les revenus déclarés) (p. 5829) ; rejeté.

Article 53 *(fiscalité de groupe)* (p. 5830 à 5832) ; processus de récession à la suite de la crise boursière (p. 5832) ; amendement n° 8 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; encouragement à l'exportation de capitaux et à la concentration industrielle et financière ; fiscalité des groupes à l'étranger ; nécessité de la fiscalité des groupes pour affronter la concurrence extérieure (p. 5833) ; amendement n° 8 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 259 de la commission (fixation par la loi des conditions de l'option pour le régime de la fiscalité des groupes) : adopté ; amendement n° 302 de M. Gérard Trémège (possibilité pour la société mère de porter à son bilan le montant net d'impôt des plus-values nettes à long terme qu'elle a elle-même réalisées ou qui ont été effectivement mises à sa disposition par ses filiales) (p. 5834) ; retiré ; amendement n° 303 de M. Gérard Trémège (possibilité pour les filiales de transférer en franchise d'impôt à la société mère les réserves spéciales de plus-values à long terme constituées avant l'entrée dans le groupe) : retiré ; amendement n° 260 de la commission (cession d'immobilisations ; non prise en compte des plus-values ou moins-values) (p. 5835) ; adopté ; amendement n° 261 de la commission (cession d'immobilisations ; non prise en compte de l'amortissement différé en contravention aux dispositions de l'article 39 B du code général des impôts) : adopté ; amendement n° 304 de M. Gérard Trémège (cession d'immobilisations en cas de fusion de sociétés ou d'opérations assimilées ; maintien pour les sociétés membres d'un groupe de l'étalement ou du report d'imposition) : retiré ; amendement n° 262 de la commission (régime fiscal des distributions de dividendes entre sociétés du groupe) (p. 5836) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage); adopté : amendement n° 263 de la commission (plus-values ; extension aux apports du régime prévu pour les cessions) : adopté ; amendement n° 264 de la commission (imposition du profit de réévaluation d'éléments d'actif en cas de sortie du groupe avant cinq ans) : adopté ; amendement n° 265 de la commission (sortie du groupe ; détermination du résultat) (p. 5837) : adopté ; amendement n° 266 de la commission (calcul de la participation et de la réserve spéciale de participation dans chaque société sans tenir compte de l'existence du groupe) : adopté ; amendement n° 267 de la commission (fusions, apports et événements assimilables à une cessation d'activité ; régime des déficits) : adopté ; amendement n° 268 de la commission (crédit d'impôt-recherche ; correction d'une erreur matérielle à l'article 223-0 du code général des impôts) (p. 5838) : adopté ; amendement n° 43 de M. Pierre Descaves (impôt sur les sociétés ; maintien pour la société mère des dispositions relatives au sursis de paiement) ; amendement satisfait par le projet ; retiré ; amendement n° 44 corrigé de M. Pierre Descaves (interdiction du contrôle fiscal de sociétés filiales lorsque la société mère a déjà été contrôlée) (p. 5839) ; retiré ; amendement n° 269 de la commission (sortie du groupe ou dissolution du groupe) (p. 5840) : adopté ;

- article 53, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 53 : amendement n° 270 de la commission (plus-value sur cession de droits sociaux - extension à certains apports du report d'imposition et exemption lors d'une transmission à titre gratuit) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) : adopté ; amendement n° 350 de M. Christian Pierret (dons effectués par les entreprises ; agrément ministériel pour les associations bénéficiaires) (p. 5841) ; nécessaire surveillance de l'activité des associations : rejeté.

Article 54 *(dividendes représentatifs d'apports en numéraire ; régime de déductibilité)* (p. 5842) ; diminution progressive de la période de déductibilité dans la perspective de l'abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés ;

- article 54 : adopté.

Article 55 *(centres de gestion et associations agréées ; relèvement à 400 000 francs de la limite pour l'abattement de 20 p. 100) ;* amendement n° 250 rectifié de M. Paul Chomat (limite portée à 500 000 francs ; taux de l'impôt sur les sociétés à 55 p. 100) (p. 5843) ; connaissance imparfaite des revenus des professions non salariées ; amendement n° 250 rectifié : rejeté.

- article 55 : adopté.

Après l'article 55 : amendement n° 226 rectifié de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Roger Combrisson (prélèvement de 5 p. 100 sur le montant des provisions techniques constituées par les sociétés d'assurance) : reporté après l'article 55 ; amendement n° 251 rectifié de M. Paul Chomat (centres de gestion agréés ; extension du champ de leur compé-

tence ; taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 p. 100) (p. 5844) : rejeté ; amendement n° 252 de M. Paul Chomat (régime du forfait ; extension à ses bénéficiaires de l'abattement de 20 p. 100 ; relèvement des limites de chiffre d'affaires pour l'imposition au forfait ; imposition de la prime de remboursement de l'emprunt Giscard) ; évolution vers le régime du bénéfice réel ; réduction d'impôt pour frais de comptabilité et allègement des formalités pour les entreprises ; amendement n° 252 : rejeté ; amendement n° 255 rectifié de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (abrogation des dispositions fiscales relatives à la provision pour fluctuation des cours) (p. 5845) ; déclaré irrecevable ; amendement n° 271 de la commission (régime réel simplifié ; déclaration de l'évaluation de certaines immobilisations) ; évasion fiscale permise par la législation actuelle : rejeté ; amendement n° 281 de M. Jean Royer (cession de fonds de commerce ; droit d'enregistrement de 4,8 p. 100 quelle que soit la nature juridique de l'entreprise) : non soutenu ; repris par M. Pascal Arrighi (p. 5846) : commission Aicardi ; projet de loi sur la création et la transmission d'entreprises ; droit d'enregistrement sur les cessions de parts sociales ; vote favorable du groupe communiste : rejeté au scrutin public (p. 5847) ; amendement n° 241 de M. Charles Revet (commission départementale des impôts ; présence facultative et non obligatoire d'un expert comptable pour les matières visées aux articles 1651 A et 1651 B du code général des impôts) : retiré ; amendement n° 226 rectifié de M. Rémy Auchedé (prélèvements de 5 p. 100 sur le montant des provisions techniques constituées par les entreprises d'assurance) ; réforme de la C.A.E.C.L. (p. 5848) : rejeté.

b) **Fiscalité locale.**

Avant l'article 56 : amendement n° 59 de M. Christian Pierret soutenu par M. Charles Josselin (variation des taux d'imposition aux quatre taxes locales) (p. 5849) ; réforme de la fiscalité locale en 1990 ; responsabilité des élus ; inégalités entre communes voisines en matière de taxe professionnelle (p. 5850) ; nécessité d'une réforme d'ensemble de la fiscalité locale ; effets pervers du mode de calcul actuel de la dotation globale de fonctionnement ; amendement n° 59 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 60 rectifié de M. Marcel Wacheux soutenu par M. Michel Lambert (fusion de communes ; harmonisation des valeurs locatives et des abattements) (p. 5851) ; amendement n° 362 du Gouvernement (fusion de communes ; homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation) ; amendement n° 60 rectifié : retiré ; modification (rédactionnelle) de l'amendement n° 362 ; amendement n° 362 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Gérard Trémège (communes fusionnées ; maire délégué des communes associées membre de droit de la commission communale des impôts directs) (p. 5852) : retiré (p. 5853) ; amendement n° 324 de M. Pascal Arrighi (plafonnement de l'augmentation de la part d'imposition réclamée par l'Etat aux collectivités locales) (p. 5862) ; coût de la gestion des impôts locaux pour l'Etat ; augmentation des concours de l'Etat aux collectivités locales ; réforme de la fiscalité locale ; nécessité de diminuer la dépense locale (p. 5863) ; amendement n° 324 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 215 rectifié de M. Jean Giard soutenu par M. Roger Combrisson (autorisation donnée à la région Rhône-Alpes d'instituer une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés cotées à la bourse de Lyon et destinée à financer l'organisation des jeux Olympiques d'hiver de 1992) : rejeté ; amendement n° 341 de M. Christian Pierret (prélèvement mensuel pour les impôts locaux après globalisation de ceux-ci ; rédaction des avis d'imposition faisant apparaître le montant perçu par chaque collectivité et sa variation ainsi que les variations dues à l'évolution des taux) (p. 5864, 5865) : rejeté ; amendement n° 342 de M. Christian Pierret (rapport du Gouvernement au Parlement sur la fiscalité locale et l'actualisation des bases) ; actualisation en 1990 : rejeté.

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988)* (p. 5866) ; transferts de charges au détriment des collectivités locales ; Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) ; réforme de la fiscalité locale ; révision générale des valeurs locatives foncières (p. 5867) ; lien entre les taux des taxes ; raisons du report de la révision (p. 5868) ; nécessité d'étaler dans le temps les effets de la révision des bases ; engagement du Gouvernement de déposer avant fin décembre auprès du comité des finances locales le projet de loi fixant les modalités techniques de la révision; rupture définitive ou temporaire du lien entre les taux des quatre taxes locales ; critères d'évaluation retenus d'une commune à l'autre (p. 5869) ; rôle des élus dans l'actualisation des bases ;

– article 56 : adopté.

Après l'article 56 : amendement n° 33 de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Jean Jarosz (dégrèvement de 600 francs au titre de la taxe d'habitation pour les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal) ; baisse de la taxe professionnelle entraînant un transfert sur la taxe d'habitation (p. 5870) ; prise en charge par l'Etat d'une partie de la taxe d'habitation du fait de l'augmentation de la décote à l'impôt sur le revenu ; exonérations de la taxe d'habitation ; amendement n° 33 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 332 de M. Bruno Durieux (taux de la taxe d'habitation ; possibilité de minoration pour les communes où celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) (p. 5871) ; lien entre les taux des différents impôts locaux : retiré ; amendement n° 349 de M. Bruno Durieux (même objet) (p. 5872) : rejeté.

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation) :* transfert de la taxe professionnelle sur la taxe d'habitation ; amendement n° 340 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 5873) : rejeté ; amendement n° 36 de M. Jean Giard soutenu par M. Roger Combrisson (lien ne s'appliquant qu'aux propriétés à usage agricole) ; rendement de la taxe sur le foncier non bâti ; amendement n° 36 : rejeté ;

– article 57 : adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Louis Masson (taxe d'habitation ; abattement de 15 p. 100 sur la valeur locative pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants ou plus ; taxe additionnelle à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) (p. 5874) : retiré ; amendement n° 343 de M. Christian Pierret soutenu par M. Gérard Bapt (taxe professionnelle ; plafonnement en fonction de la valeur ajoutée ; suppression de la réduction de 16 p. 100 des bases) (p. 5775) : rejeté : amendement n° 351 de M. Christian Pierret soutenu par M. Charles Josselin (plafonnement du produit de taxe professionnelle perçue par les communes ; péréquation) (p. 5776) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (implantation de centres commerciaux ; péréquation locale de la taxe professionnelle) ; sous-amendement n° 240 de M. Jacques Godfrain (modifiant les critères de répartition du profit de la taxe professionnelle) : non soutenu (p. 5877) ; amendement n° 3 : rejeté ; *rappels au règlement* de M. Jean-Louis-Masson (p. 5878) ; *rappel au règlement* de M. Bruno Gollnisch.

Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat)* (p. 5870) ; amendements identiques n°s 272 de la commission et 313 corrigé de M. Arthur Paecht (assujettissement à la taxe professionnelle de l'entretien et des grosses réparations ne relevant pas de la mise en œuvre opérationnelle des forces armées) ; sous-amendement n° 364 de M. Jean-Yves Le Drian à l'amendement n° 272 de la commission (assujettissement des activités d'étude et de recherche appliquée) ; sous-amendement n° 363 du Gouvernement à l'amendement n° 272 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 313 corrigé : retiré (p. 5880) ; sous-amendements n°s 363 et 364 : adoptés ; amendement n° 272 ainsi modifié : adopté ;

– article 58 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 58 : amendement n° 47 de M. Jean Bonhomme (taxe professionnelle ; suppression de possibilités d'exonération) ; effet pervers des exonérations fiscales ; réexamen en 1988 du dispositif d'exonérations de la taxe professionnelle (p. 5881) ; inconvénients de la multiplication des exonérations fiscales ; amendement n° 47 : rejeté.

Article 59 *(fiscalité régionale) :* amendement n° 345 rectifié de M. Christian Pierret soutenu par Mme Jacqueline Osselin (entrée en vigueur des dispositions de l'article en 1988) (p. 5882) ; rejeté ; amendement n° 224 de M. Paul Mercieca (possibilité pour les conseils régionaux d'obtenir 50 p. 100 du produit de la taxe d'habitation par une contribution progressive assise sur les revenus) ; nécessaire maintien de l'homogénéité du système fiscal français (p. 5883) ; rejeté ; amendement n° 273 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement verbal du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 273, ainsi modifié : adopté ;

– article 59, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 59 : amendement n° 51 de M. Jean Giard soutenu par M. Jean Jarosz (investissement locatif ; suppression des mécanismes de réduction d'impôt et des majorations d'abattement sur les revenus fonciers) ; situation du bâtiment ; rejeté ; amendement n° 346 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (transfert de la responsabilité des lycées aux régions) (p. 5884) ; retiré ; amendement n° 242 de M. Claude Dhinnin soutenu par M. Georges Tranchant (transfert de la taxe professionnelle aux groupements de communes) (p. 5885) ; retiré ; amendement n° 274 de la commission soutenu par M. Gilbert Gantier, vice-président (extension de la taxe de séjour aux communes menant une activité touristique au sein d'un pays d'accueil reconnu par le conseil régional) ; rejeté ; amendement n° 333 rectifié de M. Bruno Durieux (cession de logements H.L.M. ; possibilité d'exonération de la taxe départementale de publicité foncière) (p. 5886) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté ; amendement n° 334 rectifié de M. Bruno Durieux (taxe départementale de publicité foncière ; interdiction de la hausse des taux actuellement supérieurs à 10 p. 100 et de hausses portant les taux au-delà de 10 p. 100) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté.

c) **Mesures diverses.**

Avant l'article 60 : amendement n° 282 de M. Jean Royer (détenteurs de plus de 35 p. 100 des droits sociaux ; abattements de 8 000 et 16 000 francs sur les dividendes) (p. 5887) ; encouragement à l'investissement des petits entrepreneurs au sein de leurs entreprises ; adopté ; amendement n° 283 corrigé de M. Jean Royer (habitation principale ; réduction d'impôt au titre des dépenses d'entretien et d'équipement de sécurité) (p. 5888) ; amendement n° 7 corrigé de M. Charles Revet (habitation principale ; réduction d'impôt pour les dépenses de sécurité effectuées par des personnes âgées de plus de soixante ans) : non soutenu ; inconvénient de la multiplication des exonérations fiscales ; combat contre le travail au noir ; activité des entreprises d'entretien ; allégements fiscaux effectués depuis 1986 (p. 5889) ; amendement n° 283 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 284 de M. Jean Royer (employés de maison ; déductibilité des salaires versés à concurrence de 15 000 francs annuels) ; politique fiscale du Gouvernement en faveur de la garde des enfants et du maintien à domicile des personnes âgées invalides ou handicapées ; rejeté au scrutin public (p. 5890) ; amendement n° 289 de M. Bruno Bourg-Broc (acquisition de l'habitation principale ; réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunt portée à huit années pour les prêts souscrits en 1984) : non soutenu ; amendement n° 48 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (réduction d'impôt pour les dons aux associations) : rejeté ; amendement n° 199 rectifié de M. François Grussenmeyer (bouilleurs de cru) (p. 5904) ; sous-amendement n° 292 de M. Jean Jarosz (modification du gage) ; amendement n° 249 de M. Gérard Freulet (bouilleurs de cru) ; dispositif proposé par le Gouvernement dans la loi de finances pour 1987 (p. 5905) ; importations d'alcools ; inefficacité de la lutte de l'Etat contre l'alcoolisme ; situation des bouilleurs de cru familiaux dans la C.E.E. ; faiblesse du rendement des vergers ; engagement du Premier ministre avant les élections de 1986 (p. 5906) ; défense du mode de vie traditionnel dans nos campagnes (p. 5907) ; risque de distillation au noir induit par ces amendements ; amendement n° 199 rectifié, sous-amendement n° 292 et amendement n° 249 : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution jusqu'à la discussion des articles de récapitulation ; amendements identiques n° 305 rectifié de M. Gérard Trémège soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 348 rectifié de M. Philippe Auberger (déclaration de cessation d'activité ; extension aux titulaires de bénéfices non commerciaux du délai de 60 jours) (p. 5908) ; adoptés.

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct) :* amendement n° 335 de M. Bruno Durieux (conditions d'ouverture du droit à réduction d'impôt) ; amendement n° 356 de M. Eric Raoult (même objet) (p. 5909) ; risque de ralentissement des mises en chantier ; retirés ; amendement n° 275 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 337 de M. Bruno Durieux et n° 357 de M. Eric Raoult soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (doublement des plafonds de 200 000 et de 400 000 francs en contrepartie de l'attribution d'une seule réduction d'impôt au titre de 1988 et 1989) (p. 5910) ; retirés ; amendement n° 336 de M. Bruno Durieux (même objet – imputation sur 1989 de la réduction d'impôt correspondant à la somme excédant 200 000 ou 400 000 francs) (p. 4911) ; retiré ;

– article 60, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 205 corrigé de M. Jacques Lacarin soutenu par M. Gilbert Gantier (location en meublé ; amortissement des frais d'amélioration) ; amendement satisfait par la réglementation actuelle ; retiré ; amendement n° 256 de M. Paul Chomat soutenu par M. Gérard Bordu (plans et comptes d'épargne logement ; reversement à l'Etat par les établissements financiers de la prime d'épargne) ; remise en cause des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 5912) ; rejeté.

Article 61 *(offre publique d'échange de titres ; report de l'imposition des plus-values) :* amendement n° 276 de la commission (réservant le bénéfice du report d'imposition aux seules actions) ; adopté ;

– article 61, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 61 : amendement n° 288 de M. Charles de Chambrun (primes d'arrachage des vignes versées par la Communauté économique européenne ; non-imposition au titre des plus-values) (p. 5913) ; concertation avec les organisations professionnelles : retiré ; amendement n° 62 de M. Etienne Pinte (aides à domicile ; extension de la déduction de 10 000 francs du revenu imposable aux ménages ayant trois enfants à charge et aux personnes en maladie de longue durée) (p. 5914) ; coût de l'hospitalisation pour la sécurité sociale ; politique du Gouvernement en faveur des familles ; création d'emplois (p. 5915) ; amendement n° 62 : adopté au scrutin public ; amendement n° 278 de la commission (sanction de la divulgation du revenu imposable d'un contribuable) : adopté ; amendement n° 277 de la commission (recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours) ; amendements n° 147 de M. Georges Tranchant et 287 de M. Jean-Claude Martinez (même objet) (p. 5916) ; instruction publiée le 4 août 1987 au *Bulletin officiel* des impôts ; amendement n° 277 : adopté ; amendements n° 147 et 287 : devenus sans objet ; amendement n° 297 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Bruno Durieux (taux réduit de T.V.A. pour l'audiovisuel ; taux majoré et taxe spéciale de 50 p. 100 pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) ; amendement n° 186 de la commission des affaires culturelles soutenu par M. Bruno Durieux (taux normal de T.V.A. pour la vidéo ; taux majoré pour les enregistrements pornographiques ou incitant à la violence) ; amendement n° 279 de la commission soutenu par M. Gilbert Gantier (taux normal de T.V.A. sur la vidéo ; taux majoré et taxe de 50 p. 100 pour les enregistrements pornographiques ou incitant à la violence) ; mesure favorable au financement du cinéma (p. 5917) ; lutte contre la piraterie ; financement du cinéma (p. 5918) ; harmonisation européenne des taux de T.V.A. ; amendements n° 297, 186 et 279 : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

d) **Mesures de simplification et de recouvrement.**

Article 62 *(petites entreprises ; allégement des obligations déclaratives) :* nécessité de la mise au point d'un modèle comptable et fiscal unifié (p. 5919) ; amendement n° 280 de la commission (nouvelle rédaction de l'article ; bénéfice de la mesure réservée aux entreprise soumises au réel simplifié ; alignement des obligations fiscales sur les obligations comptables en matière de bilan) : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 62.

Après l'article 62 : amendement n° 361 de M. Gérard Trémège soutenu par M. Gilbert Gantier (cessation d'activité ; délai de 60 jours pour la déclaration des salaires versés) : adopté.

Article 63 *(suppression du bon de remis) :* adopté.

Après l'article 63 : amendement n° 46 de M. Pierre Descaves (plus-values sur cession de droits sociaux ; extension aux apports du report d'imposition ; modalités de paiement) (p. 5920) : retiré ; amendement n° 181 de M. Pierre Descaves (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 5921) : rejeté ; amendement n° 294 rectifié de M. Michel Pelchat (application de la procédure d'opposition administrative aux créances dont le recouvrement est assuré par les comptables du Trésor à l'exlusion des créances non fiscales des collectivités territoriales et de leurs établissements) : non soutenu ; amendement n° 295 rectifié de M. Michel Pelchat (service de la redevance télévision ; extension du droit de communication) : non soutenu ; amendement n° 325 de M. Pierre Descaves (comptabilité des entreprises ; création d'un poste

« erreurs et omissions ») : retiré ; amendement n° 309 de M. Pierre Descaves (dettes fiscales ; non-exercice de la contrainte par corps à l'encontre d'un contribuable dont les ressources sont connues) (p. 5922) ; état de la législation sur la contrainte par corps ; rejeté au scurin public ; amendement n° 310 de M. Pierre Descaves (identique à l'amendement n° 309) : rejeté ; amendement n° 311 de M. Pierre Descaves (mise en œuvre de l'avis à tiers détenteur et de la saisie arrêt aprés décision du tribunal administratif) ; garanties de procédure accordées aux contribuables : rejeté (p. 5924).

ARTICLES DE RÉCAPITULATION [13 novembre 1987] (p. 5924).

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur la ligne « Affaires sociales et emploi » de l'état B, titre IV, à l'exclusion de l'amendement n° 206 ; les articles 31 et 32 et état B, 33 et état C, 36 et état D, 37 et 38 tels qu'ils résultent des votes déjà intervenus, à l'exclusion des amendements n° 199 rectifié et 249 avant l'article 60, et des amendements n°s 297, 186 et 279 aprés l'article 61 (p. 5924, 5925).

Adoption par scrutin.

Seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] (p. 5926).

Modifications proposées par le Gouvernement (p. 5926) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5927) ; contrôle des fonds de concours par l'amendement n° 106, devenu l'article 66 *quater* (p. 5928) ; **rappels au règlement** de M. Michel de Rostolan et Pierre Descaves (p. 5929) ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot.

Article 32 et état B *(dépenses ordinaires ; mesures nouvelles).* - **Titre III :** amendement n° 1 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'agriculture) : vote réservé ; amendement n° 2 du Gouvernement (majoration de crédits concernant la culture et la communication ; frais de cabinet du ministre délégué chargé de la communication) : vote réservé ; amendements n°s 3 à 10 du Gouvernement (majorations de crédits) : votes réservés ; amendement n° 11 du Gouvernement (majoration de 600 000 francs des crédits du Conseil économique et social) (p. 5931) : vote réservé ; amendement n° 12 du Gouvernement (majoration de crédits pour le financement d'une étude sur l'impact de ses travaux immobiliers) : vote réservé ; amendements n°s 13 à 21 du Gouvernement (majorations de crédits) : votes réservés ;

- article 32 et Etat B : votes réservés.

Article 33 et état C *(dépenses en capital ; mesures nouvelles)* (p. 5932 à 5934).

Titres V et VI : amendements n°s 22 à 39 du Gouvernement (majorations de crédits) : votes réservés ;

- article 33 et état C : votes réservés.

Article 40 *(opérations définitives ; dépenses civiles en capital ; mesures nouvelles).* - **Paragraphe II :** amendement n° 40 rectifié du Gouvernement (majoration de crédits) : vote réservé ;

- article 40 : vote réservé.

Article 60 A (voir amendement n° 282 de M. Jean Royer avant l'article 60) (p. 5935) : amendement n° 41 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé (p. 5935).

Article 61 ter (voir amendement n° 62 de M. Etienne Pinte après l'article 61) : amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé.

Article 66 bis *(rapport du Gouvernement au Parlement sur l'affectation des produits de privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises du secteur de l'armement - voir amendement n° 102 de la commission, buget des taxes parafiscales après l'article 66) :* amendement n° 42 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé.

Article 66 quater *(contrôle des fonds de concours - voir amendement n° 106 de la commission, budget des services financiers - après l'article 66) :* amendement n° 43 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé.

Article 67 bis *(nouvelle présentation du budget de l'éducation nationale - voir amendement n° 151 de la commission, budget de l'éducation nationale après l'article 71) :* amendement n° 44 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé.

Article 30 et état A (p. 5936 à 5948) ; amendement n° 46 du Gouvernement (majorations et minorations de recettes ; majorations de dépenses) : vote réservé ;

- article 30 et état A : votes réservés.

Explications de vote [13 novembre 1987] (p. 5948).

Allégements d'impôt : *Gantier (Gilbert)* (p. 5951).

Bilan du Gouvernement depuis 1986 : *Tranchant (Georges)* (p. 5949).

Crise boursière et monétaire : *Combrisson (Roger)* (p. 5948) ; *Goux (Christian)* (p. 5949) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5951).

Économie mixte : *Goux (Christian)* (p. 5950).

Front national (attitude du - lors de l'examen des budgets) : *Descaves (Pierre)* (p. 5950).

Privatisation : *Tranchant (Georges)* (p. 5949).

Vote hostile du groupe communiste : *Combrisson (Roger)* (p. 5949).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 5949).

Vote hostile du groupe socialiste : *Goux (Christian)* (p. 5950).

Vote hostile du groupe Front national : *Descaves (Pierre)* (p. 5950).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 5951).

Application de **l'article 44, alinéa 3,** de la Constitution : **adoption par scrutin,** par un seul vote, de l'article 32 et de l'Etat B, de l'article 33 et de l'Etat C, des articles 40, 60 A, 61 *ter,* 66 *bis,* 66 *quater,* et 67 *bis* de la deuxiéme partie du projet de loi de finances et de l'article 30 et de l'Etat A modifiés par les amendements n° 1 à 46 déposés en seconde délibération par le Gouvernement et de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1988 (p. 5951, 5952).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1987] (p. 7661).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (socialiste) : retirée (p. 7664).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) (p. 7664) : *Jarosz (Jean)* (p. 7664 à 7666) ; *Tranchant (Georges)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7666, 7667) ; rejetée (p. 7667).

Amendements du Gouvernement : *Vivien (Robert-André)* (p. 7662) ; *Juppé (Alain)* (p. 7663).

Anciens combattants (retraite mutualiste et nouveau décrochage des pensions des -) : *Laurain (Jean)* (p. 7670, 7671).

Banque de France (conflit social à la -) : *Mercieca (Paul)* (p. 7670).

Commission mixte paritaire (travaux de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7661) ; *Juppé (Alain)* (p. 7662).

Communauté économique européenne (marché unique de 1992) : *Jarosz (Jean)* (p. 7665).

Crise boursière : *Jarosz (Jean)* (p. 7664).

Dépenses militaires : *Jarosz (Jean)* (p. 7666).

Déficit budgétaire : *Tranchant (Georges)* (p. 7669).

Dette extérieure : *Tranchant (Georges)* (p. 7669).

Education (et plan Monory) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7667).

Emploi : *Jarosz (Jean)* (p. 7665).

Epargne (mesures en faveur de l' -) : *Juppé (Alain)* (p. 7663) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7669).

Etablissements pénitentiaires (surveillants) : *Juppé (Alain)* (p. 7663).

Famille (politique de la -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7667).

Formation (crédit d'impôt) : *Juppé (Alain)* (p. 7663).

Handicapés (T.V.A. sur les appareillages pour -) : *Juppé (Alain)* (p. 7663).

Hypothèses économiques du Gouvernement : *Jarosz (Jean)* (p. 7664) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7668).

Inégalités sociales (accroissement des -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7665) ; *Douyère (Raymond)* (p. 7668).

Loto sportif : *Juppé (Alain)* (p. 7663).

Mensualisation des pensions (conséquences fiscales de la -) : *Juppé (Alain)* (p. 7663).

Monnaie européenne : *Mercieca (Paul)* (p. 7670).

Parti communiste français (propositions du -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7665, 7666).

Président de la République (attitude du - à l'égard de M. Tjibaou s'apparentant à de la forfaiture) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7667).

Réforme fiscale : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7668).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7674 à 7683).

Après l'article 4 : amendement n° 14 du Gouvernement (mensualisation des pensions - limitation de la base taxable à l'impôt sur le revenu à 12 mensualités) ; revirement du Gouvernement sur ce sujet : adopté (p. 7683).

Après l'article 13 : amendement n° 3 du Gouvernement (appareillages pour handicapés - T.V.A. au taux super réduit) : adopté.

Article 26 : amendement n° 4 du Gouvernement (D.G.F. - Taux applicable à la base de T.V.A.) : adopté.

Etat A : amendement n° 16 du Gouvernement (de forme) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (minoration du prélèvement sur le loto sportif - remboursement anticipé de prêts du F.D.E.S.) : adopté.

Titre III, Etat B : amendement n° 5 du Gouvernement (majoration de 44 millions de francs des crédits de la justice pour la rémunération des surveillants de prison et des emplois créés en 1988) (p. 7684) : adopté.

Titre IV, Etat B : amendement n° 6 du Gouvernement (création de chapitres budgétaires au budget de l'économie, des finances et de la privatisation) : adopté.

Titre V, Etat C : amendement n° 7 du Gouvernement (éducation nationale - changement d'imputation budgétaire de l'Institut de formation technique supérieur) : adopté.

Titre VI, Etat C : amendement n° 8 du Gouvernement (départements et territoires d'outre-mer - création d'un chapitre budgétaire) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (création de chapitres budgétaires au budget de l'économie, des finances et de la privatisation) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (éducation nationale - changement d'imputation budgétaire de l'Institut de formation technique supérieur) : adopté.

Etat H : amendement n° 11 du Gouvernement (création d'un chapitre budgétaire au budget de l'économie, des finances et de la privatisation) : adopté.

Après l'article 53 : amendement n° 15 du Gouvernement (institution d'un crédit d'impôt formation) (p. 7685) ; sous-amendement n° 17 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 15 du Gouvernement (extension aux entreprises non soumises à l'obligation légale du 1,20 p. 100) ; dépôt tardif et mauvaise qualité rédactionnelle de l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 7686) ; reprise par le Gouvernement de propositions du groupe socialiste en matière de crédit d'impôt formation ; absence de délibération du comité d'entreprise sur les dépenses de formation ; sous-amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 54 : amendement n° 1 du Gouvernement (prorogation du C.E.A. jusqu'au 31 décembre 1988) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (plan d'épargne retraite - majoration des limites de déduction fiscale) ; sous-amendement n° 13 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 2 du Gouvernement (relèvement à 4 000 francs de la majoration pour les foyers fiscaux comportant au moins trois enfants) (p. 7687) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) : adopté ; amendement n° 2 ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 7688).

Déficit budgétaire : *Douyère (Raymond)* (p. 7688).

Hypothèses économiques du Gouvernement : *Douyère (Raymond)* (p. 7688).

Propositions du groupe socialiste : *Douyère (Raymond)* (p. 7688).

Vote hostile du groupe socialiste : *Douyère (Raymond)* (p. 7688).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par les amendements adoptés (p. 7688).

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [27 octobre 1987] (p. 4921).

Actions en faveur de la jeunesse (priorité aux -) : *Raoult (Eric)* (p. 4922) ; *Bayard (Henri)* (p. 4927) ; *Calmat (Alain)* (p. 4929) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4930) ; *Sicard (Odile)* (p. 4932).

Aménagement du temps scolaire : *Calmat (Alain)* (p. 4929) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 4930) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4931, 4932) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 4935) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4936).

Associations : *Raoult (Eric)* (p. 4922) ; *Hage (Georges)* (p. 4924) ; *Bayard (Henri)* (p. 4927) ; *Calmat (Alain)* (p. 4929) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 4929, 4930) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4930) ; *Chomat (Paul)* (p. 4931) ; *Sicard (Odile)* (p. 4933) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 4934) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4936).

Budget de la jeunesse et des sports (artifices de présentation du -) : *Hage (Georges)* (p. 4924) ; *Calmat (Alain)* (p. 4928) ; *Sicard (Odile)* (p. 4933).

Budget de la jeunesse et des sports (pluralisme des crédits du -) : *Raoult (Eric)* (p. 4921, 4922) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4930).

Cadres techniques (régime indemnitaire des -) : *Corrèze (Roger)* (p. 4930, 4931) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4938).

Clubs omnisports (financement des -) : *Deprez (Léonce)* (p. 4932).

Clubs professionnels (statut des -) : *Bergelin (Christian)* (p. 4936).

Collectivités territoriales (dépenses d'équipement et de fonctionnement des - en faveur du sport) : *Peyrat (Jacques)* (p. 4929) ; *Chomat (Paul)* (p. 4931) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 4935).

« Contrat bleu » : *Raoult (Eric)* (p. 4923) ; *Hage (Georges)* (p. 4924) ; *Calmat (Alain)* (p. 4929) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4930) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4932) ; *Delfosse (Georges)* (p. 4933, 4934) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 4934) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4936, 4938).

Coopération internationale en matière d'échanges : *Raoult (Eric)* (p. 4922).

Dopage (lutte contre le -) : *Raoult (Eric)* (p. 4923) ; *Hage (Georges)* (p. 4925, 4926) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4937).

Education populaire (atteinte à la notion d'-) : *Calmat (Alain)* (p. 4928) ; *Sicard (Odile)* (p. 4933).

Encadrement des jeunes : *Hage (Georges)* (p. 4925) ; *Bayard (Henri)* (p. 4927) ; *Delfosse (Georges)* (p. 4934) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 4934).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (gestion des postes) : *Raoult (Eric)* (p. 4923, 4924) ; *Hage (Georges)* (p. 4924) ; *Bayard (Henri)* (p. 4927) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4930) ; *Chomat (Paul)* (p. 4931) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4936, 4938).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Raoult (Eric)* (p. 4922) ; *Hage (Georges)* (p. 4925) ; *Chomat (Paul)* (p. 4931) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 4935) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4936).

Jeux Olympiques (préparation des -) : *Raoult (Eric)* (p. 4923) ; *Hage (Georges)* (p. 4925) ; *Giard (Jean)* (p. 4926) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4937).

Loto sportif : *Calmat (Alain)* (p. 4928).

Mécénat (application aux associations sportives de la loi sur le –) : *Raoult (Eric)* (p. 4923) ; *Calmat (Alain)* (p. 4928) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4938).

Nice (politique des sports à –) : *Ehrmann (Charles)* (p. 4935).

Savoie (désindustrialisation de la –) : *Giard (Jean)* (p. 4926, 4927).

Sport dans l'entreprise : *Raoult (Eric)* (p. 4922) ; *Hage (Georges)* (p. 4924).

Sport de haut niveau : *Raoult (Eric)* (p. 4923) ; *Hage (Georges)* (p. 4925) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4930) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4937).

Toxicomanie (lutte contre la –) : *Raoult (Eric)* (p. 4922) ; *Calmat (Alain)* (p. 4929) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 4930) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4937).

Procédure des questions (p. 4939).

Centres de vacances et de loisirs : *Dugoin (Xavier)* (p. 4943) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4944).

« Contrat bleu » : *Ghysel (Michel)* (p. 4944) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4944).

Dopage (lutte contre le –) : *Dehoux (Marcel)* (p. 4942) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4942, 4943).

F.N.D.S. (enveloppe globale du –) : *Théaudin (Clément)* (p. 4941, 4942) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4942).

Fonjep (modalités d'attribution des postes) : *Couepel (Sébastien)* (p. 4939) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4940, 4941) ; *Laurain (Jean)* (p. 4940, 4941) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4945).

Illkirch-Graffenstaden (zone de loisirs et de sports d'–) : *Durr (André)* (p. 4943) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4943).

Loto sportif : *Jalkh (Jean-François)* (p. 4943) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4943).

Parrainage de manifestations sportives par des entreprises de spiritueux : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4940) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4940).

Préparation olympique (contrats de –) : *Dehoux (Marcel)* (p. 4945) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4945).

Vie associative : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4939) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4939, 4945) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4944).

Vote des crédits (p. 4945).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

V. – **Jeunesse et sports**

État B, titre III :

– titre III : adopté (p. 4945).

Titre IV : amendement n° 96 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) : rejeté ;

– titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4946).

JUSTICE

Examen du fascicule [20 octobre 1987] (p. 4507, 4526)

Chalandon (Albin) (sa mise en cause dans une affaire judiciaire) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4516) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4516).

Conciliateur : *Marcellin (Raymond)* (p. 4507) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4513).

Cour d'appel de Nice (création de la –) : *Pasquini (Pierre)* (p. 4508).

Détention provisoire : *Marcellin (Raymond)* (p. 4507) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4514, 4527) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4514) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4517).

Education surveillée : *Marcellin (Raymond)* (p. 4508) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4510) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4513) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4515).

Etablissements pénitentiaires (programme de construction d' –) : *Marcellin (Raymond)* (p. 4507) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4511).

Fonctionnaires d'aide à la décision : *Sirgue (Pierre)* (p. 4520) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4527).

Insécurité (lois adoptées pour lutter contre l' –) : *Chalandon (Albin)* (p. 4511) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4516).

Instruction (réforme de l' –) : *Pasquini (Pierre)* (p. 4509) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4513, 4527) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4514) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4517) ; *Mamy (Albert)* (p. 4521).

Justice de classe sanctionnant l'exercice du droit de grève et les revendications syndicales : *Ducoloné (Guy)* (p. 4517, 4518).

Litiges du travail (durée d'instance des –) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4518).

Magistrats (effectif des –) : *Marcellin (Raymond)* (p. 4507) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 4509) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4512, 4527) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4514) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4518) ; *Mamy (Albert)* (p. 4520) ; *Boutin (Christine)* (p. 4521).

Magistrats (statut financier des –) : *Marcellin (Raymond)* (p. 4507) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 4509) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4509) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4512, 4527) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4515) ; *Mamy (Albert)* (p. 4521).

Martinique et Guadeloupe (report de la construction de nouveaux établissements pénitentiaires en –) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4511) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4527).

Personnel pénitentiaire : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4510) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4515).

Prison des Baumettes à Marseille : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4519) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4527).

Programme des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4510) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4512, 4527) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4515) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4516) ; *Mamy (Albert)* (p. 4520) ; *Boutin (Christine)* (p. 4521).

Rappel au règlement de M. Philippe Marchand : *Marchand (Philippe)* (p. 4526) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4526).

Réinsertion (dispositifs socioculturels de –) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4511).

Séparation des pouvoirs : *Sirgue (Pierre)* (p. 4520).

Services pénitentiaires et services judiciaires (comparaison des crédits des –) : *Pasquini (Pierre)* (p. 4508) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4514) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4516) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4519) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4527).

Procédure des questions (p. 4528).

Aide aux victimes : *Sapin (Michel)* (p. 4536) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4536).

Aide judiciaire : *Marchand (Philippe)* (p. 4528) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4592).

Auxiliaires de justice (indemnités des –) : *Marchand (Philippe)* (p. 4528) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4529).

Baumettes (prison des – à Marseille) : *Pezet (Michel)* (p. 4533) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4533).

Chantiers de jeunes : *Menga (Joseph)* (p. 4535) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4535).

Coopération judiciaire internationale pour lutter contre la grande délinquance : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 4530) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4530).

Coordination de l'action interministérielle : *Trautmann (Catherine)* (p. 4528) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4528).

Education surveillée : *Nevoux (Paulette)* (p. 4535) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4535).

Education surveillée (directeur de l' –) : *Menga (Joseph)* (p. 4534) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4534, 4535).

Etablissements pénitentiaires : *Cuq (Henri)* (p. 4530) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4530).

Fonctionnaires d'aide à la décision : *Sirque (Pierre)* (p. 4531) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4532).

Informatisation de services judiciaires : *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 4529) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4529).

Instruction (collégiabilité de l' -) : *Sirgue (Pierre)* (p. 4531) ; *Welzer (Gérard)* (p. 4533) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4534).

Liquidation judiciaire des entreprises (modification de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la -) : *Roussel (Jean)* (p. 4532) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4532).

Marseille (création d'un centre de semi-liberté autonome à -) *Pezet (Michel)* (p. 4533) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4533).

Peines de substitution à l'emprisonnement : *Sapin (Michel)* (p. 4532, 4533) ; *Chalandon (Albin)* (P. 4533).

Personnels publics des établissements pénitentiaires (conséquences pour les - de la privatisation de certaines activités) : *Cuq (Henri)* (p. 4530) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4531).

Témoins (accueil des -) : *Sapin (Michel)* (p. 4536) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4536).

Terrorisme (indemnités des magistrats affectés à la lutte contre le -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 4529, 4530) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4530).

Toxicomanie (lutte contre la -) : *Trautmann (Catherine)* (p. 4528) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4528).

Tribunaux administratifs (transfert de la tutelle des - au ministère de la justice) : *Cuq (Henri) (remplaçant M. Serge Charles) (p. 4531) ; Chalandon (Albin)* (p. 4531).

Vote des crédits (p. 4536).

État B, titre III : amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Roux (réduction des crédits) : non soutenu ; amendement n° 98 de M. Ernest Moutoussamy (réduction des crédits) : retiré ; amendement n° 97 de M. François Asensi (réduction des crédits) (p. 4536) : retiré ;

- état B, titre III : adoptés.

État B, titre IV : adoptés.

État C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

État C, titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 71 *(suppression du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat) (F.O.N.P.A.) :* adopté (p. 4537).

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [20 octobre 1987] (p. 4505).

Anciens combattants de la guerre de 1914-1918 (attribution de la Légion d'honneur aux -) : *Bonnet (Alain)* (p. 4505).

Légion d'honneur (diminution du buget annexe de la -) : *Bonnet (Alain)* (p. 4505) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4506).

Maisons d'éducation de Saint-Denis et des Loges : *Bonnet (Alain)* (p. 4505) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4506).

Procédure des questions *(p. 4506).*

Anciens combattants de la guerre d'Indochine (attribution de la Légion d'honneur aux -) : *Holeindre (Roger)* (p. 4506) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4506).

Vote des crédits (p. 4506).

Budget annexe de la Légion d'honneur

Crédits ouverts à l'article 37 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Réduction de crédits de paiement inscrite au paragraphe II de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adoptée.

Budget annexe de l'ordre de la Libération

Crédits ouverts à l'article 37 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 38 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

MER

Examen du fascicule [20 octobre 1987] (p. 4537, 4547).

Armement : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4538) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4539) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4539, 4540) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4542, 4255) ; *Leroy (Roland)* (p. 4548) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4553).

Canada (contentieux franco-canadien) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4538) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4542, 4555) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4549) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4552, 4553) ; *Revet (Charles)* (p. 4555).

Compagnie générale maritime (C.G.M.) (régression de la -) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4539) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4540) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4542) ; *Leroy (Roland)* (p. 4548).

Crédit maritime mutuel : *Kerguéris (Aimé)* (p. 4550) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4554, 4555).

Cultures marines (transfert de concessions de -) : *Guellec (Ambroise)* (p. 4542, 4556) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 4547) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4550) ; *Revet (Charles)* (p. 4556).

Dockers : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4558) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4541, 4554) ; *Leroy (Roland)* (p. 4548) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4552) ; *Blum (Roland)* (p. 4553).

Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4537) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4541, 4556) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 4547, 4548) ; *Leroy (Roland)* (p. 4548) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4549) ; *Grignon (Gérard)* (p. 4553).

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche et de la conchyliculture (F.I.O.M.) : *Guellec (Ambroise)* (p. 4542, 4555) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4551).

Formation des personnels de la marine marchande : *Cousin (Bertrand)* (p. 4547) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4550) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4555).

Le Havre (port) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4538) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4554).

Marine marchande (plan) : *Lacombe (Jean)* (p. 4540) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4542, 4555) ; *Leroy (Roland)* (p. 4548) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4549) ; *Blum (Roland)* (p. 4553).

Marseille (port de -) : *Arrighi (Pascal)* (p. 4552) ; *Blum (Roland)* (p. 4553) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4554).

Pavillon de complaisance : *Le Pensec (Louis)* (p. 4538, 4539) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4542) ; *Leroy (Roland)* (p. 4548).

Pêches maritimes : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4537) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4538) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4541, 4554, 4555) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 4547) ; *Leroy (Roland)* (p. 4549) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4549) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4551).

Politique communautaire : *Le Pensec (Louis)* (p. 4539) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4540) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4542, 4555, 4556) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 4548) ; *Leroy (Roland)* (p. 4549) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4549) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4551).

Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux -) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4538) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4540) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4541, 4554) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4550) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4551) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 4542).

Ports non autonomes : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4538) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4540, 4541) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4541, 4554) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 4550) ; *Lengagne (Guy)* (p. 4551).

Saint-Pierre-et-Miquelon (pêche industrielle à -) : *Grignon (Gérard)* (p. 4552, 4553).

Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 4537) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4543) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 4547).

Procédure des questions (p. 4556).

Armement naval S.N.C.F. : *Beaufils (Jean)* (p. 4558) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4559).

Construction navale : *Peuziat (Jean)* (p. 4557) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4558).

Cultures marines : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4556) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4556).

Dieppe (port de -) : *Beaufils (Jean)* (p. 4558) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4558).

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche et de la conchyliculture (F.I.O.M.) : *Peuziat (Jean)* (p. 4557) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4558).

Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer (IFREMER) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4556) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4557).

Mer (schéma de mise en valeur de la -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4556) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4557).

Ports bretons (crédits alloués aux -) : *Miossec (Charles)* (p. 4557) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4557).

Ports d'intérêt national : *Beaufils (Jean)* (p. 4558) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4558).

Tempête en Bretagne (réparation des dommages causés par la -) : *Miossec (Charles)* (p. 4557) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 4557, 4559) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4559).

Vote des crédits (p. 4560).

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV (réduction de crédits) : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 71 : amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Destrade (rapport du Gouvernement sur la répartition entre les différents ports autonomes de la dotation en capital qui leur est attribuée et sur les modalités d'inscription aux comptes spéciaux du Trésor des recettes correspondantes) : rejeté (p. 4560).

BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [26 octobre 1987] (p. 4832, 4849).

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4836) ; *Charles (Serge)* (p. 4838) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4851).

Budget des P. et T. (diminution du -) : *Aubert (François d')* (p. 4832).

Câble : *Mexandeau (Louis)* (p. 4836) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4849, 4850).

Centre national d'études spatiales : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Charles (Serge)* (p. 4838) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4851).

Déréglementation des télécommunications : *Aubert (François d')* (p. 4832, 4833) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4833, 4836) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4836) ; *Charles (Serge)* (p. 4837) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4838) ; *Chomat (Paul)* (p. 4839, 4840, 4841) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4849, 4850, 4851).

Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4835, 4852) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4836, 4837) ; *Charles (Serge)* (p. 4838) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4839) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4852, 4853).

Endettement des P. et T. : *Aubert (François d')* (p. 4833) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4851).

Filière électronique (financement de la -) : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Charles (Serge)* (p. 4837) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4851).

« Informatique pour tous » (Plan -) : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Charles (Serge)* (p. 4838) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4851).

Investissements des P. et T. (recul des -) : *Aubert (François d')* (p. 4832, 4833) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4835, 4836) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4853).

Messageries roses : *Aubert (François d')* (p. 4833, 4834) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4837) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4853, 4854).

Minitel (extension du -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4836) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4854).

Modernisation des P. et T. : *Mexandeau (Louis)* (p. 4835) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4839).

Politique industrielle des P. et T. : *Aubert (François d')* (p. 4832, 4833) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4836).

Prélèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4834) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4836) ; *Charles (Serge)* (p. 4837) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4851).

Presse (problème de la rétribution des services de la poste) : *Aubert (François d')* (p. 4832) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4839) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4852).

Radio-messagerie et radio-téléphonerie : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4835) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4836) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4850).

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis)* (p. 4834) ; *Billardon (André)* (p. 4834).

Redistribution au personnel des gains de productivité : *Longuet (Gérard)* (p. 4853).

Satellite : *Aubert (François d')* (p. 4834) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4835) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4853).

Services financiers de la poste : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4835) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4836) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4849).

Statut des P. et T. : *Mexandeau (Louis)* (p. 4835) ; *Charles (Serge)* (p. 4838) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4838, 4839) ; *Chomat (Paul)* (p. 4840, 4841) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4850).

Procédure des questions [26 octobre 1987] (p. 4854).

Effectifs et statut de la poste : *Oehler (Jean)* (p. 4855) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4855).

Minitel (rôle et finalités du -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4856, 4857) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4857).

Personnels techniques (recrutement et statut des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4858) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4858, 4859).

Plan câble (retard dans la réalisation du -) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 4854, 4855) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4855, 4859, 4860) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4859).

Recherche et développement (mise en valeur du programme de - mis en œuvre par les P. et T) : *Bassinet (Philippe)* (p. 4855, 4856) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4856).

Service d'études de la poste et des télécommunications (S.E.P.T.) : *Saint-Ellier (Francis)* (p. 4857, 4858) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4858).

Statut juridique des P. et T. : *Perben (Dominique)* (p. 4857) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4857).

Vote des crédits (p. 4860).

Crédits ouverts à l'article 37 : adoptés.

Crédits ouverts à l'article 38 : amendement n° 153 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; intégration de la déduction de la T.V.A. sur les investissements à concurrence de 40 p. 100 ; adopté ; amendement n° 154 de M. Ladislas Poniatowski (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; suppression des crédits de contribution aux programmes du C.N.E.S. ; rebudgétisation des crédits du C.N.E.S. (p. 4860) ; rebudgétisation prévue à l'occasion du budget pour 1989 ; engagement du Gouvernement ; rejeté au scrutin public ;

- autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 38 : adoptées après modification ;

- crédits inscrits au paragraphe II de l'article 38 : adoptés après modification.

Après l'article 61 : amendement n° 156 de M. François d'Aubert à titre personnel (instituant à compter du 1er janvier 1989 une taxe de 33 p. 100 sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36.15 lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel) ; messageries roses ; laxisme de l'administration ; racolage et/ou proxénétisme ; C.N.C.L. (p. 4861, 4862) ; nécessité d'attirer l'attention des entreprises de presse ; problème du secret du courrier ; couverture des messageries roses par la presse de gauche ; possibilité d'avancer la date d'application au 1er janvier 1988 ; problème de recevabilité ; succès du plan télématique lancé en juillet 1981 (p. 4862, 4863) ; début en 1975 de la télématique ;

réactions des partenaires étrangers vis-à-vis du minitel ; demande de scrutin public sur l'amendement n° 156 rectifié retirée par la commission des finances et le groupe socialiste ; amendement n° 156 rectifié : adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [29 octobre 1987] (p. 5023, 5047).

Administration (modernisation de l' -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5024) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5038) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5048).

Conseil économique et social : *Margnes (Michel)* (p. 5028, 5029) ; *Cabana (Camille)* (p. 5041).

Défense civile : *Cointat (Michel)* (p. 5027).

Défense européenne : *Peyret (Michel)* (p. 5027, 5028).

Délinquance (Conseil national de prévention de la -) : *Becam (Marc)* (p. 5039, 5040) ; *Cabana (Camille)* (p. 5042).

Désinformation : *Gollnisch (Bruno)* (p. 5033).

Economie sociale (et délégation à l' -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5031) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5039) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5050).

Ecole nationale d'administration : *Sapin (Michel)* (p. 5040).

Fonction publique :

- effectifs de la - : *Lamassoure (Alain)* (p. 5025, 5026) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5034) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5035) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5038) ; *Sapin (Michel)* (p. 5040, 5041) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5047, 5048).

- expérience britannique : *Lamassoure (Alain)* (p. 5026) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5038) ; *Sapin (Michel)* (p. 5040) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5048).

- harmonisation européenne : *Lamassoure (Alain)* (p. 5026) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5049).

- mobilité :

  - géographique et statutaire : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5034) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5036) ; *Sapin (Michel)* (p. 5041) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5048, 5049).

  - territoriale : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5034, 5035).

Formalités administratives : *Auberger (Philippe)* (p. 5023) ; *Cabana (Camille)* (p. 5041, 5042).

Institut des hautes études de la défense nationale : *Cointat (Michel)* (p. 5027) ; *Peyret (Michel)* (p. 5027) ; *Cabana (Camille)* (p. 5041).

Journaux officiels (et Centre national d'informatique juridique) : *Vivien (Alain)* (p. 5032, 5033) ; *Cabana (Camille)* (p. 5042).

Plan :

- conception du - : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5030, 5031) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5031, 5032) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5036) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5049).

- contrats Etat-régions : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5030) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5032) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5039) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5050).

- évolution des crédits du - : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5029) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5032).

- programmation pluriannuelle des dépenses publiques : *Gantier (Gilbert)* (p. 5037).

Pouvoir d'achat des traitements : *Auberger (Philippe)* (p. 5024) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5026) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5034) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5035, 5036) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5038).

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch : *Gollnisch (Bruno)* (p. 5039).

Retraites (et mensualisation des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5024) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5038) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5048).

Secrétariat général de la défense nationale : *Cointat (Michel)* (p. 5026, 5027) ; *Peyret (Michel)* (p. 5027) ; *Cabana (Camille)* (p. 5041).

Serieyx (mission confiée à M. Hervé -) : *Auberger (Philippe)* (p. 5024) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5025) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5038).

Procédure des questions [29 octobre 1987] (p. 50).

Conseil économique et social (réforme du -) : *Bouvet (Henri)* (p. 5051) ; *Cabana (Camille)* (p. 5051).

Retraités de l'Etat (mensualisation des pensions des retraités parisiens) : *Béguet (René)* (p. 5050) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5050).

Vote des crédits [29 octobre 1987] (p. 5053).

I. - *Services généraux :*

Etat B, titre III : amendement n° 163 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jean Le Garrec (réduction de crédits) ; actions de formation et de perfectionnement des personnels (p. 5051) : retiré ; amendement n° 164 de M. Jean Le Garrec (réduction de crédits) ; opérations interministérielles de formation et de modernisation : retiré (p. 5052) ; **rappel au règlement** de M. Daniel Le Meur (p. 5052) ; **rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné ; irrecevabilité de l'amendement de M. Daniel Le Meur sur la revalorisation des pensions de reversion.

Le vote des crédits interviendra à la suite de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'homme.

II. - *Secrétariat général de la défense nationale :*

Titre III : adopté.

Titre V : *autorisations de programme et crédits de paiement :* adopté.

III. - *Conseil économique et social :*

Titre III : adopté.

IV. - *Plan :*

Niveau des crédits et conception du plan ; programmation budgétaire pluriannuelle ; contrats Etat-régions (p. 5054).

Titre III : adopté.

Titre IV : *réduction des crédits :* adopté.

Titre VI : *autorisations de programme et crédits de paiement :* adopté.

V. - *Budget annexe des Journaux officiels :*

Article 37 *(services votés) :* adopté.

Article 38, paragraphe I *(autorisations de programme) :* adopté.

Article 38, paragraphe II *(crédits de paiement) :* adopté (p. 5055).

TOURISME

Examen du fascicule [27 octobre 1987] (p. 4869).

Budget du tourisme (examen par la commission des finances du -) : *Arrighi (Pascal)* (p. 4869, 4870).

Colloque tenu sous l'égide de la commission de la production et des échanges : *Arrighi (Pascal)* (p. 4870) ; *Beaufils (Jean)* (p. 4872).

Contrats de plan Etat-région : *Beaufils (Jean)* (p. 4873) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 4875) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4879).

Crédits (recensement des - du tourisme) : *Arrighi (Pascal)* (p. 4869) ; *Beaufils (Jean)* (p. 4872) ; *Freulet (Gérard)* (p. 4873) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 4874, 4875) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4878).

Droit aux vacances : *Porelli (Vincent)* (p. 4876) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4881).

Fiscalité : *Arrighi (Pascal)* (p. 4869) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4870) ; *Bégault (Jean)* (p. 4872) ; *Freulet (Gérard)* (p. 4873, 4874) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 4875) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4877) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4878) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4880).

« Fleurir la France » (opération) : *Bégault (Jean)* (p. 4872) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4879).

Insécurité (lutte contre l'-) : *Freulet (Gérard)* (p. 4874) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4881).

Locations meublées : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4878) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4880).

Partenariat (politique de -) : *Deprez (Léonce)* (p. 4871) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 4875) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4879).

Pas-de-Calais (perspectives dans le -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 4876) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4880).

Promotion du tourisme et Maison de la France : *Arrighi (Pascal)* (p. 4869) ; *Beaufils (Jean)* (p. 4872) ; *Freulet (Gérard)* (p. 4874) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 4875) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4877) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4879, 4882).

Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du -) : *Deprez (Léonce)* (p. 4871) ; *Bégault (Jean)* (p. 4871) ; *Freulet (Gérard)* (p. 4873) ; *Préaumont (Jean de)* (p. 4874, 4875) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4877) ; *Descamp (Jean-Jacques)* (p. 4881).

Système Sesamtel (fonctionnement du -) : *Préaumont (Jean de)* (p. 4875) ; *Descamps (Jacques)* (p. 4881).

Tourisme (diversification des formes de -) : *Arrighi (Pascal)* (p. 4869) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4871) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4879, 4880).

Tourisme associatif et familial : *Beaufils (Jean)* (p. 4872) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4881).

Tourisme des quatre saisons : *Deprez (Léonce)* (p. 4870) ; *Bégault (Jean)* (p. 4872) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4876) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4881).

Tourisme rural : *Bégault (Jean)* (p. 4871, 4872) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4876) ; *Chastagnol (Alain)* (p. 4877) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 4878) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4880).

Procédure des questions (p. 4882).

Chemin des Dames (valorisation du patrimoine historique du -) : *Lamant (Jean-Claude)* (p. 4886) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4886).

Chèques-vacances : *Blanc (Jacques)* (p. 4883, 4884) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4884).

Innovation dans le secteur du tourisme (encouragement à l'-) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4886) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4887).

Maison de la France (rôle de la - dans la coordination des actions des régions) : *Blanc (Jacques)* (p. 4882) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4882).

Maison de la France (structure de la -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4884) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4885).

Opérations de change (commissions prélevées sur les -) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4885) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4885).

Promotion touristique (coopération interministérielle dans les opérations de -) : *Bouvet (Henri)* (p. 4882) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4883).

Promotion touristique (corrélation entre - à l'étranger et nombre de visiteurs reçus) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 4883) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4883).

Promotion touristique (vers l'Allemagne et les Etats-Unis) : *Bouvet (Henri)* (p. 4882) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4883).

Tourisme associatif : *Sicard (Odile)* (p. 4887) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4887).

Tourisme rural : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4888) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4888).

Vacances-loisirs-culture (association) : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 4887) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4888).

Visas (délivrance des -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4884) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4884).

Visas (discrimination entre les pays soumis à l'exigence de -) : *Descaves (Pierre)* (p. 4885) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 4886).

Vote des crédits (p. 4888).

« Ligne industrie et tourisme »

Etat B, titre III : amendements n° 18, 19, 20, 21 et 22 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 4888) ; rejetés ;

- titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 23 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) : rejeté (p. 4889) ;

- titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4890).

5. - Proposition de loi organique n° 1005 tendant à modifier l'article 32 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant **loi organique relative aux lois de finances.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 novembre 1987 par M. Pascal Arrighi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (20 novembre 1987).

Voir *Elections et référendums* **43.**

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

3. - Projet de loi n° 1062 de finances rectificative pour 1987.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et par M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **1098** (3 décembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (21 novembre 1987). - Rapporteur pour avis : M. Jean Brocard (26 novembre 1987). - Avis n° **1101** (3 décembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères (26 novembre 1987). - Rapporteur pour avis : M. Daniel Goulet (3 décembre 1987). - Avis n° **1104** (3 décembre 1987). - Discussion les 7 et 8 décembre 1987. - Adoption le 8 décembre 1987. - Projet de loi n° **203.**

Sénat (première lecture) n° **149** (1987-1988). - Dépôt le 9 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **161** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Discussion le 16 décembre 1987. - Adoption en application de l'article **44**, alinéa 3 de la Constitution le 16 décembre 1987. - Projet de loi n° **51.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1155.** - Dépôt le 17 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838). - Réunion le 18 décembre 1987. *Assemblée nationale* (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **1166** (18 décembre 1987). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **215.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. André Fosset. - Rapport n° **184** (1987-1988). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **75.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 30 décembre 1987 (*J.O.* du 31 décembre 1987) (p. 15763). - Article déclaré non conforme : 13. - **Loi n° 87-1061 du 30 décembre 1987** publiée au *Journal officiel* du 31 décembre 1987 (p. 15532).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi nº 1062 et ceux de la loi nº 87-1061

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE **CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**			
1		Affectation des bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer.	Première lecture : 8 décembre 1987	6871	1
2		Révision du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 8 décembre 1987	6871	2
3		Equilibre général.	Première lecture : 8 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	6871 7808	3
		DEUXIÈME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**			
		TITRE Ier **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNÉE 1987**			
		A. - OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		I. - **Budget général**			
4		Dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1987	6878	4
5		Dépenses en capital des services civils. Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1987	6886	5
	5 *bis* (A.N.)	Annulation d'autorisations de programmes sur les crédits ouverts au ministre de la coopération.	Première lecture : 8 décembre 1987	6889	6
6		Dépenses ordinaires de services militaires. Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1987	6889	7
7		Dépenses en capital des services militaires. Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1987	6890	8
		II. - **Budgets annexes**			
8		Budgets annexes. Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1987	6890	9
		III. - **Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale**			
9		Comptes d'affectation spéciale. Ouvertures.	Première lecture : 8 décembre 1987	6890	10
		B. - AUTRES DISPOSITIONS			
10		Révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 8 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	6890 7809	11
11		Ratification de décrets d'avance.	Première lecture : 8 décembre 1987	6892	12
		TITRE II **Dispositions permanentes**			
		A. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
	12 A (A.N.)	Fixation chaque année par les chambres de commerce et d'industrie du montant de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle perçue à leur profit.	Première lecture : 8 décembre 1987	6896	13 (déclaré non conforme à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel du 30-12-1987)
12		Mesures fiscales pour faciliter l'offre foncière.	Première lecture : 8 décembre 1987	6913	14

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	12 *bis* (A.N.)	Sanctions relatives au plan d'épargne retraite.	Première lecture : 8 décembre 1987	6917	15
	12 *ter* (A.N.)	Constructions édifiées dans une zone d'aménagement concerté.	Première lecture : 8 décembre 1987	6918	16
13		Régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant.	Première lecture : 8 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	6918 7809	17
	13 *bis* (A.N.) Supprimé (vote bloqué) (A.N.)	Affectation du produit des cessions des actions de la caisse nationale de crédit agricole.	Première lecture : 8 décembre 1987	6925-6961	-
	13 *bis* (A.N.)	Abattement applicable aux plus-values réalisées lors de cessions de chevaux de course.	Première lecture : 8 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	6923-6961 7809	18
14		Précisions concernant la taxe d'apprentissage et le régime fiscal des titres acquis dans le cadre de la participation.	Première lecture : 8 décembre 1987	6942	19
	14 *bis* (A.N.)	Modification des modalités de calcul du tarif de la taxe différentielle sur les véhicules automobiles.	Première lecture : 8 décembre 1987	6943	20
15	Supprimé (A.N.)	Assouplissement des règles de procédure devant le tribunal de grande instance.	Première lecture : 8 décembre 1987	6945	-
16		Taxe pour financer la modernisation du réseau routier de Saint-Martin.	Première lecture : 8 décembre 1987	6945	21
17	Supprimé (A.N.)	Consultation du service des domaines par les collectivités et organismes publics.	Première lecture : 8 décembre 1987	6945	-
	17 *bis* (A.N.)	Régime fiscal des entreprises créées dans les départements de la Corse.	Première lecture : 8 décembre 1987	6946	22
18	Supprimé (A.N.)	Harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail.	Première lecture : 8 décembre 1987	6948	-
	18 *bis* (A.N.)	Etablissement de l'égalité de concurrence entre les entreprises installées dans les zones d'entreprises.	Première lecture : 8 décembre 1987	6950	23
19	Supprimé (Sénat)	Taxe foncière sur les propriétés non bâties (précisions concernant la détermination des terrains non passibles de la majoration de valeur locative).	Première lecture : 8 décembre 1987	6950	-
20		Mesures diverses de reconduction ou de simplification.	Première lecture : 8 décembre 1987	6950	24
21		Réduction du droit de timbre sur le loto national et le loto sportif.	Première lecture : 8 décembre 1987	6950	25
	21 *bis* A (Sénat)	Contrats d'assurances appropriés pour les handicapés.	C.M.P. : 19 décembre 1987	7807	26
	21 *bis* (A.N.)	Aide à l'investissement immatériel des entreprises.	Première lecture : 8 décembre 1987	6951	27
	21 *ter* (A.N.)	Principe de l'étude de l'institution d'une zone franche en Corse.	Première lecture : 8 décembre 1987	6956	28
	21 *quater* (A.N.)	Modification du régime de la pénalité encourue en cas d'infraction relative à la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés.	Première lecture : 8 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	6958 7809	29
		B. - AUTRES MESURES			
22		Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires.	Première lecture : 8 décembre 1987 C.M.P. : 19 décembre 1987	6959 7810	30
23		Avancement de la date d'indemnisation des anciens « harkis » et des rapatriés les plus âgés.	Première lecture : 8 décembre 1987	6960	31
	24 (A.N.)	Information du Parlement sur les arrêtés de majoration de crédits dans les lois de finances.	Première lecture : 8 décembre 1987	6961	32
	25 (Sénat)	Pensions et rentes viagères d'invalidité attribuables au conjoint et aux orphelins des fonctionnaires de douanes de la branche de surveillance tués au cours d'une opération douanière.	C.M.P. : 19 décembre 1987	7811	33
	26 (Sénat)	Relèvement du plafond fiscal applicable aux chèques-vacances.	C.M.P. : 19 décembre 1987	7811	34

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 1987] (p. 6827, 6859).

Question préalable de M. André Lajoinie (communiste) : *Mercieca (Paul)* (p. 6836, 6837, 6838) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6838, 6839) ; rejetée au scrutin public (p. 6839).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Joxe (Pierre)* (p. 6859 à 6863) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6863, 6864, 6865) ; *Juppé (Alain)* (p. 6865) ; rejetée au scrutin public (p. 6865).

Agriculture :

- crédits supplémentaires (demande tendant à l'octroi de -) : *Juppé (Alain)* (p. 6832, 6853).

- élevage bovin : *Goulet (Daniel)* (p. 6835) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6847).

- lait (renforcement du plan de restructuration laitière, quotas laitiers) : *Juppé (Alain)* (p. 6832) ; *Goulet (Daniel)* (p. 6834, 6835) ; *Aubert (François d')* (p. 6845).

- leucose bovine (actions d'éradication de la -) : *Juppé (Alain)* (p. 6832) ; *Aubert (François d')* (p. 6845).

- modernisation de l' - : *Le Garrec (Jean)* (p. 6850).

Amendements déposés tardivement (par le Gouvernement notamment) : *Ornano (Michel d')* (p. 6871).

Associations et syndicats (subventions versées aux -) : *Descaves (Pierre)* (p. 6845).

Autorisation de visa en dépassement (recours à la procédure d' - en 1984) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6828, 6829).

Budget 1987 :

- conditions de réalisation du - : *Joxe (Pierre)* (p. 6861) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6863) ; *Juppé (Alain)* (p. 6865).

- déficit du - : *Vivien (Robert-André)* (p. 6827) ; *Juppé (Alain)* (p. 6830, 6831, 6834) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6838, 6839) ; *Pierret (Christian)* (p. 6841) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6860).

- recettes (révision à la hausse des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6828) ; *Juppé (Alain)* (p. 6831) ; *Richard (Alain)* (p. 6847) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6850).

Budget 1988 (hypothèses économiques) : *Joxe (Pierre)* (p. 6859, 6860, 6863) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6863, 6864) ; *Juppé (Alain)* (p. 6865).

Catastrophes naturelles (aides à la Bretagne et à la Normandie dévastées) : *Juppé (Alain)* (p. 6832).

C.E.E. (dépenses communautaires) :

- contribution de la France (accroissement de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6829) ; *Juppé (Alain)* (p. 6831, 6832) ; *Goulet (Daniel)* (p. 6834) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6835) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6861, 6862).

- dépenses agricoles transférées à la charge de la France (politique agricole commune et programme d'écoulement de beurre notamment) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6830) ; *Juppé (Alain)* (p. 6831) ; *Goulet (Daniel)* (p. 6834, 6835).

Chambres de commerce et d'industrie (imposition additionnelle à la taxe professionnelle) : *Juppé (Alain)* (p. 6832, 6833).

Charbonnages : *Joxe (Pierre)* (p. 6862).

Chômeurs de longue durée (dotation pour les -) : *Joxe (Pierre)* (p. 6861) ; *Juppé (Alain)* (p. 6865).

C.O.F.A.C.E. (importance des charges de l'assurance crédit) : *Juppé (Alain)* (p. 6831) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6839).

Commissaires du Gouvernement (droit de parole des -) : *Joxe (Pierre)* (p. 6862).

Commissaire des finances (réunion de la -) : *Ornano (Michel d')* (p. 6850).

Conjoncture économique : *Juppé (Alain)* (p. 6831, 6853, 6854) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6837) ; *Pierret (Christian)* (p. 6840, 6841) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6842) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6860).

Voir aussi crise financière et boursière.

Corse :

- crédits budgétaires destinés à la - : *Juppé (Alain)* (p. 6862).

- fiscalité (rapport Saint-Pulgent) : *Alfonsi (Nicolas)* (p. 6851).

- produits pétroliers (T.V.A. sur les -) : *Alfonsi (Nicolas)* (p. 6851).

- sociétés nouvelles (exonération des - de l'impôt sur les sociétés pendant 8 ans) : *Juppé (Alain)* (p. 6832, 6852) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6839) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 6851).

Crédit agricole (mutualisation du - et notamment affectation d'une partie du produit de cette opération à l'agriculture et à l'agro-alimentaire) : *Pierret (Christian)* (p. 6842) ; *Aubert (François d')* (p. 6845, 6846) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6850, 6851) ; *Juppé (Alain)* (p. 6852, 6853) ; *Tavernier (Yves)* (p. 6853) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6862).

Crise financière et boursière : *Mercieca (Paul)* (p. 6836, 6837) ; *Pierret (Christian)* (p. 6839, 6841) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6850) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6864, 6865) ; *Juppé (Alain)* (p. 6865).

Décrets d'avance (crédits ouverts par -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6828).

Députés (vote personnel ; vote électronique) : *Descaves (Pierre)* (p. 6844).

Dépenses militaires : *Vivien (Robert-André)* (p. 6830) ; *Juppé (Alain)* (p. 6831) ; *Brocard (Jean)* (p. 6836) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6838) ; *Peyret (Michel)* (p. 6849, 6850) ; *Juppé (Alain)* (p. 6862).

Dépenses militaires (opérations extérieures : Tchad, forces envoyées en mer d'Oman, Liban) : *Goulet (Daniel)* (p. 6835) ; *Brocard (Jean)* (p. 6836) ; *Giard (Jean)* (p. 6847) ; *Peyret (Michel)* (p. 6849).

Dépenses militaires (Nouvelle-Calédonie) : *Brocard (Jean)* (p. 6836) ; *Peyret (Michel)* (p. 6849).

Droit budgétaire (respect du - ; budgets annexes) : *Descaves (Pierre)* (p. 6845).

Dette publique :

- dette extérieure : *Vivien (Robert-André)* (p. 6830) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6839).

- gestion de la - (notamment remboursement de l'emprunt « Giscard » 7 p. 100 en 1973) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6830) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6838) ; *Richard (Alain)* (p. 6838).

ECU (rôle et statut de l' -) : *Mercieca (Paul)* (p. 6837) ; *Pierret (Christian)* (p. 6841).

Enseignement agricole privé : *Tranchant (Georges)* (p. 6847) ; *Juppé (Alain)* (p. 6852).

Ethanol-carburant (alignement de la fiscalité du - sur celle du gazole) : *Juppé (Alain)* (p. 6833) ; *Royer (Jean)* (p. 6848, 6849).

Entreprises publiques (dotation en capital des -) : *Richard (Alain)* (p. 6848) ; *Juppé (Alain)* (p. 6853).

Fiscalité foncière (baisse des taux d'imposition des plus-values sur les terrains à bâtir) : *Juppé (Alain)* (p. 6833).

Fonction publique (rémunérations) : *Le Garrec (Jean)* (p. 6850) ; *Juppé (Alain)* (p. 6853).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.) : *Royer (Jean)* (p. 6848) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6862).

Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) : *Royer (Jean)* (p. 6849).

Information à caractère interministériel (crédits d' -) : *Pierret (Christian)* (p. 6840).

Investissements des entreprises :

- fiscalité des - (rapport Mentré) : *Juppé (Alain)* (p. 6833, 6865) ; *Pierret (Christian)* (p. 6842).

- implantations commerciales à l'étranger (régime des -) : *Juppé (Alain)* (p. 6833, 6865).

Lycées et universités (dépenses d'équipement scolaire ; études médicales) : *Juppé (Alain)* (p. 6832) ; *Pierret (Christian)* (p. 6840) ; *Giard (Jean)* (p. 6846) ; *Richard (Alain)* (p. 6847, 6848) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6862).

Malik Oussekine (décès de -) : *Giard (Jean)* (p. 6847).

Partis politiques (rôle des ; affaires Carrefour du développement, Luchaire et des fausses factures de Lyon) : *Descaves (Pierre)* (p. 6844).

Politique économique (orientation de la – ; coopération européenne) : *Mercieca (Paul)* (p. 6838) ; *Pierret (Christian)* (p. 6840) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6850) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6864).

Prélèvements obligatoires (niveau des –) : *Descaves (Pierre)* (p. 6844, 6845) ; *Richard (Alain)* (p. 6848) ; *Juppé (Alain)* (p. 6852) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6860).

Privatisations :

– compte d'affectation des produits de la – (excédant de recettes du ; arrêtés pris en application de l'article 25 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) : *Vivien (Robert-André)* (p. 6829) ; *Juppé (Alain)* (p. 6830).

– programme de – (réalisation du –) : *Pierret (Christian)* (p. 6841) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6850) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6860).

Protection sociale (réforme de la –) : *Descaves (Pierre)* (p. 6844) ; *Juppé (Alain)* (p. 6865).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 6842, 6843) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6843) ; *Juppé (Alain)* (p. 6843).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Schenardi : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 6843).

Redevance T.V. (affectation du complément de la –) : *Richard (Alain)* (p. 6848).

Référendum d'initiative populaire : *Descaves (Pierre)* (p. 6844).

Question préalable (détournement de la procédure) : *Tranchant (Georges)* (p. 6838).

Rapatriés et harkis (indemnisation des –) : *Juppé (Alain)* (p. 6832) ; *Pierret (Christian)* (p. 6840).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (financement des –) : *Joxe (Pierre)* (p. 6861).

T.V.A. (diminution du taux sur certains produits ; harmonisation de la – avec les taux européens) : *Richard (Alain)* (p. 6847) ; *Juppé (Alain)* (p. 6852) ; Joxe (Pierre) (p. 6863).

Vignette automobile (barème de la –) : *Juppé (Alain)* (p. 6833).

Discussion des articles [8 décembre 1987] (p. 6871, 6909, 6942).

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier.*

Article 1er *(affectation des bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer) :* amendement n° 73 de M. Christian Goux (de suppression) : retiré ;

– article 1er : adopté.

Article 2 *(révision du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement) :* adopté.

Article 3 et état A *(équilibre général)* (p. 6871 à 6876) : amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (de récapitulation) (p. 6877) ; réévaluation des recettes du compte spécial du Trésor n° 903-05 dû à un remboursement anticipé par un établissement financier de prêts du F.D.E.S. qui ont financé des prêts bonifiés à des entreprises consentis dans le cadre des procédures de prêts participatifs simplifiés ; taux d'intérêt débiteurs des entreprises ; cas des P.M.E. ; adopté ;

– article 3 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Deuxième partie : *moyens des services et dispositions spéciales.*

Titre Ier : *dispositions applicables à l'année 1987 :*

A. – *Opérations à caractère définitif.*

I. – *Budget général.*

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouvertures)* (p. 6878) ; **titre Ier :** crédits du titre I concernant le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation : I. Charges communes : adoptés.

Titre III : services du Premier ministre : I. Services généraux : amendement n° 74 de M. Christian Goux soutenu par M. Christian Pierret (suppression de l'accroissement des crédits destinés à l'information au titre des services du Premier ministre) ; information à caractère interministériel ; rejeté au scrutin public (p. 6879) ; crédits du titre III concernant tous les ministères : adoptés.

Titre IV : agriculture : amendement n° 57 du Gouvernement (majoration des crédits pour abonder les dotations consacrées à la restructuration laitière et à la lutte contre la leucose bovine) ; production laitière dans les zones de montagne ; revenus agricoles ; débat sur l'application des pénalités laitières aux zones de montagne ; emploi des fonds provenant de la mutualisation du crédit agricole (p. 6880) ; désaccord opposant à ce sujet le ministre des finances au ministre de l'agriculture : adopté ; amendement n° 47 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Georges Tranchant (suppression des crédits destinés à financer les dépenses agricoles que la Communauté européenne refuse de prendre en charge quand elles ne sont pas conformes) ; apurement du titre du F.E.O.G.A. - garantie des sommes mises à la disposition de la Communauté par la France pour les exercices 1982 à 1985 ; coût des dépenses communautaires dans le budget français (p. 6881) ; quotas laitiers en Lozère ; politique de la montagne ; importation sans taxe de produits de substitution céréaliers par la C.E.E. : retiré ;

– crédits du titre IV concernant l'agriculture, ainsi modifiés : adoptés.

Industrie et tourisme : II. Tourisme : amendement n° 15 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Michel Peyret (réduction des crédits destinés à la promotion touristique de la France à l'étranger) (p. 6882) : rejeté ;

– crédits du titre IV concernant l'industrie et le tourisme : II. Tourisme : adoptés.

– crédits du titre IV concernant les autres ministères : adoptés.

– amendement n° 66 de M. Christian Goux soutenu par M. Christian Pierret (prévoyant un rapport retraçant l'utilisation des crédits de lutte contre la précarité et la pauvreté économique, sociale et culturelle) ; propos du Premier ministre sur la notion de revenu minimal garanti ; notion de précarité sociale concernant la pauvreté économique mais aussi la pauvreté culturelle et le désarroi humain (p. 6883) ; doutes sur l'utilité des rapports d'intervention par thème ; contrôle du rapporteur général ou des rapporteurs spéciaux de la commission des finances ; précisions sur l'hostilité du Premier ministre à la notion de revenu minimal garanti à laquelle il préfère celle d'activité minimale garantie ; notion de revenu minimum d'insertion ; expériences de lutte contre la pauvreté effectuées par M. Jean Royer à Tours et par M. Christian Pierret dans la région de Saint-Dié : rejeté ; amendement n° 67 de M. Christian Goux soutenu par M. Christian Pierret (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement d'amener 80 p. 100 de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 6884) ; situation des fonctionnaires de l'éducation nationale ; niveau du budget consacré à ce ministère ; rôle et situation des enseignants confinant au gardiennage (p. 6885) : rejeté ;

– article 4 et état B annexé, modifiés par l'amendement n° 57 : adoptés.

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture)* (p. 6886) ; programme de remise en état des bâtiments des lycées.

Titre V : *crédits concernant la coopération :* amendement n° 69 du Gouvernement (financement de la construction d'un nouveau centre culturel à Brazzaville en liaison avec les autorités congolaises) : adopté ;

– crédits du titre V concernant la coopération : autorisations de programme et crédits de paiement, ainsi modifiés : adoptés (p. 6887).

Crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports : IV. Transports : amendement n° 16 corrigé de M. Roger Combrisson soutenu par M. Paul Mercieca (suppression des crédits inscrits pour le transfert de Paris à Toulouse des services de la météorologie nationale) : rejeté ;

– autorisations de programme et crédits de paiement du titre V concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports : IV transports : adoptés.

Crédits concernant la justice : amendement n° 70 du Gouvernement (financement des travaux de reconstruction au centre de détention de Saint-Maur) (p. 6888) ; délinquance et criminalité des immigrés ; laxisme du Gouvernement ; quartiers de

haute sécurité ; objectifs de la lutte contre l'insécurité et la lutte contre le terrorisme ; programme de construction 15 000 places de prison ; rejeté ;

- autorisations de programme et crédits de paiement du titre V concernant la justice : adoptés.

- autorisations de programme et crédits de paiement du titre V concernant les autres ministères : adoptés.

Titre VI :

- autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

- article 5, état C annexé, modifiés par l'amendement n° 69 : adoptés.

Après l'article 5 : amendement n° 71 du Gouvernement (de coordination ; centre culturel français de Brazzaville) : adopté.

Article 6 *(dépenses ordinaires des services militaires ; ouverture) :* adopté (p. 6889).

Article 7 *(dépenses en capital des services militaires ; ouverture) :* adopté.

II. - *Budgets annexes.*

Article 8 *(budgets annexes ; ouverture) :* nécessité de respecter les principes budgétaires.

- article 8 : adopté.

III. - *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.*

Article 9 *(comptes d'affectation spéciale ; ouvertures) :* adopté.

B. - *Autres dispositions.*

Article 10 *(révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :* amendement n° 23 de la commission soutenu par M. Michel d'Ornano (affectation de l'excédent des recettes de la redevance au financement des investissements de Radio-France, aux dépenses de fonctionnement de T.D.F. at aux dépenses de création des sociétés nationales de télévision) (p. 6890) ; situation de Radio-France ; réception des émetteurs F.M. en région de montagne ; investissements prévus pour T.D.F. (p. 6891) ; répartition du produit de la privatisation de T.F. 1 ; adopté ;

- par conséquent, le texte de cet amendement devient l'article 10.

Article 11 *(ratification de décrets d'avance) :* adopté.

Titre II : *dispositions permanentes.*

A. - *Mesures concernant la fiscalité.*

Avant l'article 12 : amendement n° 76 de M. Christian Goux soutenu par M. Christian Pierret (transmission d'entreprises ; régime fiscal des mutatitons au profit des salariés) ; dispositif de la reprise des entreprises par les salariés (p. 6892) ; rejeté ; amendement n° 77 de M. Christian Pierret (rétablissant l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6893) ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. Christian Pierret ; amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (montant de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle pour frais de chambres de commerce et d'industrie) ; opinion du rapporteur général favorable à cet amendement repoussé par la commission des finances (p. 6894) ; Gouvernement abusant de la procédure d'amendement ; adopté au scrutin public ; amendement n° 78 de M. Christian Pierret (assouplissant les règles de majoration des taux des impôts locaux) ; nécessité de maintenir le lien entre les taxes au-dessous d'un certain niveau ; risque de phénomène de rattrapage de la taxe professionnelle (p. 6895) ; danger de la suppression de tout lien dès lors que l'un des taux des quatre taxes est inférieur à la moyenne nationale ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 79 de M. Christian Pierret (créant au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle un prélèvement sur les collectivités ayant un fort potentiel de taxe professionnelle) (p. 6896) ; demande de M. Christian Pierret sur l'état d'avancement des travaux du groupe constitué pour la réforme des impôts locaux ; rejeté ; amendement n° 80 de M. Christian Pierret (rétablissant l'obligation de paiement par chéque) ; financement des campagnes électorales (p. 6897) ; **rappel au règlement** de M. Yves Tavernier ; amendement n° 80 : rejeté ; amendement n° 81 de M. Christian Goux soutenu par M. Jacques Roger-Machart (tendant à exonérer d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés les entreprises nouvelles) (p. 6898) ; difficulté de distinction d'une entreprise nouvelle et d'une entreprise ancienne ayant changé de raison sociale pour bénéficier des dispositions du code général des impôts ; régime de l'exonération en Corse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; rejeté au scrutin public (p. 6899) ; amendement n° 82 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (tendant à créer un crédit d'impôt de 50 p. 100 pour les entreprises qui accroissent leurs dépenses de formation au-delà du niveau des exigences légales définies par la taxe d'apprentissage et l'obligation de la formation continue) (p. 6909) ; annonce par M. Jacques Chirac de la création d'un crédit d'impôt formation de 25 p. 100 ; alignement du groupe socialiste sur les positions du Gouvernement ; rejeté ; amendement n° 83 de M. Christian Pierret (tendant à supprimer l'anonymat sur les transactions d'or) (p. 6910) ; lutte contre la fraude fiscale ; rejeté ; amendement n° 84 de M. Christian Goux soutenu par M. Christian Pierret (charge de la preuve en contentieux fiscal aprés la saisine de l'une des commissions visées à l'article L. 59 du livre des procédures fiscales) ; propos de M. Jean-Claude Martinez sur l'affiche de la campagne électorale du parti socialiste montrant un « éphébe » qui court le marathon de la liberté (p. 6911) ; droit commun étant que la charge de la preuve appartient au demandeur ; possibilité d'arrêter les fraudeurs fiscaux notamment à Lyon ; rejeté ; amendement n° 85 de M. Christian Pierret (présentation des avis d'impositions locales ; parts prises dans la décision par la commune, le département et la nation) (p. 6912) ; problème de l'inscription des variations de base ; rejeté.

Article 12 *(mesures fiscales pour favoriser l'offre foncière) :* amendement n° 17 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Paul Mercieca (de suppression) (p. 6913) ; promotion de l'emploi productif dans les centres urbains ; relance de l'offre foncière en Ile-de-France ; rejeté ; amendement n° 24 de la commission (interdisant la compensation entre les plus-values sur terrains à bâtir et les plus-values sur les autres éléments d'actifs en cas de liquidation) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 6914) ; adopté ; amendement n° 26 de la commission (tendant à transférer à l'acquéreur la charge du complément de droit en cas de non-respect de l'engagement de construction) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 2 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Giard (tendant à renchérir le coût de transaction sur les marchés à terme) ; nécessité d'une mesure réglementaire concernant le dépôt préalable de couvertures à terme ; maîtrise nationale du crédit et de la monnaie ; gréve à la Banque de France ; rejeté (p. 6915) ; amendement n° 86 de M. Martin Malvy (tendant à assimiler les plantations de noyers aux terrains plantés ou reboisés dans le cadre de l'article 395 du Code général des impôts pour les exonérer pendant trente ans de la taxe sur le foncier non bâti) ; problème des noyers et des chênes truffiers ; problème des autres arbres fruitiers ; aides au reboisement en Bretagne après la tempête d'octobre 1987 ; comparaison de la durée nécessaire pour qu'un pin et un noyer soient productifs ; exonération de certaines plantations d'arbres fruitiers, et notamment du noyer, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant dix ans ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Jean Giard (constituant un prélévement sur les actions et obligations étrangères acquises par les particuliers et les entreprises et les achats d'actions et d'obligations françaises par des entreprises et des particuliers étrangers) (p. 6916) ; rejeté ; amendement n° 40 du Gouvernement (prévoyant les sanctions pour les cas où les sommes investies au titre du plan d'épargne en vue de la retraite dépasseraient les montants autorisés) (p. 6917) ; débat sur le seuil d'application des pénalités fixé à 80 francs ; adopté ; amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Jegou soutenu par M. Jean-Pierre de Peretti Della Roca (possibilité pour l'autorité compétente de décider que l'obligation de versement de la redevance du P.L.D. n'est pas applicable aux constructions édifiées dans une Z.A.C.) ; amendement n° 45 repris par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté aprés modification.

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant) :* résorption des stocks de céréales et de sucre ; lutte contre la pollution (p. 6918) ; indépendance énergétique de la France ; expérience menée à Tours pour l'utilisation de l'alcool comme carburant par les autobus ; nécessité d'étendre les dispositifs de cet article à l'ensemble des produits végétaux (p. 6919) ; stagnation des crédits de l'I.N.R.A. ; amendement n° 20 de M. Pierre Descaves (exten-

sion du dispositif de cet article à la production d'éthanol à partir du topinambour) (p. 6920) ; adoption de cet amendement après une première épreuve à main levée déclarée douteuse ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 4 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Jarosz (application du taux zéro de T.V.A. aux opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la C.E.E. distribués par les collectivités locales et les associations caritatives) ; interdiction d'établir un taux zéro de T.V.A. ; absence de taxe perçue lorsqu'une association ou une commune distribue gratuitement des denrées alimentaires (p. 6921) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 5 de M. Jean Giard soutenu par M. Jean Jarosz (application du taux zéro de T.V.A aux dépenses de fonctionnement des collectivités locales) ; situation de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; charges des collectivités locales (p. 6922) ; concours financiers qui leur sont accordés par l'État ; compensation des transferts de responsabilité effectués dans le cadre de la décentralisation ; évolution du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et du fonds de compensation de la taxe professionnelle ; évolution des concours de l'État aux collectivités locales : rejeté ; amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault soutenu par M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 p. 100 par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) (p. 6923) ; nécessité de sortir du manichéisme économique opposant les activités respectables et les autres ; difficultés de mise en place des crédits de lutte contre la précarité et la grande pauvreté ; problème du minimum social garanti ; reprise de cet amendement par le Gouvernement qui supprime le gage : adopté, après modification, au scrutin public ; amendements identiques n° 12 de M. Philippe Vasseur soutenu par M. Ladislas Poniatowski et n° 61 de M. Jacques Bompard (désaffectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) ; amendement n° 18 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Yves Tavernier (même objet) ; amendement n° 38 de M. Jean Briane (même objet) ; amendement n° 13 de M. Philippe Vasseur (désaffectation de la moitié des recettes provenant de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole) ; amendement n° 39 de M. Jean Briane (même objet) ; amendements identiques n° 27 de la commission, n° 14 de M. Philippe Vasseur soutenu par M. Ladislas Poniatowski et n° 59 de M. François d'Aubert soutenu par M. Ladislas Poniatowski (désaffectation du tiers des recettes procurées par la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son affectation à des actions en faveur de l'agriculture) ; débat sur le problème de l'affectation des recettes provenant de la mutualisation de la caisse de crédit agricole (p. 6925) ; existence d'un précédent dans l'affectation d'une partie des recettes de la vente de T.F. 1 au profit des chaînes publiques Antenne 2, F.R. 3 et la S.E.P.T. ; **rappel au règlement** de M. Yves Tavernier ; insuffisance de la taxation des produits importés par la C.E.E. ; cas des produits de substitution céréaliers ; problème du mouton anglais et néo-zélandais ; part de l'Angleterre dans le coût de la politique agricole commune ; volonté de la C.E.E. d'aligner les prix de soutien nationaux sur les prix du marché mondial ; revenu agricole (p. 6926) ; contradiction entre les déclarations de M. Balladur et de M. Guillaume sur l'utilisation des recettes de la mutualisation du crédit agricole ; propos de M. Alain Juppé précisant que les secteurs agricoles et agro-alimentaires seraient inclus parmi les bénéficiaires des dotations en capital octroyées dans le cadre de la recapitalisation des entreprises publiques ; existence d'établissements publics industriels et commerciaux dans le secteur agro-alimentaire ; possibilité d'affecter ces ressources aux exploitations agricoles ou aux offices par produit ; situation de l'élevage bovin (p. 6927) ; aides dont bénéficient les éleveurs allemands de la part du Gouvernement fédéral ; problème de l'article 33 de la loi de finances rectificative pour 1986 disposant que les recettes issues des privatisations iraient à l'amortissement de la dette publique à des dotations en capital pour les entreprises publiques à la C.N.I. et à la C.N.B. ; quotas sur le lait et la viande ; désertification rurale ; charges des agriculteurs (p. 6928) ; affectation d'une partie des recettes de la mutualisation de la Caisse de crédit agricole aux organismes publics ; problème des établissements publics à caractère industriel et commercial concernés ; affectation prioritaire de ces ressources aux offices par produit, notamment à celui du lait et des céréales ; mutation de l'agriculture ; propos de M. Michel Cointat sur la valeur indicative de ces amendements ; demande de M. Michel Cointat tendant à ce que le Gouvernement confirme qu'il tiendra son engagement (p. 6929) ; poursuite du débat sur l'utilisation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole avec l'utilisation des mêmes arguments et contre-arguments que précédemment (p. 6930, 6931) ; hypothèse de la création d'un fonds d'affectation spécial alimenté par ces seules ressources ; restructuration laitière ; viande bovine ; électrification en Bretagne ; propos de M. Alain Juppé précisant que les dotations en capital iront aux entreprises et aux organismes du secteur agro-alimentaire ; réunion prochaine de la conférence annuelle agricole réactivée en 1986 (p. 6932) ; demande du Gouvernement de la réserve du vote sur les amendements n°s 12, 61, 18, 38, 13, 39, 27, 14 et 59 jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 23 ; **rappel au règlement** de M. Christian Pierret (p. 6933).

Article 14 *(précision concernant la taxe d'apprentissage et le régime fiscal des titres acquis dans le cadre de la participation)* (p. 6942) ; amendement n° 28 de la commission des finances soutenu par M. Michel d'Ornano (précisant que la taxe d'apprentissage s'applique aux groupements d'intérêt économique ayant une activité industrielle ou commerciale) : adopté ; amendement n° 29 rectifié de la commission des finances soutenu par M. Michel d'Ornano (application de cette taxe aux G.I.E. sauf s'ils ont pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement) : adopté ;

- article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 43 corrigé de M. Michel Gonelle soutenu par M. Georges Tranchant (tendant à limiter les écarts du tarif de base de la vignette automobile entre les départements) : retiré ; amendement n° 10 du Gouvernement (mise en conformité du barème de la vignette avec le droit communautaire) (p. 6943) : adopté au scrutin public ; amendement n° 44 corrigé de M. Michel Gonelle soutenu par M. Georges Tranchant (mofifiant le mode de calcul de la vignette déterminé en fonction de la valeur d'acquisition à l'état neuf des automobiles en tenant compte de leur vétusté) : retiré.

Article 15 *(assouplissement des règles de procédure devant le tribunal de grande instance) :* amendement n° 30 de la commission soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; possibilité pour un contribuable d'apporter des nouveaux éléments à quelque stade que ce soit de la procédure fiscale ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Article 16 *(taxe pour financer la modernisation du réseau routier de Saint-Martin) :* amendement n° 31 de la commission (de suppression) ; taxe spéciale créée en 1987 dans le département de la Savoie pour financer les travaux routiers nécessaires à l'organisation des jeux Olympiques d'hiver ; droit de quai applicable à l'île de Saint-Barthélemy ; régime fiscal spécifique en Corse ; rejeté ;

- article 16 : adopté.

Article 17 *(consultation du service des domaines par les collectivités et organismes publics) :* amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 6945) ; adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 17 : amendement n° 41 du Gouvernement (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) ; exclusion de la pêche et des entreprises nouvelles soumises à l'impôt sur le revenu du champ d'application de cet article ; rapport sur la mise en place d'un statut fiscal de la Corse destiné à la promotion du développement économique (p. 6946) ; propositions de l'Assemblée de Corse ; régime successoral de la Corse et indivision ; nécessité de s'inspirer de la fiscalité des D.O.M. ; exonération de la T.V.A. sur les transports maritimes de biens destinés à la revente ; fiscalité sur les produits pétroliers ; taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes ; globalisation des prêts en faveur de l'agriculture ; terrorisme en Corse (p. 6947) ; spécificité du régime fiscal corse ayant permis notamment de ne pas payer d'impôt sur la fortune ; adopté.

Article 18 *(harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail) :* amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 6948) ; adopté au scrutin public (p. 6949) ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 18 : amendement n° 42 du Gouvernement (entreprises installées dans les zones d'entreprises) : adopté.

Article 19 *(taxe foncière sur les propriétés non bâties ; précision concernant la détermination des terrains non passibles de majoration de valeur locative) :* adopté.

Article 20 *(mesures diverses de reconduction ou de simplification) :* amendement n° 34 de la commission soutenu par M. Michel d'Ornano (reculant d'un an la date à laquelle la révision prévue à l'article 22 de l'ordonnance du 13 novembre 1985 devrait être achevée) : adopté ;

– article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(réduction du droit de timbre sur le loto national et le loto sportif) :* amendement n° 35 de la commission soutenu par M. Michel d'Ornano (de suppression) (p. 6950) ; rejeté ;

– article 21 : adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 55 du Gouvernement (implantations commerciales des entreprises françaises à l'étranger) (p. 6951) ; sous-amendement n° 96 de M. Aymeri de Montesquiou (tendant à ramener de 50 à 25 p. 100 le taux minimum de détention du capital des sociétés de la C.E.E.) ; sous-amendement n° 97 de M. Aymeri de Montesquiou (précisant que l'objet de la filiale doit être la vente des produits à l'étranger) ; sous-amendement n° 98 de M. Aymeri de Montesquiou (même objet) (p. 6952) ; nécessité de réduire le seuil de détention du capital pour les sociétés possédé par les entreprises françaises de la C.E.E. à 25 p. 100 ; cas des sociétés commerciales exportant des biens produits en France par d'autres entreprises ; parts du commerce mondial s'effectuant dans le cadre de compensations ; développement des importateurs de la C.E.E. important pour l'ensemble du Marché commun ; taille des sociétés commerciales allemandes ; conditions dans lesquelles a été déposé cet amendement (p. 6953) ; dispositif de l'amendement du Gouvernement permettant les opérations d'accompagnement et de portage ; regroupement de plusieurs entreprises pour réaliser une implantation commune à l'étranger ; définition de l'activité de la filiale commerciale à l'étranger ; développement des sociétés de commerce ou de négoce international ; réforme future du régime des implantations commerciales (p. 6954) ; **rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (p. 6955) ; deuxième **rappel au règlement** de M. Pierre Joxe ; **rappel au règlement** de M. Pierre Descaves ; sous-amendements n° 96, 97 et 98 : retirés ; amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 21 de M. Pascal Arrighi (prévoyant un rapport sur les possibilités d'instituer une ou plusieurs zones franches en Corse) ; amendement n° 22 de M. Alain Griotteray soutenu par M. Jean-Paul de Rocca Serra (prévoyant un rapport sur la possibilité d'instituer des corps francs dans les principaux ports corses de Bastia et d'Ajaccio) ; amendement n° 54 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (prévoyant que le Gouvernement demandera à la commission des communautés européennes d'étudier la possibilité de création d'une zone franche en Corse) ; différentes catégories de zones franches ; projet de création d'une zone franche en Sardaigne (p. 6956) ; régime économique et fiscal des îles Canaries ; volonté gouvernementale de faire un effort pour la Corse ; crédits inscrits dans ce collectif au profit de cette île ; nécessité d'un dispositif global favorisant la production en Corse et non seulement le secteur tertiaire (p. 6957) ; connotation un peu « mafieuse » de l'expression « port franc » ; conservation des franchises fiscales de l'île de Rhodes lors de l'adhésion de la Grèce à la C.E.E. ; intérêt de la prospérité économique pour le déclin du terrorisme et du séparatisme en Corse ; amendement n° 21 et 22 : retirés ; amendement n° 54 : adopté ; amendement n° 46 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Georges Tranchant (harmonisation du régime de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunt contractés en vue de l'acquisition de logements avant 1984 avec ceux contractés après 1984) ; possibilité pour les particuliers de renégocier les taux d'intérêt d'emprunt des prêts contractés en 1984 ; retiré ; amendement n° 36 de la commission (modification du régime de la pénalité encourue en cas d'infractions relatives à la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés) (p. 6958) ; sous-amendement oral du Gouvernement (tendant à fixer le montant de l'amende à 80 p. 100 du montant de la taxe) : adopté ; amendement n° 36, modifié par le précédent sous-amendement et par la suppression du gage ; adopté ; amendement n° 49 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (prévoyant une péréquation des recettes de taxe professionnelle versées par les grandes implantations commerciales) : retiré.

B. – *Autres mesures.*

Article 22 *(redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires)* (p. 6959) : rejeté.

Après l'article 22 : amendement n° 50 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (conditions nécessaires pour les périodiques pour bénéficier des dispositions de l'article 298 *septies* du code général des impôts) ; retiré ; amendement n° 51 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (ayant pour objet de recenser les associations de droit local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ayant perçu des subventions de l'État) : retiré.

Article 23 *(avancement de la date d'indemnisation des anciens harkis et des rapatriés les plus âgés) :* exploitation électorale à laquelle se livre le Gouvernement ; insuffisance des mesures en faveur des rapatriés (p. 6960) ;

– article 23 : adopté au scrutin public.

Après l'article 23 : amendement n° 62 de la commission (information du Parlement sur les arrêtés de majoration de crédits des budgets annexes et des comptes d'affectation spéciale) : adopté ; amendement n° 72 du Gouvernement (tendant à étendre aux fonctionnaires des douanes le bénéfice des mesures pour les fonctionnaires de la police nationale décédés dans l'exercice de leur fonction) : adopté.

Demande du Gouvernement tendant à l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 96 du règlement pour que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative à l'exclusion de tout autre amendement portant articles additionnels.

Demande de deuxième délibération de M. Pierre Joxe sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 p. 100 par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) : devenu l'article 13 *bis* du projet de loi (p. 6961) ; inopportunité d'une deuxième délibération sur cet article additionnel ;

– demande de seconde délibération : rejetée au scrutin public.

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch (p. 6962).

Explications de vote (p. 6963).

Chevaux de course (vote d'une disposition sur les plus-values) : *Giard (Jean)* (p. 6965).

Corse (zone franche en –) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6964).

Crédit agricole (mutualisation du – ; affectation du produit à l'agriculture ; position du groupe U.D.F. et de M. Poniatowski) : *Pierret (Christian)* (p. 6963) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6965) ; *Giard (Jean)* (p. 6965) ; *Ornano (Jean d')* (p. 6966).

Dépenses militaires : *Giard (Jean)* (p. 6965).

Education nationale (nombre d'enseignants) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6964).

Ethanol-carburant produit à partir du topinambour : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6964).

Finances publiques (déficits des –, notamment de la sécurité sociale) : *Pierret (Christian)* (p. 6963) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6965).

Nouvelle-Calédonie : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6964).

Rappel au réglement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 6963).

Rappel au réglement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 6966).

Recettes fiscales pour 1987 (réévaluation des –) : *Juppé (Alain)* (p. 6967).

Réforme fiscale : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6964).

Situation économique et sociale

– chômage : Pierret (Christian) (p. 6963) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6965).

– crise financière : *Pierret (Christian)* (p. 6963).

– état de la – : *Pierret (Christian)* (p. 6963) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6964, 6965).

Abstention du groupe Front national : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6964).

Vote hostile du groupe communiste : *Giard (Jean)* (p. 6966).

Vote hostile du groupe socialiste : *Pierret (Christian)* (p. 6963).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6965).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Ornano (Michel d')* (p. 6966).

Demande de M. Pierre Joxe tendant à la vérification du quorum avant de procéder au vote sur l'ensemble du projet de loi, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Le bureau constatant que le quorum n'est pas atteint, la séance est levée (p. 6967).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte des votes intervenus, à l'exclure de tout autre article additionnel, en application de **l'article 44, alinéa 3,** de la Constitution (p. 6977).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1987] (p. 7806).

Chèques-vacances : *Vivien (Robert-André)* (p. 7807).

Déficit budgétaire (maîtrise du -) : *Bariani (Didier)* (p. 7807).

Ethanol-carburant (production d' - à partir des pommes de terre) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7806).

Handicapés (ressources des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7807).

Implantations commerciales à l'étranger : *Vivien (Robert-André)* (p. 7807).

Installations nucléaires (redevance due au titre des contrôles de sûreté) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7807).

Redevance télévision (affectation du produit supplémentaire de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7806).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7807 à 7810).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7811).

LOIS DE RÈGLEMENT

1. - Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1984** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **779** (21 mai 1987). - Discussion le 17 juin 1987. - Adoption le 17 juin 1987. - Projet de loi n° **124.**

Sénat (première lecture). - N° **296** (1986-1987). - Dépôt le 17 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **301** (19 juin 1987). - Discussion le 25 juin 1987. - Adoption le 25 juin 198. - Projet de loi n° **97.**

Loi n° 87-510 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 11 juillet 1987 (p. 7568).

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 160 et 568 [17 juin 1987] (p. 2520, 2533).

Charges communes (budget des -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2528).

Crédits (modifications, annulations, dépassements et reports de -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2523, 2524) ; *Juppé (Alain)* (p. 2525) ; *Descaves (Pierre)* (p. 2527) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2529) ; *Goux (Christian)* (p. 2533).

Déficit budgétaire (niveau, financement et justifications du -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2522) ; *Juppé (Alain)* (p. 2524, 2525) ; *Richard (Alain)* (p. 2529) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2531).

Dépenses (engagements pris par l'actuelle majorité) : *Richard (Alain)* (p. 2530).

Dette publique : *Vivien (Robert-André)* (p. 2522) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2531).

Environnement économique de 1984 et de 1985 : *Vivien (Robert-André)* (p. 2521).

Fonds de concours : *Vivien (Robert-André)* (p. 2521, 2523) ; *Juppé (Alain)* (p. 2525) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2529) ; *Goux (Christian)* (p. 2533).

Irrégularités et illégalités (et rapport de la Cour des comptes) : *Descaves (Pierre)* (p. 2526, 2527) ; Tranchant (Georges) (p. 2532).

Obligations renouvelables du Trésor : *Vivien (Robert-André)* (p. 2522).

Parlement (information et contrôle du - sur le budget) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2523) ; *Juppé (Alain)* (p. 2525) ; *Descaves (Pierre)* (p. 2527) ; *Goux (Christian)* (p. 2532).

Parti communiste (position et propositions du - sur les budgets pour 1984 et 1985) : *Mercieca (Paul)* (p. 2530, 2531).

Prélèvements obligatoires (croissance et niveau des -) : *Descaves (Pierre)* (p. 2527) ; *Richard (Alain)* (p. 2530).

Résultats économiques de 1984 et de 1985 : *Vivien (Robert-André)* (p. 2521).

Vote du Front national : hostile : *Descaves (Pierre)* (p. 2527).

Vote du groupe U.D.F. : favorable : *Gantier (Gilbert)* (p. 2529).

Vote du groupe R.P.R. : non participation : *Tranchant (Georges)* (p. 2532).

Vote du groupe communiste : abstention sur le projet portant règlement du budget de 1984 et hostile sur celui portant règlement du budget de 1985 : *Mercieca (Paul).*

Vote du groupe socialiste : favorable : *Goux (Christian)* (p. 2533).

Discussion des articles [17 juin 1987] (p. 2533).

Article 1er *(résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1984)* (p. 2533) : adopté.

Article 2 et tableau A annexé *(montant définitif des recettes du budget général de l'année 1984)* (p. 2534) ; adoptés.

Article 3 et tableau B annexé *(montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1984)* (p. 2538) ; adoptés.

Article 4 et tableau C annexé *(montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1984)* (p. 2576) ; adoptés.

Article 5 et tableau D annexé *(montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1984)* (p. 2610) ; adoptés.

Article 8 et tableau E annexé *(montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1984)* (p. 2618) ; adoptés (p. 2625).

Article 7 et tableau F annexé *(résultat du budget général de 1984)* ; adoptés (p. 2626).

Article 8 et tableau G annexé *(résultat définitif des budgets annexes - services civils - rattachés pour ordre au budget général pour 1984)* (p. 2627) ; adoptés.

Article 9 et tableau H annexé *(résultat définitif des budgets annexes - services militaires - rattachés pour ordre au budget général pour 1984)* (p. 2633) ; adoptés.

Article 10 et tableau I annexé *(résultats pour 1984 des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent)* (p. 2636) ; adoptés (p. 2649).

Article 11 et tableau J annexé *(résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984)* (p. 2650) ; adoptés (p. 2653).

Article 12 *(solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunt à la charge du Trésor pour 1984)* : adopté.

Article 13 *(caractère d'utilité publique reconnu à des dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat)* : adopté.

Article 14 *(admission en surséance d'avances du Trésor consenties au service des alcools)* : adopté.

Article 15 *(montant à transporter en augmentation des découvertes du Trésor) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2654).

2. - Projet de loi n° 568 portant **règlement définitif du budget de 1985** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **780** (21 mai 1987). Discussion le 17 juin 1987. - Adoption le 17 juin 1987. Projet de loi n° **125.**

Sénat (première lecture) **n° 297** (1986-1987). - Dépôt le 17 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Maurice Blin. - Rapport n° **302** (19 juin 1987). - Discussion le 25 juin. - Adoption le 25 juin 1987. Projet de loi n° **98.**

Loi n° 87-511 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 11 juillet 1987 (p. 7678).

Discussion générale commune aux projets de loi n° 160 et 568 [17 juin 1987] (p. 2520, 2533).

Voir *Lois de règlement* **1.**

Discussion des articles [17 juin 1987] (p. 2655).

Article 1er *(résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1985) :* adopté (p. 2655).

Article 2 et tableau A annexé *(montant définitif des recettes du budget général de l'année 1985)* (p. 2656) : adoptés.

Article 3 et tableau B annexé *(montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1985)* (p. 2660) : adoptés.

Article 4 et tableau C annexé *(montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1985)* (p. 2696) : adoptés.

Article 5 et tableau D annexé *(montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1985)* (p. 2730) : adoptés.

Article 6 et tableau E annexé *(montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1985)* (p. 2738) : adoptés (p. 2745).

Article 7 et tableau F annexé *(résultats du budget général de 1985) :* adoptés (p. 2746).

Article 8 et tableau G annexé *(résultats définitifs des budgets annexes - services civils - pour 1985)* (p. 2747) : adoptés.

Article 9 et tableau H annexé *(résultats définitifs du budget annexe du service des essences pour 1985)* (p. 2753) : adoptés.

Article 10 et tableau I annexé *(résultats pour 1985 des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent)* (p. 2756) : adoptés.

Article 11 et tableau J annexé *(résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985)* (p. 2768) : adoptés (p. 2771).

Article 12 *(solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunt à la charge du Trésor pour 1985) :* adopté.

Article 13 *(apurement du solde débiteur du compte n° 438-05 relatif aux anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Guyane Française, de la Martinique et de la Réunion) :* adopté.

Article 14 *(admission en surséance d'avances du Trésor au service des alcools) :* adopté.

Article 15 *(abandon par l'Etat de sa créance à l'encontre de la S.E.M.V.I., société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché national de Paris-La Villette) :* utilisation des lois de règlement pour couvrir des malversations : adopté.

Article 16 *(caractère d'utilité publique conféré à des dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat) :* adopté.

Article 17 *(montant à transporter en augmentation des découverts du Trésor) :* adopté (p. 2772).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2773).

3. - Projet de loi n° 1149 portant **règlement définitif du budget de 1986.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Edouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LORRAINE

Formation et recherche en -

Voir *Questions orales sans débat* **238.**

Houillères du bassin de Lorraine

Voir *Questions orales sans débat* **313.**

Industrie chimique en -

Voir *Questions orales sans débat* **229.**

Sidérurgie -

Voir *Questions orales sans débat* **299.**

Situation en -

Voir *Questions au Gouvernement* **393.**
Questions orales sans débat **297, 298.**

LOT (département du -)

Transports dans le -

Voir *Questions orales sans débat* **226.**

LOTO SPORTIF

Voir *Jeux et paris.*

LOUVRE (musée du -)

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, culture, procédure des questions, vote des crédits, Etat B, titre III, amendements nos 195, 200.

LUCHAIRE (affaire)

Voir *Questions au Gouvernement* **516, 525, 526, 554, 571, 577, 587, 615.**

LYCÉES

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3.**

Financement des - par les régions

Voir *Questions au Gouvernement* **539.**

Réfection des -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** avant la discussion des articles, article 5 et Etat C.

M

MACHINES-OUTILS

Voir *Questions au Gouvernement* **553.**

MAGHREB

Relations de la France avec les pays du -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

MAGISTRATS

Maintien en activité des magistrats ayant atteint la limite d'âge

Voir *Magistrature* **5.**

Nombre de -

Voir *Procédure pénale* **8.**

MAGISTRATURE

3. - Proposition de loi n° 634 relative aux conditions de **promotion des magistrats au premier grade de la magistrature.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Roland Blum. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Albert Mamy (7 mai 1987).

4. - Proposition de loi organique n° 835 relative à la situation des **magistrats nommés à des fonctions du premier grade** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **234.** - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Hubert Haenel. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **258** (3 juin 1987). - Discussion le 10 juin 1987. - Adoption le 10 juin 1987. - Proposition de loi n° **79.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (11 juin 1987). - Rapport n° **844** (12 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Proposition de loi n° **120.**

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 3, de la Constitution). - Décision le 26 juin 1987 [*J.O.* du 28 juin 1987] (p. 6998). - Conforme en totalité. - **Loi organique n° 87-484 du 2 juillet 1987** publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7311).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2397).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Marchand (Philippe)* (p. 2398, 2399) ; *Debré (Jean-Louis)* (rapporteur) (p. 2399) ; *Chalandon (Albin)* (garde des sceaux, ministre de la justice) (p. 2399) : rejetée (2399).

Autorité de la chose jugée : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2398) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2399).

Conseil constitutionnel (décisions du 22 juillet 1980 et du 24 juillet 1985) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2398).

Conseil d'Etat (arrêt du 27 avril 1987) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2398) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2398).

Égalité des justiciables devant la loi : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397, 2399) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2398) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2398).

Mutations de magistrats non prévues par la commission d'avancement : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397).

Non-rétroactivité des lois pénales : *Marchand (Philippe)* (p. 2398) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 2399).

Personnalité de la mesure : *Chalandon (Albin)* (p. 2398) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2398, 2399).

Sénat (texte adopté par le -) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397, 2399) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2398) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2398).

Séparation des pouvoirs (principe de -) : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397, 2399) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2398).

Validation des actes accomplis par les magistrats : *Debré (Jean-Louis)* (p. 2397, 2399) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2398).

Discussion de l'article unique (p. 2399).

Article unique *(validant les nominations de magistrats à des fonctions du premier grade ainsi que les actes accomplis par ces magistrats antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) :* amendement n° 1 de M. Michel Sapin (validation de la nomination du procureur de Nîmes annulée par le Conseil d'État) ; exclusion d'un magistrat membre d'une organisation syndicale ; amendement contraire au principe de la séparation des pouvoirs et du respect de la chose jugée (p. 2399) ; non-rétroactivité des lois en matière pénale ; Conseil constitutionnel ; étude approfondie des intérêts du magistrat concerné : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (validité des installations de magistrats) ; violation du principe de la séparation des pouvoirs et de l'égalité des justiciables devant la loi : rejeté (p. 2400).

Explication de vote (p. 2400).

Conseil d'État (arrêt du 27 avril 1987) : *Asensi (François)* (p. 2400).

Inconstitutionnalité : *Asensi (François)* (p. 2400).

Personnalité de la proposition de loi : *Asensi (François)* (p. 2400).

Sénat (texte adopté par le -) : *Asensi (François)* (p. 2400).

Vote hostile du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 2400).

Adoption de l'article unique de la proposition de loi organique (p. 2400).

5. - Proposition de loi organique n° 940 portant maintien en activité des **magistrats** des cours d'appel et des tribunaux de grande instance.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 juillet 1987 par MM. Jacques Toubon, Patrick Devedjian, Dominique Perben. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (8 octobre 1987). - Rapport n° **998** (28 octobre 1987). - Discussion le 26 novembre 1987. - Adoption le 26 novembre 1987. - Proposition de loi n° **181.**

Sénat (première lecture). - N° **112** (1987-1988). - Dépôt le 26 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **148** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **57.**

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61 de la Constitution). - Décision le 5 janvier 1988 (*J.O.* du 7 janvier 1988 (p. 321). - Conforme en totalité.

Loi n° 88-23 du 7 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 8 janvier 1988 (p. 342).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1987] (p. 6461).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Sapin (Michel)* (p. 6463 à 6465) ; *Mazeaud (Pierre)* (président de la commission des lois et rapporteur) (p. 6465) ; *Marlière (Olivier)* (inscrit contre) (R.P.R.) (p. 6465 à 6467) ; rejetée au scrutin public (p. 6467).

Affaires en instance devant les cours d'appel et les tribunaux de grande instance (résorption du stock d'-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6461, 6462) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6463, 6468) ; *Sapin (Michel)* (p. 6464) ; *Marlière (Olivier)* (p. 6466) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6467).

Carrières des magistrats (blocage des -) : *Sapin (Michel)* (p. 6464) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6467) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6468).

Effectifs des magistrats et besoins réels des juridictions (adaptation des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6462, 6463) ; *Sapin (Michel)* (p. 6464) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6468).

Lois organiques (avis du Conseil constitutionnel sur les -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6465).

Maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (automatisme du -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6462, 6463) ; *Sapin (Michel)* (p. 6464).

Mutation ou réintégration (demande de - par des magistrats arrivant à l'âge de la retraite et pouvant être maintenus) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6463) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6463).

Participation du Gouvernement à l'élaboration de la présente « proposition » de loi : *Sapin (Michel)* (p. 6463) ; *Marlière (Olivier)* (p. 6465) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6467) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6467) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6468).

Recrutement et rémunération des magistrats : *Sapin (Michel)* (p. 6464) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6468) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6468).

Surnombre (maintien en - des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance atteints par la limite d'âge) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6462) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6463, 6468).

Discussion des articles (p. 6468).

Article 1er *(maintien en activité des magistrats atteignant la limite d'âge fixée par l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :* amendement n° 2 de M. Michel Sapin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 5 du Gouvernement (application de la mesure jusqu'au 31 décembre 1995) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (maintien des magistrats en activité en surnombre) : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(rémunération des magistrats maintenus en activité) :* amendement n° 3 de M. Michel Sapin (de suppression) (p. 6469) : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(âge limite du maintien en activité) :* amendement n° 4 de M. Michel Sapin (ramenant à 65 ans l'âge limite du maintien en activité) : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 1 de M. Pierre Pasquini (magistrats concernés) : non soutenu.

Explications de vote (p. 6470).

Automatisme du maintien en activité : *Lemoine (Georges)* (p. 6471).

Blocage des carrières : *Lemoine (Georges)* (p. 6470).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 6471).

Magistrats nommés à des fonctions du premier grade.

Voir *Magistrature* **4.**

Ouvrage publié par un juge d'instruction

Voir *Questions au Gouvernement* **320.**

Promotion des magistrats

Voir *Magistrature* **3.**

MAISONS D'ÉDUCATION DE SAINT-DENIS ET DES LOGES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Légion d'honneur et ordre de la Libération.

MAÎTRES-DIRECTEURS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale.

MAJORATIONS

Voir *Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **6.**

MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

Voir *Déclarations au Gouvernement* **8.**

MALADIES PROFESSIONNELLES

Silicose

Voir *Questions au Gouvernement* **399.**

MALADIES SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

Voir *Questions au Gouvernement* **344.**

MALI

Voir *Traités et conventions* **36.**

MANDATAIRES

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **3.**

MANDATAIRES COMMERCIAUX

Voir *Commerce et artisanats* **23.**

MARCHÉ À TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS (M.A.T.I.F.)

Voir *Commerce et artisanat* **20.**

MARCHÉ INTÉRIEUR

Voir *Communautés européennes* **5, 6.**

MARCHÉS À TERME

Voir *Commerce et artisanat* **20.**

MARCHÉS FINANCIERS

3. - Projet de loi n° 1002 sur les **bourses de valeurs** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **332** (1986-1987). - Dépôt le 26 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Roger Chinaud. - Rapport n° **44** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Charles Jolibois. - Avis n° **27** (1987-1988). - Discussion les 27 et 28 octobre 1987. - Adoption le 28 octobre 1987. - Projet de loi n° **7.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987. - Lettre du Premier ministre, en date du 27 octobre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Philippe Auberger (5 novembre 1987). - Rapport n° **1073** (25 novembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (29 octobre 1987). - Rapporteur pour avis : M. Pascal Clément (5 novembre 1987). - Discussion les 30 novembre et 1er décembre 1987. - Deuxième délibération (art. 18 *bis*). - Adoption le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **192.**

Sénat (deuxième lecture) n° **130** (1987-1988). - Dépôt le 2 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382). - Réunion le 17 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14771).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Roger Chinaud. - Rapport n° **181** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **55.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Philippe Auberger. - Rapport n° **1159** (17 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **221.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 19 janvier 1988 (*J.O.* du 21 janvier 1988) (p. 1024). - Conforme en totalité.

Loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 23 janvier 1988 (p. 1111).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1987] (p. 6525).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe : retirée (p. 6533).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) (p. 6533) : *Combrisson (Roger)* (p. 6533 à 6535) ; *Tranchant (Georges)* (R.P.R.) (inscrit contre) (p. 6535, 6536) ; *Chavanes (Georges)* (ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services) (p. 6536) ; rejetée au scrutin public (p. 6536).

Abandons de souveraineté : *Combrisson (Roger)* (p. 6533, 6534) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6539, 6540).

Actionnaires (protection des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 6527) ; *Clément (Pascal)* (p. 6530) ; *Pierret (Christian)* (p. 6538, 6539) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6540) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6543) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6544).

Commission des opérations de bourse : *Auberger (Philippe)* (p. 6527, 6528) ; *Clément (Pascal)* (p. 6530, 6531) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6536) ; *Pierret (Christian)* (p. 6538) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6541) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6542, 6543).

- mandat du Président : *Douyère (Raymond)* (p. 6542) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6545).

Concurrence financière internationale : *Auberger (Philippe)* (p. 6526) ; *Clément (Pascal)* (p. 6529) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6531, 6532) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6539) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6541) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6544).

Conseil des bourses de valeurs : *Auberger (Philippe)* (p. 6527) ; *Clément (Pascal)* (p. 6530) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535, 6536) ; *Pierret (Christian)* (p. 6538) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6541) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6534).

Contrôle des changes et des marchés financiers : *Combrisson (Roger)* (p. 6534).

Coût des transactions : *Douyère (Raymond)* (p. 6541).

Crise boursière : *Auberger (Philippe)* (p. 6525) ; *Combrisson (Roger)* (p. 6533) ; *Pierre (Christian)* (p. 6536).

Délits boursiers : *Auberger (Philippe)* (p. 6527) ; *Clément (Pascal)* (p. 6530) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6532) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6540).

Financiarisation de l'économie : *Auberger (Philippe)* (p. 6528) ; *Combrisson (Roger)* (p. 6534) ; *Pierret (Christian)* (p. 6537).

Fiscalité des opérations de bourse : *Auberger (Philippe)* (p. 6527) ; *Clément (Pascal)* (p. 6531).

Groupe socialiste (intérêt du - pour le projet) : *Pierret (Christian)* (p. 6537).

Institution financière spécialisée : *Auberger (Philippe)* (p. 6527) ; *Clément (Pascal)* (p. 6530) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6532) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535).

Marché financier de Paris (situation et évolution du -) : *Auberger (Philippe)* (p. 6525) ; *Clément (Pascal)* (p. 6528, 6529) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6531, 6532) ; *Combrisson (Roger)* (p. 6533) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535) ; *Pierret (Christian)* (p. 6537) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6540) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6541).

Marchés financiers (règles prudentielles) : *Balladur (Edouard)* (p. 6533).

Période transitoire : *Clément (Pascal)* (p. 6530) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535) ; *Pierret (Christian)* (p. 6539) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6541) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6542) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6544).

Plan d'épargne retraite : *Combrisson (Roger)* (p. 6534).

Privatisations : *Auberger (Philippe)* (p. 6525) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6533) ; *Combrisson (Roger)* (p. 6535) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535).

- conséquences pour le marché financier : *Pierret (Christian)* (p. 6537) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6544).

- protection des petits porteurs : *Balladur (Edouard)* (p. 6533) ; *Pierret (Christian)* (p. 6538) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6543) ; *Chavanes (Georges)* (p. 6545).

Recours contre les décisions prises par le conseil des bourses de valeurs et la C.O.B. : *Clément (Pascal)* (p. 6531) ; *Pierret (Christian)* (p. 6538) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6542).

Sanctions pécuniaires : *Douyère (Raymond)* (p. 6542).

Sociétés de bourse : *Auberger (Philippe)* (p. 6526) ; *Clément (Pascal)* (p. 6529) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6531, 6532) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6535) ; *Pierret (Christian)* (p. 6538) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6539) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6541) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6542).

Discussion des articles [30 novembre 1987] (p. 6545, 6558) ; [1er décembre 1987] (p. 6599).

Chapitre Ier : *des sociétés de bourse.*

Article 1er *(définition et champ d'activité) :* amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 20) (p. 6545) ; adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(sanctions en cas de violation du monopole des sociétés de bourse) :* amendement n° 94 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendements identiques n° 50 du Gouvernement et n° 2 de la commission des lois (rédactionnels) : adoptés ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(responsabilité des sociétés de bourse à l'égard de leurs donneurs d'ordres) :* adopté.

Article 4 *(agrément des sociétés de bourse par le conseil des bourses de valeurs) :* amendement n° 61 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (agrément par le ministre de l'économie et des finances après avis du conseil des bourses) (p. 6546) ; corporatisme ; risque de numerus clausus ; possibilité pour le Gouvernement de provoquer un contentieux ; motivation de la décision de refus du conseil des bourses de valeurs ; homologation par le ministre de l'économie et des finances du règlement du conseil des bourses fixant les conditions d'agrément ; ouverture de la profession ; amendement n° 61 : rejeté (p. 6547) ; amendement n° 23 de la commission (motivation de la décision de refus d'agrément rendue par le conseil des bourses de valeurs) ; recours contre les décisions du conseil des bourses de valeurs ; mise en place d'un protectionnisme ; amendement n° 23 : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 5 *(fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs) :* réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles.

Article 6 *(règlement du conseil des bourses de valeurs) :* amendement n° 65 de M. Christian Pierret (établissement du règlement avant le 31 décembre 1989) (p. 6548) ; délai excessif pour l'application de la loi ; règlement établi avant l'été 1988 ; fixation d'un terme pour l'établissement du règlement ; amendement n° 65 : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (approbation du règlement par la commission des opérations de bourse) ; simple avis de la C.O.B. ; homologation du règlement par le ministre de l'économie et des finances (p. 6549) ; rôle de consultation dévolu à la C.O.B. par le projet ; nécessité d'accroître les pouvoirs de la C.O.B. pour la rapprocher de la S.E.C. des Etats-Unis ; amendement n° 66 : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (règles relatives à la suspension des cotations fixées par le règlement général) : adopté ; amendements n° 67 de M. Christian Pierret et n° 27 de la commission (fixation par le règlement général des règles relatives au marché des options) (p. 6550) ; amendement n° 67 : retiré ; modification rédactionnelle de l'amendement n° 27 (options sur valeurs mobilières) ; amendement n° 27, ainsi modifié : adopté ; amendements identiques n° 28 de la commission et n° 4 de la commission des lois (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 88 de M. Philippe Auberger à titre personnel (extension du jeu du fonds de garantie aux indemnités de licenciement du personnel des sociétés de bourse) ; garantie du fonds réservée à la clientèle ; cotisations des sociétés de bourse à l'association de garantie de ressources des salariés (A.G.S.) ; amendement n° 88 : retiré ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* *(admission et radiation de valeurs mobilières) :* amendement n° 5 de la commission des lois (suspension de cotations décidée par l'institution financière) (p. 6551) ; amendement n° 33 de la commission à l'article 9 ayant le même objet ; amendement n° 5 : rejeté ;

– article 6 *bis* : adopté (p. 6552).

Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse) :* inefficacité de la lutte contre les délits boursiers ; amendement n° 51 du Gouvernement (extension de la saisine du conseil des bourses) : adopté ; amendement n° 68 de M. Christian Pierret (extension de la saisine du conseil des bourses aux sociétés de bourse et à la C.O.B.) ; amendement n° 6 de la commission des lois (extension de la saisine du conseil des bourses à la C.O.B.) (p. 6558) ; satisfaits par l'adoption de l'amendement n° 51 du Gouvernement ; amendement n° 69 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses) ; extension de la saisine du conseil des bourses ; harmonisation avec la législation des Etats-Unis d'Amérique ; amendement n° 69 : rejeté au scrutin public ;

– article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des employés des sociétés de bourse)* (p. 6559) ; amendement n° 29 de la commission (extension aux personnes agissant pour le compte des sociétés de bourse) : adopté ; amendement n° 84 du Gouvernement (extension aux employés de l'institution financière spécialisée) : adopté ; amendement n° 52 du Gouvernement (extension de la saisine du conseil des bourses de valeurs) : adopté ; en conséquence, amendements n° 70 de M. Christian Pierret et n° 7 de la commission des lois : devenus sans objet ; amendement n° 8 de la commission des lois (décision motivée du conseil des bourses de valeurs) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 29 de la commission) : adopté ; amendement n° 71 de M. Christian Pierret (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses de valeurs) (p. 6560) : rejeté ; amendement n° 31 de la commission (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 29 de la commission) : adopté ; amendement n° 72 rectifié de M. Christian Pierret (affectation du produit des sanctions pécuniaires au fonds de garantie) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 29 de la commission) : adopté ;

– article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(institution financière spécialisée) :* amendement n° 55 du Gouvernement (compétence de l'institution financière spécialisée) : adopté ; amendement n° 89 de M. Philippe Auberger à titre personnel (gratuité de l'accès aux cours de bourse) (p. 6561) : retiré ; amendement n° 33 de la commission (suspension des cotations prononcée par l'institution financière spécialisée par délégation du conseil des bourses de valeurs) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (création d'un corps de contrôle au sein de l'institution financière spécialisée) ; sous-amendement n° 53 du Gouvernement (création d'un service et non d'un corps de contrôle) ; sous-amendement n° 54 du Gouvernement (suppression du pouvoir accordé au corps de contrôle de saisir le directeur général de l'institution financière spécialisée et le conseil des bourses de valeurs) (p. 6562) ; sous-amendements n° 53 et 54 : adoptés ; amendement n° 34, ainsi modifié : adopté ;

– article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(compétence du Gouvernement en cas de carence du conseil des bourses de valeurs) :* crise boursière ; nécessité de la création d'un puissant fonds de garantie ; amendement n° 35 de la commission (action du Gouvernement par arrêté du ministre de l'économie et des finances en cas d'urgence) : adopté ;

– article 10, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *dispositions particulières à la commission des opérations de bourse*

Avant l'article 11 : amendement n° 36 de la commission (extension de la compétence de la C.O.B. aux contrats à terme et négociables) (p. 6563) ; adopté ; amendement n° 9 de la commission des lois (modification du statut de la C.O.B.) : retiré ; repris par M. Christian Pierret : rejeté (p. 6564) ; amendement n° 73 de M. Christian Pierret (président de la C.O.B. – mandat de six ans non renouvelable) : rejeté.

Article 11 *(pouvoirs d'enquête de la C.O.B.) :* institutions boursières des Etats-Unis d'Amérique (p. 6565) ; harmonisation de nos institutions et de notre législation avec celles des grandes places financières ; amendement n° 37 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) ; sous-amendement n° 96 du Gouvernement (extension des pouvoirs d'enquête de la C.O.B. aux sociétés inclues dans le périmètre de consolidation des sociétés faisant appel public à l'épargne) ; sous-amendement n° 86 de M. Philippe Auberger à titre personnel (habilitation des agents chargés des enquêtes par le président de la C.O.B.) ; *rappels au règlement* de MM. Christian Pierret et Raymond Douyère (p. 6567) ; *rappel au règlement* de M. Pierre Descaves ; sous-amendements n°s 96 et 86 : adoptés ; amendement n° 37 rectifié, ainsi modifié : adopté ; en conséquence, les amendements n°s 95 et 56 du Gouvernement deviennent sans objet ; amendement n° 10 de la commission des lois (accroissement des pouvoirs d'investigation des agents de la C.O.B.) : rejeté ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *bis* *(accroissement des pouvoirs d'enquête de la C.O.B.) :* amendement n° 11 de la commission des lois (de suppression - coordination avec le rejet de l'amendement n° 10 à l'article 11) : devenu sans objet ; amendement n° 38 de la commission (de coordination) : adopté ;

– article 11 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 *bis* : amendement n° 12 de la commission des lois (recours devant la Cour d'appel de Paris sur les refus de visa opposés par la C.O.B.) ; caractère administratif des décisions de la C.O.B. ; rejeté.

Article 12 *(sanctions des entraves apportées à l'exercice des missions des agents de la C.O.B.) :* amendement n° 39 deuxième rectification de la commission (rédactionnel) : adopté ;

– article 12, ainsi modifié : adopté (p. 6569).

Article 13 *(délit d'initié et de diffusion de fausse information) :* amendement n° 40 de la commission (extension du délit d'initié aux contrats à terme négociables) : adopté ; amendement n° 41 corrigé de la commission (même objet pour le délit de diffusion de fausse information) : adopté ; amendement n° 74 de M. Christian Pierret (extension du délit de diffusion de fausse information) ; risque d'inapplication par les juges du dispositif proposé par l'amendement n° 74 : retiré au bénéfice de l'amendement n° 42 de la commission ; amendement n° 42 de la commission (constitution du délit de diffusion de fausse information si celle-ci est de nature à agir sur les cours) : adopté ;

– article 13, ainsi modifié : adopté (p. 6570).

Article 14 *(délit de manipulation de cours) :* amendement n° 43 de la commission (extension aux contrats à terme négociables) : adopté ; amendement n° 75 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (extension du délit de manipulation de cours) ; risque d'inapplication par les juges du dispositif prévu par l'amendement n° 75 ; amendement n° 75 : rejeté ; amendement n° 44 de la commission (extension de la consultation de la C.O.B.) : adopté ; amendement n° 13 de la commission des lois (de coordination avec la loi sur les marchés à terme) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 44 de la commission (p. 6571) ;

– article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 93 de M. Pascal Clément à titre personnel (présence de la C.O.B. devant les juridictions) : adopté.

Chapitre IV : *dispositions diverses*

Article 15 *(obligations déontologiques imposées aux salariés des sociétés de bourse et autres établissements intervenant sur le marché) :* amendement n° 45 de la commission (extension aux maisons de titres et à différents établissements) : adopté ;

– article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(gestion de portefeuille ; obligations de mandat écrit) :* amendement n° 46 de la commission (de coordination avec l'amendement n° 45 adopté à l'article 15) : adopté ;

– article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(communication d'informations entre les institutions agissant sur le marché ou le surveillant)* (p. 6572) ; amendement n° 92 du Gouvernement (extension au conseil du marché à terme) : adopté ;

- article 17, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *(transfert à l'institution financière spécialisée des biens, droits et obligations de la compagnie nationale des agents de change) :* adopté.

Article 18 bis *(association des sociétés de bourse) :* amendements identiques n° 47 de la commission et n° 14 de la commission des lois (de suppression) ; pouvoir de négociation de la chambre syndicale des agents de change avec les organismes de salariés représentant le personnel des charges ; risque de rupture dans le domaine social (p. 6573) ; nécessité d'une association pour la négociation sociale dans la profession et l'information du public ; amendements nos 47 et 14 : adoptés ;

- en conséquence cet article est supprimé.

Amendement n° 76 de M. Christian Pierret : devenu sans objet.

Article 19 *(mise en place des sociétés de bourse) :* amendement n° 57 du Gouvernement (période transitoire) : adopté ; amendements n° 48 de la commission et n° 15 de la commission des lois (période transitoire) : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 57 du Gouvernement ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 16 de la commission des lois (remisiers et gérants de portefeuille - suppression de l'obligation de détention de la majorité du capital par des membres de la profession boursière) ; ouverture du capital de ces sociétés ; nécessaire contrôle de la chambre syndicale des agents de change ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 17 de la commission des lois (remisiers et gérants de portefeuille - suppression de la clause d'agrément de tout nouvel actionnaire par le conseil d'administration) : rejeté.

Article 20 *(dispositions de coordination) :* amendement n° 49 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 20.

Après l'article 20 : amendement n° 87 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Pascal Clément (participation des salariés - autorisation donnée aux fonds communs de placement de salariés d'une société étrangère d'acquérir des titres de cette société) (p. 6576) ; rejeté.

Article 21 *(application de la loi dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte) :* adopté.

Article 22 *(agents de change - abrogation de dispositions caduques) :* amendement n° 18 de la commission des lois (d'harmonisation avec l'amendement n° 2 de la commission des lois adopté à l'article 2) : adopté ; amendement n° 19 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ;

- article 22, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (possibilité de création de fonds communs de placement pour les titres de leurs entreprises acquis par les salariés) (p. 6576) ; adopté ; l'amendement n° 59 du Gouvernement (sociétés gestionnaires des fonds communs de placement constitués pour l'application de la participation et de l'intéressement des salariés) : adopté.

Article 23 *(codification des textes relatifs aux bourses de valeurs et au marché à terme d'instruments financiers) :* amendement n° 77 de M. Christian Pierret (de suppression du 2e alinéa de cet article disposant « que les décrets de codification ne pourront modifier le fond des textes législatifs ») ; caractère superfétatoire de cet alinéa (p. 6577) ; rejeté au scrutin public ;

- article 23 : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 83 de M. Christian Pierret (insertion d'un chapitre V intitulé : « protection des épargnants ») : réservé jusqu'après l'article 23 ; amendement n° 90 de M. Christian Pierret (privatisation - maintien des cours pendant un mois au niveau du prix de l'offre publique de vente) ; crise boursière ; accusation de bradage formulée par l'opposition (p. 6578) ; amendement constituant une prime aux gros porteurs du fait de la stabilité du petit actionnariat ; mauvaise information des souscripteurs ; déclaration de M. Edouard Balladur sur la mise en place d'un système de convertibilité pour les actions des futurs privatisées ; spoliation des petits épargnants avec la crise boursière ; maintien des cours ; amendement n° 90 : rejeté (p. 6579) ; amendement n° 79 de M. Christian Pierret (privatisation - possibilité pour le souscripteur d'annuler son ordre jusqu'à l'expiration de la période d'offre publique de vente) ; parallèle avec la loi Scrivener sur les opérations de crédit (p. 6599) ; loi Scrivener en contradiction avec la législation européenne ; nature réglementaire de l'amendement n° 79 ; intervention éventuelle de la compagnie des agents de change ; amendement n° 79 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 91 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (action en justice des associations d'actionnaires contre les administrateurs de la société) ; projet de décret sur l'action individuelle des actionnaires ; projet de loi sur l'action collective des consommateurs (p. 6600) ; amendement n° 91 : rejeté ; amendement n° 80 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (action en justice des associations d'épargnants) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 81 de M. Christian Pierret (action en justice des associations d'actionnaires ou d'épargnants - dispositions offertes aux juridictions répressives) (p. 6601) ; retiré ; amendement n° 82 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (publication du prix auquel s'effectuent les transactions de gré à gré portant sur plus de 20 p. 100 du capital - mention de l'acquéreur et du vendeur) ; vente de la Générale Occidentale à la C.G.E. ; déclaration des seuils de participation ; dispositions concernant la négociation des blocs ; maintien des cours (p. 6602) ; négociation des blocs de contrôle ; pouvoirs de la C.O.B. ; responsabilité de la C.O.B. en matière de maintien des cours à la suite de transactions de gré à gré ; amendement n° 82 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 85 de M. Christian Pierret (extension aux membres d'associations groupant 1 000 actionnaires du bénéfice des dispositions protégeant les actionnaires détenant au moins 10 p. 100 du capital) (p. 6603) ; représentation insuffisante des petits actionnaires aux conseils d'administration des grandes entreprises ; protection de l'épargne populaire ; risque de détournement de la procédure prévue par l'amendement n° 85 par des concurrents de la société concernée ; amendement n° 85 : rejeté au scrutin public (p. 6604) ; amendement n° 83 de M. Christian Pierret *(précédemment réservé)* (insertion d'un chapitre V intitulé : « protection des épargnants ») : devenu sans objet du fait du rejet des amendements portant articles additionnels après l'article 23.

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs*

Article 5 *(précédemment réservé) (fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs) :* amendement n° 62 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (possibilité de suppléance du représentant des employés des sociétés de bourse) ; amendement n° 63 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (présence d'un représentant du personnel de l'institution financière spécialisée au conseil des bourses de valeurs) ; amendement n° 62 : rejeté au scrutin public (p. 6605) ; représentation du personnel de l'institution financière spécialisée au conseil des bourses de valeurs ; amendement n° 63 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de la commission des lois (recours contre les décisions du conseil des bourses de valeurs - compétence du Conseil d'Etat pour les règles de caractère général - compétence de la Cour d'appel de Paris à l'égard des mesures de caractère individuel) ; amendement n° 24 de la commission (recours contre les décisions du conseil des bourses de valeurs - compétence du juge administratif pour les décisions relatives à l'élaboration du règlement général - compétence de l'ordre judiciaire pour les autres décisions et sursis à exécution) ; sous-amendement n° 97 de M. Pascal Clément à titre personnel (compétence du juge administratif pour les recours contre les dispositions du règlement général du conseil des bourses de valeurs) : retiré ; sous-amendement n° 98 de M. Philippe Auberger à titre personnel (compétence du juge administratif pour les décisions de caractère réglementaire et celles rendues en matière disciplinaire par les conseil des bourses de valeurs) ; amendement n° 64 de M. Christian Pierret (compétence de la Cour d'appel de Paris pour les recours formés contre les décisions disciplinaires du conseil des bourses de valeurs) ; amendement n° 3 : retiré (p. 6606) ; compétence du Conseil d'Etat et non du tribunal administratif pour les recours formés contre les décisions géné-

rales et les sanctions disciplinaires émanant du conseil des bourses de valeurs ; amendement n° 64 : retiré (p. 6607) ; sous-amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 6608)

Article 18 *bis*.

Association des sociétés de bourse chargées de la négociation sociale avec le personnel des sociétés de bourse et de l'institution financière spécialisée ; amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissant l'article 18 *bis*) ; sous-amendement oral de M. Philippe Auberger à titre personnel (association réunissant les sociétés de bourse et l'institution financière spécialisée) : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, l'article 18 *bis* est ainsi rétabli.

Explications de vote (p. 6608)

Abandon de souveraineté : *Combrisson (Roger)* (p. 6608).

Actionnaires (protection des –) : *Pierret (Christian)* (p. 6609).

Crise boursière : *Pierret (Christian)* (p. 6609).

Modernisation des marchés financiers : *Pierret (Christian)* (p. 6609).

Abstention du groupe socialiste : *Pierret (Christian)* (p. 6609).

Vote favorable du groupe Front national : *Arrighi (Pascal)* (p. 6609, 6610).

Vote hostile du groupe communiste : *Combrisson (Roger)* (p. 6609).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6610).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7898)

Amendements du Gouvernement : *Auberger (Philippe)* (p. 7899) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7900).

Commission des opérations de bourse : *Auberger (Philippe)* (p. 7898, 7899).

Commission mixte paritaire (travaux de la –) : *Auberger (Philippe)* (p. 7898, 7899).

Epargnants (protection des –) : *Sapin (Michel)* (p. 7901).

Options (marché des –) : *Auberger (Philippe)* (p. 7899).

Procédure parlementaire (dévoiement de la – par le Gouvernement) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7900) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7900) ; *Sapin (Michel)* (p. 7901).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7901 à 7904).

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 6 : amendement n° 1 du Gouvernement (fixation par le pouvoir réglementaire et non par le Conseil des bourses de valeurs des règles applicables aux marchés des options sur valeurs mobilières) (p. 7904) ; vote sur l'amendement n° 1 : réservé.

Article 11 : amendement n° 2 du Gouvernement (extension du pouvoir d'enquête de la commission des opérations de bourse, sans autorisation judiciaire, aux sociétés contrôlant des sociétés faisant appel public à l'épargne) ; notion de groupe ; nécessaire contrôle judiciaire sur les enquêtes concernant des sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne ; danger pour les libertés et l'efficacité de la procédure pénale (p. 7905) ; S.E.C. des Etats-Unis ; risques d'abus de procédure ; atteintes aux libertés et inefficacité du contrôle ; nécessité d'élargir les pouvoirs d'enquête de la commission des opérations de bourse (p. 7906) ; accroissement des moyens d'investigation avec contrôle judiciaire ; vote sur l'amendement n° 2 : réservé.

Article 14 *bis* : amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la possibilité donnée au président de la commission des opérations de bourse d'intervenir devant les tribunaux – possibilité pour la juridiction saisie de l'appeler à déposer des conclusions) : vote sur l'amendement n° 3 : réservé.

Article 20 : amendement n° 4 du Gouvernement (rédactionnel) : vote sur l'amendement n° 4 : réservé (p. 7907).

Mise aux voix par un seul vote de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire modifié par les amendements n°s 1 à 4 du Gouvernement.

Ensemble du projet de loi, ainsi modifié : adopté (p. 7908).

Voir *Communautés européennes* **5, 6.**

Crises financières

Voir *Questions au Gouvernement* **489, 492, 493, 496, 503, 531.**

Situation de la Bourse

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **527.**

MARCHÉS MONÉTAIRES ET FINANCIERS

Voir *Déclarations au Gouvernement* **6.**

MARCHÉS PUBLICS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, commerce et artisanat.

MARIAGE ET RÉGIMES MATRIMONIAUX

Voir *Français, nationalité française* **7.**

MARINE MARCHANDE

Voir *Transports* **5.**

MAROC

Voir *Commerce extérieur* **6.**

MARQUAGE DES PRODUITS

Voir *Questions orales sans débat* **201.**

MARQUE DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

Voir *Français : langue* **1.**

MARSEILLE

Création d'un centre de semi-liberté autonome à –

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.

Organisation administrative de –

Voir *Elections et référendums* **27.**

Port de –

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.
Questions au Gouvernement **575.**

MARTINIQUE

Libre circulation d'un député en –

Voir *Questions au Gouvernement* **599.**

Sécheresse en –

Voir *Questions au Gouvernement* **358.**

MARTINIQUE ET GUADELOUPE

Contructions de nouveaux établissements pénitentiaires en –

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.

MATERNITÉ

Voir *Famille* **12.**
Santé publique **7.**

MATRA

Privatisation de -

Voir *Questions au Gouvernement* **498, 527.**

MATRA MANURHIN DÉFENSE (M.M.D.)

Voir *Questions orales sans débat* **317.**

MAURITANIE (République islamique de)

Voir *Traités et conventions* **39.**

MAYOTTE

3. - Rapport d'information déposé par M. Gérard Léonard et plusieurs de ses collègues en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée, du 11 au 16 mars 1987, sur les **conditions juridiques du développement de Mayotte n° 737** (13 mai 1987).

4. - Proposition de loi n° 930 tendant à instituer un **code de l'urbanisme** applicable à **Mayotte.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Henry Jean-Baptiste. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Virapoullé (12 novembre 1987).

MÉCÉNAT

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule. Vote des crédits, Etat B, titre IV, amendement n° 197. Jeunesse et sports. Œuvres et fondations **1.**
Questions au Gouvernement **561.**

MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DES COMBATTANTS D'ALGÉRIE

Voir *Décorations* **5.**

MÉDECINE

Etudes médicales

Voir *Questions au Gouvernement* **360, 418.**
Rappels au règlement **591.**
Sécurité sociale **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, avant l'article 28, articles 28, 29, 30.

Exercice illégal de la -

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, article 18.

Généralités

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, avant l'article 28, articles 28, 29, 30.

Internes

Voir *Questions au Gouvernement* **360.**

Médecine libérale à l'hôpital

Voir *Questions au Gouvernement* **590.**

Réorganisation du troisième cycle des études -

Voir *Questions au Gouvernement* **397.**

Résidents

Voir *Questions au Gouvernement* **360.**

Urologie et lithotriteurs

Voir *Lois de finances 4,* affaires sociales.

MÉDECINE PRÉVENTIVE

Voir *Santé publique* **7, 9.**

MÉDECINE SCOLAIRE

Voir *Lois de finances* **4,** affaires sociales.

MÉDECINE SPORTIVE

Voir *Sports* **3.**

MÉDECINS

Voir *Professions et activités médicales* **9.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.

Honoraires médicaux

Voir *Sécurité sociale* **12.**

Incitation à la cessation anticipée d'activité

Voir *Sécurité sociale* **12.**

MÉDIATEUR

1. - Proposition de loi n° 990 tendant à permettre aux **présidents de conseil général** et de **conseil régional** de saisir le **médiateur.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Pierre-Rémy Houssin. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Perben (3 décembre 1987).

MÉDIATEURS MÉDICAUX

Voir *Santé publique* **10.**

MÉDICAMENTS

Voir *Ordre public* **20.**
Pharmacie **2.**

Remboursement des -

Voir *Questions orales sans débat* **179, 185.**

MÈRES DE FAMILLE

Voir *Famille* **11.**
Sécurité sociale **12.**

MER ET LITTORAL

2. - Projet de loi n° 682 relatif à la **navigation réservée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer ; lettre du Premier ministre, en date du 13 mai 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et des îles de Wallis et Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Goasduff (28 avril 1987).

3. - Projet de loi n° 969 relatif à la **visibilité** des **zones,** des **feux** et des **phares** et au **champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime.**

Sénat (première lecture) **n° 142** (1986-1987). - Dépôt le 20 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Louis de Catuelan. - Rapport n° 39 (1987-1988). - Discussion le 13 octobre 1987. - Adoption le 13 octobre 1987. Projet de loi **n° 2.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 octobre 1987. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Goasduff (5 novembre 1987). - Rapport n° **1026** (12 novembre 1987). - Discussion le 18 novembre 1987. - Adoption définitive le 18 novembre 1987. Projet de loi **n° 177.**

Loi n° 87-954 du 27 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 28 novembre 1987 (p. 13887).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1987] (p. 6061).

Administration des phares et balises (crédits et effectifs de l' -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6061) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6062) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6063, 6064) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6065).

Antilles (balisage aux -) : *Chaboche (Dominique)* (p. 6063) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6065).

Aquaculture : *Chaboche (Dominique)* (p. 6063).

Fonctionnaires des douanes (exclusion des - des catégories de personnel susceptibles de constater les infractions aux servitudes) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6062) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6065).

Pavillon de complaisance : *Le Meur (Daniel)* (p. 6064) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6065).

Permis de conduire des bateaux à moteur : *Chaboche (Dominique)* (p. 6063).

Plans d'occupation des sols (intégration des servitudes dans les -) : *Miossec (Charles)* (p. 6064, 6065) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6065).

Servitudes de visibilité (indemnité due en contrepartie de l'institution de -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6061) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6062) ; *Chaboche (Dominique)* (p. 6063) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6063) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6065).

Servitudes de visibilité (infractions aux -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6061) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6062).

Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes - et institution de nouvelles -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6061) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6061) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6062) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 6063) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6063) ; *Miossec (Charles)* (p. 6064).

Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 6061) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 6061) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6062) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 6063) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 6063) ; *Miossec (Charles)* (p. 6064).

Discussion des articles (p. 6066).

Article 1er *(principe des servitudes de visibilité instituées au profit des ouvrages de signalisation maritime) :* adopté.

Article 2 *(délimitation des zones soumises à servitude) :* adopté.

Article 3 *(nécessité d'une autorisation ministérielle pour les constructions en zone soumise à servitude) :* adopté.

Article 4 *(interdiction spécifique concernant les zones soumises à servitude) :* adopté.

Article 5 *(suppression ou modification d'éléments gênants pour la navigation) :* adopté.

Article 6 *(répression des infractions) :* adopté.

Article 7 *(abrogation de la loi du 2 mars 1957) :* adopté.

Article 8 *(décret d'application) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6066).

MESSMER (lettre de M. -)

Voir *Nouvelle-Calédonie* **3** (colonie de peuplement).

MÉTÉOROLOGIE

Transfert de services à Toulouse

Voir *Questions orales sans débat* **208.**

MEURTHE-ET-MOSELLE

Industrie textile en -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

MEXIQUE

Voir *Coopération et développement* **5.**

MILITAIRES

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **19.**

MINES DE POTASSE D'ALSACE (MDPA)

Voir *Environnement* **10.**

MINES ET CARRIÈRES

2. - Proposition de loi n° 676 tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative **aux installations classées pour la protection de l'environnement en ce qui concerne les carrières.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Gérard Léonard. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Olivier Marlière (7 mai 1987).

3. - Proposition de loi n° 730 tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative **aux installations classées pour protection de l'environnement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean Ueberschlag. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Olivier Marlière (4 juin 1987).

MINEURS

Voir *Elections et référendums* **34.**
Enfants **1.**
Procédure pénale **8.**

MINEURS DE FOND

Attribution de la rente de conjoint survivant aux veuves de mineurs silicosés

Voir *Questions au Gouvernement* **399.**

MINIMUM SOCIAL

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** article 4 et Etat B, après le titre IV.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Transfert à Bercy du -

Voir *Questions orales sans débat* **210.**

MINISTRES DU CULTE

Protection sociale des -

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 1er.

MINITEL

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, budget annexe des P. et T., examen du fascicule.

Messageries roses

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, budget annexe des P. et T., examen du fascicule, amendement n° 156.
Questions au Gouvernement **355.**

P. et T.

Voir *Questions au Gouvernement* **355.**

Pornographie sur le -

Voir *Questions au Gouvernement* **355.**

MISE SOUS MAIN DE JUSTICE

Voir *Procédure pénale* **8.**

MONNAIE

Voir *Communautés européennes* **8.**

Politique monétaire

Voir *Questions au Gouvernement* **503.**

MONNAIES ET MÉDAILLES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale.

MONTAGNE

Politique agricole en zone de -

Voir *Questions au Gouvernement* **395.**

Quotas laitiers en zone de -

Voir *Questions au Gouvernement* **467.**

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir *Patrimoine esthétique, archéologique et historique* **1.**

MONTFERMEIL

Logement des immigrés à -

Voir *Questions orales sans débats* **321.**

MOSELLE

Organismes de sécurité sociale de la -

Voir *Questions orales sans débat* **325.**

MOTIONS DE CENSURE

8. - Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Pierre Joxe et quatre-vingt-deux membres de l'Assemblée, le 20 mai 1987.

Discussion [26 mai 1987] (p. 1663).

Communauté économique européenne (recours en manquement engagé par la commission à l'encontre de la France) : *Pinte (Etienne)* (p. 1670, 1671).

Compétitivité des entreprises françaises : *Collomb (Gérard)* (p. 1663) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1666) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1674, 1676) ; *Briant (Yvon)* (p. 1678).

Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) : *Chirac (Jacques)* (p. 1667) ; *Avice (Edwige)* (p. 1680).

Convention nº 89 de l'Organisation internationale du travail : *Pinte (Etienne)* (p. 1670).

Déréglementation : *Collomb (Gérard)* (p. 1663, 1665) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1675, 1676) ; *Briant (Yvon)* (p. 1679).

Droits des salariés (protection des) : *Bocquet (Alain)* (p. 1674, 1675) ; *Briant (Yvon)* (p. 1678).

Emploi (et notamment résorption du chômage) : *Bocquet (Alain)* (p. 1675).

Examen du texte (conditions d' - et droits du Parlement) : *Collomb (Gérard)* (p. 1663) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1665) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1668) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 1671) ; *Bocquet (Alain)* (p. 1674) ; *Avice (Edwige)* (p. 1679).

Formation professionnelle : *Chirac (Jacques)* (p. 1666, 1667).

Front national (valeurs et propositions législatives du -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1673).

Loi du 28 février 1986 dite loi Delebarre : *Pinte (Etienne)* (p. 1669).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1677, 1678) ; *Briant (Yvon)* (p. 1679).

Partenaires sociaux (associations et attitude des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 1667) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1677).

Perspectives économiques : *Collomb (Gérard)* (p. 1664).

Politique sociale de la droite (histoire de la -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1672).

Représentativité syndicale : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1671, 1672).

Revenu national (répartition du -) : *Collomb (Gérard)* (p. 1664).

Taddei (rapport) : *Collomb (Gérard)* (p. 1665).

Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) : *Pinte (Etienne)* (p. 1670) ; *Avice (Edwige)* (p. 1679, 1680).

Explications de vote (p. 1685).

Compétitivité des entreprises françaises : *Auroux (Jean)* (p. 1688) ; *Béguet (René)* (p. 1690) ; *Colin (Daniel)* (p. 1693).

Convention nº 89 de l'Organisation internationale du travail : *Goeuriot (Colette)* (p. 1692).

Déréglementation : *Auroux (Jean)* (p. 1686) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 1691).

Droits des salariés (protection des) : *Colin (Daniel)* (p. 1693).

Emploi (et notamment résorption du chômage) : *Auroux (Jean)* (p. 1687) ; *Béguet (René)* (p. 1689) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 1691, 1692) ; *Colin (Daniel)* (p. 1693).

Examen du texte (conditions d' - et droits du Parlement) : *Auroux (Jean)* (p. 1686) ; *Béguet (René)* (p. 1689) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 1691).

Front national (valeurs et propositions législatives du -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1690, 1691).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail : *Colin (Daniel)* (p. 1693).

Partenaires sociaux (associations et attitude des -) : *Auroux (Jean)* (p. 1686).

Politique sociale de la droite (histoire de la -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1690).

Revenu national (répartition du -) : *Goeuriot (Colette)* (p. 1692).

Séguin (circulaire - du 3 mai 1987 relative aux associations intermédiaires) : *Auroux (Jean)* (p. 1686, 1687).

Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) : *Goeuriot (Colette)* (p. 1692, 1693) ; *Colin (Daniel)* (p. 1693).

Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 1694).

En conséquence, est considéré comme adopté en première lecture le projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail, dans le texte qui a été inséré en annexe au compte rendu de la première séance du mercredi 20 mai 1987.

MOYEN-ORIENT

Conférence internationale de paix

Voir *Questions au Gouvernement* **347.**

Conseil national palestinien

Voir *Questions au Gouvernement* **347.**

MUSÉE JUIF D'ART ET D'HISTOIRE

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, procédure des questions.

MUSÉES

Voir *Culture* **1.**

MUSIQUE

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule.

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

2. - Proposition de loi nº 1223 relative aux **travailleurs indépendants de l'agriculture.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Jean Bonhomme. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

N

NAMIBIE

Indépendance de la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

NANTES

Incendie dans une usine de produits chimiques

Voir *Lois de finances* **4,** première lecture, deuxième partie, Environnement.
Questions au Gouvernement **517.**

NATIONALISATIONS

Voir *Commerce extérieur* **5.**

Conséquences des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

NATIONALITÉ FRANÇAISE

Condition d'acquisition de la -

Voir *Français, nationalité française* **7.**

Discrimination à l'encontre des travailleurs de -

Voir *Questions orales sans débat* **296.**

NATURALISATION

Voir *Français, nationalité française* **6.**

NAVIGATION AÉRIENNE

Voir *Transports* **7.**

NAVIGATION MARITIME

Voir *Mer et littoral* **3.**

NAVIRES

Voir *Transports* **5.**

NAZISME

Voir *Hommages à la mémoire des victimes du nazisme.*

NICARAGUA

Aide française au -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Indiens Misquitos

Voir *Drogue* **3,** aprés l'article 10.

Situation au -

Voir *Questions au Gouvernement* **337.**

NICE

Liaison maritime entre - et la Corse

Voir *Questions orales sans débat* **340.**

NOMADES

Voir *Libertés publiques* **1.**

NON-VOYANTS

Voir *Handicapés* **5.**

NORD - PAS-DE-CALAIS

Voir *Traités et conventions* **23, 24.**

Bassin minier du -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

NORMANDIE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Emploi en -

Voir *Questions orales sans débat* **212.**

Projet de pont en -

Voir *Questitons orales sans débat* **228.**

NORTHERN TELECOM

Implantation en France de -

Voir *Questions au Gouvernement* **586.**

NOUVELLE-CALÉDONIE

2. - Proposition de loi n° 412 tendant à **modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton. - Rapport n° **831** (10 juin 1987). - Lettre du Premier ministre, en date du 11 juin 1987, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur cette proposition. - Discussion le 22 juin 1987. - Adoption le 22 juin 1987. - Proposition de loi n° **134.**

Sénat (première lecture). N° **307** (1986-1987). - Dépôt le 23 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. - Rapport n° **359** (7 juillet 1987). - Discussion le 8 juillet 1987. - Adoption le 8 juillet 1987. - Proposition de loi n° **123.**

Loi n° 87-556 du 17 juillet 1987 publiée au *Journal officiel* du 21 juillet 1987 (p. 8128).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] (p. 3022).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Le Foll (Robert)* (p. 3023, 3024) ; *Kaspereit (Gabriel)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 3024, 3025) ; rejetée (p. 3025).

Australie (position de l'- sur l'indépendance kanak) : *Holeindre (Roger)* (p. 3026).

Communes associées (création de -) : *Fritch (Edouard)* (p. 3026).

Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (harmonisation avec la législation applicable à l'ensemble du territoire national) : *Marlière (Olivier)* (p. 3022) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 3025) ; *Fritch (Edouard)* (p. 3026) ; *Pons (Bernard)* (p. 3027).

Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (mode de scrutin actuel) : *Marlière (Olivier)* (p. 3022).

Nouméa (déstabilisation de - par la loi du 19 janvier 1983) : *Marlière (Olivier)* (p. 3022) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 3025) ; *Holeindre (Roger)* (p. 3026) ; *Fritch (Edouard)* (p. 3026).

Opposition du Front national : *Holeindre (Roger)* (p. 3026).

Scrutin à la proportionnelle dans les petites communes (maintien du -) : *Marlière (Olivier)* (p. 3022, 3023) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 3025).

Seuil retenu pour distinguer petites et grandes communes : *Marlière (Olivier)* (p. 3022) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 3025) ; *Pons (Bernard)* (p. 3027).

Discussion de l'article unique (p. 3027).

Article unique *(mode de scrutin et protection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances)* : redressement d'une erreur technique ; amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (p. 3027) (étendant le champ d'application du texte à l'ensemble des communes de plus de 3 500 habitants) : adopté.

- **article unique, ainsi modifié** : adopté au scrutin public (p. 3028).

3. - Projet de loi n° 614 organisant la **consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; lettre du Premier ministre, en date du 9 avril 1987, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Bussereau (2 avril 1987). - Rapport n° **629** (8 avril 1987). - Discussion les 10 et 14 avril 1987. - Adoption le 14 avril 1987. - Projet de loi n° **91.**

Sénat (première lecture) n° **178** (1986-1987). - Dépôt le 15 avril 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **191** (1986-1987). - Discussion les 29, 30 avril et 5 mai 1987. - Adoption le 5 mai 1987. - Projet de loi n° **58.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **699.** - Dépôt le 5 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036). - Réunion le 5 mai 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Dominique Bussereau. - Rapport n° **700** (5 mai 1987). - Discussion le 6 mai 1987. - Adoption avec modifications le 6 mai 1987. - Projet de loi n° **98.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **211** (5 mai 1987). - Discussion le 6 mai 1987. - Adoption définitive le 6 mai 1987. - Projet de loi n° **62.**

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 2 juin 1987 (*J.O.* du 4 juin 1987) (p. 6058). - Déclarées non conformes les dispositions de l'article 1er contenues dans les mots « avec un statut dont les éléments essentiels ont été portés à votre connaissance ».

Loi n° 87-389 du 5 juin 1987 publiée au *J.O.* du 6 juin 1987 (p. 6143).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 1987] (p. 225, 257), [14 avril 1987] (p. 273, 298).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Le Foll (Robert)* (p. 232 à 235) : *Kaspereit (Gabriel)* (inscrit contre R.P.R.) (p. 235 à 238) ; rejetée au scrutin public (p. 238).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Vivien (Alain)* (p. 238 à 241) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 241, 242, 243) ; rejetée au scrutin public (p. 243).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Stirn (Olivier)* (p. 302 à 304) ; *Mazeaud (Pierre)* (inscrit contre R.P.R.) (p. 304 à 306) ; *Pons (Bernard)* (p. 305, 306) ; *Bussereau (Dominique)* (rapporteur) (p. 306) ; rejetée au scrutin public (p. 306).

Abstentions lors du scrutin référendaire : *Kaspereit (Gabreil)* (p. 237, 238) ; *Baumel (Jacques)* (p. 245, 246) ; *Joxe (Pierre)* (p. 245).

Colonie de peuplement (et notamment lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) : *Le Foll (Robert)* (p. 232) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 243) ; *Baumel (Jacques)* (p. 244) ; *Lemoine (Georges)* (p. 257) ; *Montdargent (Robert)* (p. 273) ; *Holeindre (Roger)* (p. 275) ; *Pons (Bernard)* (p. 300).

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (et notamment décloisonnement culturel et ethnique) : *Pons (Bernard)* (p. 226, 261) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 236) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 242) ; *Baumel (Jacques)* (p. 244) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 267) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 268) ; *Brial (Benjamin)* (p. 269) ; *Nenou-Pwataho (Maurice)* (p. 278) ; *Pelchat (Michel)* (p. 286) ; *Hamaide (Michel)* (p. 286).

Concertation entre le Gouvernement et l'ensemble des communautés : *Le Foll (Robert)* (p. 234) ; *Baumel (Jacques)* (p. 246) ; *Lemoine (Georges)* (p. 258) ; *Pons (Bernard)* (p. 261, 299, 300) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 268) ; *Joxe (Pierre)* (p. 281).

Conseil exécutif : *Bussereau (Dominique)* (p. 229).

Constitutionnalité du référendum : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 235) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 235) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 241) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 247, 248) ; *Pons (Bernard)* (p. 299).

Convention de « décolonisation des départements d'outre-mer » : *Maran (Jean)* (p. 268).

Décolonisation (politique de -) : *Le Foll (Robert)* (p. 232) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 241) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 243, 244) ; *Joxe (Pierre)* (p. 282) ; *Pons (Bernard)* (p. 298, 299).

Définition du corps électoral (et notamment notion de « population intéressée ») ; *Pons (Bernard)* (p. 226) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 231) ; *Le Foll (Robert)* (p. 234) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 237) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 267) ; *Montdargent (Robert)* (p. 273) ; *Nenou-Pwataho (Maurice)* (p. 279) ; *Fritch (Edouard)* (p. 291) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 294).

Déséquilibres socioculturels en Nouvelle-Calédonie : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 259, 260) ; *Beaujean (Henri)* (p. 293) ; *Pons (Bernard)* (p. 299) ; *Stirn (Olivier)* (p. 303).

Domaine foncier (redistribution du -) : *Pons (Bernard)* (p. 225, 260) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 230) ; *Le Foll (Robert)* (p. 233, 235) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 260) ; *Holeindre (Roger)* (p. 276).

Economie calédonienne (relance de l' -) : *Pons (Bernard)* (p. 225) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 229, 230) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 267) ; *Brial (Benjamin)* (p. 269) ; *Vadepied (Guy)* (p. 287) ; *Carré (Antoine)* (p. 288).

Environnement géopolitique de la Nouvelle-Calédonie : *Lemoine (Georges)* (p. 257) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 259) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 266) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 268) ; *Holeindre (Roger)* (p. 277, 278).

Evolution historique : *Vivien (Alain)* (p. 240) ; *Lemoine (Georges)* (p. 257) ; *Joxe (Pierre)* (p. 283).

Forces de l'ordre (et notamment présence des - et répression) : *Bussereau (Dominique)* (p. 230, 265) ; *Le Foll (Robert)* (p. 233, 234) ; *Holeindre (Roger)* (p. 238, 276) ; *Ledran (André)* (p. 264) ; *Pons (Bernard)* (p. 266, 300) ; *Montdargent (Robert)* (p. 274) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 293).

Front de libération nationale kanak socialiste (F.N.L.K.S.) : *Bussereau (Dominique)* (p. 229, 231) ; *Baumel (Jacques)* (p. 244) ; *Bruné (Paulin)* (p. 262) ; *Pons (Bernard)* (p. 302).

Indépendance-association (concept d' -) : *Pons (Bernard)* (p. 227, 261) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 230) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 237) ; *Maran (Jean)* (p. 268, 269) ; *Joxe (Pierre)* (p. 282).

Ingérences extérieures : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 236) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 241, 242) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 263).

Intérêts de la France (et notamment francophonie) : *Vivien (Alain)* (p. 240) ; *Baumel (Jacques)* (p. 244) ; *Joxe (Pierre)* (p. 280, 281) ; *Dumas (Roland)* (p. 290) ; *Fritch (Edouard)* (p. 291) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 305).

Mesures sociales : *Bussereau (Dominique)* (p. 229, 230) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 267) ; *Carré (Antoine)* (p. 228) ; *Fritch (Edouard)* (p. 292).

Nainville-lès-Roches (conférence de -) : *Vivien (Alain)* (p. 239) ; *Lemoine (Georges)* (p. 257) ; *Montdargent (Robert)* (p. 274) ; *Holeindre (Roger)* (p. 276) ; *Fritch (Edouard)* (p. 290).

O.N.U. (délibération de l' - à l'égard de la Nouvelle-Calédonie) : *Bussereau (Dominique)* (p. 229) ; *Vadepied (Guy)* (p. 288) ; *Dumas (Roland)* (p. 289).

Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) : *Bussereau (Dominique)* (p. 230) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 237) ; *Vivien (Alain)* (p. 239) ; *Pons (Bernard)* (p. 261) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 263) ; *Nenou-Pwataho (Maurice)* (p. 278) ; *Joxe (Pierre)* (p. 281) ; *Pelchat (Michel)* (p. 284) ; *Carré (Antoine)* (p. 288) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 293).

Politique calédonienne des gouvernements socialistes : *Bussereau (Dominique)* (p. 229) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 237) ; *Vuvien (Alain)* (p. 239) ; *Maran (Jean)* (p. 268) ; *Fritch (Edouard)* (p. 290).

Politique gaulliste du Gouvernement : *Baumel (Jacques)* (p. 245).

Précédents historiques quant à la consultation des peuples outre-mer : *Pons (Bernard)* (p. 226) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 230) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 248) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 268).

Préoccupation de l'Eglise en Nouvelle-Calédonie : *Holeindre (Roger)* (p. 277) ; *Joxe (Pierre)* (p. 283, 284).

Rappel au réglement de M. Pierre Joxe (p. 238).

Rappel au règlement de M. Roger Holeindre (p. 238).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe (p. 304).

Référendum (opportunité du -) : *Pons (Bernard)* (p. 227, 261, 300) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 228, 229) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 236) ; *Vivien (Alain)* (p. 240) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 242) ; *Vadepied (Guy)* (p. 242) ; *Baumel (Jacques)* (p. 245) ; *Bruné (Paulin)* (p. 261) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 263) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 267) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 267) ; *Joxe (Pierre)* (p. 280, 283) ; *Hamaide (Michel)* (p. 286) ; *Carré (Antoine)* (p. 288) ; *Beaujean (Henri)* (p. 292) ; *Stirn (Olivier)* (p. 303).

Référendum (organisation du) : *Bussereau (Dominique)* (p. 231, 232, 275) ; *Baumel (Jacques)* ; (p. 246) ; *Pons (Bernard)* (p. 246, 300) ; *Lemoine (Georges)* (p. 258) ; *Maran (Jean)* (p. 269) ; *Montdargent (Robert)* (p. 273) ; *Pelchat (Michel)* (p. 285) ; *Fritch (Edouard)* (p. 292) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 305).

Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) : *Pons (Bernard)* (p. 226, 261, 301) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 229) ; *Le Foll (Robert)* (p. 233) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 242) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 259, 260) ; *Ledran (André)* (p. 263) ; *Vadepied (Guy)* (p. 287) ; *Carré (Antoine)* (p. 288) ; *Beaujean (Henri)* (p. 293) ; *Stirn (Olivier)* (p. 303).

Statut futur de la Nouvelle-Calédonie : *Pons (Bernard)* (p. 228) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 231) ; *Vivien (Alain)* (p. 239) ; *Pelchat (Michel)* (p. 285) ; *Fritch (Edouard)* (p. 292) ; *Beaujean (Henri)* (p. 293).

Vanuatu (expérience de la décolonisation de -) : *Holeindre (Roger)* (p. 277).

Discussion des articles [14 avril 1987] (p. 306).

Avant l'article 1er : amendement n° 6 de M. Jean-Claude Martinez (rappel de certains principes constitutionnels) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Jean-Claude Martinez (réaffirmant l'attachement de la France au principe d'égalité) ; souveraineté, source de toute légitimité (p. 306) : rejeté (p. 307).

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* référendum réclamé précédemment par le F.L.N.K.S. ; poursuite des réformes entreprises par le Gouvernement ; enjeu stratégique de la Nouvelle-Calédonie ; prétention des canaques à se réserver le droit de vote ; opportunité du référendum ; nécessité de l'instauration du dialogue (p. 307) ; nécessité de présenter le statut futur de la Nouvelle-Calédonie aux électeurs ; nécessité de freiner l'indépendance en Nouvelle-Calédonie ; présence de la France dans le Pacifique Sud (p. 308) ; régionalisation et programme de développement nécessaires ; exception de Mayotte quant à la consultation des populations sur leur statut définitif ; spécificité de la communauté calédonienne (p. 309) ; choix proposé aux électeurs ; spécificité mélanésienne ; rejet du principe du référendum (p. 310) ; vote par le référendum et renvoi à plus tard de l'élaboration du statut calédonien ; région stratégique ; droit des kanaks sur la terre calédonienne ; consultation prématurée ; amendement n° 22 de M. Robert Le Foll, soutenu par M. Pierre Joxe (suppression de cet article) (p. 311) : rejeté ; rappel au règlement de M. Pierre Joxe ; amendement n° 20 du Gouvernement (définissant la question posée aux électeurs) ; question définie précédemment par décret ; importance du pouvoir législatif (p. 312) ; opportunité du référendum ; engagement du débat sur le nouveau statut ; départementalisation ; amendement n° 20 : adopté ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(application du code électoral) :* incompétence de l'INSEE pour établir le fichier général des électeurs (p. 313) ; amendement n° 8 de M. Roger Holeindre, soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à réaffirmer l'égalité de suffrage) : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(définition du corps électoral) :* composition du corps électoral ; amendement n° 9 rectifié de M. Jean-Claude Martinez, soutenu par M. Roger Holeindre (corps électoral) (p. 314) ; exploitation des populations asiatiques ; événements tahitiens : rejeté ; amendement n° 10 corrigé de M. Jean-Claude Martinez (corps électoral) ; interdiction faite aux personnes résidant depuis moins de trois ans en Nouvelle-Calédonie de voter : rejeté ; amendement n° 17 rectifié de M. Roger Holeindre (définition du corps électoral) (p. 315) : rejeté ; amendement n° 18 de M. Roger Holeindre (définition du corps électoral) : rejeté ; amendement n° 11 rectifié de M. Roger Holeindre, soutenu par M. Jean-Claude Martinez (définition du corps électoral) : rejeté ; amendement n° 16 de M. Roger Holeindre, soutenu par M. Jean-Claude Martinez (modification du corps électoral) (p. 316) ; clôture des listes pour l'inscription des fonctionnaires et militaires : rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(définition du corps électoral) :* adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 19 de M. Roger Holeindre (droit de vote pour les propriétaires de biens immobiliers ou de fonds de commerce) ; caractère arbitraire de la durée de résidence : rejeté.

Article 5 *(commissions administratives chargées d'établir les listes électorales) :* réserves quant à la sincérité des listes électorales qui seront établies ; référence au système corse mis en place pour les élections régionales de 1982 (p. 317) ; droit du peuple kanak à l'autodétermination ; entraves au suffrage universel ; amendement n° 1 rectifié de M. Dominique Bussereau (tendant à modifier la composition de la commission administrative) ; garanties supplémentaires : adopté ;

- article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(inscription postérieure à la clôture des listes) :* dérogation à la révision annuelle ;

- article 6 : adopté (p. 318).

Article 7 *(création d'une commission de contrôle) :* désignation par le Gouvernement des membres de la commission sur proposition des chefs de corps ; amendement n° 2 de M. Dominique Bussereau (modification de la présidence de la commission) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(compétences de la commission) :* quadrillage des forces armées du territoire calédonien avant le référendum (p. 319) ; amendement n° 12 de M. Roger Holeindre (habilitation des groupes parlementaires) : retiré ;

- article 8 : adopté.

Article 9 *(organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée) :* rôle exact de la Commission nationale de la communication et des libertés ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(déplacement des bureaux de vote) :* formulation obscure de cet article ; amendement n° 3 de M. Dominique Bussereau (déplacement du bureau de vote et information du public) (p. 320) ; mesures dérogatoires au code électoral ; modifications législatives de dispositions du code électoral, elles-mêmes de nature législative ; adopté au scrutin public ; en conséquence, le texte de l'amendement n° 3 devient l'article 10.

Article 11 *(présidence des bureaux de vote) :* adopté (p. 321).

Article 12 *(centralisation du dépouillement)* (p. 321) ; protection des opérations laissées à l'appréciation des pouvoirs publics ; lecture de l'article 65 du code électoral ; amendement n° 4 de M. Dominique Bussereau (participation des électeurs aux opérations de dépouillement) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(vote par procuration)* (p. 322) ; populations chassées de leur domicile en brousse ;

- article 13 : adopté.

Article 14 *(vote par correspondance)* (p. 323) ; manipulations électorales ;

- article 14 : adopté.

Article 15 *(adaptation des dispositions de l'article L. 66 du code électoral)* : adopté.

Article 16 *(contestation de la consultation)* : adopté.

Article 17 *(contrôle des sondages)* : adopté.

Article 18 *(prise en charge par l'Etat de dépenses afférentes à la consultation référendaire)* : amendement n° 21 du Gouvernement (prise en charge de dépenses supplémentaires) : adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(modalités d'application de la loi)* : adopté.

Titre *(projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances)* : amendement n° 13 de M. Roger Holeindre, soutenu par M. Jean-Claude Martinez (titre) ; amendement n° 14 de M. Roger Holeindre, soutenu par M. Jean-Claude Martinez (même objet) ; amendement n° 15 de M. Jean-Claude Martinez (même objet) ; maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la sphère du territoire français (p. 324) : rejetés ;

- titre : adopté (p. 325).

Explications de vote [14 avril 1987] (p. 325).

Décolonisation (politique de -) : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 327).

Définition du corps électoral : *Sarre (Georges)* (p. 325) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 329).

Dialogue entre les communautés : *Sarre (Georges)* (p. 326) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 326, 328) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 328, 329).

Domaine foncier (redistribution du -) : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 327).

Environnement géopolitique : *Sarre (Georges)* (p. 326) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 328).

Forces de l'ordre (présence des -) : *Sarre (Georges)* (p. 325).

Mesures sociales : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 327).

Nainville-les-Roches (accord de -) : *Montdargent (Robert)* (p. 330).

O.N.U. (et notamment relations de la France avec la communauté internationale) : *Montdargent (Robert)* (p. 330).

Référendum (et notamment opportunité du -) : *Sarre (Georges)* (p. 325) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 326) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 328).

Relations entre la France et la Nouvelle-Calédonie (avenir des -) : *Sarre (Georges)* (p. 325).

Statut (futur -) : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 327).

Vote favorable du groupe du Front national : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 330).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Limouzy (Jacques)* (p. 329).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 328).

Vote hostile du groupe communiste : *Montdargent (Robert)* (p. 330).

Vote hostile du groupe socialiste : *Sarre (Georges)* (p. 326).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 330).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [6 mai 1987] (p. 899).

Autodétermination (droit à l'- du peuple kanak) : *Le Meur (Daniel)* (p. 901).

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (et notamment décloisonnement culturel et ethnique) : *Le Foll (Robert)* (p. 900) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 901).

Constitutionnalité du référendum : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 902) ; *Holeindre (Roger)* (p. 903).

Construction d'une ville (contrepoids à Nouméa) : *Holeindre (Roger)* (p. 903) ; *Pons (Bernard)* (p. 904).

Coutumes : *Le Foll (Robert)* (p. 900).

Définition du corps électoral : *Le Foll (Robert)* (p. 900) ; *Pons (Bernard)* (p. 904).

Economie calédonienne (relance de l'-) : *Le Foll (Robert)* (p. 900).

Environnement géopolitique de la Nouvelle-Calédonie : *Holeindre (Roger)* (p. 903).

Fonctionnaires (déplacement des -) : *Le Foll (Robert)* (p. 900) ; *Pons (Bernard)* (p. 903).

Forces de l'ordre (et notamment présence des - et répression) : *Le Meur (Daniel)* (p. 901) ; *Holeindre (Roger)* (p. 903).

Indépendance association (concept d'-) : *Le Foll (Robert)* (p. 900).

Lois du 27 juillet 1986 : *Bussereau (Dominique)* (p. 899).

Majorité (dissensions au sein de la -) : *Pelchat (Michel)* (p. 903).

Mesures sociales : *Le Foll (Robert)* (p. 900).

Modifications apportées par la commission mixte paritaire : *Bussereau (Dominique)* (p. 899) ; *Le Foll (Robert)* (p. 899) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 902) ; *Pelchat (Michel)* (p. 902, 903).

Nainville-les-Roches (conférence de -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 901) ; *Pons (Bernard)* (p. 904).

O.N.U. (délibération de - à l'égard de la Nouvelle-Calédonie) : *Le Foll (Robert)* (p. 900).

Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 901).

Référendum (opportunité du -) : *Le Foll (Robert)* (p. 900) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 901).

Référendum (organisation du -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 899) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 901).

Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) : *Bussereau (Dominique)* (p. 899) ; *Le Foll (Robert)* (p. 900) ; *Pons (Bernard)* (p. 904).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Pelchat (Michel)* (p. 903).

Vote hostile du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 901).

Vote hostile du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 901).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 904 à 906).

Explications de vote [6 mai 1987] (p. 906).

Définition du corps électoral : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 906).

Environnement géopolitique de la Nouvelle-Calédonie : *Limouzy (Jacques)* (p. 906).

Référendum (opportunité du -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 906).

Vote favorable du groupe du Front national : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 906).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Limouzy (Jacques)* (p. 906).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire au scrutin public (p. 906).

4. - Projet de loi n° 1008 portant **statut** du territoire de la **Nouvelle-Calédonie** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; lettre du Premier ministre en date du 13 novembre 1987, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Bussereau (5 novembre 1987). - Rapport n° **1060** (19 novembre 1987). - Discussion les 23, 24 et 25 novembre 1987. - Adoption le 25 novembre 1987. - Projet de loi n° **180.**

Sénat (première lecture) n° **111** (1987-1988). - Dépôt le 26 novembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean-Marie

Girault. - Rapport n° **147** (1987-1988). - Discussion le 14 décembre 1987. - Adoption le 14 décembre 1987. - Projet de loi n° **48.**

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1136.** - Dépôt le 15 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661), [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706). - Réunion le 17 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14772).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. - Rapport n° **174** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **59.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Dominique Bussereau. - Rapport n° **1153** (17 décembre 1987). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **220.**

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution). - Décision le 19 janvier 1988 [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1025). **Loi n° 88-82 du 22 janvier 1988** publiée au *J.O.* du 26 janvier 1988 (p. 1231).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1987] (p. 6271, 6305) et [24 novembre 1987] (p. 6331).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Joxe (Pierre)* (p. 6275, 6276, 6277, 6278, 6279, 6280, 6281, 6285, 6286, 6287, 6288) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6281, 6287) ; *Kaspereit (Gabriel)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 6281, 6282, 6283, 6284) ; *Pons (Bernard)* (p. 6284, 6285, 6286, 6287, 6288) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6287) ; rejetée au scrutin public (p. 6284).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Le Foll (Robert)* (p. 6289, 6290, 6291, 6292, 6293, 6294) ; *Pons (Bernard)* (p. 6292, 6295, 6296, 6297) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 6294, 6295) ; rejetée au scrutin public (p. 6297).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) : *Asensi (François)* (p. 6331, 6332) ; *Kaspereit (Gabriel)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 6332) ; *Bussereau (Dominique)* (rapporteur) (p. 6332, 6333) ; rejetée (p. 6333).

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :

- absence d'accord politique en Nouvelle-Calédonie (U.D.F.) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6310) ; *Maran (Jean)* (p. 6318).

- application réelle du projet de loi éventuellement adopté : *Joxe (Pierre)* (p. 6276) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6281) ; *Pons (Bernard)* (p. 6284, 6327).

- association des minorités (gouvernement) : *Pons (Bernard)* (p. 6272, 6273, 6296, 6326) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6282) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6294) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6316) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6322).

- comité de décolonisation de l'O.N.U. (attitude du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 6278, 6285) ; *Pons (Bernard)* (p. 6285) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6306) ; *Asensi (François)* (p. 6331).

- déclarations de membres du Parti socialiste sur la Nouvelle-Calédonie : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6281, 6282) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6322).

- déclarations du Président de la République du 16 novembre 1987 : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6284) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6322) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6323).

- décolonisation (F.L.N.K.S.) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6283).

- départementalisation de la Nouvelle-Calédonie : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6309) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6309).

- économie de la Nouvelle-Calédonie : *Pons (Bernard)* (p. 6272, 6296, 6324) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6279) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6995) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6305, 6306) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6309) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6315) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6321, 6322) ; *Asensi (François)* (p. 6332).

- éducation en Nouvelle-Calédonie : *Le Foll (Robert)* (p. 6292) ; *Pons (Bernard)* (p. 6295, 6296, 6326) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6305) ; *Ledran (André)* (p. 6317).

- logique colonialiste du projet (parti communiste) : *Gremetz (Maxime)* (p. 6305, 6306, 6307) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6312, 6313) ; *Asensi (François)* (p. 6331, 6332).

- logique indépendantiste du projet (Front national) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6308, 6310).

- peuplement de la Nouvelle-Calédonie : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6309) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6313).

- politique de la France dans le Pacifique Sud : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6309) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6313) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6315) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6315, 6316) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6322) ; *Pons (Bernard)* (p. 6325, 6326) ; *Asensi (François)* (p. 6332).

- réconciliation des populations mélanésiennes : *Nénou-Pwataho (Maurice)* (p. 6312) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6317).

- situation des D.O.M.-T.O.M. (et notamment la Polynésie) : *Le Foll (Robert)* (p. 6290, 6294) ; *Pons (Bernard)* (p. 6290, 6327) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6314) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6323).

Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :

- généralités : *Pons (Bernard)* (p. 6271, 6285) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6273) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6276, 6277) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6307) ; *Nénou-Pwataho (Maurice)* (p. 6311).

- politique menée par les gouvernements socialistes : *Pons (Bernard)* (p. 6271) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6273, 6274) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6282, 6283) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6316).

- déclarations de Nainville-les-Roches : *Gremetz (Maxime)* (p. 6307).

- lois du 17 juillet 1986 et du 5 juin 1987 : *Pons (Bernard)* (p. 6271) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6273, 6274).

- caractère transitoire du statut actuel : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6294) ; *Pons (Bernard)* (p. 6295).

- référendum du 13 septembre 1987 : *Pons (Bernard)* (p. 6271, 6288, 6295, 6325) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6273, 6275) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6279, 6280) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6282, 6283) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6290, 6291) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6306) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6308) ; *Nénou-Pwataho (Maurice)* (p. 6311) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6312) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6314) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6319) ; *Asensi (François)* (p. 6331).

« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :

- affaire « Radio Rythme Bleu » : *Joxe (Pierre)* (p. 6280) ; *Pons (Bernard)* (p. 6288) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6290) ; *Asensi (François)* (p. 6331).

- application du droit en Nouvelle-Calédonie : *Joxe (Pierre)* (p. 6278) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6309) ; *Pons (Bernard)* (p. 6323).

- fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6283) ; *Pons (Bernard)* (p. 6285, 6286, 6292) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6278, 6285, 6286, 6287) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 6287) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6287) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6291) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6306) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6314) ; *Ledran (André)* (p. 6318) ; *Asensi (François)* (p. 6331).

- manifestation du 22 août : *Joxe (Pierre)* (p. 6280) ; *Ledran (André)* (p. 6318) ; *Pons (Bernard)* (p. 6326).

- problèmes de la tribu de Saint-Louis : *Joxe (Pierre)* (p. 6278) ; *Pons (Bernard)* (p. 6287) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6306).

Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :

- comité économique et social : *Bussereau (Dominique)* (p. 6275) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6319).

- congrès : *Bussereau (Dominique)* (p. 6275) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6320) ; *Pons (Bernard)* (p. 6326, 6327).

- conseil exécutif (compétences) : *Beaujean (Henri)* (p. 6320).

- conseil exécutif (composition et formation) : *Bussereau (Dominique)* (p. 6275) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6319, 6320).

- conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) : *Pons (Bernard)* (p. 6272, 6324, 6325, 6326, 6327) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6275) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6277) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6294) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6311) ; *Nénou-Pwataho (Maurice)* (p. 6311) ; *Maran (Jean)* (p. 6318, 6319) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6320) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6322, 6323).

- coutume et Assemblée coutumière : *Bussereau (Dominique)* (p. 6275) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6283) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6293, 6321) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6308) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6314) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6316) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6320) ; *Pons (Bernard)* (p. 6325, 6327).

- Haut-Commissaire de la République : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6308) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6310, 6311) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6320) ; *Pons (Bernard)* (p. 6324).

- régionalisation : *Bussereau (Dominique)* (p. 6285, 6317) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6294) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6310, 6311) ; *Ledran (André)* (p. 6317) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6320) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6321) ; *Pons (Bernard)* (p. 6326).

- régions (redécoupage des -) : *Pons (Bernard)* (p. 6272, 6288, 6289, 6323, 6324) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6275) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6281, 6289) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6282) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6289, 6293) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6311) ; *Ledran (André)* (p. 6317) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6319).

- répartition des compétences entre l'Etat, le territoire, les régions, les communes et l'Assemblée coutumière : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6308) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6320) ; *Pons (Bernard)* (p. 6326).

Travail de l'Assemblée nationale sur le projet de loi : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6332) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 6332, 6333).

Discussion des articles [24 novembre 1987] (p. 6333, 6358, 6397) ; [25 novembre 1987] (p. 6442).

Avant l'article 1er : amendement n° 95 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Guy Ducoloné (droit inné et actif à l'indépendance du peuple kanak) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Maxime Gremetz soutenu par M. Guy Ducoloné (commission nationale d'enquête étant chargée d'examiner l'état des libertés en Nouvelle-Calédonie et de proposer les mesures propres à mettre fin aux manquements constatés) (p. 6333) ; rejeté.

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne) :* évolution du concept de territoire d'outre-mer (p. 6334) ; notion de signes distinctifs permettant de marquer la personnalité de la Nouvelle-Calédonie ; amendement n° 112 de M. Robert Le Foll (de suppression) (p. 6335) ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 86 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (suppression de la référence aux « signes distinctifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de marquer sa personnalité ») : rejeté ; amendement n° 72 de M. Roger Holeindre (territoire de la Nouvelle-Calédonie devant faire siens les attributs de la République française) (p. 6336) ; rejeté au scrutin public ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(institutions du territoire) :* amendement n° 113 de M. Robert Le Foll (de suppression) : rejeté ; amendement n° 73 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (territoire de la Nouvelle-Calédonie étant érigé en département d'outre-mer et constituant une région) (p. 6337) ; rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(délimitation des régions de Nouvelle-Calédonie) :* (p. 6338) ; amendement n° 114 de M. Robert Le Foll (nouveau découpage des régions en Nouvelle-Calédonie) (p. 6339) ; rejeté ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(représentation de la coutume) :* amendement n° 74 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) (p. 6340) ; retiré ; amendement n° 115 de M. Robert Le Foll (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) (p. 6341) ; rejeté ; amendement n° 75 de M. Roger Holeindre (définition des aires culturelles wallisiennes, vietnamiennes et européennes) (p. 6342) ; rejeté ;

- article 4 : adopté.

Titre Ier : des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.

Article 5 *(compétence générale du territoire) :* compétence de droit commun donnée à une collectivité infra-étatique (p. 6343) ; amendement n° 76 de M. Roger Holeindre (compétence de droit commun étant attribuée à l'Etat) : rejeté ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(compétences de l'Etat) :* (p. 6344) ; problème foncier en Nouvelle-Calédonie ; Etat ne pouvant avoir, en droit public français, une compétence d'attribution ; amendement n° 77 de M. Roger Holeindre (Etat étant doté d'une compétence de principe) (p. 6345) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 78 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (Etat étant compétent pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économique) (p. 6346) ; rejeté ; amendement n° 79 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (Etat fixant le programme annuel d'importation, les restrictions quantitatives à l'importation, et déterminant le montant annuel d'allocation de devises alloué au territoire) : rejeté au scrutin public (p. 6347) ; amendement n° 81 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (haut-commissaire pouvant, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, si la sécurité et l'intégrité du territoire sont menacées d'une manière grave et immédiate, prendre les mesures exigées par ces circonstances jusqu'au rétablissement de la situation) : retiré ; amendement n° 116 de M. Robert Le Foll (création d'un office foncier de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) (p. 6348) ; rejeté ; amendement n° 117 de M. Robert Le Foll (création d'un office culturel, scientifique et technique canaque) : rejeté ;

- article 6 : adopté (p. 6349).

Article 7 *(compétences des régions) :* (p. 6358) ; amendement n° 82 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (nécessaire respect de la compétence générale de principe de l'Etat) : retiré ; amendement n° 83 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) : retiré ; amendement n° 118 de M. Robert Le Foll soutenu par M. André Ledran (compétences des régions en matière d'enseignement primaire obligatoire et de langues et cultures locales) : rejeté (p. 6359) ; amendement n° 84 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (rôle de l'agence de développement rural et d'aménagement foncier) ; amendement n° 119 rectifié de M. Robert Le Foll (région devant déterminer les modalités locales d'application des dispositions relatives à la réforme foncière) ; amendement n° 84 : retiré ; amendement n° 119 rectifié : rejeté ; amendement n° 120 de M. Robert Le Foll (conseil de région établissant un projet régional d'aménagement et de développement économique, social et culturel) (p. 6360) ; rejeté ; amendement n° 121 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Joseph Menga (conseil de région pouvant conclure avec l'Etat des contrats de programme et des conventions) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(régime applicable aux communes) :* amendement n° 85 de M. Roger Holeindre (régime des communes du territoire de la Nouvelle-Calédonie étant aligné sur celui des communes métropolitaines) ; amendement n° 2 de la commission (projet de loi portant extension et adaptation du code des communes et modifiant le régime applicable aux communes de Nouvelle-Calédonie, devant être déposé devant le Parlement, au plus tard le 31 décembre 1988) ; amendement n° 85 ; rejeté ; amendement n° 2 : adopté ;

- en conséquence, le texte de l'amendement n° 2 devient l'article 8 (p. 6361).

Article 9 *(attribution de l'Assemblée coutumière) :* amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) adopté ; amendement n° 122 de M. Robert Le Foll (consultation de l'Assemblée coutumière sur les propositions de délibération du conseil de région relatives à la réforme foncière, aux projets comportant emprise foncière et sur les questions relatives à l'enseignement des langues vernaculaires et des cultures locales) (p. 6362) ; rejeté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 123 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Joseph Menga (conseil consultatif coutumier exerçant une mission de conciliation dans les conflits dont il peut être saisi entre citoyens de statut civil particulier dans les matières régies par ce statut) : rejeté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.

Chapitre Ier : *Le conseil exécutif.*

Section 1 : composition et formation.

Article 10 *(composition du conseil exécutif) : (p. 6364) ;* amendement n° 87 de M. Roger Holeindre (haut-commissaire présidant les délibérations du conseil exécutif) : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(élection du président du conseil exécutif) :* (p. 6365) ; amendement n° 88 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (suppression de l'obligation des candidats d'exposer leur programme) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(élection de cinq membres du conseil exécutif) :* amendement n° 89 de M. Roger Holeindre (élection des dix membres du conseil exécutif s'effectuant selon le mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne) (p. 6366) ; rejeté ; amendement n° 6 de la commission (extension de la possibilité d'être élu au conseil exécutif) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (listes devant être présentées par un ou plusieurs membres du congrès) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (extension à l'élection des membres du conseil exécutif des règles d'éligibilité et d'inéligibilité prévues par les articles 134 et 135 du projet) : adopté ;

- article 12, ainsi modifié : adopté ;

Article 13 *(proclamation des résultats de l'élection du conseil exécutif) :* amendement n° 10 de la commission (extension aux présidents des conseils de région de la notification faite par le haut-commissaire des résultats des élections au conseil exécutif) (p. 6367) ; adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(cessation du mandat des membres du conseil exécutif) :* amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 14.

Article 15 *(incompatibilités applicables aux membres du conseil exécutif) :* amendement n° 90 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (fonctions de membres du conseil exécutif n'étant pas incompatibles avec les fonctions de membres d'un conseil de région) : adopté ; amendement n° 91 de M. Roger Holeindre : devenu sans objet ; amendement n° 13 de la commission (application aux membres du conseil exécutif des incompatibilités visées aux articles 134 et 135 du projet de loi pour ce qui concerne les membres du congrès) : adopté ;

- article 15, ainsi modifié : adopté (p. 6368).

Article 16 *(régime d'incompatibilité applicable aux membres du conseil exécutif) :* amendement n° 14 de la commission (extension aux présidents des conseils de région de l'information sur la cessation de fonctions d'un membre du conseil exécutif frappé par un cas d'incompatibilité) : adopté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(dispense d'application de certaines incompatibilités) :* adopté.

Article 18 *(durée du mandat du conseil exécutif) :* adopté.

Article 19 *(vacance des fonctions du président du conseil exécutif) :* amendement n° 15 de la commission (information des présidents des conseils de région) : adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Article 20 *(vacance des fonctions d'un membre du conseil exécutif) :* amendement n° 16 de la commission (information des présidents des conseils de région) : adopté ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(démission collective du conseil exécutif) :* amendement n° 17 de la commission (information des présidents des conseils de région) : adopté ;

- article 21, ainsi modifié : adopté (p. 6369).

Article 22 *(élection du président des membres du conseil exécutif) :* adopté.

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 23 *(convocation et lieu de réunion du conseil exécutif ; règles de quorum) :* amendement n° 18 de la commission (réunion du conseil exécutif lorsque le quorum n'est pas atteint lors d'une première réunion) : adopté ;

- article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(fixation de l'ordre du jour du conseil exécutif) :* amendement n° 92 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (haut-commissaire arrêtant l'ordre du jour des réunions du conseil exécutif) : rejeté ;

- article 24 : adopté.

Article 25 *(présence du haut-commissaire aux séances du conseil exécutif) :* adopté.

Article 26 *(conseil exécutif étant présidé par son vice-président ou un vice-président) :* adopté.

Article 27 *(caractère secret des séances du conseil exécutif) :* amendement n° 93 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (membres du conseil exécutif étant appelés à répondre, au moins une fois par mois, aux questions qui leur sont posées par les membres du congrès) (p. 6370) ; retiré ;

- article 27 : adopté.

Article 28 *(indemnités et prestations sociales des membres du conseil exécutif) :* rémunération des indépendantistes ;

- article 28 : adopté.

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 29 *(projets de délibération à soumettre au congrès ; mesures d'application des délibérations du congrès) :* adopté.

Article 30 *(compétences du conseil exécutif)* (p. 6371) ; amendement n° 96 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (enseignement facultatif des langues locales dans les établissements d'enseignement secondaire) : rejeté ;

- article 30 : adopté.

Article 31 *(compétences du conseil exécutif)* (p. 6372) ; amendement n° 97 de M. Roger Holeindre (conseil exécutif créant et organisant les organismes assurant la représentation des intérêts économiques) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 98 de M. Roger Holeindre (approbation de l'Etat pour le programme des vols nolisés) (p. 6373) ; amendement n° 1 du Gouvernement (remplacement dans le texte du projet du mot « nolisé » par le mot « affrété ») : adopté ; amendement n° 98 : rejeté ; amendement n° 124 de M. Robert Le Foll (restitution à l'Etat de ses compétences dans le domaine foncier) : rejeté ;

- article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 *(nomination relevant du conseil exécutif) :* (p. 6374) ; amendement n° 99 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (suppression de la possibilité offerte au conseil exécutif de nommer les chefs des services territoriaux) : rejeté au scrutin public ;

- article 32 : adopté.

Article 33 *(projet d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie)* (p. 6375) ; amendement n° 100 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (compétences du haut-commissaire pour approuver les projets d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie) : rejeté au scrutin public ;

- article 33 : adopté.

Article 34 *(suspension ou réduction de droits fiscaux) :* amendement n° 101 de M. Roger Holeindre (nécessité de provoquer une séance exceptionnelle dans un délai maximum de sept jours lorsque le congrès n'est pas en session) (p. 6376) ; rejeté ; amendement n° 102 de M. Roger Holeindre (suppression de l'application immédiate des décisions du congrès) : rejeté ;

- article 34 : adopté.

Article 35 *(édiction de peines contraventionnelles) :* inopportunité de donner à des hommes politiques la possibilité d'édicter des peines d'emprisonnement ;

- article 35 : adopté.

Article 38 *(attributions consultatives du conseil exécutif) :* amendement n° 103 de M. Roger Holeindre (limitation des compétences consultatives du conseil exécutif) ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 6377) ; amendement n° 103 : rejeté ; amendement n° 19 : adopté ;

- article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 *(attributions diverses du conseil exécutif) :* amendement n° 20 de la commission (suppression de la faculté ouverte au conseil exécutif d'émettre des vœux) : adopté ;

- article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 *(comité consultatif du crédit) :* adopté.

Article 39 *(comité consultatif des mines) :* adopté.

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif) :* amendements identiques n° 104 de M. Roger Holeindre et n° 137 de M. Didier Julia (suppression de la majorité qualifiée des deux tiers) ; amendement n° 21 de la commission (limitation de la majorité qualifiée des deux tiers à la seule approbation du budget) ; amendement n° 138 du Gouvernement (réduction du domaine des décisions où la majorité qualifiée des deux tiers est exigée) (p. 6378, 6379) ; amendement n° 104 : rejeté ; amendement n° 21 : retiré ; amendement n° 137 : non soutenu ; amendement n° 138 : adopté ;

- article 40, ainsi modifié : adopté.

Article 41 *(caractère exécutoire des actes du conseil exécutif) :* adopté.

Article 42 *(attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations internationales)* (p. 6380) ; atteinte à la souveraineté du président de la République inscrite dans l'article 52 de la Constitution ; amendement n° 105 de M. Roger Holeindre (limitation de la compétence du conseil exécutif aux accords économiques) ; amendement n° 106 rectifié de M. Roger Holeindre (suppression des attributions du conseil exécutif dans la zone du Pacifique Sud) ; amendement n° 105 : rejeté (p. 6381) ; amendement n° 106 rectifié : rejeté au scrutin public ;

- article 42 : adopté au scrutin public.

Article 43 *(pouvoirs propres du président du conseil exécutif) :* adopté.

Article 44 *(délégation de compétences au président du conseil exécutif) :* adopté (p. 6382).

Article 45 *(nomination et pouvoirs du secrétaire général) :* amendement n° 139 de M. Dominique Bussereau (révocation du secrétaire général) : adopté ;

- article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 *(coordination des services ; conventions entre l'Etat et le territoire) :* amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 46, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II : *le congrès.*

Section 1 : composition et formation.

Article 47 *(formation du congrès) :* amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (fixation du mandat des membres du congrès à cinq ans) (p. 6398) ; adopté ;

- article 47, ainsi modifié : adopté.

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 48 *(siège du Congrès ; première réunion) :* amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 *(élection du président et des deux vice-présidents du Congrès) :* amendement n° 107 de M. Roger Holeindre (nécessité d'une majorité des trois cinquièmes lors du premier tour) ; amendement n° 108 de M. Roger Holeindre (nécessité d'une majorité absolue lors des tours suivants) ; amendements n°s 107 et 108 : retirés.

- article 49 : adopté.

Article 50 *(session ordinaire du Congrès)* (p. 6399) ; adopté.

Article 51 *(session extraordinaire du Congrès) :* adopté.

Article 52 *(publicité des séances ; police du Congrès ; délégation des pouvoirs du président) :* amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 52, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 52 : amendement n° 27 de la commission (de conséquence) : adopté ;

Article 53 *(quorum pour les délibérations du Congrès) :* amendement n° 28 de la commission (délibérations étant valables quel que soit le nombre des membres présents ou représentés après une vérification du quorum) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (prépondérance de la voix du président en cas de partage légal des voix au Congrès) : adopté ;

- article 53, ainsi modifié : adopté.

Article 54 *(règlement intérieur du Congrès) :* adopté (p. 6400).

Article 55 *(ordre du jour et procès-verbal des séances du Congrès) :* amendement n° 30 de la commission (inscription des projets et propositions de délibérations ; inscription à l'ordre du jour des avis du Congrès et des questions dont est saisi le Congrès par l'Assemblée coutumière) : adopté ;

- article 55, ainsi modifié : adopté.

Article 56 *(initiatives des délibérations inscrites à l'ordre du jour du Congrès) :* amendement n° 31 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 57 *(cas de nullité des délibérations du Congrès) :* adopté.

Article 58 *(indemnités allouées aux membres du Congrès) :* adopté.

Article 59 *(élection de la commission permanente du Congrès) :* adopté.

Article 60 *(fonctionnement de la commission permanente du Congrès) :* amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 60, ainsi modifié : adopté.

Article 61 *(attributions de la commission permanente) :* adopté.

Article 62 *(caractère exécutoire des actes du Congrès et de la commission permanente) :* adopté.

Article 63 *(délibérations du Congrès en matière d'imposition) :* adopté.

Article 64 *(accès au Congrès du président du conseil exécutif et des chefs des services publics territoriaux) :* adopté.

Article 65 *(documents adressés au Congrès par le président du conseil exécutif) :* adopté.

Section 3 : attributions du Congrès.

Article 66 *(compétences de droit commun du Congrès) :* adopté.

Article 67 *(maîtrise des ressources naturelles de la zone économique) :* amendement n° 109 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) (p. 6402) ; rejeté au scrutin public ;

- article 67 : adopté.

Article 68 *(compétences budgétaires du Congrès) :* adopté.

Article 69 *(procédure applicable au vote du budget par le Congrès) :* adopté.

Article 70 *(fixation des peines contraventionnelles par le Congrès)* (p. 6403) ; adopté.

Article 71 *(homologation des peines correctionnelles édictées par le Congrès) :* inopportunité de transférer les compétences pénales à une collectivité infra-étatique ;

- article 71 : adopté.

Article 72 *(réglementation du droit de transaction) :* adopté.

Article 73 *(création de commissions d'enquête et de commissions de contrôle) :* amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 73, ainsi modifié : adopté.

Article 74 *(attributions consultatives du Congrès) :* amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6404) ;

- en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 74.

Article 75 *(adoption de vœux) :* adopté.

Chapitre III : *l'Assemblée coutumière.*

Section 1 : composition et formation.

Article 76 *(composition de l'Assemblée coutumière) :* amendement n° 136 de M. Robert Le Foll (composition et rôle des conseils consultatifs coutumiers) : rejeté ;

- article 76 : adopté.

Article 77 *(durée du mandat des membres de l'Assemblée coutumière) :* amendement n° 35 de la commission (fixation du mandat des membres de l'Assemblée coutumière à cinq ans) (p. 6405) : adopté ;

- article 77, ainsi modifié : adopté.

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 78 *(siège, présidence et représentation de l'Assemblée coutumière) :* adopté.

Article 79 *(avis émis par l'Assemblée coutumière) :* adopté.

Article 80 *(indemnités allouées aux membres de l'Assemblée coutumière) :* droit coutumier et droit fiscal (p. 6406) ; reconnaissance de la coutume permettant au monde mélanésien de vivre au sein des institutions du territoire ;

- article 80 : adopté.

Article 81 *(financement des dépenses de fonctionnement de l'Assemblée coutumière) :* amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendements n°s 37 et 38 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

- article 81, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV : *le Comité économique et social.*

Article 82 *(composition du Comité économique et social) :* amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 6407) ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) ; adoptés ;

- article 82, ainsi modifié : adopté.

Article 83 *(représentation des catégories d'activité au sein du Comité économique et social) :* adopté.

Article 84 *(conditions requises pour être membre du Comité économique et social) :* adopté.

Article 85 *(incompatibilité entre certaines fonctions et celles de membres du Comité économique et social) :* amendement n° 42 de la commission (suppression de l'incompatibilité entre les fonctions de membre du Comité économique et social et celles de membre du Gouvernement et du Parlement) : adopté ;

- article 85, ainsi modifié : adopté.

Article 86 *(modalités de désignation des membres du Comité économique et social) :* amendement n° 43 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 86 est supprimé.

Article 87 *(siège, sessions, fonctionnement et règlement intérieur du comité économique et social) :* adopté.

Article 88 *(attributions consultatives du comité économique et social)* (p. 6408) ; amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 88, ainsi modifié : adopté.

Article 89 *(crédits de fonctionnement du comité économique et social) :* adopté.

Après l'article 89 : amendement n° 125 de M. Robert Le Foll soutenu par M. André Ledran (conseil de région pouvant créer un comité économique et social régional) : rejeté.

Titre III : des institutions de la région.

Chapitre Ier : *le conseil de région.*

Article 90 *(composition des conseils de région) :* amendement n° 126 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Joseph Menga (régions de la Nouvelle-Calédonie et dépendances créées par la loi du 23 août 1985 constituant des collectivités territoriales s'administrant librement) (p. 6409) : rejeté ; amendement n° 46 de la commission (durée du mandat des membres des conseils de région étant portée à cinq ans) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (incompatibilité entre les mandats de présidents de conseil de région et de membre du congrès devant s'appliquer aux autres membres du congrès élus pour siéger au conseil exécutif) : adopté ;

- article 90, ainsi modifié : adopté.

Article 91 *(composition des conseils de région) :* adopté.

Article 92 *(élection du président et des deux vice-présidents du conseil de région) :* adopté.

Article 93 *(convocation du conseil de région par son président) :* adopté.

Article 94 *(réunion du conseil de région)* (p. 6410) ; amendement n° 48 de la commission (conseil de région ne pouvant être réuni lorsque le congrès tient séance) : adopté ;

- article 94, ainsi modifié : adopté.

Article 95 *(délégation de vote) :* adopté.

Article 96 *(quorum pour les délibérations du conseil de région) :* amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 96, ainsi modifié : adopté.

Article 97 *(réglement intérieur) :* adopté.

Article 98 *(délégation au bureau) :* adopté.

Article 99 *(ordre du jour du conseil de région ; procès verbaux et rapports préparatoires) :* amendement n° 50 de la commission (possibilité donnée au haut-commissaire d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour du conseil de région des questions qu'il juge prioritaires) : adopté ;

- article 99, ainsi modifié : adopté.

Article 100 *(publicité des séances) :* adopté.

Article 101 *(indemnités allouées aux membres des conseils de régions)* (p. 6411) : adopté.

Article 102 *(caractère exécutoire des actes du conseil de région) :* adopté.

Chapitre II : *le président du conseil de région.*

Article 103 *(attributions du président du conseil de région) :* amendement n° 51 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 103.

Article 104 *(attributions du président du conseil de région) :* amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 104 est supprimé.

Article 105 *(direction de l'administration régionale) :* nécessité de constituer un corps de fonctionnaires territoriaux avec des perspectives de carrières ; amendement n° 110 de M. Roger Holeindre (haut-commissaire étant le chef de l'administration dans la région) : retiré ;

- article 105 : adopté.

Article 106 *(police de l'Assemblée) :* adopté (p. 6412).

Article 107 *(information des membres du conseil de région) :* adopté.

Article 108 *(vacance de sièges du président ; démission du bureau) :* amendement n° 53 de la commission (remplacement des vice-présidents en cas de vacance) : adopté ;

- article 108, ainsi modifié : adopté.

Chapitre III : *le personnel de la région.*

Article 109 *(concours des services de l'Etat et du territoire) :* amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 109, ainsi modifié : adopté.

Article 110 *(création d'emplois régionaux) :* adopté.

Article 111 *(contractuels et fonctionnaires détachés) :* amendement n° 127 de M. Robert Le Foll soutenu par M. André Ledran (ouverture, pendant une période de trois ans, de l'accès aux emplois de la fonction publique du territoire à des personnes qui, par leur expérience professionnelle ou leurs aptitudes reconnues, peuvent être mises au service de la région) (p. 6413) : rejeté ;

- article 111 : adopté.

Article 112 *(recrutement direct) :* amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 112, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*

Article 113 *(les ressources de la région) :* création de la dotation de fonctionnement et de la dotation d'équipement (p. 6414) ; amendement n° 135 de M. Robert Le Foll (ressources propres des régions) : rejeté ; amendement n° 111 de M. Roger Holeindre (suppression de la disposition prévoyant que les régions déterminent le montant des centimes additionnels à la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties et à la patente) : retiré ; amendement n° 128 de M. Robert Le Foll (contribution des patentes étant due chaque année par les redevables au titre des activités exercées par eux dans la région bénéficiaire) : retiré ;

- article 113 : adopté.

Article 114 *(dotation de fonctionnement de la région) :* (p. 6415) ; amendement n° 56 de la commission (dotation de fonctionnement constituant une dépense obligatoire du buget du territoire) : adopté ;

- article 114, ainsi modifié : adopté.

Article 115 *(dotation d'équipement) :* amendement n° 57 de la commission (dotation d'équipement constituant une dépense obligatoire du budget du territoire) : adopté ;

- article 115, ainsi modifié : adopté.

Article 116 *(la commission territoriale des transferts de charges) :* amendement n° 129 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Joseph Menga (composition de la commission) (p. 6416) : rejeté ;

- article 116 : adopté.

Article 117 *(budget de la région) :* amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) ; adoptés ;

- article 117, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 117 : amendement n° 61 de la commission (compétence du haut-commissaire pour établir le budget si celui-ci n'a pas été voté avant le 31 mars) (p. 6417) : adopté (p. 6418).

Titre IV : du haut-commissaire de la République.

Article 118 *(sécrétaire général et commissaire délégué du haut-commissaire) :* adopté.

Section 1 : la représentation de l'Etat.

Article 119 *(attributions du haut-commissaire) :* (p. 6442) ; amendement n° 62 de la commission (haut-commissaire assurant la publication des lois et décrets dans le territoire au *J.O.* de la Nouvelle-Calédonie) : adopté ;

- article 119, ainsi modifié : adopté.

Article 120 *(assistance du haut-commissaire aux séances du congrès et des conseils de région) :* adopté.

Article 121 *(publication par le haut-commissaire) :* adopté.

Section 2 : le contrôle de la légalité.

Article 122 *(contrôle de la légalité) :* adopté.

Section 3 : le pouvoir d'arbitrage.

Article 123 *(fonctionnement régulier des pouvoirs publics dans le territoire) :* adopté.

Article 124 *(pouvoir de substitution du haut-commissaire) :* adopté.

Article 125 *(rôle de conciliation du haut-commissaire) :* adopté.

Article 126 *(conflits entre l'Assemblée coutumière et le conseil exécutif) :* amendement oral de la commission (de conséquence) (p. 6443) ; adopté ;

- article 126, ainsi rectifié : adopté.

Section 4 : contrôle budgétaire.

Article 127 *(le contrôle budgétaire) :* adopté.

Article 128 *(inscription des dépenses obligatoires) :* adopté.

Titre V : du comptable du territoire et de la région, du contrôle financier et de la chambre territoriale des comptes.

Chapitre Ier : *le comptable du territoire et de la région et le contrôle financier.*

Article 129 *(nomination du comptable du territoire et du comptable de la région) :* adopté.

Article 130 *(contrôle de légalité comptable) :* adopté.

Chapitre II : *la chambre territoriale des comptes.*

Article 131 *(institution d'une chambre territoriale des comptes) :* efficacité de la chambre régionale des comptes (p. 6444) ;

- article 131 : adopté.

Article 132 *compétences de la chambre territoriale des comptes) :* amendement n° 63 de la commission (application à la chambre territoriale des comptes des dispositions relatives aux chambres régionales des comptes métropolitaines) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (application aux présidents de la chambre territoriale des comptes des dispositions relatives aux présidents des chambres régionales des comptes de métropole) : adopté ;

- article 132, ainsi modifié : adopté.

Titre VI : des élections au conseil de région et au congrès.

Article 133 *(mode de scrutin) :* adopté.

Article 134 *(application du code électoral) :* adopté.

Article 135 *(inéligibilités et incompatibilités) :* adopté.

Article 136 *(convocation des électeurs) :* (p. 6445) ; adopté.

Article 137 *(organisation de la campagne électorale radiodiffusée et télévisée) :* amendement n° 65 de la commission (rôle de la C.N.C.L.) : adopté ;

- en conséquence, cet amendement devient l'article 137.

Article 138 *(contrôle des sondages) :* adopté.

Titre VII : dispositions diverses et transitoires.

Article 139 *(création de sociétés d'économie mixte) :* adopté.

Article 140 *(groupement de droit particulier local) :* adopté.

Article 141 *(déclassement de dispositions législatives) :* amendement n° 130 de M. Robert Le Foll (contribution foncière sur les propriétés bâties et contribution des patentes étant transférées du territoire aux régions) (p. 6446) ; rejeté ;

- article 141 : adopté.

Article 142 *(transfert à l'Etat du service public pénitentiaire) :* amendements n°s 66 et 67 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

- article 142, ainsi modifié : adopté.

Article 143 *(dissolution du congrès) :* amendement n° 68 de la commission (possibilité de ne dissoudre que le congrès ou les conseils de région) : adopté ;

- article 143, ainsi modifié : adopté.

Article 144 *(prorogation des mandats en cours et élections des nouvelles institutions) :* amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 6447) ; adopté ; amendement n° 70 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 144, ainsi modifié : adopté.

Article 145 *(application de dispositions pénales) :* adopté.

Article 146 *(abrogations diverses) :* amendement n° 131, 132, 133, 134 de M. Robert Le Foll (application du statut du 23 août 1985) : rejetés ;

- article 146 : adopté.

Article 147 *(entrée en application de la loi) :* compromis réalisé sur l'article 40 (p. 6448) ; signes distinctifs de la Nouvelle-Calédonie ; compétences du conseil exécutif ; projet d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie ; attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations internationales ; amendement n° 71 de la commission (entrée en vigueur de la loi à la date des élections au conseil de région et au congrès) : adopté ;

- article 147, ainsi modifié : adopté.

Explication de vote [25 novembre 1987] (p. 6449).

Application de la loi : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6451) ; *Pons (Bernard)* (p. 6454).

Association des minorités (et article 40 du projet) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6450, 6451) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6451, 6452).

Coutume : *Holeindre (Roger)* (p. 6452).

Demande de rappel au réglement : *Le Foll (Robert)* (p. 6455) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 6455).

Déroulement des débats : *Holeindre (Roger)* (p. 6453) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 6453) ; *Pons (Bernard)* (p. 6453).

Droits du peuple mélanésien à l'indépendance : *Hage (Georges)* (p. 6450) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6450).

Economie de la Nouvelle-Calédonie : *Pons (Bernard)* (p. 6454).

Emblèmes de la Nouvelle-Calédonie : *Holeindre (Roger)* (p. 6453) ; *Pons (Bernard)* (p. 6454).

Incidents en Nouvelle-Calédonie : *Hage (Georges)* (p. 6450).

Peuplement de la Nouvelle-Calédonie : *Holeindre (Roger)* (p. 6453).

Redécoupage des régions : *Le Foll (Robert)* (p. 6451, 6452).

Référendum : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 6449, 6450) ; *Pons (Bernard)* (p. 6454).

Répartition des compétences entre l'Etat et le territoire : *Holeindre (Roger)* (p. 6453).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 6450).

Vote hostile du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 6452).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6451).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6455).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [19 décembre 1987] (p. 7886).

Dotations de fonctionnement et d'équipement : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7886, 7887) ; *Pons (Bernard)* (p. 7887).

Peines contraventionnelles privatives de liberté : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7886) ; *Pons (Bernard)* (p. 7887).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7887 à 7889).

Explications de vote (p. 7889).

Elections prévues par le statut (date des -) : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 7889).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7889).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3** (discussion, explications de vote) ; **4.**
Ordre public **19.**
Questions au Gouvernement **305, 504.**
Rappels au règlement **840, 841.**

Événements de -

Voir *Rappels au règlement* **845, 846, 847.**

Position de la République populaire du Congo relative à la résolution de l'O.N.U. sur la -

Voir *Traités et conventions* **35.**

NOVATOME (SOCIÉTÉ)

Voir *Questions orales sans débat* **242.**

NUCCI (CHRISTIAN)

Voir *Parlement* **9.**
Rappels au règlement **820, 821, 822, 823.**

Mise en accusation de M. -

Voir *Lois de finances* **4,** *deuxième partie,* Coopération.

O

OBJETS D'ART ET DE COLLECTION

Voir *Commerce et artisanat* **8.**

ŒUVRES ET FONDATIONS

1. - Projet de loi n° 795 sur le **développement du mécénat** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **185** (1986-1987). - Dépôt le 15 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Lucien Neuwirth. - Rapport n° **231** (20 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Michel Miroudot. - Avis n° **237** (21 mai 1987). - Discussion les 26 et 27 mai 1987. - Adoption le 27 mai 1987. - Projet de loi n° **72.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 27 mai 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Gérard Trémège. - Rapport n° **836** (11 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (2 juin 1987). - Rapporteur pour avis : M. Dominique Bussereau (11 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (2 juin 1987). - Rapporteur pour avis : Mme Françoise de Panafieu (4 juin 1987). - Discussion les 23 juin et 7 juillet 1987. - Adoption le 7 juillet 1987. - Projet de loi n° **155.**

Sénat (deuxième lecture). N° **365** (1986-1987). - Dépôt le 8 juillet 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496). - Réunion le 8 juillet 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Lucien Neuwirth. - Rapport n° **366** (9 juillet 1987). - Discussion le 9 juillet 1987. - Adoption le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **127.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Gérard Trémège. - Rapport n° **936** (8 juillet 1987). - Discussion le 9 juillet 1987. - Adoption définitive le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **160.**

Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 24 juillet 1987 (p. 8255).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1987] (p. 3035, 3055).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 3045) : *Douyère (Raymond)* (p. 3046, 3048) ; *Barnier (Michel)* (inscrit contre R.P.R.) (p. 3046 à 3048) ; rejetée (p. 3048).

Acquisitions d'œuvres d'art et de demeures historiques par les entreprises : *Trémège (Gérard)* (p. 3038) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 3040) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3044, 3045).

Associations (régime des -) : *Trémège (Gérard)* (p. 3038) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 3040) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 3041, 3042) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3044, 3045) ; *Barnier (Michel)* (p. 3048) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3050) ; *Calmat (Alain)* (p. 3061, 3062) ; *Robien (Gilles de)* (p. 3061) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3066) ; *Juppé (Alain)* (p. 3069).

Associations cultuelles ou de bienfaisance (et problème des sectes) : *Trémège (Gérard)* (p. 3037, 3048) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3046, 3048) ; *Barnier (Michel)* (p. 3046).

Bénéficiaires des versements ouvrant droit à déduction fiscale : *Trémège (Gérard)* (p. 3037) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 3040) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3044) ; *Robien (Gilles de)* (p. 3063).

Circulation des œuvres des collections publiques : *Panafieu (Françoise de)* (p. 3040).

Conception gouvernementale du mécénat : *Trémège (Gérard)* (p. 3036, 3039) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 3039) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3043) ; *Barnier (Michel)* (p. 3047) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3050) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3051) ; *Hermier (Guy)* (p. 3055) ; *Piat (Yann)* (p. 3058) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 3058, 3059) ; *Robien (Gilles de)* (p. 3063) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 3064, 3065) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3065) ; *Juppé (Alain)* (p. 3068).

Dons et legs : *Barnier (Michel)* (p. 3047, 3048).

Droit de préemption de l'Etat sur les ventes publiques d'œuvres d'art au profit des collectivités territoriales : *Trémège (Gérard)* (p. 3039).

Fondations (régime des -) : *Trémège (Gérard)* (p. 3038, 3039) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 3040, 3041) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 3042, 3043) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3045) ; *Calmat (Alain)* (p. 3062) ; *Robien (Gilles de)* (p. 3063) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3065).

Groupements d'intérêt public (rôle des - dans le domaine culturel) : *Arthuis (Jean)* (p. 3044) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 3059).

Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine : *Trémège (Gérard)* (p. 3035) ; *Barnier (Michel)* (p. 3041) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3049) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3050) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3059) ; *Robien (Gilles de)* (p. 3062) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 3067).

Importance financière actuelle du mécénat : *Trémège (Gérard)* (p. 3036) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 3041) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3050) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 3058) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 3067).

Inconvénients du projet (généralités) : *Baumel (Jacques)* (p. 3051) ; *Hermier (Guy)* (p. 3055, 3056, 3057) ; *Calmat (Alain)* (p. 3061).

Législation étrangère sur le mécénat : *Barnier (Michel)* (p. 3047) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3048, 3049) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 3058, 3059) ; *Moulinet (Louis)* (p. 3065).

Legs d'œuvres à l'Etat : *Trémège (Gérard)* (p. 3039).

Parrainage (régime du -) : *Trémège (Gérard)* (p. 3038).

Partis politiques (financement des -) : *Robien (Gilles de)* (p. 3063) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 3068) ; *Juppé (Alain)* (p. 3069).

Politique culturelle de l'Etat : *Trémège (Gérard)* (p. 3036, 3037) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3049) ; *Hermier (Guy)* (p. 3056, 3057) ; *Piat (Yann)* (p. 3057, 3058) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3069).

Pratiques culturelles en France : *Panafieu (Françoise de)* (p. 3039) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 3041).

Régime des déductions fiscales des versements effectués par les entreprises : *Trémège (Gérard)* (p. 3037) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3044) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 3065).

Régime de déduction des versements effectués par des particuliers : *Trémège (Gérard)* (p. 3037) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3044) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3049) ; *Richard (Alain)* (p. 3063, 3064) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3066) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3066, 3067) ; *Juppé (Alain)* (p. 3068, 3069).

Rôle des entreprises dans le développement du mécénat : *Trémège (Gérard)* (p. 3035, 3036) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 3040) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3044) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3049) ; *Hermier (Guy)* (p. 3056) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 3059) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3069) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3066) ; *Saint-Ellier (Francis)* (p. 3068).

Sport (mécénat en faveur du -) : *Raoult (Eric)* (p. 3060) ; *Calmat (Alain)* (p. 3061).

Discussion des articles [23 juin 1987] (p. 3069, 3082, 3095).

Article 1er *(régime de déduction des versements effectués par les particuliers)* : distinction entre le mécénat pur et le mécénat publicitaire ; amendement n° 78 de M. Christian Pierret (limite dans laquelle les dons ouvrent droit à crédit d'impôt-substitution du mécanisme de réduction d'impôt à celui de la déduction du revenu imposable) (p. 3069) ; amendement Coluche (p. 3070) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 24 de M. Philippe Vasseur (crédit d'impôt de 25 p. 100 étant porté au taux de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu lorsque les versements du contribuable sont au moins égaux à ceux de l'année précédente dans la limite de 1 200 F par an) : retiré ;

- article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 59 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (entreprises étant tenues de consacrer un pourcentage de leur chiffre d'affaires aux actions de recherche, de formation ou de culture) (p. 3071) ; rejeté.

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : distinction entre le mécénat pur et le mécénat publicitaire ; financement des associations cultuelles ; Sénat ayant étendu le champ des associations concernées par le seuil de déductibilité des dons versés aux fondations ou associations reconnues d'utilité publique (p. 3072) ; amendement n° 60 de M. Guy Hermier soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (entreprises ne pouvant déduire que les versements qu'elles ont effectués dans un but non publicitaire aux bénéficiaires de l'article) : retiré ; amendement n° 55 de M. Gilles de Robien (partis politiques bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3073) ; nécessité d'un débat sur le financement des partis politiques ; retiré ; amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (associations ayant pour objet la défense du patrimoine historique bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3074) ; sous-amendement n° 2 rectifié de M. Jean-Louis Masson (exclusion des associations sportives professionnelles du champ d'application de l'article) ; sous-amendement n° 43 rectifié de M. François d'Aubert (associations défendant le patrimoine artistique et culturel bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3075) ; définition des organismes ayant un caractère sportif, humanitaire ou concourant à la défense de l'environnement naturel ou à la mise en œuvre du

patrimoine artistique ; sous-amendement n° 2 rectifié : retiré ; sous-amendement n° 43 rectifié : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié : rejeté (p. 3076) ; amendement n° 71 de M. Jacques Dominati (associations tendant à promouvoir les échanges culturels et scientifiques au sein de la Communauté économique européenne bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) : non soutenu ; amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Reyssier (affectation des versements au profit des œuvres ou organismes d'intérêt général étant décidée par le comité d'entreprise) : rejeté au scrutin public (p. 3083) ; **rappel au règlement** de M. Pierre Joxe ; amendement n° 31 de M. Georges Tranchant (association française ayant pour objet de faire édifier ou fonctionner des écoles ou des lycées français à l'étranger bénéficiant des dispositions du projet de loi) (p. 3084) ; financement des établissements scolaires à l'étranger ; retiré ; repris par M. Pierre Joxe ; rejeté au scrutin public à l'unanimité (p. 3085) ; amendement n° 79 de M. Christian Pierret soutenu par M. Pierre Joxe (dispositions du projet ne s'appliquant pas aux associations cultuelles ou de bienfaisance) (p. 3086) ; remise en cause du principe de la laïcité de l'Etat ; **demande de vérification du quorum** (p. 3087) ; constatation par le bureau de séance que le quorum n'est pas atteint (p. 3088) ; amendement n° 79 : rejeté au scrutin public ;

– article 2 : adopté au scrutin public (p. 3095).

Rappel au règlement de M. Philippe Marchand ; **rappel au règlement** de M. Raymond Douyère (p. 3096, 3097).

Après l'article 2 : amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (déduction prévue à l'article 2 de la présente loi étant réduite de moitié lorsque les versements effectués par les entreprises concernent des opérations de parrainage publicitaire) : non soutenu ; amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (régime des dons faits à des associations ou fondations ayant pour objet la conservation ou la rénovation de monuments classés monuments historiques ou inscrits à un inventaire supplémentaire des monuments historiques) : non soutenu ; amendement n° 68 de M. Guy Hermier, soutenu par M. Guy Ducoloné (décret devant déterminer les conditions dans lesquelles le 1 p. 100 s'appliquant à la construction des bâtiments publics dont l'Etat et les collectivités territoriales sont propriétaires pourra être étendu aux entreprises privées) : rejeté.

Article 2 *bis* *(information des actionnaires)* : amendement n° 6 de la commission (dispositif d'information des actionnaires institué par cet article s'appliquant aux versements à effectuer par les entreprises au profit des établissements de recherche et aux sommes destinées à l'acquisition d'œuvres d'art) (p. 3690) ; adopté ;

– article 2 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 *bis* : amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (contribuables français non résidents étant imposés en France sur une fraction de leur revenu, bénéficiant sur cette fraction des dispositions de l'article 238 *bis* du code des impôts) : non soutenu ; amendement n° 7 de la commission (contribuables autres que les entreprises étant autorisés à déduire de leur revenu imposable les versements effectués au profit du comité d'organisation des XVI^es^ jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie) : adopté.

Article 3 *(gestion des comptes d'association par les organismes d'utilité publique agréés à cet effet)* : fondation pour la recherche médicale ; amendement n° 39 de M. Gérard Trémège (organismes d'utilité publique appelés à gérer des comptes d'association ne pouvant exercer ce rôle qu'après avoir été autorisés par un décret en Conseil d'Etat ; obligation de nommer un commissaire aux comptes) (p. 3691) ; adopté ;

– article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises)* : situation de l'œuvre ou du bien ayant fait l'objet d'un don au regard de la taxe professionnelle ; délai relatif à l'acceptation de l'offre de don (p. 3692) ; amendement n° 9 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3693) ; sous-amendement n° 97 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Alain Lamassoure (régime fiscal devant également couvrir les dons d'œuvres d'art aux associations reconnues d'utilité publique et aux fondations du secteur culturel) (p. 3694) : rejeté ; sous-amendement n° 99 de M. Gilles de Robien (déduction fiscale s'effectuant par fractions égales sur une période égale à la moitié de la durée de garde du bien) : retiré ; sous-amendement n° 100 de M. Christian Pierret soutenu par M. Guy Bêche (fixation par décret des conditions dans lesquelles les œuvres visées à cet article seront exposées) : rejeté (p. 3695) ; sous-amendement n° 96 de M. Bernard-Claude Savy (réintégration de la provision au seul cas où la responsabilité de l'entreprise est engagée) : retiré ; sous-amendement n° 101 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (Etat bénéficiant d'un droit de préemption au cas où l'entreprise met le bien en vente) : rejeté ; sous-amendement n° 93 du Gouvernement (application de l'intérêt de retard en cas de réintégration de la provision du fait de la non-exécution de la condition de don à l'Etat) : adopté ; amendement n° 9 rectifié ainsi modifié : adopté ; amendements n° 75 de M. Jacques Toubon, n° 22 et 21 de M. Gilles de Robien et n° 81, 82 et 83 de M. Christian Pierret : devenus sans objet ;

– en conséquence, le texte de l'amendement n° 9 rectifié ainsi modifié devient l'article 4.

Après l'article 4 : amendement n° 23 de M. Gilles de Robien (extension du bénéfice de l'article 4 aux collectivités locales) (p. 3697) ; nécessité d'engager des actions de décentralisation culturelle au profit de la province ; retiré.

Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants)* : amendement n° 94 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 95 de M. Jacques Toubon (possibilité d'amortissement offerte aux entreprises par l'article lorsqu'elles achètent des œuvres d'artistes vivants devant être étendue à l'acquisition d'œuvres d'artistes décédés depuis une date récente) (p. 3698) ; adopté ; amendement n° 94, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 76 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet ; amendement n° 36 de M. Bernard-Claude Savy (possibilité de réintégration prévue à l'article 5 *bis* du projet en cas de dépréciation de l'œuvre d'art) (p. 3699) ; modalités d'appréciation de la dépréciation ; amendement n° 36 : rejeté par assis et levé ; amendement n° 84 de M. Christian Pierret, soutenu par M. Guy Bêche (définition de la notion d'exposition au public) : rejeté ; amendement n° 40 rectifié de M. Gérard Trémège (limite de la déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants) ; amendement n° 41 de M. Gérard Trémège (entreprise pouvant constituer une provision pour dépréciation lorsque la dépréciation de l'œuvre excède le montant des déductions déjà opérées au titre des alinéas qui précèdent) (p. 3700) ; adopté ;

– article 4 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 *bis* : amendement n° 56 de M. Gilles de Robien (entreprises achetant à compter du 1^er^ juillet 1987 des œuvres originales d'artistes vivants pouvant déduire des impôts dus à la commune au titre de l'exercice de l'année d'acquisition et des neuf années suivantes une somme égale à 4,2 p. 100 du prix d'acquisition) : retiré.

Article 5 *(limite de déduction des dons)* (p. 3701) : adopté.

Article 5 *bis* *(provision pour dépréciation d'œuvres d'art)* : amendement n° 37 de M. Bernard-Claude Savy (conditions dans lesquelles la provision pour dépréciation d'une œuvre d'art peut être inscrite à l'actif d'une entreprise) ; amendement n° 38 de M. Bernard-Claude Savy (montant de l'acquisition devant être acceptée par une expertise lors de l'acquisition) : retirés ;

– article 5 *bis* : adopté.

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : dépenses de parrainage devant demeurer dans un rapport normal avec le chiffre d'affaires de l'entreprise versante ; notion de partenariat (p. 3702) ; amendement n° 63 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Giard (de suppression) : rejeté ; amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (notion d'activité à caractère philanthropique, social, humanitaire, familial, culturel, éducatif, scientifique, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique ou historique) (p. 3703) : retiré ; amendement n° 10 de la commission soutenu par M. Michel Barnier (régime des dépenses engagées au profit du comité d'organisation des seizième jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie) (p. 3704) : adopté ;

– article 6 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *bis* *(circulation des œuvres des collections publiques)* : amendements identiques n° 11 de la commission et n° 27 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté ;

– en conséquence, l'article 6 *bis* est supprimé.

Article 6 ter *(circulation des œuvres des personnes privées)* : adopté.

Article 7 *(déductibilité des charges exposées pour les besoins de l'exploitation et liées à une demeure historique)* (p. 3705) ; amendement n° 64 de M. Guy Hermier soutenu par M. Roger Combrisson (de suppression) : rejeté ; amendement n° 85 de M. Christian Pierret soutenu par M. Alain Richard (ouverture au public des demeures historiques remises en valeur par les entreprises en échange d'avantages fiscaux) : rejeté ;

- article 7 : adopté.

Article 8 *(exonération des revenus de la dotation des fondations)* : amendement n° 65 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Georges Hage (de suppression) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (abattement global forfaitaire sur l'impôt sur les sociétés dû par les fondations au taux réduit) : adopté ;

- en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 8.

Article 9 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit)* : amendement n° 66 de M. Jean Giard (de suppression) : rejeté ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(abattement de la taxe sur les salaires pour le secteur associatif)* : amendement n° 86 de M. Christian Pierret soutenu par M. Guy Bêche (augmentation de l'abattement) (p. 3707); rejeté au scrutin public ; amendement n° 87 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (limite de l'abattement devant être indexé sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3708) : rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(élargissement des ressources des associations)* : situation des associations caritatives envoyant des livres de français aux pays francophones du tiers monde ; amendement n° 88 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (suppression des dispositions relatives aux associations dotées de la grande capacité) (p. 3709) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Jacques Dominati (association déclarée pouvant accepter des libéralités entre vifs ou testamentaires dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat) : non soutenu ;

- article 11 : adopté.

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations)* : amendement n° 44 de M. François d'Aubert (absence de période probatoire de fonctionnement pour l'association demandant la reconnaissance d'utilité publique) : non soutenue ; amendement n° 13 de la commission (régime de la reconnaissance d'utilité publique des associations) : adopté ; amendement n° 32 de la commission des lois soutenu par M. Alain Lamassoure (forme nominative des titres détenus par les associations) : retiré ; amendement n° 42 de M. Gérard Trémège (association devant pouvoir continuer des placements en actions dès lors qu'il s'agit soit de titres nominatifs soit de titres au porteur identifiables institués par la loi sur l'épargne du 17 juin 1987) (p. 3710) : adopté ; amendement n° 89 de M. Christian Pierret : devenu sans objet ; amendement n° 46 de M. François d'Aubert (rôle du Conseil d'Etat dans la procédure de reconnaissance de l'utilité publique) (p. 3711) : rejeté (p. 3712) ; amendement n° 48 de M. François d'Aubert (association du ministre des finances et du ministre de la culture dans la procédure de reconnaissance d'utilité publique) (p. 3712) : rejeté ; amendement n° 45 de M. François d'Aubert (dotation initiale d'une fondation d'utilité publique ne pouvant être supérieure à 20 p. 100 du montant des ressources prévues pour la première année de son fonctionnement) ; retiré ;

- article 12, ainsi modifié : adopté (p. 3713).

Avant l'article 13 : amendement n° 14 de la commission (définition du régime juridique de la fondation) ; sous-amendement n° 98 du Gouvernement (capacité juridique de la fondation lorsque l'acte de fondation a pour but la création d'une personne morale) ; sous-amendement n° 91 de M. Gérard Trémège (raison et dénomination sociale de la fondation reconnue d'utilité publique créée à l'initiative d'une ou plusieurs sociétés commerciales) (p. 3728) ; reconnaissance de la fondation aux entreprises (p. 3729) ; interdiction à tout groupement n'ayant pas le statut de fondation reconnue d'utilité publique d'utiliser l'appellation de fondation ; sous-amendement n° 98 : adopté ; sous-amendement n° 91 : adopté ; amendement n° 14, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 15 de la commission (dotation initiale d'une fondation reconnue d'utilité publique pouvant être versée en plusieurs fractions sur une période maximale de cinq ans à compter de la date de publication au *J.O.* du décret lui accordant la reconnaissance d'utilité publique) : adopté après rectification.

Article 13 *(protection du titre de fondation)* (p. 3730) ; sanction de l'utilisation du terme de fondation ; amendement n° 49 de M. François d'Aubert (interdiction à tout groupement n'ayant pas le statut de fondation reconnue d'utilité publique de faire figurer dans ses statuts contrats, documents ou publicités, toute appellation de nature à faire croire qu'il bénéficie en tant que fondation du statut d'utilité publique) : retiré ; amendement identiques n° 16 de la commission, n° 28 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et n° 33 de la commission des lois (délai dont disposent les fondations pour mettre l'appellation de leur groupement en conformité avec les dispositions protégeant l'appellation de fondation) : adoptés ; amendement n° 90 de M. Louis Moulinet soutenu par M. Alain Calmat (liste des fondations reconnues d'utilité publique devant être publiée au *J.O.*) : rejeté (p. 3731) ; amendement n° 47 de M. François d'Aubert (suppression du dispositif pénal sanctionnant le non-respect des dispositions de cet article) : rejeté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 17 de la commission (assouplissement des règles régissant les placements financiers des fondations reconnues d'utilité publique) (p. 3732) : adopté.

Article 13 *bis* *(régime juridique des fondations d'entreprise)* : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, l'article 13 *bis* est supprimé et les amendements n° 34 de la commission des lois, n° 50 de M. François d'Aubert, n° 29 de la commission des affaires culturelles, n°s 51, 52 et 53 de M. François d'Aubert : devenus sans objet.

Article 13 *ter* *(réglementation des appels à la générosité publique)* : amendements identiques n° 19 de la commission et n° 35 de la commission des lois (de suppression) : adoptés ;

- en conséquence l'article 13 *ter* est supprimé et l'amendement n° 30 de la commission des affaires culturelles n'a plus d'objet.

Article 14 *(extension des groupements d'intérêt publique)* : adopté.

Article 15 *(legs d'œuvres à l'Etat)* : adopté (p. 3733).

Article 16 *(extension de l'exercice du droit de préemption de l'Etat sur les ventes publiques d'œuvres d'art au profit des collectivités territoriales)* : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 67 de M. Guy Hermier soutenu par M. Georges Hage (pourcentage fixé par décret étant prélevé sur les sommes économisées par les entreprises au titre des droits à déduction prévu par la présente loi) : rejeté ; amendement n° 77 de M. Bruno Durieux (régime des « chèques-culture ») (p. 3734) ; nécessité de développer la demande culturelle (p. 3735) : rejeté ; amendement n° 92 du Gouvernement (responsabilité du conservateur des hypothèques de Bastia) (p. 3736) ; technique des « cavaliers » : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 3737).

Article 2 *ter* : amendement n° 1 du Gouvernement (régime fiscal des versements effectués par les particuliers au profit du comité d'organisation des XVI^es^ jeux Olympiques d'hiver) : adopté ;

- article 2 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 3738).

Associations (régime des -) : *Bêche (Guy)* (p. 3738).

Désengagement de l'Etat : *Giard (Jean)* (p. 3738, 3739).

Laïcité de la République : *Bêche (Guy)* (p. 3738).

Vote hostile du groupe socialiste : *Bêche (Guy)* (p. 3738).

Vote hostile du groupe communiste : *Giard (Jean)* (p. 3739).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3739).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [9 juillet 1987] (p. 3893).

Achat d'œuvres d'artistes vivants ou décédés depuis vingt ans : *Trémège (Gérard)* (p. 3894).

Acquisition d'œuvres d'art par les entreprises : *Trémège (Gérard)* (p. 3893, 3894) ; *Juppé (Alain)* (p. 3894).

Amendements d'initiative parlementaire : *Trémège (Gérard)* (p. 3893) ; *Juppé (Alain)* (p. 3895).

Comité d'organisation des jeux Olympiques d'hiver (régime des versements aux -) : *Trémège (Gérard)* (p. 3893) ; *Juppé (Alain)* (p. 3895).

Fondations (régime des -) : *Trémège (Gérard)* (p. 3894).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3895, 3896).

Article 4 : amendement n° 1 du Gouvernement (procédure à suivre pour bénéficier du régime d'acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 13 : amendement n° 2 du Gouvernement (délai de régularisation de la situation juridique des fondations) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3897).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, modifié par les amendements n° 1 et 2 du Gouvernement : adoptés en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3897).

ŒUVRES PHILANTHROPIQUES

Voir *Commerce et artisanat* **22.**

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Voir *Sécurité civile* **1,** après l'article 15.

OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE

Voir *Police et sécurité* **4.**

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS

1. - Proposition de loi n° 1053 tendant à préciser le **délai de recours en garantie** des **adjudicataires** dans les **ventes mobilières** aux **enchères publiques** à l'encontre des **officiers vendeurs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Jean-Guy Branger et M. Gilbert Barbier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

OPÉRA

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule.

OPTION « ZÉRO »

Voir *Questions au Gouvernement* **387.**

OPTION « TRIPLE ZÉRO »

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

ORDONNNANCES

Voir *Parlement* **10.**

ORDRE DU JOUR

Voir *Rappels au règlement* **844.**

ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

Voir *Parlement* **9.**
Sécurité sociale **9.**

ORDRE PUBLIC

2. - Proposition de loi n° 92 tendant à réprimer l'**incitation et l'aide au suicide** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Pierre Montastruc (9 avril 1987), remplacé par M. Albert Mamy (1er juillet 1987). - Rapport n° **999** (28 octobre 1987), commun à la proposition n° **723** (voir ordre public **20**). - Discussion commune le 14 décembre 1987. - Proposition de loi n° **205.**

Sénat (deuxième lecture). - Dépôt le 14 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Etienne Dailly. - Rapport n° **172** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Proposition de loi n° **58.**

Loi n° 87-1133 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 13).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et de la proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723) [14 décembre 1987] (p. 7309).

Armes, drogues et produits toxiques (législation sur les -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7313).

Avortement : *Herlory (Guy)* (p. 7315).

Comportement de tiers en relation avec un suicide (répression du -) :

- aide au suicide (exclusion de - de l'incrimination) : *Mamy (Albert)* (p. 7311) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7312).

- circonstances aggravantes : *Mamy (Albert)* (p. 7311).

- incrimination retenue (champ couvert par celle-ci ; définition ; rejet de la notion d'incitation et d'aide au suicide au profit de celle de provocation à un suicide) : *Mamy (Albert)* (p. 7310, 7311, 7316) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7312) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7314, 7315) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7316).

- incrimination retenue à l'étranger pour réprimer l'incitation et l'aide au suicide : *Mamy (Albert)* (p. 7310) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7312).

- opportunité de légiférer sur le - : *Mamy (Albert)* (p. 7310) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7313, 7314).

Education (politique de l'-, civique notamment) : *Deprez (Léonce)* (p. 7316).

Euthanasie : *Mamy (Albert)* (p. 7310) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7312) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7314) ; *Herlory (Guy)* (p. 7315) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7316).

Famille (politique familiale) : *Herlory (Guy)* (p. 7315) ; *Mamy (Albert)* (p. 7317).

Liberté d'expression : *Chalandon (Albin)* (p. 7311) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7316).

Médias (presse écrite et chaînes radiophoniques et audiovisuelles : *Mamy (Albert)* (p. 7311) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7316).

Mineurs (protection des -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7313) ; *Mamy (Albert)* (p. 7317).

Œuvres littéraires : *Mamy (Albert)* (p. 7311, 7317) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7313).

Suicide (droit au - ; absence de répression du - depuis 1789) : *Mamy (Albert)* (p. 7309, 7310) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7312) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7312) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7314) ; *Herlory (Guy)* (p. 7315) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7315).

« Suicide, mode d'emploi » (ouvrage dénommé) :

- publication de l'- : *Mamy (Albert)* (p. 7309) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7312, 7313) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7314) ; *Herlory (Guy)* (p. 7315) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7316).

- poursuites engagées contre les auteurs et l'éditeur : *Mamy (Albert)* (p. 7309, 7310).

Suicides :

- causes : *Ducoloné (Guy)* (p. 7314) ; *Herlory (Guy)* (p. 7315) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7316).

- nombre de - et de tentative de - : *Mamy (Albert)* (p. 7309) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7316).

Vie (protection de la -) : *Herlory (Guy)* (p. 7315) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7316) ; *Mamy (Albert)* (p. 7317).

Discussion des articles [14 décembre 1987] (p. 7317).

Article 1er *(répression de l'incitation ou l'aide apportée au suicide ; circonstances aggravantes ; propagande ou publicité en faveur d'éléments destinés ou présentés comme de nature à se donner la mort) :* amendement n° 1 rectifié de la commission (répression de la provocation au suicide ; circonstances aggravantes se limitant au délit commis à l'égard des mineurs de moins de quinze ans ; propagande ou publicité en faveur d'éléments préconisés comme moyens de se donner la mort ; cas des délits commis par un moyen de communication audiovisuelle) ; amendement n° 4 de M. Guy Ducoloné (limitant le champ d'application de cet article à la propagande ou à la publicité en faveur d'éléments présentés ou destinés comme de nature à permettre de se donner la mort ; circonstances aggravantes en cas de délits commis à l'égard de mineurs de moins de quinze ans ou d'incapables mentaux) ; nécessité de préférer la notion de provocation au suicide tenté ou consommé à celle d'incitation ou d'aide apportée au suicide tenté ou consommé ; suppression de toute référence à l'aide au suicide ; limitation des circonstances aggravantes au suicide tenté ou consommé par des mineurs de moins de quinze ans ; nécessité de retenir un élément intentionnel pour incriminer les faits de propagande ou de publicité pouvant inciter au suicide (p. 7317) ; amendement n° 4 : retiré ; euthanasie ; notion de provocation au suicide ; nécessité d'un élément intentionnel ; notion d'élément intentionnel devant être établi par la jurisprudence ; application de la loi au seul cas où cet élément est manifeste ; amendement n° 11 rectifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 2 *(incitation ou aide au suicide ; propagande ou publicité en faveur de moyens présentés comme de nature à permettre le suicide sur des supports écrits, radiophoniques ou audiovisuels) :* amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

Titre : amendement n° 3 de la commission (tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition de loi « proposition de loi tendant à réprimer la provocation au suicide ») : adopté ;

- le titre de la proposition de loi est ainsi rédigé (p. 7318).

Explications de vote [14 décembre 1987] (p. 7318).

Provocation au suicide (notion de - ; répression de la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7319) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7319).

Vie (portée de la propriété de chaque individu sur sa propre -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7318, 7319).

Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7319).

Vote positif du groupe R.P.R. et de la majorité : *Limouzy (Jacques)* (p. 7319).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi au scrutin public (p. 7319).

15. - Proposition de résolution n° 525 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986** (voir table 1986).

Rapporteur : M. Emmanuel Aubert. - Rapport n° **850** (16 juin 1987).

19. - Proposition de résolution n° 828 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les atteintes aux libertés et les **violences policières** en **Nouvelle-Calédonie.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 7 avril 1987 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Bussereau (16 avril 1987). - Rapport n° **735** (13 mai 1987).

20. - Proposition de loi n° 723 tendant à **réprimer l'incitation au suicide.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jacques Barrot. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Albert Mamy (4 juin 1987). - Rapport n° **999** (28 octobre 1987) commun à la proposition de loi n° **92** (voir *Ordre public* **2**). - Discussion commune le 14 décembre 1987. - Adoption le 14 décembre 1987. - Proposition de loi n° **205** (voir *Ordre public* **2**).

21. - Proposition de loi n° 814 tendant à considérer **les victimes du terrorisme comme des victimes de guerre.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (1er juillet 1987).

22. - Proposition de loi n° 825 tendant à faire bénéficier les **victimes d'actes de terrorisme,** commis depuis le 1er janvier 1985, de certaines dispositions prévues par la loi n° 59901 du 21 juillet 1909.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Jean-Pierre Bechter et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (1er juillet 1987).

Voir *Questions orales sans débat* **194.**

Incidents à Port-Marly

Voir *Questions orales sans débat* **188.**

Insécurité

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3** (D.G., E.V.).

Lutte contre le terrorisme

Voir *Questions au Gouvernement* **418.**

Mise à la disposition de la police d'appelés du contingent

Voir *Questions au Gouvernement* **396.**

ORDRES PROFESSIONNELS

1. - Proposition de loi n° 99 visant à garantir le **libre exercice de la profession de géomètre-expert.**

Sénat (première lecture) : voir table 1986.

Assemblée nationale (première lecture). - Rapport n° **793** (27 mai 1987). - Discussion les 16 juin et 7 juillet 1987. - Deuxième délibération (art.). - Adoption le 7 juillet 1987. - Proposition de loi n° **156.**

Sénat (deuxième lecture). N° **367** (1986-1987). - Dépôt le 9 juillet 1987. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Jean Colin. - Rapport n° **50** (1987-1988). - Discussion le 22 octobre 1987. - Adoption avec modifications le 22 octobre 1987. - Proposition de loi n° **5.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° **974.** - Dépôt le 23 octobre 1987. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Charié. - Rapport n° **1064** (25 novembre 1987). - Discussion le 2 décembre 1987. - Adoption définitive le 2 décembre 1987. - Proposition de loi n° **196.**

Loi n° 87-998 du 15 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 16 décembre 1987 (p. 14616).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juin 1987] (p. 2421, 2426).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2422, 2424) ; *César (Gérard) :* inscrit contre (R.P.R.) (p. 2424) ; rejetée (p. 2424).

Géomètres-experts (monopole des - et organisation corporative) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2422) ; *Porelli (Vincent)* (p. 2423, 2424) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2425).

Conseil constitutionnel (décision du 28 décembre 1985) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2423).

Conseil d'Etat (avis du 14 octobre 1975) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2422).

Cour de cassation (arrêt de 1968 relatif à l'interprétation de la loi du 7 mai 1946) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2422).

Loi de 1946 relative à la profession des géomètres-experts : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2421) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2424).

Marché européen : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2425).

Médiateur (avis de 1983 du -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2423).

Proposition de loi n° 2151 du groupe communiste déposée en 1984 relative à la profession de géomètre-expert : *Porelli (Vincent)* (p. 2424).

Topographes (droit des - d'exercer leur profession) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2422, 2423, 2424) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2425).

Discussion de l'article unique [16 juin 1987] (p. 2426) ; [7 juillet 1987] (p. 3745).

Avant l'article unique : amendement n° 1 de la commission (définition du champ d'activité du géomètre-expert) ; reprise par cet amendement du même cheminement que la loi du 7 mai 1986, risquant de provoquer des conflits jurisprudentiels ; manque de clarté de cette loi ; amendement n° 1 : adopté (p. 2426) ; amendement n° 2 de la commission (définition du monopole des géomètres-experts) ; sous-amendement n° 19 de M. Jean-Paul Charié, à titre personnel (suppression de toute référence aux documents annexés) ; sous-amendement n° 24 de M. Michel Jacquemin (suppression du deuxième alinéa de l'amendement n° 2) ; amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Gérard César (définition du champ du monopole des géomètres-experts) ; amendement n° 11 de M. Jean-Louis Masson (non application du monopole des géomètres-experts pour l'exécution des travaux des services publics) ; amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (inopposabilité du monopole des géomètres-experts aux experts agricoles) ; référence inutile aux documents annexés dans les actes authentiques pour définir la compétence des géomètres-experts ; restriction du champ d'intervention des experts agricoles par la proposition de loi ; nécessité de bien définir le statut des experts fonciers agricoles ; amendements n° 11 et 12 : non soutenus (p. 2427) ; champ d'activité des experts agricoles et fonciers maintenu ; nécessité d'une définition claire du monopole des géomètres-experts en vue de la constitution de la jurisprudence, l'essentiel du monopole réservé aux géomètres-experts ne devant pas gêner l'activité spécifique des experts agricoles ; retour au manque de clarté de la loi de 1946 ; sous-amendement n° 19 : adopté au scrutin public ; sous-amendement n° 24 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 10 : devenu sans objet (p. 2428). amendement n° 3 de la commission (prise en compte des ressortissants de la communauté européenne) : adopté ; amendement n° 21 de M. Guy Malandain (abrogation du 8e alinéa de l'article 3 de la loi du 7 mai 1946 (p. 3746) : adopté ; amendement n° 22 de M. Guy Malandain (abrogation du 9e alinéa de l'article 3 de la loi du 7 mai 1946) : adopté ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; demande de suspension de séance (p. 3746) ; **rappel au règlement** de M. Guy Malandain ; **rappel au règlement** de M. Pierre Micaux ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassihet.

Article unique *(abrogation de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985)* (p. 3747) ; retour à la définition initiale de l'alinéa premier de l'article 1er de la loi de 1946 ; monopole des géomètres-experts s'étendant désormais sur tous les travaux ayant pour but l'établissement de procès-verbaux ; texte rétablissant la confusion de l'article 1er de la loi de 1946 ; monopole des géomètres-experts tendant à mettre en difficulté les topographes ; prérapport prévoyant un accès libre et sans protection aux activités exercées par les géomètres ; tendance au corporatisme ; garantie de compétences nécessaires pour l'établissement d'un acte public (p. 3748) ; garantie de diplômes nécessaires pour de tels actes ; amendement n° 13 de M. Guy Malandain (de suppression) ; texte n'apportant aucun élément nouveau permettant de clarifier la situation ; garanties apportées à la propriété privée ; délimitation claire des compétences des géomètres-experts ; projet ne rétablissant le monopole des géomètres-experts que sur la délimitation des droits fonciers ; protection du consommateur ; législation nécessaire au regard du droit des Etats membres de la communauté européenne ; double possibilité d'intégration au sein de l'ordre des géomètres-experts pour les professionnels (p. 3749) ; amendement n° 13 : rejeté ; amendement n° 4 rectifié de la commission (champ du monopole des géomètres-experts) ; sous-amendement n° 17 du Gouvernement (de coordination) ; amendement n° 16 du Gouvernement (même objet que l'amendement n° 4 rectifié de la commission) ; amendement n° 16 : retiré ; nouvel article comportant une rédaction différente mais qui, au fond, offre la même interprétation juridique que la loi de 1946 ; texte revenant à la source du conflit permanent entre les géomètres et les topographes (p. 3750) ; sous-amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 4 rectifié, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article unique.

Après l'article unique : amendement n° 5 rectifié de la commission (modalités d'intégration des topographes au sein de l'ordre des géomètres-experts) ; sous-amendement n° 20 de M. Guy Maladain (tendant à éviter une répétition au sein du nouveau texte) ; sous-amendement n° 18 du Gouvernement (prise en compte des experts agricoles et fonciers et des experts forestiers) : inexistence de numerus clausus au sein de la profession de géomètre-expert (p. 3751) ; sous-amendement n° 20 : rejeté ; sous-amendement n° 18 : adopté ; amendement n° 5 rectifié, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 7, deuxième rectification, de la commission (conditions d'intégration des topographes au sein de l'ordre des géomètres-experts) ; sous-amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Guy Herlory (remplacement de la commission nationale instituée à l'article 28 par le conseil régional) ; sous amendement n° 14 rectifié du Gouvernement (même objet) ; amendement tendant à régler la situation d'un certain nombre de topographes exerçant depuis de nombreuses années et disposant d'une expérience leur permettant de demander leur inscription à l'ordre des géomètres-experts ; risque de situation conflictuelle entre les deux professions ; sous-amendement n° 23 : retiré ; évocation de la compétence du conseil régional sans sa définition dans le texte du projet de loi ; sous-amendement n° 14 rectifié : adopté (p. 3752) ; amendement n° 7, modifié : adopté ; amendement n° 6 de la commission (organisation et attributions de la commission nationale) ; sous-amendement n° 15 du Gouvernement (représentation des experts agricoles et fonciers au sein de la commission nationale) ; recours des topographes, lors de leur processus d'intégration, impossible ; sous-amendement n° 15 : adopté, amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 8 de la commission (tendant à autoriser les géomètres-experts à achever les opérations effectuées en vertu de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985) (p. 3753) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 supprimant les spécificités d'Alsace-Lorraine) ; loi locale fonctionnant à la satisfaction de l'ensemble des parties concernées (p. 3754) : rejeté.

Explications de vote (p. 3755).

Géomètres-experts (définition du monopole des -) : *Herlory (Guy)* (p. 3755) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3755) ; *Dehaine (Arthur)* (p. 3755).

Vote favorable du groupe Front national : *Herlory (Guy)* (p. 3755).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Dehaine (Arthur)* (p. 3756).

Vote hostile du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 3755).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi au scrutin public (p. 3756).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 1987] (p. 6708).

Concurrence (libre jeu de la - entre les différentes professions) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6708) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 6709).

Géomètres-experts :

- compétences des - nouvellement inscrits au tableau de l'ordre : *Charié (Jean-Paul)* (p. 7608).

- conditions d'inscription à l'ordre des - : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6708).

- monopole des - : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6708) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 6709).

Sénat (modifications adoptées par le -) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 6708).

Discussion des articles :

Article 2 *(inscription à titre exceptionnel au tableau de l'ordre des géomètres-experts) :* amendement n° 1 de M. Guy Malandain (tendant à renforcer le droit à l'inscription au tableau de l'ordre des géomètres-experts) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Guy Malandain (rédactionnel) (p. 6709) : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de M. Guy Malandain (amnistie de toutes les sanctions d'ordre disciplinaire ou professionnel provoquée par une mauvaise interprétation de la loi du 7 mai 1946); sanctions continuant à être prises à l'égard des topographes notamment ; procédures engagées par un corps de la profession contre un autre ; ordre des géomètres-experts s'étant engagé, par lettre adressée au ministre de l'équipement, à retirer définitivement les plaintes dès l'adoption de ce texte ; amendement n° 3 : rejeté.

Article 3 *(conditions d'exercice de la profession par les techniciens inscrits à titre exceptionnel) :* adopté.

Article 4 *(institution d'une commission nationale)* (p. 6710) ; adopté.

Article 5 *(dispositions transitoires) :* adopté.

Explications de vote (p. 6711).

Géomètres-experts (monopole des -) : *Malandain (Guy)* (p. 6711).

Marché européen (comptabilité de la loi avec l'acte unique) : *Malandain (Guy)* (p. 6711).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6711).

ORDRES PROFESSIONNELS

3. - Proposition de loi n° 414 tendant à la création de **chambres régionales de métiers** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jacques Farran (28 avril 1987).

Experts-comptables

Voir *Questions orales sans débat* **265.**

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (O.M.S.)

Voir *Santé publique* **9.**

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir *Associations et mouvements* **5.**
Coopération et développement **4.**

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Voir *Conseil économique et social* **2.**

OTAGES FRANÇAIS AU LIBAN

Libération de deux otages français au Liban

M. Claude Labbé, vice-président, annonce à l'Assemblée la libération de MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque [27 novembre 1987] (p. 6507).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **524, 544, 577.**
Questions orales sans débat **232.**

OVINS

Voir *Questions au Gouvernement* **453, 482.**

P

PACIFISME

Voir *Questions au Gouvernement* **617.**

Appel des Cent

Voir *Questions au Gouvernement* **421.**

PANTHÉON

Voir *Funérailles nationales* **2.**

PAPIER JOURNAL

Implantation d'une usine de - à Strasbourg

Voir *Questions orales sans débat* **305.**

PARCS DE LOISIRS

Voir *Questions au Gouvernement* **448.**
Tourisme et loisirs **4.**

PARCS D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

PARCS NATIONAUX ET RÉSERVES NATURELLES

Situation des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Environnement.

PARENT ISOLÉ

Voir *Famille* **11.**

PARLEMENT

7. - Proposition de loi constitutionnelle n° 559 tendant à modifier le **régime des sessions** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Dominique Saint-Pierre (9 avril 1987).

8. - Proposition de résolution n° 575 tendant à modifier les **articles 29 et 36 du règlement de l'Assemblée nationale** sur les compétences des **commissions permanentes** (voir table 1986).

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. André Fanton (9 avril 1987).

9. - Proposition de résolution n° 798 portant mise en accusation de **M. Christian Nucci,** ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant **la Haute Cour de justice.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 3 juin 1987 par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Proposition déclarée recevable par le bureau de l'Assemblée nationale (3 juin 1987). - Renvoi à une commission spéciale. - Composition [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6239). - Rapporteur : M. André Fanton. - Rapport n° **921** (30 juin 1987). - Discussion le 7 octobre 1987. - Adoption le 7 octobre 1987. - Résolution n° **173.**

Sénat. - N° **36** (1986-1987). - Dépôt le 8 octobre 1987. - Renvoi à une commission de trente membres élus spécialement pour son examen. - Rapporteur : M. Charles Jolibois. - Rapport n° **127** (1987-1988). - Adoption définitive le 10 décembre 1987. - Résolution n° **44.**

INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

Explications de vote [2 octobre 1987] (p. 3918).

Carrefour du développement : *Joxe (Pierre)* (p. 3919).

Faux passeport : *Joxe (Pierre)* (p. 3918).

Nucci (mise en accusation de M. -) : *Joxe (Pierre)* (p. 3919) ; *Messmer (Pierre)* (p. 3920) ; *Hage (Georges)* (p. 3920) ; *Rossi (André)* (p. 3920).

Privatisations (inscription à l'ordre du jour d'un débat sur les -) : *Joxe (Pierre)* (p. 3918, 3919).

Vote favorable du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 3920).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Messmer (Pierre)* (p. 3920).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Rossi (André)* (p. 3920).

Vote hostile du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 3920).

Adoption de l'ordre du jour complémentaire (p. 3920).

En conséquence, la discussion des conclusions du rapport sur la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice aura donc lieu le mercredi 7 octobre, après les questions au Gouvernement.

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] (p. 3999).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (P.S.) : *Joxe (Pierre)* (p. 4002 à 4007) ; *Debré (Jean-Louis) (inscrit contre R.P.R.)* (p. 4007, 4008) ; *Guéna (Yves)* (p. 4008) ; rejetée au scrutin public (p. 4009).

Carrefour du développement (affaire du -) :

- Chalier (révélations de M. -) : *Dumas (Roland)* (p. 4019, 4020).

- coopération (pratiques des ministres de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4004).

- Cour des comptes (rapport de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4005, 4006, 4007) ; *Dumas (Roland)* (p. 4018).

- faux passeport délivré à M. Chalier : *Joxe (Pierre)* (p. 4003, 4005, 4006, 4017) ; *Mamy (Albert)* (p. 4017) ; *Dumas (Roland)* (p. 4019, 4020).

- levée des obstacles aux investigations du juge (demande de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4006, 4007).

- procédures judiciaire et administrative en cours : *Joxe (Pierre)* (p. 4005, 4006) ; *Nucci (Christian)* (p. 4015) ; *Mamy (Albert)* (p. 4016) ; *Dumas (Roland)* (p. 4020, 4021).

- secret défense : *Joxe (Pierre)* (p. 4005, 4006, 4007) ; *Dumas (Roland)* (p. 4020).

Haute Cour de justice :

- commission d'instruction (rôle de la -) : *Fanton (André)* (p. 4000, 4001) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4007) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4007, 4008) ; *Mamy (Albert)* (p. 4016, 4017).

- compétence : *Fanton (André)* (p. 4000) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4007) ; *Guéna (Yves)* (p. 4008) ; *Mamy (Albert)* (p. 4016) ; *Dumas (Roland)* (p. 4018).

- indépendance politique : *Fanton (André)* (p. 4001) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4002, 4003).

- indépendance (demande de traduction de M. -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4007).

- précédents : *Dumas (Roland)* (p. 4018, 4021).

- saisine (limites de la -) : *Guéna (Yves)* (p. 4008).

Mise en accusation de M. Christian Nucci :

- commission *ad hoc* (travail et conclusions du rapport de la -) : *Fanton (André)* (p. 4000, 4001) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4003, 4004, 4005, 4007) ; *Guéna (Yves)* (p. 4008) ; *Mamy (Albert)* (p. 4017) ; *Dumas (Roland)* (p. 4018).

- Cour des comptes (compétence de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4002) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4008) ; *Dumas (Roland)* (p. 4018, 4019).

- culpabilité (présomption de - apportée par la mise en accusation) : *Joxe (Pierre)* (p. 4005, 4006) ; *Nucci (Christian)* (p. 4015) ; *Dumas (Roland)* (p. 4021).

- Gouvernement (rôle du - dans la mise en accusation) : *Joxe (Pierre)* (p. 4003) ; *Dumas (Roland)* (p. 4018, 4019, 4021).

- incertitude et malaise des hommes politiques : *Joxe (Pierre)* (p. 4003, 4005) ; *Dumas (Roland)* (p. 4018).

- innocence (présomption d'-) : *Fanton (André)* (p. 3999) ; *Mamy (Albert)* (p. 4018).

- pouvoir judiciaire (respect du fonctionnement du -) : *Fanton (André)* (p. 4001) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4007) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4007, 4008) ; *Nucci (Christian)* (p. 4015) ; *Mamy (Albert)* (p. 4016, 4018).

- procédure de mise en accusation : *Fanton (André)* (p. 3999, 4000) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4002, 4003) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4007) ; *Nucci (Christian)* (p. 4015) ; *Mamy (Albert)* (p. 4016) ; *Dumas (Roland)* (p. 4019, 4020, 4021).

- proposition de résolution (modification du texte de la -) : *Fanton (André)* (p. 4000) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4003, 4004) ; *Guéna (Yves)* (p. 4008) ; *Mamy (Albert)* (p. 4016, 4017).

- responsabilité du vote des députés : *Fanton (André)* (p. 3999, 4001) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4003) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 4007) ; *Nucci (Christian)* (p. 4015) ; *Mamy (Albert)* (p. 4017) ; *Dumas (Roland)* (p. 4021).

- revanche politique : *Dumas (Roland)* (p. 4020, 4021, 4022).

- séparation des pouvoirs (principe de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4003, 4006) ; *Dumas (Roland)* (p. 4021, 4022).

Discussion de l'article unique [7 octobre 1987] (p. 4022).

Article unique *(portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice) :* amendement n° 1 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Delebarre (portant en référence le rapport public de la Cour des comptes de 1987, après les mots : « vu les règlements des Assemblées parlementaires ») ; pratique constante au recours des associations du ministère de la coopération (p. 4022, 4023) ; compétence de la Cour des comptes ; commission d'instruction : rejeté au scrutin public ; amendement n° 2 de M. Pierre Joxe (supprimant le paragraphe portant mise en accusation de M. Nucci) ; possibilité d'élargir l'enquête à l'ensemble de l'affaire du Carrefour du développement ; impossibilité constitutionnelle de joindre les procédures diverses ; droit à la défense de M. Nucci : rejeté (p. 4023) ; amendement n° 3 de M. Pierre Joxe (supprimant la notion d'initiatives de M. Nucci dans le premier alinéa de l'énoncé des faits) ; jonction des procédures ; rapport de la Cour des comptes ; rétablissement de la vérité ; commission d'instruction : rejeté ; amendement n° 4 de M. Pierre Joxe : devenu sans objet par suite du rejet de l'amendement n° 1 (p. 4024, 4025) ; amendement n° 5 de M. Pierre Joxe (supprimant les mots : « et sur le compte joint Nucci-Chalier » dans l'énoncé des faits) ; rapport de la Cour des comptes ; déclarations de M. Chalier ; commission d'instruction : rejeté ; amendement n° 6 de M. Pierre Joxe (modifiant la conclusion de l'article unique en ne conservant que l'alinéa qui ouvre l'enquête et en ne préjugeant pas de la condamnation et du renvoi de M. Nucci devant la Haute Cour) ; recevabilité de cet amendement : rejeté (p. 4025) ; amendement n° 7 de M. Pierre Joxe (prévoyant, dans le premier alinéa de la conclusion, que la commission d'instruction « puisse mener toutes investigations sur les faits ayant permis à Yves Chalier de se soustraire à la justice ») ; compétence de la commission d'instruction ; importance donnée par l'Assemblée à la recherche des conditions dans lesquelles Yves Chalier a pu s'enfuir à l'étranger : rejeté au scrutin public après contestation sur le vote à main levée ; amendement n° 8 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Michel Delebarre (supprimant les sept derniers alinéas de la conclusion, mentionnant, au titre de M. Nucci, les agissements de M. Chalier) (p. 4026) ; déclarations de M. Chalier au juge d'instruction le 3 mars 1987 ; ordonnance d'incompétence du juge d'instruction en date du 6 mai 1987 ; amendement supprimant la possibilité réelle de transmettre le dossier à la Haute Cour : rejeté au scrutin public (p. 4027).

Explications de vote [7 octobre 1987] (p. 4027).

Commission *ad hoc* (travaux de la -) : *Hage (Georges)* (p. 4027).

Communistes (attitude des -) : *Hage (Georges)* (p. 4027).

Cour des comptes (rapport de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 4028).

Droit à la défense : *Limouzy (Jacques)* (p. 4028).

Faux passeport : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4028).

Innocence (présomption d'-) : *Hage (Georges)* (p. 4027).

Jonction des procédures judiciaires : *Joxe (Pierre)* (p. 4028).

Ministre de l'intérieur (attitude du -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4028).

Respect de la procédure judiciaire : *Hage (Georges)* (p. 4027) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4028) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4029).

Responsabilité du vote des députés : *Limouzy (Jacques)* (p. 4028) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4029).

Secret défense : *Hage (Georges)* (p. 4027) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4028).

Vote positif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 4027, 4028).

Vote positif du groupe Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4028).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4029).

10. - Proposition de loi n° 944 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (20 novembre 1987.

11. - Proposition de loi n° 1049 tendant à l' **information** des **parlementaires** sur la composition et les conséquences de l' **immigration.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Pierre Descaves et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. - Proposition de loi organique n° 1180 relative à l'**indemnisation des membres du Parlement.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par MM. Gérard Larrat, Albert Lamy, Gérard Trémège. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. - Proposition de loi n° 1210 tendant à compléter **l'article 100** du **règlement** de l'**Assemblée nationale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 décembre 1987 par M. Jean Foyer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **5.**
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1,** article 3.

Contrôle par le - des finances de la sécurité sociale

Voir *Sécurité sociale* **9.**

PARLEMENTAIRES

Voir *Elections et référendums* **40.**

PARRAINAGE ÉDUCATIF

Voir *Famille* **4.**

PARRAINAGES DE CANDIDATURES POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Voir *Questions au Gouvernement* **475.**

PARTICIPATION DES SALARIÉS

D'une société étrangère

Voir *Marchés financiers* **3,** discussion des articles après l'article 20 : amendement n° 87.

Fonds commune de placement

Voir *Marchés financiers* **3,** discussion des articles : après l'article 22, amendement n° 59 du Gouvernement.

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES

1. - Proposition de loi n° 594 tendant à la **moralisation et à la transparence des partis politiques en France** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. André Fanton (9 avril 1987).

2. - Proposition de loi n° 646 relative à la **transparence et la moralisation du financement de la vie politique en France.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Philippe Vasseur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Bussereau (7 mai 1987).

3. - Proposition de loi n° 765 tendant à instaurer le **financement public et la transparence financière des partis et groupements politiques,** la transparence des dépenses électorales et de toute campagne politique.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Pierre Micaux. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Dominique Bussereau (1er juillet 1987).

4. - Proposition de loi n° 878 tendant à assurer la **transparence du financement des partis politiques et des campagnes électorales en France.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Alain Griotteray. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (8 octobre 1987).

5. - Proposition de loi n° 1070 relative au **financement** et à la **transparence** des **dépenses électorales** des **partis politiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Jacques Barrot et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Elections et référendums*

Affichage électoral irrégulier

Voir *Questions au Gouvernement* **608.**

Association pour la formation des citoyens

Voir *Questions au Gouvernement* **608.**

Election du Président de la République

Voir *Elections et référendums* **42.**

« Etat-R.P.R. »

Voir *Questions au Gouvernement* **510.**

PARTIS POLITIQUES

Financement des -

Voir *Elections et référendums* **46, 47,** discussion générale, discussion des articles.
Faits personnels.
Questions au Gouvernement **349, 549.**

Publicité pour les -

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Statut des -

Voir *Elections et référendums* **46, 47,** discussion générale, discussion des articles, après l'article 7.

PAS-DE-CALAIS

Voir *Départements* **4.**

PASQUA (Charles)

Demande de mise en accusation de M. -

Voir *Parlement* **9.**

PATRIMOINE

- des hommes politiques

Voir *Elections et référendums* **42.**
Elections et référendums **46, 47,** discussion générale, discussion des articles, articles 1er, 6, 7, après l'article 7 et 8.

PATRIMOINE ESTHÉTIQUE, ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

1. - Projet de loi de programme n° 1019 relatif au **patrimoine monumental** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **6** (1987-1988). - Dépôt le 2 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Jacques Pelletier. - Rapport n° **79** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur pour avis : M. Raymond Bourgine. - Avis n° **80** (1987-1988). - Discussion le 5 novembre 1987. - Adoption le 5 novembre 1987. - Projet de loi n° **30.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs (12 novembre 1987). - Rapport n° **1102** (3 décembre 1987). - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. - Rapporteur pour avis : M. Jean de Gaulle (26 novembre 1987). - Avis n° **1124** (9 décembre 1987). - Discussion le 18 décembre 1987. - Adoption le 18 décembre 1987. - Projet de loi n° **212.**

Sénat (deuxième lecture). N° **187** (1987-1988). - Dépôt le 19 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905). - Réunion le 21 décembre 1987. - Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jean-Paul Fuchs. - Rapport n° **1175** (22 décembre 1987). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° 237.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Pelletier. - Rapport n° **207** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° 85.

Loi n° 88-12 du 5 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 207).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1987] (p. 7723, 7738).

Commission des abords : *Rostolan (Michel de)* (p. 7739).

Conseil économique et social (avis du -) : *Scavennec (Marie-Antoinette)* (rapporteur suppléant du Conseil économique et social) (p. 7726, 7727) ; *Hage (Georges)* (p. 7738).

Création contemporaine : *Hage (Georges)* (p. 7738).

Crédits d'entretien (évolution et consommation des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Billon (Alain)* (p. 7730).

Crédits d'équipements (évolution et consommation des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723, 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725).

Europe culturelle et grand marché européen (échéance du -) : *Kuster (Gérard)* (p. 7732) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7743) ; *Léotard (François)* (p. 7745).

Grands projets culturels (et notamment Grand Louvre) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7729) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7741) ; *Léotard (François)* (p. 7745).

Loi de programme :

- antécédents : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Léotard (François)* (p. 7727) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7728) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7731) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 7742) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7742).

- archéologie : *Léotard (François)* (p. 7728, 7745) ; *Billon (Alain)* (p. 7730) ; *Hage (Georges)* (p. 7739) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7743) ; *Mamy (Albert)* (p. 7744).

- champ d'action (et notamment cathédrales) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7726) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* rapporteur suppléant du Conseil économique et social) (p. 7726) ; *Léotard (François)* (p. 7727, 7728, 7745) ; *Billon (Alain)* (p. 7730) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7732) ; *Hage (Georges)* (p. 7738, 7739).

- conséquences culturelles : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (rapporteur suppléant du Conseil économique et social) (p. 7727) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7728) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7743).

- conséquences économiques : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Scavennec (Marie-Antoinette)* (rapporteur suppléant du Conseil économique et social) (p. 7727) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7728) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7742) ; *Mamy (Albert)* (p. 7744) ; *Léotard (François)* (p. 7745).

- crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7726) ; *Léotard (François)* (p. 7727, 7728) ; *Billon (Alain)* (p. 7730) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7731) ; *Hage (Georges)* (p. 7738, 7739) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 7742) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7742).

- crédits (répartition Etat-communes et-ou Paris-province) : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7728, 7729) ; *Billon (Alain)* (p. 7730) ; *Mamy (Albert)* (p. 7744) ; *Léotard (François)* (p. 7744, 7745).

- fiscalité : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7726) ; *Léotard (François)* (p. 7728, 7745) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7729) ; *Billon (Alain)* (p. 7730, 7731) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7731, 7732) ; *Hage (Georges)* (p. 7739) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 7742).

- information du Parlement : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7726) ; *Billon (Alain)* (p. 7731).

- patrimoine rural et industriel : *Kuster (Gérard)* (p. 7732) ; *Hage (Georges)* (p. 7739) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 7743, 7744) ; *Mamy (Albert)* (p. 7744) ; *Léotard (François)* (p. 7745).

- sites naturels : *Scavennec (Marie-Antoinette)* (rapporteur suppléant du Conseil économique et social) (p. 7727) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7732).

Lourdeur administrative : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723, 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7732) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7741).

Patrimoine :

- Arc-et-Senans (saline royale de) : *Kuster (Gérard)* (p. 7732).

- composition : *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7732).

- dégradation : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Léotard (François)* (p. 7727) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 7741).

- identité nationale et patrimoine : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Léotard (François)* (p. 7728) ; *Billon (Alain)* (p. 7729, 7730) ; *Kuster (Gérard)* (p. 7731) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7741) ; *Mamy (Albert)* (p. 7744).

- utilisation du patrimoine monumental : *Léotard (François)* (p. 7727) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7729) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7740).

Personnel qualifié (situation du - et notamment des architectes) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723, 7724) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7725) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7739).

Politique architecturale : *Kuster (Gérard)* (p. 7732) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7739, 7740) ; *Léotard (François)* (p. 7745).

Politique culturelle : *Rostolan (Michel de)* (p. 7741).

Politique de l'urbanisme : *Rostolan (Michel de)* (p. 7740).

Tourisme : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7723) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7728) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 7743) ; *Mamy (Albert)* (p. 7744).

Yourcenar (Marguerite) (hommage à la mémoire de -) : *Léotard (François)* (p. 7727).

Discussion des articles [18 décembre 1987] (p. 7745).

Article 1er *(objectif de la loi de programme)* (p. 7745, 7746) ; amendement n° 9 de M. Georges Hage (soumettant les opérations de restauration et de mise en valeur dans la loi de programme à l'avis de commissions départementales associant les élus locaux et les représentants de toutes les associations œuvrant dans un but culturel, éducatif, scientifique et artistique à la défense et à la sauvegarde du patrimoine) ; amendement consistant en un alourdissement des procédures ; existence des corephae ; rejeté ; amendement n° 27 de M. Etienne Pinte (précisant dans la première phrase du deuxième alinéa (1°) de l'article 1er que les monuments inscrits sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ; amendement n° 27 corrigé : adopté ; amendement n° 12 de M. Georges Hage (réservant les crédits aux monuments appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques) ; importance du patrimoine appartenant à des personnes privées ; fondations d'utilité publique : rejeté ; amendement n° 11 de M. Georges Hage (supprimant la mention des cathédrales, parcs et jardins historiques) ; énumération établissant une hiérarchie ; amendement mettant en évidence l'insuffisance de cette loi de programme ; programmation des urgences (p. 7746) ; état des cathédrales de Beauvais, Reims ou Chartres : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (prévoyant que la loi doit permettre non seulement de poursuivre mais aussi d'engager des programmes généraux de travaux sur les monuments classés ou inscrits et sur le patrimoine rural non protégé) : adopté ; amendement n° 28 de M. Etienne Pinte (limitant l'application de la loi au patrimoine monumental et non au patrimoine rural non protégé dans le dernier alinéa de l'article 1er) ; terminologie de « patrimoine rural non protégé » retenue depuis 1981 et correspondant à la nomenclature budgétaire ; amendement consistant à ne plus prendre en compte les monuments qui ne sont pas protégés ; retiré ; amendement n° 25 de M. Gérard Kuster (limitant l'application de la loi pour le patrimoine rural non protégé aux seuls monuments faisant l'objet d'un engagement financier d'une collectivité territoriale) ; nécessité de préserver la possibilité pour l'Etat d'intervenir en dehors des cas où les collectivités locales n'interviennent pas ; retiré ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendements identiques n° 15 de M. Georges Hage et n° 32 de M. Alain Billon (précisant les mesures que prendra le Gouvernement pour assurer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine rural dans le délai d'un an après la promulgation de la loi) ; nécessité de préciser les mesures à prendre en faveur des édifices ruraux (p. 7747) ; bicentenaire de la Révolution française ; nécessité de consulter les élus et les associations scientifiques, culturelles, artistiques, éducatives, archéologiques, de sauvegarde et de protection du patrimoine ; amendements nos 15 et 32 : rejetés.

Article 2 *(montant et indexation des autorisations de programme)* : adopté.

Article 3 *(présentation annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution de la loi de programme)* : amendement n° 29 de M. Etienne Pinte (de précision) : adopté ; amendement n° 16 de M. Georges Hage (prévoyant la mise en évidence par le rapport des avantages pour le public des subventions accordées) (p. 7748) ; amendement n° 17 de M. Georges Hage (précisant que le rapport met en évidence les conséquences des exonérations fiscales et des réductions d'impôt dont ont bénéficié les propriétaires des monuments) ; amendement n° 16 : rejeté ; amendement n° 17 : rejeté ; amendements identiques n° 18 de M. Georges Hage et n° 33 de M. Alain Billon (prévoyant dans le rapport annuel la mention du nombre d'emplois créés à la suite de l'application de la loi) ; amendements consistant en un alourdissement des procédures ; difficultés de mentionner les emplois qui ne sont pas directement créés par l'Etat ; amendements nos 18 et 33 : rejetés par un seul vote ;

– article 3 corrigé et modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 23 de M. Alain Billon (allongement de la durée annuelle d'ouverture au public ; prise en compte des activités sociales et éducatives dans la définition de l'accès au public) ; amendement relevant du domaine réglementaire ; engagement d'une réflexion menée en étroite concertation avec les associations de propriétaires de monuments historiques et tenant compte de la diversité des cas ; amendement n° 23 : rejeté (p. 7749) ; amendement n° 35 (faisant obligation au Gouvernement de présenter au Parlement dans un délai de trois mois un rapport sur les moyens destinés à rationaliser, simplifier, accélérer et harmoniser la gestion du patrimoine naturel et monumental et les procédures de classement et d'inscription, la réalisation des études et l'exécution des programmes, ainsi que l'octroi des subventions de l'Etat) : adopté ; amendement n° 2 de la commission *(idem)* : devenu sans objet ; amendement n° 3 de la commission (faisant obligation au Gouvernement de présenter dans les trois mois suivant la publication de la loi un rapport sur les moyens susceptibles d'être mis en œuvre pour assurer la protection de certains monuments d'intérêt local situés notamment en zone rurale) : devenu sans objet ; amendement n° 26 rectifié de M. Gérard Kuster (tendant à la création d'un haut commissariat au patrimoine chargé de coordonner l'inscription, le classement et la gestion des patrimoines monumentaux, naturels et historiques) ; nécessité de l'unicité de gestion et de décision ; examen de cette question dans le rapport demandé par le Parlement ; amendement n° 26 rectifié : retiré (p. 7750).

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public)* : amendement n° 19 de M. Georges Hage (de suppression) ; prétexte à de nouvelles exonérations fiscales ; mission de service public remplie par les propriétaires assurant l'entretien des monuments historiques : rejeté ; amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 4, prévoyant notamment une extension du dispositif fiscal aux donations, la prise en compte des monuments protégés, réservant le dispositif aux immeubles et introduisant des garanties afin que la mesure ne soit pas détournée de son objet) ; amendement n° 8 de M. Jean-Paul Fuchs (nouvelle rédaction de l'article 4 précisant que l'exonération sera applicable aux seules mutations par décès et non aux libéralités à titre gratuit et que la convention prévoyant les modalités d'accès du public aux monuments historiques sera à durée indéterminée) ; amendement n° 24, deuxième rectification de M. Alain Billon (nouvelle rédaction de l'article 4 visant à permettre que toutes mutations à titre gratuit puissent bénéficier de ce dispositif et à éviter que par ce biais des personnes puissent être spoliées dans leurs droits) (p. 7751) ; objectif essentiel de l'amendement du Sénat étant l'ouverture au public ; difficulté de définition de l'exploitation commerciale ; situation des propriétaires âgés ; nécessité de préserver le patrimoine (p. 7752) ; problème de la dispersion de collections à la suite de successions difficiles ; amendement n° 37 : rejeté ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 24, deuxième rectification : devenu sans objet ;

– le texte de l'amendement n° 8 devient l'article 4 ; amendement n° 5 rectifié de la commission et sous-amendement n° 30 de M. Etienne Pinte : devenus sans objet ; amendement n° 6 de la commission des finances et sous-amendement nos 38 et 39 de M. Georges Tranchant : devenus sans objet (p. 7753) ; amendement n° 21 rectifié de M. Alain Billon : devenu sans objet.

Article 5 *(déductibilité fiscale des travaux subventionnés par les collectivités locales)* : amendement n° 36 du Gouvernement (de suppression) ; article modifiant des textes de nature réglementaire ; élaboration d'un décret ; amendement n° 36 : adopté ;

– article 5 : supprimé ; amendements n° 34 de M. Alain Billon et n° 20 de M. Georges Hage : devenus sans objet (p. 7754).

Explications de vote (p. 7754).

Abstention du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 7754).

Abstention du groupe socialiste : *Billon (Alain)* (p. 7754).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de programme (p. 7754).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1987] (p. 8041).

Abstention du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 8042).

Bords de Seine : *Baumel (Jacques)* (p. 8042, 8043) ; *Léotard (François)* (p. 8043).

Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle : *Baumel (Jacques)* (p. 8043) ; *Léotard (François)* (p. 8043).

Convention Etat-propriétaires : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8041) ; *Léotard (François)* (p. 8041, 8042).

Crédits (consommation des –) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8041).

Crédits (modicité des –) : *Hage (Georges)* (p. 8042).

Exonérations fiscales : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8041) ; *Léotard (François)* (p. 8041) ; *Hage (Georges)* (p. 8042).

Patrimoine non protégé : *Baumel (Jacques)* (p. 8042, 8043).

Patrimoine rural : *Hage (Georges)* (p. 8042).

Programmes généraux de travaux (article 1er) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8041).

Rapport d'exécution de la loi (article 3) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 8041).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8043).

Explications de vote (p. 8044).

Abstention du groupe communiste : *Billon (Alain)* (p. 8044).

Convention Etat-propriétaires : *Billon (Alain)* (p. 8044).

Dialogue Assemblée nationale-Sénat : *Billon (Alain)* (p. 8044).

Suppression de l'article 5 : *Billon (Alain)* (p. 8044).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 8044).

PATRIMOINE MONUMENTAL

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule, procédure des questions.

PATRIMOINE RÉFRACTAIRE

Voir *Déportés, internés et résistants* **8.**

PATRONAT

Voir *Questions au Gouvernement* **424.**

PAUVRETÉ

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.
Questions au Gouvernement **352, 487, 550, 570.**

Lutte contre la -

Voir *Sécurité sociale* **12.**

Minimum social

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** article 4 et état B, après le titre IV.

PAVILLON DE COMPLAISANCE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

PAYS BALTES

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

PAYS D'AUGE

Voir *Questions orales sans débat* **206.**

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Voir *Coopération et développement* **3, 4, 5.**
Déclaration du Gouvernement **3** (DG), **4.**
Lois de finances **4,** *deuxième partie,* Coopération.

Aide alimentaire

Voir *Lois de finances* **4,** *deuxième partie,* Coopération.

Colonisation (effet de la -)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Endettement des -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **426.**
Traités et conventions **26.**

PÊCHE

1. - Proposition de loi n° 1188 relative à la **pêche en eau douce** et la gestion des ressources piscicoles.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Michel de Rostolan. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Schenardi (3 février 1988).

2. - Proposition de loi n° 1222 tendant à la reconstitution de la richesse en **saumon** sur l'**axe Loire-Allier.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Pierre Pascallon. - Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Traités et conventions* **49.**

- européenne

Voir *Questions au Gouvernement* **437.**

Plans d'eau

Voir *Collectivités locales* **7,** discussion des articles, article 18 *bis.*

Réouverture des ports canadiens aux chalutiers de pêche français

Voir *Questions au Gouvernement* **363.**

Rupture des négociations sur la pêche entre le Canada et la France

Voir *Questions au Gouvernement* **501.**

PÊCHE MARITIME

Voir *Communautés européennes* **6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Mer.

PECHINEY

Voir *Questions orales sans débat* **270.**

PEINE DE MORT

Voir *Droit pénal* **11, 14.**

PEINES

Exécution des - dans les pays d'origine des condamnés

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4,** procédure des questions.

PENSIONS ALIMENTAIRES

Voir *Divorce* **5.**
Famille **10,** avant la discussion des articles ; discussion des articles : après l'article 3.

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir *Déportés, internés et résistants* **8.**

PENSIONS D'ASCENDANTS

Voir *Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre* **2.**

PENSIONS DE RETRAITE

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **16, 17.**
Assurance vieillesse. - Généralités **5, 6.**

- à Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Saint-Pierre-et-Miquelon* **3.**

Mensualisation des -.

Voir *Lois de finances* **4,** discussion du texte de la commission mixte paritaire : après l'article 4 ; amendement n° 14.
Questions orales sans débat **261.**

PENSIONS DE RÉVERSION

Voir *Assurance vieillesse. - Généralités* **5.**
Sécurité sociale **6,** discussion des articles, avant l'article 1er.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ DES VICTIMES DE GUERRE

2. - Proposition de loi n° 858 tendant à modifier certaines dispositions du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre relatives aux pensions d'ascendants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Georges Delfosse. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déportés, internés et résistants* **6.**

PÉROU

Relations franco-péruviennes

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

PERSONNES ÂGÉES

1. - Proposition de loi n° 918 tendant à instituer un **haut-commissariat aux personnes âgées.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Jean-Claude Dalbos. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **6.**
Droit pénal **14.**
Logement et habitat **15, 19.**

Allocation de logement aux -

Voir *Questions orales sans débat* **323.**

Maintien à domicile des -

Voir *Impôt sur le revenu* **4.**

Rapport de M. Théo Braun

Voir *Questions au Gouvernement* **816.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.
Questions au Gouvernement **509, 537.**

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES - PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES (P.M.E.-P.M.I.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule ; examen des crédits.

PÉTITIONS

II. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 87 du 28 juillet 1986 et aux débats de l'Assemblée nationale des 12 août 1986 et 18 novembre 1986 (voir table 1986).

5. - Réponse le 13 février 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

6. - Réponses de M. le ministre de la défense le 22 septembre 1986 et de M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le 17 janvier 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

12. - Réponse le 17 juin 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

15. - Réponse le 7 octobre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

35. - Réponse de M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le 7 octobre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

III. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 128 du 20 décembre 1986 et aux débats de l'Assemblée nationale du 14 avril 1987 (voir table 1986).

37. - Réponse le 15 mai 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

38. - Réponse le 10 novembre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

39. - Réponse le 27 mars 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

43. - Réponse le 3 avril 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

45. - Réponse le 5 mars 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

48. - Réponse le 6 mars 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

56. - Réponse le 4 mai 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

60. - Réponse le 13 février 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

61. - Réponse le 10 mars 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987. Réponse de M. le ministre de l'intérieur le 20 juillet 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

62. - Réponse de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, le 16 mars 1987 (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987).

IV. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987 et aux débats de l'Assemblée nationale du 9 juillet 1987.

63. - (8 janvier 1987). - M. Pierre Benoît : diminution des indemnités de résidence. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires étrangères.

Réponse le 17 septembre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

64. - (12 février 1987). - M. Maxime Quevert : utilisation abusive du titre de moniteur par des enseignants de judo, non diplômés d'Etat. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprés du Premier ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Réponse le 1er octobre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

65. - (20 février 1987). - M. Pierre Lambert : comportement de différents auxiliaires de justice. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

66. - (14 janvier 1987). - Mlle A. Domino : interprétation de différents articles du nouveau code de procédure pénale relatifs à l'autorité de la chose jugée. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

67. - (23 février 1987). - M. Ernest Gantner : monopole des avocats en Alsace-Lorraine ; attitude de certains auxiliaires de justice. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi de la première partie de la pétition à M. le garde des sceaux, ministre de la justice. Classement de la deuxiéme partie.

Réponse le 8 octobre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

68. - (3 mars 1987). - Mme Annette Mathon : contestation d'un arrêt à la Cour de cassation. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

69. - (3 mars 1987). - Mme Bizot : droits de son mari dans une affaire de succession. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

70. - (3 avril 1987) de M. Olivier Roujanski, **70** *bis* (17 avril 1987) de M. Jacques Bonnamy ; projet de loi relatif au fonctionnement des établissements pénitentiaires. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement en tant que pétitions ; observations soumises au rapporteur du projet de loi.

71. - (10 avril 1987). - M. Claude Mascaro : abrogation de la loi du 3 décembre 1983 portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'administration scolaire et universitaire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

72. - (17 avril 1987) de M. Olivier Roujanski, **72** *bis* (27 mai 1987) de Mme Dangonini, **72** *ter* (2 juin 1987) de M. Jacques Bonnamy : mesures à prendre, dans le cadre du projet de loi relatif au service pénitentiaire, pour permettre une diminution des risques d'apparition de troubles mentaux graves chez les prisonniers et des risques de propagation du SIDA. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement en tant que pétitions ; observations soumises au rapporteur du projet de loi.

73. - (17 avril 1987). - M. Michel Hoffmann : obligation d'un contrôle technique périodique des véhicules automobiles. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

74. - (5 mai 1987). - M. Jean Tarrago : liquidation de son dossier de pension. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la défense.

Réponse le 22 septembre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

75. - (6 mai 1987). - M. Maurice Thiney : annulation de décisions prises à son encontre. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

76. - (18 juin 1987). - M. Georges Salvan : mauvais fonctionnement du bureau de l'aide judiciaire placé auprés du tribunal de grande instance d'Albi. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 30 octobre 1987 (annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987).

V. - Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 237 du 20 décembre 1987 et aux débats de l'Assemblée nationale du 2 février 1988.

77. - (15 septembre 1987). - M. Fernand Fraisse, président du conseil syndical d'un immeuble en copropriété, se plaint d'irrégularités constatées au cours d'une procédure judiciaire et des agissements de l'ancien syndic de l'immeuble qui aurait continué à exercer sa profession sans les garanties imposées par la loi du 2 janvier 1970. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement de la première partie de la demande ; renvoi au ministre de l'intérieur de la deuxième partie.

78. - (15 septembre 1987). - Mme Denise Schreiner : préjudice causé par le comportement d'un auxiliaire de justice. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

79. - (17 septembre 1987). - M. Edouard Gallet : montant de sa retraite amputée du fait de la négligence de la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi au ministre des affaires sociales et de l'emploi.

80. - (27 octobre 1987). - M. Olivier Roujanski : fixation d'une limite d'âge pour la candidature à l'élection présidentielle. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : Classement.

81. - (9 novembre 1987). - M. Georges Salvan : lenteur de la justice dans une affaire qui a conduit le Conseil constitutionnel à annuler, en juillet 1986, les élections législatives de Haute-Garonne. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

82. - (7 décembre 1987). - M. Saad Lagab : sort réservé à son dossier de liquidation de pension. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

83. - (7 décembre 1987). - M. C.-L. Lagrange : non-respect, dans l'académie de Toulouse, des dispositions réglementaires applicables aux personnels de l'orientation en matière de notation. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi au ministre de l'éducation nationale.

84. - (8 décembre 1987). - M. Lucien Orsane : interprétation de l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 octobre 1955 (arrêt Kœnig) relatif aux conditions dans lesquelles s'effectue le report des bonifications et majorations d'ancienneté pour services militaires, lorsqu'un fonctionnaire change de catégorie. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi au ministre délégué auprés du Premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan.

PÉTROLE ET PRODUITS PÉTROLIERS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, article 69. *Energie* **8.**

Approvisionnement de la France en -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

Prélèvements effectués sur les bénéfices réalisés à partir des ventes d'hydrocarbures

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

PEUGEOT-CITROËN

Voir *Questions au Gouvernement* **472.**

PHARES ET BALISES

Voir *Mer et littoral* **3.**

PHARMACIE

1. - Proposition de loi n° 817 tendant à améliorer la **présentation de l'information et de la publicité sur les produits pharmaceutiques.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Jacques Lacarin. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. - Proposition de loi n° 982 tendant à assurer aux **médicaments une durée de protection identique aux autres produits,** compte tenu de leurs règles de commercialisation.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Bernard-Claude Savy et plusieurs de ses collègues. - Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (12 novembre 1987). - Rapport n° **1092** (3 décembre 1987).

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 15, articles 20 à 26.

Industrie pharmaceutique

Voir *Questions orales sans débat* **179.**

PISCINES

Voir *Questions orales sans débat* **245.**

PLAFOND LÉGAL DE DENSITÉ

Voir *Urbanisme* **2.**

PLAN

1. - Projet de loi n° 1227 portant **réforme** de la **planification.**

Lettre rectificative

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 3 février 1988 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE (P.E.R.)

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443).

Avant la discussion des articles 1 à 9 ; après l'article 38.

Voir *Lois de finances* **4,** discussion du texte de la commission mixte paritaire : après l'article 54 ; amendement n° 2.

PLANS D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES (P.E.R.)

Voir *Questions au Gouvernement* **502.**

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S.)

Voir *Mayotte* **4.**

PLURALISME

Voir *Elections et référendums* **43.**

POIDS ET MESURES

Voir *Français : langue* **1.**

POITOU-CHARENTES

Aménagement du territoire

Voir *Questions orales sans débat* **198.**

Axes routiers en -

Voir *Questions au Gouvernement* **330.**

POLICE

Voir *Droit pénal* **14.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Intérieur.

Personnels de - en Seine-et-Marne

Voir *Questions orales sans débat* **279.**

POLICE DE LA ROUTE ET CIRCULATION ROUTIÈRE

7. - Proposition de loi n° 638 tendant à instituer **une peine minimum d'un mois d'emprisonnement sans sursis en cas d'homicide involontaire commis par un conducteur de véhicule en état d'ivresse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Pascal Clément. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. - Projet de loi n° 616 relevant les **peines prévues par l'article L. 1er du code de la route.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Francis Delattre (9 avril 1987). - Rapport n° **685** (16 avril 1987). - Discussion le 23 avril 1987. - Adoption le 23 avril 1987. - Nouveau titre : « Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de la route en vue de renforcer la lutte contre l'alcool au volant ». - Projet de loi n° **95.**

Sénat (première lecture). N° **201** (1986-1987). - Dépôt le 28 avril 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Louis Virapoullé. - Rapport n° **225** (13 mai 1987). - Discussion le 24 juin 1987. Adoption le 24 juin 1987. - Projet de loi n° **96.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° **889.** - Dépôt le 25 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Francis Delattre. - Rapport n° **893** (29 juin 1987). - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption avec modifications le 29 juin 1987. - Projet de loi n° **143.**

Sénat (deuxième lecture). N° **337.** - Dépôt le 30 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration. - Rapporteur : M. Louis Virapoullé. - Rapport n° **338** (30 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption définitive le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **115.**

Loi n° 87-519 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1987 (p. 7827).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] (p. 595)

Alcoolisme (mesures prises par le Gouvernement contredisant l'effort de lutte contre l' - et notamment relatives au privilège des bouilleurs de crus) : *Mahéas (Jacques)* (p. 601, 602) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 614).

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'-) :

- accidents corporels et mortels : voir *Sécurité routière.*

- Anne Cellier (décès accidentel d'-) : *Cuq (Henri)* (p. 600) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 601) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 613) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 614).

- associations œuvrant contre l'insécurité routière (possibilité pour les - de se constituer partie civile dans le contentieux des accidents) : *Asensi (François)* (p. 605).

- comparution immédiate (procédure de -) : *Delattre (Francis)* (p. 597, 598) ; *Chalandon (Albin)* (p. 599, 615) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 613, 614).

- contrôles de police : *Delattre (Francis)* (p. 596) ; *Cuq (Henri* (p. 600) ; *Laborde (Jean)* (p. 612) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

- dissuasion de l' - : *Clément (Pascal)* (p. 609) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

- éthylotests et éthylomètres (équipement des forces de gendarmerie et de police) : *Delattre (Francis)* (p. 696) ; *Chalandon (Albin)* (p. 599) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 614).

- Guadeloupe (alcoolisme au volant) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 609).

- injonction thérapeutique : *Gonelle (Michel)* (p. 607).

- peine minima incompressible (fixation d'une - et rôle des juges) : *Delattre (Francis)* (p. 598) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 604) ; *Clément (Pascal)* (p. 609).

- peines (diversification des -) : *Sapin (Michel)* (p. 610) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

- peines encourues (législation actuelle et aggravation des -) : *Delattre (Francis)* (p. 598) ; *Chalandon (Albin)* (p. 599) ; *Cuq (Henri)* (p. 600) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 601) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 604) ; *Asensi (François)* (p. 604) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Gonelle (Michel)* (p. 607) ; *Clément (Pascal)* (p. 609) ; *Laborde (Jean)* (p. 612) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 613) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 613).

- peines de prison (caractère dissuasif ou non des -) : *Mahéas (Jacques)* (p. 603) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Gonelle (Michel)* (p. 607) ; *Sapin (Michel)* (p. 610).

- peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des -) : *Delattre (Francis)* (p. 595, 597, 598) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 604) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Gonelle (Michel)* (p. 607) ; *Clément (Pascal)* (p. 609) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 612) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 614) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

- peines de substitution (travaux d'intérêt général) : *Delattre (Francis)* (p. 597) ; *Cuq (Henri)* (p. 600) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 603) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Sapin (Michel)* (p. 610) ; *Laborde (Jean)* (p. 612) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 614) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

- permis de conduire (suspension ou annulation du -) : *Delattre (Francis)* (p. 596, 597) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 609).

- sursis (suppression du -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 614).

- véhicule (confiscation ou immobilisation du -) : *Delattre (Francis)* (p. 598) ; *Cuq (Henri)* (p. 600) ; *Sapin (Michel)* (p. 610) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 614).

- vérification du taux d'alcool dans le sang (obligation de se soumettre aux opérations de -) : *Delattre (Francis)* (p. 598) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 614).

- victimes (poursuites en cas d'incapacité des -) : *Cuq (Henri)* (p. 600).

Publicité pour l'alcool : *Cuq (Henri)* (p. 600, 601) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 602) ; *Asensi (François)* (p. 605) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 607, 608, 609) ; *Clément (Pascal)* (p. 609, 610) ; *Barrot (Jacques)* (p. 611) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 612, 613) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 614) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

Sécurité routière :

- accidents corporels et mortels (nombre et cause des - et notamment alcoolémie, non-respect du port de la ceinture de sécurité et des limitations de vitesse) : *Delattre (Francis)* (p. 595, 596) ; *Chalandon (Albin)* (p. 598, 599, 614) ; *Cuq (Henri)* (p. 599, 600) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 601, 602) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 603) ; *Asensi (François)* (p. 604, 605) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 607) ; *Laborde (Jean)* (p. 611, 612) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 612) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 613) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 614).

- approche globale de la - : *Cuq (Henri)* (p. 600) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 613).

- bilan 1986 : *Delattre (Francis)* (p. 595) ; *Cuq (Henri)* (p. 599) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 602) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 613).

- contrôle technique des véhicules : *Mahéas (Jacques)* (p. 603) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 612).

- drogue (extension du dispositif contre l'alcoolisme au volant à l'utilisation de la -) : *Harcourt (Florence d')* (p. 612) ; *Chalandon (Albin)* (p. 615).

- fuite (délit de -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 614).

- Guadeloupe (insécurité routière à la -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 609).

- infrastructures (amélioration des - et résorption des points noirs) : *Delattre (Francis)* (p. 596) ; *Cuq (Henri)* (p. 600) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 603) ; *Laborde (Jean)* (p. 612) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 612, 613).

- Japon (sécurité routière au -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606, 607).

- mesures prises entre 1981 et 1986 : *Delattre (Francis)* (p. 596, 597) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 602, 603) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 613).

Permis de conduire (hypothèse d'un - modulé, à l'essai ou à points) : *Mahéas (Jacques)* (p. 603) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 612).

Prévention routière (action éducative, auprès des enfants notamment et amélioration de la circulation) : *Delattre (Francis)* (p. 596) ; *Chalandon (Albin)* (p. 599) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 603) ; *Asensi (François)* (p. 605) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 606) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 609) ; *Sapin (Michel)* (p. 611) ; *Laborde (Jean)* (p. 612) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 613).

- transports (politique des - et notamment arbitrage rail-route et extinction des péages autoroutiers) : *Asensi (François)* (p. 605, 606).

Discussion de l'article unique (p. 616).

Avant l'article unique : amendement n° 35 de M. Jacques Barrot (tendant à interdire la publicité pour les boissons alcoolisées en dehors de la presse écrite n'étant pas destinée à la jeunesse) ; amendement n° 10 rectifié de M. François Asensi (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées à la radion et à la télévision) ; amendement n° 32 de M. Michel Sapin soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (même objet) ; amendement n° 34 de Mme Florence d'Harcourt (même objet) ; publicité en faveur des boissons alcoolisées diffusée par T.F. 1 (p. 616) ; amendement n° 35 : retiré ; amendement n° 10 rectifié : rejeté au scrutin public ; amendement n° 32 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 34 : retiré ; amendement n° 11 de M. François Asensi (possibilité pour les associations œuvrant pour la sécurité routière et la défense des victimes de se constituer partie civile contre les auteurs de délits routiers) (p. 617) : rejeté au scrutin public.

Article unique *(relèvement des peines prévues à l'article L. 1er du code de la route) :* adopté.

Après l'article unique : amendement n° 33 de M. René André (tendant à permettre aux personnes contrôlées de demander une vérification par analyse sanguine des résultats des éthylomètres et des éthylotests) (p. 618) ; fiabilité des appareils de mesures ; hypothèse d'une marge de 20 p. 100 autour du chiffre de 0,8 gramme (p. 619) ; possibilité pour l'intéressé de refuser l'appréciation de l'appareil de mesure en l'état actuel de la législation ; deuxième contrôle étant effectué électroniquement par un autre appareil (p. 620) ; mesure retenue étant la plus favorable au coupable en cas de divergence entre les deux appareils ; retiré (p. 621) ; amendement n° 3 rectifié de la commission des lois (détermination d'une peine minima en cas de cumul des infractions de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire) ; amendement n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter à l'éventail des peines un temps minimal de travail d'intérêt général comme peine complémentaire) (p. 631) ; peine incompressible et T.I.G. (p. 632, 633, 634) ; amendement n° 3 rectifié : adopté au scrutin public ; amendement n° 20 : devenu sans objet ; amendement identiques n° 4 rectifié de la commission des lois et n° 31 de M. Jacques Mahéas (permettant au tribunal de prescrire à titre complémentaire l'accomplissement d'un travail d'intérêt général) ; sous-amendement n° 23 rectifié de M. Michel Gonelle à l'amendement n° 4 rectifié de la commission des lois soutenu par M. René André (possibilité de recourir aux travaux d'intérêt général en cas de délit de fuite, de refus d'obtempérer et de conduite sans permis) ; extension du dispositif de l'amendement n° 4 rectifié à l'article L. 2 du code de la route ; sous-amendement n° 23 rectifié : adopté ; amendement n° 4 rectifié : adopté après modification ; amendement n° 31 : satisfait ; amendement n° 12 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à ériger le travail d'intérêt général au rang de peine complémentaire) : retiré ; amendement n° 26 de la commission des lois (possibilité pour le juge de prononcer à titre complémentaire une peine de jours-amende en cas de conduite en état alcoolique, de refus d'obéissance, de conduite sans permis ou de conduite malgré la suppression du permis) (p. 635) : adopté ; amendement n° 25 de M. Jacques Mahéas (tendant à imposer un stage à toute personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L. 1er du code de la route) ; peines appliquées au Japon ; possibilité d'organiser des stages dans le cadre des T.I.G. (p. 636) ; retiré ; amendement n° 5 de la commission des lois (tendant à relever les peines applicables en cas de délit de fuite) : adopté ; amendement n° 13 de M. Jean-Paul Fuchs (réquisition du Parquet prescrivant les contrôles du taux d'alcoolémie) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission des lois (confiscation ou immobilisation de véhicule appartenant au prévenu) ; sous-amendement n° 28 de M. Georges-Paul Wagner (confiscation du seul véhicule dont s'est servi le prévenu) ; sous-amendement n° 29 de M. Charles Revet (précisant que le tribunal tiendra compte de la situation familiale et professionnelle du prévenu) ; sous-amendement n° 36 du Gouvernement (sanctions applicables en cas de destruction ou de détournement d'un véhicule confisqué) (p. 637) ; sous-amendement n° 29 : retiré ; sous-amendement n° 29 de M. Charles Revet repris par M. Guy Ducoloné (p. 638) ; sous-amendement n° 28 : adopté ; sous-amendement n° 29 : rejeté ; sous-amendement n° 36 : adopté ; amendement n° 6 : adopté après modification ; amendement n° 27 de la commission des lois (rétablissant le délit de conduite sans permis dès la première infraction) : rejeté ; amendement n° 2 corrigé de M. Georges-Paul Wagner (peines applicables en cas de récidive de conduite sans permis) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Charles Revet (possibilité d'accorder un sursis à une suspension du permis de conduire) (p. 639) : retiré ; amendement n° 14 de M. Jean-Paul Fuchs (annulation de plein droit du permis de conduire en cas d'homicide ou de blessures par inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence) : retiré ; amendement n° 15 de M. Jean-Paul Fuchs (visant à porter de trois à six ans la durée maximale pendant laquelle le juge peut interdire à une personne de repasser un permis de conduire annulé) : retiré ; amendement n° 7 de la commission des lois (tendant à exclure la possibilité pour le tribunal d'autoriser le condamné à faire usage de son permis de conduire pour son activité professionnelle en cas de récidive) : rejeté ; amendement n° 16 rectifié de M. Jean-Paul Fuchs (annulation du permis de conduire pour une faute grave ou une imprudence délibérée) (p. 640) : retiré ; amendement n° 17 de M. Jean-Paul

Fuchs (annulation de plein droit du permis de conduire en cas de suspension supérieure à un an) : retiré ; amendement n° 18 de M. Jean-Paul Fuchs (possibilité pour le tribunal d'infliger une peine sous forme de jours-amende pour les délits punis d'emprisonnement) : devenu sans objet ; amendement n° 21 de M. Michel Gonelle soutenu par M. René André (prévoyant la transmission automatique à l'autorité judiciaire des procès-verbaux d'infraction quand l'autorité administrative ne s'est pas prononcée dans les 45 jours) ; dualité des procédures administratives et judiciaires : retiré ; amendement n° 8 de la commission des lois (utilisation de la procédure d'extrême urgence pour la rétention et la suspension du permis au cas où l'intéressé refuse de se soumettre aux opérations de vérification de l'imprégnation alcoolique) (p. 641) : adopté ; amendement n° 19 de M. Jean-Paul Fuchs (aggravation des sanctions encourues en cas de conduite sans permis) : adopté ; amendement n° 22 de M. Michel Gonelle soutenu par M. René André (extension de la procédure d'injonction thérapeutique à la conduite dans un état d'imprégnation alcoolique) : retiré.

Titre : amendement n° 9 de la commission des lois (de forme) : adopté après rectification (p. 642).

Explication de vote (p. 642).

Alcoolisme au volant (nécessité de sanctionner l' -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 643).

Peine minima incompressible (fixation d'une - et rôle du juge) : *Le Meur (Daniel)* (p. 643) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 643) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 643).

Prévention (action auprès des conducteurs et amélioration des infrastructures routières) : *Le Meur (Daniel)* (p. 642, 643) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 643).

Vote positif du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 643).

Vote positif du groupe Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 643).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Cuq (Henri)* (p. 643).

Vote positif du groupe socialiste : *Mahéas (Jacques)* (p. 643).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 643).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1987] (p. 3311).

Alcoolisme (lutte contre l'-) :

- association bénéficiant de faveurs fiscales et débitant de l'alcool : *Foyer (Jean)* (p. 3335).

- publicité pour l'alcool : *Mahéas (Jacques)* (p. 3333).

Alcoolisme au volant :

- alternatives à l'emprisonnement (notamment en Grande-Bretagne) : *Mahéas (Jacques)* (p. 3334).

- code pénal (hypothèse de l'introduction de la notion de peine minimale et réforme du -) : *Chalandon (Albin)* (p. 3333) ; *Foyer (Jean)* (p. 3334).

- peine (certitude de la -) : *Mahéas (Jacques)* (p. 333, 3334).

- peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (création d'une -) : *Delattre (Francis)* (p. 3332) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3332, 3333) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 3334) ; *Foyer (Jean)* (p. 3334).

- peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (possibilité de retenir les circonstances atténuantes) : *Delattre (Francis)* (p. 3332) ; *Foyer (Jean)* (p. 3334).

- peines appliquées par les magistrats : *Foyer (Jean)* (p. 3334).

- peines complémentaires (travaux d'intérêt général et peines de jours-amendes) : *Delattre (Francis)* (p. 3332) ; *Chalandon (Albin)* (p. 3332) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 3334).

- peines encourues en cas d'alcoolisme au volant (aggravation des -) : *Delattre (Francis)* (p. 3331) ; *Mahéas (Jacques)* (p. 3333).

- véhicule (droit des créanciers garagistes en cas de confiscation du -) : *Delattre (Francis)* (p. 3331).

Insécurité routière :

- accidents corporels et mortels (notamment dus à l'alcoolisme) : *Mahéas (Jacques)* (p. 3333) ; *Foyer (Jean)* (p. 3334).

Discussion des articles (p. 3335).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Jacques Mahéas (interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les stations services) : retiré.

Article 2 *(supprimé par le Sénat) :* amendement n° 4 de la commission (peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire et possibilité pour les juges de faire jouer les circonstances atténuantes) (p. 3335) ; débat sur la notion de peine minimale et l'application de l'article 463 du Code pénal ; rejeté au scrutin public ;

- en conséquence, cet article demeure supprimé (p. 3336).

Article 3 *(supprimé par le Sénat) :* amendements identiques n° 5 de la commission et n° 7 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jacques Mahéas (possibilité pour le juge de prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine complémentaire) (p. 3346) ; débat sur la conciliation du caractère obligatoire d'une condamnation à une peine complémentaire à celle de la prison avec la nécessité de l'accord des condamnés à un travail d'intérêt général ; adoptés au scrutin public (p. 3347) ;

- en conséquence, cet article est rétabli.

Article 4 *(supprimé par le Sénat) :* amendements identiques n° 6 de la commission et n° 3 de M. Jacques Mahéas (possibilité pour le juge de prononcer à titre de peine complémentaire des amendes sous formes de jours-amendes en proportion des revenus des intéressés) ; existence de ce type de peine au Danemark et en R.F.A. ; adoptés ;

- en conséquence, cet article est rétabli.

Article 6 : adopté.

Article 6 *bis* : adopté.

Article 9 : adopté.

Titre : amendement n° 8 de la commission (modification de l'intitulé du projet de loi) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3348).

8. - Proposition de loi n° 662 d'orientation sur la **sécurité dans les transports terrestres.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Michel Barnier et M. Jean-Paul Fuchs. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Pasquini (7 mai 1987).

9. - Proposition de loi n° 769 tendant à renforcer les **peines** en cas de dépassement de 30 p. 100 des vitesses par le **code de la route** et autorisant pour ce type d'infraction la **rétention immédiate du permis de conduire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Francis Delattre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Francis Delattre (8 juillet 1987).

10. - Proposition de loi n° 920 relative à la **sécurité dans les transports terrestres.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Jean-Claude Dalbos. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (8 octobre 1987).

Voir *Assurance* **1.**

POLICE DES JEUX

Voir *Jeux et paris* **3.**

POLICE ET SÉCURITÉ

5. - Projet de loi n° 1172 relatif aux **agents de police municipale.**

Sénat (première lecture). N° **132** (1987-1988). - Dépôt le 2 décembre 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre, Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Masson. - Rapport n° **168** (1987-1988). - Adoption le 20 décembre 1987 n° **71.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (23 décembre 1987).

3. - Proposition de loi n° 588 tendant à créer un **conseil national de prévention de la délinquance.**

Voir *table 1986.*

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Gilbert Bonnemaison (9 avril 1987).

4. - Proposition de loi n° 1072 tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à **l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de police nationale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par MM. Henri Cuq et Albert Mamy. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Henri Cuq (3 décembre 1987). - Rapport n° **1131** (10 décembre 1987). - Discussion le 14 décembre 1987. - Adoption le 14 décembre 1987. - Proposition de loi n° **206.**

Sénat (première lecture) n° **168** (1987-1988). - Dépôt le 14 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Paul Masson. - Rapport n° **169** (1987-1988). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Proposition de loi n° **73.**

Loi n° 87-1130 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 11).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] (p. 7325).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Le Meur (Daniel)* (p. 7326 à 7331) ; *Limouzy (Jacques)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7331, 7332) ; rejetée au scrutin public (p. 7332).

Contrôle juridictionnel des actes de police : *Le Meur (Daniel)* (p. 7331).

Droits et devoirs des fonctionnaires de police : *Le Meur (Daniel)* (p. 7331).

Enquêteurs de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux -) : *Cuq (Henri)* (p. 7325, 7326) ; *Asensi (François)* (p. 7334).

Etatisation de la police (poursuite de l'-) : *Le Meur (Daniel)* (p. 7330) ; *Asensi (François)* (p. 7335).

Exercice des attributions attachées à la qualité d'agent de police judiciaire : *Cuq (Henri)* (p. 7326).

Force publique (son utilisation à des fins répressives plutôt qu'à la protection de la sécurité des personnes) : *Le Meur (Daniel)* (p. 7327, 7329, 7330, 7331) ; *Asensi (François)* (p. 7334) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7335).

Insécurité (exploitation de l'- à des fins politiques) : *Le Meur (Daniel)* (p. 7326).

Origine socialiste des mesures d'extension de la qualification d'agent de police judiciaire : *Menga (Joseph)* (p. 7333).

Personnel en tenue de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire au -) : *Cuq (Henri)* (p. 7325) ; *Menga (Joseph)* (p. 7333) ; *Asensi (François)* (p. 7333, 7334).

Police judiciaire (disposition de la loi du 18 novembre 1985 sur la - et nature législative du texte permettant sa mise en œuvre) : *Cuq (Henri)* (p. 7325) ; *Pandraud (Robert)* (p. 7326, 7333) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7331, 7332) ; *Menga (Joseph)* (p. 7332, 7333).

Police nationale et gendarmerie (parallèle entre) : *Asensi (François)* (p. 7334).

Propositions de loi communistes (réforme prévue par les -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 7327, 7328, 7329, 7330) ; *Asensi (François)* (p. 7334).

Séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire : *Le Meur (Daniel)* (p. 7328) ; *Asensi (François)* (p. 7334).

Discussion de l'article unique [14 décembre 1987] (p. 7335).

Article unique *(différentes catégories de personnels susceptibles de bénéficier de la qualité d'agent de police judiciaire)* (p. 7335) ; amendement n° 1 de M. Joseph Menga (suppression du délai de deux ans d'ancienneté imposé à certains agents) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 2 de M. Joseph Menga (formation des gardiens de la paix et des enquêteurs non titulaires de brevet technique) (p. 7336) ; rejeté au scrutin public (p. 7337).

Explications de vote (p. 7337).

Prise en compte de l'intérêt des policiers : *Menga (Joseph)* (p. 7337).

Adoption au scrutin public de l'article unique de la proposition de loi (p. 7337).

POLICE JUDICIAIRE

Voir *Police et sécurité* **4.**

POLICE NATIONALE

Voir *Police et sécurité* **4.**

POLICES MUNICIPALES

Voir *Fonction publique territoriale* **2,** avant la discussion des articles et article 24 et après l'article 24.
Lois de finances **4,** deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement **364.**
Rappels au règlement **669, 670, 671, 672, 673, 674 et 675.**

POLITIQUE AGRICOLE

Voir *Questions au Gouvernement* **308.**

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Voir *Communautés européennes* **5, 6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.
Questions au Gouvernement **676.**
Traités et conventions **28.**

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

7. - Projet de loi n° 609 portant **ratification des ordonnances** prises en application de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre **diverses mesures d'ordre économique et social.**

Lettre rectificative :

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. - Proposition de résolution n° 879 tendant à la **création d'une commission de contrôle** sur **l'examen des subventions allouées en 1988 à des associations privées ou à des organismes privés ou publics.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 15 avril 1987 par M. Pierre Descaves. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (7 mai 1987). - Rapport n° **785** (21 mai 1987).

9. - Proposition de résolution n° 799 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les **opérations de privatisations d'entreprises ou banques appartenant au secteur public.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 3 juin 1987 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (18 juin 1987). - Rapport n° **967** (8 octobre 1987), commun avec la proposition de résolution n° **855.**

10. - Proposition de résolution n° 855 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **dénationalisation des entreprises et des banques appartenant au secteur public effectuée depuis le 6 août 1986.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 17 juin 1987 par M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (8 juillet 1987). - Rapport n° **967** (8 octobre 1987), commun avec la proposition de résolution n° **799.**

11. - Proposition de loi n° 874 tendant à instaurer une **zone d'entreprises** dans le **bassin d'emploi d'Issoire et du Val d'Allier.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Pierre Pascallon. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Georges Chometon (2 juillet 1987).

12. - Proposition de loi n° 915 tendant à **interdire aux responsables des privatisations** de percevoir une **rémunération des entreprises concernées** par ces opérations.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvan Blot (8 octobre 1987).

13. - Proposition de loi n° 1212 tendant à instaurer un **revenu minimum d'insertion.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 décembre 1987 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

14. - Proposition de loi n° 1235 tendant à l'institution d'une **allocation personnelle de solidarité.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 février 1988 par M. Jean-Claude Dalbos. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Commerce extérieur* **5, 6.**
Communautés européennes **6.**
Coopération et développement **5.**
Déclarations du Gouvernement **3** (DG, EV).
Emploi et activité **6.**
Entreprises publiques **2.**
Plan **1.**
Questions au Gouvernement **457, 489, 492, 493 et 496.**

Crise boursière

Voir *Questions au Gouvernement* **503.**

Désengagement de l'Etat

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Relations avec le Canada.

Voir *Questions au Gouvernement* **363.**

POLITIQUE FAMILIALE

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3** (DG, EV).

POLLUTION

Voir *Environnement* **10.**

POLOGNE

Relations de la France avec la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

POLYNÉSIE FRANÇAISE

2. - Proposition de loi n° 718 relative au **transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Edouard Fritch. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Edouard Fritch (21 mai 1987). - Rapport n° **789** (26 mai 1987). - Lettre du Premier ministre, en date du 4 juin 1987, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur cette proposition. - Discussion le 22 juin 1987. - Adoption le 22 juin 1987. - Proposition de loi n° **132.**

Sénat (première lecture). N° **305** (1986-1987). - Dépôt le 23 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Sosefo Makapé Papilio. - Rapport n° **348** (1er juillet 1987). - Discussion le 8 juillet 1987. - Adoption le 8 juillet 1987. - Proposition de loi n° **125.**

Loi n° 87-556 du 16 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 21 juillet 1987 (p. 8127).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1987] (p. 3015).

Commission paritaire de concertation : *Fritch (Edouard)* (p. 3017) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3017).

Consultation des partenaires sociaux : *Fritch (Edouard)* (p. 3017) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3018).

Convention entre l'Etat et le territoire (modalités du transfert des compétences et des crédits correspondants) : *Fritch (Edouard)* (p. 3016) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3017) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 3018).

Diplômes (valeur des -) : *Fritch (Edouard)* (p. 3016) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3017) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 3018).

Echecs scolaires (réduction du taux d' - pour une meilleure adaptation au contexte local) : *Fritch (Edouard)* (p. 3016) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 3018).

Enseignement du premier cycle du second degré : *Fritch (Edouard)* (p. 3015).

Enseignement du second cycle du second degré (date du transfert au territoire des compétences de l' -) : *Fritch (Edouard)* (p. 3015) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3017) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 3018).

Enseignement privé : *Fritch (Edouard)* (p. 3016) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 3018).

Discussion des articles (p. 3019).

Article 1er *(date du transfert au territoire des compétences de l'Etat concernant les enseignements du second cycle du second degré) :* adopté.

Article 2 *(convention entre l'Etat et le territoire sur leurs obligations respectives) :* amendement n° 1 de M. François d'Aubert soutenu par M. Dominique Bussereau (incompétence du territoire pour la délivrance du baccalauréat) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote

Abstention du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 3019).

Imprécision du texte : *Le Foll (Robert)* (p. 3019).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3019).

Voir *Environnement* **6.**

Incidents à Tahiti et présence de la France dans le Pacifique

Voir *Questions au Gouvernement* **505.**

Protection sociale en milieu rural en -

Voir *Saint-Pierre-et-Miquelon* **3.**

Situation en -

Voir *Questions au Gouvernement* **507, 508.**

Sociétés anonymes à participation ouvrière en -

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **2.**

POMMEAU

Voir *Boissons et alcools* **11.**

POMPES FUNÈBRES

Voir *Santé publique* **8.**
T.V.A. **3.**

PORCINS

Voir *Questions au Gouvernement* **316, 559.**

PORTE-AVIONS NUCLÉAIRE

Voir *Défense* **8.**

PORTEURS

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **3.**

PORT-MARLY

Incidents dans l'église de -

Voir *Questions orales sans débat* **188.**

PORTS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.
Questions au Gouvernement **575.**
Traités et conventions **23, 24.**

Port de Marseille

Voir *Questions au Gouvernement* **575.**

PORTUGAL

Voir *Traités et conventions* **28.**

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

2. - Rapport d'information dèposè, en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges sur la **déréglementetion des télécommunications aux Etat-Unis** par M. Claude Birraux (n° **1224**) [3 février 1988].

Logements de fonction

Voir *Logement et habitat* **17.**

Prélèvements sur le budget annexe

Voir *Loi de finances* **4,** après l'article 14 et l'article 30.

Deuxième partie, Budget annexe des P. et T., examen du fascicule.

Statut des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Budget annexe des P. et T, examen du fascicule.

POTASSES D'ALSACE

Voir *Questions orales sans débat* **220, 267.**

POUVOIR D'ACHAT

Voir *Questions au Gouvernement* **371, 464.**

PRÉFÉRENCE NATIONALE

- pour l'embauche

Voir *Questions au Gouvernement* **339.**

- pour l'emploi

Voir *Chômage, Indemnisation* **1.**

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Voir *Assurance vieillesse : Généralités* **7.**
Chômage, Indemnisation **1.**
Questions au Gouvernement **464, 468.**

Poids des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

PREMIER MINISTRE

Crédit d'information interministérielle

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

PRÉRETRAITÉS

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **8.**
Questions orales sans débat **263, 291.**

Droit des -

Voir *Questions orales sans débat* **200.**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Voir *Elections et référendums* **42, 43.**
Fonctionnaires et agents publics **9.**
Lois de finances **4,** discussion du texte de la commission mixte paritaire.

Election du -

Voir *Elections et référendums* **19, 28 et 35.**

PRESSE, ÉDITION ET IMPRIMERIE

4. - Proposition de loi n° 1142 tendant à faciliter l'**accès des publications associatives** au régime des **aides accordées à la presse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 dècembre 1987 par M. Pierre Bleuler. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Audiovisuel* **9.**
Enfants **1.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, Communication, examen de fascicule, vote des crédits, état B, titre IV et après l'article 52.
Ordre public **20.**

Aides à la presse

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen des crédits.

Crimes contre l'humanité

Voir *Drogue* **3.**

Drogue

Voir *Drogue* **3.**

Racisme (publications destinées à la jeunesse)

Voir *Drogue* **3,** article 10.

Rétribution des services postaux

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, budget annexe des P. et T., examen du fascicule.

PRESTATIONS FAMILIALES

2. - Proposition de loi n° 751 tendant à modifier le service des **prestations familiales.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Louis Lauga. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Famille* **12.**
Questions orales sans débat **180.**

- services aux familles nombreuses

Voir *Questions orales sans débat* **238.**

PRÊT D'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ (P.A.P.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.
Questions orales sans débat **182, 258, 260.**

PRÊT LOCATIF AIDÉ (P.L.A.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.

PRÉVENTION MÉDICALE

Voir *Sécurité sociale* **12.**

PRISON DES BAUMETTES

- à Marseille

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, justice.
Questions au Gouvernement **540.**

PRISONS

Mutinerie à la prison de Saint-Maur dans l'Indre

Voir *Questions au Gouvernement* **555.**

Programme de construction de 15 000 places

Voir *Administration et régime pénitentiaire* **2.**

PRISONS PRIVÉES

Voir *Administration et régime pénitentiaire* **2.**
Déclaration du Gouvernement **3** (DG), **5.**
Entreprises publiques **2.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés.

PRIVATISATIONS

Voir *Marchés financiers* **3,** avant la discussion des articles, discussion des articles, après l'article 23 : amendements nos 90 et 79.
Parlement **9,** ordre du jour complémentaire.
Politique économique et sociale **9, 10.**
Questions au Gouvernement **345, 348, 368, 394, 489, 492 et 498.**

- de la C.G.C.T.

Voir *Questions orales sans débat* **213.**

- des entreprises d'assurance

Voir *Questions au Gouvernement* **466.**

- de T.F. 1

Voir *Questions au Gouvernement* **445.**

Affectation du produit des -

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles ; deuxième partie, Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés, après l'article 66.

Mutualisation du Crédit agricole

Voir *Questions au Gouvernement* **444, 479, 568.**

Situation des petits actionnaires

Voir *Questions au Gouvernement* **533.**

PRIX ET CONCURRENCE

4. - Proposition de loi n° 638 transférant le contentieux des décisions du **Conseil de la concurrence** à la **juridiction judiciaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (16 avril 1987). - Rapport n° **690** (23 avril 1987). - Discussion le 28 avril 1987. - Adoption le 28 avril 1987. - Proposition de loi n° **96.**

Sénat (première lecture) n° **203.** - Dépôt le 29 avril 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **245** (27 mai 1987). - Discussion le 17 juin 1987. - Adoption le 17 juin 1987. - Proposition de loi n° **87.**

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **859.** - Dépôt le 18 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure. - Rapport n° **888** (25 juin 1987). - Discussion le 25 juin 1987. - Adoption avec modifications le 25 juin 1987. - Proposition de loi n° **135.**

Sénat (deuxième lecture) n° **323.** - Dépôt le 25 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **325** (26 juin 1987). - Discussion le 26 juin 1987. - Adoption définitive le 26 juin 1987. - Proposition de loi n° **99.**

Loi n° 87-499 du 8 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 7 juillet 1987 (p. 7391).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1987] (p. 670).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Sapin (Michel) :* (p. 673, 675) ; *Ornano (Michel d')* (inscrit contre U.D.F.) (p. 675, 676) : rejeté (p. 676).

Bloc de constitutionnalité (développement du - par le Conseil constitutionnel) : *Foyer (Jean)* (p. 680, 681).

Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) : *Lamassoure (Alain)* (p. 670, 672) ; *Arthuis (Jean)* (p. 673) ; *Sapin (Michel)* (p. 673) ; *Ornano (Michel d')* (p. 675) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 677) ; *Foyer (Jean)* (p. 681).

Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 671) ; *Sapin (Michel)* (p. 674) ; *Ornano (Michel d')* (p. 675) ; *Porelli (Vincent)* (p. 676) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 678) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 678, 679) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 679).

Constitutionnalité de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : *Sapin (Michel)* (p. 674).

Constitutionnalité de la présente proposition de loi : *Sapin (Michel)* (p. 674, 675) ; *Ornano (Michel d')* (p. 675).

Cour d'appel de Paris (compétence de la -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 672) ; *Sapin (Michel)* (p. 674) ; *Ornano (Michel d')* (p. 676) ; *Porelli (Vincent)* (p. 676) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 677).

Dispositions transitoires : *Lamassoure (Alain)* (p. 672).

Droit de la concurrence (application pleine et entière par les pouvoirs publics) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 678) ; *Arthuis (Jean)* (p. 682).

Droit européen (et notamment adéquation de la loi avec le - et perspectives du marché unique) : *Ornano (Michel d')* (p. 6676) ; *Porelli (Vincent)* (p. 676) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 680) ; *Arthuis (Jean)* (p. 682).

Droits de la défense : *Lamassoure (Alain)* (p. 671, 672) ; *Arthuis (Jean)* (p. 673) ; *Sapin (Michel)* (p. 674) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 677, 678).

Inflation (et notamment politique des prix) : *Porelli (Vincent)* (p. 676) ; *Arthuis (Jean)* (p. 681).

Intérêts corporatifs (pression des -) : *Sapin (Michel)* (p. 674) ; *Foyer (Jean)* (p. 680).

Liberté économique (et notamment pouvoirs de l'Etat) : *Arthuis (Jean)* (p. 673) ; *Sapin (Michel)* (p. 674) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 677) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 678) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 679).

Loi du 20 décembre 1986 (raison de la -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 671).

Ordonnances de 1945 (dispositions essentielles des -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 671).

Ordonnance du 1er décembre 1986 (et notamment dispositions essentielles, débat relatif à l' - et ratification parlementaire) : *Lamassoure (Alain)* (p. 671) ; *Arthuis (Jean)* (p. 673) ; *Porelli (Vicent)* (p. 677) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 677) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 679, 680).

Ouverture des magasins le dimanche : *Charié (Jean-Paul)* (p. 678) ; *Arthuis (Jean)* (p. 682).

Répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction : *Lamassoure (Alain)* (p. 671, 672) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 679) ; *Foyer (Jean)* (p. 680).

Sursis à exécution : *Lamassoure (Alain)* (p. 672) ; *Arthuis (Jean)* (p. 673) ; *Sapin (Michel)* (p. 674) ; *Ornano (Michel d')* (p. 675) ; *Porelli (Vincent)* (p. 676) ; *Foyer (Jean)* (p. 681).

Unité de contentieux et de jurisprudence : *Lamassoure (Alain)* (p. 671) ; *Arthuis (Jean)* (p. 673, 682) ; *Ornano (Michel d')* (p. 675).

Urbanisme commercial (articulation de l' - avec le droit de la concurrence) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 680) ; *Arthuis (Jean)* (p. 682).

Voies de recours : *Lamassoure (Alain)* (p. 671).

Discussion des articles [28 avril 1987] (p. 682).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (rétablissement des conditions de concurrence entre les grandes surfaces) (p. 682) ; annonce par le ministre du commerce d'une réforme en profondeur de certaines dispositions relatives à l'urbanisme commercial ; révision de certaines dispositions relatives à l'expression des votes au sein des commissions départementales d'urbanisme commercial ; moralisation de la loi du 27 décembre 1973, approvisionnement correct des consommateurs habitant en milieu rural ; retiré ; amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Louis Masson (consultation du conseil de la concurrence et de la commission nationale d'urbanisme commercial pour toute modification réglementaire touchant à la concurrence entre les grandes surfaces) ; monopole régional faisant peser un risque sur la concurrence ; disposition de l'amendement déjà contenues dans l'article 5 de l'ordonnance du 1er décembre 1986, amendement ne modifiant pas la loi « Royer » ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Bruno Gollnisch (tendant à supprimer l'imprécision juridique de l'article 7 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) ; définition insuffisante des faits répréhensibles (p. 683) ; caractère étranger de l'amendement par rapport au texte en discussion ; difficulté d'encadrer par une réglementation précise l'économie de marché ; rejeté ; amendement n° 19 de M. Bruno Gollnisch (tendant à préciser l'incrimination pénale) ; pouvoirs importants du juge d'instruction pendant les poursuites ; caractère étranger de l'amendement de M. Bruno Gollnisch par rapport à l'objet de la proposition de loi ; pragmatisme nécessaire du droit de la concurrence ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (suppression de l'article 10 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) ; possibilité par le Gouvernement d'autoriser par décret certaines catégories d'ententes ; amendement étranger à l'objet de la proposition de loi ; possibilité pour les commerçants et artisans de s'entendre pour mener des actions commerciales communes (p. 684) ; amendement n'entrant pas dans l'objet de la proposition de loi ; compétence liée du pouvoir réglementaire ; exemption réglementaire présentant certains avantages ; pouvoir d'exemption déjà prévu par le droit communautaire ; légalisation systématique des ententes ; rejeté ; amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (reprise du projet de loi de ratification de l'ordonnance du 1er décembre 1986 déposé par le Gouvernement) ; moment impropre pour examiner la disposition proposée ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch (p. 685) ; demande de précision sur la date de discussion du projet de loi de ratification de l'ordonnance du 1er décembre 1986 ; objet de la proposition de loi infiniment plus restreinte que celui de l'ordonnance.

Article 1er *(recours des décisions du conseil de la concurrence devant la cour d'appel de Paris) :* amendement n° 15 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jean-Claude Chupin (de suppression) ; sauvegarde de la mission spécifique du conseil de la concurrence ; rejeté ; amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (tendant à éviter l'obligation du ministère d'avocats) ; bénéfice de la compétence juridictionnelle pour certains groupes de pression ; volonté de respecter les règles généralement applicables devant les juridictions civiles ; possibilité par le ministère de l'économie de saisir le juge au lieu et place de l'entreprise ; coordination nécessaire entre la procédure applicable devant le conseil de concurrence et la juridiction d'appel ; rejeté ;

- article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (amélioration du contentieux de l'urbanisme commercial) ; Gouvernement *a priori* hostile ; retiré ; amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson (amélioration de la cohérence entre les décisions du ministre et celles des commissions d'urbanisme) (p. 686) ; retiré ; amendement n° 8 corrigé de M. Jean-Louis Masson (modification des conditions de vote au sein des commissions départementales d'urbanisme commercial) ; ministres du commerce successifs favorables à cette proposition ; retiré.

Article 2 *(sursis à exécution) :* amendement n° 16 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jean-Claude Chupin (de suppression) : retiré ; amendement n° 12 de M. Bruno Gollnisch (augmentation des délais de recours) : retiré ; amendement n° 13 de M. Bruno Gollnisch (exécution des décisions du conseil de la concurrence) ; décisions du conseil de la concurrence ayant force exécutive dans les conditions de droit commun ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Bruno Gollnisch (tendant à rendre le recours suspensif) ; garanties des droits des justiciables ; violation évidente de la logique ; dissymétrie entre les infractions relevant du juge pénal pour lequel le recours est suspensif et celles du conseil de la concurrence qui sont immédiatement exécutoires (p. 687) ; nécessité de préserver le rôle du conseil de la concurrence ; risque de transformer le conseil de la concurrence en une instance d'avis ; existence devant les juridictions civiles d'un équivalent ou sursis à exécution ; reprise de la formulation exacte des considérants du conseil constitutionnel ; usage abusif de la procédure de recours ; mesures du conseil de la concurrence devant être dissuasives ; rejeté au scrutin public ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(dispositions transitoires) :* amendement n° 17 de M. Michel Sapin (de suppression) ; retiré ; amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (application des décisions du conseil de la concurrence) ; sauvegarde des intérêts des personnes concernées par les décisions prises avant la promulgation du texte (p. 688) ; amendement contraire aux dispositifs de l'article 3 ; conciliation des intérêts des requérants et efficacité de la justice ; retiré ;

- article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 20 de M. Bruno Gollnisch (période de conservation des factures) ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Jean-Louis Masson (rapport présenté par le ministre du commerce au Parlement dressant le bilan de la jurisprudence des tribunaux) : retiré (p. 689).

EXPLICATIONS DE VOTE

[28 avril 1987] (p. 689).

Incriminations (caractère extrêmement vague de certaines -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 689).

Propositions de loi (nature des -) : *Ornano (Michel d')* (p. 690).

Abstention du groupe du Front national : *Gollnisch (Bruno)* (p. 689).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Charié (Jean-Paul)* (p. 690).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Ornano (Michel d')* (p. 690).

Adoption de la proposition de loi (p. 690).

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 1987] (p. 3152).

Conseil de la concurrence (nature du - et de ses décisions) : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3155).

Cour d'appel (compétences de la -) : *Lamassoure (Henri)* (p. 3153) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3154).

Droits de la défense (garantie des -) : *Lamassoure (Henri)* (p. 3153).

Ordonnance du 1er décembre 1986 (ratification des articles 12 et 15 de l'-) : *Lamassoure (Henri)* (p. 3153) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3154) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3155).

Recours (recevabilité et intérêt à agir) : *Lamassoure (Henri)* (p. 3153) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3154).

Sursis à exécution (conditions et extension du –) : *Lamassoure (Henri)* (p. 3153) ; *Arthuis (Jean)* (p. 3154).

Discussion des articles [25 juin 1987] (p. 3155).

Article 1er : amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (conditions du sursis à exécution pour les mesures conservatoires) (p. 3155) ; conditions du sursis à exécution soumises aux règles de droit commun de la procédure civile ; souci de clarté justifiant la présentation de l'amendement du Gouvernement ; conditions du sursis à exécution ; nécessité de prendre en compte, à la fois, l'esprit de la décision du Conseil constitutionnel et l'avis du Sénat : adopté ;

– article 1er ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (modification des conditions de recours au sursis à exécution pour les décisions du conseil de la concurrence (p. 3156) : adopté ;

– article 2 ainsi modifié : adopté.

Article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (ratification des articles 12 et 15 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) ; le Parlement n'ayant pas ratifié l'ensemble de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : adopté.

Explications de vote (p. 3157).

Ordonnance du 1er décembre 1986 (ratification de l'–) : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3157).

Ordre judiciaire (compétence de l'–) : *Ornano (Michel d')* (p. 3157).

Recours (recevabilité et intérêt à agir) : *Arthuis (Jean)* (p. 3157).

Vote favorable du groupe U.D.F. *Ornano (Michel d')* (p. 3157).

Vote hostile du groupe socialiste (p. 3157).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi au scrutin public (p. 3157).

5. – Proposition de loi n° 950 tendant à créer un **indice des prix** ne faisant pas référence aux **prix du tabac** et des **produits alcooliques.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Jacques Barrot. – Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, commerce et artisanat.

PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

Entraide judiciaire

Voir *Traités et conventions* **48.**

PROCÉDURE PÉNALE

3. – Proposition de loi n° 545 relative à l'entrée en vigueur de l'article 706-25 du **code de procédure pénale** (Voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). – Rapporteur : M. Albert Mamy (9 avril 1987).

5. – Projet de loi n° 633 modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de **certaines infractions commises à l'étranger.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 10 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (16 avril 1987). – Rapport n° **808** (4 juin 1987). – Discussion le 29 juin 1987. – Adoption le 29 juin 1987. – Projet de loi n° **142.**

Sénat (première lecture) n° **341.** – Dépôt le 30 juin 1987. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Paul Masson. – Rapport n° **345** (30 juin 1987). – Adoption le 7 juillet 1987. – Projet de loi n° **119.**

Loi n° 87-541 du 16 juillet 1987, publiée au *J.O.* du 18 juillet 1987 (p. 8022).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les États membres des Communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633) [29 juin 1987] (p. 3312, 3327, 3330) : voir Traités et conventions **27.**

Discussion des articles (p. 3331).

Article 1er *(compétence des juridictions françaises pour poursuivre et juger les auteurs d'actes terroristes à l'étranger et se trouvant en France) :* adopté.

Article 2 *(entrée en vigueur du projet de loi) :* adopté (p. 3331).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3331).

6. – Proposition de loi n° 673 tendant à **aggraver les sanctions prévues par l'article 288 du code de procédura pénale, en cas d'absence des jurés à la Cour d'assises.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 14 avril 1987 par M. Pierre Pasquini et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (7 mai 1987).

7. – Proposition de loi n° 954 relative à la **mise en cause pénale des présidents de conseils régionaux** et de **présidents de conseil généraux** et modifiant l'article 681 du code de procédure pénale.

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Bruno Bourg-Broc et plusieurs de ses collègues. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. André Fanton (5 novembre 1987).

8. – Projet de loi n° 1059 relatif aux **garanties individuelles** en matière de placement en **détention provisoire ou sous contrôle judiciaire** et portant modification du **code de procédure pénale** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Alain Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. – Rapporteur : M. Jacques Limouzy (20 novembre 1987). – Rapport n° **1094** (3 décembre 1987). – Discussion les 9, 10 et 11 décembre 1987. – Adoption le 11 décembre 1987. – Projet de loi n° **204.**

Sénat (première lecture), n° **164** (1987-1988). – Dépôt le 14 décembre 1987. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. – Rapport n° **171** (1987-1988). – Discussion le 18 décembre 1987. – Adoption le 18 décembre 1987. – Projet de loi n° **54.**

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1169.** – Dépôt le 19 décembre 1987. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905). - Réunion le 19 décembre 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. - Rapport n° **189** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **66.**

Assemblée nationale. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy. - Rapport n° **1170** (19 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption définitive le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **224.**

Loi n° 87-1062 du 30 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1987 (p. 15547).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi nº 1059 et ceux de la loi nº 87-541

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **DISPOSITIONS RELATIVES AU PLACEMENT EN DÉTENTION OU SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE**			
1		Délivrance des mandats de justice : attributions respectives de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire et du juge d'instruction.	Première lecture : 10 décembre 1987	7077-7104	1
2		Institution et composition de la chambre des garanties.	Première lecture : 10 décembre 1987 Seconde délibération : 11 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7104 7186 7915	2
3		Dispositions relatives au contrôle judiciaire.	Première lecture : 10 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7108 7915	3
4		Disposition d'harmonisation relative au placement en détention provisoire.	Première lecture : 10 décembre 1987	7112	4
5		Saisine de la chambre. Placement sous main de justice.	Première lecture : 10 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7112 7915	5
6		Placement en détention provisoire.	Première lecture : 10 décembre 1987	7118	6
7		Dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire.	Première lecture : 10 décembre 1987	7120	7
8		Dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances.	Première lecture : 10 décembre 1987	7121	8
9		Appel des ordonnances du juge d'instruction et des décisions de la chambre des garanties.	Première lecture : 11 décembre 1987	7181	9
10		Dispositions de conséquence relatives aux attributions de la chambre des garanties.	Première lecture : 10 décembre 1987	7122	10
11		Exécution de la détention provisoire et du placement sous main de justice.	Première lecture : 10 décembre 1987	7122	11
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION**			
12		Désignation par décret de la chambre d'accusation.	Première lecture : 10 décembre 1987 C.M.P. : 20 décembre 1987	7123 7916	12
13		Réduction du délai imparti à la chambre d'accusation pour statuer sur un appel en matière de détention provisoire.	Première lecture : 10 décembre 1987	7123	13
	13 *bis* (A.N.)	Simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation.	Première lecture : 10 décembre 1987	7125	14
14		Renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction.	Première lecture : 10 décembre 1987	7125	15
		TITRE III **DISPOSITIONS DIVERSES**			
	15 A (A.N.)	Institution du témoin assisté.	Première lecture : 11 décembre 1987	7168	16
	15 B (A.N.)	Audition de la partie civile et du témoin assisté.	Première lecture : 11 décembre 1987	7176	17
	15 C (A.N.)	Dispositions de coordination relatives à la procédure de comparution immédiate.	Première lecture : 11 décembre 1987	7182	18
15		Fixation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance.	Première lecture : 11 décembre 1987	7182	19
16		Fixation des audiences correctionnelles de la cour d'appel.	Première lecture : 11 décembre 1987	7183	20
	16 *bis* (Sénat)	Organisation de la justice à Mayotte.	C.M.P. : 20 décembre 1987	7916	21

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	16 *ter* (Sénat)	Article 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.	C.M.P. : 20 décembre 1987	7916	22
17		Abrogation de la loi du 10 décembre 1985.	Première lecture : 11 décembre 1987	7186	23
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7916	
	17 *bis* (Sénat)	Code de procédure pénale et code de l'organisation judiciaire.	C.M.P. : 20 décembre 1987	7916	24
18		Entrée en vigueur de la loi.	Première lecture : 11 décembre 1987	7186	25
			C.M.P. : 20 décembre 1987	7916	

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 1987] (p. 6895, 7013, 7035). [10 décembre 1987] (p. 7062).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 7015) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7015, 7016, 7017, 7019, 7020) ; *Joxe (Pierre)* (p. 7017) ; *Aubert (Emmanuel)* (R.P.R., inscrit contre) (p. 7020, 7021, 7022, 7023) ; *Limouzy (Jacques)* (rapporteur) (p. 7023) ; *Chalandon (Albin)* (garde des sceaux, ministre de la justice) (p. 7023, 7024) ; rejetée au scrutin public (p. 7024).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 7025) : *Welzer (Gérard)* (p. 7025, 7026, 7027) ; *Mazeaud (Pierre)* (président de la commission des lois) (p. 7027) ; *Limouzy (Jacques)* (rapporteur) (p. 7027) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (U.D.F., inscrit contre) (p. 7027, 7028) ; *Chalandon (Albin)* (garde des sceaux, ministre de la justice) (p. 7028) ; rejetée au scrutin public (p. 7035).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 7066) : *Sapin (Michel)* (p. 7067, 7068, 7069, 7070) ; *Mazeaud (Pierre)* (président de la commission des lois) (p. 7070) ; *Fanton (André)* (R.P.R., inscrit contre) (p. 7071, 7072) ; rejetée au scrutin public (p. 7072).

Avis du Conseil d'Etat sur le projet : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7020) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7026, 7027).

Délais impartis au législateur : *Limouzy (Jacques)* (p. 6985, 6986) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7037) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7038).

Demande de suspension de séance : *Ducoloné (Guy)* (p. 7066, 7067) ; *Millon (Charles)* (p. 7066, 7067) ; *Sapin (Michel)* (p. 7067).

Elaboration de la réforme : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7046, 7047).

Travail de la commission : *Fanton (André)* (p. 7072).

Vérification du quorum : *Joxe (Pierre)* (p. 7017, 7018, 7025, 7028) ; *Labbé (Claude)* (p. 7025).

Rappel au règlement de M. Roland Dumas : *Dumas (Roland)* (p. 6988, 6989) ; *Billardon (André)* (p. 6989) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6989) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6989).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7013).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 6993, 6994).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7062, 7063) ; *Millon (Charles)* (p. 7063).

« Affaires » judiciaires :

- affaire Chaumet : *Dumas (Roland)* (p. 6989) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7015, 7016) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7024, 7027, 7043) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7025).

- affaires des fausses factures de Lyon : *Dumas (Roland)* (p. 6988, 6989, 7043) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6990, 7024) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7025).

- affaire Gordji : *Dumas (Roland)* (p. 7043).

- affaire Radio Courtoisie/Michel Droit et dessaisissement du juge Grellier : *Dumas (Roland)* (p. 6988, 7043) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7025) ; *Asensi (François)* (p. 7036).

- incidents de séance (p. 6988 à 6995) : *Billardon (André)* (p. 6988 à 6995) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6993) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 6995) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 6999) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7020) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7045).

- mise en cause de M. Chalandon (voir aussi « Incidents de séance ») : *Chalandon (Albin)* (p. 7023, 7028) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7025, 7026) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7027, 7028) ; *Dumas (Roland)* (p. 7043) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 7049).

- pressions exercées par le parquet sur les juges d'instruction : *Dumas (Roland)* (p. 6988, 6989, 7042) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6990, 7023, 7024) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6993, 7013) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7016).

Instruction : généralités :

- chambres d'accusation (composition) : *Chalandon (Albin)* (p. 7014) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7019, 7020) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7047).

- chambres d'accusation (rôle en matière d'instruction) : *Chalandon (Albin)* (p. 7014) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Dumas (Roland)* (p. 7042) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7047).

- délit d'atteinte à la présomption d'innocence pour divulgation d'une information : *Sapin (Michel)* (p. 7069).

- inculpation (et appel contre l'-) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6987, 6988) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7041).

- instruction (historique de l'-) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6986) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6990, 6991, 6992) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7040, 7041).

- instruction (nécessité d'une réforme globale) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Asensi (François)* (p. 7036) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7038) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7040) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 7053) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7053, 7054).

- juges d'instruction (rôle des - et reproches adressés aux -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6987) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6992, 7014, 7064) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7023) ; *Asensi (François)* (p. 7036) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7037) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7039) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7039, 7040) ; *Dumas (Roland)* (p. 7042) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 7050) ; *Sapin (Michel)* (p. 7068).

- secret de l'instruction : *Limouzy (Jacques)* (p. 6988).

- témoin assisté : *Limouzy (Jacques)* (p. 6988) ; *Asensi (François)* (p. 7036) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7041) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7048) ; *Sapin (Michel)* (p. 7069).

Ordre du jour des tribunaux en matière correctionnelle : *Welzer (Gérard)* (p. 7026).

Placement en détention provisoire :

- applicabilité de la réforme : *Sapin (Michel)* (p. 7069, 7070) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 7070) ; *Fanton (André)* (p. 7072) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7063).

- chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) : *Chalandon (Albin)* (p. 7014) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Asensi (François)* (p. 7036) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7038) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7040) ; *Dumas (Roland)* (p. 7042) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 7049).

- chambres des garanties (composition des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6987) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7014) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7039) ; *Dumas (Roland)* (p. 7042) ; *Sapin (Michel)* (p. 7068).

- chambres des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7018) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7021) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7026, 7027) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7044) ; *Sapin (Michel)* (p. 7068) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7063, 7064).

- détentions provisoires (nécessité de diminuer le nombre de -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6986) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7018) ; *Asensi (François)* (p. 7036, 7037) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7045) ; *Sapin (Michel)* (p. 7067).

- effectifs de magistrats dans les tribunaux et besoins révélés par la mise en œuvre de la réforme : *Limouzy (Jacques)* (p. 6987) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6994, 7014, 7015, 7063) ; *Asensi (François)* (p. 7035) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7038) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7046) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7053).

- loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6986, 6987) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6994, 7024) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7015, 7016, 7017) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7020, 7021) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7026) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7027, 7037) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7038) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7040) ; *Dumas (Roland)* (p. 7041) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7046) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7052, 7053) ; *Sapin (Michel)* (p. 7068).

- mineurs (situation des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6987) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7037) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7045) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 7048, 7049) ; *Menga (Joseph)* (p. 7050, 7051, 7052) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7064).

- mise sous main de justice : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7018, 7019) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7026) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7039, 7040) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7045) ; *Sapin (Michel)* (p. 7067, 7068) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7064).

- placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6987) ; *Chalandon (Albin)* (p. 6992, 6993, 6995, 7013, 7014) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7019) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Asensi (François)* (p. 7035, 7036) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7039) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7039, 7040) ; *Dumas (Roland)* (p. 7042) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7045) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 7049) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7053) ; *Sapin (Michel)* (p. 7068).

- présomption d'innocence de l'inculpé (remise en cause de la -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7017) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7022) ; *Asensi (François)* (p. 7036) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7044).

Récidive (nécessité de lutter contre la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7047, 7048).

Discussion des articles [10 décembre 1987] (p. 7073, 7102). [11 décembre 1987] (p. 7168, 7176).

Avant l'article 1er : amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (entrée en vigueur de la loi dite Badinter du 10 décembre 1985, le 1er mars 1989) (p. 7073) ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Michel (p. 7074) ; amendement n° 28 corrigé de M. Georges-Paul Wagner (exercice de la fonction de juge d'instruction étant subordonné à l'accomplissement préalable pendant une durée de cinq ans au moins d'activités successivement au parquet et au siége en qualité de substitut et de juge) : retiré ; amendement n° 29 de M. François Asensi (détention provisoire des mineurs) (p. 7075) ; amendement n° 47 de M. Joseph Menga (même objet) (p. 7076) ; réservés.

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 1er *(délivrance des mandats de justice) ;* attributions respectives de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire et juges d'instruction (p. 7077) ; amendements identiques n° 30 de M. François Asensi et n° 48 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejetés ; amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (même objet) : rejeté ; amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire devant statuer sur l'heure sur la mise en détention) ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Jean-Pierre Michel (mandat de dépôt délivré par la chambre devant être notifié à l'inculpé par le juge d'instruction) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 7078).

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) ;* jeunesse des juges d'instruction ; dissociation du pouvoir d'instruction et du pouvoir d'incarcération (p. 7079) ; système de collégialité retenu dans la loi Badinter ; séparation de l'instruction et de l'incarcération (p. 7080) ; amendements identiques n° 31 de M. François Asensi et n° 52 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejetés ; amendements nos 29 et 47 précédemment réservés (p. 7081) ; amendement n° 2 de la commission (mineurs de moins de 13 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) ; sous-amendement n° 81 de M. Jean-Jacques Hyest (mineurs de moins de 16 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) (p. 7082) ; risques d'inapplication de la loi ; correction du sous-amendement n° 81 (p. 7083) ; amendement n° 29 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 47 : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 81 : adopté après modification ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Michel ; amendement n° 3 de la commission (substitution de la chambre de garantie des libertés individuelles à la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) : adopté ; amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (nécessité de faire siéger au sein de la chambre des garanties le juge d'instruction chargé du dossier (p. 7084) ; amendement n° 4 de la commission (juge d'instruction pouvant siéger au sein de la chambre de garantie des libertés individuelles s'il n'a pas instruit l'affaire) ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet ; amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (juge d'instruction saisi de l'affaire présentant personnellement ses observations à la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7085) ; rejeté ; contestation du vote sur l'amendement n° 55 ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch ; amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (magistrat ne pouvant participer au jugement d'une affaire pénale dont il a connu certains éléments en qualité de membre de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7086, 7087) ; absence d'obstacle juridique interdisant à un magistrat ayant siégé sur le placement en détention provisoire de siéger ultérieurement au sein de la formation de jugement ; rejeté (p. 7088) ; **rappel au règlement** de M. Michel Sapin (p. 7102) ; **rappel au règlement** de M. François Loncle ; **rappel au règlement** de M. Michel Sapin (p. 7103) ; **rappel au règlement** de M. Gérard Welzer (p. 7104) ; amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (désignation des membres de la chambre de garantie des libertés individuelles ; **rappel au règlement** de M. Pascal Arrighi (p. 7105) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Marchand (p. 7106) ; amendement n° 57 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 5 de la commission (désignation des membres de la chambre de garantie constituant une mesure d'administration judiciaire non susceptible de recours) : adopté après rectification ; amendement n° 6 de la commission (possibilité pour la chambre des garanties de laisser l'inculpé en liberté) : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Contestation du scrutin ; article 2 : rejeté par assis et levé (p. 7107).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* amendements identiques n° 32 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 58 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Alain Chénard (chambre de garantie des libertés individuelles ne pouvant décider le contrôle judiciaire qu'après les observations du juge d'instruction chargé de l'affaire, l'inculpé ou son conseil ayant été entendu) (p. 7108) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. François Loncle (juge d'instruction chargé de l'affaire étant préalablement entendu en ses observations) : rejeté ; amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (même objet) ; sous-amendement oral de M. Jean-Claude Martinez (absence d'automaticité de l'audition du juge d'instruction) : adopté ; amendement n° 61, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (mandat d'arrêt ou de dépôt ne pouvant être signifié à l'inculpé s'étant soustrait au contrôle judiciaire qu'après les observations du juge d'instruction chargé de l'affaire) (p. 7109) ; décision de la Cour de cassation dessaisissant le juge Grelier (p. 7110) ; rejeté ; amendement n° 63 de

M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (cas où un mandat d'arrêt ou de dépôt peut être décidé lorsque l'inculpé s'est soustrait au contrôle judiciaire) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (même objet) (p. 7111) ; rejeté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(disposition d'harmonisation relative au placement en détention provisoire) :* amendements identiques n° 33 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 65 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejetés ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* amendements identiques n° 34 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 66 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) (p. 7112) ; impossibilité de réunir la chambre constituant un motif d'incarcération provisoire dans la loi Badinter (p. 7113) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 7 de la commission soutenu par M. Emmanuel Aubert (observations que le juge d'instruction doit déposer en même temps que sa demande de mise en détention provisoire ne pouvant porter que sur la nécessité du placement en détention) : adopté (p. 7114) ; amendement n° 25 du Gouvernement (cas où l'inculpé est retenu sur place en attendant sa comparution) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (inculpé devant lorsqu'il demande un délai pour préparer sa défense faire connaître sa requête au juge d'instruction et non pas à la chambre) ; amendement n° 27 du Gouvernement (prolongation du délai d'un jour ouvrable au cas dans lequel pour des raisons de force majeure la chambre n'a pas la possibilité de statuer dans le délai de trois jours ouvrables) (p. 7115) ; amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 27 : adopté par assis et levé ; amendement n° 86 du Gouvernement (possibilité d'interjeter appel de l'ordonnance de placement sous main de justice en même temps que de la décision de placement en détention provisoire rendue par la chambre) (p. 7116) ; amendement n° 8 de la commission soutenu par M. Albert Mamy (possibilité d'appel de l'ordonnance du juge d'instruction concernant le placement sous main de justice) ; amendement n° 86 : rejeté ; amendement n° 8 : retiré (p. 7117) ;

- article 5, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet.

Article 6 *(placement en détention provisoire) :* amendements identiques n° 35 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 67 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) (p. 7118) : rejetés ; amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Emmanuel Aubert (chambre des garanties pouvant si elle l'estime utile recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie) : adopté (p. 7119) ;

- article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire) :* amendements identiques n° 36 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Chomat et n° 68 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejetés ; amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (motivation de la prolongation de détention provisoire) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission soutenu par M. Emmanuel Aubert (chambre des garanties pouvant prolonger la détention pour une durée n'excédant pas quatre mois) : rejeté ;

- article 7 : adopté au scrutin public.

Article 8 *(dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances) :* amendements identiques n° 37 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 70 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejetés ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 7121) : adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(appel des ordonnances du juge d'instruction et des décisions de la chambre des garanties des libertés individuelles) :* réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 20 avant l'article 15.

Article 10 *(dispositions de conséquence relatives aux attributions de la chambre d'accusation) :* amendements identiques n° 39 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 72 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) : rejetés ;

- article 10 : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 40 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (demande de détention provisoire formulée par le Procureur de la République en cas de citation directe étant confiée à une formation collégiale) : rejeté.

Article 11 *(exécution de la détention provisoire et du placement sous main de justice) :* amendement n° 41 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté ;

- article 11 : adopté (p. 7122).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 12 *(désignation par décret du président de la chambre d'accusation) :* amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (désignation du président de la chambre d'accusation et de son suppléant) : rejeté ;

- article 12 : adopté.

Article 13 *(simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation) :* amendement n° 13 de la commission (harmonisation des délais impartis aux juridictions d'appel pour statuer en matière de détention provisoire ou sur une demande de mise en liberté) (p. 7123) : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. François Loncle (p. 7124) ;

- article 13 : adopté au scrutin public.

Rappel au règlement de M. Gérard Welzer.

Après l'article 13 : amendement n° 14 de la commission (suppression de la disposition selon laquelle le dossier de la procédure déposé aux greffes doit en cas d'appel contenir les réquisitions du Procureur général) : adopté.

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction) :* amendements identiques n° 42 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 74 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 7125) : rejetés au scrutin public (p. 7126) ; amendement n° 15 de la commission (chambre d'accusation pouvant se saisir du dossier en l'absence pendant quatre mois de tout acte d'instruction nécessaire à la manifestation de la vérité) : adopté ; amendement n° 16 de la commission soutenu par M. Emmanuel Aubert (pouvoir de renvoyer le dossier au juge d'instruction ou de l'envoyer à un autre juge d'instruction étant confié au président de la chambre d'accusation) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gérard Welzer (audition du juge chargé de l'instruction) (p. 7127) : rejeté (p. 7128).

Titre III : dispositions diverses.

Avant l'article 15 : amendement n° 80 de M. Jean-Pierre Michel (président du tribunal pouvant désigner plusieurs juges lorsque l'importance ou la complexité de l'affaire le justifie) : non soutenu ; demande de suspension de séance ; amendement n° 17 de la commission soutenu par M. André Fanton (institution du témoin assisté) (p. 7168) ; nécessité de permettre à celui mis en cause par une plainte ou une prodédure pénale d'avoir accès au dossier sans être nécessairement inculpé ; affaire Michel Droit (p. 7169) ; difficultés présentées par l'institution du témoin assisté ; absence de respect du secret de l'instruction (p. 7170) ; inégalité instaurée au sein du débat judiciaire entre les deux parties ; inculpation étant perçue comme une présomption de culpabilité ; sous-amendement n° 87 du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté étant réservé au cas de plainte avec constitution de partie civile) (p. 7171) ; sous-amendement n° 87 : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié : adopté (p. 7172) ; amendement n° 18 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 82 de M. Emmanuel Aubert soutenu par M. André Fanton (juge d'instruction ayant le pouvoir d'inculper toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordant d'avoir pris part comme auteur ou complice aux faits qui lui sont déférés) ; nécessité d'une réforme de l'inculpation (p. 7176) ; commission de réforme de

l'instruction ; retiré ; amendement n° 19 de la commission soutenu par M. Jacques Toubon (inculpation étant prescrite par ordonnance spécialement motivée ; possibilité de recours contre l'ordonnance d'inculpation) (p. 7177) ; inopportunité d'ouvrir un double degré de juridiction au moment où l'instruction commence (p. 7178) ; inculpation constituant un acte d'instruction de nature quasi administrative pris par le juge d'instruction ; ordonnance de renvoi pouvant être tout à fait différente de l'inculpation première ; caractère exploratoire de l'amendement n° 19 de la commission (p. 7179) ; effet possible de la réforme de l'inculpation proposée ; cours de l'instruction n'étant pas interrompu par la procédure d'appel sur l'inculpation ; nécessité que la législation future tienne compte de l'orientation suggérée (p. 7180) ; amendement n° 19 : retiré ; nature du débat législatif ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ; amendement n° 20 de la commission (ordonnance d'inculpation étant susceptible d'appel) : retiré.

Article 9 (précédemment réservé) : amendements identiques n° 38 de M. François Asensi et n° 71 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7181) : rejetés ; amendement n° 84 rectifié de la commission (ordonnance d'inculpation étant susceptible d'appel) : retiré ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 15 (suite) : amendement n° 22 de la commission (ordonnance d'inculpation étant susceptible d'appel) : retiré ; amendement n° 23 de la commission (mandat de dépôt étant dans le cas de comparution immédiate délivré par le président du tribunal ou le juge délégué) : adopté.

Article 15 *(fixation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance) :* amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Michel (assemblée générale du tribunal de grande instance arrêtant à la fin de chaque année judiciaire les rôles du tribunal pour l'année suivante) : rejeté ;

- article 15 : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 83 de M. Michel Hannoun (juridiction pouvant ajourner le prononcé de la peine en plaçant le coupable sous le régime de la mise à l'épreuve) : non soutenu (p. 7182).

Article 16 *(institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) :* amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Michel (assemblée générale de la Cour arrêtant à la fin de chaque année judiciaire le nombre et le jour des audiences correctionnelles pour l'année judiciaire suivante) : retiré ;

- article 16 : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 24 de la commission (institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) (p. 7183) ; nature du débat législatif ; rôle des journalistes (p. 7184) ; nécessité de protéger le secret de l'instruction ; conflit entre la présomption d'innocence et la liberté de la presse ; amendement n° 24 : retiré.

Article 17 *(abrogation de la loi du 10 décembre 1985)* (p. 7185) ; amendements identiques n° 44 de M. François Asensi et n° 79 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejetés ;

- article 17 : adopté.

Article 18 *(entrée en vigueur de la loi) ;* inapplicabilité de la loi ; amendement n° 45 de M. François Asensi (de suppression) ; incarcération des mineurs : rejeté ;

- article 18 : adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 2 : amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 7186) : adopté au scrutin public ;

- en conséquence, l'article 2 est ainsi rétabli (p. 7187).

Explications de vote [11 décembre 1987] (p. 7187).

« Affaires judiciaires » : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188).

Applicabilité du texte : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7189).

Chambre d'accusation (moyens de la -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7189) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7190).

Incidents des séances du 9 décembre : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7187).

Inculpation (réforme de l'-) : *Toubon (Jacques)* (p. 7190).

Instruction (nécessité d'une réforme de l'-) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7187).

Loi du 10 décembre 1985 : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7190).

Magistrats instructeurs (statut des -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188) ; *Asensi (François)* (p. 7189) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7190).

Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du -) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7187) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7189) ; *Asensi (François)* (p. 7189) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7190) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7190).

Placement en détention provisoire des mineurs : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188).

Témoin assisté : *Asensi (François)* (p. 7189).

Vote négatif du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 7189).

Vote négatif du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7187).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 7190).

Abstention du groupe Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7189).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7191).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [20 décembre 1987] (p. 7914).

Chambre d'accusation : *Limouzy (Jacques)* (p. 7915).

Chambre des demandes de mise en détention provisoire : *Limouzy (Jacques)* (p. 7914, 7915).

Comparution immédiate (procédure de la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7915).

Désignation des juges d'instruction : *Limouzy (Jacques)* (p. 7915).

Protection des libertés : *Chalandon (Albin)* (p. 7915).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7915, 7916).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 7916).

Voir *Divorce* **5.**

PROCHE-ORIENT

Règlement du conflit

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

PRODUCTION BOVINE

Voir *Lois de finances* **4** (Agriculture, B.A.P.S.A.).

PRODUITS AGRICOLES

Voir *Agriculture* **13.**

PRODUITS MANUFACTURÉS

Promotion de la qualité

Voir *Questions au Gouvernement* **43.**

PROFESSEURS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale.

PROFESSIONS ET ACTIVITÉS MÉDICALES ET PARA-MÉDICALES

4. - Proposition de loi n° 983 tendant à compléter l'article L. 431 du code de la santé publique relatif à l'**ordre national des chirurgiens-dentistes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Pierre Bernard-Reymond. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. - Proposition de loi n° 984 relative au **contrat de travail à durée déterminée des médecins assistants.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Michel Hannoun. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. - Proposition de loi n° 1050 tendant à autoriser les **membres des professions chirurgicales, médicales et paramédicales** à faire figurer les **parts** de **sociétés anonymes** ou de **sociétés à responsabilité limitée exploitant une clinique** au nombre des éléments de leur **actif professionnel.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 novembre 1987 par M. Antoine Carré et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Honoraires des -

Voir *Questions orales sans débat* **339.**
Santé publique **6.**

PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

1. - Proposition de loi n° 787 tendant à préciser le **délai de prescription de la responsabilité civile de l'avocat.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Gilbert Barbier. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Albert Mamy (8 juillet 1987).

PROFESSIONS LIBÉRALES ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Voir *Parlement* **12.**

Échelonnement du revenu exceptionnel

Voir *Impôt sur le revenu* **7.**

PROGRAMME D'INSERTION LOCALE

Voir *Questions au Gouvernement* **612.**

« PROGRAMME DES 15 000 PLACES »

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.

PROGRAMME EURÊKA

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

PROPHYLAXIE

Voir *Santé publique* **7.**

PROPRIÉTÉ

(Droit de -)

Voir *Successions et libéralités* **3.**

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

Copie de logiciels

Voir *Questions orales sans débat* **334.**

(Droits d'auteur)

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule.

PROPRIÉTÉ

1. - Proposition de loi n° 384 tendant à instituer des **chambres de la propriété immobilière.** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (9 avril 1987).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

2. - Proposition de loi n° 720 relative à la **protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jean Foyer. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (27 mai 1987). - Rapport n° **849** (16 juin 1987) par Michel Gonelle. - Renvoi pour avis à la commission. - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Proposition de loi n° **145.**

Sénat (première lecture) n° **344** (1986-1987). - Dépôt le 30 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Richard Pouille. - Rapport n° **51** (1987-1988). - Discussion le 22 octobre 1987. - Adoption le 22 octobre 1987. - Proposition de loi n° **4.**

Loi n° 87-890 du 4 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 5 novembre 1987 (p. 12920).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1987] (p. 3361).

Question préalable de M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 3363) : *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3363, 3364) ; *Foyer (Jean)* (auteur de la proposition de loi, inscrit contre, R.P.R.) (p. 3364, 3365) ; rejetée (p. 3365).

Brevets et innovations (retard de la France en matière de -) : *Madelin (Alain)* (p. 3363) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3365).

Etats-Unis (protection des semi-conducteurs aux - et inspiration de la proposition par le droit américain pour une meilleure réciprocité de la protection) : *Gonelle (Michel)* (p. 3361) ; *Foyer (Jean)* (p. 3364).

Institut national de la propriété industrielle (missions, organisations, statuts et recours contre les décisions de son directeur) : *Gonelle (Michel)* (p. 3361, 3362) ; *Madelin (Alain)* (p. 3362, 3363) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3363, 3364, 3365) ; *Foyer (Jean)* (p. 3364, 3365).

Marques (réforme de la législation sur les -) : *Gonelle (Michel)* (p. 3362) ; *Madelin (Alain)* (p. 3363).

Office communautaire des marques (implantation de l'- à Strasbourg) ; *Gonelle (Michel)* (p. 3362) ; *Madelin (Alain)* (p. 3363).

Politique d'aide à l'innovation et à la recherche : *Gonelle (Michel)* (p. 3362, 3363) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3364, 3365).

Propriété industrielle et innovations (protection des -) : *Gonelle (Michel)* (p. 3361) ; *Madelin (Alain)* (p. 3362) ; *Foyer (Jean)* (p. 3364).

Semi-conducteurs (protection des topographies des -) : *Gonelle (Michel)* (p. 3361) ; *Madelin (Alain)* (p. 3362) ; *Chupin (Jean-Claude)* (p. 3365).

Discussion des articles [29 juin 1987] (p. 3365).

Titre Ier : *protection des topographies des semi-conducteurs.*

Article 1er *(protection de la topographie d'un produit semi-conducteur)* (p. 3365) : adopté.

Article 2 *(droit au dépôt)* ; adopté.

Article 3 *(point de départ et étendue de la protection)* : amendement n° 6 du Gouvernement (point de départ de la protection) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (même objet) : devenu sans objet ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(application des articles 40, 43, 44, 46, 59, 67 et 68 de la loi du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention)* : adopté.

Article 5 *(bénéficiaires de la protection)* : adopté.

Titre II : *organisation de l'Institut national de la propriété industrielle.*

Article 8 *(compétence et financement de l'Institut national de la propriété industrielle)* : amendement n° 1 de M. Jean-Claude Chupin (de suppression) (p. 3366) : rejeté ;

- article 6 : adopté.

Article 7 *(réorganisation de l'I.N.P.I. et recours contre les décisions de son directeur général)* : amendement n° 2 de M. Jean-Claude Chupin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence à un éventuel pourvoi en cassation du ministère public) : adopté ;

- article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3367).

3. - Proposition de loi n° 952 relative aux **marques de fabrique, de commerce ou de service.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Jean Foyer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Patrick Devedjian (5 novembre 1987).

PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Voir *Chasse* **2.**

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Voir *Famille* **4, 12.**
Santé publique **7.**

PROTECTION SOCIALE

Voir *Sécurité sociale* **9.**

- des travailleurs indépendants de l'agriculture.

Voir *Mutualité sociale agricole* **2.**

PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS

Voir *Energie* **8.**

PUBLICITÉ

Voir *Ordre public* **20.**
Pharmacie **1.**

Pour les boissons alcoolisées.

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Pour les partis politiques.

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Télé-achat.

Voir *Audiovisuel* **10.**

- télévisée.

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.

PUBLICITÉ POLITIQUE

Voir *Elections et référendums* **46, 47,** discussion générale, discussion des articles, article 12.

Q

QUALITÉ

Promotion de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **413.**

QUART MONDE

Voir *Logement et habitat* **11.**

Logement

Voir *Questions orales sans débat* **262.**

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

298. - Problème de l'enseignement agricole privé : M. Sébastien Couepel : décrets d'application et moyens financiers pour assurer le pluralisme scolaire [8 avril 1987] (p. 75) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : dépôt de décrets d'application avant fin 1987 (p. 75, 76).

299. - Renégociation des taux d'intérêt pour les prêts immobiliers : M. Antoine Carré : diminution de l'inflation ; systématisation souhaitable des formules de prêt à taux révisable [8 avril 1987] (p. 76) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : mesures prises pour les prêts conventionnés, les prêts complémentaires et les prêts en accession à la propriété (p. 76, 77).

300. - Diminution des effectifs dans l'Éducation nationale et fermeture de classes : M. Gilles de Robien : importance de l'école dans le tissu rural et dans les quartiers urbains [8 avril 1987] (p. 77) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : regroupements pédagogiques (p. 77) ; création de B.T.S. et de classes préparatoires (p. 78).

301. - Avenir de la protection sociale en France : M. Jacques Roux : propositions communistes ; rassemblement du 22 mars 1987 [8 avril 1987] (p. 78) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale (p. 78, 79).

302. - Condamnation de Pierre-André Albertini par le régime sud-africain : M. Maxime Gremetz : demande le renvoi de l'ambassadeur d'Afrique du Sud en France [8 avril 1987] (p. 79) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : nombreuses interventions du Gouvernement français (p. 79) ; mission de M. Jean-François Deniau à Pretoria (p. 80).

303. - Personnes disparues en Algérie : M. Pierre Descaves : nécessité de demander aux autorités algériennes des informations sur les personnes disparues [8 avril 1987] (p. 80) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : fausses informations sur la captivité de Français en Algérie ; suites judiciaires (p. 80).

304. - Remboursement des médicaments par la Sécurité sociale : Mme Yann Piat [8 avril 1987] (p. 80) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : définition des médicaments à vignette bleue (p. 80) ; mise en place d'un dispositif de sécurité pour les assurés à faibles revenus (p. 81).

305. - Nouvelle-Calédonie : M. Pierre Joxe : vote négatif de la commission des lois sur le projet relatif à la Nouvelle-Calédonie [8 avril 1987] (p. 81) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : l'article 1er de la loi du 17 juillet 1986 fait obligation d'organiser une consultation (p. 81).

306. - Situation de la sécurité sociale : M. Michel Coffineau [8 avril 1987] (p. 82) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : annonce un prochain débat sur la sécurité sociale (p. 82).

307. - Conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement : M. René Drouin [8 avril 1987] (p. 83) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué

auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : incertitude des données statistiques (p. 83, 84).

308. - Politique agricole : M. Yves Tavernier : négociations agricoles européennes [8 avril 1987] (p. 84) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : ses observations (p. 84) ; son action (p. 85).

309. - Hausse des loyers : M. Eric Raoult : désinformation à ce sujet [8 avril 1987] (p. 85, 86) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : « responsabilités » des hausses de loyers (p. 86).

310. - Affaire Knobelspiess : M. Pierre Pasquini [8 avril 1987] (p. 86) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité (p. 86, 87).

311. - Airbus A 340 : M. Jean Diebold : mise en place du financement nécessaire à ce programme [8 avril 1987] (p. 87) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : existence d'un marché potentiel suffisant (p. 87).

312. - Ticket modérateur et médicaments à « vignette bleue » : Mme Elisabeth Hubert : refus par certaines caisses de l'accès d'assurés sociaux au « filet de sécurité » ; organisation des « états généraux » de la sécurité sociale [15 avril 1987] (p. 345) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : modification de la liste des maladies graves (p. 345) ; création d'un plafond de ressources pour le remboursement à 100 p. 100 ; organisation des « états généraux » de la sécurité sociale ; mission d'explication (p. 346).

313. - Incidents de Creys-Malville et de l'usine de Tricastin : M. Michel Hannoun : réapparition du débat sur le nucléaire dans l'opinion [15 avril 1987] (p. 346) ; exploitation (p. 347) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : absence de problème de sécurité ; mise en place d'une banque de données Minitel Magnuc (p. 347).

314. - Tracé de l'autoroute Bordeaux-Clermont-Ferrand : M. Yves Guéna : autoroutes transversales ; liaison Bordeaux-Périgueux [15 avril 1987] (p. 347) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : nécessité de doter la France, centre géographique de l'Europe, d'un réseau supplémentaire d'autoroutes (p. 347, 348).

315. - Sécurité des installations nucléaires : M. Jean Mouton : opportunité d'une information régulière sur le nucléaire par le Gouvernement [15 avril 1987] (p. 348) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : banque de données permanente accessible par Minitel (p. 348) ; Conseil supérieur de sûreté et d'information nucléaire ; consensus sur la nucléaire (p. 349).

316. - Quotas laitiers et problème porcin : M. René Benoit [15 avril 1987] (p. 349) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : suppression des montants compensatoires monétaires relatifs au porc pour toute l'année 1986 (p. 349) ; mise en place d'un plan de restructuration laitière (p. 350).

317. - Logement social : M. Jean Giard : conséquences de la loi Méhaignerie sur le logement social ; proposition de loi communiste [15 avril 1987] (p. 350) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : offices d'H.L.M. étant des organismes présidés par des élus (p. 350) ; limitation à 3 p. 100 pour 1987 des hausses de loyers H.L.M. ; embauche dans le bâtiment (p. 351).

318. - Fixation des prix agricoles : M. Rémy Auchedé : propositions communistes pour résoudre la crise de l'agriculture [15 avril 1987] (p. 351) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : propos démagogiques tenus par l'opposition (p. 351, 352).

319. - Propos tenus par le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme : M. Jean-Pierre Stirbois : légitimité du Front national ; réforme du code de la nationalité [15 avril 1987] (p. 352) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme : solutions caricaturales données aux problèmes de la France par le Front national (p. 352) ; son appropriation abusive de l'héritage historique français (p. 353).

320. - Ouvrage publié par un juge d'instruction : M. Jean-Claude Martinez : livre publié par le juge Lambert ; obligations du statut de la magistrature [15 avril 1987] (p. 353) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : ses observations (p. 353) ; liberté de l'édition ; liberté des magistrats ; problème du respect par le juge Lambert de l'obligation de réserve ; prochaine réforme des conditions d'accès à la fonction de juge d'instruction (p. 354).

321. - Sécurité sociale : M. Bernard Derosier : conséquences du libéralisme sur l'avenir social du pays [15 avril 1987] (p. 354) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : mesures prises par les socialistes (p. 354, 355) ; nécessaire consultation des Français ; « états généraux » de la sécurité sociale (p. 355).

322. - Sûreté à la centrale de Creys-Malville et dans les installations nucléaires : M. Louis Mermaz : ses observations sur les propos de M. Philippe Séguin en réponse à la question au Gouvernement de M. Bernard Derosier le même jour [15 avril 1987] (p. 355) ; défaut d'information en matière de sécurité nucléaire ; proposition socialiste de la création d'une haute autorité de la sécurité nucléaire (p. 356) ; M. Alain Madelin ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : désinformation ; responsabilité de la sûreté nucléaire appartenant au Gouvernement (p. 356).

323. - Réintégration de professeurs au lycée militaire d'Aix-en-Provence : M. André Giraud, ministre de la défense (p. 357, 358).

324. - Droit d'asile : M. Yvon Briant : demande un référendum sur l'opportunité de réformer le droit d'asile [15 avril 1987] (p. 358) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : attachement de la France au droit d'asile ; impossibilité d'utiliser la procédure du référendum sur la question du droit d'asile (p. 358).

325. - Réforme hospitalière : M. Edmond Hervé : projet de loi hospitalier entraînant la division de la communauté hospitalière et du corps médical [22 avril 1987] (p. 539) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : établissements d'hospitalisation publics dans une situation de vide juridique total depuis le 3 janvier 1987 (p. 539, 540).

326. - Emploi : M. Jean Le Garrec : conséquences de la politique actuelle sur la situation de l'emploi ; opposition unanime des syndicats [22 avril 1987] (p. 540) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : principales mesures du projet de loi relatif aux chômeurs de longue durée (p. 540, 541) ; avenir de l'emploi (p. 541).

327. - Etudes médicales : M. Claude Bartolone : nouveau projet de loi universitaire sur le troisième cycle des études médicales [22 avril 1987] (p. 541, 542) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement : réforme portant essentiellement sur le titre d'interne (p. 542).

328. - Commémoration du génocide arménien : M. Jean-Hugues Colonna : demande la position officielle du Gouvernement français sur ce problème [22 avril 1987] (p. 542) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : mémoire des morts de 1915 mais condamnation des actions terroristes (p. 543).

329. - Programme Hermès : M. Michel Debré : 25e anniversaire de la création du centre national d'études spatiales ; état d'avancement du programme Hermès [22 avril 1987] (p. 543) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : historique de la conquête de l'espace (p. 543) ; état d'avancement du programme Hermès (p. 543, 544).

330. - Grands axes routiers en Poitou-Charentes : M. Pierre-Rémy Houssin [22 avril 1987] (p. 544) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 544).

331. - Importation de maïs américain en Europe : M. Michel Gonelle : accord du 30 juin 1987 entre la communauté européenne et les Etats-Unis [22 avril 1987] (p. 544,

545) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : maintien de la durée d'intervention et préservation du système des majorations mensuelles (p. 545).

332. - Report des élections aux conseils généraux du printemps à l'automne 1988 : M. Jean-Louis Masson : mesures envisagées pour pallier les anomalies de délimitation de certains cantons [22 avril 1987] (p. 545) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprés du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : étude en cours (p. 546).

333. - Aménagement du territoire et problème spécifique de l'Ile-de-France : M. Jean-Jack Salles [22 avril 1987] (p. 546) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 546, 547).

334. - Marchés publics des collectivités locales : intérêts moratoires : M. Francis Delattre [22 avril 1987] (p. 547) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprés du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : loi du 9 janvier 1986 (p. 547) ; protection des créanciers des collectivités publiques (p. 547, 548).

335. - Problèmes posés par les faillites d'établissements d'équarrissage : M. Paul Chollet [22 avril 1987] (p. 548) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture (p. 548).

336. - Reconnaissance du génocide arménien : M. Guy Ducoloné : demande d'adhésion de la Turquie à la communauté européenne ; nombreuses atteintes aux droits de l'homme en Turquie ; proposition de loi communiste [22 avril 1987] (p. 548, 549) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : mémoire du génocide ne permettant pas la mise en cause de la Turquie d'aujourd'hui ; position française sur l'adhésion de la Turquie à la communauté européenne (p. 549).

337. - Situation au Nicaragua : Mme Muguette Jacquaint [22 avril 1987] (p. 549) ; M. Jean-Bernard Raimond : ministre des affaires étrangères (p. 549, 550).

338. - Information et désinformation : M. Jean-Marie Le Pen : attitude des médias vis-à-vis du Front national [22 avril 1987] (p. 550, 551) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : problème relevant de la Commission nationale de la communication et des libertés ; hommage à M. Claude Malhuret (p. 551).

339. - Montée du chômage et préférence nationale pour l'embauche : M. Christian Baeckeroot [29 avril 1987] (p. 729) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 729, 730).

340. - Position du Gouvernement à l'égard du Front national : M. André Labarrère [29 avril 1987] (p. 730) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : présence institutionnelle du Front national due à la réforme électorale socialiste (p. 730) ; vote avec l'opposition des députés du Front national (p. 731).

341. - Renégociation des prêts au logement : M. Guy Malandain : proposition de loi socialiste prévoyant la renégociation des prêts au logement [29 avril 1987] (p. 731) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : augmentation en 1982 de la progressivité des taux d'intérêt (p. 731) ; mesures prises par le présent Gouvernement (p. 732).

342. - Investissement et activité économique : M. Jacques Roger-Machart [29 avril 1987] (p. 732) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 732, 733).

343. - Argent et télévision : M. Bernard Schreiner : guerre des chaînes de télévision [29 avril 1987] (p. 733) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : rôle de l'Etat dans l'audiovisuel (p. 733) ; mise à la disposition des chaînes publiques de moyens pour faire face à la concurrence ; baisse de la redevance (p. 734).

344. - Rôle de l'éducation nationale dans l'information des jeunes sur les maladies sexuellement transmissibles : M. Christian Cabal [29 avril 1987] (p. 734) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : moyens d'information mis en œuvre pour lutter contre la propagation du SIDA et des maladies sexuellement transmissibles (p. 734, 735).

345. - Utilisation des recettes provenant des privatisations : M. Alain Chastagnol : avènement d'un capitalisme populaire ; nécessité de prendre des mesures de soutien à l'investissement [29 avril 1987] (p. 735) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : mesures prises (p. 735) ; réduction du taux des acomptes de l'impôt sur les sociétés (p. 736).

346. - Sécurité des biens et des personnes en Corse : M. Pierre Pasquini : atteinte aux droits de l'homme en Corse [29 avril 1987] (p. 736) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme : action menée par le Gouvernement dans le respect de l'état de droit (p. 736, 737).

347. - Travaux du conseil national palestinien et position du Gouvernement français face à la conférence internationale de paix : M. Bernard Stasi [29 avril 1987] (p. 737) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (p. 737).

348. - Opérations de privatisation des banques et concurrence bancaire : M. Edmond Alphandéry [29 avril 1987] (p. 737, 738) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : problèmes de la baisse réelle des taux d'intérêt ; proposition du Gouvernement pour l'amélioration du système monétaire international et du système monétaire européen (p. 738).

349. - Financement des partis politiques : M. André Rossi : ses observations sur le déroulement des séances de questions d'actualité ; mesures envisagées pour le financement des partis politiques [29 avril 1987] (p. 738) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : études en cours sur le problème du financement des partis politiques (p. 738, 739).

350. - Licenciements aux chantiers navals et situation de l'emploi dans le bassin de La Rochelle : M. Jean-Guy Branger [29 avril 1987] (p. 739) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : crise du chantier de La Rochelle - La Pallice (p. 739) ; éventualité de créer une zone d'entreprise (p. 740).

351. - Nécessité d'un collectif budgétaire sur l'éducation nationale : M. Georges Hage [29 avril 1987] (p. 740) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement : efforts budgétaires importants pour l'enseignement public (p. 740, 741).

352. - Mesures sociales d'urgence : M. Vincent Porelli [29 avril 1987] (p. 741) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : ses observations (p. 741) ; non-participation des communistes aux conventions Etat-départements ; projet de loi visant à favoriser l'insertion des chômeurs de longue durée (p. 742).

353. - Radios locales privées : M. Charles Fiterman : loi de l'argent incompatible avec le respect du pluralisme sur la bande FM [6 mai 1987] (p. 886) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : publication des plans de fréquence ; radios associatives ; C.N.C.L. (p. 886).

354. - Désarmement : M. Robert Montdargent : Appel des cent [6 mai 1987] (p. 886, 887) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprés du ministre des affaires étrangères : rôle de la France dans les négociations sur le désarmement (p. 887).

355. - Minitel et publicité pornographique : M. François Porteu de la Morandière : proxénétisme indirect des P. et T. par l'intermédiaire du Minitel [6 mai 1987] (p. 887) ; M. Gérard Longuet, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : succés de la télématique en France ; dispositions réglementaires en préparation (p. 888, 889).

356. - Nouvelles procédures de remboursement de la sécurité sociale : M. Claude Bartolone [6 mai 1987] (p. 889) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 889, 890).

357. - Afrique du Sud : Mme Véronique Neiertz [6 mai 1987] (p. 890) ; Pierre-André Albertini (p. 891) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : condamnation de l'apartheid ; actions du Gouvernement en faveur des communautés noires et de la libération de Pierre-André Albertini (p. 891, 892).

358. - Sécheresse en Martinique : M. Maurice Louis-Joseph-Dogué [6 mai 1987] (p. 892) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 892).

359. - Loi sur les universités : M. Jean-Claude Cassaing : circulaire du 22 janvier 1987 [6 mai 1987] (p. 892) ; M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : choix par les universités des dispositions législatives de 1968 ou de 1984 (p. 892, 893).

360. - Réforme des études médicales : M. Bernard Debré : grèves des étudiants en médecine [6 mai 1987] (p. 893) ; M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : rappel historique de réformes des études médicales (p. 893) ; statut du résident ; stages des étudiants chez les praticiens généralistes (p. 894).

361. - Déduction fiscale pour les cotisations versées par les agriculteurs à des régimes complémentaires facultatifs : M. Louis Lauga [6 mai 1987] (p. 894) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : préparation de la loi de modernisation agricole (p. 894, 895).

362. - Exportation des produits japonais : attitude des Etats-Unis et de l'Europe : M. Robert-André Vivien [6 mai 1987] (p. 895) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur (p. 895).

363. - Réouverture des ports canadiens aux chalutiers de pêche français : M. Gérard Grignon : Saint-Pierre-et-Miquelon [6 mai 1987] (p. 895) ; négociations franco-canadiennes ; décision du Canada de fermer ses portes aux chalutiers français (p. 896) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : dénonciation par la France des décisions unilatérales du Gouvernement canadien (p. 896).

364. - Police municipale : M. Jean Brocard [6 mai 1987] (p. 896) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : rapport du préfet Lalanne ; existence et missions des agents de police municipale inscrites dans le code des communes ; préparation d'un projet de loi sur la compétence des agents de police municipale (p. 896, 897).

365. - Zones de diffusion des chaînes de télévision : La Cinq et M 6 : M. Jean-Pierre Abelin [6 mai 1987] (p. 897) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication (p. 897, 898).

366. - Protection sociale agricole et surface minimum d'installation : M. Jean-Marie Daillet [6 mai 1987] (p. 898) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture (p. 898).

367. - Négociation Est-Ouest sur la dénucléarisation de l'Europe : M. Alain Lamassoure : « option zéro » ; position de la France sur la sécurité de l'Europe [13 mai 1987] (p. 1065) ; M. Jean-Bernard Raimond : ministre des affaires étrangères : recherche de la définition d'une position commune des pays européens (p. 1065) ; consensus en France (p. 1066).

368. - Opportunité d'un débat consacré aux privatisations : M. Alain Griotteray [13 mai 1987] (p. 1066) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 1066, 1067).

369. - Grève à Air Inter et à Air France : M. Germain Gengenwin : dévalorisation à l'étranger de l'image de marque de nos compagnies aériennes et de la France [13 mai 1987] (p. 1067) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : revendications relatives aux rémunérations ; mise à l'étude d'une agence de la navigation aérienne puis étude de solutions alternatives dans le cadre du statut général des fonctionnaires ; conséquences dommageables de ces grèves (p. 1067).

370. - Situation de la sécurité sociale : M. François Asensi : propositions communistes pour remédier à cette situation [13 mai 1987] (p. 1068) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : prochaine remise d'un rapport par les « sages » au Gouvernement (p. 1068).

371. - Baisse du pouvoir d'achat : M. Bernard Deschamps : propositions communistes [13 mai 1987] (p. 1068, 1069) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1069).

372. - SIDA : M. François Bachelot : propos tenus par M. Jean-Marie Le Pen à l'émission « L'Heure de Vérité » sur le SIDA [13 mai 1987] (p. 1069, 1070) ; demande la constitution d'une commission d'enquête sur l'état de l'épidémie du SIDA (p. 1070) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : dénonce la campagne alarmiste du Front national (p. 1070, 1071).

373. - Situation des immigrés : Mme Françoise Gaspard : propos tenus par M. Charles Pasqua sur les expulsions d'immigrés rappelant certaines pratiques employées pendant la Seconde Guerre mondiale [13 mai 1987] (p. 1071, 1072) ; demande au Premier ministre de condamner ces propos (p. 1072) ; M. Yves Galland : ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : pratique de l'amalgame par Mme Françoise Gaspard ; détermination de M. Charles Pasqua dans la lutte contre l'immigration clandestine (p. 1072, 1073).

374. - Procès Barbie : M. Pierre Mauroy : crime contre l'humanité [13 mai 1987] (p. 1073) ; retour en France d'idées incompatibles avec la démocratie et les Droits de l'homme ; extrême droite (p. 1074) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : pratique de l'amalgame par M. Pierre Mauroy ; nécessité de laisser la justice suivre son cours (P. 1074) ; mémoire des crimes contre l'humanité (p. 1075).

375. - Logement social : M. Jacques Badet : politique de réhabilitation des logements H.L.M. freinée par l'actuel gouvernement [13 mai 1987] (p. 1075) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1075, 1076).

376. - Rétablissement de la vérité sur la guerre d'Algérie : M. Claude-Gérard Marcus : propos de l'avocat de Klaus Barbie comparant l'action de l'armée française en Algérie aux crimes nazis [13 mai 1987] (p. 1076) : M. André Giraud, ministre de la défense : désinformation et amalgame relatifs à l'armée française par l'avocat de Klaus Barbie (p. 1076, 1077).

377. - Première session du baccalauréat professionnel préparé en deux ans : M. Gérard Kuster [13 mai 1987] (p. 1077) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle (p. 1077).

378. - Réduction de la durée de l'exonération de l'impôt foncier : M. Hector Rolland : non-respect par l'Etat de la parole donnée [13 mai 1987] (p. 1077, 1078) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : rétablissement du dispositif antérieur incompatible avec les contraintes budgétaires (p. 1078).

379. - Conséquence de la grève des contrôleurs aériens : M. Michel Hannoun [13 mai 1987] (p. 1078) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1078, 1079).

380. - Lutte contre la toxicomanie dans les établissements scolaires : M. Jean-Paul Séguéla : [20 mai 1987] (p. 1358) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement (p. 1358).

381. - Voyage du Premier ministre à Moscou : M. Jacques Baumel [20 mai 1987] (p. 1358, 1359) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : politique

de réforme engagée par M. Gorbatchev ; problème du désarmement ; situation actuelle des droits de l'homme en U.R.S.S. ; signature d'un protocole financier (p. 1359).

382. - Protection sociale agricole : M. Francis Hardy : inégalité des avantages sociaux entre les exploitants agricoles et les assurés des autres régimes [20 mai 1987] (p. 1359) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : mise en place d'une circulaire étendant le dispositif de sécurité au régime agricole (p. 1360).

383. - Train à grande vitesse Est : M. François Grussenmeyer : nécessité de privilégier les relations transversales pour permettre aux relations Ouest-Est, en Europe, de se développer [20 mai 1987] (p. 1360) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : bonne coopération européenne en matière de réseaux du T.G.V. (p. 1360).

384. - Situation de la sécurité sociale : M. Pascal Clément [20 mai 1987] (p. 1361) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : rapport établi par le comité des sages : caractère structurel du déficit de la sécurité sociale ; nécessité d'un prélèvement sur le revenu ; mise à l'étude de diverses propositions (p. 1361).

385. - Action des aides ménagères à domicile : M. Georges Chometon [20 mai 1987] (p. 1361, 1362) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : importance, pour le maintien à domicile des personnes âgées et handicapées, des associations d'aide à domicile ; commission nationale d'étude pour les personnes âgées dépendantes (p. 1362).

386. - T.V.A. dans l'hôtellerie : Mme Florence d'Harcourt : taux de T.V.A. applicable à l'hôtellerie de luxe la pénalisant lourdement [20 mai 1987] (p. 1362, 1363) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : réflexions menées dans le cadre de l'harmonisation de la fiscalité française avec les autres fiscalités européennes (p. 1363).

387. - Part des salariés dans le financement de la sécurité sociale : M. Michel Peyret : propositions communistes [20 mai 1987] (p. 1363) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : inanité des propositions communistes (p. 1363, 1364).

388. - Difficultés des offices d'H.L.M. et revendications de leurs locataires : M. Paul Chomat : congrès des organismes d'H.L.M. [20 mai 1987] (p. 1364) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : responsabilités des organismes d'H.L.M. ; examen d'une mesure complémentaire d'allégement de la dette des organismes d'H.L.M. (p. 1364).

389. - Propos tenus par M. Michel Noir : M. Edouard Frédéric-Dupont : propos tenus par certains ministres à l'encontre du Front national [20 mai 1987] (p. 1364, 1365, 1366) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : condamnation, par M. le Premier ministre, des propos d'exclusion et de rejet (p. 1366).

390. - Sécurité sociale : M. Pierre Bérégovoy [20 mai 1987] (p. 1366, 1367) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1367, 1368).

391. - Situation économique : M. Henri Emmanuelli prévisions de l'I.N.S.E.E. [20 mai 1987] (p. 1368, 1369) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : importance de l'environnement international ; projet de loi sur les chômeurs de longue durée (p. 1369, 1370).

392. - Suppression de postes d'animateur : M. Alain Calmat : politique de destruction de la vie associative [27 mai 1987] (p. 1702) ; M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports : redéploiement et non-suppression de 372 postes fonjep (p. 1702) ; projet de loi sur le mécénat (p. 1703).

393. - Politique industrielle : M. René Drouin : forte dégradation de nos échanges industriels ; situation de la Lorraine [27 mai 1987] (p. 1703) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : nécessité de restructurer la sidérurgie (p. 1703, 1704) ; apparition de signes précurseurs de renouveau dans le domaine industriel (p. 1704).

394. - Privatisation : M. Michel Charzat : bradage du patrimoine public et apparition d'une techno-structure politico-économique ; baisse des dépôts dans les caisses d'épargne [27 mai 1987] (p. 1704, 1705) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : nécessité de l'existence d'un noyau d'actionnaires stables ; situation de Havas (p. 1705) ; caisses d'épargne (p. 1706).

395. - Politique agricole en zone de montagne : M. René Souchon : limitation de la production laitière en montagne ; exonération des quotas laitiers pour les producteurs de lait de montagne [27 mai 1987] (p. 1706) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture (p. 1706) ; augmentation des indemnités compensatoires inscrites au budget 1987 ; adaptations techniques en zone de montagne ; constitution d'un groupe de travail administration-profession (p. 1707).

396. - Mise à disposition de la police d'appelés du contingent : bilan de l'expérience de Roubaix : M. Michel Ghysel [27 mai 1987] (p. 1707, 1708) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité (p. 1708).

397. - Grève des étudiants en médecine : M. Jean Bardet : réorganisation du troisième cycle [27 mai 1987] (p. 1708) ; M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : minorité d'étudiants concernés par le conflit (p. 1708) ; problème du boycott des examens (p. 1709).

398. - Difficultés des entreprises de confection : M. Roger Corrèze : non-respect des règles du trafic de perfectionnement passif [27 mai 1987] (p. 1709) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : alignement de notre politique sur la règlementation applicable à la communauté européenne (p. 1709) ; taxe professionnelle (p. 1710).

399. - Conditions d'attribution de la rente de conjoint aux veuves de mineurs silicosés : M. Jean-Paul Delevoye : existence de nombreux litiges [27 mai 1987] (p. 1710) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : suppression de l'autopsie lorsque l'imputabilité d'un décès à une maladie professionnelle peut se faire par un simple examen sur pièces ; prochaine modification du code de la sécurité sociale (p. 1710).

400. - Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse en 1986 : insuffisance des prêts « calamité agricole » : M. Francis Geng (p. 1710, 1711) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 1711).

401. - Financement de l'habitat en secteur diffus : M. Jean Briane : diminution de la participation de l'Etat au financement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; nécessité de solidarité nationale à l'égard des collectivités territoriales des secteurs diffus (p. 1711) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : accélération de l'effort de réhabilitation des logements (p. 1711) ; transfert des crédits dans la dotation globale d'équipement ; réflexion interministérielle aboutissant au dépôt d'un projet de loi tendant à une meilleure répartition des crédits disponibles (p. 1712).

402. - Interventions économiques des collectivités territoriales : M. Charles Millon : conséquence de la décentralisation ; demande la réforme de la loi de 1982 [27 mai 1987] (p. 1712) ; M. Yves Galland ; ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : progression des interventions des collectivités territoriales en faveur des entreprises en difficulté ; désengagement bancaire (p. 1712) ; prochaine modification de la loi du 2 mars 1982 (p. 1713).

403. - Difficultés des retraités et des préretraités : M. Jean-Jacques Barthe [27 mai 1987] (p. 1713) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : campagne de

désinformation menée par les communistes (p. 1713) ; existence d'un filet de sécurité dans chaque caisse primaire d'assurance maladie (p. 1714).

404. - Portée de la mission confiée à la commission des sages : code de la nationalité M. Georges-Paul Wagner [27 mai 1987] (p. 1714) ; M. Albin Chalandon : garde des sceaux, ministre de la justice : problème de l'immigration (p. 1714) ; rôle de consultation de la commission des sages en ce qui concerne le code de la nationalité (p. 1715).

405. - Application des lois sociales dans les départements d'outre-mer : M. André Thien Ah Koon [27 mai 1987] (p. 1715, 1716) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 1716).

406. - Droits de l'homme en France : M. Jacques Bompard ; insertion des harkis et fils de harkis [3 juin 1987] (p. 1862) ; M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés : difficultés d'intégration des harkis et fils de harkis alors qu'ils sont Français (p. 1862).

407. - Protection sociale : M. Gérard Freulet : nécessité de s'attaquer aux dépenses de la sécurité sociale [3 juin 1987] (p. 1862, 1863) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : diversification des financements ; anticonstitutionnalité de la création d'une caisse autonome des étrangers (p. 1863, 1864).

408. - Procédures fiscales et douanières : M. Michel Margnes : faillite d'un bijoutier parisien [3 juin 1987] (p. 1864) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : des procédures seront engagées s'il y a constatation d'irrégularités fiscales ou commerciales (p. 1864).

409. - Projet de loi sur l'apprentissage : M. Michel Berson : quasi-unanimité contre ce projet [3 juin 1987] (p. 1864, 1865) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : projet visant essentiellement à élever le niveau général des apprentis (p. 1865).

410. - Financement de la sécurité sociale : M. Michel Coffineau [3 juin 1987] (p. 1865, 1866) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : mesures arrêtées le 29 mai 1987 (p. 1866, 1867).

411. - Exclus du système de protection sociale : M. Georges Sarre : association « Médecins du monde » : mauvais fonctionnement de l'aide médicale gratuite [3 juin 1987] (p. 1867) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : bon fonctionnement de l'aide médicalede gratuite ; problème des personnes rencontrant des difficultés dans les démarches administratives (p. 1867, 1868).

412. - Position allemande sur les euromissiles : M. Alain Peyrefitte : progrès du pacifisme en Europe occidentale [3 juin 1987] (p. 1868) ; M. Jean-Bernard Raimond : ministre des affaires étrangères : « double option zéro » préconisée par l'Allemagne ; attachement de la France à la dissuasion (p. 1869).

413. - Campagne nationale de promotion de la qualité : M. Serge Charles [3 juin 1987] (p. 1869, 1870) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 1869, 1870).

414. - Durée insuffisante du travail scolaire en particulier au mois de mai : M. Jean Bonhomme [3 juin 1987] (p. 1870) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement (p. 1870, 1871).

415. - Financement du plan emploi-jeunes : M. Jean-François Michel [3 juin 1987] (p. 1871) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 1871) ; projet de loi sur l'apprentissage et projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (p. 1872).

416. - Lutte contre le terrorisme : M. Albert Mamy : nécessité d'une coopération internationale globale [3 juin 1987] (p. 1872) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (p. 1872) ; sommet anti-terrorisme à Paris des pays occidentaux ayant abouti sur des décisions pratiques (p. 1873).

417. - Enseignement agricole privé : M. Jacques Barrot [3 juin 1987] (p. 1873, 1874) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : décret d'application et textes réglementaires en préparation pour le financement des établissements d'enseignement agricole privé ; mise en place de formations nouvelles (p. 1874).

418. - Situation des étudiants en médecine : M. Paul Mercieca : médecine générale [3 juin 1987] (p. 1874) ; M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (p. 1874) : distinction entre résidents et internes en spécialité ; institution d'un stage obligatoire auprès du praticien pour l'étudiant de médecine générale ; assistanat des hôpitaux (p. 1875).

419. - Conséquence des essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa et action de la France en faveur de la paix et du désarmement : M. Michel Peyret : proposition de résolution communiste [3 juin 1987] (p. 1875) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : participation de la France aux négociations sur l'interdiction totale des armes chimiques (p. 1875, 1876).

420. - Licenciement de neuf militants syndicaux chez Renault : M. Guy Ducoloné [10 juin 1987] (p. 2172) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : inexistence d'un quelconque arbitraire patronal (p. 2172, 2173).

421. - Désarmement et sécurité de l'Europe : M. Bernard Deschamps : essais à Mururoa ; appel des Cent [10 juin 1987] (p. 2173) ; M. André Giraud, ministre de la défense : désinformation menée par les communistes ; consensus sur la défense nationale de la France (p. 2173, 2174).

422. - Problèmes de l'agriculture en France : M. Jean-Marie Le Pen : problèmes liés à la politique agricole commune [10 juin 1987] (p. 2174) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : problèmes de l'agriculture dans la communauté européenne ; préparation d'une loi de modernisation (p. 2174, 2175).

423. - Secret défense : M. André Billardon : délivrance à M. Chalier d'un faux passeport ; nécessité de donner au juge d'instruction la possibilité de mener à bien ses recherches [10 juin 1987] (p. 2175) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, en remplacement de M. le garde des sceaux : décision de la chambre d'accusation de la cour de Paris ; protection renforcée du secret défense (p. 2175).

424. - Coûts salariaux de l'industrie en France : M. François Patriat : loi sur l'apprentissage ; laxisme des chefs d'entreprise [10 juin 1987] (p. 2176) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : compétitivité ; diminution du différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne (p. 2176).

425. - Crime raciste à Caen : M. Louis Mexandeau : campagnes de discrimination et d'exclusion ; thèses xénophobes du Front national ; projet de code de la nationalité française [10 juin 1987] (p. 2176) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : exploitation politicienne d'un crime dont les éléments ne sont pas encore tout à fait connus (p. 2177).

426. - Endettement du tiers monde : M. Alain Vivien : proposition de loi socialiste et proposition de loi émanant de la majorité [10 juin 1987] (p. 2177) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : vulnérabilité du continent africain ; mesures d'urgence préconisées par la France (p. 2177) ; accroissement de la facilité d'ajustement structurel du Fonds monétaire international accordé dans des conditions favorables au pays les plus pauvres (p. 2178).

427. - Gendarmes en civil : M. Philippe Marchand : guerre des polices [10 juin 1987] (p. 2178) ; M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : harmonisa-

tion des relations entre la police et la gendarmerie ; mise en place d'une commission présidée par un haut magistrat (p. 2178).

428. - Ouverture du marché unique européen et activité économique de certaines régions frontalières : M. Michel Barnier : conversion totale ou partielle de l'économie de certaines régions frontalières [10 juin 1987] (p. 2178) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : pôle européen de développement de Longwy ; amélioration de la desserte routière de la vallée de la Maurienne (p. 2178, 2179).

429. - Réception des chaînes de télévision : M. André Fanton : médiocrité du nouveau paysage audiovisuel français [10 juin 1987] (p. 2179) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication (p. 2179, 2180).

430. - Grève des contrôleurs aériens : M. Bernard-Claude Savy : demande le rétablissement de la législation relative à la retenue des salaires pour cas de grève de la fonction publique [10 juin 1987] (p. 2180) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : abrogation de la règle du trentième indivisible par une loi d'octobre 1982 ; appel à la raison des grévistes (p. 2180, 2181).

431. - Mesures prises en faveur de l'emploi dans les petites entreprises : M. Jacques Godfrain [10 juin 1987] (p. 2181, 2182) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services ; compétitivité ; confiance dans l'avenir (p. 2182).

432. - Rapport Schwartz sur l'enseignement supérieur : M. Jean-François Deniau [10 juin 1987] (p. 2182) ; M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : développement d'une réflexion prospective devant déboucher sur un plan pluriannuel de développement et mise en place d'un groupe de travail (p. 2182, 2183).

433. - Retraite des agriculteurs et cessation d'exploitation : M. Pierre Montastruc : désertification des zones de montagne et des zones défavorisées [10 juin 1987] (p. 2183) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : problèmes des exploitations se trouvant dans des zones défavorisées (p. 2184).

434. - Autorisations d'ouverture de grandes surfaces, notamment en milieu rural : M. Pierre Micaux : loi Royer [10 juin 1987] (p. 2184) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : modification des décrets d'application de la loi Royer (p. 2184, 2185).

435. - Déséquilibre entre départements en matière de décentralisation : M. Charles Fèvre : réduction du niveau de solidarité nationale due au désengagement financier de l'Etat [17 juin 1987] (p. 2508) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : projet de loi d'amélioration de la décentralisation (p. 2508) ; notion de potentiel fiscal superficiaire ; augmentation des crédits des communes rurales (p. 2509).

436. - Anniversaire de l'arrivée des Américains en 1917 : M. Alain Griotteray : discrétion dans laquelle se déroule cet anniversaire [17 juin 1987] (p. 2509) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : pourparlers avec les ministères et les autorités compétentes pour organiser notamment la participation de jeunes militaires américains au défilé du 14 juillet (p. 2509).

437. - Problèmes de la pêche et politique européenne de la France : M. Léonce Deprez [17 juin 1987] (p. 2509) ; existence d'une Europe technocratique plutôt que démocratique (p. 2510) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : édification de l'Europe bleue ; construction progressive de l'Europe (p. 2510).

438. - Atteinte au droit de grève et attaques contre les libertés chez Renault : Mme Jacqueline Hoffmann : rétablissement d'une sanction financière contre les grévistes [17 juin 1987] (p. 2510) ; licenciements chez Renault (p. 2511) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : révision des dispositions de la loi dite « loi Le Pors » ; nécessité d'assurer la continuité du service public (p. 2511).

439. - Instauration de péages pour l'accès à Paris : M. Gérard Bordu : surtaxation des automobilistes ; sursaturation des transports collectifs [17 juin 1987] (p. 2512) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : financement du second grand périphérique autour de la région parisienne ; inexistence d'un péage sur le deuxième périphérique (p. 2512).

440. - Régimes sociaux : gestion distincte pour les nationaux et les étrangers : M. Bruno Gollnisch : utilise son temps de parole pour honorer la mémoire du docteur Lafay [17 juin 1987] (p. 2512).

441. - Bigamie et couverture sociale : M. Jean-Pierre Schenardi [17 juin 1987] (p. 2512, 2513) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : la qualité d'ayant droit n'est accordée qu'à une seule personne (p. 2513).

442. - Revalorisation des prestations familiales : Mme Véronique Neiertz [17 juin 1987] (p. 2513) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : maintien du pouvoir d'achat des prestations sociales (p. 2513) ; ajustement de la base de calcul des prestations familiales en fin d'année (p. 2514).

443. - Situation en Corse : M. Nicolas Alfonsi : assassinat d'un homme devant la station F.R. 3 ; propos du ministre de l'intérieur lors de son voyage en Corse [17 juin 1987] (p. 2514) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : lutte contre le terrorisme ; importance du soutien populaire (p. 2514, 2515).

444. - Privatisation de la Caisse nationale de crédit agricole : M. Raymond Douyère : projet contraire aux intérêts de l'agriculture française ; nombreuses réticences du monde rural [17 juin 1987] (p. 2515) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce et de l'artisanat et des services : concertation complète ; importance de cette privatisation dans l'optique du marché européen en 1992 (p. 2515).

445. - Privatisation de T.F. 1 : M. François Loncle : désorganisation du paysage audiovisuel français [17 juin 1987] (p. 2515, 2516) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : commencement des ventes des actions de T.F. 1 le 29 juin prochain (p. 2516).

446. - Services publics en zones rurales : M. Jean-Pierre Balligand : incompatibilité entre le discours gouvernemental sur le développement des zones rurales et la désertification de celles-ci [17 juin 1987] (p. 2516) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce et de l'artisanat et des services ; journée nationale du développement rural (p. 2516) ; consultation dans neuf départements faisant suite aux conclusions du rapport du sénateur Haenel (p. 2517).

447. - Préretraités anciens militaires : M. Pierre Messmer : récente adoption par le Parlement de la non-inscription dans les conventions collectives de dispositions allant à l'encontre des droits des personnels militaires recevant déjà une retraite ; demande la suppression de la disposition consistant à réduire de moitié la retraite des anciens militaires placés dans la situation de préretraite [17 juin 1987] (p. 2517) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : inefficacité des mesures prises pour limiter le cumul entre différents revenus (p. 2517) ; dégradation de la situation des armées ; abrogation du mécanisme d'abattement par voie réglementaire (p. 2518).

448. - Taux de la T.V.A. applicable aux forains et aux parcs de loisirs : M. Michel Péricard [17 juin 1987] (p. 2518) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce et de l'artisanat et des services (p. 2518) ; secteur économique de la fête foraine ; problème des emplacements ; question actuellement à l'étude (p. 2519).

449. - Appréciations critiques du président de la commission des Communautés européennes sur la politique gouvernementale : M. Jean-Claude Dalbos :

poids des médias dans la politique française ; devoir de réserve [17 juin 1987] (p. 2519) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : devoir de réserve du président de la commission des Communautés européennes ; n'engage de débat sur le fond qu'avec les parlementaires (p. 2519, 2520).

450. - Equipement collectif en milieu rural : M. Pierre Pascallon : crise dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; nécessité de rénover les équipements collectifs en milieu rural [17 juin 1987] (p. 2520) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : redressement du secteur du bâtiment ; stagnation dans les régions rurales ; politique d'aménagement du territoire (p. 2520).

451. - Réglementation communautaire des investissements étrangers en Europe : M. Michel Debré : avantages accordés aux investisseurs extérieurs à l'Europe par certains pays de la Communauté ; nécessité d'adopter un statut de société européenne [24 juin 1987] (p. 3109, 3110) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : contrôle des changes ; ordonnance du 1er décembre 1986 ; réglementation anti-dumping de la Communauté européenne ; notion de société de statut européen (p. 3110).

452. - Crise du secteur fruits et légumes : M. Jean-Pierre Roux : élargissement de la Communauté économique européenne à l'Espagne et au Portugal ; crise dans le Midi de la France [24 juin 1987] (p. 3110) ; demande la création d'une sous-commission spécialisée pour les fruits et légumes ; événements du Midi de la France (p. 3111) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : inquiétudes des agriculteurs ; analyse approfondie des difficultés nées de l'élargissement de la Communauté européenne (p. 3111).

453. - Marché ovin français : M. Arnaud Lepercq : renégociation du règlement ovin communautaire ; rapport de M. Andrieu [24 juin 1987] (p. 3111) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : dispositions exceptionnelles ; situation difficile (p. 3111) ; prochaine révision du règlement communautaire (p. 3112).

454. - Meurtre du docteur vétérinaire Jean-Paul Lafay : M. René Beaumont : politique anti-terroriste menée pendant la législature précédente [24 juin 1987] (p. 3112) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : politique anti-terroriste menée de 1981 à 1986 ; situation en Corse (p. 3112) ; mise en place d'un plan de lutte anti-terroriste ; ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (p. 3113).

455. - Difficultés économiques de la France : M. Philippe Vasseur : « déclinose » ; déficit du commerce extérieur ; nécessité de mener une action de redressement et d'assainissement de l'industrie [24 juin 1987] (p. 3113) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : compétitivité ; recettes du déclin ; modification de l'appareil industriel (p. 3113) ; apparition de signes d'amélioration (p. 3114).

456. - Conséquences pour l'agriculture méditerranéenne de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun : M. Jacques Farran : diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs ; événements survenus dans le Midi de la France [24 juin 1987] (p. 3114) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : limitation des importations en provenance d'Espagne ; encouragement des relations interprofessionnelles entre producteurs espagnols et producteurs français (p. 3115).

457. - Conséquences de la politique de déclin : M. André Lajoinie : politique d'austérité et d'intégration européenne et de surarmement ; proposition communiste contre le déclin de la France [24 juin 1987] (p. 3115) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : France, deuxième puissance économique de l'Europe ; bonne situation démographique ; redressement économique (p. 3115) ; objectif de 1992 (p. 3116).

458. - Industrie aérospatiale française : M. Robert Montdargent : programme Airbus ; C.N.E.S. [24 juin 1987] (p. 3116) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : partage des responsabilités entre plusieurs ministères ; rôle moteur de la France dans l'aventure spatiale européenne ; C.N.E.S. ; programme Hermès (p. 3116) ; internationalisation et européanisation de l'industrie aérospatiale (p. 3116, 3117).

459. - Evénements terroristes en Corse : M. Pascal Arrighi : faiblesse de l'Etat ; émission « Cunfrunti » sur FR 3 ; nécessité d'accorder à la Corse le statut fiscal et les zones franches demandé par l'Assemblée de Corse [24 juin 1987] (p. 3117, 3118) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : attachement de la Corse à la France ; utilisation de tous les moyens de la loi pour lutter contre le terrorisme ; mesures en faveur de l'économie de la Corse ; organisation d'un débat (p. 3118).

460. - Loyers : M. Christian Pierret : importante hausse de loyers [24 juin 1987] (p. 3118) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : pénurie de logements due à la politique socialiste (p. 3118) ; désinformation ; situation des loyers ; protection prévue par la loi en faveur des locataires (p. 3119).

461. - Préparation de l'avenir : M. Laurent Fabius : nécessité de financer les décisions prises par le Gouvernement actuel [24 juin 1987] (p. 3119) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : dépôt d'un projet de programme triennal ; déficit laissé par les prédécesseurs (p. 3120).

462. - Conférence de Besançon : M. Guy Bêche : zones rurales ; rapport Guichard ; mécontentement des agriculteurs ; raisons de l'annulation de la conférence de Besançon [24 juin 1987] (p. 3120, 3121) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : annulation par M. Edgar Faure de la première conférence nationale de l'aménagement rural pour un problème laitier régional (p. 3121).

463. - Evolution de la situation dans le domaine de la sécurité : M. Michel Sapin : augmentation de la délinquance et de la criminalité, notamment dans les départements de la proche banlieue parisienne [24 juin 1987] (p. 3121) ; échec de la politique de sécurité du Gouvernement (p. 3122) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : baisse de la criminalité et de la délinquance en 1986 ; lutte contre le terrorisme ; statistiques des cinq premiers mois de l'année 1987 (p. 3122).

464. - Prélèvements obligatoires et pouvoir d'achat : M. Charles Josselin [7 octobre 1987] (p. 3987, 3988) ; M. Édouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : baisse des prélèvements obligatoires de l'État, redistribution aux ménages du produit des cotisations sociales (p. 3988).

465. - Faillite des établissements Chaumet : Mme Édith Cresson : étrangétés de la procédure judiciaire [7 octobre 1987] (p. 3988) ; demande si les relations du garde des sceaux avec la maison Chaumet n'influencent pas le cours de la justice (p. 3989) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : procédure devant le tribunal de commerce et procédure pénale en cours ; campagne de hargne et de calomnie menée par le Parti socialiste (p. 3989).

466. - Privatisation des entreprises d'assurances : M. Raymond Douyère : précipitation à privatiser l'U.A.P. ; situation des assurés sur la vie [7 octobre 1987] (p. 3989) ; M. Édouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie des finances et de la privatisation : prochain débat sur les privatisations ; nécessité de restructuration juridique et financière des compagnies d'assurance ; transparence (p. 3990).

467. - Quotas laitiers en zones de montagne : M. René Souchon : déclaration de M. Charles Pasqua [7 octobre 1987] (p. 3990, 3991) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : mesures prises en faveur des régions de montagne (p. 3991).

468. - Prélèvements obligatoires : M. Yves Guéna : demande s'il est possible d'additionner le prélèvement fiscal et le prélèvement de cotisations sociales ; comparaison du total pour 1988 avec le total de 1985 [7 octobre 1987] (p. 3992) ; M. Édouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : redistribution du revenu national par l'intermédiaire des dépenses sociales ; diminution du déficit de l'État ; situation du prélèvement pour les cotisations sociales depuis 1985 (p. 3992).

489. - Lutte contre le tabagisme et récente déclaration du président-directeur général de la S.E.I.T.A. : M. Philippe Auberger [7 octobre 1987] (p. 3992) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 3992) ; lancement d'une campagne nationale ; réajustement tarifaire dans le cadre du marché unique européen (p. 3993).

470. - Problèmes posés par la présence de réfugiés du Surinam en Guyane : M. Paulin Bruné : coût de l'hébergement des réfugiés surinamiens en Guyane ; problème de la nationalité des enfants surinamiens nés en Guyane [7 octobre 1987] (p. 3993) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : prise en charge des dépenses d'accueil des réfugiés par l'Etat ; caractère temporaire de cet accueil (p. 3993) ; négociations en cours ; application du droit commun aux enfants nés en Guyane et de parents étrangers ; situation au Surinam (p. 3994).

471. - Arrestation et expulsion des terroristes et des sympathisants du mouvement indépendantiste basque en France : M. Alain Lamassoure : demande le bilan de l'action menée contre l'E.T.A., contre le G.A.L. et contre Iparretarrak depuis dix-huit mois ; combat du Pays basque pour l'emploi et la culture [7 octobre 1987] (p. 3994) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : action du Gouvernement contre le terrorisme ; collaboration avec le Gouvernement espagnol (p. 3994).

472. - Statut de la régie Renault : M. Jean-Louis Tenaillon [7 octobre 1987] (p. 3994, 3995) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : amélioration de la situation de l'industrie automobile française ; nécessité d'une restructuration juridique et financière de Renault (p. 3995).

473. - Couverture sociale de petits exploitants agricoles : M. Jean-Marie Daillet : augmentation de la surface minimum d'installation ; contradiction entre les propos du Gouvernement et ceux de certaines caisses de mutualité sociale agricole [7 octobre 1987] (p. 3995) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : désignation dans chaque département d'un membre de l'administration auprès du directeur départemental de l'agriculture ; situation des agriculteurs ne répondant plus aux conditions d'activité exigées pour des raisons indépendantes de leur volonté (p. 3996).

474. - Atteintes aux libertés syndicales dans les entreprises : M. Georges Marchais : licenciement de dix délégués C.G.T. chez Renault-Billancourt [7 octobre 1987] (p. 3996) ; licenciements à la Chapelle-Darblay (p. 3997) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : discrédit jeté par certains responsables syndicaux sur les libertés syndicales ; caractère constitutionnel du droit de grève ; problème de l'appréciation de la grève dans le secteur privé par les juridictions judiciaires (p. 3997) ; nécessité d'un dialogue social serein (p. 3998).

475. - Parrainages de candidatures pour l'élection présidentielle, et propos insultants de membres du Gouvernement à l'égard d'un président de groupe parlementaire : M. Pascal Arrighi [7 octobre 1987] (p. 3998, 3999) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (p. 3999).

476. - Application de l'article 3 de la Constitution : M. Jean-Marie Le Pen : incidents survenus lors du récent débat sur la drogue ; impossibilité pour le bureau de l'Assemblée nationale de prendre des sanctions à l'encontre des députés F.N. présents à ce débat ; absentéisme journalistique similaire à l'absentéisme parlementaire ; pouvoir médiatique [14 octobre 1987] (p. 4277) ; expression de la démocratie ; pouvoirs du Parlement ; principe selon lequel le vote est personnel ; cumul des mandats ; demande la possibilité que soient retransmises les séances à la télévision (p. 4278) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : respect par le Gouvernement de l'initiative parlementaire ; mode de fonctionnement de l'Assemblée relevant de sa compétence selon le principe de séparation des pouvoirs (p. 4278).

477. - Grève des fonctionnaires : M. Gérard Collomb : revendications des fonctionnaires [14 octobre 1987] (p. 4279) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : mesures prises par le Gouvernement en faveur des fonctionnaires (p. 4279).

478. - Ventes de terrains : M. Paul Quilès : situation particulière des terrains de la caserne Dupleix [14 octobre 1987] (p. 4280) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : nécessité d'offrir un plus grand nombre de terrains à la construction de logements en Ile-de-France ; procédure de mise en vente de terrains devant respecter la maîtrise des prix et la qualité architecturale ; transparence de ces opérations (p. 4280).

479. - Mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole : M. Henri Nallet [14 octobre 1987] (p. 4280, 4281) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 4281).

480. - Crise du cinéma : M. Jean-Pierre Chevènement [14 octobre 1987] (p. 4282) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : crise de la fréquentation des salles et non crise de la création et de la production ; prochain projet de loi sur les enseignements artistiques prévoyant des options du baccalauréat consacrées au cinéma (p. 4282) ; mesures de protection (p. 4283).

481. - Echec scolaire : M. Bruno Bourg-Broc : échec scolaire ; rapport du Conseil économique et social [14 octobre 1987] (p. 4283) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de l'enseignement : causes de l'échec scolaire ; nécessité de diversifier les voies de formation ; mesures prises par le Gouvernement (p. 4283).

482. - Difficultés du marché ovin : M. Jacques Chartron : situation défavorable de l'élevage français par rapport aux Etats membres de la Communauté européenne ; renégociation du règlement ovin européen [14 octobre 1987] (p. 4283, 4284) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : mesures prises par le Gouvernement ; projet de réforme du règlement ovin prévu par la Communauté européenne (p. 4284).

483. - Suppression de services publics en zones rurales : M. Pierre Pascallon [14 octobre 1987] (p. 4284, 4285) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : nécessité de favoriser la polyvalence des services locaux en milieu rural ; nécessité d'inverser le processus démographique ; projet de loi d'amélioration de la décentralisation (p. 4285).

484. - Tracé du T.G.V. Nord : M. Gilles de Robien : éviction de la ville d'Amiens dans le tracé du T.G.V. Nord [14 octobre 1987] (p. 4285, 4286) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : programme national de réalisation du T.G.V. ; desserte par le T.G.V. de la ville d'Amiens ; enquête d'utilité publique sur le tracé définitif ; desserte d'Amiens par les autoroutes (p. 4286).

485. - Situation de la société la Chapelle Darblay : M. Jean-Paul Fuchs : problème de libertés syndicales [14 octobre 1987] (p. 4286) ; problème de politique industrielle (p. 4287) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : montage financier de la Chapelle Darblay ; négociation en cours ; impossibilité de verser des subventions (p. 4287).

486. - Assassinat d'un chauffeur de taxi : M. Jean-Jacques Jegou [14 octobre 1987] (p. 4287) ; M. Georges Chavanne, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : mesures de sécurité envisagées (p. 4287, 4288).

487. - Lutte contre la pauvreté : Mme Muguette Jacquaint : nécessité de prendre des mesures d'urgence [14 octobre 1987] (p. 4288) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : nouvelle pauvreté ; mesures prises par le Gouvernement (p. 4288) ; rapport présenté au Conseil économique et social par le père Joseph Wresinsky ; important effort du Gouvernement et de l'Etat (p. 4289).

488. - Remboursement de l'emprunt 7 % en 1973 : M. Jean Giard : proposition communiste [14 octobre 1987] (p. 4289) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : respect de ses engagements par l'Etat ; affectation des recettes des privatisations au désendettement (p. 4289, 4290).

489. - Crises financières : M. André Lajoinie : dépendance de notre système financier notamment vis-à-vis des Etats-Unis ; demande l'arrêt des privatisations, l'annulation des remboursements de l'emprunt Giscard et le rétablissement du contrôle des changes [21 octobre 1987] (p. 4590) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : haut niveau des taux d'intérêt incompatible avec la situation en France ; accords du Louvre ; aucune remise en cause de la politique économique du Gouvernement n'est prévue (p. 4590, 4591).

490. - Tempête en Bretagne : M. Jean-Marie Le Pen : demande l'application de la loi de juillet 1982 sur les catastrophes naturelles [21 octobre 1987] (p. 4591) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : solidarité de tout le pays avec les zones sinistrées (p. 4591).

491. - Incidents de Roissy : M. Georges-Paul Wagner : empêchement par un commando communiste de l'expulsion vers Brazzaville d'un jeune Congolais, Serge Mitolo ; fourniture de cars par la municipalité communiste de Bagnolet ; affaiblissement de l'autorité de l'Etat [21 octobre 1987] (p. 4591) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : plainte déposée par le préfet du département de la Seine-Saint-Denis devant le procureur de la République ; ferme application de la politique de reconduite à la frontière de tous les étrangers en situation irrégulière (p. 4591).

492. - Situation économique : M. Lionel Jospin : politique déséquilibrée des Etats-Unis [21 octobre 1987] (p. 4591) ; insuccès de la politique économique du Gouvernement ; demande l'arrêt des privatisations et une initiative des pays européens auprès des Etats-Unis (p. 4592) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : propos tenus par le président de la Bundesbank sur la politique économique française ; bonne tenue des sociétés privatisées dans la crise financière (p. 4592) ; poursuite de la politique économique du Gouvernement ; développement de la coopération internationale (p. 4593).

493. - Situation économique : M. Pierre Mauroy : propagande menée par le Gouvernement sur les privatisations ; abandon de la politique de la France au monde des finances ; « reaganisme » ; échec du capitalisme populaire ; défense par les socialistes de l'idée d'une économie mixte [21 octobre 1987] (p. 4593) ; nécessité de changer de politique (p. 4594) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : informations données aux épargnants sur les risques qu'ils prennent en bourse ; aucun mouvement de panique ; poursuite de la politique économique prévue par le Gouvernement (p. 4594).

494. - Sécurité sociale : M. Michel Coffineau : rapport des sages ; revendications corporatistes [21 octobre 1987] (p. 4594, 4595) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : réception des principaux partenaires sociaux et professionnels ; consultation du conseil économique et social ; lit un extrait du rapport des Sages ; sa volonté de sauver la sécurité sociale (p. 4595).

495. - Situation dans l'Ouest : M. Louis Le Pensec : nécessité de constater l'état de catastrophe naturelle [21 octobre 1987] (p. 4596) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : indemnisation rapide des départements sinistrés (p. 4596).

496. - Crise boursière : M. Pierre Messmer : demande si la politique de libération des marchés financiers est remise en cause [21 octobre 1987] (p. 4596) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : hausse des taux d'intérêt ; bonne situation économique de la France (p. 4596) ; situation indépendante des privatisations ; report de la privatisation de Matra (p. 4597).

497. - Tempête en Bretagne : M. Jean Cousin : nécessité de déclarer l'Etat de catastrophe naturelle ; solidarité nationale [21 octobre 1987] (p. 4597) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : dégats causés par la tempête (p. 4597, 4598) ; organisation des secours ; déclaration de l'Etat de catastrophe naturelle par le Gouvernement dans les départements de l'Ouest ; indemnisation rapide de ces départements (p. 4598).

498. - Incidents à l'aéroport de Roissy : M. Eric Raoult : incidents graves dans le département de la Seine-Saint-Denis : fuite d'un ressortissant congolais frappé d'un arrêté de reconduite à la frontière ; aide matérielle de la mairie de Bagnolet [21 octobre 1987] (p. 4598) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : action préméditée ; état de droit bafoué par le parti communiste (p. 4599).

499. - Tempête en Bretagne : M. Aimé Kerguéris : demande si le Gouvernement est prêt à tenir compte des dommages non ou mal assurés par les contrats ou textes en vigueur [21 octobre 1987] (p. 4599) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : recours par le Gouvernement à des moyens exceptionnels pour indemniser les personnes et les dommages non prévus par la loi sur l'état de catastrophes naturelles (p. 4599).

500. - Quotas laitiers en zones de montagne : M. Adrien Durand [21 octobre 1987] (p. 4599) ; situation de la Lozère ; situation des petites exploitations (p. 4600) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : application des quotas en zones de montagne ; droit à produire supplémentaire accordé à la montagne (p. 4600).

501. - Rupture des négociations sur la pêche entre le Canada et la France : M. Gérard Grignon : archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon [21 octobre 1987] (p. 4601) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : recours à la procédure de conciliation et d'arbitrage ; développement économique de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 4601).

502. - Dénaturation du système de garanties contre les catastrophes naturelles : M. Yvon Briant : plan d'exposition risques naturels prévisibles (P.E.R.) [21 octobre 1987] (p. 4601, 4602) : M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : négociation avec les caisses d'assurance afin de permettre la réalisation des plans d'exposition aux risques ; loi relative à la prévention des risques majeurs (p. 4602).

503. - Situation de la Bourse et problèmes monétaires : M. Gérard Trémège : déclarations alarmistes et exploitation politicienne de la situation de la Bourse ; demande les conséquences d'une politique monétaire plus souple sur l'inflation [28 octobre 1987] (p. 4976) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : crise mondiale (p. 4976) ; nécessité d'une coopération internationale ; accords du Louvre ; bonne situation économique française (p. 4977).

504. - Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Jean-Pierre Soisson [28 octobre 1987] (p. 4977) ; projet de statut de la Nouvelle-Calédonie (p. 4978) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : nécessité d'élaborer un statut de longue durée ; dépôt d'un projet de loi pour le début du mois de novembre (p. 4978).

505. - Incidents à Tahiti et présence de la France dans le Pacifique : M. Ladislas Poniatowski : préparation des émeutes dans le but de semer le désordre ; graves tensions sociales ; crise économique ; nécessité de proposer un véritable projet de redressement ; proximité de notre centre d'expérimentation nucléaire [28 octobre 1987] (p. 4979) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : revendications des dockers ; instauration de l'état d'urgence ; enquête judiciaire ; présence française dans le Pacifique sud (p. 4979).

506. - Situation de l'industrie française des équipements automobiles : M. Maxime Gremetz : passage du groupe VALEO sous contrôle d'un groupe italien ; conséquence de l'Acte unique européen [28 octobre 1987] (p. 4980) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : bonne santé de l'industrie des équipements automobiles français ; politique d'installation à l'étranger (p. 4980) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : longueur de la réponse de M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'État à la question de M. Maxime Gremetz entraînant le dépassement par le groupe communiste du temps de parole qui lui était imparti (p. 4980, 4981).

507. - Polynésie française : M. Roger Holeindre : préméditation des événements récents ; situation de la Polynésie ; mesures indépendantistes ; présence française dans le Pacifique [28 octobre 1987] (p. 4981, 4982) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : enquête judiciaire en cours ; responsabilité du Gouvernement en matière de sécurité publique (p. 4982).

508. - Polynésie : M. Robert Le Foll : situation sociale de la Polynésie [28 octobre 1987] (p. 4982) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : existence d'un dialogue social ; action sociale du Gouvernement territorial (p. 4983).

509. - Politique en faveur des personnes âgées : Mme Martine Frachon : vieillissement du pays ; cas particulier des personnes âgées en perte d'autonomie [28 octobre 1987] (p. 4983) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : création d'une commission spécialisée regroupant l'ensemble des partenaires concernés ; vieillissement du pays (p. 4983).

510. - Jurys d'agrégation : Mme Françoise Gaspard : remplacement injustifié de deux présidents du jury d'agrégation ; critères de sélection des nouveaux présidents de jury de concours [28 octobre 1987] (p. 4984) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : taux de renouvellement des présidents de jury d'agrégation indépendant des considérations politiques (p. 4984).

511. - Quotas laitiers : M. Henri Nallet ; absence du ministre de l'agriculture [28 octobre 1987] (p. 4984).

512. - Qualité de la télévision française : M. Jean-Jack Queyranne : grève générale prévue par les artistes relative au volume des créations originales françaises ; dégradation de la télévision [28 octobre 1987] (p. 4984) ; insatisfaction des téléspectateurs (p. 4985) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : satisfaction des téléspectateurs français ; importante dotation affectée à la création dans le budget (p. 4985).

513. - Allocation parentale d'éducation : M. Michel Ghysel [28 octobre 1987] (p. 4985) ; problème que pose la survenue d'un troisième enfant ; problème des femmes désirant retravailler après avoir élevé leurs enfants (p. 4986) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : objectif démographique de la politique familiale ; problème du troisième enfant ; statut social de la mère de famille (p. 4986).

514. - Application de la loi Royer : M. Jean-Louis Masson : amélioration de la loi Royer en matière d'urbanisme commercial [28 octobre 1987] (p. 4986) ; répression des infractions (p. 4987) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : performances de la grande distribution française ; décret sur l'évolution de la loi Royer ; problème du secteur rural (p. 4987).

515. - Accord U.R.S.S.-États-Unis sur le retrait des missiles de moyenne portée : M. Bernard-Claude Savy : conséquences pour l'Europe d'un accord nucléaire intermédiaire [28 octobre 1987] (p. 4987) ; M. Jean-Bernard Raimond : ministre des affaires étrangères : (p. 4987) ; position de la France ; adoption d'une charte sur la sécurité européenne par les membres de l'UEO ; dissuasion nucléaire ; attachement des Sept à une relation transatlantique équilibrée (p. 4988).

516. - Affaire Luchaire : M. Claude Labbé : publication du rapport Barba [4 novembre 1987] (p. 5361) ; M. André Giraud, ministre de la défense : nécessité pour le ministère de la défense d'assumer ses responsabilités en matière d'exportation d'armement ; délégation générale pour l'armement ; délégation aux relations internationales ; renforcement du dispositif de contrôle des exportations ; rappels individuels aux industriels concernés (p. 5361) ; maintien de la plainte de l'ancien ministre de la défense (p. 5362).

517. - Incendie dans une usine de produits chimiques à Nantes : Mme Elisabeth Hubert : problème de la sécurité des installations industrielles à proximité de zones urbaines ; plan ORSEC ; rôle des médias [4 novembre 1987] (p. 5362) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : sociétés à risques ; texte relatif aux risques majeurs au titre de la prévention et de la sécurité (p. 5362).

518. - Mensualisation des retraites des fonctionnaires : M. Jacques Godfrain [4 novembre 1987] (p. 5362, 5363) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : modalité d'application de la loi du 30 décembre 1974 prévoyant la mensualisation progressive du paiement des pensions et des fonctionnaires retraités de l'Etat (p. 5363).

519. - Situation de l'entreprise La Chapelle-Darblay : M. Charles Revet : conditions dans lesquelles s'effectue la reprise de La Chapelle-Darblay ; situation des créanciers de cette entreprise [4 novembre 1987] (p. 5363) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : fragilité du montage industriel et financier de 1984 (p. 5363) ; départ de M. John Kila ; location-gérance accordée au groupe franco-québécois Pinault-Cascades (p. 5364).

520. - Taxe professionnelle des arsenaux : M. Daniel Colin : article 58 du projet de loi de finances pour 1988 ; cas de la ville de Toulon [4 novembre 1987] (p. 5364) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : imposition des opérations de fabrication ou de construction de matériel militaire ; intégration dans les bases de la taxe professionnelle des travaux d'entretien et des grosses réparations (p. 5364).

521. - Indemnisation des ostréiculteurs sinistrés à la suite de la récente tempête : M. Jean-Marie Daillet [4 novembre 1987] (p. 5364) ; ostréiculteurs de Normandie (p. 5365) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : indemnisation à l'étude ; modification du décret du 22 mars 1983 (p. 5365).

522. - Situation des producteurs de lait des zones défavorisées : M. Elie Marty : situation de la région du Sud-Ouest [4 novembre 1987] (p. 5365) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture (p. 5365, 5366).

523. - Difficultés des collectivités locales et endettement des communes : M. Vincent Porelli [4 novembre 1987] (p. 5366) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : évolution de la dotation globale de fonctionnement ; caisse nationale de retraite des collectivités locales ; condition d'emprunt des collectivités locales ; réforme de la taxe d'habitation (p. 5366, 5367).

524. - Initiatives de la France pour la libération des otages français au Liban : M. Guy Ducoloné [4 novembre 1987] (p. 5367) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (p. 5367).

525. - Les affaires : l'affaire Luchaire : M. Bruno Mégret : déchaînement de la classe politique contre le Front national alors que les scandales se multiplient [4 novembre 1987] (p. 5367, 5368) ; demande le vote d'une loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 5368) ; M. André Giraud, ministre de la défense : commentaires démagogiques du Front national ; démocratie (p. 5368).

526. - Affaire Luchaire : M. Pierre Joxe : publication du rapport Barba dans *Le Figaro ;* publication des annexes ; déclaration de *La Presse de la Manche* [4 novembre 1987] (p. 5368, 5369) ; M. André Giraud, ministre de la défense : déclassification du rapport Barba ; problème de fuite ; caractère administratif de l'enquête (p. 5369) ; cas des fonctionnaires ayant commis des actes répréhensibles qui leur auraient été prescrits (p. 5370).

527. - Privatisation de l'U.A.P. : M. Jean Le Garrec : situation de la Bourse ; noyaux durs [4 novembre 1987] (p. 5370) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : internationalisation de la crise boursière ; report des prochaines privatisations ; campagne menée par l'opposition contre les privatisations ; (p. 5370) ; bonne situation de l'économie française (p. 5371).

528. - L'emploi : M. Gérard Welzer : caractère préélectoral du budget des affaires sociales et de l'emploi ; situation des jeunes et des chômeurs de longue durée (p. 5371) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : récente baisse du chômage ; poursuite de la lutte contre le chômage (p. 5371).

529. - FR 3 Corse : M. Nicolas Alfonsi : transfert de cette station à Marseille ; influence de l'organisation terroriste dans les médias corses [4 novembre 1987] (p. 5371) ; respect des

libertés (p. 5372) ; M. André Santini, ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication : mesures prises à titre temporaire ; nécessité d'assurer la protection des journalistes dans l'exercice de leur fonction et la continuité du service public (p. 5372).

530. - Quotas laitiers : M. Henri Nallet : manifestations des producteurs de lait [4 novembre 1987] (p. 5372, 5373) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : mise en place de deux programmes de restructuration laitière (p. 5373).

531. - Situation économique et budget : M. Christian Goux : krach boursier ; endettement des Etats-Unis ; répercussion sur le projet de loi de finances pour 1988 [12 novembre 1987] (p. 5746) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : retard dans les privatisations impliquant le retard dans le programme de désendettement de l'Etat prévu ; hypothèses économiques ; bons résultats pour l'année 1987 ; incidence de la crise boursière sur l'activité des Etats-Unis en 1988 (p. 5746) ; inopportunité de changer de politique ; effort de concertation entre les pays européens (p. 5747).

532. - Sécurité sociale : M. Jean-Pierre Sueur : tenue des états généraux de la sécurité sociale alors que le Gouvernement a déjà décidé des mesures qu'il prendrait ; déficit de la sécurité sociale ; exclusion du Parlement de cette consultation [12 novembre 1987] (p. 5747) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : succès des états généraux ; situation de la sécurité sociale ; problème de l'assurance vieillesse (p. 5748).

533. - Protection de l'épargne : M. François Loncle : pertes subies par les nouveaux actionnaires des sociétés privatisées [12 novembre 1987] (p. 5748) ; mise en péril de l'économie française et du pouvoir d'achat des épargnants (p. 5749) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : poursuite de la politique de désinflation (p. 5749).

534. - Situation en Haïti : M. Maurice Louis-Joseph-Dogué : nécessité d'aider les Haïtiens dans la transition démocratique [12 novembre 1987] (p. 5749) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : processus de démocratisation en Haïti ; solidarité du Gouvernement français (p. 5749).

535. - Suppression de l'aide personnalisée au logement : M. Jacques Guyard : hausse des loyers [12 novembre 1987] (p. 5749) ; situation des familles modestes (p. 5750) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : moyenne d'augmentation des quittances de loyer en 1987 par rapport à 1986 inférieure à 2 p. 100 ; progression des crédits consacrés à l'aide personnalisée au logement : les bénéficiaires (p. 5750).

536. - Renouvellement des contrats de fourniture de gaz d'Algérie : M. Serge Charles [12 novembre 1987] (p. 5750) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 5750) ; contentieux avec l'Algérie sur l'interprétation des contrats (p. 5751).

537. - Personnes du quatrième âge : M. Jean de Lipkowski : problème des personnes âgées dépendantes victimes de l'éclatement de la famille ; nécessité de développer le maintien à domicile ; aide ménagère [12 novembre 1987] (p. 5751) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : vieillissement de la population ; rapport de M. Braun ; mesures en faveur du maintien à domicile ; mesures fiscales en faveur de l'aide ménagère ; habitat (p. 5751, 5752).

538. - Enfants gravement handicapés à la naissance : M. Bruno Bourg-Broc : déclarations de la présidente d'une association pour la prévention de l'enfance handicapée [12 novembre 1987] (p. 5752) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : rejet de la proposition de cette association ; problème de conscience médicale ; valeur qu'accordent les parents au don de la vie ; reconnaissance de la différence par notre société actuelle (p. 5752).

539. - Libération d'un journaliste français emprisonné en Afghanistan : M. Eric Raoult : problème des missions humanitaires dans ce pays [12 novembre 1987] (p. 5752) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : volonté gouvernementale d'assurer la protection consulaire de M. Guillo ; démarche à Moscou (p. 5752) ; vigilance du Gouvernement ; courage des journalistes et des représentants des organisations humanitaires, solidarité du peuple français avec le peuple afghan (p. 5753).

540. - Financement des lycées par les régions : M. Maurice Dousset [12 novembre 1987] (p. 5753) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : enquête en cours ; inscription d'une dotation exceptionnelle destinée aux lycées (p. 5753).

541. - Situation de la prison des Baumettes : M. Jean-Claude Gaudin [12 novembre 1987] (p. 5753, 5754) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : lutte contre la drogue ; envoi d'une mission sur place pour déterminer le nombre d'agents supplémentaires nécessaires à l'ouverture d'un nouveau bâtiment de détention ; situation pénitentiaire actuelle (p. 5754).

542. - Rémunération des fonctionnaires : M. Jacques Bichet [12 novembre 1987] (p. 5754) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : rappelle les dispositions prises en matière salariale pendant l'année 1987 pour l'ensemble des fonctionnaires (p. 5754, 5755).

543. - Violences policières contre des manifestants à Amiens : M. Maxime Gremetz : remplacé par M. Guy Ducoloné : excuse l'absence de M. Maxime Gremetz se trouvant à Amiens pour porter plainte contre les agresseurs de M. Lucien Barbier, militant syndicaliste [12 novembre 1987] (p. 5755).

544. - Sécurité sociale : M. André Lajoinie : évoque un militant syndicaliste victime de la violence des forces policières ; rapport remis par le comité des Sages ; situation de la sécurité sociale due au désengagement financier du patronat ; propositions communistes [12 novembre 1987] (p. 5755, 5756) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : énonce les actions positives réalisées par le Gouvernement (p. 5756).

545. - Politique française au Liban : M. Jacques Peyrat : hospitalisation de Nabih Berri à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce [12 novembre 1987] (p. 5756) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : évoque les événements récemment produits à Amiens ; efforts du Gouvernement pour que les otages soient libérés le plus rapidement possible (p. 5756).

546. - Situation des étrangers en France : M. Jean-François Jalkh [12 novembre 1987] (p. 5756) ; autorisation de séjour accordée à M. Serge Mitolo ; déclaration de M. Rachid Ahrab sur Antenne 2 (p. 5757) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : politique d'immigration du Gouvernement ; situation de M. Serge Mitolo ; expulsion de nombreux ressortissants se livrant au trafic de stupéfiants (p. 5757).

547. - Protection sociale agricole dans les départements d'outre-mer : M. André Thien Ah Koon : nécessité de redéfinir le rôle des directions départementales de l'agriculture [12 novembre 1987] (p. 5758) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : rôle des conseils techniques des directions départementales de l'agriculture ; installation de la commission concernant la parité sociale globale (p. 5758).

548. - Situation des usines Dassault et vente d'avions à l'Afrique du Sud : M. Jean-Pierre Stirbois [18 novembre 1987] (p. 6012) ; M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : rapports de la communauté internationale avec l'Afrique du Sud ; embargo de tous les états membres de l'Organisation des Nations unies sur les livraisons d'armements à ce pays ; apartheid (p. 6012).

549. - Remboursement de l'interruption volontaire de grossesse : M. Michel de Rostolan : interview de M. Jacques Chirac dans le quotidien *Libération* le 30 octobre 1984 ; application du vote bloqué sur des amende-

ments supprimant le remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale [18 novembre 1987] (p. 6012) ; sa proposition de loi (p. 6013) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : maintien des dispositions de la loi de 1982, seule capable de garantir l'anonymat ; politique en faveur de la famille (p. 6013).

550. - Financement des partis politiques et des campagnes électorales : M. Louis Mermaz : déclaration de M. le président de la République [18 novembre 1987] (p. 6013) ; nécessité d'adopter une proposition ou un projet de loi sur le financement des partis politiques avant les élections présidentielles (p. 6014) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : nécessité de réfléchir sur les propositions existantes (p. 6014) ; article 4 de la Constitution (p. 6015).

551. - Pauvreté : Mme Gisèle Stiévenard : proposition socialiste d'instauration d'un revenu minimum d'insertion [18 novembre 1987] (p. 6015) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : décret de M. Bérégovoy en 1982 privant des chômeurs de longue durée de toute ressource ; mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour lutter contre la pauvreté (p. 6015, 6016).

552. - Colombie : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : liste des demandeurs d'asile demandée par le Gouvernement colombien au Gouvernement français ; refus du ministère des affaires étrangères mais consentement du ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de certaines préfectures [18 novembre 1987] (p. 6016) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme : (p. 6016) ; directives rappelées par le ministère de l'intérieur à l'ensemble des préfets et commissaires de la République ; fait procédant d'une erreur locale (p. 6017).

553. - Quartiers dégradés : M. Pierre Garmendia : IXe Plan ; nécessité de reconduire les contrats de réhabilitation dans le cadre du Xe Plan [18 novembre 1987] (p. 6017) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : importance de la réhabilitation ; poursuite probable de la réhabilitation au cours du Xe Plan (p. 6017).

554. - Situation des entreprises du secteur machines-outils : M. Jean Rigal [18 novembre 1987] (p. 6017) ; arrêt par le Gouvernement actuel de l'exécution du plan machines-outils (p. 6017, 6018) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : arrivée à terme du plan machines-outils ; coût de ce plan pour les contribuables (p. 6018).

555. - Affaires des trafics d'armes : M. Michel Péricard : déclaration de M. le Président de la République [18 novembre 1987] (p. 6018) ; problème des responsabilités des ventes d'armes à l'Iran (p. 6019) ; M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : instruction judiciaire en cours ; problème des responsabilités (p. 6019).

556. - Situation dans les établissements pénitentiaires : M. Henri Louet : mutinerie de la maison centrale de Saint-Maur dans l'Indre ; importants dégâts causés par cette mutinerie [18 novembre 1987] (p. 6019) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : exemplarité de la peine d'emprisonnement (p. 6019) ; rend hommage au personnel pénitentiaire de l'établissement de Saint-Maur ; nécessité d'améliorer la condition des détenus (p. 6020).

557. - Etats généraux de la sécurité sociale : M. Etienne Pinte : demande le sort reservé aux propositions émanant des états généraux de la sécurité sociale [18 novembre 1987] (p. 6020) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : succès des états généraux ; études approfondies des propositions par le Gouvernement ; soumission de certaines d'entre elles au Parlement avant la fin de la session (p. 6020).

558. - Situation des offices d'H.L.M. : M. Jean-Guy Branger : situation financière des organismes H.L.M. [18 novembre 1987] (p. 6020, 6021) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6021).

559. - Situation des ateliers et chantiers de la Manche, à Saint-Malo : M. René Couanau : recherche d'un repreneur [18 novembre 1987] (p. 6021) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : accord du Gouvernement pour étudier un plan de redressement avec un repreneur sérieux (p. 6021).

560. - Situation du marché porcin : M. René Benoit : situation de l'agriculture bretonne [18 novembre 1987] (p. 6021, 6022) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : indemnisation des dommages subis dans l'ouest de la France ; problème de la politique porcine ; énonce les mesures susceptibles de résoudre ses difficultés (p. 6022).

561. - Arrestation de deux dirigeants communistes à leur retour en Turquie : M. Maxime Gremetz [18 novembre 1987] (p. 6022) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères (p. 6022) ; démocratisation progressive de la Turquie ; attention portée par le Gouvernement pour que MM. Sargin et Kutlu soient traités conformément au respect des droits de l'homme (p. 6023).

562. - Politique culturelle : M. Georges Hage : états généraux de la culture [18 novembre 1987] (p. 6023) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : qualité de la création et de son rayonnement indépendante de l'argent public qui lui est consacré (p. 6023).

563. - Respect du droit de grève : M. Alain Bocquet : récentes décisions rendues par la justice sur le droit de grève [25 novembre 1987] (p. 6430) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : vide législatif ; jurisprudence (p. 6430) ; nécessité d'obtenir un consensus des organisations syndicales pour légiférer en la matière (p. 6431).

564. - Situation des enseignants : M. Guy Hermier : mouvement des enseignants, des étudiants et des lycéens ; situation d'un instituteur de Nice : Jean-Pierre Poggi [25 novembre 1987] (p. 6431) ; M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : situation de l'enseignement supérieur (p. 6431) ; procédure engagée à l'encontre d'un instituteur des Alpes-Maritimes exerçant à Vallauris, ayant occupé de façon irrégulière le bureau de l'inspecteur d'académie (p. 6432).

565. - Déclarations récentes d'un membre du Gouvernement : M. Pascal Arrighi : déclaration, sur la cinquième chaîne, de M. François Léotard sur les élections de Marseille ; respect dû aux personnes investies par le suffrage populaire [25 novembre 1987] (p. 6432) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : déclaration de M. François Léotard faite dans le cadre de ses fonctions de secrétaire général d'un parti politique (p. 6432) ; secret du suffrage universel (p. 6433).

566. - Rapport sur le racisme et les discriminations en France : M. Guy Herlory : rapport de M. Michel Hannoun ; nécessité de défendre l'identité française [25 novembre 1987] (p. 6433) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Droits de l'homme : mise en œuvre imminente d'une concertation interministérielle chargée d'étudier la suite à donner à ce rapport (p. 6433).

567. - Commerce extérieur : M. Didier Chouat : déclaration du ministre chargé du commerce extérieur annonçant une inversion de tendance [25 novembre 1987] (p. 6433) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : évolution de nos exportations industrielles ; concentration de nos efforts et de nos performances sur les pays européens ; problème des importations (p. 6434).

568. - Aide judiciaire : Mme Denise Cacheux : projet de circulaire remettant en cause les critères d'attribution ; gratuité de la justice représentant un principe fondamental [25 novembre 1987] (p. 6434) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : attachement du Gouvernement à l'aide judiciaire ; augmentation des dépenses des frais de justice comprenant l'aide judiciaire (p. 6434) ; dysfonctionnement susceptible d'être corrigé (p. 6435).

569. - Utilisation du produit de la privatisation de la caisse nationale de crédit agricole : M. Yves Tavernier : contradiction entre les propos de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et

ceux de M. François Guillaume, ministre de l'agriculture [25 novembre 1987] (p. 6435) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : affectation du produit de la mutualisation du crédit agricole à la réduction de l'endettement de l'Etat ; possibilité que le secteur agricole bénéficie de ces dotations en capital selon ses besoins (p. 6435, 6436).

570. - Rapport sur le racisme et les discriminations en France : M. Jean Proveux : rapport de M. Michel Hannoun ; contradictions de ce rapport avec la politique menée depuis mars 1986 ; assainissement de M. Snoussi Bouchiba à Castres [25 novembre 1987] (p. 6436) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Droits de l'homme : politique d'immigration du Gouvernement réprimant l'immigration clandestine et favorisant l'intégration des immigrés en situation régulière (p. 6436, 6437).

571. - La pauvreté dans le monde : M. André Bellon : propositions de loi de toutes tendances sur ce sujet ; nécessité de programmer un débat [25 novembre 1987] (p. 6436) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : la France se situe au premier rang dans le domaine de l'aide au développement ; examen des diverses propositions de loi sur la pauvreté dans le monde lorsque le calendrier du Parlement le permettra (p. 6437).

572. - Vente d'armes à l'Iran : M. Jean-Michel Dubernard : affaire Luchaire ; demande la composition de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre [25 novembre 1987] (p. 6437) ; M. André Giraud, ministre de la défense (p. 6437) ; fonctionnement de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (p. 6438).

573. - Nécessité de réglementer le droit de grève : M. Jean Bonhomme : récente décision du Conseil constitutionnel invitant le législateur à définir les conditions d'exercice du droit de grève [25 novembre 1987] (p. 6438) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : existence d'un problème de droit se transformant en procès d'intention contre le Gouvernement ; autorité de la chose jugée (p. 6438) ; interprétation selon laquelle le Gouvernement serait à l'origine des décisions de Bobigny ; attachement du Gouvernement au principe du droit de grève ; nécessité d'un relatif consensus des partenaires concernés (p. 6439).

574. - Besoins spécifiques de Cergy-Pontoise en poste d'enseignants supplémentaires : M. Jean Bardet : situation de l'enseignement primaire et maternel dans les villes nouvelles ; demande la possibilité d'envisager une dotation en postes d'enseignants spécifique aux villes nouvelles [25 novembre 1987] (p. 6439) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : instructions données aux inspecteurs d'académie pour leurs estimations (p. 6439, 6440).

575. - Commerce extérieur : M. Bruno Durieux : déficit ; demande les causes profondes de la détérioration de nos échanges extérieurs [25 novembre 1987] (p. 6440) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : problème des importations françaises ; tendance à l'amélioration de notre compétitivité ; nécessité de faire respecter les règles communautaires du commerce international (p. 6440) ; chiffres du mois d'octobre (p. 6440, 6441).

576. - Plan de financement du port de Marseille : M. Roland Blum [25 novembre 1987] (p. 6441) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : action du Gouvernement en faveur du système portuaire français (p. 6441).

577. - Réforme de la politique agricole commune : M. Xavier Hunault [25 novembre 1987] (p. 6441) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : attitude de la France au sommet de Copenhague ; proposition d'une garantie de financement minimum ; mise en place d'un stabilisateur pour les dépenses des céréales (p. 6442).

578. - Libération d'otages français au Liban : M. Jean-François Deniau : critiques formulées à l'étranger ; demande les conditions dans lesquelles s'est effectuée la libération d'otages français au Liban [2 décembre 1987] (p. 6688) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : lutte contre le terrorisme (p. 6688) ; audition de M. Gordji par le juge d'instruction ; libération de nos otages permettant de reprendre le processus de normalisation de nos relations avec l'Iran ; dément qu'une rançon ait été versée ; nécessité de rester discret dans cette affaire ; vente d'armes à l'Iran ; étonnement du Gouvernement devant les attaques d'une partie de la presse étrangère (p. 6689).

579. - Retraite mutualiste des anciens combattants : M. Jean Brocard : cas des anciens combattants d'Afrique du Nord [2 décembre 1987] (p. 6689) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement (p. 6689) ; rattrapage du rapport constant au 1er décembre 1987 (p. 6690).

580. - Mutualisation du Crédit agricole : M. Philippe Vasseur : demande l'affectation du produit de la mutualisation du Crédit agricole [2 décembre 1987] (p. 6690) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : produit de la mutualisation du Crédit agricole destiné à diminuer l'endettement de l'Etat ; dotation en capital prévue pour le secteur agricole et agro-alimentaire ; effort du Gouvernement en faveur de l'agriculture (p. 6690).

581. - Haïti : M. Ernest Moutoussamy : mise en cause du processus démocratique engagé dans ce pays à la suite des événements ayant conduit à l'annulation des élections présidentielles et législatives ; demande l'expulsion de M. Jean-Claude Duvalier [2 décembre 1987] (p. 6691) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : appui du Gouvernement à l'instauration de la démocratie en Haïti ; condamnation des actes de violence ; vigilance du Gouvernement sur le contenu et les modalités de notre aide (p. 6691).

582. - S.I.D.A. : M. François Bachelot : augmentation de l'épidémie [2 décembre 1987] (p. 6691) ; situation de la maladie en Guyane ; nécessité d'organiser un dépistage systématique national et anonyme (p. 6692) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : application par la France des décisions prises sur recommandation de l'organisation mondiale de la santé ; situation de la Guyane (p. 6692).

583. - Question de confiance : M. Michel Delebarre : emploi de la question de confiance par le Premier ministre confirmant la division chronique de la majorité et l'échec de la politique gouvernementale [2 décembre 1987] (p. 6692, 6693) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : engagement de la responsabilité du Gouvernement au titre de l'article 49-1 de la Constitution représentant une procédure largement utilisée (p. 6693).

584. - Haïti : M. Michel Margnes : mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin d'encourager l'organisation effective des élections libres et démocratiques en Haïti [2 décembre 1987] (p. 6693, 6694) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : vigilance du Gouvernement sur la situation en Haïti ; poursuite de l'aide humanitaire (p. 6694).

585. - Télédiffusion de France et l'industrie spatiale : M. Gérard Bapt [2 décembre 1987] (p. 6694) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : (p. 6694).

586. - Modernisation agricole : M. Charles Pistre : affectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole [2 décembre 1987] (p. 6694) ; projet de loi sur la modernisation agricole (p. 6695) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : discussion du projet de loi sur la modernisation agricole avant la fin de la session parlementaire (p. 6695).

587. - Industrie du téléphone : M. Charles Josselin : installation d'une entreprise canadienne, la Northern Telecom, en France [2 décembre 1987] (p. 6695) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6695) ; implantation de la Northern Telecom en France pour vendre sur le marché mondial et d'un centre de recherches et de développement à vocation européenne (p. 6696).

588. - Affaire Luchaire : M. Alain Peyrefitte : opportunité d'un contrôle politique ; contrôle de l'exécutif relevant également du Parlement ; nécessité de délimiter le domaine du juge d'instruction et celui du Parlement [2 décembre 1987] (p. 6696) ; M. André Giraud, ministre de la défense : recherches en cours au sujet des instructions données par les plus hautes autorités de l'Etat (p. 6697).

589. - Cambodge : M. Daniel Goulet : rencontre entre le prince Norodom Sihanouk, président du Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique et M. Hun Sen, Premier ministre du Gouvernement de Phnom Penh [2 décembre 1987] (p. 6698) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : participation du Gouvernement dans l'élaboration de cette rencontre ; intérêt de la France pour l'ensemble des pays composant l'ancienne Indochine française (p. 6698).

590. - Modernisation et développement des lycées professionnels : M. Gérard Kuster [2 décembre 1987] (p. 6698, 6699) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : nécessité de revaloriser les tâches manuelles (p. 6699).

591. - Fonctionnement du secteur privé à l'hôpital public : M. Yvon Briant : décret d'application de la loi du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social instituant un encadrement trop contraignant de l'activité libérale à l'hôpital [2 décembre 1987] (p. 6699) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 6699) ; concertations sur les textes d'application ; possibilité d'accès des jeunes à l'activité libérale ; différenciation entre « hôpitaux généraux » et « hôpitaux universitaires » pour les redevances (p. 6700).

592. - Conséquences des accords de Washington ; M. Claude Labbé : demande les conséquences pour la défense de la France et pour la poursuite de la construction européenne ds accords de désarmement de Washington [9 décembre 1987] (p. 6999) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étangères : nécessité pour l'Europe de s'affirmer sur le plan de la sécurité et de la défense ; charte de l'U.E.O. ; poursuite de la modernisation des moyens nucléaires de la France (p. 6999).

593. - Prise en compte des intérêts de l'agriculture française lors de la conférence de Copenhague ; M. René André [9 décembre 1987] (p. 6999, 7000) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : échec de la conférence de Copenhague ; conseil européen extraordinaire de Bruxelles les 11 et 12 février prochains (p. 7000).

594. - Expulsion d'opposants iraniens ; M. Pierre Pasquini : demande si la France a bien respecté ses engagements internationaux et la convention de Genève relative aux réfugiés [9 décembre 1987] (p. 7000) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : non-respect par les moudjahidines du peuple de la nécessité d'observer la neutralité politique et du devoir de réserve s'imposant à tout étranger réfugié en France (p. 7000) ; menace pour l'ordre public ; expulsion des ressortissants iraniens autorisée par l'article 32 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative aux réfugiés ; expulsion de ces ressortissants vers le Gabon ne menaçant ni leur vie ni leur liberté (p. 7001).

595. - Convention portant sur le droit de garde et de visite des enfants de mère française et de père algérien ; Mme Christiane Papon [9 décembre 1987] (p. 7001, 7002) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : persévérance des négociations franco-algériennes (p. 7002).

596. - Accords de Washington : défense européenne et état d'esprit de l'opinion française ; M. Arthur Paecht : découplage entre les Etats-Unis et l'Europe ; résultats d'un sondage *Antenne 2 - Le Point* [9 décembre 1987] (p. 7002) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : position de la France et de la Grande-Bretagne sur le désarmement nucléaire ; nécessité de développer l'identité européenne en matière de défense (p. 7003).

597. - Situation de l'industrie de la chaussure ; M. Maurice Ligot : accroissement des importations en provenance des pays d'Asie du Sud-Est ainsi que d'autres pays de la communauté ne respectant pas les régles de la concurrence [9 décembre 1987] (p. 7003) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du tourisme : réduction des charges ; aménagement de la durée du temps du travail ; encouragement de l'effort d'innovation des P.M.I. (p. 7003) ; lutte pour une concurrence loyale (p. 7004).

598. - Plan d'orientation des services ; M. Pierre Micaux [9 décembre 1987] (p. 7004) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : balance commerciale excédentaire de la France dans le domaine des services ; adoption d'un plan d'orientation des services par le conseil des ministres ; organisation en mars 1988 d'une journée internationale des services (p. 7004).

599. - Anciens combattants d'Afrique du Nord ; M. Paul Chomat : droit à une retraite anticipée [9 décembre 1987] (p. 7004) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la Sécurité sociale (p. 7004) ; carte du combattant ; création d'une commission médico-légale chargée de mettre à jour le barème du code des pensions militaires d'invalidité prenant en compte les affections mentales ; mesures relatives à la retraite (p. 7005).

600. - Libre circulation d'un député sur le territoire français ; M. Jean-Claude Martinez : empêchement par des manifestants de la venue en Martinique de M. Le Pen et de plusieurs élus régionaux, nationaux et européens ; principe constitutionnel de la liberté d'aller et venir [9 décembre 1987] (p. 7005) ; obligation de vigilance du Gouvernement ; recherche les causes de l'impéritie du préfet ; carence de l'autorité de l'Etat ; antécédent de M. Dick Ukeiwé à Nouméa en juillet 1985 ; atteinte à la représentation nationale (p. 7006, 7007) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : instruction donnée pour que soient engagées des poursuites judiciaires ; récents propos mettant en cause l'origine raciale d'un criminel de droit commun ayant provoqué une vive émotion dans la population martiniquaise ; information du président du Front national de la situation ; impossibilité de dégager l'aéroport sans effusion de sang ; ouverture d'une enquête administrative (p. 7007).

601. - Affaire Chaumet ; M. Gilbert Bonnemaison : situation de M. Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice, dans cette affaire ; atteinte à la sérénité de l'enquête et à la crédibilité de la justice [9 décembre 1987] (p. 7007, 7008) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : nécessité de laisser la justice suivre son cours ; affaires (p. 7008).

602. - Fonctionnement de la justice ; M. François Loncle : déclaration d'un ministre et d'un député relative au financement des partis et des campagnes électorales posant le problème de savoir s'il existe une justice à deux vitesses [9 décembre 1987] (p. 7008, 7009) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : inquiétude du parti socialiste sur les affaires en cours ; affaire des fausses factures ; absence de pression politique sur la justice (p. 7009).

603. - Expulsion d'opposants iraniens : M. Louis Mexandeau [9 décembre 1987] (p. 7009, 7010) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : expulsion au titre de l'urgence absolue de 17 étrangers enfreignant les lois élémentaires de la République (p. 7010).

604. - Comité français d'éducation pour la santé ; Mme Yvette Roudy : détournement de fonds consacrés à la lutte contre le Sida au profit de personnes proches du R.P.R. ; retrait de l'agrément du délégué général du comité français de l'éducation pour la santé [9 décembre 1987] (p. 7010) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : utilisation du comité français de l'éducation pour la santé pour des campagnes d'information ; mauvais fonctionnement de cette association ; contrôle demandé à l'inspection générale des affaires sociales entraînant le retrait de l'agrément du délégué général ; gestion défectueuse et non frauduleuse (p. 7011).

605. - Lois de finances rectificative pour 1987 ; M. Raymond Douyère [9 décembre 1987] (p. 7011) : demande l'utilité exacte de crédits supplémentaires octroyés à M. le Premier ministre pour ses « missions d'information » ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : crédits servant à l'information des français (p. 7012).

606. - Expulsion des réfugiés iraniens : M. Louis Mermaz : mise à l'écart des autorités judiciaires ; expulsion de personnes disposant du statut de réfugié politique

[16 décembre 1987] (p. 7540) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : obligations imposées par la qualité de réfugié politique (p. 7540, 7541).

607. - Comité français d'éducation pour la santé : M. Pierre Joxe : détournement de fonds initialement destinés à la lutte contre le SIDA par un membre du comité central du R.P.R. [16 décembre 1987] (p. 7541) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : retrait de son agrément au docteur Serrou pour cause d'insuffisance de gestion et non d'escroquerie (p. 7541, 7542) ; affaire en cours ; nécessité de laisser la justice suivre son cours (p. 7542).

608. - Affaire Chaumet : M. Gilbert Bonnemaison : révélation par la presse de l'implication de M. Albin Chalandon dans cette affaire [16 décembre 1987] (p. 7542) ; nécessité que le garde des sceaux soit entendu par un juge d'instruction (p. 7543) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : nécessité de respecter le secret de l'instruction et l'indépendance des juges (p. 7543).

609. - Association pour l'information des citoyens : M. Michel Charzat : existence en mars 1986 lors d'une campagne législative d'affichage politique sur des panneaux publicitaires payés par le R.P.R. ; décision du Sénat de suspendre toute poursuite contre M. d'Ornano [16 décembre 1987] (p. 7543) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : violation du secret de l'instruction dans l'affaire d'affichage électoral irrégulier (p. 7543) ; vote du Sénat (p. 7544).

610. - Caisse des Français de l'étranger : M. Jean-Yves Le Déaut : demande les conditions dans lesquelles se sont déroulés les appels d'offre d'une étude d'informatisation de la caisse des Français de l'étranger [16 décembre 1987] (p. 7544) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : donne les premiers résultats de la mission de l'inspection générale des affaires sociales actuellement en cours (p. 7544).

611. - Affaire Luchaire : M. Antoine Rufenacht : demande les observations faites par la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre et les avis formulés par le ministre des relations extérieures entre 1982 et 1985 [16 décembre 1987] (p. 7545) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : aucune objection de la part des représentants du ministère des relations extérieures compte tenu du caractère apparemment normal des informations fournies par la société Luchaire ; renforcement des procédures de contrôle des exportations de matériel de guerre depuis mai 1986 ; problème de la crédibilité de la France dans le monde (p. 7545).

612. - T.V.A. pesant sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports : M. Roger Corrèze [16 décembre 1987] (p. 7545, 7546) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : régime des associations en matière de T.V.A. ; examen de cette affaire dans les plus brefs délais (p. 7546).

613. - Emploi des jeunes : M. Pierre Pascallon : succès de la politique économique et sociale menée par le Gouvernement ; demande si de nouvelles mesures sont envisagées [16 décembre 1987] (p. 7546) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : réticence de certaines collectivités à se lancer dans les programmes d'insertion locale (p. 7546) ; problème du chômage de longue durée ; programmes d'insertion locale ; renégociation du système d'indemnisation du chômage (p. 7547).

614. - Campagne menée contre certains fromages français : M. Roland Vuillaume [16 décembre 1987] (p. 7547) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : interdiction par certains pays de la consommation de fromages français représentant plus une mesure de protection contre les exportations qu'une mesure de protection de la santé du consommateur ; saisine de la commission de Bruxelles (p. 7547, 7548).

615. - Fraude sur les cartes de crédit : M. Jean Rigaud : extension rapide de ce nouveau type de fraude ; nécessité d'adapter la législation pénale à ce phénomène [16 décembre 1987] (p. 7548) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : projet de loi relatif à certaines infractions en matière de systèmes automatisés de données ; encouragement à la mise en place rapide du programme d'équipement et d'installation de la carte à mémoire (p. 7548).

616. - Situation à la Banque de France : M. Claude Birraux : conflit social mettant en lumière la nécessité de prévoir une plus grande autonomie de la Banque de France [16 décembre 1987] (p. 7548) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : les difficultés de la Banque de France sont indépendantes de son statut (p. 7549).

617. - Rapport sur les personnes âgées dépendantes : M. Germain Gengenwin : demande les suites que compte donner le Gouvernement au rapport de M. Théo Braun [16 décembre 1987] (p. 7549) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : les mesures arrêtées seront annoncées au mois de janvier prochain (p. 7549).

618. - Défense nucléaire française et paix en Europe : M. André Lajoinie : combat mené par les pacifistes ; position de la France sur le désarmement [16 décembre 1987] (p. 7549) ; relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne (p. 7550) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : solidarité entre la France et la République fédérale d'Allemagne ; conception française de la dissuasion nucléaire (p. 7550).

619. - Exécution des arrêtés d'expulsion : M. Pierre Descaves : meurtre commis par un Marocain contre lequel trois arrêtés d'expulsion avaient été pris [16 décembre 1987] (p. 7550) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : loi empêchant l'expulsion d'étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans adoptée sous la législature précédente (p. 7550) ; stricte application désormais de la nouvelle loi du 9 septembre 1986 (p. 7551).

620. - Renault : M. Jean-Pierre Schénardi : ajournement par le Gouvernement de la réforme du statut de Renault constituant une nouvelle reculade [16 décembre 1987] (p. 7551) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : action de sabotage parlementaire menée par le parti communiste ; comportement du parti socialiste (p. 7551) ; situation de Renault ; nécessité de cette réforme (p. 7552).

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

173. - Difficultés des entreprises (créances et dettes). - Posée le 2 avril 1987 par M. Christian Demuynck à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services (p. 12). Appelée le 24 avril 1987 : **créanciers des entreprises en situation de faillite.** - M. Christian Demuynck : risque de faillites en cascade tenant au privilège du Trésor public et de l'U.R.S.S.A.F. (p. 664) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence : évolution favorable de la législation destinée à protéger les sous-traitants (p. 664, 665) ;

174. - Impôts locaux (taxe professionnelle). - Posée le 2 avril 1987 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'intérieur (p. 12).

175. - Enseignement privé (personnel). - Posée le 2 avril 1987 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 12).

176. - Assurance maladie maternité : prestations (frais de cure). - Posée le 2 avril 1987 par M. Alain Jacquot à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 12).

177. - Retraites : régime général (pension de réversion). - Posée le 2 avril 1987 par M. Maurice Pourchon à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 13).

178. - Cuir (emploi et activité). - Posée le 2 avril 1987 par M. Yves Guéna à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 13). - Appelée le 10 avril 1987 : **industrie de la chaussure.** - M. Yves Guéna (p. 211, 212) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 211).

179. - Assurance maladie maternité : généralités (équilibre financier). - Posée le 7 avril 1987 par M. Bernard Savy à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 66). - Appelée le 10 avril 1987 : **remboursement des médicaments dits « de confort », vignette bleue :** difficultés de l'industrie pharmaceutique. - M. Bernard Savy (p. 206, 207) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale (p. 206, 207).

180. - Prestations familiales (montant). - Posée le 7 avril 1987 par Mme Jacqueline Hoffmann à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 67). - Appelée le 10 avril 1987 : **prestations familiales.** - Mme Jacqueline Hoffmann : nécessité d'augmenter le montant des prestations (p. 208, 209) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : gain de pouvoir d'achat des prestations familiales en 1986 (p. 209).

181. - Enseignement (fonctionnement : Somme). - Posée le 7 avril 1987 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 67). - Appelée le 10 avril 1987 : **suppression de postes de l'éducation nationale dans la Somme.** - M. Jean-Claude Dessein (p. 220) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : postes supprimés ou créés en fonction des prévisions démographiques (p. 220, 221).

182. - Logement (prêts). - Posée le 7 avril 1987 par M. Alain Vivien à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 67). - Appelée le 10 avril 1987 : **situation de certains emprunteurs :** lourdeur des remboursements d'emprunts immobiliers à taux progressifs en période de réduction de l'inflation et de blocage des salaires. - M. Alain Vivien (p. 217, 218) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 217, 218, 219).

183. - Baux (baux d'habitation). - Posée le 7 avril 1987 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 67). - Appelée le 10 avril 1987 : **difficultés rencontrées par les locataires :** effets de la « loi Méhaignerie ». - Mme Paulette Nevoux (p. 216, 217) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 216, 217).

184. - Sidérurgie (emploi et activité : Lorraine). - Posée le 7 avril 1987 par M. Jean Laurain à M. le Premier ministre (p. 68). - Appelée le 10 avril 1987 : **sidérurgie lorraine.** - M. Jean Laurain (p. 212, 213, 214) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 212, 213, 214).

185. - Assurance maladie maternité : prestations (frais médicaux et chirurgicaux). - Posée le 7 avril 1987 par M. Dominique Bussereau à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 68). - Appelée le 10 avril 1987 : **dépenses de santé :** nouvelles modalités d'application du ticket modérateur ; médicaments dits « de confort », vignette bleue. - M. Dominique Bussereau (p. 205, 206) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale (p. 205, 206).

186. - Corps diplomatiques et consulaires (Etats-Unis). - Posée le 7 avril 1987 par M. Marc Reymann à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (p. 68). - Appelée le 10 avril 1987 : **consulat général des Etats-Unis à Strasbourg :** risque de fermeture de ce consulat. - M. Marc Reymann (p. 210) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (p. 210).

187. - Enseignement privé (enseignement agricole). - Posée le 7 avril 1987 par M. René Benoit à M. le ministre de l'agriculture (p. 68). - Retirée le 10 avril 1987 (p. 214).

188. - Police (fonctionnement : Yvelines). - Posée le 7 avril 1987 par M. Jean-Pierre Reveau à M. le ministre de l'intérieur (p. 69). - Appelée le 10 avril 1987 : **incidents dans l'église de Port-Marly.** - M. Jean-Pierre Reveau remplacé par M. Roger Holeindre : agissements des forces de police intervenues sans que l'ordre public fût menacé (p. 219, 220) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : intervention des forces de police à la suite de violences des manifestants ayant pénétré dans l'église ; aucune atteinte à la liberté du culte (p. 219, 220).

189. - Politiques communautaires (politique agricole commune). - Posée le 7 avril 1987 par M. Xavier Deniau à M. le ministre de l'agriculture (p. 69). - Appelée le 10 avril 1987 : **situation de l'agriculture.** - M. Xavier Deniau : importation de produits de substitution aux céréales ; reconnaissance de l'éthanol comme carburant (p. 214, 215) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : négociations sur les prix agricoles à Bruxelles ; utilisation de l'éthanol (p. 215).

190. - Enseignement maternel et primaire (établissements : Seine-Saint-Denis). - Posée le 16 avril 1987 par M. Jacques Oudot à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 450). - Appelée le 24 avril 1987 : **fermeture de classes en Seine-Saint-Denis.** - M. Jacques Oudot : nécessité de maintenir les classes d'aide aux enfants en difficulté et d'éviter les surcharges d'effectifs (p. 655) ; niveau insuffisant de formation des jeunes en Seine-Saint-Denis (p. 656) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : réexamen des mesures envisagées si les effectifs réels dépassaient le seuil de 26 élèves par classe (p. 656).

191. - Politiques communautaires (politique agricole commune). - Posée le 16 avril 1987 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de la défense (p. 450). - Appelée le 24 avril 1987 ; **fixation des prix agricoles pour la campagne 1987-1988, montants compensatoires monétaires et réforme du marché des céréales** - M. Bruno Bourg-Broc : inquiétudes des agriculteurs de Champagne-Ardennes (p. 659) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme (p. 659, 660) ;

192. - Ministres et secrétaires d'Etat (réforme administrative : personnel). - Posée le 21 avril 1987 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative (p. 529). Appelée le 15 mai 1987 : **stationnement avenue Charles-Floquet.** - M. Edouard Frédéric-Dupont : gêne causée aux riverains par la réservation de places de stationnement aux personnels du ministère de la réforme administrative (p. 1190) ; M. Camille Cabana, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative : étendue restreinte de la zone neutralisée ; mesures répondant aux impératifs de sécurité aux abords des ministères (p. 1190, 1191) ;

193. - S.N.C.F. (tarifs voyageurs). - Posée le 21 avril 1987 par M. Gérard Bordu à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports chargé des transports (p. 529). - Appelée le 24 avril 1987 : **abonnement SNCF et extension du bénéfice de la « carte orange »** - M. Gérard Bordu : coût croissant des frais de transport à la charge des usagers éloignés de leur lieu de travail, du fait des hausses différenciées de tarif, de la réforme des abonnements et de l'exclusion de la carte orange (p. 663) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : sous-tarification de fait des abonnements à libre circulation compensée par un rattrapage tarifaire (p. 663) ; existence d'un abonnement complémentaire Ile-de-France procurant des réductions équivalentes à celles de la carte orange (p. 664) ;

194. - Corps diplomatique et consulaire (Afrique du Sud.) - Posée le 21 avril 1987 par M. Michel de Rostolan à M. le ministre de l'intérieur (p. 529). - Appelée le 24 avril 1987 : **manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris :** attitude des forces de police lors de la manifestation organisée à l'initiative du mouvement des jeunesses communistes de France ; M. Michel de Rostolan question initialement posée par un membre de la majorité gouvernementale (p. 665, 666) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (p. 666) ;

195. - Enseignement supérieur (établissements : Haute-Garonne.) - Posée le 21 avril 1987 par M. Gérard Bapt à M. le ministre délégué auprés du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (p. 530). - Appelée le 24 avril 1987 : **U.E.R. Chimie de l'Université de Toulouse** - M. Gérard Bapt, remplacé par M. Louis Moulinet : urgence des mesures à prendre pour éviter la dispersion des équipes de recherche et la destruction du potentiel scientifique aprés l'incendie des laboratoires ; appel souhaitable à l'effort financier d'entreprise du secteur chimique (p. 660) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprés du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : recherche des crédits supplémentaires pour la reconstruction des bâtiments ; appel à la contribution financière du CNRS pour la remise en état des équipements scientifiques (p. 660) ;

196. - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 21 avril 1987 par Mme Odile Sicard à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 530). - Appelée le 24 avril 1987 : **avenir des activités semi-conducteurs civils de Thomson** - fusion avec la firme italienne S.G.S. : Mme Odile Sicard (p. 657, 658) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprés du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme (p. 658) ;

197. - Formation professionnelle (A.F.P.A. : Paris). - Posée le 21 avril 1987 par M. Louis Moulinet à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 530). - Appelée le 24 avril 1987 : **locaux de l'association pour la formation professionnelle des adultes à Paris.** - M. Louis Moulinet : nécessité de fournir à l'A.F.P.A. des locaux lui permettant de maintenir ses activités à Paris et de dispenser des enseignements préparant à d'autres emplois (p. 654, 655) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : importance de la formation professionnelle à Paris et en Ile-de-France ; effort en faveur de son développement (p. 655) ;

198. - Aménagement du territoire (politique de réglementation : Poitou-Charentes). - Posée le 21 avril 1987 par M. Michel Crépeau à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 530). - Appelée le 24 avril 1987 : **aménagement du territoire dans l'Ouest.** - M. Michel Crépeau : marasme de la région Poitou-Charente et de la Charente-Maritime entretenu par l'attitude du Gouvernement depuis mars 1986 (p. 661) ; appel à des réponses précises et concrètes (p. 662) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprés du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : infrastructures autoroutières et routières prévues ; fixation dés 1985 du programme d'investissement S.N.C.F. pour la période 1985-1989 ; possibilités d'amélioration à l'étude (p. 661, 662) ;

199. - Femmes (mères de famille). - Posée le 21 avril 1987 par M. Loïc Bouvard à Mme le ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 530). - Appelée le 24 avril 1987 : **mesures en faveur des mères de famille n'ayant jamais eu d'activité professionnelle.** M. Loïc Bouvard : leur exclusion du droit à l'allocation parentale d'éducation et du régime d'assurance vieillesse ; influence sur la démographie (p. 651, 652) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : choix retenu par le « plan famille » en fonction du respect d'équilibres financiers ; formation d'un groupe de travail sur le statut social de la mère de famille (p. 652, 653) ;

200. - Préretraites (politique et réglementation). - Posée le 21 avril 1987 par M. Jacques Barrot à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 530). - Appelée le 24 avril 1987 : **droits des préretraités.** - M. Jacques Barrot : litiges nés de l'application du décret du 24 novembre 1982 aux personnes déjà parties en préretraite à cette date ; dispositions discriminatoires pour l'application du cumul entre pensions de réversion et préretraite (p. 653) ; participation des préretraités aux « états généraux de la sécurité sociale » (p. 654) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : large concertation avec les associations de préretraités et de retraités ; gain en pouvoir d'achat pour 1986 et 1987 des prestations qui leur sont servies (p. 654) ;

201. - Textile et habillement (politique et réglementation). - Posée le 21 avril 1987 par M. Aymeri de Montesquiou à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 531). - Appelée le 24 avril 1987 : **mention « Fabriqué en France ».** - M. Aymeri de Montesquiou : nécessité de rendre cette mention obligatoire pour promouvoir les produits de qualité (p. 656, 657) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprés du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : obligation de respecter la législation européenne (p. 657).

202. - Politiques communautaires (fonds social européen). - Posée le 5 mai 1987 par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères (p. 880). - Appelée le 12 juin 1987 : **conditions de financement des stages des ressortissants des départements d'outre-mer.** - M. Michel Debré : participation financière du fonds social européen (p. 2309) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : concours apporté dans des conditions identiques aux ressortissants des D.O.M. et aux stagiaires d'origine métropolitaine (p. 2309).

203. - Région (politique régionale). - Posée le 30 avril 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur (p. 824, 825).

204. - Voirie (tunnels : Ariège). - Posée le 7 mai 1987 par M. Henri Cuq à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 995). - Appelée le 15 mai 1987 : **route nationale 20 et tunnel du Puymorens :** aménagement de la région Midi-Pyrénées. - M. Henri Cuq (p. 1192, 1193) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprés du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 1193).

205. - Risques naturels (dégâts des animaux : Loire-Atlantique). - Posée le 12 mai 1987 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'agriculture (p. 1056).

206. - Agriculture (politique agricole : Calvados). - Posée le 12 mai 1987 par M. André Fanton à M. le ministre de l'agriculture (p. 1057). - Appelée le 15 mai 1987 : **classement du pays d'Auge en zone agricole défavorisée :** M. André Fanton (p. 1187, 1188) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprés du ministre de la culture et de la communication : critéres de classement retenu par les Communautés européennes ; existence d'un plan de restructuration laitière ; action du F.I.D.A.R. (p. 1188).

207. - Récupération (ferrailles et vieux métaux). - Posée le 12 mai 1987 par M. Jean-Marie Demange à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1059). - Appelée le 15 mai 1987 : **recyclage des ferrailles :** organisation de la profession et du marché. - M. Jean-Marie Demange (p. 1198) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer (p. 1198).

208. - Météorologie (structures administratives). - Posée le 12 mai 1987 par Mme Jacqueline Hoffmann à M. le ministre délégué auprés du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 1057). - Appelée le 15 mai 1987 : **transfert des services de la météorologie à Toulouse :** - Mme Jacqueline Hoffmann : conditions du transfert, incidences sur les personnels déplacés (p. 1195, 1196) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprés du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : regroupement des services ; leur rapprochement de l'école nationale et des laboratoires de recherches de la météorologie ; volontariat des agents concernés (p. 1196).

209. - Cultures régionales (breton). - Posée le 12 mai 1987 par M. Jean-Yves Le Drian à M. le Premier ministre (p. 1057, 1058). - Appelée le 15 mai 1987 : **langue et culture bretonnes.** - M. Jean-Yves Le Drian : désengagement de l'Etat pour toutes les actions menées en faveur de la promotion des langues et cultures minoritaires (p. 1186, 1187) ; Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprés du ministre de la

culture et de la communication : poursuite des aides aux associations ; soutien aux institutions mises en place (p. 1186, 1187).

210. - Ministères et secrétariats d'Etat (économie : administration centrale). - Posée le 12 ami 1987 par M. Michel Charzat à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 1058). - Appelée le 15 mai 1987 : **transfert du ministère de l'économie et projet informatique Scribe.** - M. Michel Charzat : avenir du réseau Scribe compromis par les retards de transfert des services du ministère à Bercy ; enjeu culturel du Grand Louvre (p. 1189, 1190) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : application du projet Scribe déjà opérationnel ; échéancier des livraisons des bâtiments de Bercy et de leur occupation par les services du ministère (p. 1189, 1190).

211. - Voiries (routes Midi-Pyrénées). - Posée le 12 mai 1987 par M. Augustin Bonrepaux à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1058). - Appelée le 15 mai 1987 : **route nationale 20 et tunnel du Puymorens.** - M. Augustin Bonrepaux : décision du C.I.A.T. du 13 avril 1987 n'apportant aucune amélioration à l'isolement de la région Midi-Pyrénées (p. 1193, 1194) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : poursuite des études préliminaires (p. 1194).

212. - Emploi (politique et réglementation : Basse - Normandie). - Posée le 12 mai 1987 par M. Michel Lambert à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1058). - Appelée le 15 mai 1987 : **bassin d'emploi de Flers - Condé-sur-Noireau.** M. Michel Lambert : suppressions d'emplois ; insuffisance des liaisons routières du bassin (p. 1194, 1195) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : implantation d'entreprises ; desserte autoroutière de la Basse-Normandie (p. 1194, 1195).

213. - Téléphone (entreprises). - Posée le 12 mai 1987 par M. Jean-Jacques Hyest à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1058, 1059). - Appelée le 15 mai 1987 : **industrie téléphonique :** cession de la C.G.C.T. critères retenus pour le choix de la proposition de Matra et Ericson M. Jean-Jacques Hyest (p. 1196, 1197) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 1197).

214. - Bois et forêts (commerce extérieur). - Posée le 12 mai 1987 par M. Jean Proriol à M. le ministre de l'agriculture (p. 1059). - Appelée le 15 mai 1987 : **marché des sciages résineux.** - M. Jean Proriol : concurrence des bois canadiens exportés à des prix de dumping ; nécessité d'un contingentement et de contrôles phytosanitaires (p. 1199, 1200) ; Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : soutien du Gouvernement au rétablissement des conditions normales de la concurrence internationale ; recours au règlement communautaire (p. 1199, 1200).

215. - Autoroute : Côte d'Azur. - Posée le 12 mai 1987 par M. Charles Ehrmann à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1059). - Appelée la 15 mai 1987 : **réseau autoroutier de la Côte d'Azur.** - M. Charles Ehrmann : projet ignorant les problèmes propres aux Alpes-Maritimes et à une partie du Var (p. 1191, 1192) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : poursuite des aménagements nécessaires (p. 1191, 1192).

216. - Anciens combattants et victimes de guerre (carte de combattant). - Posée le 15 mai 1987 par M. Lucien Richard à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants (p. 1248) ; appelée le 5 juin 1987 : **forclusions opposables aux anciens combattants de la Résistance :** M. Lucien Richard : illégalité de toutes dispositions réglementaires ou administratives rétablissant les forclusions abrogées par le décret n° 75-725 du 6 août 1975 (p. 2028, 2029) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : distinction entre l'attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance et celle du titre de déporté ou d'interné résistant ; prochain examen au Parlement d'un projet de loi à ce sujet (p. 2028, 2029).

217. - Sidérurgie (emploi et activité). - Posée le 18 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1292).

218. - Sidérurgie (emploi et activité). - Posée le 18 mai 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1292). Appelée le 22 mai 1987 : **investissements de Sacilor-Usinor.** - M. Jean-Louis Masson : devoirs incombant à l'Etat, détenteur de la quasi-totalité des actions de Sacilor-Usinor ; construction du laminoir de Gandrange ; avenir du train à chaud de Sollac (p. 1502, 1503) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : fusion prochaine d'Usinor et Sacilor ; interdiction des aides publiques à la sidérurgie dans la C.E.C.A. ; niveau satisfaisant des investissements (p. 1502, 1503).

219. - Agriculture (formation professionnelle : Orne). - Posée le 18 mai 1987 par M. Daniel Goulet à M. le ministre de l'agriculture (p. 1292). Appelée le 22 mai 1987 : **centres de formation agricole pour adultes.** - M. Daniel Goulet : passage de la tutelle du ministère de l'agriculture à celle du ministère de l'éducation nationale et des conseils régionaux ; difficultés du centre d'Essay dans l'Orne (p. 1509, 1510) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : recherche de l'élévation du niveau de qualification ; subventions allouées au centre d'Essay (p. 1510).

220. - Minéraux (entreprises : Alsace). - Posée le 19 mai 1987 par M. Pierre Weisenhorn à M. le Premier ministre (p. 1350, 1351). Appelée le 22 mai 1987 : **situation du bassin potassique alsacien.** - M. Pierre Weisenhorn : nécessité d'une dotation en capital exceptionnelle du fait du déséquilibre du marché mondial ; contrôle des importations de potasse et d'engrais composés (p. 1500, 1501) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : mobilisation de fonds propres consacrés à la maison mère des mines de potasse d'Alsace ; apport de l'Etat ; surveillance des importations dans le respect des engagements internationaux (p. 1501).

221. - Logement (H.L.M. : Val-d'Oise). - Posée le 19 mai 1987 par M. Robert Montdargent à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement (p. 1351). Appelée le 22 mai 1987 : **déficit de l'office public d'H.L.M. du Val-d'Oise.** - M. Robert Montdargent, remplacé par Mme Muguette Jacquaint : clémence inexplicable des pouvoirs publics à l'égard de l'office du Val-d'Oise ; conséquences de sa mauvaise gestion pour les locataires et les contribuables du département (p. 1514) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : soutien du département au plan de redressement ; ressources nouvelles assurées grâce à des modifications législatives et réglementaires récentes (p. 1514, 1515).

222. - S.N.C.F. (T.G.V.). - Posée le 19 mai 1987 par M. Gérard Freulet à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1351). Appelée le 22 mai 1987 : **tracé des T.G.V. Est et Nord.** - M. Gérard Freulet : son importance primordiale pour l'Alsace (p. 1510, 1511) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : desserte de l'Est de la France indépendante de l'existence d'un tronc commun aux T.G.V. Nord et Est dans la région de Paris (p. 1511).

223. - Risques naturels (dégâts des animaux). - Posée le 19 mai 1987 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset à M. le ministre de l'agriculture (p. 1351). Appelée le 22 mai 1987 : **invasion de chenilles défoliatrices en Loire-Atlantique.** - M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : coût pour les communes de la lutte contre ces insectes (p. 1508) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du

territoire et des transports, chargé de l'environnement : assistance technique des services du ministère de l'agriculture (p. 1508, 1509).

224. - Risques technologiques (risque nucléaire). - Posée le 19 mai 1987 par Mme Florence d'Harcourt à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1351). Appelée le 22 mai 1987 : **incidents survenus dans les centrales nucléaires.** - Mme Florence d'Harcourt : information insuffisante du public quant aux risques technologiques ; fonctionnement du Conseil supérieur d'information nucléaire (p. 1499, 1500) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : extension de la compétence du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire à l'information nucléaire ; prochain débat à l'Assemblée sur un projet de loi relatif aux risques technologiques (p. 1499, 1500).

225. - Lait et produits laitiers (quotas de production). - Posée le 19 mai 1987 par M. Jacques Barrot à M. le ministre de l'agriculture (p. 1351). Appelée le 22 mai 1987 : **application des quotas laitiers aux zones de montagne.** - M. Jacques Barrot : extension à la France des prérogatives accordées par la C.E.E. à l'Irlande et à certaines régions d'Italie ; aménagement du territoire (p. 1506, 1507) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : prise en compte des problèmes spécifiques de la montagne ; améliorations apportées par la loi de modernisation agricole (p. 1507).

226. - Transports (politique des transports : Lot). - Posée le 19 mai 1987 par M. Martin Malvy à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1352). Appelée le 22 mai 1987 : **infrastructures de transport dans le département du Lot.** - M. Martin Malvy : risques d'enclavement croissant du département du Lot (p. 1512, 1513) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : mesures proposées par le C.I.A.T. du 13 avril 1987 (p. 1512, 1513).

227. - Télévision (réseaux câblés : Essonne). - Posée le 19 mai 1987 par M. Jacques Guyard à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme (p. 1352). Appelée le 22 mai 1987 : **conventions d'établissement et d'exploitation du réseau de vidéocommunication.** - Jacques Guyard : modification préjudiciable à plusieurs communes de l'Essonne apportée par l'administration des P. et T. à une convention (p. 1503, 1504) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : modification d'un simple projet et non d'une convention définitive (p. 1504).

228. - Voirie (ponts : Seine-Maritime). - Posée le 19 mai 1987 par M. Joseph Menga à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement (p. 1352). Appelée le 22 mai 1987 : **projet du pont de Normandie.** - M. Joseph Menga remplacé par M. Jean Laurain : (p. 1513) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : concession accordée à la chambre de commerce et d'industrie du Havre ; coordination des études par les commissaires de la République des régions de Haute-Normandie et de Basse-Normandie (p. 1513, 1514).

229. - Chimie (entreprises : Moselle). - Posée le 19 mai 1987 par M. Jean Laurain à M. le Premier ministre (p. 1352). Appelée le 22 mai 1987 : **situation de l'industrie chimique en Lorraine.** - M. Jean Laurain : incidence des décisions prises par le nouveau président-directeur général de C.D.F.-Chimie ; avenir du site de Dieuze (p. 1505, 1506) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : approbation des orientations définies par le président-directeur général de C.D.F.-Chimie ; aides financières de l'Etat à leur réalisation ; études menées par M. Tchuruk (p. 1505, 1506).

230. - Santé publique (soins à domicile : Nord). - Posée le 27 mai 1987 par M. Michel Ghysel à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1773) ; appelée le 5 juin 1987 : **projet d'alternative à l'hospitalisation dans l'agglomération roubaisienne :** M. Michel Ghysel : expérience tentée sous le contrôle de la caisse primaire de sécurité sociale de Roubaix ; économie financière ; bénéfice psychologique (p. 2025, 2026) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : nécessaire coordination entre l'ensemble des intervenants concourant à cette expérience ; totale approbation du Gouvernement (p. 2025, 2026).

231. - Textile et habillement (entreprises : Marne). - Posée le 2 juin 1987 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1834) ; appelée le 5 juin 1987 : **situation de l'industrie textile à Châlons-sur-Marne :** M. Bruno Bourg-Broc : extension souhaitable du nombre d'heures de formation prévues par les conventions de conversion pour permettre aux salariés de Vitos de chercher un emploi dans une branche d'activité très différente (p. 2026, 2027) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : étude des aménagements souhaitables par les partenaires sociaux (p. 2027, 2028).

232. - Politique extérieure (Liban). - Posée le 2 juin 1987 par M. Georges Hage à M. le ministre des affaires étrangères (p. 1834, 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **otages français au Liban :** M. Georges Hage : silence du Gouvernement sur leur sort ; création d'une commission spéciale proposée par les députés communistes ; incitation à la réunion d'une conférence internationale de paix (p. 2018, 2019) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : libération de cinq otages à la suite du dialogue du Gouvernement avec les Etats capables d'influer sur les ravisseurs ; information de l'opinion publique (p. 2019).

233. - Voirie (autoroutes). - Posée le 2 juin 1987 par M. Jean-Pierre Abelin à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **programme autoroutier concernant la Vienne :** M. Jean-Pierre Abelin : inquiétudes causées par les propositions retenues par le C.I.A.T. du 13 avril 1987 (p. 2021, 2022) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : construction de liaisons directes entre grandes métropoles de province ; poursuite de la modernisation de la route Centre-Europe-Atlantique (p. 2022).

234. - Enseignement maternel et primaire (fonctionnement). - Posée le 2 juin 1987 par M. Michel Berson à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **dyslexie.** - M. Michel Berson : nécessité d'un dépistage précoce et de mesures de soutien pédagogique spécifiques ; retard de la France signalé lors du colloque organisé par l'Union nationale France-dyslexie (p. 2017, 2018) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : préoccupations prises en compte par l'actuel Gouvernement ; amélioration de la formation des maîtres ; mise en place d'un groupe de travail (p. 2017, 2018).

235. - Voirie (autoroutes : Pyrénées-Atlantiques). - Posée le 2 juin 1987 par M. Jean-Pierre Pénicaut à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **tracé de l'autoroute A 64 dans le département des Pyrénées-Atlantiques.** - M. Jean-Pierre Pénicaut (p. 2024, 2025) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et la famille (p. 2024, 2025).

236. - Recherche (politique et réglementation : Lorraine). - Posée le 2 juin 1987 par M. Jean-Yves Le Déaut à M. le Premier ministre (p. 1835, 1836) ; appelée le 5 juin 1987 : **mesures en faveur de la Lorraine.** - M. Jean-Yves Le Déaut, remplacé par M. François Loncle : crédits pour la formation et la recherche en Lorraine trés inférieurs à l'aide exceptionnelle annoncée par le Premier ministre ; attente d'emplois accompagnant les crédits (p. 2022, 2023, 2024) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : rappel des opérations réalisées ; création d'emplois d'enseignants ; investissements prévus (p. 2023, 2024).

237. - Communes (fonctionnement). - Posée le 2 juin 1987 par M. François Loncle à M. le ministre de l'intérieur (p. 1836) ; appelée le 5 juin 1985 : **services publics en milieu rural.** - M. François Loncle : suppression de cabines téléphoniques, de bureaux de poste et perceptions sans concer-

tation des élus locaux (p. 2019, 2020, 2021) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : adaptation du service public en zone rurale pour répondre à l'évolution démographique et à la rénovation des techniques et des méthodes de travail ; amélioration de la productivité (p. 2020, 2021).

238. - Famille (politique familiale). - Posée le 5 juin 1987 par M. Joël Hart à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 2062) ; appelée le 19 juin 1987 : **parents de familles nombreuses.** - M. Joël Hart : leurs difficultés pour élever le dernier enfant à charge en raison de la diminution des prestations familiales et des avantages sociaux (p. 2899) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : maintien du service des prestations familiales à ces familles rendu impossible par son coût (p. 2899, 2900).

239. - Commerce et artisanat (grandes surfaces). - Posée le 5 juin 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services (p. 2062, 2063).

240. - S.N.C.F. (T.G.V.). - Posée le 9 juin 1987 par M. Jean Bardet à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2157) ; appelée le 12 juin 1987 : **tracé du T.G.V. Nord.** - M. Jean Bardet : traversée de Goussainville (p. 2306, 2307) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : attente d'un dossier complémentaire en cours d'élaboration pour ouvrir la concertation avec les élus locaux (p. 2307).

241. - Elections et référendums (réglementation). - Posée le 9 juin 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur (p. 2157).

242. - Energie (énergie nucléaire). - Posée le 9 juin 1987 par M. Georges Le Baill à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 2157) ; appelée le 12 juin 1987 : **société Novatome.** - M. Georges Le Baill : maintien de l'entité Novatome nécessaire à la remise en état des installations de Creys-Malville ; prévention des risques technologiques (p. 2308) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : en cas de fusion, reprise par Framatome des charges et obligations de sa filiale Novatome (p. 2308).

243. - Professions sociales (centres sociaux). - Posée le 9 juin 1987 par M. Michel Sainte-Marie à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2157). - Appelée le 12 juin 1987 : **centres sociaux et centres socioculturels.** - M. Michel Sainte-Marie, remplacé par M. Georges Le Baill : difficultés dues à l'importante diminution des crédits affectés à la vie associative dans le budget pour 1987 (p. 2316) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : souci de clarification budgétaire (p. 2316).

244. - Banques et établissements français (caisse d'aide au développement des collectivités locales). - Posée le 9 juin 1987 par M. Bernard Derosier à M. le ministre de l'intérieur (p. 2158). - Appelée le 12 juin 1987 : **caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.** - M. Bernard Derosier : sa transformation en société anonyme ; exclusion du conseil d'administration de représentants des collectivités locales (p. 2303, 2304) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : réforme du statut de la C.A.E.C.L. répondant au développement de ses activités ; nombre de sièges au conseil de surveillance indépendant du capital détenu ; représentation des collectivités locales (p. 2304).

245. - Sports (installations sportives). - Posée le 9 juin 1987 par M. Alain Richard à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports (p. 2158). - Appelée le 12 juin 1987 : **piscines normalisées.** - M. Alain Richard : rapport sur les possibilités de recours des communes confrontées aux malfaçons d'un modèle de piscine conseillé par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports (p. 2310, 2311) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : recherche d'une solution amiable ; communication aux communes des rapports établis (p. 2311).

246. - Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants). - Posée le 9 juin 1987 par M. Jean Jarosz à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants (p. 2158). - Appelée le 12 juin 1987 : **déportés du travail.** - M. Jean Jarosz : nécessité d'adopter une loi précisant leur appellation (p. 2311, 2312) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme : souci d'éviter une confusion entre déportés du travail et déportés vers les camps d'extermination (p. 2311, 2312).

247. - Sécurité sociale (prestations). - Posée le 9 juin 1987 par M. Loïc Bouvard à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 2158). - Appelée le 12 juin 1987 : **difficultés rencontrées par les familles.** - M. Loïc Bouvard : suivi social des familles en difficultés ; sort des agriculteurs et des travailleurs indépendants qui ne sont pas à jour de leurs cotisations sociales (p. 2313, 2314) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : recherche d'un équilibre entre l'accroissement des aides sociales et un système d'assistance généralisée démotivant (p. 2314, 2315).

248. - Hôpitaux et cliniques (personnel). - Posée le 9 juin 1987 par M. Gérard Grignon à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 2158). - Appelée le 12 juin 1987 : **congés des personnels hospitaliers originaires de Saint-Pierre-et-Miquelon.** - M. Gérard Grignon : contentieux franco-canadien relatif au droit de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon ; omission de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le décret accordant des congés bonifiés aux personnels hospitaliers originaires des D.O.M. - T.O.M. (p. 2315) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : dépôt par le Gouvernement d'un amendement au projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse à Saint-Pierre-et-Miquelon afin d'attribuer des congés bonifiés aux personnels hospitaliers originaires de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2315, 2316).

249. - Transports routiers (politique et réglementation). - Posée le 9 juin 1987 par M. Emile Koehl à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 2158, 2159). - Appelée le 12 juin 1987 : **transports routiers de voyageurs.** - M. Emile Koehl : rétablissement d'un plan de service sur une amplitude de 16 heures ; conformité à la réglementation communautaire (p. 2305, 2306) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : personnels et services concernés ; possibilités de dérogation par accord des partenaires sociaux (p. 2305).

250. - Politique extérieure (Algérie). - Posée le 9 juin 1987 par M. François Porteu de la Morandière à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme (p. 2159). - Appelée le 12 juin 1987 : **Français disparus en Algérie.** - M. François Porteu de la Morandière : nécessité de leur donner un statut juridique ainsi qu'aux Harkis disparus (p. 2312, 2313) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme : renseignements insuffisants dans certains cas pour se prononcer de façon définitive (p. 2313).

251. - Agriculture (drainage et irrigation : Ariège). - Posée le 15 juin 1987 par M. Henri Cuq à M. le ministre de l'agriculture (p. 2406). - Appelée le 19 juin 1987 : **équipement hydraulique de l'Ariège.** - M. Henri Cuq : projets prévus pour lutter contre la sécheresse (p. 2902) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : réalisation d'équipements d'irrigation dans le cadre du contrat de plan Etat-région (P. 2902, 2903).

252. - Automobiles et cycles (entreprises : Puy-de-Dôme). - Posée le 15 juin 1987 par M. Pierre Pascallon à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 2407). - Appelée le 19 juin 1987 : **bassin d'emploi d'Issoire et du Val d'Allier.** - M. Pierre Pascallon : difficultés

de la firme Ducellier ; création souhaitable d'une zone d'entreprises (p. 2890, 2891) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : possibilité de conversion de la région (p. 2891).

253. - Enseignement supérieur : personnel (professeurs). - Posée le 16 juin 1987 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (p. 2500). - Appelée le 19 juin 1987 : **limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur.** - M. Gilbert Gantier : interprétation restrictive de la loi du 23 décembre 1986 (p. 2900, 2901) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : maintien en activité possible jusqu'à la limite d'âge en vigueur avant la loi du 13 septembre 1984 ; Conseil d'Etat consulté sur les droits éventuels des professeurs relevant du ministère de la culture (p. 2900, 2901).

254. - Enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel : Alsace). - Posée le 16 juin 1987 par M. Marc Reymann à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2500). - Appelée le 19 juin 1987 : **formation professionnelle en Alsace.** - M. Marc Reymann : possibilités d'emploi offertes avec l'implantation d'une usine Mercedes à Rastatt ; nécessité d'adapter la formation professionnelle en fonction du marché du travail européen (p. 2901) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : importance des filières de formation existantes dans le domaine industriel et le secteur tertiaire ; enseignement de l'allemand (p. 2901, 2902).

255. - Electricité et gaz (tarifs). - Posée le 16 juin 1987 par M. Charles de Chambrun à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 2500). - Appelée le 19 juin 1987 : **industries électrométallurgiques et monopole d'E.D.F.** - M. Charles de Chambrun remplacé par M. François Porteu de la Morandière : fourniture d'électricité à des tarifs de monopole pénalisant les industries consommatrices (p. 2892) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : aménagement du monopole dans la perspective d'un marché européen en 1992 (P. 1892, 2893).

256. - Sidérurgie (politique et réglementation). - Posée le 16 juin 1987 par M. Vincent Porelli à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 2500, 2501). - Appelée le 19 juin 1987 : **sidérurgie des produits plats.** - M. Vincent Porelli : suppressions d'emplois à Solmer malgré les gains de productivité ; perspectives de la sidérurgie française pour les produits plats à l'ouverture du grand marché unique européen (p. 2893) ; recherche du produit financier au détriment des investissements productifs (p. 2894) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : choix par le président d'Usinor et Sacilor de mesures permettant de retrouver une sidérurgie compétitive ; alignement sur les usines européennes les plus performantes pour affronter la concurrence de 1992 (p. 2893) ; illusions des sidérurgistes entretenues par les communistes (p. 2894).

257. - Logement H.L.M. - Posée le 16 juin 1987 par M. Jean Oehler à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2501). - Appelée le 19 juin 1987 : **logement social :** - M. Jean Oehler : évolution des loyers H.L.M. au regard de la baisse de l'A.P.L. ; contribution du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne au budget des organismes d'H.L.M. (p. 2898, 2899) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : hausse de loyer improbable au deuxième semestre compte tenu de l'accroissement de l'A.P.L. et de l'aide exceptionnelle allouée aux organismes d'H.L.M. (p. 2898).

258. - Logement (prêts). - Posée le 16 juin 1987 par M. André Ledran à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2501). - Appelée le 19 juin 1987 : **renégociation des prêts en accession à la propriété.** - M. André Ledran : nécessité d'une loi créant un droit à la renégociation et mettant fin au pouvoir discrétionnaire des organismes prêteurs (p. 2896, 2897) ; accroissement du nombre de saisies immobilières (p. 2898) : M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministère des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : existence de mesures gouvernementales facilitant les renégociations et le refinancement (p. 2897) ;

259. - Enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône). - Posée le 16 juin 1987 par M. Georges Sarre à M. le ministre de la défense (p. 2501). - Appelée le 19 juin 1987 : **lycée militaire d'Aix-en-Provence.** - M. Georges Sarre : non-application d'une décision de justice relative à la réintégration de deux professeurs renvoyés ; acharnement contre leurs collègues et élèves solidaires (p. 2889, 2890) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : exploitation politicienne des incidents (p. 2890).

260. - Logement (prêts). Posée le 16 juin 1987 par M. Guy Malandain à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2501). - Appelée le 19 juin 1987 : **renégociation des prêts en accession à la propriété.** - M. Guy Malandain : proposition de loi socialiste relative à la renégociation de prêts au logement dont les annuités sont devenues trops lourdes ; son intérêt pour les acquéreurs et pour les banques spécialisées (p. 2895, 2896) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : existence de mesures gouvernementales facilitant les renégociations et le refinancement (p. 2895, 2896).

261. - Retraites : fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions : Poitou-Charentes). Posée le 22 juin 1987 par M. Pierre-Rémy Houssin à M. le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan (p. 3028). - Appelée le 26 juin 1987 : **mensualisation des retraites des fonctionnaires.** - M. Pierre-Rémy Houssin : opération mise en œuvre il y a 12 ans et encore inachevée alors que la mensualisation des retraites du régime général s'est effectuée en une seule année (p. 3241, 3242) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : coût budgétaire de l'opération (p. 3241).

262. - Logement (logement social). Posée le 22 juin 1987 par M. Jean-Pierre Delalande à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale (p. 3029). - Appelée le 26 juin 1987 : **logement des personnes les plus défavorisées.** - M. Jean-Pierre Delalande : dépôt d'une proposition de loi en faveur des familles du « quart monde » privées de logement décent faute de ressources régulières (p. 3231, 3232) ; expérience nouvelle tentée par le Gouvernement (p. 3233) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : mise en place d'un plan spécifique avec création de fonds d'impayés et de fonds d'aide et de garantie ; utilisation des crédits d'aide à la pierre ; effort de réinsertion (p. 3232).

263. - Préretraites (politique et réglementation). - Posée le 23 juin 1987 par M. André Fanton à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 3101). - Appelée le 26 juin 1987 : **situation des préretraités.** - M. André Fanton : effet rétroactif du décret du 24 novembre 1982 : inégalité de traitement entre préretraités et retraités (p. 3233, 3234) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : leur gain de pouvoir d'achat en 1986 et 1987 ; mesures en leur faveur prévues par la loi portant diverses mesures d'ordre social et la loi visant à lutter contre le chômage de longue durée ; consultation des associations de retraités et de préretraités dans le cadre des états généraux de la sécurité sociale (p. 3233, 3234).

264. - Textile et habillement (emploi et activité). Posée le 23 juin 1987 par Mme Muguette Jacquaint (p. 3101) à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme [rectificatif 26 juin 1987] (p. 3308). - Appelée le 26 juin 1987 : **industrie de l'habillement.** - Mme Muguette Jacquaint : déclin imputable au patronat ; importations excessives ; implantation d'entreprises à l'étranger ; investissements insuffisants (p. 3238, 3239) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme ; concurrence des pays industrialisés et des pays à bas salaires (p. 3239).

265. - Comptables (experts-comptables). - Posée le 23 juin 1987 par M. Robert Cazalet à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (p. 3101). Appelée le 26 juin 1987 : **experts-comptables stagiaires autorisés.** - M. Robert Cazalet remplacé par M. Henri Bouvet : précarité de leur statut ; création d'un corps en voie d'extinction (p. 3242,

3243) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : recherche d'une solution équitable aprés consultation des parties intéressées (p. 3242).

266. - Ministères et secrétariats d'Etat intérim : services extérieurs. - Posée le 23 juin 1987 par M. Henri Bouvet à M. le ministre de l'intérieur (p. 3101). Appelée le 26 juin 1987 : **vacances de postes de sous-préfets.** - M. Henri Bouvet : cas de l'arrondissement de Bellac (p. 3243) ; désintérêt des gouvernements successifs pour le département de la Haute-Vienne (p. 3244) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : élaboration de projets permettant d'accroître rapidement le recrutement de sous-préfets (p. 3243, 3244).

267. - Minéraux (entreprises : Alsace). - Posée le 23 juin 1987 par M. Jean-Marie Bockel à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 3101, 3102). Appelée le 26 juin 1987 : **dotation en capital de l'entreprise minière et chimique.** - M. Jean-Marie Bockel : avenir des mines de potasse d'Alsace face au resserrement du marché mondial des engrais (p. 3235) ; réalisation du laminoir de Gandrange (p. 3236) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : apport d'une dotation ; diversification des activités du bassin potassique ; orientation des investissements dans la sidérurgie lorraine en fonction des perspectives de rentabilité en respect des régles communautaires (p. 3236).

268. - Pétrole et dérivés (entreprises). - Posée le 23 juin 1987 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (p. 3102). Appelée le 26 juin 1987 : **entreprise CREO S.A. Méditerranée.** - M. Jean-Hugues Colonna : mise sous contrôle judiciaire et plan de redressement contraires aux engagements du président de CREO S.A. appuyé par l'Institut français de recherche et d'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 3240, 3241) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : réalisation d'une étude précise des conditions d'exploitation préalable à l'examen au fond (p. 3240).

269. - Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères). - Posée le 23 juin 1987 par Mme Denise Cacheux à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 3102). Appelée le 26 juin 1987 : **imposition des indemnités de congés payés des cadres chômeurs :** année de leur imputation. - Mme Denise Cacheux (p. 3234) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 3234).

270. - Sidérurgie (entreprises : Isère). - Posée le 23 juin 1987 par Mme Odile Sicard à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 3102). Appelée le 26 juin 1987 : **usine Cebal de Froges dans l'Isère.** - Mme Odile Sicard : suppression d'emplois ; concertation nécessaire avec les salariés sur la répartition des productions à l'intérieur d'un groupe et la répartition des emplois (p. 3237, 3238) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : restructuration imposée par les gains de productivité (p. 3237) ; mesures d'accompagnement social (p. 3238).

271. - Publicité (réglementation). - Posée le 24 juin 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement (p. 3148).

272. - Grandes écoles (Ecole polytechnique). - Posée le 25 juin 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de la défense (p. 3220).

273. - Assurance maladie maternité : prestations (frais de cure). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Alain Jacquot à Mme le ministre délégué auprés du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 3978). Appelée le 9 octobre 1987 : **cures thermales.** - M. Alain Jacquot : leur part infime dans le budget de la sécurité sociale malgré leurs avantages dans le domaine thérapeutique et sur le plan financier (p. 4092) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : expansion du thermalisme (p. 4092) ; rôle du Haut Comité du thermalisme et du climatisme ; indépendance des médecins conseils des caisses de sécurité sociale quant à la prise en charge des cures (p. 4093).

274. - Ministères et secrétariats d'Etat (affaires étrangères : personnel). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le secrétaire d'Etat auprés du ministre des affaires étrangéres (p. 3979). - Appelée le 9 octobre 1987 : **personnels du ministère des affaires étrangères :** M. Bruno Bourg-Broc : régression de la part du budget des affaires étrangéres dans le budget de l'Etat ; réduction des effectifs ; médiocrité des perspectives de carriére des agents du cadre d'Orient (p. 4087, 4088) ; M. Didier Bariani : secrétaire d'Etat auprés du ministre des affaires étrangéres : importance du réseau consulaire ; diffusion du rapport de la commission de réforme et de modernisation (p. 4088) ; amélioration du statut des différents corps ; mobilité des agents (p. 4089).

275. - Enregistrement et timbre (taxe sur les conventions d'assurance). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Bernard Savy à M. le ministre délégué auprés du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation chargé du budget (p. 3979). - Appelée le 9 octobre 1987 : **taxe sur les contrats d'assurance maladie :** M. Bernard Claude Savy : son incidence sur l'élargissement de la protection sociale complémentaire ; distorsion avec le secteur mutualiste ; préparation du marché unique européen de 1992 (p. 4089, 4090) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprés du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence : poids des contraintes budgétaires ; études préalables pour l'harmonisation des différents régimes (p. 4090).

276. - Transports fluviaux (voies navigables). - Posée le 6 octobre 1987 par M. René Beaumont à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 3979). - Appelée le 9 octobre 1987 : **canal à grand gabarit entre Chalon-sur-Saône et Tavaux :** M. René Beaumont remplacé par M. Loïc Bouvard : nécessité d'inclure dans le projet de loi de finances pour 1988 la dotation en capital de l'Etat destinée à son financement (p. 4079) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : attente de la décision des collectivités territoriales quant à leur participation ; examen par le ministère de l'économie des modalités de versement de la part incombant à l'Etat (p. 4079).

277. - Logement (politique et réglementation). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Paul Chomat à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 3979). - Appelée le 9 octobre 1987 : **difficultés des locataires et accédants à la propriété :** M. Paul Chomat, remplacé par M. Jean Jarosz : hausse excessive des loyers et des charges (p. 4081) ; mesures contenues dans la proposition de loi déposée par les députés communistes ; situation du bâtiment dans la région Nord - Pas-de-Calais (p. 4082) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : relance de la construction dans la région parisienne ; mesures en faveur de l'accession à la propriété (p. 4081) ; subventions de l'Etat aux organismes d'H.L.M. ; augmentation des aides (p. 4082).

278. - Fonctionnaires et agents publics (rémunérations). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Michel Margnes à M. le ministre délégué auprés du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan (p. 3980). - Appelée le 9 octobre 1987 : **pouvoir d'achat des actifs et des retraités de la fonction publique :** M. Michel Margnes : sa dégradation depuis mars 1986 ; alourdissement des prélèvements obligatoires effectués sur les petits salaires (p. 4085) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : augmentations générales des traitements intervenues en 1987 ; mesures spécifiques en faveur des agents des catégories C et D ; promotion interne (p. 4085).

279. - Police (fonctionnement : Seine-et-Marne). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Alain Vivien à M. le ministre de l'intérieur (p. 3980). - Appelée le 9 octobre 1987 : **effectifs de police en Seine-et-Marne :** M. Alain Vivien : leur dimi-

nution face à des besoins accrus du fait d'une forte urbanisation ; recrudescence des délits et des crimes ; gratifications refusées aux personnels de police de Seine-et-Marne (p. 4086) ; réduction des crédits d'équipement prévus au projet de budget pour 1988 (p. 4087) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : effectifs complétés lors des sorties d'école ; appréciation des besoins spécifiques dus à l'implantation d'Eurodisneyland (p. 4086) ; œuvre du précédent gouvernement (p. 4087).

280. - Finances publiques (emprunts d'Etat). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Michel Berson à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 3980). - Appelée le 9 octobre 1987 : **remboursement de l'emprunt de 1973 :** M. Michel Berson : son coût pour l'Etat ; son financement par le produit des privatisations (p. 4090) ; perturbation des marchés financiers (p. 4091) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence : remboursement sans recours à l'impôt (p. 4090) ; réduction des emprunts d'Etat depuis 1986 ; affectation des recettes des privatisations au désendettement de l'Etat ; part de l'emprunt Giscard dans la dette totale ; rappel des émissions d'obligations renouvelables du Trésor par le précédent gouvernement (p. 4091).

281. - Jeunes (emplois). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Pierre Garmendia à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 3980). - Appelée le 9 octobre 1987 : **formation des jeunes par les artisans :** M. Pierre Garmendia, remplacé par M. Michel Margnes : difficulté des artisans à s'en faire rembourser les frais par les organismes collecteurs (p. 4093, 4094) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : chiffres réels du chômage et des suppressions d'emploi ; financement des contrats de formation en alternance ; transferts de fonds entre organismes agréés favorables aux petites entreprises (p. 4094).

282. - Elevage (porcs). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre de l'agriculture (p. 3980). - Appelée le 9 octobre 1987 : **éleveurs de porcs :** M. Loïc Bouvard : mesures de sauvegarde nécessaires ; politique communautaire ; difficultés des producteurs bretons (p. 4079, 4080) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : recherche de débouchés nouveaux ; amélioration de la réglementation communautaire ; organisation du marché (p. 4080).

283. - Gouvernement (ministères et secrétaires d'Etat). - Posée le 6 octobre 1987 par M. Pierre Sergent à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants (p. 3980). - Appelée le 9 octobre 1987 : **télégramme adressé aux associations d'anciens combattants :** M. Pierre Sergent : mise en cause scandaleuse du président d'un groupe parlementaire, M. Jean-Marie Le Pen (p. 4083, 4084) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; respect de la mémoire des victimes du nazisme et de la vérité historique (p. 4083, 4084).

284. - Voirie (routes). - Posée le 9 octobre 1987 par M. Pierre Pascallon à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 4194). - Appelée le 20 novembre 1987 : **liaison routière Clermont-ferrand-Limoges.** - M. Pierre Pascallon : son omission dans le programme d'infrastructure routière prévu par le comité interministériel d'aménagement du territoire du 13 avril dernier (p. 6135) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : liaison assurée selon le nouveau schéma directeur par des voies autoroutières ou à caractéristiques autoroutières (p. 6135, 6136).

285. - D.O.M. - T.O.M. (Mayotte : Conseil d'Etat et tribunaux administratifs). - Posée le 20 octobre 1987 par M. Henry Jean-Baptiste à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 4561).

286. - Lait et produits laitiers (quotas de production). - Posée le 21 octobre 1987 par M. Daniel Goulet à M. le ministre de l'agriculture (p. 4624).

287. - Electricité et gaz (centrales d'E.D.F.) - Posée le 27 octobre 1987 par M. Charles Miossec à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4947). - Appelée le 11 décembre 1987 : **industrie nucléaire :** M. Charles Miossec : bilan positif de l'option de la France pour le nucléaire ; accroissement de la consommation d'énergie électrique en Bretagne ; organisation de la sécurité nucléaire (p. 7154, 7155) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : suréquipement d'E.D.F. ; création de centrales en fonction des besoins globaux nationaux ; rôle du conseil supérieur de sûreté et d'information nucléaire ; réalisation du marché commun de l'énergie (p. 7154, 7155).

288. - Elections et référendums (réglementation). - Posée le 12 novembre 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur (p. 5818).

289. - Voirie (autoroutes : Moselle). - Posée le 12 novembre 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 5818).

290. - Chômage : indemnisation (allocations). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Jean-Marie Demange à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 6006). - Appelée le 20 novembre 1987 : **salariés licenciés des constructions métalliques de la Moselle.** - M. Jean-Marie Demange : vide législatif face à la situation des fins de droit n'ayant pas atteint l'âge de soixante ans (p. 6140) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : absence de la C.M.M. dans la liste des entreprises ayant adhéré à la convention générale de protection sociale de la sidérurgie ; mise en place de procédures de réinsertion (p. 6140, 6141).

291. - Préretraites (politique et réglementation). - Posée le 17 novembre 1987 par M. André Fanton à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 6006). - Appelée le 20 novembre 1987 : **situation des préretraités.** - M. André Fanton : alignement du taux de cotisation d'assurance maladie des préretraités sur celui des retraités ; abrogation souhaitable du décret du 24 novembre 1982 ; abattement sur les pensions de réversion des veuves de préretraités (p. 6139) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : alignement envisageable vu l'amélioration des résultats de l'assurance maladie ; prise en charge par l'Etat d'une allocation spéciale d'ajustement au profit des préretraités victimes des délais de carence ; situation des jeunes (p. 6139, 6140).

292. - Enseignement (fonctionnement). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6006). - Appelée le 20 novembre 1987 : **enseignements secondaire et supérieur.** - M. Georges Hage : mobilisation des étudiants et lycéens contre la dégradation de leurs conditions de travail ; résurgence du contenu des projets Devaquet et Monory ; choix budgétaires à opérer (p. 6137, 6138) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : réussite de la rentrée scolaire 1987 ; priorité accordée à l'éducation nationale dans le projet de budget pour 1988 ; possibilité d'élaborer un projet de loi de programme sur l'éducation nationale (p. 6138, 6139).

293. - Boissons et alcools (entreprises : Bas-Rhin). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Jean-Marie Caro à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6006). - Appelée le 20 novembre 1987 : **Brasserie de Mutzig.** - M. Jean-Marie Caro : conséquences de la fermeture annoncée d'une industrie performante (p. 6143) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : fermeture inscrite dans un plan de restructuration générale de la Société française de brasserie ; priorité accordée à la reconversion des salariés (p. 6144).

294. - D.O.M.-T.O.M. (Martinique : transports maritimes). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Jean Maran à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 6006).

295. - Imprimerie (entreprises : Val-de-Marne). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Alain Griotteray à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6007). - Appelée le 20 novembre 1987 : **Imprimerie moderne de Maisons-Alfort.** - M. Alain Griotteray : difficultés tenant au non-respect du plan de charge et à l'insuffisance du fonds de roulement par suite de la remise en cause d'un prêt (p. 6136) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire

et des transports, chargé des transports : engagements initiaux tenus par tous les partenaires financiers ; équilibre compromis par la perte de marchés d'impression (p. 6136, 6137).

296. - Jeunes (établissement). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Jean-François Jalkh à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 6007). - Appelée le 20 novembre 1987 : **aides aux résidents français des foyers de travailleurs.** - M. Jean-François Jalkh, remplacé par M. Jean-Pierre Reveau : nouvelles dispositions réservant le bénéfice des aides du fonds d'action sociale aux travailleurs immigrés (p. 6141) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : régulation des aides nécessitées par le pourcentage croissant de résidents français dans les organismes regroupés dans l'union nationale des associations gestionnaires des foyers de travailleurs migrants (p. 6141).

297. - Politique économique (généralité : Lorraine). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Jean Laurain à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6007). - Appelée le 20 novembre 1987 : **situation économique et sociale en Lorraine.** - M. Jean Laurain : aggravation du chômage ; engagements pris par le Gouvernement ; crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour 1988 (p. 6142, 6143) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : respect des engagements du Gouvernement (p. 6142).

298. - Politique économique (généralités : Lorraine). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Charles Metzinger à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6007). - Appelée le 20 novembre 1987 : **bassin d'emploi de la Lorraine.** - M. Charles Metzinger, remplacé par M. Jean Laurain : dégradation du climat social par suite de la situation aux Houillères de Lorraine et à C.D.F.-Chimie (p. 6144) ; baisse des effectifs (p. 6145) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : recherche par les Houillères du bassin de Lorraine d'une baisse des coûts de revient ; engagement par l'Etat envers C.D.F.-Chimie traduit par un effort budgétaire exceptionnel ; recentrage du groupe (p. 6144, 6145).

299. - Sidérurgie (emploi et activité). - Posée le 17 novembre 1987 par M. René Drouin à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6007). - Appelée le 20 novembre 1987 : **sidérurgie des produits longs.** - M. René Drouin : inquiétude accrue après la démission forcée de M. Jean Jacquet, P.-D.G. d'Unimétal-Ascométal ; changement de politique qu'implique son remplacement par M. Francis Mer (p. 6146, 6147) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : redressement opéré sous l'impulsion de M. Jean Jacquet ; changement de personne sans conséquence sur la poursuite de la politique menée ; nouvelle misson confiée à M. Jean Jacquet par le Premier ministre (p. 6146).

300. - Equipements industriels (emploi et activité). - Posée le 17 novembre 1987 par M. Jean Rigal à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6007).

301. - Elevage (politique et réglementation). - Posée le 24 novembre 1987 par M. René André à M. le ministre de l'agriculture (p. 6421). - Appelée le 27 novembre 1987 : **réglementation de l'usage des anabolisants en agriculture.** - M. René André remplacé par M. Lucien Richard : son application différente dans les divers pays de la C.E.E. (p. 6488) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : directives devant se traduire dans les législations nationales avant la fin de l'année 1987 pour être appliquées uniformément en Europe (p. 6488).

302. - Retraites : généralités (calcul des pensions). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Lucien Richard à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 6421). - Appelée le 27 novembre 1987 : **situation des mères de handicapés.** - M. Lucien Richard : affiliation de droit à l'assurance vieillesse des personnes gardant au foyer un enfant ou un adulte handicapé ; saisine des Cotorep (p. 6480) ; nécessité de donner une définition juridique du handicap mental (p. 6481) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : meilleure information des intéressés et simplification de leurs démarches ; élaboration d'un nouveau barème de référence pour l'appréciation du taux d'incapacité (p. 6481).

303. - Voirie (autoroutes et routes). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Gérard César à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6421).

304. - Energie (A.F.M.E.). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Gérard Bordu à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6421). - Appelée le 27 novembre 1987 : **agence française pour la maîtrise de l'énergie.** - M. Gérard Bordu : mise en cause de sa gestion ; restructuration entraînant des suppressions d'emplois ; abandon au secteur privé des actions les plus rentables (p. 6487, 6488) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : poursuite de la politique d'économies d'énergie ; redéfinition des missions de l'A.F.M.E. ; information des utilisateurs d'énergie et promotion des avancées technologiques (p. 6487).

305. - Papier et carton (entreprises : Bas-Rhin). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Marc Reymann à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6422). - Appelée le 27 novembre 1987 : **implantation d'une usine de papier journal à Strasbourg :** M. Marc Reymann : rappel des engagements pris par le Gouvernement envers Stracel (p. 6484, 6485) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : intérêt du projet ; étude des experts sur la meilleure implantation à retenir pour la compétitivité du site (p. 6485).

306. - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Robert Le Foll à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme. - Appelée le 27 novembre 1987 : **société Thomson-C.G.R.-Ultrasonic :** M. Robert Le Foll : décision prise par Thomson de faire gérer ses activités médicales par des filiales américaines de Général Electric ; perte d'un secteur industriel de pointe ; licenciements en découlant chez Thomson et dans les entreprises sous traitantes (p. 6485, 6486) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : accord permettant à Thomson de devenir l'un des trois grands groupes mondiaux de l'électronique grand public ; renforcement dans le domaine de l'imagerie médicale de ses accès au marché mondial (p. 6486).

307. - Transports aériens (compagnies). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Jean-Pierre Reveau à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6422). - Appelée le 27 novembre 1987 : **société Air-Inter :** M. Jean-Pierre Reveau : prise de contrôle d'Air-France sur la société Air-Inter ; limitation des possibilités offertes aux salariés d'acquérir des actions de l'entreprise (p. 6484) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : cession des parts détenues par la S.N.C.F. afin de recentrer son activité sur le secteur ferroviaire ; maintien d'Air-Inter dans le secteur public ; possibilité pour le personnel de devenir actionnaire (p. 6484).

308. - Politique extérieure (Algérie). - Posée le 24 novembre 1987 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre des affaires étrangères (p. 6422). - Appelée le 27 novembre 1987 : **enfant de mère française et de père algérien :** Mme Paulette Nevoux : état d'avancement de la négociation de la convention en matière de droit de garde et de visite concernant les enfants retenus en Algérie par leur père ; création souhaitable d'un groupe de travail mixte franco-algérien (p. 6482) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : volonté du Gouvernement de reprendre la voie de la négociation ; avis du ministère des affaires étrangères et du ministère de la justice sur la proposition de créer un groupe de travail franco-algérien (p. 6482).

309. - Politique extérieure (Syrie). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Georges Sarre à M. le ministre des affaires étrangères (p. 6422). - Appelée le 27 novembre 1987 : **extradition en France d'Aloïs Brunner :** M. Georges Sarre : identification et localisation à Damas du criminel de guerre Aloïs Brunner ; demande son expulsion de Syrie (p. 6483) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : prescription

de la peine prononcée contre lui en 1954 ; action du Gouvernement pour rassembler tous les documents pouvant conduire à l'extradition (p. 6483).

310. - Enseignement maternel et primaire (fonctionnement : Val-d'Oise). - Posée le 24 novembre 1987 par M. Alain Richard à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6423). - Appelée le 27 novembre 1987 : **pénurie de postes d'enseignants dans le Val-d'Oise.** - M. Alain Richard : accroissement démographique de Cergy-Pontoise ; classes maternelles et primaires surchargées (p. 6479) ; prévision des mouvements démographiques demandant une réactualisation en cours d'année (p. 6480) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la formation professionnelle : prise en compte de l'existence de villes nouvelles dans l'attribution du nombre de postes d'instituteurs à un département ; priorité donnée aux classes élémentaires (p. 6480).

311. - Cinéma (emploi et activité). - Posée le 30 novembre 1987 par M. Jean-Pierre Delalande à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 6580). - Appelée le 4 décembre 1987 : **situation du cinéma.** - M. Jean-Pierre Delalande : mise en place du plan de soutien annoncé par le ministre de la culture (p. 6780, 6781) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : énoncé des mesures que comporte le plan de soutien (p. 6781).

312. - S.N.C.F. (T.G.V. : Val d'Oise). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Jean Bardet à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6650). - Appelée le 4 décembre 1987 : **T.G.V. Nord dans le Val d'Oise.** - M. Jean Bardet : manque d'informations sur la traversée éventuelle de Goussainville et sur la protection de l'environnement (p. 6770, 6771) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : tracé retenu après concertation avec les responsables concernés, notamment les présidents de conseils généraux (p. 6770).

313. - Charbon (houillères : Lorraine). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Jean Kiffer à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6650). - Appelée le 4 décembre 1987 : **politique charbonnière en Lorraine.** - M. Jean Kiffer : comparaison avec l'exploitation des mines allemandes ; débouchés offerts au charbon lorrain (p. 6776) ; liquéfaction du charbon (p. 6777) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : importance des investissements décidés depuis 1986 ; négociation en cours sur la fourniture du charbon à la sidérurgie et à E.D.F. (p. 6777).

314. - Circulation automobile (limitation de vitesse). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Guy Herlory à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6651). - Appelée le 4 décembre 1987 : **réglementation de la vitesse sur les autoroutes.** - M. Guy Herlory : nécessité de sanctionner les automobilistes roulant à moins de 80 kilomètres à l'heure ; relèvement possible des vitesses maximales, compte tenu des progrès techniques (p. 6771) ; application de l'article 11 du code de la route (p. 6772) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : danger des différences de vitesse entre les usagers ; accidents rarement provoqués par des véhicules trop lents ; limites des capacités physiques du conducteur intervenant dans la sécurité (p. 6771) ; seuils existants conformes aux limitations appliquées dans la plupart des pays de la communauté (p. 6772).

315. - Politiques communautaires (politique agricole commune). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Marcel Rigout à M. le ministre de l'agriculture (p. 6651). - Appelée le 4 décembre 1987 : **règlement ovin.** - M. Marcel Rigout : sa renégociation renvoyée à 1992 ; dispositions transitoires proposées par la commission des Communautés néfastes pour la France (p. 6779, 6780) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : suppression à terme des avantages réservés aux Britanniques ; unification totale du marché en 1992 (p. 6779) ; priorité donnée à la protection extérieure (p. 6780).

316. - Baux (baux d'habitation). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Claude Bartolone à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6651). - Appelée le 4 décembre 1987 : **logements gérés par la société nationale immobilière.** - M. Claude Bartolone : hausses de loyer entraînées par le transfert de gestion à la S.N.I. ; signature de nouveaux baux imposée avant l'expiration de ceux en cours ; cas de la « résidence de l'Avenir » aux Lilas (p. 6772, 6773) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : dégradation financière de la compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires C.I.L.O.F. ; alignement des loyers sur ceux pratiqués par la société nationale immobilière ; prise en compte des situations individuelles (p. 6773).

317. - Armes (entreprises : Haut-Rhin). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Jean-Marie Bockel à M. le ministre de la défense (p. 6652). - Appelée le 4 décembre 1987 : **entreprise Matra.** - M. Jean-Marie Bockel : conséquences pour l'entreprise de Mulhouse du retard apporté par le groupement des industries des armements terrestres à la mise en œuvre du contrat de pistolets destinés à la gendarmerie (p. 6774, 6775) ; M. André Giraud, ministre de la défense : obtention en octobre 1987 de l'accord des autorités italiennes sur la cession de la licence par Beretta (p. 6774).

318. - Hôpitaux et cliniques (centres hospitaliers : Hautes-Alpes). - Posée le 1er décembre 1987 par M. Daniel Chevallier à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 6652). - Appelée le 4 décembre 1987 : **centre hospitalier de Gap.** - M. Daniel Chevallier : urgence de la construction du nouveau plateau technique inscrite au plan directeur ; craintes suscitées par les mesures annoncées par M. Philippe Séguin (p. 6777, 6778) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : financement des investissements des centres hospitaliers généraux relevant d'une liste des priorités établie par les préfets de région en concertation avec les préfets de département ; respect du choix des régions (p. 6778).

319. - Recherche (C.E.A.). - Posée le 1er décembre 1987 par M. André Bellon à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6652). - Appelée le 4 décembre 1987 : **commissariat à l'énergie atomique.** - M. André Bellon : inquiétude quant à l'emploi ; remous entraînés par des licenciements injustifiés ; faiblesse des moyens financiers du C.E.A. (p. 6775, 6776) ; M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : procédure disciplinaire sanctionnant des fautes professionnelles ; progression des crédits du C.E.A. ; son importance en matière de recherche (p. 6775).

320. - Pollution et nuisances (agence pour la qualité de l'air). - Posée le 3 décembre par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6761).

321. - Logement (H.L.M. : Seine-Saint-Denis). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Eric Raoult à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **cité H.L.M. des Bosquets à Montfermeil :** M. Eric Raoult : relogement systématique dans cette cité des familles immigrées obligées de quitter les immeubles vétustes détruits dans d'autres communes ; existence d'un ghetto ; solutions à rechercher en concertation avec les élus locaux (p. 7161, 7162) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : prêts locatifs aidés accordés par l'Etat à l'office public d'H.L.M. de Seine-Saint-Denis ; réunion de travail à l'initiative du préfet de Seine-Saint-Denis ; examen des propositions du maire de Montfermeil (p. 7162).

322. - Grève (politique et réglementation). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Jean Bonhomme à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **droit de grève dans les services publics :** M. Jean Bonhomme : absence de loi en réglementant l'exercice ; report anormal sur les magistrats de la charge d'apprécier la validité d'une grève (p. 7157, 7158) ; existence de secteurs-clé ; répercussion des grèves sur les usagers et sur l'économie nationale (p. 7159) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du plan : existence d'une réglementation du droit du grève dans le secteur public : interdiction du droit de grève à certains fonctionnaires ; service minimum ; obligation de préavis ; règle du « trentième indivisible » ; inefficacité d'un

surcroît de réglementation ; nécessité d'appliquer la réglementation existante sous le contrôle des juges ; appel à la concertation (p. 7158, 7159).

323 - Logement (allocation de logement). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **allocation de logement aux personnes âgées :** M. Loïc Bouvard : attente de dispositions réglementaires étendant aux veuves âgées de 60 à 65 ans le bénéfice de l'allocation logement que percevait leur époux (p. 7159, 7160) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : lacunes existant dans le système de protection sociale ; extension progressive de l'aide personnalisée au logement (p. 7160).

324. - Procédure pénale (réglementation). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Jean-Marie Daillet à M. le garde des sceaux, ministre de la justice [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **durée des procédures judiciaires :** M. Jean-Marie Daillet : leur longueur excessive ; confusion entre inculpation et culpabilité ; nécessité de vérifier les accusations et d'aggraver les peines sanctionnant les dénonciations calomnieuses (p. 7166, 7167) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : effort pour réduire les délais d'instruction ; problème de l'inculpation et de l'instruction examiné lors de l'actuel débat sur le projet de loi relatif à la détention provisoire ; création d'une commission chargée d'étudier la modernisation de la procédure d'instruction (p. 7167).

325. - Sécurité sociale (caisses : Moselle). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Emile Koehl à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **rattachement des organismes de sécurité sociale de la Moselle :** M. Emile Koehl remplacé par M. Marc Reymann : désir des assurés sociaux et de leurs représentants de rester rattachés à la direction de Strasbourg (p. 7160) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : maintien de la tutelle unique du directeur régional nommé à Strasbourg ; confusion provenant de décisions prises en 1982 (p. 7161).

326 - Matériels électriques et électroniques (entreprises). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Jean Giard à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **groupe Thomson :** M. Jean Giard : suppression d'emplois dans les secteurs des composants et des tubes électroniques ; transfert à l'étranger des activités grand public malgré l'existence de débouchés intérieurs ; orientation vers les activités militaires (p. 7156, 7157) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : accords conclus pour permettre au groupe d'atteindre la taille mondiale que nécessite la compétition internationale ; succès de l'orientation vers le militaire ; ses retombées financières (p. 7156, 7157).

327. - Santé publique (politique de la santé). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Pierre Joxe à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **comité français d'éducation pour la santé :** M. Pierre Joxe : ses détournements de fonds faisant obligation à Mme Barzach d'engager des poursuites judiciaires (p. 7163, 7164, 7165) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : rôle et gestion du C.F.E.S. ; rapport de l'inspection générale des affaires sociales ne permettant pas de conclure à l'escroquerie ; examen des comptes prévisionnels de 1987 ; crédits couvrant la campagne d'information sur le SIDA et la campagne de lutte contre le tabagisme (p. 7163, 7164).

328. - Politique extérieure (Iran). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Louis Mexandeau à M. le Premier ministre [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **expulsions d'Iraniens ;** M. Louis Mexandeau : concession faite aux autorités iraniennes ; expulsion sans observation des garanties nécessaires, de réfugiés politiques, en violation des droits de l'homme ; protestation des démocrates (p. 7151, 7152) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : distinction entre droit d'asile et protection d'activités menaçant l'ordre public ; expulsion vers le Gabon entourée des garanties nécessaires (p. 7151, 7152).

329. - Etrangers (politique et réglementation). - Posée le 8 décembre 1987 par Mme Jacqueline Osselin à M. le ministre de l'intérieur [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **délivrance de la carte de résident :** Mme Jacqueline Osselin : refus opposé à certains ressortissants étrangers sous prétexte de conditions de séjour en France irrégulières (p. 7153, 7154) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : refus conforme à l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; prochaine instruction invitant les préfets à régulariser la situation des demandeurs de bonne foi (p. 7153).

330. - Drogue (lutte et prévention : Franche-Comté). - Posée le 8 décembre 1987 par M. Jean-Pierre Michel à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **lutte contre la toxicomanie à Héricourt :** M. Jean-Pierre Michel : participation de l'Etat au financement de l'action entreprise par trois municipalités (p. 7165, 7166) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : ajournement du dossier en 1986 et 1987 compte tenu des disponibilités financières et des priorités retenues ; son réexamen pour 1988 en liaison avec la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (p. 7166).

331. - Président de la République (élection présidentielle). - Posée le 15 décembre par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur (p. 7495).

332. - Etablissements de soins et de cure (stations thermales : Puy-de-Dôme). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Pierre Pascallon à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme (p. 7495). Appelée le 18 décembre 1987 : **Station thermale de Saint-Nectaire :** M. Pierre Pascallon, remplacé par M. Bruno Bourg-Broc : baisse du taux de fréquentation ; attente de mesures gouvernementales comparables à celles prises récemment en faveur de Vichy (p. 7718) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : mesures positives concernant la prise en charge des cures thermales par l'assurance maladie (p. 7718) ; nomenclature des cures établie après avis d'ordre scientifique (p. 7719).

333. - Agro-alimentaire (céréales). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'agriculture (p. 7496). Appelée le 18 décembre 1987 : **systèmes de contingentement en matière agricole :** M. Bruno Bourg-Broc : place accordée aux nouveaux débouchés agro-industriels (p. 7721) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : production d'éthanol agricole à l'étude (p. 7722).

334. - Propriété intellectuelle : droits d'auteur. - Posée le 15 décembre 1987 par M. Claude Dhinnin à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (p. 7496). - Appelée le 18 décembre 1987 : **contrefaçons de logiciels à des fins pédagogiques :** M. Claude Dhinnin : législation actuelle sur la copie des logiciels entravant l'enseignement de l'informatique (p. 7722) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement : recherche par un groupe d'experts de solutions permettant de concilier l'application de la loi avec la nécessité de placer les logiciels à la portée des étudiants ; diffusion auprès des étudiants et des enseignants de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur (p. 7722).

335. - Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Georges Hage à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 7496). - Appelée le 18 décembre 1987 : **politique en faveur des handicapés :** Georges Hage : insuffisance des structures de scolarisation, de formation et d'accueil des handicapés (p. 7714) ; création d'une institution coordonnant les actions en leur faveur (p. 7715) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : efforts réalisés en faveur des enfants et des adultes ; leur financement ; existence d'un conseil national consultatif des personnes handicapées (p. 7715).

336. - Lait et produits laitiers (entreprises : Côte-d'Or). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Gilbert Mathieu à M. le ministre de l'agriculture (p. 7496). - Appelée le

18 décembre 1987 : **usine Bel des Laumes :** M. Gilbert Mathieu : quotas laitiers en Côte-d'Or et en Bourgogne (p. 7720, 7721) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : production de l'usine des Laumes insuffisante pour affronter la concurrence internationale ; sa transformation en centre de collecte ; emplois proposés dans d'autres usines du groupe (p. 7721).

337. - Moyens de paiement (chèques). - Posée le 15 décembre par M. Léonce Deprez à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **obligation de paiement par chèque :** M. Léonce Deprez : ses difficultés d'application aux achats en gros effectués par les forains (p. 7712) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : réglement par chèque assurant la transparence des transactions ; étude des simplifications possibles (p. 7712).

338. - Bois et forêts (commerce extérieur). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Jean-Pierre Abelin à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **industries du bois :** M. Jean-Pierre Abelin : leurs difficultés dues aux importations massives en provenance d'Indonésie ; situation de la société Isorex à Châtellerault (p. 7719, 7720) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : performances de l'industrie indonésienne du contreplaqué ; question soumise à la Commission des communautés européennes ; tendance à la stabilisation ressortant des récentes déclarations d'importation (p. 7719).

339. - Santé publique (politique et réglementetion). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Guy Herlory à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **honoraires des professions de santé :** M. Guy Herlory : réglementation de leurs tarifs au mépris des promesses d'instituer la liberté générale des prix (p. 7713) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : respect des procédures conventionnelles ; majoration des honoraires par arrêté interministériel en l'absence de conventions (p. 7713, 7714).

340. - Transports maritimes (compagnies). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le secrétaire d'Etat à la mer (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **liaison maritime entre Nice et la Corse :** M. Jean-Hugues Colonna : menace d'interruption de cette liaison 8 mois sur 12 (p. 7716) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : négociation entre l'office des transports de la région Corse et la chambre de commerce et d'industrie de Nice sur les redevances portuaires ; versement par l'Etat d'une subvention de continuité territoriale (p. 7716).

341. - Etrangers (Iraniens). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Pierre Joxe à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **expulsion d'Iraniens :** M. Pierre Joxe : demande de réponse écrite en raison de l'absence inadmissible du garde des sceaux ; circonstances de ces expulsions (p. 7710) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : expulsion selon la procédure de l'urgence absolue pour des raisons impérieuses de sécurité nationale (p. 7711).

342. - Santé publique (politique et réglementation). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Michel Sapin à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **comité français d'éducation pour la santé :** M. Michel Sapin : instructions que compte transmettre au parquet le garde des sceaux, informé de la mauvaise gestion du C.F.E.S. ; fuite de Mme Barzach devant ses responsabilités (p. 7717) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : transmission du dossier au procureur de la République pour qu'il apprécie juridiquement les erreurs de gestion du C.F.E.S. ; appréciation hors de toute consigne du garde des sceaux (p. 7717).

343. - Justice (fonctionnement). - Posée le 15 décembre 1987 par M. Gilbert Bonnemaison à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 7497). - Appelée le 18 décembre 1987 : **mise en liberté provisoire des frères Chaumet :** M. Gilbert Bonnemaison remplacé par M. Pierre Joxe : caractère tardif de la dernière inculpation notifiée aux frères Chaumet (p. 7711) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : nouvelle inculpation des frères Chaumet pour exercice illégal de la profession de banquier sans incidence sur la durée maximale de leur détention provisoire (p. 7711).

344. - Etrangers (Algériens). - Posée le 16 décembre 1987 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (p. 7609).

QUOTAS LAITIERS

Voir *Lois de finances* **4** (Agriculture - B.A.P.S.A.)
Questions au Gouvernement **316, 395, 500, 511, 522, 530.**
Questions orales sans débat **225, 336.**

- en zone de montagne

Voir *Questions au Gouvernement* **467.**

R

RACHID AHRAB

Voir *Lois de finances* **4,** Intérieur.
Questions au Gouvernement **545.**

RACISME

Voir *Droit pénal* **12.**

Crime raciste à Caen

Voir *Questions au Gouvernement* **425.**

Lutte contre le -

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 45.

Rapport sur le racisme et les discriminations en France

Voir *Questions au Gouvernement* **565, 569.**

RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION

Voir *Audiovisuel* **7, 9.**
Questions au Gouvernement **429.**

Attitude de la - vis-à-vis du Front national

Voir *Questions au Gouvernement* **338.**

Crimes contre l'humenité

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

Drogue

Voir *Drogue* **3,** article 10 et après l'article 10.

Extension des zones de réception de la 5e et de la 6e chaîne

Voir *Questions au Gouvernement* **365.**

Guerre des chaînes de T.V.

Voir *Questions au Gouvernement* **343.**

La Cinq

Voir *Questions au Gouvernement* **365.**

M. 6

Voir *Questions au Gouvernement* **365.**

Protection des programmes payants

Voir *Audiovisuel* **6.**

Protection des services de -

Voir *Audiovisuel* **6.**

Publicité politique

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Publicité pour l'alcool

Voir *Police de la route et circulation routière* **6.**
Sécurité sociale **8,** discussion des articles, après l'article 51.

Qualité de la télévision française

Voir *Questions au Gouvernement* **512.**

Radio France Internationale (émetteur du Pacifique Sud et du Sud-Est asiatique)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Radios associatives

Voir *Questions au Gouvernement* **353.**

Redevance

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés, examen des fascicules, article 40.

T.F. 1

Voir *Questions au Gouvernement* **445.**

RADIO-FRANCE

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE (R.F.I.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie. Culture et communication, Culture, procédure des questions, examen du fascicule.

RADIO-FRANCE OUTRE-MER

Voir *Audiovisuel* **9.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, communication, questions, examen du fascicule.

RADIO-MESSAGERIE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Budget annexe des P. et T., examen du fascicule.

RADIOS LOCALES PRIVÉES

Voir *Audiovisuel* **9.**

RADIOTECHNIQUE

Problèmes du centre industriel de la -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

RAGE

Voir *Animaux* **4.**

RAPATRIÉS

2. - Proposition de loi n° 823 relative aux **droits des Français rapatriés d'origine nord-africaine.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Vincent Porelli et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. - Projet de loi n° 845 relatif à **certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **437** (1985-1986). - Dépôt le 4 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Franz Duboscq. - Rapport n° 192 (22 avril 1987) (1986-1987). - Discussion le 12 juin 1987. - Adoption le 12 juin 1987. - Projet de loi n° **82.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (18 juin 1987). - Rapport n° **856** (17 juin 1987). - Discussion les 24 et 25 juin 1987. - Adoption le 25 juin 1987. - Projet de loi n° **136.**

Sénat (seconde lecture) n° **326.** - Dépôt le 26 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Souvet. - Rapport n° **333.** - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption définitive le 29 juin 1987. - Projet de loi n° **106.**

Loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 9 juillet 1987 (p. 7475).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158).

Agents de l'O.N.A.S.E.C. : *Bapt (Gérard)* (p. 3139) ; *Santini (André)* (p. 3170).

Amnistiés (situation des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 3132) ; *Barate (Claude)* (p. 3134) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3138) ; *Santini (André)* (p. 3169, 3170).

Article 40 de la Constitution : *Descaves (Pierre)* (p. 3165).

Commissions départementales des rapatriés (C.O.D.E.P.R.A.) : *Barate (Claude)* (p. 3134) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3137) ; *Collomb (Gérard)* (p. 3158).

Consolidation des emprunts et des dettes : *Santini (André)* 3127, 3128, 3136, 3172) ; *Barate (Claude)* (p. 3134) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3137) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3141) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 3146, 3147).

Fonctionnaires et agents de la France d'outre-mer : *Santini (André)* (p. 3135).

Harkis (situation et actions en faveur des -) : *Barate (Claude)* (p. 3134) ; *Santini (André)* (p. 3135, 3170, 3171) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3141) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 3147) ; *Collomb (Gérard)* (p. 3158) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3161) ; *Briant (Yvon)* (p. 3163) ; *Billon (Alain)* (p. 3163, 3164) ; *Mamy (Albert)* (p. 3164) ; *Chollet (Paul)* (p. 3167, 3168).

Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés : *Sergent (Pierre)* (p. 3142, 3143) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3143, 3144, 3145) ; *Peyron (Albert)* (p. 3159, 3160) ; *Briant (Yvon)* (p. 3162, 3163) ; *Billon (Alain)* (p. 3163) ; *Mamy (Albert)* (p. 3164) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3164, 3166) ; *Bonhomme (Jean)* (p. 3166, 3167) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 3168).

Historique législatif : *Santini (André)* (p. 3123, 3125, 3126, 3127, 3169, 3171) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3131, 3132, 3133) ; *Barate (Claude)* (p. 3133) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3136) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3139, 3140) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3145) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (3146) ; *Porelli (Vincent)* 3160).

Incidences budgétaires des projets : *Bapt (Gérard)* (p. 3137, 3138) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3140, 3141) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3161) ; *Mamy (Albert)* (p. 3164) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 3169).

Indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Algérie et des personnes dépossédées au Maroc en 1973 : *Santini (André)* (p. 3126, 3135, 3171) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3132) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3141) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3165).

Indemnisation des rapatriés :

- certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des -) : *Santini (André)* (p. 3126, 3127, 3135, 3171) ; *Barate (Claude)* (p. 3133, 3134) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3137, 3138) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3141) ; *Collomb (Gérard)* (p. 3158) ; *Farran (Jacques)* (p. 3159) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3161, 3162) ; *Mamy (Albert)* (p. 3164) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3165, 3166) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 3169).

- champ d'application de l'indemnisation : *Bapt (Gérard)* (p. 3137) ; *Diméglio (Willy)* (p. 3142).

- coefficient correcteur des biens agricoles : *Lauga (Louis)* (p. 3162) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3166) ; *Santini (André)* (p. 3171).

– levée de la forclusion frappant les dossiers d'indemnisation : *Santini (André)* (p. 3127, 3135) ; *Barate (Claude)* (p. 3133).

– modalités de calcul du complément d'indemnisation : *Santini (André)* (p. 3126, 3136) ; *Barate (Claude)* (p. 3133).

– plafonnement de l'indemnisation : *Santini (André)* (p. 3126, 3135) ; *Barate (Claude)* (p. 3133).

Indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives (attribution au conjoint survivant de l'–) : *Santini (André)* (p. 3124) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3145).

Levée de la forclusion frappant l'ordonnance du 15 juin 1945 : *Limouzy (Jacques)* (p. 3142).

Levée de séquestre concernant l'amnistie : *Santini (André)* (p. 3124).

Monument à la mémoire des Français d'Algérie : *Farran (Jacques)* (p. 3159).

Réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations : *Santini (André)* (p. 3124) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3138) ; *Sergent (Pierre)* (p. 3142).

Révision de carrière des agents de droit public ayant bénéficié des lois d'amnistie : *Santini (André)* (p. 3123, 3124, 3170) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 3131, 3132) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3145).

Suspension des poursuites : *Santini (André)* (p. 3128).

Victimes de l'O.A.S. : *Ducoloné (Guy)* (p. 3145, 3146) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3160).

Discussion des articles [25 juin 1987] (p. 3172, 3185).

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale.*

Article 1er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres)* (p. 3172) ; reconstitution de carrière n'étant possible que si l'Etat a reconnu ses torts ; amendement n° 21 de M. Pierre Sergent (visant à accorder aux anciens fonctionnaires civils et militaires ayant bénéficié de la disposition de la loi d'amnistie de 1974 d'une part une reconstitution de carrière sans leur reconnaître un rappel de traitement, d'autre part une révision des droits à pension calculée sur le dernier grade acquis avant reconstitution de carrière) (p. 3173) ; rejeté pas assis et levé ; amendement n° 33 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bordu (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3174) ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bordu (financement des dépenses du présent article) ; usage voulant que l'irrecevabilité soit opposée au moment du dépôt de l'amendement ; rejeté ;

– article 1er : adopté.

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non-activité par retrait d'emploi) :* officiers et sous-officiers de l'armée française ayant été l'objet de mesures ayant affecté ou brisé le déroulement normal de leur carrière (p. 3175) ; officiers affectés à Versailles ; amendement n° 1 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 40 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au moment de la libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3176) ; rejeté ; amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (financement des dépenses résultant du présent article) ; situtation des militaires ayant fait l'objet d'une mise en réforme par mesure disciplinaire (p. 3177) ; rejeté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 7 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (suppression de la réintégration des officiers rebelles dans la deuxième section du cadre des officiers généraux) (p. 3178) ; rejeté au scrutin public.

Article 3 *(réparation des préjudices de carrière subis par suite d'événements de guerre par certains fonctionnaires d'Afrique du Nord intégrés, reclassés ou réaffectés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine) :* amendement n° 42 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Vincent Porelli (financement des dépenses prévues par le présent article) ; situation des enfants français d'origine tunisienne ne bénéficiant pas de la reconstitution prévue par l'article (p. 3179) ; retiré ;

– article 3 : adopté (p. 3180).

Article 4 *(délai de forclusion des demandes de reclassement) :* amendement n° 43 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Vincent Porelli (financement des dépenses résultant du présent article) : retiré ;

– article 4 : adopté.

Article 5 *(attribution au conjoint survivant de l'indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives) :* indemnité forfaitaire allouée à certaines personnes ayant fait l'objet pour des motifs politiques liés aux événements d'Afrique du Nord de certaines mesures administratives ; amendement n° 45 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3186) : adopté ; amendement n° 44 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses résultant du présent article) : rejeté ;

– article 5, ainsi rédigé : adopté.

Article 6 *(délai de forclusion des demandes d'indemnité forfaitaire présentée en application de l'article 12 de la loi du 3 décembre 1982) :* nécessité de rouvrir le délai prévu à l'article 12 de la loi du 3 décembre 1982) ; adopté.

Titre II : *modifiant la loi n° 85-1274 du 4 décembre 1985 portant amélioration de la retraite des rapatriés.*

Article 7 *(révision de carrière des agents des services publics concédés)* (p. 3187) : situation des Français âgés résidant aujourd'hui en Algérie ; Français âgés originaires d'Algérie souhaitant réaliser la vente de leurs biens pour venir vivre leur retraite en France ; nécessité que les bénéficiaires des dispositions en question puissent être des non-fonctionnaires ;

– article 7 : adopté.

Article 8 *(reclassement des agents des services publics concédés) :* situation des agents de la S.N.C.F. ; nécessaire extension des dispositions de cet article aux Français ayant occupé un emploi en outre-mer ou en métropole ;

– article 8 : adopté.

Article 9 *(délai de forclusion des demandes présentées en application de l'article 10 de la loi du 4 décembre 1985) :* nécessité de porter de 1 à 3 ans le délai pendant lequel les intéressés peuvent présenter leur demande pour bénéficier des dispositions de la loi de 1985 ;

– article 9 : adopté (p. 3188).

Titre III : *modifiant la loi du 13 juillet 1968 portant amnistie.*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations) :* amendement n° 31 de M. Gérard Bapt (de suppression) (p. 3189) ; problèmes posés par le droit au port de certaines décorations (p. 3190) ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (personnes s'étant, en réplique au mouvement de libération de l'Algérie, rendues coupables de crime de sang ou de torture ne pouvant bénéficier des dispositions du présent article) : rejeté ;

– article 10 : adopté.

Article 11 *(levée de séquestre) :* amendement n° 36 de M. Jacques Limouzy à titre personnel (rédactionnel) (p. 3191) ; adopté ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(amnistie des infractions et des faits constitutifs de fautes disciplinaires et professionnelles) :* adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 26 de M. Pierre Sergent (mention « mort pour la France » accordée aux citoyens français exécutés après une condamnation à la peine capitale pour des infractions commises dans le but de maintenir les départements d'Algérie au sein du territoire national) (p. 3192) ; retiré.

Titre : amendement n° 32 de M. Gérard Bapt (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « d'outre-mer, de la guerre d'Indochine et de la Seconde Guerre mondiale) ; amendement n° 16 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Vin-

cent Porelli (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et de la guerre d'Indochine ») (p. 3193) ; amendement nos 32 et 16 : rejetés (p. 3194).

Explications de vote (p. 3194).

Amnistie : *Bapt (Gérard)* (p. 3195).

Défenseurs de l'Algérie française : *Sergent (Pierre)* (p. 3194).

Esprit du projet de loi : *Santini (André)* (p. 3195).

Historique législatif : *Dugoin (Xavier)* (p. 3194).

Victimes de l'O.A.S. : *Le Meur (Daniel)* (p. 3194, 3195).

Vote hostile du groupe socialiste : *Bapt (Gérard)* (p. 3195).

Vote positif du groupe Front national : *Sergent (Pierre)* (p. 3194).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Dugoin (Xavier)* (p. 3194).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3195).

4. - Projet de loi n° 858 relatif au règlement de **l'indemnisation des rapatriés** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **208** (1986-1987). - Dépôt le 29 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Jean Francou. - Rapport n° **259** (3 juin 1987). - Discussions les 12 et 17 juin 1987. - Adoption le 17 juin 1987. - Projet de loi n° **85.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie et du Plan. - Rapporteur : M. Claude Barate. - Rapport n° **882** (19 juin 1987). - Discussion les 24 et 25 juin 1987. - Adoption le 25 juin 1987. - Projet de loi n° **137.**

Sénat (2e lecture). N° **327.** - Dépôt le 26 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177). - Réunion le 30 juin 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Christian Poncelet, en remplacement de M. Jean Francou. - Rapport n° **326** (30 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption avec modifications le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **114.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Claude Barate. - Rapport n° **900** (30 juin 1987). - Discussion le 7 juillet 1987. - Adoption définitive le 7 juillet 1987. - Projet de loi n° **154.**

Loi n° 87-549 du 18 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 19 juillet 1987 (p. 8070).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) : voir **Rapatriés 3.**

Discussion des articles [25 juin 1987] (p. 3196).

Avant l'article 1er : amendement n° 56 rectifié de M. Gérard Bapt (tendant avant l'article 1er à insérer l'intitulé suivant : « Titre Ier : indemnités complémentaires ») : rejeté.

Article 1er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation) :* problème des meubles meublants ; coefficient agricole retenu (p. 3196) ; situation des pharmaciens d'officine rapatriés d'Algérie ; question des ventes à vil prix ; caractère limitatif du système de consolidation de l'endettement des rapatriés installés ; modalités de financement du projet (p. 3197) ; cas des enfants de rapatriés n'étant pas encore Français au moment du retour en métropole ; nécessaire prise en compte dans le champ de l'indemnisation des propriétaires de 50 p. 100 du capital des sociétés S.A.R.L. (p. 3198) ; problème des meubles meublants ; problème des pharmaciens ; situation des enfants d'étrangers ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie) :* question des ventes à vil prix ; situation des Français descendant de parents étrangers (p. 3199) ; enfants français de rapatriés étrangers ; coût de la loi sur les retraites ; amendement n° 45 de M. Olivier Guichard soutenu par M. René Béguet (indemnité à verser aux personnes rapatriées originaires de deux départements sahariens des Oasis et de la Saoura) (p. 3200) : retiré ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(indemnisation des personnes dépossédées au Maroc en 1973) :* amendement n° 50 de M. Gérard Bapt (de coordination) : retiré ;

- article 3 : adopté.

Article 3 *bis* *(levée de forclusion) :* adopté.

Article 4 *(plafonnement de l'indemnisation) :* rappel des engagements du Président de la République de doubler le plafond d'indemnisation ; amendement n° 4 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Vincent Porelli (indemnité résultant de l'article 1er de la présente loi retenue dans la limite de 500 000 francs par ménage ou personne dépossédée) ; amendement n° 5 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Vincent Porelli (limite de l'indemnisation étant abaissée à un million de francs) (p. 3201) : rejetés ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) :* versement des indemnités devant pouvoir dépasser les crédits inscrits chaque année dans la loi de finances ; droits de mutation sur les dernières échéances ; amendements identiques n° 10 de la commission et 60 de M. Willy Diméglio (cessibilité des certificats d'indemnisation) (p. 3202) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendements identiques n° 11 de la commission et n° 83 de M. Paul Chollet (versement des indemnités n'étant pas limité par les crédits inscrits chaque année dans la loi de finances) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 61 de M. Willy Diméglio soutenu par M. Paul Chollet (cession des certificats d'indemnisation exonérée de toute imposition) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 27 de M. Pierre Descaves (créance revenant à chaque ayant droit exonérée de droit de mutation par décès en cas de succession en ligne directe) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 59 de M. Gérard Bapt (certificat d'indemnisation exonéré du droit de mutation pour la fraction inférieure à 20 000 francs) (p. 3203) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 12 de la commission (paiement des droits réalisé par prélèvement sur la dernière échéance de la créance et éventuellement en tant que de besoin sur celle qui la précède immédiatement jusqu'à l'acquittement de la totalité des droits) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

- article 5 du projet de loi dans le texte du Sénat, à l'exclusion de tout amendement : adopté au scrutin public, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 6 *(échéancier du règlement des certificats d'indemnisation) :* amendement n° 86 du Gouvernement (accélération de l'échéancier du règlement) (p. 3204) : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Article 7 *(modalités d'application des articles 1er à 6) :* adopté.

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie)* (p. 3205) ; modicité de l'allocation en faveur des harkis ; amendement n° 89 de M. Jean Kiffer (substitution de la notion d'indemnisation à celle d'allocation) : non soutenu ; amendement n° 13 de la commission (allocation suivant les règles de droit commun, notamment en matière d'héritage en ligne directe, en cas de décès de l'attributaire) ; sous-amendement n° 93 de M. Yvon Briant (application de l'amendement n° 13 de la commission sous réserve que les ayants cause soient de nationalité française et aient fixé leur domicile en France) (p. 3206) ; amendement n° 64 de M. Yvon Briant (conjoint survivant ne pouvant bénéficier de cette allocation que s'il a lui-même la qualité de rapatrié) ; amendement n° 94 du Gouvernement (allocation versée, à défaut de conjoint survivant, à parts égales aux enfants lorsqu'ils ont la nationalité

française et qu'ils ont fixé leur domicile en France) (p. 3207) ; sous-amendement n° 93 : rejeté ; amendement n° 13 : rejeté ; amendement n° 64 : rejeté ; amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 58 de M. Gérard Bapt soutenu par M. André Billon (Gouvernement adressant au Parlement un rapport annuel et chiffré retraçant l'application des mesures prises en faveur des Français rapatriés d'origine nord-africaine et de leur famille et leur résultat) : rejeté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 84 de M. Paul Chollet (personnes visées à l'article 8 pouvant obtenir la renégociation des prêts obtenus pour le financement des opérations d'accession à la propriété lorsque le montant annuel global de remboursement effectué au titre de ces prêts est supérieur à 33 p. 100 des ressources annuelles de l'emprunteur) : retiré ; amendement n° 7 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Vincent Porelli (composition et rôle de la commission nationale chargée de faire des propositions pour améliorer la situation des Français rapatriés d'origine nord-africaine) (p. 3208) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 8 de M. Roger Combrisson (logement social ne pouvant être refusé à des Français rapatriés d'origine nord-africaine en raison de la modicité de leurs revenus et notamment de l'absence de salaire) : rejeté.

Avant l'article 9 : amendement n° 65 rectifié de M. Gérard Bapt (tendant avant l'article 9 à insérer l'intitulé suivant : « Titre II : dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés ») : devenu sans objet.

Article 9 *(consolidation des emprunts et des dettes) :* nécessité d'inclure dans le champ d'application de l'article les dettes fiscales ; situation des rapatriés amnistiés n'étant pas réinstallés en France dans une profession de non-salarié avant le 6 novembre 1969 (p. 3209) ; accès aux prêts de consolidation n'étant pas réservé aux seuls réinstallés ayant contracté des prêts conventionnés ; amendement n° 68 de M. Gérard Bapt (composition de la commission départementale) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (représentants de la Banque de France siégeant à la commission départementale) ; amendement n° 15 de la commission (commission pouvant entendre en tant que besoin les représentants des établissements bancaires susceptibles d'être concernés par les dossiers soumis à son examen) (p. 3210) ; amendement n° 14 : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 91 de M. Gérard Bapt (commission pouvant entendre les représentants d'associations de rapatriés susceptibles d'apporter des éléments d'information sur les dossiers soumis à son examen) : rejeté ; amendement n° 69 de M. Gérard Bapt (décision de l'Etat concernant la garantie devant être motivée et intervenir dans un délai de deux mois après modification de l'avis de la commission) : rejeté ; amendement n° 87 du Gouvernement (demande de prêt de consolidation pouvant être déposée jusqu'à la fin du sixième mois suivant la promulgation de la présente loi) (p. 3211) ; sous-amendement n° 95 de M. Pierre Descaves à l'amendement n° 87 du Gouvernement (demande de prêt de consolidation pouvant être déposée jusqu'à la fin du douzième mois suivant la promulgation de la présente loi) : adopté ; amendement n° 87, ainsi modifié : adopté ;

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(suspension des poursuites) :* situation des pupilles de la nation ; amendement n° 71 de M. Gérard Bapt (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Gérard Bapt (modification de la procédure visant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre un rapatrié réinstallé) : devenu sans objet ; amendement n° 92 de M. Gérard Bapt (nécessité que la décision de suspendre les poursuites soit prise par le magistrat du tribunal de grande instance qui est membre de la commission) (p. 3212) ; rejeté ;

- article 10 : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 88 du Gouvernement (extension de la remise aux prêts contractés jusqu'au 31 décembre 1985) : adopté ; amendement n° 9 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Daniel Le Meur (financement des dépenses entraînées par l'application de la présente loi) : rejeté.

Titre : amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à une indemnisation complémentaire des réfugiés d'Algérie et des rapatriés d'outre-mer ») ; amendement n° 82 de M. Paul Chollet (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à la réparation des dommages subis par les rapatriés ») (p. 3213) ; amendements n°s 40 et 82 : retirés (p. 3214).

Explications de vote (p. 3214).

Amnistie : *Durieux (Bruno)* (p. 3215).

Harkis (situation des -) : *Dugoin (Xavier)* (p. 3214).

Indemnisation des rapatriés : *Durieux (Bruno)* (p. 3215) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3216) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3216) ; *Santini (André)* (p. 3217).

Réinstallation des rapatriés : *Bapt (Gérard)* (p. 3216).

Abstention du groupe socialiste : *Bapt (Gérard)* (p. 3216) ; *Santini (André)* (p. 3217).

Vote hostile du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 3216).

Vote positif du groupe Front national : *Descaves (Pierre)* (p. 3214).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Dugoin (Xavier)* (p. 3214, 3215).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Durieux (Bruno)* (p. 3215, 3216).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3216).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [7 juillet 1987] (p. 3720).

Agents de l'Onasec (situation des -) : *Bapt (Gérard)* (p. 3723).

Allocation en faveur des anciens harkis : *Barate (Claude)* (p. 3720) ; *Santini (André)* (p. 3721).

Certificats d'indemnisation (échéancier des -) : *Barate (Claude)* (p. 3720) ; *Santini (André)* (p. 3720, 3721) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3721, 3722) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3722) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3723).

Consolidation des emprunts et dettes : *Barate (Claude)* (p. 3720) ; *Santini (André)* (p. 3721).

Evénements d'Afrique du Nord : *Deschamps (Bernard)* (p. 3721, 3722) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3723).

Remise des prêts de réinstallation : *Santini (André)* (p. 3721) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3722).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3724).

Explications de vote (p. 3724).

Agents de l'Onasec (situation des -) : *Santini (André)* (p. 3727).

Allocation en faveur des anciens harkis : *Santini (André)* (p. 3727).

Certificats d'indemnisation (échéancier des -) : *Diméglio (Willy)* (p. 3724, 3725) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3725) ; *Santini (André)* (p. 3726, 3727).

Evénements d'Afrique du Nord : *Ducoloné (Guy)* (p. 3725) ; *Sergent (Pierre)* (p. 3725, 3726).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Diméglio (Willy)* (p. 3725).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3726).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3727).

Rappel au règlement de M. Bernard Deschamps (p. 3727).

5. - Proposition de loi n° 871 tendant à **l'amélioration de l'indemnisation des rapatriés d'Algérie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Jean Roussel et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, économie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés.
Lois de finances rectificatives **3.**

Harkis

Voir *Harkis.*

RAPPELS AU RÈGLEMENT

520. - M. Pierre Joxe : protestations, à la suite de la comparaison, par M. Gabriel Kaspereit, de M. Georges Lemoine à Charles Maurras [10 avril 1987] (p. 238).

521. - M. Roger Holeindre : protestation, à la suite des propos tenus par M. Georges Lemoine déclarant « qu'il était dangereux pour les Calédoniens que les gendarmes soient remplacés par les parachutistes » [10 avril 1987] (p. 238).

522. - M. Pierre Joxe : protestation à l'encontre du président de séance refusant de donner la parole à M. Jean-Paul Virapoullé [14 avril 1987] (p. 312).

523. - M. Pierre Joxe : protestation quant à la façon dont M. Mestre présidait l'Assemblée pendant que M. Stirn s'exprimait à la tribune [14 avril 1987] (p. 304).

524. - M. Jean Giard : articles 117 du règlement et suivants relatifs à la discussion des lois de finances et article 99 relatif au délai pour la recevabilité des amendements ; réduction de l'impôt sur les sociétés [15 avril 1987] (p. 373).

525. - M. Pierre Descaves : délai pour la recevabilité des amendements ; notification tardive de l'irrecevabilité [16 avril 1987] (p. 405).

526. - M. Pascal Arrighi : protestations à la suite des propos tenus par M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, relatifs à la candidature de M. Le Pen à l'élection présidentielle [28 avril 1987] (p. 670).

527. - M. Bruno Gollnisch : interprétation particulièrement restrictive de l'article 38 du Gouvernement ; demande de précisions sur la date de discussion du projet de loi de ratification de l'ordonnance du 1er décembre 1986 [28 avril 1987] (p. 685).

528. - M. Bruno Gollnisch : (article 58-3 du règlement de l'Assemblée) propos tenus par le Premier ministre et par M. André Labarrère sur le Front national ; succès du Front national ne dépendant pas uniquement d'un mode de scrutin ; rappelle les principaux votes à l'Assemblée du Front national [29 avril 1987] (p. 742, 743) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : impossibilité d'utiliser le rappel au règlement pour faire une déclaration d'ordre politique (p. 743).

529. - M. Hector Rolland : mauvaise sonorisation d'une partie de l'hémicycle [29 avril 1987] (p. 743) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : nouveau système de sonorisation donnant lieu à ajustement et mise au point (p. 743).

530. - Mme Muguette Jacquaint : proteste contre la mise en cause de M. Jack Ralite, ancien ministre de la santé [29 avril 1987] (p. 757).

531. - M. Michel Sapin : abandon des projets gouvernementaux de création de prisons privées et d'incarcération des toxicomanes ; report de l'inscription à l'ordre du jour du projet de réforme du code de la nationalité [5 mai 1987] (p. 835) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : construction de vingt mille places de prison supplémentaires (p. 835).

532. - M. Jacques Limouzy : temps de parole prévu par M. Gilbert Bonnemaison pour défendre la question préalable opposée au projet de loi sur le service public pénitentiaire [5 mai 1987] (p. 839).

533. - M. André Fanton : non respect de l'obligation de réserve par des magistrats [7 mai 1987] (p. 947).

534. - Mme Paulette Nevoux : amendements examinés en commission concernant l'audition de l'enfant par le juge dans la procédure de divorce [7 mai 1987] (p. 966) ; M. Pierre Mazeaud, rapport : ses observations (p. 967).

535. - M. Philippe Bassinet : protestations à la suite des propos racistes tenus par M. Pierre Descaves et de la mise en cause du Président de la République l'incitant à demander une suspension de séance [12 mai 1987] (p. 1035).

536. - M. Hector Rolland : poème relatif au comportement intempestif de l'Assemblée nationale à l'occasion des questions d'actualité [13 mai 1987] (p. 1079) ; M. Alain Richard, vice-président (p. 1079).

537. - M. Gérard Collomb : demande de poursuite des travaux en commission afin d'examiner les amendements relatifs à la réduction du temps de travail en raison des propos de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi déclarant la veille, qu'à terme, l'un des objets de l'aménagement du temps de travail était bien la réduction du temps de travail ; M. Alain Richard en qualité de vice-président ; M. Jacques Barrot, président de la commission : ses observations [13 mai 1987] (p. 1087, 1088).

538. - M. Georges Hage : réponse incomplète de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi à l'ensemble des orateurs intervenus ; demande de suspension de séance afin d'étudier une à une les réponses du ministre [13 mai 1987] (p. 1088).

539. - M. Gérard Collomb : demande d'examen en commission des amendements déposés en séance publique par l'opposition ou assurance du ministre qu'ils seront examinés en séance publique ; M. Etienne Pinte, rapporteur [13 mai 1987] (p. 1088).

540. - Mme Jacqueline Hoffmann : ses observations relatives à l'organisation de travaux parlementaires pendant lesquels aucun amendement n'a été retenu [13 mai 1987] (p. 1089).

541. - M. Gérard Collomb : demande au ministre qu'il s'engage à accepter un examen de l'ensemble des amendements déposés ; M. Alain Richard, vice-président [13 mai 1987] (p. 1089).

542. - M. Gérard Collomb : rappelant sa volonté d'aborder les débats d'une manière constructive [13 mai 1987] (p. 1096).

543. - M. Jean-Pierre Sueur : indiquant le nombre de salariés qui effectuaient 44 heures de travail par semaine ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : ses observations [13 mai 1987] (p. 1096, 1097).

544. - M. Gérard Collomb : volonté du groupe socialiste de ne pas faire d'obstruction [13 mai 1987] (p. 1098).

545. - M. Gérard Collomb : demande au président de lever la séance [13 mai 1987] (p. 1114).

546. - M. Gérard Collomb : demande au président de lever la séance [13 mai 1987] (p. 1115).

547. - M. Pierre Sergent : regrette le « scandaleux amalgame » concernant Klaus Barbie, les nazis, les trains de déportés, les thèses et les hommes du Front national ; souhaite que l'Assemblée enregistre ses attitudes à l'égard de l'étoile jaune, des juifs et à propos des déportés [14 mai 1987] (p. 1127).

548. - M. Gérard Collomb : renouveau du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme en France [14 mai 1987] (p. 1127) ; M. Claude Labbé, vice-président : menace M. Gérard Collomb de lui retirer la parole (p. 1127) ; dévoiement de la procédure des questions au Gouvernement (p. 1128).

549. - M. Jean Le Garrec : affirme que M. Gérard Collomb a répondu à ce qui peut être considéré comme une véritable agression [14 mai 1987] (p. 1128) ; nécessité de reprendre le débat sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail (p. 1129) ; M. Claude Labbé, vice-président : annonce qu'il expliquera à la prochaine conférence des présidents pourquoi il lui semble que les questions d'actualité prennent une dérive anormale (p. 1129).

550. - M. Gérard Collomb : dévoiement de la procédure de l'article 44-3 de la Constitution ; groupes de la majorité devant réunir un minimum de députés pour examiner les textes [14 mai 1987] (p. 1144, 1145) ; M. Claude Labbé, vice-président : Gouvernement n'ayant pas à justifier l'usage qu'il fait des articles de la Constitution qui sont à sa disposition ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : obstruction des groupes de l'opposition ; souhait des groupes de l'opposition de contraindre le Gouvernement à user

de l'article 49-3 de la Constitution ; indifférence du pays (p. 1144) ; nature des amendements déposés par l'opposition (p. 1145).

551. - M. Guy Ducoloné : utilisation de l'article 44-3 de la Constitution ; absentéisme des parlementaires de la majorité [14 mai 1987] (p. 1145) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : regrette d'avoir été mis en cause personnellement par M. Guy Ducoloné (p. 1145) ; volonté du Gouvernement d'aborder la discussion des problèmes relatifs à l'aménagement du temps de travail (p. 1146).

552. - M. Jean Le Garrec : impossibilité de concevoir une diminution du temps de travail n'ayant pas d'influence sur la masse salariale ; volonté du groupe socialiste d'approfondir le débat [14 mai 1987] (p. 1146) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : réduction du temps de travail ne pouvant avoir d'effets positifs que dans la mesure où elle est appliquée au niveau des entreprises (p. 1146).

553. - M. André Billardon : raison de l'utilisation de l'article 44-3 de la Constitution ; absentéisme des députés de la majorité ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : rappelle que l'article 44-3 de la Constitution n'empêche personne de s'exprimer [14 mai 1987] (p. 1147).

554. - M. Pierre Joxe : utilisation de l'article 44-3 de la Constitution portant atteinte à la clarté du débat parlementaire ; propose que seul un unique député socialiste prenne part au vote des différents amendements ; souhaite connaître la position des députés R.P.R. et U.D.F. sur les problèmes soulevés par les amendements du groupe socialiste [14 mai 1987] (p. 1147).

555. - M. Pierre Joxe : impossibilité de réserver un vote dans le cadre de la procédure de l'article 44-3 de la Constitution [14 mai 1987] (p. 1148) ; M. Claude Labbé, vice-président : rappelle qu'il est tenu de mettre chaque amendement en discussion, de demander l'avis de la commission et celui du Gouvernement et de préciser ensuite que, conformément à la procédure choisie par le Gouvernement, le vote sur l'amendement est réservé (p. 1148).

556. - M. André Billardon : impossibilité de réserve du vote sur les amendements dans le cadre de la procédure de l'article 44-3 de la Constitution [14 mai 1987] (p. 1148) ; rappelle qu'il doit présider la séance du soir et qu'il ne pourra appliquer des demandes qu'il ne comprend pas (p. 1149) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : rappelle les règles de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1148) ; M. Claude Labbé, vice-président : tentative d'obstruction des groupes de l'opposition (p. 1149).

557. - M. Pascal Arrighi : Gouvernement invoquant à bon droit l'article 44-3 de la Constitution ; absence dans l'hémicycle des membres de la majorité U.D.F.-R.P.R. [14 mai 1987] (p. 1149) ; M. Léonce Deprez : souhaite que la discussion du texte ne soit pas davantage retardée (p. 1149).

558. - M. Pierre Joxe : rappelle que la réserve n'est pas prévue par l'article 44-3 de la Constitution ; demande la définition juridique de la procédure suivie lors du débat [14 mai 1987] (p. 1149) ; monstruosité juridique de la procédure retenue ; demande au Gouvernement de réfléchir pendant le dîner (p. 1150) ; M. Claude Labbé, vice-président : usage de l'article 44-3 de la Constitution impliquant une application implicite du régime de l'article 95-5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1150).

559. - M. Guy Ducoloné : utilisation de la procédure de l'article 44-3 ; rappelle que le sort de l'amendement n° 252 est lié au vote sur l'article 1er [14 mai 1987] (p. 1150) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : se déclare prêt à demander, en application de l'article 96 du règlement, la réserve des votes sur les amendements à l'article 1er (p. 1150).

560. - M. Gérard Collomb : rappel du rôle des parlementaires qui doivent être des législateurs attentifs [15 mai 1987] (p. 1221).

561. - M. Georges Hage : déclarant qu'il serait navré que le débat parlementaire n'arrive pas jusqu'à son terme [15 mai 1987] (p. 1225).

562. - M. Georges Hage : demande une suspension de séance avant l'examen des mécanismes de modulation des horaires de travail lors de la discussion des articles du projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail [18 mai 1987] (p. 1289).

563. - M. Gérard Collomb : examen des dispositions du projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail sur la modulation, le travail de nuit des femmes et le travail du dimanche [18 mai 1987] (p. 1289) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : obstruction du groupe socialiste ; impossibilité probable d'un débat sur ces dispositions (p. 1289, 1290).

564. - M. Gérard Collomb : rythme d'examen du texte sur l'aménagement du temps de travail ; possibilité d'achever le débat dans des conditions normales [18 mai 1987] (p. 1290).

565. - M. Jean Le Garrec : absence d'obstruction du groupe socialiste lors de la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; modification de l'ordre du jour empêchant d'avancer les débats sur la modulation, le travail de nuit des femmes et le travail du dimanche [18 mai 1987] (p. 1290).

566. - M. Jean-Michel Belorgey : enquête sur l'implantation et l'activité de la ligue des droits de l'homme ; s'étonne que les directives données par le ministre de l'intérieur aient visé également le service d'action civique ; consultation préalable de la Commission nationale de l'informatique et des libertés [20 mai 1987] (p. 1374).

567. - M. Michel Coffineau : article 90 du règlement : recours du Gouvernement à la réserve des votes pour éviter la vérification du quorum [22 mai 1987] (p. 1523).

568. - M. Georges Hage : article 100 du règlement : assaut de procédure et enlisement du débat [22 mai 1987] (p. 1523).

569. - M. Bernard Derosier (article 48 du règlement) : report de l'examen des dispositions du projet de loi concernant les polices municipales ; interruption des travaux à minuit [27 mai 1987] (p. 1717) ; M. Charles Millon, vice-président : possibilité pour l'Assemblée et le Gouvernement de décider une prolongation de séance au-delà de minuit (p. 1717).

570. - M. Jean-Jacques Barthe (article 58 du règlement) : manifestation de fonctionnaires territoriaux contre le projet ; refus du rapporteur de recevoir les signatures recueillies par la C.G.T. [27 mai 1987] (p. 1717) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 1717).

571. - M. Bernard Derosier (article 48 du règlement) : report de l'examen des dispositions sur les polices municipales [27 mai 1987] (p. 1765) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : possibilité de continuer le débat (p. 1765).

572. - M. Bernard Derosier (article 48 du règlement) : report de l'examen de l'article relatif aux polices municipales [27 mai 1987] (p. 1765) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : organisation du débat sur ce texte par la conférence des présidents ; Gouvernement ne souhaitant pas utiliser les facultés offertes par la déclaration d'urgence sur ce projet ; possibilité de continuer le débat (p. 1766).

573. - M. Michel Sapin (article 48 du règlement) : report de l'examen des dispositions sur la police municipale ; caractère contradictoire de certaines dispositions précédemment votées [27 mai 1987] (p. 1766) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : policiers municipaux.

574. - M. Philippe Bassinet (article 95 du règlement) : réserves exprimées par M. Ladislas Poniatowski sur le contenu de l'article 19 du projet de loi sur la fonction publique territoriale ; demande l'application de l'article 95 du règlement (renvoi en commission) sur cet article [27 mai 1987] (p. 1771) ; M. Dominique Perben, rapporteur : conditions d'examen en commission (p. 1771).

575. - M. Bernard Derosier : article 48 du règlement ; discussion des dispositions sur les polices municipales incluses dans le projet concernant la fonction publique territoriale [2 juin 1987] (p. 1783).

576. - M. Christian Pierret : réunion de la commission pour la discussion des amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire sur l'épargne [2 juin 1987] (p. 1795) ; M. Michel d'Ornano : ses observations ; M. Robert-André Vivien, rapporteur : ses observations (p. 1795).

577. - M. Pierre Descaves : vote de l'amendement n° 12 de la commission par le Front national, le parti socialiste et une partie de la majorité (article 2 du projet de loi n° 571 modifiant les procédures fiscales et douanières) [3 juin 1987] (p. 1849).

578. - M. Robert-André Vivien : vote de l'amendement n° 12 de la commission (article 2 du projet de loi n° 571 modifiant les procédures fiscales et douanières) ; conjonction Front national - parti socialiste ; rapport de M. Jean-Claude Martinez sur le budget de l'éducation nationale pour 1987 [3 juin 1987] (p. 1849).

579. - M. Pascal Arrighi : vote de l'amendement n° 12 de la commission (article 2 du projet de loi n° 571 modifiant les procédures fiscales et douanières) ; absence de conjonction parti socialiste - Front national [3 juin 1987] (p. 1849).

580. - Alain Vivien : envoi par M. Pierre Ceyrac de documents de « Causa » sous pli portant le timbre de l'Assemblée nationale [3 juin 1987] (p. 1876).

581. - M. Christian Pierret : article 54 du règlement ; absence de réunion de la commission pour examiner les amendements au projet de loi n° 571 modifiant les procédures fiscales et douanières déposées par le Gouvernement en séance [3 juin 1987] (p. 1895).

582. - M. Christian Pierret : non-examen d'amendements au projet de loi n° 571 modifiant les procédures fiscales et douanières déposés par le Gouvernement en commission ; rescrit [3 juin 1987] (p. 1914).

583. - M. Guy Ducoloné : absence des députés de la majorité ; utilisation des scrutins publics [4 juin 1987] (p. 1985).

584. - M. Claude Bartolone : interruption de l'orateur par le ministre [4 juin 1987] (p. 1990).

585. - M. Jean Le Garrec : absence de volonté d'obstruction de la part des membres du groupe socialiste ; contestation anormale, par le ministre, du droit du groupe socialiste à utiliser des moyens de procédure pour défendre ses positions [4 juin 1987] (p. 1993).

586. - M. Jean-Pierre Sueur : conditions dans lesquelles peut être présentée une exception d'irrecevabilité ; statistiques sur l'emploi [4 juin 1987] (p. 1993, 1994).

587. - Mme Muguette Jacquaint : regrette que l'urgence sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ait été déclarée par le Gouvernement ; validation du décret Dufoix de décembre 1985 ; conditions dans lesquelles le Gouvernement impose son projet par des détournements de procédure [5 juin 1987] (p. 2048).

588. - M. Jean-Pierre Schenardi : surprise du groupe Front national devant le refus du Gouvernement d'accepter l'amendement n° 88 de M. Bernard-Claude Savy [5 juin 1987] (p. 2059).

589. - M. Jean-Pierre Sueur : ses observations sur le mot « autres » employé sans déterminant devant un nom pluriel coordonné (p. 2112).

590. - M. Jean-Hugues Colonna : nombre élevé d'amendements déposés par le Gouvernement n'ayant pu être examinés par la commisson [9 juin 1987] (p. 2114) ; M. Etienne Pinte : estime que la commission n'a pas à se réunir pour examiner les amendements supplémentaires déposés par le Gouvernement (p. 2114).

591. - M. Georges Hage : manière par laquelle le Gouvernement entend faire adopter la réforme des études médicales [10 juin 1987] (p. 2189).

592. - M. Claude Bartolone : demande une suspension de séance [10 juin 1987] (p. 2198).

593. - M. Maurice Adevah-Pœuf : réponse du Gouvernement aux questions des orateurs [11 juin 1987] (p. 2260).

594. - M. Jean-Jack Queyranne : dépôt tardif de l'amendement de M. Alain Lamassoure et du sous-amendement de M. Michel Pelchat visant à remettre en cause le droit de grève dans la fonction publique ; détournement du droit d'amendement [11 juin 1987] (p. 2288).

595. - M. Michel Sapin : remise en cause du droit de grève dans la fonction publique ; objet des sous-amendements [11 juin 1987] (p. 2288).

596. - M. Jean Bonhomme : dévoiement de la procédure des rappels au règlement ; droit élémentaire des parlementaires de déposer des amendements [11 juin 1987] (p. 2289).

597. - M. François Asensi : remise en cause du droit de grève dans la fonction publique ; méthode retenue par le Gouvernement [11 juin 1987] (p. 2289).

598. - M. Guy Ducoloné : méthode du Gouvernement pour remettre en cause le droit de grève dans la fonction publique [11 juin 1987] (p. 2289).

599. - M. Jean-Pierre Sueur : remise en cause du droit de grève dans la fonction publique ; demande une réunion de la commission [11 juin 1987] (p. 2295).

600. - M. Guy Ducoloné : dévoiement de la technique du D.M.O.S. ; remise en cause du droit de grève dans la fonction publique [12 juin 1987] (p. 2322).

601. - M. Jean-Jack Queyranne : explique les raisons ayant motivé la demande de quorum formulée la veille par le groupe socialiste ; Gouvernement s'étant abrité derrière une initiative parlementaire [12 juin 1987] (p. 2323).

602. - M. Jacques Toubon : réglementation actuelle du droit de grève dans la fonction publique [12 juin 1987] (p. 2323) ; nécessité que les agents publics supportent la responsabilité pécuniaire de leurs actes (p. 2324).

603. - M. Georges Hage : solidarité du Gouvernement et de la majorité pour remettre en cause le droit de grève ; nature des sous-amendements [12 juin 1987] (p. 2324).

604. - M. Philippe Bassinet : s'étonne que le sous-amendement de M. Lamassoure n'ait pas été examiné en commission et que son contenu soit plus important que l'amendement auquel il se rapporte [12 juin 1987] (p. 2324) ; remise en cause de l'exercice d'un droit constitutionnel (p. 2325) ; M. Jacques Barrot : inopportunité de réunir la commission des affaires culturelles ; M. Jean Auroux : demande la réunion de la commission pour examiner le sous-amendement de M. Alain Lamassoure (p. 2325) ; souhaite que la discussion de ce sous-amendement soit abordée (p. 2326).

605. - M. François Asensi : remise en cause du droit de grève [12 juin 1987] (p. 2326).

606. - Michel Sapin : s'étonne que le sous-amendement de M. Alain Lamassoure ait une portée beaucoup plus grande que l'amendement auquel il se reporte [12 juin 1987] (p. 2326) ; position du ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2327).

607. - M. Claude Bartolone : demande la réunion de la commission des affaires culturelles [12 juin 1987] (p. 2327).

608. - M. Guy Ducoloné : rappel au règlement et demandes touchant au déroulement de la séance ayant toujours priorité sur la question principale [12 juin 1987] (p. 2327) ; demande au président de séance de renvoyer le texte à la commission des affaires culturelles.

609. - M. Michel Sapin : demande au président de séance que la discussion s'organise en dehors du cadre trop étroit de la discussion des amendements et sous-amendements [12 juin 1987] (p. 2332).

610 - M. Roger-Gérard Schwartzenberg : regrette que la portée de l'amendement de M. Jacques Barrot sur l'interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées ait été réduite par les sous-amendements du Gouvernement [12 juin 1987] (p. 2340).

611. - M. Pierre Joxe : absence d'affichage et de notification aux présidents de groupe de l'ordre du jour établi par la conférence des Présidents ; refus du Gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour complémentaire une proposition de loi tendant

à diminuer le montant des indemnités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale [16 juin 1987] (p. 2457) ; M. Alain Richard, vice-président : usage voulant que l'affichage soit reporté lorsque l'ordre du jour comporte une partie complémentaire en attendant que l'Assemblée se soit prononcée (p. 2457).

612. - M. Bruno Gollnisch : caractère personnel du vote des députés et délégations de vote ; votes sur les projets de loi de règlement ; vérification des délégations par les secrétaires de l'Assemblée ; demande à ce qu'il soit procédé à la vérification des délégations ayant permis à M. Louis Mexandeau de voter pour un certain nombre de ses collègues [17 juin 1987] (p. 2783).

613. - M. Bruno Gollnisch : (article 34 de la Constitution) absence de lien entre l'amendement du Gouvernement portant sur le statut des caisses de crédit municipal et le texte sur la fonction publique territoriale ; M. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales : rattachement des personnels des caisses de crédit municipal à la fonction publique territoriale [17 juin 1987] (p. 2791).

614. - M. Georges Hage : protestations à la suite de l'analyse historique de M. Philippe Séguin relative à l'évolution de la sécurité sociale et rappel de la manifestation à l'initiative de la C.G.T. contre les atteintes au droit de grève [18 juin 1987] (p. 2837).

615. - M. Georges Hage : protestation à la suite du refus du président d'accorder une suspension de séance afin que le groupe communiste puisse recevoir une délégation de la manifestation C.G.T. contre les atteintes au droit de grève [18 juin 1987] (p. 2847).

616. - M. Pierre Joxe : organisation des travaux de l'Assemblée ; absentéisme des vice-présidents, du Gouvernement et de la majorité ; débat sur l'ordre du jour [22 juin 1987] (p. 3011).

617. - M. Raymond Douyère : modification permanente de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [23 juin 1987] (p. 3045).

618. - M. Pierre Joxe : demande un débat sur l'ordre du jour ; demande que la proposition de loi du groupe socialiste tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale soit inscrite à l'ordre du jour complémentaire [23 juin 1987] (p. 3081, 3082) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : politique du logement menée entre 1981 et 1983 (p. 3082).

619. - M. Pierre Joxe : regrette les crises d'autoritarisme du président de séance ; demande à M. Philippe Mestre « de ne pas mener l'Assemblée comme l'administration » ; demande au Président de « baisser d'un ton » ; président de séance se comportant comme un « petit caporal » [23 juin 1987] (p. 3084) ; M. Philippe Mestre, vice-président : conseille à M. Pierre Joxe « de ne pas lui donner de conseils » (p. 3084).

620. - M. Philippe Marchand : demande la présence du ministre de la culture [23 juin 1987] (p. 3096) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : volonté manifeste d'obstruction du groupe socialiste (p. 3096).

621. - M. Raymond Douyère : demande la présence du ministre de la culture [23 juin 1987] (p. 3096) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : demande que le débat soit suspendu (p. 3097).

622. - M. Pierre Joxe : demande une suspension de séance pour l'examen des dispositions du projet de loi portant D.M.O.S. [30 juin 1987] (p. 3373) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales : durée de la suspension de séance (p. 3373) ; M. Alain Richard, vice-président : durée de la suspension de séance (p. 3373).

623. - M. Guy Ducoloné (article 113 du règlement : demande un report de la discussion du texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant D.M.O.S. compte tenu des modifications qui ont été apportées ; demande une suspension de séance [30 juin 1987] (p. 3376) ; M. Alain Richard, vice-président (p. 3376).

624. - M. Guy Ducoloné : heures auxquelles sont levées les séances ; « mimiques » du président laissant penser que la séance du matin va se prolonger [30 juin 1987] (p. 3382) ; M. Claude Labbé, vice-président : utilisation du terme « mimiques » par M. Guy Ducoloné ; caractère exceptionnel des heures auxquelles sont levées les séances en fin de session ordinaire ; nombre de suspensions de séance du matin ; consulte l'Assemblée pour savoir si les travaux seront poursuivis : l'Assemblée, consultée, décide de poursuivre le débat (p. 3382).

625. - M. Guy Ducoloné : rythme des débats ; séance du lundi 22 juin ayant été levée à 17 heures et reprise à 22 heures [30 juin 1987] (p. 3382) ; M. Claude Labbé, vice-président (p. 3382).

626. - M. Jean-Pierre Sueur : demande une suspension de séance [30 juin 1987] (p. 3382) ; attitude de la présidence sur l'heure tardive de levée de séance ; procédure mise en œuvre pour faire adopter les dispositions sur le droit de grève dans le secteur public (p. 3383) ; M. Claude Labbé, vice-président : demande de suspension de séance ayant pour but de réunir les groupes et non de faire de l'obstruction ; refuse la demande de suspension de séance demandée (p. 3383).

627. - M. Jean-Pierre Sueur : refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder une demande de suspension de séance au groupe socialiste pour l'examen des dispositions du D.M.O.S. relatives au droit de grève dans la fonction publique ; demande une nouvelle suspension de séance [30 juin 1987] (p. 3386) ; M. Claude Labbé, vice-président : réitère son refus d'accorder la suspension de séance par le groupe socialiste ; met aux voix la demande de suspension de séance présentés par M. Jean-Pierre Sueur ; demande de suspension de séance : rejetée (p. 3386).

628. - M. Michel Sapin : conditions de discussion des dispositions sur le droit de grève dans la fonction publique ; demande à ce que la discussion générale du texte de la commission mixte paritaire sur le projet portant D.M.O.S. soit reportée à 16 heures au début de la séance de l'après-midi [30 juin 1987] (p. 3387) ; M. Claude Labbé, vice-président : précise son intention de ne pas prolonger la séance présente au-delà de 14 heures ; report de la discussion à 16 heures (p. 3387) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : souci exprimé par le groupe socialiste d'avoir une discussion normale des conclusions de la C.M.P. sur la sécurité sociale (p. 3387) ; reprise du débat à 16 heures (p. 3388).

629. - M. Michel Margnes : refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder les deux suspensions de séance demandées par le groupe socialiste [30 juin 1987] (p. 3388) ; M. Claude Labbé, vice-président : précise qu'il prend l'entière responsabilité de ces décisions dans le contexte et à l'heure où il les a prises (p. 3388).

630. - M. Philippe Bassinet : refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder des suspensions de séance ; demande à ce que la conférence des présidents soit saisie ; demande une suspension de séance [30 juin 1987] (p. 3395) ; M. Claude Labbé, vice-président : but des suspensions de séance ; groupe socialiste venant de se réunir ; refuse la suspension de séance demandée par M. Philippe Bassinet (p. 3395).

631. - M. Jean-Pierre Sueur : situation nouvelle créée par le dépôt de l'amendement n° 1 du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire sur le D.M.O.S. et relatif au financement de la formation professionnelle continue et de la formation en alternance des jeunes [30 juin 1987] (p. 3400) ; demande une suspension de séance (p. 3401) ; M. Claude Labbé, vice-président : fait observer à M. Jean-Pierre Sueur qu'il s'est adressé au Gouvernement et non à la présidence comme ce doit être le cas dans un rappel au réglement (p. 3401) ; M. Jacques Toubon : « Feuille jaune » distribuée à l'ouverture de la séance du matin mentionnant l'amendement n° 1 du Gouvernement à l'article 37 *bis* ; demande de suspension de séance de M. Jean-Pierre Sueur n'ayant pour objectif que de faire obstruction à la discussion sur ce projet (p. 3401).

632. - M. Pierre Joxe : suspension de séance demandée par M. Jean-Pierre Sueur ; met en cause le comportement de M. Jacques Toubon ayant déjà voulu interdire à M. Barrot de recevoir une délégation étudiante en décembre 1986 [30 juin 1987] (p. 3401) ; M. Claude Labbé, vice-président : arguments de M. Jacques Toubon étant ceux qu'il a lui-même fait valoir à propos de certaines demandes de suspension de

séance qui sont des abus de droit ; considère que l'ordre du jour était connu et que les groupes avaient le temps de se réunir ; refuse la demande de suspension de séance demandée par M. Jean-Pierre Sueur (p. 3401).

633. - M. Pierre Joxe : comportement de M. Jacques Toubon entre 1981 et 1986 [30 juin 1987] (p. 3401) ; amendements du groupe socialiste ; demandes de suspension de séance du groupe socialiste ; violation du règlement par M. Claude Labbé, vice-président, refusant d'accorder des suspensions de séance (p. 3402) ; M. Claude Labbé, vice-président : rôle du président de séance (p. 3402).

634. - M. Pierre Joxe : division de la majorité sur l'amendement proposé par le Gouvernement quant au financement de la formation en alternance et de la formation professionnelle continue [30 juin 1987] (p. 3409) ; demande une vérification du quorum (p. 3410) ; M. Claude Labbé, vice-président : vérification du quorum (p. 3410).

635. - M. Louis Mexandeau : absence du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle lors de la discussion du projet de loi sur l'apprentissage [1er juillet 1987] (p. 3472) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : ses observations (p. 3472).

636. - M. Pierre Joxe : article 48 du règlement (ordre du jour) ; ministère des affaires étrangères ayant favorisé l'évasion d'un semi-diplomate iranien M. Gordji ; demande des explications au ministre [3 juillet 1987] (p. 3661).

637. - M. François Loncle : développement récent des relations franco-iraniennes [7 juillet 1987] (p. 3713, 3714) ; M. Philippe Mestre, vice-président : précise à M. Loncle qu'il ne respecte pas la procédure des rappels au règlement (p. 3713, 3714).

638. - M. Bernard Deschamps : problème de l'amnistie des officiers généraux [7 juillet 1987] (p. 3727) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : lui retire la parole (p. 3727).

639. - M. Philippe Bassinet : demande de suspension de séance afin d'examiner les sous-amendements déposés par le Gouvernement [7 juillet 1987] (p. 3746).

640. - M. Guy Malandain : ses remarques sur l'établissement de l'ordre du jour [7 juillet 1987] (p. 3746).

641. - M. Pierre Micaux : rappel de la convocation fréquente du Parlement en session extraordinaire entre 1981 et 1986 [7 juillet 1987] (p. 3747).

642. - M. Philippe Bassinet : volonté d'approfondissement du débat par le groupe socialiste [7 juillet 1987] (p. 3747).

643. - M. Guy Ducoloné : inconvenance de l'admission par le Président de la République des lettres de créances présentées par l'ambassadeur d'Afrique du Sud le jour même de l'hommage à la mémoire des victimes du nazisme ; agression par ce pays contre l'Angola [2 octobre 1987] (p. 3920).

644. - M. Jean-Marie Le Pen : insuffisance du nombre des députés en séance ; sensibilité de l'opinion publique au problème de la drogue [8 octobre 1987] (p. 4071) ; M. Jean-Louis Debré : absence des députés du Front national à une réunion en commission lors de l'examen du projet de loi sur la lutte contre le trafic des stupéfiants ; dépôt tardif d'amendements par le Front national (p. 4071).

645. - Mme Catherine Trautmann : report de la discussion du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants à cause de l'insuffisance numérique de la majorité en séance ; mise en difficulté du Gouvernement par le Front national ; hypothèse de clivages à l'intérieur de la majorité [9 octobre 1987] (p. 4099).

646. - M. Pascal Arrighi : assiduité des membres du groupe Front national en commission des finances et en séance publique ; absentéisme des députés de la majorité [9 octobre 1987] (p. 4099).

647. - M. Gilbert Gantier : présence des députés de la majorité en commission des finances [9 octobre 1987] (p. 4099, 4100) ; M. Jean-Louis Debré : faible présence des députés socialistes dans la séance du soir précédent ; absence des députés du Front national à une réunion lors de l'examen par la commission des lois du projet de loi sur la répression du trafic des stupéfiants (p. 4100).

648. - M. Pascal Arrighi : absence du Front national à une réunion de la commission des lois sur l'examen du projet de loi sur la répression du trafic des stupéfiants à cause de la date de cette réunion ; organisation des journées parlementaires du Front national ; problèmes de la présence en commission et de la présence et de l'assiduité en séance publique [9 octobre 1987] (p. 4100).

649. - M. Bruno Mégret : désintérêt du R.P.R. pour la lutte contre les stupéfiants et la toxicomanie ; comportement provocateur de M. Jacques Toubon ; demande une suspension de séance [9 octobre 1987] (p. 4102).

650. - Mme Catherine Trautmann : objet des amendements du groupe Front national sur le projet de loi sur la répression du trafic des stupéfiants ; mise en difficulté du garde des sceaux étant donné que certains de ces amendements reprennent des avant-projets abandonnés par le Gouvernement ; comportement du groupe socialiste n'ayant pas pris part au vote sur l'amendement n° 39 de M. François Bachelot pour ne pas servir d'appoint à une majorité insuffisante dans l'hémicycle [9 octobre 1987] (p. 4102).

651. - M. Jean-Marie Le Pen : met en cause M. Philippe Mestre, président de séance ; déroulement d'un scrutin public ; scrutin public ne débutant que quand il est ouvert et pas seulement annoncé [9 octobre 1987] (p. 4103) ; M. Philippe Mestre, vice-président : effet de l'annonce d'un scrutin interrompant le débat et ayant motivé son refus de donner précédemment la parole à M. Jean-Marie Le Pen pour un rappel au règlement (p. 4103).

652. - M. Bruno Gollnisch : insuffisance du nombre de députés de la majorité en séance ; conditions dans lesquelles sont repoussés les amendements du Front national ; question de la supériorité des conventions internationales sur la loi ; cas de l'application de la peine de mort aux trafiquants de drogue ; cas de l'avortement contraire à la convention européenne des Droits de l'homme [9 octobre 1987] (p. 4124).

653. - Mme Catherine Trautmann : demande du garde des sceaux tendant à la réserve du vote sur les articles et les amendements pour achever l'examen du texte ; s'élève contre cette limitation de la possibilité de décision de l'Assemblée nationale [9 octobre 1987] (p. 4124) ; M. Philippe Mestre, vice-président : réserve portant sur les seuls votes des amendements et des articles et non sur leur discussion (p. 4124).

654. - M. Bruno Mégret : absence de justification à la demande de réserve des amendements et des articles par le Gouvernement ; désintérêt des groupes R.P.R. et U.D.F. pour le projet de loi sur la lutte contre la drogue ; atteintes au droit du Parlement ; modification de la loi électorale ; abandon du projet de réforme du code de la nationalité ; multiplication de la pratique des commissions des sages se substituant au Parlement ; demande une suspension de séance [9 octobre 1987] (p. 4128).

655. - M. Bruno Gollnisch : absence d'intervention du ministre de la santé sur les dispositions d'ordre médical du projet de loi sur la répression de la toxicomanie ; absence en séance du ministre de l'intérieur ; absence du groupe Front national lors de l'examen du projet de loi en commission le 2 octobre ; comportement du groupe Front national ayant seul demandé le 2 octobre la discussion en assemblée plénière sur des traités importants engageant les finances publiques ; possibilité pour un groupe de présenter ou non des amendements en commission ; demande une suspension de séance pour sous-amender les amendements présentés par le Front national afin de les rapprocher de la rédaction proposée par le Gouvernement et la commission [9 octobre 1987] (p. 4147) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4147).

656. - M. Pierre Descaves : absence du Front national aux travaux d'une séance de commission le 2 octobre lors de l'examen du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants ; faible présence de commissaires de la majorité lors d'une réunion de la commission des finances du matin ; « combines » auxquelles se livre la majorité avec le parti socialiste pour éviter d'y être mise en minorité [9 octobre 1987] (p. 4147).

657. - M. Bruno Gollnisch : (art. 92 et 98 du règlement) : irrecevabilité financière opposée à l'amendement proposé par M. François Bachelot prévoyant une procédure de placement d'office des toxicomanes [9 octobre 1987] (p. 4148) ; M. André Billardon, vice-président : président de l'Assemblée nationale ayant consulté le président de la commission des finances sur la recevabilité de cet amendement (p. 4148, 4149).

658. - M. Bruno Gollnisch : caractère dérisoire de la volonté de limiter la portée du texte sur la répression du trafic de stupéfiants au seul trafic et non à l'usage de la drogue ; insiste sur la « non-discussion » d'un texte frappé de « la plus grande vacuité » et sur le très faible nombre de députés présents en séance ; demande à ce que l'Assemblée nationale se prononce sur une suspension de séance de dix heures ; [demande de M. Jean-Marie Le Pen, président du groupe Front national, à ce que ce vote soit assorti d'une vérification du quorum] [9 octobre 1987] (p. 4155) ; M. André Billardon, vice-président : impossibilité de procéder à une vérification du quorum lors des votes relatifs aux suspensions de séance ; [mise en cause de M. André Billardon par M. François Bachelot] ; suspension de séance par M. André Billardon (p. 4155).

659. - M. Jean-Marie Le Pen : met en cause le service de la séance à propos de l'impossibilité de demander une vérification du quorum sur les demandes de suspension de séance mises aux voix ; non-respect de la « présence minimale décente » en séance [9 octobre 1987] (p. 4156) ; M. André Billardon, vice-président : absence de vérification du quorum sur les demandes de suspension de séance pour préserver le pouvoir du Gouvernement de fixer l'ordre du jour prioritaire (p. 4156).

660. - M. Bruno Gollnisch : maintien sa demande de vote sur la suspension de séance qu'il a demandée ; nécessité de respecter l'article 62 du règlement sur le vote personnel des députés ; rôle des secrétaires dans le contrôle des délégations et des scrutins ; propose qu'en l'absence d'autres secrétaires de l'Assemblée, M. André Billardon, président de séance, fasse appel à M. François Bachelot et à lui-même pour contrôler le déroulement du scrutin [9 octobre 1987] (p. 4156) ; M. André Billardon, vice-président : précise que si l'Assemblée décide la suspension de séance c'est au président de séance qu'il appartient d'en fixer la durée [annonce du scrutin public ; demande de M. Bruno Gollnisch à ce que M. François Bachelot et lui-même contrôlent les délégations de vote (p. 4156) ; incident à l'occasion duquel M. François Bachelot monte à la tribune de l'orateur ; MM. Bachelot et Gollnisch montent à la tribune présidentielle ; M. André Billardon les invitent à constater que le scrutin se déroule normalement ; incident lors du déroulement du scrutin : des membres du Front national quittent leurs bancs et vont manipuler les clés de vote dans les travées des groupes R.P.R., U.D.F. et socialiste dont les députés protestent ; la demande de suspension de séance de M. Bruno Gollnisch est rejetée au scrutin public ; demande de suspension de séance de M. Jean-Marie Le Pen] (p. 4157).

661. - Mme Catherine Trautmann : exprime ses réserves en ce qui concerne le vote des membres du groupe Front national sur la demande de suspension de séance de M. Bruno Gollnisch ; mentionne qu'un député du Front national est venu tourner les clés des députés socialistes alors qu'il n'avait pas de délégation pour le faire [9 octobre 1987] (p. 4157) ; M. André Billardon, vice-président : rappelle qu'à la suite de la demande de M. Jean-Marie Le Pen, M. Bruno Gollnisch aura eu la suspension de séance qu'il souhaitait ; précise que le vote qui a eu lieu sur cette demande de suspension de séance n'aura pas eu une importance considérable pour la suite des travaux (p. 4157).

662. - M. Jean-Marie Le Pen : comportement des membres du groupe Front national ayant eu pour but de montrer les conditions dans lesquelles fonctionne le Parlement ; faible présence des députés en séance [9 octobre 1987] (p. 4157) ; demande le report de l'examen du projet de loi sur la lutte contre le trafic de stupéfiants à une séance « normale » ; dégradation des missions du Parlement français ; demande au président de séance de faire respecter le règlement ; contrôle des délégations de vote par les secrétaires de l'Assemblée ; annonce qu'il demandera la vérification du quorum sur le vote final du projet (p. 4158) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : retard pris dans le déroulement du débat à cause du comportement du Front national ; annonce son intention de faire voter le projet (p. 4158).

663. - M. Jacques Toubon : soutien apporté par la majorité au Gouvernement ; comportement du Front national retardant le vote du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants [9 octobre 1987] (p. 4158) ; M. André Billardon, vice-président : incapacité du président de séance à augmenter le nombre des députés présents ; décision du Conseil constitutionnel ayant reconnu la validité de l'utilisation du vote électronique pour les scrutins publics (p. 4158).

664. - M. Bruno Gollnisch : décision du Conseil constitutionnel reconnaissant la validité technique du vote électronique ; demande à ce qu'il soit inscrit au procès-verbal que M. François Bachelot et lui-même, seuls secrétaires de l'Assemblée présents dans l'hémicycle, se sont vu refuser par M. André Billardon, président de séance, la possibilité de contrôler les délégations [9 octobre 1987] (p. 4158) ; conditions « absurdes » et « frauduleuses » dans lesquelles s'est déroulé le vote sur sa demande de suspension de séance ; précise que M. François Bachelot et lui-même refuseront de certifier conformes les votes « frauduleux » obtenus sur le projet (p. 4159) ; M. André Billardon, vice-président : précise que, en l'absence de contestation de la part d'un député sur le vote qui a été émis, celui-ci n'est pas susceptible d'être invalidé (p. 4159).

665. - M. François Bachelot : met en cause M. Jacques Toubon et Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille à propos de la lutte contre la drogue et le SIDA [9 octobre 1987] (p. 4159) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4159).

666. - M. Jean-Marie Le Pen : absence de rapport entre le projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants et l'amendement n° 74 du Gouvernement modifiant la loi sur la presse ; demande une suspension de séance pour pouvoir faire venir le ministre de la communication [9 octobre 1987] (p. 4164) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4164, 4165).

667. - M. Georges-Paul Wagner (article 98, alinéa 5, du règlement) : irrecevabilité des amendements et sous-amendements ne s'appliquant pas effectivement au texte voté ; cas de l'amendement n° 74 du Gouvernement au projet de loi renforçant la répression du trafic de stupéfiants [9 octobre 1987] (p. 4165) ; M. André Billardon, vice-président : incompétence du président de séance pour apprécier si un amendement rentre dans le cadre d'un projet ou non ; question de la recevabilité des amendements devant être soumise « avant leur discussion » à l'Assemblée ; considère que la discussion est ouverte par la présentation d'un amendement ; nombre de sous-amendements déposés par le Front national à cet amendement (p. 4165, 4166).

668. - M. Jean-Marie Le Pen : absence de rapport entre la modification de la loi sur la presse introduite par un amendement du garde des sceaux et la répression du trafic et l'usage de la drogue ; conditions dans lesquelles la recevabilité d'un amendement peut être examinée ; conteste l'interprétation de M. André Billardon, vice-président, selon laquelle la discussion d'un amendement est ouverte par sa présentation [9 octobre 1987] (p. 4166) ; M. André Billardon, vice-président : maintient son interprétation sur les conditions dans lesquelles la recevabilité d'un amendement peut être mise en cause (p. 4166).

669. - M. Jacques Toubon : assimilation par M. Michel de Rostolan des mesures d'incitation à l'avortement à des crimes contre l'humanité ; constitutionnalité de ces mesures [9 octobre 1987] (p. 4177).

670. - M. Bruno Gollnisch (article 53 de la Constitution) : autorité des traités étant supérieure à celle de la loi ; cas de l'avortement ; opposition de M. Jacques Toubon à la loi Roudy du 10 décembre 1982 ; principe selon lequel l'enfant conçu est tenu pour né toutes les fois qu'il y va de son intérêt ; décision du Conseil constitutionnel de 1976 sur la loi Veil [9 octobre 1987] (p. 4177).

671. - M. Jean-Marie Le Pen : volonté de la conférence des présidents que la séance se termine avant minuit ; faible présence en séance ; prolongation de la séance tard dans la nuit ; demande une suspension de séance [9 octobre 1987] (p. 4179) ; M. André Billardon, vice-président : conditions dans lesquelles les travaux de l'Assemblée peuvent se prolonger au-delà de minuit (p. 4179).

672. - M. Jean-Marie Le Pen : utilisation du vote bloqué sur le projet de loi concernant la répression du trafic de stupéfiants ; demande une suspension de séance [9 octobre 1987] (p. 4182).

673. - M. Bruno Gollnisch : vote hostile du groupe Front national sur le texte sur la répression du trafic de stupéfiants à cause des multiples violations du règlement de l'Assemblée et de la Constitution lors de l'examen de ce texte ; impossibilité de procéder à la mise aux voix de ce projet ; violation des articles 43 [9 octobre 1987] (p. 4184) et 45 de la Constitution ainsi que du deuxième alinéa de l'article 42 de la Constitution à propos des dispositions modifiant la loi sur la presse ; demande au président de refuser que ce texte soit mis aux voix ; M. André Billardon, vice-président : absence de violation de l'article 43 de la Constitution ; article 45 de la Constitution ; article 42 de la Constitution sur le droit d'amendement (p. 4185).

674. - M. Bruno Gollnisch : violation de la Constitution lors de l'examen du projet de loi sur la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants ; cas des articles 39, 42, 43 de la Constitution ; violation de multiples articles du réglement ; refus du Front national de prendre part au vote final [9 octobre 1987] (p. 4193) ; M. Claude Labbé, vice-président : nécessité que le bureau mène une réflexion sur les incidents qui ont eu lieu lors de l'examen nocturne de ce projet ; désuétude de la procédure du quorum (p. 4193).

675. - M. Pierre Joxe : incidents du 9 octobre 1987, article 72 du réglement ; propose de retirer à M. Jean-Claude Martinez le rapport spécial de la commission des finances sur l'éducation [13 octobre 1987] (p. 4199) ; M. Michel d'Ornano : incidents du 9 octobre 1987 ; rapport spécial de la commission des finances sur l'éducation confié à M. Jean-Claude Martinez (p. 4199).

676. - M. Guy Ducoloné : incidents du 9 octobre 1987 ; sanctions prévues par le règlement [13 octobre 1987] (p. 4200).

677. - M. Pascal Arrighi : incidents du 9 octobre 1987 [13 octobre 1987] (p. 4200, 4201).

678. - M. Pierre Joxe ; absence en séance de 94 p. 100 des députés du Front national [14 octobre 1987] (p. 4255) ; M. Pascal Arrighi : ses observations (p. 4255).

679. - M. Christian Pierret : inégalités dans les allègements d'impôt prévus par la loi de finances pour 1988 ; ses propositions relatives à l'impôt sur les sociétés [14 octobre 1987] (p. 4272, 4273).

680. - M. Raymond Douyère : termes utilisés par M. Jean-Claude Martinez pour qualifier l'amendement n° 144 de M. Christian Pierret [14 octobre 1987] (p. 4331).

681. - M. Robert-André Vivien : erreur commise par une radio « périphérique » le matin du 15 octobre sur la chambre du Parlement devant laquelle la loi de finances est actuellement en discussion [15 octobre 1987] (p. 4353).

682. - M. Raymond Douyère (article 53, alinéa 1 du réglement) : ses observations sur la déclaration de M. Alain Juppé concernant la poussée d'adrénaline dont il aurait été victime [15 octobre 1987] (p. 4360).

683. - M. Christian Goux (article 54, alinéa 1) : condamnation de l'apartheid par le parti socialiste ; opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 71 de M. Jean Giard lors de la discussion de la première partie de la loi de finances pour 1988 [15 octobre 1987] (p. 4436).

684. - M. Edmond Alphandéry (article 143 du réglement) ; déclaration de M. Bérégovoy sur la Bourse [16 octobre 1987] (p. 4493).

685. - M. Christian Pierret (article 54 du règlement) : commentaire de M. Edmond Alphandéry à propos de la déclaration de M. Bérégovoy sur la Bourse [16 octobre 1987] (p. 4493).

686. - M. Yvon Briant : article 58 du réglement ; déclaration souhaitable du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation sur le repli des marchés financiers remettant en question les conditions de l'équilibre budgétaire ; M. Jacques Chaban-Delmas, président [20 octobre 1987] (p. 4525) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : éventuelle modification du programme de privatisations ne remettant pas en cause le budget (p. 4526).

687. - M. Philippe Marchand : articles 64 et suivants de la Constitution ; article du journal *Le Monde* concernant la modification par M. Albin Chalandon ou son entourage d'un communiqué de l'administrateur judiciaire de la société Chaumet ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : communiqué de M. Lafont enlevant tout fondement aux allégations du *Monde* [20 octobre 1987] (p. 4526).

688. - M. Jean Foyer : rôle du rapporteur de la commission ; démission de celui-ci en cas de désaccord avec la commission ; situation de M. Guy Vadepied [22 octobre 1987] (p. 4670).

689. - M. André Bellon : possibilité pour un rapporteur de ne pas partager l'opinion de la commission ; cas des rapporteurs budgétaires entre 1981 et 1986 et notamment de M. Xavier Deniau [22 octobre 1987] (p. 4670).

690. - M. Pascal Arrighi : rôle des rapporteurs ; nécessité de rapporter les conclusions de leur commission ; s'associe à la protestation de M. Jean Foyer [22 octobre 1987] (p. 4671).

691. - M. Louis Mexandeau : absentéisme des députés de la majorité [26 octobre 1987] (p. 4797) ; M. Claude Labbé, vice-président : tenue de séances le lundi probablement due à la longueur des discours lus par les orateurs (p. 4797).

692. - M. Philippe Bassinet : demande, conformément à l'article 58 du réglement, une suspension de séance en raison de l'absentéisme des députés de la majorité [26 octobre 1987] (p. 4800) ; M. Claude Labbé, vice-président : refuse de suspendre la séance (p. 4800, 4801).

693. - M. Louis Mexandeau : absentéisme des députés de la majorité [26 octobre 1987] (p. 4834) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4834).

694. - M. Guy Ducoloné : en application de l'article 58 du règlement : problème du respect du temps de parole par les ministres lors des séances de questions au Gouvernement ; impossibilité pour le groupe communiste de poser une question sur les finances locales [28 octobre 1987] (p. 4988) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président, [28 octobre 1987] (p. 4988) ; dépassement du temps de parole du groupe communiste ; nécessité de poser des questions brèves et de répondre brièvement (p. 4989).

695. - M. Serge Charles : report de l'examen du projet de loi sur le redressement judiciaire [28 octobre 1987] (p. 4989) ; M. André Billardon, vice-président : détermination de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement (p. 4989).

696. - M. Augustin Bonrepaux : critères de répartition des postes entre l'enseignement public et l'enseignement privé [28 octobre 1987] (p. 4998) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4998).

697. - M. Jacques Guyard : absence de réponse du ministre aux orateurs intervenus dans la discussion du budget de l'Education nationale ; demande une suspension de séance [28 octobre 1987] (p. 5009) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 5009).

698. - M. Bruno Gollnisch : articles 118 à 121 du réglement, discussion des lois de finances ; organisation du débat sur les services du Premier ministre ne permettant pas une discussion sérieuse [29 octobre 1987] (p. 5039).

699. - M. Daniel Le Meur : articles 92 à 98 - droit d'amendement des parlementaires ; revalorisation des retraites et des pensions de reversion [29 octobre 1987] (p. 5052, 5053).

700. - M. Guy Ducoloné : décision de la commission des finances sur la recevabilité de l'amendement de M. Daniel Le Meur tendant à revaloriser les retraites et les pensions de reversion [29 octobre 1987] (p. 5053).

701. - M. Georges Hage : absence de réponse du ministre aux questions qu'il a posées dans son intervention ; reprise par M. Valade du projet Devaquet ; antenne universitaire de Saint-Brieuc installée par la Chambre de commerce et d'industrie et la collectivité territoriale [29 octobre 1987] (p. 5097) ; M. André Billardon, vice-président : contenu d'un rappel au réglement (p. 5097).

702. - M. Jean-Jack Queyranne : discussion fractionnée du budget de la culture et de la communication et confusion des crédits ; dépôt d'amendements ; M. Philippe Mestre, vice-président : possibilité de déposer des amendements [30 octobre 1987] (p. 5119, 5120).

703. - M. Pierre Descaves : absentéisme parlementaire [2 novembre 1987] (p. 5189).

704. - M. Pierre Descaves : explique les raisons de son absence de l'hémicycle [2 novembre 1987] (p. 5198).

705. - M. Gérard Collomb : dépassement du temps de parole du Gouvernement [2 novembre 1987] (p. 5216) ; M. Alain Richard, vice-président : ses observations (p. 5216).

706. - M. Gérard Collomb : absence du ministre des affaires sociales [2 novembre 1987] (p. 5236) ; M. Alain Richard, vice-président : constate que le Gouvernement est représenté (p. 5236) ; Mme Michèle Barzach : rappelle que le Gouvernement est constitutionnellement réputé présent dès lors qu'un ministre siège en séance (p. 5236).

707. - M. Gérard Collomb : souhaite que M. Séguin puisse entendre les orateurs du groupe socialiste [2 novembre 1987] (p. 5236).

708. - M. Gérard Collomb : dépassement du temps de parole du Gouvernement ; nombre de stagiaires en 1988 [3 novembre 1987] (p. 5285) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : demande que l'intervention de M. Collomb ne soit pas inscrite au procès-verbal ; organisation du débat par la conférence des présidents (p. 5285).

709. - M. Pierre Joxe : ordre du jour fixé en conférence des présidents et non par la conférence des présidents ; demande l'inscription d'un projet de loi sur le financement des partis politiques [3 novembre 1987] (p. 5286) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : modalités de fixation de l'ordre du jour ; répartition des temps de parole par la conférence des présidents ; Gouvernement pouvant prendre la parole quand il le veut devant l'Assemblée (p. 5286).

710. - M. Raymond Douyère : demande que le rapport sur le chômage de l'O.F.C.E. soit inscrit à l'ordre du jour [3 novembre 1987] (p. 5286) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : organisation des débats fixée en conférence des présidents ; Gouvernement pouvant constitutionnellement s'exprimer quand il le souhaite devant l'Assemblée (p. 5286).

711. - M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : refus de la conférence des présidents d'inscrire à l'ordre du jour complémentaire une proposition de loi sur le financement des partis politiques [3 novembre 1987] (p. 5307) ; M. Charles Millon, vice-président : réglementation de l'ordre du jour complémentaire (p. 5307).

712. - M. Pascal Arrighi : utilisation par le Gouvernement du vote bloqué ; nécessaire suppression du remboursement par la sécurité sociale des avortements non thérapeutiques [3 novembre 1987] (p. 5333).

713. - M. Guy Malandain : proteste contre l'application de l'article 40 de la Constitution par la commission des finances lors de l'examen de la recevabilité de ses amendements [4 novembre 1987] (p. 5350).

714. - M. Bruno Gollnisch : article 48 de la Constitution et articles 133 à 138 du règlement de l'Assemblée nationale [4 novembre 1987] (p. 5373) ; refus du ministre de la défense de répondre aux questions de M. Bruno Mégret ; assassinat de l'ingénieur général Audran (p. 5374) ; M. Claude Labbé, vice-président : rend hommage à la mémoire du général Audran ; philosophie de la procédure des questions d'actualité (p. 5374).

715. - M. Bruno Gollnisch : ses protestations à l'égard du déroulement des travaux de l'Assemblée nationale ; envisage de faire application de l'article 91, alinéa 2 du règlement permettant de renoncer à la présentation orale du rapport [4 novembre 1987] (p. 5409).

716. - M. Michel de Rostolan : inconvénients d'un vote unique sur plusieurs budgets [5 novembre 1987] (p. 5481).

717. - M. Guy Ducoloné : nécessité de continuer de filmer le débat sur le budget de la communication alors que le ministre a terminé son intervention et épuisé le temps de parole du Gouvernement ; temps de parole imparti au groupe communiste [6 novembre 1987] (p. 5526).

718. - M. Jean-Jack Queyranne (article 99 du règlement) : droit d'amendement ; amendement de M. Pelchat, relatif à la répartition du produit de la redevance, absent de la feuille jaune de séance [6 novembre 1987] (p. 5527).

719. - M. Pierre Descaves (article 99 du règlement) : discours de ministre ayant épuisé le temps de parole du Gouvernement qui aurait été mieux utilisé en réponse aux questions et aux amendements [6 novembre 1987] (p. 5527) ; M. Alain Richard, vice-président : gestion des temps de parole ; bonne volonté du ministre de la culture et de la communication ; enregistrement intégral du débat par la TV (p. 5527) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication (p. 5527).

720. - M. Guy Ducoloné : respect du temps de parole imposé aux députés lors de la conférence des présidents [6 novembre 1987] (p. 5527) ; nécessité que le Gouvernement respecte également le sien (p. 5528).

721. - M. Jean-Jack Queyranne : article 99 du règlement relatif au droit d'amendement ; amendement de M. Pelchat absent de la feuille de séance ; nécessité de clarifier la question relative à l'inscription des crédits supplémentaires de la redevance sur le projet de loi de finances ou sur un collectif budgétaire [6 novembre 1987] (p. 5528) ; M. Michel Pelchat, rapporteur pour avis : irrecevabilité de son premier amendement réévaluant d'autorité les crédits de la redevance ; dépôt d'un second amendement rédigé à la forme conditionnelle (p. 5528).

722. - M. Bernard Schreiner : problème de la répartition des recettes de la redevance alors que le ministre annonce un autre montant que celui du projet [6 novembre 1987] (p. 5531).

723. - M. Charles Metzinger : nécessité que le Gouvernement dépose un amendement pour que soient pris en compte les excédents de la redevance [6 novembre 1987] (p. 5531) ; M. Alain Richard, vice-président : possibilité d'envisager une réunion de commission (p. 5531) ; M. Jean de Préaumont, rapporteur spécial : prise en compte des excédents de redevance lors de la discussion de la loi de finances rectificative (p. 5531).

724. - M. François Loncle : articles 47 et suivants du règlement relatifs à l'organisation des débats ; déclarations de désinformation du ministre de la culture et de la communication sur Antenne 2, le soir même du débat du budget de la communication [6 novembre 1987] (p. 5557).

725. - M. Michel Péricard : problème dans la manipulation des machines à voter lors de deux scrutins publics [6 novembre 1987 (p. 5570).

726. - M. Pierre Joxe : souhaite entendre l'avis du président de la commission des finances sur la déclaration que vient de faire M. Edouard Balladur [12 novembre 1987] (p. 5734) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : annonce l'audition par la commission de M. le ministre de l'économie et des finances (p. 5734).

727. - M. Christian Pierret : examen du budget des charges communes ; mesures pour les rapatriés [12 novembre 1987] (p. 5797) ; aurait souhaité que le ministre chargé du budget participe au débat jusqu'au bout (p. 5798).

728. - M. Jean-Louis Masson (articles 92 et 98 du règlement) : déclaration d'irrecevabilité à l'égard d'un de ses amendements sur le foncier non bâti [13 novembre 1987] (p. 5878) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission : ses observations (p. 5878).

729. - M. Jean-Louis Masson : même objet [13 novembre 1987] (p. 5878) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission : ses observations (p. 5878).

730. - M. Bruno Gollnisch (article 92, alinéa 1er, du règlement) : recevabilité financière des amendements [13 novembre 1987] (p. 5879) ; M. Robert-André Vivien, rapporteur général : ses observations (p. 5879).

731. - M. Michel de Rostolan : utilisation de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse [13 novembre 1987] (p. 5929).

732. - M. Pierre Descaves (article 95 du règlement) : conditions d'examen des amendements du Gouvernement en seconde délibération de la loi de finances [13 novembre 1987] (p. 5929) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : ses observations (p. 5930).

733. - M. François Bachelot : insuffisance des ressources consacrées à la lutte contre le SIDA [13 novembre 1987] (p. 5930).

734. - M. Jacques Roger-Machart : demande à ce que les membres de l'Assemblée disposent du texte écrit de l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement [18 novembre 1987] (p. 6042).

735. - M. Yves Tavernier : rappelle que le rapporteurs de chaque commission exposent la décision prise à la majorité ; regrette l'absence du rapporteur de la commission de la production [20 novembre 1987] (p. 6164) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 6164).

736. - M. Maurice Adevah-Pœuf : rappelle la règle selon laquelle le rapporteur ne s'exprime pas à titre personnel mais au nom de la commission [20 novembre 1987] (p. 6165).

737. - M. Raymond Douyère : rappelle à M. Philippe Vasseur qu'il doit indiquer au nom de la commission l'avis favorable donné à l'amendement présenté par M. Michel Cointat [20 novembre 1987] (p. 6165, 6166) ; M. Michel Cointat : ses observations (p. 6165).

738. - M. Henri Nallet : déclare qu'il votera contre le maintien des établissements publics dans le système de financement de l'agriculture [20 novembre 1987] (p. 6166).

739. - M. Marcel Rigout : déclare que le fonctionnement de la caisse nationale était largement satisfaisant avant la réforme. La sortie du fonds de garantie de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole la priverait de fonds propres très importants [20 novembre 1987] (p. 6166).

740. - M. Henri Nallet : demande d'explications supplémentaires au rapporteur [20 novembre 1987] (p. 6169) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 6169).

741. - M. Henri Nallet : souhaite obtenir le plus rapidement possible une réponse du ministre [20 novembre 1987] (p. 6186).

742. - M. Michel Cointat : souhaite une réponse de la part du ministre sur l'affectation des ressources du crédit agricole [20 novembre 1987] (p. 6186).

743. - M. Marcel Rigout : souhaite savoir pourquoi le ministre n'est pas en mesure de répondre aux questions posées par les parlementaires et notamment sur l'affectation des ressources tirées de la mutualisation de la C.N.C.A. [20 novembre 1987] (p. 6186) ; demande une suspension de séance pour permettre à M. Edouard Balladur d'être présent au Palais-Bourbon (p. 6187).

744. - M. Dominique Chaboche : demande le renvoi de la discussion à la prochaine séance [20 novembre 1987] (p. 6187).

745. - M. Henri Nallet : manifeste son mécontentement à la suite des réponses jugées imprécises du ministre [21 novembre 1987] (p. 6211).

746. - M. Michel Cointat : remarque que les amendements de M. Pierre Joxe sont devenus sans objet [21 novembre 1987] (p. 6214).

747. - M. Henri Nallet : souhaite s'exprimer sur l'amendement du Gouvernement. Est interrompu par le président [21 novembre 1987] (p. 6250).

748. - M. Guy Ducoloné : demande de suspension de séance en hommage à Lucien Barbier, militant C.G.T. tombé sous les coups de la police lors d'une manifestation à Amiens [26 novembre 1987] (p. 6461).

749. - M. François Porteu de la Morandière : nombre de députés en séance [27 novembre 1987] (p. 6518) ; M. Claude Labbé, vice-président : approuve le rappel au règlement ; absentéisme des députés ; son mémoire adressé au président de l'Assemblée ; nécessité d'une représentation minimale des groupes (p. 6518).

750. - M. Christian Pierret : ses observations sur l'attitude du Gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte ; M. Pascal Clément, rapporteur pour avis ; M. Philippe Auberger, rapporteur [30 novembre 1987] (p. 6567).

751. - M. Raymond Douyère : ses observations sur l'attitude du Gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte [30 novembre 1987] (p. 6567).

752. - M. Pierre Descaves : ses observations sur l'attitude du Gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte ; absentéisme des députés de la majorité [30 novembre 1987] (p. 6568).

753. - M. Henri Nallet : répond à M. François d'Aubert qui se demandait pourquoi M. Nallet avait attendu le débat sur la mutualisation du crédit agricole pour proposer une alternative au statut proposé par le Gouvernement [1er décembre 1987] (p. 6632) ; M. Charles Millon, vice-président : demande à M. Nallet de ne pas intervenir dans le débat par un rappel au règlement (p. 6632).

754. - M. Hector Rolland : indique la forte baisse du prix du terrain agricole dans sa circonscription entre 1981 et 1986 [1er décembre 1987] (p. 6635).

755. - M. Vincent Porelli : article 58 relatif à l'organisation des travaux de l'Assemblée ; impossibilité pour M. Paul Chomat, député de la Loire, de poser sa question lors d'une séance de questions au Gouvernement par manque de temps de parole ; événements de La Seyne-sur-Mer [2 décembre 1987] (p. 6700) ; escalade de la violence ; demande à entendre M. le ministre de l'intérieur et à l'interroger sur le comportement de certaines forces de police (p. 6701).

756. - M. Pierre Joxe : coupure de l'intervention du premier secrétaire du parti socialiste lors d'un débat télévisé [3 décembre 1987] (p. 6726).

757. - M. Pierre Joxe : intervention de M. Jacques Toubon pour un fait personnel avant la fin de la séance [3 décembre 1987] (p. 6736) ; temps de parole de M. Lionel Jospin écourté lors du débat télévisé (p. 6737) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : organisation du débat télévisé ; rôle d'arbitre du président (p. 6726, 6737).

758. - M. Roland Leroy : demande le rappel à l'ordre de M. Jean-Pierre Stirbois dont les propos violent l'article 2 du titre Ier de la Constitution [3 décembre 1987] (p. 6752).

759. - M. Bernard Deschamps : demande le rappel à l'ordre de M. Jean-Pierre Stirbois en raison de ses propos racistes [3 décembre 1987] (p. 6754) ; M. Philippe Mestre, vice-président : procédure du rappel à l'ordre relevant de l'initiative du président de séance (p. 6754).

760. - M. Pierre Joxe : date choisie pour demander le vote de confiance ; absence de ministres U.D.F. au banc du Gouvernement [3 décembre 1987] (p. 6756) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : engagement de la responsabilité du Gouvernement à l'initiative du Premier ministre (p. 6756).

761. - M. Guy Ducoloné : absence de réponsé du Gouvernement à l'orateur communiste lors du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement ; manque d'informations sur la politique que défendra le Premier ministre au sommet de Copenhague [3 décembre 1987] (p. 6756).

762. - M. Jean-Pierre Stirbois : propos tenus par M. Jacques Chirac lors de la séance du 3 décembre ; « amalgame » à propos de l'identité nationale [4 décembre 1987] (p. 6782).

763. - M. Pierre Joxe : sa mise en cause par M. Robert-André Vivien, rapporteur général ; crédits pour l'emploi ; absence de la majorité en séance [7 décembre 1987] (p. 6842) ; M. Robert-André Vivien, rapporteur général : faible proportion de députés du parti socialiste présents en séance ; insuffisance

de l'opposition en commission pour faire repousser le projet de collectif budgétaire ; mesures relatives à l'emploi ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : violence des propos tenus par M. Christian Pierret ; qualité du travail fait par la commission ; Europe (p. 6843).

764. - M. Jean-Pierre Schenardi : nombre de députés présents en séance ; cas du groupe Front national [7 décembre 1987] (p. 6843).

765. - M. Christian Pierret : violence des propos tenus à propos de l'impôt sur les grandes fortunes par M. Georges Tranchant et des membres du R.P.R. ; demande une supension de séance [8 décembre 1987] (p. 6894).

766. - M. Yves Tavernier : financement des campagnes électorales ; allusion de M. Jean-Pierre Schénardi à une affaire en cours d'instruction ; augmentation des crédits d'information à caractère interministérielle [8 décembre 1987] (p. 6898).

767. - M. Yves Tavernier : ordre d'examen des amendements soumis à discussion commune [8 décembre 1987] (p. 6926) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : ordre de discussion des amendements soumis à discussion commune (p. 6926).

768. - M. Christian Pierret : caractère scandaleux de l'adoption de l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 p. 100 par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) au projet de loi de finances rectificative pour 1987 ; annonce que le groupe socialiste demandera au Gouvernement de bien vouloir faire procéder à une deuxième délibération sur cet amendement et qu'à cette occasion M. Pierre Joxe demandera la vérification du quorum ; affectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole à l'agriculture ; réunion de la conférence annuelle agricole [8 décembre 1987] (p. 6933).

768 *bis*. - M. Pierre Joxe : réponse lue par M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisaion, chargé du budget, aux sous-amendements de M. Aymeri, de Montesquiou à l'amendement n° 55 du Gouvernement, déposé tardivement ; dénonce un « coup monté » ; demande une réunion de la commission des finances et la réserve de l'amendement n° 55 ; propos du rapporteur général se disant hors d'état de porter un jugement sur cet amendement et du président de la commission des finances protestant contre les conditions de son dépôt [8 décembre 1987] (p. 6955) ; M. Michel d'Ornano : rappelle qu'il a protesté contre le fait que des amendements du Gouvernement aient été déposés trop tardivement sur le projet de loi de finances rectificative, qu'il a réuni la commission des fiances pour examiner les derniers amendements déposés dont certains par le groupe socialiste ; amendement n° 55 du Gouvernement ; absence de « coup monté » ; sous-amendements déposés par M. Aymeri de Montesquiou ; précise qu'il n'y a pas lieu de réunir à nouveau la commission des finances (p. 6955) ; M. Robert-André Vivien : rappelle qu'il a renforcé le rôle de contrôle de l'opposition lorsqu'il était président de la commission des finances ; amendements tardifs déposés par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, sur son budget (p. 6955) ; opportunité de voter l'amendement n° 55 du Gouvernement.

769. - M. Pierre Joxe : précise qu'il n'a jamais mis en cause le comportement de M. Robert-André Vivien en tant que président de la commission des finances, ni celui de M. Michel d'Ornano ; amendements sur la dotation globale de fonctionnement qu'il avait déposé en tant que ministre de l'intérieur à la demande de l'association des maires de France ; retire sa demande de réserve de l'amendement n° 55 du Gouvernement au projet de loi de finances rectificative pour 1987 (p. 6956).

770. - M. Pierre Descaves : clarté des sous-amendements déposés par M. Aymeri de Montesquiou à l'amendement n° 55 du Gouvernement au projet de loi de finances rectificatives pour 1987 (p. 6956).

771. - M. Bruno Gollnisch ; programme de travail de l'Assemblée nationale ; retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'effort de construction [8 décembre 1987] (p. 6962) ; caractère « délirant » de ce programme ; caractère exceptionnel du retrait d'un projet de l'ordre du jour prioritaire ; séances du dimanche et croyances religieuses ; espère que l'on aura, vis-à-vis de sa religion, les mêmes égards que ceux que M. Hannoun prétend avoir pour une autre religion (p. 6963) ; M. Pierre Joxe : proteste contre ces propos (p. 6963).

772. - M. Pierre Joxe : constate que MM. Ladislas Poniatowski, Philippe Vasseur et François d'Aubert et d'autres parlementaires de la majorité doivent personnellement prendre part au vote sur le projet de loi de finances rectificative pour 1987 en raison des propos qu'ils ont tenus sur ce texte dont ils désapprouvent les orientations ; attention portée aux explications de vote et notamment à celles du groupe U.D.F. ; demande conformément à l'article 61, alinéa 2, du règlement de réunir le bureau au moment du vote pour vérifier la présence, dans l'enceinte du Palais, des députés qui doivent y être pour apporter à M. Juppé le soutien qui lui a fait défaut [8 décembre 1987] (p. 6963).

773. - M. Pierre Joxe : nécessité d'assurer la sincérité du scrutin sur le projet de loi de finances rectificatives pour 1987 ; propos de M. d'Ornano ayant parlé au nom de l'U.D.F. lors des explications de vote et ayant quitté le banc des commissions ; absence de MM. Philippe Vasseur et Ladislas Poniatowski ; nécessité de respecter au moment du vote les dispositions réglementaires ; division de la majorité entre les groupes et à l'intérieur des groupes ; demande à savoir quels sont les membres de l'Assemblée qui acceptent de voir M. Alain Juppé sortir son « ukase » ; respect du vote personnel ; rappelle que les membres du groupe socialiste voteront contre ce collectif budgétaire ; demande un contrôle de la réalité des délégations de vote ; maintien sa demande de vérification du quorum [8 décembre 1987] (p. 6966).

774. - M. Guy Malandain : s'interroge sur la date du débat concernant le projet de loi portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction [9 décembre 1987] (p. 6985) ; M. André Billardon, vice-président : ses observations (p. 6985).

775. - M. Roland Dumas : contraintes exercées par les représentants du Parquet sur les magistrats ; affaires des fausses factures [9 décembre 1987] (p. 6988) ; affaire Chaumet (p. 6989) ; M. Pierre Mazeaud, président de la commission des lois : rappel au règlement de M. Roland Dumas ne se fondant sur aucun des articles du Règlement (p. 6989) ; M. Pierre Joxe : émotion de tous les Français devant la manière dont est menée la justice en France (p. 6989).

776. - M. Pierre Joxe : rappelle que le groupe socialiste demande au garde des Sceaux de bien vouloir s'exprimer sur les questions qui lui sont posées [9 décembre 1987] (p. 6993).

777. - M. Guy Ducoloné : rappelle que dans le cadre du système des questions au Gouvernement, le temps de parole des députés est mis en cause par l'habitude prise par les ministres de s'exprimer longuement ; le groupe communiste étant la seule victime de cette pratique [9 décembre 1987] (p. 7012).

778. - M. Pierre Joxe : demande qu'au cours de la discussion du projet portant réforme de l'instruction soient évoqués les problèmes posés par les instructions en cours ; pressions subies par la justice [9 décembre 1987] (p. 7013).

779. - M. Pierre Pasquini : rappelle qu'il est député de Corse et non de Nice [9 décembre 1987] (p. 7035).

780. - M. Pierre Joxe : demande au président de séance de préciser à l'Assemblée les textes qui sont retirés de l'ordre du jour des prochaines séances ; demande que la séance soit suspendue jusqu'à ce que la commission des lois ait terminé ses travaux [10 décembre 1987] (p. 7062, 7063) ; M. Charles Millon, vice-président : précise qu'aucun projet ou aucune proposition n'a été retiré de l'ordre du jour ; propose que l'Assemblée poursuive l'examen de la motion de renvoi de commission sur le texte relatif à la détention provisoire (p. 7062).

781. - M. Guy Ducoloné : report de la discussion du projet de loi sur la transformation de la régie Renault en société anonyme [10 décembre 1987] (p. 7065) ; demande que le Gouvernement indique à l'Assemblée l'ordre du jour du samedi 12 décembre (p. 7066).

782. - M. Bruno Gollnisch : salariés de la régie Renault n'en étant pas les propriétaires ; irrecevabilité des amendements déposés par le groupe du Front national sur le projet de loi réprimant le trafic des stupéfiants [10 décembre 1987] (p. 7066) ; M. Charles Millon, vice-président : interdiction de la

remise en cause de dispositions adoptées dans les mêmes termes par les deux assemblées sauf en cas de coordination ou de rectification d'erreur matérielle (p. 7066).

783. - M. Pierre Joxe : rappelle que le Gouvernement doit réunir une nouvelle conférence des présidents s'il souhaite inscrire le projet de loi transformant la régie Renault en société anonyme lors d'une prochaine séance ; projet de loi devant être à défaut considéré comme retiré [10 décembre 1987] (p. 7066).

784. - M. Guy Ducoloné : rappel au règlement touchant au déroulement de la séance ayant toujours priorité sur la question principale [10 décembre 1987] (p. 7070) ; renouvelle sa demande de suspension de séance (p. 7071) ; M. Charles Millon, vice-président : reporte la suspension de séance à la fin de la discussion sur la motion de renvoi en commission (p. 7071).

785. - M. Guy Herlory : cherche à connaître la date de l'examen par l'Assemblée du projet de loi tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide [10 décembre 1987] (p. 7072).

786. - M. Pierre Descaves : souhaite savoir quand sera inscrit à l'ordre du jour le projet de loi transformant la régie Renault en société anonyme [10 décembre 1987] (p. 7073) ; M. Charles Millon, vice-président : annonce qu'il vient de saisir le président de l'Assemblée nationale pour qu'il appelle l'attention du Gouvernement sur les différentes remarques faites par des membres de l'Assemblée sur l'ordre du jour (p. 7073) ; M. Albin Chalandon, garde des Sceaux, ministre de la justice : informe l'Assemblée que le ministre chargé des relations avec le Parlement viendra indiquer avant la levée de séance les conséquences qui résultent des modifications apportées à l'ordre du jour par le Gouvernement (p. 7073).

787. - M. Jean-Pierre Michel : absentéisme des députés de la majorité [10 décembre 1987] (p. 7074).

788. - M. Jean-Pierre Michel : amendement n° 2 de la commission en contradiction flagrante avec le texte de l'ordonnance de 1945 relative à la mise en détention des mineurs [10 décembre 1987] (p. 7084) ; M. Charles Millon, vice-président : notion de rappel au règlement (p. 7084).

789. - M. Bruno Gollnisch : rappelle qu'il revient aux secrétaires de l'Assemblée nationale de constater les votes [10 décembre 1987] (p. 7086).

790. - M. Bernard Deschamps : caractère inacceptable de la discussion du projet de loi sur Renault au cours d'une séance le samedi [10 décembre 1987] (p. 7088).

791. - M. Pierre Joxe : regrette que le Gouvernement ait essayé de faire échapper à l'attention de l'opinion publique le débat sur la modification du statut de la Régie Renault [10 décembre 1987] (p. 7088) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec la Parlement : attitude du groupe socialiste lors de la discussion du projet de loi sur la détention provisoire (p. 7088, 7089).

792. - M. Bruno Gollnisch : modification de l'ordre du jour prioritaire ne pouvant être qu'exceptionnelle ; désinvolture manifestée par le Gouvernement à l'égard de l'institution parlementaire [10 décembre 1987] (p. 7089).

793. - M. Pierre Joxe : demande au président de séance de lui communiquer l'ordre du jour exact de l'Assemblée tel qu'il résulte des modifications successives apportées par le Gouvernement [10 décembre 1987] (p. 7089) ; M. Charles Millon, vice-président : communique l'ordre du jour de l'Assemblée nationale (p. 7089, 7090).

794. - M. Bernard Deschamps : regrette la clandestinité dont le Gouvernement veut entourer la discussion du projet de loi transformant la régie Renault en société anonyme [10 décembre 1987] (p. 7089).

795. - M. Michel Sapin : dessaisissement du juge Grellier par la Cour de cassation à la suite d'une requête en suspicion légitime de M. Michel Droit ; demande au garde des Sceaux d'informer la représentation nationale du contenu exact de la décision de la Cour de cassation et des décisions qu'il en tire [10 décembre 1987] (p. 7102) ; M. Albin Chalandon, garde des Sceaux, ministre de la justice : regrette que des membres du groupe socialiste exercent des pressions sur la justice (p. 7102) ; Parquet général de la Cour de cassation ayant requis en toute liberté le rejet du dessaisissement du juge Grellier (p. 7103).

796. - M. François Loncle : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier ; demande au garde des Sceaux des explications [10 décembre 1987] (p. 7103) ; M. Albin Chalandon, garde des Sceaux, ministre de la justice : refuse de répondre au rappel au règlement de M. François Loncle (p. 7103).

797. - M. Michel Sapin : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier ; souhaite connaître les instructions que le garde des Sceaux a données au Parquet [10 décembre 1987] (p. 7103) ; demande une suspension de séance (p. 7104).

798. - M. Gérard Welzer : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier [10 décembre 1987] (p. 7104) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : mise en cause par le groupe socialiste de la décision des magistrats de la Cour de cassation ; regrette les troubles alimentés par « l'effervescence d'un certain nombre de juges et particulièrement des juges d'instruction » (p. 7104).

799. - M. Pascal Arrighi : s'étonne qu'un magistrat de tribunal administratif et un avocat aient pu s'ériger en organe supérieur à la Cour de cassation et venir au Parlement contester les décisions de celle-ci [10 décembre 1987] (p. 7105) ; Cour de cassation s'étant prononcée en toute indépendance dans l'affaire opposant le juge Grellier à Michel Droit (p. 7106).

800. - M. Philippe Marchand : parlementaires ayant la liberté de commenter des décisions de justice [10 décembre 1987] (p. 7106) ; réforme allant à l'encontre de l'indépendance des juges d'instruction (p. 7107).

801. - M. Philippe Bassinet : ordre de discussion des amendements ; demande au président de séance de bien faire vérifier le décompte des voix [10 décembre 1987] (p. 7118) ; M. Jacques Fleury, vice-président : rappelle que rien dans le règlement n'interdit au rapporteur d'une commission de retirer un amendement (p. 7118).

802. - M. François Loncle : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier ; mise en cause par le garde des sceaux des juges d'instruction [10 décembre 1987] (p. 7124).

803. - M. Gérard Welzer : mise en cause par le garde des sceaux des magistrats d'instruction [10 décembre 1987] (p. 7125).

804. - M. Philippe Bassinet : déclarations successives du Gouvernement ayant modifié l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; demande une suspension de séance [10 décembre 1987] (p. 7126).

805. - M. René André : outrance des propos de M. Louis Mexandeau [11 décembre 1987] (p. 7152) ; M. Alain Richard, vice-président : application de l'article 136 du règlement sur la procédure des questions orales (p. 7152).

806. - M. Jacques Toubon : rappelle que le président de séance n'a aucune appréciation à porter sur les débats [11 décembre 1987] (p. 7181) ; M. Alain Chénard, vice-président : rappelle que la logique aurait consisté à éviter un débat en trompe-l'œil (p. 7181).

807. - M. Bernard Deschamps : regrette les nombreux bouleversements qui sont apportés de façon impromptue à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée ; demande une suspension de séance afin d'étudier les dispositions concrètes qui s'imposent pour faire face à cette situation [11 décembre 1987] (p. 7191).

808. - M. Guy Malandain : regrette les modifications incessantes de l'ordre du jour prioritaire ; s'indigne du non-respect des droits du Parlement et de la démocratie [11 décembre 1987] (p. 7191).

809. - M. Paul Chomat : s'indigne des modifications constantes de l'ordre du jour ; considère que les conditions de travail de l'Assemblée sont intolérables ; regrette que le texte relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction soit discuté avec peu de parlementaires présents [11 décembre 1987] (p. 7191).

810. - M. Jean-Pierre Schenardi : s'indigne du non-respect de la règle selon laquelle le vote des députés est personnel en vertu de l'article 62 du règlement ; s'indigne, en outre, qu'un seul député de la majorité ait été présent lors de la première séance relative à l'examen du projet de loi sur la participation des employeurs à l'effort de construction [11 décembre 1987] (p. 7213).

811. - M. Bernard Deschamps : intervention brutale de la police à l'encontre d'une délégation de travailleurs de Renault venue porter une pétition à l'Assemblée nationale ; absence de réponse du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, à l'intervention de Mme Hoffmann [12 décembre 1987] (p. 7261) ; M. Guy Ducoloné : le ministre refusant de répondre, demande une suspension de séance pour que le groupe communiste en tire les conséquences.

812. - M. Pierre Descaves : longueur de l'intervention de M. Hage qui s'inscrit contre la question préalable opposée par M. Joxe et demande son adoption [12 décembre 1987] (p. 7278) ; M. Philippe Mestre, vice-président ; M. Georges Hage.

813. - M. Guy Ducoloné : contestation des résultats de la consultation organisée par la C.G.T., relative au changement de statut de Renault [12 décembre 1987] (p. 7280) ; absence de réponse à sa proposition d'organiser une autre consultation et citation, par le rapporteur, d'un sondage truqué.

814. - M. Maxime Gremetz : mort de Lucien Barbier, militant de la C.G.T. [15 décembre 1987] (p. 7429) ; met en cause le préfet de la Somme et son chef de cabinet ; M. Jacques Fleury, vice-président : émotion de l'Assemblée face au décès de Lucien Barbier, militant de la C.G.T. ; absence de rapport de cette intervention avec les propos tenus en séance (p. 7429, 7430).

815. - M. Bernard Deschamps : attitude de M. André Fanton et de certains de ses collègues en séance face au précédent rappel au règlement de M. Maxime Gremetz mettant en cause le préfet de la Somme ; mort de Lucien Barbier, militant de la C.G.T. [15 décembre 1987] (p. 7430).

816. - M. Jacques Guyard : rappelle qu'en vertu de l'article 93 relatif à l'organisation des séances, le Président de séance ne participe pas aux votes et qu'il s'agit d'une règle normale garantissant l'impartialité du Président [17 décembre 1987] (p. 7634) ; M. Philippe Mestre (vice-président) (p. 7634).

817. - M. Robert Montdargent : rappelle la règle d'impartialité du Président de séance impliquant, selon lui, la non-participation au vote ; rappelle qu'il s'agit d'une coutume bien établie dans l'Assemblée [17 décembre 1987] (p. 7634) ; M. Philippe Mestre (vice-président) (p. 7635).

818. - M. François Bachelot : rappelle que le groupe du Front national ne se lassera jamais de défendre le peuple français et que la France n'a pas les moyens d'être l'assistante sociale de l'ensemble du tiers-monde [17 décembre 1987] (p. 7640).

819. - M. François Bachelot : s'indigne du détournement de procédure effectuée par M. Robert Montdargent qui a prononcé une véritable intervention alors qu'il demandait la parole pour répondre à la commission [17 décembre 1987] (p. 7641) ; M. Philippe Mestre (vice-président) (p. 7641).

820. - M. Pierre Joxe : affaire Nucci ; rectification du procès-verbal de la séance du 7 octobre 1987 [17 décembre 1987] (p. 7660, 7661) ; M. André Billardon, vice-président (p. 7661).

821. - M. André Fanton : ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe [17 décembre 1987] (p. 7671, 7672) ; M. André Billardon, vice-président (p. 7674).

822. - M. Pierre Joxe : affaire Nucci ; nécessité de lever l'immunité parlementaire avant le vote de la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de Justice [17 décembre 1987] (p. 7672, 7673).

823. - M. André Fanton : erreur matérielle dans le compte rendu de la séance du 7 octobre 1987 [17 décembre 1987] (p. 7673).

824. - M. Pierre Joxe, article 59 du règlement : réunion du Bureau pour statuer sur la demande de M. Fanton, relative au procès-verbal de la 2e séance du 7 octobre 1987 [18 décembre 1987] (p. 7710) ; M. Alain Richard, vice-président.

825. - M. Pierre Mazeaud : ordre du jour prioritaire du dimanche 20 décembre 1987 totalement différent de celui annoncé à la commission des lois sur indication du ministre chargé des relations avec le Parlement [19 décembre 1987] (p. 7841) ; M. Claude Labbé, vice-président : ses observations sur l'organisation de l'ordre du jour (p. 7841).

826. - M. François Bachelot : précise que les prestations sociales doivent être servies en priorité aux Français et aux membres de la communauté européenne [19 décembre 1987] (p. 7853).

827. - M. Michel de Rostolan : regrette que l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution le contraigne à se rendre financièrement complice de l'avortement par le biais de l'impôt [19 décembre 1987] (p. 7870).

828. - M. François Bachelot : absentéisme parlementaire ; M. André Billardon (vice-président) [20 décembre 1987] (p. 7898).

829. - M. Guy Ducoloné : proteste contre la demande du Gouvernement d'arrêter l'examen du projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs et d'appeler la discussion de la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion [20 décembre 1987] (p. 7947) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 7947).

830. - M. Gilbert Gantier : souhaite une suspension de séance plutôt que de donner suite à la demande du Gouvernement de suspendre la discussion du texte relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs pour appeler en discussion la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion [20 décembre 1987] (p. 7047) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : rappelle qu'il est indispensable de commencer l'examen de la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion (p. 7947).

831. - M. Michel Sapin : explique quelles sont les raisons de la demande du Gouvernement de suspendre l'examen du projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs pour appeler en discussion la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion ; remarque que le décret de convocation pour la session extraordinaire, qui commencera dans moins d'une heure, comporte comme ordre du jour la suite de la discussion de la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion ; dès lors il est indispensable au Gouvernement de demander le début de la discussion de ladite proposition de loi [20 décembre 1987] (p. 7947).

832. - M. Philippe Bassinet : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire relatif au développement et à la transmission des entreprises ; demande une suspension de séance [21 décembre 1987] (p. 8005) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire relatif au projet de loi sur le développement et la transmission des entreprises ; problème posé par l'amendement no 2 du Gouvernement sur l'article 21 (extension à un tiers du régime des donations-partages) reprenant le texte voté par l'Assemblée en première lecture ; prise en compte par le Gouvernement des résultats de la C.M.P. (p. 8005, 8006) ; M. Pierre Mazeaud, vice-président de la commission mixte paritaire : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises ; article 21 ; demande une suspension de séance (p. 8006).

833. - M. Guy Ducoloné : amendements déposés par le Gouvernement sur les textes de la commission mixte paritaire portant sur les bourses de valeur et les marchés à terme ; interruption de la discussion concernant le droit d'ester des consommateurs pour se consacrer au début du texte sur la télépromotion ; amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire relatif au développement et à la transmission des entreprises ; Gouvernement constituant un groupe de pression contre le Parlement et sa majorité [21 décembre 1987] (p. 8006) ; M. Alain Juppé, ministre délégué

auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : droit du Gouvernement de déposer des amendements sur un texte de C.M.P. (p. 8006).

834. - M. Pierre Joxe : indignation et inquiétude du groupe socialiste devant la décision du bureau en date du 22 décembre 1987 ; nullité de la décision du bureau reconnaissant au président de l'Assemblée nationale la capacité de décider de la correction du compte rendu des débats parlementaires [22 décembre 1987] (p. 8032).

835. - M. André Fanton : rappelle l'erreur grave de transcription et de publication dont ont été victimes ses propos ; propose à M. Joxe de lui communiquer un enregistrement et la bande vidéo de la séance litigieuse [22 décembre 1987] (p. 8032) ; reconnaît avoir eu la faiblesse de ne pas relire aussitôt son intervention ; position du Sénat sur le problème (p. 8033).

836. - M. Pierre Joxe : rappelle que le Sénat ne peut décider de lever l'immunité parlementaire d'un député [22 décembre 1987] (p. 8033) ; précise qu'il aurait admis que M. Fanton fasse un rappel au règlement pour exposer que ses propos n'avaient pas été correctement retranscrits ; impossibilité de demander de réécrire le *Journal officiel* ; rôle des débats de l'Assemblée nationale pour les magistrats (p. 8034).

837. - M. Georges Hage : expose les raisons pour lesquelles les deux représentants du groupe communiste au bureau ont voté pour la publication de l'erratum au *Journal officiel* [22 décembre 1987] (p. 8034).

838. - M. Pierre Mazeaud : erreur de transcription des propos de M. Fanton ; rappelle que la Cour de cassation retient les bandes sonores comme commencement de preuve [22 décembre 1987] (p. 8035).

839. - M. Pierre Joxe : rappelle que les députés socialistes se bornent à observer que la décision du bureau du 22 décembre 1987 est nulle et non avenue ; démonstration aveuglante d'une justice à deux vitesses [22 décembre 1987] (p. 8035) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : caractère indiscutable et flagrant de l'erreur matérielle ayant entaché la retranscription des propos de M. Fanton ; utilité de la procédure de l'erratum ; rappelle qu'il a demandé au bureau de l'Assemblée nationale de confirmer l'exercice présidentiel de l'erratum (p. 8035).

840. - M. Jean Giard : événements graves secouant la Nouvelle-Calédonie [22 décembre 1987] (p. 8035, 8036) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : retire la parole à M. Giard (p. 8036).

841. - M. Guy Ducoloné : modification incessante de l'ordre du jour prioritaire témoignant d'un dévergondage de l'Assemblée nationale ; regrette que le président de l'Assemblée nationale ait retiré la parole à M. Giard sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie [22 décembre 1987] (p. 8037).

842. - M. Gilbert Bonnemaison : situation réservée aux ressortissants iraniens et turcs récemment expulsés [22 décembre 1987] (p. 8050) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : retire la parole à M. Bonnemaison (p. 8050).

843. - Mme Catherine Lalumière : application du vote bloqué démontrant une attitude désinvolte du Gouvernement à l'égard des droits du Parlement [22 décembre 1987] (p. 8060).

844. - M. Bruno Gollnisch : modifications de l'ordre du jour constituant un détournement de procédure et de la Constitution [22 décembre 1987] (p. 8063).

845. - M. Pierre Joxe : situation en Nouvelle-Calédonie ; arrestation de M. Yeiwené Yeiwené, président de la région des îles ; bruits courant en Nouvelle-Calédonie sur une arrestation prochaine de M. Jean-Marie Tjibaou [23 décembre 1987] (p. 8075).

846. - M. Pierre Joxe : impossibilité de déposer une proposition de résolution, ce qu'il aurait souhaité faire, pour la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Luchaire, à cause de l'information judiciaire en cours à la suite de la plainte déposée par M. Paul Quilès, à l'époque ministre de la défense ; nécessité que le Gouvernement fasse prendre des réquisitions supplétives par le parquet sur le départ du responsable principal de la société nationale des poudres et explosifs et de nouvelles ventes d'armes à l'Iran ; problème de fonctionnement de la justice ; situation en Nouvelle-Calédonie ; réception d'une délégation du groupe socialiste par un membre du Gouvernement chargé des départements et territoires d'outre-mer ; mission parlementaire diligentée à l'initiative du président de la commission des lois en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de la remise en liberté du président de la région des îles, M. Yeiwené Yeiwené ; sa volonté de remettre au Gouvernement un rapport de M. Gilbert Bonnemaison sur les conditions dans lesquelles ont été transférés au Gabon un certain nombre d'étrangers dont certains sont de nationalité iranienne [23 décembre 1987] (p. 8109) ; M. Jacques Fleury, vice-président : Gouvernement n'étant pas représenté en séance ; précise à M. Pierre Joxe que ses propos seront portés à la connaissance du Gouvernement (p. 8109).

847. - M. Guy Ducoloné : événements de Nouvelle-Calédonie ; arrestation de M. Yeiwené Yeiwené ; délégation présidée par le président de la commission des lois devant se rendre en Nouvelle-Calédonie ; demande une intervention du président de l'Assemblée nationale pour que tous les groupes de l'Assemblée puissent participer à cette délégation [23 décembre 1987] (p. 8110).

848. - M. Dominique Chaboche : s'étonne que le décret du Président de la République qui doit clore la session extraordinaire puisse intervenir aussitôt après la décision du Sénat alors que le chef de l'Etat est actuellement en mer ; s'étonne d'autre part que le décret de clôture intervienne alors que l'ordre du jour n'est pas épuisé puisqu'il reste à examiner un projet de loi sur les polices municipales [23 décembre 1987] (p. 8110) ; M. Jacques Fleury, vice-président : cite la décision du Conseil constitutionnel du 30 octobre 1981 précisant que « aucune disposition de la Constitution n'impose au Parlement d'épuiser l'ordre du jour d'une session extraordinaire avant la fin de celle-ci » (p. 8110).

849. - M. Bruno Gollnisch : ses observations sur le nombre des députés présents en séance [3 février 1988] (p. 80).

850 . - M. Jean-Pierre Michel : demande une réunion de la commission des lois pour choisir entre les amendements n° 48 de la commission [amendement « Bussereau »] et n° 110 du Gouvernement (déductibilité fiscale des dons aux candidats aux élections) sur le projet de loi organique n° 1214 [4 février 1988] (p. 143) ; M. Pierre Mazeaud, président de la commission des lois, rapporteur : inutilité d'une réunion de la commission ; opportunité d'examiner les sous-amendements de M. Pierre Joxe et de rejeter ensuite l'amendement n° 48 au profit de l'amendement n° 110 du Gouvernement (p. 148) ; M. Jacques Limouzy, vice-président de la commission des lois : nombre de réunions et d'amendements examinés par elle (p. 148).

851. - M. Georges Hage : inconstitutionnalité des amendements identiques de M. Pierre Joxe et de M. Jacques Toubon, adoptés, donnant aux partis politiques un statut législatif [4 février 1988] (p. 196).

852. - M. Michel Sapin : observe que le résultat d'un vote intervenu sur l'un des amendements de l'article 7 est pour le moins contestable [4 février 1988] (p. 202).

853. - M. Bruno Gollnisch : interprétation de l'article 101, alinéa 3, du règlement selon lequel les textes qui font l'objet de la seconde délibération sont renvoyés en commission ; suggère en conséquence que la commission se réunisse effectivement pour étudier à nouveau l'article 7 du texte en discussion [4 février 1988] (p. 210).

854. - M. Jacques Toubon : rappelant que M. Pierre Joxe a été condamné pour diffamation à l'égard du R.P.R. en raison des imputations qu'il avait portées contre ledit parti [23 février 1988] (p. 280) ; M. André Billardon, vice-président : pratique constante de ne pas donner la parole pour des rappels au règlement entre des explications de vote ou après celles-ci juste avant le scrutin ; procédure appliquée précédemment par MM. Mestre et Labbé (p. 280).

RAPPORT CONSTANT

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **13.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Anciens combattants.

RAPPORT LANGLAIS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Justice.

RAPPORTS AU PARLEMENT

Voir *Elections et référendums* **43.**
Plan **1.**

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Audiovisuel* **9.**
Commerce extérieur **2, 5, 6.**
Communautés européennes **5, 6.**
Coopération et développement **5.**
Enseignement technique et professionnel **4.**
Entreprises publiques **2.**
Environnement **10.**
Mayotte **3.**
Santé publique **8, 9.**

RAPPORT VIOT

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE (R.P.R.)

Mise en cause du - dans une affaire d'affichage électoral irrégulier.

Voir *Questions au Gouvernement* **608.**

REBUDGÉTISATION ET DÉBUDGÉTISATIONS

Voir *Loi de finances* **9,** avant la discussion des articles, article 16.

RECEL

Voir *Droit pénal* **10.**

RECEVEURS

Logements de fonction

Voir *Logement et habitat* **17.**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir *Agriculteurs* **13.**
Déclaration du Gouvernement **3.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.
Travail **24.**

Crédit d'impôt

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles, article 5. Deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

RECOURS ABUSIFS

Voir *Justice* **13.**

REDEVANCE

Voir *Boissons et alcools* **10.**
Rappels au règlement **722, 723.**

REDEVANCE TÉLÉVISION

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication, examen du fascicule, vote de crédits, article 52.

RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE POPULAIRE

Voir *Elections et référendums* **33.**
Lois de finances rectificatives **3.**

RÉFÉRENDUMS

Voir *Elections et référendums.*
Nouvelle-Calédonie **3.**

RÉFORMES ADMINISTRATIVES

Voir *Administration* **1.**

RÉFUGIÉS POLITIQUES

Expulsion de réfugiés iraniens

Voir *Questions au gouvernement* **593, 602, 605.**

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R.A.T.P.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.

RÉGIMES MATRIMONIAUX

Voir *Divorce* **4.**

RÉGIONALISATION

Voir *Nouvelle-Calédonie* **3** (avant la discussion des articles).

RÉGIONS

Voir *Elections et référendums* **39.**

- fiscalité

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 59.

RÈGLEMENT NATIONAL D'URBANISME

Voir *Mayotte* **4.**

REMBOURSEMENT

Voir *Elections et référendums* **38.**

RENAULT (Régie)

Voir *Entreprises publiques* **3.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **438, 619.**
Rappels au règlement **781, 783, 786, 790, 791 et 794.**

Licenciement de militants syndicaux

Voir *Questions au Gouvernement* **420, 474.**

Statut -

Voir *Questions au Gouvernement* **472.**

RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS (R.V.I.)

Voir *Entreprises publiques* **3.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

RENÉGOCIATION DES PRÊTS

Voir *Logement et habitat* **9.**

REPOS HEBDOMADAIRE

Voir *Travail* **18.**

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE (R.D.A.)

Voir *Traités et conventions* **30.**

Relations de la France avec la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Coopération militaire franco-allemande

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Relations de la France avec la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Relations entre la France et la - en matière de défense

Voir *Questions au Gouvernement* **617.**

RÉQUISITIONS TEMPORAIRES

- pour l'organisation des jeux olympiques d'Albertville

Voir *Expropriation* **1.**

RÉSEAU CÂBLÉ

- en Essonne

Voir *Questions orales sans débat* **227.**

RÉSERVES

Voir *Chasse* **2.**

RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE

Voir *Logement et habitat* **17.**

RESPONSABILITÉ CIVILE

Voir *Justice* **8.**
Santé publique **10.**

RETRAITE

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **16, 17.**
Assurance vieillesse : généralités.
Fonctionnaires et agents publics **9.**

Age de la -

Voir *Épargne et investissement* **9** (n° 443) : avant la discussion des articles.
Sécurité sociale **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 31.

Résidences de -

Voir *Copropriété* **2.**

Retraite progressive

Voir *Sécurité sociale* **12.**

Revalorisation

Voir *Sécurité sociale* **12.**

RETRAITÉS

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **6.**
Conseil économique et social **1.**

- dans les D.O.M.

Voir *Sécurité sociale* **12,** après l'article 4.

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

1. - Proposition de loi n° 678 tendant à assurer des **avantages fiscaux légaux à toutes les catégories de travailleurs cherchant à se constituer une retraite complémentaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Bernard-Claude Savy. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

REVENU MINIMUM D'INSERTION

Voir *Politique économique et sociale* **13.**

REVENUS

Voir *Elections et référendums* **43.**

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Bicentenaire de la -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Culture et communication, Culture, procédure des questions.

Vendée

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

RHIN

Voir *Environnement* **10.**

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Voir *Questions orales sans débat* **224.**

ROUTES

Axes routiers en Poitou-Charentes

Voir *Questions au Gouvernement* **330.**

R.N. 20

Voir *Questions orales sans débat* **204, 211.**

Schéma directeur

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.

S

SACILOR

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, industrie, procédure des questions.
Questions orales sans débat **218.**

SAINT-MALO

Ateliers et chantiers de la Manche

Voir *Questions au Gouvernement* **558.**

SAINT-MARTIN

Autonomie de l'île de -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** article 15.

SAINT-NECTAIRE

Station thermale de -

Voir *Questions orales sans débat* **332.**

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

3. - Projet de loi n° 688 portant réforme du régime **d'assurance vieillesse** applicable à **Saint-Pierre-et-Miquelon.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 avril 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre, Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi et Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Gérard Grignon (7 mai 1987). - Rapport n° **782** (21 mai 1987). - Discussion le 22 juin 1987. - Adoption le 22 juin 1987. - Projet de loi n° **131.**

Sénat (première lecture) n° **312** (1986-1987). - Dépôt le 23 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. François Louisy. - Rapport n° **349 (7 juillet 1987). - Adoption le 8 juillet 1987. - Projet de loi n° 122.**

Loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 22 juillet 1987 (p. 8166).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1987] (p. 2994).

Allocation aux vieux travailleurs (A.V.T.) : *Grignon (Gérard)* (p. 2996, 2997) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3000).

Allocation complémentaire spéciale (A.C.S.) : *Grignon (Gérard)* (p. 2996, 2997) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3000).

Assurance vieillesse (mise en place d'un régime d'- comparable à celui de la métropole) : *Grignon (Gérard)* (p. 2994, 2997) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999, 3000) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3000) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3001).

Caisse de prévoyance sociale C.P.S. (catégories relevant de la -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2995).

Caisse de prévoyance sociale C.P.S. (financement de la - et prestations servies) : *Grignon (Gérard)* (p. 2995, 2997).

Canada (dépendance à l'égard du -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2995).

Chômage (chiffres du -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2995) ; *Descaves (Pierre)* (p. 3002).

Economie Saint-Pierraise : *Grignon (Gérard)* (p. 2994).

Fonctionnaires (régime de retraite des -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2995) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3000).

Marins-pêcheurs (régime de retraite des -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2995) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999).

Mesures transitoires : *Grignon (Gérard)* (p. 2998) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999).

Minimum vieillesse (institution d'un -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2998) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3000) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3001) ; *Fritch (Edouard)* (p. 3001).

Prélèvements obligatoires : *Descaves (Pierre)* (p. 3002).

Protection sociale en milieu rural en Polynésie française : *Fritch (Edouard)* (p. 3001) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3002) ; *Pons (Bernard)* (p. 3002, 3003).

Retraite par capitalisation : *Descaves (Pierre)* (p. 3002) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3002).

Spécificités de Saint-Pierre-et-Miquelon (prise en compte des -) : *Grignon (Gérard)* (p. 2998) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2999).

Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon : *Grignon (Gérard)* (p. 2994).

Subvention de l'Etat (coût de la -) : *Descaves (Pierre)* (p. 3001) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3002).

Vote favorable du Front national : *Descaves (Pierre)* (p. 3002).

Vote favorable du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3000).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Fritch (Edouard)* (p. 3001).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 3001).

Discussion des articles (p. 3003).

Article 1er *(création d'un nouveau régime d'assurance vieillesse à Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 2 *(gestion par la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* coût de la mesure pour 1988.

- article 2 : adopté.

Titre Ier : *assurance vieillesse de base.*

Article 3 *(champ d'application) :* amendement n° 1 de la commission (maintien du statut des personnels d'E.D.F.-G.D.F.) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (affiliation obligatoire au régime de Saint-Pierre-et-Miquelon des marins qui, pendant leur période de débarquement, exercent une activité professionnelle) (p. 3003) : adopté.

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(assurance volontaire) :* amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 4 corrigé de la commission (de conséquence) : adopté.

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(financement du régime) :* amendement n° 5 de la commission (de précision) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (référence à « l'autorité administrative supérieure ») : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (même objet) (p. 3004) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (même objet) : rejeté.

- article 5 : adopté.

Article 6 *(montant de la pension de retraite) :* pension calculée sur la base du salaire moyen ayant donné lieu à cotisation ; forfaitisation au plafond pour les périodes antérieures.

- article 6 : adopté.

Article 7 *(périodes d'assurance) :* adopté.

Article 8 *(périodes assimilées) :* adopté.

Article 9 *(majoration de durée d'assurance) (p. 3005) :* amendement n° 26 du Gouvernement (extension au régime local de la majoration de deux ans d'assurance par enfant appliquée en métropole aux mères de famille) : adopté.

- article 9, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(définition de l'inaptitude au travail) :* adopté.

Article 11 *(bénéfice du taux plein) :* différence de traitement entre les anciens prisonniers de guerre et les anciens déportés et internés ; amendement n° 27 du Gouvernement (extension du taux plein aux anciens combattants) : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (extension du taux plein aux mères de famille ouvrières) : adopté.

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(versement forfaitaire unique) :* adopté (p. 3006).

Article 13 *(revalorisation du revenu professionnel de base et des pensions) :* amendement n° 14 de la commission (référence à « l'autorité administrative supérieure ») : rejeté.

- article 13 : adopté.

Article 14 *(condition de cessation d'activité) :* adopté.

Article 15 *(service des pensions de vieillesse au titre de l'inaptitude au travail) :* adopté.

Article 16 *(conditions générales d'attribution et montant de la pension de reversion) :* adopté.

Article 17 *(ouverture du droit à la pension de reversion en cas de disparition de l'assuré) :* adopté.

Article 18 *(droit du conjoint divorcé) :* adopté.

Article 19 *(règles de coordination) :* amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 3007) : rejeté.

- article 19 : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 29 du Gouvernement (majoration allouée aux personnes ayant élevé au moins trois enfants) : adopté.

Titre II : *prestations minimales de vieillesse.*

Chapitre Ier : *allocation minimale de vieillesse.*

Article 20 *(conditions d'attribution) :* amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté.

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(plafond de ressources) :* amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté.

- article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 *(financement des dépenses) :* adopté.

Chapitre II : *allocation supplémentaire.*

Article 23 *(conditions d'ouverture du droit) :* adopté.

Article 24 *(appréciation des ressources des bénéficiaires) :* adopté (p. 3008).

Article 25 *(montant de l'allocation) :* adopté.

Article 26 *(information des bénéficiaires) :* adopté.

Article 27 *(service de l'allocation) : adopté.*

Article 28 *(suspension, révision et retrait) :* amendement n° 19 de la commission (délais de prescription pour le remboursement de trop-perçu) : adopté.

- article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 *(suppression du service de l'allocation) :* adopté.

Article 30 *(recouvrement sur les successions) :* adopté.

Article 31 *(financement de l'allocation supplémentaire) :* adopté.

Chapitre III : *dispositions communes.*

Article 32 *(contrôles) :* adopté.

Article 33 *(déclaration des avantages viagers) :* adopté.

Article 34 *(revalorisation des allocations)* : amendement n° 21 de la commission (référence à « l'autorité administrative supérieure ») : rejeté.

– article 34 : adopté.

Titre III : *régime complémentaire d'assurance vieillesse.*

Article 35 *(règles d'affiliation à un régime complémentaire)* (p. 3009) : adopté.

Titre IV : *pénalités ; dispositions diverses et transitoires.*

Article 38 *(pénalités)* : adopté.

Articles 37 *(remboursement du trop-perçu)* : amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté.

– article 37, ainsi modifié : adopté.

Article 38 *(caractère cessible et saisissable des prestations)* : adopté.

Article 39 *(dispositions transitoires)* : amendement n° 30 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 3010) ; amendement n° 24 de la commission (de précision) : adopté.

– article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : amendement n° 31 du Gouvernement (de coordination) : adopté.

– article 40, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 32 du Gouvernement (extension aux personnels de Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3011).

Voir *Questions au Gouvernement* **363.**

Pêche industrielle à –

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Mer.

Situation de la pêche à –

Voir *Questions au Gouvernement* **501.**

Pêche au large de –

Voir *Questions orales sans débat* **248.**

Personnels hospitaliers originaires de –

Voir *Questions orales sans débat* **248.**

SAISIE IMMOBILIÈRE

Voir *Justice* **12.**

SALAIRE D'ÉDUCATION

Voir *Famille* **4.**

SALAIRES

Voir *Politique économique et sociale* **12.**

Coûts salariaux de l'industrie en France

Voir *Questions au Gouvernement* **424.**

SANTÉ PUBLIQUE

6. – Proposition de loi n° 661 tendant à la **création d'un diplôme d'Etat de thanatopracteur.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 14 avril 1987 par M. Gérard Léonard. – Renvoi à la commission de la production et des échanges. – Rapporteur : M. Philippe Legras (14 mai 1987).

7. – Proposition de loi n° 909 tendant à modifier le calendrier des **consultations prénatales obligatoires.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 30 juin 1987 par M. Roland Blum. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. – Rapport d'information de M. Michel Hannoun déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **SIDA, question de société** (n° **1090**) [3 décembre 1987].

9. – Rapport d'information de M. Bernard Debré déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur **la lutte contre le SIDA** (n° **1091**) [3 décembre 1987].

10. – Proposition de loi n° 1110 tendant à instituer des **médiateurs médicaux.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Bernard Debré. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

11. – Proposition de loi n° 1231 relative au **dépistage du virus du SIDA.**

Assemblée nationale (première lecture). – Dépôt le 23 février 1988 par M. Jean-Jacques Jegou. – Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Communautés européennes* **8.**

SAPEURS-POMPIERS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Intérieur.
Sécurité civile **1.**

SATELLITES

Voir *Audiovisuel* **9.**
Lois de finances **4,** Budget annexe des P. et T., examen du fascicule, Culture et communication, communication, questions et examen du fascicule, Défense.
Questions au Gouvernement **584.**

SATELLITES MILITAIRES

Voir *Défense* **8.**

SAVOIE

Expropriations et réquisitions provisoires nécessaires à l'organisation des jeux Olympiques de –

Voir *Expropriation* **1.**

SCHWARTZ (rapport –)

Voir *Questions au Gouvernement* **431.**

SCRUTIN DE LISTE

Voir *Elections et référendums* **39.**

SECRET DÉFENSE

Voir *Questions au Gouvernement* **423.**

SECTEUR PUBLIC

Voir *Audiovisuel* **9.**

SÉCURITÉ

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Intérieur.
Ordre public.
Questions au Gouvernement **463.**

SÉCURITÉ CIVILE

1. – Projet de loi n° 781 relatif à l'organisation de la **sécurité civile,** à la **protection de la forêt contre l'incendie** et à la **prévention des risques majeurs** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **160** (1986-1987). – Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. – Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. – Rapporteur : M. René-Georges Laurin. – Rapport n° **206** (29 avril 1987). – Rapporteur pour avis : M. Bernard-Charles Hugo. – Avis n° **205** (29 avril 1987). – Adoption le 20 mai 1987. – Projet de loi n° **68.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 21 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon (21 mai 1987). - Rapport n° **870** (18 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (22 mai 1987). - Rapporteur pour avis : M. Ladislas Poniatowski (27 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (27 mai 1987). - Adoption le 8 juillet 1987. - Projet de loi n° **158.**

Sénat (2e lecture) n° **368** . - Dépôt le 9 juillet 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523). - Réunion le 9 juillet 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. René-Georges Laurin. - Rapport n° **370** (9 juillet 1987). - Discussion le 9 juillet 1987. - Adoption le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **129.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon. - Rapport n° **938** (9 juillet 1987). - Discussion et adoption définitive le 9 juillet 1987. - Projet de loi n° **162.**

Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 23 juillet 1987 (p. 8199). - Rectificatif (*J.O.* du 29 août 1987) (p. 9912).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 781 et ceux de la loi 87-565 du 22 juillet 1987

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ CIVILE**			
1		Définitions de la sécurité civile. Plans d'organisation des secours. Plans d'urgence.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3772 3906	1
	2 A	CHAPITRE Ier **Préparation et organisation des secours**	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3778 3906	
2		Contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3778 3906	2
	2 *bis* (A.N.)	Champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3779 3906	3
	2 *ter* (A.N.)	Mesures incitant à l'adoption de plans particuliers d'intervention par exploitant.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3781 3906	4
3		Autorités compétentes pour diriger les opérations de secours.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3784 3907	5
4		Pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3787 3907	6
5		Pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone défense.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3789 3907	7
6		Pouvoirs du représentant de l'Etat dans la région.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3800 3907	8
7		Pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3800 3907	9
8	Supprimé (A.N.)	Plans particuliers d'intervention.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3801 3907	-
9		Réquisition des moyens privés de secours.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3802 3907	10
	9 *bis* (Sénat)	Réparation des dommages subis par les personnes requises.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3802 3907	11
10		Code d'alerte national.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3803 3907	12
11		Financement des opérations de secours.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3804 3907	13
	11 *bis* (A.N.)	Rédaction de l'article 96 du code de la montagne ne faisant plus référence à l'article 101 de la loi du 2 mars 1982 relatif à la mise en jeu de la responsabilité des communes.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3807 3907	14

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	12 A (A.N.)	CHAPITRE II **Dispositions relatives aux services d'incendie et de secours**	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3808 3907	
12		Mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3808 3907	15
	12 *bis* (Sénat)	Rôle des services d'incendie et de secours.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3809 3907	16
13		Pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers.	Première lecture : 8 juillet 1987	3810	17
	13 *bis* (Sénat)	Corps de sapeurs-pompiers.	Première lecture : 8 juillet 1987	3811	18
	13 *ter* (Sénat)	Emplois réservés.	Première lecture : 8 juillet 1987	3811	19
	13 *quater* (A.N.)	Validation législative d'une disposition réglementaire relative à la nomination des élèves-commissaires à la suite de son annulation par le tribunal administratif.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3811 3907	20
14	Supprimé (A.N.)	Abrogation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982.	Première lecture : 8 juillet 1987	3811	-
		TITRE II **PROTECTION DE LA FORÊT CONTRE L'INCENDIE ET PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS**			
		CHAPITRE PREMIER **Information**			
15		Information du public.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3812 3908	21
	15 *bis* (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Sanctions pénales à l'encontre des exploitants d'une installation soumise à un plan particulier d'intervention qui auraient omis d'informer le représentant de l'Etat.	Première lecture : 8 juillet 1987	3818	-
	15 *ter* (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire.	Première lecture : 8 juillet 1987	3822	-
		CHAPITRE II **Maîtrise de l'urbanisation**			
16		Prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme.	Première lecture : 8 juillet 1987	3825	22
	16 *bis* (Sénat)	Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3828 3908	23
	16 *ter* (Sénat)	Non-application de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme aux installations susceptibles de bénéficier de servitudes d'utilité publique indemnisables.	Première lecture : 8 juillet 1987	3839	24
	16 *quater* (Sénat)	Non-application des servitudes d'utilité publique indemnisables aux installations qui relèvent du ministère de la défense.	Première lecture : 8 juillet 1987	3839	25
	16 *quinquies* (Sénat)	Amélioration des procédures de mise en œuvre des projets d'intérêt général.	Première lecture : 8 juillet 1987	3839	26
	16 *sexies* (A.N.)	Régularisation de la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3839 3908	27
		CHAPITRE III **Défense de la forêt contre l'incendie**			
17		Effets de la déclaration d'utilité publique.	Première lecture : 8 juillet 1987	3842	28

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
18		Mise en valeur agricole ou pastorale.	Première lecture : 8 juillet 1987	3844	29
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3908	
	18 *bis* (Sénat)	Faculté d'affranchissement des droits d'usage.	Première lecture : 8 juillet 1987	3847	30
	18 *ter* (Sénat)	Destruction d'office des boisements irréguliers.	Première lecture : 8 juillet 1987	3847	31
19		Financement du débroussaillement.	Première lecture : 8 juillet 1987	3848	32
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
20		Sanctions à l'encontre des personnes incendiaires involontaires de forêts.	Première lecture : 8 juillet 1987	3849	33
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
21		Ajournement de la peine prononcée en cas d'infraction à l'obligation de débroussaillement avec injonction d'exécuter les travaux sous astreinte.	Première lecture : 8 juillet 1987	3850	34
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
22		Constitution de partie civile des personnels morales de droit public.	Première lecture : 8 juillet 1987	3851	35
23		Interdiction de séjour.	Première lecture : 8 juillet 1987	3851	36
24		Publication du jugement de condamnation de l'auteur d'un incendie volontaire.	Première lecture : 8 juillet 1987	3851	37
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
	24 *bis* (Sénat)	Procédure de l'amende forfaitaire en matière d'infractions forestières.	Première lecture : 8 juillet 1987	3852	38
	24 *ter* (Sénat)	Incompatibilité de la procédure de l'amende forfaitaire et de la transaction.	Première lecture : 8 juillet 1987	3852	39
	24 *quater* (Sénat)	Entrée en vigueur de la procédure de l'amende forfaitaire.	Première lecture : 8 juillet 1987	3852	40
		CHAPITRE IV			
		Prévention des risques naturels			
25		Zones exposées à un risque sismique ou cyclonique.	Première lecture : 8 juillet 1987	3853	41
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
26		Contenu des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles.	Première lecture : 8 juillet 1987	3855	42
27		Substitution du P.E.R. (Plan d'exposition aux risques) au plan des surfaces submersibles.	Première lecture : 8 juillet 1987	3855	43
28		Modification formelle de la loi du 10 juillet 1973 relative à la défense contre les eaux.	Première lecture : 8 juillet 1987	3855	44
29		Pouvoirs de l'administration en cas de sécheresse grave.	Première lecture : 8 juillet 1987	3855	45
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
		CHAPITRE V			
		Prévention des risques technologiques			
	30 A	Etude de danger prenant en compte la prévention des risques majeurs d'origine technologique.	Première lecture : 8 juillet 1987	3860	46
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3909	
30		Mesures de sécurité applicables aux barrages non concédés.	Première lecture : 8 juillet 1987	3861	47
31		Mesures de sécurité applicables aux barrages, prises d'eau, moulins et usines.	Première lecture : 8 juillet 1987	3862	48
32		Prévention des risques entraînés par les transports de produits chimiques par canalisation.	Première lecture : 8 juillet 1987	3862	49
33		Prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation.	Première lecture : 8 juillet 1987	3862	50
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3910	
34		Mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures.	Première lecture : 8 juillet 1987	3863	51
			C.M.P. : 9 juillet 1987	3910	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	34 *bis*	Renforcement du pouvoir de contrôle des maires en matière de circulation de matières dangereuses.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3865 3910	52
35		Constitution de garanties financières par les exploitants de certaines exploitations.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3865 3910	53
	35 *bis* (A.N.) Supprimé (C.M.P.)	Prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 33 du code rural.	Première lecture : 8 juillet 1987 C.M.P. : 9 juillet 1987	3866 3910	-
		TITRE III **AMÉNAGEMENT DU DROIT LOCAL DE LA CHASSE**			
	36 (Sénat) Supprimé (A.N.)	Aménagement du droit local de la chasse.	Première lecture : 8 juillet 1987	3867	-

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 1987] (p. 3271, 3289)

Catastrophes et risques (énumération des -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3271) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3274, 3275) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3277) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 3295, 3296) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3298).

CIRCOSC (Centre interrégional de coordination des secours) : *Pasqua (Charles)* (p. 3277) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3295) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 3296, 3297).

Conservatoire de la forêt méditerranéenne : *Carignon (Alain)* (p. 3280, 3306) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 3297) ; *Souchon (René)* (p. 3298).

Coopération européenne et internationale : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275, 3276) ; *Le Baill (Georges)* (p. 3301) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3304).

Défense civile (principes et articulation de la sécurité civile avec la -) : *Chartron (Jacques)* (p. 3276) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3292) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3302) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 3302, 3303) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3305).

Environnement (budget de l'-) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3304).

Forêt (lutte contre les incendies de -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3271, 3273) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275) ; *Carignon (Alain)* (p. 3280, 3306) ; *Bordu (Gérard)* (p. 3290, 3291) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3293) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3295) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 3297) ; *Souchon (René)* (p. 3297, 3298) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3299) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 3303) ; *Richard (Alain)* (p. 3303) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3305).

Information : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3272, 3274) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3276) ; *Chartron (Jacques)* (p. 3277) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3278) ; *Carignon (Alain)* (p. 3279, 3280, 3307) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3295) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 3297) ; *Le Baill (Georges)* (p. 3300, 3301) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3302, 3303) ; *Richard (Alain)* (p. 3303).

Matières dangereuses (transport des -) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275) ; *Carignon (Alain)* (p. 3280, 3306) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3293) ; *Richard (Alain)* (p. 3304).

Peines (aggravation des - pour les responsables d'incendies de forêt) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3273).

Pilotes de Canadair (amélioration du statut des -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3273) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3295) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3304, 3305).

Plans d'urgence : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3273) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3278).

Plans ORSEC : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3272, 3273) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3277, 3278, 3304, 3305) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 3291) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3293, 3294) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3294) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3299).

Politique de l'environnement entre 1981 et 1986 : *Franceschi (Joseph)* (p. 3292, 3293).

Population (formation de la -) : *Le Baill (Georges)* (p. 3301).

Préfet de zone (pouvoirs du -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3272) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3277).

Prévention (politique de -) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275) ; *Carignon (Alain)* (p. 3279, 3281, 3306, 3307) ; *Bordu (Gérard)* (p. 3289, 3290, 3291) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3293, 3294) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3300) ; *Richard (Alain)* (p. 3303) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3305).

Sapeurs-pompiers (organisation et rôle) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3273) ; *Chartron (Jacques)* (p. 3277) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3278, 3279, 3304, 3305) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 3291).

Secours (financement des opérations de -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3272) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 3291, 3292).

Sécurité civile (organisation de la -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3272) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3275) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3277, 3304) ; *Bordu (Gérard)* (p. 3289) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3292, 3293) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3294) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 3296) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3299) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3300).

Urbanisation (maîtrise de l'- autour des sites dangereux) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3274) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3276) ; *Carignon (Alain)* (p. 3280) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3295) ; *Richard (Alain)* (p. 3303).

Zones de défense : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3272) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3277, 3278) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3293, 3294).

Discussion des articles [8 juillet 1987] (p. 3772, 3799, 3837).

Avant l'article 1er : amendement n° 187 de M. Georges Le Baill (domaines visés par le projet de loi) ; prise en compte du risque nucléaire ; inutilité d'effectuer une liste exhaustive des risques civils (p. 3772) : rejeté.

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* désintérêt de l'opinion à l'égard des débats ; gouvernements précédents n'ayant pas tiré les leçons de l'exercice Vosges 83 ; propos du ministre de l'intérieur selon lesquels la sécurité civile serait en triste état ; rapport Tazieff (p. 3773) ; programme civil de défense ; champ d'application de la loi devant prendre en compte le risque nucléaire ; domaine où règne une habitude de secret gardé et d'informations non diffusées ; définition de la sécurité civile et de ses tâches ; militarisation de cette dernière (p. 3774) ; exclusion du champ de la loi du domaine militaire ; plan particulier accessible à tous les citoyens ; amendement n° 107 de la commission de la défense (définition de la sécurité civile) ; amendement n° 154 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Chapuis (même objet) ; caractère civil de la sécurité civile

tenant plus à son objectif qu'à sa nature ; inquiétudes d'une militarisation du dispositif de la sécurité civile ; distinction délicate entre le champ civil et le champ militaire (p. 3775) ; amendement n° 107 : adopté au scrutin public ; amendement n° 154 : devenu sans objet ; amendement n° 61 corrigé de la commission des lois (tendant à distinguer l'objet de la sécurité civile et les moyens nécessaires pour y parvenir) : adopté ; amendement n° 146 de M. Guy Le Jaouen (notification des risques nucléaires au sein des risques civils) ; population ayant le droit d'être informée sur tous les risques (p. 3776) : retiré ; amendement n° 174 corrigé de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n°s 62 de la commission des lois et 8 de la commission de la production (clarification des dispositions du titre Ier du projet) : adoptés ; amendements identiques n°s 63 du la commission des lois et 9 de la commission de la production (de coordination) (p. 3777) : adoptés ; amendement n°s 1 de M. Jean Briane et 188 de Mme Odile Sicard : devenus sans objet ;

- article 1er, ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 2 : amendement n° 10 de la commission de la production (adoption d'un chapitre préparation et organisation des secours) : adopté.

Article 2 *(contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence) :* plans Orsec ; plan d'urgence ; définition précise de l'ensemble des plans ; amendements identiques n°s 64 de la commission des lois et 11 de la commission de la production (définition des plans Orsec) (p. 3778) : adoptés ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Après l'article 2 : amendement n° 189 de M. Joseph Franceschi soutenu par Mme Huguette Bouchardeau (objet du plan Orsec) ; amendement n'ayant pas l'ambition de mettre en commun l'ensemble des secours ni même des informations mais visant à faciliter les échanges dans la connaissance de l'ensemble des moyens et dans l'information ; recensement des moyens de la sécurité civile des pays de la Communauté européenne engagés depuis mai 1987 : rejeté.

Article 2 *bis* *(champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence) :* précisions non inscrites dans les plans d'urgence et dans les plans particuliers d'intervention qui sont néanmoins importantes ; intérêts principaux des plans d'urgence (p. 3779) ; nécessité de légitimer davantage les commissions locales d'information et de sécurité ; plans d'urgence ne prévoyant pas un recensement des moyens publics et privés ; communes ne disposant pas des moyens nécessaires notamment en montagne ; amendements identiques n°s 65 de la commission des lois et 12 rectifié de la commisson de la production (restructuration du texte) (p. 3780) : adoptés ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 2 *bis*.

Après l'article 2 *bis* : amendement n° 66 de la commission des lois (mesures incitant à l'adoption de plans particuliers d'intervention par exploitant) ; rythme lent d'établissement des plans particuliers d'intervention ; définition des maires concernés quant à leur consultation lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention ; sous-amendement n° 123 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Elie Hoarau (modification des modalités de préparation des plans particuliers d'intervention) (p. 3781) ; contrôle réel de la puissance publique insuffisant ; prise en compte de l'avis des salariés des comités d'hygiène et de sécurité, des comités d'entreprise et des syndicats ; recherches en toxicologie sur les produits chimiques très limitées ; nombre insuffisant des inspecteurs contrôlant les installations classées en nécessité de laisser une certaine liberté aux communes ; activités des commissions locales d'information s'étendant à tous les établissements soumis à un plan particulier d'intervention ; plans particuliers d'intervention devant être achevés dans un délai de deux ans ; consultation des communes directement intéressées ; révision de la liste des établissements contrôlés : rejeté ; sous-amendement n° 124 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Elie Hoarau (consultation des salariés lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3782) ; exploitant seul responsable des conséquences de cette activité ; inutilité de consulter les organisations professionnelles dans l'entreprise : rejeté ; sous-amendement n° 221 de M. Pierre-Rémy Houssin soutenu par M. Jean Bonhomme (tendant à préciser la situation juridique de l'exploitant lors de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde imposées par le plan particulier d'intervention) : retiré ; sous-amendement n° 125 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Elie Hoarau (délai d'élaboration des plans particuliers d'intervention) : rejeté ; sous-amendement n° 126 de Mme Colette Goeuriot soutenu par Elie Hoarau (communication des secrets industriels au représentant de l'Etat lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) ; information nécessaire permettant, en cas d'accident, de combattre efficacement les dangers (p. 3783) ; droit à l'information pour les populations menacées : rejeté ; sous-amendement n° 127 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Elie Hoarau (élaboration d'un rapport annuel du Gouvernement communiqué aux membres du Parlement) ; communication d'un rapport donnant l'état d'élaboration des plans particuliers d'intervention : rejeté ; amendement n° 66 : adopté.

Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours)* : opérations de secours relevant de l'autorité de police compétente ; rôle du représentant de l'Etat dans le département lors de la mise en œuvre des moyens (p. 3784) ; amorce d'une jurisprudence du Conseil d'Etat sur la responsabilité des communes lors de la mise en œuvre des plans de secours ; problème non résolu par le projet lors d'accident ayant une composante maritime ; amendement n° 182 de M. Joseph Franceschi soutenu par Mme Odile Sicard (conservation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) : rejeté (p. 3785) ; amendements identiques n° 67 de la commission des lois et n° 14 de la commission de la production (de coordination) : adoptés ; amendements identiques n° 2 de M. Jean Briane et n° 190 de Mme Odile Sicard (responsabilité de l'autorité disposant des moyens d'intervention) ; amendement n° 2 : non soutenu ; amendement n° 190 : rejeté ; amendement n° 68 de la commission des lois (tendant à autoriser le Premier ministre à placer les opérations de secours, lorsqu'elles intéressent plusieurs départements, sous la direction d'un seul représentant de l'Etat) ; amendement n° 15 de la commission de la production (même objet) (p. 3786) ; gradation des moyens mis en œuvre lors de la mobilisation des secours mais non obligation de déclencher impérativement un plan d'urgence ou un plan Orsec ; amendement n° 68 : adopté ; amendement n° 15 : devenu sans objet ; amendement n° 155 de M. André Ledran (coordination des moyens de secours terrestres et maritimes par un seul représentant de l'Etat) : rejeté ;

- article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile)* (p. 3787) ; mise en œuvre du plan Orsec national ; responsabilité financière des collectivités locales ; unités d'intervention de la sécurité civile ; amendement n° 69 de la commission des lois (harmonisation des dispositions de l'article 4 avec celles de l'article 1er) ; amendement n° 156 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Chapuis (établissement de la distinction entre les moyens relevant de l'Etat et ceux des collectivités locales) (p. 3788) ; amendement remettant en cause le principe d'une coordination nationale des mesures de sauvegarde et des moyens de secours ; amendement n° 69 : adopté ; amendement n° 156 : devenu sans objet ; amendement n° 16 de la commission de la production (tendant à préciser l'autorité établissant le plan Orsec national) : adopté ; amendement n° 70 de la commission de la production (tendant à préciser que l'attribution par le ministre chargé de la sécurité civile des moyens publics, s'effectue par délégation du Premier ministre) ; amendement n° 177 de M. Joseph Franceschi (même objet) : adoptés ; amendement n° 111 du Gouvernement (répartition géographique des compétences) : adopté ;

- article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* (p. 3789) ; circulaire du 12 novembre 1985 rappelant les mesures relatives à l'organisation de la défense de caractère non militaire ; articles n°s 5, 7 et 9 du projet de loi restrictifs par rapport aux dispositions de la circulaire ; nécessité de définir clairement les responsabilités en matière de sécurité civile ; nécessité d'encourager la réalisation d'ententes interdépartementales pour lutter contre les incendies de forêt ; association étroite du représentant de l'Etat à la mise en place des moyens de prévention ; amendement n° 176 de M. Robert Chapuis (augmentation des effectifs des unités d'intervention de la sécurité civile) (p. 3790) ; amendement remettant en cause l'intérêt de la création de l'échelon zonal comme échelon de secours intermédiaire entre l'Etat et le département et portant atteinte aux principes essentiels du code des communes ; amendement tendant à rendre obligatoires pour les collectivités locales de telles ententes : rejeté (p. 3791) ; amendement n° 71 de la commission des lois (de coordination) : adopté ; amendement n° 140 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à associer le plus étroitement possible les collectivités territoriales à l'ensemble des opérations de prépa-

ration du dispositif) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission de la production (tendant à préciser l'autorité établissant le plan Orsec zonal) : adopté ; amendement n° 112 de M. René Beaumont (tendant à corriger une inexactitude juridique) ; amendement n° 72 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 112 : non soutenu (p. 3799) ; amendement n° 72 : adopté ; amendement n° 141 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Paul Mercieca (formation des personnels relevant de la compétence des collectivités) : rejeté ;

– article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(pouvoirs du représentant de l'Etat dans la région)* : amendements identiques n° 73 de la commission des lois et n° 18 de la commission de la production (assouplissement du découpage de la zone de défense) : adoptés ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département)* : amendement n° 157 de M. Robert Chapuis soutenu par M. Georges Le Baill (tendant à conserver une coordination étroite entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) : rejeté ; amendement n° 74 de la commission des lois (de coordination) : adopté ; amendement n° 142 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à conserver une coordination entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) : rejeté ; amendement n° 19 de la commission de la production (tendant à préciser le rôle du représentant de l'Etat dans le plan Orsec départemental) (p. 3800) : adopté ; amendement n° 128 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Vincent Porelli (consultation obligatoire des élus locaux par le préfet) : rejeté ; amendement n° 158 de Mme Odile Sicard soutenu par M. Georges Le Baill (application des plans Orsec départementaux aux secours en montagne et en mer) : rejeté ;

– article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(plans particuliers d'intervention)* : élaboration des plans particuliers d'intervention devant être effectuée en relation étroite avec les collectivités territoriales intéressées ; mise en place de commissions locales ; conditions dans lesquelles seront établis les plans d'urgence ; expérimentation en grandeur nature des plans particuliers d'intervention ; association des populations (p. 3801) ; révision périodique des plans particuliers d'intervention ; amendement n° 75 de la commission des lois (de suppression) ; amendement n° 20 de la commission de la production (même objet) : adoptés ; amendements n° 129 et n° 133 de Mme Colette Gœuriot : devenus sans objet ;

– en conséquence, cet article est supprimé.

Article 9 *(réquisition des moyens privés de secours)* : amendement n° 21 corrigé de la commission de la production (rédactionnel) : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 9.

Amendement n° 159 de M. Joseph Franceschi : devenu sans objet.

Article 9 *bis* *(réparation des dommages subis par les personnes requises)* : communes rurales ne disposant pas des moyens pour assumer un tel risque ; ambiguité concernant l'autorité disposant du pouvoir de réquisition (p. 3802) ; concertation insuffisante pour l'élaboration de ce texte ; imprécision quant à la commune prenant en charge le risque ; application pure et simple du code des communes ; amendement n° 76 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 77 de la commission des lois (de coordination) : adopté ;

– article 9 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 10 *(code d'alerte national)* : système utilisé pour donner l'alerte ; amendement n° 78 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3803) ; sous-amendement n° 223 du Gouvernement (établissement par décret du code d'alerte national) : adopté ; amendement n° 78, ainsi modifié : adopté ;

– en conséquence, ce texte devient l'article 10.

Article 11 *(financement des opérations de secours)* : mécanisme de compensation risquant de donner lieu à des interprétations très incertaines ; risque de mobilisation de forces excédant celles de la commune provoquant une charge trop lourde pour cette dernière ; collectivités du même département n'étant pas remboursées pour les moyens de secours qu'elles auront fournis ; seul l'Etat est en mesure d'assumer la charge de certaines opérations de secours (p. 3804) ; nécessité de faire jouer la solidarité entre les collectivités territoriales ; amendements identiques n° 4 de M. Jean Briane et n° 191 de M. Louis Besson soutenu par Mme Odile Sicard (rappel du 7° de l'article L. 221-2 du code des communes) ; amendement n° 4 : non soutenu ; amendement n° 191 : rejeté ; amendement n° 22 de la commission de la production (tendant à préciser que le principe de remboursement ne s'applique qu'au surcoût des opérations de secours) : adopté ; amendement n° 5 de M. Jean Briane (précisant les opérations de secours concernées) : non soutenu ; amendement n° 160 de M. Georges Le Baill soutenu par Mme Odile Sicard (même objet) : retiré (p. 3805) ; amendement n° 23 de la commission de la production (renforcement de la solidarité entre les collectivités locales) ; solidarité ne s'exerçant pleinement que si elle joue dans le cadre de la prévention ; sous-amendement n° 224 du Gouvernement (tendant à clarifier la règle édictée à l'alinéa 2 quant aux règles particulières de financement des secours) ; sous-amendement n° 224 : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 24 de la commission de la production (rétablissement du principe de la solidarité interdépartementale) ; amendement laissant une plus grande marge d'initiative aux départements pour mettre en œuvre diverses procédures de péréquation des charges (p. 3806) : adopté ; amendement n° 161 corrigé de M. Richard Derosier (élargissement des exonérations de remboursement à l'ensemble de la zone de défense) : devenu sans objet ; amendement n° 162 de Mme Odile Sicard soutenu par M. Bernard Derosier (mise en conformité des conventions et accords conclus antérieurement avec la présente loi dans un délai d'un an) : rejeté ;

– article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 25 rectifié de la commission de la production (rédaction de l'article 96 du code montagne ne faisant plus référence à l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) ; amendement dont la raison profonde est de rejeter la jurisprudence naissante du Conseil d'Etat quant à la mise en jeu de la responsabilité des communes (p. 3807) ; amendement n° 25 rectifié : adopté.

Avant l'article 12 : amendement n° 26 de la commission de la production (création d'un chapitre II relatif aux services d'incendie et de secours) : adopté.

Article 12 *(mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours)* : amendement n° 193 de M. Georges Le Baill (suppression du paragraphe I[er] de l'article 12) : rejeté ; amendement n° 183 de M. Alain Richard (tendant à préserver la répartition des fonctions au sein du service départemental d'incendie et de secours) : rejeté ; amendement n° 113 de M. René Beaumont (compétences du directeur départemental) : non soutenu ; amendement n° 79 de la commission des lois (même objet) : adopté ; amendement n° 80 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3808) : adopté ; amendement n° 81 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ;

– article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *bis* *(rôle des services d'incendie et de secours)* : amendement n° 194 de M. Alain Richard (tendant à clarifier l'organisation départementale des services d'incendie) ; souhait que la loi consacre le rôle pivot du service départemental : rejeté ; amendement n° 171 de Mme Françoise de Panafieu soutenu par M. Jean-Marie Demange (définition de la mission du service incendie) (p. 3809) : adopté ;

– article 12 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers)* : article en contradiction avec l'esprit des lois de décentralisation ; amendement n° 134 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Vincent Porelli (de suppression) ; effectif des sapeurs-pompiers notoirement insuffisant ; souhait du Gouvernement que les officiers de sapeurs-pompiers soient nommés par l'Etat et qu'ils ne soient pas uniquement sous l'autorité des maires : rejeté ; amendement n° 163 de M. Joseph Franceschi (nomination des officiers par l'autorité territoriale après accord du représentant de l'Etat) : rejeté (p. 3810) ;

– article 13 : adopté.

Article 13 *bis* *(corps des sapeurs-pompiers)* : adopté.

Article 13 *ter* *(emplois réservés)* : adopté.

Après l'article 13 ter : amendement n° 222 du Gouvernement (validation législative d'une disposition réglementaire relative à la nomination des élèves-commissaires à la suite de son annulation par le tribunal administratif) ; demande de suspension de séance : adopté.

Article 14 *(abrogation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982)* : amendement n° 27 de la commission de la production (de suppression) (p. 3811) : adopté ;

- en conséquence, cet article est supprimé.

- amendements nos 195 et 196 de Mme Odile Sicard devenus sans objet.

Après l'article 14 : amendement n° 147 de M. Guy Le Jaouen (prise en compte du risque nucléaire) : rejeté.

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Avant l'article 15 : amendement n° 206 de M. Alain Richard soutenu par M. Georges Le Baill (droit à la formation) : rejeté.

Article 15 *(information du public)* : information devenant une nécessité impérative notamment en matière nucléaire (p. 3812) ; information devant être appuyée par une politique de formation ; moyens d'une information dispensée à l'ensemble de la population ; circulation de l'information difficile en France notamment en matière nucléaire ; renforcement des diverses instances locales ; nécessité d'élever le niveau de connaisances des populations (p. 3813) ; réalisation d'exercice en vraie grandeur ; prise en compte du transport des matières dangereuses ; suppression de l'obligation des exploitants d'installations dangereuses de participer à l'information du public ; information en matière nucléaire devant être plus transparente (p. 3814) ; rôle fondamental du personnel des centrales nucléaires à cette fin ; nécessité d'assurer l'autonomie du conseil supérieur de la sûreté de l'information nucléaire ; information du Parlement ; amendement n° 207 de M. Alain Richard soutenu par M. Georges Le Baill (tendant à préciser le droit à l'information et à la formation du public en matière de risques civils et militaires) (p. 3815) ; amendement empiétant sur le domaine réglementaire ainsi que sur les plans particuliers d'intervention ; rejeté ; amendement n° 28 de la commission de la production (tendant à rendre plus précis et plus opérationnel le droit à l'information) ; volonté de rendre aux Français la confiance en matière nucléaire (p. 3816) ; rejeté ; amendement n° 180 corrigé de la commission de la production (droit à l'information des personnes morales) : rejeté ; amendement n° 82 de la commission des lois (contenu du droit à l'information) : adopté ; amendements identiques n° 83 de la commission des lois et n° 29 de la commission de la production (suppression du dernier alinéa de l'article 15) (p. 3817) ; adoptés ;

- article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 30 de la commission de la production (sanctions pénales à l'encontre des exploitants d'une installation soumise à un plan particulier d'intervention qui auraient omis d'informer le représentant de l'Etat) ; circulaire du Premier ministre du 2 juillet 1987 quant à la mise en œuvre des sanctions ; adopté ; amendement n° 31 de la commission de la production (statut du conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) ; nécessité de faire intervenir un organisme indépendant ; amendement tendant à renforcer les compétences et l'autonomie du conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire ; statut législatif lui permettant de devenir une autorité administrative indépendante (p. 3819) ; rôle de l'Etat d'assurer la sûreté nucléaire sous le contrôle du Parlement et des citoyens ne permettant pas au Gouvernement d'accepter un tel amendement ; droit à l'information pleinement réalisé grâce à une instance indépendante ayant la confiance de la population ; industrie nucléaire française particulièrement sûre ; programme électronucléaire E.D.F. ; difficultés d'accorder à un organisme indépendant un droit de contrôle dans le domaine de la sûreté nucléaire ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire) ; sous-amendement n° 115 du Gouvernement (création d'une délégation investie d'une mission particulière d'information du Parlement sur le fonctionnement des installations classées) ; misson impartie à l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 3821) ; attribution d'une compétence particulière en matière nucléaire à l'office ; office ne fonctionnant pas actuellement de façon satisfaisante ; renforcement des moyens d'investigation et d'information du Parlement ; genèse de l'office (p. 3822) ; raisons du fonctionnement insatisfaisant ; rapport Tchernobyl non encore achevé ; création d'une mission permanente ; gouvernement ayant rédigé une proposition concernant le fonctionnement des assemblées parlementaires ; limitation des droits du Parlement par le biais de la limitation des droits de la délégation parlementaire ; difficultés d'accorder une crédibilité à un tel amendement alors que l'office n'est pas capable d'assurer sa mission ordinaire (p. 3823) ; difficultés pour l'office et pour le rapporteur permanent nommés en son sein d'être informés de façon approfondie et rapide ; sous-amendement n° 115 : rejeté ; amendement n° 32 rectifié : adopté ; amendement n° 143 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Elie Hoarau (nomination de deux représentants d'associations de défense pour l'environnement au sein du conseil départemental d'hygiène) ; amendement tendant à démocratiser les conseils départementaux d'hygiène (p. 3824) ; rejeté.

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme)* : information des populations locales habitant auprès des sites présentant des dangers ; recherche permanente d'une meilleure fiabilité des installations ; bonne maîtrise de l'urbanisation constituant une garantie de pérennité de sites industriels ; création de zones de vigilance ; décret du 26 mai 1987 (p. 3825) ; décret instituant une commission chargée de veiller à l'examen d'opérations immobilières sans que le maire n'en soit informé ; amendements indentiques n° 7 de M. Jean Briane soutenu par M. Jean-Jacques Hyest et n° 153 de M. Louis Besson soutenu par M. Alain Richard (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'Etat) ; loi de 1982 faisant obligation d'annexer au P.O.S. les servitudes d'utilité publique ; rejetés (p. 3826) ; amendement n° 164 de Mme Marie-Josèphe Sublet (création de zones de vigilance) ; notion administrativement intéressante mais n'ayant aucune connaissance juridique pratique ; dispositifs actuels insuffisants (p. 3827) ; possibilité d'utiliser le P.I.G. pour interdire la contruction d'une installation dangereuse dans un site urbanisé ; rejeté ; amendement n° 53 corrigé de M. Louis Lauga (attribuant compétence au conseil d'orientation de la forêt méditerranéenne de proposer certaines recommandations) : rejeté ;

- article 16 : adopté.

Article 16 bis *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées)* (p. 3828) ; amendement n° 209 de M. Alain Richard (servitudes d'utilité publique) ; création de servitudes permettant une réelle protection de l'environnement autour des implantations industrielles ; mise en place d'un système assez contraignant d'actualisation du droit local afin d'assurer une réelle efficacité aux dispositions présentes ; rejeté ; amendement n° 84 de la commission des lois (protection de la faune et de la flore) : adopté ; amendement n° 54 de M. Louis Lauga (même objet) ; retiré ; amendements indentiques n° 85 de la commission des lois et n° 33 de la commission de la production (tendant à apporter certaines précisions quant aux installations voisines concernées par les servitudes d'utilité publique) (p. 3829) ; adoptés ; amendement n° 34 de la commission de la production (modulation des prescriptions en fonction des risques encourus) ; amendement dont la rédaction est relativement imprécise ; adopté (p. 3830) ; amendement n° 86 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 35 de la commission de la production (élargissement du critère servant à la délimitation des périmètres autour des sites dangereux) (p. 3837) ; adopté ; amendement n° 210 de M. Alain Richard soutenu par M. Georges Le Baill (extension du dispositif aux installations déjà existantes) : rejeté ; amendement n° 87 de la commission des lois (conditions dans lesquelles le conseil municipal est réputé avoir émis un avis favorable au projet définissant les servitudes et les périmètres) ; amendement n° 36 de la commission de la production (même objet) ; amendement n° 87 : adopté ; amendement n° 36 : satisfait ; amendement n° 37 de la commission de la production (de forme) : adopté (p. 3838) ;

- article 16 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 16 ter *(non-application de l'article L. 121-8 du code de l'urbanisme aux installations susceptibles de bénéficier de servitudes d'utilité publique indemnisables)* : adopté.

Article 16 *quater* *(non-application des servitudes d'utilité publique indemnisables aux installations qui relèveront du ministère de la défense)* : adopté.

Article 16 *quinquies* *(amélioration des procédures de mise en œuvre des projets d'intérêt général)* : adopté.

Après l'article 16 *quinquies* : amendements identiques n° 116 du Gouvernement et n° 52 de M. Jean-Jacques Jegou soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (tendant à régulariser la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat relative à la réforme de 1977) (p. 3839) : adoptés.

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie*

Avant l'article 17 : amendement n° 108 de M. Vincent Porelli (plan pluriannuel de sauvegarde, de reconstitution et de mise en valeur du massif forestier) ; 220 millions de francs supplémentaires dégagés cette année pour la lutte contre les incendies de forêt : rejeté au scrutin public (p. 3840) ; amendement n° 110 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Bernard Deschamps (maîtrise de l'urbanisme) ; application ferme et déterminée de la législation actuelle ; définition au plan départemental des zones dans lesquelles des prescriptions particulières d'urbanisme pourront être décidées ; difficultés d'établir des plans départementaux ; préservation de la liberté communale (p. 3841) : rejeté.

Article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique)* : réglementation en matière de défrichement ; texte risquant d'introduire la confusion ; inclusion de l'aménagement global de la forêt (p. 3842) ; institut de recherche pour la forêt méditerranéenne à vocation internationale devant être institué ; rôle de l'I.N.R.A. quant aux recherches permettant de sauvegarder la forêt méditerranéenne ; création d'un établissement public tendant à réaliser une coordination des moyens visant à restaurer et à sauvegarder les forêts du bassin méditerranéen ; amendement n° 211 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (de suppression) (p. 3843) : rejeté ; amendement n° 212 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (insertion des dispositions relatives aux exceptions au contrôle des défrichements) : rejeté ;

- article 17 : adopté.

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale)* : sauvegarde du tissu économique et rural facilitant l'entretien de la forêt (p. 3844) ; rentabilité financière immédiate ne devant pas être le seul critère de l'activité agro-sylvo-pastorale ; mise en œuvre d'une politique favorisant le tourisme « vert » ; politique agricole de soutien ; encouragements spéciaux nécessaires pour certaines cultures ; amendement n° 55 de M. Louis Lauga (extension des dispositions aux végétations arbustives ; amendements n° 165 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (même objet) ; amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 165 : devenu sans objet (p. 3845) ; amendement n° 88 de la commission des lois (extension des dispositions à la mise en valeur sylvicole) : rejeté ; amendement n° 38 de la commission de la production (extension des dispositions aux zones de conversion) : adopté ; amendement n° 166 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (suppression de l'avant-dernier alinéa du texte proposé) ; correction de l'amendement soutenu : rejeté ; amendement n° 167 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (suppression du dernier alinéa du texte proposé) ; correction apportée à l'amendement ; rejeté ; amendement n° 56 de M. Louis Lauga (extension des dispositions aux activités d'élevage) (p. 3846) : retiré ; amendement n° 89 de la commission des lois (encouragement à la réalisation d'aménagements hydrauliques) ; priorité permettant de lutter plus efficacement contre les incendies : adopté ;

- article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 18 *bis* *(faculté d'affranchissement des droits d'usage)* : adopté.

Article 18 *ter* *(destruction des boisements irréguliers)* : adopté.

Article 19 *(financement du débroussaillement)* : construction de lignes E.D.F. en conducteurs isolés afin d'éviter une cause importante des incendies en forêt méditerranéenne ; amendement n° 213 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (de suppression) (p. 3847) ; protection de la forêt ardéchoise : rejeté ; amendement n° 90 de la commission des lois (mise en place de structures de solidarité intercommunale) (p. 3848) : adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 58 de M. Louis Lauga (extension de l'obligation de débroussaillement) : retiré ; amendement n° 51 de M. Daniel Colin soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (exonération des propriétaires fonciers de certaines charges dues au titre de l'emploi de salarié occupé au débroussaillement) : rejeté.

Article 20 *(sanctions à l'encontre des personnes incendiaires involontaires de forêt)* (p. 3849) ; amendement n° 91 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 92 de la commission des lois et n° 39 de la commission de la production (donnant pouvoir au tribunal d'ordonner la publication de la décision de condamnation) ; sous-amendement n° 122 du Gouvernement à l'amendement n° 92 (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal) ; sous-amendement n° 121 du Gouvernement à l'amendement n° 39 (même objet) ; sous-amendements n°s 121 et 122 : adoptés ; amendements n°s 92 et 93, ainsi modifiés : adoptés ;

- article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(ajournement de la peine prononcée en cas d'infraction à l'obligation de débroussaillement avec injonction d'exécuter les travaux sous astreinte)* (p. 3850) : amendement n° 93 de la commission des lois (clarification des dispositions sur l'ajournement de la peine prononcée) ; sous-amendement n° 219 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 219 : adopté ; amendement n° 93, ainsi modifié : adopté ;

- en conséquence, ce texte devient l'article 21.

Article 22 *(constitution de partie civile des personnes morales de droit public)* : adopté.

Article 23 *(interdiction de séjour)* : amendement n° 40 de la commission de la production (durcissement des peines) : rejeté ;

- article 23 : adopté.

Article 24 *(publication du jugement de condamnation de l'auteur d'un incendie volontaire)* : amendements identiques n° 94 de la commission des lois et n° 41 de la commission de la production (publication intégrale du jugement ou diffusion d'un message aux frais du condamné) (p. 3851) ; sous-amendement n° 118 du Gouvernement à l'amendement n° 94 (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal) ; sous-amendement n° 117 du Gouvernement à l'amendement n° 41 (même objet) ; sous-amendements n° 118 et n° 117 : adoptés ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *bis* *(procédure de l'amende forfaitaire en matière d'infraction forestière)* : adopté.

Article 24 *ter* *(incompatibilité de la procédure de l'amende forfaitaire et de la transaction)* : adopté.

Article 24 *quater* *(entrée en vigueur de la procédure de l'amende forfaitaire)* : adopté.

Après l'article 24 *quater* : amendement n° 95 de la commission des lois (tendant à insérer dans le code de l'urbanisme une disposition applicable à certains massifs forestiers, selon laquelle les zones faisant l'objet d'une protection doivent conserver leur classement après un incendie) ; urbanisation difficilement compatible avec la conservation ou la reconstitution du milieu forestier ; contrainte existant déjà pour les sites pittoresques (p. 3852) ; rejeté ; amendement n° 184 de M. René Souchon soutenu par M. Georges Le Baill (création de forêts de protection) : rejeté.

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Article 25 *(zones exposées à un risque sismique ou cyclonique)* : dégâts des eaux ; mesures proposées permettant de limiter les effets des cyclones dans les îles des D.O.M.-T.O.M. ; amendements identiques n° 96 de la commission des lois et n° 42 de la commission de la production (de coordination) (p. 3853) ; adoptés ; amendement n° 185 de M. Georges Le Baill (décret en Conseil d'Etat quant aux modalités d'information du public) : retiré ;

- article 25, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 220 de M. Pierre Micaux, à titre personnel (création de syndicats intercommunaux d'aménagement dans les zones exposées aux risques d'in-

nondation) ; amendement renvoyant à la notion de bassin exprimant une certaine solidarité géographique ; rédaction proposée ne respectant pas le principe de l'autonomie communale ; nécessité de rappeler à l'Etat la réalité des bassins et de leur rôle ; coordination demeurant très insuffisante (p. 3854) ; retiré.

Article 26 *(contenu des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles) :* amendement n° 97 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ;

- article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *(substitution de plans d'exposition aux risques aux plans des surfaces submersibles) :* adopté.

Article 28 *(modification formelle de la loi du 10 juillet 1983 relative à la défense des eaux) :* adopté.

Article 29 *(pouvoirs de l'administration en cas de sécheresse grave) :* amendement n° 59 de M. Louis Lauga (protection du patrimoine piscicole) ; amendement n° 98 de la commission des lois (même objet) ; amendement n° 59 : retiré (p. 3855) ; amendement n° 98 : rejeté ; amendement n° 43 de la commission de la production (rédactionnel) : adopté ;

- article 29, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 214 de M. Alain Richard soutenu par M. Joseph Franceschi (prise en compte des risques biotechnologiques) ; législation relative au contrôle des matières fertilisantes ; nouvelle pratique mettant en jeu la biotechnologie développant de nouveaux risques qu'il s'agit de prévenir (p. 3856) ; expérience dangereuse effectuée en milieu ouvert ; rejeté.

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : amendement n° 197 rectifié de M. Guy-Michel Chauveau (création d'une délégation aux transports des matières dangereuses) ; commission interministérielle existant aujourd'hui ne disposant pas d'une autorité suffisante en raison notamment de la trop grande diversité des intervenants ; rappel du rapport du sénateur Legrand ; réglementation française devant s'aligner sur une réglementation européenne dans des conditions très difficiles, en l'absence de lignes directives (p. 3857) ; rapports nombreux n'ayant pas été mis en application : rejeté ; amendement n° 144 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Vincent Porelli (réglementation des produits dangereux à l'entrée sur le territoire national) : rejeté ; amendement n° 139 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Vincent Porelli (autorisation du transport de certaines matières particulièrement dangereuses) ; information des élus locaux (p. 3858) ; rejeté ; amendement n° 145 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Vincent Porelli (mise en place du fichier des accidents de transports des matières dangereuses) ; amendement n° 203 rectifié de M. Guy-Michel Chauveau (même objet) : rejetés ; amendement n° 138 de Mme Colette Goeuriot par M. Bernard Deschamps (promulgation d'une carte permanente de la circulation des flux des matières dangereuses) ; amendement n° 199 rectifié de M. Guy-Michel Chauveau soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (établissement d'une carte des installations industrielles et du flux des matières dangereuses) ; amendement tirant les conséquences du rapport Girard ; politique de déréglementation du Gouvernement (p. 3859) ; problème de l'accompagnement des véhicules transportant des matières dangereuses ; existence d'une carte des flux des matières dangereuses : rejetés ; amendement n° 201 rectifié de M. Guy-Michel Chauveau (conducteurs de véhicules transportant des matières dangereuses soumis à un certificat de qualification) : rejeté ; amendement n° 200 rectifié de M. Guy-Michel Chauveau (conditions d'attributions du certificat de qualification) : devenu sans objet ; amendement n° 44 de la commission de la production (étude de danger prenant en compte la prévention des risques majeurs d'origine technologique) (p. 3860) ; directive Seveso prévoyant la réalisation d'études de danger avant juillet 1989 pour l'ensemble des installations se trouvant dans son champ d'application ; nécessité de soumettre au même régime les intallations nucléaires et les grands barrages ; instruction du Premier ministre du 2 juillet 1987 tendant à généraliser les études de danger ; nécessité d'envisager un sursis à exécution lorsqu'aucune véritable étude de danger n'a été faite : adopté.

Article 30 *(mesures de sécurité applicables aux barrages non concédés) :* problème des déchets toxiques (p. 3861) et notamment en Lorraine ; seuil d'acceptabilité établi d'après les contrats commerciaux : dioxine ; amendement n° 168 de M. Joseph Franceschi (tendant à lier la compétence du représentant de l'Etat dans l'exercice de ses pouvoirs) : rejeté ; amendement n° 169 de M. Joseph Franceschi (tendant à rendre obligatoire la procédure d'injonction) : rejeté ;

- article 30 : adopté.

Article 31 *(mesures de sécurité applicables aux barrages, prises d'eau, moulins et usines) :* adopté.

Article 32 *(prévention des risques entraînés par les transports de produits chimiques par canalisation) :* adopté.

Article 33 *(prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation)* (p. 3862) : amendements identiques n°s 99 de la commission des lois et 45 de la commission de la production (décret en Conseil d'Etat pour la détermination des canalisations à risque) : adoptés ; amendements identiques n°s 100 de la commission des lois et 46 de la commission de la production (renforcement de l'idée de prévention) : adoptés ; amendement n° 186 de M. Alain Richard soutenu par M. Robert Chapuis (compétence liée du représentant de l'Etat quant à la mise en demeure de l'exploitant) : rejeté ; amendement n° 101 de la commisson des lois (de coordination) : adopté ;

- article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 *(mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures)* (p. 3863) ; amendements identiques n°s 102 de la commission des lois et 47 de la commission de la production (harmonisation de la rédaction de l'article avec celle de l'article 6 de la loi du 29 juin 1965) ; sous-amendement n°s 119 du Gouvernement à l'amendement n° 102 (renforcement de l'idée de prévention) ; sous-amendement n° 120 du gouvernement à l'amendement n° 47 (frais de contrôle à la charge de l'exploitant) ; sous-amendements n°s 119 et 120 : adoptés ; amendement n° 102, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 47 : devenu sans objet ; amendement n° 215 de M. Alain Richard soutenu par M. Robert Chapuis (mise en demeure obligatoire) : rejeté ; amendement n° 103 de la commission des lois (de coordination) : adopté (p. 3864) ;

- article 34, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 216 de M. Alain Richard soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (tendant à accorder aux maires un pouvoir de contrôle plus substantiel en matière de circulation de matières dangereuses) ; loi de décentralisation n'ayant accordé aux maires aucun pouvoir en ce domaine ; flux des matières dangereuses devant s'organiser au niveau d'un département ou d'une région avec l'ensemble des partenaires : adopté.

Article 35 *(constitution de garanties financières par les exploitants de certaines installations) :* importance de la caution ; amendement n° 104 de la commission des lois (subordination de la délivrance d'une autorisation à la constitution des garanties financières) ; sous-amendement n° 170 du Gouvernement (détermination de la capacité financière du demandeur) ; amendement n° 48 de la commission de la production (limitation des cas imposant la constitution de garanties financières) (p. 3865) ; sous-amendement n° 170 : retiré ; amendement n° 104 : adopté ; amendement n° 48 : devenu sans objet ;

- article 35, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 217 de M. Robert Chapuis (sursis à exécution de la décision lorsqu'il y a absence d'étude de danger) : retiré ; amendement n° 114 de M. Philippe Legras soutenu par M. Jean-Marie Demange (prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural) ; délai insuffisant pour tous les propriétaires de plans d'eau ; services compétents des départements pouvant réellement procéder aux instructions avant le 1er janvier 1988 (p. 3866) ; retardement de l'application de la loi de 1984 : adopté.

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Avant l'article 36 : amendements n°s 105 et 49 : réservés jusqu'aprés la discussion de l'article 36.

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse) :* double amélioration de l'environnement et des capacités cynégétiques (p. 3867) ; attachement incontestable des chasseurs et des écologistes au droit local ; taxe d'habilitation pour le fondement juridique pour les accords pouvant intervenir ; rôle imminent

des communes en matière d'adjudication et de contrôle de l'exploitation de la chasse ; adjudications prochaines ; conditions du réservataire (p. 3868) ; article incorporé dans un texte concernant la protection civile et les risques majeurs ; amendement n° 106 de la commission des lois (de suppression) ; amendement n° 50 de la commission de la production (même objet) ; article n'ayant rien à voir, sur le fond, avec le texte en discussion ; souci de rigueur ; dégradation continue du petit gibier imposant des mesures immédiates (p. 3869) : adoptés au scrutin public ;

- en conséquence, cet article est supprimé ; amendement nos 178 et 179 : devenus sans objet.

Avant l'article 38 *(amendements précédemment réservés)* : amendements identiques nos 105 de la commission des lois et 49 de la commission de la production (suppression du titre III) : adoptés ;

- en conséquence l'intitulé du titre III est supprimé.

Après l'article 38 : amendement n° 149 de M. Guy Le Jaouen (tendant à favoriser la construction d'abris anti-atomiques) ; construction d'abris anti-atomiques amortissable lorsqu'elle figure au bilan de l'entreprise mais impossibilité du régime de l'amortissement dégressif (p. 3870) ; gages en compensation des pertes apparaissant inadaptés ; rejeté ; amendement n° 150 de M. Guy Le Jaouen (tendant à favoriser la construction d'abris anti-atomiques privés) : rejeté ; amendement n° 148 de M. Guy Le Jaouen (constitution du titre IV) : retiré.

Explications de vote (p. 3871).

Champ d'application de la loi (définition du -) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3871, 3872).

Collectivités locales (rôle des -) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3872) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3872).

Information : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3872) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3873) ; *Chartron (Jacques)* (p. 3873) ; *Carignon (Alain)* (p. 3873).

Matières dangereuses (transport des -) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3872) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3873).

Prévention : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3872) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3872) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3873).

Sécurité civile (organisation de la -) : *Porelli (Vincent)* (p. 3872) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3873) ; *Chartron (Jacques)* (p. 3873).

Abstention du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 3873).

Abstention du groupe socialiste : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3872).

Vote favorable du groupe du R.P.R. : *Chartron (Jacques)* (p. 3873).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3873).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3874).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [9 juillet 1987] (p. 3905).

Information : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3906) ; *Carignon (Alain)* (p. 3906).

Présentation détaillée du texte adopté par la commission mixte paritaire : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3905, 3906).

Prévention : *Carignon (Alain)* (p. 3906).

Sécurité civile (oganisation de la -) : *Tenaillon (Paul-Louis)* (p. 3906).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3906 à 3910).

Explications de vote (p. 3910).

Collectivités locales (rôle des -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3910).

Champ d'application de la loi (définition du -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3910).

Information : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3911).

Nucléaire : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3911).

Sécurité civile (organisation de la -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3911).

Abstention du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 3911).

Vote favorable du groupe Front national : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3911).

Adoption de l'ensemble du projet de loi dans le texte de la commission mixte paritaire (p. 3911).

Voir *Transports* **10.**

Incendie dans une usine de produits chimiques, à Nantes

Voir *Questions au Gouvernement* **517.**

SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, article 32.

SÉCURITÉ MARITIME

Voir *Mer et littoral* **3.**

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.
Police de la route et circulation routière.

Alcootest

Voir *Police de la route et circulation routière* **7, 8.**

SÉCURITÉ SOCIALE

8. - Projet de loi n° 738 portant **diverses mesures d'ordre social** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Jacques Bichet (14 mai 1987). - Rapport n° **790** (26 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (14 mai 1987). - Rapporteur pour avis : M. Alain Lamassoure (21 mai 1987). - Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (18 mai 1987). - Rapporteur pour avis : Mme Florence d'Harcourt (27 mai 1987). - Discussion les 4, 5, 9, 10, 11 et 12 juin 1987. - Adoption le 12 juin 1987, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, du projet de loi tel qu'il résulte des votes intervenus. - Projet de loi n° **111.**

Sénat (première lecture). N° **271.** - Dépôt le 15 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteurs : MM. Louis Boyer, Claude Huriet et Louis Souvet. - Rapport n° **273** (16 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur pour avis : M. Daniel Hoeffel. - Avis n° **284** (17 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur pour avis : M. Jean Delaneau. - Avis n° **298** (17 juin 1987). - Discussion les 22, 23, 24, 25, 27 et 28 juin 1987. - Adoption le 28 juin 1987. - Projet de loi n° **103.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° **894.** - Dépôt le 29 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066). - Réunion le 29 juin 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteurs : MM. Louis Boyer et Louis Souvet. - Rapport n° **334** (29 juin 1987). - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Projet de loi n° **107.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Jacques Bichet. - Rapport n° **895** (29 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption définitive le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **146.**

Saisine du Conseil Constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). - Décision le 28 juillet 1987 (*J.O.* du 29 juillet 1987) (p. 8508). - Déclarées non conformes : certaines dispositions de l'article 89.

Loi n° 87-588 du 30 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 31 juillet 1987 (p. 8574).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi nº 738 et ceux de la loi nº 87-588

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **Dispositions relatives à la protection sociale**			
	1 A (A.N.)	Validation de la partie législative du code de la sécurité sociale.	Première lecture : 5 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2049 3402	1
	1 B Supprimé (A.N.)	Modifications des conditions de partage des pensions de réversion.	Première lecture : 5 juin 1987	2050	–
1		Intégration financière du régime des cultes dans le régime général.	Première lecture : 5 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2051 3402	2
	1 *bis* (A.N.)	Conditions du maintien des indemnités journalières en cas d'expertise médicale.	Première lecture : 5 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2055 3402	3
2		Possibilité de recouvrer l'allocation de parent isolé sur tout parent débiteur d'aliments.	Première lecture : 5 juin 1987	2055	4
3		Dispositions relatives aux pensions des conjoints des membres des professions libérales.	Première lecture : 5 juin 1987	2056	5
	3 *bis* (Sénat)	Régimes complémentaires facultatifs des professions libérales.	C.M.P. : 30 juin 1987	3402	6
4		Exigence d'une approbation ministérielle en cas de reconduction tacite des conventions entre la C.N.A.M. et les praticiens et auxiliaires médicaux.	Première lecture : 5 juin 1987	2057	7
5		Harmonisation des procédures de compensation entre le régime général et les régimes particuliers de salariés.	Première lecture : 5 juin 1987	2058	8
	5 *bis* (A.N.)	Agrément par la sécurité sociale des établissements de soins dispensant l'aide médicale.	Première lecture : 9 juin 1987	2073	9
	5 *ter* (A.N.)	Déconcentration de la procédure de désignation des personnes qualifiées des conseils d'administration du régime des travailleurs indépendants.	Première lecture : 9 juin 1987	2073	10
6		Bénéfice de l'exonération de cotisations pour l'emploi d'une aide à domicile.	Première lecture : 9 juin 1987	2074	11
7		Représentation du personnel dans les caisses de mutualité sociale agricole.	Première lecture : 9 juin 1987	2075	12
8		Conditions de liquidation des pensions de réversion dans le régime agricole.	Première lecture : 9 juin 1987	2075	13
9		Délai de prescription applicable aux cotisations sociales agricoles.	Première lecture : 9 juin 1987	2075	14
10		Garanties de paiement relatives aux cotisations sociales agricoles.	Première lecture : 9 juin 1987	2076	15
11		Contrôle de l'obligation d'assurance prévue par l'article 1234-1 du code rural.	Première lecture : 9 juin 1987	2078	16
12		Assurance contre les accidents du travail des salariés agricoles d'Alsace et de Moselle.	Première lecture : 9 juin 1987	2078	17
13		Fonctionnement des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole. Pouvoir de substitution.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2079 3402	18
14		Règles d'affiliation des associés d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (E.U.R.L.).	Première lecture : 9 juin 1987	2080	19
15		Exonération de cotisations dans le cadre d'associations intermédiaires.	Première lecture : 9 juin 1987	2080	20
	15 *bis* A (Sénat)	Seuil d'assujettissement des membres des professions connexes à l'agriculture en zone de montagne.	C.M.P. : 30 juin 1987	3402	21
	15 *bis* A (A.N.)	Fixation par décret du taux de cotisation applicable aux préretraités.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2081 3402	22

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	15 *bis* B (A.N.)	Réforme de l'assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique.	Première lecture : 9 juin 1987	2081	23
	15 *bis* (A.N.)	Extension du tiers payant aux transports par taxis.	Première lecture : 9 juin 1987	2084	24
	15 *ter* (A.N.) Rejeté (A.N.)	Recours aux services intermédiaire pour informer les assurés sociaux.	Première lecture : 9 juin 1987	2086	-
	15 *quater* (A.N.)	Couverture sociale des jeunes gens effectuant leur préparation militaire.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2087 3402	25
	15 *quinquies* (A.N.) rejeté (A.N.)	Information des assurés sur le montant des prestations payées.	Première lecture : 9 juin 1987	2087	-
	15 *sexies* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées.	Première lecture : 9 juin 1987	2087	-
	15 *septies* (A.N.)	Extension aux titulaires d'une pension d'invalidité de la faculté de résilier un bail commercial.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2089 3402	26
	15 *octies* (A.N.)	Aménagement des taxes sur les produits agricoles affectées au B.A.P.S.A.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2097 3403	27
	15*nonies* (Sénat)	Modalités de fixation des prix relatifs aux produits et prestations de service remboursés par la sécurité sociale.	C.M.P. : 30 juin 1987	3403	28
		TITRE II **Dispositions relatives à la santé**			
16		Dépistage anonyme et gratuit du Sida.	Première lecture : 9 juin 1987	2098	29
	16 *bis* Supprimé (Sénat)	Compétence des centres de transfusion sanguine pour la mise en œuvre des techniques à l'autotransfusion.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2099 3403	
17		Effet de la reconnaissance mutuelle des diplômes de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme au sein de la C.E.E. pour les titulaires de ces diplômes non ressortissants d'un Etat membre.	Première lecture : 9 juin 1987	2102	30
	17 *bis* (A.N.) Supprimé (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 9 juin 1987	2102	-
18		Assouplissement des conditions de remplacement par les étudiants en chirurgie dentaire.	Première lecture : 9 juin 1987	2103	31
	18 *bis* (A.N.)	Exercice illégal de la médecine ou de l'art dentaire.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2104 3403	32
	18 *ter* (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 9 juin 1987	2104	33
19		Possibilité d'installation simultanée en France et dans un autre Etat membre de la C.E.E. pour les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2104 3403	34
20		Conditions de nationalité et de diplôme pour l'exercice de la profession de pharmacien en France.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2105 3403	35
21		Extension de la possibilité pour les étrangers d'exercer la profession de pharmacien en France. Port du titre du pharmacien.	Première lecture : 9 juin 1987	2105	36
22		Composition du dossier de demande d'inscription à l'ordre des pharmaciens.	Première lecture : 9 juin 1987	2106	37

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
23		Modalités d'inscription à l'ordre des pharmaciens.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. 30 juin 1987	2106 3403	38
	23 *bis* (Sénat)	Composition du conseil central de la section G de l'ordre des pharmaciens.	C.M.P. : 30 juin 1987	3403	39
24		Transferts d'officines pharmaceutiques.	Première lecture : 9 juin 1987	2106	40
	24 *bis* (A.N.)	Composition des différentes instances du conseil de l'ordre des pharmaciens.	Première lecture : 9 juin 1987	2108	41
	24	Créations dérogatoires d'officines pharmaceutiques.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2109 3404	42
25		Conditions de création ou de rachat d'une officine par des personnes non titulaires d'un diplôme français de pharmacie.	Première lecture : 9 juin 1987	2109	43
26		Suppression de l'agrément des experts chargés de vérifier les propriétés des médicaments avant leur mise sur le marché.	Première lecture : 9 juin 1987	2109	44
27		Autorité compétente pour fixer la liste des établissements d'hospitalisation habilités à effectuer des prélèvements d'organes.	Première lecture : 9 juin 1987	2109	45
	27 *bis* (A.N.)	Extension aux praticiens non hospitalo-universitaires ainsi qu'aux pharmaciens résidents des possibilités de recul de limite d'âge liées à l'existence d'enfants à charge.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2110 3404	46
	27 *ter* (A.N.)	Réintégration du personnel des thermes nationaux d'Aix-les-Bains dans le champ d'application du titre II de la fonction publique de l'Etat.	Première lecture : 9 juin 1987	2111	47
	27 *ter bis* (Sénat)	Désignation des représentants syndicaux au conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.	C.M.P. : 30 juin 1987	3404	48
	27 *quater* (A.N.) Supprimé (Sénat)	Recrutement de travailleurs handicapés en qualité d'agents dans les emplois des catégories C et D.	Première lecture : 9 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2111 3404	-
	27 *quinquies* (A.N.)	Extension à la fonction publique hospitalière de la possibilité de récupérer sur les tiers responsables d'accidents les charges sociales dues pendant les périodes d'indisponibilité de leurs fonctionnaires victimes d'accidents.	Première lecture : 9 juin 1987	2111	49
	27 *sexies* (A.N.)	Services accomplis en position de détachement sous les drapeaux des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière.	Première lecture : 9 juin 1987	2112	50
	27 *septies* (A.N.)	Services accomplis en position de détachement auprés d'un organisme international des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière.	Première lecture : 9 juin 1987	2113	51
	27 *octies* (A.N.)	Extension aux agents hospitaliers de la durée du congé parental d'éducation.	Première lecture : 9 juin 1987	2113	52
	27 *nonies*	Sanction disciplinaire dans la fonction publique hospitalière.	Première lecture : 9 juin 1987	2113	53
	27 *decies* (A.N.)	Coordination, relatif aux personnels des thermes nationaux d'Aix-les-Bains.	Première lecture : 9 juin 1987	2114	54
	27 *undecies* (A.N.)	Intégration au statut hospitalier des agents des établissements publics ou à caractère public pour adultes handicapés ou inadaptés et des centres d'hébergement et de réadaptation sociale.	Première lecture : 9 juin 1987	2115	55
		TITRE III **DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTUDES MÉDICALES**			
28		Régime du troisième cycle des études médicales.	Première lecture : 10 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2193-2208 3404	56
29		Entrée en vigueur du nouveau régime.	Première lecture : 10 juin 1987	2230	57
30		Dispositions transitoires.	Première lecture : 10 juin 1987	2207	58

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE IV **DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL ET A L'EMPLOI**			
31		Dispositions relatives au départ à la retraite des salariés.	Première lecture : 9 juin 1987	2132	59
			C.M.P. : 30 juin 1987	3404	
	31 *bis* A (Sénat)	Groupement d'employeurs.	C.M.P. : 30 juin 1987	3405	60
	31 *bis* B (Sénat)	Interdictions des clauses discriminatoires tenant à avantage viager.	C.M.P. : 30 juin 1987	3405	61
	31 *bis* (A.N.)	Surveillance médicale des salariés non permanents des associations intermédiaires.	Première lecture : 9 juin 1987	2138	62
32		Respect des normes techniques de sécurité.	Première lecture : 9 juin 1987	2139	63
33		Dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs.	Première lecture : 9 juin 1987	2140	64
34		Adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires.	Première lecture : 9 juin 1987	2144	65
35		Critères d'attribution de l'allocation de solidarité spécifique aux marins pêcheurs.	Première lecture : 9 juin 1987	2146	66
36		Imputation de la rémunération des salariés en congé d'enseignement sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue.	Première lecture : 9 juin 1987	2146	67
	36 *bis* (A.N.)	Statut du stagiaire non titulaire d'un contrat de travail.	Première lecture : 9 juin 1987	2146	68
			C.M.P. : 30 juin 1987	3405	
	36 *ter* (Sénat)	Dispositions de codification.	C.M.P. : 30 juin 1987	3405	69
	36 *quater* (Sénat)	Exonération des charges sociales pour les contrats de qualification.	C.M.P. : 30 juin 1987	3405	70
37		Exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.).	Première lecture : 9 juin 1987	2147	71
			C.M.P. : 30 juin 1987	3405	
	37 *bis* (Sénat)	Participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.	C.M.P. : 30 juin 1987	3405	72
38		Accords d'intéressement dans les entreprises publiques et les sociétés nationales.	Première lecture : 9 juin 1987	2152	73
	38 *bis* (A.N.)	Représentation des élus locaux au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péage.	Première lecture : 9 juin 1987	2152	74
		TITRE V **DISPOSITIONS RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT**			
	39 A (A.N.)	Abrogation de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat.	Première lecture : 11 juin 1987	2260	75
39		Recrutement de contractuels par l'Etat.	Première lecture : 11 juin 1987	2262	76
40		Emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels.	Première lecture : 11 juin 1987	2268	77
	40 *bis* (A.N.)	Information des comités techniques paritaires sur les problèmes de recrutement des personnels.	Première lecture : 11 juin 1987	2270	78
41		Dérogation au principe du concours en cas d'intégration totale ou partielle d'un corps dans un autre corps.	Première lecture : 11 juin 1987	2270	79
42	Supprimé (Sénat)	Recrutement de travailleurs handicapés.	Première lecture : 11 juin 1987	2271	-
			C.M.P. : 30 juin 1987	3405	
43		Congé parental.	Première lecture : 11 juin 1987	2272	80

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
44		Délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination.	Première lecture : 11 juin 1987	2273	81
45		Reconduction des dispositions facilitant le rajeunissement des corps d'officiers et de sous-officiers.	Première lecture : 11 juin 1987	2276	82
	45 *bis* (A.N.)	Validation des nominations issues du concours professionnel pour l'accès au grade de chef adjoint de service administratif ouvert en 1980 aux attachés administratifs des services extérieurs du ministère de l'équipement.	Première lecture : 11 juin 1987	2277	83
	45 *ter* (A.N.)	Validation du concours interne de 1984 de l'Ecole nationale d'administration.	Première lecture : 11 juin 1987	2277	84
	45 *quater* (A.N.)	Lutte contre le racisme.	Première lecture : 11 juin 1987	2278	85
	45 *quinquies* (A.N.)	Lutte contre le racisme.	Première lecture : 11 juin 1987	2278	86
	45 *sexies* (A.N.)	Elargissement de la possibilité de constitution de partie civile à toute association pourvu qu'une corrélation étroite entre son objet statutaire et la nature de l'infraction d'ordre raciste soit respectée.	Première lecture : 11 juin 1987	2279	87
		TITRE VI			
		DISPOSITIONS DIVERSES			
	46 A (A.N.)	Autorisation de l'accès aux lieux publics des chiens guides d'aveugles.	Première lecture : 11 juin 1987	2287	88
	46 B (A.N.)	Rétablissement de la règle du trentième indivisible en cas de grève.	Première lecture : 11 juin 1987 12 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2290 2327 3405	89
46		Astreintes en matière administrative.	Première lecture : 12 juin 1987	2329	90
47		Suppression des discriminations envers les congrégations de femmes.	Première lecture : 12 juin 1987	2329	91
48		Validation d'un examen professionnel de commis des services extérieures du ministère de la santé et de la famille.	Première lecture : 12 juin 1987	2329	92
	48 *bis* (A.N.)	Validation d'un concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers dans le Puy-de-Dôme.	Première lecture : 12 juin 1987	2329	93
49		Validation d'un concours d'internat.	Première lecture : 12 juin 1987	2330	94
50		Validation de concours d'admission dans des écoles de formation aux professions paramédicales.	Première lecture : 12 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2330 3405	95
51		Validation de décrets comportant des dispositions statutaires communes à plusieurs corps.	Première lecture : 12 juin 1987	2331	96
	52 (A.N.)	Interdiction de la publicité pour les boissons alcooliques.	Première lecture : 12 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2332 3405	97
	53 (A.N.)	Interdiction des émissions publicitaires à caractère politique.	Première lecture : 12 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2340 3405	98
	54 (A.N.)	Interdiction de l'installation de certains commerces à proximité des écoles.	Première lecture : 12 juin 1987 C.M.P. : 30 juin 1987	2344 3406	99
	55 (A.N.)	Validation des actes relatifs au concours de recrutement ouverts au titre de l'année 1986 dans les corps de fonctionnaires du C.N.R.S.	Première lecture : 12 juin 1987	2345	100
	56 *quinquies* (A.N.)	Validation de la liste des étudiants inscrits en 1978-1979 en 2e année du premier cycle d'études médicales à l'université de Paris-XII et en deuxième année d'études odontologiques à Paris-V et Paris-VII.	Première lecture : 12 juin 1987	2347	101
	57 (A.N.)	Régularisation de la situation des candidats déclarés reçus au concours du 18 mai 1982, relatif au recrutement de médecins inspecteurs de la santé.	Première lecture : 12 juin 1987	2348	102

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	58 (A.N.) Supprimé (Sénat)	Interdiction de clause discriminatoire relative à une priorité de licenciement de personnes bénéficiant par ailleurs d'avantages à caractère viager.	Première lecture : 12 juin 1987	2348	102
	59 (Sénat)	Indemnisation des victimes du terrorisme.	C.M.P. : 30 juin 1987	3406	103

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 1987] (p. 1969, 1983) ; [5 juin 1987] (p. 2034).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 1985) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1985 à 1990) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1986, 1987, 1991, 1992) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 1990, 1991) : rejetée au scrutin public (p. 1993).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 1994) : *Bartolone (Claude)* (p. 1994 à 1997) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 1997, 1998) : rejetée au scrutin public (p. 1998).

Motion de renvoi en commission présentée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 2044) : *Frachon (Martine)* (p. 2044 à 2047) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 2048) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2048) ; *Bichet (Jacques)* (rapporteur) (p. 2048) : rejetée au scrutin public (p. 2049).

Dispositions relatives à la protection sociale :

- allocation de parent isolé (recouvrement de l'-) : *Bardet (Jean)* (p. 2001) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 2040).

- conventions médicales (approbation ministérielle en cas de reconduction tacite des -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1969).

- financement de la sécurité sociale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1987) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 2040, 2041).

- médicaments (mise sur le marché des -) : *Roux (Jacques)* (p. 1999).

- pensions des conjoints des membres des professions libérales : *Bichet (Jacques)* (p. 1969, 1970) ; *Frachon (Martine)* (p. 2045).

- protection sociale agricole : *Bichet (Jacques)* (p. 1969) ; *Frachon (Martine)* (p. 2045).

- protection sociale des ministres des cultes : *Bichet (Jacques)* (p. 1969) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 2040) ; *Frachon (Martine)* (p. 2045).

Dispositions relatives à la santé :

- pharmacie (mesures relatives à la -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1997).

- reconnaissance mutuelle des diplômes au sein de la C.E.E. : *Bichet (Jacques)* (p. 1970).

- SIDA (dépistage anonyme et gratuit du -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1970) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1986) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1997) ; *Roux (Jacques)* (p. 1998) ; *Bardet (Jean)* (p. 2001) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 2002) ; *Mora (Christiane)* (p. 2038) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 2040) ; *Frachon (Martine)* (p. 2046).

Dispositions relatives aux études médicales :

- grèves des étudiants en médecine : *Bichet (Jacques)* (p. 1970) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 2035, 2036) ; *Mora (Christiane)* (p. 2038).

- réforme du troisième cycle des études médicales : *Bichet (Jacques)* (p. 1970) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1987) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 1990, 1991, 2041) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1994, 1995, 1996, 1997) ; *Roux (Jacques)* (p. 1999) ; *Bardet (Jean)* (p. 2001) ; *Mora (Christiane)* (p. 2036, 2037) ; *Frachon (Martine)* (p. 2046).

- situation des généralistes (ou résidents) : *Bichet (Jacques)* (p. 1970) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1987) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 1990, 1991) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1995) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1997) ; *Roux (Jacques)* (p. 1999, 2000, 2001) ; *Bardet (Jean)* (p. 2001, 2002) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 2036) ; *Mora (Christiane)* (p. 2036) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 2040).

Dispositions relatives au travail et à l'emploi :

- accords d'intéressement dans les entreprises publiques : *Bichet (Jacques)* (p. 1971).

- adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires : *Bichet (Jacques)* (p. 1971) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 1984) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1986).

- recherche d'emploi pour les chômeurs de cinquante-cinq ans non indemnisés (dépense de -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1971) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1998, 1990) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1991, 1992, 1993) ; *Frachon (Martine)* (p. 2046).

- imputation de la rémunération des salariés en congés d'enseignement sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1998) ; *Bardet (Jean)* (p. 2002).

- retraite à soixante ans (interdiction des conventions imposant la -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1970, 1971) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1997, 1998).

- stages d'initiation à la vie professionnelle (régime des -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1971) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1988, 1989) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1998) ; *Frachon (Martine)* (p. 2047).

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :

- congé parental (durée du -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1971).

- contractuels (recrutement des -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1971) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 1983) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1990) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2005, 2006) ; *Chomat (Paul)* (p. 2034).

- délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination : *Bichet (Jacques)* (p. 1971) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 1984) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1989, 1990) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2004, 2005).

- droit communautaire (harmonisation imposée par le -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 1985) ; *Chomat (Paul)* (p. 2035).

- fusion de corps : *Lamassoure (Alain)* (p. 1984).

- handicapés (recrutement des -) : *Bichet (Jacques)* (p. 1971) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1986) ; *Bardet (Jean)* (p. 2002).

- politique du Gouvernement (généralités) : *Chomat (Paul)* (p. 2034).

- reclassement des officiers et des sous-officiers : *Harcourt (Florence d')* (p. 1972, 1973) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 1984) ; *Bardet (Jean)* (p. 2002).

C.N.R.S. (validation des décisions prises par les sections du -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1986, 1987) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2038, 2039) ; *Valade (Jacques)* (p. 2039, 2040).

Politique familiale : *Boutin (Christine)* (p. 2043, 2044) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2044).

Publicité sur les boissons alcoolisées : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1998) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 2041, 2042).

Rappel au règlement de M. Claude Bartolone : *Bartolone (Claude)* (p. 1990).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 1985).

Rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : *Le Garrec (Jean)* (p. 1993).

Rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2048).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1993, 1994).

Techniques du D.M.O.S. : *Bichet (Jacques)* (p. 1969) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1985) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1997) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1985, 2044) ; *Frachon (Martine)* (p. 2044).

Discussion des articles [5 juin 1987] (p. 2049) ; [9 juin 1987] (p. 2073, 2097, 2132) ; [10 juin 1987] (p. 2189, 2208) ; [11 juin 1987] (p. 2258, 2287) ; [12 juin 1987] (p. 2327).

Titre Ier *(dispositions relatives à la protection sociale).*

Avant l'article 1er : amendement n° 21 de la commission (validation de dispositions réglementaires introduites dans la partie législative du code de la sécurité sociale) ; sous-amendement n° 290 du Gouvernement (abrogation de dispositions législatives codifiées dans la partie législative du code) : adopté ; amendement n° 21 ainsi modifié : adopté (p. 2049) ; amendement n° 22 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (répartition de la pension de réversion entre la première épouse divorcée et la seconde épouse veuve) (p. 2050) : rejeté au scrutin public (p. 2051).

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général) :* compensation et part de financement public participant déjà au financement du régime des cultes (p. 2051) ; problème de la caisse mutuelle d'assurance vieillesse des cultes (p. 2052) ; nécessité de financer le régime des cultes sur les revenus réels et le patrimoine de l'église ; amendement n° 115 de M. Paul Chomat (cotisations des titulaires d'une pension) (p. 2053) ; intégration financière du régime d'assurance maladie des cultes dans le régime général : rejeté ; amendement n° 116 de M. Paul Chomat (prise en compte, pour les calculs des cotisations, des revenus réels et du patrimoine des congrégations et des collectivités religieuses) : rejeté ; amendement n° 73 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Bichet (contribution du régime général n'intervenant qu'à titre supplétif pour couvrir les charges ne pouvant l'être par les seules cotisations adoptées) : adopté ; amendement n° 118 de M. Guy Ducoloné (identité des prestations versées aux assurés de la C.A.M.A.C. et à ceux du régime général) (p. 2054) : devenu sans objet ;

- article 1er : adopté au scrutin public.

Après l'article 1er : amendement n° 232 de M. Marc Reymann (cotisations à la charge des bénéficiaires du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) : adopté.

Article 2 *(extension de la possibilité de recouvrement de l'allocation de parent isolé sur tout parent débiteur d'aliments) :* amendement n° 25 de la commission (organismes débiteurs de l'allocation de parent isolé ne pouvant se subroger dans les droits de l'allocataire créancier d'aliments qu'à l'égard du père ou de la mère débiteur d'aliments) (p. 2055) ; moralisation des conditions de service de l'allocation de parent isolé : adopté ;

- article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 253 de M. François Bachelot soutenu par M. Roger Holeindre (allocation de parent isolé étant réservée aux citoyens français) : rejeté.

Article 3 *(dispositions relatives aux pensions des conjoints des membres des professions libérales) :* situation des conjointes collaboratrices d'avocat (p. 2056) ; possibilité offerte aux conjoints collaborateurs de cumuler droits propres et droits dérivés ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(exigence d'une approbation ministérielle en cas de reconduction tacite des conventions entre la C.N.A.M. et les praticiens et auxilaires médicaux) :* amendement n° 27 de la commission (suppression de l'approbation ministérielle pour les reconductions tacites des conventions entre le C.N.A.M. et les médecins) : rejeté ;

- article 4 : adopté (p. 2057).

Article 5 *(extension de la compétence de la commission de compensation).*

- article 5 : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 88 de M. Bernard-Claude Savy (droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité étant réservé aux personnes vivant maritalement avec un assuré social célibataire et se trouvant *seul* en cette qualité) (p. 2058) ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Schenardi ; amendement n° 10 de M. Bernard-Claude Savy (service du contrôle médical étant organisé et dirigé par le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (p. 2059) : rejeté ; amendement n° 14 de M. Bernard-Claude Savy (suppression de la contribution des entreprises de préparation de médicaments) : retiré ; amendement n° 227 de M. André Fanton (exclusion de l'assiette des cotisations des cachets, primes ou prix versés à des sportifs professionnels à l'occasion de manifestations organisées par des clubs sportifs régis par la loi de 1901) (p. 2060) : retiré ; amendement n° 7 de M. Bernard-Claude Savy (sanction du retard apporté au paiement des cotisations d'accident du travail) (p. 2061) : retiré (p. 2062) ; amendement n° 16 de M. Bernard-Claude Savy (agrément des établissements privés pouvant accueillir les bénéficiaires de l'aide médicale) : adopté ; amendement n° 233 de M. Marc Reymann (composition des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) (p. 2073) : adopté.

Article 8 *(bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile) :* opportunité de fixer un plafond de ressource ; associations salariant des aides ménagères à domicile (p. 2074) ; amendement n° 127 de Mme Martine Frachon (exigence d'un plafond de ressources pour le bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile) ; rejeté ;

- article 6 : adopté.

Article 7 *(représentation du personnel dans les caisses de mutualité sociale agricole) :* adopté.

Article 8 *(conditions de liquidation des pensions de reversion dans le régime agricole) :* adopté.

Article 9 *(délai de prescription applicable aux cotisations sociales agricoles) :* amendement n° 130 de Mme Martine Frachon (de suppression) (p. 2075) ; amendement n° 131 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (délais de reprise des cotisations de sécurité étant fixés à cinq ans) : rejeté ;

- article 9 : adopté.

Article 10 *(garantie de paiement relative aux cotisations sociales agricoles) :* amendement n° 132 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (prestations familiales du régime agricole étant incessibles et insaisissables) (p. 2076) ; rejeté ;

- article 10 : adopté.

Article 11 *(contrôle de l'obligation d'assurance prévue par l'article 1234-1 du code rural) :* amendement n° 29 de la commission (intervention de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 2077) : retiré ; amendement n° 30 de la commission (caractère facultatif du régime d'assurance complémentaire contre les accidents des personnes non salariées de l'agriculture) : adopté ;

- article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(assurance contre les accidents du travail des salariés agricoles d'Alsace et de Moselle) ;* possibilité offerte aux chefs d'entreprise de s'assurer contre leurs fautes inexcusables en cas d'accident du travail (p. 2078) ;

- article 12 : adopté.

Article 13 *(fonctionnement des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole, pouvoir de substitution) :* amendement n° 31 de la commission (pouvoir de substitution reconnu aux représentants de l'Etat ne s'exerçant qu'à l'expiration d'un délai déterminé) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (consultation du comité lorsque le préfet se substitue au conseil d'administration) : adopté ;

- article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(règles d'affiliation des associés d'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée)* (p. 2079) ; assurance veuvage à la Cancava ;

- article 14 : adopté.

Article 15 *(exonération de cotisations dans le cadre d'associations intermédiaires) :* situation des jeunes dans les associations intermédiaires (p. 2080) ; rôle des organisations professionnelles ;

- article 15 : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 186 du Gouvernement (taux de la cotisation d'assurance maladie des préretraités étant fixé par décret) : adopté ; amendement n° 86 de M. Jacques Barrot (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) ; sous-amendement n° 333 du Gouvernement (suppression du gage) ; amendement n° 289 de M. Bernard-Claude Savy (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2081) ; augmentation des dépenses pharmaceutiques (p. 2082) ; blocage des prix des produits pharmaceutiques ; politique d'exonération des cotisations sociales destinées à favoriser l'emploi à domicile ; présidence du conseil de surveillance de Roussel-Uclaf (p. 2083) ; sous-amendement n° 333 : adopté ; amendement n° 86, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 289 : devenu sans objet ; amendement n° 33 de la commission (extension du tiers payant au transport par taxi) ; amendement n° 84 deuxième correction de M. Michel Hannoun soutenu par M. Etienne Pinte (même objet) : retiré ; amendement n° 308 de M. Marc Reymann (même objet) (p. 2084) ; avantages et inconvénients de l'extension du tiers payant au transport par taxi (p. 2085) ; amendement n° 33 : rejeté ; amendement n° 308 : adopté ; amendement n° 34 de la commission soutenu par M. Bernard-Claude Savy (recours au service d'un intermédiaire pour informer les assurés sociaux) ; amendement n° 35 de la commission soutenu par M. Bernard-Claude Savy (même objet) ; amendement n° 5 de M. Bernard-Claude Savy (même objet) (p. 2086) ; amendement n° 34 : rejeté ; amendement n° 35 : rejeté ; amendement n° 5 : devenu sans objet ; amendement n° 291 du Gouvernement (protection sociale des jeunes gens accomplissant leur préparation militaire) : adopté ; amendements identiques n° 38 de la commission et n° 17 corrigé de M. Bernard-Claude Savy (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées) (p. 2087) ; application de la feuille de paie « vérité » au 1er janvier 1988 (p. 2088) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 114 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée par le régime des professions artisanales ou commerciales de la faculté de résilier un bail commercial prévu par la loi du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence) : adopté après correction ; amendement n° 225 du Gouvernement (montant des taxes sur les betteraves, céréales et graines oléagineuses portées au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles) : adopté.

Titre II : *(dispositions relatives à la santé).*

Avant l'article 16 : amendement n° 254 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (suppression de l'obligation faite aux personnes atteintes d'une maladie vénérienne de se soigner) (p. 2097) : rejeté.

Titre VII : *lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine.*

Article 16 *(dépistage anonyme et gratuit du SIDA) :* amendement n° 279 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (de suppression) : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (définition de la politique de lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine appartenant à l'Etat) (p. 2098) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 255 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (dépistage du SIDA n'ayant pas lieu dans des centres spécialisés) : rejeté ;

- article 16, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 41 de la commission (attribution des divers établissements de transfusion sanguine comprenant la mise en œuvre de l'ensemble des techniques nécessaires à la réalisation de l'auto-transfusion) ; sous-amendement n° 293 de M. Jacques Bichet, à titre personnel (rédactionnel) ; sous-amendement n° 294 de M. Jacques Bichet (notion de transfusion autologue) (p. 2099) : adoptés ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 258 de M. François Bachelot, soutenu par M. Guy Herlory (SIDA constituant une maladie vénérienne) : rejeté ; amendement n° 259 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (prophylaxie du SIDA) (p. 2100) : rejeté ; amendement n° 256 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le SIDA) : rejeté ; amendement n° 257 de M. François Bachelot (même objet) : rejeté ; amendement n° 263 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (prolongation pour les trafiquants de drogue du délai maximum de retenue non imputable sur la garde à vue) (p. 2101) : rejeté ; amendement n° 264 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (tribunaux ne pouvant relaxer les détenteurs de drogue pour défaut d'intention) : rejeté.

Article 17 *(effet de la reconnaissance mutuelle des diplômes de médecins, de chirurgiens-dentistes et de sages-femmes au sein de la C.E.E. pour les titulaires de ces diplômes non ressortissants d'un état membre) :* amendement n° 265 de François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (médecins devant posséder une parfaite connaissance de la langue française) : rejeté ; amendement n° 266 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (médecins ressortissants des pays étrangers non membres de la Communauté économique européenne ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfaits) : rejeté ;

- article 17 : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 42 de la commission (personnes au profit desquelles est établie la reconnaissance mutuelle) : rejeté.

Article 18 *(assouplissement des conditions de remplacement par les étudiants en chirurgie dentaire) :* adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 18 de M. Bernard-Claude Savy (procédure de référé dans le cas d'exercice illégal de la médecine) (p. 2103) ; retiré ; amendement n° 19 de M. Bernard-Claude Savy (sanction de l'exercice illégal de la profession de médecin ou de chirurgien-dentiste) : sous-amendements nos 335 et 334 du Gouvernement (caractère alternatif des peines) : adoptés ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 275 de M. Bernard-Claude Savy (de coordination) : adopté.

Article 19 *(possibilité d'installations simultanées en France et dans un autre Etat membre de la C.E.E. pour les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes) :* amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 19, ainsi modifié : adopté (p. 2104).

Article 20 *(conditions de nationalité et de diplôme pour l'exercice de la profession de pharmacien en France) :* adopté.

Article 21 *(extension de la possibilité pour les étrangers d'exercer la profession de pharmacien en France) :* port du titre de pharmacien ; amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 267 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (pharmacien devant avoir satisfait un examen de connaissance de la langue française) : retiré ; amendement n° 268 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (pharmaciens étrangers, hors C.E.E., ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leurs pays ne seront pas satisfaits) : rejeté ; amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2105) ;

- article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 *(composition du dossier de demande d'inscription à l'ordre des pharmaciens)* amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 22, ainsi modifié : adopté.

Article 23 *(modalité d'inscription à l'ordre des pharmaciens)* : amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : régime local d'Alsace-Moselle pour les ouvertures de pharmacie d'officine (p. 2106) ; amendement n° 133 de Mme Martine Frachon (identité des conditions d'ouverture d'une nouvelle officine sur l'ensemble du territoire français) ; régime local d'Alsace-Moselle) (p. 2107) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 48 de la commission (conditions de transfert d'une officine) : adopté ;

- article 24, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 97 de M. Pierre Delmar (représentation des pharmaciens salariés au sein de l'ordre national des pharmaciens) (p. 2108) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (dérogation aux créations d'officine ne pouvant être accordées, s'il ne s'agit de répondre qu'à la commodité d'une population exclusivement de passage) ; sous-amendement n° 273 de M. Marc Reymann (cas des communes touristiques ou climatiques) : adopté ; amendement n° 49, ainsi modifié : adopté.

Article 25 *(conditions de création ou de rachat d'une officine par des personnes non titulaire d'un diplôme français de pharmacie)* : adopté.

Article 28 *(suppression de l'agrément des experts chargés de vérifier les propriétés des médicaments avant leur mise sur le marché)* : adopté.

Article 27 *(autorité compétente pour fixer la liste des établissements d'hospitalisation habilités à effectuer des prélèvements d'organes)* : amendement n° 50 de la commission (autorisation de procéder à des prélèvements d'organes devant être donnée par le représentant de l'Etat dans la région) : adopté ;

- article 27, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 238 de M. Michel Sapin (maison départementale de Nanterre étant érigée en établissement public à caractère social et sanitaire) (p. 2109) : rejeté ; amendement n° 280 de M. Jacques Bichet (extension aux praticiens non hospitalo-universitaires, ainsi qu'aux pharmaciens résidents, des possibilités de recul de limite d'âge liées à l'existence d'enfants à charge) : adopté ; amendement n° 295 du Gouvernement (personnel des thermes nationaux d'Aix-les-Bains étant soumis aux dispositions du titre II du statut de la fonction publique de l'Etat) : adopté ; amendement n° 296 du Gouvernement (possibilité de recruter des personnes handicapées en qualité d'agents contractuels dans les catégories C et D) : adopté ; amendement n° 297 du Gouvernement (établissements pouvant récupérer sur le tiers responsable d'accident les charges sociales continuant d'être dues pendant les périodes d'indisponibilité des fonctionnaires victimes d'accident) (p. 2111) : adopté ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur ;** amendement n° 298 du Gouvernement (service accompli en position de détachement pouvant être imputé sur la durée de quinze ans nécessaire pour qu'un fonctionnaire de la fonction publique hospitalière bénéficie de la position hors cadre) : adopté (p. 2112) ; amendement n° 299 du Gouvernement (service accompli en position de détachement auprès d'un organisme international pouvant être imputé sur la durée de cinq ans nécessaire pour que le fonctionnaire bénéficie de la position hors cadre) : adopté ; amendement n° 300 du Gouvernement (extension aux agents hospitaliers de la durée du congé parental jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant) : adopté ; amendement n° 301 du Gouvernement (cas où l'autorité, investie du pouvoir disciplinaire, prononce une sanction plus sévère que celle proposée par le conseil de discipline) (p. 2113) : adopté ; **rappel au règlement de M. Jean-Hugues Colonna ;** amendement n° 302 du Gouvernement (retrait des personnels des thermes nationaux d'Aix-les-Bains du champ d'application du titre IV du statut de la fonction publique) (p. 2114) : adopté au scrutin public ; amendement n° 303 du Gouvernement (intégration au statut hospitalier des agents hospitaliers, des agents des établissements publics ou à caractère public pour adultes handicapés ou inadaptés et des centres d'hébergement et de réadaptation sociale) : adopté.

Amendements avant l'article 28, article 28, article 29, article 30 : réservés jusque après l'examen des articles additionnels après l'article 38 (p. 2115).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi* :

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : loi autorisant la retraite à soixante ans ne prévoyant pas d'automaticité ; situation des personnels navigants des compagnies aériennes (p. 2132) ; accord du groupe socialiste sur l'article ; notion de clauses souples dans les conventions collectives ; droits financiers du salarié (p. 2133) ; notion de mise à la retraite ; amendement n° 119 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Georges Hage soutenu par M. Jacques Roux (calcul du taux des indemnités) : rejeté ; amendement n° 126 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (impossibilité de licencier un salarié en raison de son âge) : rejeté ; amendement n° 122 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jacques Roux (nullité des clauses des conventions collectives prévoyant une rupture de plein droit ou à l'initiative de l'employeur justifiée par l'âge du salarié ou par le bénéfice de son droit à pension de vieillesse) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Guy Ducoloné soutenu par Mme Muguette Jacquaint (libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite) (p. 2135) ; rejeté ; amendement n° 202 de M. Etienne Pinte (inclusion dans le champ d'application de la loi de statuts légaux particuliers ; statut des journalistes) : retiré ; amendement n° 203 de M. Etienne Pinte (indemnité de départ à la retraite devant être prévue dans les conventions collectives de branche) : adopté ; amendement n° 204 rectifié de M. Etienne Pinte (statut fiscal et social de l'indemnité de départ en retraite) (p. 2136) : adopté ; amendement n° 205 de M. Etienne Pinte (mise à la retraite constituant un mode spécifique de rupture de contrat de travail pour le salarié susceptible de bénéficier d'une pension de retraite) : retiré ; amendement n° 206 de M. Etienne Pinte (notion de rupture du contrat de travail par mise à la retraite) (p. 2137) : adopté : amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 31, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 31 : amendement n° 226 de M. Jean-Paul Charié : non soutenu ; amendement n° 220 de M. Michel Hannoun (surveillance médicale des salariés non permanents des associations intermédiaires) (p. 2138) ; adopté.

Article 32 *(respect des normes techniques de sécurité)* : objet de la normalisation ; exposition des machines dans les manifestations commerciales ; situation des travailleurs à domicile (p. 2139) ; amendement n° 58 de la commission (arrêté établissant la liste des normes techniques étant soumise au conseil supérieur de la prévention des risques professionnels) : rejeté ;

- article 32 : adopté.

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs)* : réduction artificielle du nombre de chômeurs ; mesures en faveur des chômeurs de longue durée ; amendements identiques n° 120 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Bernard Deschamps et n° 176 de Mme Martine Frachon (de suppression) (p. 2140) ; introduction en 1984 de la notion de dispense de la recherche d'emploi ; application par le Gouvernement du rapport Malinvaud visant à une meilleure prise en considération des changements de situation des demandeurs en cours de mois (p. 2141) ; rejetés ; amendement n° 178 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Michel Coffineau (rétablissement des actes positifs de recherche d'emploi) (p. 2142) ; rejeté ; amendement n° 179 de Mme Martine Frachon (suppression des dispositions prévoyant la radiation de la liste de l'A.N.P.E. des personnes n'effectuant pas des actes positifs de recherche d'emploi) ; rejeté ; amendement n° 180 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Michel Coffineau (maintien de l'obligation d'inscription à l'égard de certaines catégories de demandeurs d'emploi âgés) : rejeté ; amendement n° 124 de M. Guy Ducoloné (personnes visées par l'article demeurant inscrites à l'agence nationale pour l'emploi) ; amendement n° 177 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (même objet) (p. 2143) : rejetés ; amendement n° 3, rectifié, du Gouvernement (protection sociale des demandeurs non indemnisés de plus de cinquante-cinq ans) : adopté ;

- article 33, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 34 *(adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires) :* situation des salariés non statutaires des chambres de métiers ; assiette des cotisations ; amendement n° 212 de M. Guy Ducoloné soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2145) : retiré ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

- article 34, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Article 35 *(critères d'attribution de l'allocation de solidarité spécifique aux marins pêcheurs) :* adopté.

Article 36 *(imputation de la rémunération des salariés en congés d'enseignement sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue) :* amendement n° 181 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) : retiré ;

- article 36 : adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 337 du Gouvernement (statut du stagiaire non titulaire d'un contrat de travail) (p. 2146) ; amendements n°s 239 et 240 de Mme Martine Frachon soutenus par Michel Coffineau (même objet) : retirés ; amendement n° 337 : adopté.

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle) :* exonération de charges concernant les contrats d'adaptation et de qualification (p. 2147) ; rémunération des jeunes bénéficiaires d'un S.I.V.P. ; avenir du plan pour l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes (p. 2148) ; amendements identiques n° 121 de M. Guy Ducoloné et n° 182 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) (p. 2149) ; bilan du plan jeunes ; exonération de charges sociales s'attachant pour une période donnée aux formations en alternance ; étude des problèmes posés par les S.I.V.P. par un comité interministériel (p. 2150) ; coût de l'exonération de charges pour les S.I.V.P ; rejetés ; amendement n° 184 de Mme Martine Frachon (dispositions du présent article ne s'appliquant que pendant une durée maximale de trois ans à compter du début du stage d'initiation à la vie professionnelle) : rejeté ; amendement n° 183 de Mme Martine Frachon (dispositions du présent article n'étant pas applicables à l'issue d'une période de stage pour un jeune stagiaire en cas de renouvellement du stage d'initiation à la vie professionnelle) (p. 2151) ; rejeté ; amendement n° 185 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (définition du stage d'initiation à la vie professionnelle) : rejeté ;

- article 37 : adopté au scrutin public.

Article 38 *(accord d'intéressement dans les entreprises publiques et les sociétés nationales) :* adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 304 du Gouvernement (représentation des élus locaux au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péage) (p. 2152) ; adopté (p. 2153).

Rappel au règlement de M. Georges Hage.

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : historique de la formation des médecins (p. 2189) ; principales dispositions de la loi Ralite ; disparition de l'examen classant-validant et du titre d'interne pour tous (p. 2190) ; disparition de la filière recherche ; formation des médecins généralistes ; grève des étudiants (p. 2191) ; amendements n° 134 corrigé et n° 332 : réservés jusqu'après l'examen de l'article 30 ; amendement n° 101 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé (rôle des médecins généralistes) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (prorogation jusqu'au 1er octobre 1988 des mesures transitoires prises en application de l'article 68 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) ; amendement n° 136 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (dispositions du présent titre n'entrant en application qu'après promulgation du bilan prévu à l'article 8 de la loi du 23 décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques) ; amendement n° 135 : rejeté (p. 2192) ; nombre des étudiants ayant suivi les manifestations et les grèves ; amendement n° 136 : rejeté.

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* (p. 2193) ; formation et rôle du médecin généraliste (p. 2194) ; aggravation du fossé entre les généralistes et les spécialistes ; suppression des internes de médecine générale ; nécessité d'effectuer un bilan de la précédente loi (p. 2195) ; statut des généralistes ; nécessité d'effectuer un bilan de la précédente loi ; validation du deuxième cycle (p. 2196) ; bachotage constitué par l'internat ; méthode retenue par le Gouvernement (p. 2197) ; présupposés idéologiques de la réforme ; concertation menée par le Gouvernement ; absence de véritable application de la loi de 1982 ; **rappel au règlement de M. Claude Bartolone (p. 2198) ;** amendements identiques n° 102 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Rémy Auchedé et n° 137 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 2199) ; rejetés au scrutin public (p. 2200) ; amendements identiques n° 103 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé et n° 138 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2208) ; rejeté au scrutin public (p. 2209) ; amendement n° 104 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Michel Peyret (suppression du résidanat) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 139 de M. Claude Bartoloné (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) (p. 2210) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 140 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 281 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (remplacement de l'internat de spécialité par un certificat d'étude spécial) : rejeté ; amendement n° 310 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) : rejeté ; amendement n° 311 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de santé publique) (p. 2212) ; médecine sportive : rejeté au scrutin public ; amendement n° 315 de M. Georges Hage (étudiants de troisième cycle ayant la possibilité d'acquérir une formation par la recherche à laquelle participent des enseignants universitaires des disciplines non médicales et des chercheurs statutaires) (p. 2213) : rejeté ; amendement n° 312 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de recherche médicale) : rejeté ; amendement n° 318 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin de dispensaires) : rejeté ; amendement n° 317 de M. Jacques Roux soutenu par M. Michel Peyret (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin de protection maternelle et infantile) : rejeté ; amendement n° 316 de M. Georges Hage soutenu par M. Rémy Auchedé (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin des crèches) : rejeté ; amendement n° 314 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de médecine scolaire) (p. 2214) : rejeté ; amendement n° 313 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de médecine du travail) : rejeté ; amendement n° 320 de M. Jacques Roux (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin conseil de la sécurité sociale) : rejeté ; amendement n° 319 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin attaché aux directions des affaires sanitaires et sociales, et aux directions régionales des affaires sanitaires et sociales) : rejeté ; amendement n° 309 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin inspecteur de la santé) (p. 2215) : rejeté ; amendement n° 321 de M. Jacques Roux (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin légiste) : rejeté ; amendement n° 147 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Alain Calmat (organisation d'un certificat de synthèse clinique et thérapeutique) : rejeté ; amendement n° 141 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (suppression de la distinction entre internes et résidents) : rejeté ; amendement n° 142 de M. Claude Bartolone (rétablissement de l'examen classant et validant obligatoire) (p. 2216) : rejeté ; amendement n° 95 de M. Maurice Toga soutenu par M. Jean-Paul Séguéla (conditions de présentation au concours de l'internat) ; amendement n° 51 de la commission (même objet) (p. 2217) ; amendement n° 95 : retiré (p. 2218) ; amendement n° 51 : adopté au scrutin public ; amendement n° 235 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (cas où un étudiant peut se représenter à

son examen) : rejeté ; amendement n° 52 de la commission (droit de chaque étudiant à être candidat, à chaque session, dans trois interrégions) : adopté ; amendements identiques n° 143 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur et n° 325 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé (programme de l'examen classant et validant) (p. 2219) : rejetés ; amendement n° 144 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (rétablissement de l'examen de fin d'études de deuxième cycle) : rejeté ; amendement n° 145 de M. Claude Bartolone (choix pour les étudiants de la discipline dans laquelle ils entendent se spécialiser) (p. 2220) : rejeté ; amendement n° 146 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (durée de l'internat) : rejeté ; amendement n° 148 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) (p. 2221) : rejeté ; amendement n° 149 de M. Claude Bartolone (même objet) : rejeté ; amendement n° 53 de la commission (exercice de la médecine étant subordonné à une soutenance de thèse et à la validation du troisième cycle) : adopté (p. 2222) ; amendement n° 150 corrigé de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (qualification du doctorat de médecine générale) ; amendement n° 105 de M. Georges Hage soutenu par M. Rémy Auchedé (même objet) ; amendement n° 151 de M. Claude Bartolone (même objet) (p. 2223) : rejetés ; amendement n° 327 de M. Georges Hage soutenu par M. Rémy Auchedé (suppression du résidanat) : rejeté ; amendement n° 328 de M. Georges Hage (spécificité du diplôme de docteur d'Etat) : rejeté ; amendement n° 152 rectifié de M. Claude Bartolone (titre d'ancien interne ne pouvant être utilisé que par les étudiants obtenant mention de cette qualification) (p. 2224) : rejeté ; amendement n° 153 de M. Claude Bartolone soutenu par Mme Christiane Mora (identité du statut et de la rémunération des étudiants de troisième cycle) : rejeté ; amendement n° 154 de M. Claude Bartolone (même objet) ; amendement n° 326 de M. Georges Hage (même objet) : rejetés ; amendements identiques n° 155 de M. Claude Bartolone et n° 329 de M. Jacques Roux (suppression de la notion de résidanat) : rejetés ; amendements identiques n° 54 de la commission, n° 106 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Rémy Auchedé et n° 236 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) : rejetés ; amendement n° 107 de M. Guy Ducoloné (temps de présence à l'hôpital des internes) : rejeté ; amendement n° 156 de M. Claude Bartolone (suppression de la notion de résidanat) : rejeté ; amendement n° 157 de M. Claude Bartolone (même objet) : rejeté ; amendement n° 158 de M. Claude Bartolone (même objet) : rejeté ; amendement n° 322 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé (étudiants de troisième cycle en médecine générale effectuant des stages hospitaliers définis sur des critères de formation et d'encradrement et d'une amélioration du choix des stages chez le praticien) (p. 2226) : rejeté ; amendement n° 324 de M. Jacques Roux soutenu par M. Georges Hage (étudiants de troisième cycle bénéficiant tous de la même couverture sociale) : rejeté ; amendements identiques n° 108 de M. Georges Hage et n° 159 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de cohérence) : rejetés ; amendement n° 160 de M. Claude Bartolone (suppression de la notion de résident) : rejeté ; amendement n° 237 de M. Claude Bartolone (médecins généralistes devant être associés à la formation des futurs praticiens) : rejeté ; amendements identiques n° 109 de M. Guy Ducoloné et n° 161 de M. Claude Bartolone (de cohérence) (p. 2227) : rejetés ; amendement n° 162 de M. Claude Bartolone (organisation de troisième cycle de santé publique et de recherche médicale dans les interrégions) : rejeté ; amendement n° 163 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendement n° 164 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendement n° 165 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendement n° 228 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendement n° 99 de la commission (suppression des dispositions prévoyant que les ministres fixent la liste des services formateurs) : adopté (p. 2228 ; amendement n° 251 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendements identiques n° 110 de M. Jacques Roux soutenu par M. Rémy Auchedé et n° 166 de M. Claude Bartolone (représentation au sein des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) : rejetés ; amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 167 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendements identiques n° 111 de Mme Muguette Jacquaint et n° 168 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejetés ; amendement n° 169 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté ; amendement n° 252 de M. Claude Bartolone (de cohérence) (p. 2229) : rejeté ;

– article 28, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : amendements identiques n° 112 de M. Guy Ducoloné et n° 171 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Claude Bartolone (nécessité d'effectuer un bilan de la loi de 1982) ; amendement n° 330 de M. Jacques Roux soutenu par M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 55 de la commission (loi entrée en vigueur pour les étudiants entrant en troisième cycle dès l'automne 1987) (p. 2230) : rejetés ; amendement n° 331 de M. Georges Hage (décrets d'application ne pouvant être pris qu'aprés une vaste concertation avec l'ensemble des intéressés) : rejeté ;

– article 29 : adopté.

Article 30 (précédemment réservé) *(décret d'application de l'article 28)* : amendements identiques n° 113 de M. Jacques Roux et n° 173 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejetés ; amendement n° 174 de M. Claude Bartolone (application des mesures transitoires jusqu'à la publication du bilan prévu à l'article 8 de la loi de 1982) : rejeté ; amendement n° 175 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures transitoires jusqu'au 1er octobre 1990) (p. 2231) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission : devenu sans objet ;

– article 30 : adopté.

Avant l'article 28 *(amendements précédemment réservés)* : amendements identiques n° 134 de M. Claude Bartolone et n° 332 de M. Georges Hage (nécessité de publier le bilan prévu à l'article 8 de la loi de décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques) (p. 2232) : rejetés (p. 2233).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : technique du D.M.O.S. ; réemploi des coopérants techniques non titulaires dans l'administration ; conformité du statut actuel avec le droit communautaire ; indissociabilité du pouvoir de nomination et du pouvoir disciplinaire ; recrutement des agents contractuels (p. 2259) ; promotion des agents ; **rappel au règlement de M. Maurice Adevah-Pœuf** ; amendement n° 213 : réservé aprés la discussion des amendements portant articles additionnels après l'article 45 ; amendement n° 89 de M. Alain Lamassoure (abrogation de la loi du 11 juin 1983) : adopté ; amendement n° 244 de M. Jean-Marie Daillet (assimilation des ressortissants de la C.E.E. aux Français pour l'accès à la fonction publique) (p. 2260) ; problème de la réciprocité (p. 2261) ; rejeté au scrutin public.

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : harmonisation de la situation des contractuels avec celle des agents du secteur privé (p. 2262) ; rétablissement d'un sous-prolétariat au niveau des employés des collectivités ; interruption du contrat de travail ne correspondant pas aux grands principes de la fonction publique ; politique du Gouvernement en matière de fonction publique (p. 2263) ; généralisation de la contractualisation étant contraire à la notion de concours ; texte permettant de ne pas inscrire dans la loi de finances les emplois auxquels il sera pourvu ; Parlement ayant seul le droit d'autoriser la création d'emplois dans la fonction publique (p. 2264) ; nécessité d'adopter une attitude restrictive quant aux conditions dans lesquelles l'Etat peut faire appel à des agents contractuels ; impossibilité de comparer des situations des personnels du secteur privé et du secteur public ; conditions de renouvellement des contrats ; amendements identiques n° 192 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Michel Sapin et n° 214 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2265) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 229 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Raymond Douyère (suppression de l'assouplissement des conditions de recrutement de contractuels des conditions de recrutement de contractuels de catégorie A) : rejeté ; amendement n° 87 de M. Jean-Marie Daillet (extension des possibilités de recrutement de contractuels dans les représentations françaises à l'étranger) (p. 2266) ; difficulté des services français à l'étranger à recruter des personnels titulaires de nationalité française pour occuper certaines fonctions (p. 2267) ; amendement n° 245 de M. Pierre Montastruc soutenu par M. Jean-Marie Daillet (ressortissants des Etats membres de la C.E.E. étant assimilés à des Français pour l'application du présent article) : retiré ;

– article 39, ainsi modifié : adopté.

Article 40 *(emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels) :* recrutement par concours ; nécessité de remettre en cause périodiquement les catégories d'emplois ainsi créées ; amendements identiques n° 193 de Mme Martine Frachon et n° 215 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2268) : rejetés ; amendement n° 194 de Mme Martine Frachon (décret en Conseil d'Etat devant fixer la liste des corps ou des emplois de catégorie A pouvant être assurés par des agents contractuels) : rejeté ; amendement n° 195 de Mme Martine Frachon (rétablissement du rapport annuel nécessaire aux comités techniques paritaires concernés pour apprécier l'évolution des besoins en contractuels) (p. 2269) : rejeté ; amendement n° 196 de Mme Martine Frachon (révision, tous les trois ans, de la liste des corps et des emplois susceptibles de déroger au recrutement par concours) : rejeté ;

- article 40 : adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 90 de M. Alain Lamassoure (comités techniques paritaires ayant à connaître des problèmes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services devant être également saisis des problèmes de recrutement des personnels) : adopté.

Article 41 *(dérogation aux principes du concours en cas d'intégration totale ou partielle d'un corps dans un autre corps) :* amendement n° 216 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2270) : rejeté ; amendement n° 248 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (fusion partielle des corps) : rejeté ;

- article 41 : adopté.

Article 42 *(recrutement des travailleurs handicapés) :* amendement n° 217 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2271) : retiré ;

- article 42 : adopté.

Article 43 *(congé parental) :* amendement n° 63 de la commission (congé parental après une naissance pouvant être d'une durée inférieure à trois ans) : adopté ; possibilité de recrutement des handicapés dans les catégories A et B (p. 2272) ; amendement n° 64 de la commission (congé parental après adoption pouvant être d'une durée inférieure à trois ans) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (de conséquence) : adopté ;

- article 43, ainsi modifié : adopté.

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination) :* amendements identiques n° 197 de Mme Martine Frachon et n° 218 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2273) : rejetés ; amendement n° 91 de M. Alain Lamassoure (pouvoir disciplinaire pouvant, pour les sanctions du premier et du second groupe, être délégué indépendamment du pouvoir de nomination) ; sous-amendement n° 278 de M. Jérôme Lambert soutenu par M. Michel Sapin (restriction de l'amendement aux sanctions du premier groupe) ; sous-amendement n° 339 du Gouvernement (conditions d'application de l'amendement n° 91 devant être fixées par décret en Conseil d'Etat) ; amendement n° 67 de la commission (pouvoir de nomination et de sanction du premier groupe pouvant être délégué indépendamment l'un de l'autre) (p. 2274) ; nécessité de déconcentrer la gestion de la fonction publique (p. 2275) ; sous-amendement n° 278 : rejeté ; sous-amendement n° 339 : adopté ; amendement n° 91, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 67 : devenu sans objet ;

- article 44, ainsi modifié : adopté.

Article 45 *(reconduction des dispositions facilitant le rajeunissement des corps d'officiers et de sous-officiers) :* amendement n° 219 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté ; amendement n° 92 de M. Alain Lamassoure (application de l'article 45 jusqu'au 31 décembre 1991) (p. 2276) : rejeté ;

- article 45 : adopté.

Après l'article 45 : amendement n° 261 du Gouvernement (validation des nominations issues du concours professionnel pour l'accès au grade de chef adjoint de service administratif ouvert en 1980 aux attachés administratifs des services extérieurs du ministère de l'équipement) : adopté ; amendement n° 262 du Gouvernement (validation du concours interne de 1984 de l'E.N.A.) (p. 2277) : adopté ; amendement n° 77, réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 80 rectifié ; amendement n° 78 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jacques Bichet, rapporteur (motif légitime ne pouvant exonérer de la faute de refus de vente fondée sur une discrimination raciale) : adopté ; amendement n° 79 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Jacques Bichet, rapporteur (extension de l'incrimination de refus de vente en raison de discrimination raciale ou refus de vente à toute personne morale) : adopté (p. 2278) ; amendement n° 80 de M. Etienne Pinte soutenu par M. Jacques Bichet, rapporteur (possibilité ouverte aux associations agissant en faveur des droits de l'homme de se porter partie civile en cas d'infractions d'ordre raciste) : adopté ; amendement n° 77 précédemment réservé de M. Michel Hannoun soutenu par M. Jacques Bichet, rapporteur (tendant, après l'article 45, à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à la lutte contre le racisme ») : rejeté.

Avant l'article 39 *(suite) :* amendement n° 213 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi, précédemment réservé (tendant à supprimer l'intitulé du titre V) : rejeté (p. 2279).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : amendement n° 20 de M. Georges Bollengier-Stragier soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (accès des lieux ouverts au public étant autorisés aux chiens-guides d'aveugles) ; amendement n° 336 du Gouvernement (même objet) (p. 2287) : adopté ; limitation du droit de grève dans la fonction publique ; **rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne ; rappel au règlement de M. Michel Sapin** (p. 2288) ; **rappel au règlement de M. Jean Bonhomme ; rappel au règlement de M. François Asensi ; rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 2289) ; amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) ; sous-amendement n° 347 de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2290) ; remise en cause du droit de grève dans la fonction publique (p. 2291) ; principales dispositions de la loi Le Pors du 19 octobre 1982 (p. 2292) ; inconvénients de cette loi pour les usagers ; technique du D.M.O.S. (p. 2283) ; remise en cause du droit de grève et de son exercice dans l'ensemble de la fonction publique (p. 2294) ; commission ayant dû être saisie de l'amendement de M. Michel Pelchat et du sous-amendement de M. Alain Lamassoure ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur** (p. 2295) ; demande de la vérification du quorum ; bureau de séance constatant que le quorum n'est pas atteint (p. 2296) ; vote sur le sous-amendement n° 347 corrigé : reporté en application de l'article 61, alinéa 3, du règlement ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 2322) ; **rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne ; rappel au règlement de Jacques Toubon** (p. 2323) ; **rappel au règlement de M. Georges Hage ; rappel au règlement de M. Philippe Bassinet** (p. 2324, 2325) ; **rappel au règlement de M. François Asensi ; rappel au règlement de M. Michel Sapin** (p. 2326) ; sous-amendement n° 347, corrigé : adopté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Claude Bartolone ; rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 2327) ; amendement n° 274 : adopté au scrutin public.

Article 46 *(astreintes en matière administrative) :* amendements identiques n° 68 de la commission et n° 93 de M. Alain Lamassoure (élargissement du champ de compétence de la cour de discipline budgétaire aux agents responsables de condamnations à des astreintes d'organisme de droit privé gérant un service public) : adoptés ;

- article 46, ainsi modifié : adopté.

Article 47 *(suppression des discriminations envers les congrégations de femmes) :* préambule de la Constitution n'ayant pas abrogé de plein droit les dispositions législatives antérieures ;

- article 47 : adopté.

Après l'article 47 : amendement n° 81, réservé jusqu'à l'examen des amendements n° 230, deuxième rectification, et n° 241 (après l'article 51).

Article 48 *(validation d'un examen de la profession de commis des services extérieurs du ministère de la santé et de la famille) :* adopté.

Après l'article 48 : amendement n° 200 de M. Maurice Pourchon soutenu par M. Philippe Bassinet (validation d'un concours d'adjoint des cadres hospitaliers) (p. 2329) : adopté ; amendement n° 201 de M. Jean-Pierre Michel (validation des nominations au premier grade des magistrats inscrits au tableau d'avancement intervenues par décrets antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi) : retiré.

Article 49 *(validation d'un concours d'internat) :* adopté.

Article 50 *(validation des concours d'admission dans des écoles de formation aux professions paramédicales) :* amendement n° 69 de la commission (validation des résultats des seuls candidats admis avant le 30 septembre 1987) : adopté ;

- article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 *(validation de décrets comportant des dispositions statutaires communes à plusieurs corps)* (p. 2330) ; amendements identiques n° 70 de la commission et n° 94 de la commission des lois (application de l'article aux décrets intervenus avant le 31 mai 1986) : adopté ;

- article 51, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 51 *(règles relatives à la publicité en faveur des boissons alcooliques) :* coût de l'alcoolisme ; interdiction de toute forme de publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les chaînes de télévision publiques ou privées (p. 2331) ; conformité de la réglementation française au droit européen ; **rappel au règlement de M. Michel Sapin ;** amendement n° 74, deuxième rectification de M. Jacques Barrot (interdiction de la diffusion de messages publicitaires en faveur de boisson contenant plus de 1° d'alcool par les organismes et services de radiodiffusion sonore et de télévision publics ou privés) ; amendement n° 170, troisième rectification, de M. Roger-Gérard Schwartzenberg (même objet) (p. 2332) ; inopportunité que la télévision véhicule des images incitant à la consommation d'alcool ; différentes positions au sein de la majorité et du Gouvernement (p. 2333) ; jurisprudence relative à la responsabilité du fait des lois ; responsabilité de l'Etat pouvant être engagée en raison de la rupture ou de la mauvaise exécution d'un contrat (p. 2334) ; nécessité que l'interdiction s'étende aux radios privées ou publiques ; principales conclusions du rapport de Jean Bernard sur la lutte contre l'alcoolisme ; effort des viticulteurs français (p. 2335) ; nécessité que les mesures adoptées ne pénalisent pas leur production ; responsabilité du fait des lois ; sous-amendement n° 342 du Gouvernement (limitation de l'interdiction absolue de la publicité en faveur des boissons alcoolisées à la télévision) (p. 2336) ; adopté au scrutin public ; sous-amendement n° 305 de Mme Florence d'Harcourt (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les stades) (p. 2337) : adopté ; sous-amendement n° 343 du Gouvernement (interdiction de la publicité en faveur des boissons dont la fabrication est prohibée) : adopté ; sous-amendement n° 344 du Gouvernement (publicité en faveur des boissons alcoolisées devant comporter un conseil de modération concernant leur consommation) : adopté ; sous-amendement n° 345 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; sous-amendement n° 346 du Gouvernement (décrets en Conseil d'Etat prévoyant les modalités que doivent respecter les messages supports publicitaires) (p. 2338) : adopté ; sous-amendement n° 340 de M. Roger-Gérard Schwartzenberg (responsabilité de l'Etat ne pouvant être engagée au titre de l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot) ; nécessité que n'apparaissent pas au *Journal officiel* des commentaires de nature à porter préjudice aux intérêts de l'Etat ; sous-amendement n° 340 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 74, deuxième rectification, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 2339) ; **rappel au règlement de M. Roger-Gérard Schwartzenberg ;** amendement n° 170, troisième rectification : devenu sans objet ; amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) ; sous-amendement n° 348 de M. Eric Raoult (société nationale de programme et titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle ne pouvant diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) ; sous-amendement n° 341, rectifié de M. François Bayrou (application de l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot jusqu'à l'entrée en vigueur d'un dispositif visant à garantir la transparence et la moralisation du financement de la vie politique en France) ; sous-amendement n° 349 de M. Eric Raoult (suppression des sanctions prévues par l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot) (p. 2340) ; conclusions du rapport du groupe de travail présidé par Mme Baudrier et M. de Broglie ; amendement visant à établir un contrôle des conditions du financement des partis politiques et des dépenses que ceux-ci peuvent engager (p. 2341) ; publicité politique renforçant la pression de l'argent sur la démocratie (p. 2342) ; sous-amendement n° 348 : adopté ; nécessaire moralisation des procédures de financement des partis politiques ; divergences au sein de la majorité (p. 2343) ; sous-amendement n° 341, rectifié : adopté ; sous-amendement n° 349 : retiré ; amendement n° 306, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 71 de la commission (interdiction de l'installation à moins de 100 mètres d'une école primaire ou maternelle, d'un établissement dont l'activité principale est la vente ou la mise à la disposition du public de publication dont la vente aux mineurs de moins de dix-huit ans est prohibée) ; sous-amendement n° 82 de M. Bernard-Claude Savy (extension de cette interdiction aux établissements secondaires) ; sous-amendement n° 83 de M. Bernard-Claude Savy (interdiction dans les mêmes conditions de l'exposition et de l'affichage publicitaire de ces mêmes publications) ; sous-amendement n° 82 : adopté ; sous-amendement n° 83 : non soutenu ; amendement n° 71, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 72 de la commission (financement par voie de crédit-bail d'éléments du fonds de commerce) (p. 2344) : rejeté ; amendement n° 81 de M. Jacques Roux, précédemment réservé (validation des décisions prises après avis ou sur proposition du comité national de la recherche scientifique) ; amendement n° 230, deuxième rectification, du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 241 de M. Philippe Bassinet (même objet) (p. 2345) ; amendement n° 81 retiré ; inutilité de valider les sections du comité national (p. 2346) ; recrutements intervenus en 1987 ; amendement n° 241, retiré ; amendement n° 230, deuxième rectification : adopté ; amendement n° 287 du Gouvernement (validation par l'Assemblée de la liste de certains étudiants inscrits pour l'année universitaire 1978-1979, en deuxième année du premier cycle d'études médicales) : adopté (p. 2347) ; amendement n° 288 du Gouvernement (candidats classés à l'issue du concours pour le recrutement de médecin-inspecteur de santé conservant le bénéfice de leur nomination ultérieure) : adopté ; amendement n° 285 de M. Etienne Pinte (convention et accord collectif de travail ne pouvant comporter de dispositions établissant une priorité de licenciement à raison des seuls avantages à caractère viager dont bénéficie un salarié) : adopté ; amendement n° 272, réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 271 ; amendement n° 270 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (organisme ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) (p. 2348) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 271 de M. Michel de Rostolan soutenu par M. Georges-Paul Wagner (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférents à l'I.V.G. non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (p. 2349) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 272 de M. Michel de Rostolan, précédemment réservé (tendant après l'article 51 à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à l'accueil de la vie ») ; application de l'article 44-3 de la Constitution ;

Explications de vote (p. 2350).

Droit de grève dans la fonction publique : *Ducoloné (Guy)* (p. 2350).

Etudes médicales : *Ducoloné (Guy)* (p. 2350) ; *Raoult (Éric)* (p. 2351) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2351).

Interruption volontaire de grossesse : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2351).

Techniques du D.M.O.S. : *Ducoloné (Guy)* (p. 2350) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2351) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2351).

Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 2350).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Raoult (Eric)* (p. 2351).

Vote hostile du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 2351).

Vote hostile du Front national : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2351).

Adoption de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte des votes intervenus, à l'exclusion des amendements n°s 270, 271 et 272 portant articles additionnels après l'article 51 au scrutin public (p. 2351).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [30 juin 1987] (p. 3373, 3395).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381) ; *Pinte (Etienne)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 3382) ; rejetée au scrutin public (p. 3382).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Asensi (François)* (p. 3383, 3384, 3385) ; *Pinte (Etienne)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 3385) ; rejetée au scrutin public (p. 3385).

D.M.O.S. (technique du - et procédure d'examen et contenu du présent projet) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3376, 3377, 3378) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3396, 3397).

Esprit d'entreprise : *Collomb (Gérard)* (p. 3399).

Etudes médicales (réforme des - et médecine générale) : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375, 3376) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3381) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3397) ; *Roux (Jacques)* (p. 3400).

Fonction publique :

- contractuels (recrutement de -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3381) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3397).

- grève dans le secteur public (réglementation du droit de - et règle du trentième indivisible) : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3378, 3379, 3380, 3381) ; *Asensi (François)* (p. 3383, 3384, 3385) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3397) ; *Collomb (Gérard)* (p. 3398, 3399, 3400).

- sanctions du second groupe : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3381).

Groupements d'employeurs : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3378).

Groupes de pression (intervention de - dans la politique sociale du Gouvernement) : *Collomb (Gérard)* (p. 3398).

Heure de levée de séance : *Ducoloné (Guy)* (p. 3396).

Majorité (absence de cohésion de la - sur la politique sociale) : *Collomb (Gérard)* (p. 3396, 3397).

Personnes âgées (recours à une tierce personne) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3378).

Premier ministre (absence du - en séance et changements de position du Gouvernement sur les questions sociales) : *Collomb (Gérard)* (p. 3398).

Protection sociale :

- caisses de mutualité sociale agricole : *Bichet (Jacques)* (p. 3373, 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375).

- code de la sécurité sociale (ratification du -) : *Bichet (Jacques)* (p. 3373) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3397).

- professions connexes à l'agriculture en zone de montagne (seuil d'assujettissement des membres des -) : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375).

Publicité politique : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 3395) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3395).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 3376) ; *Richard (Alain)* (vice-président) (p. 3376).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 3382) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3382).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 3382) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3382).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 3373) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3373) ; *Richard (Alain)* (vice-président) (p. 3373).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 3401) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3401).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 3401, 3402) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3402).

Rappel au règlement de M. Michel Margnes : *Margnes (Michel)* (p. 3388) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3388).

Rappel au règlement de M. Michel Sapin : *Sapin (Michel)* (p. 3387) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3387) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3387, 3388).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3382, 3383) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3383).

Rappel au règlement et demande de suspension de séance de M. Jean-Pierre Sueur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3386) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3386) ; demande de suspension de séance : rejetée (p. 3386).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3400, 3401) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3401) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3401).

Transfusions sanguines autologues : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375).

Travail et emploi :

- formation professionnelle continue (taux de cotisation consacré à la - et niveau du quota consacré à la formation en alternance des jeunes) : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375, 3376) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3378).

- formation professionnelle des jeunes (contrats de qualification et S.I.V.P.) : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3378).

- retraite des salariés (départ à la -) : *Bichet (Jacques)* (p. 3374) ; *Séguin (Philippe)* (p. 3375).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3402, 3403, 3404, 3405 et 3406).

Discussion des articles [30 juin 1987] (p. 3402).

Article 37 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à porter le taux de cotisation pour la formation professionnelle continue à 1,2 p. 100 du montant de la masse salariale pour le financement des formations en alternance ouverte aux jeunes) ; formation en alternance des jeunes ; formation continue ; moyenne des entreprises consacrant 2,25 p. 100 de la masse salariale à la formation continue ; demande du Gouvernement tendant à ce que l'Assemblée se prononce en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 3408) ; apprentissage ; formation de filières ; disparition des contrats emploi-formation et emploi-adaptation ; financement des T.U.C. (p. 3407) ; proposition du groupe communiste tendant à ce que 10 p. 100 du temps de travail des salariés soit consacré à la formation (p. 3408) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Explications de vote [30 juin 1987] (p. 3408).

D.M.O.S. (technique du - et contenu des conditions d'examen du présent projet) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3408).

Formation en alternance et formation professionnelle continue (financement des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3408) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 3409).

Grève dans le secteur public (exercice du droit de -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3408, 3409).

Quorum (vérification du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 3409, 3410) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3410).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 3409, 3410) ; *Labbé (Claude)* (vice-président) (p. 3410).

Vote négatif du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3409).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Alphandéry (Edmond)* (p. 3409).

Opérations de vérification du quorum (p. 3410).

Constatation par le bureau de séance que le quorum n'est pas atteint ; report du vote sur l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 du Gouvernement, conformément à l'alinéa 3 de l'article 61 du règlement (p. 3410).

Adoption, au scrutin public, par un seul vote de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte proposé par la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 3413).

9. - Proposition de loi organique n° 797 relative au **contrôle du Parlement** sur les **finances des régimes obligatoires de sécurité sociale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 juin 1987 par M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (11 juin 1987). - Rapport n° **857** (18 juin 1987). - Inscription à l'ordre du jour complémentaire (16 juin 1987). - Discussion les 18 et 19 juin 1987. - Adoption le 19 juin 1987. - Proposition de loi n° **130.**

Sénat (première lecture). N° **304** (1986-1987). - Dépôt le 22 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Hubert Haenel. - Rapport n° **126** (1987-1988). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. Charles Descours. - Avis n° **129** (1987-1988). - Adoption le 8 décembre 1987. - Proposition de loi n° **41.**

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61 de la Constitution). - Décision le 7 janvier 1988 (*J.O.* du 9 janvier 1988) (p. 444). - Non conforme en totalité.

INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

Explications de vote [16 juin 1987] (p. 2457).

Ordre du jour (absence d'affichage et de notification aux présidents de groupe de l'-) : *Micaux (Pierre) (p. 2458).*

Ordre du jour (délais de fixation de l'-) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 2460).

Ordre du jour (textes examinés jusqu'à la fin de la session) : *Micaux (Pierre) (p. 2459).*

Proposition socialiste sur la renégociation des prêts d'accession à la propriété (absence de mention de la - à l'ordre du jour complémentaire) : *Malandain (Guy)* (p. 2458) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2458) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2459) ; *Ornano (Michel d')* (p. 2459) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2459).

Quorum (absence de demande de vérification du - par le groupe socialiste -) : *Joxe (Pierre) (p. 2459) ; Richard (Alain)* (vice-président) (p. 2459).

Vote hostile du groupe Front national : *Gollnisch (Bruno)* (p. 2459).

Adoption au scrutin public de l'ordre du jour complémentaire (p. 2460).

En conséquence, la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano est inscrite à l'ordre du jour complémentaire et fait l'objet d'une discussion générale commune avec le projet de loi sur le financement de la sécurité sociale (p. 2460).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797) [18 juin 1987] (p. 2825, 2847) [19 juin 1987] (p. 2916, 2946) : voir **sécurité sociale 10.**

Discussion des articles [19 juin 1987] (p. 2969).

Article 1er *(adoption chaque année par le Parlement d'un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les comptes prévisionnels des régimes de sécurité sociale) ;* amendement n° 1 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) ; article limitant la compétence du Parlement et qui dessaisit les assurés de leurs prérogatives pour la gestion de la sécurité sociale (p. 2969) ; proposition de loi allant vers la fiscalisation de la sécurité sociale ; amendement n° 1 : rejeté ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi sur les finances sociales) :* amendement n° 2 de M. Guy Ducoloné soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ;

- article 2 : adopté ;

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique (p. 2970).

10. - Projet de loi portant diverses mesures relatives au **financement de la sécurité sociale** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 11 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° 847 (16 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (11 juin 1987). - Rapporteur pour avis : M. Michel Ghysel (18 juin 1987). - Discussion les 18 et 19 juin 1987. - Rejet le 19 juin 1987. - Projet de loi n° **129.**

Sénat (première lecture). N° **303.** - Dépôt le 22 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Jacques Oudin. - Rapport n° **311** (23 juin 1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. - Rapporteur pour avis : M. Charles Descours. - Avis n° **318** (24 juin 1987). - Discussion le 26 juin 1987. - Adoption le 26 juin 1987. - Projet de loi n° **100.**

Assemblée nationale (deuxième lecture). N° **892.** - Dépôt le 29 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177). - Réunion le 30 juin 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Christian Poncelet, en remplacement de M. Jacques Oudin. - Rapport n° **335** (30 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **111.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Robert-André Vivien. - Rapport n° **899** (30 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption définitive le 1er juillet 1987. - Projet de loi n° **147.**

Loi n° 87-516 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1987 (p. 7821).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles : discussion commune du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et des conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797) [18 juin 1987] (p. 2825, 2847), [19 juin 1987] (p. 2916, 2946).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) contre le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) : *Coffineau (Michel)* (p. 2851, 2854) ; *Pinte (Etienne)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 2864) ; *Zeller (Adrien)* (secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale) (p. 2855) ; rejetée au scrutin public (p. 2855).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) contre les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) : *Hage (Georges)* (p. 2862, 2865) ; *Lamassoure (Alain)* (rapporteur) (p. 2865, 2866) ; rejetée au scrutin public (p. 2866).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) contre le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) : *Giard (Jean)* (p. 2855, 2858) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 2858, 2861) ; *Séguin (Philippe)* (ministre des affaires sociales et de l'emploi) (p. 2861) ; rejetée au scrutin public (p. 2861).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) aux conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du

Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2866, 2868) ; *Alphandéry (Edmond)* (inscrit contre, U.D.F.) (p. 2868, 2870) ; *Séguin (Philippe)* (ministre des affaires sociales et de l'emploi) (p. 2870, 2878) ; rejetée au scrutin public (p. 2872).

Motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Le Pen (Front national) contre le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) : *Herlory (Guy)* (p. 2958, 2959) ; *Vivien (Robert-André)* (rapporteur) (p. 2959, 2960) ; rejetée au scrutin public (p. 2961).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) contre les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) : *Hage (Georges)* (p. 2968, 2969) ; *Lamassoure (Alain)* (rapporteur) (p. 2969) ; rejetée au scrutin public (p. 2969).

Abus (usage abusif de la protection sociale) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 2869) ; *Descaves (Pierre)* (p. 2937) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2952) ; *Herlory (Guy)* (p. 2958).

Caisses de sécurité sociale (gestion des -) : *Ornano (Michel d' -)* (p. 2839, 2840) ; *Hage (Georges)* (p. 2865) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2870) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2918) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2920) ; *Descaves (Pierre)* (p. 2936) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2952).

Chômage (accroissement du -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2828) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2842) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2852) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2917) ; *Pistre (Charles)* (p. 2948).

Comité des sages (rapport du -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2828, 2835) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2841) ; *Ghysel (Michel)* (p. 2847) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2859, 2860).

Concertation (nécessité d'une - avec les partenaires sociaux) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2866, 2868, 2871) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2868).

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) : *Séguin (Philippe)* (p. 2836, 2951, 2952) ; *Ornano (Michel d' -)* (p. 2839, 2849, 2935) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2850, 2865, 2969) ; *Hage (Georges)* (p. 2863, 2865, 2922, 2968) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2866, 2867) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2869, 2870) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2918, 2919) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2920) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2925) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2930) ; *Sapin (Michel)* (p. 2933, 2934) ; *Descaves (Pierre)* (p. 2936).

Cotisations salariales (accroissement des -) : *Giard (Jean)* (p. 2856, 2857) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2861) ; *Hage (Georges)* (p. 2862) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2932) ; *Legras (Philippe)* (p. 2935).

Cotisations patronales : *Pinte (Etienne)* (p. 2917) ; *Pistre (Charles)* (p. 2949) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2950) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2951, 2955) ; *Herlory (Guy)* (p. 2957).

Déficit des régimes sociaux et prévisions : *Séguin (Philippe)* (p. 2828, 2951, 2953) ; *Ornano (Michel d' -)* (p. 2837, 2839) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2842) ; *Ghysel (Michel)* (p. 2847) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2849) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2869) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2916, 2917) ; *Legras (Philippe)* (p. 2935) ; *Pistre (Charles)* (p. 2946) ; *Herlory (Guy)* (p. 2958).

Démographie (évolution de la -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2827) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2842).

Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2831, 2833, 2954) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2842) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2851, 2852) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2854, 2855) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2859) ; *Bellon (André)* (p. 2927) ; *Bonhomme (Jean)* (p. 2929) ; *Legras (Philippe)* (p. 2935).

Dépenses sociales (meilleure répartition des -) : *Bonhomme (Jean)* (p. 2929, 2930) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2932) ; *Herlory (Guy)* (p. 2957, 2958).

Etatisation de la sécurité sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 2836) ; *Ornano (Michel d' -)* (p. 2838, 2919) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2919) ; *Hage (Georges)* (p. 2922).

Etats généraux (opportunité et enjeux des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2832, 2836, 2871, 2952, 2954) ; *Ornano (Michel d' -)* (p. 2839) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2842) ; *Ghysel (Michel)* (p. 2848) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2861) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2866) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2869) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2919) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2920) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2924, 2925) ; *Bellon (André)* (p. 2927) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2931) ; *Descaves (Pierre)* (p. 2937) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2950, 2951) ; *Herlory (Guy)* (p. 2959).

Evolution des recettes et des dépenses (comparaison de l' -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2828) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2841) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2859) ; *Herlory (Guy)* (p. 2956).

Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) : *Séguin (Philippe)* (p. 2835, 2836, 2861, 2952, 2954) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2840, 2841) ; *Ghysel (Michel)* (p. 2848) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2853) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2854) ; *Giard (Jean)* (p. 2857) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2860) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2870) ; *Hage (Georges)* (p. 2921, 2922, 2923, 2924) ; *Bellon (André)* (p. 2928) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2933) ; *Herlory (Guy)* (p. 2957) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2960).

Fiscalisation des ressources de la sécurité sociale : *Giard (Jean)* (p. 2857, 2858) ; *Hage (Georges)* (p. 2862, 2863, 2864, 2865, 2921) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 2932) ; *Herlory (Guy)* (p. 2957).

Historique de la sécurité sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 2825, 2826) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2849) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2853) ; *Giard (Jean)* (p. 2858, 2859) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2920) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2930) ; *Herlory (Guy)* (p. 2958).

Initiative parlementaire (dévoiement de l' -) : *Hage (Georges)* (p. 2862) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2865) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2871).

Livre blanc relatif à la sécurité sociale publié par le Gouvernement socialiste : *Séguin (Philippe)* (p. 2830, 2871, 2954) ; *Sapin (Michel)* (p. 2934).

Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des - avec le contrôle du Parlement) : *Séguin (Philippe)* (p. 2834, 2836) ; *Ornano (Michel d' -)* (p. 2839, 2867, 2934) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2849, 2850) ; *Hage (Georges)* (p. 2864, 2969) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2866, 2867) ; *Sapin (Michel)* (p. 2933).

Pensions (évolution des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2840) ; *Ghysel (Michel)* (p. 2845).

Plan de rationalisation des dépenses de novembre 1986 (objectifs et effets) : *Séguin (Philippe)* (p. 2830, 2831) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2852, 2853) ; *Giard (Jean)* (p. 2856).

Politique familiale : *Séguin (Philippe)* (p. 2834) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2950).

Préférence nationale (application de la - pour la gestion des caisses de sécurité sociale) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 2921) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2923) ; *Herlory (Guy)* (p. 2958).

Prélèvements obligatoires (croissance des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 2917) ; *Bellon (André)* (p. 2926, 2927).

Propositions législatives (historique des - tendant au contrôle du Parlement sur le budget social) : *Ornano (Michel d' -)* (p. 2838) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2850) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2930, 2931).

Protection sociale et droit à la santé (atteinte à la -) : *Giard (Jean)* (p. 2856, 2858) ; *Hage (Georges)* (p. 2864, 2923).

Retraite à soixante ans (impact de la - sur les finances sociales) : *Séguin (Philippe)* (p. 2827, 2832, 2833, 2871, 2955) ; *Ghysel (Michel)* (p. 2847) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2855) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2868) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2917) ; *Pistre (Charles)* (p. 2947) ; *Herlory (Guy)* (p. 2957).

Sécurité sociale (axe possible de réforme de la -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2833, 2834, 2835, 2954) ; *Giard (Jean)* (p. 2858) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2860) ; *Hage (Georges)* (p. 2864, 2865) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 2869, 2870) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2925, 2926) ; *Pistre (Charles)* (p. 2948, 2949) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2950).

Système de retraite (capitalisation ou répartition) : *Séguin (Philippe)* (p. 2832) ; *Hage (Georges)* (p. 2923) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2926) ; *Pistre (Charles)* (p. 2949).

Système de santé (amélioration possible du -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2833, 2952) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2858).

Transfert de charges : *Séguin (Philippe)* (p. 2829, 2830) ; *Bellon (André)* (p. 2928) ; *Pistre (Charles)* (p. 2946).

Trésorerie (opérations de -) : *Séguin (Philippe)* (p. 2827, 2829, 2955, 2956) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2854) ; *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 2859) ; *Pistre (Charles)* (p. 2946) ; *Herlory (Guy)* (p. 2957).

Discussion des articles [19 juin 1987] (p. 2961).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Jean Giard soutenu par M. Gérard Bordu (cotisation sociale de 12,6 p. 100 sur les revenus du capital) ; établissement d'une justice contributive de nature à assurer l'équilibre du financement de la sécurité sociale et une meilleure contribution des non-salariés ; mesures rapportant 36 milliards par an ; contribution qui serait moins douloureuse pour les revenus du capital qu'elle ne l'est pour les salariés ; revenu et plus-value mentionnés dans l'amendement déjà soumis au barème de l'impôt progressif sur le revenu ; contributions qui ne sont pas déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu ; insuffisance du taux d'épargne ; amendement n° 1 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 2 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de garantie suppléant aux employeurs défaillants dans le versement de leur cotisation sociale (p. 2961) ; difficultés pour la sécurité sociale en raison de l'importance de la dette patronale ; dette estimée au 31 décembre 1986 à 55 milliards de francs ; taux de recouvrement des cotisations du régime général globalement satisfaisant ; somme de 55 milliards n'ayant pas grande signification ; pénalisation des entreprises qui peuvent payer leur cotisation ; amendement n° 2 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de Mme Jacqueline Hoffmann (abrogation de toutes dispositions exonératrices de cotisations sociales au profit des employeurs) ; prétexte de la création d'emploi qui n'est pas satisfaisant ; emplois qui sont en fait des emplois précaires ; transfert de charges au profit des employeurs ; manque à gagner important pour la sécurité sociale résultant des exonérations des S.I.V.P. (p. 2962) ; coût total de 12,5 milliards de francs ; amendement n° 3 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 10 de M. Christian Goux soutenu par M. André Bellon (rétablissement de la législation existante avant le 16 mars relative à l'imposition sur le capital) ; caractère symbolique de cet amendement afin de restaurer la justice sociale ; amendement n° 10 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jegou soutenu par M. Jean-Paul Virapoullé (diminution du taux de T.V.A. des appareillages pour handicapés) ; coût d'une telle mesure estimée à un milliard de francs (p. 2963) ; mesures coûteuses sur le plan fiscal nécessitant une réflexion plus approfondie avant son adoption ; amendement n° 15 : retiré ; amendement n° 15 repris par M. Charles Pistre ; rejeté au scrutin public.

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986) :* sempiternel replâtrage présenté aux députés ; sécurité sociale n'ayant plus les moyens de jouer le rôle d'assistante sociale des pays du tiers monde ; trois cent mille chômeurs étrangers en France coûtant 20 à 21 milliards de francs ; prestations perçues par les étrangers qui sont quatre fois plus importantes que les cotisations qu'ils versent en raison notamment d'allocations familiales importantes (p. 2964) ; hospitalisation des étrangers, onéreuse pour la sécurité sociale ; amendement n° 11 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) ; politique laxiste de maintien d'avantages accordés au monopole syndical ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 4 de M. Paul Mercieca soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à supprimer l'aspect exceptionnel du prélèvement social) ; amendement n° 5 de M. Paul Mercieca soutenu par Mme Muguette Jacquaint (même objet) ; amendement n° 6 de M. Jean Jarosz soutenu par Mme Muguette Jacquaint (augmentation du pourcentage d'imposition sur les revenus du capital) ; amendements nos 4, 5 et 6 : rejetés (p. 2965) ;

- article 1er : adopté au scrutin public.

Article 2 *(prélèvement social temporaire sur les produits de placement soumis à un prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu) :* amendement n° 12 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Roger Combrisson soutenu par Mme Muguette Jacquaint (augmentation de l'imposition sur certains revenus) : rejeté ;

- article 2 : adopté.

Article 3 *(application du taux super réduit de T.V.A. aux médicaments) :* amendement n° 13 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) : rejeté ; amendement n° 8 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (vérification par le conseil de la concurrence de la diminution des prix à la suite de la baisse du taux de T.V.A.) ; amendement tendant à éviter que l'industrie pharmaceutique n'augmente ses profits au détriment des consommateurs ; amendement sans aucune utilité ; amendement n° 8 : rejeté (p. 2966) ;

- article 3 : adopté.

Article 4 *(relèvement du taux de la retenue pour pensions applicables aux fonctionnaire civils et militaires) :* amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; amendement n° 14 de François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (même objet) ; article 4 constituant une mesure injuste en raison du coût de la protection sociale pour les travailleurs ; amendement n° 14 : retiré ; amendement n° 9 : rejeté au scrutin public ;

- article 4 : adopté.

Explications de vote (p. 2967).

Cotisations sociales salariales (accroissement des -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 2967, 2968).

Solidarité nationale (atteinte à la -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 2968).

Vote hostile du groupe communiste : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 2968).

Vote hostile du groupe du Front national : *Jalkh (Jean-François)* (p. 2967).

Vote hostile du groupe socialiste : *Coffineau (Michel)* (p. 2968).

Rejet au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 2968).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [30 juin 1987] (p. 3413).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3420, 3428) ; *Charles (Serge)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 3428, 3429) ; rejetée (p. 3429).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Hage (Georges)* (p. 3429, 3433) ; *Limouzy (Jacques)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 3433) ; rejetée au scrutin public (p. 3433).

Charges sociales (poids des - sur les entreprises) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3423, 3424).

Cotisations salariales (croissance des -) : *Hage (Georges)* (p. 3430) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3435).

Déficits des régimes sociaux (causes des -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3421, 3422, 3427) ; *Hage (Georges)* (p. 3421).

Dépenses de santé (croissance des -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3422, 3424, 3425) ; *Hage (Georges)* (p. 3430).

Droit à la santé (atteintes au -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3424, 3425) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3435).

Etats généraux (opportunité et enjeux des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3413) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3428) ; *Hage (Georges)* (p. 3429, 3430).

Financement (mesures conservatoires pour le - de la sécurité sociale) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3424, 3426) ; *Hage (Georges)* (p. 3432) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3434).

Historique de la sécurité sociale : *Fuchs (Gérard)* (p. 3420, 3421).

Politique familiale : *Hage (Georges)* (p. 3431).

Préférence nationale (application de la - pour la gestion des caisses de sécurité sociale) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3423).

Revenus du capital (taxation des -) : *Porelli (Vincent)* (p. 3434, 3435).

Revenu minimum (garantie d'un -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 3427, 3428).

Sécurité sociale (axes de réforme de la - et de son financement) : *Hage (Georges)* (p. 3431, 3432, 3433) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3435).

Transfert de charges : *Fuchs (Gérard)* (p. 3426).

Trésorerie (opérations de -) : *Charles (Serge)* (p. 3429).

Texte de la commission mixte paritaire [1er juillet 1987] (p. 3443).

Adoption de l'ensemble du projet de loi dans le texte de la commission mixte paritaire au scrutin public (p. 3443).

11. - Proposition de loi n° 913 tendant à **garantir la couverture sociale des agriculteurs en retard de paiement de leurs cotisations.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

12. - Projet de loi n° 1148 relatif à la **sécurité sociale** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (17 décembre 1987). - Rapport n° **1183** (17 décembre 1987). - Discussion le 18 décembre 1987. - Adoption le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **218.**

Sénat (première lecture). N° **198** (1987-1988). - Dépôt le 20 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : Mme Nelly Rodi. - Rapport n° **198** (1987-1988). - Discussion le 21 décembre 1987. - Adoption le 21 décembre 1987. - Projet de loi n° **76.**

Assemblée nationale (2e lecture). N° **1173.** - Dépôt le 22 décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination et bureau *[J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046). - Réunion le 22 décembre 1987.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : Mme Nelly Rodi. - Rapport n° **211** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption avec modifications le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **82.**

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Etienne Pinte. - Rapport n° **1178** (22 décembre 1987). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **238.**

Loi n° 88-16 du 5 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 224).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1987] (p. 7777) ; [19 décembre 1987] (p. 7811).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) (p. 7783) : *Herlory (Guy)* (p. 7783, 7784, 7785) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7785, 7786) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7786) ; rejetée au scrutin public (p. 7786).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 7786) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7786, 7787, 7788, 7789, 7791, 7792) ; *Debré (Bernard)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7789, 7790) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7790, 7791, 7792) ; rejetée au scrutin public (p. 7792).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) (p. 7822) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7822, 7823, 7824, 7825) ; *Pinte (Etienne)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 7825, 7826) ; rejetée au scrutin public (p.7826).

Délais d'examen du projet et rôle du Parlement : *Herlory (Guy)* (p. 7783) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7787) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7822) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7825).

Assurance maladie :

- chirurgiens-dentistes parisiens : *Moulinet (Louis)* (p. 7796).

- démographie médicale (problèmes posés par la -) : *Bardet (Jean)* (p. 7795) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7819).

- fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention : *Pinte (Etienne)* (p. 7777, 7778, 7825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7781, 7782, 7813) ; *Herlory (Guy)* (p. 7784, 7813) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7788) ; *Roux (Jacques)* (p. 7793) *Bardet (Jean)* (p. 7794) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7795, 7796) ; *Robien (Gilles de)* (p. 7812) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7813) ; *Ghysel (Michel)* (p. 7818) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7822, 7823).

- forfait hospitalier (revalorisation du -) : *Séguin (Philippe)* (p. 7783).

- honoraires médicaux : *Coffineau (Michel)* (p. 7788, 7789, 7791, 7792) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7790, 7791, 7792) ; *Bellon (André)* (p. 7817).

- médecine scolaire : *Roux (Jacques)* (p. 7793).

- plan de rationalisation de l'assurance maladie : *Séguin (Philippe)* (p. 7781) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7787) ; *Roux (Jacques)* (p. 7793).

- prévention médicale : *Coffineau (Michel)* (p. 7789).

- T.V.A. sur l'appareillage des personnes handicapées (baisse de la -) : *Séguin (Philippe)* (p. 7782).

Assurance vieillesse :

- assurance vieillesse (généralités) : *Séguin (Philippe)* (p. 7781, 7782) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7781, 7782) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7823, 7824) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7826).

- incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins : *Pinte (Etienne)* (p. 7777, 7779) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7781, 7791, 7821, 7822) ; *Herlory (Guy)* (p. 7784, 7785) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7789) ; *Roux (Jacques)* (p. 7793) ; *Bardet (Jean)* (p. 7794) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7795) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7814) ; *Ghysel (Michel)* (p. 7818).

- retraite progressive : *Pinte (Etienne)* (p. 7777, 7778, 7825) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7782, 7783) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7789) ; *Roux (Jacques)* (p. 7793) ; *Bardet (Jean)* (p. 7794) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7795, 7796) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7813) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7816) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7823).

- revalorisation des pensions pour 1988 : *Pinte (Etienne)* (p. 7777, 7778, 7779, 7826) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7782, 7819) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7785, 7786) ; *Roux (Jacques)* (p. 7793) ; *Bardet (Jean)* (p. 7794) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7795) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7814) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7816, 7822) ; *Ghysel (Michel)* (p. 7818) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7823).

Politiques sectorielles diverses :

- allocations familiales et politique de la famille : *Robien (Gilles de)* (p. 7811, 7812) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7819, 7820) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7824).

- lutte contre la pauvreté : *Coffineau (Michel)* (p. 7788, 7789) ; *Herlory (Guy)* (p. 7812).

- mère de famille (statut de la -) : *Pinte (Etienne)* (p. 7778) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7824).

- tabac (prix du -) et lutte contre le tabagisme : *Coffineau (Michel)* (p. 7788) ; *Robien (Gilles de)* (p. 7812).

Sécurité sociale (généralités) :

- autonomie de gestion des branches de la sécurité sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 7780, 7781, 7818, 7819) ; *Roux (Jacques)* (p. 7792) ; *Bellon (André)* (p. 7818).

- caractère public ou privé de la sécurité sociale : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7815).

- états généraux de la sécurité sociale : *Pinte (Etienne)* (p. 7777) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7782, 7819, 7820) ; *Herlory (Guy)* (p. 7783, 7784) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7785) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7786, 7787) ; *Debré (Bernard)* (p. 7790) ; *Roux (Jacques)* (p. 7792) ; *Robien (Gilles de)* (p. 7811, 7812, 7820) ; *Herlory (Guy)* (p. 7812) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7814, 7815) ; *Bellon (André)* (p. 7816, 7817) ; *Ghysel (Michel)* (p. 7818).

- feuille de paie vérité : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7815).

- prélèvements obligatoires (concept des -) : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7815, 7816) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7821).

- propositions du parti communiste : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 7825).

- sécurité sociale des étrangers : *Herlory (Guy)* (p. 7812, 7813) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7820).

- situation financière de la sécurité sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 7780, 7783, 7786, 7788, 7821, 7822) ; *Herlory (Guy)* (p. 7783, 7784, 7813, 7820, 7821) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 7785) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7787, 7788) ; *Debré (Bernard)* (p. 7790) ; *Bardet (Jean)* (p. 7794) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7814) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7814, 7815) ; *Bellon (André)* ; (p. 7816, 7817, 7821).

Discussion des articles [19 décembre 1987] (p. 7826, 7843).

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'intitulé du titre 1er) : rejeté (p. 7826).

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) :* amendement n° 2 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) (p. 7827) ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Guy Herlory (élargissement des compétences des professionnels de santé à la prévention sanitaire) : rejeté (p. 7828) ; amendement n° 31 de M. Gilles de Robien soutenu par M. Gilbert Gantier (missions du fonds national de prévention étant étendues à l'éducation et à l'information sanitaire) : adopté ; amendement n° 32 rectifié de M. Gilles de Robien soutenu par M. Gilbert Gantier (fonds national pouvant apporter son concours à des organismes privés) : adopté ; amendement n° 30 de M. Gilles de Robien soutenu par M. Gilbert Gantier (autonomie des caisses régionales) : retiré ; amendement n° 37 de M. Etienne Pinte (rôle de la caisse nationale d'assurance maladie dans la définition des programmes de prévention) (p. 7829) ; adopté ; amendement n° 38 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de M. Etienne Pinte (de coordination) : adopté ; amendement n° 33 de M. Gilles de Robien : devenu sans objet ;

– article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 69 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Gérard Collomb (création d'un conseil national de la prévention) : rejeté.

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Avant l'article 2 : amendement n° 3 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'intitulé du titre) (p. 7830) ; rejeté (p. 7831).

Article 2 *(institution d'une retraite progressive)* (p. 7843) ; amendement n° 4 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 7844) ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Etienne Pinte (de précision) : adopté ; amendement n° 68 corrigé du Gouvernement (dispositif de retraite progressive n'étant ouvert qu'aux assurés exerçant une activité réduite dans un seul régime) : adopté ; amendement n° 24 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (temps de travail de l'assuré ayant choisi la retraite progressive devant être égal d'une semaine à l'autre durant l'année) : rejeté ; amendement n° 41 de M. Etienne Pinte (suspension immédiate du service de la fraction de pension demandée en cas de travail à temps partiel lorsque l'assuré exerce une autre activité à temps partiel en plus de celle ouvrant droit au service de la fraction de pension pour laquelle il bénéficie du temps partiel) : adopté ; amendement n° 42 de M. Etienne Pinte (service de la fraction de pension ne pouvant être renouvelé que si l'assuré a préalablement fait l'objet d'une suspension ; règle de non-renouvellement s'appliquant à la personne cumulant plusieurs activités à temps partiel) : adopté (p. 7845) ; amendement n° 17 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (salariés soumis à la retraite progressive devant pouvoir bénéficier du déblocage de sa retraite complémentaire) : rejeté ; amendement n° 18 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (nécessité de permettre aux salariés ayant choisi de prendre une retraite progressive de continuer à cotiser au régime de retraite complémentaire) : rejeté ; amendement n° 19 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (bénéficiaire de la retraite progressive bénéficiant de tous les avantages auxquels il aurait pu prétendre s'il était parti à la retraite à soixante ans) (p. 7846) ; rejeté ; amendement n° 20 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cotisation d'assurance vieillesse due au titre de l'activité de l'assuré bénéficiant de la retraite progressive étant intégralement due à l'employeur) : rejeté ; amendement n° 21 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cotisation d'allocation familiale étant due sur l'ensemble du revenu du salarié) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (refus par l'assuré de bénéficier de la retraite progressive équivalant sur sa demande à un licenciement) : rejeté ; amendement n° 23 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (compétence du Conseil des prud'hommes pour les litiges nés du calcul de la fraction de pension) (p. 7847) ; rejeté ; amendement n° 16 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (assuré bénéficiant d'une retraite progressive ne pouvant avoir un revenu mensuel total inférieur à ce qu'il pourrait percevoir comme rémunération s'il occupait un emploi à temps plein) : rejeté ; amendement n° 43 de M. Etienne Pinte (service de la fraction de pension au bénéfice des personnes exerçant une activité salariée et une activité non salariée et souhaitant interrompre leur activité salariée tout en poursuivant leur activité non salariée à temps partiel) : adopté ; amendement n° 44 de M. Etienne Pinte (caractère exclusif s'attachant à l'exercice d'une activité à temps partiel relevant du régime des industriels et commerçants ou du régime des artisans) : adopté (p. 7848) ; amendement n° 45 de M. Etienne Pinte (service de la fraction de pension au bénéfice des personnes exerçant une activité salariée et une activité non salariée et souhaitant interrompre leur activité salariée tout en poursuivant leur activité non salariée à temps partiel) : adopté ; amendement n° 46 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 47 de M. Etienne Pinte (rédactionnel) : adopté ;

– article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 63 de M. Michel Coffineau (régime du cumul emploi-retraite) (p. 7849) ; rejeté.

Titre III : *maintien du pouvoir d'achat des pensions pour 1988.*

Avant l'article 3 : amendement n° 5 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du titre III : « amélioration du pouvoir d'achat des retraites pour 1988 ») : retiré.

Article 3 *(revalorisation des pensions pour 1988) :* rapport Théo Braun ; accueil des personnes âgées dans leur famille (p. 7850) ; prise en charge des personnes âgées dépendantes ; problème du placement familial ;

– article 3 : adopté.

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins) :* amendement n° 55 de M. Guy Herlory (nécessité pour les médecins bénéficiant d'une cessation anticipée d'activité d'être à jour de leurs cotisations obligatoires au titre des différents régimes sociaux) (p. 7851) ; retiré ; amendement n° 56 de M. Guy Herlory (année de référence pour le versement de l'allocation) : retiré ; amendements identiques n° 6 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 74 de M. Michel Coffineau (caisse autonome de retraite des médecins supportant le coût de la retraite anticipée d'un médecin) (p. 7852) ; rejetés ; amendement n° 7 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la convention prévue par l'article) : rejeté ; amendement n° 59 de M. Guy Herlory (disposition de la convention étant prévue par un règlement de la caisse autonome de retraite des médecins français) : retiré ; amendement n° 51 de M. Etienne Pinte (nécessité d'éviter que l'application de la loi ne soit soumise à la signature d'une convention) (p. 7853) : adopté ; amendement n° 75 du Gouvernement (médecin bénéficiant d'une cessation anticipée d'activité restant redevable des cotisations d'assurance décès) : adopté ; amendement n° 53 de M. Etienne Pinte (de cohérence) : adopté ;

– article 4, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 7854).

Après l'article 4 : amendement n° 77 du Gouvernement : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 73 ; parlementaires n'ayant pu étudier la série d'amendements déposés par le Gouvernement ; statut social de la mère de famille ; pouvoir d'achat des allocations familiales ; pension de reversion ; droit à l'assurance veuvage ; revenu maternel ; amendement n° 70 du Gouvernement (cas où la mère de famille de plus de quarante-cinq ans et ayant trois enfants bénéficie des prestations en nature du dernier régime obligatoire d'assurance maladie dont elle a relevé) ; sous-amendement n° 80 de Mme Véronique Neiertz (extension du champ d'application de l'amendement à l'assurance maternité) (p. 7855) ; sous-amendement n° 81 de Mme Véronique Neiertz (amendement n° 70 du Gouvernement s'appliquant à toutes les femmes ayant eu au moins un enfant) ; conditions dont est assorti le droit à la protection sociale des mères de famille (p. 7856) ; sous-amendement n° 80 : rejeté (p. 7857) ; sous-amendement n° 81 : rejeté ; amendement n° 70 : adopté ; amendement n° 71 du Gouvernement (création d'une assurance volontaire invalidité parentale) ; sous-amendement n° 83 de Mme Véronique Neiertz (substitution pour l'ouverture des droits à l'assurance vieillesse de la référence aux mères de famille par la référence aux femmes ou aux parents) (p. 7858) ; taux d'incapacité exigé pour bénéficier de l'assurance invalidité volontaire ; cotisation de 80 francs pour les familles défavorisées ; sous-amendement n° 83 : adopté ; amendement n° 71, ainsi modifié : adopté ;

amendement n° 72 du Gouvernement (versement d'une majoration forfaitaire en sus des pensions de reversion servies aux veuves ou veufs assurant des charges familiales) (p. 7859) ; majoration de la pension de reversion étant supprimée en cas de remariage ou de vie maritale ; adopté ; amendement n° 73 du Gouvernement (durée du congé de maternité étant assimilé à une période de travail effectif pour la détermination des droits que la salariée tient de son ancienneté) (p. 7860) ; adopté ; amendement n° 77 du Gouvernement précédemment réservé (tendant après l'article 4 à insérer l'intitulé suivant : « statut social de la mère de famille ») : adopté ; amendement n° 79 : réservé jusqu'à la fin de l'examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 4 ; amendement n° 54 de M. Etienne Pinte (régime d'assurance vieillesse dans les départements d'outre-mer) ; amendement n° 76 du Gouvernement (même objet) (p. 7861) ; amendement n° 54 : retiré ; amendement n° 76 : adopté ; amendement n° 78 de M. Bernard Debré (lait destiné aux enfants du premier âge étant vendu exclusivement en pharmacie) : adopté (p. 7862) ; amendement n° 10 rectifié de M. Guy Herlory (critère de préférence nationale pour toutes les prestations familiales et assimilées) ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot (p. 7863) ; amendement n° 10 rectifié : rejeté au scrutin public ; amendement n° 11 de M. Guy Herlory (substituant à l'expression allocation parentale d'éducation les termes « revenu maternel ») (p. 7864) ; rejeté ; amendement n° 13 de M. Guy Herlory (communes, départements et régions pouvant conduire des actions en faveur de la démographie et de la famille) : rejeté ; amendement n° 14 de M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) (p. 7865) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 64 de M. Michel Coffineau (application du budget global aux établissements privés) (p. 7866) ; rejeté ; amendement n° 66 de M. Michel Coffineau (suppression de la disposition permettant au médecin ayant choisi de pratiquer des honoraires différents des honoraires conventionnels de demander à être affilié au régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) : rejeté ; amendement n° 65 de M. Michel Coffineau (suppression du secteur privé à l'hôpital public) (p. 7867) : rejeté ; amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (rétablissement de la départementalisation) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Gilbert Gantier (Institut national de la statistique et des études économiques publiant chaque mois un indice des prix à la consommation hors tabac et produits alcooliques) (p. 7868) : adopté ; amendement n° 79 du Gouvernement précédemment réservé (tendant après l'article 4 à insérer l'intitulé suivant : « Titre VI : dispositions diverses ») : adopté (p. 7869).

Explications de vote (p. 7869).

Avortement : *Herlory (Guy)* (p. 7870) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 7870) ; *Briane (Jean)* (p. 7870) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7870).

Rappel au règlement de M. Michel de Rostolan : *Rostolan (Michel de)* (p. 7870).

Remise en cause de la protection sociale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7870).

Vote hostile du groupe Front national : *Herlory (Guy)* (p. 7870).

Vote hostile du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7870).

Abstention de M. Jean Briane : *Briane (Jean)* (p. 7870).

Adoption par scrutin, par un seul vote, **de l'ensemble du projet de loi,** à l'exclusion de l'amendement n° 14 tendant à insérer un article additionnel après l'article 4 (p. 7870).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1987] (p. 8044).

Agents de change (retraite des) : *Pinte (Etienne)* (p. 8044).

Assurance maladie des mères de famille : *Pinte (Etienne)* (p. 8044) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046).

Avortement : *Bachelot (François)* (p. 8048).

Cessation anticipée d'activité des médecins : *Pinte (Etienne)* (p. 8044) ; *Séguin (Philippe)* (p. 8045) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046) ; *Bachelot (François)* (p. 8047).

Etats généraux de la sécurité : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8045) ; *Séguin (Philippe)* (p. 8048).

Etrangers (situation au regard de la sécurité) : *Bachelot (François)* (p. 8047).

Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide ménagère : *Pinte (Etienne)* (p. 8044, 8045) ; *Séguin (Philippe)* (p. 8045, 8048) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046, 8047) ; *Bachelot (François)* (p. 8047).

Indice des prix : *Pinte (Etienne)* (p. 8044).

Mères célibataires (situation des) : *Pinte (Etienne)* (p. 8044) ; *Séguin (Philippe)* (p. 8045) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046).

Politique familiale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046) ; *Séguin (Philippe)* (p. 8048).

Retraite progressive : *Pinte (Etienne)* (p. 8044).

Revenu minimum garanti : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046).

S.I.D.A. (lutte contre le -) : *Bachelot (François)* (p. 8047).

Situation financière de la sécurité sociale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 8046).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 8049).

Explications de vote [22 décembre 1987] (p. 8047).

Statut de la mère de famille : *Neiertz (Véronique)* (p. 8049) ; *Séguin (Philippe)* (p. 8048).

Adoption au scrutin public de **l'ensemble du projet de loi** compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 8050).

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **18, 17.**
Assurance invalidité décès **1.**
Assurance maladie-maternité **1.**
Assurance vieillesse : généralités **8.**
Déclarations du Gouvernement **6.**
Famille **12.**
Lois de finances **4,** avant la discussion des articles.
Affaires sociales.
Lois de finances **5.**
Mutualité sociale agricole **2.**
Questions au Gouvernement **301, 306, 321, 370, 384, 387, 390, 403 et 407.**

(Accord de - avec les Etats-Unis)

Voir *Traités et conventions* **40.**

Bigamie

Voir *Questions au Gouvernement* **441.**

Caisses de - de la Moselle

Voir *Questions orales sans débat* **325.**

Convention avec la République populaire du Congo

Voir *Traités et conventions* **35.**

Etats généraux de la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3.**
Questions au Gouvernement **312, 370, 494, 532 et 556.**

Exclus du système de protection sociale

Voir *Questions au Gouvernement* **411.**

Financement de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **410.**

Gestion distincte pour les nationaux et les étrangers

Voir *Questions au Gouvernement* **440.**

Haut Comité médical de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **356.**

Modification de la prise en charge à 100 p. 100

Voir *Questions au Gouvernement* **358.**

Parlement (contrôle du - sur les financements des régimes obligatoires)

Voir *Ordre du jour complémentaire.*

Prestations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* **442.**

Régime minier

Voir *Questions au Gouvernement* **399.**

Remboursement des médicaments par la -

Voir *Questions au Gouvernement* **304.**

Ticket modérateur

Voir *Questions au Gouvernement* **312.**
Questions orales sans débat **179, 185.**

SEINE-ET-MARNE

Personnels de police de -

Voir *Questions orales sans débat* **279.**

SEINE-SAINT-DENIS

Enseignement en -

Voir *Questions orales sans débat* **190.**

SEMI-CONDUCTEURS

Protection industrielle

Voir *Propriété industrielle* **2.**

SÉNAT

Voir *Parlement* **10.**

SÉNATEURS

Voir *Elections et référendums* **43.**
Parlement **12.**

SEPT (la)

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication, questions.

SERROU (affaire)

Voir *Questions au Gouvernement* **606.**

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Voir *Déportés, internés et résistants* **9.**

SERVICE MINIMUM

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **7.**
Transports **8.**

SERVICE NATIONAL

8. - Proposition de loi n° 665 tendant à **assouplir les dispositions de l'article L. 32 du Code du service national.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. André Lejeune et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

7. - Projet de loi n° 705 relatif au **service national dans la police.**

Sénat (première lecture). N° **152.** - Dépôt le 20 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Caldagués. - Rapport n° **179** (1986-1987). - Discussion le 6 mai 1987. - Adoption le 6 mai 1987. - Projet de loi n° **81.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987. - Renvoi à la commission de la Défense nationale et des Forces armées. - Rapporteur : M. Jean Brocard (27 mai 1987). - Rapport n° **800** (3 juin 1987). - Discussion le 26 juin 1987. - Adoption le 26 juin 1987. - Projet de loi n° **139.**

Loi n° 87-512 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 11 juillet 1987 (p. 7784).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 1987] (p. 3254).

Collectivités locales (participation financière des -) : *Brocard (Jean)* (p. 3255) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3257) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3261).

Criminalité (taux de -) : *Asensi (François)* (p. 3258) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259).

Ilotage (relations entre la police et la population) : *Brocard (Jean)* (p. 3254) ; *Pandraud (Robert)* (p. 3255) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3257) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3260).

Libertés (atteinte aux -) : *Asensi (François)* (p. 3258) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3260).

Loi du 7 août 1985 dite « loi de modernisation de la police » : *Brocard (Jean)* (p. 3254) ; *Pandraud (Robert)* (p. 3255) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3256) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3260).

Police (amélioration du recrutement de la -) : *Pandraud (Robert)* (p. 3255).

Police (militarisation de la -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3256) ; *Asensi (François)* (p. 3258) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259).

Policiers auxiliaires (définition des missions des -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3256) ; *Asensi (François)* (p. 3257, 3258) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259) ; *Pandraud (Robert)* (p. 3260).

Policiers auxiliaires (formation des -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3256) ; *Asensi (François)* (p. 3257) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259, 3260).

Policiers auxiliaires (effectifs) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3256) ; *Asensi (François)* (p. 3257, 3258) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3260).

Réserve : *Brocard (Jean)* (p. 3254) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3256, 3257) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3260, 3261).

Service long : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3257) ; *Asensi (François)* (p. 3258) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259).

Service national (élargissement et redéfinition des formes civiles d'exercice du -) : *Pandreau (Robert)* (p. 3255) ; *Asensi (François)* (p. 3257) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 3260, 3261).

Statuts (différence de - entre les policiers et les policiers auxiliaires) : *Asensi (François)* (p. 3258) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 3259).

Discussion des articles [2 juin 1987] (p. 3261).

Article 1er *(subordination du recrutement au titre du service national dans la police à la satisfaction prioritaire des besoins des armées) :* décret du 3 mars 1986 pris sans précipitation (p. 3261) ; texte qui était incomplet ; loi de finances initiale ayant oublié de prévoir des crédits pour la première application du texte, qui ont été inscrits dans la loi de finances rectificative de 1986 ; amendement n° 18 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bord (de suppression) ; opposition du parti communiste à l'accomplissement du service national dans la police : rejeté ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II* bis *« service dans la police nationale » du titre III du code du service national)* (p. 3262) ; amendement n° 19 de M. François Asensi (de suppression) ; présence, à terme, de 10 p. 100 d'auxiliaires dans les effectifs de la police ; dangers pour la population en raison de la remise aux auxiliaires d'une arme de service (p. 3263) ; bavures possibles de la part des appelés : rejeté ; *article L. 94-1 du code du service national* (extension de la disponibilité de la réserve au service national de la police) : amendement n° 3 de M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) ; amendement n° 20 de M. François Asensi soutenu par M. Gérard Bordu (même objet) ; nécessité de définir les missions de la réserve ; service national dans la police comprenant la disponibilité et la réserve provoquant à terme un doublement des effectifs des policiers ; extension de la disponibilité de la réserve au service national dans la police n'étant que la traduction du principe d'égalité des appelés ; mission des appelés qui est une mission de sécurité publique au sens général du terme : rejetés ; *article L. 94-2 du code du service*

national (conditions générales d'accomplissement du service national dans la police) ; amendement n° 4 de M. Jean-Marie Bockel (calcul des effectifs dans la police nationale) ; souhait de ne pas dépasser un maximum raisonnable de policiers auxiliaires au sein des effectifs de la police ; problème en matière d'encadrement et de sa formation ; efforts considérables dans le prochain budget en faveur du recrutement et de la formation de brigadiers et brigadiers-chefs : rejeté ; amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (impossibilité pour les policiers auxiliaires d'effectuer leur service national dans la circonscription de police de leur domicile) ; nécessité de protéger les auxiliaires et la population : rejeté ; amendement n° 5 de M. Gilbert Bonnemaison (affectation des policiers auxiliaires après avis des instances paritaires de la police nationale) ; recours aux policiers auxiliaires qui ne doit pas être, pour l'Etat, un moyen de se décharger de ses responsabilités en matière de délinquance ou de criminalité (p. 3265) : rejeté ; *après l'article L. 94-2 du code du service national :* amendement n° 6 de M. Gilbert Bonnemaison (définition des missions et des compétences des policiers auxiliaires) ; adoption d'un tel amendement permettant d'aligner la situation des policiers auxiliaires sur celle des gendarmes ; mission des forces de sécurité qui a toujours été de la compétence réglementaire : rejeté au scrutin public ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) ; amendement n° 21 de M. François Asensi soutenu par M. Gérard Bordu (suppression du texte proposé) ; article tendant à imposer à la police nationale la règle de mutité jusqu'alors réservée à l'armée ; policiers auxiliaires privés de leurs droits civiques élémentaires (p. 3266) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Jean-Marie Bockel (code de déontologie de la police nationale) ; amendement tendant à inviter l'encadrement policier à porter à la connaissance des appelés les dispositions du code de déontologie de nature réglementaire : retiré ; amendement n° 8 de M. Gilbert Bonnemaison (remise d'un exemplaire du « mémento pratique du gardien de la paix » aux policiers auxiliaires) : retiré ; *article L. 94-9 du code du service national* (prolongation du service actif au-delà de la durée légale de 12 mois) ; amendement n° 9 de M. Jean-Marie Bockel (suppression du service long) ; service long qui n'est pas une bonne solution car ne permettant pas une certaine rotation des effectifs sur une période de 12 mois (p. 3267) ; principe d'égalité des appelés ; service long conçu avant tout pour permettre aux auxiliaires de passer des concours administratifs dans la police : rejeté ; *article L. 94-12 du code du service national* (mise en disponibilité) ; amendement n° 10 de M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) ; nécessité d'un commandement unitaire lorsqu'il y a mise en œuvre d'un plan d'urgence ; policiers auxiliaires qui devraient être intégrés dans ces plans ; nécessaire complémentarité entre les différents plans de secours : rejeté ; *article L. 94-13 du code du service national* (précisions quant au régime de la disponibilité) ; amendement n° 11 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) : rejeté ; *article L. 94-14 du code du service national* (conditions dans lesquelles les appelés en disponibilité et la réserve doivent rejoindre leur service en cas de mobilisation) ; amendement n° 12 de M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) : rejeté (p. 3268) ; *article L. 94-15 du code du service national* (régles relatives aux périodes d'exercice et aux périodes volontaires) ; amendement n° 13 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission soutenu par M. Jean Brocard (expression « sous les drapeaux » remplacée par « service actif » pour la désignation du service national dans la police) ; existence d'emblèmes et de drapeaux dans la police nationale : rejeté ; *après l'article L. 94-15 du code du service national :* amendement n° 14 de M. Jean-Marie Bockel (remise des policiers auxiliaires à la disposition du ministre de la défense) : rejeté ; *article L. 94-16 du code du service national* (policiers auxiliaires en réserve ou en disponibilité soumis aux mêmes obligations que les policiers auxiliaires en service actif) ; amendement n° 15 de M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) : rejeté ;

– article 2 : adopté.

Article 3 *(introduction dans le titre V du code du service national relatif aux dispositions pénales et disciplinaires d'un chapitre III* bis *intitulé « dispositions particulières au service dans la police nationale »)* (p. 3269) ; souhait que l'intégralité des dépenses de nourriture et d'hébergement des policiers auxiliaires soit couverte par l'Etat ; amendement n° 22 de M. François Asensi (de suppression) ; communes pouvant apporter leur concours mais qui ne sont pas obligées de la faire : rejeté ;

– article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 2 de la commission soutenu par M. Jean Brocard (charges des collectivités locales couvertes par l'Etat) ; amendement n° 16 de M. Guy-Michel Chauveau (même objet) ; création d'un précédent qui sera renouvelé lorsqu'il faudra créer d'autres formes civiles du service national (p. 3270) : rejetés (p. 3271).

Explications de vote (p. 3271).

Abstention du groupe socialiste : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3271).

Policiers auxiliaires (définition des missions des –) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3271).

Port d'arme accordé aux policiers auxiliaires : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3271).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3271).

Voir *Défense* **8.**

– dans une armée étrangère

Voir *Français, nationalité française* **8.**

Mise à la disposition de la police d'appelés du contingent

Voir *Questions au Gouvernement* **396.**

Préparation militaire

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 15.

SERVICES

Plan d'orientation des services

Voir *Questions au Gouvernement* **597.**

SERVICES PUBLICS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **7.**
Justice **8.**
Transports **8.**

– zone rurale

Voir *Questions orales sans débat* **237.**

S.I.D.A. (syndrome immuno-déficitaire acquis)

Voir *Administration et régime pénitentiaire* **2.**
Drogue **3,** discussion générale et explications de vote.
Lois de finances **4,** Affaires sociales, Education nationale, II, Recherche et enseignement supérieur.
Questions au Gouvernement **344, 372, 581.**
Rappels au règlement **733.**
Santé publique **8, 9.**

Dépistage du –

Voir *Sécurité sociale* **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 16.

Détournement de fonds consacrés à la lutte contre le –

Voir *Questions au Gouvernement* **603.**

SIDÉRURGIE

Voir *Communautés européennes* **6.**
Industrie **5.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.
Questions orales sans débat **218.**

– des produits longs

Voir *Questions orales sans débat* **299.**

– des produits plats

Voir *Questions orales sans débat* **256.**

Situation dans les bassins de Lorraine

Voir *Questions au Gouvernement* **393.**
Questions orales sans débat **184.**

SINGAPOUR

Voir *Commerce extérieur* **2.**

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES (S.E.I.T.A.)

Voir *Questions au Gouvernement* **469.**

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION (S.F.P.)

Voir *Elections et référendums* **42.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, communication, examen du fascicule.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DE NORMANDIE (S.M.N.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, industrie : examen du fascicule.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER (S.N.S.M.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, mer.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER (S.N.C.F.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.

Abonnements

Voir *Questions orales sans débat* **193.**

SOCIÉTÉS

Cession de droits sociaux

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 53.

Véhicules de -

Voir *Lois de finances* **4,** article 18 et après l'article 18.

SOCIÉTÉS ANONYMES A PARTICIPATION OUVRIÈRE

- en Polynésie française

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **2.**

SOCIÉTÉS CIVILES ET COMMERCIALES

2. - Proposition de loi n° 514 tendant à étendre au territoire de la **Polynésie française** le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux **sociétés anonymes à participation ouvrière** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Rapporteur : M. Olivier Marlière (9 avril 1987). - Rapport n° **807** (4 juin 1987). - Lettre du Premier ministre, en date du 12 juin 1987, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur cette proposition. - Discussion le 22 juin 1987. - Adoption le 22 juin 1987. - Proposition de loi n° **133.**

Sénat (première lecture). N° **306** (1986-1987). - Dépôt le 23 juin 1987 - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Bernard Laurent. - Rapport n° **382** (7 juillet 1987). - Discussion le 8 juillet 1987. - Adoption le 8 juillet 1987. - Proposition de loi n° **124.**

Loi n° 87-559 du 17 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 21 juillet 1987 (p. 8128).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] (p. 3019).

Abstention du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 3021).

Loi du 26 avril 1987 (dispositions de la -) : *Marlière (Olivier)* (p. 3020) ; *Fritch (Edouard)* (p. 3020) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3021).

Sociétés anonymes à participation ouvrière (extension à la Polynésie française du régime des -) : *Marlière (Olivier)* (p. 3020) ; *Fritch (Edouard)* (p. 3020) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3021).

Société U.T.A. (exclusion des salariés polynésiens de la - du bénéfice de la participation ouvrière) : *Marlière (Olivier)* (p. 3020) ; *Fritch (Edouard)* (p. 3020) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3021).

Discussion de l'article unique (p. 3021).

Article unique *(extension à la Polynésie française du droit relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière)* : adopté (p. 3021).

3. - Proposition de loi n° 708 relative à la **représentation des actionnaires au conseil d'administration des sociétés cotées en Bourse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Jacques Féron. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (8 juillet 1987).

4. - Proposition de loi n° 715 tendant à modifier la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 dans le **cas de refus ou de blocage d'un associé minoritaire d'une société à responsabilité limitée, lors de l'augmentation de capital à cinquante mille francs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 7 mai 1987 par M. Michel Hannoun et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (4 juin 1987).

5. - Projet de loi n° 1034 relatif aux **fusions et aux scissions de sociétés commerciales** et modifiant la **loi n° 66-537** du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **385** (1985-1986). - Dépôt le 21 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur Etienne Dailly. - Rapport n° **82** (1987-1988). - Discussion le 12 novembre 1987. - Adoption le 12 novembre 1987. - Projet de loi n° **34.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 novembre 1987 ; lettre du Premier ministre, en date du 10 novembre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvon Blot (20 novembre 1987). - Rapport n° **1143** (16 décembre 1987). - Discussion le 21 décembre 1987. - Adoption définitive le 21 décembre 1987. - Projet de loi n° **234.**

Loi n° 88-17 du 5 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 6 janvier 1988 (p. 227).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1987] (p. 8017).

Concentration des entreprises : *Blot (Yvan)* (p. 8018).

Commissaires aux comptes (interventions) : *Blot (Yvan)* (p. 8018).

Fusion : *Blot (Yvan)* (p. 8017, 8018).

Harmonisation du droit français à la législation européenne : *Blot (Yvan)* (p. 8017, 8018) ; *Chalandon (Albin)* (p. 8018).

Scission : *Blot (Yvan)* (p. 8018).

Sénat (modifications apportées par le -) : *Chalandon (Albin)* (p. 8018, 8019).

Discussion des articles [21 décembre 1987] (p. 8019).

Articles 1er à 3, 3 *bis*, 3 *ter*, 4 à 11, 11 *bis*, 12 à 14, 15 A à 15 F et 15 : adoptés (p. 8019 à 8022).

Explications de vote (p. 8022).

Vote favorable du groupe socialiste : *Billon (Alain)* (p. 8022).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 8022).

Voir *Entreprises* **7, 9.**
Professions et activités médicales **8.**

SOCIÉTÉS DE BOURSE

Voir *Marchés financiers* **3,** avant la discussion des articles ; discussion des articles, articles 1 à 4.

SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Autoroutière

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 38.

SOCIÉTÉS DE PROGRAMME

Voir *Audiovisuel* **9.**

SOCIÉTÉS DE STATUT EUROPÉEN

Voir *Questions au Gouvernement* **451.**

SOCIÉTÉS DE SURVEILLANCE

Voir *Commerce extérieur* **4.**

SOLDES

Voir *Commerce et artisanat* **24.**

SOLMER (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **256.**

SOMME

Suppression de postes de l'éducation nationale dans la -

Voir *Questions orales sans débat* **181.**

SOMMET DE VENISE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

SOUS-LOCATION

Voir *Logement et habitat* **19.**

SOUS-PRÉFETS

Voir *Questions orales sans débat* **266.**

SOUS-TRAITANCE

Voir *Entreprises* **9.**

SPECTACLES

Voir *Arts et spectacles. Culture* **1.**

Entreprises de -

Voir *Entreprises* **7.**

SPORTS

2. - Projet de loi n° 1010 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture). N° **53** (1987-1988). - Dépôt le 14 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapporteur : M. Jean Delaneau. - Rapport n° **89** (1987-1988). - Discussion le 4 novembre 1987. - Adoption le 4 novembre 1987. - Projet de loi n° **28.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Henri Bayard (12 novembre 1987). - Rapport n° **1076** (26 novembre 1987). - Discussion le 27 novembre 1987. - Adoption le 27 novembre 1987. - Projet de loi n° **182.**

Loi n° 87-979 du 7 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 8 décembre 1987 (p. 14262).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 novembre 1987] (p. 6491).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) (p. 6493) : *Hage (Georges)* (p. 6493 à 6499) ; *Bayard (Henri)* (rapporteur) (p. 6499) ; *Cuq (Henri)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 6499, 6500) ; rejetée au scrutin public (p. 6500).

Budget consacré au sport (part du budget de l'Etat) : *Hage (Georges)* (p. 6498, 6499).

Clubs sportifs professionnels :

- délai de mise en conformité des statuts avec la loi : *Bayard (Henri)* (p. 6492) ; *Théaudin (Clément)* (p. 6501).

- fiscalité : *Bayard (Henri)* (p. 6492) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6493, 6505, 6506) ; *Ghysel (Michel)* (p. 6503).

- financements publics des - : *Ghysel (Michel)* (p. 6503) ; *Avice (Edwige)* (p. 6505) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6505).

- gestion (contrôle de la -) : *Bayard (Henri)* (p. 6491, 6492) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6493, 6505) ; *Hage (Georges)* (p. 6495) ; *Cuq (Henri)* (p. 6499) ; *Ghysel (Michel)* (p. 6503) ; *Avice (Edwige)* (p. 6505).

- loi de 1984 (application) : *Hage (Georges)* (p. 6497) ; *Avice (Edwige)* (p. 6503, 6504).

- mécénat (application de la loi de 1987) : *Hage (Georges)* (p. 6495, 6496, 6497) ; *Ghysel (Michel)* (p. 6503).

- statut des - (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) : *Bayard (Henri)* (p. 6491, 6492, 6493) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6493, 6500, 6505) ; *Hage (Georges)* (p. 6494, 6495) ; *Cuq (Henri)* (p. 6499) ; *Théaudin (Clément)* (p. 6500, 6501) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6502) ; *Ghysel (Michel)* (p. 6502, 6503) ; *Avice (Edwige)* (p. 6504, 6505).

- statut (seuil de l'option ; rôle des fédérations) : *Théaudin (Clément)* (p. 6501) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6505).

- responsabilité des dirigeants : *Bayard (Henri)* (p. 6491, 6492) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6493) ; *Cuq (Henri)* (p. 6499) ; *Ghysel (Michel)* (p. 6503).

- taxe sur les spectacles : *Bayard (Henri)* (p. 6492) ; *Hage (Georges)* (p. 6495).

Comité national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) : *Hage (Georges)* (p. 6498) ; *Bayard (Henri)* (p. 6499) ; *Théaudin (Clément)* (p. 6500).

Communauté européenne (circulation des footballeurs professionnels) : *Hage (Georges)* (p. 6496).

Communauté européenne (statut des clubs professionnels : forme sociétaire) : *Théaudin (Clément)* (p. 6501, 6502) ; *Avice (Edwige)* (p. 6505).

Education physique et sportive (professeurs d'-) : *Hage (Georges)* (p. 6498) ; *Avice (Edwige)* (p. 6504) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6505).

Elton John (vente de son club de football par -) : *Hage (Georges)* (p. 6496, 6497).

Fédérations sportives (pouvoirs de contrôle) : *Bayard (Henri)* (p. 6492) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6505).

Financement du sport : *Hage (Georges)* (p. 6493, 6494) ; *Cuq (Henri)* (p. 6499) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6502).

Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) : *Bayard (Henri)* (p. 6492) ; *Hage (Georges)* (p. 6496).

Indépendance des clubs (rapports avec l'Etat) : *Bayard (Henri)* (p. 6491) ; *Bergelin (Christian)* (p. 6493) ; *Cuq (Henri)* (p. 6499, 6500) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6502).

Lille Olympic Sporting Club (L.O.S.C.) : *Ghysel (Michel)* (p. 6502, 6503).

Loto sportif (suppression du comité d'éthique créé pour observer son organisation) : *Théaudin (Clément)* (p. 6501).

Saint-Etienne (affaires des « caisses noires ») : *Avice (Edwige)* (p. 6503, 6505).

Sportifs professionnels (imposition des - ; cotisations sociales versées) : *Bayard (Henri)* (p. 6492).

Discussion des articles [27 novembre 1987] (p. 6506).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Georges Hage (conseil national des activités physiques et sportives) ; sport professionnel ; mécénat ; rôle des fédérations sportives ; comité national olympique et sportif français ; contrôle des comptes et responsabilité des dirigeants des clubs sportifs ; rejeté au scrutin public (p. 6506).

Article 1er *(statut des groupements sportifs) :* adopté.

Article 2 *(modification d'un intitulé) :* adopté.

Article 3 *(assouplissement du régime applicable à certains clubs professionnels) :* adopté.

Article 4 *(règles particulières applicables à certaines associations sportives) :* développement des recettes publicitaires dans le sport ; nécessité d'accentuer l'entrée des sociétés sportives d'un certain niveau dans le droit commun économique (p. 6507) ; intervention des commissaires aux comptes ; participation des municipalités au financement des clubs ; loi du 26 juillet 1966 ; choix entre les statuts de société d'économie mixte, de société à objet sportif et d'association ; responsabilité des dirigeants des clubs professionnels ;

- article 4 : adopté.

Article 5 *(délai d'application) :* article 29 de la loi du 1er mars 1984 ; commissaires aux comptes ; délai d'application de la loi (p. 6508) ;

- article 5 : adopté.

Article 6 *(coordination) :* adopté (p. 6509).

Explications de vote [27 novembre 1987] (p. 6509).

Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) : *Bordu (Gérard)* (p. 6509).

Sport de haut niveau : *Bordu (Gérard)* (p. 6509).

Abstention du groupe communiste : *Bordu (Gérard)* (p. 6509).

Vote hostile du groupe socialiste : *Chenard (Alain)* (p. 6509).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Ghysel (Michel)* (p. 6509).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6509).

3. - Projet de loi n° 1127 relatif à la **répression de l'usage des produits dopants** à l'occasion des compétitions et **manifestations sportives.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre ; Christian Bergelin, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

T.V.A. pesant sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports

Voir *Questions au Gouvernement* **611.**

STAGES D'INITIATION A LA VIE PROFESSIONNELLE

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.
Sécurité sociale **8,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 37.

STAGIAIRES

Non-titulaires

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, aprés l'article 36.

STATIONNEMENT A PARIS

Voir *Questions orales sans débat* **192.**

STATIONS CLASSÉES

Voir *Impôts locaux* **7.**

STRASBOURG

Implantation d'une usine de papier journal à -

Voir *Questions orales sans débat* **305.**

SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

2. - Proposition de loi n° 652 tendant à compléter l'article 906 du code civil, pour permettre de **disposer en faveur d'établissements existants ou à créer,** sous la condition qu'ils obtiennent **la reconnaissance d'utilité publique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Vincent Ansquer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvon Blot (7 mai 1987).

Loi n° 87-498 du 6 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 7 juillet 1987 (p. 7391).

3. - Proposition de loi n° 672 modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la **vente d'un bien grevé d'usufruit.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 avril 1987 par M. Jacques Toubon. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (16 avril 1987). - Rapport n° **704** (7 mai 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Proposition de loi n° **119.**

Sénat (première lecture). N° **281** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Michel Rufin. - Rapport n° **315** (24 juin 1987). - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Proposition de loi n° **104.**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1987] (p. 2391).

Conjoints survivants (situation des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2391).

Droit de propriété (démantèlement du -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2392).

Droit successoral (réforme du -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2392).

Loi du 31 décembre 1976 : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2391, 2392) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2392).

Nu-propriétaire (primauté du -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2391).

Usufruitier (droits de l' -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 2391, 2392) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2392).

Discussion des articles (p. 2392).

Article 1er *(impossibilité, pour un nu-propriétaire, de faire vendre la pleine propriété d'un bien grevé d'usufruit contre la volonté de l'usufruitier) :* adopté.

Article 2 *(champ d'application de la loi) :* adopté.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2392).

Voir *Entreprises* **8.**
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1,** article 4.

SUCRE

Voir *Consommation* **3,** discussion des articles, article 5.

SUFFRAGES

Voir *Elections et référendums* **37.**

SUICIDE

Voir *Ordre public* **2.**

Incitation au -

Voir *Ordre public* **20.**

SUPERPHENIX

Voir *Questions orales sans débat* **242.**

SUPRACONDUCTEURS

Voir *Lois de finances* **4,** Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

SURINAM

Réfugiés du -

Voir *Questions au Gouvernement* **470.**

SYNDICAT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ET DE PROGRAMMATION

Voir *Collectivités locales* **6.**

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Voir *Travail* **24.**

Syndicats lobbies

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN (S.M.E.)

Voir *Questions au Gouvernement* **348.**

SYSTÈME SESAMTEL

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Tourisme.

T

TABAGISME

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.
Questions au Gouvernement **489.**
Sécurité sociale **12.**

TAHITI

Voir *Polynésie française.*

TAÏWAN

Voir *Commerce extérieur* **2.**

TAUX D'INTÉRÊT

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **348.**

TAXE ADDITIONNELLE DE DROIT AU BAIL

Voir *Loi de finances* **4,** deuxième partie, Commerce et artisanat.

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1.**

TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

Voir *Impôts locaux* **6.**

TAXE DE SÉJOUR

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Tourisme ; après l'article 59 : amendement nº 274.

TAXE D'HABITATION

Voir *Questions au Gouvernement* **523.**

TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES VÉHICULES A MOTEUR

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 57.
Lois de finances rectificatives **3,** article 19.

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Commerce et artisanat* **12.**
Impôts et taxes **12.**
Lois de finances **4,** avant la discussion des articles, avant l'article 5 ; deuxième partie, après l'article 57 et après l'article 58.

Arsenaux

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, article 58.
Questions au Gouvernement **52.**

Groupements de communes

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 59 : amendement nº 242.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

2. - Proposition de loi nº 320 tendant à supprimer la règle du **« décalage d'un mois »** en matière de **T.V.A.**

Assemblée nationale (première lecture). - Retrait le 2 avril 1987.

3. - Proposition de loi nº 1066 relative à la **baisse de la taxe sur le valeur ajoutée** sur les **frais funéraires.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 25 novembre 1987 par M. Guy Le Jaouen. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Communautés européennes* **5, 8.**
Impôts et taxes **11.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.
Lois de finances rectificatives **3.**
Presse, édition et imprimerie **4.**
Tourisme et loisirs **4.**

Assujettissement des télécommunications à la -

Voir *Lois de finances* **4,** Deuxième partie, Budget annexe des P. et T., examen du fascicule.

Audiovisuel

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, après l'article 61 : amendements nºs 287, 186 et 279.

Corse

Voir *Lois de finances* **4,** après l'article 10.

- dans l'hôtellerie

Voir *Questions au Gouvernement* **386.**

Forains et parcs de loisirs

Voir *Questions au Gouvernement* **448.**

Harmonisation européenne

Voir *Lois de finances* **4,** avant la discussion des articles, de l'article 10 à l'article 15.

Réduction du taux de la - sur les disques, les cassettes et les récitals

Voir *Questions au Gouvernement* **561.**

T.V.A. pesent sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports

Voir *Questions au Gouvernement* **611.**

TAXE SUR LES SPECTACLES

Manifestations sportives

Voir *Sports* **2.**

TAXIS

Extension du tiers payant aux transports par taxi

Voir *Sécurité sociale* **8,** discussion des articles, après l'article 15.

Sécurité des chauffeurs de -

Voir *Questions au Gouverment* **486.**

TCHAD

Voir *Déclarations du Gouverment* **3, 4.**

TCHERNOBYL

Voir *Communautés européennes* **5.**
Energie **10.**

TÉLÉ-ACHAT

Voir *Audiovisuel* **10.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, Communication ; examen du fascicule.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Voir *Environnement* **8.**

Industrie du téléphone

Voir *Questions au Gouverment* **586.**

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE (T.D.F.)

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Communication ; examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **429.**

TÉLÉVISION

Voir *Audiovisuel* **8, 9.**
Radiodiffusion et télévision.

Télé-achat

Voir *Audiovisuel* **10.**

TÉMOIN ASSISTÉ

Voir *Procédure pénale* **6.**

TEMPS SCOLAIRE

Aménagement du -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Jeunesse et sports.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (T.O.M.)

Voir *Plan* **1.**
Polynésie française **2.**

TERRORISME

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3.**
Ordre public **22.**
Questions au Gouverment **454.**

- en Corse

Voir *Questions au Gouvernement* **459.**

Lutte contre le -

Voir *Déclarations au Gouvernement* **6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.
Procédure pénale **5.**
Questions au Gouvernement **416, 471 et 577.**
Traités et conventions **27 et 28.**

Lutte contre le - (coopération franco-algérienne)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**

Victimes du -

Voir *Ordre public* **21.**

TEXTILE

Industrie

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie : examen du fascicule.

- en Meurthe-et-Moselle

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.

T.F. 1

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.
Questions au Gouvernement **429.**

Émission de télé-achat sur -

Voir *Audiovisuel* **10.**

THANATOPRAXIE

Voir *Santé publique* **6.**

THÉÂTRE

Voir *Arts et spectacles.*
Culture **1.**
Lois de finances **4,** Culture et communication, Culture, examen du fascicule.

Vote des crédits, état B, titre III, amendement n° 66 ; état B, titre IV amendements n°s 76 et 196.

THERMALISME

Voir *Questions orales sans débat* **273.**

- à Saint-Nectaire

Voir *Questions orales sans débats* **332.**

THOMSON (groupe)

Voir *Questions orales sans débats* **328.**

Secteur de l'imagerie médicale

Voir *Questions orales sans débats* **306.**

Semi-conducteurs civils

Voir *Questions orales sans débats* **196.**

TIERCE PERSONNE

Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **9.**
Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **6.**

TIERS MONDE

Voir *Pays en voie de développement.*
Traités et conventions **26.**

Endettement du -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'Homme, francophonie.

TITRES

Prêt de -

Voir *Epargne et investissement* **1.**

Avant la discussion des articles et articles 19 à 25.

TOULOUSE

U.E.R. chimie

Voir *Questions orales sans débat* **195.**

TOURISME ET LOISIRS

4. - Proposition de loi n° 948 tendant à favoriser la **création de parcs de loisirs.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Léonce Deprez. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. - Rapport d'information de M. Jacques Dominati déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur **l'enjeu touristique** (actes du colloque des 6 et 7 octobre 1986) (n° **988**) [9 octobre 1987].

6. - Projet de loi n° 1150 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des **chèques-vacances.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 16 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et de M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du

ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Commerce et artisanat* **24.**
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**

Vente en soldes dans les communes touristiques

Voir *Commerce et artisanat* **21.**

TOXICOMANIE

Voir *Drogue.*
Droit pénal **11.**
Lois de finances **4,** Affaires sociales.

Lutte contre la -

Voir *Lois de finances* **4,** Jeunesse et sports.

Lutte contre la - à Héricourt

Voir *Questions orales sans débat* **330.**

TRAIN GRANDE VITESSE (T.G.V.)

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports, Questions.

Desserte de la ville d'Amiens

Voir *Questions au Gouvernement* **484.**

- Est

Voir *Questions au Gouvernement* **383.**

- Est et Nord

Voir *Questions orales sans débat* **222.**

- Nord

Voir *Questions orales sans débat* **240, 312.**
Traités et conventions **23, 24.**

TRAITÉ DE CANTORBERY

Voir *Traités et conventions* **23, 24.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS

7. - Projet de loi n° 374 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur **la pollution atmosphérique transfontière à longue distance,** relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (E.M.E.P.).

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986. - N° **117.** - Dépôt le 15 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Merli. - Rapport n° **164** (3 avril 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **88.**

Loi n° 87-488 du 2 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7311).

8. - Projet de loi n° 375 autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en **matière de lutte contre la fraude douanière** entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement du **Burkina Faso.**

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986. - N° **121.** - Dépôt le 17 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **181** (15 avril 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **89.**

Loi n° 87-490 du 2 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7312).

9. - Projet de loi n° 402 autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la **responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986.

Sénat (première lecture). N° **113** (1986-1987). - Dépôt le 15 décembre 1986. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Merli. - Rapport n° **115** (1986-1987) (15 décembre 1987). - Discussion le 2 avril 1987. - Adoption le 2 avril 1987. - Projet de loi n° **50.**

Loi n° 87-272 du 16 avril 1987 publiée au *J.O.* du 18 avril 1987 (p. 4407).

10. - Projet de loi n° 403 autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un **Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.**

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986.

Sénat (première lecture). N° **114** (1986-1987). - Dépôt le 15 décembre 1986. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et de forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Merli. - Rapport n° **116** (1986-1987). - Discussion le 2 avril 1987. - Adoption le 2 avril 1987. - Projet de loi n° **51.**

Loi n° 87-273 du 16 avril 1987 publiée au *J.O.* du 18 avril 1987 (p. 4407).

11. - Projet de loi n° 439 autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de **recherche scientifique et technique** entre le **Gouvernement de la République française** et le Gouvernement du **Burkina Faso.**

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986.

Sénat (première lecture). N° **123.** - Dépôt le 17 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **183** (15 avril 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **91.**

Loi n° 87-488 du 2 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7312).

12. - Projet de loi n° 440 autorisant l'approbation d'un accord de coopération **en matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso.**

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986.

Sénat (première lecture). N° **122.** - Dépôt le 17 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **182** (15 avril 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **90.**

Loi n° 87-489 du 2 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7312).

13. - Projet de loi n° 441 autorisant l'approbation d'une convention sur la **représentation en matière de vente internationale de marchandises.**

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986.

Sénat (première lecture). N° **125.** - Dépôt le 17 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja. - Rapport n° **165** (3 avril 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **93.**

Loi n° 87-485 du 2 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7311).

14. - Projet de loi n° 442 autorisant l'approbation d'un accord de **coopération culturelle et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe.

Assemblée nationale (première lecture) : voir table 1986. N° **124.** - Dépôt le 17 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Xavier de Villepin. - Rapport n° **180** (15 avril 1987). - Discussion le 18 juin 1987. - Adoption le 18 juin 1987. - Projet de loi n° **92.**

Loi n° 87-487 du 2 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 4 juillet 1987 (p. 7312).

23. - Projet de loi n° 610 autorisant la ratification du traité entre la République française et le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une **liaison fixe trans-Manche.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Daniel Goulet (2 avril 1987). - Rapport n° **624** (2 avril 1987). - Discussion le 22 avril 1987. - Adoption le 22 avril 1987. - Projet de loi n° **93.**

Sénat (première lecture). N° **198** (1986-1987). - Dépôt le 23 avril 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Roger Poudonson. - Rapport n° **248** (1986-1987). - Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur pour avis : M. Josselin de Rohan. - Avis n° **217** (6 mai 1987). - Discussion le 3 juin 1987. - Adoption le 3 juin 1987. - Projet de loi n° **76.**

Loi n° 87-383 du 15 juin 1987 publiée au *J.O.* du 16 juin 1987 (p. 6414).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique (discussion commune aux projets de loi n°s 610 et 611) [22 avril 1987] (p. 552, 571).

Accords additionnels nécessaires : *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555).

Activités portuaires : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558) ; *Blot (Yvan)* (p. 561) ; *Huguet (Roland)* (p. 565) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 574) ; *Lengagne (Guy)* (p. 575, 576) ; *André (René)* (p. 579) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 580) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 583).

Adaptation de la législation française : *Douffiagues (Jacques)* (p. 557) ; *Huguet (Roland)* (p. 565) ; *Bosson (Bernard)* (p. 581).

Agriculture (importance des emprises en France) : *Huguet (Roland)* (p. 566) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572).

Aménagement du territoire : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 556, 557, 558, 583) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558, 559) ; *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Huguet (Roland)* (p. 566) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 573) ; *Lengagne (Guy)* (p. 576) ; *Deprez (Léonce)* (p. 576, 577) ; *Derosier (Bernard)* (p. 577, 578).

Aménagement foncier : *Huguet (Roland)* (p. 566).

Approbation du groupe du Front national : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 564).

Approbation du groupe R.P.R. : *Blot (Yvan)* (p. 563).

Approbation du groupe socialiste : *Huguet (Roland)* (p. 567).

Approbation du groupe U.D.F. : *Vasseur (Philippe)* (p. 559) ; *Fèvre (Charles)* (p. 571).

Approbation sous réserve du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 559) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 574).

Arbitrage (procédures d'-) : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555).

Axe économique Nord-Sud : *Blot (Yvan)* (p. 561).

Boutiques hors taxe : *Bosson (Bernard)* (p. 555, 581).

Comité de sécurité : *Goulet (Daniel)* (p. 552, 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555).

Commission intergouvernementale (rôle de la -) : *Goulet (Daniel)* (p. 552, 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555) ; *Huguet (Roland)* (p. 565).

Concertation avec les collectivités locales : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 559) ; *Deprez (Léonce)* (p. 577).

Contradiction entre les espoirs suscités par le projet et la récession entretenue par le Gouvernement : *Auchedé (Rémy)* (p. 573).

Coût évaluatif du projet : *Fèvre (Charles)* (p. 571).

Droits et obligations des concessionnaires : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 556, 557, 582, 583 et 584) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558) ; *Huguet (Roland)* (p. 565, 566) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 575).

Droits et obligations des deux Gouvernements : *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 556) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558) ; *Huguet (Roland)* (p. 565) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 575).

Emploi (préférence nationale et régionale) : *Vasseur (Philippe)* (p. 559) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 559, 560) ; *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 564) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 575) ; *Bosson (Bernard)* (p. 581).

Emplois (retombées sur le nombre d' -) : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 557, 582) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 559) ; *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 573, 574) ; *Deprez (Léonce)* (p. 576).

Environnement (défense de l' -) : *Blot (Yvan)* (p. 563) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 563) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 574) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 582, 583) ; *Huguet (Roland)* (p. 566).

Equipements hospitaliers : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 560) ; *Lengagne (Guy)* (p. 576) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 584).

Eurotunnel (choix du projet) : *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 556, 557, 582) ; *Huguet (Roland)* (p. 564) ; *Fèvre (Charles)* (p. 571).

Financement sur fonds privés : *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555, 556) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 556, 584) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558) ; *Blot (Yvan)* (p. 561) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 563) ; *Fèvre (Charles)* (p. 571) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 573) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 574) ; *Lengagne (Guy)* (p. 575) ; *Clément (Pascal)* (p. 579).

Fonds de développement du littoral : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Lengagne (Guy)* (p. 576) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 585).

Formation professionnelle : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 560) ; *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 582).

Grande-Bretagne (accueil réservé au projet en -) : *Clément (Pascal)* (p. 578, 579).

Importance historique et symbolique du lien fixe : *Bosson (Bernard)* (p. 582).

Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en -) : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 557, 558, 583, 584) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 559) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 560) ; *Blot (Yvan)* (p. 561, 562) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 564) ; *Huguet (Roland)* (p. 566) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Lengagne (Guy)* (p. 575, 576) ; *Deprez (Léonce)* (p. 577) ; *Derosier (Bernard)* (p. 578) ; *André (René)* (p. 580).

Intervention des deux Gouvernements (domaine d' -) : *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 574).

Manche (inquiétudes du département de la -) : *André (René)* (p. 579, 580) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 580) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 583).

Marché européen : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 555) ; *Bosson (Bernard)* (p. 556) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 559) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 563) ; *Huguet (Roland)* (p. 564, 565) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 573) ; *Derosier (Bernard)* (p. 577) ; *Clément (Pascal)* (p. 579).

Nord - Pas-de-Calais (contribution du - à la construction européenne) : *Auchedé (Rémy)* (p. 573).

Nord - Pas-de-Calais (restructuration administrative de la région -) : *Blot (Yvan)* (p. 562, 563).

Nord - Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région -) : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Bosson (Bernard)* (p. 556) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 557, 582) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 558) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 559) ; *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 564) ; *Huguet (Roland)* (p. 565) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 574) ; *Lengagne (Guy)* (p. 576) ; *Deprez (Léonce)* (p. 577) ; *Derosier (Bernard)* (p. 578).

Office franco-britannique pour la jeunesse : *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Bosson (Bernard)* (p. 581).

Péage : *Fèvre (Charles)* (p. 572).

Péages autoroutiers : *Douffiagues (Jacques)* (p. 584).

Ratification du traité (processus en Grande-Bretagne) : *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Bosson (Bernard)* (p. 556, 582) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Derosier (Bernard)* (p. 577).

Rattachement de la Grande-Bretagne à l'Europe : *Douffiagues (Jacques)* (p. 556).

Relations Eurotunnel - S.N.C.F. et Eurotunnel - British Railways : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 557, 585) ; *Huguet (Roland)* (p. 565) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 575) ; *Derosier (Bernard)* (p. 578).

Rentabilité espérée : *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554).

Solidarité européenne : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 574, 575).

Sondage en France sur le tunnel Transmanche (résultat d'un -) : *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 553).

T.G.V.-Nord : *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 554) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 558, 584) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 559) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 560) ; *Blot (Yvan)* (p. 562) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 564) ; *Huguet (Roland)* (p. 565, 566) ; *Fèvre (Charles)* (p. 572) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 573) ; *Lengagne (Guy)* (p. 576) ; *Derosier (Bernard)* (p. 578).

Tourisme : *Lengagne (Guy)* (p. 576) ; *Deprez (Léonce)* (p. 577).

Trafic passagers : *Goulet (Daniel)* (p. 553) ; *Blot (Yvan)* (p. 561).

Traité de Cantorbéry (élaboration du -) ; *Goulet (Daniel)* (p. 552) ; *Bosson (Bernard)* (p. 555) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 556) ; *Huguet (Roland)* (p. 564) ; *Fèvre (Charles)* (p. 571).

Tunnel du Mont-Blanc (rappel des conditions de l'inauguration du -) : *Bosson (Bernard)* (p. 581).

Discussion de l'article unique (p. 585).

Article unique (autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe Transmanche).

Explications de vote : (p. 585).

Base juridique de l'attribution prioritaire des emplois créés aux Français et aux Européens : *Baeckeroot (Christian)* (p. 585).

Contrats de plan Etat-région : *Le Garrec (Jean)* (p. 586, 587).

Désenclavement du Nord - Pas-de-Calais : *Le Garrec (Jean)* (p. 586).

Financement par des fonds privés : *Blot (Yvan)* (p. 587).

Ouverture vers l'Europe : *Le Garrec (Jean)* (p. 586).

Plan d'aménagement du ressort des Etats : *Baeckeroot (Christian)* (p. 586) ; *Blot (Yvan)* (p. 587).

Portée symbolique du traité : *Blot (Yvan)* (p. 587).

Adoption au scrutin public de l'article unique du projet (p. 587).

24. - Projet de loi n° 611 portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une **liaison fixe à travers la Manche,** signée le 14 mars 1986.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports et M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye (9 avril 1987). - Rapport n° **683** (16 avril 1987). - Discussion le 22 avril 1987. - Adoption le 22 avril 1987. - Projet de loi n° **94.**

Sénat (première lecture). N° **199.** - Dépôt le 23 avril 1987. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Josselin de Rohan. - Rapport n° **216** (6 mai 1987). - Discussion le 3 juin 1987. - Adoption le 3 juin 1987. - Projet de loi n° **77.**

Loi n° 87-384 du 15 juin 1987 publiée au *J.O.* du 16 juin 1987 (p. 6414).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles (discussion commune aux projets de loi n°s 610 et 611).

Voir *Traités et conventions* **23.**

Discussion des articles (p. 587).

Article 1er (approuvant, en tant que de besoin, la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche) ;

- adopté.

Article 2 (abrogation de la loi n° 74-1104 du 26 décembre 1974 portant création de l'établissement public national du tunnel sous la Manche) ;

- adopté.

Explications de vote

Absence de clause relative à la préférence nationale ou européenne en matière d'emploi : *Ceyrac (Pierre)* (p. 588).

Financement sur des fonds privés : *Ceyrac (Pierre)* (p. 588).

Importance du traité pour l'Europe et pour la région Nord - Pas-de-Calais : *Ceyrac (Pierre.*

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi.

25. - Projet de loi n° 612 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Raynal (16 avril 1987). - Rapport n° **697** (30 avril 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **113.**

Sénat (première lecture). N° **275** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean Garcia. - Rapport n° **321** (25 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **112.**

Loi n° 87-522 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1987 (p. 7828).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2378).

Accord du 6 novembre 1986 ; *Raynal (Pierre)* (p. 2378, 2379) ; *Bariani (Didier)* (p. 2379).

Arbitrage international (procédure d'-) : *Raynal (Pierre)* (p. 2379) ; *Bariani (Didier)* (p. 2379).

Flux d'investissements : *Raynal (Pierre)* (p. 2378) ; *Bariani (Didier)* (p. 2379).

France (position de la - sur le marché hongrois) : *Raynal (Pierre)* (p. 2378).

Relations économiques franco-hongroises (faiblesse des -) : *Raynal (Pierre)* (p. 2378) ; *Bariani (Didier)* (p. 2379).

Discussion de l'article unique (p. 2379).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproque de investissements, signé à Paris le 6 novembre 1986)* : adopté (p. 2379).

26. - Projet de loi n° 613 autorisant l'approbation d'un **accord international sur le blé** de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. André Bellon (16 avril 1987). - Rapport n° **696** (30 avril 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **112.**

Sénat (première lecture). N° **274** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **322** (25 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **110.**

Loi n° 87-537 du 15 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 17 juillet 1987 (p. 7959).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2368).

Abstention du Front national : *Chambrun (Charles de)* (p. 2376).

Accord de 1986 : *Bellon (André)* (p. 2368) ; *Bariani (Didier)* (p. 2369, 2370, 2376) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 2376).

Agriculture française (situation et rôle écologique de l'-) : *Bompard (Jacques)* (p. 2375).

Aide alimentaire : *Bellon (André)* (p. 2368, 2369) ; *Bariani (Didier)* (p. 2369, 2376, 2377) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2370, 2371) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2373) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2374) ; *Bompard (Jacques)* (p. 2375, 2376).

Autosuffisance alimentaire : *Vadepied (Guy)* (p. 2371) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2374) ; *Bariani (Didier)* (p. 2376, 2377).

Blé (commerce du -) : *Bellon (André)* (p. 2368) ; *Bompard (Jacques)* (p. 2375).

Communauté économique européenne (propositions de la -) : *Vadepied (Guy)* (p. 2370, 2371).

Communauté économique européenne (relations de la - avec les Etats-Unis) : *Vadepied (Guy)* (p. 2371) ; *Neiertz (véronique)* (p. 2373, 2374) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377).

Conquête des marchés : *Vadepied (Guy)* (p. 2370).

Conséquences de l'aide alimentaire sur la production locale : *Bellon (André)* (p. 2369) ; *Bariani (Didier)* (p. 2376).

Contradictions entre excédents céréaliers et augmentation de la faim : *Bellon (André)* (p. 2368, 2369) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2370) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2372).

Coopération et développement (débat sur -) : *Bellon (André)* (p. 2369) ; *Bariani (Didier)* (p. 2370) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2374).

Désarmement et développement : *Rigout (Marcel)* (p. 2373) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377, 2378).

Droits de l'homme : *Bompard (Jacques)* (p. 2376) ; *Bariani (Didier)* (p. 2378).

Espagne et Portugal (entrée de l'- dans la C.E.E.) : *Vadepied (Guy)* (p. 2371).

Espionnage industriel : *Bompard (Jacques)* (p. 2375) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 2376).

Etats-Unis (agressivité commerciale des -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2374) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377).

Ethiopie : *Bompard (Jacques)* (p. 2375).

Faim dans le monde : *Bellon (André)* (p. 2368) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2370) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2371, 2372) ; *Bompard (Jacques)* (p. 2375).

Fonds mondial de développement (création d'un -) : *Rigout (Marcel)* (p. 2373).

France (situation de la -) : *Bellon (André)* (p. 2368, 2369).

Libéralisme : *Bellon (André)* (p. 2369) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2371) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2372).

Multinationales : *Rigout (Marcel)* (p. 2372, 2373) ; *Bompard (Jacques)* (p. 2375).

Opérations triangulaires : *Vadepied (Guy)* (p. 2371) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377).

Plan Guillaume : *Bariani (Didier)* (p. 2370, 2377) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2370) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2374).

Politique agricole commune : *Vadepied (Guy)* (p. 2371) ; *Bompard (Jacques)* (p. 2375) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377).

Rapports Nord-Sud : *Rigout (Marcel)* (p. 2373).

Sommet de Venise : *Vadepied (Guy)* (p. 2370) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2374) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377).

Soudan : *Bompard (Jacques)* (p. 2375, 2376).

Surproduction céréalière mondiale : *Bellon (André)* (p. 2368) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2370, 2371) ; *Bariani (Didier)* (p. 2376, 2377).

Tiers monde (dette du -) : *Bellon (André)* (p. 2369) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2372) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2374) ; *Bariani (Didier)* (p. 2377).

Vote positif du groupe socialiste : *Vadepied (Guy)* (p. 2370).

Discussion de l'article unique (p. 2378).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé, faite à Londres le 14 mars 1986, et la convention relative à l'aide alimentaire, faite à Londres le 13 mars 1986)* : adopté (p. 2378).

27. - Projet de loi n° 631 autorisant la ratification de la Convention européenne pour la **répression du terrorisme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères et M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Foyer (16 avril 1987). - Rapport n° **784** (21 mai 1987) rapport commun avec le projet Traités et conventions **28.** - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Projet de loi n° **140.**

Sénat (première lecture) n° **339.** - Dépôt le 30 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Xavier de Villepin. - Rapport n° **346** (1er juillet 1987). - Discussion le 7 juillet 1987. - Adoption définitive le 7 juillet 1987. - Projet de loi n° **117.**

Loi n° 87-542 du 16 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 18 juillet 1987 (p. 8023).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : discussion commune du projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633) [29 juin 1987] (p. 3312, 3327, 3330).

Exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie (communiste) sur le projet n° 631 : *Asensi (François)* (p. 3318 à 3320) ; *Foyer (Jean)* (rapporteur) (p. 3320) ; *Debré (Jean-Louis)* (rapporteur) (p. 3320, 3321) ; rejetée au scrutin public (p. 3321).

Accord de Dublin de 1979 : *Foyer (Jean)* (p. 3313, 3314) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3315).

Basques espagnols (expulsions de -) : *Montdargent (Robert)* (p. 3326) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3329).

Convention de Strasbourg de 1957 : *Bosson (Bernard)* (p. 3316) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3326).

Convention de Strasbourg de 1977 (délais de ratification de la -) : *Foyer (Jean)* (p. 3312) ; *Bellon (André)* (p. 3322).

Convention de Strasbourg de 1977 (égalité des obligations des cocontractants) : *Bosson (Bernard)* (p. 3316, 3317) ; *Bellon (André)* (p. 3323) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3328).

Convention de Strasbourg de 1977 (réserves sur la -) : *Foyer (Jean)* (p. 3313) ; *Bellon (André)* (p. 3322) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3329).

Droit d'asile et Droits de l'homme : *Foyer (Jean)* (p. 3313, 3320) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3315, 3320, 3321) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3317) ; *Asensi (François)* (p. 3318, 3319) ; *Bellon (André)* (p. 3322, 3323) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3323, 3324) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3324, 3325, 3326) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3327, 3328).

Espace judiciaire européen et coopération judiciaire franco-allemande : *Montdargent (Robert)* (p. 3325, 3326).

Extradition :

- notion d'infraction politique (définition conventionnelle et jurisprudentielle) : *Foyer (Jean)* (p. 3312, 3313, 3320) ; *Bossan (Bernard)* (p. 3315, 3316, 3317) ; *Asensi (François)* (p. 3318, 3319, 3320) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3325, 3326) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3327, 3328).

- refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de - rôle et compétence des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) : *Foyer (Jean)* (p. 3313, 3329) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 3314, 3315) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3315, 3316, 3317, 3318, 3329) ; *Asensi (François)* (p. 3318) ; *Bellon (André)* (p. 3323) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3324) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3328).

Majorité (cohésion de la -) : *Bellon (André)* (p. 3322, 3323).

Otages français au Liban : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3323).

Police des étrangers (rôle de l'autorité administrative) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3328, 3329).

Réfugié (octroi du statut de -) : *Asensi (François)* (p. 3319).

Réfugiés (cas des - auteurs d'infractions terroristes) : *Asensi (François)* (p. 3319).

Résistance : *Montdargent (Robert)* (p. 3324, 3326).

Terrorisme (lutte contre le -) :

- coopération européenne : *Foyer (Jean)* (p. 3312) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3315, 3316, 3317, 3318, 3329, 3330) ; *Asensi (François)* (p. 3318) ; *Bellon (André)* (p. 3321) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3325, 3326).

- nécessité de la - : *Asensi (François)* (p. 3318, 3320) ; *Bellon (André)* (p. 3321, 3322) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3323, 3324) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3325).

Terrorisme d'Etat (notamment en Afrique du Sud) : *Asensi (François)* (p. 3318) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3325).

Terrorisme en Afrique du Sud et situation de M. Pierre-André Albertini : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3324).

Discussion de l'article unique (p. 3330).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme faite à Strasbourg le 27 janvier 1977).*

Explications de vote :

Ministère public (rôle du -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 3330) ; *Foyer (Jean)* (p. 3330).

Adoption de l'article unique (p. 3330).

28. - Projet de loi n° 632 autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des **Communautés européennes** concernant l'application de la convention européenne pour **la répression du terrorisme.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Foyer (16 avril 1987). - Rapport n° **784** (21 mai 1987) ; rapport commun avec le projet Traités et conventions **27.** - Discussion le 29 juin 1987. - Adoption le 29 juin 1987. - Projet de loi n° **141.**

Sénat (première lecture). N° **340** (1986-1987). - Dépôt le 30 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Xavier de Villepin. - Rapport n° **347** (1er juillet 1987). - Discussion le 7 juillet 1987. - Adoption définitive le 7 juillet 1987. - Projet de loi n° **118.**

Loi n° 87-543 du 16 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 18 juillet 1987 (p. 8023).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : discussion commune du projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633) [29 juin 1987] (p. 3312, 3327, 3330) : voir Traités et conventions **27.**

Discussion de l'article unique (p. 3330).

Article unique *(autorisant la ratification de l'accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Dublin le 4 décembre 1979).*

Explications de vote :

Conventions d'extradition (délais de ratification des -) : *Bellon (André)* (p. 3330).

Terrorisme (moyens de la lutte contre le -) : *Bellon (André)* (p. 3331).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 3331).

29. - Projet de loi n° 680 autorisant l'approbation **d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise** tendant **à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 15 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Godfrain (21 mai 1987). - Rapport n° **839** (11 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **114.**

Sénat (première lecture). N° **276** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **9** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **10.**

Loi n° 87-928 du 18 novembre 1987 publié au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13465).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2380).

Convention fiscale : *Godfrain (Jacques)* (p. 2380) ; *Bariani (Didier)* (p. 2380).

Coopération culturelle France-Gabon : *Godfrain (Jacques)* (p. 2380) ; *Bariani (Didier)* (p. 2380).

Coopération économique : *Godfrain (Jacques)* (p. 2380).

Redevances : *Godfrain (Jacques)* (p. 2380) ; *Bariani (Didier)* (p. 2380).

Discussion de l'article unique (p. 2381).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, signée le 21 avril 1966 et modifiée par l'avenant du 23 janvier 1973, fait à Libreville le 2 octobre 1986) :* adopté (p. 2381).

30. - Projet de loi n° 739 autorisant la ratification d'une **convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Robert Montdargent (21 mai 1987). - Rapport n° **838** (11 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **115.**

Sénat (première lecture) n° **277** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja. - Rapport n° **38** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **14.**

Loi n° 87-927 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13465).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2381).

Convention multilatérale de La Haye de 1905 (modernisation des dispositions de la -) : *Montdargent (Robert)* (p. 2381) ; *Bariani (Didier)* (p. 2381).

Coopération culturelle : *Montdargent (Robert)* (p. 2381).

Echanges commerciaux avec la R.D.A. : *Montdargent (Robert)* (p. 2381).

Entraide judiciaire : *Montdargent (Robert)* (p. 2381) ; *Bariani (Didier)* (p. 2381, 2382).

Recouvrement d'aliments au bénéfice des mineurs : *Montdargent (Robert)* (p. 2381) ; *Bariani (Didier)* (p. 2382).

Discussion de l'article unique (p. 2382).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande (ensemble un échange de lettres), faite à Paris le 30 janvier 1987) :* adopté (p. 2382).

31. - Projet de loi n° 740 autorisant l'approbation d'une **convention de coopération judiciaire en matière civile** y compris le statut personnel, **commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Djibouti.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Seitlinger (21 mai 1987). - Rapport n° **861** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **163.**

Sénat (première lecture). - n° **13** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **45** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **17.**

Loi n° 87-923 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13464).

32. - Projet de loi n° 741 autorisant l'approbation d'une **convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Djibouti.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Seitlinger (21 juin 1987). - Rapport n° **862** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987 ; opposition déposée par le président du groupe du Front national (24 juin 1987). - Discussion le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **170.**

Sénat (première lecture). - n° **20** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **48** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **20.**

Loi n° 87-924 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13464).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 octobre 1987] (p. 3922).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : *Rostolan (Michel de)* (p. 3923) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3923) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3923) : rejetée au scrutin public (p. 3923).

Question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : *Rostolan (Michel de)* (p. 3923) : retirée (p. 3923).

Conditions d'application : *Hamaide (Michel)* (p. 3922) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3922).

Détenus étrangers en France (proportion de -) : *Rostolan (Michel de)* (p. 3923).

Refus de transfèrement des prisonniers djiboutiens en France : *Rostolan (Michel de)* (p. 3923).

Substitution de peine (possibilité de - par l'Etat d'exécution) : *Hamaide (Michel)* (p. 3922).

Transfèrement des personnes condamnées : *Hamaide (Michel)* (p. 3922) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3922) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 3923).

Discussion de l'article unique [2 octobre 1987] (p. 3923).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Djibouti) :* adopté (p. 3923).

33. - Projet de loi n° 742 autorisant l'approbation d'une **convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Djibouti.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangèrs. - Rappporteur : M. Jean Seitlinger (21 mai 1987). - Rapport n° **863** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **164.**

Sénat (première lecture). - n° **14** (1987-1988). - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **46** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **18.**

Loi n° 87-926 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13465).

34. - Projet de loi n° 743 autorisant l'approbation d'une **convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 13 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Steitlinger (21 mai 1987). - Rapport n° **864** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **185.**

Sénat (première lecture). N° **15** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur :

M. Paul Robert. - Rapport n° **47** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **19.**

Loi n° 87-925 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13464).

35. - Projet de loi n° 773 autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Congo sur la sécurité sociale** (ensemble trois protocoles).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. François Loncle (4 juin 1987). - Rapport n° **865** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987 ; opposition déposée par le président du groupe du Front national (24 juin 1987). - Discussion le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **171.**

Sénat (première lecture). N° **21** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Cabanel. - Rapport n° **49** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **21.**

Loi n° 87-929 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13466).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 octobre 1987] (p. 3923).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3924, 3925) ; *Loncle (François)* (rapporteur) (p. 3925) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3926) ; rejetée au scrutin public (p. 3926).

Question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3926) ; retirée (p. 3926).

Affiliation au régime de sécurité sociale du lieu d'emploi (principe d'-) : *Loncle (François)* (p. 3923).

Congo (situation économique du -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3924).

Coopération économique (nécessité de) : *Montdargent (Robert)* (p. 3926).

Coordination des régimes de sécurité sociale : *Loncle (François)* (p. 3923, 3924).

Démographie africaine : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3925).

Maladie (exclusion du risque) : *Loncle (François)* (p. 3924) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3926).

Nouvelle-Calédonie (approbation par le Congo de la résolution de l'O.N.U. sur la -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3924, 3925) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3926, 3927) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3926).

Principe d'égalité : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3925) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3926) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3927) ; *Bosson (Bernard)* (p. 3927).

O.U.A. (présidence de l'-) : *Bosson (Bernard)* (p. 3924).

Réciprocité : *Bosson (Bernard)* (p. 3924) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3925).

Discussion de l'article unique [2 octobre 1987] (p. 3927).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale) :* adopté (p. 3927).

36. - Projet de loi n° 774 autorisant l'approbation **d'un accord de coopération militaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Mali** (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Godfrain (4 juin 1987). - Rapport n° **866** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **166.**

Sénat (première lecture). N° **18** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Albert Voilquin. - Rapport n° **71** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **23.**

Loi n° 87-933 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13467).

37. - Projet de loi n° 775 autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée équatoriale.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Godfrain (4 juin 1987). - Rapport n° **867** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **167.**

Sénat (première lecture). N° **17** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Albert Voilquin. - Rapport n° **72** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **24.**

Loi n° 87-930 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13466).

38. - Projet de loi n° 776 autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Godfrain (4 juin 1987). - Rapport n° **868** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **168.**

Sénat (première lecture). N° **18** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Albert Voilquin. - Rapport n° **73** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **25.**

Loi n° 87-931 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 13 novembre 1987 (p. 13466).

39. - Projet de loi n° 777 autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République islamique de Mauritanie.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jacques Godfrain (4 juin 1987). - Rapport n° **869** (18 juin 1987). - Demande de vote sans débat le 19 juin 1987. - Vote sans débat le 2 octobre 1987. - Adoption le 2 octobre 1987. - Projet de loi n° **169.**

Sénat (première lecture). N° **19** (1987-1988). - Dépôt le 7 octobre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Albert Voilquin. - Rapport n° **74** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **26.**

Loi n° 87-932 du 18 novembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 novembre 1987 (p. 13467).

40. - Projet de loi n° 778 autorisant l'approbation d'un **accord de sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le **Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 20 mai 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel de Rostolan (4 juin 1987). - Rapport n° **837** (11 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **116.**

Sénat (première lecture n° **278** (1986-1987). - Dépôt le 16 juin 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Guy Cabanel. - Rapport n° **320** (25 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption définitive le 30 juin 1987. - Projet de loi n° **109.**

Loi n° 87-521 du 10 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1987 (p. 7828).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2382).

Conditions de résidence : *Rostolan (Michel de)* (p. 2383).

Coordination des systèmes de sécurité sociale : *Rostolan (Michel de)* (p. 2383) ; *Bariani (Didier)* (p. 2384).

Echanges commerciaux avec les Etats-Unis : *Rostolan (Michel de)* (p. 2382, 2383).

Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle (application de l'accord) : *Rostolan (Michel de)* (p. 2384) ; *Bariani (Didier)* (p. 2384).

Mobilité des salariés entre les deux pays : *Rostolan (Michel de)* (p. 2383) ; *Bariani (Didier)* (p. 2384).

Réciprocité (principe de -) : *Rostolan (Michel de)* (p. 2383).

Vide juridique actuel : *Rostolan (Michel de)* (p. 2383).

Discussion de l'article unique (p. 2384).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signé à Paris le 2 mars 1987) :* adopté (p. 2384).

41. - Projet de loi n° 854 autorisant **l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 17 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Michel Hamaide. - Rapport n° **1033** (13 novembre 1987). - Discussion le 27 novembre 1987. - Adoption le 27 novembre 1987. - Projet de loi n° **183.**

Sénat (première lecture) n° **115** (1987-1988). - Dépôt le 30 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Claude Estier. - Rapport n° **158** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **65.**

Loi n° 88-7 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 166).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 1987] (p. 6509).

Algérie (relations de la France avec l' -, coopération notamment) : *Hamaide (Michel)* (p. 6509) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6511, 6512) ; *Bordu (Gérard)* (p. 6512) ; *Bariani (Didier)* (p. 6513, 6514).

Convention de coopération culturelle de 1966 : *Hamaide (Michel)* (p. 6510) ; *Bariani (Didier)* (p. 6510, 6511).

Coopérants : *Hamaide (Michel)* (p. 6510) ; *Bariani (Didier)* (p. 6511, 6514) ; *Bordu (Gérard)* (p. 6513).

Domaine couvert par la convention de 1986 : *Hamaide (Michel)* (p. 6510) ; *Bariani (Didier)* (p. 6511) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6512).

Centres culturels français en Algérie : *Hamaide (Michel)* (p. 6516) ; *Bariani (Didier)* (p. 6511) ; *Delehedde (André)* (p. 6513).

Enfants des couples franco-algériens retenus en Algérie : *Hamaide (Michel)* (p. 6510) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6512) ; *Bariani (Didier)* (p. 6513).

Etat algérien (caractère démocratique du régime) : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6512) ; *Delehedde (André)* (p. 6513).

Francophonie au Maghreb : *Delehedde (André)* (p. 6513) ; *Bariani (Didier)* (p. 6514).

Gaz fourni à la France : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6512) ; *Bordu (Gérard)* (p. 6513) ; *Bariani (Didier)* (p. 6514).

Identité française au-delà de la Méditerranée : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6512).

Livres et périodiques français (régimes d'importation en Algérie) : *Hamaide (Michel)* (p. 6510) ; *Bariani (Didier)* (p. 6511).

Service militaire en Algérie des binationaux : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6512) ; *Bariani (Didier)* (p. 6514).

Volontaires du service national : *Hamaide (Michel)* (p. 6510) ; *Bariani (Didier)* (p. 6511).

Discussion de l'article unique [27 novembre 1987] (p. 6514).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire) :* adopté (p. 6514).

42. - Projet de loi n° 975 autorisant l'approbation d'une convention entre le **Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse** relative à la **reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Pierre Bernard (12 novembre 1987).

43. - Projet de loi n° 976 autorisant l'approbation d'un **accord national** sur le **cacao.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 23 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Bonhomme (12 novembre 1987). - Rapport n° **1078** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **185.**

Sénat (première lecture) n° **117** (1987-1988). - Dépôt le 1er décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Paul Robert. - Rapport n° **150** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **60.**

Loi n° 88-10 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 167).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6587).

Accord international sur le cacao (caractéristiques de l' -) : *Bonhomme (Jean)* (p. 6587) ; *Bariani (Didier)* (p. 6587, 6588).

Marché du cacao (caractéristiques du -) : *Bonhomme (Jean)* (p. 6587).

Discussion de l'article unique

Article unique *(autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao, fait à Genève, le 25 juillet 1986 :* adopté (p. 6588).

44. - Projet de loi n° 1012 autorisant l'approbation d'un **accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le **Conseil fédéral suisse** sur l'**assistance mutuelle** en cas de **catastrophe** ou d'**accident grave.**

Sénat (première lecture) n° **294** (1986-1987). - Dépôt le 17 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Crucis. - Rapport n° **39** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **16.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean Laborde (12 novembre 1987).

45. - Projet de loi n° 1013 autorisant la ratification d'une **convention** entre la **République française** et la **République populaire de Bulgarie** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'**impôts sur le revenu.**

Sénat (première lecture) n° **293** (1986-1987). - Dépôt le 17 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **11** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **12.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Robert Montdargent (12 novembre 1987). - Rapport n° **1132** (10 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **226.**

Loi n° 88-4 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 165).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : [20 décembre 1987] (p. 7926).

Dispositions de la convention : *Bariani (Didier)* (p. 7927).

Relations entre la France et la Bulgarie : *Bordu (Gérard)* (p. 7926).

Discussion de l'article unique (p. 7927).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), signée à Sofia, le 14 mars 1987) :* adopté (p. 7927).

46. - Projet de loi n° 104 autorisant l'approbation d'une **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bangladesh** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'**impôts sur le revenu** (ensemble un protocole).

Sénat (première lecture) n° **292** (1986-1987). - Dépôt le 17 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **10** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **11.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (12 novembre 1987). - Rapport n° **1133** (10 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **227.**

Loi n° 88-5 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988, (p. 166).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : [20 décembre 1987] (p. 7927).

Aide française au Bangladesh : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7927) ; *Bariani (Didier)* (p. 7928).

Dispositions de la convention : *Bariani (Didier)* (p. 7928).

Discussion de l'article unique (p. 7928).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), signée à Dacca, le 9 mars 1987) :* adopté (p. 7928).

47. - Projet de loi n° 1015 autorisant l'approbation d'une **convention** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République de Turquie** en vue d'éviter les **doubles impositions** en matière d' **impôts sur le revenu** (ensemble un protocole).

Sénat (première lecture) n° **261** (1986-1987). - Dépôt le 3 juin 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre et Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° 8 (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **9.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Edouard Frédéric-Dupont (12 novembre 1987). - Rapport n° **1134** (10 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **228.**

Loi n° 88-6 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 166).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique : [20 décembre 1987] (p. 7928).

Démocratisation de la Turquie : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7930) ; *Bariani (Didier)* (p. 7930).

Dispositions de la convention : *Bariani (Didier)* (p. 7929).

Droits de l'homme en Turquie : *Bordu (Gérard)* (p. 7929, 7930).

Relations culturelles entre la France et la Turquie : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 7930).

Relations entre la France et la Turquie : *Rostolan (Michel de)* (p. 7928, 7929).

Discussion de l'article unique (p. 7930).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), faite à Paris le 18 février 1987) :* adopté (p. 7930).

48. - Projet de loi n° 1016 autorisant l'approbation d'un accord d' **entraide judiciaire en matière civile et commerciale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire de Chine.**

Sénat (première lecture) n° **5** (1987-1988). - Dépôt le 2 octobre 1989 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. André Bettencourt. - Rapport n° **75** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **22.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Claude Gérard-Marcus (12 novembre 1987). - Rapport n° **1084** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption définitive le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **186.**

Loi n° 87-991 du 10 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 11 décembre 1987 (p. 14399).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6588).

Coopération économique et commerciale avec la Chine : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6588) ; *Bariani (Didier)* (p. 6588, 6589).

Entraide judiciaire en matière civile et commerciale (principales dispositions du projet) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6588) ; *Bariani (Didier)* (p. 6589).

Discussion de l'article unique :

Article unique (autorisant l'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin le 4 mai 1987) : adopté (p. 6589).

49. - Projet de loi n° 1017 autorisant l'approbation d'une **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le gouvernement de la **République italienne** relative à la délimitation des **frontières maritimes** dans la **région des Bouches de Bonifacio.**

Sénat (première lecture). N° **262** (1986-1987). - Dépôt le 3 juin 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Pierre Matraja. - Rapport n° **40** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **13.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Charles Ehrmann (12 novembre 1987). - Rapport n° **1079** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption définitive le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **187.**

Loi n° 87-992 du 10 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 11 décembre 1987 (p. 14399).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6589).

Frontières maritimes avec l'Italie (principales dispositions du projet) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6589, 6590) ; *Bariani (Didier)* (p. 6590).

Pêcheurs français (situation des -) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 6590) ; *Bariani (Didier)* (p. 6590).

Discussion de l'article unique

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des Bouches de Bonifacio, signée à Paris le 28 novembre 1986)* : adopté (p. 6590).

50. - Projet de loi n° 1018 autorisant l'approbation d'un accord sur la **coopération scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le gouvernement de la **République populaire du Bangladesh.**

Sénat (première lecture). N° **4** (1987-1988). - Dépôt le 2 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. - Rapport n° **78** (1987-1988). - Discussion le 3 novembre 1987. - Adoption le 3 novembre 1987. - Projet de loi n° **15.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 5 novembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (12 novembre 1987).

51. - Projet de loi n° 1021 autorisant l'approbation d'un **avenant** à l'accord de **coopération monétaire** du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la **République française** et le gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Daniel Goulet (12 novembre 1987). - Rapport n° **1080** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **188.**

Sénat (première lecture). - N° **118** (1987-1988). - Dépôt le 1er décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. - Rapport n° **151** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **81.**

Loi n° 88-9 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 167).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6590).

Coopération monétaire avec les Comores : *Goulet (Daniel)* (p. 6590, 6591) ; *Bariani (Didier)* (p. 6591).

Discussion de l'article unique

Article unique *(autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores, fait le 20 avril)* : adopté (p. 6591).

52. - Projet de loi n° 1022 autorisant l'approbation d'une **convention d'assistance administrative mutuelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores** sur la prévention, la recherche et la répression des **fraudes douanières.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut (12 novembre 1987). - Rapport n° **1081** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **189.**

Sénat (première lecture). N° **119.** - Dépôt le 1er décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel d'Aillières. - Rapport n° **152** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **62.**

Loi n° 88-8 du 4 janvier 1988 publiée au *J.O.* du 5 janvier 1988 (p. 167).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6591).

Echanges commerciaux avec les Comores : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6592).

Mayotte (situation de -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6592) ; *Bariani (Didier)* (p. 6592).

Répression de la fraude douanière (principales dispositions du projet) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 6591, 6592) ; *Bariani (Didier)* (p. 6592).

Discussion de l'article unique

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières, signée à Paris le 29 avril 1987)* : adopté (p. 6592).

53. - Projet de loi n° 1023 autorisant l'approbation d'une **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la République de la Trinité et

Tobago en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'**impôts sur le revenu** et d'encourager le **commerce et les investissements internationaux** (ensemble un protocole).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Guy Vadepied (12 novembre 1987). - Rapport n° **1082** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **190.**

Sénat (première lecture). N° **120** (1987-1988). - Dépôt le 1er décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6592).

Convention fiscale (principales dispositions) : *Vadepied (Guy)* (p. 6593) ; *Bariani (Didier)* (p. 6593).

Echanges entre la République de la Trinité et Tobago, et la France : *Vadepied (Guy)* (p. 6592, 6593).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole), signé à Port-d'Espagne le 5 août 1987) :* adopté (p. 6593).

54. - Projet de loi n° 1024 autorisant la ratification d'une **convention sur l'interdiction ou la limitation** de **l'emploi** de **certaines armes classiques** qui peuvent être considérées comme produisant des **effets traumatiques excessifs** ou comme **frappant sans discrimination** (ensemble les protocoles I et II).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 10 novembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Alain Peyrefitte (12 novembre 1987). - Rapport n° **1083** (26 novembre 1987). - Discussion le 1er décembre 1987. - Adoption le 1er décembre 1987. - Projet de loi n° **191.**

Sénat (première lecture). N° **121** (1987-1988). - Dépôt le 1er décembre 1987. - Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Rapporteur : M. Michel Chauty. - Rapport n° **153** (1987-1988). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption définitive le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **63.**

Loi n° 87-1134 du 31 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 1er janvier 1988 (p. 14).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] (p. 6594).

Armes concernées par l'interdiction ou la limitation : *Peyrefitte (Alain)* (p. 6594) ; *Bariani (Didier)* (p. 6595).

Armes incendiaires : *Peyrefitte (Alain)* (p. 6594) ; *Bariani (Didier)* (p. 6595) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6595).
Armes nucléaires : *Porelli (Vincent)* (p. 6595, 6596) ; *Bariani (Didier)* (p. 6596).

Convention (origines et ratification de la -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 6594, 6595) ; *Bariani (Didier)* (p. 6594, 6595) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6595).

Système de vérification et de contrôle (absence de -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 6594) ; *Bariani (Didier)* (p. 6595).

Discussion de l'article unique

Article unique *(autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination [ensemble les protocoles I et II], conclue à Genève le 10 octobre 1980) :* adopté (p. 6596).

55. - Projet de loi n° 1125 autorisant l'approbation de l'avenant à la **convention fiscale** du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Canada** ainsi que **l'entente fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Québec** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'**impôts sur le revenu.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : Mme Véronique Neiertz (17 décembre 1987). - Rapport n° **1160** (17 décembre 1987). - Discussion le 20 décembre 1987. - Adoption le 20 décembre 1987. - Projet de loi n° **229.**

Sénat (première lecture). N° **203.** - Dépôt le 21 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1987] (p. 7930).

Dispositions de la convention avec le Canada et de l'entente avec le Québec : *Neiertz (Véronique)* (p. 7930) ; *Bariani (Didier)* (p. 7931, 7932).

Relations franco-canadiennes et franco-québécoises : *Neiertz (Véronique)* (p. 7931).

Discussion de l'article unique (p. 7932).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa le 16 janvier 1987, ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Québec le 1er septembre 1987) :* adopté (p. 7932).

56. - Projet de loi n° 1126 autorisant l'approbation du **quatrième avenant** modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l' **évasion fiscale** en matière d' **impôts sur les revenus** signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986.

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre, et Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. - Renvoi à la commission des affaires étrangères. - Rapporteur : M. Daniel Goulet (17 décembre 1987). - Rapport n° **1161** (17 décembre 1987). - Discussion le 19 décembre 1987. - Adoption le 19 décembre 1987. - Projet de loi n° **214.**

Sénat (première lecture). - N° **190** (1987-1988). - Dépôt le 19 décembre 1987. - Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Rapporteur : M. Josy Moinet. - Rapport n° **208** (1987-1988). - Discussion le 22 décembre 1987. - Adoption définitive le 22 décembre 1987. - Projet de loi n° **81.**

Loi n° 87-1049 du 29 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1987 (p. 15376).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] (p. 7805).

Convention fiscale de 1968 (alignement de certaines dispositions sur le modèle de l'O.C.D.E.) : *Goulet (Daniel)* (p. 7805) ; *Bariani (Didier)* (p. 7806).

Lien fixe transmanche :

- bénéfices des sociétés concessionnaires (imposition des -) : *Goulet (Daniel)* (p. 7805) ; *Bariani (Didier)* (p. 7806).

- salaires perçus par les employés des concessionnaires ou des sociétés associées (imposition des -) : *Goulet (Daniel)* (p. 7805) ; *Bariani (Didier)* (p. 7806).

Résidents de nationalité française en Grande-Bretagne (cotisations versées à un régime français de pension de retraite) : *Goulet (Daniel)* (p. 7806) ; *Bariani (Didier)* (p. 7806).

Retraite (placements financiers des organismes -) ; *Goulet (Daniel)* (p. 7805, 7806).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1987] (p. 7806).

Article unique *(autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre la France et le Royaume-Uni tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus) :* adopté (p. 7806).

57. - Proposition de résolution n° 1152 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **coopération franco-haïtienne** au regard de la situation en Haïti.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 16 décembre 1987 par M. André Bellon et plusieurs de ses collègues.

TRANSFORMATEURS A PYRALÈNE

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Environnement.

TRANSMANCHE (LIAISON)

Voir *Traités et conventions* **23, 24.**

TRANSPORTEURS ROUTIERS

Temps de travail des -

Voir *Questions orales sans débat* **249.**

TRANSPORTS

4. - Proposition de loi d'orientation n° 388 sur la **sécurité dans les transports** (voir table 1986).

Assemblée nationale (première lecture). - Retrait le 9 avril 1987.

5. - Projet de loi n° 701 modifiant la loi n° 65-7 du 3 janvier 1967 portant **statut des navires et autres bâtiments de mer.**

Sénat (première lecture). - N° **106**. - Dépôt le 10 décembre 1986 (1986-1987) par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Alphonse Arzel. - Rapport n° **169** (1986-1987). - Discussion le 5 mai 1987. - Adoption le 5 mai 1987. - Projet de loi n° **60.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Marc Bécam (21 mai 1987). - Rapport n° **801** (3 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **121.**

Loi n° 87-444 du 26 juin 1987 publiée au *J.O.* du 27 juin 1987 (p. 6950).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1987] (p. 2400).

Concurrence déloyale : *Lacombe (Jean)* (p. 2403).

Copropriétaires gérants : *Bécam (Marc)* (p. 2401).

Copropriétaires non-gérants : *Bécam (Marc)* (p. 2401).

Copropriété maritime (ou quirataire) : *Bécam (Marc)* (p. 2401) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2402).

Dettes nées (extension de la responsabilité aux -) : *Bécam (Marc)* (p. 2402) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2403).

Fiscalité de la copropriété quirataire : *Bécam (Marc)* (p. 2401, 2402) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2403).

Gérance : *Bécam (Marc)* (p. 2402) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2403).

Historique de la propriété quirataire : *Lacombe (Jean)* (p. 2403).

Investisseurs (recherches d'-) : *Bécam (Marc)* (p. 2401) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2402) ; *Lacombe (Jean)* (p. 2403).

Jurisprudence : *Bécam (Marc)* (p. 2401).

Marine marchande (crise de la -) : *Bécam (Marc)* (p. 2401) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2402) ; *Lacombe (Jean)* (p. 2403).

Marine marchande (projet de loi sur la -) : *Guellec (Ambroise)* (p. 2402) ; *Lacombe (Jean)* (p. 2403, 2404).

Responsabilité solidaire et indéfinie des quirataires : *Bécam (Marc)* (p. 2401) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2403).

Territoires d'outre-mer (application de la loi aux -) : *Bécam (Marc)* (p. 2402).

Discussion des articles (p. 2404).

Article 1er *(participation des copropriétaires aux profits et pertes de l'exploitation au prorata de leurs intérêts dans le navire) :* adopté.

Article 2 *(responsabilité des copropriétaires non gérants - gérants étrangers à la copropriété) :* adopté.

Article 3 *(dettes nées antérieurement à la publicité de l'aliénation) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2404).

6. - Projet de loi n° 702 relatif à la **saisie conservatoire des aéronefs.**

Sénat (première lecture). N° **143.** - Dépôt le 20 décembre 1986 (1986-1987) par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jacques Thyraud. - Rapport n° **173** (1986-1987). - Discussion le 5 mai 1987. - Adoption le 5 mai 1987. - Projet de loi n° **59.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 mai 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Jacques Limouzy (21 mai 1987). - Rapport n° **802** (3 juin 1987). - Discussion le 15 juin 1987. - Adoption le 15 juin 1987. - Projet de loi n° **122.**

Loi n° 87-424 du 19 juin 1987 publiée au *J.O.* du 20 juin 1987 (p. 6650).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] (p. 2404).

Créances concernées : *Bécam (Marc)* (p. 2405).

Nationalité des appareils concernés : *Bécam (Marc)* (p. 2405).

Politique étrangère : *Bécam (Marc)* (p. 2405) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 2405, 2406).

Saisie administrative : *Bécam (Marc)* (p. 2405).

Saisie conservatoire : *Bécam (Marc)* (p. 2404).

Sénat (texte adopté par le -) : *Bécam (Marc)* (p. 2405).

Discussion de l'article unique (p. 2406).

Article unique *(décision de saisies conservatoires d'aéronefs pour des créances dues par le propriétaire de l'aéronef ; immobilisation administrative de l'appareil).*

Explications de vote (p. 2406).

Réforme des voies d'exécution : *Marchand (Philippe)* (p. 2406).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2406).

7. - Proposition de loi n° 913 tendant à modifier la loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984 relative à l'**exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Philippe Vasseur et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Alain Lamassoure (1er juillet 1987).

8. - Proposition de loi n° 875 tendant à assurer la **continuité du service public** pour la **desserte aérienne et maritime de la Corse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 18 juin 1987 par M. Pierre Pasquini et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. - Proposition de loi n° 904 tendant à reconnaître et à organiser le droit à la **permanence des liaisons maritimes et aériennes de la Corse** avec le **territoire continental de la République.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Emile Zuccarelli. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

10. - Proposition de loi n° 912 relative au **transport des matières dangereuses.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. Guy-Michel Chauveau et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Georges Le Baill (12 novembre 1987).

11. - Projet de loi n° 970 relatif au **corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne** (urgence déclarée).

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 14 octobre 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République. - Rapporteur : M. Yvan Blot (5 novembre 1987). - Rapport n° **1074** (25 novembre 1987). - Discussion le 2 décembre 1987. - Adoption le 2 décembre 1987. - Projet de loi n° **195.**

Sénat (première lecture). N° **135** (1987-1988). - Dépôt le 3 décembre 1987. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - Rapporteur : M. Jean Clouet. - Rapport n° **144** (1987-1988). - Discussion le 11 décembre 1987. - Adoption le 11 décembre 1987. - Projet de loi n° **45.**

Loi n° 87-1014 du 18 décembre 1987 publiée au *J.O.* du 19 décembre 1987 (p. 14800).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 1987] (p. 6701).

Adaptation et modernisation de la navigation aérienne : *Douffiagues (Jacques)* (p. 6702, 6703).

Accord du 31 juillet 1987 : *Blot (Yvan)* (p. 6701) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6704) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6706) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6706).

Contrat d'intéressement : *Douffiagues (Jacques)* (p. 6703).

Grève (atteintes au droit de-) : *Porelli (Vincent)* (p. 6705).

Grève des contrôleurs aériens : *Blot (Yvan)* (p. 6701) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6703, 6704) ; Porelli (Vincent) (p. 6705) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6706) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6707).

Officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne :

- catégorie : *Blot (Yvan)* (p. 6701) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6702) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6705).

- conditions d'accès au corps : *Porelli (Vincent)* (p. 6705, 6706) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6706) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6706, 6707).

- création d'un corps de la fonction publique d'- : *Blot (Yvan)* (p. 6701) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6702) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6703) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6705) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6706).

- mission : *Blot (Yvan)* (p. 6701).

- spécificité de la fonction de contrôle : *Blot (Yvan)* (p. 6701) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6702) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6703, 6704) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 6706).

Services de la navigation aérienne (organisation des -) : *Blot (Yvan)* (p. 6701) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6702) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 6704).

Discussion des articles (p. 6707).

Article 1er *(corps des officiers contrôleurs en chef de la navigation aérienne ; définition de fonction ; statut) :* amendement n° 1 de M. Vincent Porelli (modalités de recrutement des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne) ; respect, par le Gouvernement, de l'avis du Conseil d'Etat ; amendement relevant du domaine réglementaire ; présentation de droit des projets de loi devant le Conseil d'Etat ; rejeté ;

- article 1er : adopté.

Article 2 *(application de la législation relative à l'exercice du droit de grève) :* adopté.

Article 3 *(dispositions particulières relatives au régime de retraite) :* adopté.

Article 4 *(date d'entrée en vigueur de la loi) :* adopté.

Explications de vote (p. 6707).

Abstention du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 6708).

Abstention du groupe socialiste : *Nevoux (Paulette)* (p. 6707).

Recherche de productivité : *Nevoux (Paulette)* (p. 6707) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 6707).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6708).

Voir *Handicapés* **8.**
Traités et conventions **23, 24.**

- dans le Lot

Voir *Questions orales sans débat* **228.**

- de matières dangereuses

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Environnement.
Sécurité civile **1.**

TRANSPORTS AÉRIENS

Voir *Communautés européennes* **6.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire et transports.
Transports **11.**

Grève des contrôleurs aériens

Voir *Questions au Gouvernement* **369, 379.**
Communautés européennes **6.**

Liaison Nice-Corse

Voir *Questions orales sans débat* **340.**

TRAVAIL

16. - Projet de loi n° 620 modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime,** et relative aux **contrats d'engagement maritime à durée déterminée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 avril 1987 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Henri Bayard (28 avril 1987).

17. - Projet de loi n° 686 relatif à **la durée et à l'aménagement du temps de travail** (urgence déclarée).

Sénat (première lecture) n° **156.** - Dépôt le 20 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. - Renvoi à la commission des affaires sociales. - Rapporteur : M. Louis Boyer. - Rapport n° **177** (1986-1987). - Discussion le 21 avril 1987. - Rejet le 21 avril 1987. - Projet de loi n° **54.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 avril 1987. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. - Rapporteur : M. Etienne Pinte (28 avril 1987). - Rapport n° **696.** - Discussion les 12, 13, 14, 15, 18 et 20 mai 1987 : engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. - Texte considéré comme adopté le 26 mai 1987, la motion de censure déposée le 20 mai 1987 n'étant pas adoptée. (Voir motions de censure 8). - Projet de loi n° **104.**

Sénat (deuxième lecture) n° **249.** - Dépôt le 27 mai 1987. - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Commission mixte paritaire. - Nomination [*J.O.* du 28 juin 1987] (P. 5858). - Bureau [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070). - Réunion le 3 juin 1987.

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Etienne Pinte. - Rapport n° **603** (3 juin 1987). - Discussion le 9 juin 1987. - Adoption avec modifications le 9 juin 1987. - Projet de loi n° **108.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). - Rapporteur : M. Louis Boyer. - Rapport n° **254** (3 juin 1987). - Discussion le 11 juin 1987. - Adoption définitive le 11 juin 1987. - Projet de loi n° **80.**

Loi n° 87-423 du 19 juin 1987 publiée au *Journal officiel* du 20 juin 1987 (p. 6648).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1987] (p. 1005, 1053) et [13 mai 1987] (p. 1079, 1097).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Collomb (Gérard)* (p. 1013, 1018) ; *Béguet (René)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 1020) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1020, 1021) : rejetée au scrutin public (p. 1021).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1021, 1024) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (inscrit contre, U.D.F.) (p.1029, 1030) : rejetée au scrutin public (p. 1030).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (communiste) : *Hage (Georges)* (p. 1082 à 1086) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1086, 1087) ; *Pinte (Etienne)* (rapporteur) (p. 1087) : rejetée au scrutin public (p. 1087).

Accords déjà signés relatifs à l'aménagement du temps de travail (et notamment celui de la métallurgie) : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1109, 1086) ; *Briant (Yvon)* (p. 1053).

Alsace-Moselle (statut particulier de l' -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 1051) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 1052) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1081).

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la - et croissance) : *Séguin (Philippe)* (p. 1008, 1012, 1079, 1080) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1014) ; *Béguet (René)* (p. 1019, 1020) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1022) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1042) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1043) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1045) ; *Bouvet (Henri)* (p. 1046) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1048) ; *Frachon (Martine)* (p. 1051) ; *Briant (Yvon)* (p. 1053) ; *Hage (Georges)* (p. 1082, 1083).

Conditions de vie et de travail : *Séguin (Philippe)* (p. 1008) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1046) ; *Frachon (Martine)* (p. 1051) ; *Hage (Georges)* (p. 1082, 1083).

Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) : *Séguin (Philippe)* (p. 1008) ; *Briant (Yvon)* (p. 1053).

Constitutionnalité du projet de loi : *Collomb (Gérard)* (p. 1017, 1018) ; *Béguet (René)* (p. 1018) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1012, 1020, 1021) ; *Hage (Georges)* (p. 1085, 1086).

Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) : *Séguin (Philippe)* (p. 1010, 1011) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1015, 1016) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1045) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049) ; *Hage (Georges)* (p. 1084).

Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) : *Pinte (Etienne)* (p. 1007) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1012) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1023) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1046) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049).

Déréglementation : *Collomb (Gérard)* (p. 1013, 1014, 1015, 1017) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1022) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1036) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1041) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049) ; *Frachon (Martine)* (p. 1051) ; *Hage (Georges)* (p. 1085).

Droits des salariés (protection des -) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1021, 1022, 1023, 1024) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1037, 1038) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1043, 1044) ; *Hage (Georges)* (p. 1085).

Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la - et comparaisons internationales) : *Séguin (Philippe)* (p. 1009, 1010, 1011, 1080) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1016) ; *Béguet (René)* (p. 1019) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1021, 1023) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1036) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 1040) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1041, 1042) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1045) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Frachon (Martine)* (p. 1052).

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes : *Collomb (Gérard)* (p. 1017, 1018) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1037) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1046) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1050) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1081) ; *Hage (Georges)* (p. 1084).

Emploi (et notamment résorption du chômage) : *Séguin (Philippe)* (p. 1008, 1080) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1016) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1022) ; *Descaves (Pierre)* (p. 1032) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1035) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 1040) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1041, 1042) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1044, 1045) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1045) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1050) ; *Briant (Yvon)* (p. 1053) ; *Hage (Georges)* (p. 1082).

Examen du projet de loi (condition d' -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1007, 1087) ; *Descaves (Pierre)* (p. 1030) ; *Barrot (Jacques)* (p. 1088).

Flexibilité du travail : *Collomb (Gérard)* (p. 1013, 1014) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1021) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1037) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 1039) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1044) ; *Bouvet (Henri)* (p. 1046) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 1052) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1079) ; *Hage (Georges)* (p. 1085).

Fluctuations conjoncturelles d'activité : *Séguin (Philippe)* (p. 1008).

Formation professionnelle (et notamment développement des emplois qualifiés) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1038, 1039).

Formes de l'aménagement du temps de travail :

- équipes de fin de semaine dites de suppléance : *Séguin (Philippe)* (p. 1009) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1017) ; *Frachon (Martine)* (p. 1052).

- heures supplémentaires (et notamment décompte des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1033) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1042) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1048) ; *Frachon (Martine)* (p. 1051) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1080).

- modulation des heures de travail (et notamment conditions de mise en œuvre) : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1008, 1009, 1010, 1080, 1081, 1082) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1016) ; *Béguet (René)* (p. 1019) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1022) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1029, 1030) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1033) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 1039).

- récupération des heures collectivement perdues : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1011) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1015) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1021).

- répartition des horaires de travail par cycle : *Séguin (Philippe)* (p. 1011) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1015).

- travail continu : *Pinte (Etienne)* (p. 1007).

- travail de nuit des femmes (conditions de dérogation - opinion des femmes) : *Pinte (Etienne)* (p. 1007) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1009, 1011, 1012, 1080, 1081) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1018) ; *Béguet (René)* (p. 1019) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1037) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1046) ; *Bouvet (Henri)* (p. 1046) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1048) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049, 1050) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1050) ; *Hage (Georges)* (p. 1084).

- travail intermittent : *Collomb (Gérard)* (p. 1015).

- travail le dimanche : *Séguin (Philippe)* (p. 1011) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1017) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1048) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1051) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 1052).

Légalisation par le projet des accords déjà conclus : *Collomb (Gérard)* (p. 1017) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1086).

Loi de programme sur l'entreprise (proposition d'une -) : *Bouvet (Henri)* (p. 1047) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1079).

Loi du 28 février 1986, dite loi « Delabarre » : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1009, 1012) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1015) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1029, 1030) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1033) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047).

Mesures économiques d'accompagnement : *Le Garrec (Jean)* (p. 1043).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1009, 1010, 1080, 1081, 1082) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1015) ; *Descaves (Pierre)* (p. 1032) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1036) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1042) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1044) ; *Bouvet (Henri)* (p. 1046) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1048) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049, 1050) ; *Frachon (Martine)* (p. 1052).

Ordonnance du 16 janvier 1982 : *Pinte (Etienne)* (p. 1005) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1008, 1009, 1079) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1014, 1015, 1018) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1023) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1033).

Ordonnances (recours aux - et attitude du Président de la République) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1030) ; *Descaves (Pierre)* (p. 1030) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1033, 1034) ; *Briant (Yvon)* (p. 1052) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1097).

Ouvrières de Thomson (lettre ouverte des -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1037).

Partenaires sociaux (association et attitude des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1009, 1010).

Patronat (évolution de l'opinion du - quant à l'aménagement du temps de travail) : *Collomb (Gérard)* (p. 1013).

Préférence nationale à l'embauche : *Descaves (Pierre)* (p. 1032).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 1035).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 1087, 1088).

Rappel au règlement de M. Georges Hage : *Hage (Georges)* (p. 1088).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 1088, 1089).

Rappel au règlement de Mme Jacqueline Hoffmann : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 1089).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 1089).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb : *Collomb (Gérard)* (p. 1096).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1096).

Repos compensateur : *Pinte (Etienne)* (p. 1006) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1015) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1080).

Représentativité syndicale : *Descaves (Pierre)* (p. 1031).

Santé (atteinte à la - provoquée par l'aménagement du temps de travail) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1021) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049) ; *Hage (Georges)* (p. 1084).

Sources du droit de travail (création d'un système pluraliste de -) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1030) ; *Deprez (Léonce)* (p. 1048).

Taddei (rapport -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1007) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1010, 1011) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1017) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1036) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1042) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1044) ; *Roudy (Yvette)* (p. 1046) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049).

Utilisations des équipements (durée d'-) : *Pinte (Etienne)* (p. 1007) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1034) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1044) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1047) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 1049) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1050).

Wisner (rapport -) : *Hage (Georges)* (p. 1083, 1084).

Discussion des articles [13 mai 1987] (p. 1097) ; [14 mai 1987] (p. 1128, 1157) ; [15 mai 1987] (p. 1233) ; [18 mai 1987] (p. 1253, 1277).

Avant l'article 1er : amendement n° 239 de M. Jean Jarosz soutenu Mme Colette Goeuriot (dispositions de la loi n'étant pas applicables aux entreprises où ont eu lieu, dans l'année précédant la signature de l'accord ou de la convention, un ou plusieurs accidents du travail dus à une faute inexcusable de l'employeur ou de l'un de ses substituts) (p. 1097) ; rejeté au scrutin public ; *rappel au règlement de M. Gérard Collomb* ; amendement n° 2 de M. Georges Hage soutenu par M. Daniel Le Meur (dispositions de la loi n'étant applicables qu'aux entreprises ayant réellement amélioré les conditions de travail de leurs employés) : rejeté ; amendement n° 3 de M. Georges Hage soutenu par M. François Asensi (dispositions de la loi n'ayant aucun effet dans les entreprises ou établissements bénéficiant directement ou indirectement d'une aide de l'Etat ou d'une collectivité publique) (p. 1098) ; rejeté ; amendement n° 240 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Daniel Le Meur (dispositions de la loi ne s'appliquant qu'aux entreprises dans lesquelles il n'a été procédé à aucun licenciement durant l'année précédant la signature de la convention de l'accord visé) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Georges Hage soutenu par Mme Colette Goeuriot (impossibilité pour une entreprise de prononcer des licenciements pendant la durée de validité des conventions ou accords visés par la présente loi) (p. 1099) ; rejeté ; amendement n° 228 de M. Gérard Collomb (conventions ou accords d'entreprises ou d'établissements concernant l'aménagement du temps de travail étant négociés entre l'employeur et les organisations syndicales de salariés représentatives dans l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 229 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (compo-

sition de la délégation de chacune des organisations représentatives parties à des négociations dans l'entreprise) (p. 1100) ; statistiques sur le nombre effectif d'heures de travail ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 230 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Charles Pistre (employeur étant tenu de remettre aux délégués syndicaux et aux salariés composant la délégation les informations nécessaires) (p. 1101) ; rejeté ; amendement n° 231 de M. Gérard Collomb (rapport devant être remis par la partie patronale aux organisations de salariés quinze jours avant la date d'ouverture de la négociation) (p. 1102) ; rejeté ; amendement n° 232 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Paul Durieux (dispositions des conventions ou accords d'entreprises ou établissements ne pouvant comporter de clauses contraires aux accords de branche) : rejeté ; amendement n° 233 de M. Gérard Collomb (adaptation des conventions ou accords d'entreprises négociés en cas d'extension d'une convention ou d'un accord collectif relatif à l'aménagement du temps de travail) (p. 1103) ; rejeté ; amendement n° 234 de M. Gérard Collomb (conventions ou accords d'entreprises relatifs à l'aménagement du temps de travail étant soumis aux dispositions relatives au droit d'opposition) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Gérard Collomb (conventions ou accords prévus par la présente loi devant ne pas avoir fait l'objet d'une opposition des organisations syndicales majoritaires) (p. 1104) ; rejeté ; amendement n° 65 de M. Gérard Collomb (accords dérogatoires éventuellement signés au niveau d'une branche ou une entreprise ne pouvant remettre en cause les droits garantis au salarié dans son contrat de travail) ; notion de travail intermittent (p. 1105) ; amendement n° 66 de M. Gérard Collomb (cas de recours au contrat de travail à durée déterminée) ; notion de travail intermittent ; amendement n° 66 : rejeté ; amendement n° 65 : rejeté ; amendement n° 67 de M. Gérard Collomb (cas de recours au travail à durée déterminée) ; différences entre les contrats à durée déterminée de travail intermittents (p. 1106) ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Gérard Collomb (suppression des contrats de travail à durée déterminée dans les professions saisonnières) : rejeté ; amendement n° 69 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (cas de recours au travail à durée déterminée) ; différences entre les contrats de travail à durée déterminée renouvelables et les contrats de travail intermittents (p. 1107) ; rejeté ; amendement n° 70 de M. Gérard Collomb (indemnité due au salarié lorsque les relations contractuelles ne se poursuivent pas à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée) ; contrats de travail à durée déterminée répétitifs ; rejeté (p. 1108) ; amendement n° 71 de M. Gérard Collomb (contrat à durée déterminée lié à l'absence d'un salarié pouvant prendre effet avant l'absence de ce salarié) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (suppression des contrats à durée déterminée successifs) (p. 1109) ; rejeté ; amendement n° 316 de M. François Asensi (suspension du contrat de travail en cas d'accident de trajet) : rejeté ; amendement n° 241 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Daniel Le Meur (suspension du contrat de travail à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) (p. 1110) ; rejeté ; amendement n° 246 de Mme Jacqueline Hoffmann (conventions collectives ne pouvant être conclues que par des syndicats majoritaires dans l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 247 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (salarié ne pouvant renoncer à des droits ou avantanges) (p. 1111) ; rejeté ; amendement n° 248 de M. Gérard Bordu soutenu par Mme Muguette Jacquaint (notion d'accord plus favorable pour les salariés) : rejeté ; amendement n° 259 de M. Jean Giard soutenu par M. François Asensi (notion de dispositions moins favorables pour les salariés contenues dans une convention ou un accord collectif) (p. 1112) ; rejeté ; amendement n° 264 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Jarosz (suppression de la possibilité de négocier, au niveau de l'entreprise, des accords dérogatoires aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux salaires) (p. 1113) ; rejeté ; *rappel au règlement de M. Gérard Collomb* ; amendement n° 235 de M. Gérard Collomb (négociation annuelle obligatoire dans l'entreprise devant comporter un examen de l'application des conventions relatives à l'aménagement du temps de travail) (p. 1114) ; rejeté ; *rappel au règlement de M. Gérard Collomb* ; amendement n° 249 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par Mme Muguette Jacquaint (extension ne pouvant être prononcée en cas d'opposition de deux organisations syndicales de salariés) : rejeté ; amendement n° 243 de M. François Asensi soutenu par M. Jean Jarosz (temps de travail devant être consacré aux actions de formation professionnelle) (p. 1115) ; amendement n° 242 de M. Jean Reyssier soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (cas où les jugements rendus par les conseils de prud'hommes sont exécutoires par provision) (p. 1116) ; rejeté ; amendement n° 1 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Jarosz (réglementation du droit de grève et du lock-out) : rejeté au scrutin public (p. 1117) ; amendement n° 236 de M. Gérard Collomb (Gouvernement devant déposer un projet de loi visant à renforcer le syndicalisme dans les petites et moyennes entreprises) ; déroulement de la séance des questions d'actualité (p. 1128) ; risque de contradiction entre les accords et les contrats (p. 1129) ; avenir de l'action syndicale au niveau des entreprises : rejeté ; amendement n° 244 de M. Paul Mercecia soutenu par M. Daniel Le Meur (abrogation de l'article 414 du code pénal ; droit de grève) (p. 1130) ; rejeté au scrutin public.

Article 1er *(dérogation aux dispositions règlementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : compensations prévues par les salariés ; nécessité d'une réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail ; niveau de négociation retenu (p. 1132) ; évolution du chômage ; réglementation du droit de grève (p. 1133) ; flexibilité étant inefficace pour lutter contre le chômage ; avenir du centre d'études et de recherches de l'industrie des liants hydrauliques (C.E.R.I.L.H.) (p. 1134) ; évolution de la législation sur l'aménagement du temps de travail ; possibilité de lutter contre le chômage grâce à une réduction du temps de travail (p. 1135) ; nécessité d'un projet de loi visant à renforcer le syndicalisme dans l'entreprise et notamment dans les petites et moyennes entreprises ; remise en cause des accords de branche pour leur substituer des accords d'entreprise (p. 1136) ; prises de positions syndicales en faveur de la réduction du temps de travail ; nécessité d'un syndicalisme fort (p. 1137) ; problèmes nés de la juxtaposition de deux périodes de référence ; aménagement du temps de travail et diminution du chômage (p. 1138) ; aménagement du temps de travail et accidents du travail ; salariés des P.M.E. étant mieux défendus par eux-mêmes que par des syndicats (p. 1139) ; rôle du syndicalisme ; possibilité de déroger aux dispositions relatives à la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine ; limitation des dérogations aux règles régissant la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine (p. 1140) ; caractère inconstitutionnel des amendements du groupe communiste ; amendements identiques n° 73 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur et n° 250 de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; travail de nuit des femmes (p. 1141) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 251 de M. Guy Ducoloné (durée du travail étant fixée à trente-sept heures par semaine) (p. 1142) ; demande du Gouvernement que, en application de l'article 44-3 de la Constitution, le vote sur les amendements soit réservé ; vote réservé ; amendement n° 252 de Mme Muguette Jacquaint (suppression des dérogations à la durée légale du travail) (p. 1143) ; *rappel au règlement* de M. Gérard Collomb (p. 1144) ; *rappel au règlement* de M. Guy Ducoloné (p. 1145) ; *rappel au règlement* de M. Jean Le Garrec ; *rappel au règlement* de M. André Billardon ; *rappel au règlement* de M. Pierre Joxe (p. 1147) ; amendement n° 252 : vote réservé ; *rappel au règlement* de M. Pierre Joxe ; *rappel au règlement* de M. André Billardon (p. 1148) ; *rappel au règlement* de M. Pascal Arrighi ; *rappel au règlement* de M. Pierre Joxe (p. 1149) ; *rappel au règlement* de M. Guy Ducoloné (p. 1150) ; amendement n° 253 de M. Bernard Deschamps soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (durée légale du travail effectif étant fixée à trente heures par semaine pour le père ou la mère d'un enfant de moins de trois mois) ; absence du rapporteur (p. 1157) ; *rappel au règlement de M. Guy Ducoloné* ; amendement n° 253 : application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 5 de M. Georges Hage (durée légale hebdomadaire du travail dans les entreprises fonctionnant en continu) ; installation d'Eurodisneyland ; limitation de l'horaire de travail dans la métallurgie ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 254 de M. Jean-Jacques Barthe (dérogation autorisée par la loi ne pouvant être que plus favorable aux salariés) (p. 1158) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 6 de M. Georges Hage : non soutenu ; amendement n° 7 de M. Georges Hage (subordination de la conclusion d'un accord collectif d'entreprise après l'autorisation de l'inspecteur du travail donnée après consultation des représentants des salariés lorsqu'il n'existe pas d'organisation syndicale) (p. 1159) ; loi devant constituer le plancher sur lequel peuvent être greffées des dispositions plus avantageuses ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 255 de M. Jean Giard soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant définir les modalités d'aménagement du travail hebdomadaire) (p. 1160) ; dialogue social dans les petites entreprises (p. 1161) ; application de l'article 44-3 de la Consti-

tution ; amendement n° 74 de M. Gérard Collomb (dérogation ne pouvant être effectuée que par des accords étendus) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 256 de M. Jacques Rimbault soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (impossibilité de modifier l'aménagement du temps de travail à l'intérieur de la semaine) (p. 1162) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 257 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (accord de modulation du temps de travail ne pouvant être conclu que lorsque les salariés bénéficient d'une sixième semaine de congés payés) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 258 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Jarosz (conclusion d'un accord ne pouvant entraîner pour les salariés une perte de salaire) (p. 1163) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 8 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (accord d'entreprise ou d'établissement pouvant faire l'objet d'une opposition) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 9 de M. Georges Hage soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant entrer en application qu'après autorisation de l'inspecteur du travail) (p. 1164) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; demande du Gouvernement que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'article Ier du projet de loi dans le texte du Gouvernement à l'exclusion de tout amendement ;

- article Ier : adopté au scrutin public en application de l'article 44-3 de la Constitution.

Article 2 *(récupération) :* récupération des « ponts » (p. 1165) ; conventions d'horaires 1986 signées aux cycles Peugeot ; précarisation ne pouvant être combattue par une flexibilité accrue (p. 1166) ; historique de l'évolution de la règlementation du temps de travail ; risque de superposition des notions de récupération et de modulation (p. 1167) ; modalités de la récupération des heures perdues (p. 1168) ; destructuration des garanties collectives ; cession de Trigano par le Crédit lyonnais ; situation économique des entreprises dépendant des commandes qu'elles reçoivent ; nombre d'accords conclus sur l'aménagement du temps de travail en 1986 (p. 1169) ; modalités de la récupération ; distinction entre la récupération et la modulation ; amendements identiques n° 42 de M. Gérard Collomb et n° 260 de M. Jacques Rimbault soutenu par Mme Colette Goeuriot (de suppression) (p. 1170, 1171) ; demande du Gouvernement que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur les amendements à cet article et sur cet article ; amendements n° 42 et n° 260 : application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 261 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Guy Ducoloné (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de cas de force majeure sous réserve de l'avis favorable des représentants des salariés) (p. 1172) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 10 de M. Georges Hage soutenu par M. François Asensi (caractère obligatoire de l'accord des représentants des salariés sur les modalités de la récupération) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendements identiques n° 11 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean-Jacques Barthe et n° 43 de M. Gérard Collomb (suppression de la possibilité de récupérer les heures perdues en raison d'intempéries) (p. 1173) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 199 de M. Gérard Collomb (récupération pour intempéries ne pouvant être exigée que pour des intempéries exceptionnelles constituant un cas de force majeure) (p. 1174) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 46 de M. Gérard Collomb (suppression de la récupération pour cause d'inventaire) (p. 1175) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1176) ; amendement n° 44 de M. Gérard Collomb (limitation à deux jours par an des inventaires des entreprises) ; rapports du domaine contractuel et de la loi (p. 1203) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 47 de M. Gérard Collomb (récupération des « ponts ») ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 12 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (impossibilité d'une récupération lorsque sont appliquées les dispositions relatives par un repos compensateur et celles relatives aux accords de flexibilité du temps de travail) ; amendement n° 48 de M. Gérard Collomb (limitation du cumul modulation-récupération) (p. 1204) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 262 de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (récupération des heures perdues étant subordonnée à un accord entre l'employeur et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la majorité des salariés) (p. 1205) ; amendement n° 45 de M. Gérard Collomb (récupération ne pouvant être exigée que des salariés faisant partie de l'effectif de l'entreprise au moment de l'interruption du travail) (p. 1206) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; demande du Gouvernement que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'article 2 du projet de loi dans le texte du Gouvernement ;

- article 2 : adopté au scrutin public ;

Contrat à durée indéterminée intermittent ; statut des salariés intermittents (p. 1207) ; demande du Gouvernement que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur les amendements portant articles additionnels après l'article 2, sur les amendements à l'article 3 et sur l'article 3 (p. 1208) ;

Après l'article 2 : amendement n° 79 de M. Gérard Collomb (définition plus précise du contrat de travail à durée déterminée) ; nécessité de fixer une barrière infranchissable entre le travail intermittent, sous contrat à durée indéterminée, et le contrat à durée déterminée ; conclusions répétées de contrats à durée déterminée pour effectuer un travail intermittent ; superposition entre le contrat à durée déterminée pour causes précises et le contrat à durée indéterminée de travail intermittent ; possibilité, pour une entreprise, d'employer des salariés sous contrat à durée indéterminée intermittent et des salariés à durée déterminée lors d'un surcroît d'activité saisonnier (p. 1208) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 263 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (obligation des employeurs de répondre aux demandes des salariés sur les adaptations des plages horaires) ; définition de la flexibilité ; remise en cause, par le groupe communiste, des dispositions sur les horaires individualisés ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 75 de M. Gérard Collomb (précisant les liens entre le travail à temps partiel et le travail intermittent) (p. 1209) ; avantages du contrat de travail intermittent à durée indéterminée par rapport au contrat de travail à temps partiel en raison de la négociation au niveau de la branche ; rappel des définitions de l'emploi à temps partiel et de l'emploi intermittent ; ordonnance de 1986 plus restrictive en imposant au contrat de travail intermittent certaines conditions, et notamment la nature de l'activité ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 76 de M. Gérard Collomb (transfert de certains emplois à temps partiel en emplois à temps de travail alterné) (p. 1210) ; petite marge d'appréciation entre la définition du travail intermittent et la définition d'un contrat de travail ; complexité particulière de ces différents contrats ; texte actuel plus protecteur pour les salariés que le concept juridique de travail alterné ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 77 de M. Gérard Collomb (définition du contrat de travail alterné) (p. 1211) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 78 de M. Gérard Collomb soutenu par Mme Gisèle Stievenard (tendant à préciser la notion de travail intermittent) (p. 1212) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 3 *(recours au contrat de travail intermittent) :* appréhension des femmes sur les conséquences néfastes du texte ; suppression d'emplois dans les industries de base ne relevant pas d'une absence de flexibilité mais d'une politique industrielle de récession ; exemple de la société Fort-Tamaris d'Alès (p. 1213) ; difficultés de la définition de la notion de travail intermittent ; recours au contrat de travail intermittent en application d'un simple accord d'entreprise ; danger d'une telle expansion ; nécessité d'en rester aux conventions par accords de branches (p. 1214) ; étapes de la précarisation de l'emploi ; négociations au niveau de l'entreprise soumettant les salariés à la volonté de l'employeur (p. 1215) ; situation de l'entreprise d'ingénierie Technip ; lien manifeste entre le développement du chômage et la généralisation de la flexibilité (p. 1216) ; dangers de l'économie ouverte ; rappel des mesures prises en République fédérale d'Allemagne, et notamment de l'accord dit « Kapovatz » ; amendement n° 80 de M. Gérard Collomb (de suppression) ; amendement n° 265 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; conventions d'entreprise permettant certains abus ; législation allemande comportant certaines dispositions positives (p. 1217) ; recours au contrat de travail intermittent particulièrement néfaste pour les salariés ; perturbation de l'organisation de leur vie professionnelle et personnelle ; remise en cause de la notion de décentralisation de la négociation collective ; nécessité pour certains types d'activités, par nature intermittents, de disposer de tels contrats ; ordonnance du 11 août 1986 socialement positive, et notamment quant à la création d'un contrat de travail intermittent à durée indéterminée (p. 1218) ; travail

intermittent n'assujettissant pas les salariés à la volonté patronale ; opinion favorable du Président de la République ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 83 de M. Gérard Collomb (introduction d'une clause de protection tendant à autoriser le ministre du travail à limiter le recours au travail intermittent en cas de déséquilibre des conditions d'emploi) (p. 1219) ; introduction d'une clause, par l'amendement n° 83, qui est l'exacte réplique d'une disposition prise pour le travail à temps partiel ; définition précise de l'intermittence permettant d'éviter les abus ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 82 de M. Gérard Collomb (détermination du nombre minimum d'heures garanties) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1220) ; amendement n° 81 de M. Gérard Collomb (tendant à garantir aux salariés à travail intermittent l'assurance maladie) ; garanties formelles accordées par le texte ; bénéfice des salariés à travail intermittent des prestations sociales dès lors qu'ils auront occupé leur emploi pendant 800 heures ; contrat à durée indéterminée ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; *rappel au règlement de M. Gérard Collomb* (p. 1221) ; amendement n° 13 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (tendant à compléter l'article L. 212-4-8 du code du travail concernant la conclusion d'accords prévoyant le recours au contrat de travail intermittent) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 14 de M. Georges Hage (application des accords d'entreprise après autorisation de l'inspecteur du travail) ; contrats de travail intermittent permettant une flexibilité inépuisable ; subordination des accords d'entreprise à l'autorisation de l'inspecteur du travail assurant un minimum de protection, notamment dans les entreprises de petite taille (p. 1222) ; contrôle de l'inspecteur du travail contraire à la liberté de négocier des partenaires sociaux ; volonté de rendre l'ensemble du code du travail supplétif ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 15 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (application des accords d'entreprise qu'après avis conforme du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 266 de M. Jean Jarosz soutenu par M. Gérard Bordu (tendant à subordonner l'accord d'entreprise à la signature de l'ensemble des organisations syndicales) ; position du code du travail profondément antidémocratique (p. 1223) ; risque qu'un seul syndicat minoritaire dans l'entreprise impose un accord à l'ensemble des salariés ; nécessité de ne tenir compte que des suffrages exprimés et non pas des électeurs inscrits pour déterminer l'organisation syndicale majoritaire ; remise en cause de la notion de représentativité et de la notion de droit d'opposition ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 3, à l'exclusion de tout amendement et de tout article additionnel après l'article 2 : adopté au scrutin public (p. 1224).

Rappel au règlement de M. Georges Hage.

Après l'article 3 : amendement n° 84 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser la notion de travail alterné) ; précarisation du travail ; deux formes de travail intermittent ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1225) ; amendement n° 85 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser la définition du contrat de travail intermittent) ; crainte que l'ordonnance du 11 août 1986 ne recouvre deux formes de travail intermittent tout à fait différentes ; nécessité de préciser les périodes de travail et la répartition des heures au sein de ces périodes ; législation actuelle plus favorable aux salariés que la rédaction proposée par l'amendement (p. 1233) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 200 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser les périodes de travail des salariés intermittents ; discrimination entre deux types de contrats de travail intermittent possible entre ceux où l'activité permettra de fixer avec précision les périodes de travail et les autres) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 86 de M. Gérard Collomb (obligation de notification au moins sept jours à l'avance de la répartition nouvelle des horaires) ; volonté d'éviter la précarisation des salariés concernés (p. 1234) ; amendements déposés par le groupe socialiste non étudiés par la commission en raison de leur dépôt trop tardif ; compétence exclusive des partenaires sociaux ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 201 de M. Gérard Collomb (définition du début du décompte des périodes d'essai) ; problème de la définition de la période d'essai ; définition qui doit faire l'objet de négociations collectives (p. 1235) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent) :* champ d'application du contrat de travail intermittent à durée indéterminée recouvrant l'ensemble des activités et non pas le seul champ des activités saisonnières ; Gouvernement autorisant, par de telles dispositions, l'ensemble des entreprises à déroger au droit conventionnel ; accord d'une seule organisation syndicale suffisant pour amenuiser l'ensemble des droits des salariés ; multiplication des régimes des contrats de travail ; atteintes graves aux intérêts des salariés ; contrats favorisant le développement des « petits boulots » (p. 1236) ; atteintes à la liberté et à la vie privée des salariés ; pressions importantes s'exerçant dans les petites entreprises pour la conclusion de tels accords ; existence de dispositions pour régir les emplois à caractère saisonnier ; précarité absolue ; article facilitant le recours au contrat de travail intermittent donnant la possibilité aux employeurs de contourner l'opposition des organisations syndicales représentatives (p. 1237) ; priorité de la réduction du temps de travail pour réduire le chômage ; résultats négatifs du développement de cette flexibilité et précarisation de l'emploi ; statut des salariés des associations intermédiaires étant particulièrement fragile (p. 1238) ; inefficacité des mesures prises depuis un an ; vote favorable de l'Assemblée nationale à diverses reprises sur l'aménagement du temps de travail ; reconnaissance implicite du fait que les contrats à durée déterminée sont un élément essentiel du mouvement de précarisation ; liberté totale donnée aux employeurs pour les licenciements économiques (p. 1239) ; prévisions de l'I.N.S.E.E. en matière de chômage ; mesures prises par le Gouvernement tendant à déprimer la demande intérieure ; précarisation de l'emploi ne permettant pas le redressement économique du pays (p. 1240) ; *rappel au règlement de M. Gérard Collomb ;* amendement n° 87 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) ; amendement n° 267 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) ; rappel des propos de M. Taddei démontrant que seuls les accords de branche peuvent permettre de définir des règles de concurrence loyale entre les entreprises ; affaiblissement des institutions représentatives des salariés ; volonté de substituer aux contrats de travail collectifs des contrats de travail individuels à l'exemple d'une filiale d'Usinor-Sacilor (p. 1241) ; ordonnance de 1982 qui aménageait des négociations annuelles relatives à l'aménagement du temps de travail au niveau de l'entreprise ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 16 de M. Georges Hage (tendant à la suppression des contrats de travail intermittent) ; précarisation de l'emploi (p. 1242) ; imprécision de la définition juridique des contrats de travail intermittent permettant aux employeurs une interprétation extensive ; dispositions favorisant le relèvement des seuils d'effectifs et la rémunération indépendante de l'horaire réel ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 17 de M. Georges Hage soutenu par M. Roger Combrisson (tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 11 août 1986) ; nombre des salariés employés sous des formes précaires (p. 1243) ; ordonnance symbolisant l'évolution profonde du système économique ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 88 de M. Gérard Collomb (tendant à rappeler la capacité du salarié intermittent à accéder aux fonctions représentatives) ; existence, par les dispositions législatives, de deux types de flexibilité (p. 1244) ; politique de relance par la consommation inefficace pour régler le chômage (p. 1245) ; nécessité que les entreprises françaises soient compétitives afin de relancer l'économie par la consommation ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 89 de M. Gérard Collomb (tendant à ouvrir des négociations sur les droits à l'assurance chômage entre deux périodes de travail pour les salariés intermittents) ; indemnités de licenciement et de chômage étant en fonction des niveaux de rémunération ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 90 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser que le refus par un salarié d'effectuer un travail intermittent ne constitue pas un motif de licenciement) (p. 1246) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 91 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (bénéfice, pour les travailleurs intermittents, des accords sur la mensualisation) ; arrêt du 22 juin 1983 de la chambre sociale de la Cour de cassation ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

– article 4, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, à l'exclusion de tout amendement et de tout article additionnel après l'article 3 : adopté au scrutin public.

Après l'article 4 : amendement n° 92 de M. Gérard Collomb (tendant à supprimer la possibilité de lisser la rémunération des salariés intermittents) ; demande du Gouvernement

pour que l'Assemblée se prononce par un seul vote, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, sur les amendements portant articles additionnels après l'article 4, les amendements à l'article 5 et l'article 5 ; amendement n° 92 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 93 de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord de branche pour instaurer le mécanisme de lissage mensuel de la rémunération des salariés intermittents) (p. 1253) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 94 de M. Gérard Collomb (requalification du contrat de travail intermittent irrégulier en contrat de travail à durée indéterminée à temps plein) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 95 de M. Gérard Collomb (communication aux institutions représentatives du personnel d'un bilan annuel sur le recours au travail intermittent) (p. 1254) ; travail à temps partiel étant défavorable à un certain nombre de femmes : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 96 de M. Gérard Collomb (précisant que les salariés intermittents auxquels l'employeur n'a fourni aucun travail pendant plus de un an sont présumés faire l'objet d'une procédure de licenciement) (p. 1255) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 97 de M. Gérard Collomb (indemnités de licenciement et de départ à la retraite des salariés employés à temps complet et à temps intermittent) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 98 de M. Gérard Collomb (obligation de discrétion et de réserve des salariés employés à temps intermittent pendant les périodes de non-activité) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 99 de M. Gérard Collomb (accès prioritaire des salariés à temps intermittent aux emplois à temps complet et des salariés à temps complet aux emplois intermittent) (p. 1256) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 100 de M. Gérard Collomb (présentation au 31 décembre 1987 au Parlement, d'un bilan du travail intermittent) (p. 1257) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 18 de M. Georges Hage soutenu par M. Guy Ducoloné (suppression des associations intermédiaires) (p. 1256) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 5 *(Instauration conventionnelle de cycles de travail)* : avantages fiscaux accordés aux entreprises ; privatisations ; cycles de travail (p. 1259) ; notion de semaine civile ; lien entre la flexibilité et la réduction du temps de travail (p. 1260) ; travail par cycle (p. 1261) ; amendements identiques n° 49 de M. Gérard Collomb et n° 268 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1262) ; amendements n°s 49 et 268 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 269 de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Michel Peyret (tendant à établir une majoration de salaire de 50 p. 100 pour chaque heure supplémentaire) (p. 1263) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 270 de M. Robert Montdargent soutenu par M. Gérard Bordu (accords collectifs sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 50 corrigé de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord de branche pour remplacer le paiement des heures supplémentaires par l'octroi d'un repos compensateur) (p. 1264) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 348 de M. Gérard Collomb (nullité des accords sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par l'octroi d'un repos compensateur signés dans les entreprises sans section syndicale) (p. 1265) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Paul Chomat (tendant à instaurer un repos compensateur de 150 p. 100 par heure supplémentaire) (p. 1266) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 272 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Guy Ducoloné (suppression du paragraphe II de cet article (décompte des heures supplémentaires et cycles de travail) (p. 1267) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 349 de M. Gérard Collomb (prévoyant que les accords sur la compensation des heures supplémentaires par un repos prévoiront un temps de congé supplémentaire pour la formation des salariés) ; durée du travail ; décompte des heures supplémentaires (p. 1268) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 350 de M. Gérard Collomb (interdiction de dépasser la durée maximale légale de travail) (p. 1269) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 40 de M. Georges Hage soutenu par M. Paul Chomat (nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail avant l'entrée en application d'accords d'entreprise ou d'établissement sur la compensation des heures supplémentaires par un repos) (p. 1270) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 41 de M. Georges Hage (tendant à subordonner les accords d'entreprise ou d'établissement sur la compensation des heures supplémentaires par un repos à un avis conforme du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 1271) ; affaire Dall'o : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 54 de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour l'organisation du travail sous forme de cycle) et n° 273 de M. Paul Chomat soutenu par M. Georges Hage (précisant que les institutions représentatives du personnel apprécient la réalité de la notion de cycle) (p. 1272) ; amendements n°s 54 et 273 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1273) ; amendements n° 274 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (limitant à deux semaines la durée d'un cycle de travail et subordonnant sa mise en œuvre à l'avis conforme des institutions représentatives du personnel) et n° 51 de M. Gérard Collomb (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) (p. 1277) ; amendement n° 55 corrigé de M. Gérard Collomb (même objet) ; amendements n°s 274, 51 et 55 corrigés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 57 de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord préalable du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour la mise en place des cycles de travail) (p. 1278) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 60 de M. Gérard Collomb (travail par cycle dans les entreprises fonctionnant en continu) : retiré ; amendement n° 53 corrigé de M. Gérard Collomb (tendant à limiter les mesures dérogatoires prises par décret en matière de cycle de travail) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 52 de M. Gérard Collomb (consultation de la commission nationale de la négociation collective sur les décrets autorisant la mise en place de cycles de travail) : non soutenu ; amendement n° 275 de M. Gérard Bordu (limitant la durée d'un cycle de travail à deux semaines) (p. 1279) ; statut des salariés d'Eurodisneyland : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 56 de M. Gérard Collomb (précisant que la durée du travail des salariés travaillant par cycle ne devra être supérieure à trente-cinq heures par semaine sur une année) ; retiré ; amendement n° 61 de M. Gérard Collomb (suppression du dernier alinéa de cet article (heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 276 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. François Asensi (décompte et paiement des heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) (p. 1280) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 62 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (fixant à trente-cinq heures par semaine la référence de base pour le calcul des heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1281) ; amendements n° 19 de M. Georges Hage soutenu par M. Guy Ducoloné (tendant à retenir, comme heures supplémentaires, celles qui dépassent une durée moyenne de travail résultant d'un accord collectif inférieur à la durée légale) et n° 63 de M. Gérard Collomb (même objet) ; conditions de travail à l'Eurodisneyland de Marne-la-Vallée (p. 1282) ; amendement n° 63 : retiré ; amendement n° 19 : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 202 de M. Gérard Collomb (réduction de la durée du travail comme contrepartie aux cycles de travail) ; amendement n° 203 de M. Gérard Collomb (contrepartie financière à l'instauration des cycles de travail) ; amendement n° 351 de M. Gérard Collomb (effort de formation en contrepartie de l'instauration des cycles de travail) (p. 1283) ; discordance entre les propos du ministre et du rapporteur : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 204 de M. Gérard Collomb (inapplicabilité de l'article L. 215-5 du code du travail aux salariés travaillant en équipe) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 58 de M. Gérard Collomb (droit d'accès prioritaire aux emplois normaux pour les salariés travaillant en cycle continu) (p. 1284) ; amendement n° 59 de M. Gérard Collomb (précisant que le refus, par un salarié travaillant à horaire normal, de passer à un horaire en cycle continu, ne constitue ni une faute ni un motif de licenciement) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 289 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Paul Chomat (limitant à quatre-vingts heures par an le contingent des heures supplémentaires pouvant être effectuées après information de l'inspecteur du travail et des représentants du personnel) (p. 1285) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 290 de M. Jean Giard soutenu par M. Michel Peyret (ten-

dant à n'autoriser les dérogations conventionnelles au régime légal des heures supplémentaires que lorsqu'elles sont plus favorables aux salariés) (p. 1286) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 291 de M. Paul Mercieca soutenu par M. François Asensi (régime des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 du code du travail) (p. 1287) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; amendement n° 292 de M. Jacques Rimbault soutenu par M. Gérard Bordu (limitant la durée maximale du travail à quarante-quatre heures par semaine et à quarante-deux heures sur douze semaines) (p. 1288) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ;

- article 5, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, à l'exclusion de tout amendement et de tout article additionnel après l'article 4 : adopté au scrutin public.

Rappel au règlement de M. Georges Hage ; rappel au règlement de M. Gérard Collomb (p. 1289) ; rappel au règlement de M. Gérard Collomb ; rappel au règlement de M. Jean Le Garrec.

Article 6 *(modulation de la durée du travail) :* (p. 1290) ; substitution de l'accord d'entreprise à l'accord de branche ; réduction du temps de travail et création d'emplois ; rapport Taddei (p. 1291).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : *Chirac (Jacques)* (p. 1371, 1373). (voir motion de censure n° 8).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [9 juin 1987] (p. 2124).

Questions préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) : *Collomb (Gérard)* (p. 2126 à 2128) ; *Pinte (Etienne)* (inscrit contre, R.P.R.) (p. 2128, 2129) ; rejetée au scrutin public (p. 2129).

Communauté économique européenne (recours en manquement engagé par la commission) : *Pinte (Etienne)* (p. 2125).

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la - et croissance) : *Séguin (Philippe)* (p. 2125, 2126) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2127).

Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail : *Pinte (Etienne)* (p. 2125) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2126).

Droits des salariés (protection des -) : *Collomb (Gérard)* (p. 2127) ; *Hage (Georges)* (p. 2129, 2130).

Flexibilité du travail (motifs du recours à la -) : *Collomb (Gérard)* (p. 2126, 2127, 2128) ; *Pinte (Etienne)* (p. 2128) ; *Hage (Georges)* (p. 2129, 2130).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail : *Pinte (Etienne)* (p. 2125).

Santé (atteinte à la - par l'aménagement du temps de travail) : *Hage (Georges)* (p. 2129, 2130).

Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) : *Pinte (Etienne)* (p. 2125) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2126) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2127) ; *Hage (Georges)* (p. 2129).

Travail le dimanche : *Collomb (Gérard)* (p. 2127) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2130).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2130, 2131).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi dans le texte de la C.M.P. (p. 2132).

18. - Proposition de loi n° 750 tendant à modifier l'article L. 221-6 du code du travail afin de faciliter les **dérogations au repos hebdomadaire du dimanche.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 19 mai 1987 par M. Didier Julia. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

19. - Proposition de loi n° 809 tendant à modifier, en matière d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité, la législation actuelle sur la **responsabilité pénale des chefs d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 4 juin 1987 par M. Marc Reymann. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

20. - Proposition de loi n° 917 tendant à **garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

21. - Proposition de loi n° 931 tendant à **limiter le droit de grève** en vue de préserver l'**équilibre économique et social de la Nation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 8 juillet 1987 par M. Jean Bonhomme. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

22. - Proposition de loi n° 953 tendant à modifier l'article L. 434-2 du code du travail relatif au **fonctionnement du comité d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 6 octobre 1987 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

23. - Proposition de loi n° 985 relative à l' **aménagement du temps de travail dans le secteur sanitaire et social privé à but non lucratif.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Michel Hannoun. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

24. - Proposition de loi n° 991 tendant à instituer des **droits nouveaux en matière d'information et d'intervention des travailleurs dans l'entreprise et à garantir l'exercice de la citoyenneté.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

25. - Proposition de loi n° 1117 relative aux **délégués du personnel.**

Assemblée nationale (Première lecture). - Dépôt le 9 décembre 1987 par M. Jean-Jack Salles. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

26. - Proposition de loi n° 1220 tendant à **interdire** aux **salariés** bénéficiaires d'**un congé sabbatique** l'exercice de toute **activité salariée** à l'exception des **actions de formation.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 2 février 1988 par M. Jean Briane. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Transports* **8.**

Aménagement du temps de -

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1**, discussion des articles, après l'article 15.

Conditions de - (heures de nuit)

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1**, discussion des articles, après l'article 8, après l'article 17.

TRAVAIL (durée du -)

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **1**, discussion des articles, après l'article 15.

Flexibilité du temps de travail

Voir *Déclaration du Gouvernement* **3** (DG).

Insertion professionnelle des handicapés

Voir *Handicapés* **9.**

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir *Travail* **24.**

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.

TRAVAUX D'UTILITÉ COLLECTIVE (T.U.C.)

Voir *Lois de finances* **4,** Affaires sociales.

TRIBUNAL DES FORCES ARMÉES

Voir *Justice* **6.**

TRIBUNAUX

Voir *Justice* **8.**

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir *Justice* **8, 13.**

TRIBUNAUX AUX ARMÉES

Voir *Justice* **8.**

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Voir *Justice* **9.**

TRINITÉ ET TOBAGO

Voir *Traités et conventions* **53.**

TUNNEL DU PUYMORENS

Voir *Questions orales sans débat* **204, 211.**

TUNNEL SOUS LA MANCHE

Voir *Traités et conventions* **23, 24, 56.**

TURQUIE

Arrestation de deux dirigeants communistes à leur retour en Turquie

Voir *Questions au Gouvernement* **560.**

Demande d'adhésion à la C.E.E.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **336.**

Droits de l'homme en -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **336.**

Génocide arménien de 1915

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

TUTELLE

Voir *Elections et référendums* **34.**

T.V. 5

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, communication ; examen du fascicule.

U

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (U.E.O.)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie.

UNION DES ASSURANCES DE PARIS (U.A.P.)

Voir *Questions au Gouvernement* **466.**

Privatisation de l'-

Voir *Questions au Gouvernement* **527.**

UNITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE (U.E.R.)

- de Toulouse

Voir *Questions orales sans débat* **195.**

UNIVERSITÉS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **3.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

Enseignement du sport.

Voir Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur, Questions.

Professeurs

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

Réforme du premier cycle

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

Statut des -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Education nationale, II. Recherche et enseignement supérieur.

UN POUR CENT LOGEMENT

Voir *Logement et habitat* **16.**

URBANISME

2. - Proposition de loi n° 901 tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la **définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement.**

Sénat (première lecture). N° **238** (1986-1987). - Dépôt le 21 mai 1987 par M. Paul Girod. - Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. - Rapporteur : M. Alain Pluchet. - Rapport n° **283** (17 juin 1987). - Discussion le 30 juin 1987. - Adoption le 30 juin 1987. - Proposition de loi n° **108.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 30 juin 1987. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Michel Vuibert (2 juillet 1987). - Rapport n° **923** (7 juillet 1987). - Discussion le 7 juillet 1987. - Adoption définitive le 7 juillet 1987. - Proposition de loi n° **157.**

Loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 publiée au *J.O.* du 21 juillet 1987 (p. 8127).

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 1987] (p. 3756).

Abstention du groupe socialiste : *Malandain (Guy)* (p. 3757).

Collectivités locales (autonomie des -) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3757) ; *Malandain (Guy)* (p. 3757) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3758).

Communes ayant délibéré avant le 26 avril 1987 (cas des -) : *Vuibert (Michel)* (p. 3756) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3758).

Coût de la construction : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3757).

Droit de préemption urbain : *Vuibert (Michel)* (p. 3756) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3757) ; *Malandain (Guy)* (p. 3757) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3757, 3758).

Offre foncière (politique de l'-) : *Vuibert (Michel)* (p. 3756) ; *Malandin (Guy)* (p. 3757) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3758).

Plafond légal de densité : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3757) ; *Malandain (Guy)* (p. 3757).

Spéculation immobilière : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3758).

Unification de la procédure d'établissement du droit de préemption : *Vuibert (Michel)* (p. 3756) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3757).

Vote hostile du groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3758).

Zones d'intervention foncière (Z.I.F.) (cas des -) : *Vuibert (Michel)* (p. 3756) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3758).

Discussion de l'article unique [7 juillet 1987] (p. 3758).

Article unique *(nécessité pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale de délibérer, dans un délai de six mois après publication de la loi, pour maintenir le droit de préemption urbain dans les zones urbaines ouvertes par une ancienne zone d'intervention foncière ; cas des communes ayant délibéré entre le 26 avril 1987 et la date de publication de la loi) :* amendement n° 1 de M. Bernard Deschamps (substituant la date du 25 décembre 1986 à la date du 26 avril 1987) ; mise en conformité avec la loi Méhaignerie des communes ayant délibéré avant le 26 avril 1987 ; impossibilité de valider des délibérations par voie législative ; atteinte au droit de propriété ; possibilité d'information des communes grâce aux services fiscaux ; cas de la ville de Paris ; rejeté au scrutin public.

Explications de vote (p. 3759).

Allégement des procédures d'aménagement : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3759).

Droit de préemption urbain : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3759).

Ile de France (situation en -) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3761).

Locataires (situation des -) : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3760) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3760, 3761).

Logement social (développement du -) : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3760).

Offre foncière : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3761).

Spéculation : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3760).

Urbanisation : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3760).

Vote hostile du groupe socialiste : *Ayrault (Jean-Marc)* (p. 3760).

Adoption de l'article unique de la proposition de loi au scrutin public (p. 3761).

3. - Proposition de loi n° 995 tendant à promouvoir la **construction et la location d'ateliers d'artistes.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 28 octobre 1987 par M. Bernard-Claude Savy. - Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Arnaud Lepercq (3 février 1988).

Voir *Commerce et artisanat* **9, 13, 18.**
Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**
Sécurité civile **1.**

Code de l'- applicable à Mayotte

Voir *Mayotte* **4.**

URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce et artisanat* **10, 11, 12, 13, 14, 17, 18.**

U.R.S.S.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **4.**
Questions au Gouvernement **381.**

Koulaks russes et ukrainiens

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

Juifs (situation des - en -)

Voir *Drogue* **3,** après l'article 10.

Politique de Mikhaïl Gorbatchev

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'Homme, francophonie.

USINOR

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.
Questions orales sans débat **218.**

V

VAL D'ALLIER

Voir *Politique économique et sociale* **11.**

VAL-D'OISE

Enseignement préscolaire et élémentaire dans le -

Voir *Questions orales sans débat* **310.**

VALEURS MOBILIÈRES

Abattements étendus aux détenteurs de plus de 35 p. 100 des droits sociaux

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, avant l'article 60 : amendement n° 282.

Fiscalité des -

Voir *Epargne et investissement* **1** (n° 443), avant la discussion des articles et article 17.

Protection des épargnants détenteurs de -

Voir *Consommation* **3,** discussion des articles, après l'article 6.

VALIDATIONS

Voir *Examens, concours et diplômes* **1.**

VÉHICULES DE SOCIÉTÉS

Taxe sur les -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article 21.

VENTE

Voir *Audiovisuel* **10.**
Commerce et artisanat **22.**

VENTE A DOMICILE

Voir *Commerce et artisanat* **22.**

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Voir *Commerce et artisanat* **16.**

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Voir *Officiers publics et ministériels* **1.**

VÉRIFICATION APPROFONDIE DE LA SITUATION FISCALE D'ENSEMBLE (V.A.S.F.E.)

Voir *Impôts et taxes* **7,** avant la discussion des articles, discussion des articles, article 4.

VICTIMES

Voir *Ordre public* **22.**

VICTIMES CIVILES DE GUERRE

Voir *Ordre public* **22.**

VIDÉO

Voir *Lois de finances* **4,** Culture et communication, Communication ; examen du fascicule.

VIE, MÉDECINE ET BIOLOGIE

7. - Proposition de loi n° 1192 tendant à abroger certaines dispositions pénales relatives à l'**interruption de grossesse.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par Mme Yvette Roudy et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. - Proposition de loi n° 1204 relative au recueil, à la conservation et à l'utilisation des **gamètes humains.**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 22 décembre 1987 par M. Edmond Hervé et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Santé publique* **9.**

VIENNE

Programmes routiers et autoroutes dans la -

Voir *Questions orales sans débat* **233.**

VIET-MINH

Anciens prisonniers du -

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Anciens combattants.

VIETNAM

Voir *Déportés, internés et résistants* **6.**
Drogue **3,** après l'article 10.
Questions au Gouvernement **588.**

VIGNETTE AUTOMOBILE

Voir *Lois de finances rectificatives* **3.**

VILLES NOUVELLES

Voir *Collectivités locales* **7.**

Équilibre financier des syndicats d'agglomérations nouvelles

Voir *Impôts et taxes* **7,** discussion des articles, article 16.

VINS

Voir *Boissons et alcools* **9, 10.**

VISAS

Voir *Lois de finances* **4,** deuxième partie, Affaires étrangères, Premier ministre : Droits de l'homme, francophonie, Tourisme.

VITICULTURE

Voir *Communautés européennes* **6.**

VITOS (Société textile)

Voir *Questions orales sans débat* **231.**

VOIES D'EXÉCUTION

Voir *Justice* **12.**

VOIES NAVIGABLES

Voir *Loi de finances* **4,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.

Y

YEIWENÉ YEIWENÉ

arrestation de -

Voir *Rappels au règlement* **845, 846, 847.**

YOUGOSLAVIE

Voir *Commerce extérieur* **5.**

YOURCENAR (Marguerite)

Voir *Patrimoine esthétique, archéologique et historique* **1.**

Z

ZONES D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (Z.A.C.)

Non-paiement de la redevance du P.L.D. dans les -

Voir *Lois de finances rectificatives* **3,** après l'article 12.

ZONES DÉFAVORISÉES ET DE MONTAGNE

Voir *Questions au Gouvernement* **500, 522.**
Questions orales sans débat **225.**

Suppression de services publics

Voir *Questions au Gouvernement* **483.**

ZONES D'ENTREPRISE

Voir *Emploi et activité* **7.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Industrie, procédure des questions.
Lois de finances rectificatives **3,** après l'article 18.
Politique économique et sociale **11.**

ZONES D'INTERVENTION FONCIÈRE (Z.I.F.)

Voir *Urbanisme* **2.**

ZONES FRANCHES

Voir *Aménagement du territoire* **1.**

ZONES RURALES

Voir *Logement et habitat* **17.**
Lois de finances **4,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.

Equipement collectif dans les -

Voir *Questions au Gouvernement* **450.**

Services publics

Voir *Questions au Gouvernement* **446.**

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la table des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques)

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
609	Politique économique et sociale 7.
610	Traités et conventions 23.
611	Traités et conventions 24.
612	Traités et conventions 25.
613	Traités et conventions 26.
614	Nouvelle-Calédonie 3.
615	Affaires étrangères 4.
616	Police de la route et circulation routière 6.
617	Famille 10.
618	Epargne et investissement 1.
619	Communautés européennes 4.
620	Travail 16.
621	Epargne et investissement 1.
622	Défense 8.
623	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens 6.
624	Traités et conventions 23.
625	Droit pénal 10.
626	Commerce et artisanat.
627	Déclarations du Gouvernement 3.
628	Ordre public 19.
629	Nouvelle-Calédonie 3.
630	Administration et régimes pénitentiaires 2.
631	Traités et conventions 27.
632	Traités et conventions 28.
633	Procédure pénale 5.
634	Magistrature 5.
635	Boissons et alcools 6.
636	Police de la route et circulation routière 7.
637	Cérémonies publiques et fêtes légales 2.
638	Prix et concurrence 4.
639	Coopération et développement 3.
640	Impôts locaux 5.
641	Bois et forêt 4.
642	Enseignement privé 4.
643	Agriculture 10.
644	Cimetières et pompes funèbres 3.
645	Commerce et artisanat 7.
646	Partis et groupements politiques 2.
647	Commerce et artisanat 8.
648	Action sociale et solidarité nationale 4.
649	Elections et référendums 24.
650	Départements 3.
651	Copropriété 1.
652	Successions et libéralités 2.
653	Logement et habitat 7.
654	Déportés, internés et résistants 5.
655	Fonctionnaires et agents publics 7.
656	Logement et habitat 8.
657	Impôts locaux 6.
658	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre 2.
659	Equipement et grands travaux 1.
660	Logement et habitat 9.
661	Santé publique 6.
662	Police de la route et circulation routière 8.
663	Communes 9.
664	Commerce et artisanat 9.
665	Service national 6.
666	Justice 6.
667	Divorce 3.
668	Anciens combattants et victimes de guerre 12.
669	Divorce 4.
670	Logement et habitat 10.
671	Décorations 4.
672	Successions et libéralités 3.
673	Procédure pénale 6.
674	Impôts locaux 7.
675	Boissons et alcools 7.
676	Mines et carrières 2.
677	Coopération et développement 4.
678	Retraites complémentaires 1.
679	Politique économique et sociale 8.
680	Traités et conventions 29.
681	Handicapés 4.
682	Mer et littoral 2.
683	Traités et conventions 24.
684	Commerce et artisanat 6.
685	Police de la route et circulation routière 6.
686	Travail 17.
687	Chômage : indemnisation 1.
688	Saint-Pierre-et-Miquelon 3.
689	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 4.
690	Prix et concurrence 4.
691	Elections et référendums 19.
692	Industrie 5.
693	Famille 10.
694	Fonction publique territoriale 2.
695	Administration et régime pénitentiaire 2.
696	Travail 17.
697	Traités et conventions 25.
698	Traités et conventions 26.
699	Nouvelle-Calédonie 3.
700	Nouvelle-Calédonie 3.
701	Transports 5.
702	Transports 6.
703	Impôts et taxes 7.
704	Successions et libertés 3.
705	Service national 7.
706	Eau et assainissement 1.
707	Impôts et taxes 8.
708	Sociétés civiles et commerciales 3.
709	Handicapés 5.
710	Energie 7.
711	Elections et référendums 25.
712	Justice 7.
713	Assurance vieillesse : généralités 5.
714	Impôt sur le revenu 11.
715	Sociétés civiles et commerciales 4.
716	Commerce et artisanat 10.
717	Commerce et artisanat 11.
718	Polynésie française 2.
719	Logement et habitat 11.
720	Propriété industrielle 2.
721	Adoption 2.
722	Elections et référendums 26.
723	Ordre public 20.
724	Aménagement du territoire 1.
725	Droit pénal 11.
726	Cour des comptes 2.
727	Justice 8.
728	Décorations 5.
729	Commerce et artisanat 12.
730	Mines et carrières 3.
731	Finances publiques 1.
732	Entreprises 5.
733	Handicapés 4.
734	Conseil économique et social 2.
735	Ordre public 19.
736	Conseil économique et social 1.
737	Mayotte 3.
738	Sécurité sociale 8.
739	Traités et conventions 30.
740	Traités et conventions 31.
741	Traités et conventions 32.
742	Traités et conventions 33.
743	Traités et conventions 34.
744	Droit pénal 7.
745	Chômage : indemnisations 1.
746	Elections et référendums 27.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
747	Epargne et investissement 1.
748	Communautés européennes 5.
749	Animaux 4.
750	Travail 18.
751	Prestations familiales 2.
752	Commerce et artisanat 13.
753	Commerce et artisanat 14.
754	Commerce et artisanat 15.
755	Assurance, invalidité, décès 1.
756	Famille 11.
757	Handicapés 6.
758	Anciens combattants et victimes de guerre 13.
759	Consommation 2.
760	Impôts et taxes 9.
761	Culture 1.
762	Droit pénal 12.
763	Audiovisuel 6.
764	Anciens combattants et victimes de guerres 14.
765	Partis et groupements politiques 3.
766	Jeux et paris 3.
767	Professions juridiques et judiciaires 1.
768	Communes 10.
769	Police de la route et circulation routière 9.
770	Déportés, internés et résistants 6.
771	Handicapés 7.
772	Elections et référendums 28.
773	Traités et conventions 35.
774	Traités et conventions 36.
775	Traités et conventions 37.
776	Traités et conventions 38.
777	Traités et conventions 39.
778	Traités et conventions 40.
779	Lois de règlement 1.
780	Lois de règlement 2.
781	Sécurité civile 1.
782	Saint-Pierre-et-Miquelon 3.
783	Fonction publique territoriale 2.
784	Traités et conventions 27, 28.
785	Politiques économiques et sociales 8.
786	Entreprises publiques 2.
787	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 4.
788	Déportés, internés et résistants 7.
789	Polynésie française 2.
790	Sécurité sociale 8.
791	Epargne et investissement 1.
792	Elections et référendums 27.
793	Ordres professionnels 1.
794	Equipement et grands travaux 1.
795	Œuvres et fondations 1.
796	Administration et régimes pénitentiaires 2.
797	Sécurité sociale 9.
798	Parlement 9.
799	Politique économique et sociale 9.
800	Service national 7.
801	Transports 5.
802	Transports 6.
803	Travail 17.
804	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 4.
805	Handicapés 4.
806	Droit pénal 10.
807	Sociétés civiles et commerciales 2.
808	Procédure pénale 5.
809	Travail 19.
810	Logement et habitat 12.
811	Divorce 5.
812	Arts et spectacles 1.
813	Transports 7.
814	Ordre public 21.
815	Etrangers 9.
816	Commerce et artisanat 16.
817	Pharmacie 1.
818	Entreprises 6.
819	Examens, concours et diplômes 1.
820	Impôts et taxes 10.
821	Agriculture 11.
822	Elections et référendums 29.
823	Rapatriés 2.
824	Libertés publiques 1.
825	Ordre public 22.
826	Environnement 5.
827	Environnement 6.
828	Lois de finances 3.
829	Boissons et alcools 8.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
830	Administration et régimes pénitentiaires 2.
831	Nouvelle-Calédonie 2.
832	Fonctionnaires et agents publics 3.
833	Audiovisuel 6.
834	Drogue 3.
835	Magistrature 4.
836	Œuvres et fondations 1.
837	Traités et conventions 40.
838	Traités et conventions 30.
839	Traités et conventions 29.
840	Sécurité sociale 10.
841	Entreprises 7.
842	Elections et référendums 30.
843	Formation professionnelle et promotion sociale 1.
844	Magistrature 4.
845	Rapatriés 3.
846	Chômage : indemnisation 1.
847	Sécurité sociale 10.
848	Déclarations du Gouvernement 4.
849	Propriété industrielle 2.
850	Ordre public 15.
851	Chômage : indemnisation 1.
852	Handicapés 4.
853	Justice 9.
854	Traités et conventions 41.
855	Politique économique et sociale 10.
856	Rapatriés 3.
857	Sécurité sociale 9.
858	Rapatriés 4.
859	Prix et concurrence 4.
860	Famille 10.
861	Traités et conventions 32.
862	Traités et conventions 32.
863	Traités et conventions 33.
864	Traités et conventions 34.
865	Traités et conventions 35.
866	Traités et conventions 36.
867	Traités et conventions 37.
868	Traités et conventions 38.
869	Traités et conventions 39.
870	Sécurité sociale 1.
871	Rapatriés 5.
872	Entreprises 8.
873	Gouvernement 1.
874	Politique économique et sociale 11.
875	Transports 8.
876	Commerce extérieur 1.
877	Elections et référendums 31.
878	Bois et forêts 5.
879	Partis et groupements politiques 4.
880	Boissons et alcools 8.
881	Formation professionnelle et promotion sociale 1.
882	Rapatriés 4.
883	Impôts et taxes 7.
884	Commerce et artisanat 17.
885	Fonction publique territoriale 2.
886	Famille 10.
887	Domaine public et privé 1.
888	Prix et concurrence 4.
889	Police de la route et circulation routière 6.
890	Justice 10.
891	Commerce extérieur 2.
892	Sécurité sociale 10.
893	Police de la route et circulation routière 6.
894	Sécurité sociale 8.
895	Sécurité sociale 8.
896	Impôts et taxes 7.
897	Audiovisuel 6.
898	Audiovisuel 6.
899	Sécurité sociale 10.
900	Rapatriés 4.
901	Urbanisme 2.
902	Agriculture 12.
903	Logement et habitat 13.
904	Transports 9.
905	Logement et habitat 14.
906	Funérailles nationales 2.
907	Commerce et artisanat 18.
908	Assurance vieillesse : généralités 6.
909	Santé publique 7.
910	Archives 1.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
911	Déportés, internés et résistants 8.
912	Transports 10.
913	Sécurité sociale 11.
914	Jeux et paris 4.
915	Politique économique et sociale 12.
916	Impôts locaux 8.
917	Travail 20.
918	Personnes âgées 1.
919	Environnement 7.
920	Police de la route et circulation routière 10.
921	Parlement 9.
922	Justice 9.
923	Urbanisme 2.
924	Famille 10.
925	Audiovisuel 7.
926	Enseignement technique et professionnel 2.
927	Communes 11.
928	Départements d'outre-mer 6.
929	Départements 4.
930	Mayotte 4.
931	Travail 21.
932	Déportés, internés et résistants 9.
933	Enseignement 4.
934	Energie 8.
935	Formation professionnelle et promotion sociale 1.
936	Œuvres et fondations 1.
937	Famille 10.
938	Sécurité civile 1.
939	Fonctionnaires et agents publics 8.
940	Magistrature 5.
941	Lois de finances 4.
942	Justice 10.
943	Drogue 3.
944	Parlement 10.
945	Chasse 1.
946	Droit pénal 13.
947	Enfants 1.
948	Tourisme et loisirs 4.
949	Administration 1.
950	Prix et concurrence 5.
951	Commerce et artisanat 19.
952	Propriété industrielle 3.
953	Travail 22.
954	Procédure pénale 7.
955	Droits de l'Homme, libertés publiques 4.
956	Audiovisuel 8.
957	Français : nationalité française 6.
958	Elections et référendums 32.
960	Droit pénal 10.
961	Lois de finances 4.
962	Lois de finances 4.
963	Lois de finances 4.
964	Lois de finances 4.
965	Lois de finances 4.
966	Environnement 6.
967	Politique économique et sociale 9,10.
968	Tourisme et loisirs 5.
969	Mer et littoral 3.
970	Transports 11.
971	Banques et établissements financiers 1.
972	Elections et rérérendums 33.
973	Collectivités locales 7.
974	Ordres professionnels 1.
975	Traités et conventions 42.
976	Traités et conventions 43.
977	Déclarations du Gouvernement 5.
978	Impôts et taxes 11.
979	Commerce extérieur 3.
980	Environnement 8.
981	Logement et habitat 15.
982	Pharmacie 2.
983	Professions et activités paramédicales 4.
984	Professions et activités paramédicales 5.
985	Travail 23.
986	Elections et référendums 34.
987	Agriculture 13.
988	Communes 12.
989	Assurance vieillesse : généralités 7.
990	Médiateur 1.
991	Travail 24.
992	Assurance maladie maternité 1.
993	Energie 9.
994	Adoption 3.
995	Urbanisme 3.
996	Collectivités locales 8.
997	Droit pénal 10.
998	Magistrature 5.
999	Ordre public 2, 21.
1000	Entreprises publiques 3.
1001	Environnement 9.
1002	Marchés financiers 3.
1003	Audiovisuel 9.
1004	Enseignement 5.
1005	Lois de finances 5.
1006	Entreprises 7.
1007	Agriculture 14.
1008	Nouvelle-Calédonie 4.
1009	Droit pénal 7.
1010	Sports 2.
1011	Expropriation 1.
1012	Traités et conventions 44.
1013	Traités et conventions 45.
1014	Traités et conventions 46.
1015	Traités et conventions 47.
1016	Traités et conventions 48.
1017	Traités et conventions 49.
1018	Traités et conventions 50.
1019	Patrimoine esthétique, archéologie et historique 1.
1020	Associations et mouvements 4.
1021	Traités et conventions 51.
1022	Traités et conventions 52.
1023	Traités et conventions 53.
1024	Traités et conventions 54.
1025	Logement et habitat 16.
1026	Mer et littoral 3.
1027	Elections et référendums 34.
1028	Justice 10.
1029	Faillite, redressement et liquidation judiciaires 6.
1030	Banques et établissements financiers 1.
1031	Drogue 3.
1032	Elections et référendums 36.
1033	Traités et conventions 41.
1034	Sociétés civiles et commerciales 5.
1035	Associations et mouvements 5.
1036	Associations et mouvements 36.
1037	Anciens combattants et victimes de guerre 15.
1038	Commerce et artisanat 20.
1039	Coopération et développement 5.
1040	Assurance vieillesse : généralités 8.
1041	Impôts et taxes 12.
1042	Français : nationalité française 7.
1043	Justice 11.
1044	Enseignement 6.
1045	Anciens combattants et victimes de guerre 16.
1046	Anciens combattants et victimes de guerre 17.
1047	Entreprises 9.
1048	Collectivités locales 9.
1049	Parlement 11.
1050	Professions et activités médicales 6.
1051	Chasse 2.
1052	Elections et référendums 37.
1053	Officiers publics et ministériels 1.
1054	Commerce et artisanat 21.
1055	Elections et référendums 38.
1056	Assurances 1.
1057	Audiovisuel 10.
1058	Commerce extérieur 4.
1059	Procédure pénale 8.
1060	Nouvelle-Calédonie 4.
1061	Associations et mouvements 7.
1062	Lois de finances rectificatives 3.
1063	Banques et établissements financiers 1.
1064	Ordres professionnels 1.
1065	Commerce et artisanat 20.
1066	Taxe sur la valeur ajoutée 3.
1067	Commerce et artisanat 22.
1068	Assurance vieillesse : généralités 9.
1069	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 6.
1070	Partis et groupements politiques 5.
1071	Elections et référendums 39.
1072	Police et sécurité 4.
1073	Marchés financiers 3.

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
1074	Transports **11.**
1075	Associations et mouvements **4, 5, 6, 7.**
1076	Sports **2.**
1077	Anciens combattants et victimes de guerre **15.**
1078	Traités et conventions **43.**
1079	Traités et conventions **49.**
1080	Traités et conventions **51.**
1081	Traités et conventions **52.**
1082	Traités et conventions **53.**
1083	Traités et conventions **54.**
1084	Traités et conventions **48.**
1085	Enseignement **5.**
1086	Expropriation **1.**
1087	Droit pénal **7.**
1088	Commerce et artisanat **20.**
1089	Audiovisuel **10.**
1090	Santé publique **8.**
1091	Santé publique **9.**
1092	Pharmacie **2.**
1093	Entreprises publiques **3.**
1094	Procédure pénale **8.**
1095	Justice **10.**
1096	Lois de finances rectificatives **3.**
1097	Logement et habitat **16.**
1098	Elections et référendums **36.**
1099	Elections et référendums **28.**
1100	Elections et référendums **26, 35.**
1101	Lois de finances rectificatives **3.**
1102	Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**
1103	Drogue **3.**
1104	Lois de finances rectificatives **3.**
1105	Déclarations du Gouvernement **6.**
1106	Communautés européennes **6.**
1107	Lois de finances **4.**
1108	Elections et référendums **40.**
1109	Baux commerciaux **3.**
1110	Santé publique **10.**
1111	Handicapés **8.**
1112	Boissons et alcools **9.**
1113	Boissons et alcools **10.**
1114	Commerce et artisanat **23.**
1115	Emploi et activité **7.**
1116	Boissons et alcools **11.**
1117	Travail **25.**
1118	Anciens combattants et victimes de guerre **18.**
1119	Logement et habitat **17.**
1120	Entreprise **10.**
1121	Commerce et artisanat **24.**
1122	Animaux **5.**
1123	Elections et référendums **41.**
1124	Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**
1125	Traités et conventions **55.**
1126	Traités et conventions **56.**
1127	Sports **3.**
1128	Collectivités locales **7.**
1129	Lois de finances **4.**
1130	Justice **10.**
1131	Police et sécurité **4.**
1132	Traités et conventions **45.**
1133	Traités et conventions **46.**
1134	Traités et conventions **47.**
1135	Consommation **3.**
1136	Nouvelle-Calédonie **4.**
1137	Entreprises publiques **4.**
1138	Fonctionnaires et agents publics **9.**
1139	Droit pénal **14.**
1140	Enseignement technique et professionnel **3.**
1141	Assurance vieillesse : généralités **10.**
1142	Presse, édition et imprimerie **4.**
1143	Sociétés civiles et commerciales **5.**
1144	Consommation **3.**
1145	Baux commerciaux **3.**
1146	Bâtiments et travaux publics **4.**
1147	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1148	Sécurité sociale **12.**
1149	Lois et réglement **3.**
1150	Tourisme et loisirs **6.**
1151	Enseignement technique et professionnel **4.**
1152	Traités et conventions **57.**
1153	Nouvelle-Calédonie **4.**
1154	Collectivités locales **7.**
1155	Lois de finances rectificatives **3.**
1156	Energie **10.**
1157	Formation professionnelle et promotion sociale **2.**
1158	Justice **10.**
1159	Marchés financiers **3.**
1160	Traités et conventions **55.**
1161	Traités et conventions **56.**
1162	Environnement **10.**
1163	Sécurité sociale **12.**
1164	Elections et référendums **42.**
1165	Entreprises **7.**
1166	Entreprises publiques **4.**
1167	Fonctionnaires et agents publics **9.**
1168	Lois de finances rectificatives **3.**
1169	Procédure pénale **8.**
1170	Procédure pénale **8.**
1171	Entreprises **7.**
1172	Police et sécurité **5.**
1173	Sécurité sociale **12.**
1174	Enseignement **5.**
1175	Patrimoine esthétique, archéologique et historique **1.**
1176	Affaires étrangères **5.**
1177	Affaires étrangères **6.**
1178	Sécurité sociale **12.**
1179	Logement et habitat **16.**
1180	Parlement **12.**
1181	Consommation **3.**
1182	Droit pénal **7.**
1183	Consommation **3.**
1184	Droit pénal **7.**
1185	Logement et habitat **16.**
1186	Logement et habitat **18.**
1187	Agriculture **15.**
1188	Pêche **1.**
1189	Elections et référendums **43.**
1190	Famille **12.**
1191	Handicapés **9.**
1192	Vie, médecine et biologie **7.**
1193	Divorce **6.**
1194	Logement et habitat **19.**
1195	Environnement **11.**
1196	Justice **12.**
1197	Baux commerciaux **4.**
1198	Impôts et taxes **13.**
1199	Anciens combattants et victimes de guerre **19.**
1200	Famille **13.**
1201	Droit pénal **15.**
1202	Audiovisuel **11.**
1203	Justice **13.**
1204	Vie, médecine et biologie **8.**
1205	Elections et référendums **44.**
1206	Droit pénal **16.**
1207	Elections et référendums **45.**
1208	Français : langue **1.**
1209	Entreprises **7.**
1210	Parlement **13.**
1211	Coopération et développement **6.**
1212	Politique économique et sociale **13.**
1213	Impôts et taxes **14.**
1214	Elections et référendums **46.**
1215	Elections et référendums **47.**
1216	Elections et référendums **46.**
1217	Elections et référendums **47.**
1218	Logement et habitat **20.**
1219	Droit pénal **17.**
1220	Travail **26.**
1221	Copropriété **2.**
1222	Pêche **2.**
1223	Mutualité sociale et agricole **2.**
1224	Postes et télécommunications **2.**
1225	Commerce extérieur **5.**
1226	Commerce extérieur **6.**
1227	Plan **1.**
1228	Elections et référendums **46.**
1229	Elections et référendums **47.**
1230	Gouvernement **2.**

NUMÉROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
1231	Santé publique **11.**
1232	Animaux **6.**
1233	Droit pénal **18.**
1234	Fonctionnaires et agents publics **10.**
1235	Politique économique et sociale **14.**
1236	Archives **2.**
1237	Communes **13.**
1238	Enseignement technique et professionnel **5.**
1239	Elections et référendums **46.**
1240	Elections et référendums **47.**
1241	Elections et référendums **48.**
1242	Elections et référendums **49.**